

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE NOMINATIVE

établie par le Service des Archives
de l'Assemblée Nationale

Du 1^{er} janvier 1985 au 1^{er} avril 1986

7^e LEGISLATURE

Deuxième session extraordinaire de 1984-1985.....	23 et 24 janvier 1985
Seconde session ordinaire de 1984-1985.....	Du 2 avril au 29 juin 1985
Troisième session extraordinaire de 1984-1985.....	Du 1 ^{er} au 26 juillet 1985
Quatrième session extraordinaire de 1984-1985.....	Du 12 au 20 août 1985
Première session ordinaire de 1985-1986.....	Du 2 octobre au 20 décembre 1985
Première session extraordinaire de 1985-1986.....	21 et 22 décembre 1985
Deuxième session extraordinaire de 1985-1986.....	Du 9 janvier au 28 février 1986

ABREVIATIONS

Socialiste Groupe socialiste.

R.P.R. Groupe du Rassemblement pour la République.

U.D.F. Groupe Union pour la démocratie française.

Communiste Groupe communiste.

N.I. Députés n'appartenant à aucun groupe.

EXPLICATION DES SIGLES

A.C.P.	Afrique, Caraïbes, Pacifique.	D.G.F.	Dotation globale de fonctionnement.
A.F.P.A.	Association pour la formation professionnelle des adultes.	D.O.M.	Département d'outre-mer.
A.G.I.R.C.	Association générale des institutions de retraite des cadres.	E.A.R.L.	Entreprise agricole à responsabilité limitée.
A.G.S.	Assurance de garantie des salaires.	E.D.F.	Electricité de France.
A.N.A.H.	Association nationale pour l'amélioration de l'habitat.	E.N.A.	Ecole nationale d'administration.
A.N.P.E.	Agence nationale pour l'emploi.	E.U.R.L.	Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.
A.N.V.A.R.	Agence nationale pour la valorisation de la recherche.	F.A.C.	Fonds d'action culturelle.
A.P.L.	Aide personnalisée au logement.	F.C.T.V.A.	Fonds de compensation de la T.V.A.
A.R.R.C.O.	Association de régimes de retraites complémentaires.	F.E.N.	Fédération de l'éducation nationale.
A.S.S.E.D.I.C.	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.	F.E.O.G.A.	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
B.A.P.S.A.	Budget annexe des prestations sociales agricoles.	F.I.A.M.	Fonds interactivités d'aménagement de la montagne.
B.E.P.	Brevet d'enseignement professionnel.	F.I.N.U.L.	Force d'interposition des Nations unies au Liban.
B.T.P.	Bâtiments et travaux publics.	F.L.N.K.S.	Front de libération nationale kanak socialiste.
C.A.E.C.L.	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.	F.M.I.	Fonds monétaire international.
C.A.P.	Certificat d'aptitude professionnelle.	F.N.E.	Fonds national pour l'emploi.
C.C.A.S.	Centre communal d'action sociale.	F.O.R.M.A.	Fonds d'orientation des marchés agricoles.
C.E.A.	Commissariat à l'énergie atomique.	G.A.E.C.	Groupement agricole d'exploitation en commun.
C.E.C.A.	Communauté européenne du charbon et de l'acier	G.F.A.	Groupement foncier agricole.
C.E.E.	Communauté économique européenne.	G.I.E.	Groupement d'intérêt économique.
C.E.F.E.	Conseil pour l'enseignement du français à l'étranger.	H.L.M.	Habitation à loyer modéré.
C.F.A.S.	Compagnie française des aciers spéciaux.	I.D.S.	Initiative de défense stratégique.
C.G.C.	Confédération générale des cadres.	I.F.R.E.M.E.R.	Institut français pour la recherche et l'exploitation de la mer.
C.G.E.	Compagnie générale d'électricité.	I.G.A.S.	Inspection générale des affaires sociales.
C.G.T.	Confédération générale du travail.	I.G.F.	Impôt sur les grandes fortunes.
C.J.C.E.	Cour de justice des communautés européennes.	I.N.R.A.	Institut national de recherches agronomiques.
C.H.R.	Centre hospitalier régional.	I.N.S.E.E.	Institut national de la statistique et des études économiques.
C.H.U.	Centre hospitalier universitaire.	I.N.S.E.R.M.	Institut national de la santé et de la recherche médicale.
C.I.A.	Central intelligence agency.	I.S.M.	Indemnité spéciale de montagne.
C.I.R.I.	Comité interministériel de restructuration industrielle.	I.U.T.	Institut universitaire de technologie.
C.N.P.F.	Conseil national du patronat français.	M.R.G.	Mouvement des radicaux de gauche.
C.N.R.S.	Conseil national de la recherche scientifique.	O.L.P.	Organisation de libération de la Palestine.
C.N.U.C.E.D.	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.	O.N.A.C.	Office national des anciens combattants.
C.O.B.	Commission des opérations de bourse.	O.N.F.	Office national des forêts.
C.O.D.E.R.	Commission de développement économique régional.	O.N.G.	Organisation non gouvernementale.
C.O.T.O.R.E.P.	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.	O.T.A.N.	Organisation du traité de l'Atlantique nord.
C.U.M.A.	Coopérative d'utilisation de matériels agricoles.	P.A.H.	Prime à l'amélioration de l'habitat.
D.A.T.A.R.	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.	P.A.C.	Politique agricole commune.
D.D.A.S.S.	Direction départementale d'action sanitaire et sociale.	P.A.L.U.L.O.S.	Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
D.G.E.	Dotation globale d'équipement.	P.A.P.	Prêt d'accession à la propriété.
		P.E.L.	Plan d'épargne logement.
		P.I.B.	Produit intérieur brut.
		P.I.M.	Programme intégré méditerranéen.
		P.L.A.	Prêt locatif aidé.
		P.M.E.	Petite et moyenne entreprise.

P.O.S.	Plan d'occupation des sols.	S.M.I.	Surface minimum d'installation.
P.T.T.	Poste, téléphone et télécommunication.	S.M.I.C.	Salaire minimum interprofessionnel de croissance.
R.F.A.	République fédérale d'Allemagne.	S.N.E.	Syndicat national de l'édition.
R.F.O.	Radio France outre-mer.	S.N.L.E.	Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
R.F.P.	Régie française de publicité.	T.D.F.	Télédiffusion de France.
R.P.C.R.	Rassemblement pour la Calédonie dans la République.	T.G.V.	Train à grande vitesse.
R.V.I.	Renault véhicules industriels.	T.O.M.	Territoire d'outre-mer.
S.A.C.	Service d'action civique.	T.U.C.	Travaux d'intérêt collectif.
S.A.C.E.M.	Société des auteurs-compositeurs et éditeurs de musique.	T.V.A.	Taxe à la valeur ajoutée.
S.A.F.E.R.	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural.	U.D.F.	Union pour la démocratie française.
S.A.R.L.	Société à responsabilité limitée.	U.E.O.	Union de l'Europe occidentale.
S.C.O.P.	Société coopérative ouvrière de production.	U.E.R.	Unité d'enseignement et de recherche.
S.D.A.M.U.	Service départemental d'aide médicale d'urgence.	U.E.R.	Union européenne de radiodiffusion.
S.F.P.	Société française de production.	U.G.B.	Unité de gros bétail.
S.I.C.A.V.	Société d'investissement à capital variable.	U.N.A.P.E.L.	Union nationale des associations de parents de l'enseignement libre.
S.L.E.C.	Société locale d'équipement du câble.	U.N.E.D.I.C.	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
S.L.I.M.U.	Services locaux d'interventions médicales urgentes.	U.N.I.L.	Union nationale interprofessionnelle du logement.
S.M.E.	Système monétaire européen.	Z.E.P.	Zone d'éducation prioritaire.

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la date des Séances avec la date de la Publication,
la pagination, les numéros des Débats et les numéros des Microfiches.

(Compte rendu)

ANNÉE 1985-1986

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
23 janvier . . .	24 janvier	1 à 32	1	001	30 mai	31 mai	1291 à 1362	33	034
24 janvier . . .	25 janvier	33 à 46	2	002	31 mai	1 ^{er} juin	1363 à 1374	34	035
2 avril	3 avril	47 à 54	3	003	3 juin	4 juin	1375 à 1396	35	036
3 avril	4 avril	55 à 84	4	004	4 juin	5 juin	1397 à 1458	36	037
9 avril	10 avril	85 à 108	5	005	5 juin	6 juin	1459 à 1490	37	038
10 avril	11 avril	109 à 138	6	006	6 juin	7 juin	1491 à 1536	38	039
11 avril	12 avril	139 à 184	7	007	7 juin	8 juin	1537 à 1550	39	040
12 avril	13 avril	185 à 198	8	008	11 juin	12 juin	1551 à 1628	40	041
16 avril	17 avril	199 à 228	9	009	12 juin	13 juin	1629 à 1660	41	042
17 avril	18 avril	229 à 244	10	010	13 juin	14 juin	1661 à 1692	42	043
18 avril	19 avril	245 à 258	11	011	14 juin	15 juin	1693 à 1704	43	044
19 avril	20 avril	259 à 274	12	012	18 juin	19 juin	1705 à 1750	44	045
22 avril	23 avril	275 à 296	13	013	19 juin	20 juin	1751 à 1780	45	046
23 avril	24 avril	297 à 328	14	014	20 juin	21 juin	1781 à 1844	46	047
24 avril	25 avril	329 à 382	15	015	21 juin	22 juin	1845 à 1890	47	048
25 avril	26 avril	383 à 436	16	016	24 juin	25 juin	1891 à 1922	48	049
26 avril	27 avril	437 à 522	17	017	25 juin	26 juin	1923 à 1984	49	050
2 mai	3 mai	523 à 552	18	018	26 juin	27 juin	1985 à 2046	50	051
3 mai	4 mai	553 à 566	19	019	27 juin	28 juin	2047 à 2140	51	052
6 mai	7 mai	567 à 604	20	020	28 juin	29 juin	2141 à 2236	52	053
7 mai	8 mai	605 à 628	21	021	29 juin	30 juin	2237 à 2288	53	054
9 mai	10 mai	629 à 690	22	022	1 ^{er} juillet	2 juillet	2289 à 2290	54	055
10 mai	11 mai	691 à 754	23	023	10 juillet	11 juillet	2291 à 2370	55	056
14 mai	15 mai	755 à 784	24	024	11 juillet	12 juillet	2371 à 2398	56	057
15 mai	16 mai	785 à 808	25	025	25 juillet	26 juillet	2399 à 2462	57	058
20 mai	21 mai	809 à 854	26	026	26 juillet	27 juillet	2463 à 2474	58	059
21 mai	22 mai	855 à 990	27	027	12 août	13 août	2475 à 2514	59	060
22 mai	23 mai	991 à 1086	28	028	20 août	21 août	2515 à 2555	60	061
23 mai	24 mai	1087 à 1166	29	029	2 octobre	3 octobre	2556 à 2616	61	062
24 mai	25 mai	1167 à 1182	30	030	3 octobre	4 octobre	2617 à 2654	62	063
28 mai	29 mai	1183 à 1252	31	031	4 octobre	5 octobre	2655 à 2706	63	064
29 mai	30 mai	1253 à 1290	32	032	7 octobre	8 octobre	2707 à 2748	64	065
				033	8 octobre	9 octobre	2749 à 2834	65	066

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
9 octobre . . .	10 octobre . . .	2835 à 2896	66	067	28 novembre .	29 novembre . .	4983 à 5034	98	100
10 octobre . . .	11 octobre . . .	2897 à 2964	67	068	29 novembre .	30 novembre . .	5035 à 5094	99	101
11 octobre . . .	12 octobre . . .	2965 à 2976	68	069	2 décembre . .	3 décembre . . .	5095 à 5162	100	102
14 octobre . . .	15 octobre . . .	2977 à 3010	69	070	3 décembre . .	4 décembre . . .	5163 à 5230	101	103
15 octobre . . .	16 octobre . . .	3011 à 3080	70	071	4 décembre . .	5 décembre . . .	5231 à 5344	102	{ 104
16 octobre . . .	17 octobre . . .	3081 à 3162	71	072	5 décembre . .	6 décembre . . .	5345 à 5402	103	{ 105
17 octobre . . .	18 octobre . . .	3163 à 3250	72	073	6 décembre . .	7 décembre . . .	5403 à 5566	104	{ 106
18 octobre . . .	19 octobre . . .	3251 à 3298	73	074	7 décembre . .	8 décembre . . .	5567 à 5622	105	{ 107
22 octobre . . .	23 octobre . . .	3299 à 3358	74	075	8 décembre . .	9 décembre . . .	5623 à 5700	106	{ 108
23 octobre . . .	24 octobre . . .	3359 à 3434	75	076	9 décembre . .	10 décembre . . .	5701 à 5784	107	109
24 octobre . . .	25 octobre . . .	3435 à 3504	76	077	10 décembre .	11 décembre . . .	5785 à 5852	108	110
25 octobre . . .	26 octobre . . .	3505 à 3550	77	078	11 décembre .	12 décembre . . .	5853 à 5950	109	111
28 octobre . . .	29 octobre . . .	3551 à 3598	78	079	12 décembre .	13 décembre . . .	5951 à 6150	110	112
29 octobre . . .	30 octobre . . .	3599 à 3664	79	080	13 décembre .	14 décembre . . .	6151 à 6194	111	{ 113
30 octobre . . .	31 octobre . . .	3665 à 3744	80	081	14 décembre .	15 décembre . . .	6195 à 6216	112	{ 114
31 octobre . . .	1 ^{er} novembre . .	3745 à 3810	81	082	16 décembre .	17 décembre . . .	6217 à 6328	113	{ 115
4 novembre . .	5 novembre . .	3811 à 3880	82	083	17 décembre .	18 décembre . . .	6329 à 6398	114	{ 116
5 novembre . .	6 novembre . .	3881 à 3958	83	084	18 décembre .	19 décembre . . .	6399 à 6504	115	{ 117
6 novembre . .	7 novembre . .	3959 à 4030	84	085	19 décembre .	20 décembre . . .	6505 à 6584	116	{ 118
7 novembre . .	8 novembre . .	4031 à 4122	85	086	20 décembre .	21 décembre . . .	6585 à 6650	117	{ 119
8 novembre . .	9 novembre . .	4123 à 4196	86	087	21 décembre .	22 décembre . . .	6651 à 6674	118	{ 120
12 novembre .	13 novembre . .	4197 à 4258	87	088	22 décembre .	23 décembre . . .	1 à 10	1	121
13 novembre .	14 novembre . .	4259 à 4344	88	089	9 janvier . . .	10 janvier	11 à 20	2	122
14 novembre .	15 novembre . .	4345 à 4402	89	090	12 février . . .	13 février	21 à 24	3	123
15 novembre .	16 novembre . .	4403 à 4442	90	091	13 février . . .	14 février	25 à 34	4	124
19 novembre .	20 novembre . .	4443 à 4526	91	092	27 février . . .	28 février	35 à 40	5	125
20 novembre .	21 novembre . .	4527 à 4596	92	093	28 février . . .	1 ^{er} mars			126
21 novembre .	22 novembre . .	4597 à 4668	93	094					001
22 novembre .	23 novembre . .	4669 à 4772	94	{ 095					002
				{ 096					003
25 novembre .	26 novembre . .	4773 à 4858	95	097					004
26 novembre .	27 novembre . .	4859 à 4924	96	098					005
27 novembre .	28 novembre . .	4925 à 4982	97	099					

INDICATIONS PRÉLIMINAIRES

	Pages.		Pages.
I. — Composition de l'Assemblée nationale :		IV. — Bureau de l'Assemblée nationale ..	XXI
1. Liste par ordre alphabétique des députés à la date du 1 ^{er} janvier 1985.	IX	V. — Commissions permanentes.....	XXII
2. Liste par circonscription des députés à la date du 1 ^{er} janvier 1985	XIII	VI. — Commissions « ad hoc »	XXIV
II. — Modifications de la composition de l'Assemblée nationale (intervenues du 1^{er} janvier 1985 au 1^{er} avril 1986).		VII. — Délégations de l'Assemblée nationale à des organismes extraparlimentaires.....	XXV
A. — Élections :		VIII. — Autres délégations de l'Assemblée nationale.....	XXVII
1. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par ordre alphabétique	XVIII	IX. — Délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes.....	XXVIII
2. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par circonscription	XVIII	X. — Députés chargés d'une mission temporaire.....	XXIX
B. — Députés nommés membres du Gouvernement	XVIII	XI. — Sessions.....	XXX
C. — Cessation de fonctions par suite de renouvellement d'une mission temporaire.....	XVIII	XII. — Composition du Gouvernement de M. Laurent Fabius :	
D. — Démission de députés.....	XVIII	1. Par ordre alphabétique.....	XXXI
E. — Députés décédés.....	XVIII	2. Par ministère	XXXI
III. — Groupes politiques.....	XIX	3. Modifications	XXXII
		4. Démission.....	XXXII

I. — COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. — LISTE PAR ORDRE ALPHABETIQUE DES DEPUTES, A LA DATE DU 1^{er} JANVIER 1985

MM. Maurice ADEVAH-PŒUF	Puy-de-Dôme (4°).	Michel BERSON	Essonne (1 ^{re}).
Jean-Marie ALAIZE	Ardèche (3°).	Wilfrid BERTILE	La Réunion (3°).
Nicolas ALFONSI	Corse-du-Sud (1 ^{re}).	Louis BESSON	Savoie (1 ^{re}).
Edmond ALPHANDÉRY	Maine-et-Loire (3°).	Marcel BIGEARD	Meurthe-et-Moselle (5°).
Jean ANCIANT	Oise (4°).	André BILLARDON	Saône-et-Loire (3°).
René ANDRÉ	Manche (2°).	Alain BILLON	Paris (29°).
Gustave ANSART	Nord (20°).	Claude BIRRAUX	Haute-Savoie (3°).
Vincent ANSQUER	Vendée (4°).	Paul BLADT	Moselle (6°).
François ASENSI	Seine-Saint-Denis (8°).	Jacques BLANC	Lozère (2°).
Emmanuel AUBERT	Alpes-Maritimes (4°).	Serge BLISKO	Paris (14°).
François d'AUBERT	Mayenne (1 ^{re}).	Alain BOCQUET	Nord (19°).
André AUDINOT	Somme (5°).	Jean-Claude BOIS	Pas-de-Calais (13°).
Robert AUMONT	Aisne (1 ^{re}).	Gilbert BONNEMAISON	Seine-Saint-Denis (1 ^{re}).
Pierre BACHELET	Alpes-Maritimes (6°).	Alain BONNET	Dordogne (3°).
Jacques BADET	Loire (3°).	Augustin BONREPAUX	Ariège (1 ^{re}).
Jean-Pierre BALLIGAND	Aisne (3°).	André BOREL	Vaucluse (2°).
Georges BALLY	Isère (7°).	Jean-Michel BOUCHERON	Charente (1 ^{re}).
Paul BALMIGÈRE	Hérault (4°).	Jean-Michel BOUCHERON	Ille-et-Vilaine (2°).
Gérard BAPT	Haute-Garonne (2°).	Bruno BOURG-BROC	Marne (3°).
Régis BARAILLA	Aude (2°).	René BOURGET	Isère (6°).
Bernard BARDIN	Nièvre (3°).	Pierre BOURGUIGNON	Seine-Maritime (3°).
Michel BARNIER	Savoie (2°).	Loïc BOUVARD	Morbihan (4°).
Raymond BARRE	Rhône (4°).	Jean-Pierre BRAINE	Oise (3°).
Jacques BARROT	Haute-Loire (1 ^{re}).	Jean-Guy BRANGER	Charente-Maritime (2°).
Jean-Jacques BARTHE	Pas-de-Calais (7°).	Benjamin BRIAL	Wallis-et-Futuna.
Claude BARTOLONÉ	Seine-Saint-Denis (6°).	Maurice BRIAND	Côte-du-Nord (4°).
Pierre BAS	Paris (4°).	Jean BRIANE	Aveyron (1 ^{re}).
Philippe BASSINET	Hauts-de-Seine (13°).	Jean BROCARD	Haute-Savoie (1 ^{re}).
Jean-Claude BATEUX	Seine-Maritime (4°).	Albert BROCHARD	Deux-Sèvres (3°).
Umberto BATTIST	Nord (22°).	Alain BRUNE	Jura (1 ^{re}).
Henri BAUDOIN	Manche (3°).	André BRUNET	Drôme (3°).
Jacques BAUMEL	Hauts-de-Seine (8°).	Jacques BRUNHES	Hauts-de-Seine (1 ^{re}).
Henri BAYARD	Loire (7°).	Georges BUSTIN	Nord (18°).
Raoul BAYOU	Hérault (5°).	Robert CABÉ	Landes (3°).
Jean BEAUFILS	Seine-Maritime (9°).	Mme Denise CACHEUX	Nord (16°).
Jean BEAUFORT	Finistère (6°).	MM. Jacques CAMBOLIVE	Aude (3°).
Guy BÊCHE	Doubs (2°).	Jean-Marie CARO	Bas-Rhin (5°).
Jacques BECQ	Somme (4°).	Michel CARTELET	Aube (3°).
Firmin BEDOUSSAC	Cantal (1 ^{re}).	Raoul CARTRAUD	Vienne (3°).
Jean BEGAULT	Maine-et-Loire (4°).	Jean-Claude CASSAING	Corrèze (2°).
Roland BEIX	Charente-Maritime (3°).	Elie CASTOR	Guyanne.
André BELLON	Alpes-de-Hte-Provence (2°).	Laurent CATHALA	Val-de-Marne (5°).
Jean-Michel BELORGEY	Allier (4°).	Robert de CAUMONT	Hautes-Alpes (2°).
Serge BELTRAME	Vosges (4°).	Jean-Charles CAVAILLÉ	Morbihan (3°).
Georges BENEDETTI	Gard (2°).	Aimé CÉZAIRE	Martinique (2°).
Jean-Jacques BENETIÈRE	Loire (5°).	Jacques CHABAN-DEL-	
Pierre de BÉNOUVILLE	Paris (12°).	MAS	Gironde (2°).
Michel BÉRÉGOVOY	Seine-Maritime (1 ^{re}).	Mme Colette CHAIGNEAU	Charente-Maritime (1 ^{re}).
Christian BERGELIN	Haute-Saône (1 ^{re}).	MM. Guy CHANFRAULT	Haute-Marne (2°).
Jean BERNARD	Meuse (1 ^{re}).	Robert CHAPUIS	Ardèche (1 ^{re}).
Pierre BERNARD	Tarn (1 ^{re}).	Jean-Paul CHARIÉ	Loiret (3°).
Roland BERNARD	Rhône (12°).	Bernard CHARLES	Lot (1 ^{re}).

- Serge CHARLES Nord (9°).
 Gilles CHARPENTIER... Ardennes (3°).
 Michel CHARZAT Paris (30°).
 Gérard CHASSEGUET... Sarthe (1°).
 Albert CHAUBARD..... Allier (2°).
 Guy-Michel CHAUVEAU.. Sarthe (3°).
 Alain CHENARD..... Loire-Atlantique (2°).
 Daniel CHEVALLIER... Hautes-Alpes (1°).
 Jacques CHIRAC Corrèze (3°).
 Paul CHOMAT Loire (1°).
 Didier CHOUAT Côtes-du-Nord (3°).
 Pascal CLÉMENT Loire (6°).
 Michel COFFINEAU... Val-d'Oise (5°).
 Michel COINTAT..... Ille-et-Vilaine (5°).
 Georges COLIN Marne (1°).
 Gérard COLLOMB..... Rhône (2°).
 Jean-Hugues COLONNA.. Alpes-Maritimes (3°).
 Jean COMBASTEIL..... Corrèze (1°).
 Mme Nelly COMMERGNAT... Creuse (2°).
 MM. Roger CORRÈZE..... Loir-et-Cher (2°).
 Michel COUILLET..... Somme (3°).
 Lucien COUQUEBERG... Territoire de Belfort (1°).
 Pierre-Bernard COUSTÉ... Rhône (5°).
 Maurice COUVE de MUR-
 VILLE..... Paris (6°).
 Jean-Marie DAILLET... Manche (1°).
 Louis DARINOT Manche (5°).
 Marcel DASSAULT Oise (1°).
 Pierre DASSONVILLE... Nord (2°).
 Michel DEBRÉ..... La Réunion (1°).
 Christian DEFARGE... Dordogne (1°).
 Jean-Pierre DEFONTAINE Pas-de-Calais (2°).
 Marcel DEHOUX..... Nord (21°).
 Bertrand DELANOÉ..... Paris (26°).
 Georges DELATRE... Seine-Maritime (10°).
 André DELEHEDDE... Pas-de-Calais (1°).
 Georges DELFOSSE..... Nord (1°).
 Henry DELISLE..... Calvados (2°).
 Xavier DENIAU..... Loiret (4°).
 Albert DENVERS..... Nord (11°).
 Charles DEPREZ..... Hauts-de-Seine (5°).
 Bernard DEROSIER... Nord (4°).
 Jean DESANLIS..... Loir-et-Cher (3°).
 Freddy DESCHAUX-
 BEAUME..... Eure (4°).
 Jean-Paul DESGRANGES . Allier (1°).
 Jean-Claude DESSEIN... Somme (1°).
 Jean-Pierre DESTRADE... Pyrénées-Atlantiques (4°).
 Paul DHAILLE Seine-Maritime (5°).
 Yves DOLLO Côtes-du-Nord (1°).
 Jacques DOMINATI..... Paris (2°).
 Maurice DOUSSET Eure-et-Loir (3°).
 Raymond DOUYÈRE... Sarthe (2°).
 René DROUIN..... Moselle (3°).
 Guy DUCOLONÉ Hauts-de-Seine (11°).
 Jean-Louis DUMONT... Meuse (2°).
 Dominique DUPILET... Pas-de-Calais (6°).
 Jean DUPRAT Hautes-Pyrénées (2°).
 Mme Lydie DUPUY Gers (2°).
 MM. Paul DURAFFOUR... Saône-et-Loire (2°).
 Adrien DURAND..... Lozère (1°).
 Guy DURBEC..... Var (3°).
 Jean-Paul DURIEUX... Meurthe-et-Moselle (7°).
 André DUROMÉA..... Seine-Maritime (7°).
 Roger DUROURE..... Landes (1°).
 André DURR..... Bas-Rhin (3°).
 Job DURUPT..... Meurthe-et-Moselle (2°).
 Lucien DUTARD..... Dordogne (4°).
 Manuel ESCUTIA Paris (28°).
 Marcel ESDRAS..... Guadeloupe (3°).
 Jean ESMONIN Côte-d'Or (1°).
 Claude ESTIER Paris (25°).
 Claude EVIN Loire-Atlantique (6°).
 Jean FALALA Marne (2°).
 Alain FAUGARET..... Nord (8°).
 Charles FÈVRE Haute-Marne (1°).
 Mme Berthe FIÉVET..... Cher (3°).
 MM. François FILLON... Sarthe (4°).
 Jacques FLEURY..... Somme (2°).
 Jacques FLOCH Loire-Atlantique (3°).
 Roland FLORIAN..... Oise (2°).
 Jean FONTAINE La Réunion (2°).
 Pierre FORGUES Hautes-Pyrénées (1°).
 Raymond FORNI..... Territoire de Belfort (2°).
 Roger FOSSE..... Seine-Maritime (8°).
 Jacques FOUCHIER... Deux-Sèvres (2°).
 Jean-Pierre FOURRÉ... Seine-et-Marne (2°).
 Jean FOYER Maine-et-Loire (2°).
 Mmes Martine FRACHON... Yvelines (3°).
 Jacqueline FRAYSSE-CA-
 ZALIS..... Hauts-de-Seine (7°).
 MM. Georges FRÊCHE... Hérault (1°).
 Edouard FRÉDÉRIC-DU-
 PONT Paris (5°).
 Dominique FRELAUT... Hauts-de-Seine (3°).
 Jean-Paul FUCHS..... Haut-Rhin (4°).
 Jean-Pierre GABARROU.. Tarn (2°).
 René GAILLARD Deux-Sèvres (1°).
 Jean GALLET Eure-et-Loir (1°).
 Robert GALLEY Aube (2°).
 Gilbert GANTIER Paris (21°).
 Edmond GARCIN Bouches-du-Rhône (6°).
 Pierre GARMENDIA... Gironde (4°).
 Marcel GARROUSTE... Lot-et-Garonne (3°).
 Pierre GASCHER..... Sarthe (5°).
 Mme Françoise GASPARD... Eure-et-Loir (2°).
 MM. Henri de GASTINES... Mayenne (2°).
 Jean-Claude GAUDIN... Bouches-du-Rhône (2°).
 Francis GENG..... Orne (2°).
 Germain GENGENWIN... Bas-Rhin (4°).
 Claude GERMON Essonne (3°).
 Francis GIOLITTI... Alpes-Maritimes (1°).
 Jean GIOVANELLI... Morbihan (6°).
 Valéry GISCARD D'ES-
 TAING Puy-de-Dôme (2°).
 Antoine GISSINGER... Haut-Rhin (5°).
 Jean-Louis GOASDUFF... Finistère (3°).
 Pierre GODEFROY..... Manche (4°).
 Jacques GODFRAIN... Aveyron (3°).
 Mme Colette GOEURIOT... Meurthe-et-Moselle (6°).
 MM. Georges GORSE..... Hauts-de-Seine (10°).
 Daniel GOULET Orne (1°).
 Joseph GOURMELON... Finistère (2°).
 Christian GOUX..... Var (4°).
 Hubert GOUZE Tarn-et-Garonne (1°).
 Gérard GOUZES Lot-et-Garonne (2°).
 Léo GRÉZARD Yonne (2°).
 Jean GRIMONT..... Haut-Rhin (4°).
 François
 GRUSSENMEYER..... Bas-Rhin (7°).
 Olivier GUICHARD... Loire-Atlantique (7°).
 Jacques GUYARD Essonne (2°).
 Charles HABY Haut-Rhin (2°).
 René HABY Meurthe-et-Moselle (4°).
 Gérard HAESBROECK.. Nord (10°).
 Georges HAGE..... Nord (15°).

- MM. Emmanuel HAMEL Rhône (8°).
 Jean HAMELIN Ille-et-Vilaine (6°).
 Mme Florence d'HARCOURT... Hauts-de-Seine (6°).
 M. François d'HARCOURT... Calvados (4°).
 Mme Nicole de HAUTECLOC-
 QUE Paris (18°).
 MM. Alain HAUTECŒUR Var (1^{re}).
 Kléber HAYE Gironde (7°).
 Guy HERMIER Bouches-du-Rhône (4°).
 Mme Adrienne HORVATH Gard (3°).
 MM. Jean-François HORY Mayotte.
 Gérard HOUTEER Haute-Garonne (5°).
 Roland HUGUET Pas-de-Calais (8°).
 Xavier HUNAUT Loire-Atlantique (5°).
 Jacques HUYGHUES DES
 ÉTAGES Nièvre (2°).
 Jean IBANÈS Ariège (2°).
 Michel INCHAUSPÉ Pyrénées-Atlantiques (3°).
 Gérard ISTACE Ardennes (2°).
 Mmes Marie JACQ Finistère (4°).
 Muguette JACQUAINT ... Seine-Saint-Denis (3°).
 MM. Pierre JAGORET Côtes-du-Nord (5°).
 Frédéric JALTON Guadeloupe (2°).
 Parfait JANS Hauts-de-Seine (4°).
 Jean JAROSZ Nord (23°).
 Marcel JOIN Gironde (3°).
 Noël JOSEPH Pas-de-Calais (11°).
 Lionel JOSPIN Paris (27°).
 Charles JOSSELIN Côtes-du-Nord (2°).
 Emile JOURDAN Gard (1^{re}).
 Alain JOURNET Gard (4°).
 Didier JULIA Seine-et-Marne (5°).
 Raymond JULIEN Gironde (5°).
 Jean JUVENTIN Polynésie française (1^{re}).
 Gabriel KASPEREIT Paris (7°).
 Aimé KERGUÉRIS Morbihan (2°).
 Emile KOEHL Bas-Rhin (1^{re}).
 Pierre-Charles KRIEG. Paris (1^{re}).
 Jean-Pierre KUCHEIDA... Pas-de-Calais (12°).
 Georges LABAZÉE Pyrénées-Atlantiques (1^{re}).
 Claude LABBÉ Hauts-de-Seine (9°).
 Jean LABORDE Gers (1^{re}).
 Jean LACOMBE Hérault (3°).
 René LA COMBE Maine-et-Loire (6°).
 Jacques LAFLEUR Nouvelle-Calédonie et dé-
 pendants (2°).
 Pierre LAGORCE Gironde (8°).
 André LAIGNEL Indre (2°).
 André LAJOINIE Allier (3°).
 Michel LAMBERT Orne (3°).
 Jean-Pierre LAMBERTIN.. Vaucluse (3°).
 Yves L'ANCIEN Paris (15°).
 Louis LARENG Haute-Garonne (3°).
 Pierre LARROQUE Tarn-et-Garonne (2°).
 Roger LASSALE Yonne (3°).
 André LAURENT Nord (6°).
 Marc LAURIOL Yvelines (4°).
 Christian LAURRISSER-
 GUES Lot-et-Garonne (1^{re}).
 Jacques LAVÉDRINE Puy-de-Dôme (3°).
 Georges LE BAILL Hauts-de-Seine (12°).
 Roger LEBORNE Saône-et-Loire (4°).
 Jean-Pierre LE COADIC... Val-d'Oise (2°).
 Mme Marie-France LECUIR... Val-d'Oise (4°).
 MM. Jean-Yves LE DRIAN... Morbihan (5°).
 Robert LE FOLL Seine-et-Marne (3°).
 Bernard LEFRANC Aisne (5°).
 Jean LE GARS Yvelines (1^{re}).
 Joseph LEGRAND Pas-de-Calais (14°).
 André LEJEUNE Creuse (1^{re}).
 Daniel LE MEUR Aisne (2°).
 Jean-Jacques LÉONETTI .. Bouches-du-Rhône (7°).
 François LÉOTARD Var (2°).
 Louis LE PENSEC Finistère (8°).
 Roger LESTAS Mayenne (3°).
 Maurice LIGOT Maine-et-Loire (5°).
 Jean de LIPKOWSKI Charente-Maritime (5°).
 François LONCLE Eure (3°).
 André LOTTE Saône-et-Loire (4°).
 Jean-Paul LUISI Haute-Corse (2°).
 Alain MADELIN Ille-et-Vilaine (4°).
 Bernard MADRELLE Gironde (10°).
 Jacques MAHÉAS Seine-Saint-Denis (9°).
 Louis MAISONNAT Isère (3°).
 Guy MALANDAIN Yvelines (8°).
 Robert MALGRAS Moselle (4°).
 Raymond MARCELLIN... Morbihan (1^{re}).
 Georges MARCHAIS Val-de-Marne (1^{re}).
 Philippe MARCHAND Charente-Maritime (4°).
 Claude-Gérard MARCUS.. Paris (8°).
 Roger MAS Ardennes (1^{re}).
 Edmond MASSAUD Lot (2°).
 Marius MASSE Bouches-du-Rhône (8°).
 Marc MASSION Seine-Maritime (2°).
 Jean-Louis MASSON Moselle (2°).
 François MASSOT Alpes-de-Hte-Provence
 (1^{re}).
 Gilbert MATHIEU Côte-d'Or (4°).
 Maurice MATHUS Saône-et-Loire (5°).
 Pierre MAUGER Vendée (3°).
 Joseph-Henri MAUJOUAN
 DU GASSET Loire-Atlantique (4°).
 Alain MAYOUD Rhône (9°).
 Roland MAZOIN Haute-Vienne (2°).
 Jacques MÉDECIN Alpes-Maritimes (2°).
 Pierre MÉHAIGNERIE ... Ille-et-Vilaine (3°).
 Jacques MELLICK Pas-de-Calais (9°).
 Joseph MENGA Seine-Maritime (6°).
 Paul MERCIÉCA Val-de-Marne (3°).
 Louis MERMAZ Isère (5°).
 Georges MESMIN Paris (20°).
 Pierre MESSMER Moselle (8°).
 Philippe MESTRE Vendée 1^{re}.
 Pierre MÉTAIS Vendée (2°).
 Charles METZINGER ... Moselle (5°).
 Pierre MICAUX Aube (1^{re}).
 Claude MICHEL Eure (2°).
 Henri MICHEL Drôme (2°).
 Jean-Pierre MICHEL Haute-Saône (2°).
 Charles MILLON Ain (2°).
 Charles MIOSSEC Finistère (5°).
 Mme Hélène MISSOFFE Paris (24°).
 MM. Gilbert MITTERRAND ... Gironde (9°).
 Marcel MOCŒUR Haute-Vienne (3°).
 Robert MONDARGENT .. Val-d'Oise (3°).
 Bernard MONTERGNOLE Isère (2°).
 Mmes Christiane MORA Indre-et-Loire (3°).
 Louise MOREAU Alpes-Maritimes (5°).
 MM. Paul MOREAU Nord (17°).
 François MORTELETTE .. Loir-et-Cher (1^{re}).
 Louis MOULINET Paris (13°).
 Ernest MOUTOUSSAMY .. Guadeloupe (1^{re}).
 Jean NARQUIN Maine-et-Loire (1^{re}).
 Jean NATIEZ Loire-Atlantique (1^{re}).
 Mmes Véronique NEIERTZ Seine-Saint-Denis (5°).
 Paulette NEVOUX Val-de-Marne (8°).

MM.	Maurice NILÈS	Seine-Saint-Denis (4°).	René ROUQUET	Val-de-Marne (4°).
	Michel NOIR	Rhône (3°).	Roger ROUQUETTE	Paris (16°).
	Arthur NOTEBART	Nord (5°).	Jean ROUSSEAU	Cher (2°).
	Roland NUNGESSER	Val-de-Marne (6°).	Jean ROYER	Indre-et-Loire (1°).
	Louis ODRU	Seine-Saint-Denis (7°).	Victor SABLÉ	Martinique (3°).
	Jean-André OEHLER	Bas-Rhin (2°).	Michel SAINTE-MARIE	Gironde (6°).
	René OLMETA	Bouches-du-Rhône (5°).	Tutaha SALMON	Polynésie française (2°).
	Michel d'ORNANO	Calvados (3°).	Philippe SANMARCO	Bouches-du-Rhône (3°).
	Pierre ORTET	Haute-Garonne (6°).	Jean-Pierre SANTA-CRUZ	Jura (2°).
Mme	Jacqueline OSSELIN	Nord (3°).	Hyacinthe SANTONI	Bouches-du-Rhône (1°).
M.	Charles PACCOU	Nord (12°).	Jacques SANTROT	Vienne (1°).
Mme	Marie-Thérèse PATRAT	Rhône (1°).	Michel SAPIN	Indre (1°).
MM.	François PATRIAT	Côte-d'Or (3°).	Georges SARRE	Paris (9°).
	Albert PEN	Saint-Pierre-et-Miquelon.	Yves SAUTIER	Haute-Savoie (2°).
	Jean-Pierre PÉNICHAULT	Landes (2°).	Nicolas SCHIFFLER	Moselle (1°).
	Régis PERBET	Ardèche (2°).	Bernard SCHREINER	Yvelines (7°).
	Michel PÉRICARD	Yvelines (2°).	Philippe SÉGUIN	Vosges (1°).
	Paul PERNIN	Paris (11°).	Jean SEITLINGER	Moselle (7°).
	Paul PERRIER	Savoie (3°).	Gilbert SÉNÈS	Hérault (2°).
	Francisque PERRUT	Rhône (10°).	Michel SERGENT	Pas-de-Calais (5°).
	Rodolphe PESCE	Drôme (1°).	Maurice SERGHERAERT	Nord (13°).
	Camille PETIT	Martinique (1°).	Mme Odile SICARD	Isère (1°).
	Jean PEUZIAT	Finistère (7°).	M. Jean-Pierre SOISSON	Yonne (1°).
	Alain PEYREFITTE	Seine-et-Marne (4°).	Mme Renée SOUM	Pyrénées-Orientales (1°).
	Louis PHILIBERT	Bouches-du-Rhône (9°).	MM. André SOURY	Charente (3°).
	Roch PIDJOT	Nouvelle-Calédonie (1°).	Germain SPRAUER	Bas-Rhin (8°).
	Christian PIERRET	Vosges (2°).	Bernard STASI	Marne (4°).
	Lucien PIGNION	Pas-de-Calais (3°).	Olivier STIRN	Calvados (5°).
	Joseph PINARD	Doubs (1°).	Mme Marie-Josèphe SUBLET	Rhône (11°).
	Etienne PINTÉ	Yvelines (5°).	MM. Michel SUCHOD	Dordogne (2°).
	Charles PISTRE	Tarn (3°).	Jean-Pierre SUEUR	Loiret (1°).
	Jean-Paul PLANCHOU	Paris (31°).	Pierre TABANOU	Val-de-Marne (2°).
	Bernard POIGNANT	Finistère (1°).	Dominique TADDEI	Vaucluse (1°).
	Bernard PONS	Paris (22°).	Yves TAVERNIER	Essonne (4°).
	Jean POPEREN	Rhône (13°).	Eugène TEISSEIRE	Nièvre (1°).
	Vincent PORELLI	Bouches-du-Rhône (11°).	Jean-Michel TESTU	Indre-et-Loire (2°).
	Jean-Claude PORTHEAULT	Loiret (2°).	Clément THÉAUDIN	Ille-et-Vilaine (1°).
	Maurice POURCHON	Puy-de-Dôme (1°).	Jean TIBERI	Paris (3°).
	Henri PRAT	Pyrénées-Atlantiques (2°).	Luc TINSEAU	Eure (1°).
	Jean de PRÉAUMONT	Paris (23°).	Yvon TONDON	Meurthe-et-Moselle (1°).
	Jean PRORIOU	Haute-Loire (2°).	Jacques TOUBON	Paris (19°).
	Pierre PROUVOST	Nord (7°).	André TOURNÉ	Pyrénées-Orientales (2°).
	Jean PROVEUX	Indre-et-Loire (4°).	Mme Ghislaine TOUTAIN	Paris (10°).
Mme	Elianne PROVOST	Calvados (1°).	MM. Georges TRANCHANT	Hauts-de-Seine (2°).
MM.	Jean-Jack QUEYRANNE	Rhône (6°).	Edmond VACANT	Puy-de-Dôme (5°).
	Noël RAVASSARD	Ain (3°).	Guy VADEPIED	Oise (5°).
	Alex RAYMOND	Haute-Garonne (4°).	Jean VALLEIX	Gironde (1°).
	Pierre RAYNAL	Cantal (2°).	Jean VALROFF	Vosges (3°).
	Roland RENARD	Aisne (4°).	Bruno VENNIN	Loire (2°).
	Amédée RENAULT	Indre (3°).	Marc VERDON	Vienne (2°).
	Alain RICHARD	Val-d'Oise (1°).	Théo VIAL-MASSAT	Loire (4°).
	Lucien RICHARD	Loire-Atlantique (8°).	Joseph VIDAL	Aude (1°).
	René RIEUBON	Bouches-du-Rhône (10°).	Bernard VILLETTE	Charente (2°).
	Jean RIGAL	Aveyron (2°).	Alain VIVIEN	Seine-et-Marne (1°).
	Jean RIGAUD	Rhône (7°).	Robert-André VIVIEN	Val-de-Marne (7°).
	Jacques RIMBAULT	Cher (1°).	Hervé VOUILLOT	Côte-d'Or (2°).
	Maurice RIVAL	Isère (4°).	Roland VUILLAUME	Doubs (3°).
	Louis ROBIN	Ain (1°).	Marcel WACHEUX	Pas-de-Calais (10°).
	Jean-Paul de ROCCA SER- RA	Corse-du-Sud (2°).	Robert WAGNER	Yvelines (6°).
	Bernard ROCHER	Paris (17°).	Pierre WEISENHORN	Haut-Rhin (3°).
	Alain RODET	Haute-Vienne (1°).	Claude WILQUIN	Pas-de-Calais (4°).
	Emile ROGER	Nord (14°).	Jean-Pierre WORMS	Saône-et-Loire (1°).
	Jacques ROGER- MACHART	Haute-Garonne (1°).	Pierre ZARKA	Seine-Saint-Denis (2°).
	André ROSSINOT	Meurthe-et-Moselle (3°).	Adrien ZELLER	Bas-Rhin (6°).
			Jean-Crucien ZUCCARELLI	Haute-Corse (1°).

2. — LISTE PAR CIRCONSCRIPTION DES DEPUTES A LA DATE DU 1^{er} JANVIER 1985

I. — DEPARTEMENTS DE LA METROPOLE

01 - Ain.

1^{re} circonscription Mme Provost (Eliane).
2^e — MM. Millon Charles.
3^e — Ravassard (Noël).

02 - Aisne.

1^{re} circonscription MM. Aumont (Robert).
2^e — Le Meur (Daniel).
3^e — Balligand (Jean-Pierre).
4^e — Renard (Roland).
5^e — Lefranc (Bernard).

03 - Allier.

1^{re} circonscription MM. Desgranges (Jean-Paul).
2^e — Chaubard (Albert).
3^e — Lajoinie (André).
4^e — Belorgey (Jean-Michel).

04 - Alpes-de-Haute-Provence.

1^{re} circonscription MM. Massot (François).
2^e — Bellon (André).

05 - Alpes (Hautes).

1^{re} circonscription MM. Chevallier (Daniel).
2^e — de Caumont (Robert)

06 - Alpes-Maritimes.

1^{re} circonscription MM. Giolitti (Francis).
2^e — Médecin (Jacques).
3^e — Colonna (Jean-Hugues).
4^e — Aubert (Emmanuel).
5^e — Mme Moreau (Louise).
6^e — M. Bachelet (Pierre).

07 - Ardèche.

1^{re} circonscription MM. Chapuis (Robert).
2^e — Perbet (Régis).
3^e — Alaize (Jean-Marie).

08 - Ardennes.

1^{re} circonscription MM. Mas (Roger).
2^e — Istace (Gérard).
3^e — Charpentier (Gilles).

09 - Ariège.

1^{re} circonscription MM. Bonrepaux (Augustin).
2^e — Ibanès (Jean).

10 - Aube.

1^{re} circonscription MM. Micaux (Pierre).
2^e — Galley (Robert).
3^e — Cartelet (Michel).

11 - Aude.

1^{re} circonscription MM. Vidal (Joseph).
2^e — Barailla (Régis).
3^e — Cambolive (Jacques).

12 - Aveyron.

1^{re} circonscription MM. Briane (Jean).
2^e — Rigal (Jean).
3^e — Godfrain (Jacques).

13 - Bouches-du-Rhône.

1^{re} circonscription MM. Santoni (Hyacinthe).
2^e — Gaudin (Jean-Claude).
3^e — Sanmarco (Philippe).
4^e — Hermier (Guy).
5^e — Olmeta (René).
6^e — Garcin (Edmond).
7^e — Léonetti (Jean-Jacques).
8^e — Masse (Marius).
9^e — Philibert (Louis).
10^e — Rieubon (René).
11^e — Porelli (Vincent).

14 - Calvados.

1^{re} circonscription Mme Provost (Eliane).
2^e — MM. Delisle (Henry).
3^e — d'Ornano (Michel).
4^e — d'Harcourt (François).
5^e — Stirn (Olivier).

15 - Cantal.

1^{re} circonscription MM. Bedoussac Firmin.
2^e — Raynal (Pierre).

16 - Charente.

1^{re} circonscription MM. Boucheron (Jean-Michel).
2^e — Villette (Bernard).
3^e — Soury (André).

17 - Charente-Maritime.

1^{re} circonscription Mme Chaigneau (Colette).
2^e — MM. Branger (Jean-Guy).
3^e — Beix (Roland).
4^e — Marchand (Philippe).
5^e — de Lipkowski (Jean).

18 - Cher.

1^{re} circonscription MM. Rimbault (Jacques).
2^e — Rousseau (Jean).
3^e — Mme Fiévet (Berthe).

19 - Corrèze.

1^{re} circonscription MM. Combasteil (Jean).
2^e — Cassaing (Jean-Claude).
3^e — Chirac (Jacques).

20 A - Corse-du-Sud.

1^{re} circonscription MM. Alfonsi (Nicolas).
2^e — de Rocca Serra (Jean-Paul).

20 B - Haute-Corse.

1^{re} circonscription MM. Zuccarelli (Jean).
2^e — Luisi (Jean-Paul).

21 - Côte-d'Or.

1 ^{re} circonscription	MM. Esmonin (Jean).
2 ^e —	Vouillot (Hervé).
3 ^e —	Patriat (François).
4 ^e —	Mathieu (Gilbert).

22 - Côtes-du-Nord.

1 ^{re} circonscription	MM. Dollo (Yves).
2 ^e —	Josselin (Charles).
3 ^e —	Chouat (Didier).
4 ^e —	Briand (Maurice).
5 ^e —	Jogoret (Pierre).

23 - Creuse.

1 ^{re} circonscription	M. Lejeune (André).
2 ^e —	Mme Commergnat (Nelly).

24 - Dordogne.

1 ^{re} circonscription	MM. Defarge (Christian).
2 ^e —	Suchod (Michel).
3 ^e —	Bonnet (Alain).
4 ^e —	Dutard (Lucien).

25 - Doubs.

1 ^{re} circonscription	MM. Pinard (Joseph).
2 ^e —	Bêche (Guy).
3 ^e —	Vuillaume (Roland).

26 - Drôme.

1 ^{re} circonscription	MM. Pesce (Rodolphe).
2 ^e —	Michel (Henri).
3 ^e —	Brunet (André).

27 - Eure.

1 ^{re} circonscription	MM. Tinseau (Luc).
2 ^e —	Michel (Claude).
3 ^e —	Loncle (François).
4 ^e —	Deschaux-Beaume (Freddy).

28 - Eure-et-Loir.

1 ^{re} circonscription	M. Gallet (Jean).
2 ^e —	Mme Gaspard (Françoise).
3 ^e —	M. Doussel (Maurice).

29 - Finistère.

1 ^{re} circonscription	MM. Poignant (Bernard).
2 ^e —	Gourmelon (Joseph).
3 ^e —	Goasduff (Jean-Louis).
4 ^e —	Mme Jacq (Marie).
5 ^e —	MM. Miossec (Charles).
6 ^e —	Beaufort (Jean).
7 ^e —	Peuziat (Jean).
8 ^e —	Le Pensec (Louis).

30 - Gard.

1 ^{re} circonscription	MM. Jourdan (Emile).
2 ^e —	Benedetti (Georges).
3 ^e —	Mme Horvath (Adrienne).
4 ^e —	M. Journet (Alain).

31 - Garonne (Haute-).

1 ^{re} circonscription	MM. Roger-Machart (Jacques).
2 ^e —	Bapt (Gérard).
3 ^e —	Lareng (Louis).
4 ^e —	Raymond (Alex).
5 ^e —	Houteer (Gérard).
6 ^e —	Ortet (Pierre).

32 - Gers.

1 ^{re} circonscription	M. Laborde (Jean).
2 ^e —	Mme Dupuy (Lydie).

33 - Gironde.

1 ^{re} circonscription	MM. Valleix (Jean).
2 ^e —	Chaban-Delmas (Jacques).
3 ^e —	Join (Marcel).
4 ^e —	Garmendia (Pierre).
5 ^e —	Julien (Raymond).
6 ^e —	Sainte-Marie (Michel).
7 ^e —	Haye (Kléber).
8 ^e —	Lagorce (Pierre).
9 ^e —	Mitterrand (Gilbert).
10 ^e —	Madrelle (Bernard).

34 - Hérault.

1 ^{re} circonscription	MM. Frèche (Georges).
2 ^e —	Sénès (Gilbert).
3 ^e —	Lacombe (Jean).
4 ^e —	Balmigère (Paul).
5 ^e —	Bayou (Raoul).

35 - Ille-et-Vilaine.

1 ^{re} circonscription	MM. Théaudin (Clément).
2 ^e —	Boucheron (Jean-Michel).
3 ^e —	Méhaignerie (Pierre).
4 ^e —	Madelin (Alain).
5 ^e —	Cointat (Michel).
6 ^e —	Hamelin (Jean).

36 - Indre.

1 ^{re} circonscription	MM. Sapin (Michel).
2 ^e —	Laignel (André).
3 ^e —	Renault (Amédée).

37 - Indre-et-Loire.

1 ^{re} circonscription	MM. Royer (Jean).
2 ^e —	Testu (Jean-Michel).
3 ^e —	Mme Mora (Christiane).
4 ^e —	M. Proveux (Jean).

38 - Isère.

1 ^{re} circonscription	Mme Sicard (Odile).
2 ^e —	MM. Monternole (Bernard).
3 ^e —	Maisonnat (Louis).
4 ^e —	Rival (Maurice).
5 ^e —	Mermaz (Louis).
6 ^e —	Bourget (René).
7 ^e —	Bally (Georges).

39 - Jura.

1 ^{re} circonscription	MM. Brune (Alain).
2 ^e —	Santa Cruz (Jean-Pierre).

40 - Landes.

1 ^{re} circonscription	MM. Duroure (Roger).
2 ^e —	Pénicaud (Jean-Pierre).
3 ^e —	Cabé (Robert).

41 - Loir-et-Cher.

1 ^{re} circonscription	MM. Mortelette (François).
2 ^e —	Corrèze (Roger).
3 ^e —	Desanlis (Jean).

42 - Loire.

1 ^{re} circonscription	MM. Chomat (Paul).
2 ^e —	Vennin (Bruno).
3 ^e —	Badet (Jacques).
4 ^e —	Vial-Massat (Théo).
5 ^e —	Benetière (Jean-Jacques).
6 ^e —	Clément (Pascal).
7 ^e —	Bayard (Henri).

43 - Loire (Haute-).

1 ^{re} circonscription	MM. Barrot (Jacques).
2 ^e —	Proriol Jean.

44 - Loire-Atlantique.

1 ^{re} circonscription	MM. Natiez (Jean).
2 ^e —	Chénard (Alain).
3 ^e —	Floch (Jacques).
4 ^e —	Maujouan du Gasset. (Joseph-Henri).
5 ^e —	Hunault (Xavier).
6 ^e —	Evin (Claude).
7 ^e —	Guichard (Olivier).
8 ^e —	Richard (Lucien).

45 - Loiret.

1 ^{re} circonscription	MM. Sueur (Jean-Pierre).
2 ^e —	Portheault (Jean-Claude).
3 ^e —	Charié (Jean-Paul).
4 ^e —	Deniau (Xavier).

46 - Lot.

1 ^{re} circonscription	MM. Charles (Bernard).
2 ^e —	Massaud (Edmond).

47 - Lot-et-Garonne.

1 ^{re} circonscription	MM. Laurissergues (Christian).
2 ^e —	Gouzes (Gérard).
3 ^e —	Garrouste (Marcel).

48 - Lozère.

1 ^{re} circonscription	MM. Durand (Adrien).
2 ^e —	Blanc (Jacques).

49 - Maine-et-Loire.

1 ^{re} circonscription	MM. Narquin (Jean).
2 ^e —	Foyer (Jean).
3 ^e —	Alphandery (Edmond).
4 ^e —	Bégault (Jean).
5 ^e —	Ligot (Maurice).
6 ^e —	La Combe (René).

50 - Manche.

1 ^{re} circonscription	MM. Daillet (Jean-Marie).
2 ^e —	André (René).
3 ^e —	Baudouin (Henri).
4 ^e —	Godefroy (Pierre).
5 ^e —	Darinot (Louis).

51 - Marne.

1 ^{re} circonscription	MM. Colin (Georges).
2 ^e —	Falala (Jean).
3 ^e —	Bourg-Broc (Bruno).
4 ^e —	Stasi (Bernard).

52 - Marne (Haute-).

1 ^{re} circonscription	MM. Fèvre (Charles).
2 ^e —	Chanfrault (Guy).

53 - Mayenne.

1 ^{re} circonscription	MM. d'Aubert (François).
2 ^e —	de Gastines (Henri).
3 ^e —	Lestas (Roger).

54 - Meurthe-et-Moselle.

1 ^{re} circonscription	MM. Tondon (Yvon).
2 ^e —	Durupt (Job).
3 ^e —	Rossinot (André).
4 ^e —	Haby (René).
5 ^e —	Bigéard (Marcel).
6 ^e —	Mme Gœuriot (Colette).
7 ^e —	M. Durieux (Jean-Paul).

55 - Meuse.

1 ^{re} circonscription	MM. Bernard (Jean).
2 ^e —	Dumont (Jean-Louis).

56 - Morbihan.

1 ^{re} circonscription	MM. Marcelin (Raymond).
2 ^e —	Kergueris (Aimé).
3 ^e —	Cavaillé (Jean-Charles).
4 ^e —	Bouvard (Loïc).
5 ^e —	Le Drian (Jean-Yves).
6 ^e —	Giovannelli (Jean).

57 - Moselle.

1 ^{re} circonscription	MM. Schiffer (Nicolas).
2 ^e —	Masson (Jean-Louis).
3 ^e —	Drouin (René).
4 ^e —	Malgras (Robert).
5 ^e —	Metzinger (Charles).
6 ^e —	Bladt (Paul).
7 ^e —	Seitlinger (Jean).
8 ^e —	Messmer (Pierre).

58 - Nièvre.

1 ^{re} circonscription	MM. Teisseire (Eugène).
2 ^e —	Huyghues des Etages. (Jacques).
3 ^e —	Bardin (Bernard).

59 - Nord.

1 ^{re} circonscription	MM. Delfosse (Georges).
2 ^e —	Dassonville (Pierre).
3 ^e —	Mme Osselin (Jacqueline).
4 ^e —	MM. Derosier (Bernard).
5 ^e —	Notebart (Arthur).
6 ^e —	Laurent (André).
7 ^e —	Prouvost (Pierre).
8 ^e —	Faugaret (Alain).
9 ^e —	Charles (Serge).
10 ^e —	Haesebroeck (Gérard).
11 ^e —	Denvers (Albert).
12 ^e —	Paccou (Charles).
13 ^e —	Sergheraert (Maurice).
14 ^e —	Roger (Emile).
15 ^e —	Hage (Georges).
16 ^e —	Mme Cacheux (Denise).
17 ^e —	MM. Moreau (Paul).
18 ^e —	Bustin (Georges).
19 ^e —	Bocquet (Alain).
20 ^e —	Ansart (Gustave).
21 ^e —	Dehoux (Marcel).
22 ^e —	Battist (Umberto).
23 ^e —	Jarosz (Jean).

60 - Oise.

1 ^{re} circonscription	MM. Dassault (Marcel).
2 ^e —	Florian (Roland).
3 ^e —	Braine (Jean-Pierre).
4 ^e —	Ancient (Jean).
5 ^e —	Vadepied (Guy).

61 - Orne.

1 ^{re} circonscription	MM. Goulet (Daniel).
2 ^e —	Geng (Francis).
3 ^e —	Lambert (Michel).

62 - Pas-de-Calais.

1 ^{re} circonscription	MM. Delehedde (André).
2 ^e —	Defontaine (Jean-Pierre).
3 ^e —	Pignion (Lucien).
4 ^e —	Wilquin (Claude).
5 ^e —	Sergent (Michel).
6 ^e —	Dupilet (Dominique).
7 ^e —	Barthe (Jean-Jacques).
8 ^e —	Huguet (Roland).
9 ^e —	Mellick (Jacques).
10 ^e —	Wacheux (Marcel).
11 ^e —	Jophèse (Noël).
12 ^e —	Kucheida (Jean-Pierre).
13 ^e —	Bois (Jean-Claude).
14 ^e —	Legrand (Joseph).

63 - Puy-de-Dôme.

1 ^{re} circonscription	MM. Pourchon (Maurice).
2 ^e —	Giscard d'Estaing (Valéry).
3 ^e —	Lavédrine (Jacques).
4 ^e —	Adevah-Pœuf (Maurice).
5 ^e —	Vacant (Edmond).

64 - Pyrénées-Atlantiques.

1 ^{re} circonscription	MM. Labazée (Georges).
2 ^e —	Prat (Henri).
3 ^e —	Inchaupé (Michel).
4 ^e —	Destrade (Jean-Pierre).

65 - Pyrénées (Hautes-).

1 ^{re} circonscription	MM. Forgues (Pierre).
2 ^e —	Duprat (Jean).

66 - Pyrénées-Orientales.

1 ^{re} circonscription	Mme Soum (Renée).
2 ^e —	M. Tourné (André).

67 - Bas-Rhin.

1 ^{re} circonscription	MM. Koehl (Emile).
2 ^e —	Oehler (Jean-André).
3 ^e —	Durr (André).
4 ^e —	Gengenwin (Germain).
5 ^e —	Caro (Jean-Marie).
6 ^e —	Zeller (Adrien).
7 ^e —	Grussenmeyer (François).
8 ^e —	Sprauer (Germain).

68 - Rhin (Haut-).

1 ^{re} circonscription	MM. Fuchs (Jean-Paul).
2 ^e —	Haby (Charles).
3 ^e —	Weisenhorn (Pierre).
4 ^e —	Grimont (Jean).
5 ^e —	Gissinger (Antoine).

69 - Rhône.

1 ^{re} circonscription	Mme Patrat (Marie-Thérèse).
2 ^e —	MM. Collomb (Gérard).
3 ^e —	Noir (Michel).
4 ^e —	Barre (Raymond).
5 ^e —	Cousté (Pierre-Bernard).
6 ^e —	Queyranne (Jean-Jacques).
7 ^e —	Rigaud (Jean).
8 ^e —	Hamel (Emmanuel).
9 ^e —	Mayoud (Alain).
10 ^e —	Perrut (Francisque).
11 ^e —	Mme Sublet (Josèphe).
12 ^e —	MM. Bernard (Roland).
13 ^e —	Poperen (Jean).

70 - Saône (Haute-).

1 ^{re} circonscription	MM. Bergelin (Christian).
2 ^e —	Michel (Jean-Pierre).

71 - Saône-et-Loire.

1 ^{re} circonscription	MM. Worms (Jean-Pierre).
2 ^e —	Duraffour (Paul).
3 ^e —	Billardon (André).
4 ^e —	Leborne (Roger).
5 ^e —	Mathus (Maurice).

72 - Sarthe.

1 ^{re} circonscription	MM. Chasseguet (Gérard).
2 ^e —	Douyère (Raymond).
3 ^e —	Chauveau (Guy-Michel).
4 ^e —	Fillon (François).
5 ^e —	Gascher (Pierre).

73 - Savoie.

1 ^{re} circonscription	MM. Besson (Louis).
2 ^e —	Barnier (Michel).
3 ^e —	Perrier (Paul).

74 - Savoie (Haute-).

1 ^{re} circonscription	MM. Brocard (Jean).
2 ^e —	Sautier (Yves).
3 ^e —	Birraux (Claude).

75 - Paris.

1 ^{re} circonscription	MM. Krieg (Pierre-Charles).
2 ^e —	Dominati (Jacques).
3 ^e —	Tiberi (Jean).
4 ^e —	Bas (Pierre).
5 ^e —	Frédéric-Dupont (Edouard).
6 ^e —	Couve de Murville. (Maurice).
7 ^e —	Kaspereit (Gabriel).
8 ^e —	Marcus (Claude-Gérard).
9 ^e —	Sarre (Georges).
10 ^e —	Mme Toutain (Ghislain).
11 ^e —	MM. Pernin (Paul).
12 ^e —	de Bénouville (Pierre).
13 ^e —	Moulinet (Louis).
14 ^e —	Blisko (Serge).
15 ^e —	Lancien (Yves).
16 ^e —	Rouquette (Roger).
17 ^e —	Rocher (Bernard).
18 ^e —	Mme de Hautecloque (Nicole).
19 ^e —	MM. Toubon (Jacques).
20 ^e —	Mesmin (Georges).
21 ^e —	Gantier (Gilbert).
22 ^e —	Pons (Bernard).
23 ^e —	de Préaumont (Jean).
24 ^e —	Mme Missoffe (Hélène).
25 ^e —	MM. Estier (Claude).
26 ^e —	Delanoë (Bertrand).
27 ^e —	Jospin (Lionel).
28 ^e —	Escutia (Manuel).
29 ^e —	Billon (Alain).
30 ^e —	Charzat (Michel).
31 ^e —	Planchou (Jean-Paul).

76 - Seine-Maritime.

1 ^{re} circonscription	MM. Bérégovoy (Michel).
2 ^e —	Massion (Marc).
3 ^e —	Bourguignon (Pierre).
4 ^e —	Bateux (Jean-Claude).
5 ^e —	Dhaille (Paul).
6 ^e —	Menga (Joseph).
7 ^e —	Duroméa (André).
8 ^e —	Fossé (Roger).
9 ^e —	Beaufils (Jean).
10 ^e —	Delatre (Georges).

77 - Seine-et-Marne.

1 ^{re} circonscription	MM. Vivien (Alain).
2 ^e —	Fouillé (Jean-Pierre).
3 ^e —	Le Foll (Robert).
4 ^e —	Peyrefitte (Alain).
5 ^e —	Julia (Didier).

78 - Yvelines.

1 ^{re} circonscription	MM. Le Gars (Jean).
2 ^e —	Péricard (Michel).
3 ^e —	Mme Fraihon (Martine).
4 ^e —	MM. Lauriol (Marc).
5 ^e —	Pinte (Etienne).
6 ^e —	Wagner (Robert).
7 ^e —	Schreiner (Bernard).
8 ^e —	Malandain (Guy).

79 - Sèvres (Deux-).

1 ^{re} circonscription	MM. Gaillard (René).
2 ^e —	Fouchier (Jacques).
3 ^e —	Brochard (Albert).

80 - Somme.

1 ^{re} circonscription	MM. Dessein (Jean-Claude).
2 ^e —	Fleury (Jacques).
3 ^e —	Couillet (Michel).
4 ^e —	Becq (Jacques).
5 ^e —	Audinot (André).

81 - Tarn.

1^{re} circonscription MM. Bernard (Pierre).
 2^e — Gabarrou (Jean-Pierre).
 3^e — Pistre (Charles).

82 - Tarn-et-Garonne.

1^{re} circonscription MM. Gouze (Hubert).
 2^e — Larroque (Pierre).

83 - Var.

1^{re} circonscription MM. Hauteœur (Alain).
 2^e — Léotard (François).
 3^e — Durbec (Guy).
 4^e — Goux (Christian).

84 - Vaucluse.

1^{re} circonscription MM. Taddei (Dominique).
 2^e — Borel (André).
 3^e — Lambertin (Jean-Pierre).

85 - Vendée.

1^{re} circonscription MM. Mestre (Philippe).
 2^e — Métais (Pierre).
 3^e — Mauger (Pierre).
 4^e — Ansqer (Vincent).

86 - Vienne.

1^{re} circonscription MM. Santrot (Jacques).
 2^e — Verdon (Marc).
 3^e — Cartraud (Raoul).

87 - Vienne (Haute-).

1^{re} circonscription MM. Rodet (Alain).
 2^e — Mazoin (Roland).
 3^e — Mocœur (Marcel).

88 - Vosges.

1^{re} circonscription MM. Séguin (Philippe).
 2^e — Pierret (Christian).
 3^e — Valroff (Jean).
 4^e — Beltrame (Serge).

89 - Yonne.

1^{re} circonscription MM. Soisson (Jean-Pierre).
 2^e — Grézard (Léo).
 3^e — Lassale (Roger).

90 - Territoire de Belfort.

1^{re} circonscription MM. Couqueberg (Lucien).
 2^e — Forni (Raymond).

91 - Essonne.

1^{re} circonscription MM. Berson (Michel).
 2^e — Guyard (Jacques).
 3^e — Germon (Claude).
 4^e — Tavernier (Yves).

92 - Hauts-de-Seine.

1^{re} circonscription MM. Brunhes (Jacques).
 2^e — Tranchant (Georges).
 3^e — Frelaut (Dominique).
 4^e — Jans (Parfait).
 5^e — Deprez (Charles).
 6^e — Mmes d'Harcourt (Florence).
 7^e — Fraysse-Cazalis
 (Jacqueline).
 8^e — MM. Baumel (Jacques).
 9^e — Labbé (Claude).
 10^e — Gorse (Georges).
 11^e — Ducoloné (Guy).
 12^e — Le Bail (Georges).
 13^e — Bassinet (Philippe).

93 - Seine-Saint-Denis.

1^{re} circonscription MM. Bonnemaïson (Gilbert).
 2^e — Zarka (Pierre).
 3^e — Mme Jacquaint (Muguette).
 4^e — M. Niles (Maurice).
 5^e — Mme Neiertz (Véronique).
 6^e — MM. Bartoloné (Claude).
 7^e — Odru (Louis).
 8^e — Asensi (François).
 9^e — Mahéas (Jacques).

94 - Val-de-Marne.

1^{re} circonscription MM. Marchais (Georges).
 2^e — Tabanou (Pierre).
 3^e — Mercieca (Paul).
 4^e — Rouquet (René).
 5^e — Cathala (Laurent).
 6^e — Nungesser (Roland).
 7^e — Vivien (Robert-André).
 8^e — Mme Nevoux (Paulette).

95 - Val-d'Oise.

1^{re} circonscription MM. Richard (Alain).
 2^e — Le Coadic (Jean-Pierre).
 3^e — Montdargent (Robert).
 4^e — Mme Lecuir (Marie-France).
 5^e — M. Coffineau (Michel).

II. — DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe.

1^{re} circonscription MM. Moutoussamy (Ernest).
 2^e — Jalton (Frédéric).
 3^e — Esdras (Marcel).

Guyane.

circonscription M. Castor (Elie).
 unique

Martinique.

1^{re} circonscription MM. Petit (Camille).
 2^e — Césaire (Aimé).
 3^e — Sablé (Victor).

Réunion.

1^{re} circonscription MM. Debré (Michel).
 2^e — Fontaine (Jean).
 3^e — Bertile (Wilfrid).

Saint-Pierre-et-Miquelon.

circonscription M. Pen (Albert).
 unique

III. — COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MAYOTTE

Mayotte.

circonscription
 unique M. Hory (Jean-François).

IV. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie et dépendances.

1^{re} circonscription MM. Pidjot (Roch).
 2^e — Lafleur (Jacques).

Polynésie française.

1^{re} circonscription MM. Juventin (Jean).
 2^e — Salmon (Tutaha).

Wallis-et-Futuna.

circonscription
 unique M. Brial (Benjamin).

II. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Intervenues du 1^{er} janvier au 1^{er} avril 1986.

A. — ELECTIONS.

1. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR ORDRE ALPHABETIQUE.

Mme Jacqueline ALQUIER, devenue député le 23 mai 1985, en remplacement de M. Jean-Pierre GABARROU, décédé.

M. Jean-Jacques BENETIÈRE, démissionnaire le 10 mars 1986.

M. Henry DELISLE, démissionnaire le 19 février 1986.

M. Manuel ESCUTIA, maintenu en mission temporaire au-delà de six mois. Cessation de son mandat le 26 février 1986, remplacé par Mme Françoise GASTEBOIS.

M. Raymond FORNI, démissionnaire le 22 août 1985.

M. Jean-Pierre GABARROU, décédé le 22 mai 1985, remplacé par Mme Jacqueline ALQUIER.

M. René GAILLARD, décédé le 28 décembre 1985, remplacé par M. Michel GUYTON.

Mme Françoise GASTEBOIS, devenue député le 27 février 1986 en remplacement de M. Manuel ESCUTIA maintenu en mission temporaire au-delà de six mois.

M. Jean GAUBERT, devenu député le 16 décembre 1985, en remplacement de M. Charles JOSSELIN, nommé membre du Gouvernement.

M. Léo GRÉZARD, démissionnaire le 12 mars 1986.

M. Michel GUYTON, devenu député le 29 décembre 1985, en remplacement de M. René GAILLARD, décédé.

M. Jean IBANES, décédé le 29 mars 1985, remplacé par M. René MASSAT.

M. Charles JOSSELIN, nommé membre du Gouvernement le 15 novembre 1985. Cessation de son mandat de député le 15 décembre 1985 à minuit. Remplacé par M. Jean GAUBERT.

M. Raymond JULIEN, démissionnaire le 11 mars 1986.

M. René MASSAT, devenu député le 30 mars 1985, en remplacement de M. Jean IBANES, décédé.

M. Marc MASSION, démissionnaire le 12 mars 1986.

M. Charles REBOUL, devenu député le 21 septembre 1985, en remplacement de M. Dominique TADDEI.

M. Dominique TADDEI, maintenu au-delà de six mois en mission temporaire. Remplacé par M. Charles REBOUL le 21 septembre 1985.

M. Claude WILQUIN, démissionnaire le 4 mars 1986.

2. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR CIRCONSCRIPTION.

Ariège (2^e circonscription) : M. IBANES (Jean), décédé le 29 mars 1985 ; M. MASSAT (René), à partir du 30 mars 1985.

Calvados (2^e circonscription) : M. DELISLE (Henry), démissionnaire le 19 février 1986.

Côtes-du-Nord (2^e circonscription) : M. JOSSELIN (Charles) jusqu'au 15 décembre 1985 (nommé membre du Gouvernement) ; M. GAUBERT (Jean), à partir du 16 décembre 1985.

Deux-Sèvres (1^{re} circonscription) : M. GAILLARD (René), décédé le 28 décembre 1985 ; M. GUYTON (Michel), à partir du 29 décembre 1985.

Gironde (5^e circonscription) : M. JULIEN (Raymond), démissionnaire le 11 mars 1986.

Loire (5^e circonscription) : M. BENETIÈRE (Jean-Jacques), démissionnaire le 10 mars 1986.

Paris (28^e circonscription) : M. ESCUTIA (Manuel) jusqu'au 26 février 1986 (maintenu en mission temporaire au-delà de six mois) ; Mme GASTEBOIS (Françoise) à partir du 27 février 1986.

Pas-de-Calais (4^e circonscription) : M. WILQUIN (Claude), démissionnaire le 4 mars 1986.

Seine-Maritime (2^e circonscription) : M. MASSION (Marc), démissionnaire le 12 mars 1986.

Tarn (2^e circonscription) : M. GABARROU (Jean-Pierre), décédé le 22 mai 1985 ; Mme ALQUIER (Jacqueline), à partir du 23 mai 1985.

Territoire de Belfort (2^e circonscription) : M. FORNI (Raymond), démissionnaire le 22 août 1985.

Vaucluse (1^{re} circonscription) : M. TADDEI (Dominique) maintenu en mission temporaire ; M. REBOUL (Charles), à partir du 21 septembre 1985.

Yonne (2^e circonscription) : M. GRÉZARD (Léo), démissionnaire le 12 mars 1986.

B. — DEPUTES NOMMES MEMBRES DU GOUVERNEMENT.

Gouvernement de M. Laurent Fabius

Nommé secrétaire d'Etat : M. Charles JOSSELIN [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13319). Cessation de son mandat de député le 15 décembre 1985 [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14699).

C. — CESSATION DE FONCTION PAR SUITE DE RENOUELEMENT D'UNE MISSION TEMPORAIRE.

M. Dominique TADDEI [J.O. du 21 septembre 1985] (p. 10945).

M. Manuel ESCUTIA [J.O. du 25 février 1986] (p. 2995).

D. — DEMISSIONS DE DEPUTES.

M. Jean-Jacques BENETIÈRE (Loire, 5^e circonscription) [J.O. du 12 mars 1986] (p. 3825).

M. Henry DELISLE (Calvados, 2^e circonscription) [J.O. du 21 février 1986] (p. 2851).

M. Raymond FORNI (Territoire de Belfort, 2^e circonscription) [J.O. du 23 août 1985] (p. 9754).

M. Léo GRÉZARD (Yonne, 2^e circonscription) [J.O. du 14 mars 1986] (p. 4043).

M. Raymond JULIEN (Gironde, 5^e circonscription) [J.O. du 14 mars 1986] (p. 4043).

M. Marc MASSION (Seine-Maritime, 2^e circonscription) [J.O. du 16 mars 1986] (p. 4468).

M. Claude WILQUIN (Pas-de-Calais, 4^e circonscription) [J.O. du 12 mars 1986] (p. 3825).

E. — DEPUTES DECEDES.

M. Jean IBANES (Ariège, 2^e circonscription), décédé le 29 mars 1985 [J.O. du 30 avril 1985] (p. 3752).

M. Jean-Pierre GABARROU (Tarn, 2^e circonscription), décédé le 22 mai 1985 [J.O. du 23 mai 1985] (p. 5796).

M. René GAILLARD (Deux-Sèvres, 1^{re} circonscription), décédé le 28 décembre 1985 [J.O. du 29 décembre 1985] (p. 15391).

III. — GROUPES POLITIQUES.

I. — Groupe socialiste.

a) Modifications entre le 1^{er} janvier et le 2 avril 1985 :

Cesse d'appartenir à ce groupe [J.O. du 30 mars 1985] (p. 3752) : M. Ibanès (Jean).

b) *Font partie de ce groupe* (268 membres) [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848). — Président : M. Billardon (André). — MM. Adevah-Poeuf (Maurice), Alaize (Jean-Marie), Anciant (Jean), Aumont (Robert), Badet (Jacques), Balligand (Jean-Pierre), Bally (Georges), Bapt (Gérard), Barailla (Régis), Bardin (Bernard), Bartoloné (Claude), Bassinet (Philippe), Bateux (Jean-Claude), Battist (Umberto), Bayou (Raoul), Beauflis (Jean), Beaufort (Jean), Bêche (Guy), Becq (Jacques), Bédoussac (Firmin), Beix (Roland), Bellon (André), Belorgey (Jean-Michel), Beltrame (Serge), Benedetti (Georges), Benetière (Jean-Jacques), Bérégovoy (Michel), Bernard (Jean), Bernard (Pierre), Bernard (Roland), Berson (Michel), Bertile (Wilfrid), Besson (Louis), Billardon (André), Billon (Alain), Blatt (Paul), Blisko (Serge), Bois (Jean-Claude), Bonnemaison (Gilbert), Bonrepaux (Augustin), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bourget (René), Bourguignon (Pierre), Braine (Jean-Pierre), Briand (Maurice), Brune (Alain), Brunet (André), Cabé (Robert), Mme Cacheux (Denise), MM. Cambolive (Jacques), Carlet (Michel), Cartraud (Raoul), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Caumont (Robert de), Chanfrault (Guy), Chapuis (Robert), Charpentier (Gilles), Charzat (Michel), Chaubard (Albert), Chauveau (Guy-Michel), Chénard (Alain), Chevallier (Daniel), Chouat (Didier), Coffineau (Michel), Colin (Georges), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Mme Commergnat (Nelly), MM. Couqueberg (Lucien), Darinot (Louis), Dassonville (Pierre), Defarge (Christian), Dehoux (Marcel), Delanoë (Bertrand), Delehedde (André), Delisle (Henry), Denvers (Albert), Derosier (Bernard), Deschaux-Beaume (Freddy), Desgranges (Jean-Paul), Dessein (Jean-Claude), Destrade (Jean-Pierre), Dhaille (Paul), Dollo (Yves), Douyère (Raymond), Drouin (René), Dumont (Jean-Louis), Dupilet (Dominique), Mme Dupuy (Lydie), MM. Durbec (Guy), Durieux (Jean-Paul), Duroure (Roger), Durupt (Job), Escutia (Manuel), Esmonin (Jean), Estier (Claude), Evin (Claude), Faugaret (Alain), Mme Fiévet (Berthe), MM. Fleury (Jacques), Floch (Jacques), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Forni (Raymond), Fourré (Jean-Pierre), Mme Frachon (Martine), MM. Frèche (Georges), Gabarrou (Jean-Pierre), Gaillard (René), Gallet (Jean), Garmendia (Pierre), Garrouste (Marcel), Mme Gaspard (Françoise), MM. Germon (Claude), Giolitti (Francis), Giovannelli (Jean), Gourmelon (Joseph), Goux (Christian), Gouze (Hubert), Gouzes (Gérard), Grézar (Léo), Grimont (Jean), Guyard (Jacques), Haesebroeck (Gérard), Hauteœur (Alain), Haye (Kléber), Houteer (Gérard), Huguet (Roland), Huyghues des Etages (Jacques), Istace (Gérard), Mme Jacq (Marie), MM. Jagoret (Pierre), Jalton (Frédéric), Join (Marcel), Josephé (Noël), Jospin (Lionel), Josselin (Charles), Journet (Alain), Kuchida (Jean-Pierre), Labazée (Georges), Laborde (Jean), Lacombe (Jean), Lagorce (Pierre), Laignel (André), Lambert (Michel), Lambertin (Jean-Pierre), Lareng (Louis), Lassale (Roger), Laurent (André), Laurissegues (Christian), Lavédrine (Jacques), Le Bail (Georges), Leborne (Roger), Le Coadic (Jean-Pierre), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Drian (Jean-Yves), Le Foll (Robert), Lefranc (Bernard), Le Gars (Jean), Lejeune (André), Leonetti (Jean-Jacques), Le Pensec (Louis), Loncle (François), Madrelle (Bernard), Mahéas (Jacques), Malandain (Guy), Malgras (Robert), Marchand (Philippe), Mas (Roger), Massaud (Edmond), Masse (Marius), Massion (Marc), Massot (François), Mézard (Maurice), Mellick (Jacques), Menga (Joseph), Mermaz (Louis), Métais (Pierre), Metzinger (Charles), Michel (Claude), Michel (Henri), Michel (Jean-Pierre), Mitterrand (Gilbert), Mocœur (Marcel), Montergnole (Bernard), Mme Mora (Christiane), MM. Moreau (Paul), Mortelette (François), Moulinet (Louis), Natiez (Jean), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Notebart (Arthur), Oehler (Jean-André), Olmeta (René), Ortet (Pierre), Mmes Osselin (Jacqueline), Patrat (Marie-Thérèse), MM. Patriat (François), Pénicaut (Jean-Pierre), Perrier (Paul), Pesce (Rodolphe), Peuziat (Jean) Philibert (Louis), Pierret

(Christian), Pignion (Lucien), Pinard (Joseph), Pistre (Charles), Planchou (Jean-Paul), Poignant (Bernard), Poperen (Jean), Portheault (Jean-Claude), Pourchon (Maurice), Prat (Henri), Prouvost (Pierre), Proveux (Jean), Mme Provost (Éliane), MM. Queyranne (Jean-Jack), Ravassard (Noël), Raymond (Alex), Renault (Amédée), Richard (Alain), Rival (Maurice), Robin (Louis), Rodet (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Rousseau (Jean), Sainte-Marie (Michel), Sanmarco (Philippe), Santa Cruz (Jean-Pierre), Santrot (Jacques), Sapin (Michel), Sarre (Georges), Schiffler (Nicolas), Schreiner (Bernard), Sènès (Gilbert), Sergent (Michel), Mmes Sicard (Odile), Soum (Renée), Sublet (Marie-Joséphine), MM. Suchod (Michel), Sueur (Jean-Pierre), Tabanou (Pierre), Taddei (Dominique), Tavernier (Yves), Teisseire (Eugène), Testu (Jean-Michel), Théaudin (Clément), Tinseau (Luc), Tondon (Yvon), Mme Toutain (Ghislaine), MM. Vacant (Edmond), Vadepiéd (Guy), Valroff (Jean), Vennin (Bruno), Verdon (Marc), Vidal (Joseph), Villette (Bernard), Vivien (Alain), Vouillot (Hervé), Wacheux (Marcel), Wilquin (Claude), Worms (Jean-Pierre).

c) *S'inscrivent à ce groupe* [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902) : M. Massat (René) ; [J.O. du 29 mai 1985] (p. 5971) : Mme Alquier (Jacqueline) ; [J.O. du 28 septembre 1985] (p. 11249) : M. Reboul (Charles) ; [J.O. du 9 janvier 1986] (p. 452) : M. Guyton (Michel) ; [J.O. du 10 janvier 1986] (p. 498) : M. Gaubert (Jean) ; [J.O. du 28 février 1986] (p. 3195) : Mme Gastebois (Françoise).

d) *Cessent d'appartenir à ce groupe* [J.O. du 23 mai 1985] (p. 5796) : M. Gabarrou (Jean-Pierre) ; [J.O. du 23 août 1985] (p. 9754) : [J.O. du 21 septembre 1985] (p. 10945) : M. Taddei (Dominique) ; [J.O. du 30 octobre 1985] (p. 12575) : M. Houteer (Gérard) ; [J.O. du 20 novembre 1985] (p. 12462) : M. Villette (Bernard) ; [J.O. du 11 décembre 1985] (p. 14417) : M. Pinard (Joseph) ; [J.O. du 13 décembre 1985] (p. 14510) : M. Le Coadic (Jean-Pierre) ; [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14699) : M. Josselin (Charles) ; [J.O. du 29 décembre 1985] (p. 15391) : M. Gaillard (René) ; [J.O. du 21 février 1986] (p. 2851) : M. Delisle (Henry) ; [J.O. du 28 février 1986] (p. 3195) : M. Escutia (Manuel) ; [J.O. du 12 mars 1986] (p. 3825) : MM. Benetière (Jean-Jacques), Wilquin (Claude) ; [J.O. du 14 mars 1986] (p. 4043) : M. Grézar (Léo) ; [J.O. du 16 mars 1986] (p. 4468) : M. Massion (Marc).

e) Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement.

S'apparentent à ce groupe (16 membres) [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3838) : MM. Alfonsi (Nicolas), Bonnet (Alain), Castor (Élie), Césaire (Aimé), Mme Chaigneau (Colette), MM. Charles (Bernard), Defontaine (Jean-Pierre), Duprat (Jean), Duraffour (Paul), Hory (Jean-François), Julien (Raymond), Larroque (Pierre), Luisi (Jean-Paul), Pen (Albert), Rigal (Jean), Zuccarelli (Jean).

Cesse d'être apparenté : [J.O. du 14 mars 1986] (p. 4043) : M. Julien (Raymond).

II. — Groupe du rassemblement pour la République.

a) Modifications entre le 1^{er} janvier et le 2 avril 1985 :

Cesse d'appartenir à ce groupe [J.O. du 4 janvier 1985] (p. 123) : M. Gasher (Pierre).

b) *Font partie de ce groupe* (80 membres) [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849). — Président : M. Labbé (Claude). — MM. Ansqer (Vincent), Aubert (Emmanuel), Bachelet (Pierre), Barnier (Michel), Bas (Pierre), Baumel (Jacques), Bergelin (Christian), Bourg-Broc (Bruno), Brial (Benjamin), Cavallé (Jean-Charles), Chaban-Delmas (Jacques), Charie (Jean-Paul), Charles (Serge), Chasseguet (Gérard), Chirac (Jacques), Cointat (Michel), Corréze (Roger), Couve de Murville (Maurice), Debré (Michel), Delatre (Georges), Durr (André), Falala (Jean), Fillon (François), Fossé (Roger), Foyer (Jean), Galley (Robert), Gastines (Henri de), Gissingier (Antoine), Goasduff (Jean-Louis), Godefroy (Pierre), Godfrain (Jacques), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Grussenmeyer (François), Guichard (Olivier), Haby

(Charles), Hamelin (Jean), Mme Hauteclouque (Nicole de), MM. Inchauspé (Michel), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Krieg (Pierre-Charles), Labbé (Claude), La Combe (René), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Lauriol (Marc), Lipkowski (Jean de), Marcus (Claude-Gérard), Masson (Jean-Louis), Mauger (Pierre), Médecin (Jacques), Messmer (Pierre), Miossec (Charles), Narquin (Jean), Noir (Michel), Nungesser (Roland), Paccou (Charles), Perbet (Régis), Péricard (Michel), Petit (Camille), Peyrefitte (Alain), Pinte (Etienne), Pons (Bernard), Prémaumont (Jean de), Raynal (Pierre), Rocca-Serra (Jean-Paul de), Rocher (Bernard), Salmon (Tutaha), Santoni (Hyacinthe), Seguin (Philippe), Sprauer (Germain), Tiberi (Jean), Toubon (Jacques), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Vivien (Robert-André), Vuillaume (Roland), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

c) *S'inscrivent à ce groupe* [J.O. du 3 mai 1985] (p. 5093) : M. André (René) ; [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14579) : M. Cousté (Pierre-Bernard).

d) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement.*

S'apparentent à ce groupe (8 membres) [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849) : MM. André (René), Benouville (Pierre de), Cousté (Pierre-Bernard), Dassault (Marcel), Deniau (Xavier), Frédéric-Dupont (Edouard), Mme Missoffe (Hélène), M. Richard (Lucien).

e) *Cessent d'être apparentés* [J.O. du 3 mai 1985] (p. 5093) : M. André (René) ; [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14579) : M. Cousté (Pierre-Bernard).

III. — Groupe Union pour la démocratie française.

a) *Font partie de ce groupe* (50 membres) [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849). — Président : M. Gaudin (Jean-Claude). — MM. Alphandery (Edmond), Aubert (François d'), Barrot (Jacques), Baudoin (Henri), Bayard (Henri), Bégault (Jean), Birraux (Claude), Blanc (Jacques), Bouvard (Loïc), Briane (Jean), Brocard (Jean), Caro (Jean-Marie), Clément (Pascal), Daillet (Jean-Marie), Delfosse (Georges), Deprez (Charles), Desanlis (Jean), Dominati (Jacques), Dousset (Maurice), Durand (Adrien), Fèvre (Charles), Fuchs (Jean-Paul), Gantier (Gilbert), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Giscard d'Estaing (Valéry), Haby (René), Hamel (Emmanuel), Koehl (Emile), Léotard (François), Lestas (Roger), Madelin (Alain), Marcellin (Raymond), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Mayoud (Alain), Méhaignerie (Pierre), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Micaux (Pierre), Millon (Charles), Mme Moreau (Louise), MM. Ornano (Michel d'), Perrut (Francisque), Proriot (Jean), Rossinot (André), Sautier (Yves), Seitlinger (Jean), Soisson (Jean-Pierre), Stasi (Bernard).

b) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :*

S'apparentent à ce groupe (13 membres) [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849) : MM. Barre (Raymond), Bigeard (Marcel), Brochard (Albert), Esdras (Marcel), Fouchier (Jacques), Mme d'Harcourt

(Florence), MM. d'Harcourt (François), Kergueris (Aimé), Ligot (Maurice), Mathieu (Gilbert), Pernin (Paul), Rigaud (Jean), Zeller (Adrien).

IV. — Groupe communiste.

a) *Font partie de ce groupe* (43 membres) [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849). — Président : M. Lajoinie (André). — MM. Ansart (Gustave), Asensi (François), Balmigère (Paul), Barthe (Jean-Jacques), Bocquet (Alain), Brunhes (Jacques), Bustin (Georges), Chomat (Paul), Combasteil (Jean), Couillet (Michel), Ducloné (Guy), Duroméa (André), Dutard (Lucien), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Frelaut (Dominique), Garcin (Edmond), Mme Gœuriot (Colette), MM. Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Horvath (Adrienne), Jacquaint (Muguette), MM. Jans (Parfait), Jarosz (Jean), Jourdan (Emile), Lajoinie (André), Legrand (Joseph), Le Meur (Daniel), Maisonnat (Louis), Marchais (Georges), Mazoin (Roland), Mercieca (Paul), Montdargent (Robert), Nilès (Maurice), Odru (Louis), Porelli (Vincent), Renard (Roland), Rieubon (René), Rimbault (Jacques), Roger (Emile), Soury (André), Tourné (André), Vial-Massat (Théo), Zarka (Pierre).

b) *Apparenté aux termes de l'article 19 du règlement :*

S'apparente à ce groupe (1 membre) [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849) : M. Moutoussamy (Ernest).

V. Liste des députés n'appartenant à aucun groupe.

a) *Modifications entre le 1^{er} janvier et le 2 avril 1985 :*

Deviennent députés non inscrits [J.O. du 4 janvier 1985] (p. 123) : M. Gascher (Pierre) ; [J.O. du 30 mars 1985] (p. 3752) : M. Massat (René).

b) *Deviennent députés non inscrits* (12 membres) [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849) : MM. Audinot (André), Branger (Jean-Guy), Fontaine (Jean), Gascher (Pierre), Hunault (Xavier), Juventin (Jean), Massat (René), Pidjot (Roch), Royer (Jean), Sablé (Victor), Sergheraert (Maurice), Stirn (Olivier) ; [J.O. du 23 mai 1985] (p. 5796) : Mme Alquier (Jacqueline), [J.O. du 21 septembre 1985] (p. 10945) : M. Reboul (Charles) ; [J.O. du 30 octobre 1985] (p. 12575) : M. Houteer (Gérard) ; [J.O. du 20 novembre 1985] (p. 12462) : M. Villette (Bernard) ; [J.O. du 11 décembre 1985] (p. 14417) : M. Pinard (Joseph) ; [J.O. du 13 décembre 1985] (p. 14510) : M. Le Coadic (Jean-Pierre) ; [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14699) : M. Gaubert (Jean) ; [J.O. du 4 janvier 1986] (p. 237) : M. Guyton (Michel).

c) *Cessent d'être non inscrits* [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902) : M. Massat (René) ; [J.O. du 29 mai 1985] (p. 5971) : Mme Alquier (Jacqueline) ; [J.O. du 28 septembre 1985] (p. 11249) : M. Reboul (Charles) ; [J.O. du 9 janvier 1986] (p. 452) : M. Guyton (Michel) ; [J.O. du 10 janvier 1986] (p. 498) : M. Gaubert (Jean).

IV. — BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE.

Nominations du 2 avril 1985 :

Nomination des six vice-présidents [2 avril 1985] (p. 48) :
MM. Marchand (Philippe), Séguin (Philippe), Blanc (Jacques)
Ducoloné (Guy), Fourré (Jean-Pierre), Roger-Machart (Jacques).

Nomination des trois questeurs [2 avril 1985] (p. 48) :
MM. Laurisergues (Christian), Gaillard (René), Corrèze (Roger).

Nomination des douze secrétaires [2 avril 1985] (p. 48) :

MM. Bellon (André), Billon (Alain), Bourguignon (Pierre),
Brunhes (Jacques), Delisle (Henry), Geng (Francis), Gengenwin
(Germain), Gissinger (Antoine), Goulet (Daniel), Hage (Georges),
Julien (Raymond), Poignant (Bernard).

Nomination du 9 janvier 1986 :

Nomination d'un questeur [9 janvier 1986] (p. 5) : Mme Cacheux
(Denise), en remplacement de M. Gaillard (René).

V. — COMMISSIONS PERMANENTES

1. — Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

a) *Modifications entre le 1^{er} janvier et le 2 avril 1985 :*

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 5 janvier 1985] (p. 164) : M. Gascher (Pierre).

b) *Membres [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902) : MM. Alaize (Jean-Marie), Ansquer (Vincent), Bachelet (Pierre), Bardin (Bernard), Barrot (Jacques), Bartoloné (Claude), Bas (Pierre), Bateux (Jean-Claude), Bayard (Henri), Beaufort (Jean), Becq (Jacques), Belorgey (Jean-Michel), Beltrame (Serge), Benedetti (Georges), Billon (Alain), Blisko (Serge), Bocquet (Alain), Bonrepaux (Augustin), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Bourg-Broc (Bruno), Braine (Jean-Pierre), Brial (Benjamin), Brunhes (Jacques), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Césaire (Aimé), Chaban-Delmas (Jacques), Mme Chaigneau (Colette), MM. Chanfrault (Guy), Charles (Bernard), Chevallier (Daniel), Chirac (Jacques), Chouat (Didier), Coffineau (Michel), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Couqueberg (Lucien), Dehoux (Marcel), Delfosse (Georges), Deprez (Charles), Derosier (Bernard), Deschaux-Beaume (Freddy), Desgranges (Jean-Paul), Dollo (Yves), Durr (André), Durupt (Job), Esmonin (Jean), Evin (Claude), Falala (Jean), Florian (Roland), Mmes Frachon (Martine), Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Fuchs (Jean-Paul), Gabarrou (Jean-Pierre), Garrouste (Marcel), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Giovannelli (Jean), Gissingier (Antoine), Godefroy (Pierre), Guyard (Jacques), Haby (Charles), Haby (René), Haesebroeck (Gérard), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Jacq (Marie), Jacquaint (Muguette), MM. Julia (Didier), Koehl (Emile), Laborde (Jean), Lareng (Louis), Laurent (André), Le Coadic (Jean-Pierre), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Foll (Robert), Le Gars (Jean), Legrand (Joseph), Luisi (Jean-Paul), Madelin (Alain), Marchais (Georges), Maujouan du Gasset (Joseph-Henri), Metzinger (Charles), Miossec (Charles), Mme Missoffe (Hélène), MM. Montergnole (Bernard), Narquin (Jean), Oehler (Jean-André), Olmeta (René), Ortet (Pierre), Penicaut (Jean-Pierre), Péricard (Michel), Perrut (Francisque), Pesce (Rodolphe), Petit (Camille), Pidjot (Roch), Pinard (Joseph), Pinte (Etienne), Poignant (Bernard), Pons (Bernard), Proriot (Jean), Proveux (Jean), Mme Provost (Eliane), MM. Queyranne (Jean-Jack), Renard (Roland), Rossinot (André), Santoni (Hyacinthe), Santrot (Jacques), Sautier (Yves), Schiffler (Nicolas), Schreiner (Bernard), Mme Sublet (Marie-Josèphe), MM. Sueur (Jean-Pierre), Testu (Jean-Michel), Théaudin (Clément), Tourné (André), Mme Toutain (Ghislaïne), M. Zarka (Pierre).*

c) *Bureau [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976) : Président : M. Evin (Claude) ; vice-présidents : MM. Brunhes (Jacques), Coffineau (Michel), Derosier (Bernard), Metzinger (Charles) ; secrétaires : MM. Hage (Georges), Le Coadic (Jean-Pierre), Mme Provost (Eliane), M. Renard (Roland).*

d) *Deviennent membres de cette commission [J.O. du 10 avril 1985] (p. 4188) : M. Santa Cruz (Jean-Pierre) ; [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13505) : M. Houteer (Gérard) ; [J.O. du 26 novembre 1985] (p. 13707) : M. Villette (Bernard) ; [J.O. du 4 février 1986] (p. 1975) : MM. Jans (Parfait), Odrü (Louis).*

e) *Cessent d'appartenir à cette commission [J.O. du 10 avril 1985] (p. 4188) : M. Gabarrou (Jean-Pierre) ; [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14579) : M. Pinard (Joseph) ; [J.O. du 14 décembre 1986] (p. 1975) : MM. Hermier (Guy), Marchais (Georges).*

2. — Commission des affaires étrangères.

a) *Membres [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903) : MM. Adevah-Poeuf (Maurice), Barre (Raymond), Baumel (Jacques), Bellon (André), Bérégovoy (Michel), Bernard (Roland), Bertile (Wilfrid), Blanc (Jacques), Bustin (Georges), Caro (Jean-Marie), Castor (Elié), Couve de Murville (Maurice), Defarge (Christian), Delehedde (André), Deniau (Xavier), Dhaille (Paul), Mme Dupuy (Lydie), MM. Duraffour (Paul), Escutia (Manuel), Estier*

(Claude), Fourré (Jean-Pierre), Frédéric-Dupont (Edouard), Giolitti (Francis), Gorse (Georges), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Harcourt (François d'), Joseph (Noël), Jospin (Lionel), Journet (Alain), Julien (Raymond), Kaspereit (Gabriel), Lagorce (Pierre), Larroque (Pierre), Léotard (François), Lipkowski (Jean de), Loncle (François), Madrelle (Bernard), Mahéas (Jacques), Marcus (Claude-Gérard), Mathus (Maurice), Mellick (Jacques), Mermaz (Louis), Montdargent (Robert), Moulinet (Louis), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Nungesser (Roland), Odrü (Louis), Pernin' (Paul), Peyrefitte (Alain), Raynal (Pierre), Rigal (Jean), Roger (Emile), Rousseau (Jean), Sablé (Victor), Sainte-Marie (Michel), Setlinger (Jean), Sergent (Michel), Stirn (Olivier), Teissière (Eugène), Vadepied (Guy), Vial-Massat (Théo).

b) *Bureau [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976) : Président : M. Estier (Claude) ; vice-présidents : MM. Bellon (André), Julien (Raymond), Montdargent (Robert) ; secrétaires : M. Bérégovoy (Michel), Mme Neiertz (Véronique), M. Vadepied (Guy).*

c) *Devient membre de cette commission : [J.O. du 4 février 1986] (p. 1975) : M. Marchais (Georges).*

d) *Cesse d'appartenir à cette commission : [J.O. du 4 février 1986] (p. 1975) : M. Odrü (Louis).*

3. — Commission de la défense nationale et des forces armées.

a) *Membres [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903) : MM. Aumont (Robert), Baudouin (Henri), Beix (Roland), Benouville (Pierre de), Bigeard (Marcel), Billardon (André), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bouvard (Loïc), Branger (Jean-Guy), Briane (Jean), Brocard (Jean), Chauveau (Guy-Michel), Combasteil (Jean), Corrèze (Roger), Daillet (Jean-Marie), Darinot (Louis), Dassonville (Pierre), Delatre (Georges), Dessenin (Jean-Claude), Dominati (Jacques), Duprat (Jean), Durbec (Guy), Dutard (Lucien), Faugaret (Alain), Fillon (François), Frèche (Georges), Gaillard (René), Garmendia (Pierre), Gascher (Pierre), Gastines (Henri de), Goulet (Daniel), Gourmelon (Joseph), Gouze (Hubert), Mme Hauteclocque (Nicole de), MM. Huyghues des Etages (Jacques), Istace (Gérard), Join (Marcel), Jourdan (Emile), Juventin (Jean), Lafleur (Jacques), Lambertin (Jean-Pierre), Lancien (Yves), Lavédrine (Jacques), Lefranc (Bernard), Lejeune (André), Leonetti (Jean-Jacques), Masse (Marius), Mauger (Pierre), Mesmin (Georges), Moreau (Paul), Niles (Maurice), Mme Patrat (Marie-Thérèse), MM. Philibert (Louis), Pignion (Lucien), Raymond (Alex), Richard (Lucien), Rimbault (Jacques), Robin (Louis), Tinsseau (Luc), Vacant (Edmond), Verdon (Marc), Villette (Bernard).*

b) *Bureau [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976) : Président : M. Darinot (Louis) ; vice-présidents : MM. Aumont (Robert), Combasteil (Jean), Huyghues des Etages (Jacques) ; secrétaires : M. Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Mme Patrat (Marie-Thérèse), M. Tinsseau (Luc).*

c) *Cessent d'appartenir à cette commission [J.O. du 22 mai 1985] (p. 5755) : M. Lafleur (Jacques) ; [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13505) : M. Villette (Bernard).*

4. — Commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

a) *Membres [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903) : MM. Alphandery (Edmond), Anciant (Jean), Aubert (François d'), Balligand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barnier (Michel), Bèche (Guy), Benetière (Jean-Jacques), Bergelin (Christian), Berson (Michel), Bonnet (Alain), Charzat (Michel), Chénard (Alain), Cointat (Michel), Couillet (Michel), Denvers (Albert), Douyère (Raymond), Dumont (Jean-Louis), Forgues (Pierre), Fossé (Roger), Frelaut (Dominique), Gantier (Gilbert), Germon (Claude), Goux (Christian), Hamel (Emmanuel), Inchauspé (Michel), Jans (Parfait), Josselin (Charles), Laignel (André), Le Drian (Jean-Yves), Le Pensec (Louis), Ligot (Maurice), Massion (Marc),*

Mazoin (Roland), Mercieca (Paul), Mestre (Philippe), Mortelette (François), Natiez (Jean), Noir (Michel), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Pen (Albert), Pierret (Christian), Planchou (Jean-Paul), Pourchon (Maurice), Prémaumont (Jean de), Prouvost (Pierre), Rieubon (René), Rocca Serra (Jean-Paul de), Rodet (Alain), Royer (Jean), Sanmarco (Philippe), Soisson (Jean-Pierre), Mme Soum (Renée), MM. Sprauer (Germain), Taddei (Dominique), Tavernier (Yves), Tranchant (Georges), Vivien (Alain), Vivien (Robert-André), Vouillot (Hervé), Wilquin (Claude), Zeller (Adrien).

b) *Bureau* [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976) : Président : M. Goux (Christian) ; Rapporteur général : M. Pierret (Christian) ; vice-présidents : MM. Frelaut (Dominique, Laignel (André), Mortelette (François) ; secrétaires : MM. Bêche (Guy), Bonnet (Alain), Mercieca (Paul).

c) *Deviennent membres de cette commission* [J.O. du 29 septembre 1985] (p. 11322) : M. Durieux (Jean-Paul) ; [J.O. du 11 janvier 1986] (p. 590) : M. Gaubert (Jean) ; [J.O. du 4 février 1986] (p. 1975) : M. Hermier (Guy).

d) *Cesse d'appartenir à cette commission* : [J.O. du 4 février 1986] (p. 1975) : M. Jans (Parfait).

5. — Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

a) *Membres* [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903) : MM. Alfonsi (Nicolas), Aubert (Emmanuel), Barthe (Jean-Jacques), Besson (Louis), Bonnemaison (Gilbert), Bourguignon (Pierre), Briand (Maurice), Mme Cacheux (Denise), MM. Charié (Jean-Paul), Charles (Serge), Charpentier (Gilles), Clément (Pascal), Delanoë (Bertrand), Ducoloné (Guy), Esdras (Marcel), Fleury (Jacques), Floch (Jacques), Fontaine (Jean), Forni (Raymond), Foyer (Jean), Garcin (Edmond), Mme Gaspard (Françoise), MM. Gaudin (Jean-Claude), Giscard d'Estaing (Valéry), Gouzes (Gérard), Grimont (Jean), Guichard (Olivier), Hauteœur (Alain), Hory (Jean-François), Houteer (Gérard), Krieg (Pierre-Charles), Labazée (Georges), Lauriol (Marc), Leborne (Roger), Le Meur (Daniel), Maisonnat (Louis), Marcellin (Raymond), Marchand (Philippe), Massot (François), Menga (Joseph), Messmer (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Millon (Charles), Moutoussamy (Ernest), Ornano (Michel d'), Poperen (Jean), Renault (Amédée), Richard (Alain), Rival (Maurice), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Sapin (Michel), Séguin (Philippe), Sergheraert (Maurice), Stasi (Bernard), Suchod (Michel), Tabanou (Pierre), Tiberi (Jean), Toubon (Jacques), Worms (Jean-Pierre), Zuccarelli (Jean).

b) *Bureau* [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976) : Président : M. Forni (Raymond) ; vice-présidents : MM. Garcin (Edmond), Richard (Alain), Sapin (Michel) ; secrétaires : Mme Cacheux (Denise), MM. Floch (Jacques), Moutoussamy (Ernest). [J.O. du 3 octobre 1985] (p. 11465) : président : M. Michel (Jean-Pierre).

c) *Devient membre de cette commission* [J.O. du 22 mai 1985] (p. 5755) : M. Lafleur (Jacques).

d) *Cessent d'appartenir à cette commission* [J.O. du 22 mai 1985] (p. 5755) : M. Tiberi (Jean) ; [J.O. du 31 octobre 1985] (p. 12617) : M. Houteer (Gérard).

6. — Commission de la production et des échanges.

a) *Membres* [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903) : MM. André (René), Ansart (Gustave), Ascensi (François), Audinot (André), Badet (Jacques), Bally (Georges), Balmigère (Paul), Barailla

(Régis), Bassinet (Philippe), Battist (Umberto), Bayou (Raoul), Beaufils (Jean), Bedoussac (Firmin), Bégault (Jean), Bernard (Jean), Bernard (Pierre), Birraux (Claude), Bladt (Paul), Bois (Jean-Claude), Bourget (René), Brochard (Albert), Brune (Alain), Brunet (André), Cabé (Robert), Cambolive (Jacques), Cartelet (Michel), Cartraud (Raoul), Caumont (Robert de), Cavallé (Jean-Charles), Chapuis (Robert), Chasseguet (Gérard), Chaubard (Albert), Chomat (Paul), Colin (Georges), Mme-Commergnat (Nelly), MM. Cousté (Pierre-Bernard), Dassault (Marcel), Defontaine (Jean-Pierre), Delisle (Henry), Desanlis (Jean), Destrade (Jean-Pierre), Dousset (Maurice), Drouin (René), Dupilet (Dominique), Durand (Adrien), Durieux (Jean-Paul), Duroméa (André), Duroure (Roger), Fèvre (Charles), Mme Fiévet (Berthe), MM. Fouchier (Jacques), Gallet (Jean), Galley (Robert), Goasduff (Jean-Louis), Godfrain (Jacques), Mme Gœuriot (Colette), MM. Grézard (Léo), Grussenmeyer (François), Hamelin (Jean), Haye (Kléber), Mme Horvath (Adrienne), MM. Huguet (Roland), Hunault (Xavier), Jagoret (Pierre), Jalton (Frédéric), Jarosz (Jean), Kergueris (Aimé), Kucheida (Jean-Pierre), Labbé (Claude), Lacombe (Jean), La Combe (René), Lajoinie (André), Lambert (Michel), Lassale (Roger), Laurissegues (Christian), La Baill (Georges), Lestas (Roger), Malandain (Guy), Malgras (Robert), Mas (Roger), Massat (René), Massaud (Edmond), Masson (Jean-Louis), Mathieu (Gilbert), Mayoud (Alain), Médecin (Jacques), Méhaignerie (Pierre), Métails (Pierre), Micau (Pierre), Michel (Claude), Michel (Henri), Mitterrand (Gilbert), Moccœur (Marcel), Mmes Mora (Christiane), Moreau (Louise), MM. Notebart (Arthur), Paccou (Charles), Patriat (François), Perbet (Régis), Perrier (Claude), Peuziat (Jean), Pistre (Charles), Porelli (Vincent), Portheault (Jean-Claude), Prat (Henri), Ravassard (Noël), Rigaud (Jean), Rocher (Bernard), Salmon (Tutuha), Santa Cruz (Jean-Pierre), Sarre (Georges), Sénès (Gilbert), Mme Sicard (Odile), MM. Soury (André), Tondon (Yvon), Valleix (Jean), Valroff (Jean), Vennin (Bruno), Vidal (Joseph), Vuillaume (Roland), Wacheux (Marcel), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

b) *Bureau* [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976) : Président : M. Chomat (Paul) ; vice-présidents : MM. Bassinet (Philippe), Huguet (Roland), Michel (Claude), Soury (André) ; secrétaires : MM. Chapuis (Robert), Delisle (Henry), Mmes Horvath (Adrienne), Sicard (Odile).

c) *Deviennent membres de cette commission* [J.O. du 10 avril 1985] (p. 4188) : M. Gabarrou (Jean-Pierre) ; [J.O. du 30 mai 1985] (p. 6008) : Mme Alquier (Jacquelin) ; [J.O. du 29 septembre 1985] (p. 11322) : M. Reboul (Charles).

d) *Cessent d'appartenir à cette commission* : [J.O. du 10 avril 1985] (p. 4188) : M. Santa Cruz (Jean-Pierre) ; [J.O. du 29 septembre 1985] (p. 11322) : M. Durieux (Jean-Paul).

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

a) *Membres* [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976) : MM. Anciant (Jean), Aumont (Robert), Balligand (Jean-Pierre), Bas (Pierre), Bonnet (Alain), Deniau (Xavier), Deprez (Charles), Fuchs (Jean-Paul), Inchauspé (Michel), Lagorce (Pierre), Mortelette (François), Nilès (Maurice), Sénès (Gilbert), Tabanou (Pierre), Testu (Jean-Michel).

b) *Bureau* [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3977) : Président : M. Aumont (Robert) ; vice-présidents : MM. Nilès (Maurice), Sénès (Gilbert) ; secrétaires : MM. Anciant (Jean), Mortelette (François).

VI. — COMMISSIONS « AD HOC »

Chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (n° 2905, 2906 et n° 2910).

Membres [J.O. du 18 juillet 1985] (p. 8134) : MM. Bateux (Jean-Claude), Billardon (André), Brocard (Jean), Ducloné (Guy), Forni (Raymond), Foyer (Jean), Gouzes (Gérard), Lauriol (Marc), Massot (François), Micaux (Pierre), Patriat (François), Planchou (Jean-Paul), Pourchon (Maurice), Séguin

(Philippe), Sueur (Jean-Pierre) ; [J.O. du 24 juillet 1985] (p. 8391) : MM. Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel).

Cessent d'appartenir à ces commissions [J.O. du 24 juillet 1985] (p. 8391) : MM. Lauriol (Marc), Séguin (Philippe).

Bureau de ces commissions [J.O. du 25 juillet 1985] (p. 8624) : Président : M. Gouzes (Gérard) ; Vice-présidents : MM. Ducloné (Guy), Foyer (Jean) ; secrétaires : MM. Bateux (Jean-Claude), Julia (Didier) ; Rapporteur : M. Massot (François).

VII. — DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A DES ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.

Agence nationale pour l'information touristique.

Membres titulaires [J.O. du 29 novembre 1985] (p. 13868) : MM. Besson (Louis), Chaubard (Albert), Porelli (Vincent).

Membres suppléants [J.O. du 29 novembre 1985] (p. 13868) : MM. Pourchon (Maurice), Bonnet (Alain), Préaumont (Jean de).

Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

Membre [J.O. du 3 mai 1985] (p. 5093) : MM. Chaubard (Albert), Birraux (Claude).

Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Membre [J.O. du 7 novembre 1985] (p. 12934) : M. Grézard (Léo).

Comité de l'éthique du loto sportif.

Membre titulaire [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3846) : M. Théaudin (Clément).

Membre suppléant [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3846) : M. Wilquin (Claude).

Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées.

Membre [J.O. du 29 juin 1985] (p. 7290) : Mme Provost (Eliane).

Comité des prix de revient des fabrications d'armement.

Membre [J.O. du 31 mai 1985] (p. 6048) : M. Cointat (Michel).

Comité directeur des fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.).

Membre [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13340) : M. Hory (Jean-François) en remplacement de M. Goux (Christian).

Comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie.

Membres [J.O. du 7 novembre 1985] (p. 12934) : MM. Chaubart (Albert), Rodet (Alain).

Comité national des retraités et personnes âgées.

Membre [J.O. du 7 novembre 1985] (p. 12934) : M. Bapt (Gérard).

Commission centrale de classement des débits de tabac.

Membres [J.O. du 12 avril 1985] (p. 4300), [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13340) : MM. Fossé (Roger), Natiez (Jean).

Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice.

Membre [J.O. du 13 décembre 1985] (p. 14510) : M. Marchand (Philippe).

Commission consultative des fréquences.

Membres titulaires [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973) : MM. Schreiner (Bernard), Hage (Georges).

Membres suppléants [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973) : Mme Frachon (Martine), MM. Badet (Jacques), Le Gars (Jean), Mme Jacquaint (Muguette).

Commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations.

Membre [J.O. du 11 octobre 1985] (p. 11833) : M. Sanmarco (Philippe).

Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Membre [J.O. du 11 octobre 1985] (p. 11833) : M. Massot (François).

Commission nationale d'urbanisme commercial.

Membres titulaires [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6891) : M. Bassinet (Philippe); [J.O. du 3 juillet 1985] (p. 7478) : MM. Bassinet (Philippe), Destrade (Jean-Pierre), Mme Horvath (Adrienne), MM. Masson (Jean-Louis), Michel (Claude).

Membres suppléants [J.O. du 29 juin 1985] (p. 7291) : M. Grézard (Léo); [J.O. du 3 juillet 1985] (p. 7478) : MM. Borel (André), Combasteil (Jean), Durand (Adrien), Grézard (Léo), Portheault (Claude).

Commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole.

Membres [J.O. du 29 juin 1985] (p. 7291) : MM. Balmigère (Paul), Fouchier (Jacques), Gaillard (René).

Conseil d'administration d'Antenne 2.

Membre [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12360) : M. Queyranne (Jean-Jack).

Conseil d'administration de F.R.3.

Membre [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12360) : M. Schreiner (Bernard).

Conseil d'administration de l'établissement public de diffusion.

Membre [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973) : M. Ducoloné (Guy).

**Conseil d'administration de l'établissement public
de la cité des sciences et de l'industrie.**

Membre [J.O. du 19 avril 1985] (p. 4584) : M. Billon (Alain).

**Conseil d'administration de l'institut national
de la communication audiovisuelle.**

Membre [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973) : M. Madefin (Alain).

Conseil d'administration de Radio-Franca.

Membre [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12360) : M. Vivien (Robert-André).

**Conseil d'administration de Radio-France
internationale.**

Membre [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973) : M. Bellon (André).

Conseil d'administration de T.F.1.

Membre [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12360) : M. Hage (Georges).

**Conseil de gestion du fonds national
pour le développement de la vie associative.**

Membre [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6891) : M. Derosier (Bernard).

Conseil national de la montagne.

Membre [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973) : MM. Brune (Alain), Caumont (Robert de), Pierret (Christian), Bonrepaux (Augustin).

Conseil national de l'information statistique.

Membre [J.O. du 11 octobre 1985] (p. 11833) : M. Tavernier (Yves).

Conseil national du bruit.

Membre [J.O. du 7 novembre 1985] (p. 12934) : Mme Nevoux (Paulette).

Conseil supérieur de l'aviation marchande.

Membre titulaire [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12360) : M. Bassinet (Philippe).

Membre suppléant [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12360) : M. Labbé (Claude).

Conseil supérieur de la mutualité.

Membre [J.O. du 29 juin 1985] (p. 7291) : M. Legrand (Joseph).

**Conseil supérieur d'orientation de l'économie
agricole et alimentaire.**

Membres [J.O. du 12 avril 1985] (p. 4300) : MM. Benetière (Jean-Jacques), Ravassard (Noël).

Établissement national des invalides de la marine.

Membres [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12360) : MM. Colonna (Jean-Hugues), Denvers (Albert).

Haut conseil du secteur public.

Membres [J.O. du 29 juin 1985] (p. 729) : MM. Ansart (Gustave), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Charzat (Michel), Chaubard (Albert), Goux (Christian), Jas (Parfait) ; [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12360) : M. Chomat (Paul).

VIII. — AUTRES DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE.

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Bureau [J.O. du 22 mai 1985] (p. 5757) : Vice-présidents : Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), M. Gissinger (Antoine) ; Rapporteur : M. Loncle (François).

Membres :

Cesse d'être membre de cette délégation [J.O. du 29 mai 1985] (p. 5972) : M. Briane (Jean).

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membres titulaires [J.O. du 28 février 1985] (p. 2579) : MM. Bassinet (Philippe), Chapuis (Robert), Le Bail (Georges), Odru (Louis).

Bureau [J.O. du 28 février 1985] (p. 2579) : Secrétaire : M. Julia (Didier), [J.O. du 10 décembre 1985] (p. 14339) ; Président : M. Bassinet (Philippe) ; secrétaire : M. Julia (Didier).

IX. — DELEGATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE POUR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Membres [J.O. du 17 avril 1985] (p. 4514) : M. Massat (René),
en remplacement de M. Ibanès (Jean) ; [J.O. du 14 juin 1985]
(p. 6577) : M. Proriol (Jean).

Bureau [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13809) : Président :
M. Gouzes (Gérard) ; vice-présidents : M. Benetière (Jean-
Jacques) ; secrétaire : M. Durieux (Jean-Paul).

X.— DEPUTES CHARGES D'UNE MISSION TEMPORAIRE.

M. Jean-Michel TESTU, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre délégué à la jeunesse et aux sports [*J.O.* du 15 mars 1985] (p. 3184). Fin de cette mission le 13 septembre 1985 [2 octobre 1985] (p. 2558).

M. Dominique TADDEI, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur [*J.O.* du 21 mars 1985] (p. 3397). Prolongation de cette mission [*J.O.* du 13 septembre 1985] (p. 10555).

M. Guy MALANDAIN, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'environnement [*J.O.* du 21 mai 1985] (p. 5727). Fin de cette mission le 20 novembre 1985 [21 novembre 1985] (p. 4599).

M. Claude GERMON, chargé d'une mission temporaire conjointement auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, du ministre de la recherche et de la technologie et du ministre de l'économie, des finances et du budget [*J.O.* du 31 mai 1985] (p. 6040). Fin de cette mission le 30 novembre 1985 [2 décembre 1985] (p. 5098).

M. Jean VALROFF : fin, le 31 mai 1985, de sa mission temporaire auprès du Premier ministre [3 juin 1985] (p. 1376).

M. Manuel ESCUTIA, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget [*J.O.* du 29 août 1985] (p. 9983), prolongation de sa mission [*J.O.* du 21 février 1986] (p. 2995).

M. Victor SABLE, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures [*J.O.* du 23 novembre 1985] (p. 13604).

M. Jacques HUYGHUES des ETAGES, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures [*J.O.* du 9 janvier, 1986] (p. 448).

M. Claude WILQUIN, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre délégué à la jeunesse et aux sports [*J.O.* 22 janvier 1986] (p. 1123).

M. Albert DENVERS, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle [*J.O.* du 4 février 1986] (p. 1972).

XI. — SESSIONS.

Deuxième session extraordinaire de 1984-1985 (décret du 21 janvier 1985) : ouverture le 23 janvier 1985 [23 janvier 1985] (p. 2) ; clôture le 24 janvier 1985 [24 janvier 1985] (p. 41).

Seconde session ordinaire de 1984-1985 : ouverture le 2 avril 1985 [2 avril 1985] (p. 48) ; clôture le 29 juin 1985 [29 juin 1985] (p. 2287).

Troisième session extraordinaire de 1984-1985 (décrets des 28 juin et 10 juillet 1985) : ouverture le 1^{er} juillet 1985 [1^{er} juillet 1985] (p. 2290) ; clôture le 26 juillet 1985 [26 juillet 1985] (p. 2472).

Quatrième session extraordinaire de 1984-1985 (décret du 9 août 1985) : ouverture le 12 août 1985 [12 août 1985] (p. 2475) ; clôture le 20 août 1985 [20 août 1985] (p. 2551).

Première session ordinaire de 1985-1986 : ouverture le 2 octobre 1985 [2 octobre 1985] (p. 2558) ; clôture le 20 décembre 1985 [20 décembre 1985] (p. 6579).

Première session extraordinaire de 1985-1986 (décret du 20 décembre 1985) : ouverture le 21 décembre 1985 [21 décembre 1985] (p. 6587) ; clôture le 22 décembre 1985 [22 décembre 1985] (p. 6671).

Deuxième session extraordinaire de 1985-1986 (décret du 6 janvier 1986) : ouverture le 9 janvier 1986 [9 janvier 1986] (p. 5), clôture le 28 février 1986 [28 février 1986] (p. 37).

XII. — COMPOSITION DU GOUVERNEMENT DE M. LAURENT FABIUS.

(A la date du 1^{er} janvier 1985.)

1. — Par ordre alphabétique.

- | | |
|--|--|
| M. Laurent FABIUS, Premier ministre. | M. Charles HERNU, ministre de la défense. |
| M. Jean AUROUX, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports. | M. Edmond HERVE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé. |
| Mme Edwige AVICE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense. | M. Pierre JOXE, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. |
| M. Robert BADINTER, garde des sceaux, ministre de la justice. | M. André LABARRERE, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement. |
| M. Jean-Michel BAYLET, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures. | Mme Catherine LALUMIERE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes. |
| M. Pierre BEREGOVOY, ministre de l'économie, des finances et du budget. | M. Jack LANG, ministre de la culture. |
| M. Jean-Marie BOCKEL, secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme. | M. Jean LAURAIN, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre. |
| Mme Huguette BOUCHARDEAU, ministre de l'environnement. | M. Jean LE GARREC, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives. |
| M. Alain CALMAT, ministre délégué à la jeunesse et aux sports. | M. Georges LEMOINE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer. |
| M. Roland CARRAZ, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique. | M. Guy LENGAGNE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer. |
| M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre de l'éducation nationale. | M. Martin MALVY, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie. |
| M. Raymond COURRIERE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés. | M. Louis MEXANDEAU, ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P.T.T. |
| M. Michel CREPEAU, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme. | M. Christian NUCCI, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement. |
| Mme Edith CRESSON, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur. | M. Paul QUILES, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports. |
| M. Hubert CURIEN, ministre de la recherche et de la technologie. | M. Michel ROCARD, ministre de l'agriculture. |
| M. Gaston DEFFERRE, ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire. | Mme Yvette ROUDY, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme. |
| M. Michel DELEBARRE, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. | M. Roger-Gérard SCHWARTZENBERG, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités. |
| Mme Georgina DUFOIX, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement. | M. René SOUCHON, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt. |
| M. Roland DUMAS, ministre des relations extérieures. | M. Haroun TAZIEFF, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs. |
| M. Henri EMMANUELLI, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation. | |
| M. Georges FILLIoud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communications. | |
| M. Joseph FRANCESCHI, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées. | |
| M. Jean GATEL, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'économie sociale. | |

2. — Par ministère.

- | | | | |
|---|--------------------------|--|-----------------------|
| Premier ministre | Laurent FABIUS. | Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement | Georgina DUFOIX. |
| Ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire | Gaston DEFFERRE. | Ministre de l'urbanisme, du logement et des transports. | Paul QUILES. |
| Ministre de l'économie, des finances et du budget | Pierre BEREGOVOY. | Ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme. | Michel CREPEAU. |
| Garde des sceaux, ministre de la justice | Robert BADINTER. | Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle | Michel DELEBARRE. |
| Ministre des relations extérieures | Roland DUMAS. | Ministre de l'environnement | Huguette BOUCHARDEAU. |
| Ministre de la défense | Charles HERNU. | Ministre de la recherche et de la technologie | Hubert CURIEN. |
| Ministre de l'intérieur et de la décentralisation | Pierre JOXE. | Ministre de la culture | Jack LANG. |
| Ministre de l'agriculture | Michel ROCARD. | Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la femme | Yvette ROUDY. |
| Ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur | Edith CRESSON. | | |
| Ministre de l'éducation nationale | Jean-Pierre CHEVENEMENT. | | |

Ministre délégué à la jeunesse et aux sports.....	Alain CALMAT.	Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités	Roger-Gérard SCHWARTZENBERG.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.	André LABARRERE.	Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'économie sociale.....	Jean GATEL.
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.....	Christian NUCCI.	Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre.....	Jean LAURAIN.
Ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P.T.T.	Louis MEXANDEAU.	Secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie.....	Martin MALVY.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.....	Edwige AVICE.	Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé.....	Edmond HERVE.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives..	Jean LE GARREC.	Secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures.....	Jean-Michel BAYLET.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication.....	Georges FILLILOUD.	Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés.....	Raymond COURRIERE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation.....	Henri EMMANUELLI.	Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt.....	René SOUCHON.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes.....	Catherine LALUMIERE.	Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs.....	Haroun TAZIEFF
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées.....	Joseph FRANCESCHI.	Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique.....	Roland CARRAZ.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer.....	Georges LEMOINE.	Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer.....	Guy LENGAGNE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports.....	Jean AUROUX.	Secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme.....	Jean-Marie BOCKEL.

3. — Modifications.

Décret du 4 avril 1985 [J.O. du 5 avril 1985] (p. 3990).

M. Henri NALLET, ministre de l'agriculture.

M. Michel ROCARD, fin de ses fonctions de ministre de l'agriculture.

M. René SOUCHON, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt.

Décret du 21 mai 1985 [J.O. du 22 mai 1985] (p. 5742).

M. Edgard PISANI, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie.

Mme Yvette ROUDY, ministre des droits de la femme.

Décret du 20 septembre 1985 [J.O. du 21 septembre 1985] (p. 10878).

M. Jean AUROUX, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.

M. Charles HERNU, fin de ses fonctions de ministre de la défense.

M. Paul QUILES, ministre de la défense.

Décret du 15 novembre 1985 [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13319).

M. Edgard PISANI, fin de ses fonctions de ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie.

M. Louis MEXANDEAU, ministre des P.T.T.

M. Charles JOSSELIN, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports.

Décret du 19 février 1986 [J.O. du 20 février 1986] (p. 2791).

M. Robert BADINTER, fin de ses fonctions de garde des sceaux, ministre de la justice.

M. Michel CRÉPEAU, garde des sceaux, ministre de la justice.

M. Jean-Marie BOCKEL, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme.

4. — Démission.

Démission du Gouvernement le 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE NOMINATIVE

SESSIONS DE 1985-1986

A

ADEVAH-POEUF (Maurice)

Député du Puy-de-Dôme
(4^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire (ensemble deux protocoles) (n° 2730) [6 juin 1985] (p. 1535).

Rapporteur du projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité versée par la République populaire du Bénin en application de l'accord du 7 janvier 1984 (n° 2856) [3 octobre 1985] (p. 2649).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de la loi (n° 2856) relatif à la répartition de l'indemnité versée par la République populaire du Bénin en application de l'Accord du 7 janvier 1984 (n° 3129) [28 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2730) autorisant l'approbation d'une convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire (ensemble deux protocoles) (n° 3130) [28 novembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion générale : attitude des détracteurs du projet [9 mai 1985] (p. 645) ; intérêt des différents partenaires n'étant pas toujours convergent ; affouage ; intervention de l'Office national des forêts sur les forêts sectionales actuellement non soumises au régime forestier ; aides publiques ; élection des administrateurs du centre régional de la propriété forestière ; travailleurs forestiers ; présomption de salariat ; procédure d'aménagement agricole et forestier ; communes forestières (p. 646) ; nécessité d'au-

toriser les communes à percevoir une taxe sur les ventes de coupe de bois ; nécessité pour le foncier non bâti de bénéficier d'un système de compensation équivalent à celui qui existe pour le foncier bâti (p. 647).

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652).**

Première lecture, discussion générale : nécessité d'insérer dans le texte des règles précises en matière de concurrence ; concurrence en matière de couverture complémentaire ; extension du secteur des honoraires libres par la prochaine convention médicale ; fixation de règles strictes pour la couverture des risques complémentaires [28 mai 1985] (p. 1202) ; interdiction de la sélection des risques et de la prise en charge des dépassements d'honoraires à tous les intervenants de la protection complémentaire ; règlement des établissements et services relevant des mutuelles ; substitution de la déclaration à l'autorisation ; importance du contentieux opposant des unions mutualistes à l'Etat à propos de refus d'autorisation d'ouverture ; ses observations sur la notion de solidarité (p. 1203).

Discussion des articles : **article 1^{er} et code annexé : article L. 122-3 du code de la mutualité** : ses observations sur les propos de M. Etienne Pinte évoquant le cas des sociétés d'assurance (p. 1210).

— **Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).**

Troisième lecture, discussion des articles : **article 11** : son sous-amendement n° 54 à l'amendement n° 12 de la commission (substituant dans cet amendement les mots « définies par la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 » aux mots « à capitaux publics majoritaires ») ; sociétés d'économie mixte pouvant entrer dans le champ d'application du texte ; harmonisation des dispositions du projet avec celles de la loi du 7 juillet 1983 [4 juin 1985] (p. 1426) ; devenu sans objet (p. 1427) ; **article 20** : son sous-amendement n° 55 à l'amendement n° 24 de la commission (substituant dans cet amendement aux mots « à capitaux publics majoritaires » les mots « définies par la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 ») ; devenu sans objet (p. 1430).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 26** son amendement n° 21 (non application de certaines dispositions législatives aux établissements publics chargés de la gestion des parcs naturels régionaux) : non soutenu [22 novembre 1985] (p. 4715).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire (n° 2730).**

Première lecture, discussion générale : rapporteur : nécessité de garantir la continuité de la protection sociale des salariés qui se déplacent d'un pays dans l'autre ; possibilité pour tout travailleur d'opter pour la transformation de ces droits acquis sous le régime de l'Etat d'accueil en droits à pension du régime d'assurance-vieillesse de l'Etat dont il est le ressortissant [4 décembre 1985] (p. 5234).

— **Projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité versée par la République populaire du Bénin en application de l'accord du 7 janvier 1984 (n° 2856).**

Première lecture, discussion générale : rapporteur : amélioration des relations entre la France et le Bénin ; répartition de l'indemnisation obtenue de la République du Bénin en faveur de nos nationaux ; rôle de l'agence nationale pour l'indemnité des Français d'outre-mer [4 décembre 1985] (p. 5238) ; affaire des mercenaires (p. 5239).

ALAIZE (Jean-Marie)

*Député de l'Ardèche
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : rôle de la police nationale [10 juillet 1985] (p. 2339) ; conditions de l'efficacité de la police ; importance du civisme de l'ensemble des citoyens pour le maintien de la sécurité ; nécessaire amélioration de l'image de marque de la police ; importance du code de déontologie ; rôle de la violence dans notre société ; nécessité d'un respect strict des mesures réglementaires de sécurité, de protection et de prévention (p. 2340).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — Discussion générale : questions : absence de programme prioritaire d'exécution spécifique à l'agriculture ; bilan des actions lancées dans le domaine agricole ; participation de l'Etat ; programmes intégrés méditerranéens [7 novembre 1985] (p. 4089).

Intérieur et décentralisation. — Discussion générale : questions : charges des établissements scolaires rattachés au second degré ; attribution des sommes effectivement versées à la région Rhône-Alpes [13 novembre 1985] (p. 4328).

— **Déclaration du Gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs et débat sur cette déclaration (n° 3148).**

Discussion : fondements objectifs, historiques et politiques du droit du travail ; expression « partenaires sociaux » ; priorité accordée aux rapports réglés par la concertation ; dimension du syndicalisme ; modernisation des rapports sociaux [3 décembre 1985] (p. 5219) ; rôle du droit du travail devant assurer le progrès social (p. 5220).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Première lecture, discussion générale : niveau de la retraite devant tendre vers la parité avec celle servie par le régime général ; modalités de la cessation d'activité [5 décembre 1985] (p. 5365).

ALFONSI (Nicolas)

*Député de la Corse-du-Sud
(1^{re} circonscription)
Apparenté socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** possibilité pour certains élus d'organiser la prolongation de leur mandat par le biais de contentieux fictifs ; choix après décision éventuelle du Conseil constitutionnel ; théorie du mandat apparent ; députés conduits à exercer d'autres fonctions [27 novembre 1985] (p. 4971) ; extension au mandat des incompatibilités existant déjà (p. 4972).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 8 :** son amendement n° 37 (bénéfices réalisés par des entreprises créées en 1986 exerçant leurs activités dans le département de la Corse) ; problème de l'indivision en Corse ; adopté [17 décembre 1985] (p. 6270).

ALQUIER (Jacqueline)

*Député du Tarn
(2^e circonscription)
Socialiste*

En remplacement de M. Jean-pierre Gabarrou, décédé le 22 mai 1985.

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 mai 1985] (p. 5971).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 mai 1985] (p. 6008).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur — Energie. — Questions : Situation de la Société Isoroy dans le Tarn ; nécessaire intervention auprès des Sofergies afin que leurs exigences en matière de caution restent dans des proportions raisonnables ; délais d'octroi des primes de l'Agence financière pour la maîtrise de l'énergie ; rôle de la S.I.T.E.C. [12 novembre 1985] (p. 4246).

ALPHANDERY (Edmond)

*Député du Maine-et-Loire
(3^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562) [J.O. du 11 juin 1985] (p. 6439).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (Premier ministre : relations avec le Parlement) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

DEPOTS

Report fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de la loi de finances pour 1986 (n° 2951)** annexe (n° 27) **Premier ministre** : relations avec le Parlement (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Dettes extérieures de la France** : montant de la dette extérieure ; poste « intérêts et dividendes et autres revenus du capital » de la balance des paiements ; création d'un observatoire de la dette extérieure ; taux des emprunts extérieurs [15 mai 1985] (p. 791).

— **Revenu agricole en 1985** : baisse du revenu des agriculteurs en 1985 ; régression des fonds dégagés pour l'indemnisation des calamités agricoles [23 octobre 1985] (p. 3393).

— **Perspectives de l'économie française** : rapport économique des Communautés européennes estimant que depuis 1981 la population au travail diminue chaque année en France [4 décembre 1985] (p. 5258) ; faiblesses de notre économie ; déficit budgétaire ; épargne des Français (p. 5259).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant aménagement d'aides au logement (n° 2575)**.

Première lecture, discussion générale : amélioration du dispositif fiscal de déduction des intérêts du revenu imposable pour les crédits affectés au logement ; élargissement du système de l'épargne-logement aux résidences secondaires ; absence de gage financier du projet de loi ; coût supporté par l'Etat et les clients des banques ; nécessité d'une redéfinition du champ d'application de l'épargne-logement [3 avril 1985] (p. 75) ; objectifs électoraux (p. 76).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : sa proposition de restreindre la possibilité de bénéficier des plans d'épargne-logement à des cas intéressants sur le plan social ; son doute en ce qui concerne l'efficacité des sommes investies ; conséquences de la politique conduite depuis 1981 ; emploi dans le secteur du bâtiment ; nécessité de rendre aux mécanismes de marché toute leur place dans la construction de logements ; intérêts de redonner à l'épargne longue une place privilégiée dans le financement du logement (p. 79).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653)**.

Première lecture, discussion générale : absence de publication récente de la situation résumée des opérations du Trésor ; solde d'exécution de la loi de finances au 30 novembre 1984 ; déficit budgétaire financé par création monétaire [22 mai 1985] (p. 1034) ; rémunération des titres à coupon zéro ; émission d'obligations renouvelables du Trésor permettant de minorer la charge de la dette publique (p. 1035).

Discussion des articles : **article 3** : esprit de la dérégulation ; spéculation financière réhabilitée par un régime

socialiste ; niveau des taux d'intérêt réels (p. 1049) ; emprise de l'Etat et du secteur public sur le marché obligataire (p. 1050) ; **après l'article 4** : conteste l'insertion de dispositions importantes dans des amendements (p. 1051, 1052) ; coût de la politique du logement ; progression des crédits consacrés au logement social ; nécessité de relancer le logement individuel (p. 1053) ; **article 5** : son sous-amendement n° 51 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (insertion d'un échéancier des intérêts résultant des obligations renouvelables du Trésor (O.R.T.) à l'annexe explicative relative au budget des charges communes) ; non application de l'avantage fiscal institué par l'article 5 aux obligations renouvelables du Trésor ; évaluation de la charge de la dette publique ; insertion dans la loi de finances de la charge correspondante ; obligations renouvelables du Trésor permettant de ne pas payer les intérêts de la dette ; réintégration dans la progression réelle de la charge de la dette chaque année (p. 1055) ; rejeté (p. 1056) ; **après l'article 7** : inutilité de la caisse des prêts aux H.L.M. ; bonification des taux par l'Etat ; assèchement des ressources du livret A du fait de la concurrence des Codevi (p. 1064) ; **article 9** : problème de la facturation de certaines opérations bancaires ; absence de concurrence dans le système bancaire nationalisé ; coûts de fonctionnement des banques se répercutant dans les taux d'intérêt ; dérégulation bancaire ; coût de gestion des chèques (p. 1066) ; non gratuité des chèques pouvant être compensée par une rémunération des dépôts à vue ; développement de la concurrence avec les caisses d'épargne (p. 1067) ; **article 12** : augmentation des bases par rapport au taux d'inflation ; utilisation d'un coefficient déflateur ; incitation des maires à ne pas modifier les taux pour ne pas changer la situation de la commune ; augmentation du produit fiscal ne pouvant être supérieure à l'inflation dans le cas de non modification des taux ; sous-évaluation du taux d'inflation figurant dans le rapport économique et financier ; modification du coefficient déflateur ; nécessité d'une réévaluation des valeurs locatives (p. 1071) ; son amendement n° 52 (substituant à la fin du paragraphe II de cet article aux mots « un coefficient égal à 0,974 » les mots « un coefficient égal à 0,983 ») ; estimation de l'inflation pour l'année 1985 ; rejeté (p. 1073).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 26** : son rappel au règlement ; déroulement du débat ; nature du D.D.O.E.F. ; modification du financement du logement social ; arrière-pensées gouvernementales [24 juin 1985] (p. 1908) ; absence de M. Pierre Beregovoy et de M. Henri Emmanuelli ; inscription de l'amendement n° 38 dans un collectif budgétaire ; son sous-amendement n° 39 à l'amendement n° 38 du Gouvernement (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet amendement, après les mots « impôt sur le revenu » les mots « de 1985 ») ; rejet du premier texte soumis à la commission des finances ; implications fiscales de la déduction ; coût pour les finances publiques ; opportunité d'utiliser la procédure normale des finances publiques ; rejeté (p. 1909) ; son sous-amendement n° 40 à l'amendement n° 38 du Gouvernement (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet amendement, après le mot « audiovisuelles » les mots « relatives à l'activité agricole ») ; extension du bénéfice des dispositions proposées aux activités agricoles ; disposition permettant d'abaisser les taux marginaux d'imposition de personnes ayant des relations dans le monde du cinéma ; mesure au profit des revenus les plus élevés ; rejet ; son sous-amendement n° 41 à l'amendement n° 38 du Gouvernement (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet amendement, après le mot « audiovisuelles » les mots « relatives à l'activité industrielle ») ; « art du ministre pour esquiver les questions » ; coût du dispositif proposé ; opportunité de gager l'amendement ; problème de constitutionnalité (p. 1910) ; cas des activités industrielles et agricoles ; application de la disposition à des personnalités ayant des revenus très élevés constituant un « scandale » ; son sous-amendement n° 43 à l'amendement n° 38 du Gouvernement (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet amendement, après les mots « audiovisuelles » les mots « relatives au chômage ») ; propose que les sommes dégagées par le dispositif proposé par le Gouvernement serve à l'indemnisation du chômage ; ses observations sur l'absence d'évaluation du coût des dispositions ; augmentation des impôts des contribuables modestes nécessaire pour assurer la compensation (p. 1911) ; rejeté (p. 1912) ; son sous-amendement n° 48 à l'amendement n° 38 du Gouvernement (complétant le cinquième alinéa du

paragraphe III de cet amendement par les mots : « et ce dans la limite de 5 millions de francs » ; plafonnement de l'amortissement exceptionnel à 5 millions de francs (p. 1913) ; adoption de « textes de copinage et d'amateur » ; estime que « le ministre ne fait pas convenablement son métier » (p. 1914).

Seconde délibération du projet de loi : après l'article 6 bis : demande la réunion de la commission des finances (p. 1915).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Parfait Jans : non enregistrement des interventions du groupe U.D.F. [16 octobre 1985] (p. 3083).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : baisse des investissements productifs [16 octobre 1985] (p. 3085) ; problème de la sélectivité du crédit (p. 3098) ; baisse du pouvoir d'achat depuis 1983 ; poids de la dette extérieure ; mouvement international de désinflation (p. 3146) ; croissance économique française ; réduction du capital et du travail ; insuffisance de l'épargne ; niveau des déficits publics ; coût du crédit ; archaïsme de la fiscalité du capital ; redémarrage des investissements productifs ; déduction des sommes bloquées sur un compte d'épargne pendant une période suffisamment longue ; dénationalisation nécessitant une vigueur particulière du marché des actions ; libération du prix des services ; orientation de la fiscalité vers l'équipement des entreprises ; réforme des circuits financiers ; désinflation donnant la priorité au désendettement (p. 3147) ; leçon du scrutin de mars 1986 (p. 3148) rapport de la dette au P.I.B. ; étroitesse du marché financier français ; problème résidant non dans le niveau de la dette mais dans sa progression ; emprunts lancés en dollars par des organismes tels que la caisse nationale de l'énergie ; financement des débudgétisations par des emprunts internationaux [17 octobre 1985] (p. 3167) ; aspects positifs de la politique du Gouvernement à l'égard de l'épargne ; faiblesse du taux d'épargne des ménages ; jeu négatif de la politique fiscale (p. 3170).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale* : rapporteur spécial : faiblesse des crédits du ministère chargé des relations avec le Parlement [22 octobre 1985] (p. 3306) ; « effondrement » du pourcentage de textes issus de propositions de loi ; stabilité du nombre des amendements de l'opposition adoptés ; engagement de responsabilité concernant un plus grand nombre de textes ; accélération du déroulement du débat ; utilisation quasi-systématique de la procédure d'urgence ; multiplication des articles additionnels introduits après la première lecture ; régression du rôle du Parlement sous cette législature ; généralisation de la pratique de régulation budgétaire ; substitution du Premier ministre aux parlementaires pour demander la création d'une commission d'enquête parlementaire lors de l'affaire « Greenpeace » (p. 3307).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale* : rôle de la D.A.T.A.R. ; disparition d'entreprises disséminées sur le territoire ; exemple des Coupes de France et de la société Bezault ; installation d'entreprises concurrentes dans un pôle de reconversion ; blocage de la prime d'aménagement du territoire [23 octobre 1985] (p. 3405).

Economie, Budget et Finances et Consommation. — *Discussion générale* : taux d'intérêt utilisé en 1986 pour les bons du Trésor en compte courant ; dépassements pour la charge des bons du Trésor ; sous-évaluation des taux d'intérêt [13 novembre 1985] (p. 4269) ; part de l'épargne nette française destinée aux administrations ; charge de la dette publique ; débudgétisations (p. 4270) ; besoins de financement des P.T.T. ; remplacement des titres d'Etat classiques par les obligations renouvelables du Trésor ; sous-évaluation de la charge de la dette ; bons du Trésor en compte courant ; dette flottante (p. 4271) ; opérations prises en charge par les P.T.T. ; introduction du montant des débudgétisations dans la charge de la dette publique (p. 4275).

Troisième lecture, discussion générale : nombre des députés présents dans l'hémicycle ; écarts entre l'exécution du budget et le vote initial ; manipulations auxquelles a donné lieu la loi de finances de 1983 [19 décembre 1985] (p. 6444) ; officialisation de la débudgétisation ; raturages de dépenses ; transfert de dépenses de l'exercice budgétaire 1983 sur

l'exercice 1984 ; exécution du budget de 1984 (p. 6445) ; engagement de la responsabilité du ministre sur le raturage commis par un fonctionnaire (p. 6446).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143).**

Deuxième lecture, discussion des articles : article 3 et état C : non examen de l'amendement n° 12 du Gouvernement en commission ; dévoiement de la procédure parlementaire [19 décembre 1985] (p. 6477).

ANCIANT (Jean)

Député de l'Oise
(4^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3977).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (urbanisme, logement et transport : urbanisme et logement) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 39 : urbanisme, logement et transports : urbanisme et logement (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : continuité de la politique économique et sociale menée par le Gouvernement depuis juin 1981 ; baisse des impôts et des prélèvements obligatoires ; maintien du déficit budgétaire à un niveau élevé ; progression de nombreuses dotations [16 octobre 1985] (p. 3128) ; réussite de la gauche dans la lutte contre l'inflation ; portée sociale de la désinflation ; défense du pouvoir d'achat des titulaires de revenus fixes ; compétitivité des exportations ; différentiel d'inflation entre la France et la R.F.A. ; instauration d'une coopération monétaire internationale ; fluctuations du dollar, concertation et interventions des banques centrales ; augmentation du pouvoir d'achat ; importance du déficit budgétaire (p. 3129) ; portée de la dénationalisation, progression des investissements ; niveau des coûts salariaux en France ; chômage d'aujourd'hui lié à l'absence de modernisation d'hier (p. 3130) ; effets d'une libération des licenciements ; réformes fondamentales de structure (p. 3131).

Première partie :

Discussion des articles : article 2 : revalorisation du barème de l'impôt sur le revenu ; réduction de 3 % de l'impôt sur le revenu [17 octobre 1985] (p. 3187) ; son amendement n° 96 (substituant dans le paragraphe IV de cet article à la somme de « quatre mille cinq cent cinquante francs » la somme « cinq mille francs ») ; fiscalité familiale ; traitement réservé aux couples mariés ou non mariés (p. 3193) ; adopté

(p. 3194) ; **article 7** : opposition du groupe socialiste aux amendements de suppression de l'article 7 (p. 3232).

Deuxième partie :

Urbanisme, logement et transport. I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale* : Rapporteur spécial : droit au logement ; adaptation des règles juridiques et financières aux nouveaux besoins de l'urbanisme et du logement [30 octobre 1985] (p. 3692) ; modernisation des circuits de financement ; appréhension comptable du budget ; effort de rigueur dans la gestion des services ; situation de l'Institut géographique national ; poursuite de la rénovation du patrimoine architectural ; actions du comité interministériel pour les villes ; politique menée dans les quartiers difficiles ; bilan de la décentralisation des compétences en matière d'urbanisme ; augmentation de l'effort de l'Etat pour le logement ; maîtrise des coûts de production dans le secteur du bâtiment ; modalités de financement de la réhabilitation ; prise en compte des aspirations collectives (p. 3693) ; taux d'intérêt des prêts locatifs aidés ; dettes des organismes H.L.M. ; actions essentielles menées par l'Etat depuis 1981 ; mode de financement des prêts aux H.L.M. ; crédits à l'accession à la propriété ; critiques formulées à l'encontre du fonds spécial de grands travaux ; prélèvements sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne ; 1 % construction ; évolution de l'aide personnalisée (p. 3694) ; **Examen des crédits** : ses observations sur l'amendement n° 51 de M. Paul Chomat (p. 3742).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 71 : aide à la personne ; concours publics au logement ; gestion du 0,9 % par les comités interprofessionnels du logement ; accroissement des ressources du fonds national d'aide au logement ; extension du champ des bénéficiaires [14 novembre 1985] (p. 4366) ; problème de l'extension du bénéfice de l'allocation de logement à certaines catégories de chômeurs de longue durée ; abus dans la gestion des C.I.L. (p. 4367).

Explications de vote : vote d'une allocation de logement en faveur des personnes isolées et chômeurs en fin de droits sous conditions de ressources [14 novembre 1985] (p. 4391) ; redressement économique du pays ; prééminence des priorités à long terme ; solidarité nationale (p. 3492).

ANDRE (René)

Député de la Manche
(2^e circonscription)
Apparenté R.P.R.
puis R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

Cesse d'être apparenté [J.O. du 3 mai 1985] (p. 5093).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 3 mai 1985] (p. 5093).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (prestations sociales agricoles) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural (n° 3008) [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14815).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome XI : prestations sociales agricoles (n° 2992) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Chômage des jeunes** : nombre de chômeurs de moins de vingt-cinq ans ; travaux d'utilité collective ; nombre de « tucistes » ayant réussi à trouver à l'issue de leur stage un véritable travail ; statistiques du chômage [5 juin 1985] (p. 1462) ;

orales sans débat :

— **n° 778**, posée le 16 avril 1985 : **handicapés (établissements)** (p. 226) ; appelée le 19 avril 1985 : **situation difficile des jeunes handicapés** : cas des jeunes handicapés mentaux à la sortie des instituts médico-éducatifs et des instituts médico-professionnels ; placement dans un centre d'aide par le travail ou dans un atelier protégé ; situation dans l'ouest de la France ; problème du retour dans la famille ; progrès réalisé autour de la périnatalité ; rôle de la Cotorep et de la commission départementale d'éducation spéciale ; enquête sur la réinsertion réalisée par l'U.N.A.P.E.I. (p. 269) ;

— **n° 838**, posée le 21 mai 1985 : **impôt sur le revenu (revenus fonciers)** (p. 1181) ; appelée le 7 juin 1985 : **quotas laitiers** : « dossier Manche » ; propriété des quotas laitiers ; cas de reprise partielle d'exploitation ; amputation de la valeur vénale ou locative d'une terre sur laquelle la production de lait est interdite (p. 1547) ; mesures à prendre pour éviter la généralisation du double marché foncier (p. 1548) ; caractère temporaire de l'institution des quotas laitiers ; situation de la Manche et de la Normandie (p. 1549) ;

— **n° 933**, posée le 10 décembre 1985 : **commerce et artisanat (indemnité de départ)** (p. 5850) ; appelée le 13 décembre 1985 : **indemnité de départ des commerçants et artisans** : situation de certains commerçants et artisans se trouvant dans la nécessité de céder leur fonds alors qu'ils ne trouvent pas preneurs ; indemnités de départ (p. 6158) ; actualisation de cette indemnité ; désertification des zones rurales (p. 6159) ;

— **n° 932** de M. André Durr : appelé le 13 décembre 1985 : **dotations de prêts à la construction en Alsace** : donne communication de l'intervention de M. André Durr ; s'étonne du caractère polémique de la réponse de M. Joseph Franceschi estimant que la région Alsace a été maltraitée par l'ancienne majorité (p. 6163).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. *Discussion générale : questions* : rattrapage du rapport constant ; attitude de certains artistes « salissant le monde ancien combattant » [22 octobre 1985] (p. 3336).

Affaires sociales et solidarité nationale. *Discussion générale : questions* : pose la question de M. Pierre Mauger [4 novembre 1985] (p. 3873) ; méthode de travail du docteur Doman et de M. Dellacato dans la rééducation motrice et sensorielle des jeunes enfants lésés cérébraux ; quasi-impossibilité d'insertion en milieu scolaire (p. 3874) ; difficultés de fonctionnement affectant la caisse nationale d'assurance maladie de Normandie ; problèmes d'effectifs ; situation financière de l'hôpital d'Avranches ; inadéquation des budgets des hôpitaux (p. 3877, 3878).

Agriculture, BAPSA. *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : structures du BAPSA ; ralentissement de l'augmentation de la cotisation professionnelle ; recettes provenant de la compensation démographique ; retraite à soixante ans [7 novembre 1985] (p. 4042) ; revalorisation des retraites agricoles ; coût du financement de ce projet (p. 4043) ; *questions* : budget des offices ; problème de la société inter-

professionnelle des oléagineux (S.I.D.O.) et de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) (p. 4091); prise en compte du caractère irrégulier des revenus sur le plan fiscal; mécanisme de report du bénéfice exceptionnel; quotas laitiers dans le département de la Manche; réserve nationale (p. 4105).

Examen des crédits : Etat B - Titre III; crédits destinés au Conseil mondial de l'alimentation (p. 4114).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Première lecture, discussion générale: structures démographiques du monde agricole; caractère électoraliste de la réforme; nécessité d'un alignement des retraites agricoles sur celles du régime général; montant des retraites; caractère néfaste de la réglementation des cumuls; augmentation du poids des cotisations agricoles [5 décembre 1985] (p. 5355); projet allant à l'encontre du droit des conjoints; coût du projet; financement du projet; nécessité d'autoriser le cumul de la retraite et de l'exploitation d'un tiers d'une surface minimale d'installation de trois hectares; revalorisation de la retraite agricole (p. 5356); cessation totale d'activité comme condition de perception de la retraite ne pouvant se concevoir que dans la mesure où la revalorisation est totale; avancement à soixante ans de l'âge ouvrant droit à la perception des allocations du fonds national de solidarité; nécessité de partager les points de retraite proportionnelle entre le mari et la femme; barème des points déterminant le montant de la retraite proportionnelle (p. 5357); risque de désertification (p. 5361); financement de l'abaissement de l'âge de la retraite sur cinq ans (p. 5369);

Discussion des articles: **article 7**: possibilité pour les petits agriculteurs d'obtenir un avancement pour la perception du fonds national de solidarité (p. 5384); **article 8**: nécessité d'instituer pour les petits agriculteurs la possibilité de bénéficier d'un avancement du droit au versement du fonds national de solidarité; inopportunité d'essayer de séparer la base des organisations agricoles des responsables agricoles; seuil retenu pour l'activité complémentaire (p. 5385); **après l'article 8**: son amendement n° 48 (possibilité pour le preneur, fermier ou métayer, de pouvoir résilier son bail avec un préavis n'excédant pas douze mois); possibilité pour le preneur remplissant les conditions d'attribution de l'I.A.D. et de l'I.V.D. de résilier le bail à la fin d'une des périodes annuelles de ce bail suivant la date à laquelle il aura atteint l'âge requis; adopté après modification (p. 5386); **article 14**: son amendement n° 49 (tenant à la fin de cet article à substituer à la date « 31 décembre 1986 » la date « 31 décembre 1989 »); prorogation du F.A.S.A.S.A.; retiré (p. 5388).

Explications de vote: caractère formel du droit reconnu; adéquation entre l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans et la possibilité de bénéficier du fonds national de solidarité; droits des conjoints; abstention du groupe R.P.R. (p. 5389).

ANDRIEU (Jean)

Rapporteur du Conseil économique et social.

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale: Modernisation de l'économie; réforme portant discrimination entre les filières dites nobles de l'enseignement général et technologique et la filière professionnelle; nécessité de changer l'image de l'enseignement professionnel; baccalauréat professionnel; nécessité de multiplier les qualifications dans la filière technologique [8 octobre 1985] (p. 2777); articulation entre l'école et le monde économique; universités de technologie; rénovation du niveau V (p. 2778).

ANSART (Gustave)

*Député du Nord
(20^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre du Haut conseil du secteur public [J.O. du 29 juin 1985] (p. 7291).

DEPOTS

— **Proposition de loi tendant à créer un droit à des congés de formation permanente des citoyens (n° 2776)** [13 juin 1985].

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics accordés au groupe Boussac (n° 3311)** [21 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Entreprise Unimétal**: menace de fermeture de l'usine de Trith-Saint-Léger; projet de cession à un trust luxembourgeois [2 octobre 1985] (p. 2569-2570).

— **Projet de loi sur l'aménagement du temps de travail et droit des travailleurs**: hostilité des communistes à ce projet; référence: Jules-Guesde; situation de l'usine Unimétal à Trith-Saint-Léger [4 décembre 1985] (p. 5260).

ANSQUER (Vincent)

*Député de la Vendée
(4^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociale [J.O. du 3 Avril 1985] (p. 3902).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 789**, posée le 23 avril 1985: **agriculture (politique agricole)** (p. 324); appelée le 26 avril 1985: **politique agricole**: diminution du revenu des agriculteurs et notamment des éleveurs; opportunité du réajustement du franc vert; suppression des montants compensatoires monétaires négatifs français; possibilité de procéder à des achats publics (p. 442); compensation de la perte de revenu des agriculteurs subie entre le 1^{er} avril et la date de la fixation des prix à Bruxelles; demande l'organisation d'un débat à l'Assemblée nationale sur la politique agricole commune (p. 443).

ASENSI (François)

*Député de la Seine-Saint-Denis
(8^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses

relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963) [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13342).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la construction de 35 000 logements locatifs sociaux supplémentaires par an et modifiant le système de l'épargne logement (n° 3073). [14 novembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation de Renault** : « Dénaturation » de l'esprit de la nationalisation ; investissements réalisés en Amérique du Nord ; caractère symbolique de la Régie ; remise en cause de certains secteurs industriels de la Régie Renault [24 avril 1985] (p. 333).

— **Hausses des charges locatives** [9 octobre 1985] (p. 2843) ; racket sur les locataires ; bases de calcul de l'allocation-logement (p. 2844).

orales sans débat :

— n° 832, posée le 21 mai 1985 : **Logement (expulsions et saisies)** (p. 989) ; appelée le 24 mai 1985 ; remplacé par Mme Muguette Jacquaint : expulsion de locataires (p. 1171-1172).

— n° 909, posée le 19 novembre 1985 : **formation professionnelle et promotion sociale (stages)** (p. 4524), appelée le 22 novembre 1985 : **indemnité de formation** : avenant n° 1 de la convention de l'Unedic portant abrogation des indemnités de formation (p. 4675).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).

Discussion : responsabilités de la France à l'égard des travailleurs étrangers sur son sol ; lourde responsabilité du capitalisme français ; égalité de droits et de devoirs ; formation professionnelle constituant un leurre ; droit des travailleurs étrangers à la vie familiale [6 juin 1985] (p. 1506) ; cas des villes refusant d'accueillir les travailleurs immigrés ; implantation des foyers ; constructions d'un neuvième foyer à Montreuil ; fermeture de classes en Seine-Saint-Denis ; création d'une commission d'enquête parlementaire sur le logement des travailleurs immigrés ; nombre des étrangers vivant en France ; reconnaissance du droit de vote des immigrés aux élections municipales (p. 1507).

— Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : retard accumulé par rapport à l'objectif de la loi d'orientation ; sources de financement ; austérité entraînant des restrictions dans les programmes des régions ; disparité dans le taux d'efforts ; cas de la région Ile-de-France ; responsabilité des élus de droite ; subordination de la signature du contrat à un effort de recherche ; harmonisation entre les dépenses relevant des entreprises et l'ensemble des dépenses publiques [28 juin 1985] (p. 2177) ; **article 2** : son amendement n° 31 (soutien des programmes de recherche dans les entreprises prévoyant le recrutement de personnel de recherche et ayant reçu l'avis du comité d'entreprise) ; conception de la politique de recherche dans les entreprises ; priorité pour l'affectation de crédits ; rejeté (p. 2178) ; **article 3** : son amendement n° 32 : satisfait (p. 2179) ; **article 5** : principe d'un objectif de croissance de l'emploi scientifique dans les entreprises ; effort des entreprises mis en regard des objectifs nationaux (p. 2182) ; **article 6** : son amendement n° 34 (complétant le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « à défaut l'aide publique est suspendue ») ; rôle des comités d'entreprise ; retiré (p. 2183) ; **article 12** : principe d'une obligation d'évaluation pour toute recherche bénéficiant de fonds publics ; adaptation du contrôle en fonction des programmes (p. 2188) ; **article 13** : son amendement n° 36 (insérant dans le huitième alinéa du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 15 juillet 1982, après le mot : « coopération », le mot :

« notamment ») ; nécessité de prendre en compte toutes les actions de coopération internationale pour le bilan annuel ; retiré (p. 2189).

— Discussion des conclusions d'un rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Gilbert Bonnemaison et plusieurs de ses collègues modifiant la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 2455).

Première lecture, discussion générale : nombre des lois votées d'origine parlementaire ; discrimination à l'encontre du groupe communiste ; caractère positif de la loi de 1965 ; baisse du nombre des P.A.P. dans le budget de 1986 ; disparités entre les copropriétés ; renforcement du contrôle de la gestion de la copropriété par les copropriétaires ; établissement d'un budget prévisionnel par le syndic ; opportunité que le syndic informe dans un délai raisonnable des décisions prises aux assemblées générales ; question de la délégation du droit de vote à l'assemblée générale au profit d'un mandataire ; abaissement des majorités requises ; cas des travaux d'économie d'énergie [3 octobre 1985] (p. 2630).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 1 (ratification du règlement de copropriété par la première assemblée générale dans les immeubles dont la destinée première était la location) ; problèmes posés dans les copropriétés formées dans les immeubles anciens ; incertitude pesant quant à la jouissance de certaines parties privatives (p. 2632) ; rejeté ; son amendement n° 2 (notification par le syndic des décisions prises en assemblée générale dans un délai d'un mois à compter de la tenue de celle-ci à tous les copropriétaires) (p. 2633) ; rejeté ; **article 1^{er}** : son amendement n° 3 (insérant dans le 2^e alinéa de cet article après les mots « budget prévisionnel du syndic » les mots : « de le transmettre au conseil syndical ») ; nécessité de préciser que le conseil syndical doit disposer du budget prévisionnel avant l'assemblée générale ; rejeté ; (p. 2634) ; son amendement n° 9 (supprimant après les mots « pour chaque syndicat » la fin du dernier alinéa de cet article) ; possibilité de déroger à l'ouverture de comptes bancaires ou postaux séparés ; rejeté (p. 2635) ; **article 2** : son amendement n° 4 (rédigeant ainsi le début du texte proposé pour l'article 18-1 de la loi du 10 juillet 1965 : « un mois au moins avant la tenue de l'assemblée générale, les pièces justificatives... ») ; communication des pièces justificatives dans un délai suffisant avant la tenue de l'assemblée générale ; rejeté ; **après l'article 2** : son amendement n° 6 (cas de changement de syndic) ; apurement des comptes dans un délai raisonnablement bref constituant une obligation syndicale des syndics ; adopté après modification (p. 2637) ; **article 4** : son amendement n° 8 (délégation par tout copropriétaire de son droit de vote à un mandataire) : retiré (p. 2638).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 4** : son amendement n° 19 (précisant que l'inobservation des dispositions prévues entraîne l'annulation de plein droit des décisions prises à l'assemblée générale) : retiré [28 novembre 1985] (p. 5028).

— Projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861).

Première lecture, discussion générale : apparition de nouvelles formes de valeurs mobilières ; réglementation des placements ; développement du marché financier [3 octobre 1985] (p. 2640) ; stérilisation des ressources ; absence de parallèle entre développement du marché financier et retour des capitaux ; progression constante de la part de l'État dans l'émission des obligations ; poids des charges de remboursement ; coût des intermédiations financières ; développement des fonds communs de placement (p. 2641).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du Territoire. — *Discussion générale* : dérive de l'exécution du Plan ; restructuration industrielle concernant la machine-outil ; problème de la filière électronique ; baisse du pouvoir d'achat ; mise en place des C.O.D.E.V.I. [23 octobre 1985] (p. 3404) ; problème en matière de politique de santé ; naissance de la

notion de « médicament de confort » ; évolution de l'emploi dans la région parisienne ; nombre des licenciements en France ; actions de la D.A.T.A.R. contre l'emploi (p. 3404).

Recherche et technologie. — *Discussion générale* : faiblesse des moyens mis en œuvre ; surcoût de sophistication des matériels ; croissance réelle du budget de la recherche ; possibilité de suspendre l'aide publique si le comité d'entreprise n'a pas été consulté ; indigence des laboratoires ; similitudes entre l'I.D.S. et Eurêka ; refus de toutes applications militaires [25 octobre 1985] (p. 3541) ; refus opposé à un laboratoire indien de participer au club Modulef ; avenir des grands équipements ; inconnus du projet Eurêka ; tendances intégrationnistes ; niveau de l'emploi ; appareillage lourd et mi-lourd ; rémunérations des personnels ; titularisations ; création de bourses post-doctorales ; mobilité des chercheurs (p. 3542).

Urbanisme, logement et transports. 1. Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions* : mise en œuvre de l'autogestion ; modification des tutelles pesant sur les offices d'H.L.M. ; participation des élus locaux et des associations de locataires aux structures de direction des organismes de logements sociaux ; problème du 0,9 % [30 octobre 1985] (p. 3738).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions* : remboursement des lunettes et des prothèses [4 novembre 1985] (p. 3867).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036) et projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035)**

Première lecture, discussion générale commune : transformation de la tâche de l'élu due à la décentralisation ; limitation du cumul des mandats électoraux ; multiplication des tâches ; statut de l'élu ; taux d'inscription sur les listes électorales rapporté au revenu moyen par habitant ; phénomène d'abandon des droits civiques ; marginalisation sociale ; rejet de la vie publique ; participation de chacun à la « chose publique » [27 novembre 1985] (p. 4965).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096)**

Première lecture, discussion des articles : avant l'article 1^{er} : nécessité d'abroger l'article L. 132-26 du code du travail disposant qu'une minorité de salariés voire un syndicat minoritaire peut imposer un accord à l'ensemble des salariés alors que pour remettre en cause cet accord, il est nécessaire d'obtenir la majorité des inscrits [4 décembre 1985] (p. 5327) ; possibilité pour tout syndicat considéré comme représentatif de participer à une négociation collective (p. 5328) ; ouverture le dimanche d'un hypermarché situé dans le département de l'Essonne [6 décembre 1985] (p. 5487) ; crédit d'heures alloué au représentant syndical au comité central d'entreprise (p. 5490) ; jugement du 19 avril 1983 de la cinquième Chambre du tribunal de grande instance de Grenoble (p. 5491) ; **article 1^{er}** : élargissement de l'Europe à l'Espagne et au Portugal ; instauration d'un marché libéré des contraintes des législations du travail (p. 5501) ; non paiement des heures effectuées dans la limite de 41 heures par semaine au-delà de la durée légale du travail ; rémunération en fin de période annuelle (p. 5511) ; mesures favorisant la trésorerie des entreprises (p. 5512) ; exclusion de la branche du verre de l'application de la loi ; obtention d'un accord dans l'industrie du verre mécanique (p. 5526) ; **article 2** : *article L. 212-8-4 du code du travail* : situation de M. Morais récemment condamné par le tribunal d'instance du Raincy pour avoir osé protester contre la sincérité des élections professionnelles qui s'étaient déroulées dans son entreprise ; contenu de l'accord prévu dans cet article du code ; nécessité que ces accords précisent les données économiques et sociales justifiant le recours à la modulation des horaires [8 décembre 1985] (p. 5654) ; exposé des motifs risquant de devenir un plaidoyer en faveur de la flexibilité (p. 5655) ; amendement n° 134 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis tendant à interdire le recours au chômage partiel dans le cadre des conventions et des accords prévus par le projet de loi ; réglementation actuelle du chômage à temps partiel ; insuffisance des moyens de contrôle des directions départementales du travail et de l'emploi sur la

décision du commissaire de la République autorisant la prolongation du chômage partiel au-delà de trois mois ; conséquences financières du projet (p. 5658) ; *article L. 212-8-5 du code du travail* : volonté de voir préciser que seules les conventions étendues sont concernées par cet article du code ; jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour de cassation sur l'interprétation des conditions posées par la loi du 4 août 1981 pour faire bénéficier les représentants du personnel licencié pour motif disciplinaire d'un droit à réintégration au titre de l'amnistie (p. 5667).

AUBERT (Emmanuel)

*Député des Alpes-Maritimes
(4^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [J.O. du 8 juin 1985] (p. 6376).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7068).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [J.O. du 20 juillet 1985] (p. 8248).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Audinot tendant à instituer une peine de sûreté (n° 3067) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 6147).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses modifications du code de procédure pénale (n° 2695) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14462).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14581).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Elections au Conseil supérieur des Français de l'étranger** : élection des représentants au Conseil supérieur des Français à l'étranger ; résultats fournis par les seuls représentants élus du R.P.R. ; jugement des Français de l'étranger [22 mai 1985] (p. 1016) ;

— **Comportement du Gouvernement** : désinvolture croissante du pouvoir socialiste envers l'Assemblée nationale et l'opposition parlementaire ; procédure des questions au Gouvernement ; garantie personnelle de l'emploi constituant la première préoccupation du parti socialiste ; recours au tour extérieur risquant de devenir l'axe prioritaire de la politique du parti socialiste jusqu'en mars 1986 [26 juin 1985] (p. 1988) ;

— **Prix Nobel de la paix** : obtention de ce prix par Sakharov et Lech Walesa ; impossibilité pour eux de se rendre en Norvège pour recevoir leur prix ; décision du Président François Mitterrand d'accueillir M. Jaruzelski ;

refus des grandes démocraties de se faire représenter par un ambassadeur à la remise du prix Nobel de la paix pour 1985 [11 décembre 1985] (p. 5885).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Première lecture, discussion générale : érection de la région en collectivité territoriale à part entière administrée par un conseil régional élu au suffrage universel direct [26 avril 1985] (p. 491) ; subordination progressive de l'élection du conseil régional au suffrage universel direct à la réalisation du transfert de compétences ; rôle des établissements publics régionaux ; région constituant un échelon administratif supplémentaire et concurrentiel ; coût de la réforme ; introduction au niveau de la région des méfaits de la proportionnelle ; conflit des compétences exacerbé par les conflits politiques ; soumission des régions à l'arbitraire d'infimes minorités ; régime d'assemblée, règle de l'imparité dans les conseils généraux (p. 492) ; risque de voir remise en cause la cohésion nationale ; cumul des mandats ; incompatibilité des fonctions de membre du bureau du Conseil général et de membre du Conseil régional ; nombre de sièges de conseillers régionaux attribués à chaque département ; négation de la reconnaissance de l'entité départementale ; limites régionales ; soumission de la région Corse au régime de droit commun (p. 493) ; « décret Joxe » ; objectif poursuivi par le couplage des élections régionales avec les élections nationales (p. 494).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 43 (rattachement des départements à une région) ; transfert d'un département d'une région vers une autre ; possibilité de modifier les limites des régions (p. 502) ; prescriptions régissant la révision des limites régionales ; discussion du problème lors du débat sur la décentralisation (p. 503) ; abrogation implicite de la loi de 1972 ; rejeté (p. 504) ; **article 1^{er}** : *article L. 337 du code électoral* : représentativité des départements (p. 508) ; Alpes-de-Haute-Provence (p. 509) ; *article L. 348 du code électoral* : enregistrement des candidatures ; possibilité de manœuvres dans le but de priver une liste de représentation (p. 516) ; **après l'article 5** : nécessaire coopération entre les régions et les départements qui les composent (p. 519).

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion : déséquilibre grave né de l'immigration clandestine ; phénomène d'amalgame et de rejet global contre les communautés étrangères ; contrôles d'identité [6 juin 1985] (p. 1527) ; étrangers disposant des garanties judiciaires supérieures à celles dont jouissent les nationaux (p. 1528).

— **Projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales (n° 2695).**

Première lecture, discussion générale : diversité du contenu des textes proposés à l'Assemblée nationale [25 juin 1985] (p. 1939) ; simplification des procédures d'instruction pénale ; utilisation abusive de la procédure de comparution immédiate ; limitation du recours aux peines d'emprisonnement ; remise en cause des décisions des tribunaux ; condamnation à une peine ferme inférieure à six mois ; atteinte au principe de l'autorité de la chose jugée ; possibilité de faire juger deux fois en première instance une même affaire ; assouplissement des conditions d'obtention de la semi-liberté ; faiblesse des moyens de contrôle (p. 1940) ; transfert de certaines infractions du tribunal correctionnel au tribunal de police ; problème de la restructuration du contentieux correctionnel ; réforme du code pénal ; méthodes législatives du garde des sceaux ; **son rappel au règlement** : assimile le texte proposé à un « diverses dispositions d'ordre judiciaire » (p. 1941) ; ses offres non satisfaites de places de travail d'intérêt général dans sa municipalité (p. 1944).

Discussion des articles : **article 46** : *article 529-4 du code de procédure pénale* : disparition du contrevenant (p. 1965) ; **article 50** : caractère obscur de la rédaction de cet article

(p. 1968) ; **après l'article 66** : **son rappel au règlement** : objet des amendements déposés par le Gouvernement ; projet apparaissant comme un texte de circonstance (p. 1975).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : absence de caractère contraignant des lois de programmation ; mise en œuvre du financement du projet devant incomber à une nouvelle majorité [10 juillet 1985] (p. 2314) ; nécessité de définir une véritable politique de la police ; contenu de la proposition de loi d'orientation relative à l'organisation de la police nationale déposée par le R.P.R. en 1984 ; rapport annexé ne visant qu'à résoudre un problème de mise à niveau des équipements et des matériels ; montée de la délinquance et de la criminalité ; existence d'un grave sentiment d'insécurité ; nécessité de définir une politique globale concernant la sécurité ; bouleversements subis depuis 1981 par nos structures et notre législation pénales (p. 2315) ; recrutement des policiers ne compensant pas la réduction de la durée du travail et l'octroi de la cinquième semaine de congé payé ; efforts faits en faveur de la formation des policiers ; absence d'amélioration de la condition policière ; chiffres de la criminalité ; modalités de financement du projet (p. 2316) ; insuffisance des mesures financières pour 1986 ; modalités de report sur les gestions futures ; relèvement du tarif des amendes pénales ; étonnante abstention du garde des sceaux sur un texte le concernant au premier chef ; priorité soudaine donnée à l'efficacité de la police dans le combat contre l'insécurité ; nécessité de restructurer la police nationale ; obligation d'un texte légal pour définir les droits et devoirs des policiers (p. 2317) ; règles de l'utilisation de leurs armes par les policiers ; valeur dissuasive des peines de justice ; modalités des contrôles d'identité ; coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme ; absence de complémentarité entre les projets du ministre de l'intérieur et ceux du garde des sceaux (p. 2318) ; demande au ministre de l'intérieur de ne pas mettre à profit les interruptions qu'il lui accorde pour insulter ses collègues de l'opposition (p. 2319) ; action du garde des sceaux ne favorisant pas l'efficacité et la fermeté de la lutte contre l'insécurité ; conséquences du projet relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales (p. 2320) ; caractère tardif et insuffisant de la démarche du Gouvernement (p. 2321) ; **son rappel au règlement** : regrette que M. Pierre Joxe ne lui ait pas permis de l'interrompre ; demande au ministre de l'intérieur de ne pas dénaturer le sens du vote des membres de l'opposition (p. 2347).

Discussion des articles : **article 1^{er} et rapport annexé** : s'élève contre l'irrecevabilité financière opposé à un amendement visant à assurer une revalorisation des traitements des personnels de police aux statuts les plus défavorisés (p. 2350) ; son amendement n° 18 (obligation pour le Gouvernement de déposer un projet de loi sur les droits et devoirs des personnels de police) ; définition des droits et devoirs de la police nationale relevant du domaine législatif ; rejeté (p. 2351) ; son amendement n° 22 (situation des enquêteurs) ; s'étonne que cet amendement n'ait pas été déclaré irrecevable au titre de l'article 40 de la Constitution ; rejeté ; son amendement n° 19 (révision de la convention signée entre les aéroports et les compagnies aériennes) ; rôle joué par les C.R.S. dans les aéroports ; retiré (p. 2352) ; **article 4** : son amendement n° 7 (obligation pour le Gouvernement de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi précisant les droits et devoirs des personnels de police) ; problème du refus d'exécution d'un ordre manifestement illégal ; modalités des contrôles d'identité ; problème des sanctions disciplinaires (p. 2355) ; modalités de la concertation engagée pour la rédaction du code de déontologie ; rejeté ; **après l'article 4** : son amendement n° 11 (possibilité pour les jeunes gens de demander d'accomplir leur service actif de défense en qualité de gardien de la paix auxiliaire) (p. 2356) ; amendement n° 11 reprenant une disposition figurant dans la proposition de loi d'orientation relative à l'organisation de la police nationale adoptée par le R.P.R. au mois de janvier 1984 (p. 2357) ; rejeté (p. 2358) ; **article 5** : son amendement n° 8 (de suppression) ; absence de contreseing du garde des sceaux sur un texte modifiant le code pénal et le code de procédure pénale ; incidence de faire figurer les augmentations d'amendes pénales dans un texte comprenant la modernisation de la police ; rejeté ;

article 6 : son amendement n° 9 (de suppression) : rejeté (p. 2359) ; **article 7** : son amendement n° 10 (de suppression) : rejeté (p. 2360) ; **titre** : son amendement n° 6 (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi « projet de loi portant prévision budgétaire des équipements de la police nationale ») ; absence d'un véritable plan de financement ; rejeté (p. 2361).

Explications de vote : caractère pusillanime du texte discuté ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 2362).

Deuxième lecture, discussion générale : critique les propos de M. Pierre Joxe concernant la position de l'opposition ; utilité d'un système de contrôle d'identité « valable et sérieux », méconnaissance de M. Labarrère du dossier des contrôles d'identité ; condamnation par la Cour de cassation de l'interprétation de la loi de 1983 par voie de circulaire [25 juillet 1985] (p. 2415) ; crédits de paiement supplémentaires prévus au budget de 1986 ; projet n'abordant pas la réforme des structures ; problème des moyens juridiques d'action des policiers (p. 2416).

Discussion des articles : **article 4 bis A** : aptitude de M. Labarrère à bien connaître le problème des contrôles d'identité (p. 2418).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Deuxième lecture, discussion générale : son **rappel au règlement** : déroulement du débat relatif à la question préalable en commission [25 juillet 1985] (p. 2431-2432).

Nouvelle délibération de la loi.

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : falsification du suffrage universel pour permettre l'équilibre politique de deux grandes tendances [12 août 1985] (p. 2504) ; région Sud (p. 2505).

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 43 (rédigeant ainsi après les mots « conseils généraux intéressés » la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 2 de la loi du 5 juillet 1972 : « si la modification ne tend pas à créer des régions de moins de deux départements. ») : devenu sans objet ; son amendement n° 44 (demande par une majorité qu'un département fasse partie d'une autre région ou constitue une nouvelle région avec un ou plusieurs autres départements) : rejeté [9 octobre 1985] (p. 2866).

— **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code de procédure pénale et du code de la route et relatif à la police judiciaire (n° 2786).**

Première lecture, discussion générale : problème de l'équipement et du matériel ; extension de la qualité d'agent judiciaire aux personnels en tenue de la police nationale [9 octobre 1985] (p. 2883) ; proposition d'une réforme statutaire des corps de fonctionnaires de police (p. 2884).

— **Projet de loi portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale (n° 2964).**

Première lecture, discussion générale : caractère aléatoire de l'instruction judiciaire pratiquée en France ; nécessité de garantir un minimum d'expérience et de maturité des juges d'instruction ; insuffisance des moyens matériels ; rejet par une majorité socialiste de la procédure de saisine directe [14 octobre 1985] (p. 2992) ; mauvaise adaptation de la procédure de flagrants délits ; comparution immédiate conduisant à un détournement de procédure ; pouvoirs des chambres d'accusation ; projet de réforme globale du code pénal ; création d'un tribunal de l'application des peines ; solution de la collégialité ; bien-fondé de la distinction entre mission d'investigation et mission de jugement ; recours facultatif à la chambre d'instruction pour la mise en détention provisoire et la décision de renvoi et de non lieu ; rejet de la réforme par la majorité des magistrats ; garantie de l'« habeas corpus » ; possibilité pour le juge chargé de l'instruction de participer à la délibération de la chambre ; cas des petites juridictions ; atteinte aux principes de la présomption d'innocence (p. 2993) ; inculpation constituant

un pré-jugement ; caractère tardif de la réforme ; abstention du groupe R.P.R. (p. 2994) ; date de saisine de la commission des lois ; inefficacité du travail parlementaire ; durée d'examen de la loi « Sécurité et Liberté » pour la commission des lois (p. 2995).

Discussion des articles : **article 47** : estime que l'Assemblée ne constitue pas une « chambre du conseil » mais une « chambre d'enregistrement » (p. 3006).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : précise qu'il n'avait pas l'intention de prendre la parole sur cet article [15 octobre 1985] (p. 3046) ; régime des dérogations (p. 3047).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. *Discussion générale* : modernisation de la police nationale [13 novembre 1985] (p. 4314) ; dégradation de l'immobilier ; chute du potentiel de missions ; titularisation de 1 000 agents de surveillance ; balance des effectifs apparaissant négative pour 1986 ; effectifs de la police judiciaire ; problème des gardes statiques ; aménagement du régime de travail des polices urbaines ; pouvoirs de police des maires (p. 4315) ; augmentation de la petite et moyenne délinquance ; trafic de stupéfiants ; contrôles d'identité ; problèmes de l'usage des armes ; texte sur l'incompressibilité des peines ; transparence de la police (p. 4316-4317).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152).**

Première lecture, discussion générale : ses observations sur les propos de M. Henri Emmanuelli [12 décembre 1985] (p. 5964).

AUBERT (François d')

*Député de la Mayenne
(1^{re} circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912) [J.O. du 27 juillet 1985] (p. 8571).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (urbanisme, logement et transports : section commune des transports) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963) [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13342).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) annexe n° 40 : urbanisme, logement et transports : section commune des transports (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Disparition de Français au Liban** : disparition de M. Jean-Paul Kauffmann, journaliste à l'Événement du jeudi et de M. Michel Seurat, chercheur ; détention de M. Marcel Carton et M. Marcel Fontaine ; démarches entreprises par le Gouvernement français pour obtenir leur libération [5 juin 1985] (p. 1469).

— **Affaire du Rainbow Warrior** : absence de vérité dans cette affaire [2 octobre 1985] (p. 2566) ; déclarations du général Imbot, directeur de la D.G.S.E., parlant de « tentatives de destabilisation et de destruction » de ces services [2 octobre 1985] (p. 2567).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion générale : situation de la Chapelle-Darblay [9 mai 1985] (p. 634).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : absence du Premier ministre lors du débat relatif à la Nouvelle-Calédonie [29 mai 1985] (p. 1268) ; soutient la question préalable de M. Jean-Claude Gaudin ; dégradation progressive de la situation en Nouvelle-Calédonie ; richesse du territoire (p. 1281) ; développement inégal des ethnies ; importance stratégique, économique et culturelle de la Nouvelle-Calédonie pour la France ; crise du nickel à partir de 1972, attitude de l'opposition d'alors face à la politique conduite de 1976 à 1981 ; partialité du Gouvernement au seul profit des thèses indépendantistes ; rencontre de Nainville-les-Roches (p. 1282) ; rôles de M. Edgard Pisani et de M. Roynette ; encouragement des thèses les plus extrémistes au sein du F.L.N.K.S. ; présentation du projet de scrutin d'autodétermination apparaissant comme un « chantage politique » ; ses observations sur le jugement porté par M. Edgar Faure sur M. Edgard Pisani ; souligne l'émergence récente d'un certain racisme (p. 1283) ; besoin d'un retour à l'ordre public ; non consultation des parties lors de l'élaboration du projet ; conjonction de la régionalisation et de la disparition de l'exécutif territorial ; partition radicale et raciale du territoire ; constitution de quatre niveaux d'administration ; découpage électoral ; projet de plan de développement ; disparition de l'exécutif local ; place faite à la coutume ; report du référendum d'autodétermination (p. 1284) ; utilisation des ordonnances ; maintien prétendu d'une présence militaire française tout en éliminant la présence politique ; poursuite d'un processus irréversible d'accession de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance (p. 1285) ; sa demande de renvoi en commission [30 mai 1985] (p. 1315) : rejetée (p. 1319).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : caractère transitoire du statut ; préparation pour une formule irréversible ; choix du délai ; caractère pré-déterminé de la formule d'indépendance-association ; conception de la souveraineté nationale ; objet du scrutin d'autodétermination (p. 1325) ; notion de « population intéressée » (p. 1326) ; **article 2** : découpage en quatre régions apparaissant comme un découpage électoral ; choix arbitraire ; rattachement des communes de Yaté et de l'île des Pins à la circonscription de Nouméa (p. 1328) ; **article 3** : mauvaise rédaction de l'article ; nécessité de préciser que la région constitue une collectivité territoriale au sens de l'article 72 de la Constitution ; Nouvelle-Calédonie constituant un territoire d'outre-mer ; nombre des représentants ; sièges supplémentaires pour la région de Nouméa (p. 1331) ; son sous-amendement n° 73 à l'amendement n° 10 de la commission (insérant une référence à l'article 72 de la Constitution) : adopté ; limitation du droit à la candidature ; volonté de « règlement de comptes politiques » (p. 1332) ; **article 6** : situation de la Nouvelle-Calédonie justifiant des mesures particulières ; conditions d'éligibilité ; boycott du service militaire prononcé par le F.L.N.K.S. (p. 1335) ; conséquences de ce boycott sur le plan électoral ; son sous-amendement n° 56 à l'amendement n° 15 de la commission (complétant cet amendement par

l'alinéa suivant : « un seul bureau de vote sera ouvert dans chaque commune » ; « ses observations sur le terme « brassage » (p. 1336) ; mention du chef-lieu de région où est transportée l'urne ; réfugiés bénéficiant de droit au plan individuel d'un vote par procuration ; institution d'un vote par procuration à titre collectif ; cas des habitants de Thio (p. 1337) ; fraudes constatées aux élections du 18 novembre 1984 ; dispersion des bureaux de vote ; institution d'un seul bureau de vote par commune ; sous-amendement n° 56 : rejeté ; son amendement n° 55 : devenu sans objet (p. 1338) ; **article 7** : attitude du Gouvernement face à l'amélioration de la sincérité du scrutin pour les élections régionales ; institution de deux délégués (p. 1339) ; imprécision relative au nombre de membres siégeant dans la commission ; surveillance des opérations électorales par les gendarmes (p. 1340) ; **article 8** : compétence de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle ; prédominance de la radio-télévision d'Etat sur le territoire ; mise en cause des organes d'information et des membres du personnel local ; modalités de nomination des membres de la Haute Autorité (p. 1341) ; **article 12** : compétences de la région ; substitution d'un régime d'administration directe à un régime d'autonomie ; transfert de compétences par le haut-commissaire ; développement et aménagement du territoire ; problème des investissements étrangers ; contrat du programme avec l'Etat ; son amendement n° 57 (insérant au début du premier alinéa de cet article après les mots « leur être transférées par l'Etat » les mots « mais qui ne peuvent porter sur les matières énumérées à l'article 5 de la loi du 6 septembre 1984 ») ; limitation des attributions pouvant être transférées aux régions par l'Etat (p. 1344) ; cas du contrôle de l'immigration des étrangers ; régionalisation des offices ; transfert des compétences en matière d'audiovisuel ; rejeté ; son amendement n° 58 (insérant au début du premier alinéa de cet article après les mots « leur être transférées par l'Etat » les mots « mais qui ne peuvent porter sur les matières énumérées à l'article 29 de la loi du 6 septembre 1984 ») ; ambiguïté de l'expression « sans préjudice des attributions qui peuvent leur être transférées par l'Etat » ; domaine relevant du conseil des ministres du territoire ; revendications par les régions de l'attribution d'un quota régional de devises (p. 1345) ; rejeté ; son amendement n° 59 (insérant dans le deuxième alinéa (a) de cet article après le mot « développement » les mots « à l'exclusion des décisions concernant les investissements directs étrangers qui continuent à relever des compétences du territoire ») ; nécessité de maintenir entre les mains du représentant de l'Etat le contrôle des investissements étrangers ; retiré (p. 1346) ; son amendement n° 60 (soumission de l'entrée en vigueur des conventions à l'approbation du haut-commissaire) ; cas où les ministères passent directement des conventions avec les régions (p. 1347) ; avis du conseil exécutif ; cohérence de la politique de l'Etat sur l'ensemble du territoire ; devenu sans objet (p. 1348) ; **après l'article 14** : transfert du pouvoir budgétaire du conseil des ministres du territoire au haut-commissaire (p. 1349) ; **article 16** : son amendement n° 61 (consultation préalable du conseil exécutif sur les projets de délibération et sur les mesures prises par le haut-commissaire pour l'exécution de ses délibérations) ; instauration d'une coopération obligatoire sur le contexte réglementaire de l'exécution des délibérations ; rejeté (p. 1350) ; ses observations sur la date prévue pour l'organisation du scrutin sur l'autodétermination (p. 1351) ; **article 17** : référence aux ordonnances prévues par l'article 38 de la Constitution (p. 1351) ; opportunité de déterminer les compétences de la région par la loi ; ordonnance permettant de modifier le statut du territoire ; projet présentant de nombreux aspects coloniaux ; politique du Gouvernement consistant à retarder le référendum (p. 1352) ; son amendement n° 62 (rédigeant ainsi la fin du 2^e alinéa de cet article : « au régime des sessions, aux règles de fonctionnement, au contrôle exercé au nom de l'Etat sur leurs délibérations, au régime budgétaire et financier des régions ») ; restriction des compétences du Gouvernement ; rejeté ; son amendement n° 63 (supprimant le 3^e alinéa (b) de cet article) : retiré (p. 1353) ; possibilité de modifier le statut du territoire par ordonnances ; son amendement n° 64 (supprimant à la fin du 4^e alinéa (c) de cet article les mots « ainsi que les modifications du régime fiscal du territoire ») : retiré (p. 1354).

Deuxième lecture, discussion générale : mission sénatoriale en Nouvelle-Calédonie ; non prise en compte par le Gouvernement de certaines propositions sénatoriales approuvées par le rapporteur ; accord apparent relatif au remodelage

des régions ; attitude de M. Wibaux à Nouméa ; ambiguïté du principe de l'indépendance-association [25 juillet 1985] (p. 2439) ; utilisation fréquente des ordonnances sous la V^e République pour résoudre les problèmes d'outre-mer ; problème de la répartition des compétences entre l'Etat, l'assemblée territoriale et les futures régions ; suppression de l'exécutif élu ; projet n'assurant pas la liberté et la sincérité du scrutin ; risque de contagion de « l'ambiance indépendantiste » (p. 2440).

— **Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912)**

Première lecture, discussion générale : importance du chômage ; incohérence des politiques menées par la gauche ; nombre d'emplois perdus depuis 1981 [11 juillet 1985] (p. 2377) ; sous-estimation du nombre des chômeurs ; utilité statistique des T.U.C. ; insuffisante décentralisation de la gestion de la formation professionnelle ; inconvénients de la pré-retraite ; projet visant à interdire tout licenciement économique avant mars 1986 ; coût du dispositif ; choix des secteurs concernés opéré par l'administration et le Gouvernement (p. 2378) ; institution d'un système de traitement du licenciement économique « à deux vitesses » ; insuffisance de la formation mise en œuvre ; coût financier pour les entreprises en difficulté ; formation constituant un des moyens d'alléger le poids social des restructurations (p. 2379).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963)**

Première lecture, discussion générale : financement des télévisions locales ; satellites ; [15 octobre 1985] (p. 3026) ; détournement du service public de la radio ; octroi à T.D.F. du monopole de la diffusion ; méfiance à l'égard de l'initiative privée (p. 3027).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : délimitation des compétences de la Haute Autorité [15 octobre 1985] (p. 3038) ; son amendement n° 44 (précisant que la Haute Autorité délivre les autorisations relatives au service de radiodiffusion sonore de télévision par voie hertzienne et de radiotélévision par câble) ; distinction entre télévision hertzienne locale et télévision hertzienne nationale (p. 3039) ; rejeté (p. 3040) ; **après l'article 1^{er}** : contrôle exercé sur T.D.F. (p. 3041) ; **article 2** : politique opposée à une véritable politique de libéralisation de l'audiovisuel ; cas de Radio Alouette ; gestion chaotique des fréquences ; politisation de télédiffusion de France ; situation de cet établissement (p. 3045) ; son amendement n° 45 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 46 (précisant que les personnes titulaires d'autorisations relatives aux services locaux de télévision par voie hertzienne assurent la diffusion en France de leurs programmes par leurs propres moyens) (p. 3047) ; rejeté ; son amendement n° 47 (supprimant les deux dernières phrases du 2^e alinéa de cet article) : rejeté ; (p. 3048) ; **article 3** : son amendement n° 49 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; définition des messages publicitaires ; problème de la qualification de certains messages en publicité gouvernementale ou en information ; rejeté (p. 3050) ; **article 4** : publicité des concessions et des cahiers des charges ; cahier des charges de Canal Plus (p. 3051) ; **article 5** : son amendement n° 52 (supprimant les quatre derniers alinéas du texte proposé pour l'article 80 de la loi du 29 juillet 1982) : non soutenu (p. 3055) ; **après l'article 5** : son amendement n° 53 (précisant qu'une collectivité territoriale ne peut bénéficier d'une autorisation relative à un service local de télévision par voie hertzienne ou participer au capital d'une société bénéficiant d'une autorisation) : non soutenu (p. 3056) ; **article 6** : son amendement n° 54 (supprimant le 2^e alinéa du texte proposé pour l'article 80-2 de la loi du 29 juillet 1982) (p. 3064) ; rejeté (p. 3065) ; **article 7** : son amendement n° 56 (supprimant les mots « et socio-culturels » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 82 de la loi du 29 juillet 1982) (p. 3067) ; rejeté (p. 3068) ; **article 9** : son amendement n° 57 (supprimant le 5^e alinéa de cet article) (p. 3071) ; rejeté (p. 3072).

Troisième lecture, discussion générale : oppose la question préalable : « reniement » du pouvoir socialiste ; situation en Italie ; nombre des télévisions créées par M. Berlusconi ; rachat de chaînes ; piratage de films ; absence de M. Lang ; privilèges accordés à la future chaîne [29 novembre 1985]

(p. 5070) ; candidature à la C.L.T. ; réseau multiville ; utilisation de ses moyens financiers par la mission câble ; amendement « tour Eiffel » ; « privilège culturel » ; délais de diffusion des films ; place tenue par les films dans les programmes (p. 5071) ; mise du service public en situation d'infériorité par rapport au service privé ; coût de diffusion ; privilèges financiers ; interruption publicitaire ; coût de l'activation du satellite ; utilisation d'un canal (p. 5072) ; capital des Chargeurs réunis ; dimension européenne du projet ; projet de chaîne musicale ; ouverture du marché publicitaire ; système d'autorisations délivrées par une autorité indépendante ; traitement du dossier Seydoux-Berlusconi ; utilisation de cette cinquième chaîne comme argument électoral (p. 5073) ; rejeté (p. 5077).

Discussion des articles : **article 1^{er} A** : son amendement n° 1 (désignation des membres de l'établissement public et des sociétés de radiodiffusion sonore et de télévision) : rejeté (p. 5084) ; **article 1^{er} B** : son amendement n° 2 (pouvoirs de la Haute Autorité sur les bandes de fréquences affectées par l'Etat) : fejeté ; son amendement n° 3 (supprimant dans l'article 1^{er} le mot « locaux ») : rejeté ; **article 1^{er} bis** : son amendement n° 4 (de suppression) : rejeté ; **article 1^{er} ter** : son amendement n° 5 (composition du Conseil national de la communication audiovisuelle) : rejeté ; **article 1^{er} quater** : son amendement n° 6 (nouvelle rédaction du chapitre 4 de la loi du 29 juillet 1982 ; comités régionaux et territoriaux de la communication audiovisuelle) : rejeté ; **article 2** : son amendement n° 7 (bandes de fréquences affectées par l'Etat) : rejeté ; son amendement n° 8 (diffusion des programmes du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision) (p. 5085) ; rejeté (p. 5086) ; **article 2 bis** : son amendement n° 9 (composition du conseil d'administration) : rejeté ; **article 2 ter** : son amendement n° 10 (composition du conseil d'administration) : rejeté ; **article 2 quater** : son amendement n° 11 (composition des conseils d'administration) : rejeté ; **article 2 quinquies** : son amendement n° 12 (proportion des recettes provenant de la publicité) : rejeté ; **article 2 sexies** : son amendement n° 13 (fixation par le cahier des charges de l'objet des modalités de programmation des émissions de publicité) : rejeté ; **article 3** : son amendement n° 14 (supprimant le dernier alinéa du 11 de cet article) : rejeté ; **article 4** : son amendement n° 15 (abrogeant l'article 79 de la loi du 29 juillet 1982) : rejeté ; **article 5** : son amendement n° 16 (abrogeant l'article 8 de la loi du 29 juillet 1982) : rejeté (p. 5087) ; **article 6** : son amendement n° 17 (supprimant le texte proposé pour l'article 81 de la loi du 29 juillet 1982) : rejeté ; son amendement n° 18 (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 80-2 de la loi du 29 juillet 1982 le mot « local ») : rejeté ; son amendement n° 19 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 80-2 de la loi du 29 juillet 1982) : rejeté ; **article 6 bis A** : son amendement n° 20 (de suppression) : rejeté ; **article 6 bis** : son amendement n° 21 (demande d'autorisation de tout service de radiodiffusion sonore à modulation de fréquence) : rejeté ; **article 7** : son amendement n° 22 (délivrance des autorisations) : rejeté ; son amendement n° 23 (remplaçant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 82 de la loi du 29 juillet 1982 le mot « le partage des fréquences » par les mots « la répartition des fréquences ») : rejeté ; son amendement n° 24 (remplaçant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 82-1 de la loi du 29 juillet 1982 le mot « programmation » par les mots « la nature du programme ») : rejeté ; **article 9** : son amendement n° 25 (supprimant le 5^e de cet article) : rejeté ; **article 10 bis** : son amendement n° 26 (cas de violation des dispositions concernant la fréquence utilisable) : rejeté ; **article 11** : son amendement n° 27 (remplaçant dans le troisième alinéa (2^e) du texte proposé pour l'article 86 de la loi du 29 juillet 1982 les mots « ou de programmation » par les mots « la nature du programme ») : rejeté ; **article 11 bis** : son amendement n° 28 (droits d'auteur et droits des artistes interprètes) : rejeté ; **article 11 ter** : son amendement n° 29 (œuvres cinématographiques incluses dans un programme de télévision) : rejeté ; **article 12** : son amendement n° 30 (remplaçant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 93-1 de la loi du 29 juillet 1982 les mots « communication audiovisuelle » par les mots « télévision par voie hertzienne ») (p. 5088) ; rejeté ; son amendement n° 31 (obligation pour tout service de communication audiovisuelle diffusant des programmes d'information politique et générale d'avoir un directeur de la publication) : rejeté ; son amendement n° 32 (supprimant dans le deuxième alinéa du

texte proposé pour l'article 93-3 de la loi du 29 juillet 1982 les mots : « et à défaut de l'auteur, le producteur ») : rejeté ; son amendement n° 33 (peine du code pénal applicable aux entreprises de communication audiovisuelle) : rejeté ; **article 14** : son amendement n° 34 (supprimant dans le texte proposé pour le 1° de l'article 97 de la loi du 29 juillet 1982 le mot « ,80 ») : rejeté ; son amendement n° 35 (violation des dispositions relatives aux délais ou horaires de diffusion des œuvres cinématographiques) : rejeté (p. 5089).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951)**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 16** : augmentation de la taxe sur le fioul lourd ; situation de la France et des principaux partenaires ; utilisation du fioul lourd par les P.M.E. ; problèmes de l'industrie du raffinage ; situation pour les organismes d'H.L.M. [18 octobre 1985] (p. 3263-3264).

Deuxième partie :

Postes et télécommunications. *Discussion générale :* effritement du consensus entre le service public du téléphone et les usagers ; hausses des tarifs des télécommunications ; suppression de la communication en P.C.V. ; interruption de certains services ; dégradation des cabines téléphoniques ; protection des matériels français ; endettement de la D.G.T. ; prélèvements opérés sur les P.T.T. ; financement de la filière électronique ; paiement de l'installation des micro-ordinateurs pour les usagers du téléphone [24 octobre 1985] (p. 3484) ; augmentation de la contribution de la poste ; résultats financiers de la D.G.T. ; érection de la D.G.T. en société nationale ; estime que la privatisation de la D.G.T. n'est ni souhaitable ni possible ; création de Télécom I décidée avant 1981 ; réalisation du plan câble ; choix de la fibre optique ; coût du réseau en fibre optique de Paris et de Montpellier ; « fantaisies » de la mission Schreiner ; situation de Télécom I ; convention de commercialisation ; relations entre l'industrie et la D.G.T. ; abandon par Saint-Gobain d'Olivetti pour cause de nationalisation (p. 3485) ; rachat de la C.G.C.T. par A.T.T. ; égalité de chances entre les services publics et les entreprises privées ; conséquences en France de la déréglementation dans les autres pays ; structure de la tarification ; transfert des charges au profit des entreprises (p. 3486) ; précise qu'il n'est pas question de privatiser le D.G.T. ; maintien du monopole pour le téléphone ; établissement de règles d'égalité de concurrence (p. 3490).

Examen des crédits : **article 34** : son amendement n° 19 (réduction des crédits ouverts au paragraphe II de cet article de 20 millions de francs) ; « mission Schreiner » ; statut juridique de cette mission ; coût de fonctionnement (p. 3498) ; bilan des marchés passés par cette mission ; rejeté ; son amendement n° 20 (réduction des crédits ouverts au paragraphe II de cet article de 500 millions de francs) : rejeté ; son amendement n° 21 (réduction des crédits ouverts au paragraphe II de cet article de 4 milliards 300 millions de francs) ; relations entre la D.G.T. et la poste et la D.G.T. et l'Etat ; retiré ; son amendement n° 22 (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de cet article de 650 millions de francs) : retiré ; son amendement n° 24 (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de cet article de 100 millions de francs) ; satellite Télécom I ; lancement de Télécom I C ; convention de commercialisation des transporteurs de Télécom I ; position de M. Georges Fillioud (p. 3499) ; rejeté ; son amendement n° 25 (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de cet article de 20 millions de francs) ; réduction des investissements concernant les cabines téléphoniques publiques ; situation du satellite Télécom I ; utilisation par les militaires et les Dom-Tom ; nombre de contrats signés pour les transmissions d'entreprises (p. 3500) ; rejeté ; son amendement n° 26 (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de cet article de 20 millions de francs) ; gestion des cabines publiques par des sociétés privées ; dotation en capital aux filiales du groupe France-Câble-radio ; modification du mode de calcul des recettes de la C.O.G.E.C.O.M. ; rejeté ; son amendement n° 27 (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de cet article de 20 millions de francs) : retiré ; son amendement n° 28 (réduction des autorisations de programmes ouvertes au paragraphe I de cet article de 2 milliards 665 millions de

francs) : retiré ; son amendement n° 29 (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de cet article de 450 millions de francs) ; plan « Informatique pour tous » ; paiement par l'usager du téléphone de l'installation des micro-ordinateurs des écoles ; rejeté ; son amendement n° 30 (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de cet article de 40 millions de francs) : retiré ; son amendement n° 31 (réduction des autorisations de programmes ouvertes au paragraphe I de cet article de 2,135 milliards de francs) ; prise en charge par le ministère des P.T.T. de la filière électronique (p. 3501) ; contribution aux fonds propres des entreprises ; rachat de la C.G.C.T. par A.T.T. ; son amendement n° 32 (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de cet article de 500 millions de francs) ; son amendement n° 33 (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de cet article de 400 millions de francs) ; son amendement n° 34 (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de cet article de 150 millions de francs) ; amendements n° 31, 32, 33 et 34 : rejetés ; son amendement n° 35 (réduction des crédits ouverts au paragraphe II de cet article de 3 milliards de francs) : retiré ; son amendement n° 36 (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I de cet article de 4,210 milliards de francs) : retiré (p. 3502).

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

Discussion générale, rapporteur spécial : modification dans les nomenclatures et fusion d'organismes ; dépenses d'administration générale ; frais de justice du ministère [24 octobre 1985] (p. 3438) ; mise en cause de la responsabilité du contrôle aérien dans un accident d'avion ; problèmes des transports corses ; attitude de l'administration concernant les réponses aux questions relatives à la desserte de la Corse ; signature d'un contrat de Plan État-région Corse ; dépenses de recherche ; amélioration de la sécurité des usagers (p. 3439).

Techniques de la communication. — *Discussion générale :* recouvrement de la redevance ; monopole de T.D.F. pour la diffusion des nouvelles télévisions hertziennes ; radios décentralisées de Radio-France ; cas de Radio-Loire-Océan ; notion de publicité dite « collective » ; non signature de la convention de commercialisation de Télécom I [25 octobre 1985] (p. 3524).

Culture. — *Discussion générale :* incendie des dépôts de la cinémathèque à Bois-d'Arcy et hold-up au musée Marmottan [28 octobre 1985] (p. 3581) ; nécessaire protection du patrimoine culturel ; réalisation de l'objectif de 1 % du budget de l'État ; crédits de commandes artistiques et d'achats d'œuvres d'art ; mécénat officiel ; goût pour l'État-spectacle ; nécessité d'une réflexion libérale sur la culture ; équipements culturels parisiens et présidentiels représentant 60 % des autorisations de programme ; coût de la pyramide du Grand Louvre ; diminution des autorisations de programme relatives à la Bibliothèque nationale (p. 3582) ; problème de l'éducation artistique ; coopération interministérielle ; insuffisance des postes de professeurs de musique et de dessin ; action culturelle menée dans le cadre du mouvement associatif ne pouvant être un substitut à l'éducation artistique à l'école ; décentralisation culturelle ; « parachutage » d'opérations sans enracinement local ; industrie culturelle ; baisse de fréquentation des cinémas ; faiblesse de l'industrie du disque ; dépôt de bilan de l'entreprise Rameau ; priorité donnée à la diffusion culturelle ; modification de la pratique du mécénat public (p. 3583) ; nécessité d'une véritable décentralisation culturelle ; passion pour l'« État-spectacle » ; vote négatif du groupe U.D.F. (p. 3584) ; réduction de la T.V.A. sur les disques (p. 3593) ; *Examen des crédits :* **Etat C — titre IV** : son amendement n° 37 (réduisant les autorisations de programme de 50 millions de francs) ; amendements concernant les grands travaux parisiens ; son amendement n° 38 (réduisant les autorisations de programmes de 15 millions de francs) ; son amendement n° 39 (réduisant les autorisations de programme de 200 millions de francs) ; son amendement n° 40 (réduisant les autorisations de programme de 500 millions de francs) ; parc de la Villette ; participation des pays arabes au financement de l'Institut du monde arabe ; coût de l'opération du Grand Louvre ; évaluation de la pyramide de M. Pei ; équipement de l'Opéra de la Bastille ; fonctionnement de la « mission » (p. 3596) ; amendement n° 37, 38, 39 et 40 : rejetés (p. 3597).

Redéploiement industriel et commerce extérieur

— **Énergie.** — *Discussion générale :* Évolution de l'emploi industriel ; politique de régression de la politique charbonnière ; signification de la diminution des dotations en capital allouées aux entreprises nationales ; situation de Renault ; diminution des aides à la construction navale [12 novembre 1985] (p. 4216) ; crédits consacrés à la politique industrielle ; échec des plans sectoriels ; modalités d'attribution des primes à l'aménagement du territoire (p. 4217).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* situation des collectivités locales ; déchirure de l'unité nationale dans certains territoires ; impasses financières de la décentralisation ; projet de prélèvement direct ou indirect sur les disponibilités financières des collectivités locales ; intervention des collectivités dans la vie économique ; maîtrise de l'urbanisme ; aide aux équipements et aux investissements des écoles privées ; plan « Informatique pour tous » [13 novembre 1985] (p. 4309) ; D.G.E. ; projets sur le regroupement communal et la modernisation de la vie locale (p. 4310).

— Déclaration du Gouvernement sur les entreprises nationales et débat sur cette déclaration

Discussion : motif de l'absence de contentieux avec les actionnaires étrangers en 1982 ; responsabilité du Gouvernement dans la cartélisation bancaire dont se plaint M. Pierre Bérégoz ; motifs de l'absence de contrats de plan entre une banque nationalisée et l'Etat ; impossibilité de se servir des entreprises nationalisées comme instrument privilégié de la politique de l'Etat [19 novembre 1985] (p. 4498) ; nationalisations constituant un véritable « mensonge social » ; situation de l'emploi ; absence de reconquête du marché intérieur ; contribution des nationalisées et du budget de l'industrie à « l'aménagement du territoire électoral de M. Laurent Fabius » ; relations entre l'Etat et les nationalisées (p. 4499) ; redressement financier des entreprises nationales ; coût des restructurations ; concentration des aides publiques à l'industrie sur quelques entreprises ; situation dans la filière électronique (p. 4500) ; retard dans la recherche-développement ; incapacité des nationalisées à pénétrer durablement sur les marchés des grands pays industrialisés ; erreur de la cession de la participation de Saint-Gobain dans Olivetti ; secteur nationalisé constituant « une formidable bombe à retardement budgétaire » ; cause de la dénationalisation (p. 4501) ; achat et vente de participations par les entreprises publiques en toute illégalité ; interférence de la politique sur l'économie en France ; nécessité d'avoir des dirigeants effectivement responsables ; nécessité de dénationaliser le crédit ; conséquences des dénationalisations ; nécessité d'aborder les dénationalisations avec un esprit pragmatique ; nécessaire confirmation du rôle des administrateurs salariés prévu dans la loi de démocratisation du secteur public ; absence de risque de prise de contrôle par l'étranger de notre industrie (p. 4502) ; rythme et volume des dénationalisations ; dénationalisation devant prendre en compte l'étroitesse du marché financier français ; réussite de la dénationalisation étant liée à la réduction du déficit budgétaire (p. 4503).

AUDINOT (André)

*Député de la Somme
(5^e circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer une peine de sûreté (n° 3067) [14 novembre 1985].

AUMONT (Robert)

*Député de l'Aisne
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3977).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (défense : section Gendarmerie) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome VI : défense : section gendarmerie (n° 2990) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS**— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).***Première lecture, deuxième partie :*

Défense. — *Discussion générale :* rapporteur pour avis : montant et répartition des crédits ; volume de carburant de la gendarmerie [8 novembre 1985] (p. 4159) ; volume de carburant mis à la disposition de la gendarmerie ; disponibilité des gendarmes ; effectifs de la gendarmerie ; groupe de sécurité et d'intervention de la gendarmerie nationale ; généralisation du réseau Saphir de transmission des informations ; état des casernements (p. 4160) ; rôle des collectivités locales dans la rénovation des casernements ; taux des pensions de réversion accordées aux veuves de gendarmes tués au cours d'une opération de police ; intégration de l'indemnité de sujétions spéciales dans le traitement servant de base pour le calcul de la retraite ; tâches indues de la gendarmerie ; contributions de la gendarmerie aux interventions hors métropole ; maintien de la parité indiciaire entre le corps des sous-officiers de la gendarmerie et les corps des gradés et gardiens de la police (p. 4161-4162).

Examen des crédits : article 30 : son amendement n° 72 (réduction des crédits ouverts au paragraphe 2 de l'article 30) ; nécessité de maintenir la parité indiciaire entre les corps des sous-officiers de la gendarmerie et les corps des gradés et gardiens de la police nationale (p. 4193) ; coût et financement de cette mesure ; adopté après modification (p. 4194) ; prix auquel pourrait être cédée la carte téléphonique destinée aux jeunes appelés (p. 4195).

AUROUX (Jean)

*Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports,
puis ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.*

NOMINATIONS

Est nommé ministre de l'urbanisme, du logement et des transports : décret du 20 septembre 1985 [J.O. du 21 septembre 1985] (p. 10878).

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS**au Gouvernement de :**

— **Mme Odile Sicard : logement :** loi Quilliot ; nécessité de maîtriser les loyers [9 octobre 1985] (p. 2837-2838).

— **M. François Asensi : hausse des charges locatives :** développement des aides gouvernementales ; meilleure information des usagers ; guide sur la maîtrise des charges [9 octobre 1985] (p. 2844).

— **M. Pierre-Bernard Cousté : abrogation ou révision de la loi Quilliot** : volonté de l'opposition d'abroger la loi Quilliot [16 octobre 1985] (p. 3116); conséquences dangereuses de la suppression de cette loi (p. 3117).

— **M. Jean Laborde : sécurité routière** : caractère inacceptable du bilan de la sécurité routière; amélioration de la sécurité globale; présentation de la politique du Gouvernement [6 novembre 1985] (p. 3979).

— **M. Jean-Paul Fuchs : sécurité routière** : problème de comportement social [6 novembre 1985] (p. 3979-3980).

orales sans débat de :

— **M. Paul Balmigère (n° 791) : dépôt S.N.C.F. de Béziers** : obligation faite à la S.N.C.F. d'améliorer sa gestion en application de la loi d'orientation des transports intérieurs; baisse non négligeable de la charge de travail des ateliers de réparation; répartition équitable du travail d'entretien restant à effectuer [26 avril 1985] (p. 438).

— **M. Jean-Marie Daillet (n° 793) : protection des candidats à la construction de maisons individuelles** : intérêt que le Gouvernement attache à faciliter les conditions d'accès à la propriété; contestation unanime de la proposition de M. Daillet par les organisations de consommateurs; concertation entre les représentants des constructeurs et les organisations de consommateurs; signature d'un accord cadre entre l'union nationale des constructeurs de maisons individuelles et les associations représentatives des accédants à la propriété; mise en place d'une commission permanente [26 avril 1985] (p. 440).

— **M. Dominique Dupilet (n° 818) : construction d'un lien fixe transmanche dans le détroit du Pas-de-Calais** : groupe de travail composé de hauts fonctionnaires; liberté de conception laissée aux promoteurs; implication économique et politique du projet; mission confiée à deux hauts fonctionnaires pour examiner les conséquences du projet pour la région Nord-Pas-de-Calais [10 mai 1985] (p. 698).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ainsi qu'à la prévention et à la réparation des nuisances dues au bruit des aéronefs (n° 2393).**

Deuxième lecture, discussion générale : nécessité de limiter les constructions aux abords des aérodromes [22 mai 1985] (p. 993); action menée pour inciter les compagnies à retirer de leurs flottes les avions les plus bruyants; remplacement d'une taxe parafiscale au passage par une redevance pour atténuation de nuisances phoniques; définition d'un plan d'exposition au bruit constituant une servitude d'urbanisme; possibilité d'autoriser les travaux de rénovation des quartiers ou de réhabilitation de l'habitat dans toutes les zones de bruit (p. 994); implications des élus locaux par la concertation de la consultation; détermination des valeurs nationales et régionales des indices par décrets en Conseil d'Etat (p. 995, 996).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : *article L. 147-3 du code de l'urbanisme* : incompétence de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 997); nécessité de laisser aux communes la responsabilité de s'entourer des conseils qu'elles souhaitent; difficultés de mise en œuvre des dispositions relatives à l'urbanisme au voisinage des aérodromes; délimitation des zones de bruit ne relevant pas de la seule compétence des communes (p. 998); *article L. 147-4 du code de l'urbanisme* : possibilité de modulation des prescriptions nationales d'aménagement par les régions; indication par les communes des indices qu'elles souhaitent voir retenus (p. 1000); *article L. 147-5 du code de l'urbanisme* : non exclusion des aides au logement dans les zones de bruit (p. 1001); **article 2** : consultation de la commission par les autorités publiques; **article 5** : appartenance de la politique aéro-portuaire au domaine de l'Etat; transfert des charges entre aérodromes d'une même région; introduction d'un droit à indemnisation pour une servitude d'urbanisme; dépenses résultant des nuisances causées par les avions militaires (p. 1003); **article 6** : son amendement n° 34 (substituant aux mots « trois ans » les mots « quatre ans »); prolongement du délai prévu pour

l'application de la directive sur le littoral national; adopté (p. 1004); **article 7** : protection simultanée des droits des riverains, des responsables d'aérodromes et des exploitants d'aéronefs; mise à jour du code de l'aviation civile; possibilité pour les riverains de bénéficier des garanties nécessaires (p. 1005).

— **Discussion des conclusions d'un rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Gilbert Bonnemaïson et plusieurs de ses collègues modifiant la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 2455).**

Première lecture, discussion générale : copropriété constituant un mode courant de gestion du logement; nécessité de rendre plus dynamique la vie de la copropriété [3 octobre 1985] (p. 2628); systématisation de la présence d'un conseil syndical; instauration d'un droit d'accès aux comptes, absentéisme compensé par la possibilité de donner mandat à des tiers; instauration des règles de la comptabilité séparée; mise en place de comptes bancaires distincts par copropriété; allègement des conditions de majorité; cas des travaux d'économie d'énergie; dispositions relatives aux personnes handicapées à mobilité réduite; installation de certains dispositifs de sécurité (p. 2629).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : complexité des problèmes liés aux ascenseurs; gestion par informatique des systèmes de comptes bancaires séparés; nature conventionnelle du règlement de copropriété; texte clarifiant les relations entre les administrateurs de biens et les copropriétaires (p. 2632-2633); habitude des professionnels de procéder aux notifications dans des délais convenables; nécessité de laisser jouer la responsabilité au niveau de l'assemblée générale et au conseil syndical (p. 2634); **article 1^{er}** : obligation d'ouverture de compte séparé; délai de deux ans pour permettre l'adaptation des matériels; diversité des copropriétés; prise en considération de la responsabilité de l'assemblée générale (p. 2635); absence de suspicion à l'égard de la profession de syndic; attachement des Français à la notion de propriété (p. 2636); **avant l'article 2** : son sous-amendement n° 13 à l'amendement n° 6 de M. François Asensi (supprimant dans le dernier alinéa de cet amendement les mots « d'apurer les comptes et ») : adopté (p. 2637).

Deuxième lecture, discussion générale : nécessité de permettre un mode de fonctionnement plus démocratique; problème de l'obligation de compte bancaire distinct; responsabilité du choix à la copropriété; syndicats coopératifs; proposition du Sénat tendant à ériger le conseil syndical dans sa collégialité en véritable syndic; champ des compétences des unions de syndicats coopératifs; maîtrise des charges dans le domaine de l'énergie [28 novembre 1985] (p. 5023, 5025).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : établissement du principe des comptes distincts mais possibilité de déroger par décision expresse de l'assemblée générale des copropriétaires (p. 5025); **article 3** : possibilité de déroger à l'obligation de constituer un conseil syndical; compétence du juge pour désigner éventuellement un conseil syndical (p. 5026); **article 3 bis** : son amendement n° 1 (supprimant le paragraphe II de cet article); projet du Sénat transférant au conseil syndical les fonctions, les pouvoirs et les responsabilités du syndic; danger de cette disposition; **article 4** : son souhait de voir les propriétaires libres du choix de leur mandataire (p. 5027); souci de démocratiser la copropriété; **après l'article 4** : interdiction pour le syndic ou ses préposés de présider l'assemblée ou de recevoir mandat pour représenter un copropriétaire; **article 5** : son amendement n° 2 (supprimant le paragraphe IV de cet article); impossibilité d'admettre que la décision transformant un syndicat ordinaire de copropriétaires en un syndicat coopératif puisse être adoptée à la majorité des voix (p. 5028); adopté; son amendement n° 3 (cas de l'installation d'une antenne collective réceptrice de radiodiffusion); nécessité de tenir compte de l'évolution des techniques de communication; adopté; **article 5 bis** : son amendement n° 4 (précisant que chaque syndic décide parmi les services proposés par une union ceux dont il veut bénéficier); estime qu'il est souhaitable de faciliter le fonctionnement du système existant;

adopté (p. 5029) ; **article 9 bis** : son amendement n° 5 (introduisant un délai de deux mois à compter de la tenue de l'assemblée générale pour réaliser des travaux) ; nécessité d'éviter que des travaux soient réalisés avant d'être contestés par des copropriétaires défaillants ou hostiles ; adopté ; **après l'article 10** : son amendement n° 6 (compétence du juge pour procéder à une nouvelle répartition des charges en présence d'une clause réputée non écrite) : adopté (p. 5030).

Troisième lecture, discussion des articles : inscription d'une proposition de loi à l'ordre du jour ; modalité de consultation des pièces justificatives ; problèmes des comptes bancaires ; texte permettant de relancer la création d'immeubles en copropriété [19 décembre 1985] (p. 6408).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

Discussion générale : conséquences de la grève du 24 octobre 1985 sur l'ensemble des transports [24 octobre 1985] (p. 3452) ; conditions d'information du Parlement ; importance des transports pour le développement économique et social ; actions précisées dans le cadre du IX^e Plan ; modernisation et développement des technologies nouvelles (p. 3457) ; élargissement de la famille Airbus ; développement en coopération avec l'Italie de l'A.T.R. 42 ; construction aéronautique ; reprise du transport aérien international ; création du budget annexe de la navigation aérienne ; concertation avec « les aiguilleurs du ciel » ; prise en compte de l'aviation légère ; réussite du T.G.V. sud-est ; transports urbains ; construction du métro de Pékin (p. 3458) ; modernisation de la météorologie nationale ; participation de la France au satellite européen géostationnaire Météosat ; fusion de l'organisme national de sécurité routière et de l'Institut de recherche des transports ; remplacement des disques de contrôle par des cartes à mémoire ; progrès réalisés en matière de fret à partir des plates-formes aéro-portuaires ; participation des collectivités locales ; conclusion de contrats de développement ; créations d'emplois ; conséquence de la suppression du versement-transport sur les réseaux des villes grandes et moyennes (p. 3459) ; signature d'un contrat de Plan entre la S.N.C.F. et l'Etat ; déficit de la S.N.C.F. ; résultats d'Air France ; partage de l'offre dans une fourchette de 45/55 au lieu d'un stricte partage de 50/50 ; gestion d'Air Inter ; rôle d'U.T.A. dans le Pacifique ; amélioration des liaisons entre Roissy, Orly et la capitale ; création de la Chambre nationale de la batellerie artisanale (p. 3460) ; colloque sur le tourisme fluvial ; incapacité des petits transporteurs français à affronter la concurrence européenne ; conséquences d'une remise en cause de la tarification routière obligatoire ; poursuite des projets d'infrastructure ; constructions d'autoroutes ; investissements routiers ; remise en état systématique des ouvrages d'art (p. 3461) ; détaxation du gazole ; lancement du T.G.V. Atlantique ; projet du T.G.V. nord-européen Paris-Roissy-Lille-Bruxelles-Cologne ; opération d'électrification dans le Massif central, liaison fixe trans-Manche ; dimension européenne des grandes infrastructures de caractère communautaire ; amélioration de la qualité de la vie de la sécurité ; élaboration de plans de déplacements urbains ; modernisation des autocars ; sécurité ferroviaire ; nombre des accidents de la route ; mise en œuvre du programme « réagir » (p. 3462) ; mesure d'exploitation du réseau à l'occasion des migrations saisonnières ; projet de liaison fixe trans-Manche ; investissements en matériel ferroviaire par la S.N.C.F. pour le T.G.V. Atlantique ; instauration d'un baccalauréat professionnel des transports (p. 3463).

Répond à la question de :

— *M. Jacques Brunhes* présentée par M. André Duroméa : élaboration d'un schéma directeur des voies navigables ; retraite des mariners âgés de plus de 60 ans ; relance du tourisme fluvial ; création de la Chambre nationale de la batellerie ; avenir des péniches ; augmentation des crédits d'équipement (p. 3464) ;

— *M. Robert Montdargent* : financement des nouveaux appareils ; utilisation du système des avances remboursables (p. 3464) ; manque d'intérêt du système bancaire pour la construction aéronautique ; préfinancement par les compagnies ; conséquences de la déréglementation aux Etats-Unis ;

diversité des situations financières ; liberté d'Airbus vis-à-vis des compagnies aériennes (p. 3465) ;

— *M. Jacques Godfrain* : présentée par M. Serge Charles : intérêt pour la R.N. 9 et la R.N. 88 (p. 3465) ;

— *M. Daniel Goulet* : liaison Calais-Bayonne (p. 3465) ; accueil du futur lien fixe trans-Manche ; aménagement de la R.N. 28 entre Rouen et Neufchâtel ; rocade nord-sud d'Alençon ; branche de Calais-Bayonne par Saumur (p. 3466) ;

— *M. Jacques Godfrain* présentée par M. Serge Charles : intérêt des transports aériens ; progression des aides entre 1980 et 1984 ; crédits d'aide aux fédérations (p. 3466) ;

— *M. Roland Nungesser* : transformation des infrastructures ; impossibilité d'engager des grandes opérations ; conclusions du rapport Grégoire ; absence d'intervention de la Communauté européenne ; importance des réseaux de l'Europe du Nord (p. 3467) ;

— *M. Jacques Mellick* : réalisation d'embranchements fluviaux nécessaires pour rapprocher les producteurs des transporteurs ; problèmes sociaux posés à la batellerie ; mise en œuvre d'un plan social en faveur des bateliers âgés de 60 à 65 ans ; plan de rachat et de reclassement des bateaux ; aides à la réalisation d'embranchements fluviaux (p. 3468) ;

— *M. Claude Germon* : création d'une gare d'arrêt à Massy ; perspective d'interconnexion des T.G.V. ; groupe de travail présidé par l'ingénieur général Funel ; nécessité d'une enquête publique ; exigences des calendriers des travaux (p. 3469) ;

— *Mme Martine Frachon* : atouts de la profession ; problème des produits pondéreux ; effort en faveur du tourisme fluvial ; mise en œuvre d'un plan social ; problèmes de formation (p. 3469) ; structures du groupe social des bateliers (p. 3470) ;

— *M. Jean-Claude Porthault* présentée par M. Claude Germon : reprise du trafic aérien ; possibilité d'absorption de la croissance du trafic aérien par la capacité d'accueil d'Orly et de Roissy ; non opportunité d'envisager la création d'un troisième aéroport (p. 3470) ;

— *Mme Jacqueline Osselin* présentée par Mme Martine Frachon : difficultés résultant des dispositions de l'arrêté du 22 juin 1983 pour les titulaires du permis de conduire D ; cas des véhicules conçus et équipés pour le transport de quinze personnes au maximum (p. 3470, 3471) ;

— *M. Jean Fontaine* : problèmes des transports de la Réunion ; intérêt de la mission de service public conférée à Air France ; assouplissement et modulation de la tarification entre la métropole et la Réunion ; recettes moyennes au kilomètre ; attribution des tarifs spéciaux ; mise en place d'un tarif à caractère social (p. 3471).

Examen des crédits : Etat B — Titre IV : inopportunité de supprimer les 3 milliards de concours exceptionnels ; estime que M. Duroméa se comporte en porte-parole d'une organisation syndicale ; situation de la S.N.C.F. en 1981 ; projet de T.G.V. Atlantique ; financement de ce projet ; signature de contrats de Plan ; respect des victimes d'accident ; question des comités d'entreprises (p. 3473) ; **article 49** : attention portée par le Gouvernement à la R.A.T.P. ; réseau national bénéficiant d'une subvention de fonctionnement ; interrogation des provinciaux (p. 3474).

Deuxième partie :

Urbanisme, logement et transport - I Urbanisme et logement — *Discussion générale* : blocage des loyers [30 octobre 1985] (p. 3697) ; progression des crédits budgétaires ; dotations du fonds spécial de grands travaux ; déclin de l'activité du secteur du bâtiment en 1981 ; nombre de logements construits depuis 1981 ; textes sur la « location-accession » ; volume des prêts à taux privilégiés ; relèvement du plafond des intérêts d'emprunt ouvrant droit à une réduction d'impôt ; rémunération de l'épargne ; conséquences d'une application aux logements des seules lois du marché dans le secteur locatif [30 octobre 1985] (p. 3723) ; réforme de la Caisse des prêts aux H.L.M. ; création du marché hypothécaire ; adaptation des mécanismes de fonctionnement ; réhabilitation de 700 000 logements sociaux ;

efforts en faveur de l'Outre-Mer ; amélioration de la vie quotidienne ; transferts de compétence en matière d'élaboration des documents d'urbanisme ; globalisation par la D.G.E. ; simplification de certaines procédures en matière de travaux de constructions de faible importance ; conséquences d'une abrogation de la loi Quilliot ; limitation de la hausse des loyers ; situation des organismes H.L.M. (p. 3724) ; réforme de l'enseignement de l'architecture ; lancement d'une opération nationale à Romans ; rôle des aides à la personne ; accord entre organismes H.L.M. et locataires ; création des fonds d'aide aux impayés de loyers ; moralisation des adjudications ; lutte contre les situations sociales inacceptables vécues dans certains quartiers ; création de la commission pour les quartiers ; mise sur pied des programmes « génie civil » et « urbanisme et technologie de l'habitat » ; modernisation des entreprises du B.T.P. (p. 3725) ; mise en garde contre un libéralisme « sans retenue » (p. 3726).

Répond à la question de :

— *M. Germain Gengewin* : évolution de l'affectation du 1 % en 1971 ; problème de la supériorité de l'aide à la pierre ou de l'aide à la personne (p. 3729) ; gestion du 1 % (p. 3730) ;

— *M. Emile Koehl* : montant des crédits P.L.A. et P.A.P. affectés à la région Alsace ; situation des charges d'habitation ; modification des conditions de majorité au sein des copropriétés (p. 3730) ;

— *M. Jean Briane*, présentée par M. Adrien Durand : amélioration de l'habitat des propriétaires occupants ; instauration d'une réduction d'impôt en faveur des propriétaires réalisant des travaux de grosses réparations (p. 3730) ; modification du régime de la prime à l'amélioration de l'habitat ; politique d'habitat des collectivités territoriales (p. 3731) ;

— *M. Charles Fèvre* : notion de « commune tenue d'avoir un P.O.S. » ; adaptation du contenu du P.O.S. aux besoins des divers types de communes ; utilisation des documents d'urbanisme antérieurs ; aides des services de l'Etat ; définition « d'espaces de responsabilités » (p. 3731) ; problèmes des communes rurales (p. 3732) ;

— *M. Parfait Jans*, présentée par M. Paul Chomat : situation difficile du secteur du B.T.P. ; niveau des mises en chantier de logements neufs au premier semestre ; possibilité de modifier la loi de décembre 1975 relative à la soustraction ; création de la commission technique de la soustraction ; limites financières et inconvénients sociaux de l'aide à la personne (p. 3732) ;

— *M. Alain Bocquet*, présentée par Mme Muguette Jacquaint : amélioration de l'habitat ; doublement des crédits budgétaires entre 1980 et 1984 ; niveau des loyers d'un logement situé dans un immeuble rénové ; introduction de l'A.P.L. ; lancement d'une opération de réhabilitation de logements sociaux ; plafonnement des travaux (p. 3733) ;

— *M. Roland Vuillaume*, présentée par M. Pierre Weisenhorn : complexité du dossier du T.G.V. pour l'Est de la France (p. 3733) ;

— *M. Roland Vuillaume*, présentée par M. Jean Tiberi : affectation des dotations du fonds spécial de grands travaux ; adoption d'un plan de développement de la profession d'architecte (p. 3734) ;

— *M. Pierre Weisenhorn* : nombre des logements aidés et financés (p. 3734) ; cinquième tranche du fonds spécial de grands travaux ; renversement de tendance dans le B.T.P. (p. 3735) ;

— *M. Pierre Mauger*, présentée par M. Jean Tiberi : évolution de la cotisation dite du 1 % commençant avec la loi du 16 juillet 1971 (p. 3735) ;

— *M. Pierre Weisenhorn* : soutien de l'Etat au développement d'un réseau de transport dans le Haut-Rhin (p. 3735) ; logements en Alsace (p. 3736) ;

— *M. Philippe Bassinet* : politique du Gouvernement à l'égard de la recherche dans le B.T.P. ; insertion du B.T.P. dans le programme Euréka ; techniques générales de conception assistée par ordinateur ; développement de la robotique ; « pilotage automatique des équipements de la maison » (p. 3736) ; technologies concernant le B.T.P. retenues dans le programme Euréka (p. 3737) ;

— *M. Alain Richard* : projet de loi sur les simplifications administratives ; délais de paiement et facturation automatique des intérêts moratoires ; mise en place du marché hypothécaire ; majoration des déductions bénéficiant aux accédants à la propriété ; organisation du travail dans les entreprises du B.T.P. (p. 3737) ;

— *M. Maurice Ligot* : appel à la Caisse des dépôts et consignations ; rémunération de l'épargne ; inclusion du programme d'action foncière dans la D.G.E. ; conséquences de la liberté totale de licencier (p. 3738) ;

— *M. François Asensi*, présentée par M. Jean Combasteil : possibilité de conclure des accords collectifs tant pour le patrimoine du bailleur que pour un seul immeuble d'habitation ; formations de conciliations des commissions départementales des rapports locatifs (p. 3738) ; nombre des locataires administrateurs dans les offices publics d'H.L.M. ; participation des habitants par l'intermédiaire de leurs associations (p. 3739) ;

— *Mme Muguette Jacquaint* : problèmes des expulsions ; fonctionnement des fonds d'aides aux impayés ; mise à la disposition de logements sociaux vacants ; mesures prises en collaboration avec E.D.F.-G.D.F. pour éviter des coupures de gaz et d'électricité ; extension de la location de logements sociaux à certaines catégories de chômeurs ; généralisation des fonds d'aides ; dispositifs d'hébergement d'urgence (p. 3739) ;

— *M. Jean Combasteil* : réduction de l'apport ; allègement des remboursements ; revalorisation de l'aide personnelle aux logements ; dispositif protégeant l'accédant en cas de difficultés (p. 3740) ;

— *M. Louis Odru* : augmentation de l'indice de la construction ; poursuite de la campagne de maîtrise des charges ; contrat de plan avec E.D.F. ; programme de petits travaux (p. 3740) ;

— *M. René Rieubon* : efforts consentis en faveur de l'architecture et de l'enseignement de l'architecture ; dispositions introduites par la loi relative à la maîtrise d'ouvrage public et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (p. 3741) ;

Examen des crédits : titre III, état D : budgétisation des dépenses de rémunération des personnels des sept centres d'études techniques et des deux laboratoires régionaux des ponts et chaussées ; renforcement de la mobilité dans le déroulement des carrières ; affectation dans les services extérieurs de ministères (p. 3742).

— **Projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589).**

Deuxième lecture, discussion générale : problème de l'institution d'un droit réel de multipropriété ; caractère peu praticable du cadre juridique de l'indivision ; problème de l'application de la loi du 31 décembre 1976 relative à la convention d'indivision [28 novembre 1985] (p. 5013) ; détournement du régime de l'indivision de son objet ; mise en garde vis-à-vis du droit réel de multipropriété ; terme de multipropriété de nature à induire en erreur l'accédant ; formule de la société d'attribution d'immeubles à temps partagé (p. 5014).

Discussion des articles : **article 4** : utilisation du terme « apport » dans la loi de 1966 ; **après l'article 5** : estime qu'il est important que les dispositions statutaires ne puissent imposer aux associés un responsable autre que l'organe de gestion de la société qui doit être l'unique interlocuteur (p. 5016) ; **article 16** : son amendement n° 27 (précisant qu'à défaut des dispositions imposant la nomination d'un commissaire aux comptes le contrôle de la gestion doit être effectué par un technicien non associé désigné par l'assemblée) ; frais entraînés par la nomination d'un commissaire aux comptes ; nécessité d'un contrôle allégé ; adopté (p. 5019) ; **article 19 ter** : inquiétude des dirigeants du mouvement coopératif ; intérêt du Gouvernement pour cette forme du tourisme associant des associations de tourisme social et des coopérateurs (p. 5021) ; **article 22** : caractère excessif de l'interdiction absolue du terme « multipropriété » ; nécessité que l'emploi de ce terme ne puisse donner lieu à confusion (p. 5022).

Commission mixte paritaire, discussion générale : renoncement à la formule de l'indivision ; dispositions réglementaires relatives aux charges privatives ; action du Gouvernement en faveur des loisirs [19 décembre 1985] (p. 6405).

Projet de loi relatif à diverses simplifications administratives de matière d'urbanisme (n° 3012).

Première lecture, discussion générale : simplification des démarches administratives dans le cadre des relations entre l'Etat et le citoyen ; élargissement du régime déclaratif aux travaux de construction de faible importance ainsi qu'aux édifications de clôture ; distinction entre ce qui n'est pas une construction et qui n'est pas soumis à permis de construire ni à déclaration et ce qui est une construction soumise soit au régime déclaratif soit au permis de construire [3 décembre 1985] (p. 5168) ; compétence de l'architecte des bâtiments de France en matière de travaux à réaliser aux abords des monuments historiques ou dans des sites protégés ; exemple des pôles de conversion en matière de délais de réponse ; obligation pour les travaux projetés de faire l'objet d'une déclaration un mois avant leur commencement ; précise que les ressources induites par une modification de surface se traduiront sur le plan des ressources des collectivités territoriales ; attachement des Français à leur patrimoine national ; réintroduction dans le droit commun du plan d'occupation des sols des règles d'urbanisme approuvées depuis plus de dix ans (p. 5169) ; amélioration des garanties offertes aux propriétaires de terrains réservés par un plan d'occupation des sols ; réduction des délais donnés aux collectivités bénéficiaires pour aboutir à un accord amiable ; règles de « constructibilité limitée » (p. 5170).

Deuxième lecture, discussion générale : définition du champ d'application du permis de construire ; régime déclaratif, retour aux règles d'urbanisme de droit commun dans les lotissements de plus de 10 ans ; rôle de suivi des dossiers de travaux sur les monuments classés conférés à la commission régionale pour le patrimoine ; réalisation d'aires de stationnement dans les secteurs couverts par un P.O.S. [17 décembre 1985] (p. 6241, 6242).

Discussion des articles : **après l'article 4** : dispositions prises par le ministre de la culture ; rôle des commissions régionales pour le patrimoine historique, archéologique et ethnologique (p. 6242) ; état d'avancement des demandes d'autorisation de travaux sur les monuments historiques classés ; **après l'article 9** : son amendement n° 2 (insérant dans le 3^e alinéa de l'article L. 421-3 du code de l'urbanisme après les mots : « par un plan d'occupation des sols » les mots : « ou par un plan de sauvegarde et de mise en valeur ») ; extension de la participation pour non réalisation de postes de stationnement aux secteurs couverts par un plan de sauvegarde et de mise en valeur (p. 6243) ; adopté après modification ; application de la loi de 1975 sur la sous-traitance au marché privé ; constitution d'une commission technique de la sous-traitance ; opportunité de mettre les professionnels en demeure d'élaborer un code de bonne conduite (p. 6244) ; difficultés d'application de l'amendement n° 4 de la commission dans le cas d'un chantier d'un particulier construisant pour lui-même ; nombre d'ascenseurs à parois lisses existants ; impact financier de la mise en conformité pour les organismes de logement social (p. 6245) ;

AVICE (Edwige)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat :

— **M. Augustin Bonrepaux n° 769** : entreprise électronique Renix à Foix : développement de l'entreprise moins rapide que les premières estimations ne le laissaient supposer ; conséquence de la baisse de production de Renault [12 avril 1985] (p. 192) ;

— **Mme Colette Chaigneau (n° 770)** : fermeture de l'usine Peugeot à La Rochelle : forte baisse des

ventes des véhicules Talbot ; sureffectifs ; plan de mutation interne et externe [12 avril 1985] (p. 193) ;

— **M. Jean Combasteil (n° 768)** : entreprise Paumellerie électrique à la Rivière-de-Mansac : caractère déficitaire de l'activité « bâtiment » et manque de compétitivité du secteur automobile ; comité interministériel de restructuration industrielle (C.I.R.I.) [12 avril 1985] (p. 194) ;

— **M. Adrien Zeller (n° 772)** : structures bancaires alsaciennes : principes du Gouvernement dans le secteur bancaire ; application de ces principes aux banques régionales [12 avril 1985] (p. 197) ;

— **M. Raymond Douyère (n° 834)** remplacé par **M. Jean-Hugues Coljonna** : accès aux lycées militaires : capacité des établissements militaires ; aide au recrutement des grandes écoles d'officiers [24 mai 1985] (p. 1168) ;

— **M. André Soury (n° 831)** : industrie des engrais : lettre d'intention entre les actuels actionnaires de Cofaz et le groupe norvégien Norsk-Hydro ; subordination de la concrétisation de la cession du contrôle de Cofaz à Norsk-Hydro à l'accord des pouvoirs publics [24 mai 1985] (p. 1170).

B

BACHELET (Pierre)

*Député des Alpes-Maritimes
(6^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 3097) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15039).

BADET (Jacques)

*Député de la Loire
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission consultative des fréquences [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Médecine du travail** : projet de réforme de l'exercice de la médecine du travail [11 décembre 1985] (p. 5883-5884).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Première lecture, discussion des articles : après l'article 7 : remplacement pour partie de la caisse des prêts aux H.L.M. par le circuit de la Caisse des dépôts et consignations [22 mai 1985] (p. 1063) ; autonomie de gestion de la caisse des dépôts et consignations limitant l'impact des directives du ministre du logement (p. 1064) ;

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transport. I Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* priorité donnée au logement depuis 1981 ; insuffisances du système de financement mis en place en 1977 ; maintien des aides à la pierre ; diminution du coût des ressources affectées au financement du logement ; nombre des prêts aidés à l'accession à la propriété et prêts conventionnés [30 octobre 1985] (p. 3716) ; crédit P.A.L.U.L.O.S. ; résultats positifs de la commission de développement social des quartiers ; aides à la personne ; expériences de fusion des aides personnelles portant sur 70 000 logements ; adaptations techniques nécessaires des différents circuits de financement ; situation difficile des organismes de H.L.M. du secteur locatif ; alourdissement mécanique de leurs charges financières ; réaménagement de la dette ; efforts budgétaires en faveur des entreprises du bâtiment ; 1 % construction (p. 3717) ; emploi immobilier du 0,9 % au profit des offices publics ; législation protectrice des locataires ; chute de l'investissement privé dans le logement depuis 1974 ; mythe de l'initiative (p. 3718).

BADINTER (Robert)

Garde des sceaux, ministre de la justice

Fin de ses fonctions de garde des sceaux, ministre de la justice (décret du 19 février 1986 [J.O. du 20 février 1986] (p. 2791)).

DEPOTS

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577) [2 avril 1985] ;**

Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584) [2 avril 1985] ;

Projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651) [25 avril 1985] ;

Projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales (n° 2695) [23 mai 1985] ;

Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 2873) [28 juin 1985] ;

Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 2874) [28 juin 1985] ;

Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 2875) [28 juin 1985] ;

Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 2910) [10 juillet 1985] ;

Projet de loi portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale (n° 2964) [2 octobre 1985] ;

Projet de loi relatif aux Chambres adjointes au Conseil d'Etat (n° 3060) [14 novembre 1985] ;

Projet de loi relatif aux juridictions commerciales et aux modes d'élection des délégués consulaires et des membres des Chambres de commerce et d'industrie (n° 3107) [21 novembre 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS

au gouvernement de :

— **M. Michel Charzat : nazisme :** entreprise de négation de l'existence des camps d'extermination et du génocide juif [24 avril 1985] (p. 338) ; condamnation de

M. Faurisson ; possibilité offerte à certaines associations de se constituer partie civile ; importance de la mémoire historique (p. 339) ;

— **M. Jacques Godfrain : mesures envisagées en faveur des détenus :** ses observations sur la campagne menée contre son projet ; mise en cause de l'indépendance des magistrats ; projet visant à alléger certaines formalités ; traduction des auteurs de petites infractions devant le tribunal de police ; élargissement des conditions d'application de l'exécution des peines en semi-liberté ; possibilité d'exécuter une peine d'emprisonnement maximum de six mois sous la forme d'un travail d'intérêt général [29 mai 1985] (p. 1258, 1259) ;

— **M. Germain Gengenwin : déclaration du président de la commission des lois après la décision de la 1^{re} Chambre correctionnelle de Paris :** prise en compte du contexte entourant la déclaration de M. Forni [29 mai 1985] (p. 1264) ;

— **M. Jacques Fleury : politique pénitentiaire :** constructions pénitentiaires ; places nouvelles de détention ; plan annoncé à l'automne 1980 ; crédits globaux affectés à l'administration pénitentiaire ; moyens de fonctionnement ; personnels des administrations pénitentiaires [15 mai 1985] (p. 787) ; relations des détenus avec leur famille ; éducation et formation professionnelle des détenus (p. 788) ;

— **M. Jacques Godfrain : situation dans les prisons :** inflation carcérale sous le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing ; rythme des constructions entre 1968 et 1973 [15 mai 1985] (p. 796) ; humanisation des prisons ; conception de la dignité d'une société ; exigence de sécurité ; rôle des élus locaux (p. 797) ;

— **M. Georges Tranchant : engagement de poursuites par le parquet contre M. Tjibaou :** appréciation de l'opportunité des poursuites dépendant du ministre de la justice ; mise en cause d'un magistrat du Parquet [15 mai 1985] (p. 797) ; indépendance de la magistrature (p. 798) ;

orales sans débat de :

— **M. Pierre-Charles Krieg (n° 864) : circulaire de M. le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris :** renforcement du caractère accusatoire de l'audience correctionnelle ; rôle du Président du tribunal ; conduite des débats ; consentement de tous les intervenants ; circulaire du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris [21 juin 1985] (p. 1850) ;

— **M. Georges Hage (n° 867) : personnels de l'éducation surveillée :** politique de l'éducation surveillée ; arbitrages budgétaires pour 1986 ; prévention de l'incarcération des mineurs ; exclusion des jeunes placés sous protection judiciaire [21 juin 1985] (p. 1851) ; effort de prévention (p. 1852).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556).**

Première lecture, discussion générale : pratique dite « d'autocontrôle » dans les sociétés par actions ; autocontrôle indirect au moyen de participation circulaire ; définition du contrôle ; connaissance des détenteurs du capital des sociétés ouvertes et de la répartition de ce capital entre eux ; information des tiers sur des opérations incluant une certaine permanence ; nécessité de l'avis de la commission des opérations de bourse avant toute poursuite ; transparence du capital [18 avril 1985] (p. 247-248) ; publicité par déclaration ; contribution au renforcement de la protection des actionnaires (p. 249).

Discussion des articles : **article 3 :** son sous-amendement n° 6 à l'amendement n° 1 de la commission (visant, dans cet

amendement, à substituer aux mots « après avis de la commission des opérations de bourse » les mots « après que l'avis de la commission des opérations de bourse ait été demandé »; nécessaire célérité dans la répression des infractions financières (p. 250); adopté; **article 4**: son sous-amendement n° 7 à l'amendement n° 2 de la commission (visant, dans cet amendement, à substituer aux mots « après avis de la commission des opérations de bourse » les mots « après que l'avis de la commission des opérations de bourse ait été demandé »); adopté; **article 5**: son amendement n° 8 (visant à supprimer le dernier alinéa de cet article); inutilité du délai de grâce (p. 251); adopté (p. 252).

Deuxième lecture, discussion générale: assainissement des structures des groupes de sociétés; meilleure connaissance de la composition du capital [12 juin 1985] (p. 1645); inclusion des sociétés contrôlées dans le tableau des filiales et participations annexé au bilan; droits de vote attachés aux actions d'autocontrôle; définition de la notion de contrôle; prise en compte des participations inférieures à 10%; interdiction des abus (p. 1646).

Discussion des articles: **article 1^{er}**: son amendement n° 10 (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 356-1 bis de la loi du 24 juillet 1966, les mots « , même inférieur à 10 % »); définition de la participation; adopté (p. 1647); **article 5**: son amendement n° 11 (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article les mots « même inférieur à 10 % »); adopté (p. 1649).

Commission mixte paritaire, discussion générale: limitation des effets des pratiques d'autocontrôle; publicité des prises de participation dans le capital dépassant certains seuils significatifs; limitation de l'exercice des droits de vote des actions d'autocontrôle; accord de la C.M.P.; notion de contrôle de fait [27 juin 1985] (p. 2099); mécanisme de fonctionnement des assemblées générales (p. 2100).

— **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584).**

Première lecture, discussion des articles: projet tendant à établir l'égalité totale entre l'homme et la femme dans les régimes matrimoniaux et dans l'administration légale des biens des enfants; progrès réalisé par la loi de 1965; biens réservés; régime du passif de la communauté [6 mai 1985] (p. 573); conventions internationales signées par la France; absence de remise en cause du régime légal de la communauté réduite aux acquêts; gestion de la communauté; possibilité que la gestion concurrente donne lieu à des actes contradictoires; possibilité pour chacun des époux d'engager par ses dettes l'ensemble des biens communs; gains et salaires de chaque époux ne pouvant être saisis par les créanciers de l'autre que pour le paiement des dettes ayant pour objet l'entretien du ménage et l'éducation des enfants; régime restrictif de l'emprunt et du cautionnement; disparition des biens réservés de la femme; autorisation de la vente entre époux; autorisation de société entre conjoints (p. 574); administration légale conjointe des biens des enfants mineurs dans tous les cas où les deux parents exercent conjointement l'autorité parentale (p. 575); indépendance de la magistrature (p. 580).

Discussion des articles: **article 1^{er}**: amendement n° 23 de M. Edmond Garcin se bornant à renvoyer aux règles de droit commun concernant le terme du mandat; révocabilité permanente du mandat donné par un époux (p. 583); **après l'article 1^{er}**: son amendement n° 34 (visant après l'article 1^{er} à insérer l'article suivant: L'article 221 est complété par un troisième alinéa ainsi rédigé: « cette présomption demeure applicable après la dissolution du mariage »); solution permettant d'éviter en cas de décès d'un époux le blocage brutal du compte personnel du conjoint survivant; adopté (p. 584); **après l'article 5**: possibilité pour les époux de faire un inventaire de leurs biens existants (p. 585); **article 8**: son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 3 de la commission (visant à la fin de cet amendement à substituer aux mots « par le code de procédure » les mots « par décret »); adopté; limitation de l'autonomie des conjoints (p. 586); engagement solidaire des époux d'une manière systématique; **article 10**: diminution de la capacité civile des époux par la multiplication des formalités et l'exigence systématique de consentements réciproques; caractère impératif de la rapidité de décision dans les opérations de bourse (p. 587); problèmes posés par

le régime appliqué aux baux d'habitation; location d'un logement dont le bail confère au preneur un droit au renouvellement; nécessité d'éviter que les tiers locataires ne soient lésés; inutilité de multiplier les formalités requises pour la passation des baux (p. 588); **article 21**: créances entre époux ne pouvant faire l'objet d'une revalorisation qu'après la dissolution du mariage (p. 590); **avant l'article 39**: trilogie « mari — père — nom » (p. 593); mariage étant sans effet sur le nom des époux qui continuent d'avoir pour seul patronyme officiel celui qui résulte de leur acte de naissance; impossibilité pour la mère de transmettre son nom patronymique; nombre de noms entraînés par le système proposé; caractère partiel du remède proposé par la commission; nom constituant un attribut de la personnalité; problème de fond lié à la coexistence de plusieurs types de filiation; détermination du nom transmissible; problème posé par l'application dans le temps de la réforme; nécessité de pousser plus avant les travaux engagés dans des réunions interministérielles (p. 594); nécessité d'une consultation de l'opinion (p. 595); **après l'article 40**: position de la chancellerie favorable à l'exercice conjoint de l'autorité parentale par les parents divorcés; reconnaissance par la Cour de cassation de la légalité de la garde conjointe dès lors qu'elle repose sur un accord des parents; présent débat portant sur les rapports entre les conjoints dans le cadre du régime de communauté (p. 597); problème de « l'appréciation des rapports généraux liant un enfant avec son père et avec sa mère »; intérêt de l'enfant; **article 41**: article 818 du code civil ne recevant aucune application pratique; son amendement n° 19 (visant à réviser ainsi l'article 14: « l'article 818 du code civil est abrogé »); réservé; son amendement n° 20 (mesures conservatoires applicables aux biens successoraux); son amendement n° 21 (abrogation de l'article 821 et du premier alinéa de l'article 940 du code civil); réforme de la procédure applicable aux oppositions et mainlevées de scellés lors, notamment, du décès d'un des époux; caractère archaïque de la procédure actuelle (p. 598); amendements n° 20 et n° 21: adoptés; amendement n° 19: adopté (p. 599); **article 51**: son amendement n° 22 (soumission de la communauté de meubles et acquêts aux règles applicables au régime conventionnel de la communauté de meubles et acquêts prévu par les articles 1498 à 1501 du code civil); portée de la règle transitoire applicable aux époux sans avoir fait de contrat de mariage avant l'entrée en vigueur de la loi du 13 juillet 1965; adopté (p. 600).

Deuxième lecture, discussion générale: suppression des dernières séquelles de l'ancien statut d'infériorité de la femme mariée; détermination du régime applicable aux baux d'habitation passés par les époux sur des biens communs; évolution des règles juridiques sur le nom; création d'un droit à l'usage du nom du parent qui n'a pas été transmis [3 octobre 1985] (p. 2621); projet donnant à l'épouse identité de pouvoir et de droit (p. 2622).

Discussion des articles: **article 16**: invocation des articles 1442 et 262-1 du code civil lors de la séparation fautive de la part d'un conjoint; interdiction faite au conjoint ayant abandonné l'autre de demander le report de la dissolution; son amendement n° 7: devenu sans objet; son amendement: n° 8 (de coordination); devenu sans objet (p. 2624); **article 39 A**: usage du nom patronymique; appel du corps social; son sous-amendement n° 10 à l'amendement n° 6 de la commission (supprimant au début du premier alinéa de cet amendement les mots: « lors de la déclaration de naissance... »); possibilité pour les parents de procéder à tout moment à l'adjonction du nom non transmis; cas de l'enfant né avant le vote de la loi (p. 2625); adopté; son sous-amendement n° 11 à l'amendement n° 6 de la commission (insérant après le premier alinéa de cet amendement l'alinéa suivant: « toute personne majeure peut ajouter à son nom, à titre d'usage, le nom de son autre parent »); possibilité pour les adultes de porter s'ils le désirent le nom de leur mère ou de l'autre parent; non reconnaissance actuelle de l'usage du nom de la mère; projet ne constituant pas une obligation; adopté; son sous-amendement n° 12 à l'amendement n° 6 de la commission (de coordination); nécessité de prévenir les administrations; possibilité de modification de la carte nationale d'identité ou du passeport; adopté; son sous-amendement n° 14 à l'amendement n° 6 de la commission (de coordination) (p. 2626); adopté (p. 2627).

Troisième lecture, discussion générale : régime juridique des baux d'habitation ; suppression pour l'avenir de la faculté de renonciation à la communauté que les dispositions antérieures à 1965 conféraient à la femme [2 décembre 1985] (p. 5099).

Discussion des articles : **article 10** : intérêt du locataire de bonne foi commandant que l'on maintienne la disposition adoptée par l'Assemblée nationale en première et deuxième lecture (p. 5100) ; **après l'article 54** : son amendement n° 3 (suppression de la faculté de renonciation à la communauté que les textes antérieurs à 1965 conféraient à la femme) ; cas de passif important de la communauté ; situation des époux mariés avant 1966 sous le régime légal ; adopté (p. 5101).

Quatrième lecture, discussion générale : régime à appliquer aux baux d'habitation passés sur des biens communs [12 décembre 1985] (p. 6106) ; souligne la qualité des travaux parlementaires (p. 6107).

— **Projet de loi relatif aux actes et jugements déclaratifs de décès des personnes mortes en déportation (n° 2613).**

Première lecture, discussion générale : nécessité de dissiper tout risque d'équivoque à l'égard des circonstances du décès ; situation actuelle au regard de l'état civil ; cas où le corps du déporté n'a pu être retrouvé ou que son identification n'a pu être faite [7 mai 1985] (p. 620) ; apposition d'une mention « mort en déportation » par le ministre chargé des anciens combattants après enquête ; droit réservé aux ayants cause de s'opposer à cette apposition ; réglementation de la fixation de la date et du lieu du décès ; absence d'avantage spécifique pour les ayants droit ; ses observations sur les tentatives actuelles de négation des crimes nazis (p. 621).

— **Projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (p. 2391).**

Deuxième lecture, discussion générale : meilleure prise en compte de la situation difficile des victimes d'accidents de la circulation [21 mai 1985] (p. 857) ; dispositions concernant l'indemnisation des victimes indirectes des accidents ; pénalités auxquelles s'expose l'assureur tardant à faire son offre d'indemnité ou offrant une somme manifestement insuffisante ; définition des moyens permettant d'accélérer le règlement contentieux des demandes d'indemnisation ; distinction entre la procédure civile et l'organisation judiciaire ; système de l'évocation par la Cour d'appel ; nécessité de généraliser le recours au juge unique en première instance (p. 858).

Discussion des articles : **article 5** : son amendement n° 26 (indemnisation des fournitures et appareils délivrés sur prescription médicale) ; mot « biens » désignant les choses qui ont été endommagées lors de l'accident ; adopté ; son amendement n° 27 (rédactionnel) : adopté (p. 861) ; **avant l'article 6** : son amendement n° 28 (remplacement des mots « en raison de dommages corporels ou matériels causés à des tiers par un véhicule terrestre à moteur, ainsi que par ses remorques ou semi-remorques » par les mots « en raison de dommages subis par des tiers résultant d'atteintes aux personnes ou aux biens dans la réalisation desquels un véhicule terrestre à moteur, ainsi que ses remorques ou semi-remorques, est impliqué » au premier alinéa de l'article L. 211-1 du code des assurances) : adopté ; **article 7** : son amendement n° 29 (substituant au mot « corporels » les mots « résultant des atteintes à leur personne » dans la première phrase du premier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 30 (complétant le premier alinéa de cet article par la phrase suivante « ne sont pas considérés comme une indemnisation à un autre titre, les versements effectués au profit des victimes ou de leurs ayants droit qui ne peuvent pas donner lieu à une action récursoire contre le responsable des dommages ») ; rôle subsidiaire du fonds de garantie ; adopté ; son amendement n° 31 (rédactionnel) (p. 862) ; adopté ; son amendement n° 32 (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « ou lorsque, l'auteur étant reconnu, le conducteur ou une personne transportée a subi un préjudice, déterminé par décret, résultant d'une atteinte à sa personne ») ; non

prise en charge par le fonds de garantie de la réparation des dommages matériels causés par un auteur inconnu ; adopté ; son amendement n° 33 (substituant dans l'avant dernier alinéa de cet article aux mots « les indemnités qui ne peuvent être prises en charge à aucun autre titre » les mots « dans les conditions prévues au premier alinéa, les indemnités ») : adopté ; son amendement n° 34 (substituant au mot « corporels » les mots « résultant des atteintes à leur personne » dans l'avant-dernier alinéa de cet article) : adopté ; **article 10** : son amendement n° 35 (substituant aux mots « ou, s'il y a lieu, à ses héritiers » la phrase suivante « en cas de décès de la victime, l'offre est faite à ses héritiers et, s'il y a lieu, à son conjoint » à la fin du premier alinéa de cet article) (p. 863) ; adopté ; son amendement n° 36 (délai permettant à l'offre d'indemnisation d'avoir un caractère provisionnel ; délai obligeant l'assureur à formuler une offre définitive d'indemnisation) ; possibilité pour l'assureur d'apprendre la date de la consolidation longtemps après que celle-ci soit intervenue ; adopté ; **article 11** : rôle joué par l'avocat dans l'aide à la victime (p. 864) ; **article 13** : son amendement n° 37 (rédigeant le début de la première phrase de cet article par les mots « lorsque, du fait de la victime, les tiers payeurs n'ont pu faire valoir leurs droits contre l'assureur, ils peuvent se retourner... ») ; cas où la victime est étrangère à la forclusion de l'action du tiers payeur ; limitation du recours du tiers payeur contre la victime ; adopté après modification ; **article 14** : son sous-amendement n° 43 à l'amendement n° 11 de la commission (cas où l'offre faite tardivement a été acceptée par la victime) (p. 865) ; victime instituée comme bénéficiaire ; rejeté ; **article 16** : son sous-amendement n° 44 à l'amendement n° 13 de la commission (substituant aux mots « intérêts mentionnés aux » les mots « sommes dues en vertu des ») ; son sous-amendement n° 38 à l'amendement n° 13 de la commission (substituant aux mots « imputables à la victime » les mots « non imputables à l'assureur ») (p. 866) ; différentes sortes de pénalités ; cas d'une mauvaise exécution du mécanisme de l'offre ; sous-amendement n° 44 et n° 38 : adoptés (p. 867) ; **article 21 bis** : son amendement n° 39 (prévoyant qu'une publication périodique rend compte des indemnités fixées par les jugements et les transactions) ; notion de « chiffres moyens » apparaissant ambiguë ; nécessité de donner plus de souplesse au mécanisme de publication ; adopté (p. 868) ; **article 24** : reconnaissance récente du droit de recours aux caisses de sécurité sociale ; ralentissement de l'indemnisation des victimes (p. 869, 870) ; **article 29 A** : son amendement n° 40 (supprimant les mots « de toute nature » dans le deuxième alinéa de cet article) ; système de « l'assurance chasse » ne portant que sur les dommages corporels ; adopté ; **après l'article 29** : action du gouvernement en faveur de la réduction des conséquences de l'insécurité routière (p. 871) ; sa référence à sa circulaire appelant les parquets à être vigilants et fermes ; moyens existants à la disposition des associations œuvrant pour réduire l'insécurité routière ; reconnaissance exceptionnelle du droit pour des associations d'être des sortes « d'auxiliaires du ministère public » ; importance du contentieux en matière de sécurité routière ; **après l'article 38** : son amendement n° 41 (insérant après cet article une section V relative à l'organisation judiciaire, prévoyant que le tribunal de grande instance connaît à juge unique des litiges auxquels peuvent donner lieu les accidents de la circulation terrestre) ; disposition permettant d'éviter des demandes dilatoires de renvoi à la collégialité ; meilleure répartition des affaires entre les magistrats ; garantie d'accélération ; adopté (p. 872) ; **article 40** : son amendement n° 42 (substituant au mot « deux » le mot « trois » dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article) ; dispositions de droit transitoire dans l'intérêt des victimes ; extension du champ d'application de la loi ; adopté (p. 873).

Commission mixte paritaire, discussion générale : « intérêts » versés au Trésor public par le fonds de garantie en cas d'offre manifestement insuffisante ; conséquences de l'apparition et du développement du phénomène automobile sur le droit de la responsabilité civile ; protection des victimes les plus exposées ; fin des développements juridiques relatifs à la notion de force majeure ; accélération de l'indemnisation des victimes ; limitation des affaires portées devant les tribunaux ; lancement d'une campagne d'information en faveur du respect des règles de circulation [25 juin 1985] (p. 1931).

— **Discussion des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Jean-Pierre Michel et plusieurs de ses collègues relative à la clause pénale (n° 2666).**

Première lecture, discussion générale : Problème de l'interprétation de la loi de 1975 sur la possibilité donnée au juge de statuer d'office ; position de la doctrine et de la jurisprudence ; multiplication des opérations de crédit ; règlement des situations inéquitables ; atteinte au principe de la liberté contractuelle ; cas où le juge peut statuer d'office ; adoption de dispositions tendant à mettre fin au développement des organismes dits « de gestion de dettes » [3 juin 1985] (p. 1378).

Discussion de l'article unique : après l'article unique : son amendement n° 1 (prévoyant qu'est nulle de plein droit toute obligation de remboursement de frais ou rémunération des services d'un intermédiaire se chargeant ou se proposant d'examiner la situation d'un débiteur) (p. 1378) ; prolifération des organismes dits « de gestion de dettes » ; engagement stipulant que le mandataire n'a aucune obligation de résultat ; alourdissement des charges des débiteurs ; recrudescence des publicités ; contrôles rendus difficiles par l'existence d'offices à domicile ; limite des actions de prévention et d'information ; prohibition de ces activités ; insuffisance des incriminations du code pénal ; situation des membres des professions juridiques et judiciaires réglementées ; adopté : son amendement n° 2 (sanctions pénales en cas d'exercice d'une des activités interdites) : adopté ; son amendement n° 3 (exclusion de certaines personnes du champ d'application de l'interdiction) (p. 1379) ; adopté après modification ; son amendement n° 4 (entrée en vigueur des dispositions) : adopté ; **titre :** son amendement n° 5 (complétant le titre de la proposition de loi par les mots : « et au règlement des dettes ») : adopté (p. 1380).

Deuxième lecture, discussion générale : possibilité pour le juge de réduire ou d'augmenter d'office une clause pénale manifestement excessive ou dérisoire ; cas de l'exécution partielle du contrat [27 juin 1985] (p. 2101) ; organismes de gestion de dettes ; principe de la nullité des conventions conclues en la matière ; non application des dispositions à certaines professions ; protection des consommateurs ; exclusions des sociétés et des commerçants du champ de la loi ; délai de grâce que le juge peut accorder à un débiteur ; problèmes posés par l'exécution forcée d'une obligation lorsque le débiteur se trouve de bonne foi dans une situation financière compromise (p. 2102).

Troisième lecture, discussion générale : dispositions relatives au droit à l'indemnisation ; cas des accidents survenus entre la publication de la loi et le 1^{er} janvier 1986 [3 octobre 1985] (p. 2627).

— **Projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651).**

Première lecture, discussion générale : nécessité de sauvegarder les documents afférents à la vie judiciaire ; état insuffisant des archives judiciaires ; création de la commission permanente des archives et de l'histoire de la justice ; audiovisuel pouvant seul restituer la vie de l'audience et le comportement des protagonistes ; dépôt du rapport Braunschweig en février 1984 ; enregistrement des audiences devant les juridictions administratives et judiciaires dans la perspective d'une utilisation différée ; problème de la détermination de l'autorité responsable du choix des débats à enregistrer [3 juin 1985] (p. 1382) ; décision appartenant au président de la juridiction concernée ; préservation de la sérénité de l'audience ; non utilisation de l'enregistrement pour commenter ou illustrer l'actualité ; hostilité des organisations professionnelles de magistrats et d'avocats à la diffusion télévisée des procès ; risque d'atteintes aux droits de la personnalité et à la présomption d'innocence ; situation en droit comparé ; possibilité de consultation du document pendant les vingt années suivant la clôture du procès ; régime de la reproduction ; liberté de la consultation et de la reproduction après cinquante ans (p. 1383) ; rapports entre la justice et les médias ; respect des droits de chacun des justiciables ; sa référence à la retransmission d'un procès aux Etats-Unis (p. 1385) ; intérêt du délai de vingt ans (p. 1386).

Discussion des articles : **article 3 :** son sous-amendement à l'amendement n° 4 de la commission (tendant à supprimer le mot « concerné ») : adopté (p. 1386) ; son sous-amendement n° 15 à l'amendement n° 6 de la commission (supprimant à la fin du dernier alinéa de cet amendement les mots « s'il y a lieu ») ; maintien de la seule référence au ministère public ; adopté (p. 1387) ; **article 8 :** inopportunité d'associer le ministre de l'intérieur à l'autorisation de consultation ; son amendement n° 14 (rédigeant ainsi la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article « accordée, après que tout intéressé a été mis en mesure de faire valoir ses droits, par le président du tribunal de grande instance de Paris ou par le juge qu'il délègue à cet effet ») (p. 1388) ; adopté ; inopportunité de confier le pouvoir d'autorisation de diffusion au garde des sceaux ; intervention de la diffusion après le jugement ; pouvoir de la commission des archives audiovisuelles ; référence au « caractère historique certain » (p. 1389) ; **après l'article 8 :** absence d'intérêt pratique de l'amendement n° 16 de M. Edmond Garcin ; amendement substituant au consentement des parties leur simple avis (p. 1390).

Commission mixte paritaire, discussion générale : sauvegarde du patrimoine historique de la justice ; accord de la C.M.P. ; autorité habilitée à décider de l'enregistrement des audiences [27 juin 1985] (p. 2098).

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732).**

Première lecture, discussion générale : domaine d'application du protocole ne contrariant pas les dispositions du droit interne [21 juin 1985] (p. 1872) ; maintien ou institution de la peine de mort pour des actes commis en temps de guerre ou de danger imminent de guerre ; notion de danger imminent de guerre ; constitutionnalité du protocole ; décision du Conseil constitutionnel du 22 mai 1985 ; non irréversibilité de l'abolition de la peine de mort ; possibilité de dénonciation ; portée morale de la ratification ; instauration d'un système de protection supra-nationale des droits de l'Homme par la convention ; texte constituant le produit d'une longue réflexion ; notion et contenu des droits de l'Homme (p. 1873) ; suppression de la peine de mort par le législateur révolutionnaire ; carte des pays abolitionnistes ; droit au respect de l'intégrité de la personne humaine ; assimilation de la peine de mort à la torture (p. 1874) ; impropriété des termes de « peines de remplacement » ; abolition de la peine de mort rendant inévitable une nouvelle définition de l'échelle des peines ; retard pris dans la rédaction du nouveau code pénal ; durcissement de la répression ; définition de la période de sûreté (p. 1881).

Projet de loi autorisant la notification d'une convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (n° 2731).

Première lecture, discussion générale : identification de la torture comme un fléau spécifique ; ratification de la convention des Nations-Unies ; originalité du texte ; répression des faits de torture en tant qu'infractions pénales ; définition de la torture ; obligation des Etats parties ; cas des méthodes sophistiquées de torture ; instauration d'un système de compétence pénale universelle ; mise sur pied d'un système de contrôle international de l'application de la convention par la création du comité contre la torture [21 juin 1985] (p. 1883) ; compétence du comité pour examiner des communications inter-étatiques (p. 1884).

— **Projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales (n° 2695).**

Première lecture, discussion générale : amélioration du fonctionnement de la justice ; modernisation des techniques et des méthodes ; limitation des formalités inutiles ; meilleure

répartition de la charge des contentieux ; accroissement de la petite et moyenne délinquance ; amélioration du traitement des contraventions ; durée des instructions judiciaires ; résorption des postes vacants de magistrats et de fonctionnaires [25 juin 1985] (p. 1934) ; amélioration des règles procédurales ; travaux des commissions Toubas et Léauté ; renforcement des droits de la défense ; nécessité d'éviter l'ouverture d'informations judiciaires non indispensables ; allègement des procédures d'instruction ; mise en place des « secrétariats communs » ; procédure de jugement ; cas de violation d'une formalité procédurable essentielle devant la Cour d'assises ; surcharge des tribunaux correctionnels ; part des « délits-papiers » dans l'ensemble des délits ; conséquences de cette « contraventionnalisation » pour les tribunaux de police (p. 1935) ; procédure de l'amende forfaitaire et de l'amende pénale fixe ; exécution de la condamnation ; procédure de l'itératif défaut ; effet négatif des courtes peines d'emprisonnement ; faculté pour les juges d'application des peines de demander l'accomplissement d'un travail d'intérêt général ; non remise en cause de l'autorité de la chose jugée ; possibilité de recourir à la semi-liberté lorsque l'emprisonnement n'excède pas un an ; ses observations sur l'accusation « d'amnistie rampante » ; réduction des détentions provisoires (p. 1936) ; moyens à la disposition du ministère de la justice en matière de semi-liberté (p. 1940) ; texte ayant fait l'objet d'une longue concertation ; caractère « décousu » de la législation sur la procédure pénale ; objectifs de modernisation et d'humanisation ; progrès de la semi-liberté ; travail d'intérêt général ; danger de la détention pour les petits délinquants (p. 1943) ; application des travaux d'intérêt général aux insoumis en temps de paix ; expérience mise en œuvre par le tribunal de Besançon pour les « témoins de Jéhovah » ; problème de la contrainte par corps ; nombre de places de prisons construites annuellement de 1981 à 1984 ; coopération des municipalités ; absence de préoccupation électorale (p. 1944).

Discussion des articles : **avant l'article 12 :** son amendement n° 43 (complétant le premier alinéa de l'article 82 du code de procédure pénale par les mots « et toutes mesures de sûreté nécessaires ») ; objet de l'article 82 du code de procédure pénale ; cas où le parquet requiert un contrôle judiciaire ou une détention provisoire ; adopté (p. 1953) ; **article 17 :** amendement n° 55 de M. Pascal Clément créant une équivoque dans le texte de cet article (p. 1955) ; **article 20 :** dualité d'experts ne signifiant pas expertise contradictoire ; nécessité de veiller au respect des droits de l'inculpé et de la partie civile ; expertise pénale ; **article 23 :** notification des conclusions des experts ; cas des expertises factuelles (p. 1957) ; notification par lettre ne remettant pas en cause les droits de la défense ; délai de quinze jours apparaissant comme insuffisant pour des décisions motivées (p. 1958) ; **après l'article 24 :** insuffisance des délais prévus à l'article 175 du code de procédure pénale relatif au réquisitoire du parquet (p. 1959) ; **après article 31 :** tirage au sort d'un gardien de prison comme juré d'assises ; **article 33 :** non suppression d'un moyen de nullité ; institution d'une échéance (p. 1960) ; cas des nullités pouvant entacher la procédure précédant l'ouverture des débats (p. 1961) ; **article 42 :** problème de l'application d'une peine de substitution (p. 1962) ; **article 46 :** *article 529-2 du code de procédure pénale :* nature juridique de la requête visée dans le texte proposé pour cet article du code (p. 1964) ; *article 529-4 du code de procédure pénale :* application pratique de l'amendement n° 45 de M. Jean-Jacques Barthe apparaissant difficile (p. 1965) ; **article 50 :** saisine du juge de l'application des peines par l'intéressé ; situation des délais ouverts au tribunal par voie de circulaire ; tribunal se prononçant à la requête du juge de l'application des peines (p. 1967) ; ses observations sur la rédaction de cet article (p. 1968) ; **avant l'article 55 :** implantation de permanences éducatives dans les tribunaux pour enfants ; délits lourdement sanctionnés commandant une détention ; placement en détention motivé par l'échec d'autres solutions ; réduction à l'extrême de l'incarcération des mineurs (p. 1969) ; **après l'article 64 :** son amendement n° 1 (rédigé ainsi le deuxième alinéa (1°) de l'article 706-3 du code de procédure pénale : « 1° Ces faits, soit ont causé un dommage corporel et ont entraîné la mort, une incapacité permanente ou une incapacité totale de travail personnel pendant plus d'un mois, soit sont prévus et réprimés par les articles 331 à 333-1 du code pénal ») ; renforcement des droits des victimes ; cas des viols et des attentats à la

pudeur ; reconnaissance qu'un trouble grave dans les conditions de vie peut entraîner indemnisation ; adopté (p. 1971) ; nécessité de prêter une attention vigilante aux situations humaines personnelles (p. 1972) ; **après l'article 65 :** absence d'incidence de l'amendement n° 39 de la commission sur les élections de 1986 (p. 1973) ; son amendement n° 44 (sanctions pénales relatives au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises) ; répression des atteintes portées aux intérêts du débiteur ou des créanciers ; adopté ; son amendement n° 71 (remplaçant au dernier alinéa du III de l'article 29 de la loi du 10 juin 1983, les mots « 1^{er} janvier 1986 » par les mots « 1^{er} janvier 1987 ») ; effort de rationalisation des méthodes et des structures entrepris pour les greffes ; adopté (p. 1974) ; **après article 66 :** situation judiciaire à Mayotte (p. 1975).

Deuxième lecture, discussion générale : progrès intervenus en matière de justice civile et pénale ; nécessité d'améliorer le déroulement du procès pénal ; régime de la déclaration d'adresse ; procédure de l'itératif défaut [26 novembre 1985] (p. 4863) ; régime des travaux d'intérêt général ; régime de la semi-liberté (p. 4864).

Discussion des articles : **avant l'article 10 :** amendement n° 24 tendant à conforter les garanties du secret professionnel et des droits de la défense ; régime juridique actuel des perquisitions chez les avocats ; nécessité d'une concertation pour étudier les conditions dans lesquelles le bénéfice des dispositions pourrait être étendu à d'autres professions que celle d'avocat (p. 4866) ; **article 23 :** ses observations sur l'amendement n° 9 de la commission (p. 4868) ; **article 33 :** ses observations sur l'amendement n° 16 de la commission (p. 4870) ; **article 42 :** conséquence du mécanisme d'itératif défaut ; nécessité d'introduire une plus grande souplesse (p. 4871) ; **article 65 sexes :** son amendement n° 1 (régime de la délivrance des copies de pièces par les greffes) (p. 4873) ; moyens en personnel et en matériels des juridictions ; nombre des fonctionnaires affectés à l'instruction ; adopté ; **article 67 :** son amendement n° 2 (d'harmonisation) ; adopté ; **titre :** ses observations sur l'amendement n° 23 de la commission (p. 4874).

Commission mixte paritaire, discussion générale : réglementation des perquisitions opérées au domicile ou au cabinet d'un avocat ; nécessité d'harmoniser par avance les textes futurs avec ceux du présent projet de loi [12 décembre 1985] (p. 6108) ; qualité du travail parlementaire (p. 6109).

Discussion des articles : **article 10 A :** son amendement n° 1 (tendant dans le texte proposé pour l'article 56-1 du code de procédure pénale à supprimer le mot : « instructeur ») ; limitation de la commission mixte paritaire de la conduite des perquisitions au cabinet d'un avocat ou à son domicile au seul juge d'instruction (p. 6109) ; nécessité de reconnaître au Procureur de la République la possibilité d'effectuer ces perquisitions lorsque aucun juge d'instruction n'est présent sur les lieux de l'opération ; adopté ; **après l'article 65 sexes :** son amendement n° 2 (d'harmonisation) ; transfert des attributions actuelles du juge d'instruction à la chambre d'instruction ; compétences respectives du juge d'instruction et de la chambre d'instruction ; modification et appel des décisions et ordonnances ; possibilité reconnue à la chambre d'instruction de faire application des dispositions du troisième alinéa de l'article 175 du code de procédure pénale ; adopté (p. 6110).

— Projet de loi portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale (n° 2964).

Première lecture, discussion générale : détermination du champ de la prévention ; mérites du système accusatoire ; inapplicabilité de cette procédure en France ; instauration de déséquilibres de moyens au profit du ministère public ; non mise en cause des mérites personnels des juges d'instruction ; propositions de réforme ; problème de la jeunesse de certains juges [14 octobre 1985] (p. 2982) condition spécifique du juge d'instruction ; recherche de la vérité à charge et à décharge ; prise de décisions juridictionnelles par le juge d'instruction ; contradiction de l'unicité du juge d'instruction avec la tradition de collégialité en droit français ; institution de chambres d'instruction ; maintien du statut des magistrats instructeurs ; délégation par la chambre

d'instruction d'un juge aux fins de réunir les éléments utiles à la manifestation de la vérité ; autorité sur la police judiciaire ; amélioration de la sécurité des magistrats ; intérêt du travail en commun ; garanties de la collégialité s'agissant des décisions essentielles de l'instruction préparatoire ; réunions de travail tenues avec les organisations professionnelles de magistrats (p. 2983) droit à la collégialité laissée à la discrétion des parties ; problème du placement en détention provisoire ; renonciation éventuelle à la collégialité ; compétence de la chambre d'instruction pour soumettre à la chambre d'accusation les demandes de nullité ; accroissement nécessaire des effectifs ; entrée en vigueur du texte ; extension de la réforme de l'instruction aux juridictions pour mineurs ; conformité du projet à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme ; problème de la détention provisoire ; ses observations sur l'éventuelle « déresponsabilisation » des magistrats instructeurs (p. 2984) projet renforçant la continuité de l'instruction (p. 2985) ; projet ne concernant que la réforme de l'instruction ; position de l'opposition à l'égard du projet ; absence d'improvisation ; impossibilité d'instituer une procédure accusatoire du fait de la structure du parquet et de la police judiciaire ; limitation du domaine de l'instruction par la loi « Sécurité et Liberté » ; accord formulé par M. Chirac sur ce projet ; travail d'équipe (p. 2994) concertation avec les organisations professionnelles ; inopportunité d'étudier le secret de l'instruction à l'occasion de ce projet ; procédure collégiale d'instruction de 1808 (p. 2995) ; accord implicite de l'ensemble de l'opposition sur ce texte ; report de la date de mise en œuvre du texte (p. 2996).

Discussion des articles : article 14 : garanties de la liberté individuelle (p. 2999) ; exécution des mandats d'amener et des mandats d'arrêt ; différentes natures de mandat ; problème du placement en détention provisoire (p. 3000) ; **article 27 :** absence d'incompatibilité entre le fait de participer à une juridiction statuant sur la détention provisoire et le fait de connaître du fond de l'affaire (p. 3002).

Deuxième lecture, discussion générale : pouvoirs du juge d'instruction [2 décembre 1985] (p. 5101) ; nécessité d'une réforme du régime actuel de l'instruction ; rôle de la chambre d'instruction ; caractère positif des amendements adoptés par le Sénat ; mise en œuvre du projet n'entraînant aucune suppression de petite juridiction (p. 5102) ; paradoxe de l'attitude de M. Jean Foyer consistant à être d'accord sur le principe de la réforme et à ne pas accepter le projet tout en étant incapable d'en proposer un autre ; dissociation des fonctions ; garanties offertes par la chambre d'instruction ; nombre de postes de magistrats utilisés par la création de chambres d'instruction dans les petits tribunaux de grande instance à une chambre (p. 5103).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* progrès des libertés ; progrès de la modernité ; progression du budget de la justice ; modernisation de la justice [5 novembre 1985] (p. 3887) ; développement de l'information ; révision des méthodes de travail ; transfert de charges entre le ministère de la Justice et les collectivités locales (p. 3888) ; conditions des victimes ; politique de prévention et de réinsertion ; amélioration des conditions de détention ; prime de sujétion spéciale des personnels pénitentiaires (p. 3889) ; renforcement du dispositif de santé (p. 3890) ; conditions des drogués incarcérés ; problème de l'éducation surveillée ; remboursement des dépenses de justice par l'Etat aux départements et communes ; permanences éducatives (p. 3896).

Répond à la question de :

— *M. Georges Tranchant :* circulaire du 25 juillet 1985 relative au contrôle de la situation des étrangers désireux de se marier en France ; mariages de complaisance ; maîtrise par le garde des sceaux de l'opportunité des poursuites (p. 3897) ;

— *Mme Colette Chaigneau :* aide judiciaire ; politique de prévention de la délinquance (p. 3898) ;

— *M. Roger Rouquette :* problème de la détention provisoire des mineurs (p. 3898, 3899) ;

Examen des crédits : état B, titre III : son amendement n° 53 (majoration des crédits) ; réforme de la procédure d'instruction en matière pénale ; création de chambres d'instruction ; adopté (p. 3899).

Budgets annexes de la Légion d'Honneur et de l'Ordre de la Libération. — *Discussion générale :* diminution du budget de l'ordre de la Légion d'Honneur ; nouveau bâtiment scolaire de la Maison d'éducation de Saint-Denis ; ravalement des bâtiments de la Grande Chancellerie [5 novembre 1985] (p. 3907) ; Maison d'éducation de Saint-Denis ; gestion rigoureuse des ordres nationaux (p. 3908).

— Projet de loi relatif aux chambres adjointes du Conseil d'Etat (n° 3060)

Première lecture, discussion générale : retard du Conseil d'Etat [2 décembre 1985] (p. 5106) ; évolution du nombre des affaires jugées ; nécessaire équilibre entre la mission juridictionnelle du Conseil d'Etat et sa fonction consultative ; nouvel accroissement des effectifs du Conseil d'Etat ne pouvant résoudre le problème posé ; inopportunité du transfert de certaines compétences aux juridictions de l'ordre judiciaire ; inopportunité de la création d'une cour administrative nationale ; modalités d'élaboration de la réforme ; compétences des trois chambres adjointes (p. 5107) ; composition des chambres adjointes ; présidence des chambres adjointes par le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat ; possibilité de porter une affaire devant l'une des deux formations supérieures de jugement du Conseil d'Etat (p. 5108) ; accès des membres des tribunaux administratifs au Conseil d'Etat ; modalités d'élaboration du projet ; nécessité d'un apport d'environ 70 magistrats extérieurs au Conseil d'Etat ; inopportunité de faire du Conseil d'Etat un juge de cassation (p. 5113).

Discussion des articles : article 4 : procédure de renvoi ne devant pas être conçue comme une sorte de recours à une juridiction supérieure dans l'intérêt des parties ; recrutement des chambres adjointes garantissant l'indépendance et la compétence de leurs membres (p. 5115) ; **article 7 :** s'oppose à l'adoption de l'amendement n° 2 de la commission ; nécessaire limitation du recrutement des chambres adjointes à des membres des tribunaux administratifs ayant les grades de conseillers de première classe et de conseillers hors classe ; personne détenant le grade de président de tribunal administratif devant exercer effectivement les fonctions de président de formation de jugement ; impossibilité de déroger au principe selon lequel une échelle de rémunérations atteignant l'échelle B doit toujours être justifiée fonctionnellement (p. 5116) ; **article 8 :** principe du recrutement latéral ; impossibilité d'affecter aux chambres adjointes soixante-dix personnes déjà en fonction dans le corps des tribunaux administratifs sans désorganiser la juridiction administrative du premier degré ; amélioration du fonctionnement de la juridiction administrative au niveau de l'appel ne devant pas entraîner une dégradation du fonctionnement des tribunaux administratifs (p. 5117) ; composition de la commission chargée de sélectionner les membres de juridictions administratives (p. 5118).

— Projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861).

Troisième lecture, discussion des articles : article 9 quinquies : son amendement n° 1 (cumul des mandats d'administrateur et de membre du conseil de surveillance) ; sanctions applicables en cas de dépassement des limites de cumul de postes ; adopté ; **article 9 septies :** son amendement n° 2 (rémunération du président du conseil de surveillance) [12 décembre 1985] (p. 6105) ; adopté ; **article 18 bis :** son amendement n° 3 (tendant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots : « qui suit la fin du » à remplacer les mots « quatrième trimestre » par les mots : « deuxième trimestre ») ; délai fixé pour la première publication trimestrielle de la situation de trésorerie des entreprises émettrices de billets de trésorerie ; adopté ; **article 19 :** son amendement n° 4 (exemption pour les sociétés mentionnées audit article de l'obligation d'établir et de publier des comptes consolidés et un rapport sur la gestion des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe) ; principe selon lequel une société doit pour émettre des billets de trésorerie être en mesure d'établir des comptes consolidés ; adopté (p. 6106).

Modification de l'ordre du jour prioritaire : discussion du projet de loi sur le congé de formation économique, social et syndical [12 décembre 1985] (p. 6103).

BALLIGAND (Jean-Pierre)

Député de l'Aisne
(3^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [27 juin 1985] (p. 2140).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (économie, finances et budget : charges communes, services économiques et financiers ; comptes spéciaux du Trésor) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045, 12046).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances et de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951), annexe n° 14 : économie, finances et budget : (tome 1) : charges communes ; (tome 2) : services économiques et financiers ; (tome 3) : comptes spéciaux du Trésor (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Concurrence** : obligation pour les industriels d'opérer des versements aux grandes centrales d'achat [5 juin 1985] (p. 1466) ; politique que le Gouvernement entend mener en matière de transparence des conditions d'achat des produits industriels par la grande distribution française (p. 1467).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Première lecture, discussion générale : modernisation des moyens financiers nécessaires à l'adaptation de l'économie française ; mise en place d'une fiscalité équilibrée sur les produits financiers nouveaux ; taxation des primes de remboursement ; levée des obstacles juridiques à la création de marchés à termes ; création par les régions françaises d'instituts de participation régionale [22 mai 1985] (p. 1032) ; cas du soutien de la région Picardie à la société M.B.K. ; transparence fiscale des S.C.R. contribuant au renforcement des fonds propres des sociétés françaises non cotées ; réforme du financement hypothécaire ; réduction du coût des prêts immobiliers au secteur non aidé ; réduction du coût d'émission des obligations (p. 1033).

— **Projet de loi relatif à la dotation de fonctionnement (n° 2800).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : importance de la D.G.F. pour le financement des collectivités locales [28 juin 1985] (p. 2217) ; réforme de la D.G.F. ; non remise en cause de la référence à l'indice 334 de la fonction publique ; rejet de la régularisation négative par la commission des lois ; volume total des ressources attribuées à la D.G.F. ; transfert de la prise en compte de

l'indice du revenu moyen de la dotation de compensation à la dotation de péréquation ; définition de la notion d'effort fiscal excluant la taxe professionnelle ; notion de revenu ; définition des critères de la dotation de compensation ; aménagement de la transition entre l'ancien et le nouveau régime de la D.G.F. (p. 2218).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : recevabilité de l'amendement n° 1 de la commission (p. 2228) ; **article 6** : son amendement n° 35 (attribution d'une dotation de péréquation à toutes les communes dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur au double du potentiel fiscal des communes appartenant au même groupe démographique) ; définition du revenu pris en compte dans le calcul de la dotation de péréquation ; revenus moyens de la strate démographique concernée pris pour référence ; devenu sans objet (p. 2230) ; **article 7** : son amendement n° 36 (substituant à la fin du 3^e alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-5 du code des communes aux mots « définis à l'article L. 234-6 » les mots : « tel qu'il est défini à l'article L. 234-6 à l'exception de la part de ce potentiel correspondant à la taxe professionnelle ») ; notion d'effort fiscal renvoyant au niveau de pression fiscale constatée sur les impôts acquittés par les ménages ; adopté ; son amendement n° 37 (substituant dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-5 du code des communes aux mots « des quatre taxes directes locales », les mots « des trois taxes directes locales visées aux a, b, c de l'article L. 234-7 ») ; adopté (p. 2232) ; **article 9** : son amendement n° 38 (supprimant l'avant-dernier alinéa (e) du texte proposé pour l'article L. 234-7 du code des communes) ; suppression de la mention de la taxe professionnelle dans la composante de l'effort fiscal ; adopté [29 juin 1985] (p. 2241) ; **article 12** : son amendement n° 39 (supprimant le 5^e alinéa 4^e du texte proposé pour l'article L. 234-10 du code des communes) ; adopté (p. 2243) ; **article 24** : proposition de la commission des finances de ramener de 10 à 5 ans la période transitoire ; exemple du versement représentatif de la taxe sur les salaires ; maintien d'une garantie de ressources significative (p. 2250) ; accélération de la mise en place de la réforme ; passage d'un taux de 90 % à un taux de 80 % pour la première année ; son amendement n° 40 (substituant dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-21-1 du code des communes le chiffre « 20 » au chiffre « 10 ») ; adopté (p. 2251) ; **article 30** : son amendement n° 41 (sommes correspondant aux exonérations permanentes bénéficiant aux résidences universitaires et aux casernements des personnels des armées) ; adopté ; son amendement n° 42 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; adopté (p. 2254).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : montant de l'encours de la dette publique ; continuation du remboursement anticipé de certains emprunts contractés par l'Etat ; faible progression des ressources traditionnelles du Trésor ; recours au marché obligataire ; comparaison du ratio français de la dette des administrations publiques par rapport au P.I.B. et aux ratios étrangers [15 octobre 1985] (p. 3167) ; évolution des socialistes ; taux de marge et fonds propres des entreprises (p. 3168) ; **article 23** : situation difficile des collectivités locales ; faiblesse des taux d'augmentation des taux d'impôts locaux ; autonomie des communes ; contraintes budgétaires nationales [18 octobre 1985] (p. 3273) ; **article 26 et état A** : maintien des choix prioritaires ; crédibilité des hypothèses économiques retenues ; baisse de l'impôt sur le revenu ; augmentation des frais de garde déductibles (p. 3288).

Deuxième partie :

Budgets annexes, de l'imprimerie nationale et des monnaies et médailles, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. — *Discussion générale* : Rapporteur spécial : stabilisation du nombre des comptes spéciaux du Trésor ; montant des ressources ; différents types de comptes [30 octobre 1985] (p. 3669) ; ressources provenant des enjeux ; compte du « soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels » ; révision du montant de la redevance sur les consommations d'eau ; comptes spéciaux retraçant les activités autonomes de l'Etat dépensier ; aug-

mentation des frais de perception des redevances ; transformation de l'« Union des groupements d'achats publics » en établissement public à caractère industriel et commercial ; comptes retraçant les opérations de l'Etat prêteur ; équilibre des comptes d'avances (p. 3670).

Economie, Budget et Finances et Consommation.

— *Discussion générale* : Rapporteur spécial : budget « fourre-tout » ; diminution du nombre des chapitres ; transfert de l'allocation aux adultes handicapés ; interventions publiques ; dépenses en capital ; service de la dette [13 novembre 1985] (p. 4261) ; progression de l'endettement de l'Etat ; niveau de l'endettement des pays voisins membres de l'O.C.D.E. ; appréciations de la presse étrangère sur la politique du Gouvernement ; dette nette des administrations publiques ; encours de la dette extérieure de l'Etat ; crédits attribués aux services économiques et financiers ; problème de la maîtrise des prix ; activités de la direction de la concurrence et de la consommation ; distribution (p. 4262) ; liste des saisines ministérielles de la commission ; prélèvements opérés par les supercentrales d'achats pour faire référencer de nouveaux produits dans les supermarchés ; contrôles des ententes illicites ; fusion de la direction de la concurrence et de la consommation avec celle de la consommation et de la répression des fraudes (p. 4263) ; comparaison des taux de croissance et d'endettement (p. 4274).

Examen des crédits : I. — **Charges communes : Etat B — Titre IV** : remise en cause des conventions passées entre les partenaires intéressés ; réévaluation des taux d'intérêts (p. 4280) ; II. — **Services financiers : Etat B — Titre III** : maintien du chapitre 37-08 à l'Etat F (p. 4281).

BALLY (Georges)

*Député de l'Isère
(7^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

BALMIGERE (Paul)

*Député de l'Hérault
(4^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe commun [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole [J.O. du 29 juin 1985] (p. 7291).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural (n° 3008) [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14815).

QUESTIONS

oraux sans débat :

— n° 791, posée le 23 avril 1985 : **société nationale des chemins de fer français (ateliers : Hérault)** (p. 325) ; appelé le 26 avril 1985 : **dépôt S.N.C.F. de Béziers** : perte de 110 emplois au dépôt S.N.C.F. de Béziers entre 1982 et 1985 ; inquiétude soulevée par la signature prochaine du contrat de plan entre l'Etat et la S.N.C.F. (p. 438) ; atelier « réparation » de Béziers restant la pièce maîtresse de l'activité industrielle locale ; baisse des emplois dans les services et dans le commerce ; construction d'une fosse permettant de réparer certaines machines de la S.N.C.F. (p. 439) ;

— n° 804, posée le 2 mai 1985 : **établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (cliniques et établissements privés : Hérault)** (p. 549) ; appelée le

3 mai 1985 : **clinique mutualiste de Béziers** : fixation d'un prix de journée sans lien avec la réalité de l'établissement ; existence d'un découvert bancaire (p. 559) ; mise en cause de la liberté de choix des malades ; réduction de postes ; faveur donnée aux intérêts privés (p. 560) ;

— n° 939, posée le 10 décembre 1985 : **emploi et activité (politique de l'emploi : Hérault)** (p. 5851) ; appelée le 13 décembre 1985 **situation de deux entreprises de l'Hérault** ; difficultés de ce département en raison de la politique économique et européenne du Gouvernement ; cas de la raffinerie Mobil de Frontignan et de la cimenterie Lafarge de Balaruc-les-Bains ; rappelle que notre pays occupe le deuxième rang mondial dans l'ingénierie pétrolière ; fermeture de la raffinerie de Frontignan ; fermeture de la cimenterie Lafarge ; conséquences négatives sur l'emploi (p. 6157) ; demande au Gouvernement de surseoir à la mise en œuvre des mesures envisagées (p. 6158).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (n° 2408).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 6 (tenue de listes des installations classées à la disposition du public à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle ces installations exercent leur activité) [14 mai 1985] (p. 781) ; possibilité pour les habitants d'une commune d'être informés ; rejeté (p. 782).

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652).**

Première lecture, discussion générale : **article 1^{er} et code annexé** : après l'article L. 211-1 du code de la mutualité : problème de la reconnaissance effective du fait mutualiste dans l'entreprise ; suppression du lien et de la coopération institutionnels avec le comité ; disparition de la spécificité de la mutualité d'entreprise définie en 1945 [28 mai 1985] (p. 1226).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : **questions** : situation des viticulteurs du Midi ; cas de l'Office National Interprofessionnel des Vins (O.N.I.V.I.N.) ; élargissement de la Communauté économique européenne [7 novembre 1985] (p. 4101).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 13** : son amendement n° 150 (gestion des lagunes et étangs salés ou de leur portion lorsqu'ils sont propriété du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres) [22 novembre 1985] (p. 4759) ; rejeté (p. 4760).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier agricole (n° 3008).**

Première lecture, discussion générale : absence de réponse au problème de la maîtrise du foncier agricole ; accroissement des surfaces agricoles libres [28 novembre 1985] (p. 4989) ; recul du revenu agricole ; situation critique des S.A.F.E.R., rappel des propositions formulées par le groupe communiste pour apporter une solution au problème du foncier agricole ; nécessité d'inciter les exploitants qui partent à la retraite à donner leurs biens à bail ; développement du marché des parts des groupements fonciers agricoles ; missions nouvelles des S.A.F.E.R. ; acceptation par le Gouvernement que notre agriculture se plie aux injonctions américaines (p. 4990).

Discussion des articles : **article 1^{er}** ; **article 2-1 du code rural** : son amendement n° 44 (référence à quatre exploitants dont si possible deux preneurs) : retiré (p. 4997).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion des articles : **article 9 :** possibilité d'intégrer dans le corps des ministres plénipotentiaires des personnalités extérieures qui sans avoir la qualité de fonctionnaire ont exercé depuis au moins six mois les fonctions de chef de mission diplomatique [11 décembre 1985] (p. 5896).

BAPT (Gérard)

*Député de la Haute-Garonne
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [11 juillet 1985] (p. 2395).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [J.O. du 20 juillet 1985] (p. 8248).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (affaires sociales et solidarité nationale : rapatriés) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12044).

Membre du comité national des retraités et personnes âgées [J.O. du 7 novembre 1985] (p. 12934).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2833) [25 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951), annexe n° 4 : affaires sociales et solidarité nationale : rapatriés (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Rythmes scolaires :** rythmes familiaux ; absentéisme du samedi matin [10 avril 1985] (p. 113).

— **Stimulateurs cardiaques :** rapport de l'enquête de l'inspection générale des affaires sociales à propos des pratiques commerciales des fabricants de stimulateurs cardiaques ; suites que le Gouvernement compte donner au rapport de l'I.G.A.S. [22 mai 1985] (p. 1020).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593).**

Commission mixte paritaire, discussion générale : Rapporteur : position restrictive du Sénat ; rémunération des titres associatifs ; assimilation du régime juridique des titres associatifs à celui des titres participatifs ; immatriculation des associations émettrices ; constitution de groupements d'intérêt économique par les associations entendant se grouper pour l'émission de valeurs [26 juin 1985] (p. 2012).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : volonté politique de faire de la modernisation de la police une grande priorité nationale ; vieillissement du parc automobile en dépit des efforts budgétaires réalisés dans le cadre du programme de rattrapage triennal lancé en 1978 ; nécessité d'une conception renouvelée de la répartition des moyens mis à la disposition de la police nationale ; accroissement des effectifs policiers ; taux de présence policière ; nécessaire optimisation de la qualité des personnels ; recrutement de personnel qualifié dès 1986 pour les laboratoires et les services de la police scientifique et technique ; conséquences de l'introduction massive de l'informatique [10 juillet 1985] (p. 2298) ; modalité de présentation des dotations rendant délicate une appréciation exacte de l'ampleur de l'effort accompli ; actions visant à accroître la capacité opérationnelle de la police ; actions de modernisation des lieux de travail ; mesures nouvelles visant à accroître la technicité de la police ; situation de la police scientifique et technique et effort entrepris en sa faveur ; mise en place d'un code de déontologie ; relèvement des taux minimum et maximum des amendes pour contravention de police ne pouvant être considéré comme un moyen de financement direct des dotations supplémentaires allouées à la police par le projet de loi (p. 2299) ; nécessité d'une revalorisation régulière des taux des amendes ; caractère peu satisfaisant de la technique des amendes au regard de la justice sociale (p. 2300).

— **Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés (n° 2920).**

Première lecture, discussion générale : lacunes dans la législation relative aux retraites des rapatriés ; possibilité de rachat de points dans le cadre de l'assurance volontaire ; généralisation de l'aide de l'Etat ; personnes ayant quitté l'Algérie avant l'instauration d'un régime obligatoire [7 octobre 1985] (p. 2712) ; cas des rapatriés ayant une activité professionnelle agricole et ayant poursuivi cette activité en métropole ; agents des sociétés concessionnaires ; problème du timbre postal dédié aux « pieds-noirs » ; bilan positif de l'action du Gouvernement concernant les rapatriés ; création de l'Office national à l'action sociale, éducative et culturelle (p. 2713).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : premiers résultats du redressement industriel ; résultats positifs de Rhône-Poulenc ; balance des échanges industriels [16 octobre 1985] (p. 3155) ; actions en faveur du développement des P.M.I. ; mise en place du plan « productique » ; effort en faveur de la filière électronique ; substitution d'une réduction du taux d'impôt sur les sociétés au dispositif d'amortissement exceptionnel ; amortissement des dépenses de recherche ; augmentation nécessaire des profits ; renforcement de la compétitivité de la sidérurgie ; conditions de travail et qualité des relations sociales ; rôle des chefs d'entreprise ; variations du C.N.P.F. sur les lois Auroux ; rétablissement des grands équilibres économiques ; modernisation du tissu industriel ; importance des nouvelles technologies (p. 3156) ; part de l'exportation assurée par les P.M.I. (p. 3157).

Deuxième partie : Affaires sociales et solidarité nationale. — Discussion générale : Rapporteur spécial : crédits consacrés au rapatriés ; crédits spécifiques d'intervention ; prestations sociales ; licences des chauffeurs de taxi rapatriés [4 novembre 1985] (p. 3822) ; subventions de l'Office national se consacrant à l'action sociale éducative et culturelle en faveur des Français musulmans rapatriés ; remboursement des titres d'indemnisation ; opération dite des « meubles meublant » ; état d'avancement des négociations diplomatiques pour le règlement des contentieux ; relations avec l'Algérie (p. 3823).

Deuxième lecture, explications de vote : niveau de la croissance de l'économie française ; rythme de l'inflation ; action du Gouvernement ; balance des paiements courants ; courbes de crédibilité du Gouvernement en matière de gestion économique et sociale ; vote positif du groupe socialiste [17 décembre 1985] (p. 6320).

— **Projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015).**

Première lecture, discussion générale : application de la loi du 4 août 1982 dans certaines entreprises de moins de 200 salariés ; bilan de l'application de la loi ; extension de son champ d'application ; évolution du discours patronal ; qualité industrielle passant par l'expression de tous les salariés ; modernisation des rapports sociaux [19 novembre 1985] (p. 4457) ; recherche de la compétitivité par la qualité constituant la véritable réponse au défi auquel sont confrontées les entreprises (p. 4458).

BARAILLA (Régis)

*Député de l'Aude
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).**

Discussion : conséquences de l'élargissement de la C.E.E. sur la production viticole du Midi ; limitation de la production de vin de table espagnol ; mise en route de la distillation obligatoire ; problèmes de l'application des règlements et accords communautaires par les autres partenaires ; prise en charge par l'Etat des contrats de stockage à court terme ; dépôt de plusieurs dossiers P.I.M. [10 décembre 1985] (p. 5839).

BARDIN (Bernard)

*Député de la Nièvre
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale :* augmentation de l'enveloppe consacrée aux relations culturelles ; développement de l'enseignement du français et des échanges culturels avec notre pays ; réduction des moyens d'intervention de la direction de la coopération scientifique et technique ; bourses d'étude ; remise à disposition aux pays concernés d'une masse importante d'archives ; « géographisation » des programmes en Afrique du Nord ; effort envers l'Inde et la Chine ; décentralisation [6 novembre 1985] (p. 4017) ; débudgétisation de Radio-France internationale et de T.V.5 (p. 4018).

BARNIER (Michel)

*Député de la Savoie
(2^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (Premier ministre : Conseil économique et social ; journaux officiels) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045-12046).

DEPOTS

Proposition de loi visant à encourager le mécénat individuel et collectif (n° 2927) [25 juillet 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 26 : Premier ministre : Conseil économique et social, annexe n° 46 : journaux officiels (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux et régionaux (n° 2956).**

Première lecture, discussion générale : caractère précipité du texte ; projet mettant en œuvre la « manie de la proportionnelle » ; introduction de dispositions concernant les conseils généraux dans un texte concernant les régions ; représentation de la minorité au sein du bureau de la région qu'il préside ; inadéquation de la loi pour imposer une obligation de proportionnelle ; création de sections spécialisées [9 octobre 1985] (p. 2858) ; avis donné par le comité économique et social tout entier ; délai de convocation des conseillers membres des différentes assemblées ; opportunité d'organiser un débat sur le bilan de la décentralisation ; transfert de l'impôt au détriment des collectivités locales ; élection des conseillers généraux à la proportionnelle (p. 2859).

Discussion des articles : **article 8 :** son amendement n° 32 (substituant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 15 de la loi du 5 juillet 1972 aux mots « émettent des avis » les mots « établissent des rapports ») : non soutenu ; son amendement n° 33 (émission d'avis par le Conseil économique et social) : non soutenu ; son amendement n° 34 (substituant dans la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 15 de la loi du 5 juillet 1972 aux mots « la section compétente » les mots « le comité économique et social ») : non soutenu (p. 2869).

Deuxième lecture, discussion générale : souligne l'utilisation de la proportionnelle pour la désignation du bureau dans son propre Conseil régional ; inopportunité de contraindre au recours à la proportionnelle [19 décembre 1985] (p. 6427).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. *Discussion générale,* Rapporteur spécial : insuffisance des locaux du Conseil économique et social ; problème du bâtiment des phares et balises ; suppression des crédits nécessaires au paiement de la taxe sur les salaires dont le Conseil a été exonéré ; achat du micro-ordinateur réalisé par une opération de crédit-bail ; crédits de matériel ; activités du Conseil économique et social au cours de l'année écoulée ; publicité des séances du Conseil ; problèmes de sécurité en relation avec l'attentat manqué contre l'U.E.O. ; budget des Journaux officiels ; efforts de modernisation [22 octobre 1985] (p. 3305) ; baisse de la subvention d'exploitation ; décroissance des ventes de publications ; promotion des ventes en matière de télématique ; insuffisance de la subvention d'équilibre ; charges de personnel ; économies réalisées concernant la sous-traitance ; mis en place de banques de données ; accroissement du rôle des Journaux officiels (p. 3306).

BARRE (Raymond)

Député du Rhône
(4^e circonscription)
Appartenu U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

BARROT (Jacques)

Député de la Haute-Loire
(1^{re} circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

QUESTIONS**au Gouvernement :**

— **Avenir de l'enseignement privé** ; retrait du « projet de loi Savary » ; nomination des maîtres ; rentrée scolaire [2 mai 1985] (p. 531) ; crédits alloués à la formation permanente des maîtres de l'enseignement privé (p. 532).

— **Industrie pharmaceutique** ; réponses des ministres aux questions posées [26 juin 1985] (p. 1994) ; taux de remboursement des médicaments ; limitation des prix des médicaments ; exportations de l'industrie du médicament ; recherche dans l'industrie pharmaceutique (p. 1995).

— **Modification des rythmes scolaires** ; problème de la semaine de cinq jours ; enseignement confessionnel ; rythme scolaire ; abandon du calendrier par zone [18 décembre 1985] (p. 6352-6353).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la création d'établissements d'enseignement public (n° 2618).**

Première lecture, discussion de l'article unique : **article unique** : pluralisme scolaire ; respect de la volonté parentale ; avenir de l'enseignement privé ; formation des maîtres [2 mai 1985] (p. 542) ; nécessité d'un besoin scolaire reconnu (p. 545).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2651).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 52** : son amendement n° 67 (remplacement à l'article 2-3 du code de procédure pénale des mots « infractions définies à l'article 312 du code pénal » par les mots « infractions définies aux articles 312, 331, 332, 333 et 34-2 du code pénal ») : adopté ; son amendement n° 68 (supprimant à l'article 2-3 du code de procédure pénale les mots « lorsque l'action publique a été mise en mouvement par le ministère public ou la partie lésée ») : rejeté [23 mai 1985] (p. 1155).

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652).**

Première lecture, discussion générale : importance du phénomène mutualiste [28 mai 1985] (p. 1191) ; comparaison des structures de prestations servies par les mutuelles et par les assurances ; caractère limité des activités de la mutualité ; part de la mutualité dans le financement de la consommation médicale finale ; essoufflement de la couverture sociale obligatoire des dépenses de santé ; nécessité de renforcer le rôle des mutuelles dans la couverture des dépenses de santé ; libéralisation des contrôles ; intervention des mutuelles dans

le domaine de la prévoyance collective et de l'action sociale ; renforcement des moyens d'action des groupements mutualistes en élargissant leur capacité civile ; projet rejetant le monopole de la couverture complémentaire au profit de la mutualité ; soumission de tous les acteurs intervenant dans le domaine des prestations sociales complémentaires aux mêmes règles et aux mêmes contrôles ; organisation de la concurrence entre les œuvres sociales de la mutualité, celles des différentes associations agissant en ce domaine et les cabinets et officines des professions de santé libérales ; choix pour un pluralisme loyal (p. 1192) ; participation élargie des adhérents ; efficacité technique et économique supposant que chaque mutuelle atteigne une certaine taille ; accélération du phénomène de concentration dans la mutualité ; nécessité d'éviter une perte de la spécificité de la mutuelle résultant de l'élargissement de ses domaines d'action (p. 1193).

Discussion des articles : **article 1^{er} et code annexé** : **article L. 122-3 du code de la mutualité** : critique l'absence de concertation lors de l'élaboration de l'amendement n° 15 (p. 1210-1211) ; **avant l'article L. 411-1 du code de la mutualité** : son amendement n° 88 (prévoyant que la création ou l'extension des établissements ou services à caractère sanitaire ou médico-social sont soumis à autorisation administrative) ; création de structures concurrentes de celles du régime libéral ; dialogue entre les sociétés mutualistes et les professions libérales ; régulation des créations de services de soins ou médico-sociaux quand ces services font appel aux fonds publics ; maintien de l'équilibre actuel du système de soins (p. 1231) ; nécessité d'éviter la multiplication des structures de soins ; réalisations du mouvement associatif créant une confusion entre leurs propres finances et celles d'une commune ou d'un département ; retiré (p. 1232).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Articles additionnels et articles non rattachés : **article 71** : financement de l'aide à la personne ; 1 % logement ; niveau de l'investissement [14 novembre 1985] (p. 4364) ; transformation d'une aide à l'investissement en aide au fonctionnement ; rôle de l'union nationale interprofessionnelle du logement (p. 4368-4369) ; aide personnalisée au logement ; débudgétisation des crédits du logement (p. 4371).

— **Déclaration du Gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs et débat sur cette déclaration (n° 3148).**

Discussion : livre blanc sur la protection sociale ; incohérence de la politique familiale ; augmentation du ticket modérateur ; désinvestissement dans le domaine de l'assurance maladie ; retrait de la discussion sur le projet de loi relatif aux opérations de prévoyance ; retraite à soixante ans ; absence de précisions quant au choix du Gouvernement en matière de financement de la sécurité sociale ; problème de la présentation des comptes prévisionnels de la sécurité sociale pour 1986 [3 décembre 1985] (p. 5199-5200) ; subterfuge pour réaliser l'excédent de trésorerie fin 1985 ; volonté de séparer les risques et de faire correspondre une gestion autonome de leur trésorerie ; nécessité de clarifier et de diversifier l'origine des financements de la protection sociale ; décentralisation de notre gestion du système de soins ; problème du financement par des assureurs complémentaires du surplus des dépenses de santé ; recours à des formules plus souples de retraite progressive ; incitation à la constitution d'une épargne vieillesse (p. 5201) ; accueil des personnes âgées dépendantes (p. 5202).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 10 (référence à une convention ou un accord collectif d'entreprise ou d'établissement) : non soutenu [7 décembre 1985] (p. 5573) ; son amendement n° 11 (sup-

primant le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8 du code du travail) : non soutenu (p. 5576) ; **article 2** — *article L. 212-8-4 du code du travail* : son amendement n° 12 (tendant à rédiger le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code « la convention ou l'accord d'entreprise étendu ou la convention ou l'accord collectif ou d'établissement contient obligatoirement les dispositions concernant ») : non soutenu ; son amendement n° 13 (tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « la convention ou l'accord collectif étendu ou la convention ou l'accord collectif d'entreprise ou d'établissement mentionné à l'article L. 212-8. ») : non soutenu [8 décembre 1985] (p. 5655) ; **article 3** : son amendement n° 14 (insérant dans la première phrase du 2^e alinéa de cet article après les mots « accord collectif étendu » les mots « ou une convention ou un accord collectif d'entreprise ou d'établissement ») : non soutenu [9 décembre 1985] (p. 5715).

BARTHE (Jean-Jacques)

*Député du Pas-de-Calais
(7^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391) [J.O. du 13 juin 1985] (p. 6537).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2617) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [J.O. du 20 juillet 1985] (p. 8248).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, soumise à nouvelle délibération (n° 2939) [J.O. du 21 août 1985] (p. 9620).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Guy Ducloné et plusieurs de ses collègues portant amnistie des sanctions disciplinaires et professionnelles prises à l'encontre des travailleurs à l'occasion d'un conflit collectif du travail et abrogeant l'article 414 du code pénal (n° 2980) [10 octobre 1985] (p. 2961).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (n° 2801) [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12365).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à la juste réparation des préjudices subis par les victimes de mesures arbitraires ou de violences en raison de leur action ou de leurs opinions anticolonialistes (n° 2978) [7 novembre 1985] (p. 4117).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [J.O. du 3 décembre 1985] (p. 14048).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2220) relatif aux mesures concernant, dans les eaux territoriales et les eaux intérieures, les navires et engins flottants abandonnés (n° 2606) [11 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2678) relatif aux mesures concernant, dans les eaux territoriales et les eaux intérieures, les navires et engins flottants abandonnés (n° 2807) [20 juin 1985].

Proposition de loi tendant à la juste réparation des préjudices subis par les victimes de mesures arbitraires ou de violences en raison de leur action ou de leurs opinions anticolonialistes (n° 2978) [3 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux mesures concernant, dans les eaux territoriales et les eaux intérieures, les navires et engins flottants abandonnés (n° 2220).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : navires ou engins abandonnés par leurs propriétaires ; volonté de certains armateurs de se soustraire à une action de police ; assimilation par le projet de loi des engins flottants aux navires abandonnés ; catastrophes maritimes ; absence de texte permettant une intervention lorsqu'un danger existe pour la navigation maritime ou la sécurité du plan d'eau ; cas d'intervention d'office aux frais et risques du propriétaire ; procédure de déchéance des droits du propriétaire ; vente au profit de l'Etat d'une épave ; extension des pouvoirs administratifs en cas d'urgence [16 avril 1985] (p. 223-224).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (champ d'application de la loi ; définition de l'abandon) ; réquisitions des personnes et des biens ; contentieux de l'indemnisation ; procédure d'intervention aux frais et risques du propriétaire ; cas d'urgence ; déchéance des droits du propriétaire du navire (p. 224) ; adopté ; **après l'article 1^{er}** : son amendement n° 2 (réquisition des personnes et des biens ; intervention d'office) : adopté ; son amendement n° 3 (déchéance des droits du propriétaire du navire) ; vente au profit de l'Etat ; adopté ; **article 2** : mesures applicables à la seule cargaison ; sommes provenant de la vente de la cargaison ; son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté (p. 225).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : champ d'application du projet ; préservation des droits des propriétaires et des créanciers ; définition de la notion d'abandon ; moyens d'intervention et de police à la disposition de l'administration ; frais de l'intervention pouvant être supportés par le propriétaire, l'armateur ou l'exploitant ; conditions dans lesquelles l'Etat peut prononcer la déchéance des droits du propriétaire du navire ; délai de vente du navire ou de l'engin abandonné [20 juin 1985] (p. 1784).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : article L. 124 du code électoral : son amendement n° 16 (supprimant la première phrase du texte proposé pour cet article) ; suppression du seuil de 5 % ; réduction du choix des électeurs [25 avril 1985] (p. 425) ; rejeté (p. 427).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : article L. 338 du code électoral : son amendement n° 12 (visant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 338 du code électoral, à substituer aux mots « à la plus forte moyenne » les mots « au plus fort reste ») : rejeté [26 avril 1985] (p. 513) ; article L. 349 du code électoral : son amendement n° 17 (remboursement du cautionnement après l'élection) (p. 516) ; rejeté (p. 517).

— **Projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales (n° 2696).**

Première lecture, discussion générale : engorgement des juridictions ; cadre budgétaire limité ; simplification des procédures d'enquête et d'instruction ; obligation faite au procureur de la République d'aviser plaignants et victimes du classement de l'affaire ; simplification des procédures de jugement ; « contraventionnalisation » des délits-papiers ; assouplissement des conditions d'application de la semi-liberté ; courtes peines contribuant à aggraver la rupture sociale ; problème des récidives ; solutions proposées par l'éducation surveillée concernant la jeunesse délinquante ; propose la suppression de toute détention provisoire des mineurs [25 juin 1985] (p. 1939).

Discussion des articles : article 46 : article 529-4 du code de procédure pénale : son amendement n° 45 (précisant qu'à défaut de paiement immédiat, l'agent de l'exploitant peut requérir l'assistance d'un officier ou d'un agent de police judiciaire pour recueillir le nom et l'adresse du contrevenant) ; non opportunité d'autoriser l'exploitant à contrôler l'identité des contrevenants réels ou supposés ; rejeté (p. 1964) ; avant l'article 55 : suppression de l'incarcération provisoire des mineurs en matière criminelle ou correctionnelle ; influence de la prison sur les mineurs délinquants (p. 1968).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Deuxième lecture, discussion générale : absence de toute définition du corps électoral pour le référendum d'autodétermination ; report du scrutin d'autodétermination ; négation par certains de la « réalité coloniale » en Nouvelle-Calédonie ; rapport de 1978 soulignant l'ampleur de la crise de confiance existant en Nouvelle-Calédonie ; lettre de M. Pierre Messmer écrite en 1972 préconisant la politique du « peuplement blanc » ; conséquences d'une éventuelle interprétation élastique de l'expression « les populations intéressées » ; non validité des contraintes constitutionnelles concernant la définition du corps électoral ; projet ne respectant pas les engagements pris par le Président de la République en 1981 ; interrogation pesant sur la finalité réelle du projet de loi ; pleins pouvoirs conférés au Gouvernement par la procédure de législation par ordonnance [25 juillet 1985] (p. 2432).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions : lien fixe pour assurer le trafic trans-Manche ; situation actuelle de ce trafic et projet d'avenir [23 octobre 1985] (p. 3374).*

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : amputation des crédits destinés à la santé publique ; financement de la sectorisation psychiatrique ; sacrifice de la prévention générale et des contrôles sanitaires ; information des futures mères [4 novembre 1985] (p. 3838) ; actions contre l'alcoolisme ; formation des personnels de santé ; avenir des professions médicales et paramédicales ; insuffisance des investissements sanitaires ; transformation*

des hospices ; lutte contre la toxicomanie ; expatriation des capitaux vers les Etats-Unis (p. 3839).

Questions : problème des décisions des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel ; rapport Lasry-Gagneux [4 novembre 1985] (p. 3868).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947).**

Première lecture, discussion des articles : article 9 : spécificité des problèmes économiques posés à la région Nord - Pas-de-Calais ; suppression d'emplois ; développement économique du littoral ; vieillissement des chalutiers [22 novembre 1985] (p. 4753) ; développement du trafic trans-Manche ; articulation des installations portuaires avec l'extérieur (p. 4754).

BARTOLONE (Claude)

*Député de la Seine-Saint-Denis
(6^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'établissement d'hospitalisation publique de Fresnes spécialement destiné à l'accueil des personnes incarcérées [J.O. des 7 et 11 février 1986] (p. 2232, 2414).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Organisation du service public hospitalier :** rôle du département hospitalier ; délai de mise en place de la réforme [3 avril 1985] (p. 63).

— **Télé-alarme :** mise en place de système de télé-alarme chez les personnes âgées ; état actuel de ce projet [11 décembre 1985] (p. 5885).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : importance de la consommation de drogue en France ; institution d'une structure de coordination de la lutte contre la toxicomanie au niveau national en 1982 ; rôle de l'office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants et de la police de l'air et des frontières ; signification de l'augmentation des quantités saisies ; [10 juillet 1985] (p. 2343) ; nombre de trafiquants interpellés ; interdépendance croissante entre toxicomanie et délinquance ; nécessité d'une mise en place d'une formation spécifique visant la lutte contre la toxicomanie ; mise en place du fichier informatisé des drogues saisies ; nécessité de réprimer l'importation de marchandise ; moyens de la police de l'air et des frontières ; nécessaire développement des équipements techniques et scientifiques (p. 2344).

BAS (Pierre)

Député de Paris
(4^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République
[J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3977).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à interdire la publicité en faveur du tabac et des produits du tabac dans la presse écrite (n° 2625) [18 avril 1985].

Proposition de loi tendant à l'amélioration du quotient familial et à l'établissement d'une plus grande justice fiscale pour les familles et les personnes ayant charge d'enfants (n° 2633) [18 avril 1985].

Proposition de loi relative au licenciement des salariés ayant été pénalement sanctionnés pour des faits survenus dans l'entreprise (n° 2701) [23 mai 1985].

Proposition de loi relative à la nomination des conseillers référendaires de la Cour des comptes (n° 3254) [19 décembre 1985].

Proposition de loi tendant à abroger certaines dispositions des ordonnances n° 45-1463 et n° 45-1484 du 30 juin 1945 et relative au régime des prix (n° 3268) [19 décembre 1985].

INTERVENTIONS**— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : article 7 : produit budgétaire du prélèvement exceptionnel ; freinage du développement de l'exploration d'hydrocarbures ; réduction de l'indépendance énergétique vis-à-vis de l'étranger ; présence de pétrole en Aquitaine et dans le Bassin parisien ; son amendement n° 87 (de suppression) [17 octobre 1985] (p. 3230) ; rejeté ; son amendement n° 91 (complétant la première phrase de cet article par les mots : « au taux de 4 % ») ; taxation de l'industrie pétrolière ; réinvestissement des bénéfices après imposition ; prélèvement exceptionnel devenant permanent (p. 3232) ; rejeté ; son amendement n° 90 (complétant la première phrase de cet article par les mots : « au taux de 6 % ») ; affirme son attachement aux sociétés nationales ; retiré ; ses amendements n° 89 et 88 : retirés (p. 3233) ; **après l'article 12 :** modification de la législation fiscale sur la presse ; pénalisation des petites publications d'information locale ; publications à caractère politique (p. 3240) ; souligne l'importance du travail effectué par M. Jean-Louis Masson ; diversification de la presse locale ; cas des publications ayant une périodicité trimestrielle ; nombre total minimum de numéros à publier annuellement (p. 3241) ; attribution de l'agrément pour les publications périodiques par la commission des publications et agences de presse ; limitation du pouvoir d'appréciation de cette commission ; problèmes de la presse locale (p. 3242) ; **article 16 :** son amendement n° 92 (de suppression) ; attaques formulées par M. Guy Béche contre MM. Edouard Frédéric-Dupont et François Grussenmeyer ; caractère discriminatoire de la fiscalité frappant le fioul lourd ; amplification du mouvement de fermeture de raffineries ; relance des tensions inflationnistes [18 octobre 1985] (p. 3264) ; équilibre de la balance commerciale ; discrimination entre les entreprises françaises ; rejeté (p. 3265) ; son amendement n° 94 (substituant dans la dernière colonne du tableau du paragraphe II de cet article au taux « 27,95 » le taux « 18 ») ; baisse du prix ne signifiant pas automatiquement une bonne santé de la production ; rejeté ; son amendement n° 95 (substituant dans la dernière colonne du tableau du paragraphe II de cet article au taux « 27,95 » le taux « 20 ») : rejeté (p. 3266).

BASSINET (Philippe)

Député des Hauts-de-Seine
(13^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre titulaire de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 28 février 1985] (p. 2579).

Président de cet office [J.O. du 10 décembre 1985] (p. 14339).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2096) [J.O. du 23 mai 1985] (p. 5798). Vice-président de cette commission [J.O. du 24 mai 1985] (p. 5851).

Rapporteur du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [13 juin 1985] (p. 1689).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6891), [J.O. du 3 juillet 1985] (p. 7478).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 2904) de M. René Rouquet, tendant à améliorer la sécurité des ascenseurs [24 octobre 1985] (p. 3503).

Membre titulaire du conseil supérieur de l'aviation marchande [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12360).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **bilan de la loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique (n° 2718)** [29 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2745) relatif à la **recherche et au développement technologique (n° 2817)** [20 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **recherche et au développement technologique (n° 3085)** [19 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 3007) relatif à la **recherche et au développement technologique (n° 3111)** [26 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3197) relatif à la **recherche et au développement technologique (n° 3198)** [16 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Renault** : difficultés de nature conjoncturelle de la régie Renault ; proposition de dénationalisation par un responsable du R.P.R. [17 avril 1985] (p. 232).

— **S.N.E.C.M.A.** : succès de R.I.T.A. ; contrat de 500 millions de dollars pour la S.N.E.C.M.A. ; rôle d'impulsion joué par le secteur nationalisé [13 novembre 1985] (p. 4294).

— **Evolution du nombre de créations d'entreprises en 1985** : mesures prises par le Gouvernement afin d'aider ces futurs entrepreneurs [27 novembre 1985] (p. 4930).

orale sans débat :

— **n° 816, posée le 7 mai 1985 : Matériels électriques et électroniques (entreprises)** (p. 624).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602).**

Première lecture, explications de vote : texte apparaissant comme la suite logique de l'adoption par l'Assemblée nationale de la nouvelle loi électorale [26 avril 1985] (p. 478) ; sa référence à l'amendement déposé à l'article 1^{er} par M. Guy Ducloné concernant la révision de la répartition des sièges ; projet s'inspirant d'une pratique courante en droit interne et en droit constitutionnel comparé ; augmentation modérée en comparaison des effectifs des assemblées des pays voisins, rétablissement du poids de l'Assemblée nationale par rapport à celui du Sénat ; ses observations sur les propos de M. Georges Tranchant emprunts « de poujadisme » (p. 479).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Première lecture, explications de vote : élection des assemblées régionales au suffrage universel direct ; caractère juste et équitable du système retenu ; cadre départemental [26 avril 1985] (p. 520).

— **Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ainsi qu'à la prévention et à la réparation des nuisances dues au bruit des aéronaves (n° 2393)**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : *article L. 147-3 du code de l'urbanisme* : incompétence de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; possibilité d'envisager une saisine a posteriori (p. 997).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 52** : son sous-amendement n° 162 à l'amendement n° 72 du Gouvernement (complétant le dernier alinéa de cet amendement par les mots « après avis du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie prévue à l'article 10 » : adopté [23 mai 1985] (p. 1156).

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : association du Parlement à la définition de la politique de recherche ; présentation d'un plan triennal par le Gouvernement ; nécessité de programmer l'activité scientifique ; nature de la création scientifique ; détermination de domaines prioritaires ; bilan des trois années d'exécution de la loi d'orientation et de programmation ; objectifs quantifiés ; reconnaissance des différents types de programmes ; objectifs structurels ; objectifs culturels [27 juin 1985] (p. 2088) ; cloisonnement de la recherche ; objectif de 2,5 % du produit intérieur brut ; part du P.I.B. représentée par l'effort de recherche entre 1980 et 1984 ; effort de recherche des pays voisins de même potentiel scientifique et technologique ; montant du budget civil de la recherche et de

développement ; insuffisance de la recherche industrielle ; objectif de 1,5 % du P.I.B. réalisé par les entreprises ; disparités entre les secteurs industriels ; rôle déterminant de l'Anvar (p. 2089) ; gestion du fonds industriel de modernisation ; efficacité et simplicité du crédit d'impôt ; distribution géographique des entreprises bénéficiant du crédit d'impôt ; augmentation du nombre des personnels de recherche relevant de la recherche publique et des ingénieurs destinés aux entreprises ; déséquilibre de la pyramide des âges dans les établissements publics de recherche ; existence de quatre programmes de développement technologique représentant 8,3 milliards de francs ; coopération internationale ; programme mer-océan ; opportunité d'envisager une réorientation des missions du C.E.A. ; création d'un conseil supérieur de la recherche et de la technologie ; établissements publics de recherche bénéficiant de statuts nouveaux ; reconnaissance et confirmation du statut d'E.P.I.C. ; mise en place des groupements d'intérêt public (p. 2090) ; statuts des personnels de la recherche ; affirmation de la place de la culture scientifique et technique ; effort de recherche dans les régions ; décloisonnement entre les différents secteurs de la recherche ; relations entre recherche fondamentale et recherche industrielle ; objectif de 3 % du P.I.B. pour la recherche et le développement à la fin de la décennie 1980 ; fixation d'un accroissement de 4 % en volume du budget civil de recherche ; accentuation des efforts de recherche dans les universités ; crédit d'impôt porté de 25 % à 50 % de l'accroissement des dépenses de recherche-innovation ; organisation de la mobilité de la recherche industrielle vers les établissements publics de recherche ; notion de recherche (p. 2091-2092).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (rédactionnel) [28 juin 1985] (p. 2177) : adopté ; **article 2** : son amendement n° 38 (rédactionnel) : adopté ; poursuite de l'effort de recherche fondamentale et du développement de la recherche dans les entreprises ; critère permettant d'évaluer l'effort de recherche des entreprises (p. 2178) ; **article 4** : nécessité d'éviter la création de fausses entreprises nouvelles permettant des fraudes fiscales (p. 2180) ; **après l'article 4** : ses observations sur le gage proposé dans l'amendement n° 58 (n° 2181) ; **article 5** : article relatif à la politique contractuelle ; **article 6** : consultation du comité d'entreprise (p. 2182) ; membres du comité d'entreprise tenus au secret concernant les procédés de fabrication ; son amendement n° 4 (complétant le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « à défaut, les aides publiques en faveur des activités de recherche et de développement technologique sont suspendues ») ; suspension des subventions en cas de non consultation du comité d'entreprise ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 39 (conditions dans lesquelles l'employeur a la faculté de s'opposer à l'exercice du droit à congé de recherche) ; congé de recherche s'inspirant du congé d'enseignement ; adopté (p. 2183) ; **article 8** : son amendement n° 5 (exercice temporaire par contrat des fonctions de chercheur dans les services de recherche des administrations, dans les établissements publics de recherche et dans les établissements d'enseignement supérieur) ; organisation de la mobilité des personnels de recherche en provenance d'entreprises publiques ou privées, adopté (p. 2184) ; son amendement n° 7 (supprimant l'alinéa II de cet article) : devenu sans objet ; son amendement n° 42 à titre personnel (conditions nécessaires pour occuper les emplois prévus à l'article 8) ; devenu sans objet ; son amendement n° 8 (substituant à la fin de la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article aux mots : « cinq ans », les mots « trois ans ») : devenu sans objet ; précise que la commission demandera une seconde délibération sur cet article ; **après l'article 8** : son amendement n° 40 (création de postes de chercheurs associés par les services de recherche des administrations et les établissements publics de recherche) : adopté (p. 2185) ; **article 9** : son amendement n° 10 (de suppression) ; institution d'un « éméritat » pour les directeurs de recherche ; diminution d'activité mesurable et immédiate (p. 2186) ; application aux directeurs de recherche d'une disposition existant pour les enseignants-chercheurs ; retiré (p. 2187) ; **article 10** : priorité donnée à la recherche se traduisant dans les faits ; **article 12** : nécessité de l'évaluation pour toute recherche (p. 2188) ; son amendement n° 11 (insérant dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « les programmes de recherche et de développement », les mots :

« relevant des catégories énoncées à l'article 3 de la loi du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France ») : adopté ; son amendement n° 41 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 12** : son amendement n° 13 (instauration de procédures d'évaluations périodiques pour les organismes publics de recherche) ; publication des principaux éléments du rapport remis au ministre à l'issue de l'évaluation ; adopté ; **article 13** : son amendement n° 14 (substituant à la fin du huitième alinéa du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 15 juillet 1982 aux mots : « d'Europe », les mots : « étrangers, en particulier avec les pays d'Europe ») : adopté ; son amendement n° 15 (insérant avant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 15 juillet 1982, l'alinéa suivant : « — de l'activité des centres techniques industriels ») (p. 2189) ; activité des centres techniques industriels ; information de l'Assemblée sur leur fonctionnement ; adopté ; non opportunité de viser l'ensemble des aides financières et fiscales (p. 2190) ; **article 14** : son amendement n° 16 (substituant à la fin de la première phrase du deuxième alinéa de cet article aux mots : « et les responsables des organismes publics de recherche », les mots : « les responsables des organismes publics de recherche et des représentants de la recherche universitaire ») ; participation des représentants des universités à la conférence annuelle réunie par le ministre ; adopté ; faiblesse des efforts consentis par la région Ile-de-France en matière de recherche ; impossibilité d'instituer par la loi un « taux minimum de dépenses par région consacré à la recherche » ; **article 15** : son amendement n° 17 (émission d'un avis annuel sur l'évaluation de la politique par le Conseil supérieur de la recherche et de la technologie de recherche et de développement technologique) : adopté (p. 2191) ; **après l'article 15** : son amendement n° 18 : réservé ; **article 16** : son amendement n° 19 (supprimant à la fin de cet article les mots : « conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 29 juillet 1982 ») ; projet en discussion ne constituant pas juridiquement une loi de programme ; adopté ; **rapport annexé** : institution de la consultation du comité d'entreprise sur la politique de recherche de l'entreprise (p. 2192) ; **après l'article 15** : son amendement n° 18 précédemment réservé (énoncé des objectifs de la politique nationale de recherche et de développement technologique pour la période du plan triennal 1986-1988 dans le rapport annexé à la présente loi) : adopté (p. 2194).

Seconde délibération du projet de loi : **article 8** : son amendement n° 1 (détermination par décret en conseil d'Etat des conditions dans lesquelles seront conclus les contrats mentionnés au présent article) ; adopté (p. 2195).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; divergences entre les Assemblées ; développement du programme Euréka ; avion européen de combat ; festival international de l'industrie et de la technique [29 novembre 1985] (p. 5052).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 3 (soutien de la création d'entreprise vers les P.M.E.) : adopté (p. 5053) ; **article 3** : son amendement n° 4 (objectifs de la politique nationale de recherche) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 5 (contenu des contrats de plan avec une entreprise) : adopté ; **article 6** : son amendement n° 6 (suspension des aides publiques en faveur des activités de recherche) ; consultation du comité d'entreprise ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 7 (remplaçant aux paragraphes II et III les mots « congé d'enseignement » par les mots « congé d'enseignement ou de recherche ») ; institution d'un congé d'enseignement ou de recherche ; adopté (p. 5054) ; son amendement n° 8 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 9 (substituant dans le dernier alinéa de cet article aux mots « en ce qui concerne le congé de recherche » les mots « les conditions dans lesquelles les autorisations d'absence pourront être accordées et ») : adopté ; **avant l'article 7 bis** : son amendement n° 10 : réservé ; **article 7 bis** : son amendement n° 11 (de suppression) ; création d'entreprise innovantes et renforcement du transfert technologique ; adopté ; **article 7 ter** : son amendement n° 12 (de suppression) : adopté ; **article 7 quater** : son amendement n° 13 (de suppression) : adopté ; **article 7 quinquies** : son amendement n° 14 (de suppression) ; possibilité pour des organismes publics de recherche de confier à des chercheurs, ingénieurs ou techniciens des missions d'expertise ou de conseil (p. 5055) ;

adopté ; **article 7 sexies** : création d'entreprises innovantes ; obligation d'investissement pendant cinq ans ; mesure proposée ne constituant pas un privilège fiscal exorbitant ; émergence des sociétés exploitant les brevets ; conséquences du gage proposé pour le financement et le développement de l'industrie cinématographique (p. 5056) ; **avant l'article 7 bis** (précédemment réservé) : son amendement n° 10 précédemment réservé (supprimant l'intitulé : « Titre II bis — le transfert technologique et la création d'entreprises ») : adopté ; **article 8** : son amendement n° 15 (substituant à la fin de la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article aux mots « deux fois » les mots « une fois ») ; durée des contrats sur la base desquels ingénieurs et techniciens peuvent être appelés à exercer leurs fonctions dans le secteur public de la recherche ; adopté ; **article 8 bis** : son amendement n° 16 (création de postes de chercheurs associés par les services de recherche des administrations et des établissements publics de recherche) : adopté (p. 5057) ; **article 8 quater** : dérogation à la règle d'ouverture du droit à pension en faveur des chercheurs ; complexité des dispositions de l'article 29 de la loi de 1982 (p. 5058) ; **avant l'article 10** : son amendement n° 17 (programmation du budget civil de recherche) : adopté ; **article 10** : son amendement n° 18 (supprimant dans cet article les mots « à l'exclusion de la subvention pour le fonctionnement de la cité des sciences et de l'industrie de la Villette ») : adopté ; **article 11** : son amendement n° 19 (plan à long terme de recrutement des personnels des organismes publics de recherche) : adopté ; **article 13** : son amendement n° 20 (supprimant l'avant dernier alinéa de cet article) ; suites données aux recommandations et observations de la Cour des comptes ; adopté (p. 5059) ; **article 14** : son amendement n° 21 (réunion par le ministre chargé de la recherche d'une conférence annuelle) ; liste non limitative des membres participants ; adopté ; **article 1^{er}** (précédemment réservé) : son amendement n° 1 (objectif de 3 % du P.I.B. à la fin de la présente décennie) : adopté ; son amendement n° 2 (objectif de 1,2 % du P.I.B. pour 1988) (p. 5060) ; adopté ; **rapport annexé** : son amendement n° 22 (supprimant le paragraphe I A de ce rapport) ; sigles des organismes figurant dans le rapport remplacés par les noms complets ; adopté ; son amendement n° 23 (supprimant le paragraphe IV bis de ce rapport) : rejeté ; son amendement n° 24 (supprimant le paragraphe IX bis de ce rapport) : adopté ; son amendement n° 25 (supprimant le paragraphe IX ter de ce rapport) : adopté ; son amendement n° 26 (supprimant le paragraphe IX quater de ce rapport) : adopté ; son amendement n° 27 (supprimant le paragraphe IX quinquies de ce rapport) : adopté ; son amendement n° 28 (supprimant le paragraphe IX sexies de ce rapport) : adopté ; son amendement n° 29 (supprimant le paragraphe IX septies de ce rapport) : adopté ; son amendement n° 30 (supprimant le paragraphe IX octies de ce rapport) : adopté ; son amendement n° 31 (supprimant le paragraphe IX nonies de ce rapport) : adopté (p. 5061) ; son amendement n° 32 (supprimant le paragraphe IX duodecies de ce rapport) : adopté ; son amendement n° 33 (supprimant le paragraphe IX tredecies de ce rapport) : adopté ; son amendement n° 34 (programmation des moyens du budget civil de la recherche et du développement) : adopté ; son amendement n° 35 (supprimant le paragraphe IX septemdecies de ce rapport) : adopté ; son amendement n° 36 (supprimant le paragraphe IX duodevicies de ce rapport) : adopté ; son amendement n° 37 (supprimant le paragraphe X bis de ce rapport) : adopté ; son amendement n° 38 (supprimant le paragraphe X ter de ce rapport) : adopté ; son amendement n° 39 (supprimant le paragraphe X quater de ce rapport) : adopté ; son amendement n° 40 (supprimant le paragraphe X quinquies de ce rapport) : adopté ; son amendement n° 41 (supprimant le paragraphe X sexies de ce rapport) : adopté ; son amendement n° 42 (supprimant le paragraphe XX de ce rapport) : adopté (p. 5062) ; **article 16** : son amendement n° 43 (intégration des dispositions de la présente loi dans le plan de développement économique et social et culturel) : adopté (p. 5063).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : création d'emplois de chercheurs associés ; transferts technologiques et création d'entreprises ; programme Deforpa ; création d'une délégation à l'information et à la communication des cultures scientifiques et techniques ; création d'une agence nationale d'information scientifique et technique ; création d'un groupement d'intérêt public se subs-

tituant à terme à l'Institut national de recherche pédagogique ; organisation de la recherche dans les écoles d'ingénieurs [16 décembre 1985] (p. 6205).

Discussion des articles : son amendement n° 1 (programme Deforpa) : adopté (p. 6208).

Ses observations sur le rappel au règlement de : M. Robert-André Vivien : dépôt du texte relatif à la dotation globale de fonctionnement [28 juin 1985] (p. 2196).

— **Projet de loi portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale (n° 2964).**

Première lecture, discussion générale : Rend hommage aux juges d'instructions ; inadéquation du système de l'instruction actuelle à la complexité des affaires et à leur nombre ; dédoublement sans hiérarchisation de l'organe de l'instruction ; compétences de la chambre d'instruction concernant la mise en détention ; rupture de l'isolement du juge d'instruction ; nomination du magistrat instructeur par la chambre d'instruction ; renforcement des libertés [14 octobre 1985] (p. 2990).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : modernisation de l'industrie ; échec de la politique de financement menée avant 1981 ; gestion des aides publiques ; insuffisance des flux financiers vers l'industrie ; mobilisation et réorientation de l'épargne vers l'investissement ; accroissement des crédits consacrés à la recherche et au développement technologique ; dotations en capital au profit du secteur public [17 octobre 1985] (p. 3171) ; aspect social de la modernisation ; création des C.O.D.E.V.I. ; gestion collective de l'épargne ; restauration de l'autofinancement des entreprises ; coût de l'effort fiscal en faveur des entreprises ; création d'un second marché ; augmentation de la productivité ; réactivation de la Bourse ; résultats consolidés des entreprises industrielles nationalisées en 1982 ; reprise des investissements ; stabilisation du chômage ; reconstitution des marges et des fonds propres (p. 3173) ; exemple de la Grande Bretagne ; inégalité des entreprises face à la concurrence étrangère ; insuffisance de la loi du marché pour mener une politique industrielle ; remise en ordre des prêts bonifiés ; choix prioritaires du IX^e Plan (p. 3174).

Deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale* : absence de représentants de l'opposition ; rattrapage du retard sur les différents pays de l'Europe occidentale ; évolution du pourcentage des dépenses de recherche-développement par rapport au P.I.B. ; renouvellement des effectifs scientifiques ; mobilité des personnels ; rôle des entreprises du secteur public ; activités de recherches dans des régions ; nombre d'emplois créés [25 octobre 1985] (p. 3538) ; mise en cause des organisations syndicales ; équipement en moyens matériels mi-lourds et en informatique ; importance des différents programmes de développement technologique ; doublement du crédit d'impôt ; propositions de l'opposition en matière de recherche (p. 3539).

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale* : questions ; programme de recherche du ministère ; place du secteur du B.T.P. dans le programme Eurêka [30 octobre 1985] (p. 3736).

— **Déclaration du Gouvernement sur les entreprises nationales et débat sur cette déclaration.**

Discussion : caractère obscur de la notion de « dénationalisation pragmatique » ; volonté de l'opposition parlementaire de déstabiliser l'économie française ; effort de recherche des entreprises nationales [19 novembre 1985] (p. 4515) ; montant de la dépense de recherche, de développement et d'innovation dans le secteur public ; rôle des contrats de plan ; augmentation de la recherche autofinancée ; coopération entre grandes entreprises et organismes de recherche ; liaison technologique entre grandes et petites entreprises ; expérience engagée par Bull dans le domaine de la création d'entreprises (p. 4516) ; dénationalisation conduisant à remettre en cause le rattrapage du retard en matière de recherche (p. 4517).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5** : problème du contrôle de la jouissance [6 décembre 1985] (p. 5449) ; **après l'article 5** : précise que M. Porelli n'a jamais présenté son rapport en commission ; topographes ne demandant pas la suppression de l'ordre des géomètres-experts (p. 5451).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : titre du projet ; interdiction de l'exercice simultané de la profession de géomètre-expert à titre individuel et en tant qu'associé d'une société de géomètres-experts [16 décembre 1985] (p. 6199) ; litiges opposant les géomètres-experts aux topographes (p. 6200).

Discussion des articles : **article 5 quater** : conflit de compétences existant entre les topographes et géomètres-experts ; activité exercée par les topographes ; absence de mise en cause du monopole des géomètres-experts ; négociation entre les géomètres-experts et les topographes ; désaccord entre les deux professions ; rôle du Gouvernement ; déviation de la discussion au Parlement (p. 6203) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean-Paul Charié ; discussion du projet sur la concurrence étant uniquement centrée sur le problème de l'organisation des professions de géomètre-expert et de topographe (p. 6204).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : *article L. 212-8-4 du code du travail* : **son rappel au règlement** : regrette que le groupe communiste ait déposé une série de sous-amendements sans rapport avec le texte en discussion ; proteste contre les tentatives de blocage des travaux de l'Assemblée par le groupe communiste [8 décembre 1985] (p. 5664) ; *article L. 212-8-5 du code du travail* : ses observations sur les propos de M. Robert Montdargent (p. 5671-5672).

BATEUX (Jean-Claude)

Député de la Seine-Maritime
(4^e circonscription)
Socialiste.

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre des commissions « ad hoc » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (n° 2905, 2906 et n° 2910) [J.O. du 18 juillet 1985] (p. 8134).

Secrétaire de ces commissions [J.O. du 25 juillet 1985] (p. 8624).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14911).

BATTIST (Umberto)

Député du Nord
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

BAUDOIN (Henri)

Député de la Manche
(3^e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française
[J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

BAUMEL (Jacques)

Député des Hauts-de-Seine
(8^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République
[J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523)
[J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'examiner les conditions de fonctionnement, la situation financière de la société de télévision privée « **Canal Plus** » et l'usage fait par celle-ci des fonds publics provenant des actionnaires majoritaires de cette société : entreprises nationales, sociétés d'économie mixte et banques nationalisées (n° 2576) [2 avril 1985].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

— **Venue à Paris, à l'invitation du ministre de la culture, de Jean-Marie Tjibaou** : inauguration d'une exposition sur l'imaginaire dans le Pacifique ; loi de 1984 prévoyant la rétrocession de tous les comités à l'autorité légitime qui est le Gouvernement du territoire ; refus de cette rétrocession par M. Pisani ; participation active du leader du F.L.N.K.S. à une manifestation organisée par des mouvements révolutionnaires ; absence de représentant du Gouvernement lors des obsèques de Mme Heurtaux [17 avril 1985] (p. 239) ;

— **Résultat du sommet des pays industrialisés** : inutilité de la politique des sommets ; attitude de la France à Bonn ; remise en cause de l'amitié franco-allemande et de la solidarité atlantique ; nécessité d'ouvrir une réflexion sur la coopération franco-allemande [7 mai 1985] (p. 606) ;

— **Nouvelles télévisions** : proposition d'un groupe proche du pouvoir et d'un milliardaire italien M. Berlusconi [13 novembre 1985] (p. 4291) ; chaîne musicale ; principe de la transparence (p. 4292) ;

— **Visite du général Jaruzelski** : reconnaît au Premier ministre un grand talent de l'esquive ; estime que la raison d'Etat ne justifie pas tout ; caractère choquant et inopportun de cette visite [9 décembre 1985] (p. 5264).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions** (n° 2523).

Première lecture, discussion générale : généralisation de la vente des armes à feu ; développement de l'insécurité ; nécessité d'une véritable réglementation assortie d'un contrôle des ventes et de la détention d'armes ; gêne causée par le projet pour les professionnels ; déclaration de déten-

tion d'arme ; rôle des médias ; armes d'épaule [9 avril 1985] (p. 93).

Son rappel au règlement : conditions anormales de convocation du Parlement [12 août 1985] (p. 2481-2482).

— **Nouvelle délibération de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie** (n° 2939).

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : indique à M. Edgard Pisani qu'il a du sang sur les mains [12 août 1985] (p. 2502).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle** (n° 2963).

Première lecture, discussion générale : octroi à T.D.F. du monopole de la diffusion ; rôle de la Haute autorité ; système anti-concentration ; système des S.L.E.C. [15 octobre 1985] (p. 3027-3028).

Troisième lecture, discussion générale : octroi de la concession de service public avant le vote définitif de la loi ; apparition d'une « télévision privée octroyée du parti socialiste » [29 novembre 1985] (p. 5081) ; remise en cause de l'avenir de l'industrie cinématographique en France ; application aux chaînes privées des règles en vigueur pour les chaînes du secteur public ; avantages offerts à la production italienne (p. 5082).

— **Projet de loi complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle** (n° 3220).

Deuxième lecture, discussion générale : avis du Conseil constitutionnel sur les conditions d'indemnisation ; annonce par le Chef de l'Etat d'une sixième chaîne [21 décembre 1985] (p. 6638).

BAYARD (Henri)

Député de la Loire
(7^e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française
[J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523)
[J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la création d'un comité chargé de proposer toutes mesures tendant à une meilleure intégration professionnelle et à une plus grande **protection sociale des épouses des membres de professions libérales** (n° 2783) [13 juin 1985].

QUESTIONS**orale sans débat :**

— **n° 829**, posée le 21 mai 1985 : **Armes et munitions** (réglementation de la détention et de la vente) (p. 988) ; appelée le 24 mai 1985 : **publicité sur les armes de chasse** : rôle du département de la Loire dans la fabrication des armes de chasse ; marché français de l'arme de chasse ; poids grandissant du terrorisme et de la délinquance (p. 1174) ; exclusion de l'arme de chasse du champ d'application du texte relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu (p. 1175).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la publicité en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523).**

Deuxième lecture, discussion des articles : article 3 : exception pour les armes de chasse ; crise dans l'industrie des armes de chasse ; s'interroge sur le lien entre délinquance armée et le nombre des armes de chasse ; maintien d'un potentiel industriel ; reconquête du marché intérieur [4 juin 1985] (p. 1441).

— **Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés (n° 2920).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : inadaptation de la législation antérieure aux nombreuses situations particulières ; champ d'application du nouveau dispositif législatif ; cas des personnes ayant exercé une activité professionnelle après l'accession à l'indépendance ; personnes ayant déjà la faculté de racheter leurs cotisations [7 octobre 1985] (p. 2720) ; **article 4 :** validation de certaines périodes d'activité professionnelle en Algérie ; problème de la validation des périodes de collaboration familiale ; accentuation des différences de situation entre les rapatriés d'Algérie, du Maroc et de Tunisie (p. 2721) ; **article 8 :** situation des agents français des sociétés, offices et établissements publics d'Algérie, de Tunisie et du Maroc ; opportunité d'étendre ces dispositions aux territoires passés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France ; démissions pour des raisons de sécurité personnelle (p. 2722).

Explications de vote : difficultés rencontrées par certains assujettis pour l'établissement ou la production des preuves d'affiliation à un régime de sécurité sociale ; problème du financement du nouveau dispositif ; question des retraites complémentaires ; vote positif du groupe U.D.F. (p. 2723).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* aide à domicile ; revalorisation de la subvention de fonctionnement ; licenciements d'auxiliaires de vie ; tarification des établissements publics et privés ; situation des handicapés ; besoins en établissements d'accueil ; moyens consacrés aux C.O.T.O.R.E.P. ; montant de l'allocation aux adultes handicapés [4 novembre 1985] (p. 3831) ; situation fiscale des couples non mariés ; notion de « salaire de la mère de famille » ; vieillissement de la population ; baisse du pouvoir d'achat des prestations familiales (p. 3832).

BAYLET (Jean Michel)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures.

Fin de ses fonctions ; démission du gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Louis Odru : massacre des palestiniens au Liban :** situation dans les camps de Sabra et Chatila et au camp de Borj-Barajneh ; refus des miliciens chiites d'accepter l'entrée des organisations humanitaires dans les camps ; contacts pris avec le secrétaire général des Nations unies par le représentant permanent français ; possibilité d'une action commune des pays de la Communauté ; droit du peuple palestinien à l'autodétermination ; droit d'Israël de vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues [29 mai 1985] (p. 1256) ;

— **M. Pierre Métais : situation au Bangladesh :** montant des fonds bloqués au titre des secours de première urgence ; mise en route de l'aide alimentaire ; intervention auprès de la Communauté européenne pour débloquent une aide communautaire [29 mai 1985] (p. 1260) ;

— **M. Jean Proveux : ressortissants français au Liban :** efforts du Gouvernement pour obtenir la libération

des ressortissants français encore prisonniers [29 mai 1985] (p. 1261) ; cas de Michel Seurat et de Jean-Paul Kauffmann ; création d'une cellule d'urgence au ministère des relations extérieures (p. 1262) ;

— **M. Robert Montdargent : condamnation à mort de communistes en Indonésie :** concertation de la France avec ses partenaires européens [19 juin 1985] (p. 1757) ; démarche de l'ambassade d'Italie le 8 juin 1985 ; demande du Gouvernement qu'une seconde démarche soit effectuée (p. 1758) ;

— **M. Charles Josselin : élargissement de la C.E.E. :** signature des traités d'adhésion ; conclusion d'accords de coopération et d'association avec le Maroc, la Tunisie et Israël ; maintien des courants d'échanges traditionnels ; amélioration de la coopération financière et technique [19 juin 1985] (p. 1764) ;

— **M. François Léotard : Voyage de M. Gorbatchev en France et droits de l'Homme :** condamnation de toute atteinte aux droits de l'Homme ; évocation de ces sujets lors de la visite de M. Gorbatchev [2 octobre 1985] (p. 2566) ;

— **M. Robert Maigras : lutte contre la faim :** aide alimentaire accordée par la France [23 octobre 1985] (p. 3391) ; priorité accordée à la recherche de la sécurité alimentaire ; cas du Tchad (p. 3392) ;

— **M. Georges Mesmin : situation au Nicaragua :** vigilance du Gouvernement à l'égard des régimes menaçant les libertés et les droits de l'Homme ; pressions économiques et militaires s'exerçant contre le Nicaragua [23 octobre 1985] (p. 3395) ; conférence réunissant les pays d'Amérique centrale et du groupe du Contadora (p. 3396) ;

— **M. Emmanuel Aubert : prix Nobel de la paix :** estime qu'il y a pas lieu de commenter les règles d'attribution du prix Nobel à l'Internationale des médecins contre la guerre nucléaire ; griefs formulés à l'encontre du docteur Tchazov ; attitude de la France se conformant aux usages diplomatiques [11 décembre 1985] (p. 5881) ;

orales sans débat de :

— **M. Bruno Bourg-Broc (n° 779) : Conseil supérieur des Français de l'étranger :** élection au suffrage universel des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; fonctions de ce Conseil ; rôle du C.S.F.E. [19 avril 1985] (p. 263) ; annulation du décret du 7 octobre 1982 par le Conseil d'Etat pour vice de forme ; démocratisation du fonctionnement du Conseil supérieur (p. 264) ;

— **M. Gabriel Kasperreit (n° 777) : relations diplomatiques des pays de la Communauté avec Israël :** défense du droit d'Israël à l'existence ; intérêts des pays méditerranéens ; concertation communautaire sur les problèmes de la région ; relations diplomatiques entre Israël et l'Espagne [19 avril 1985] (p. 265) ;

— **M. Pierre Jagoret (n° 784) : situation de l'emploi dans le Trégor :** réductions d'emplois dans les industries du téléphone ; ralentissement des commandes des P.T.T. ; évolution de la productivité ; existence de sureffectifs ; qualification du personnel ; rapport du groupe de stratégie industrielle ; rapports entre l'Etat et la C.G.E. [19 avril 1985] (p. 266) ; prévision d'un plan social ; mise en place d'une mission publique de reclassement des salariés de la téléphonie (p. 267) ;

— **M. Paul Chomat (n° 764) : avenir de la sidérurgie :** effort financier de la collectivité nationale ; réductions des capacités de production ; contrepartie de l'accroissement de l'enveloppe financière ; sommes consacrées par le Gouvernement au redressement de la sidérurgie [19 avril 1985] (p. 268) ;

— **Michel Sapin : Expulsion d'Ethiopie de médecins sans frontières :** hommage au travail accompli par l'organisation « médecins sans frontières » en Ethiopie ; inquiétude en présence de ces déplacements de population ; rappelle que la France s'est abstenue d'apporter une aide quelconque à des projets situés dans les zones de réinstallation de populations [4 décembre 1985] (p. 5256).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : politique française en Amérique latine ; retour à l'Etat de droit dans un grand nombre de pays latino-américains [11 juin 1985] (p. 1579) ; appui de la France au groupe de Contadora ; dialogue noué à San-José de Costa-Rica unissant les membres de la C.E.E., les pays d'Amérique centrale et ceux du groupe de Contadora ; conversations entre le Nicaragua et les Etats-Unis ; croissance économique de l'Amérique latine ; relations de la France avec les pays d'Asie (p. 1580) ; recherche d'une solution pacifique au conflit du Cambodge ; condamnation de l'occupation du Cambodge par les troupes vietnamiennes ; visite du Président de la République en Chine ; négociations pour la fourniture de centrales nucléaires ; coopération engagée avec l'Inde ; continent asiatique représentant la moitié des protocoles du Trésor à l'exportation ; insuffisance des investissements français dans les pays de l'A.N.S.E.A. ; soutien aux efforts des organisations internationales au Pakistan et en Thaïlande ; recueil de réfugiés par un bateau français escorté par un bâtiment de la marine nationale en mer de Chine (p. 1581) ; nature du régime sandiniste ; durcissement de la politique américaine ; visite de M. Daniel Ortega dans certaines capitales ; sympathie rencontrée par la France dans cette région [11 juin 1985] (p. 1618-1619).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un avenant à la convention fiscale entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signée le 28 juillet 1967 et modifiée par les avenants du 12 octobre 1970 et du 24 novembre 1978 (n° 2748).**

Première lecture, discussion générale : extension de la convention franco-américaine à l'impôt français sur les grandes fortunes ; prise en compte du modèle de convention fiscale O.C.D.E. ; cas des redevables domiciliés en France ; instauration d'une mesure de tempérament au profit des personnes physiques résidentes en France de seule nationalité américaine ; redéfinition du régime des intérêts ; impositions relatives aux revenus des artistes et sportifs ; méthode de l'imputation ; non admission de l'imputation de la property-tax [19 juin 1985] (p. 1771) ; champ d'application territorial de la convention ; expression en dollars des montants de seuils d'imposition pour les artistes et sportifs (p. 1772) ; compétences de l'exécutif pour négocier les conventions internationales (p. 1772) ; absence de souplesse dans la notion de résidence fiscale (p. 1773).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire (n° 2730).**

Première lecture, discussion générale : rappel des objectifs de la convention [4 décembre 1985] (p. 5234).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale du 12 février 1979 (n° 2729).**

Première lecture, discussion générale : autorisation par l'accord franco-canadien du 9 février 1979 de la conclusion d'ententes dans le domaine de la législation sociale relevant de la compétence provinciale entre les autorités compétentes françaises et québécoises ; cas des travailleurs non salariés [4 décembre 1985] (p. 5235).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise (n° 2949).**

Première lecture, discussion générale : actualisation des dispositions de l'accord du 17 août 1960 sur la coopération économique monétaire et financière portant sur l'aide de la

République française à la République gabonaise ; rappel des points essentiels de cet accord [4 décembre 1985] (p. 5236).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses (n° 3016).**

Première lecture, discussion générale : politique de coopération pour lutter en mer du Nord et en Manche contre la pollution par les hydrocarbures ; modalités de remboursement des frais ; pavillons de complaisance ; projet de loi sur la flexibilité du temps de travail [4 décembre 1985] (p. 5238).

— **Projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité versée par la République populaire du Bénin en application de l'accord du 7 janvier 1984 (n° 2856).**

Première lecture, discussion générale : fixation des conditions de la répartition de l'indemnité globale et forfaitaire versée par le Bénin en contrepartie de la nationalisation de certaines entreprises appartenant à des ressortissants français [4 décembre 1985] (p. 5239).

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne d'extradition (n° 3100).**

Première lecture, discussion générale : référence à l'article 11 précisant que si la peine capitale est encourue dans l'Etat qui demande l'extradition, l'autre Etat peut n'accorder l'extradition que si le requérant donne des assurances que la peine capitale ne sera pas exécutée ; règle du refus d'extradition en raison du caractère politique de l'infraction ; substitution de cette convention aux différentes conventions bilatérales [4 décembre 1985] (p. 5240) ; équilibre entre les nécessités de la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité et le respect des droits fondamentaux de l'individu et du droit d'asile ; absence de lien entre la convention européenne d'extradition et la convention pour la répression du terrorisme ; réserves émises par la France concernant l'assassinat ou les attentats contre un chef d'Etat ou des membres de sa famille (p. 5241).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'organisation européenne de télécommunications par satellite (Eutelsat) (n° 3117).**

Première lecture, discussion générale : création de l'organisation européenne de télécommunications par satellite le 15 juillet 1982 ; signature d'un accord de siège à Paris ; Eutelsat intérimaire [4 décembre 1985] (p. 5242) ; intérêt de ce choix ; application de l'immunité de juridiction aux membres du personnel de l'organisation (p. 5243).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord constitutif de la société interaméricaine d'investissement (ensemble une annexe) (n° 2948).**

Première lecture, discussion générale : historique de l'accord constitutif de la société interaméricaine d'investissement [4 décembre 1985] (p. 5244) ; position de la France parmi les membres fondateurs ; statut particulier de la France dans la région des Caraïbes (p. 5245) ; ses observations au cours des explications de vote : effort afin que le Français soit adopté comme langue officielle et comme langue de travail ; définition de la région de la mer Caraïbe par la loi du 31 décembre 1982 ; précise que les entreprises des départements d'outre-mer ne seront pas concernées directement par l'activité de S.I.I. (p. 5246).

— **Projet de loi autorisant l'approbation du code européen de sécurité sociale fait à Strasbourg le 16 avril 1964 (n° 2996).**

Première lecture, discussion générale : historique du code européen de la sécurité sociale [4 décembre 1985] (p. 5247) ; parties acceptées par la France (p. 5248).

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 7 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (n° 2790).**

Première lecture, discussion générale : contenu de ce protocole ; extension de la protection des droits déjà garantis aux individus par la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales [4 décembre 1985] (p. 5249).

BAYOU (Raoul)

*Député de l'Hérault
(5^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 800**, posée le 23 avril 1985 : **Communautés européennes (politique agricole commune)** (p. 326) ; appelée le 26 avril 1985 : **situation viticole** : situation critique de la viticulture méridionale ; réglementation européenne concernant l'ajustement des disponibilités aux besoins et l'élimination des excédents par la distillation obligatoire ; absence de contrepartie garantissant le prix de la partie commercialisable des récoltes ; non-respect des règles communautaires chez certains des partenaires de la France ; refus de l'Italie d'établir un cadastre viticole (p. 441) ; opposition de Bruxelles au renforcement des compétences de l'office des vins ; intérêts de l'Espagne sauvegardés par le compromis du 28 mars 1985 (p. 442).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : situation de la viticulture [7 novembre 1985] (p. 4061) ; prix du vin ; accords de Dublin ; nécessité de créer un service européen de contrôle et de répression des fraudes ; programmes intégrés méditerranéens (p. 4062).

BEAUFILS (Jean)

*Député de la Seine-Maritime
(9^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947) [J.O. du 18 décembre 1985] (p. 14753).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche (F.I.O.M.)** : condamnation par la commission européenne du fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche ; efficacité du F.I.O.M. [13 novembre 1985] (p. 4295).

BEAUFORT (Jean)

*Député du Finistère
(6^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 22** : son amendement n° 143 (insérant au deuxième alinéa de l'article 1012 du code rural, après la première phrase, la phrase suivante : « ils fixent leur ordre du jour. ») : retiré [27 juin 1985] (p. 2054).

BECHE (Guy)

*Député du Doubs
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (affaires sociales et solidarité nationale : solidarité nationale) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12044).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant à compter de décembre 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 3039) [14 novembre 1985] (p. 4396).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 3 : affaires sociales et solidarité nationale : solidarité nationale (n° 2987) [9 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 3039) modifiant à compter du mois de décembre 1986 le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 3056) [13 novembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Hospitalisation privée** : sa référence aux allégations d'un quotidien ; « privilèges » accordés au secteur public hospitalier ; rôle de ce dernier [10 avril 1985] (p. 111,112).

INTERVENTIONS

— **Discussion de la motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Gaudin et Labbé.**

Explications de vote : opposition des droites à l'action de progrès du Gouvernement [23 avril 1985] (p. 318) ; critique de la position de M. Valéry Giscard d'Estaing ; redressement économique (p. 319) ; absence de mise en péril des institutions ; position du Général de Gaulle ; choix d'un mode de scrutin étant nécessairement lié aux circonstances ; absence de lien automatique entre la stabilité d'un régime et son mode de scrutin ; position de M. Jean Lecanuet (p. 320) ; problème de la cohabitation ; unité de façade de l'opposition (p. 321).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable soutenue par M. Parfait Jans [22 mai 1985] (p. 1028) ; nombre des demandeurs d'emploi ; impact des T.U.C. ; amélioration de la croissance de la consommation des ménages ; progression des salaires supérieure à celle enregistrée dans les autres pays européens ; augmentation du nombre des entreprises créées ; politique menée en matière d'éducation nationale ; encouragement du capital-risque ; développement du marché à terme des taux d'intérêt ; dispositions en faveur du marché hypothécaire ; régime économique sur les alcools ; problème de la taxe d'habitation (p. 1029, 1030).

Discussion des articles : **article 12** : différence de traitement entre le foncier industriel et le foncier des ménages ; allègement de la taxe d'habitation ; transferts entre départements engendrés par l'actualisation triennale (p. 1070) ; problème du coefficient déflateur (p. 1071).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).**

Première lecture, discussion générale : s'exprime contre la question préalable opposée par M. Alain Madelin ; dépôt par M. Alain Madelin d'une proposition de loi visant à abroger les ordonnances de 1945 ; existence d'une loi anti-trust aux Etats-Unis ; soumission des établissements de crédit au droit commun de la concurrence ; recours aux ordonnances de juin 1945 par tous les gouvernements depuis 1962 ; augmentation des prix de détail entre 1977 et 1981 ; relations professionnelles dans le domaine du refus de la vente ; innovation concernant les pratiques discriminatoires ; renforcement des pouvoirs et des moyens de la commission de la concurrence [2 octobre 1985] (p. 2582).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : succès socialiste quant à la maîtrise des finances publiques ; mesure du taux de pression fiscale maximale ; qualité de la protection sociale des Français ; remplacement du système actuel par la charité privée ou les assurances ; injustice de l'impôt sur le revenu sous les gouvernements précédents (p. 3160) ; exonération des ménages les plus modestes ; réinstauration de la tranche à 65 % ; faveur pour les petites successions ; instauration de l'I.G.F. ; lutte contre la fraude fiscale ; mise en cause des paradis fiscaux ; injustice de la taxe d'habitation avant 1981 (p. 3161).

Première partie, discussion des articles : **après l'article 12** : défense des amendements de M. Jean-Louis Masson par M. Pierre Bas (p. 3241) ; **article 16** : caractère « étriqué » que les députés de l'opposition donnent au débat ; intervention de M. Edouard Frédéric-Dupont en faveur des chauffeurs de taxi [18 octobre 1985] (p. 3264).

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : accroissement des crédits de paiement affectés aux subventions d'équipement social ; juxtaposition et superposition des régimes [4 novembre 1985] (p. 3817) ; déficits de gestion ; décélération continue des dépenses ; élection au conseil d'administration des caisses ; consommation médicale finale ; augmentation de la branche vieillesse ; campagne menée par

certaines compagnies d'assurances incitant à la souscription d'une assurance individuelle pour préserver le potentiel retraite ; maîtrise des dépenses hospitalières ; problème structurel du risque vieillesse ; cotisations liées au nombre d'actifs non chômeurs ; fiscalisation des recettes de la sécurité sociale (p. 3818) ; précarité des comptes ; crédits de paiements relatifs à l'équipement social ; services des soins infirmiers à domicile ; redéploiement du personnel au niveau départemental ; modernisation des hospices ; effort en faveur des handicapés ; aides à domicile ; actions en faveur des travailleurs migrants ; contrats d'agglomération ; problème des impayés de loyers ; mise en application de la décentralisation (p. 3819) ; *questions* : pose la question de M. Albert Pen (p. 3872).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, modifiant, à compter du mois de décembre 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 3039).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : majoration de la taxe spécifique sur les carburants ; création du fonds spécial de grands travaux ; procédure particulière de mobilisation des ressources ; opérations de débudgétisation ; évolution des ressources du fonds [20 novembre 1985] (p. 4554) ; limitation des emprunts du fonds ; domaines d'intervention ; coefficient multiplicateur moyen entre subventions et travaux ; sensibilisation des Français aux problèmes d'économies d'énergie ; exemples tentés en Franche-Comté ; équilibre de la trésorerie du fonds ; montant de la cinquième tranche (p. 4555).

BECQ (Jacques)

Député de la Somme
(4^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conditions de cessation d'activité de maîtres de l'enseignement public ayant exercé dans certains établissements d'enseignement privés (n° 2581).**

Première lecture, discussion générale : injustice subie par les maîtres intégrés dans la fonction publique ; avantages prévus par la loi Guerneur aux maîtres restés dans le privé [10 avril 1985] (p. 121) ; cas des personnels de Michelin, du Creusot et des Houillères ; situation des éducateurs spécialisés intégrés par la loi de 1977 ; déclaration du directeur général de l'Association des régimes de retraites complémentaires (p. 122).

Discussion des articles : **après l'article 2** : retraite complémentaire ; négociations avec les caisses ; cas des assurés qui perdraient leurs droits (p. 125).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale* : maintien de la progression du budget de recherche ; handicaps accumulés vis-à-vis des Etats-Unis et du Japon ;

création d'un espace scientifique européen ; programme JET ; lancement du programme Brite dans le domaine de la recherche technologique industrielle de base ; programme « Esprit » concernant les technologies de l'information ; télécommunications représentées par le programme Race ; programme pluri-annuel 1985-1989 de biotechnologie ; industriels japonais effectuant 73 % des investissements de recherche ; association des Européens à l'I.D.S. ; lancement d'une Europe technologique baptisée Eurêka ; problèmes de la coopération scientifique avec les pays en voie de développement ; question de la mobilité des chercheurs [25 octobre 1985] (p. 3546-3547-3548).

BEDOUSSAC (Firmin)

Député du Cantal
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

BEGAULT (Jean)

Député du Maine-et-Loire
(4^e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (commerce, artisanat et tourisme : tourisme [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome IV **commerce, artisanat et tourisme** : tourisme (n° 2992) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme : *Discussion générale* : rapporteur pour avis : faiblesse des subventions d'équipement pour le tourisme social ; place du tourisme dans l'économie nationale ; nécessité d'un outil statistique fiable ; élaboration d'un compte satellite ; place du tourisme dans la balance des paiements ; diversification de la source de devises ; vente d'ingénierie touristique ; politique de promotion et de commercialisation du tourisme français ; place et politique du tourisme vert ; application d'actions coordonnées au niveau des petites régions naturelles constituant des entités touristiques [28 octobre 1985] (p. 3558).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).**

Discussion : situation dramatique de l'agriculture française ; avenir de la production laitière ; distorsion dans le potentiel de production ; prise en charge d'une partie des cessations d'activité ; problèmes pour les productions horticoles, arboricoles et viticoles ; bénéfice des P.I.M. [10 décembre 1985] (p. 5827) ; disparition des exploitations agricoles (p. 5228).

BEIX (Roland)

Député de la Charente-Maritime
(3^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Unesco** : position du Gouvernement français vis-à-vis de cette organisation [9 octobre 1985] (p. 2840).

BELLON (André)

Député des Alpes-de-Haute-Provence
(2^e circonscription)
Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre du Conseil d'administration de Radio-France internationale [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes, et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal, signé à Lisbonne et à Madrid le 12 juin 1985 (n° 3046) [14 novembre 1985] (p. 4396).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14663).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3046) autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume du Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3090) [20 novembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Conséquences de l'élargissement de la C.E.E. dans le domaine agricole** : modalités d'adhésion de l'Espagne et du Portugal ; avenir de l'agriculture française [3 avril 1985] (p. 62).

— **Aide française après le tremblement de terre au Mexique** : bilan de cette opération [2 octobre 1985] (p. 2565).

INTERVENTIONS

Son rappel au règlement : sa demande visant à ce que l'Assemblée nationale observe une minute de silence à la mémoire des victimes de la déportation [2 mai 1985] (p. 535).

Son rappel au règlement : finale de la coupe U.E.F.A. à Bruxelles [30 mai 1985] (p. 1292).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : signification de la défense de la présence française ; prise en compte de la sensibilité générale de la zone du Pacifique ; absence de modification au droit du travail en Nouvelle-Calédonie de 1954 à 1982 ; possibilité pour la France de renforcer ses liens dans cette zone [30 mai 1985] (p. 1313-1314).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : avenir de l'Europe ; affirmation de la cohésion de l'identité européenne [11 juin 1985] (p. 1592) ; caractéristiques des rapports Est-Ouest ; rôle de l'O.T.A.N. ; maintien du développement de la dissuasion nucléaire ; construction d'un S.N.L.E. ; conception des rapports de la C.E.E. avec l'O.T.A.N. ; décision américaine concernant l'I.D.S. ; rapport entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est ; réactions à l'I.D.S. ; affirmation de l'Europe dans des réalisations concrètes ; adaptation des institutions ; revitalisation de l'esprit du traité de Rome (p. 1593) ; action en faveur des droits de l'Homme ; progression de la démocratie en Amérique latine ; position du groupe de Contadora ; atteinte aux droits de l'Homme en Afrique australe ; accentuation de la condamnation de l'apartheid ; maintien du dialogue avec Israël, les pays arabes et les Palestiniens ; présence au Liban ; déstabilisation des relations économiques internationales ; endettement généralisé ; élargissement de la C.E.E. (p. 1594).

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602).**

Deuxième lecture, discussion générale : ses observations sur les propos de M. Georges Tranchant ; influence des partis politiques dans le mode de scrutin actuel [13 juin 1985] (p. 1669).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un avenant à la convention fiscale entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signée le 28 juillet 1967 et modifiée par les avenants du 12 octobre 1970 et du 24 novembre 1978 (n° 2748).**

Première lecture, discussion générale : ses observations sur la saisine de la commission des affaires étrangères [19 juin 1985] (p. 1772).

— **Projet de loi autorisant la ratification de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (et documents connexes), signée à Lomé le 8 décembre 1984 ; l'approbation de l'accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, fait à Bruxelles le 19 février 1985 ; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (n° 2914).**

Première lecture, discussion générale : changement des conceptions en ce qui concerne le développement [8 octobre 1985] (p. 2758) ; contradiction entre libre marché et aide financière ; vision plus globale du développement ; coopération bilatérale menée par la France (p. 2759).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, première partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes.

Discussion générale : problème du sous-développement ; question des droits de l'Homme ; relations Est-Ouest [6 novembre 1985] (p. 3998) ; défi des SS20 ; fidélité de la

France à ses alliances ; importance de l'Europe dans le dépassement des conflits Est-Ouest ; défi technologique lancé par l'Europe ; rapports Nord-Sud ; défi d'un nouvel ordre économique international ; droits de l'Homme ; modernisation de notre appareil diplomatique (p. 3999).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le de Granda-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : problème de savoir comment la France va vivre l'élargissement de la Communauté économique européenne ; demande de l'Espagne et du Portugal en 1977 d'adhérer à la Communauté économique européenne ; décision du Gouvernement de négocier cet élargissement ; historique de cette adhésion [21 novembre 1985] (p. 4621) ; rôle fondamental de la France dans cette négociation ; liaison entre l'augmentation de la T.V.A. communautaire et la question de l'adhésion ; préservation de la politique agricole ; tentative de faire participer l'Espagne à la transformation même de l'Europe dans le cadre d'un accord négocié au mieux des intérêts réciproques de la France ; domaine des fruits et légumes ; marché du vin ; accord relatif à la pêche ; problème des ressources propres (p. 4622) ; transfert de ressources pour la modernisation de l'agriculture ; programmes intégrés méditerranéens ; définition des priorités ; principe de solidarité et problème de la contribution anglaise ; discipline budgétaire (p. 4623) ; rejet par la commission de la question préalable (p. 4629).

BELORGEY (Jean-Michel)

*Député de l'Allier
(4^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Rapporteur du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [7 novembre 1985] (p. 4117).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14911).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 3025) adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3092) [20 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3271) [19 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 3231) adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3279) [20 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3320) adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3323) [22 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : importance du retard à rattraper en matière d'équipement de la police nationale ; impossibilité de venir à bout de la rumeur sécuritaire [10 juillet 1985] (p. 2330) ; nécessité d'améliorer l'image de la police dans la population ; extension des qualifications d'officier et d'agent de police judiciaire ; possibilité pour des jeunes appelés d'accomplir leur service national dans la police ; importance de concrétiser l'ambition de voir une déontologie pleinement assumée et sanctionnée ; nécessité de renforcer les règles gouvernant le fonctionnement des garderies municipales ; nécessité que les contraventions soient proportionnées aux situations auxquelles elles s'appliquent ; importance de la réhabilitation des délinquants ; importance d'un minimum de prévention sociale ; nécessité d'une modernisation de l'administration pénitentiaire (p. 2331).

— **Projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : rappel des objectifs du projet de loi ; objectif de coordination ou de recherche de cohérence entre les différentes actions sanitaires et sociales menées dans le département [25 novembre 1985] (p. 4777) ; conditions dans lesquelles les usagers pourront faire valoir leurs droits à la solidarité nationale ou locale ; stratégie de planification et de programmation des services collectifs ; réflexion sur la décentralisation (p. 4778) ; exclusion sociale et exclusion de la sociabilité ; élaboration des schémas départementaux des établissements et services ; nécessité du dialogue ; estime que la théorie juridique de la décentralisation reste à faire ; contrôle du juge sur les décisions des exécutifs décentralisés ; précise que les collectivités locales sont gestionnaires de la solidarité nationale ; pouvoir de l'autorité qui finance ; obligation de concertation ; maîtrise de la progression des dépenses ; notion de besoin (p. 4779) ; problème de l'agrément des conventions collectives du secteur social ; opposabilité des conventions agréées au niveau national ; préoccupations financières ; problème du domicile de secours ; renforcement du mécanisme de dialogue ; mode d'acquisition du domicile de secours ; territorialisation du recrutement des établissements (p. 4780) ; nécessité pour les départements de garder la maîtrise des dépenses qu'ils sont conduits à assumer ; nécessité de prévoir qu'en cas de séjour en établissement le domicile de secours ne change pas ; question des conditions d'accès aux prestations dites facultatives ; droit à l'aide sociale ; question du minimum garant ; procédure de planification des établissements et services ; problème de l'autorité compétente pour l'exercice du pouvoir de police ; fusion des commissions compétentes au niveau national et régional ; extension de la procédure de coordination à de nouvelles catégories d'établissements ; modification de l'article 14 de la loi de 1975 afin de transférer au président du Conseil général le pouvoir de fermeture des établissements et services privés relevant de la compétence du département (p. 4781) ; risque de confusion en matière de régime juridique du pouvoir de police dans le cadre de la décentralisation ; versement des allocations familiales à la personne qui assume la charge effective et permanente de l'enfant ; question du maintien des droits à prestations pour la famille d'origine de l'enfant confié à l'aide sociale ; « mise en scène » des différents partenaires ; prise en charge par le département des mineurs confiés au service de l'aide sociale à l'enfance par décision de justice ; durée maximum d'application des mesures prises par le juge en faveur des enfants protégés ; contentieux de la tarification des établissements publics (p. 4782) ; nécessité de la régionalisation ; divergences entre le Conseil d'Etat et le Parlement en ce qui concerne les méthodes de décompte des paragraphes et des alinéas (p. 4783).

Discussion des articles : avant l'article 1^{er} : son amen-

dement n° 4 (création dans chaque département d'un Conseil du développement social) ; conditions de la création du Conseil départemental du développement social et consultation de l'ensemble des partenaires ; adopté après rectification (p. 4801) ; **article 1^{er}** : son amendement n° 5 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 6 (contenu du schéma départemental) ; modalités de collaboration et de coordination ; adopté ; son amendement n° 7 (de conséquence) : adopté (p. 4802) ; cas d'adoption conjointe du schéma départemental et cas où les prestations sont prises en charge par une caisse d'allocations familiales ou d'assurance vieillesse ; difficultés pour motiver les caisses à s'investir dans des actions locales si elles sont absentes des procédures d'autorisation ; son amendement n° 8 (référence aux établissements et services accueillant des handicapés adultes) ; rappelle les deux catégories d'établissements s'occupant des handicapés adultes ; phénomène de « connexité » ou de « substituable » des interventions de compétence étatique et de compétence départementale ; rappelle que les handicapés sont la seule catégorie de population pour laquelle nous sommes en passe d'avoir une compétence conjointe en raison d'un double financement (p. 4803) ; netteté du clivage dans la répartition des compétences en ce qui concerne la catégorie des handicapés adultes ; adopté ; caractère évolutif du schéma départemental (p. 4804) ; **article 2** : son amendement n° 153 à titre personnel (substituant aux mots « la première phrase du » le mot « le ») ; réajustement des décomptes de paragraphe ; adopté ; son amendement n° 9 (référence à une extension importante) ; extension d'établissement soumise à la procédure de coordination ; adopté ; son amendement n° 10 (remise en ordre des alinéas) : adopté ; son amendement n° 11 (remise en ordre des alinéas) : adopté (p. 4805) ; son amendement n° 12 (procédure applicable aux services à caractère social ou médico-social de soins infirmiers à domicile et d'action éducative en milieu ouvert) ; question de la coordination des établissements et services ; préoccupation du Parlement de ne pas subdéléguer ou déléguer la compétence au pouvoir réglementaire ; nécessité de définir les services que l'on entend mettre en coordination (p. 4806) ; services fournis par des infirmiers travaillant en libéral et services fournis par les services de soins infirmiers organisés en tant que tels ; rejeté ; **article 3** : son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 14 (rédactionnel) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 15 (supprimant l'avant dernier alinéa de cet article) (de coordination) (p. 4807) ; retiré ; **article 6** : son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 17 (rédactionnel) ; rappel du système de la loi de 1975 ; souci de favoriser une maîtrise de la dérive des dépenses sociales ; rappelle que l'autorisation de planification n'emporte pas dans tous les cas habilitation en matière financière ; adopté ; son amendement n° 18 (de coordination) : adopté (p. 4808) ; **article 8** — *article 11-1 de la loi du 30 juin 1975* : son amendement n° 19 (relatif aux coûts de fonctionnement) ; référence aux coûts de fonctionnement manifestement hors de proportion avec le service rendu ; notion de « dépense excessive » et de « coût exagéré » ; adopté (p. 4809) ; **article 11-2 de la loi du 30 juin 1975** : son amendement n° 20 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 21 (référence au critère d'évaluation des actions conduites) ; rigueur financière et sociale ; adopté ; son amendement n° 22 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 23 (référence aux modalités de conciliation en cas de divergences sur l'interprétation des dispositions conventionnelles) ; possibilité de permettre aux co-contractants de se mettre d'accord sur des procédés de règlement des conflits ; adopté ; *article 11-3 de la loi du 30 juin 1975* : son amendement n° 24 (supprimant le 3^e alinéa du texte proposé pour cet article) ; conditions dans lesquelles l'habilitation peut être retirée à ceux qui la détiennent ; adopté ; son amendement n° 25 (référence à une disposition substantielle) : adopté ; son amendement n° 26 (d'harmonisation) : adopté (p. 4810) ; notion de conditions de fonctionnement trop coûteuses et de charges excessives ; problème du parallélisme des formes pour l'octroi et le retrait de l'habitation ; son amendement n° 27 (référence aux dispositions de l'article 11-1 de la loi du 30 juin 1975) : adopté ; son amendement n° 28 (avis de la commission régionale ou nationale mentionné à l'article 6 de la loi du 30 juin 1975) ; conditions dans lesquelles on procède à des confrontations entre financeurs-bailleurs de fonds et établissements ou services (p. 4811) ; adopté ; responsabilité nationale en matière de solidarité ; son amendement n° 29 (retrait de l'habilitation) : adopté ; son amendement n° 30 (prise en compte des consé-

quences financières dans la fixation des moyens alloués à l'établissement ou service); droit des prix de journée; intégration des coûts de fermeture dans les périodes de calcul du prix de journée; adopté; son amendement n° 31 (de conséquence) adopté (p. 4812); **article 9**: son amendement n° 32 (problème de décompte des alinéas): adopté; référence faite dans les D.D.O.S. aux besoins et aux ressources; son amendement n° 154 à titre personnel (référence à l'autorité compétente pour autoriser la transformation ou l'extension); protection judiciaire de la jeunesse; adopté; son amendement n° 33 (supprimant dans le 4^e alinéa de cet article les mots « ou s'il s'agit d'un établissement ou d'un service relevant de la compétence du département, le président du Conseil général »); pouvoir de police (p. 4813); pouvoirs de police des conseils généraux; abstention intempestive du président du Conseil général; difficultés pour exercer un pouvoir de police de fermeture; adopté; son amendement n° 34 (de coordination): adopté (p. 4814); **article 10**: incompétence du législateur pour imposer dans un domaine particulier du droit du travail un instrument pour fixer les modes de récupération et les conditions de travail; procédure d'extension de la convention collective; son amendement n° 35 (référence aux personnes morales du droit public); agrément local (p. 4815); adopté; son amendement n° 36 (précisant que ces conventions ou accords s'imposent aux autorités compétentes pour fixer la tarification); adopté; son amendement n° 37 (de coordination): adopté; son amendement n° 38 (de coordination): adopté; **article 11**: son amendement n° 39 (substituant aux mots « l'assurance maladie » les mots « des organisations de sécurité sociale »): adopté; son amendement n° 40 (de conséquence): devenu sans objet (p. 4816); son amendement n° 41 (de conséquence): adopté; son amendement n° 42 (de conséquence): adopté; **article 14**: son amendement n° 43 (décompte des alinéas): adopté (p. 4817); **article 18**: son amendement n° 44 (référence aux dispositions de l'article 11-1 de la loi du 30 juin 1975); critère de charges excessives; référence aux évolutions économiques générales corrigées par les préoccupations et les politiques locales (p. 4818); adopté; **article 19**: son amendement n° 45 (rédactionnel): adopté; **article 20**: son amendement n° 46 (de rectification) (p. 4819); adopté; **article 22**: son amendement n° 47 (rédactionnel): adopté; formation des personnels sociaux; son amendement n° 48 (rédactionnel): adopté (p. 4820); **avant l'article 26**: son amendement n° 49 (insérant la référence « L. 276-1 du code de la sécurité sociale » après la référence « L. 276 »); système de tarification; adopté; **article 26**: son amendement n° 50 (de conséquence): adopté (p. 4821); **article 27**: clarification des règles d'attribution des prestations familiales; **avant l'article 28**: son amendement n° 52 (de rectification): adopté (p. 4822); **article 29** — *article 40 du code de la famille et de l'aide sociale*: son amendement n° 53 (référence à l'équilibre des familles); volonté que les moindres perturbations sociales ne justifient pas l'intervention de l'aide sociale à l'enfance; nécessité de ne pas engager des actions systématiques qui peuvent avoir l'apparence de marquage ou de mise en tutelle; adopté; son amendement n° 54 (organisation d'actions collectives visant à prévenir la marginalisation dans des lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale): adopté; son amendement n° 55 (rédactionnel): adopté (p. 4823); *article 42 du code de la famille et de l'aide sociale*: octroi de l'aide à domicile; *article 43 du code de la famille et de l'aide sociale*: son amendement n° 58 (définition de l'aide à domicile): adopté; *article 44 du code de la famille et de l'aide sociale*: son amendement n° 59 (référence à la personne chargée temporairement de suivre la situation): adopté (p. 4824); *article 45 du code de la famille et de l'aide sociale*: son amendement n° 60 (action visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles); obligation de financer les institutions qui s'occupent de la prévention spécialisée; clubs et équipes de prévention; adopté; *Article 46 du code de la famille et de l'aide sociale*: son amendement n° 61 (d'harmonisation); corrélation entre les codes de la famille et de l'aide sociale; adopté; son amendement n° 62 (de précision) adopté; *article 47 du code de la famille et de l'aide sociale*: son amendement n° 63 (rédactionnel): adopté; son amendement n° 64 (rédactionnel): adopté; son amendement n° 65 (référence à l'acte de naissance) (p. 4825); hypothèses dans lesquelles le véritable état-civil de l'enfant peut apparaître postérieurement à la naissance; adopté; **après l'article 30**: son amendement n° 66 (de clarification):

adopté; **article 33**: son amendement n° 67 (de simplification); loi de juillet 1983 prévoyant les règles applicables à la communication des informations nominatives à caractère sanitaire et social; adopté; **article 34**: son amendement n° 68 (de suppression): adopté (p. 4826); **article 35** — *article 83 du code de la famille et de l'aide sociale*: son amendement n° 69 (rédactionnel): adopté; *article 84 du code de la famille et de l'aide sociale*: son amendement n° 70 (plafond fixé par décret en Conseil d'Etat); son souci que la décentralisation ne débouche pas sur un éclatement excessif du droit social; souveraineté des élus locaux; adopté; *article 85 du code de la famille et de l'aide sociale*: son amendement n° 71 (prise en charge financière) (p. 4827); adopté; son amendement n° 72 (rédactionnel); nécessité, lorsqu'un juge prend une décision de placement, d'avoir conscience que cette décision constitue une décision de prescripteur créant une obligation de prise en charge; adopté; son amendement n° 73 (de clarification): adopté; son amendement n° 74 (de précision): devenu sans objet; son amendement n° 75 (cas où le service de l'aide sociale à l'enfance a reçu une délégation d'autorité parentale): devenu sans objet; inapplication du mécanisme traditionnel du domicile de secours en matière d'aide sociale à l'enfance (p. 4828); son amendement n° 76 (de précision): adopté; *article 86 du code de la famille et de l'aide sociale*: son amendement n° 77 (personnes bénéficiant des prestations d'aide sociale à l'enfance); son sous-amendement n° 192 à titre personnel à l'amendement n° 77 de la commission (référence aux articles 42 et 46); nécessité de faire en sorte que toute les prestations servies au titre de l'aide sociale à l'enfance soient prises en charge par le département qui a prononcé l'admission; adopté; amendement n° 77, ainsi modifié: rejeté; son amendement n° 155 à titre personnel (de précision): adopté; son amendement n° 78 (de précision): adopté (p. 4829); **après l'article 35**: son amendement n° 79 (rédactionnel): adopté; **article 36**: son amendement n° 80 (référence au représentant de l'Etat dans le département); pouvoirs de police du représentant de l'Etat; rejeté; **article 37**: son amendement n° 81 (référence au représentant de l'Etat dans le département): rejeté (p. 4830); son amendement n° 82 (de conséquence): rejeté; son amendement n° 83 (de conséquence): rejeté; son amendement n° 84 (de conséquence): rejeté; son amendement n° 85 (de conséquence): rejeté; **article 38** — *article 97 du code de la famille et de l'aide sociale*: son amendement n° 86 (de conséquence); pouvoirs de police en matière de fermeture des établissements; devenu sans objet; son amendement n° 87 (de conséquence): adopté (p. 4831); son amendement n° 156 à titre personnel (supprimant le 4^e alinéa du texte proposé pour cet article du code): adopté; son amendement n° 161 à titre personnel (référence au président du conseil général): adopté; *article 98 du code de la famille et de l'aide sociale*: son amendement n° 89 (de conséquence): adopté; **article 40**: son amendement n° 90 (rédactionnel): adopté; son amendement n° 91 (obligation pour les bénéficiaires d'une autorisation d'obtenir une habilitation du ministre compétent pour exercer leur activité au profit de mineurs étrangers); rôle du Gouvernement intervenant postérieurement aux autorités de base en cas d'adoption ou de placement de mineurs étrangers; adopté (p. 4832); **après l'article 40**: son amendement n° 92 (rédactionnel): adopté; **article 41**: son amendement n° 93 (de correction): adopté; **avant l'article 44**: son amendement n° 157 à titre personnel (personnes et établissements qui concourent à la protection judiciaire de la jeunesse) (p. 4837); devenu sans objet; **article 44**: son amendement n° 94 (rédactionnel): adopté; **article 46**: son amendement n° 95 (rédactionnel): adopté; son amendement n° 158 à titre personnel (de clarification): adopté; **article 47**: son amendement n° 96 (placement en établissement); estime qu'il ne faut rouvrir systématiquement les dossiers que lorsqu'on a affaire à certaines mesures éducatives): adopté (p. 4838); **article 48** — *avant l'article 124-1 du code de la famille et de l'aide sociale*: son amendement n° 97 (prononcé de l'admission à une prestation d'aide sociale); nécessité de faire apparaître sur quelle base légale se fondent les commissions ou les autorités d'admission à l'aide sociale pour statuer sur les demandes): adopté; *article 124-1 du code de la famille et de l'aide sociale*: son amendement n° 98 (prestation relative à la lutte contre la tuberculose); distinction parmi les compétences départementales entre celles qui sont exercées par les commissions d'admission et celles qui sont exercées par le président du Conseil général; adopté; son amendement n° 99 (orientation en faveur des personnes

handicapées) : adopté ; son amendement n° 100 (de précision) ; attribution par le commissaire de la République des allocations d'aide aux familles dont le soutien accomplit son service militaire ; adopté ; son amendement n° 101 (recours possible contre les décisions du président du Conseil général et du représentant de l'Etat) : adopté (p. 4839) ; **article 49** — *article 126 du code de la famille et de l'aide sociale* : son amendement n° 102 (référence au canton comportant la commune où la demande a été déposée) ; son sous-amendement n° 159 à titre personnel à l'amendement n° 102 de la commission (cas où le dossier est transmis dans les conditions prévues à l'article 194) ; nécessité d'éviter au demandeur d'aide sociale de chercher la commission compétente (p. 4840) ; sous-amendement n° 159 : adopté ; amendement n° 102, ainsi modifié : adopté ; son amendement n° 103 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 104 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 105 (supprimant les mots « du régime général ») ; distribution des participations dans les différentes instances ; adopté ; son amendement n° 106 (précisant que le demandeur est entendu lorsqu'il le souhaite) ; nécessité que les intéressés puissent faire valoir leurs raisons et leurs intérêts lors de la procédure d'admission ; caractère contradictoire de cette procédure ; adopté ; *article 128 du code de la famille et de l'aide sociale* : son amendement n° 107 (possibilité de recours devant la commission départementale contre les décisions des commissions d'admission) (p. 4841) ; précision des compétences territoriales des différents échelons des commissions d'aide sociale ; question de la régulation juridique des décisions facultatives ; adopté ; son amendement n° 108 (référence aux personnes figurant sur une liste établie conjointement par le président du Conseil général et le préfet) : adopté ; son amendement n° 109 (précisant que le demandeur est entendu lorsqu'il le souhaite) ; procédure contradictoire appliquée par les commissions départementales ; adopté ; *article 129 du code de la famille et de l'aide sociale* : son amendement n° 110 (procédure d'appel devant les décisions des commissions départementales) : adopté ; son amendement n° 111 (référence aux personnes particulièrement qualifiées en matière d'aide ou d'action sociale) (p. 4842) ; adopté ; son amendement n° 112 (de précision) : adopté ; son amendement n° 113 (précisant que le demandeur est entendu lorsqu'il le souhaite) : adopté ; **article 50** : son amendement n° 114 (de rectification) : adopté ; son amendement n° 115 (de conséquence) : adopté (p. 4843) ; **article 51** — *article 137 du code de la famille et de l'aide sociale* : son amendement n° 116 (précisant que le conseil communal d'action sociale anime une action générale de prévention) ; nécessité de ne pas créer un climat de « municipalisation » mais plutôt un climat de collaboration ; adopté ; son amendement n° 117 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 118 (prévoyant que ce conseil transmet les demandes dont l'instruction incombe à une autre autorité) : adopté ; *article 138 du code de la famille et de l'aide sociale* : son amendement n° 119 (précisant que le conseil d'administration élit en son sein un vice-président) : adopté ; son amendement n° 120 (application de la représentation proportionnelle) ; absence de transparence du bureau d'aide sociale ; problème de la représentation des minorités dans les instances délibérantes (p. 4844) ; adopté ; son amendement n° 121 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 51** : son amendement n° 122 (d'harmonisation) : adopté ; **article 52** : son amendement n° 123 (référence au conseil d'administration des centres communaux d'action sociale) (p. 4845) ; adopté ; **article 54** : son amendement n° 124 (montant de l'allocation de logement à caractère social) ; gestion par les établissements sociaux et socio-médicaux des ressources des personnes hébergées ; adopté ; **article 55** : son amendement n° 125 (substituant au mot « social » le mot « médical » dans le texte proposé pour l'article 182 du code de la famille) ; recettes médicales ; adopté ; **article 56** : son amendement n° 126 (de cohérence) : adopté (p. 4846) ; son amendement n° 127 (de cohérence) : adopté (p. 4847) ; **article 57** — *article 192 du code de la famille et de l'aide sociale* : son amendement n° 128 (précisant que les dépenses d'aide sociale sont à la charge des départements dans lesquels les bénéficiaires ont leur domicile de secours) : adopté après rectification ; *article 193 du code de la famille et de l'aide sociale* : propose de retenir les amendements présentés par M. Jacques Blanc à condition qu'ils deviennent la « propriété commune » de ce dernier et de la commission ; ses amendements n° 129 et n° 130 : devenus sans objet (p. 4848) ; cas des incapables majeurs ; enfants relevant de l'aide sociale à l'enfance et enfants hors aide sociale à l'enfance qui

seraient sujets à tutelles ; mise sous tutelle donnant le domicile de secours tant qu'il n'y a pas de placement en établissement ; liaison entre le sort donné à la tutelle et celui donné à l'autorité parentale ; son amendement n° 199 à titre personnel (référence à la tutelle confiée en application de l'article 390 du code civil) (p. 4849) ; domicile de secours des enfants hors aide sociale à l'enfance et mise sous tutelle ; adopté ; *article 194 du code de la famille et de l'aide sociale* : son amendement n° 131 (obligation pour le président du Conseil général de transmettre le dossier au président du Conseil général du département concerné lorsqu'il estime que le demandeur a son domicile de secours dans un autre département) ; réglementation des conflits de compétences ; procédure de référé devant un tribunal administratif ; adopté ; son amendement n° 132 (intervention du président du Conseil général lorsque la situation du demandeur exige une décision immédiate) ; hypothèse de l'urgence ; adopté ; **après l'article 57** : son amendement n° 133 (compétence de la section permanente du Conseil supérieur de l'aide sociale pour statuer en matière contentieuse sur les recours contre les arrêtés fixant la dotation globale due) (p. 4850) ; cas dans lesquels le Conseil supérieur de l'aide sociale est compétent ; adopté ; son amendement n° 134 (recours en dernier ressort devant la commission régionale de la tarification sanitaire et sociale) ; procédure d'appel devant la section permanente du Conseil supérieur de l'aide sociale ; engorgement de cette dernière instance ; adopté (p. 4851) ; **article 58** : son amendement n° 160 à titre personnel (de coordination) : adopté ; son amendement n° 135 : devenu sans objet ; **avant l'article 59** : son amendement n° 136 (de précision) : adopté ; **article 59** : son amendement n° 137 (rédactionnel) : adopté ; **article 60** : son amendement n° 138 (référence aux services communaux d'hygiène et de santé) : adopté (p. 4852) ; **article 63** : son amendement n° 139 (rédactionnel) : adopté ; **article 64** : son amendement n° 140 (rédactionnel) : adopté ; **article 65** : son amendement n° 141 (rédactionnel) : adopté (p. 4853) ; **article 66** : son amendement n° 142 (de précision) : adopté ; son amendement n° 143 (précisant que les établissements et services privés ayant passé convention avec l'aide sociale sont réputés être titulaires de l'habilitation) : adopté ; **article 67** : son amendement n° 144 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 67** : son amendement n° 145 (de cohérence) : adopté ; son amendement n° 146 (de cohérence) : adopté ; **article 68** : son amendement n° 147 (numérotation d'articles) : adopté ; son amendement n° 148 (de conséquence) (p. 4854) ; adopté ; son amendement n° 149 (rédactionnel) : adopté (p. 4855) ;

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : demande que l'on passe immédiatement à l'examen des articles [20 décembre 1985] (p. 6532) ;

Discussion des articles : **article 1^{er} A** : son amendement n° 1 (tendant à rédiger ainsi le sixième alinéa (4^e) du texte proposé pour l'article 2-1 de la loi du 30 juin 1975 : « des usagers notamment des personnes âgées et des personnes handicapées, des associations concernées et notamment de l'union départementale des associations familiales ») ; nécessité de réintroduire les usagers dans le champ d'application de cet article ; adopté après rectification (p. 6532) ; **article 1^{er}** : son amendement n° 2 (tendant à compléter le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 2-2 de la loi du 30 juin 1975 par les mots « ainsi que les établissements et services accueillant des adultes handicapés quelles que soient leurs modalités de financement ») ; nécessité d'un accord des autorités compétentes lors de la phase de planification ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 3 (rédactionnel) (p. 6533) ; modalités de création de nouveaux établissements ; adopté ; **article 8** : son amendement n° 4 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 113 de la loi du 30 juin 1975 à substituer aux mots « compte-tenu de » les mots « pour des motifs fondés sur ») ; raisons que peut invoquer l'autorité compétente pour dénoncer ou refuser l'habilitation (p. 6534) ; adopté ; son amendement n° 5 (tendant après les mots « pour tout ou partie de » à rédiger ainsi la fin de la première phrase de l'avant dernier alinéa du texte proposé pour l'article 11-3 de la loi du 30 juin 1975 : « la capacité dont la suppression était demandée ») ; problème des suppressions de capacité considérées comme nécessaires par l'établissement ; nécessité que la décision et la consultation portent sur le même objet ; adopté après rectification ; son amendement n° 6 (tendant avant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 11-3 de la loi du 30 juin 1975 à insérer l'alinéa

suyant « il est tenu compte des conséquences financières de cette décision dans la fixation des moyens alloués à l'établissement ou au service »; déficits de fin d'exercice; adopté (p. 6535); **article 13**: son amendement n° 7 (tendant dans la deuxième phrase du texte proposé pour l'article 20 de la loi du 30 juin 1975 à supprimer le mot « conformes »); nomination des chefs d'établissement; lourdeur de la procédure de l'avis conforme; nécessité d'une différenciation fonctionnelle dans le domaine de la gestion des personnels; modalités de désignation des directeurs; adopté (p. 6536); **article 16**: son amendement n° 8 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 24 de la loi du 30 juin 1975 à supprimer le mot « conforme »); adopté; son amendement n° 9 (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 24 de la loi du 30 juin 1975 à supprimer le mot « conforme ») adopté; **article 19**: son amendement n° 10 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 26-3 de la loi du 30 juin 1975 à substituer aux mots « une partie » les mots « tout ou partie »); nécessité d'alléger la charge pouvant résulter pour certains pensionnaires du maintien sur la facture qu'ils sont amenés à payer de certains frais pendant leur période de vacances; adopté (p. 6537); **article 29**: son amendement n° 11 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 42 du code de la famille et de l'aide sociale après les mots « son éducation l'exige », à insérer les mots « pour les prestations en espèces »); prestations dont les bénéficiaires potentiels de l'aide sociale à l'enfance peuvent avoir besoin; accès aux prestations sociales à l'enfance pouvant être lié à un besoin de conjoncture psychologique d'ordre non financier; adopté; son amendement n° 12 (participation du département aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles) (p. 6538); actions de prévention et d'animation générale à vocation préventive; adopté; **article 32**: son amendement n° 13 (tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 77 du code de la famille et de l'aide sociale à supprimer les mots « de moins de trois ans »); aide aux mères et aux enfants de moins de trois ans; aide aux familles en difficulté; adopté; **article 35**: son amendement n° 14 (tendant à compléter le texte proposé pour l'article 84 du code de la famille et de l'aide sociale par les mots: « dans la limite d'un plafond fixé par décret en Conseil d'Etat notamment lorsque ce plafond est déterminé par référence aux règles prévues pour une autre prestation »); nécessité de fixer un plafond-cadre (p. 6539); adopté; **article 48**: son amendement n° 15 (admission à une prestation d'aide sociale); règlements départementaux en matière de conditions d'ouverture des droits aux prestations sociales; nécessité d'une coordination avec les règles nationales (p. 6540); adopté; son amendement n° 16 (tendant au début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 124-1 du code de la famille et de l'aide sociale à supprimer le mot « légales ») retiré; ses observations sur l'amendement n° 29 du Gouvernement (p. 6541); **article 49**: son amendement n° 17 (tendant après les mots « mutualité sociale agricole » à rédiger ainsi la fin de l'avant dernier alinéa du texte proposé pour l'article 126 du code de la famille et de l'aide sociale: « et un représentant d'un centre communal d'action sociale désigné conjointement par le président du Conseil général et le représentant de l'Etat dans le département »); adopté; **article 51**: son amendement n° 18 (animation par le centre communal d'action sociale d'une action générale de prévention et de développement social dans la commune); rôle d'animation dévolu au bureau d'aide sociale (p. 6542); adopté; son amendement n° 19 (tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 137 du code de la famille et de l'aide sociale); adopté; son amendement n° 20 (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 138 du code de la famille et de l'aide sociale après les mots « en son sein » à insérer les mots « à la représentation proportionnelle dans les conditions fixées par voie réglementaire »); adopté (p. 6543); **article 57**: son amendement n° 21 (tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 193 du code de la famille et de l'aide sociale); dispositions transitoires pour l'application de la législation relative au domicile de secours; adopté (p. 6544); **article 61**: son amendement n° 22 (tendant à supprimer la dernière phrase du texte proposé pour l'article L. 775 du code de la santé publique); adopté (p. 6545); **après l'article 67 ter**: son amendement n° 23 (dispositions de l'article 193 du code de la famille et de l'aide sociale modifié par la présente loi ne s'appliquant pas

aux personnes ayant acquis à la date de publication de la présente loi un domicile de secours du fait de leur séjour actuel en établissement social); nécessité d'éviter à tout pensionnaire d'établissement ayant acquis le domicile de secours de voir cet acquis remis en cause; logique des droits acquis; retiré (p. 6546);

Ses observations lors des explications de vote: ses observations sur les propos de M. Jacques Blanc (p. 6547).

BELTRAME (Serge)

*Député des Vosges
(4^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

BENEDETTI (Georges)

*Député du Gard
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [JO du 3 avril 1985] (p. 3902).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie:

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale*: foyer de l'enfance à Nîmes; place de la prévention; recul des grandes maladies; club de prévention de la santé [4 novembre 1985] (p. 3846); concept de « sous-nutrition sans malnutrition »; effort d'information et de formation; révolution diététique, production alimentaire du globe (p. 3847).

BENETIÈRE (Jean-Jacques)

*Député de la Loire
(5^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

Se démet de son mandat de député le 10 mars 1986 [J.O. du 12 mars 1986] (p. 3825).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre du Conseil supérieur d'orientation et de l'économie agricole et alimentaire [J.O. du 12 avril 1985] (p. 4300).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562) [J.O. du 11 juin 1985] (p. 6439).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant la ratification de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (et documents connexes), signée à Lomé le 8 décembre 1984; l'approbation d'un accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, fait à Bruxelles le 19 février 1985; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (n° 2914) [3 octobre 1965] (p. 2649).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (agriculture : dépenses en capital) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12044).

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13809).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi autorisant la ratification de la troisième **Convention A.C.P.-C.E.E.** (et documents annexes), signée à Lomé le 8 décembre 1984 ; l'approbation de l'Accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, fait à Bruxelles le 19 février 1985 ; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (n° 2914) (**n° 2966**) [2 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) : annexe n° 6 : agriculture : dépenses en capital (n° 2987)** [9 octobre 1985].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 811**, posée le 2 mai 1985 : **logement (amélioration de l'habitat)** (p. 550) ; appelée le 3 mai 1985 : **primes à l'amélioration de l'habitat** : modalités d'attribution des primes ; réévaluation régulière des plafonds de ressources ; nombre des propriétaires ayant accès aux primes ; cas des propriétaires disposant des revenus les plus faibles ; incidence des aides sur l'activité économique du secteur du bâtiment (p. 557) ; mesures d'adaptation prises dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat ; maintien du dispositif existant jusqu'à l'achèvement de la convention (p. 558).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant aménagement d'aides au logement (n° 2575).**

Première lecture, discussion générale : objectifs d'une politique publique du logement ; dispositions décidées par le budget en 1985 en faveur des grosses réparations effectuées dans la résidence principale ; mesures du projet de loi en faveur de l'acquisition d'une résidence principale ; conditions d'application de l'épargne-logement pour une résidence secondaire [3 avril 1985] (p. 74) ; amélioration des régimes de financement ; travaux de réhabilitation ; prime à l'amélioration de l'habitat ; système d'intervention des caisses d'allocations familiales (p. 75).

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577).**

Première lecture, discussion générale : application de ce projet au secteur agricole ; rapport de M. Gérard Gouzes « Tradition et modernité de l'agriculture française » ; nombre d'exploitations agricoles ayant opté pour la forme de société ; non-commercialité de l'activité agricole reconnue par l'article 638 du code de commerce ; maintien du caractère spécifique de l'exploitation ; définition de solutions spécifiques à l'agriculture [11 avril 1985] (p. 148) ; problème de l'étendue de la responsabilité dans la société agricole à responsabilité limitée ; cas des G.A.E.C. ; opportunité de permettre la constitution des G.A.E.C. unipersonnels (p. 149).

Discussion des articles : **après l'article 1^{er}** : son amendement n° 45 (conditions de création et de fonctionnement d'une entreprise unipersonnelle ayant pour objet l'exploitation d'un bien agricole) ; sociétés civiles et sociétés commerciales ; prévention contre la constitution des sociétés fictives ; cas des « ventes d'herbes » ; statut du fermage ; remise en cause des autres formes de sociétés civiles existantes ; nombre de sociétés civiles dans l'agriculture (p. 161) ; bénéfice du régime de la mutualité sociale agricole ; statut des baux ruraux ; retiré (p. 162).

Deuxième lecture, discussion générale : extension de certaines dispositions du projet à l'activité agricole ; part des

entreprises agricoles à forme sociétaire ; prise en compte du foncier ; cas des propriétaires fonciers ne souhaitant pas devenir exploitants ; détention pour moitié du capital par les associés exploitants ; reconnaissance d'un statut juridique des exploitants agricoles ; rémunération des associés et des aides familiales ; droits sociaux des conjoints ou aides-familiaux ; dispositions en matière du congé de maternité pour les femmes d'exploitants ; procédure simplifiée pour la constitution des entreprises [18 juin 1985] (p. 1732) ; non définition de la notion de cessation de paiements dans le domaine agricole (p. 1733) ;

Discussion des articles : **après l'article 10 ter** : son sous-amendement n° 33 à l'amendement n° 15 de la commission (dissolution de l'E.A.R.L. à la demande de tout intéressé dans le cas où la part des associés exploitants devient inférieure au minimum légal) ; cas de perte de la majorité par les associés exploitants en cas de décès ou de cession de parts ; retiré (p. 1742) ; son sous-amendement n° 34 à l'amendement n° 16 de la commission (complétant cet amendement par l'alinéa suivant : « Toutefois, les statuts peuvent prévoir une limitation du nombre de voix attribué à un seul associé ») : devenu sans objet (p. 1743).

Explications de vote : octroi de garanties juridiques aux commerçants et artisans (p. 1744) ; adaptation du statut aux réalités agricoles (p. 1745).

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion générale : caractère étatique de la politique suivie ; seuil de 10 hectares [9 mai 1985] (p. 647) ; groupements de producteurs ; notion d'aménagement foncier agricole et forestier ; procédures de remembrement ; difficultés rencontrées par les communes à très forte densité forestière pour prendre en charge les aménagements de voirie nécessaires à une bonne valorisation des bois et forêts (p. 648).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 14** : son amendement n° 61 (extension aux groupements constitués par les organisations professionnelles les plus représentatives de la profession forestière, des dispositions de la loi du 10 juillet 1975 relative à l'organisation inter-professionnelle agricole) ; mise en place progressive d'interprofessions au sein de la filière bois ; retiré [4 octobre 1985] (p. 2688).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : avenir de la P.A.C. ; discours du Président Reagan sur l'état de l'union ; rang des États-Unis dans les exportations mondiales de produits agricoles ; concurrence de l'Europe sur certains marchés céréaliers ; esprit du projet *Farm-Bill* ; crise de l'agriculture américaine depuis 1980 ; versement de compléments de revenus ; baisse des prix intérieurs ; ouverture des négociations multilatérales ; influence du cours du dollar ; difficulté pour défendre une position autonome vis-à-vis des États-Unis ; influence de nouvelles politiques et de l'élargissement sur le budget agricole européen [11 juin 1985] (p. 1602) ; situation déficitaire de l'U.R.S.S. pour certains produits agricoles ; nécessité pour l'Europe d'assumer son rôle de deuxième pôle alimentaire mondial ; caractère fluctuant et erratique des cours mondiaux ; pratiques agricoles protectionnistes des États-Unis (p. 1603).

— **Projet de loi autorisant la ratification de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (et documents connexes), signée à Lomé le 8 décembre 1984 ; l'approbation de l'accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, fait à Bruxelles le 19 février 1985 ; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (n° 2914).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : contribution financière de la France ; système Stabex ; caractère prioritaire du développement rural et de l'auto-suffisance alimentaire [8 octobre 1985] (p. 2755) ; système Stabex et Sysmin ; situation des départements d'outre-mer (p. 2756).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, discussion générale : modifications du régime du bénéfice agricole par la loi de finances pour 1984 ; alourdissement des procédures et des frais de comptabilité ; opportunité de prévoir un régime de « réel simplifié » avec caractères transitoires ; mise en place d'une commission administration-profession pour aménager la fiscalité agricole [16 octobre 1985] (p. 3161) ; régime de l'imposition de l'entreprise agricole à responsabilité limitée ; réaffirmation du caractère civil de l'activité agricole ; mutations de l'agriculture française ; nécessité de faciliter la transmission des exploitations (p. 3162).

Première partie, discussion des articles : **article 5 :** création de l'entreprise agricole à responsabilité limitée ; maintien du caractère civil ; imposition de type commercial en cas d'E.A.R.L. pluripersonnelle ; montant des investissements réalisés dans l'agriculture en 1984 ; prêts bonifiés ; maintien du régime d'imposition du bénéfice agricole dans le cadre des sociétés de famille ; distinction entre les sociétés civiles et les sociétés faisant appel à des capitaux extérieurs [17 octobre 1985] (p. 3225) ; **après l'article 15 :** caractère discuté de certaines mesures acquises dans le budget agricole ; nécessité d'orienter les crédits vers la modernisation [18 octobre 1985] (p. 3260).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — Discussion générale. Rapporteur spécial : groupe de travail chargé d'étudier les facteurs influençant l'évolution à long terme de notre agriculture ; présentation des conclusions de ce groupe de travail ; Europe agricole [7 novembre 1985] (p. 4035) ; aide de l'Etat français à son agriculture ; insuffisance de la politique d'aide à la préparation de l'avenir et à la modernisation de l'agriculture ; recherche et formation des hommes ; forêt et filière bois ; alignement des prix agricoles communautaires sur ceux du marché mondial ; projet de *Farm Bill* déposé par l'administration Reagan (p. 4036) ; mutation du secteur agro-alimentaire ; solidarité dans le financement du régime social agricole (p. 4037).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République Fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : tête à tête Reagan-Gorbatchev ; volonté du Président Reagan d'informer ses partenaires de l'O.T.A.N. du contenu des discussions ; venue récente à Paris du Premier soviétique ; combat de l'Espagne et du Portugal pour la démocratie ; contributions de la France à l'édification communautaires ; effets « boomerang » qui ont affecté l'Europe après l'élargissement à la Grande-Bretagne et à la Grèce ; mécanismes de transition [21 novembre 1985] (p. 4636) ; insuffisance des organisations agricoles communautaires de marché dans les secteurs de production méditerranéens ; règlements de marché pour les fruits et légumes et pour les vins ; règlement viti-vinicole lors du Conseil européen de Dublin ; rappelle que les Allemands et les Anglais ont lié l'application du nouveau règlement fruits et légumes à l'aboutissement des négociations ; groupe long terme « stratégie européenne de la France » ; intérêt de nos producteurs agricoles et industriels à ce que soit franchie cette nouvelle étape de la construction européenne ; accord commercial du 29 juin 1970 avec l'Espagne et du 22 juillet 1972 avec le Portugal (p. 4637) ; mécanisme des échanges instauré par les accords bi-latéraux avec l'Espagne et le Portugal entraînant une détérioration de nos positions commerciales ; nécessité des périodes de transition ; introduction de la T.V.A. entraînant la disparition de l'impôt de compensation des taxes internes ; mécanisme complémentaire aux échanges (M.C.E.) ; garanties dans le secteur viticole ; programme approuvé pour les régions du Sud-Ouest ; programmes intégrés méditerranéens ; programme de modernisation ; contrats États-régions (p. 4638).

— Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).

Première lecture, discussion générale : nature familiale des structures de production ; vieillissement de la population agricole ; sous-rémunération du travail agricole ; conditions dans lesquelles s'exerce l'activité agricole ; montant des pensions ; dispositions permettant à l'agriculteur de poursuivre son activité lorsqu'il n'aura pas trouvé d'acquéreur ou de preneur à bail pour assurer sa succession ; cessation d'activité [5 décembre 1985] (p. 5364) ; nécessité de permettre la poursuite de l'activité agricole sous certaines conditions de superficie (p. 5364, 5365).

Discussion des articles : **article 2 :** imposition des E.A.R.L. sur les bénéfices agricoles constitués par des associés exploitants membres d'une même famille ; nécessité que l'imposition sur les bénéfices agricoles soit étendue aux E.A.R.L. constituées par des exploitants alors même qu'il n'y a pas apport de capitaux extérieurs ; nécessité de favoriser les conjoints d'exploitants qui se trouveraient dans la situation d'associés d'exploitants d'E.A.R.L. (p. 5379) ; **article 8 :** conditions de cessation d'activité des agriculteurs ; niveau moyen des retraites ; problème de la cessation d'activité devant être abordé différemment selon les régions et les départements (p. 5384) ; proposition du Gouvernement étant compatible avec une politique des structures de production (p. 5385) ;

— Déclaration du gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).

Discussion : problématique du « Livre Vert » ; coût budgétaire de la P.A.C. ; propositions de la commission ; sous-rémunération des agriculteurs ; désertification d'une partie du territoire européen ; expérience du F.E.O.G.A. ; caractéristiques de l'agriculture européenne ; alignement des prix européens sur les prix mondiaux ; redéfinition de la P.A.C. ; organisation communautaire du marché des céréales [10 décembre 1985] (p. 5837) ; préférence à la coresponsabilité différenciée sur les quotas ; politique agricole française ; définition d'une forme de fiscalité et de comptabilité simplifiée ; schéma de l'E.A.R.L. (p. 5838).

BENOUVILLE (Pierre de)

Député de Paris
(12^e circonscription)
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903)

BERGOVOY (Michel)

Député de la Seine-Maritime
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un avenant à la convention fiscale entre la République française et les États-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signée le 28 juillet 1967 et modifiée par les avenants du 12 octobre 1970 et du 24 novembre 1978 (n° 2748) [6 juin 1985] (p. 1535).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 7 mai 1985 relative au système des ressources propres des Communautés (n° 3045) [14 novembre 1985] (p. 4396).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Côte d'Ivoire tendant à éviter les doubles impositions et à établir les règles d'assistance réciproque en matière fiscale signée le 6 avril 1966, ensemble un protocole (n° 3943) [21 novembre 1985] (p. 4662).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2748) autorisant la ratification d'un avenant à la convention fiscale entre la République française et les **États-Unis d'Amérique** en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signée le 28 juillet 1967 et modifiée par les avenants du 12 octobre 1970 et du 14 novembre 1978 (n° 2770) [13 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3045) autorisant l'approbation de la décision du **Conseil des Communautés européennes** du 7 mai 1985 relative au **système des ressources propres des Communautés** (n° 3088) [20 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3043), autorisant l'approbation d'un avenant à la **convention fiscale** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale, signée le 6 avril 1966, (ensemble un protocole) (n° 3156) [5 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Liban** : diplomates détenus au Liban ; avenir de ce pays, [3 avril 1985] (p. 64).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° 2757).

Discussion : affrontement entre l'Iran et l'Irak ; risque d'extension à d'autres États du Golf ; examen de la situation par la C.E.E. ; avenir du Liban [11 juin 1985] (p. 1609) ; soutien au Gouvernement légal du Liban ; retour de l'armée israélienne du Sud-Liban ; tendance à faire appel à l'armée syrienne pour faire rétablir l'ordre ; droit du peuple palestinien à être reconnu ; enlèvement de citoyens français ; problème de l'autorité du Gouvernement libanais ; rôle des observateurs français à Beyrouth et à la F.I.N.U.L. ; sa référence aux initiatives Jordanienne et Égyptienne ; droit à l'existence de l'État d'Israël (p. 1610).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un avenant à la convention fiscale entre la République française et les États-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signée le 28 juillet 1967 et modifiée par les avenants du 12 octobre 1970 et du 24 novembre 1978** (n° 2748).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : extension de l'impôt fiscal aux résidents des États-Unis bénéficiaires de dividendes de source française ; conséquences de l'introduction de l'I.G.F. ; nombre des personnes concernées ; prise en compte du modèle de convention fiscale élaboré par l'O.C.D.E. [19 juin 1985] (p. 1768) ; atténuation temporaire au profit des citoyens américains résidant en France n'ayant pas la nationalité française ; cas des personnes non résidentes en France ; biens appartenant à des contribuables domiciliés à l'étranger soumis à l'I.G.F. ; absence d'impôt sur la fortune dans la législation fiscale américaine ; régime des « property taxes » ; méthode de détermination des bénéfices imposables des sociétés françaises implantées aux États-Unis ; régime des intérêts ; traitement des revenus des artistes et des sportifs ; introduction d'une clause anti-abus ; débat sur la compétence de la commission des affaires étrangères en matière de traités et accords internationaux (p. 1769).

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale* : politique de la S.N.C.F. en matière de transport de voyageurs et de marchandises ; désengagement de l'État avant 1981 ; plan Guillaumat ; assainissement financier de la S.N.C.F. ; contrat de Plan Etat-S.N.C.F. ; concours financier de l'État au programme du T.G.V.-Atlantique ; fragilité du trafic marchandises ; dimension européenne des transports de marchandises ; problèmes des liaisons ferroviaires avec l'Espagne ; qualité de la restauration dans les trains ; efforts en matière de dialogue social [24 octobre 1985] (p. 3449) ;

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. *Discussion générale* : action de la France au Proche-Orient ; dissociation du droit des Palestiniens à avoir une patrie et de la reconnaissance de l'État d'Israël par tous les Arabes ; situation au Liban ; situation des otages Français retenus là-bas ; condamnation des actes de violence ; droits du peuple palestinien ; rôle de la F.I.N.U.L. au Liban [6 novembre 1985] (p. 4015).

— **Projets de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 7 mai 1985 relative au système des ressources propres des Communautés** (n° 3045) et de l'accord intervenu au sein du **Conseil des Communautés européennes les 23 et 24 avril 1985 entre les représentants des Gouvernements des États membres, relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1986** (n° 3044).

Première lecture, discussion générale commune : système des ressources propres des Communautés ; recette fondée sur une assiette commune de T.V.A. ; revendications de la Grande-Bretagne [21 novembre 1985] (p. 4602) ; compensation accordée aux Britanniques ; augmentation de la part de la T.V.A. dans les ressources propres ; conclusion du Conseil européen de Fontainebleau ; financement de la recherche ; coût financier de l'élargissement de la Communauté économique européenne ; risque d'aggravation de la contribution britannique en raison de l'élargissement de la C.E.E. ; nécessité de limiter la progression des dépenses de la Communauté ; discipline budgétaire (p. 4603) ; nécessité de ne pas utiliser immédiatement toutes les ressources dégagées par cette augmentation du taux de T.V.A. ; nécessité d'une réflexion sur le système des ressources propres ; impact de cette décision sur l'avenir politique de l'Europe (p. 4604).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal** (n° 3046).

Première lecture, discussion générale : remise en cause par l'opposition des modalités d'application de ce traité ; volonté d'adhésion de l'Espagne et du Portugal ; cas des pays méditerranéens [21 novembre 1985] (p. 4649) ; nécessité d'améliorer la coopération financière et technique (p. 4650).

BEREGOVY (Pierre)

Ministre de l'économie, des finances et du budget.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi portant aménagement d'aides au logement (n° 2575) [2 avril 1985].

Projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [2 avril 1985].

Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) [25 avril 1985].

Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [14 juin 1985].

Projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [27 juin 1985].

Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) [2 octobre 1985].

Projet de loi de finances rectificatives pour 1985 (n° 3143) [29 novembre 1985].

Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [4 décembre 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Eugène Teisseire : baisse des taux d'intérêt :** cours élevé du dollar ; taux d'intérêt trop élevés alourdissant les charges financières des entreprises et freinant les achats des particuliers ; taux de l'argent sur le marché monétaire ; taux de base bancaire [15 mai 1985] (p. 787).

— **M. Edmond Alphandéry : dette extérieure de la France :** taux du marché monétaire au jour le jour ; prix du dollar ; déficit de la balance des paiements ; publicité des chiffres relatifs à la dette extérieure de la France ; montant de la dette extérieure [15 mai 1985] (p. 791) ; amélioration de nos réserves de change (p. 792) ;

— **M. Jean-Pierre Soisson : nominations à la Cour des comptes :** règles de nomination au tour extérieur de la Cour des comptes [5 juin 1985] (p. 1468) ; respect des conditions statutaires et des procédures dans toutes les nominations depuis 1981 ; ouverture nécessaire d'un grand corps sur les administrations ou services publics qu'il contrôle (p. 1469).

— **M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) : situation économique :** politique de désinflation ; enrayement du chômage [16 octobre 1985] (p. 3118) ; balance des paiements (p. 3119).

— **M. Loïc Bouvard : dette extérieure de la France :** publication par le Gouvernement des communiqués sur la situation de la dette extérieure ; précise que l'endettement extérieur de la France n'est pas un phénomène nouveau ; bonne qualité de nos créances ; bonne santé du franc [13 novembre 1985] (p. 4286) ;

— **M. Georges Tranchant : inscription à l'ordre du jour du projet de loi de règlement du budget de 1983 :** décision du Conseil constitutionnel déclarant non conforme la loi portant règlement définitif du budget de 1983 ; question de procédure ; discussion au cours de la présente session du projet de loi de règlement pour 1983 [27 novembre 1985] (p. 4929) ;

— **M. Gérard Collomb : résultats économiques ; évolution des principaux indicateurs :** taux de 5 % d'inflation ; caractère excédentaire de la balance des paiements ; insuffisance de la croissance économique [27 novembre 1985] (p. 4929) ; choc pétrolier ; baisse du dollar (p. 4930) ;

— **M. Jean-Paul Planchou : assouplissement du contrôle des changes :** réglementation des changes ; recul de l'endettement extérieur brut de la France ; suppression du contrôle des changes en 1968 [4 décembre 1985] (p. 5255-5256) ;

— **Edmond Alphandéry : perspectives de l'économie française :** reconnaît que pour 1985 notre croissance sera légèrement inférieure à celle de la Communauté économique européenne ; retour en fin d'année à un rythme de croissance supérieur à 2 % [4 décembre 1985] (p. 5259) ; déficit budgétaire ; niveau de l'inflation ; niveau de la dette intérieure ; propos de M. Raymond Barre sur l'éventuelle dénationalisation de Renault (p. 5260) ;

— **M. André Lajoinie : taux d'intérêts des prêts :** diminution du taux du marché monétaire ; réduction du coût du traitement de l'argent ; abaissement du taux des prêts à taux fixes aux collectivités locales ; diminution du

taux des prêts au logement ; politique de désinflation [18 décembre 1985] (p. 6341) ; possibilité de renégociation d'un emprunt à des conditions meilleures (p. 6342).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Première lecture, discussion générale : rigidité structurelle du système financier français ; insuffisante mobilité du capital ; développement du capital-risque favorisant l'apport en fonds propres pour des petites et moyennes entreprises ; regroupement sous le terme de S.C.R. de toutes les sociétés dont l'activité consiste en l'achat de titres d'entreprises non cotées ; distinction entre apports en fonds propres et produits de placement ; principe de la transparence fiscale ; développement du second marché ; modernisation du système financier ; conclusions du rapport Tricot sur l'intermédiation financière ; création d'options sur devises [22 mai 1985] (p. 1024) ; institution des certificats de dépôts permettant l'interconnexion entre marché monétaire et marché financier ; mise en place d'un marché à terme se heurtant à des contraintes juridiques ; réforme du marché hypothécaire et du financement du logement social visant à réduire le coût des prêts ; rôle de l'agence créée ; reprise par la Caisse des dépôts et consignations de la Caisse des prêts aux H.L.M. ; modernisation des moyens de paiement ; application de la règle de l'irrévocabilité aux cartes de paiement ; amélioration du recouvrement civil des chèques sans provision ; octroi de la garantie de l'Etat à l'emprunt lancé par l'Association pour la gestion de la structure financière (p. 1025) ; évolution des valeurs locatives ; lutte contre l'inflation (p. 1026) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité de M. Parfait Jans ; sa référence aux déclarations de M. Georges Marchais du 11 décembre 1983 et du 20 mai 1984 sur le bilan social et économique du Gouvernement ; taux de change du dollar pesant sur la balance commerciale ; résultats obtenus en matière de prix concernant notamment le différentiel d'inflation entre la France et la R.F.A. ; situation du franc dans le système monétaire européen (p. 1030) ; montant des réserves de change ; situation du commerce extérieur ; baisse des taux d'intérêt ; baisse des impôts portant en 1985 sur 30 milliards de francs ; problèmes subsistants au sujet de la taxe d'habitation ; faillite de l'économie administrée ; critères utilisés pour la détermination du nombre de demandeurs d'emploi (p. 1031) ; absence de suppression de crédits au budget de l'éducation nationale ; lancement du plan « informatique pour tous » ; fiscalité des nouveaux produits financiers visant à leur appliquer une fiscalité normalisée (p. 1032) ; non assimilation des prêts participatifs aux fonds propres ; participation des S.C.R. dans les S.C.O.P. ; montant du déficit budgétaire ; obligations renouvelables du Trésor compensant le désintérêt porté aux bons classiques du Trésor ; effets du déficit budgétaire ; lutte contre le chômage restant une préoccupation majeure ; amélioration de la circulation de l'argent ; diversification des formes d'épargne (p. 1041-1042).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** assimilation des certificats d'investissement aux fonds propres ; montant de la participation d'une S.C.R. dans une filiale ; montant du déficit du commerce extérieur en 1981 ; coût des mesures (p. 1043) ; limitation des S.C.R. à l'industrie et au tertiaire industriel apparaissant comme excessive (p. 1044) ; caractère incitatif de la transparence fiscale (p. 1045) ; application des dispositions concernant le C.E.A aux souscripteurs au capital-risque (p. 1046) ; **article 2 :** coût de l'exonération du droit d'apport ; son amendement n° 58 (complétant l'article 2 par le nouveau paragraphe suivant : « IV — les dispositions du présent article s'appliquent aux apports réalisés à compter du 1^{er} juin 1985 ») ; adopté ; **après l'article 2 :** son amendement n° 39 (enregistrement des apports mobiliers faits aux sociétés civiles mentionnées au I de l'article 11 de la loi de finances pour 1985) ; transformation des sociétés civiles en sociétés civiles de placement immobilier autorisées à faire publiquement appel à l'épargne ; adopté (p. 1048) ; **article 3 :** légalisation des opérations d'échanges et de cotation à terme des taux d'intérêt ; organisation du marché à terme faisant l'objet d'un projet de loi particulier ; création d'une chambre de compensation ; signature d'un accord de place entre les agents de change et les établissements de crédit ; compati-

bilité des opérations à terme avec l'article 1965 du code civil relatif aux paris sur l'argent (p. 1049) ; position de la France sur la réforme monétaire internationale ; création d'une zone dollar, d'une zone yen et d'une zone ECU ; interventions coordonnées des banques centrales afin de lutter contre les mouvements spéculatifs sur le dollar ; niveau des taux d'intérêt ; stabilité du franc (p. 1050) ; comparaison de l'endettement de la France avec celui des autres pays industrialisés ; financement obligataire du déficit budgétaire ; **après l'article 4** : son amendement n° 54 (acquisition ou émission par le Crédit foncier de France des billets à ordre émis par les banques et les établissements financiers pour mobiliser des créances à long terme garanties par des hypothèques) ; création du marché hypothécaire (p. 1051) ; financement d'un investissement long par des ressources courtes ; baisse des taux d'intérêt appliqués aux prêts au logement ; adopté ; son amendement n° 2 (insérant diverses positions dans le paragraphe VI de l'article 16 de la loi du 31 décembre 1969 ; possibilité pour le porteur de billets à ordre de demander à l'organisme prêteur de mettre à sa disposition des contrats constituant des créances à long terme avec leurs garanties hypothécaires) (p. 1052) ; nombre des prêts locatifs aidés accordés cette année ; effondrement du marché non aidé ; adopté (p. 1053) ; **article 5** : décline la proposition de créer un office de la dette publique ; publication régulière de l'état de l'endettement ; nécessité de lever toute incertitude sur le régime fiscal applicable aux nouvelles formules de placement ; neutralité du régime fiscal choisi (p. 1054) ; son amendement n° 3 (rédigeant ainsi le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article : « toutefois, elle ne s'applique pas aux titres émis par l'Etat dont le porteur a la possibilité d'obtenir la conversion dans les trois ans suivant l'émission ») ; coût de l'emprunt 7 % 1973 ; caractéristiques des obligations renouvelables (p. 1055) ; imposition des porteurs d'obligations à coupon nul ; adopté (p. 1056) ; **après l'article 5** : son amendement n° 4 (plus-values réalisées lors de la cession à titre onéreux de bons ou titres de créances négociables) ; taxation des plus-values à 50 % pour les entreprises et au barème de l'impôt sur les revenus pour les particuliers ; interconnexion du marché financier et du marché monétaire ; adopté (p. 1057) ; problème de l'épargne dans les pays à économie planifiée ; avoir fiscal constituant un moyen d'assurer des fonds propres aux entreprises (p. 1058) ; nécessité d'éviter une double imposition (p. 1059) ; **article 7** : réforme ne concernant pas les alcools viticoles ; problèmes posés par l'éthanol (p. 1061) ; adaptation des normes automobiles ; détermination du prix d'achat de la betterave destinée à la fabrication de l'alcool ; prise en compte du marché ; financement du service des alcools faisant l'objet d'un examen ; **après l'article 7** : son amendement n° 40 (autorisant les conseillers municipaux à prendre des délibérations pour l'application des dispositions de l'article 39 de la loi de finances pour 1985) ; adopté ; son amendement n° 19 (subrogation de la Caisse de garantie du logement social ; subrogation de la Caisse des dépôts et consignations ; substitution de la Caisse de garantie du logement social à la Caisse des prêts aux organismes d'habitations à loyer modéré) (p. 1062) ; affectation prioritaire des ressources du livret A au logement social ; absence de désengagement financier de la Caisse de dépôts et consignations ou de l'Etat (p. 1064) ; réforme permettant une meilleure variabilité des taux ; élaboration des dispositions en concertation avec les organismes d'H.L.M. ; adopté (p. 1065) ; **article 8** : absence de facturation du service bancaire ; augmentation des services offerts avec la carte française ; possibilité d'option laissée aux commerçants (p. 1066) ; **article 9** : ses observations sur une éventuelle non gratuité des chèques (p. 1067) ; **après l'article 10** : son amendement n° 1 (complétant le troisième alinéa du II de l'article 94 de la loi de finances pour 1982 par la phrase suivante : « elle ne concerne pas non plus les rentes perpétuelles sur l'Etat émises avant cette date ») ; rentes perpétuelles sur l'Etat de 3 % et de 5 % exclues de la dématérialisation des titres ; adopté après rectification ; **article 11** : problème de l'adaptation des retraites complémentaires à la retraite à soixante ans ; recours à l'emprunt recommandé par les partenaires sociaux (p. 1068) ; **après l'article 11** : son amendement n° 59 (calcul de la dotation globale de fonctionnement par rapport à celle de l'exercice précédent) ; conditions d'évolution de la dotation globale de fonctionnement ; mécanisme actuel d'indexation comportant une anomalie (p. 1069) ; prise en compte de l'indice lié aux salaires de la fonction publique demandée par les collectivités locales ; adopté (p. 1070) ; **article 12** : évolu-

tion des bases déterminée avec un décalage de deux ans en période de désinflation (p. 1072) ; nécessité du coefficient déflateur ; non exonération de la taxe professionnelle ; ses observations sur la proposition de M. Edmond Alphandery de modifier le taux de 5,2 % inscrit dans la loi de finances ; révision des valeurs locatives foncières non bâties ; endettement des communes (p. 1073) ; **après l'article 12** : son sous-amendement n° 41 à l'amendement n° 18 de la commission (organisation de la profession d'expert en automobile) ; exclusion du monopole des activités d'expertise faites à la demande de l'autorité judiciaire ; instauration des règles déontologiques (p. 1075) ; adopté ; son amendement n° 38 (répercussion du montant de droit de consommation dénommé « octroi de mer ») ; alignement des tarifs de l'E.D.F. dans les D.O.M. sur ceux de la métropole ; extension à l'E.D.F. du droit de consommation dénommé « octroi de mer » ; adopté (p. 1076) ; nécessité de modifier la loi bancaire ; son amendement n° 60 (dégrèvement d'office de la taxe d'habitation pour les contribuables non soumis à l'I.R.P.P. ou à l'I.G.F.) ; nombre des contribuables concernés ; absence de condition d'âge (p. 1077) ; adopté (p. 1078).

Ses observations lors des explications de vote : déclaration du porte-parole du groupe R.P.R. (p. 1079) ;

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, discussion générale : bilan de l'économie française ; poursuite de l'action pour la « désinflation » ; insuffisance de l'économie administrée ; renforcement de l'appel à l'épargne ; politique de réduction du taux d'intérêt ; encouragement à l'investissement productif [16 octobre 1985] (p. 3093) ; contexte de l'économie mondiale ; essoufflement de la reprise américaine ; ralentissement des échanges commerciaux ; endettement des pays en développement ; surévaluation du dollar ; menace protectionniste aux Etats-Unis ; proposition française de rencontre monétaire internationale ; initiative prise par les banques centrales ; organisation d'un système « de zones par objectif » autour du dollar, de l'ECU et du yen ; réajustement de la dette des pays en développement ; réunion du F.M.I. à Séoul (p. 3094) ; augmentation du capital de la banque mondiale ; stabilité de la parité du franc par rapport au mark ; inefficacité de la dévaluation ; assouplissement du contrôle des changes ; ralentissement de l'inflation ; évolution comparée du dollar et du prix du pétrole ; différentiel d'inflation entre les économies occidentales (p. 3095) ; libération des prix industriels ; renforcement de la concurrence ; proposition de loi déposée par M. Giscard d'Estaing visant à la suppression des ordonnances de 1945 ; recul du pouvoir d'achat ; reprise de l'investissement ; déficit du commerce extérieur ; situation de la balance des transactions courantes ; créations d'entreprises ; nombre des demandeurs d'emploi ; hypothèses sur la stabilisation du chômage ; montant de la dette extérieure de la France (p. 3096) ; comparaison de la charge de la dette des différents pays occidentaux ; remboursement d'emprunts contractés ; masses budgétaires ; augmentation de la charge de la dette ; réduction des interventions de l'Etat ; financement de l'économie ; modernisation du marché financier ; réduction du coût de l'intermédiation financière ; financement du logement ; création des marchés hypothécaires (p. 3097) ; stabilité du coût des bonifications ; baisse des prélèvements obligatoires ; prise en charge du secteur psychiatrique par l'Etat ; comptes de la sécurité sociale ; notion de minimum social ; transfert sur la caisse des collectivités locales (p. 3098) ; compensation démographique entre les régimes spéciaux ; priorités portant sur la formation, la recherche et la sécurité ; baisse de l'impôt sur les sociétés ; baisse de la taxe d'habitation pour les personnes à petit revenu ; instauration de la solidarité ; majoration de l'I.G.F. pour l'aide aux nouveaux pauvres (p. 3099) ; renforcement du dialogue social ; ses observations sur les dénationalisations ; refus du démantèlement du droit social (p. 3100) ; déréglementation des marchés financiers (p. 3131) ; contraintes des finances publiques ; sous-estimation du mauvais état de l'industrie française en 1981 ; surestimation de la reprise mondiale ; niveau de l'inflation à la fin de 1985 ; différentiel d'inflation avec la R.F.A. ; accumulation des déficits extérieurs en 1982-1983 ; reprise de l'investissement industriel ; taux d'autofinancement ; augmentation des prélèvements obligatoires ; progression du pouvoir d'achat ; situation de l'épargne (p. 3134-3135) ; préservation de l'épargne populaire ; croissance cumulée depuis 1985 ; application du bud-

get tel qu'il a été établi ; conditions de vote des budgets de 1979 et 1980 ; proportion de prix libres figurant dans l'indice ; niveau de la dette extérieure (p. 3136) ; abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés ; effet de l'avoit fiscal ; nombre des foyers exonérés d'impôts sur le revenu des personnes physiques ; charge de l'emprunt Giscard ; écart entre loi de finances initiale et loi de règlement ; nombre des chômeurs ; propos de M. Giscard d'Estaing (p. 3137) ; disparité des solutions au sein de l'opposition ; abrogation des ordonnances (p. 3138) ; augmentation du revenu disponible en 1985 et 1986 ; (p. 3145) ; mouvement de désinflation mondial ; « cohabitation tranquille » de l'opposition avec M. Jans ; dénationalisation des banques (p. 3148) ; proposition de M. Alain Juppé visant à l'émission d'un emprunt obligatoire (p. 3150) ; non confusion entre dette intérieure et dette extérieure ; financement du programme électronucléaire de l'E.D.F. par des emprunts extérieurs avant 1981 ; ouverture du marché des capitaux français aux institutions financières internationales ; diminution de la charge de la dette ; limite de la pression fiscale [17 octobre 1985] (p. 3168) ; absence de débudgétisation (p. 3177) ; maîtrise de la dépense publique ; substitution de la réduction d'impôt à l'amortissement exceptionnel ; résultats dans le domaine de l'inflation (p. 3178) ; bilan de M. Giscard d'Estaing ; propositions du R.P.R. en vue de lancer un grand emprunt obligatoire ; dénationalisation des banques ; propositions de l'opposition provoquant le désordre social et économique (p. 3179) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Parfait Jans : identité des arguments du groupe communiste et de l'opposition (p. 3180) ;

Deuxième partie :

Economie, Budget et Finances et Consommation.

— *Discussion générale* : évolution des moyens des services financiers ; politique d'information et de bureaucratisation ; amélioration des conditions de travail des agents ; simplification des réglementations [13 novembre 1985] (p. 4267) ; regroupement de la direction générale de la concurrence et de la consommation et de la direction de la consommation et de la répression des fraudes ; simplification des procédures ; évolution des effectifs ; contrôles fiscaux ; distinction entre fraudes importantes et petites fraudes ; propos tenus par M. Toubon sur les suppressions d'emplois (p. 4268) ; refus du « terrorisme fiscal » ; charge de la dette publique ; maîtrise des dépenses de santé ; décade des taux d'intérêts ; émission d'emprunts à moyen et long terme ; taux du marché monétaire ; dépassement de la charge des bons du Trésor en compte courant (p. 4269) ; financement non inflationniste de la dette ; remboursement de l'emprunt obligatoire 1983 ; coût de l'emprunt 7 % 1973 ; modernisation des marchés monétaires et financiers (p. 4270) ; coût de l'emprunt Giscard (p. 4273) ; modernisation des marchés financiers ; objectif de 4,5 % pour l'inflation ; cours du dollar (p. 4274) ; excédent de la sécurité sociale ; débudgétisations ; budget des P.T.T. ; suppression de l'autorisation de licenciement ; délais résultant de la loi de 1975 (p. 4275) ; précise que les emprunts des P.T.T. n'ont jamais été comptabilisés dans la dette de l'Etat ; taux d'intérêt retenus pour 1986 ; taux du marché monétaire ; effets des variations du dollar ; comparaison des taux de croissance de la dette et du P.I.B. (p. 4276) ; taux de croissance en R.F.A. ; évolution des importations et des exportations entre la France et la R.F.A. ; autres paramètres de l'économie (p. 4277) ;

— Déclaration du Gouvernement sur les entreprises nationales et débat sur cette déclaration.

Discussion : inconvénients d'une mainmise excessive de l'Etat sur la marche de l'économie ; impossibilité d'affirmer que l'entreprise privée soit synonyme de liberté ; motifs de la nationalisation des banques [19 novembre 1985] (p. 4483) ; nationalisation du crédit et des assurances ; rationalisation et consolidation des structures bancaires ; autonomie de gestion des établissements bancaires ; changement qualitatif des relations entre les entreprises et les banques ; intérêt des lois sur la protection de l'épargne et le développement de l'initiative économique ; rapprochement entre les différents établissements sur la monétique (p. 4484) ; dialogue social dans les banques ; évolution des résultats bruts d'exploitation des banques nationalisées ; risques financiers entraînés par la dénationalisation ; impossible conciliation d'une dénationalisation avec limitation des participations étrangères avec la suppression du contrôle des changes (p. 4485) ; contradiction dans le discours de

l'opposition entre une présentation catastrophique de la situation des entreprises nationales et la volonté affichée de rendre ces entreprises au secteur privé (p. 4495).

BERGELIN (Christian)

*Député de la Haute-Saône
(1^{re} circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (Légion d'honneur, — Ordre de la Libération) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 47 : Légion d'honneur — Ordre de la Libération (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Echec du loto sportif** : campagne publicitaire pour le loto sportif ; besoin de ressources du sport français [12 juin 1985] (p. 1641).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération. — *Discussion générale* : Rapporteur spécial : augmentation de la subvention du budget général pour l'ordre de la Libération ; diminution du budget annexe de la Légion d'honneur ; secours et allocations destinés aux membres de la Légion d'honneur ; plan de rénovation de la Maison d'éducation de Saint-Denis [5 novembre 1985] (p. 3906) ; ravalement de la Grande Chancellerie ; gestion des ordres (p. 3907).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : questions : quotas laitiers ; réglementation communautaire ; quotas des entreprises ayant leur siège social en Haute-Saône [7 novembre 1985] (p. 4110) ; régime fiscal simplifié et petits exploitants (p. 4111).

Jeunesse et sports. — *Discussion générale* : montant du budget [8 novembre 1985] (p. 4130) ; crédits d'équipement ; création du corps des professeurs de sport ; personnel du ministère de la jeunesse et des sports ; désengagement de l'Etat ; fonds national de développement du sport ; loto sportif ; réaménagement des rythmes scolaires (p. 4131) ; candidature de Paris et de la Savoie aux jeux olympiques ; fonds national de développement du sport ; retrait de l'écurie Renault des circuits de formule 1 ; proposition de l'opposition en faveur du sport (p. 4132) ; volume des crédits apportés au sport (p. 4136).

BERNARD (Jean)

*Député de la Meuse
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à certaines

activités d'économie sociale (n° 2657) [*J.O.* du 26 juin 1985] (p. 7067).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (urbanisme, logement et transports : transports intérieurs [*J.O.* du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome XVII : **urbanisme, logement et transports : transports intérieurs** (n° 2992) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale*, Rapporteur pour avis : budget des transports terrestres ; évolution des dépenses en capital ; création d'une cinquième tranche du fonds spécial de grands travaux ; actions prioritaires ; loi d'orientation sur les transports intérieurs ; création de la nouvelle S.N.C.F. ; 9^e Plan ; modernisation par le développement des T.G.V. [24 octobre 1985] (p. 3439) ; redressement du transport routier de marchandises ; politique routière active ; harmonisation tarifaire entre les différents axes autoroutiers ; problèmes de transport fluvial ; financement des transports urbains et interurbains ; définition d'une politique européenne des transports ; dossier de la sécurité ; catastrophes ferroviaires survenues ces derniers mois (p. 3440).

BERNARD (Pierre)

Député du Tarn
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [*J.O.* du 21 novembre 1985] (p. 13506).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur — Energie. — *Discussion générale* : caractère essentiel de l'objectif visant à accroître l'indépendance énergétique du pays [12 novembre 1985] (p. 4229) ; exemple du projet né de l'initiative de collectivités locales ; prix du gaz domestique ; libéralisation du prix des carburants ; distribution de l'électricité en milieu rural ; crédits destinés à l'agence française pour la maîtrise de l'énergie ; problème de la reconversion des bassins miniers (p. 4230) ; nécessaire développement de la commercialisation du charbon de Carmaux (p. 4231).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, modifiant à compter du mois de décembre 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux** (n° 3039).

Première lecture, discussion générale : réalisation d'équipements durables ; programmes réalisés dans les pôles de conversion [20 novembre 1985] (p. 4557) ; financement d'équipements publics dans les transports et la circulation routière ; lancement d'une cinquième tranche ; politique de maîtrise de l'énergie ; réseaux de chaleur ; modalités d'utilisation du fonds spécial ; expérience vécue dans le Tarn ; difficultés d'utilisation des crédits affectés aux logements sociaux (p. 4558).

BERNARD (Roland)

Député du Rhône
(12^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (relations extérieures : coopération et développement) [*J.O.* du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome II : **relations extérieures** : coopération et développement (n° 2989) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale* : Rapporteur pour avis : endettement des pays en voie de développement ; aide d'urgence ; rôle moteur joué par la France en faveur de la convention de Lomé [6 novembre 1985] (p. 3989) ; volonté de modernisation ; efficacité des programmes de développement ; nouvelle nomenclature distinguant les moyens en personnel de substitution et les actions de coopération ; niveau de l'aide publique ; volonté de transformer la politique traditionnelle de coopération de substitution en une politique de coopération par projet ; priorités sectorielles et priorités géographiques (p. 3990).

BERSON (Michel)

Député de l'Essonne
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908) [3 octobre 1985] (p. 2649).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (travail, emploi et formation professionnelle : formation professionnelle) [*J.O.* du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de programme de l'**enseignement technologique et professionnel** (n° 2908) (n° 2985) [2 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 38 : travail, emploi et formation professionnelle : formation professionnelle (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Mesures en faveur des chômeurs** : lutte contre le chômage [17 janvier 1985] (p. 230).

— **Formation des jeunes** : contrat de qualification ; contrats d'adaptation à l'emploi ; stages d'initiation à la vie professionnelle ; moyens de financement ; bilan de ce nouveau dispositif [19 juin 1985] (p. 1764).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : loi de programme sur l'enseignement technologique ; modernisation de l'enseignement technologique et professionnel et rééquilibrage de l'ensemble de l'enseignement dans notre pays [8 octobre 1985] (p. 2775) ; objectifs du projet ; moyens financiers ; intégration des dispositions du projet de loi dans le plan de développement économique, social et culturel (p. 2776).

Discussion des articles : **article 11** : son amendement n° 23 (rédactionnel) : adopté ; **article 12** : son amendement n° 24 (p. 2826) (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 25 (rédactionnel) : adopté (p. 2827).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale*. Rapporteur spécial : développement de la formation professionnelle ; augmentation de l'enveloppe des crédits relatifs à la formation professionnelle ; insertion sociale et professionnelle des jeunes ; nombre des bénéficiaires de T.U.C. ; stages classiques 18-21 ans ; sortie des T.U.C. ; diminution du chômage ; mise en place des formations en alternance ; nombre des contrats de qualification ; financement des formations alternées [31 octobre 1985] (p. 3762) ; suppression des contrats emploi-formation ; réduction des programmes traditionnels de stages ; reconduction des programmes traditionnels de stage 18-25 ans ; développement des entreprises intermédiaires ; fonds d'initiative des jeunes ; rénovation de l'apprentissage ; actions en faveur des adultes ; conclusion de contrats annuels ou pluri-annuels de désengagement de la formation professionnelle ; fonds national de l'emploi ; modernisation et adaptation de l'A.F.P.A. (p. 3763) ; expérience des régions ; amplification et généralisation de l'effort des entreprises (p. 3764) ; *Examen des crédits* ; **article 70** : demande de suppression de cet article (p. 3795).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 18 bis** : problème de l'utilisation des sommes défiscalisées au profit de la formation professionnelle ; financement des formations en alternance ; utilisation des reliquats des fonds mutualisés [17 décembre 1985] (p. 6278).

BERTILE (Wilfrid)

Député de la Réunion
(3^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et Territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : stagnation du budget des D.O.M.-

T.O.M. ; possibilité de débattre plus largement de la situation des départements d'outre-mer [5 novembre 1985] (p. 3945) ; caractère précaire et insalubre de l'habitat ; décentralisation et régionalisation ; coopération régionale avec les dispositions de Lomé III ; problèmes conjoncturels en matière économique ; accroissement du chômage (p. 3946) ; nécessité pour le Gouvernement de se doter d'une politique économique pour les départements d'outre-mer sans se réfugier derrière la décentralisation ; développement « autotocentré » (p. 3947).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier agricole (n° 3008).**

Première lecture, discussion des articles : **article 20** : son amendement n° 50 : non soutenu [28 novembre 1985] (p. 5005) ; **après l'article 23** : son amendement n° 49 (précisant que les dispositions des chapitres I à VII, à l'exception du chapitre V du présent titre, sont applicables dans les départements de Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) : adopté (p. 5007).

BESSON (Louis)

Député de la Savoie
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [11 avril 1985] (p. 182).

Rapporteur du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [20 juin 1985] (p. 1840).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Dominique Frelaut et plusieurs de ses collègues, modifiant la dotation globale de fonctionnement (n° 2781) [27 juin 1985] (p. 2140).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 13 novembre 1985] (p. 13142).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13811).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 29 novembre 1985] (p. 13872).

Membre titulaire de l'agence nationale pour l'information touristique [J.O. du 29 novembre 1985] (p. 13868).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14581).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14816).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2589) relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2739) [5 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale

de la République sur le projet de loi (n° 2800) relatif à la **dotation globale de fonctionnement** et sur la proposition de la loi (n° 2781) de M. Dominique Frelaut et plusieurs de ses collègues, modifiant la dotation globale de fonctionnement (n° 2859) [27 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **dotation globale de fonctionnement (n° 3052)** [12 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 3006) relatif à l'indivision par périodes dite « multipropriété » et aux **sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 3095)** [20 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la **dotation globale d'équipement (n° 3124)** [28 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 3222)** [18 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : cadre juridique de la multipropriété ; développement de la construction « d'immeubles en jouissance à temps partagé » ; intérêt de la formule ; clarification des relations juridiques entre promoteurs-constructeurs et acquéreurs ; financement des souscriptions pour l'achat de périodes ; extension du régime de l'épargne-logement à la résidence secondaire [18 juin 1985] (p. 1707) ; règles spécifiques à la résidence coopérative de vacances ; agrément des coopératives et de leurs programmes par une fédération nationale ; dénomination retenue pour les sociétés d'attribution d'immeubles ; ambiguïté du terme de « multipropriété » ; allègement des contraintes pesant sur « les unités touristiques nouvelles » par la « loi montagne » (p. 1708) ;

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 1 (insérant l'intitulé suivant avant cet article : « chapitre I. — dispositions générales. ») ; regroupement dans un même chapitre des dispositions se rapportant aux coopératives ; adopté ; **article 1^{er}** : son amendement n° 2 (définition et objet des sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé) (p. 1711) ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 3 (substituant dans la première phrase de cet article aux mots « les différentes formes prévues par les lois en vigueur » les mots « la forme de société civile ou de société anonyme ou de société à responsabilité limitée ») ; non adaptation des sociétés en nom collectif ou des sociétés en commandite à la formule de la propriété en temps partagé ; adopté ; son amendement n° 4 (supprimant la dernière phrase de cet article) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté (p. 1712) ; **article 6** : son amendement n° 8 (supprimant à la fin du premier alinéa de cet article les mots « par période ») ; suppression de la référence aux périodes de jouissance dans l'état descriptif de division ; adopté ; son amendement n° 9 (prévoyant qu'un tableau d'affectation des parts ou actions aux lots et par période est annexé à l'état descriptif de division) ; mention de l'existence du service d'échanges dans le règlement ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 10 (participation des associés aux charges entraînées par le service collectif, les éléments d'équipement et le fonctionnement de l'immeuble) (p. 1713) ; adopté après modification ; **après l'article 7** : son amendement n° 11 (adoption de l'état descriptif de division, du règlement et des dispositions corrélatives des statuts avant tout commencement des travaux de construction) : adopté ; **article 8** : son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté ; **article 9** : son amendement n° 13 (de suppression) (p. 1714) ; adopté ; **article 10** : son amendement n° 14 (ré-

digeant ainsi le début du 2^e alinéa de cet article : « le règlement peut prévoir ») ; prévision du paiement des avances sur charges dans le règlement ; adopté ; réunion des associés en assemblée générale au moins une fois par an ; cas où la société est constituée sous forme civile ou sous forme de société anonyme ; son amendement n° 15 (insérant après la première phrase du dernier alinéa de cet article la phrase suivante : « les votes par correspondance sont admis ») ; éloignement géographique des associés ; adopté ; délai de convocation des associés à l'Assemblée générale apparaissant excessif ; son amendement n° 16 (substituant au début de l'avant dernière phrase du dernier alinéa de cet article aux mots « sous réserve » les mots « sans préjudice ») ; combinaison des dispositions relatives aux représentants d'une période et aux représentants individuels ; nombre de voix des représentants de période (p. 1715) ; adopté ; **article 11** : son amendement n° 17 (substituant au début de la première phrase du premier alinéa de cet article aux mots « peuvent prévoir » le mot « prévoient ») ; désignation d'un représentant de période ; adopté ; groupement des associés pour des motifs divers ; son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 53 (substituant à la fin de l'avant-dernier alinéa de cet article aux mots « au premier alinéa » les mots « aux alinéas 1, 2 et 4 ») : adopté ; son amendement n° 19 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; incompétence des représentants de période pour participer aux décisions graves ; adopté (p. 1716) ; **article 12** : son amendement n° 20 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux mots « troisième alinéa de l'article 5 » les mots « premier alinéa de l'article 7 ») : adopté ; son amendement n° 21 (supprimant à la fin du deuxième alinéa de cet article le mot « statutaire ») ; suppression de la référence au statut pour la participation de l'associé aux charges sociales ; adopté ; son amendement n° 22 (substituant à la fin de l'avant-dernier alinéa de cet article la référence « 10, alinéa 4 » à la référence « 11, alinéa 1 ») : adopté ; son amendement n° 23 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ; **article 13** : son amendement n° 24 (de suppression) : adopté (p. 1717) ; **article 14** : son amendement n° 25 (prévoyant que les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés) : adopté ; son amendement n° 26 (rédactionnel) : adopté ; **article 16** : son amendement n° 27 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; régime des sociétés coopératives ; adopté (p. 1718) ; **article 18** : son amendement n° 28 (supprimant dans la première phrase du premier alinéa de cet article le mot « dernier ») ; connaissance de la situation comptable du cédant par le cessionnaire ; adopté ; son amendement n° 29 (supprimant à la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article les mots « le cas échéant ») ; ambiguïté quant à l'obligation de mentionner sur l'écrit le prix à payer au cédant en cas de cession à titre onéreux ; rejeté ; son amendement n° 30 (rédactionnel) : adopté (p. 1719) ; **article 19** : son amendement n° 31 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 19** : son amendement n° 32 (insérant l'intitulé suivant : « chapitre II. — dispositions particulières aux sociétés coopératives d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé ») : adopté ; son amendement n° 33 (limitation de l'objet de la société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé revêtant la forme coopérative) : adopté ; son amendement n° 34 (pouvoir du représentant légal ou statutaire de la société coopérative concernant les tranches du programme à entreprendre) ; limitation à 75 % de l'obligation de commercialisation de la tranche précédente (p. 1720) ; adopté ; son amendement n° 35 (conclusions du contrat de promotion immobilière avec un organisme d'habitation à loyer modéré ou une société d'économie mixte locale) : adopté ; son amendement n° 36 (cas lorsqu'un associé ne satisfait pas aux obligations auxquelles il est tenu envers la société) : adopté ; son amendement n° 37 (responsabilité des associés des sociétés coopératives constituées sous la forme civile) : adopté ; son amendement n° 38 (prévoyant que chaque associé d'une société coopérative dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre de parts ou actions) : adopté ; son amendement n° 39 (administration de la société coopérative constituée sous forme de société civile) (p. 1721) ; adopté ; son amendement n° 40 (prévoyant que les sociétés coopératives font procéder périodiquement à l'examen de leur situation financière et de leur gestion) : adopté ; **avant l'article 22** : son amendement n° 41 (insérant avant cet article l'intitulé suivant : « chapitre III. — dispositions diverses ») : adopté ; **article 21** : son amendement n° 54

(substituant dans le dernier alinéa de cet article aux mots « alinéas 2 et 4 » les mots « alinéa 4 ») ; rejeté ; **article 22** : son amendement n° 55 (rédigeant ainsi le début du premier alinéa de cet article : « sans faire obstacle à l'emploi de la dénomination courante de multipropriété, tout document... ») ; risque d'usage abusif de terme « multipropriété » (p. 1722) ; retiré ; **article 23** : son amendement n° 42 (substituant au mot « trois » le mot « deux » dans le premier alinéa de cet article) ; réduction du délai de mise en conformité ; adopté ; son amendement n° 43 (supprimant à la fin du dernier alinéa de cet article les mots « où à l'expiration du délai fixé à l'alinéa ci-dessus ») ; nécessité d'éviter toute incertitude quant à l'entrée en vigueur des dispositions de l'article 4 ; cas des créanciers titulaires d'une créance née antérieurement à la date de mise en conformité des stocks ; adopté ; **après l'article 25** : non opportunité de préciser une disposition rendant d'ordre public toutes les dispositions du texte ; **titre** : son amendement n° 56 (complétant le titre du projet de loi par les mots : « dites de multipropriété ») (p. 1723) ; risque de confusion dans l'esprit des futurs bénéficiaires ; nécessité d'éviter tout contentieux ; retiré (p. 1724) ;

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : présentation des modifications proposées par le Sénat ; problème du caractère obligatoire ou non de l'institution d'un fonds de réserve ; proposition du Sénat de porter de 2 à 5 ans la possibilité pour le garant de différer l'exécution de la garantie de souscription ; terme de « multipropriété » ; problème de l'organisation de la multipropriété sur la base de la formule indivisaire [28 novembre 1985] (p. 5013) ;

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er} A** : son amendement n° 1 (supprimant l'intitulé du chapitre I^{er} A — dispositions relatives à l'indivision par périodes dite « multipropriété ») ; droit réel et droit de propriété (p. 5014) ; rappel des propos du ministre précisant que le droit réel ne serait pas un meilleur instrument de crédit que le droit personnel ; adopté ; **article 1^{er} A** : son amendement n° 2 (de suppression) ; adopté ; **article 1^{er} B** : son amendement n° 3 (de suppression) ; adopté ; **article 1^{er} C** : son amendement n° 4 (de suppression) ; adopté ; **article 1^{er} D** : son amendement n° 5 (de suppression) ; adopté ; **article 1^{er}** : son amendement n° 6 (précisant que les sociétés constituées en vue de l'attribution d'immeubles à usage principal d'habitation en jouissance par périodes sont régies par les dispositions applicables aux sociétés, sous réserve des dispositions de la présente loi) ; définition des sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (p. 5015) ; adopté ; **article 1^{er} bis** : son amendement n° 7 (de suppression) ; adopté ; **article 4** : son amendement n° 8 (référence aux apports en société) ; définition de l'apport en société ; adopté ; **après l'article 5** : son amendement n° 9 (précisant qu'est réputée non écrite toute clause des statuts prévoyant la désignation d'une personne physique ou morale autre que le représentant de la société pour assumer les missions prévues à l'article 1^{er} de la présente loi) ; nécessité d'éviter une amovibilité de fait du gérant de l'immeuble ; adopté (p. 5016) ; **article 6** : son amendement n° 10 (précisant que tout acte de souscription doit faire état de ce qui a pu apparaître dans un document publicitaire) ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 11 (précisant que les associés sont tenus de participer aux charges entraînées par les services collectifs, les éléments d'équipement et le fonctionnement de l'immeuble en fonction de l'utilité qu'ils présentent à leur égard) ; possibilité de permettre aux multipropriétaires de ne pas payer certaines charges à usage privatif lorsqu'ils n'occupent pas l'appartement ; adopté ; **article 7 bis A** : son amendement n° 12 (référence à la répartition des charges visées à l'article 7) ; adopté ; son amendement n° 13 (précisant que si l'action est reconnue fondée le tribunal procède à la nouvelle répartition des charges) (p. 5017) ; adopté ; **article 8** : son amendement n° 14 (de conséquence) ; adopté (p. 5018) ; **article 14** : son amendement n° 15 (règles de nomination et de révocation du ou des gérants d'une société constituée sous la forme d'une société civile) ; adopté ; son amendement n° 16 (de coordination) ; adopté ; son amendement n° 17 (précisant qu'aucun associé ne peut disposer de plus de 50 % des voix quelle que soit sa participation au capital) ; adopté (p. 5019) ; **article 18** : son amendement n° 19 (supprimant la référence à la première cession de parts ou d'actions) ; adopté ; son amendement n° 20 (de coordination) ; adopté ; **article 19** : son amendement n° 21 (suppression de la référence à la première cession de droits sociaux) ; adopté

(p. 5020) ; **article 19 ter** : son amendement n° 22 (différant pendant une durée maximale de cinq ans l'exécution de la garantie de souscription de toutes les parts ou actions de la société coopérative) ; adopté ; **article 19 quater** : son amendement n° 23 (rédigeant ainsi le début de cet article : « la société coopérative qui procède à la construction d'immeubles est tenue... ») ; souhait des responsables des fédérations de tourisme associatif de pouvoir s'engager dans la voie ouverte par les dispositions prévues par ce texte ; résidences coopératives de vacances ; adopté ; **article 19 sexies** : son amendement n° 24 (de suppression) (p. 5021) ; adopté ; **article 22** : son amendement n° 25 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; difficultés pour interdire le recours au terme « multipropriété » juridiquement impropre mais couramment utilisé ; adopté ; **titre** : son amendement n° 26 (supprimant dans le titre du projet de loi les mots « à l'indivision par périodes dite « multipropriété » et ») (p. 5022) ; adopté (p. 5023) ;

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : règles de majorité ; pourcentage maximum de voix dont peut disposer un même associé pour certaines décisions importantes ; nomination du gérant d'une société civile d'attribution ; participation aux charges [19 décembre 1985] (p. 6404) ; dispositions propres aux sociétés coopératives ; obligation d'information ; renforcement et relance d'une politique de développement de l'immobilier de loisir (p. 6405).

— Projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : importance de la D.G.F. dans les ressources des collectivités territoriales ; rapidité avec laquelle le texte vient en discussion ; dialogue entamé avec le comité des finances locales ; origine de la D.G.F. ; objectifs principaux de la réforme de 1979 ; définition de ressource évolutive ; fonction de péréquation ; référence au potentiel fiscal ; liste des correctifs et adjonctions à la réforme de 1979 ; substitution de l'effort fiscal à l'impôt sur les ménages ; examen des seules ressources ne fournissant pas un indicateur probant ; prise en compte des revenus pour une part de la D.G.F. ; détermination des indicateurs de charge ; ambiguïté résultant de la prise en compte des infrastructures de base [28 juin 1985] (p. 2216) ; choix des logements locatifs aidés ; proposition visant à retenir le nombre des enfants de trois à seize ans domiciliés dans la commune ; amputation résultant de la régularisation négative ; distinction d'une dotation de base, d'une dotation de péréquation, et d'une dotation de compensation ; introduction d'une modification de la référence « effort fiscal » ; cas des communes à impôt élevé et n'ayant pas le droit de réajuster la taxe professionnelle ; fixation du pourcentage de chacune des parts ; reprise d'une disposition de la loi de 1979 relative à la dotation minimale de fonctionnement ; justification de la définition des critères à caractère perfectible de la pondération (p. 2217) ;

Discussion des articles : **article 1^{er}** : examen simultané du projet de loi et d'une proposition de loi n° 2780, originaire du groupe communiste ; rejet de cette dernière ; affectation de crédits à la compensation de l'indemnité de logement versée aux instituteurs ; son amendement n° 1 (supprimant les deux derniers alinéas de cet article) ; suppression des dispositions prévoyant une régularisation négative (p. 2228) ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 2 (substituant dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-2 du code des communes aux mots « régis par les articles L. 234-12 et suivants, à l'exception de celui prévu par l'article L. 234-15 » les mots « régis par les articles L. 234-13 et L. 234-14 ») ; inutilité de la dotation compensatrice des charges salariales pour les fonctionnaires mis à la disposition d'organisations syndicales ; adopté ; **article 4** : son amendement n° 3 (rédactionnel) ; adopté (p. 2229) ; **article 6** : son amendement n° 5 ; devenu sans objet (p. 2230) ; connaissance du revenu de l'ensemble des ménages imposables ; **article 8** : prise en compte des logements sociaux dans la dotation de compensation prévue par le projet [29 juin 1985] (p. 2240) ; **article 10** : son amendement n° 6 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-8 du code des communes) ; devenu sans objet (p. 2241) ; **article 12** : son amendement n° 7 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 8 (insérant dans le 2^e alinéa (1^{er}) du texte proposé pour l'article L. 234-10 du code des communes avant les mots « du nombre

d'enfants » les mots « de 35 % » : devenu sans objet ; son amendement n° 9 (rédigeant ainsi le troisième alinéa (2°) du texte proposé pour l'article L. 234-10 du code des communes : « 2° — de 15 % de la longueur de la voirie classée dans le domaine public ou communal ; pour les communes situées en zones de montagne, la longueur de la voirie est doublée ») ; définition d'un pourcentage pour les critères de longueur de voirie ; adopté (p. 2242) ; son amendement n° 10 (rédigeant ainsi le 4° alinéa (3°) du texte proposé pour l'article L. 234-10 du code des communes : « 3° — de 50 % du parc des logements sociaux locatifs ») ; réduction de la part de la sous-dotation ; adopté après modification ; son amendement n° 11 (supprimant le 5° alinéa (4°) du texte proposé pour l'article L. 234-10 du code des communes) ; transfert du critère de l'insuffisance de revenus moyens par habitant dans la dotation de péréquation ; adopté ; son amendement n° 12 (de coordination) ; adopté (p. 2243) ; **article 14** : son amendement n° 13 (rédigeant ainsi après les mots « qui résulte pour elle de l'accueil » la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-13 du code des communes : « saisonniers de population non résidente à titre principal ») ; volonté de ne pas exclure de la dotation aux communes touristiques celles qui ont une activité touristique répondant à des besoins nouveaux ; critères retenus pour le calcul de la dotation aux communes touristiques ; indicateur du nombre d'emplacements de parking ; adopté ; son amendement n° 14 (précisant que les communes inscrites sur la liste des communes touristiques ou thermales continuent à être inscrites sur la liste mentionnée à l'alinéa ci-dessus pendant une durée de trois ans) : adopté ; imputation de la dotation réservée aux communes touristiques sur une dotation globale réduite (p. 2244) ; son amendement n° 15 (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-13 du code des communes) : adopté ; son amendement n° 16 (versement aux communes de moins de 2 000 habitants connaissant une importante fréquentation touristique journalière d'une dotation particulière) ; compensation des charges supportées par les collectivités apportant une contribution au développement de la pratique sportive ; adopté (p. 2245) ; **article 16** : son amendement n° 17 (complétant la seconde phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-15 du code des communes par les mots : « compte tenu des charges effectives résultant pour les collectivités locales de l'application des dispositions prévues à l'article 100 de la loi du 26 janvier 1984 ») ; pouvoirs du comité des finances locales ; adopté ; **article 18** : attribution d'une aide aux communes acceptant d'adhérer à une structure de coopération ; opportunité de la coopération intercommunale ; non pénalisation des communes regroupées dotées d'une fiscalité propre (p. 2246) ; **article 20** : son amendement n° 18 (définition d'une progression minimale de ressources pour les communes dont l'effort fiscal est supérieur à l'effort fiscal moyen des communes du même groupe démographique) (p. 2247) ; définition d'une garantie de progression pour la période transitoire ; possibilité pour certaines communes de limiter leur effort fiscal ; égalisation de la garantie de progression sur l'évolution de la D.G.F. ; attribution aux communes dans le cas d'une inflation de l'ordre de 5 % ; rejeté ; clé de répartition du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (p. 2248) ; son amendement n° 19 (de coordination) (p. 2249) ; adopté ; **article 22** : son amendement n° 20 (rédactionnel) : adopté après modification (p. 2250) ; **article 24** : son amendement n° 65 (substituant au début du 2° alinéa (a) du texte proposé pour l'article L. 234-21-1 du code des communes au pourcentage 90 % le pourcentage 80 %) ; incohérence du maintien d'un taux de 90 % des sommes reçues en 1985 pour la première année ; adopté (p. 2250) ; **article 25** : son amendement n° 66 (de suppression) ; adopté (p. 2252) ; **article 30** : son amendement n° 21 (rédactionnel) : adopté (p. 2253) ; son amendement n° 22 (sommes correspondant aux exonérations permanentes dont bénéficient les résidences universitaires et les casernements des personnels des armées) ; adopté ; son amendement n° 23 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 2254) ; **article 41** : son amendement n° 24 (complétant cet article par l'alinéa suivant : « III — les articles L. 234-7-1, L. 234-11-1 et L. 234-17-1 du code des communes ») ; abrogation des articles du code des communes devenant sans objet ; adopté (p. 2256) ;

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : points de désaccord entre les assemblées ; dotation spéciale instituteurs ; garantie de progression minimale ;

accord de la commission mixte paritaire ; indice des références pour une régularisation éventuelles [13 novembre 1985] (p. 4333) ; délai de mise en œuvre de la loi ; actualisation préalable des bases de la fiscalité directe locale ; renforcement de la dotation de péréquation ; naissance de la dotation de compensation (p. 4334).

Discussion des articles : article 12 : considérations pratiques en matière de recensement (p. 4340) ; **article 20** : taux de progression de la garantie compte tenu de l'inflation (p. 4341).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* questions : situation des tribunaux administratifs [13 novembre 1985] (p. 4328).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 5** : développement du tourisme rural, réglementation en vigueur [17 décembre 1985] (p. 6268) ; **article 11** : résidences de tourisme constituant une des pièces maîtresses du développement des capacités d'accueil touristique ; orientation de l'épargne ; allègement des procédures d'urbanisme ; dispositif d'incitation fiscale stabilisé pour trois ans (p. 6271).

— **Projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048).**

Première lecture, discussion générale : création de la D.G.E. résultant d'une demande unanime ; remboursement de la T.V.A. selon les critères du fonds d'action sociale ; localisation de la taxe professionnelle ; maintien de l'effort de l'Etat par rapport au régime des subventions spécifiques ; inadaptation de la D.G.E. aux petites communes ; droit d'option ; petites communes à forte activité touristique [20 novembre 1985] (p. 4572) ; pondération du critère voirie ; non application du décret de 1972 pour la régulation budgétaire (p. 4573).

Discussion des articles : **article 2** : communes à forte activité touristique (p. 4576-4577) ; communes touristiques (p. 4578) ; **article 4** : *article 103-3 de la loi du 7 janvier 1983* : fixation d'un délai pour la répartition des crédits ; engagement des travaux dès réception de la notification de programmation ; *article 103-4 de la loi du 7 janvier 1983* : son amendement n° 46 (institution d'une commission d'élus auprès du représentant de l'Etat dans chaque département) ; maires des communes dont la population n'excède pas 2 000 habitants (p. 4581-4582) ; adopté après rectification (p. 4583) ; fixation d'orientations durables par la commission (p. 4585).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036) et projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Première lecture, discussion générale commune : cohérence de M. Clément ; inéligibilité ; opportunité d'une législation ; respect de l'électeur ; exigence de la démocratie ; alourdissement des tâches des élus ; prise en compte de la décentralisation ; cumul des rémunérations ; développement de la coopération inter-communale [27 novembre 1985] (p. 4963).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier agricole (n° 3008).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 20** : précise que la montagne n'a pas l'exclusivité des problèmes de mise en valeur pastorale [28 novembre 1985] (p. 5005) ; **article 21** : caractère trop strict du seuil de 2 000 habitants en-dessous duquel les S.A.F.E.R. peuvent apporter leur concours technique aux communes (p. 5006).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2** : attente des responsables des termes d'Aix-les-Bains [17 décembre 1985] (p. 6223-6224) ; **après l'article 104** : titularisation de certains personnels saisonniers ; cas de l'établissement national d'Aix-les-Bains ; mise en place d'un

nouveau système de décompte des heures faites ; opportunité de réduire la durée de service effectif exigée (p. 6233).

BIGEARD (Marcel)

*Député de Meurthe-et-Moselle
(5^e circonscription)
Apparenté U.D.F.*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Développement du terrorisme international** : affaire du paquebot *Achille Lauro* [16 octobre 1985] (p. 3109) ; rappelle sa demande d'une commission d'enquête chargée d'apprécier les circonstances dans lesquelles s'était déroulé le bombardement de Baalbek (p. 3110).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale* : approbation du discours du Président de la République au Bundestag au sujet des missiles ; relations Est-Ouest ; politique de l'U.R.S.S. [6 novembre 1985] (p. 4011) ; situation au Tchad ; position de Kadhafi ; problème de l'Europe ; puissance militaire soviétique ; estime que l'union est la chance de l'Europe (p. 4012).

Défense. — *Discussion générale* : part des dépenses de défense dans le P.I.B. [8 novembre 1985] (p. 4178) ; montant de l'effort de défense ; effectifs de la force d'action rapide ; vente d'armes aux belligérants de la guerre du Golfe ; politique de la France au Tchad et au Liban ; importance de la dissuasion nucléaire (p. 4179) ; nécessité d'assurer la défense de l'Europe (p. 4180).

BILLARDON (André)

*Député de la Saône-et-Loire
(3^e circonscription)
Socialiste
Président du groupe socialiste.*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

Président de ce groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre des commissions « ad hoc » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (n° 2905, 2906 et n° 2910) [J.O. du 18 juillet 1985] (p. 8134).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée de contribuer à la manifestation de la vérité sur l'**attentat contre le bateau de « Greenpeace »** (n° 2953) [2 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Racisme** : deuil de la communauté maghrébine ; attentat commis au cinéma Rivoli-Beaubourg contre la communauté juive ; respect de l'identité et de la dignité de chaque être humain [3 avril 1985] (p. 61).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568).

Première lecture, discussion générale : caractère difficile du problème calédonien ; présence de M. Tjibaou dans une tribune de l'Assemblée nationale [23 janvier 1985] (p. 17) ; objectifs de la prorogation de l'état d'urgence ; maintien de l'ordre ; utilité de faire la lumière sur les sabotages dans les mines de nickel ; possibilité pour les autorités compétentes d'ordonner des perquisitions à domicile ; absence d'utilisation de l'article 11-2 de la loi du 3 avril 1955 sur l'état d'urgence ; absence de contrainte de la liberté de la presse et de l'information ; maintien de l'état de dépendances « des indigènes » ; fidélité du Gouvernement au respect du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (p. 18) ; volonté de dialogue du Gouvernement avec les différentes communautés ; aspirations des canaques ; établissement du dialogue avec les caldoches ; rétablissement de la communication entre les communautés ; caractère souhaitable de la cohabitation ; nécessité de donner des moyens au délégué du Gouvernement pour rétablir l'ordre (p. 19) ; utilité pour les caldoches de répondre aux revendications des canaques ; problème de la campagne du référendum ; nécessité d'une levée de l'état d'urgence ; responsabilités de la France envers la Nouvelle-Calédonie et ses habitants (p. 20).

— Discussion de la motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Gaudin et Labbé.

Caractère répétitif de l'utilisation de la motion de censure par l'opposition ; obstruction parlementaire ; nature de la crise économique ; construction européenne ; lutte contre le chômage ; compétitivité des entreprises [23 avril 1985] (p. 306) ; investissements industriels ; politique de développement et de modernisation industriels ; modernisation des rapports sociaux ; débat sur la flexibilité ; attitude de M. Raymond Barre à propos de la cohabitation ; rôle de l'Etat ; entreprises nationalisées ; stabilité institutionnelle ; absence de remise en cause de l'élection du Président de la République au suffrage universel direct (p. 307) ; absence de caractère constitutionnel du mode de scrutin ; maintien de l'importance de la dissolution ; absence de pertinence des comparaisons avec la IV^e République ; accusation excessive de l'opposition ; « migration » des inscriptions sur les listes électorales des Français résidant à l'étranger ; absence de caractère conjoncturel du choix de la proportionnelle ; avantages du scrutin majoritaire ; possibilité de concilier la représentation proportionnelle avec l'existence de circonscriptions (p. 308) ; entrée du Front national à l'Assemblée nationale ; banalisation de l'idéologie de l'extrême-droite ; nécessité de combattre l'extrême-droite sur le plan des idées ; volonté de rassemblement du parti socialiste ; absence de crédibilité de l'opposition ; accord de Gouvernement signé par le R.P.R. et l'U.D.F. (p. 309).

— Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).

Première lecture, discussion des articles : après l'**article 5** : limitation du cumul des mandats [26 avril 1985] (p. 519).

— Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).

Discussion : nombre des étrangers présents en France ; histoire de la France liée aux différents flux migratoires ; immigration fondée sur la recherche d'une main-d'œuvre peu qualifiée et à moindre coût ; vulnérabilité des travailleurs immigrés ; désignation de « boucs émissaires » [6 juin 1985] (p. 1502) ; limitation des possibilités de substitution des travailleurs nationaux aux travailleurs immigrés ; ses observations sur une éventuelle atteinte à la culture française ; problème du seuil de tolérance ; pourcentage des immigrés résidant en France depuis plus de 10 ans ; abrogation de la loi Bonnet et liberté d'association pour les étrangers (p. 1503) ; régularisation des sans-papiers ; utilisation des tensions entre les communautés à des fins politiques (p. 1504).

Son rappel au règlement : organisation de la session extraordinaire. [12 août 1985] (p. 2478) ; inégalité de la représentation (p. 2479).

Son rappel au règlement : conditions de déroulement de la session extraordinaire ; attitude de la droite à l'égard de la Nouvelle-Calédonie [20 août] (p. 2519) ; article de la Constitution ; affaire Greenpeace ; rapport Tricot (p. 2520).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 5 (possibilité de déroger par convention ou accord collectif étendu, ou accord collectif d'entreprise ou d'établissement, aux dispositions des décrets qui sont relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail, ainsi qu'aux modalités de récupération des heures perdues) [4 décembre 1985] (p. 5329) ; adopté ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jacques Brunhes : demande le renvoi de la discussion à une prochaine séance en raison de l'heure tardive (p. 5330) ; son amendement n° 6 (récupération des seules heures perdues par suite d'interruption collective de travail résultant de causes accidentelles ou de cas de force majeure) [5 décembre 1985] (p. 5390) ; adopté au scrutin public (p. 5391) ; obstruction du parti communiste (p. 5393) ; caractère exceptionnel de demandes à répétition de la vérification du quorum ; explique l'absentéisme des députés socialistes ; demande que le Gouvernement prenne toutes les dispositions pour que l'Assemblée siège vendredi en séance de nuit et s'il le faut samedi, voire dimanche ; blocage de la démocratie (p. 5394) ; son amendement n° 7 (récupération des heures perdues par suite de chômage d'un jour ouvrable) [6 décembre 1985] (p. 5489) ; adopté (p. 5490) ; **article 1^{er}** : **son rappel au règlement** : estime que le groupe communiste ne respecte pas l'esprit du règlement (p. 5499) ; **son rappel au règlement** : dépôt d'amendements répétitifs par le groupe communiste (p. 5500) ; interventions sans rapport avec le texte en discussion (p. 5501) ; **son rappel au règlement** : recours au scrutin public ; obstruction du groupe communiste ; organisation des débats (p. 5510) ; **son rappel au règlement** : dégradation de l'image de l'institution parlementaire ; vérification du quorum pour un même texte demandé à deux reprises par le groupe communiste ; commentaires des amendements ; conditions de travail du personnel de l'Assemblée nationale (p. 5517) ; absence du président du groupe communiste (p. 5518) ; précise que « le groupe communiste n'a pas le monopole de la représentation des travailleurs » (p. 5519) ; **son rappel au règlement** : multiplication des demandes de scrutin public ; responsabilité du groupe communiste concernant la fatigue du personnel (p. 5528) ; **son rappel au règlement** : énoncé de contre-vérités par le parti communiste ; application de l'article 44-3 de la Constitution [7 décembre 1985] (p. 5570) ; recours systématique des communistes au scrutin public entraînant un échauffement de la machine à voter (p. 5571).

— **Projet de loi relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955).**

Deuxième lecture, discussion des articles : — **après l'article 1^{er}** : son amendement n° 4 (taux de la contribution de solidarité assise sur les rémunérations des artistes) [6 décembre 1985] (p. 5473) ; adopté (p. 5474).

— **Allocution (n° 3227) de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale.**

Discussion : travail d'une législature se mesurant aux résultats de l'action gouvernementale et à ceux de l'action de la majorité parlementaire [18 décembre 1985] (p. 6338) ; traduction par la loi de l'essentiel des propositions sur lesquelles le Président François Mitterrand a été élu ; transformation du droit du travail ; nationalisations ; son hommage au personnel de l'Assemblée nationale ; son regret de ne pas avoir vu aboutir la réforme du règlement intérieur de l'Assemblée nationale (p. 6339) ; conditions dans lesquelles s'est établi le dialogue entre la majorité parlementaire et le Gouvernement ; redressement économique de la France (p. 6340).

BILLON (Alain)

*Député de Paris
(29^e circonscription)
Socialiste*

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre du conseil d'administration de l'établissement public de la cité des sciences et de l'industrie [J.O. du 19 avril 1985] (p. 4584).

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963) [3 octobre 1985] (p. 2649).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963) [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13342).

Rapporteur du projet de loi complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (n° 3220) (p. 6579) [20 décembre 1985].

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2963) modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982, et portant dispositions diverses relatives à la **communication audiovisuelle (n° 2994)** [10 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la **communication audiovisuelle (n° 3076)** [15 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3075) modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la **communication audiovisuelle (n° 3077)** [15 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la **communication audiovisuelle (n° 3142)** [29 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 3220) complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la **communication audiovisuelle (n° 3224)** [18 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3312), complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la **communication audiovisuelle (n° 3313)** [21 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Modulation de fréquence** : infractions de la réglementation en vigueur par certaines radios parisiennes ; station I.D.F. 102.9 ; mesures envisagées pour remettre en ordre la modulation de fréquence [26 juin 1985] (p. 1994).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion : communauté arabo-musulmane cristallisant les sentiments xénophobes ou racistes ; reconnaissance de droits politiques à une minorité stable ; prise de responsabilité des étrangers au sein des organisations syndicales [6 juin 1985] (p. 1525) ; non validité de l'argument du manque de réciprocité dans les pays d'origine ; problème de l'intégration des maghrébins possédant la nationalité française (p. 1526).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963).**

Première lecture, discussion générale. — Rapporteur : extension du champ de la communication audiovisuelle ; accroissement des libertés des téléspectateurs ; caractère irremplaçable du service public de la radio-télévision [15 octobre 1985] (p. 3013) ; liberté des créateurs d'images ; octroi à T.D.F. du monopole de la diffusion des nouveaux services de télévision ; cohérence des télévisions hertziennes avec les réseaux câblés ; régime juridique de l'autorisation et de la concession ; transparence des entreprises de communication audiovisuelle ; notion de contrôle (p. 3014) ; rôle de la Haute autorité ; télévisions locales (p. 3015).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : suppression de la dualité entre le régime juridique de la concession et celui de l'autorisation ; **après l'article 1^{er}** : son amendement n° 1 (missions attribuées au Conseil de la communication audiovisuelle) (p. 3040) ; accroissement des pouvoirs de ce conseil (p. 3041) ; octroi à T.D.F. du monopole de la diffusion (p. 3042) ; création du C.N.C.A. par la loi du 29 juillet 1982 ; contrôle sur T.D.F. (p. 3043) ; adopté (p. 3044) ; **article 2** : rôle de T.D.F. (p. 3048) ; son amendement n° 2 (soumettant à l'avis de la Haute autorité les conventions passées entre l'établissement public de diffusion et les personnes titulaires d'autorisations relatives aux services locaux de télévision par voie hertzienne) : devenu sans objet ; **après l'article 2** : son amendement n° 3 (composition du conseil d'administration de T.D.F.) ; compétence donnée au C.N.C.A. pour contrôler l'activité de T.D.F. ; adopté (p. 3049) ; **article 3** : son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 5 (soumettant au régime de la déclaration préalable, les services de communication audiovisuelle mis à la disposition du public sur un réseau câblé) (p. 3050) ; adopté (p. 3051) ; **article 4** : son amendement n° 6 (de précision) : adopté ; son amendement n° 7 (publication au *Journal officiel* des contrats de concession de service public et des cahiers des charges) : adopté (p. 3053) ; **article 5** : nécessité de trouver le juste milieu ; son amendement n° 8 (substituant aux mots « le fonctionnement ou la programmation » les mots « ou le fonctionnement » dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article 80 de la loi du 29 juillet 1982) ; notion de contrôle ; critère de programmation dans la notion de contrôle (p. 3055) ; nécessité de définir précisément la notion de programmation propre ; rejeté (p. 3056) ; **article 6** : limitation de la puissance maximale de l'émetteur (p. 3064) ; son amendement n° 9 (de coordination) ; problème de la composition de la S.L.E.C. ; régime applicable aux interventions des collectivités locales (p. 3065) ; rejeté ; son amendement n° 10 (précisant qu'une collectivité locale ou un ensemble de collectivités territoriales ne peut détenir aucune part du capital ou des droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service local de télévision par voie hertzienne) : devenu sans objet (p. 3066) ; **article 7** : son amendement n° 11 (référence aux contraintes économiques et financières) ; nécessité de permettre à la Haute autorité de s'appuyer sur toute une série de critères pour apprécier la viabilité d'un projet ; adopté ; autorisation accordée à des projets présentant une originalité locale (p. 3067) ; son amendement n° 12 (de précision) : adopté ; son amendement n° 13 (lutte contre la constitution de positions dominantes) : adopté (p. 3068) ; **article 8** : son amendement n° 14 (référence à la programmation) : adopté ; son amendement n° 15 (référence aux conventions relatives à la programmation) : adopté (p. 3069) ; **article 9** : son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 17 (référence à la zone de couverture effective du service) ; précision dans le cahier des charges de cette information

(p. 3070) ; son sous-amendement (zone de couverture potentielle) : adopté ; amendement n° 17 ainsi modifié : adopté ; réglementation relative à la publicité (p. 3071) ; dispositions relatives à la campagne électorale (p. 3072) ; **article 10** : création d'un nouvel espace de liberté pour les télévisions locales privées ; absence de limite dans le montant maximal de financement publicitaire (p. 3073) ; **article 11** : son amendement n° 18 (référence à l'autorité qui retire et accorde les autorisations) : adopté ; son amendement n° 19 (d'harmonisation) : adopté (p. 3074) ; son amendement n° 20 (compétence de la Haute autorité pour dénoncer au Parquet les infractions dont elle a connaissance conformément à l'article 40 du code de procédure pénale) (p. 3074) ; rejeté ; **article 12** : son amendement n° 21 (supprimant le délai laissé aux services de télévision qui seront créés pour se conformer à l'obligation de se doter d'une équipe rédactionnelle propre) : adopté (p. 3075) ; **article 13** : son amendement n° 22 (rédactionnel) : adopté ; **article 14** : son amendement n° 23 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 14** : son amendement n° 24 (complétant l'article L. 49 du code électoral) (p. 3076) ; introduction dans le projet de loi de dispositions assurant le respect par les télévisions publiques et privées des règles relatives au déroulement des campagnes électorales ; adopté (p. 3077).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : points de désaccord entre l'Assemblée nationale et le Sénat ; régime d'autorisation des services de télévision par voie hertzienne ; limitation du nombre des autorisations pouvant être accordées à une même personne ; attribution du monopole de diffusion des télévisions hertziennes à T.D.F. ; possibilité pour les associations nationales se consacrant aux grandes causes médicales de diffuser gratuitement des messages visant à sensibiliser l'opinion publique [15 novembre 1985] (p. 4421) ; s'oppose à la motion de renvoi en commission de M. Michel Péricard : amendement n° 34 constituant une disposition conforme au droit des servitudes (p. 4426)

Discussion des articles : **article 1^{er} A** : son amendement n° 1 (de suppression) : adopté ; **article 1^{er} B** : son amendement n° 2 (de suppression) : adopté ; **article 1^{er}** : son amendement n° 3 (tendant dans le 1^{er} alinéa de cet article à substituer au mot « précitée » les mots « sur la communication audiovisuelle ») : adopté ; son amendement n° 4 (tendant dans le texte proposé pour l'article 17 de la loi du 29 juillet 1982 à insérer après les mots « autorisations relatives aux services » le mot « locaux ») : adopté ; **article 1^{er} bis, supprimé par le Sénat** : son amendement n° 5 (rôle du Conseil national de la communication audiovisuelle) : adopté (p. 4428) ; **article 1^{er} ter** : son amendement n° 6 (de suppression) ; composition du Conseil national de la communication audiovisuelle ; adopté ; **article 1^{er} quater** : son amendement n° 7 (de suppression) : adopté ; **article 2** : son amendement n° 8 (personne morale chargée d'assurer la diffusion en France et vers l'étranger des programmes du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision) : adopté (p. 4429) ; amendement n° 34 instituant une servitude comparable à celle figurant dans les législations relatives aux travaux publics, à l'urbanisme ou aux P.T.T. (p. 4430) ; inutilité du sous-amendement n° 37 (p. 4431) ; **article 2 bis** : son amendement n° 9 (composition du Conseil d'administration de T.D.F.) : adopté ; **article 2 ter** : son amendement n° 10 (de suppression) : adopté ; **article 2 quater** : son amendement n° 11 (de suppression) : adopté ; **article 2 quinquies** : son amendement n° 12 (de suppression) (p. 4432) ; plafond de ressources des publicités de marque des organismes du service public de la radiotélévision ; participation des entreprises commerciales au financement des missions du service public ; adopté ; **article 2 sexies** : son amendement n° 13 (de suppression) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 14 (tendant à rétablir le paragraphe 1 de cet article dans le texte suivant : « I — Dans le premier alinéa de l'article 77 de la loi du 29 juillet 1982 les mots : « à l'exclusion des œuvres cinématographiques sont supprimées ») : adopté ; son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 16 (régime de la concession de service public) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 17 (limitation du nombre des autorisations pouvant être délivrées à une même personne) (p. 4433) ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 18 (zone de desserte maximale d'un service local de télévision par voie hertzienne) : adopté ; **après l'article 6** : son amendement n° 19 (possibilité pour les collectivités locales de participer minoritairement à une

société d'économie mixte locale lorsque celle-ci assure un service de télévision par voie hertzienne) : adopté ; **article 6 bis** : son amendement n° 20 (de suppression) : adopté (p. 4434) ; **article 7** : son amendement n° 21 (conditions d'octroi des autorisations) : adopté ; son amendement n° 22 (même objet) : adopté ; **article 8** : son amendement n° 23 (obligations relatives à la transparence) : adopté ; **article 9** : son amendement n° 24 (règles concernant l'obligation d'information des conventions relatives à la programmation) : adopté ; (p. 4435) ; **article 10 bis** : son amendement n° 25 (de suppression) : adopté ; **article 11** : son amendement n° 26 (suspension et retrait des autorisations) : adopté ; **article 11 bis** : son amendement n° 27 (de suppression) : adopté ; (p. 4436) ; **article 12** : son amendement n° 28 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 35 (extension à tous les services publics de communication audiovisuelle de l'obligation d'avoir une équipe rédactionnelle propre lorsqu'ils diffusent des programmes d'information politique et générale) : adopté ; son amendement n° 29 (tendant à rédiger ainsi le premier alinéa du texte proposé pour l'article 93-2 de la loi du 29 juillet 1982 : « tout service de communication audiovisuelle est tenu d'avoir un directeur de la publication ») : adopté ; son amendement n° 30 (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 93-3 de la loi du 29 juillet 1982 à insérer après les mots « à défaut l'auteur » les mots « et à défaut de l'auteur, le producteur ») : adopté ; son amendement n° 31 (tendant à supprimer le texte proposé pour l'article 93-4 de la loi du 29 juillet 1982) : adopté ; **après l'article 13** : son amendement n° 32 (possibilité pour les associations nationales se consacrant aux grandes causes médicales et reconnues d'utilité publique de disposer à titre gratuit d'un temps minimum d'antenne pour la diffusion de leurs messages) (p. 4437) ; notion de temps minimum d'antenne ; adopté ; **article 14** : son amendement n° 33 (tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cct article après la référence « 9 » à insérer la référence « 80 ») : adopté (p. 4438).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : accord conclu avec le groupe Seydoux-Berlusconi ; nombre des groupes capables d'assurer la gestion d'une télévision multivilles ; raisons du choix entre la C.L.T. et le groupe Seydoux-Berlusconi [29 novembre 1985] (p. 5067) ; nationalité française de la majorité des capitaux ; projet de privatisation véhiculé par la droite ; dimension européenne du projet ; diffusion d'une chaîne culturelle par le satellite T.D.F. I ; menaces pesant sur l'industrie cinématographique ; remontée de la R.A.I. ; publication prochaine du texte de la convention et du cahier des charges ; diffusion de films (p. 5068) ; règles applicables à la publicité ; logique de fonctionnement des télévisions privées ; modalités d'installation des équipements de diffusion dans les propriétés publiques et privées ; adoption par le Sénat de l'amendement « tour Eiffel » (p. 5069) ; suppression du monopole de la R.A.I. par la Cour suprême italienne en 1976 (p. 5070).

Discussion des articles : **article 1^{er} A** : amendements de M. François d'Aubert tendant à revenir au texte adopté par le Sénat (p. 5084).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Techniques de la communication. — *Discussion générale* : libéralisation de la communication audiovisuelle ; ouverture de l'espace hertzien aux télévisions privées locales [25 octobre 1985] (p. 3523) ; crédits mis à la disposition de la Haute autorité et du Conseil national de la communication audiovisuelle ; missions du C.N.C.A. ; propositions de la droite ; préservation des équilibres économiques (p. 3524).

— **Projet de loi complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (n° 3220).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : saisine du Conseil constitutionnel ; reconnaissance de la légalité de la procédure d'adoption de l'article 3-II ; reconnaissance par le Conseil constitutionnel de la légalité du droit accordé à T.D.F. de procéder à des installations de diffusion sur la partie supérieure des propriétés bâties dans la mesure où celles-ci n'imposent qu'une gêne supportable aux propriétaires [18 décembre 1985] (p. 6375) ; disposition poursuivant un objectif d'intérêt général qu'il appartient au législateur

d'apprécier ; reconnaissance du principe de l'attribution de nouveaux moyens à T.D.F. ; caractère trop restrictif de l'indemnisation du préjudice subi par le propriétaire du fait de la création de la servitude ; principe d'égalité devant les charges publiques ; délai de prescription des actions en indemnité ; institution d'une servitude au profit de T.D.F. lui permettant de procéder à l'installation et à l'exploitation des équipements nécessaires à l'exécution de ses missions de diffusion ; principe d'une procédure d'information des intéressés ; champ de l'indemnisation ; suppression de la disposition relative à la prescription des actions en indemnité ; ambiguïté demeurant dans la détermination du champ d'application de l'article ; modalités d'attribution de l'autorisation (p. 6376).

Discussion des articles : **avant l'article unique** : amendement n° 4 de M. Alain Madelin faisant de la privatisation des chaînes publiques une des garanties de la liberté de la communication audiovisuelle (p. 6388) ; ses observations sur l'amendement n° 5 de M. Alain Madelin (p. 6389) ; usage des fréquences radio-électriques sur le territoire national étant subordonné à l'autorisation de l'Etat ; ses observations sur l'amendement n° 11 de M. Alain Madelin (p. 6390) ; tarifs des prestations fournies par l'établissement public de diffusion étant de la compétence du Conseil national de la communication audiovisuelle ; diffusion par T.D.F. des émissions de télévision privée ne pouvant aboutir à diminuer la qualité de diffusion des émissions de service public (p. 6391) ; **article unique** : son amendement n° 1 (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 34-1 de la loi du 29 juillet 1982 à insérer après les mots : « autorisation délivrée », les mots : « à l'établissement public de diffusion ») ; nature de l'autorisation concernée ; rejeté ; son amendement n° 2 (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 34-1 de la loi du 29 juillet 1982 à supprimer les mots : « dans des délais raisonnables ») ; son amendement n° 3 (tendant à compléter le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 34-1 de la loi du 29 juillet 1982 par les mots : « notamment les délais nécessaires à l'information et au recueil des observations des intéressés ») ; notion de « délais raisonnables » ne semblant être que la reprise d'une mention figurant dans un des considérants de la décision reprise par le Conseil constitutionnel ; amendements n° 2 et 3 : rejetés (p. 6392) ; **après l'article unique** : ses observations sur l'amendement n° 16 de M. Alain Madelin ; amendement n° 21 de M. Alain Madelin étant satisfait par l'article 21 de la loi de finances pour 1986 (p. 6393).

BIRRAUX (Claude)

*Député de la Haute-Savoie
(3^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [J.O. du 3 mai 1985] (p. 5093).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à élargir la procédure du vote par procuration (n° 2628) [18 avril 1985].

Proposition de loi tendant à ce que la fête des mères soit également la fête des familles (n° 2895) [29 juin 1985].

Proposition de loi tendant à prendre en compte les ressources du concubin notoire pour l'attribution des prestations d'aide sociale (n° 3265) [19 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion générale : bilan de la loi recherche de 1982 ; « irruption du pouvoir politique dans les structures du C.N.R.S. » ; élection des sections du comité national du C.N.R.S. [27 juin 1985] (p. 2121) ; non réali-

sation de l'objectif de 2,5 % du P.I.B. consacrés à la recherche ; annulations répétitives de crédits de paiement et d'autorisations de programme ; progression moyenne des effectifs ; détournement de postes ; pourcentage représenté par la masse salariale dans les grands organismes de recherche ; montant des crédits opérationnels affectés à l'équipement ; part de la recherche financée par les entreprises ; stabilité du nombre des entreprises se livrant à des activités de recherche ; innovation du texte se résumant à une incitation fiscale pour les entreprises (p. 2122) ; formules d'aides aux entreprises en faveur des dépenses de recherche-développement existant dans les autres pays ; obligation de croissance de l'effort de recherche dans les entreprises concluant des contrats de Plan avec l'Etat ; régime du congé-recherche et innovation ; opportunité de prévoir des dispositions facilitant le couplage entre la recherche publique et la recherche privée ; promotion du français comme langue scientifique ; problème de la mobilité des chercheurs ; création d'incitations fiscales ou contractuelles pour favoriser le recrutement de chercheurs en provenance d'organismes publics ; promotion d'une gestion du personnel de recherche ; rôle de l'université ; mise à l'écart des enseignants chercheurs du C.N.R.S. en 1982 (p. 2123) ; association de l'enseignement supérieur et de la recherche ; création de nouvelles contraintes (p. 2124) ; création de postes dans la recherche (p. 2135).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 45 : devenu sans objet [28 juin 1985] (p. 2179) ; **article 5** : son amendement n° 46 (de suppression) ; son amendement n° 47 (mention dans le contrat de Plan de la politique de développement de l'effort de recherche et d'innovation que l'entreprise envisage de conduire) : rejetés ; **article 6** : son amendement n° 48 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article au mot : « consulté », le mot : « informé ») (p. 2182) : rejeté ; **article 7** : son amendement n° 49 (complétant le troisième alinéa de cet article par la phrase suivante : « ; les conditions et la durée de ce congé font l'objet d'un accord préalable entre les organismes ou entreprises concernés ») : retiré ; **article 11** : son amendement n° 50 (de suppression) : non soutenu (p. 2188).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale* : budget constituant le premier budget d'exécution de la loi sur la recherche [25 octobre 1985] (p. 3539) ; ponctions effectuées au profit du musée de la Villette ; nombre des créations d'emplois ; fonctionnarisation de la recherche ; recherche fondamentale ; déductions fiscales ; part de la recherche-développement exécutée par les entreprises ; efforts de recherche assumés par les entreprises nationales ; affectation des fonds publics ; financement du budget annexe des P.T.T. ; résultats satisfaisants de la recherche européenne ; projet Eurêka (p. 3540) ; part de la recherche affectée au Carrefour international de la communication ; édition scientifique ; liaisons entre l'université et la recherche ; effort des régions en faveur de la recherche (p. 3541).

BLADT (Paul)

*Député de la Moselle
(6^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes (n° 2393) [J.O. du 14 juin 1985] (p. 6584).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur — **Énergie.** — *Discussion générale* : réserves concernant

l'installation d'un deuxième surrégénérateur ; opportunité de la globalisation des aides pour la préférence nationale de la production charbonnière ; situation du bassin charbonnier de Lorraine ; poids financier de la chimie des charbonnages dans le déficit des Charbonnages de France ; avenir de la chimie lourde [12 novembre 1985] (p. 4226) ; mesures que le Gouvernement entend prendre pour que le bassin lorrain devienne un point d'ancrage de la production et de l'industrie charbonnière française (p. 4227).

BLANC (Jacques)

Député de la Lozère

(2^e circonscription)

U.D.F.

Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14911).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réduction du remboursement de certains médicaments** : suppression du remboursement des honoraires de responsabilité des pharmaciens ; réduction du remboursement de certains médicaments ; situation de la sécurité sociale [12 juin 1985] (p. 1637).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux études médicales (n° 3257) [19 décembre 1985].

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives aux établissements d'hospitalisation publique et à rétablir les attributions des services hospitaliers (n° 3258) [19 décembre 1985].

Proposition de loi relative aux activités du secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publique (n° 3259) [19 décembre 1985].

Proposition de loi portant réforme de l'enseignement médical (n° 3260) [19 décembre 1985].

Proposition de loi relative à la représentation des départements les moins peuplés au sein des conseils régionaux (n° 3264) [19 décembre 1985].

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président de l'Assemblée nationale :

Répond au rappel au règlement de M. Claude Labbé, lors de la discussion de la seconde délibération du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) : précise qu'il n'y a pas lieu de remettre en discussion le texte adopté en première délibération ; autorise un orateur à prendre la parole pour répondre à la commission [4 juin 1985] (p. 1399).

Constate que le quorum n'est pas atteint et en tire les conséquences (projet de loi n° 3096 modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail) [5 décembre 1985] (p. 5393).

Rappelle à l'Assemblée qu'elle a adopté, dans le texte relatif à la protection sociale, un amendement du Gouvernement concernant le régime de protection sociale dans le cadre des activités touristiques considérées comme des prolongements de la mise en valeur de l'exploitation (projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [11 décembre 1985] (p. 5942).

Rappelle à M. Christian Pierret, Rapporteur général, que la commission n'a pas à exprimer systématiquement son avis sur les articles (projet de loi n° 3152 portant règlement définitif du budget de 1983) [12 décembre 1985] (p. 5965).

Allocation de fin de session : importance des choix de l'année nouvelle ; volonté de tolérance ; adresse ses vœux aux parlementaires, au personnel et à l'ensemble des Français [22 décembre 1985] (p. 6666-6669) ; remercie les journalistes (p. 6670).

En qualité de député :

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative au concours en personnel apporté par la République française à la République gabonaise (ensemble un protocole) (n° 2585).**

Première lecture, discussion générale, Rapporteur suppléant : regrette l'absence des membres du Gouvernement compétents en matière de relations extérieures ; richesse économique du Gabon ; présence de ressources naturelles ; coopérateurs français au Gabon ; coopération militaire ; construction d'une antenne sur le site de Moyabi [5 juin 1985] (p. 1472) ; adaptations techniques de certaines dispositions figurant dans les conventions antérieures ; protocole financier en 1976 entraînant une augmentation des dépenses à la charge du Gabon ; dénonciation du protocole par le Gabon ; dépenses relatives au personnel assumées par moitié par chacune des parties ; difficultés causées par le système de globalisation (p. 1473).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Troisième lecture, discussion générale : remise en cause de la représentation minimale des départements les moins peuplés ; position de l'Assemblée nationale en première lecture ; dispositions adoptées par le Sénat ; départements à faible densité de population ; rupture avec la tradition républicaine ; nombre minimum de députés [26 juin 1985] (p. 2005) ; cas de la Lozère ; conséquences sur l'élection des sénateurs ; problème de la constitutionnalité d'un texte voté non conforme par le Sénat et l'Assemblée ; rapport entre le nombre d'électeurs et le nombre d'élus (p. 2006).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : intérêts des départements ; manœuvres entreprises pour limiter la représentation des départements les moins peuplés au sein du Conseil régional ; ses observations faites au Président de la République ; création artificielle de quatre régions en Nouvelle-Calédonie ; signification de la tradition républicaine (p. 2010).

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 31 (effectif des conseils régionaux et répartition des sièges entre les départements) : non soutenu [9 octobre 1985] (p. 2865) ; **article 27** : réduction de la durée de la discussion générale du texte ; nombre des représentants des départements au sein des conseils

régionaux ; nécessité de prévoir cinq représentants par département ; création d'éventuelles inégalités entre les départements ; situation en Nouvelle-Calédonie ; proportionnelle au sein des bureaux ; absence de suppléant pour les élections des conseils régionaux ; possibilité pour le Gouvernement de déposer un amendement (p. 2873).

Troisième lecture, discussion des articles : **après l'article 37** : son amendement n° 1 (complétant l'article L. 346 du code électoral par un troisième alinéa ainsi rédigé : « toutefois dans les départements comportant un nombre de sièges à pourvoir égal ou inférieur à cinq, cette liste comprend un nombre de candidats égal au nombre de sièges à pourvoir augmenté de 2 ») ; application combinée de la représentation proportionnelle et de la limitation du cumul des mandats ; probabilité pour que dans les petits départements une liste puisse détenir la totalité des sièges ; cas de vacance de siège [21 décembre 1985] (p. 6630) ; adopté (p. 6631).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).**

Première lecture, discussion des articles : **article 38** : son **rappel au règlement** : multiplication des suspensions de séance et des réserves ; blocage du Gouvernement vis-à-vis des pharmaciens résidents ou des directeurs [10 octobre 1985] (p. 2933) ; **article 76** : nécessité de réserver cet article (p. 2941) ; **article 88** : réduction des dépenses de santé ; non assimilation de la fonctionnarisation à la sécurité de l'emploi (p. 2944) ; **article 92** : automaticité de la mise à disposition des fonctionnaires auprès des organisations syndicales (p. 2946) ; **après l'article 101** : exclusion des pharmaciens résidents hospitaliers du champ d'application du titre IV ; nécessité d'accorder aux pharmaciens le statut de praticien hospitalier (p. 2950) ; **après l'article 102** : nécessité de donner aux pharmaciens un statut identique à celui des médecins hospitaliers (p. 2951) ; **après l'article 118** : isolement des pharmaciens résidents des autres pharmaciens tels que les pharmaciens biologistes (p. 2954) ; **article 2 (précédemment réservé)** : non intégration des directeurs d'établissement dans le titre IV ; situation des établissements pour mineurs ou adultes handicapés ou inadaptés (p. 2956).

Explications de vote : statut des directeurs et statut des pharmaciens résidents ; création de nouvelles rigidités ; pénurie existant dans certains C.H.U. ; dangers planant sur l'organisation hospitalière ; opposition du corps médical à la départementalisation ; abstention des groupes de l'opposition (p. 2959).

Troisième lecture, discussion générale : rôle joué par les pharmaciens hospitaliers [20 décembre 1985] (p. 6567) ; responsabilité conjointe du pharmacien et du médecin (p. 6568).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale*, rapporteur pour avis suppléant : rôle mineur joué par le secrétariat d'Etat à la mer ; réduction des moyens [23 octobre 1985] (p. 3362) ; nécessité d'un soutien dynamique des positions des armements français ; élargissement de la Communauté ; négociations sur le droit de la mer ; défense des intérêts de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 3363).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : *questions* : situation des hôpitaux dans le Languedoc-Roussillon notamment à Montpellier ; dépassement des budgets globaux ; inadéquation entre le nombre des internes et les besoins ; résistance du corps médical à la mise en œuvre de la départementalisation [4 novembre 1985] (p. 3875) ; pose la question de M. Jean-Marie Caro ; mortalité des personnes âgées dans les hôpitaux ; utilisation d'anxiolytiques ; situation des départements pauvres qui ont une vocation d'accueil des personnes âgées (p. 3876).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : avenir de la politique agricole commune ; difficultés dans le massif central ; cas des éleveurs ; garantie contre les calamités agricoles ; nécessité de la solidarité et refus de l'assistance [7 novembre 1985] (p. 4059).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil des communautés européennes du 7 mai 1985 relative au système des ressources propres des communautés (n° 3045) et de l'accord intervenu au sein du Conseil des communautés européennes les 23 et 24 avril 1985 entre les représentants des gouvernements des Etats membres, relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1985 (n° 3044).**

Première lecture, discussion générale commune : critique la tenue d'un tel débat à six heures du soir ; accord de Fontainebleau, insuffisance des financements ; mise en cause de la politique agricole commune ; contribution des britanniques [21 novembre 1985] (p. 4607) ; absence de règlement quant à la capacité de l'Europe à faire face à ses engagements financiers ; problème de la contribution britannique (p. 4608) ; regrette la tenue d'un tel débat en soirée (p. 4610).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : critique la tenue de ce débat en nocturne ; estime que l'élargissement de la Communauté va être occulté dans l'opinion publique ; signature du Traité d'élargissement avec l'Angleterre ; approbation du principe d'élargissement ; consolidation de la démocratie [21 novembre 1985] (p. 4633) ; problème de la capacité de l'Europe à assurer le succès de cet élargissement ; problème de financement ; relèvement du taux de T.V.A. ; difficultés dans la mécanique interne des Communautés européennes ; plan Grand Sud-Ouest (p. 4634) ; programmes intégrés méditerranéens ; mise en place de contrats de bonne fin et des aides au stockage à court terme ; accord de Dublin en matière vinicole ; période de transition ; montants compensatoires d'adhésion ; surveillance des importations ; rapprochement des prix et des aides ; exemple de la viande bovine (p. 4635) ; déconsolidation des droits de douane ; perturbations dans le secteur du vin ; abstention du groupe U.D.F. (p. 4636).

— **Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés (n° 2920).**

Deuxième lecture, discussion générale : promesses du Gouvernement ; rachat des points en fonction du revenu actuel ; aménagement de dettes [25 novembre 1985] (p. 4775) ; blocage dans l'application de la loi d'amnistie ; **son rappel au règlement :** précise qu'il a été appelé à la présidence pour régler un problème de remplacement au fauteuil présidentiel (p. 4776).

Explications de vote : rappelle les choix du Gouvernement précisant que les retraites constituent un problème plus urgent ; absence de dispositions en matière d'indemnisation (p. 4777).

— **Projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025).**

Première lecture, discussion générale : regrette l'agressivité du secrétaire d'Etat lui faisant un procès d'intention [25 novembre 1985] (p. 4786) ; loi de 1975 en faveur des personnes handicapées ; traduction des lois de décentralisation ; accroissement du nombre des personnes de plus de 85 ans ; politique d'humanisation ; nécessité d'équilibrer la sécurité sociale ; traitement des enfants souffrant de handicaps les plus graves (p. 4787) ; capacité donnée aux C.O.T.O.R.E.P. de décider de la nature de l'établissement dont doit relever le handicapé ; liberté accordée aux familles des handicapés quant au choix de l'établissement ; acquisition du domicile de secours (p. 4788) ;

Discussion des articles : **article 1^{er} :** modalités de la collaboration ou de la coordination entre les différents services et collectivités concernés (p. 4802) ; rappelle qu'il a été à l'origine de la création des M.A.S. lors du vote de la loi en faveur des personnes handicapées ; participation financière du département ou de la sécurité sociale (p. 4804) ; **article 2 :** nécessité de ne pas risquer de bloquer toute initiative en instituant un passage en commission régionale (p. 4805) ; son inquiétude en présence de l'assimilation à des établissements des services de soins infirmiers à domicile ; risque de remise en cause du pluralisme dans le système de distribution de soins médicaux ou para-médicaux ; soins infirmiers à domicile (p. 4806, 4807) ; **article 9 :** notion d'évolution des besoins ; faculté de se fonder sur un tel critère pour retirer un agrément de sécurité sociale (p. 4813) ; risque de donner des pouvoirs d'intervention excessifs dans le contrôle de la vie des établissements aux seuls représentants de l'Etat ; **article 10 :** pouvoirs du président du Conseil général de décider du caractère obligatoire ou non des conventions collectives qui vont s'appliquer (p. 4814) ; sa préférence pour imposer l'application de conventions reconnues à l'échelon national (p. 4815) ; **article 11 :** pouvoirs du représentant de l'Etat en cas de carence de l'organe exécutif de la collectivité territoriale (p. 4817) ; **article 18 :** augmentation des prix de journée à partir de taux qui n'ont rien à voir avec la réalité ; **article 19 :** nécessité de permettre à un nombre de plus en plus important de personnes âgées de voyager ; rappel de l'article 19 prévoyant que les personnes qui s'absentent peuvent être dispensées de leurs frais d'hébergement (p. 4819) ; **article 22 :** nécessité de laisser le maximum de liberté aux initiatives prises pour la formation des travailleurs (p. 4820) ; **article 29 — article 46 du code de la famille et de l'aide sociale :** réalisation des prises en charge par les services de l'aide sociale à l'enfance sur décision du président du Conseil général du département d'origine de la mère et de son enfant (p. 4825) ; **article 35 — article 85 du code de la famille et de l'aide sociale :** problème du département prenant en charge les dépenses (p. 4828) ; **article 86 du code de la famille et de l'aide sociale :** son souhait de voir la prise en charge à la charge du lieu de décision de la première juridiction (p. 4829) ; **article 36 :** risque de placer les personnels de l'action sociale à l'enfance sous l'autorité du préfet (p. 4830) ; **article 49 — article 126 du code de la famille et de l'aide sociale :** rappelle qu'une demande d'aide sociale peut être présentée dans un canton sans que cela n'entraîne de conséquences sur le domicile de secours (p. 4841) ; **article 51 — article 138 du code de la famille et de l'aide sociale :** représentation des bureaux d'aide sociale ; risque d'une institutionnalisation d'une représentation proportionnelle (p. 4845) ; **article 57 :** loi d'orientation en faveur des personnes handicapées concernant la libre circulation des personnes et la liberté du choix d'un établissement ; notion de domicile de secours (p. 4847) ; **article 193 du code de la famille et de l'aide sociale :** son amendement n° 152 (acquisition du domicile de secours) ; nécessité d'assurer la liberté de choix des personnes handicapées ou âgées et de ne pas compromettre la mobilité des ressortissants de l'aide sociale ; adopté ; son sous-amendement n° 195 à l'amendement n° 129 de la commission : devenu sans objet ; son sous-amendement n° 194 à l'amendement n° 130 de la commission : devenu sans objet ; son amendement n° 1 (précisant que le séjour dans un établissement pour handicapés ou personnes âgées n'a pas d'effet sur le domicile du secours) : devenu sans objet (p. 4848) ; son amendement n° 2 (précisant que la mise sous tutelle est sans effet sur le domicile de secours) ; pratique consistant à lier le domicile de secours avec le lieu d'habitation du tuteur ; mise sous tutelle du domicile de secours ; retiré (p. 4849) ; **article 194 du code de la famille et de l'aide sociale :** son amendement n° 3 (précisant que l'admission dans un établissement d'hébergement pour personnes âgées ou personnes handicapées est sans effet sur la perte du domicile de secours) : retiré ; son amendement n° 163 (complétant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots : « sauf si celle-ci est motivée par un séjour dans un établissement sanitaire et social ») : adopté (p. 4850) ; **après l'article 62 :** situation des personnes devenues handicapées après soixante ans ou soixante-cinq ans et situation des handicapés de longue date qui n'ont pu se constituer des moyens suffisants d'existence (p. 4853).

Explications de vote : vote favorable du groupe U.D.F. ; contribution de l'opposition (p. 4855).

Deuxième lecture, discussion générale : problème des domiciles de secours [20 décembre 1985] (p. 6532).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : ses observations sur l'amendement n° 2 de la commission (p. 6533) ; **article 6** : ses observations sur l'amendement n° 3 de la commission (p. 6534) ; **article 13** : volonté d'exclure de fait la possibilité pour le président du Conseil général ou le président du Conseil d'administration de se désolidariser avec la décision de l'Etat (p. 6536) ; **article 19** : ses observations sur l'amendement n° 10 de la commission (p. 6537) ; **article 51** : rôle du bureau d'aide sociale dans les actions de prévention et de développement social ; ses observations sur l'amendement n° 20 de la commission ; **article 57** : son amendement n° 24 (tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 193 du code de la famille et de l'aide sociale : « nonobstant les dispositions des articles 102 à 109 du code civil, le domicile... ») (p. 6543) ; définition du domicile de secours ; adopté ; son amendement n° 25 (tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 193 du code de la famille et de l'aide sociale) ; nécessité d'une application du texte aux personnes admises dans les établissements sanitaires et sociaux au moment de la promulgation de la loi ; adopté (p. 6544) ; **après l'article 67 ter** : son amendement n° 26 (conservation par les personnes hébergées en établissements sanitaires et sociaux et prises en charge par une collectivité publique au titre de l'aide sociale du bénéfice de cette prise en charge par cette collectivité publique) (p. 6545) ; acceptation par un grand nombre de départements de la prise en charge au titre de l'aide sociale de leurs ressortissants résidant dans des établissements situés dans d'autres départements ; adopté ; (p. 6546).

Explications de vote : nécessité d'un fonctionnement harmonieux de l'action sociale ; distinction entre le « peut-être » et le « est » (p. 6546) ; liberté de décision ou de circulation des handicapés ; vote positif des groupes U.D.F. et R.P.R. (p. 6547).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 6** : son amendement n° 1 (insérant dans le texte proposé dans le premier alinéa de l'article 10 de la loi du 30 juin 1975 après les mots : « tels qu'ils ont été appréciés » les mots : « par la collectivité publique compétente et... ») [22 décembre 1985] (p. 6668) ; adopté (p. 6669).

— **Déclaration du Gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs et débat sur cette déclaration (n° 3148).**

Discussion : caractère précaire et artificiel de l'équilibre des comptes de la sécurité sociale [3 décembre 1985] (p. 5221) ; attachement des Français à leur système de protection sociale ; refus de remettre en cause le système mixte assurance-solidarité ; nécessité de responsabiliser les partenaires sociaux ; détournement des allocations familiales ; nécessité d'individualiser parmi les dépenses celles qui couvrent des charges d'hospitalisation et celles qui résultent de l'exercice libéral ; responsabilisation des médecins et patients ; nécessité de mettre sur un pied d'égalité le secteur privé et le secteur public ; « désétatisation » de la responsabilité du régime du système de santé (p. 5222) ; nécessité de modifier la nomination des responsables et des directeurs ; couverture relative des soins ambulatoires par des « mutuelles » ou des assurances privées s'engageant à respecter un cahier des charges ; refus d'un système social à deux vitesses (p. 5223) ; autonomie financière et pédagogique des facultés de médecine (p. 5225).

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 7 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (n° 2790).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur suppléant : objectif de ce protocole complétant la convention en définissant des mesures propres à assurer la garantie collective des droits et libertés autres que ceux qui y figurent déjà ; exclusion du domaine disciplinaire ; notion d'autorité parentale ; accord avec la Turquie concernant la garde des enfants en cas de mariage mixte [4 décembre 1985] (p. 5248).

— **Projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098).**

Première lecture, discussion générale : avenir de l'organisation hospitalière ; instauration du budget global ; hôpital départemental de la Lozère ; financement de la

sectorisation psychiatrique par la sécurité sociale [9 décembre 1985] (p. 5746) ; maintien de la liberté de circulation et de choix des malades ; détermination de la part du budget global bénéficiant aux activités du secteur ; rôle de l'exercice libéral ; prise en compte de l'action sociale ; avenir de la départementalisation (p. 5747).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : secteur ne constituant pas un frein au libre choix du malade ; hôpital psychiatrique de la Lozère ; déficit de la sécurité sociale pour 1986 ; utilité des médicaments en psychiatrie ; transfert des affaires sociales aux collectivités locales (p. 5752) ; **article 2** : prise en compte par la carte psychiatrique de la vocation particulière de tel ou tel établissement à accueillir certains malades (p. 5753) ; **article 5** : interviews publiées dans le « quotidien du médecin » ; fixation de la partie du budget global versée à l'hôpital ; problème des critères sans le paiement des actions de secteur (p. 5754) ; **article 7** : situation des biens meubles et immeubles affectés aux services publics nécessaires à l'exercice des activités des établissements ; dotation globale au profit des institutions privées ayant joué un rôle dans les actions de secteur (p. 5756) ; **article 14** : situation des médecins vacataires ; intégration dans les hôpitaux psychiatriques [10 décembre 1985] (p. 5798).

Explications de vote : maintien de la liberté de choix des malades ; possibilité laissée à certaines associations de prendre des initiatives pour participer à des actions de secteur ; situation du personnel médical ou paramédical ; financement de la sectorisation par la sécurité sociale ; abstention du groupe U.D.F. (p. 5799).

Troisième lecture, discussion générale : financement de la sécurité sociale [20 décembre 1985] (p. 6563) ; dépenses induites pour le régime général par le projet de sectorisation psychiatrique ; rôle des organismes associatifs et privés dans l'action conduite au niveau du secteur (p. 6564).

Son rappel au règlement : « guérilla parlementaire » engagée par le groupe communiste ; abstention volontaire des groupes de l'opposition pour la discussion du projet de la loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail ; « règlement de comptes » entre communistes et socialistes [9 décembre 1985] (p. 5761).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).**

Discussion : non prise en compte de la France à Bruxelles ; problèmes de la P.A.C. [10 décembre 1985] (p. 5813) ; situation du lait ; attribution des quotas aux jeunes en montagne ; élargissement de la Communauté ; problèmes des garanties ; efficacité des mesures de sauvegarde ; P.I.M. ; contribution française supérieure aux sommes touchées (p. 5814) ; contenu du « livre vert » de la commission ; politique aboutissant à des excédents structurels ; politique agricole intérieure ; absence de véritable concertation ; évolution des revenus ; conséquences de la sécheresse ; situation des éleveurs d'ovins ; création des offices par produits ; efforts dans le domaine de l'enseignement agricole ; accord financier de Fontainebleau ; ouverture de discussions avec les Etats-Unis (p. 5815) ; organisation des marchés ; redécouverte par les Français de leurs agriculteurs (p. 5816) ; règlement ovin ; mauvaise préparation de l'élargissement (p. 5842).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 6** : son sous-amendement n° 49 à l'amendement n° 39 de M. Louis Lareng (consultation des organismes professionnels préalablement à la réglementation de la profession de diététicien) ; rôle des diététiciens [11 décembre 1985] (p. 5863) ; position de la France dans le domaine de l'alimentaire tant en ce qui concerne les créations d'emplois que le développement des industries agro-alimentaires et pharmaceutiques ; retiré (p. 5864) ; **article 11** : difficultés rencontrées par les centres d'aide par le travail ; fléau constitué par l'alcoolisme ; distinction entre alcoolisme et consommation de vin (p. 5902).

Deuxième lecture, discussion générale : échec de la commission mixte paritaire sur l'article relatif aux modalités d'accès à la carrière diplomatique ; reconnaissance de la profession

des diététiciens et des lunetiers ; développement du tourisme rural ; centres d'aide par le travail [21 décembre 1985] (p. 6641).

— **Projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104).**

Troisième lecture, discussion générale : nécessité d'organiser les soins d'urgence ; rôle dans les soins d'urgence des organismes exerçant à titre libéral [20 décembre 1985] (p. 6565) ; rôle du Sénat (p. 6566).

Explications de vote : son abstention (p. 6567).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036).**

Troisième lecture, explications de vote : accord de l'U.D.F. sur le principe de la limitation du cumul des mandats ; se félicite de l'accord réalisé entre le Gouvernement et le Sénat [20 décembre 1985] (p. 6577).

— **Projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Troisième lecture, explications de vote : période de transition ; mise sur un pied d'égalité des élus locaux et de ceux détenant déjà un mandat national ; remise en cause de l'instauration du scrutin proportionnel pour les élections législatives [21 décembre 1985] (p. 6588).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locale (n° 3023).**

Deuxième lecture, discussion générale : nécessité de changer la solidarité en faveur des départements les moins peuplés et les plus pauvres ; augmentation du coût de l'aide sociale transférée au département [21 décembre 1985] (p. 6598).

Discussion des articles : **article 3** : référence des augmentations de dotations globales de fonctionnement jusqu'en 1981 ; rapport Guichard ; atténuation des effets des variations du potentiel fiscal (p. 6602) ; non inclusion de Paris dans le calcul de la moyenne du potentiel fiscal ; répartition des sommes dégagées sur l'ensemble des communes (p. 6603) ; **article 8** : transfert des services d'équipement ; organisation de la direction départementale de l'équipement en subdivisions par cantons ; risques de conflits entre certains conseils généraux et le représentant du Gouvernement ; négociations engagées en Lozère ; **article 9** : transfert de compétences en matière d'aide sociale et de santé (p. 6605-6606) ; **article 12** : action essentielle des bibliothèques centrales de prêts à l'intérieur du pays rural ; juxtaposition de structures régionales ; **article 14** : affectation des crédits d'informatisation des bibliothèques (p. 6607-6608) ; **article 18** : services des archives départementales (p. 6609) ; **article 18 bis** : son amendement n° 51 : devenu sans objet (p. 6610) ; **article 30** : son sous-amendement n° 50 à l'amendement n° 26 de la commission (insérant dans cet amendement après les mots : « à vocation multiple » les mots : « ou d'un district ») ; identité de traitement entre les communes regroupées en syndicat et les communes regroupées en districts (p. 6613) ; adopté ; (p. 6614) ; **article 31** : discrimination entre l'enseignement public et l'enseignement privé (p. 6616) ; **article 33** : nécessité d'un assouplissement de la réglementation relative aux licences de débits de boissons ; **article 34** : responsabilités du premier adjoint en cas d'empêchement ou d'absence du maire (p. 6617).

Seconde délibération : **article 30** : accepte la rédaction proposée par le Gouvernement (p. 6618).

— **Projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061).**

Deuxième lecture, discussion générale : victimes de violence ; référence à la loi ayant permis la libération de Jean-Marc Rouillon et Nathalie Ménigon, leaders d'Action directe [21 décembre 1985] (p. 6626).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Deuxième lecture, discussion générale : problèmes du financement des retraites du régime général ; compensation démographique ; niveau exact des retraites dans le secteur

agricole ; modification des conditions initialement prévues pour le cumul de la retraite et d'une activité ; problème de la revalorisation ; image injuste conservée par les agriculteurs dans l'opinion publique [21 décembre 1985] (p. 6632).

BLISKO (Serge)

*Député de Paris
(14^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

BOCKEL (Jean-Marie)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme

puis Ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme.

NOMINATIONS

Est nommé ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme (décret du 19 février 1986) [J.O. du 20 février 1986] (p. 2791).

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi relatif au renouvellement des **baux commerciaux**, au crédit bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (**n° 3037**) [6 novembre 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Christian Pierret : monétique** : rappelle que la carte à microprocesseur est une invention française ; aboutissement de la négociation entre le groupe « carte bancaire » et les commerçants ; encouragement de terminaux points de vente [9 octobre 1985] (p. 2839) ;

orale sans débat :

— **M. Jean Grimont (n° 796) : mines de potasse d'Alsace** : rôle essentiel joué par cette société dans le secteur des industries de base ; aide de l'Etat en 1985 par le biais d'une dotation en capital et d'un prêt participatif ; établissement d'un programme pluriannuel de prospection ; utilisation de techniques nouvelles, dites de « dissolution » ; création d'une filiale de diversification [26 avril 1985] (p. 447) ;

— **M. Michel Noir (n° 790) : industrie française de la machine-outil** : utilité du plan machine-outil ; dégradation du marché mondial ; modernisation de l'outil de production et des méthodes de gestion ; coopération entre Toyoda et Renault-Somua apparaissant comme équilibrée ; garanties industrielles données à la France ; priorité aux industries relevant de la productique [26 avril 1985] (p. 448) ; montant des aides publiques allouées à ce secteur (p. 449) ;

— **Mme Martine Frachon (n° 935) : tarifs de la restauration scolaire à Poissy** : décision de la municipalité de Poissy de faire appel à une entreprise prestataire de services ; engagement par cette dernière de travaux importants ; précise qu'il n'est pas certain que sur le plan juridique la municipalité ait respecté les formes prévues [13 décembre 1985] (p. 6155) ;

— **M. Dominique Frelaut (n° 940) : accord C.G.E.-A.T.T.** : rappelle que le Gouvernement n'est pas hostile au projet d'accord négocié par C.G.E. et A.T.T. ; cas du M.T. 35 et de l'E. 10 S. [13 décembre 1985] (p. 6156) ;

— **M. Paul Balmigère (n° 939) : situation de deux entreprises de l'Hérault** : chute des traitements de pétrole brut à façon pour le compte de sociétés étrangères ; précise que l'autorisation des pouvoirs publics ne pourrait être accordée que sur la base de la réalisation de certains

préalables ; baisse de notre production de ciment en raison de la baisse du marché intérieur ; effort de modernisation et de réduction des coûts [13 décembre 1985] (p. 6157, 6158) ;

— **M. René André (n° 933) : indemnité de départ des commerçants et artisans** : loi Royer ; conditions de versement et montant de l'indemnité de départ ; objectif de cette indemnité aidant à la réussite de la transmission de l'entreprise ; crédit-bail sur fonds de commerce, [13 décembre 1985] (p. 6159) ; installation des « multiples ruraux » ; flux de la campagne vers la grande distribution ou les grandes surfaces (p. 6160).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577).**

Première lecture, discussion générale : développement des sociétés de caution mutuelle ; neutralité du système fiscal par rapport au choix de la forme de l'entreprise ; situation du commissaire aux apports ; application des procédures collectives ; extension du passif à tous les dirigeants de droit ou de fait en cas de redressement ou de liquidation judiciaire ; problème de l'apport de biens communs à l'E.U.R.L. ; transmission par succession d'une entreprise individuelle ; partage du patrimoine ; droits d'enregistrement perçus lors de la transmission par cession onéreuse des parts sociales [11 avril 1985] (p. 156) ; utilisation par les grands groupes du statut de l'E.U.R.L. ; mesures prises en faveur de la création d'entreprises ; création des centres de formalités des entreprises ; utilisation de l'E.U.R.L. par les professions libérales ; application du texte à la Polynésie française ; introduction de la notion d'entreprise dans le droit français (p. 157) ; régime social de l'entrepreneur individuel (p. 158).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale* : importance du commerce ; rôle du commerce dans la lutte contre l'inflation ; simplification administrative ; institution du livret épargne-entreprise ; stagnation des effectifs salariés du commerce ; question du statut social du salarié du commerce ; secteur concerné par les conventions collectives ; problème du travail le dimanche [28 octobre 1985] (p. 3571) ; formation dans le commerce ; modernisation ; rôle des subventions dans le commerce rural ; expérience « commerce 90 » ; problèmes du commerce non sédentaire ; technologie et monétique ; négociations entre banques et commerçants ; regroupement des artisans et commerçants métiers par métiers (p. 3572) ; propositions de M. Chirac visant à supprimer la direction du commerce intérieur ; solde positif de la création d'entreprise dans le secteur du commerce (p. 3573).

Répond à la question de :

— **M. Paul Pernin** : augmentation des importations ; groupe de travail rassemblant des producteurs ; difficultés rencontrées dans le secteur de la quincaillerie ; possibilité de développer le créneau du meuble contemporain de moyenne gamme ; expérimentation de nouvelles formules de crédit à Rodez (p. 3573) ;

— **M. Jean-Claude Cassaing** : élargissement de l'autorisation des pratiques discriminatoires ; difficultés pour contrôler les pratiques de prix discriminatoires en l'absence de critères objectifs (p. 3575).

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037).**

Première lecture, discussion générale : coefficient de renouvellement des baux commerciaux pour 1986 ; nécessité d'une stricte application de la règle du plafonnement des loyers dans les baux commerciaux conclus pour une durée n'excédant pas neuf ans ; institution du crédit-bail pour l'acquisition d'un fonds de commerce ; opérations de restructuration d'entreprises par cession de blocs de parts sociales ou d'actions ; éligibilité des concours bancaires accompagnant la transmission d'une petite entreprise commerciale implantée en milieu rural au fonds de garantie géré par la Sofaris [26 novembre 1985] (p. 4877) ; utilisation

du crédit-bail pour acquérir un fonds de commerce ou une entreprise artisanale ; autorisation pour l'acquéreur de déduire de son bénéfice la part de loyer représentative des frais financiers et le crédit-bailleur à approvisionner avant impôt ; intérêt de la technique du crédit-bail (p. 4878).

Discussion des articles : article 1^{er} : ses observations sur l'amendement n° 1 de la commission (p. 4879).

BOCQUET (Alain)

*Député du Nord
(1^{er} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer l'exercice sans restriction du droit de grève (n° 2891) [29 juin 1985].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 841**, posée le 28 mai 1985 : **matériels ferroviaires (emploi et activité)** (p. 1243-1244) ; appelée le 31 mai 1985 : **industrie de matériel ferroviaire** : concentration de l'industrie ferroviaire dans le Nord ; restructurations envisagées (p. 1371) ; situation des entreprises Fauvet Girel et Alsthom-Raismes ; suppression d'emplois envisagée par Alsthom ; plans sociaux ; absence de saturation des marchés de matériel ferroviaire ; table ronde sur l'avenir du matériel ferroviaire (p. 1372) ; besoins de la S.N.C.F. ; absence de saturation du marché français ; exemple de l'entreprise Alsthom de Raismes ; réduction d'effectifs (p. 1373) ;

— **n° 881**, posée le 25 juin 1985 : **licenciement (indemnisation)** (p. 1981) ; appelée le 28 juin 1985 : **arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 9 mai 1983** : indemnité légale de licenciement devant être déterminée à partir du salaire net ; modifications des termes de l'article L. 122-9 du code du travail par loi du 9 juillet 1984 ; caractère insuffisant de l'invité à un règlement négocié des problèmes ; travailleurs lésés devant bénéficier d'un rappel (p. 2142) ; importance des sommes en jeu (p. 2143).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions* : réhabilitation du patrimoine social [30 octobre 1985] (p. 3732) ; bénéfice de l'A.P.L. ; non prise en compte de la situation de nombreuses familles ouvrières ; conventionnement (p. 3733).

Travail, emploi et formation professionnelle. *Discussion générale* : suppression massive d'emplois ; recherche exclusive du profit financier ; réduction d'emplois induite par les machines et les robots [31 octobre 1985] (p. 3773) ; nombre d'emplois perdus entre 1983 et 1984 ; nombre de licenciés économique ; perte d'emplois dans l'industrie ; limites des technologies ; plan « Fabius » pour le Nord-Pas-de-Calais ; aides au patronat ; développement des emplois précaires ; durée moyenne du chômage ; part salariale dans le financement de l'U.N.E.D.I.C. (p. 3774) ; diversification des cotisations ; attribution d'un minimum vital de 2 500 francs à tous les chômeurs (p. 3775).

Questions : procédure de licenciement engagée contre Jean-François Caré, secrétaire syndical C.G.T. de Renault-Douai ; atteintes aux représentants des travailleurs (p. 3793) ; pose la question de Mme Colette Goeuriot (p. 3794).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : cas de la Filature des Flandres à Bailleul et cas de l'entreprise Dufour à Raismes ; nécessité de prémunir les salariés contre un rapport de force localement déséquilibré [4 décembre 1985] (p. 5326, 5327) ; **article 1^{er}** : son amendement n° 52 (exclusion de la branche de la chimie) ; rejeté [6 décembre 1985] (p. 5527) ; son amendement n° 76 (exclusion de la branche de l'énergie du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail) [7 décembre 1985] (p. 5593) ; réservé ; situation de l'industrie pharmaceutique (p. 5601, 5602) ; émotion des syndicats à l'annonce de ce projet de loi (p. 5607) ; son amendement n° 89 (exclusion de la branche des autres services du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail) ; situation de l'emploi dans le nord (p. 5608) ; suppression d'emplois ; réservé (p. 5609) ; son amendement n° 92 (précisant que les salariés qui pourront justifier de la pratique régulière d'une activité ne pourront être contraints d'effectuer des heures supplémentaires) ; réservé (p. 5611) ; **article 2** : place du coût salarial parmi les handicaps structurels de l'économie française ; baisse du pouvoir d'achat des salaires nets ; volonté de réduire la rémunération du travail (p. 5620) ; s'indigne de l'attitude polémique du président de séance à la suite du rappel au règlement de M. Guy Ducoloné ; calcul des heures supplémentaires ; contenu des accords de modulation ; décision devant être prise par les travailleurs eux-mêmes ; politique de flexibilité en R.F.A. et en Belgique ; **article 212-8-1 du code du travail** : attitude du Gouvernement consistant à limiter la nocivité de son propre projet ; heures effectuées au-delà de la durée légale dans les limites fixées à l'article L. 212-8 du code du travail ne s'imputant pas sur le contingent annuel [8 décembre 1985] (p. 5627) ; paiement des heures supplémentaires ; dépendance dans laquelle le salarié est placé face aux exigences de son patron (p. 5628) ; son amendement n° 120 (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) ; retour en arrière considérable sur l'ensemble des acquis sociaux (p. 5629) ; heures supplémentaires au-delà du contingent légal ouvrant droit à un repos compensateur obligatoire dont la durée est égale à 50 % de ces heures supplémentaires ; caractère insuffisant de l'autorisation de l'inspection du travail ; vote réservé (p. 5630) ; **Article L. 212-8-2 du code du travail** : **son rappel au règlement** : attitude du Rapporteur ; lui demande de faire preuve d'une plus grande réserve (p. 5633) ; situation économique et sociale dans le secteur de la pêche et des cultures marines ; protection sociale des salariés exerçant un mandat syndical ou social ; (p. 5636) ; obligation pour les salariés participant bénévolement au fonctionnement d'organismes à objet social de souscrire une assurance volontaire contre les accidents du travail ; situation économique et sociale dans le secteur des activités portuaires (p. 5637) ; rôle des zones franches ; explique pourquoi les syndicats ont toutes les raisons « d'exiger » le rejet du projet de loi ; secteur de la construction et de la réparation navales (p. 5639) ; risque d'un développement des chantiers de chômage partiel (p. 5640) ; **son fait personnel** : imprudence de ses propos soulignant que M. Jacques Roger-Machart était un bon président (p. 5645) ; droit du groupe communiste de défendre ses amendements comme il l'entend ; art de la pédagogie consistant en un art de la répétition (p. 5646) ; **après l'article 2** : son amendement n° 178 (maintien des avantages légaux réglementés ou conventionnels liés à des conditions d'alternance, de roulement ou de relais) : réservé [9 décembre 1985] (p. 5704) ; **article 3** : son amendement n° 215 (excluant la branche textile) (p. 5763) ; réservé (p. 5764) ; son amendement n° 202 (supprimant la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article) (p. 5767) ; réservé (p. 5768).

BOIS (Jean-Claude)

*Député du Pas-de-Calais
(13^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes (n° 2393) [J.O. du 14 juin 1985] (p. 6584).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conditions de cessation d'activité de maîtres de l'enseignement public ayant exercé dans certains établissements d'enseignement privés (n° 2581).**

Première lecture, discussion générale : situation des personnels d'établissements publics ayant exercé dans les anciens établissements des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais ; problème des retraites complémentaires du régime minier [10 avril 1985] (p. 122).

BONNEMAISON (Gilbert)

*Député de la Seine-Saint-Denis
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [11 avril 1985] (p. 182).

Rapporteur du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [11 avril 1985] (p. 182).

Rapporteur du projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2616) [25 avril 1985] (p. 433).

Rapporteur du projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2617) [25 avril 1985] (p. 433).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 7 juin 1985] (p. 6312).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 7 juin 1985] (p. 6313).

Rapporteur de la proposition de loi organique n° 2641 de M. Jean Juventin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article L.O. 139 du code électoral [5 juin 1985] (p. 1490).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à

l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2617) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Rapporteur du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [27 juin 1985] (p. 2140).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prise en charge par l'État, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863) [J.O. du 12 juillet 1985] (p. 7892).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [J.O. du 20 juillet 1985] (p. 8248).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, soumise à nouvelle délibération (n° 2939) [J.O. du 21 août 1985] (p. 9620).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (justice : administration pénitentiaire et éducation surveillée) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Rapporteur pour avis du projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097) [28 novembre 1985] (p. 5034).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses modifications du code de la procédure pénale (n° 2695) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14462).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 3097) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15039).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15040).

Vice-président de cette commission [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15040).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2601) modifiant le code électoral et relatif à l'**élection des députés (n° 2619)** [18 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique (n° 2602) modifiant le code électoral et relatif à l'**élection des députés (n° 2620)** [18 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2616) relatif à l'**élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2725)** [30 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 2617) relatif à l'**élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2726)** [30 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'**élection des députés (n° 2743)** [6 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'**élection des députés (n° 2744)** [6 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique rejeté par le Sénat (n° 2735) modifiant le code électoral et relatif à l'**élection des députés (n° 2761)** [12 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat (n° 2734), modifiant le code électoral et relatif à l'**élection des députés (n° 2762)** [12 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la motion, adoptée par le Sénat tendant à proposer au Président de la République de soumettre au **référéndum** le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, modifiant le **code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2808)** [20 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi organique relatif à l'**élection des députés des territoires d'outre-mer**, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (**n° 2819**) [20 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à l'**élection des députés des territoires d'outre-mer**, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (**n° 2820**) [20 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique, rejeté par le Sénat (n° 2815) relatif à l'**élection des députés des territoires d'outre-mer**, de la collectivité territoriale de Mayotte, et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (**n° 2825**) [20 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat (n° 2816) relatif à l'**élection des députés des territoires d'outre-mer**, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (**n° 2826**) [20 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale

de la République, sur le projet de loi organique rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2837) modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2839) [26 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2838) modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2840) [26 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2846) relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2848) [26 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2847) relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2849) [26 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2855) relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2909) [10 juillet 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2919) [25 juillet 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2917) relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2929) [25 juillet 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2933) relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2934) [25 juillet 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2455) modifiant la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 2960) [2 octobre 1985].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome II : Justice : administration pénitentiaire et éducation surveillée (n° 2991) [9 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 3030) modifiant la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 3101) [21 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat en deuxième lecture (n° 3194) modifiant la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 3228) [19 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : détermination du mode de scrutin par une loi ; non insertion dans la constitution ; écart de population entre la circons-

cription la plus peuplée et la circonscription la moins peuplée ; écart entre le nombre de voix obtenues par chaque formation et sa représentation nationale ; ses observations sur le redécoupage des circonscriptions par une structure impartiale ; maintien du lien entre le citoyen et le représentant dans le cadre départemental ; seuil de 5 % ; attribution des sièges à la plus forte moyenne ; sa référence à la proposition du groupe communiste [24 avril 1985] (p. 343) ; objet d'un mode de scrutin ; constitution de majorités fiables ; sa référence à la montée de l'extrême-droite ; nécessité pour la gauche de garantir la stabilité et l'efficacité des institutions ; ses observations sur l'attitude de l'opposition face à M. Jean-Marie Le Pen ; influence du choix du scrutin majoritaire sous la III^e République sur la stabilité gouvernementale ; expérience du choix du scrutin proportionnel dans les autres démocraties occidentales ; rôle joué par les partis dans la désignation des candidats au scrutin majoritaire et au scrutin proportionnel (p. 344) ; indépendance de l'élu par rapport au parti ; élection du Président de la République au suffrage universel direct ; rôle des mécanismes de rationalisation du parlementarisme ; sa référence à la prise de position de M. Lionel Jospin sur l'évolution des institutions ; importance du droit de dissolution ; adaptation de la représentation proportionnelle aux réalités actuelles ; ses observations sur le titre de l'ouvrage « deux Français sur trois » ; protection et représentation des minorités (p. 345) ; traits dominants du projet soumis au Parlement ; inadéquation de la procédure référendaire au projet en cause ; respect, par la majorité, de la Constitution de la République (p. 346).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** manœuvre de procédure constituée par l'amendement n° 12 de M. Michel Debré [25 avril 1985] (p. 418) ; **article L. 423 du code électoral :** scrutin proportionnel proposé permettant aux diverses sensibilités d'être représentées ; son amendement n° 1 (rédactionnel) (p. 424) ; adopté (p. 425) ; **article L. 124 du code électoral :** application du seuil de 5 % en France et à l'étranger ; règle ne jouant que dans quelques départements ; **article L. 125 du code électoral :** son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 26 (date de la révision de la répartition des sièges) ; nécessité d'éviter l'apparition progressive des distorsions ; rectification de son amendement (p. 427) ; adopté ; son amendement n° 29 (tendant à substituer, dans l'intitulé du tableau n° 1 annexé, au mot « représentant » les mots « élu dans ») : adopté ; amendement n° 23 de M. Michel Debré visant à réserver un sort particulier à Paris ; existence d'autres départements connaissant des situations particulières (p. 428) ; **article L. 126 du code électoral :** son amendement n° 3 (texte applicable à la dérogation prévue pour Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté (p. 429) ; **article 2 :** son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté ; **article 3 :** son amendement n° 27 (visant à insérer dans le texte proposé pour l'article L. 155 du code électoral les mots « augmenté de deux ») [26 avril 1985] (p. 456) ; adopté (p. 457) ; **article 4 :** son amendement n° 5 (modifiant la rédaction du texte de l'article L. 156 du code électoral sur l'interdiction des candidatures multiples) ; responsabilité de l'enregistrement d'une liste litigieuse assumée par la préfecture ; difficulté du contrôle ; adopté ; **article 5 :** maintien du cautionnement (p. 458) ; **après l'article 5 :** son amendement n° 6 (insérant un article L. 162 nouveau du code électoral régissant le retrait des listes) ; interdiction du retrait individuel ; accord du candidat tête de liste ; adopté (p. 459) ; **après l'article 7 :** contrôle des opérations de vote ; exemple de la Corse (p. 461) ; **article 8 :** son amendement n° 7 (participation de chaque candidat tête de liste ou de son mandataire aux travaux de la commission avec voix consultative) ; maintien de la situation actuelle ; adopté ; **après l'article 8 :** son amendement n° 8 (remboursement de certains frais aux listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés) : adopté ; **article 9 :** multiplicité des moyens médiatiques ; dispositions réglementant la propagande pendant les périodes électorales (p. 462) ; rôle de la Haute autorité ; attention particulière portée aux départements et territoires d'outre-mer ; **article 10 :** son amendement n° 9 (rédactionnel) ; adopté ; **article 12 :** son amendement n° 10 (précisant le régime des élections partielles) ; régime identique à celui adopté pour les élections de Saint-Pierre-et-Miquelon ; cas où le nombre des suivants de liste a été épuisé (p. 463) ; adopté ; **article 13 :** son amendement n° 11 (abrogation de l'article L. 141 du code électoral) ; suppression de la mention de l'abrogation de l'article L. 162 du code électoral ; adopté ;

après l'article 13 : son amendement n° 28 (précisant le régime des représentants à l'Assemblée des communautés européennes) : adopté (p. 464).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : non inscription de la loi électorale dans le texte constitutionnel ; effets de la dissolution ; non suppression de la volonté exprimée par le suffrage universel ; attitude des parlementaires élus au scrutin proportionnel [13 juin 1985] (p. 1670) ; **s'oppose à l'exception d'irrecevabilité** soulevée par M. Jean Foyer ; désignation des candidats par les partis dans le mode de scrutin actuel ; ses observations sur les arguments de M. Larché ; nombre de sièges obtenus par rapport aux voix en 1978 (p. 1671) ; justice du mode de scrutin choisi (p. 1672).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (supprimant dans le tableau n° 1 annexé la ligne « Saint-Pierre-et-Miquelon I ») ; adopté ; son amendement n° 2 (supprimant le texte proposé pour l'article L. 126 du code électoral) (p. 1676) ; adopté (p. 1677) ; **article 12** : son amendement n° 3 (rédactionnel) ; adopté ; **après l'article 13** : son amendement n° 4 (substituant dans le premier alinéa de l'article L. 85-1 du code électoral les mots « dix mille » aux mots « trente mille habitants ») : adopté ; **après l'article 14** : son amendement n° 5 (abrogeant l'ordonnance du 13 octobre 1958 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale) : adopté (p. 1678).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [26 juin 1985] (p. 2003).

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : évolution du nombre des députés sous la III^e et la IV^e République ; augmentation résultant des modalités de mise en œuvre du scrutin choisi ; représentation suffisante à l'Assemblée nationale des départements les moins peuplés ; cas des autres pays européens ; problème des vacances de siège ; non inclusion dans le code électoral des dispositions relatives à l'élection des députés des T.O.M. [26 avril 1985] (p. 470).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté (p. 476) ; **après l'article 1^{er}** : son amendement n° 8 (remplacement dans l'article L.O. 135 du code électoral de la référence L.O. 176 par la référence L.O. 176-1) ; interdiction faite au remplaçant d'un député ou d'un sénateur devenu ministre de se présenter contre celui-ci aux élections suivantes dans le cadre du scrutin majoritaire ; maintien du scrutin majoritaire dans un nombre de cas limité ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 3 (de suppression) ; contestation de l'éligibilité d'un candidat devenu député à la suite d'une vacance ; non modification de la situation du suivant de liste ; application de cet article aux sénateurs ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 4 (de suppression) (p. 477) ; annulation de l'élection du ou des députés déclarés inéligibles ; rôle du Conseil constitutionnel ; adopté ; **Titre** : code électoral ne s'appliquant qu'aux départements (p. 478).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : adoption par le Sénat d'une question préalable ; nombre de députés ; coût de la réforme proposée [13 juin 1985] (p. 1664) ; nombre des députés porté de 571 à 570 (p. 1665).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (substituant dans le texte proposé pour l'article L.O. 119 du code électoral au nombre « 571 » le nombre « 570 ») ; conséquence de l'adoption du projet de loi relatif au statut de Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté (p. 1669).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; exprime sa satisfaction à l'issue de la procédure parlementaire [26 juin 1985] (p. 1997).

— **Projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2616).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : régime applicable aux territoires non soumis aux dispositions du code électoral ; application de la représentation proportionnelle aux circonscriptions représentées par au moins deux députés ; maintien du régime juridique en vigueur à Wallis-

et-Futuna et à Mayotte ; extension à ces collectivités des dispositions du code électoral ; dérogations prévues pour la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie ; recensement général des votes [5 juin 1985] (p. 1474) ; détermination des circonscriptions électorales des départements ; indication de la couleur et du signe que les candidats souhaitent pour l'impression de leur bulletin ; dispositions spécifiques à Wallis-et-Futuna et à Mayotte (p. 1475).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 1 (substituant dans l'intitulé du chapitre I^{er} aux mots « de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française » les mots « des territoires d'outre-mer ») (p. 1480) ; regroupement des dispositions dans un texte unique ; renvoi au code électoral ; application de certaines dispositions relatives aux députés des départements aux députés des T.O.M. ; adopté ; **article 1^{er}** : son amendement n° 2 (précisant que le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, le territoire de la Polynésie française et le territoire de Wallis-et-Futuna forment chacun une circonscription électorale unique) ; inclusion du territoire de Wallis-et-Futuna dans le champ d'application de cet article ; attribution d'un siège de député par tranche de 108 000 habitants ; cas des départements plus peuplés que la Polynésie ; non prise en compte du critère de la superficie (p. 1481) ; situation actuelle de la Polynésie ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 3 (application de certaines dispositions du code électoral à l'élection des députés des territoires mentionnés à l'article 1^{er}) ; inclusion de Wallis-et-Futuna dans le champ d'application de l'article ; adopté ; **après l'article 2** : son amendement n° 4 (précision terminologique relative à l'application du code électoral au territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et au territoire de la Polynésie française) : adopté ; son amendement n° 5 (précision terminologique pour l'application du code électoral au territoire de Wallis-et-Futuna) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 6 (substituant aux mots « le signe » les mots « l'indication de l'emblème » dans cet article) : adopté (p. 1482) ; **article 4** : son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 9 (modalités du recensement général des votes) : adopté ; **article 6** : son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté ; **avant l'article 7** : son amendement n° 11 (substituant dans cet article, aux mots « Wallis-et-Futuna et du député » les mots « la collectivité territoriale ») (p. 1483) ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 12 (de suppression) : adopté ; **article 8** : son amendement n° 13 (conditions de l'élection du député de Mayotte) : adopté ; **après l'article 8** : son amendement n° 14 (complétant le premier alinéa de l'article 2 de l'ordonnance du 10 février 1977 par les mots : « et les mots « conseil du contentieux administratif » sont substitués aux mots « tribunal administratif ») : adopté après modification ; son amendement n° 15 (abrogation de dispositions législatives relatives à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer) : adopté ; son amendement n° 16 (précisant qu'un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application de la présente loi) : adopté (p. 1484).

Seconde délibération du projet de loi : avis émis par les assemblées territoriales ; absence de proposition tendant à modifier le projet de loi ; conséquences de l'adoption du texte relatif au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon [12 juin 1985] (p. 1642, 1643) ;

après l'article 9 : son amendement n° 1 (insérant après cet article l'intitulé suivant : « Chapitre III — dispositions applicables à l'élection du député de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ») ; transformation du département en collectivité territoriale à statut particulier ; adopté ; son amendement n° 2 (application des dispositions du Titre I^{er} et du Titre II du Livre I^{er} du code électoral à l'élection du député de Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté ; son amendement n° 3 (précisant qu'il y a lieu de lire « collectivité territoriale » au lieu de « département ») : adopté ; **avant l'article 10** : son amendement n° 4 (insérant avant cet article l'intitulé suivant : « Chapitre IV — dispositions diverses ») : adopté ; **Titre** : son amendement n° 5 (rédigeant ainsi l'intitulé du projet de loi : « Projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ») : adopté (p. 1643).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : adoption d'une question préalable par le Sénat [25 juin 1985] (p. 1924).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [26 juin 1985] (p. 2011).

— **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2617).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : extension de la représentation proportionnelle aux territoires de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie ; dispositions organiques actuellement applicables résultant de trois ordonnances portant loi organique ; nouvelles dispositions applicables à l'élection des députés de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie et de Mayotte ; maintien en vigueur des dispositions des ordonnances de 1958 pour Wallis-et-Futuna [5 juin 1985] (p. 1485).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 1 (nombre des députés à l'Assemblée nationale pour les territoires d'outre-mer et pour la collectivité territoriale de Mayotte) : adopté ; **article 1^{er}** : son amendement n° 2 (insérant dans cet article, après les mots « code électoral » les mots : « à l'exception de l'article L.O. 119 ») : adopté ; son amendement n° 3 (insérant dans cet article, après les mots « Polynésie Française » les mots : « de Wallis-et-Futuna ») : adopté (p. 1486) ; **après l'article 1^{er}** : introduction d'une incompatibilité avec le mandat de sénateur ; conséquences sur le plan politique ; application de l'incompatibilité au président du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ; **article 2** : son amendement n° 4 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française » les mots « des territoires d'outre-mer ») : adopté ; son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté (p. 1487) ; **article 3** : son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 7 (abrogation de l'ordonnance du 24 octobre 1958 à l'exception des articles 3 et 6, de l'ordonnance du 7 novembre 1958 et de l'ordonnance du 28 décembre 1976) : adopté (p. 1488).

Seconde délibération du projet de loi : avis émis par les assemblées territoriales [12 juin 1985] (p. 1644) ;

article 1^{er} A : son amendement n° 1 (précisant que la collectivité territoriale de Mayotte et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon sont représentées à l'Assemblée nationale par un député) : adopté ; **article 1^{er}** : son amendement n° 2 (rédigeant ainsi la fin de cet article, après les mots « de Wallis-et-Futuna » : « de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ») : adopté ; **article 3** : son amendement n° 3 (précisant qu'il faut lire « collectivité territoriale » au lieu de « département » pour l'application des dispositions organiques du code électoral à l'élection des députés de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté ; **Titre** : son amendement n° 4 (rédigeant ainsi l'intitulé du projet de loi : « Projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ») (p. 1644) ; adopté (p. 1645).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : adoption d'une question préalable par le Sénat [25 juin 1985] (p. 1927).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : adoption d'une question préalable par le Sénat [26 juin 1985] (p. 1999).

— **Motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2806).**

Discussion : Rapporteur : démarche paradoxale du Sénat [20 juin 1985] (p. 1793) ; caractère tardif de la procédure référendaire ; division de la Haute assemblée sur le choix du mode de scrutin (p. 1794).

— **Projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales (n° 2695).**

Première lecture, discussion générale : dispositions relatives à l'exécution des peines [25 juin 1985] (p. 1941) ; sur-encombrement des prisons ; rôle de l'emprisonnement ; moyens à la disposition de la justice ; sous-emploi de la semi-liberté ; problème de la sécurité ; possibilité offerte au juge de transformer la peine de prison en peine de travail d'intérêt général ; augmentation des nombres de postes proposés pour les travaux d'intérêt général ; faculté pour le condamné de demander lui-même l'application d'une peine de substitution ; problème des insoumis condamnés à la prison (p. 1942) ; bénéfice des A.S.S.E.D.I.C. pour les détenus à leur libération ; application des travaux d'intérêt général aux personnes faisant l'objet d'une contrainte par corps (p. 1943).

Discussion des articles : **article 50** : demande du condamné pour bénéficier du régime de semi-liberté ; délai ouvert au tribunal pour se prononcer (p. 1966).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : reprise par le Sénat du texte adopté en première lecture [26 juin 1985] (p. 2005).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : mode d'élection des sénateurs ne relevant pas d'une loi organique ; conséquences de l'amendement du Sénat sur le nombre de sièges dans plusieurs départements ; sur-représentation numérique des petits départements par rapport à la population ; conseillers régionaux représentant la région (p. 2010).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : caractéristiques des débats publics sur la sécurité ; inexistence d'un « remède miracle » face à l'insécurité ; caractéristiques de la progression de la délinquance ; nécessité d'une complémentarité entre la répression et la prévention ; sous-équipement de la police nationale ; recrutement de 9 000 policiers depuis 1981 [10 juillet 1985] (p. 2293) ; formation des policiers ; sous-équipement de l'administration policière dans les domaines des matériels, du parc automobile, de l'immobilier, du réseau de transmission et de l'informatique ; élaboration d'un schéma directeur de l'informatique ; objectifs du plan de modernisation ; mesures du projet en faveur de l'armement et de la sécurité des policiers ; moyens de transport des policiers ; nécessaire développement des patrouilles légères ; développement du potentiel des missions ; crédits destinés aux transmissions (p. 2294) ; renforcement des moyens de transmission radioélectriques, télégraphiques et télé-informatiques ; nécessaire effort d'adaptation de l'industrie française aux exigences du plan de modernisation ; réhabilitation et aménagement des locaux de la police nationale ; développement d'un programme de construction ; nécessité d'associer les collectivités locales au préfinancement des commissariats et des postes de police ; augmentation des crédits prévus pour le développement de l'informatique et de la bureautique ; effort financier en faveur de la police scientifique et technique devant être accompagné d'une réforme des structures ; renforcement des moyens de la police de l'air et des frontières ; renforcement de la lutte contre le trafic des stupéfiants ; lutte contre le recel ; répartition des compagnies républicaines de sécurité sur le territoire ; absence de reprise dans le projet d'une proposition de la commission des maires sur la sécurité relative à l'immobilisation des forces de police encadrant les manifestations de rue et les rassemblements sportifs (p. 2295) ; nécessaire revalorisation du métier de policier ; formation des policiers ; nécessité de réfléchir à la mise en œuvre d'une formation spécifique sur le problème du recel ; extension de la qualité d'agent de police judiciaire ; augmentation de la présence policière sur la voie publique ; nécessaire mobilité entre différents services des fonctionnaires de police ; mesures statutaires et indemnitaires pour 1986 ; nécessaire renforcement de l'ilotage ; politique de communication de la police nationale ; utilité de la concertation entre les policiers et les autres professionnels de la vie sociale ; résultats de l'action menée en matière de suivi

des appels et des plaintes par l'inspection générale de l'administration ; nécessaire réhabilitation du témoignage ; nécessité de décharger la police nationale d'un certain nombre de tâches indues (p. 2296) ; problème de la délivrance des cartes d'identité en région parisienne par les mairies ; allègement des charges indues ; fonctionnement des secrétariats généraux pour l'administration de la police ; portée et contenu de la publication d'un code de déontologie ; logement des fonctionnaires de police à Paris et en banlieue ; attribution d'avantages financiers actualisés aux fonctionnaires du ressort du secrétariat général de l'administration de la police de Paris ; régionalisation du recrutement ; relèvement du tarif maximum des amendes de police ; importance de la délinquance routière ; article additionnel proposé par la commission visant à ouvrir la possibilité pour des jeunes d'effectuer leur service national dans la police ; analogie avec l'expérience de la gendarmerie nationale ; nécessaire rapprochement de la police et de la population ; développement anarchique des polices municipales (p. 2297) ; complémentarité existant entre le Plan et l'action entreprise par le garde des sceaux en matière de justice ; caractère globalement positif du jugement porté par les organisations syndicales de policiers sur les dispositions du projet de loi (p. 2298) ; dernière diminution d'horaire des policiers parisiens datant de 1980 ; transfert des crédits concernant les équipements de prévention (p. 2327) ; origine de la proposition prévoyant la possibilité pour les appelés d'effectuer leur service national dans la police (p. 2337) ; rôle de ses idées en matière de prévention de la délinquance (p. 2338).

Discussion des articles : avant l'article 1^{er} : amendement n° 12 de M. Ducoloné remettant en cause les pouvoirs de police judiciaire des préfets (p. 2348) ; amendement n° 13 de M. Ducoloné constituant un véritable code de déontologie devant faire l'objet d'une concertation large et approfondie avec les syndicats de policiers ; amendement n° 14 de M. Ducoloné dépassant largement le cadre du texte sur la modernisation de la police (p. 2349) ; **article 1^{er} et rapport annexé** : caractère superfétatoire des dispositions de l'amendement n° 4 de M. Zeller (p. 2350) ; caractère préoccupant de la situation des enquêteurs ; nécessité de laisser au ministre de l'intérieur le soin d'avancer dans la concertation engagée par les aéroports pour obtenir une répartition des tâches plus convenable (p. 2352) ; **article 2** : nécessité de continuer la politique de désinflation engagée par le Gouvernement (p. 2353) ; **après l'article 4** : son amendement n° 1 (possibilité pour les jeunes gens de demander à accomplir le service actif dans la police nationale) ; nécessité pour les appelés de recevoir une formation adéquate ; reprise des dispositions du code du service national relatives aux gendarmes auxiliaires (p. 2357) ; utilité de rapprocher la police des jeunes citoyens ; possibilité pour les jeunes en accomplissant leur service national de se préparer à entrer éventuellement dans la police nationale ; adopté (p. 2358) ; nécessité de cesser de banaliser la délinquance routière ; rôle de l'éducation civique (p. 2359) ; **article 8** : son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; **article 9** : son amendement n° 3 (nécessité d'un décret en Conseil d'Etat pour déterminer les conditions d'application des articles 5 à 8 de la présente loi) ; date de l'entrée en vigueur de l'article 4 bis (p. 2360) ; nécessité d'une coopération entre l'Etat et les collectivités locales ; adopté après modification ; **Titre** : amendement n° 6 cherchant à minimiser la portée du projet de loi (p. 2361).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [25 juillet 1985] (p. 2411) ; intérêt de la proposition de la commission des maires relative à la mobilisation des forces de police ; collaboration entre l'Etat et les collectivités locales pour l'équipement immobilier de la police ; déconcentration de la gestion des moyens de la police nationale ; approbation par le Sénat des orientations du projet ; état d'esprit de l'opposition à l'égard des problèmes de sécurité ; suppression par le Sénat de la mention au code de déontologie ; nécessité d'une réévaluation régulière du montant des amendes ; comportement délictueux des Français au volant ; problème d'une éventuelle détention obligatoire d'une carte d'identité ; proposition de M. Aubert ; intérêt de la loi de 1983 concernant les contrôles d'identité (p. 2412).

Discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 1 (édiction par le Gouvernement d'un code de déontologie de la police nationale) ; nécessité de définir les principes et les

règles selon lesquelles les missions de police doivent être conduites ; adopté ; **article 4 bis A** : son amendement n° 2 (de suppression), introduction par le Sénat d'un amendement relatif à la détention obligatoire d'une carte d'identité ; caractère infalsifiable de la carte d'identité ; adopté (p. 2418) ; **article 4 bis B** : son amendement n° 3 (de suppression) ; caractère éventuellement inconstitutionnel de l'amendement adopté par le Sénat ; problème du manque de formation des policiers concernant les contrôles d'identité ; utilisation d'un amendement n'apparaissant pas adapté à l'importance du problème en cause ; adopté ; **article 5** : son amendement n° 4 (précisant que l'amende pour contravention de police ne pourra être inférieure à 30 francs ni excéder 10 000 francs) ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 5 (modification des mentions faisant référence aux amendes encourues pour les contraventions de police) ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 6 (portant le maximum de l'amende correctionnelle à un montant inférieur ou égal à 15 000 francs) : adopté ; **article 8** : son amendement n° 7 (cas où le comptable du Trésor constate que le contrevenant n'habite plus à l'adresse enregistrée au fichier d'immatriculation du véhicule lorsqu'une amende pénale fixe a été émise) (p. 2419) ; adopté ; **article 9** : son amendement n° 8 (entrée en vigueur des articles 5 à 8) : adopté (p. 2420).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [25 juillet 1985] (p. 2424).

— **Discussion des conclusions d'un rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Gilbert Bonnemaison et plusieurs de ses collègues modifiant la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 2455).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : satisfaction donnée par l'application de la loi de 1965 ; proposition améliorant la gestion des immeubles ; amélioration et conservation du patrimoine ; abaissement des conditions de majorité ; problème de l'accès aux parties privatives pour l'exécution des travaux régulièrement décidés par l'Assemblée générale ; indemnisation des copropriétaires lésés par l'exécution des travaux à l'intérieur de leurs parties privatives ; institution d'une possibilité de dérogation à la règle du compte bancaire séparé [3 octobre 1985] (p. 2628).

Discussion des articles : avant l'article 1^{er} : cas où l'Assemblée des copropriétaires rejette le règlement de copropriété ; problème lorsqu'un vendeur vend le premier lot à une personne et tient une assemblée de copropriété avec lui pour adopter le règlement de copropriété (p. 2632) ; amendement n° 2 de M. François Asensi obligeant le syndic à porter une notification par lettre recommandée avec accusé de réception ; problème de la création d'une nouvelle voie de recours éventuel (p. 2633) ; **article 1^{er}** : droit du Conseil syndical à toutes les informations ; allègement de l'obligation de comptes séparés ; ouverture d'un délai de deux ans aux professionnels pour adapter leur matériel à la nouvelle législation (p. 2634) ; absence de suspicion à l'égard des syndics ; dialogue entre syndic et copropriétaire ; tenue de comptes bancaires ou postaux séparés (p. 2635) ; possibilité de déroger à l'obligation de comptes séparés (p. 2636) ; **article 2** : généralisation du Conseil syndical ; accès à la documentation ; concertation entre syndic et Conseil syndical (p. 2637).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : dispositions tendant à abaisser les conditions de majorité renforcée et article permettant de prendre à la double majorité les décisions relatives à la réalisation de travaux améliorant la sécurité ; droit d'accès des copropriétaires aux documents justificatifs de charges ; présentation des dispositions nouvelles introduites par le Sénat ; rôle du Conseil syndical devenant l'organe exécutif du syndicat [28 novembre 1985] (p. 5023).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 7 (principe du compte bancaire séparé) : adopté ; **article 2** : son amendement n° 8 (précisant que les pièces justificatives des charges de copropriété sont tenues à la disposition de tous les copropriétaires par le syndic) ; cas où des conflits opposent les copropriétaires ; adopté (p. 5025) ; **article 2 bis** : son amendement n° 9 (obligations de l'ancien syndic en cas de changement de syndic) : adopté ;

article 3 : son amendement n° 10 (notification dans un délai d'un mois du procès-verbal constatant l'impossibilité de l'Assemblée générale de désigner les membres du Conseil syndical) ; adopté ; son amendement n° 11 (compétence de l'Assemblée générale pour décider par une délibération spéciale de ne pas instituer de Conseil syndical) (p. 5026) ; adopté ; **article 4** : son amendement n° 12 (supprimant les mots « sauf si le règlement de copropriété en décide autrement » dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article) ; jurisprudence admettant que le règlement de copropriété peut interdire la représentation par une personne étrangère au syndicat ; adopté ; son amendement n° 13 (substituant au pourcentage « 10 % » le pourcentage « 5 % ») ; nombre total de voix dont pourrait disposer un mandataire bénéficiant de plus de trois délégations de vote (p. 5027) ; adopté ; **après l'article 4** : jurisprudence sanctionnant de nullité les délibérations de l'Assemblée générale lorsque des infractions ont été commises (p. 5028) ; **article 5** : fait de pouvoir prendre certaines décisions à la majorité prévue au 1^{er} alinéa de l'article 25 de la loi de 1965 ; **après l'article 7** : son amendement n° 14 (indiquant que lorsque l'Assemblée générale a décidé d'installer un dispositif de fermeture elle détermine également les périodes de fermeture) ; adopté (p. 5029) ; **article 8** : son amendement n° 15 (référence à la consistance ou la jouissance des parties privatives) ; maintien des garanties apportées en matière d'accès aux parties privatives ; adopté ; **article 9 bis** : son amendement n° 16 (insérant les mots : « en application des articles 25 et 26 » dans le 2^e alinéa de cet article après les mots « décidés par l'Assemblée générale ») ; nécessité de prévoir que le syndic ne peut engager les travaux décidés par l'Assemblée générale qu'à l'expiration du délai de deux mois ; adopté (p. 5030) ; **article 11** : son amendement n° 17 (de précision) ; adopté ; son amendement n° 18 (application des dispositions du paragraphe I de l'article 3 bis aux règlements de copropriété établis après la publication de la présente loi) ; adopté (p. 5031).

Troisième lecture discussion générale : Rapporteur : amélioration de la prise de décision ; travaux améliorant la sécurité grâce à l'installation de dispositifs organisant l'accès à l'immeuble ; gestion financière et comptable autonome pour chaque syndicat de copropriétaires ; droit d'accès aux pièces justificatives des charges [19 décembre 1985] (p. 6407) ; inscription par le Gouvernement de sa proposition de loi à l'ordre du jour (p. 6408).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale* : Rapporteur pour avis : nécessité de séparer les condamnés les plus dangereux ; progression des crédits d'équipement de l'administration pénitentiaire ; intégration de l'indemnité de sujétions spéciales dans le calcul des retraites ; bonification du cinquième ; statut des comités de probation ; problème de l'éducation surveillée [5 novembre 1985] (p. 3886) ; création d'un fonds de concours au profit de l'éducation surveillée (p. 3887).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale* : modernisation de la police ; revalorisation du métier de policier ; adaptation des structures de gestion ; mise en place des grands fichiers nationaux ; promotion interne ; conditions d'emploi de la police nationale en région parisienne ; renforcement de la lutte contre les trafics et recels d'objets volés [13 novembre 1985] (p. 4318) ; refonte de la réglementation concernant les ventes diverses (p. 4319).

— Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : évolution de la législation concernant le trafic de stupéfiants ; distinction entre usagers et trafiquants [10 décembre 1985] (p. 5789) ; création d'une nouvelle incrimination pour les petits revendeurs ; solution alternative à l'emprisonnement ; confiscation des produits de l'infraction ; renforcement des mesures de police pouvant être prises à l'égard des personnes conduisant en état d'ivresse ; rôle de l'alcool dans les accidents de la route ; rétention du permis et immobilisation du véhicule ; pouvoirs du préfet ; notion de conduite en état d'ivresse « manifeste » ; conditions de la restitution du véhicule (p. 5790).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (emprisonnement pour toute personne qui a cédé ou offert des stupéfiants à une personne en vue de sa consommation personnelle) ; création d'une nouvelle incrimination spécifique pour les petits revendeurs ; adopté ; **après l'article 1^{er}** : son amendement n° 2 (précisant que lorsqu'une personne est traduite selon la procédure de la comparution immédiate, une enquête socio-éducative doit être effectuée) ; sa volonté que dans le cas d'un délinquant à la fois consommateur et petit revendeur, on n'applique pas systématiquement une peine de prison ; travail d'intérêt général ; nécessité de trouver des formes de travail d'intérêt général adaptées à la situation des drogués à un stade avancé ; surencombrement des maisons d'arrêt [11 décembre 1985] (p. 5858) ; estime que l'emprisonnement ne conduit pas à une diminution de la consommation et du trafic de drogue ; adopté ; son amendement n° 3 (confiscation des installations de matériels et de tous biens immobiliers ayant servi directement ou indirectement à la commission de l'infraction) ; nécessité de mieux réprimer le trafic organisé ; importance du recel dans le développement de la délinquance (p. 5859) ; adopté ; son amendement n° 4 (de coordination) : adopté (p. 5860) ; **article 11** : son amendement n° 5 (supprimant la référence au comportement au début du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 18-1 du code de la route) ; nécessité d'éviter tout arbitraire en supprimant une disposition introduisant un élément d'appréciation subjectif ; rétention du permis de conduire (p. 5910) ; retrait automatique du permis dès lors que les résultats de l'alcootest seraient positifs ; problème du « faciès » ; rejeté (p. 5911) ; son amendement n° 6 (précisant que le procès verbal fait état des raisons pour lesquelles il n'a pu être procédé aux épreuves de dépistage prévues) ; nécessité d'éviter des abus ; adopté après rectification ; son amendement n° 7 (de coordination) : rejeté ; son amendement n° 8 (de précision) : adopté ; son amendement n° 9 (précisant que si l'intéressé estime que la mesure de suspension est excessive, il est entendu à sa demande par la commission spéciale) (p. 5912) ; nécessité de répondre à certains cas d'espèce ; possibilité pour le commissaire de la République de demander à la commission un examen du recours qui est fait par l'intéressé avant de confirmer ou non la décision qu'il avait prise ; adopté (p. 5913) ; situation des victimes de la route ; nécessité de faire rentrer dans notre culture le principe qu'on ne doit pas conduire sous l'empire de l'alcool ; rôle du commissaire de la République (p. 5914) ; précise que son intervention ne vise pas le groupe communiste en particulier ; son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 11 (supprimant les mots « sur sa demande » dans l'avant dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 18-1 du code de la route) ; restitution du permis de conduire à l'intéressé dans le délai de 72 heures si l'imprégnation alcoolique n'a pas été démontrée ; obligation pour l'intéressé de se rendre dans un commissariat de police déterminé pour récupérer son permis ; retiré (p. 5915) ; son amendement n° 12 (de coordination) : adopté (p. 5916) ; **après l'article 11** : contrôles ordonnés par le Procureur de la République dans des conditions définies par la loi ; son amendement n° 13 (étendant l'obligation de motivation des actes administratifs au refus d'une autorisation d'attribution d'une subvention) ; estime que l'autorité administrative doit pouvoir prendre sa décision sans donner d'explications en présence d'une demande d'autorisation de port ou de détention d'armes (p. 5917) ; son sous-amendement oral, à titre personnel, à l'amendement n° 13 de la commission des lois (supprimant les mots « ou l'attribution d'une subvention ») : adopté ; son sous-amendement n° 55 à l'amendement n° 13 de la commission des lois (complétant cet amendement par les mots « à l'exception des autorisations relatives au port ou à la détention d'armes ») ; prolifération des armes ; adopté ; amendement n° 13 : adopté après modification ; son amendement n° 14 (référence au délai du recours contentieux) ; application de ce délai à tout administré qui souhaite connaître les motifs d'une décision administrative qui n'a pas été motivée ; adopté ; son amendement n° 15 (précisant que l'obligation de motivation s'étend aux décisions par lesquelles les organismes et institutions refusent l'attribution d'aide ou de subvention dans le cadre de leur action sanitaire et sociale) (p. 5918) ; adopté (p. 5919).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : trafic de stupéfiants ; immobilisation des véhicules en cas de conduite en état d'alcoolisme [21 décembre 1985]

(p. 6641) ; réalisation d'une enquête de personnalité ; confiscation des biens ayant servi à la réalisation de l'infraction ; immobilisation du véhicule et rétention du permis de conduire ; motivation des actes administratifs (p. 6642).

Discussion des articles : **article 11** : son amendement n° 1 à titre personnel (possibilité de procéder d'office à l'immobilisation des véhicules pendant la durée de rétention du permis de conduire) ; règles applicables lorsque le conducteur n'est pas titulaire du permis de conduire ; adopté ; son amendement n° 2 à titre personnel (cas où la rétention du permis de conduire ne peut être effectuée faute pour le titulaire de ce titre d'être en mesure de le présenter) ; délai de 24 heures ; adopté ; son amendement n° 3 à titre personnel (peine pour toute personne ayant conduit un véhicule pendant la période de rétention) : adopté ; **article 12** : son amendement n° 4 à titre personnel (motivation des actes administratifs) (p. 6645) ; adopté ; **article 13** : son amendement n° 5 à titre personnel (insérant dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 4 de la loi du 11 juillet 1979 après les mots : « en fait la demande », les mots : « dans les délais du recours contentieux ») : adopté ; **article 14** : son amendement n° 6 à titre personnel (obligation de motivation) : adopté ; **après l'article 14** : son amendement n° 7 à titre personnel (entrée en vigueur des dispositions des articles 12 et 14) ; délais nécessaires à l'administration pour les diffuser auprès des intéressés ; adopté (p. 6646).

BONNET (Alain)

*Député de la Dordogne
(3^e circonscription)
Apparenté socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3977).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (postes et télécommunications) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre suppléant de l'agence nationale pour l'information touristique [J.O. du 29 novembre 1985] (p. 13868).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 50 : postes et télécommunications (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Crédit agricole** : fin du système de l'encadrement du crédit ; formule de calcul des réserves instantanées et non rémunérées auprès de la Banque de France ; pénalisation du Crédit agricole du fait de ses caractéristiques [24 avril 1985] (p. 340).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant aménagement d'aides au logement (n° 2575).**

Première lecture, discussion générale : relance de l'activité du bâtiment ; absence d'un calendrier concerté avec les entreprises ; limites de l'utilisation des prêts d'épargne-logement pour financer la construction de résidences secondaires ; revalorisation des plafonds de réduction d'impôt ; déduction des emprunts ; protection du caractère régional et de la qualité architecturale de notre patrimoine ; son souhait qu'il y ait une possibilité de contracter un prêt d'épargne-logement pour une résidence secondaire avant

d'avoir terminé le remboursement des prêts concernant une résidence principale ; élargissement de l'utilisation des plans d'épargne-logement (P.E.L.) au financement des travaux d'amélioration ; vote positif des radicaux de gauche [3 avril 1985] (p. 76) ;

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** — **article L. 123 du code électoral** : son amendement n° 39 (visant à instaurer un scrutin de liste départemental proportionnel avec possibilité d'appareillement des listes au niveau national) [25 avril 1985] (p. 423) ; rejeté (p. 424) ; son amendement n° 34 : devenu sans objet ; **article L. 124 du code électoral** : son amendement n° 35 (supprimant la première phrase du texte proposé pour cet article) (p. 425) ; rejeté ; **article L. 125 du code électoral** : son amendement n° 40 : devenu sans objet (p. 427) ; **après l'article L. 126 du code électoral** : son amendement n° 36 (insertion d'un article organisant la représentation des français résidant à l'étranger) (p. 429) ; retiré (p. 430) ; **article 3** : son amendement n° 37 : devenu sans objet [26 avril 1985] (p. 457) ; **Titre** : son amendement n° 38 (complétant le titre du projet de loi par les mots « des départements ») (p. 464) ; rejeté (p. 465).

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2802).**

Première lecture, discussion des articles : **Titre** : son amendement n° 9 (complétant le titre du projet de loi par les mots « des départements ») : rejeté [26 avril 1985] (p. 478).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : **article L. 336 du code électoral** : son amendement n° 44 : réservé [26 avril 1985] (p. 507) ; **article L. 338 du code électoral** : son amendement n° 45 (élection des conseillers régionaux au scrutin proportionnel au plus fort reste et sans seuil) (p. 512) ; rejeté ; amendement n° 44 : devenu sans objet ; son amendement n° 46 (visant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 338 du code électoral à substituer aux mots « à la plus forte moyenne » les mots « au plus fort reste ») : rejeté ; son amendement n° 48 (visant à supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 338 du code électoral) (p. 513) ; rejeté ; son amendement n° 47 (visant à substituer au début de la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 338 du code électoral les mots « le même reste » aux mots « la même moyenne ») : devenu sans objet (p. 514) ; **article L. 347 du code électoral** : son amendement n° 49 (visant à compléter le texte proposé pour l'article L. 347 du code électoral par l'alinéa suivant : « 3° L'indication de la liste régionale à laquelle la liste départementale s'apparente ») : devenu sans objet (p. 515) ; **article 2** : son amendement n° 50 (collège électoral sénatorial) : devenu sans objet (p. 519).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et social (n° 2653).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 12** : article additionnel conférant un monopole aux experts automobile ; situation de monopole risquant de conduire au corporatisme ; augmentation des prix de la réparation automobile ; mesures de contrôle obligatoires des voitures d'occasion lors de leur vente ; compatibilité de ces dispositions avec les règles communautaires [22 mai 1985] (p. 1075-1076).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Postes et télécommunications. — *Discussion générale* : Rapporteur spécial : montant des dépenses de fonctionnement ; modernisation du service public ; retards accumulés dans le domaine du téléphone au cours des années 1970 ; suppression de 3 000 emplois ; modernisation du service public de la poste ; créations et rénovations de bureaux ; automatisation du tri ; contexte général de déréglementation ; création des services postéclair, postexpress et postadex ; détérioration de la position de la Caisse nationale d'épargne vis-à-vis des Caisses d'épargne et de prévoyance ;

réductions d'emplois dans les postes ; situation des receveurs distributeurs ; nombre d'emplois supprimés dans les télécommunications [24 octobre 1985] (p. 3475) ; accroissement de l'automatisation ; hausse des tarifs du téléphone en 1984 ; nombre d'abonnés en 1981 ; installation de 60 000 cabines publiques ; efforts de recherche en matière de télécommunications ; coût d'envoi du plan câble ; plan télématique ; nombre de minitel en service ; lancement d'un troisième satellite ; prélèvements sur les P.T.T. (p. 3476).

Examen des crédits : article 34 : amendements de M. François d'Aubert constituant « des mascarades » ; création de la mission Schreiner en 1983 pour accompagner le plan de câblage du territoire français (p. 3499) ; lancement du satellite Télécom 1 C au 2^e semestre 1986 ; réparation des cabines téléphoniques publiques ; extension du système de paiement par cartes (p. 3500) ; avis du Conseil constitutionnel ; interpénétration étroite entre télécommunications informatiques et bureautiques (p. 3501).

BONREPAUX (Augustin)

*Député de l'Ariège
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre du Conseil national de la montagne [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme sur l'enseignement technique et professionnel (n° 2908) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités du cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'abaissement à 60 ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 3097) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15039).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Application de la loi « montagne » :** point sur l'avancement de l'application de ce texte [11 décembre 1985] (p. 5885).

orales sans débat :

— **n° 769**, posée le 9 avril 1985 : **métaux (entreprises Ariège)** (p. 103) ; appelée le 12 avril 1985 : **entreprise électronique Renix à Foix** : crise de l'aluminium en 1982-1983 (p. 191) ; implantation de Renix à Foix ; suspension du plan de développement initialement prévu (p. 192).

— **n° 872**, posée le 18 juin 1985 : **voirie (routes)** (p. 1747) ; appelée le 21 juin 1985 : **Communications routières entre le France et l'Espagne** : absence de voie de communication convenable franchissant les Pyrénées ; nécessité de travaux sur la route nationale 20 ; aménagement du territoire ; travaux réalisés en Catalogne espagnole ; route du Llobregat (p. 1859) ; percement du tunnel de Puymorens ; réalisation et financement du tunnel de Fréjus (p. 1860).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion générale : zones de montagne ; système de vente de bois sur pied ; difficultés d'accès au massif montagneux ; absence de statut clairement défini pour les travailleurs en forêt ; autorisation accordée à l'Office national des forêts de recourir à l'exploitation en régie ; charges élevées supportées par les communes situées en aval des massifs forestiers pour l'entretien de leur voirie dégradée par leur passage des engins lourds ; orientation privilégiée des aides de l'Etat en faveur des forêts présentant des garanties réelles de bonne gestion [9 mai 1985] (p. 651) ; éventualité d'un droit de préemption au profit des collectivités locales (p. 652).

— **Projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800).**

Première lecture, discussion générale : institution de trois dotations ; sort des communes rurales ; affectation de la dotation de base d'un coefficient [28 juin 1985] (p. 2222) ; tendance au dépeuplement des zones rurales ; prise en compte des logements locatifs ; critères de voirie ; cas des dotations particulières ; régime de la dotation dite de « ville centre » ; dispositions concernant les groupements de communes ; D.G.F. des départements ; augmentation des frais de fonctionnement en raison inverse de la population ; institution d'une dotation minimale en 1983 (p. 2222).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* crédits affectés à la création de la phonothèque-photothèque de Saint-Lizier en Ariège [28 octobre 1985] (p. 3595).

Education nationale. — *Discussion générale :* bilan positif de la rentrée scolaire [29 octobre 1985] (p. 3613) ; équipements informatiques ; progression des crédits affectés à l'éducation nationale ; créations d'emplois ; amélioration de la situation de certains personnels ; résorption de l'auxiliaire ; prolongement du plan « Informatique pour tous » ; suppressions d'emplois dans le secteur de l'inspection et de l'administration ; rattrapage du déficit horaire constaté en éducation physique et sportive ; augmentation des crédits de l'enseignement privé ; exploitation pédagogique des ordinateurs ; problème de la maintenance ; création d'équipes académiques départementales spécialisées ; formation des maîtres ; recrutement des écoles normales ; (p. 3614) ; statut des professeurs d'écoles normales ; entrée en vigueur de la décentralisation ; difficultés rencontrées par les petites communes pour les équipements scolaires (p. 3615).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : nécessité historique ; cas du Sud-Ouest ; programmes intégrés méditerranéens [21 novembre 1985] (p. 4650) ; liaison Pau-Saragosse par le Somport, et Toulouse-Barcelone par le Puymorens (p. 4651).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Première lecture, discussion générale : avancée sociale représentée par la réforme ; financement des prestations sociales agricoles ; manifestation de la solidarité nationale à l'occasion des calamités agricoles ; efforts de l'Etat en faveur du monde agricole [5 décembre 1985] (p. 5353) ; nécessité d'augmenter la participation des agriculteurs à

leur régime de retraite ; harmonisation des régimes ; nombre de personnes concernées ; coefficient de minoration ; cumuls abusifs entre les emplois et les retraites ; situation des agriculteurs en zone de montagne ; règles de la cessation d'activité et de non cumul ne pouvant s'appliquer avec la même rigidité tant que le niveau des retraites agricoles n'apporte pas aux intéressés un revenu suffisant ; situation des conjoints d'exploitant ; exploitation agricole à responsabilité limitée (p. 5354) ; problème de la retraite proportionnelle des conjointes ; vote positif du groupe socialiste (p. 5355).

Discussion des articles : article 14 : son amendement n° 52 (tendant à la fin de cet article à substituer à la date « 31 décembre 1986 » la date « 31 décembre 1989 ») ; prorogation du F.A.S.A.S.A. ; retiré (p. 5388).

Explications de vote : avancée sociale représentée par le projet de loi ; modalités du calcul de la retraite ; possibilité de maintenir une activité sur une surface maximale d'un cinquième de la S.M.I. ; situation des conjointes d'exploitant (p. 5389).

BOREL (André)

*Député du Vaucluse
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [J.O. du 3 juillet 1985] (p. 7478).

BOUCHARDEAU (Huguette)

Ministre de l'environnement

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Louis Masson :** absence de réglementation du stockage de la dioxine : projet de mise en décharge à Montois-la-Montagne de cendres provenant d'Allemagne ; problème de la circulation des déchets ; critère de la proximité du lieu de décharge pour la sécurité publique ; accident survenu à Reims [17 avril 1985] (p. 240) ; désignation d'une commission médicale ; décontamination de l'immeuble ; arrêt de l'implantation des nouveaux transformateurs ; renforcement de la sécurité des transformateurs existants ; destruction satisfaisante des transformateurs mis au rebut (p. 241) ;

— **M. Robert Montdergent :** exploitation de la carrière Lambert à Argenteuil : extension de l'exploitation des carrières ; modernisation des enquêtes publiques ; rôle du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur [15 mai 1985] (p. 793) ;

— **M. Alain Rodet :** pollution atmosphérique : progrès de la lutte contre la pollution de l'air ; acidification des lacs ; dépérissement des forêts ; transport « transfrontière » de pollutions globales ; objectifs du Gouvernement d'obtenir une décision européenne commune sur les normes de pollution automobile ; rejets de soufre ; installation de dispositifs dépolluants ; taxe parafiscale [12 juin 1985] (p. 1635) ;

— **M. Jean-Marie Daillet :** Budget de l'environnement et association Greenpeace : liste publique des associations bénéficiant de subventions versées par son ministère ; contrats passés avec certaines associations en vue de différentes actions ; participation de l'association Greenpeace à un film sur la pollution [2 octobre 1985] (p. 2568).

orale sans débat de :

— **M. Emile Koehl (n° 937) :** redevances de l'agence du bassin Rhin-Meuse : intérêt de la réalisation de la station d'épuration de Strasbourg ; financement

conjoint de ce projet [13 décembre 1985] (p. 6153) ; possibilité d'envisager l'échelonnement des versements de l'agence par l'intermédiaire d'un prêt relais sur une période plus longue ; intérêt de l'Etat en ce qui concerne le règlement de cette question (p. 6154).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (n° 2408).**

Deuxième lecture, discussion générale : délit d'entrave à l'action de l'inspection des installations classées s'étendant à la présentation d'informations erronées ; correctionnalisation des infractions aux prescriptions des arrêtés de mise en demeure ; amélioration de la participation de la répression pénale aux mesures de prévention ; nécessité d'assurer la transparence sociale [14 mai 1985] (p. 779).

Discussion des articles : article 1^{er} : son sous-amendement n° 7 à l'amendement n° 1 de la commission (tendant à substituer à la fin de l'amendement n° 1 aux mots « tant que celle-ci n'est pas autorisée » la phrase suivante « l'interdiction cesse de produire effet si une autorisation est délivrée ultérieurement dans les conditions prévues par la présente loi ») ; articulation entre l'interdiction pouvant être prononcée par le tribunal et l'octroi d'une autorisation ultérieure (p. 779) ; adopté ; rétablissement de la faculté pour le tribunal d'ordonner la remise en état des lieux (p. 780) ; **article 5 :** publication d'un extrait du jugement par voie audiovisuelle (p. 781) ; **article 8 :** non-opportunité de prévoir dans un texte de police d'Etat une disposition pesant sur les communes (p. 782).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale :* moyens extra-budgétaires collectés par les établissements publics relevant de l'environnement [23 octobre 1985] (p. 3420) ; politiques de lutte contre les pollutions ; problème des déchets industriels ; catastrophe de Bhopal ; sécurité industrielle ; pluies acides et pollution automobile ; mise en œuvre du programme de recherche Deforpa (dépérissement des forêts attribué à la pollution atmosphérique) ; création de la mutuelle de l'air ; rétablissement de la qualité de nombre de rivières ; propreté des plages (p. 3421) ; équipement des villes concernant l'épuration ; amélioration de l'environnement urbain ; passation de protocoles d'environnement urbain ; lutte contre le bruit ; cas des cyclomoteurs ; évolution du dispositif de protection des espèces et des espaces naturels ; tracé de la ligne du T.G.V.-Atlantique ; projet de « coulée verte » ; actions en faveur des arbres d'ornement et d'alignement ; protection d'espèces animales menacées ; modernisation de la chasse et de la pêche (p. 3422) ; rôle de l'Etat ; respect des engagements au titre des contrats de plan avec les régions ; prévention des risques industriels ; lutte contre la pollution atmosphérique ; cas des pluies acides ; équipement des réseaux d'annonces de crues ; mise en œuvre de nouveaux régimes de rémunérations des commissaires enquêteurs ; mise en œuvre de la loi « pêche » (p. 3423) ; modernisation des services de l'environnement ; montant des loyers payés par le ministère de l'environnement à Neuilly ; possibilité d'abonder de 8,8 millions de francs le budget de l'environnement sous forme d'amendements ; mobilisation de tous les acteurs sociaux ; problème du conservatoire du littoral ; intérêt des agences financières de bassin (p. 3424).

Répond à la question de :

— **M. Emile Jourdan :** problème des nitrates ; création d'une structure chargée de promouvoir les recherches et les actions nécessaires à la réduction des pollutions d'origine agricole ; actions au sein de l'agence de bassin Loire-Bretagne ; aménagement de la Loire ; barrage de Naussac II ; étude de deux nouveaux ouvrages (p. 3425) ;

— **M. René Rieubon :** dépollution automobile ; application de la directive européenne par étape ; proximité de la date relative aux pots d'échappement catalytiques pour les voitures de grosses cylindrées ; détaxe fiscale pour les voitures propres ; bénéfice pour les constructeurs japonais ou

allemands (p. 3426) ; dépollution du Diesel ; projets d'aménagement dans les usines Peugeot (p. 3427) ;

— *M. Emmanuel Hamel* : législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; étude d'impact et de dangers ; propositions d'un schéma d'équipement en capteurs en continu ; « couloir de la chimie » ; efficacité du système d'alerte interne ; plan de la pollution de l'air ; émissions de dioxyde de soufre (p. 3427) ;

— *M. Adrien Durand* : situation du parc national des Cévennes ; efforts accomplis par les parcs pour contrôler leur gestion et développer leurs ressources ; abondement de la dotation des parcs nationaux de 1,5 million de francs (p. 3428) ;

— *M. Jean-Paul Fuchs* : problème de l'information concernant les pluies acides ; extension du phénomène à l'ensemble du domaine forestier français ; diffusion d'un document de sensibilisation sur le problème (p. 3428) ; mise en œuvre du programme Deforpa ; réunion prochaine à Paris d'une conférence mondiale sur la forêt (p. 3428-3429) ;

— *M. Robert de Caumont* : changement dans les missions des parcs nationaux ; conséquences de la loi « montagne » ; développement de la formation et de l'appui technique (p. 3429) ;

— *M. Dominique Dupilet* : autorisations de programme concernant les parcs régionaux ; lourdeur des procédures pour l'aménagement des textes (p. 3429) ; budget du conservatoire du littoral ; nombre de kilomètres de côtes possédées par le conservatoire (p. 3430) ;

— *M. Jean-Louis Goasduff* : expérience de la France dans le domaine de l'élimination et de la valorisation des déchets ; missions de l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (p. 3430) ;

— *M. Pierre Weisenhorn* : problème des pluies acides (p. 3430) ; élimination des polluants divers ; définition de normes pollutions pouvant créer des distorsions de concurrence ; poursuite des recherches fondamentales ; financement des réseaux de chaleur (p. 3431) ;

— *M. Jean-Louis Goasduff* : réduction des pollutions par une amélioration des pratiques agricoles ; création de zones naturelles ; obtention d'une gestion harmonieuse (p. 3431) ;

— *Mme Colette Gauriot* : problème des déchets entreposés à Montois-la-Montagne ; politique de gestion des déchets toxiques en général ; affaire des fûts de Seveso ; accord des industriels producteurs de déchets toxiques ; mise en place d'un fonds volontaire pour l'élimination de certains dépôts anciens ; insuffisances dans l'application de la réglementation ; établissement de règles rigoureuses pour l'implantation des installations (p. 3432) ;

— *M. Lucien Dutard* : création de la mutuelle de l'air ; encouragement à l'utilisation d'un combustible moins soufre ; réglementations nationales et communautaires ; problèmes de Gardanne (p. 3432) ; institution des taxes ; coût de l'installation de dépollution (p. 3433) ;

BOUCHERON (Jean-Michel)

Député de la Charente
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

BOUCHERON (Jean-Michel)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre du Haut Conseil du secteur public [J.O. du 29 juin 1985] (p. 7291).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [11 décembre 1985] (p. 5349).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur les **établissements industriels du ministère de la défense (n° 2755)** [6 juin 1985].

Avis fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) (n° 3168)** [10 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Fusée Ariane** : nouveau tir de la fusée européenne Ariane ; politique des compagnies d'assurances [15 mai 1985] (p. 788).

— **Situation économique** : faiblesse du taux d'inflation [16 octobre 1985] (p. 3118) ;

— **Visite du Général Jaruzelski à Paris** : rappelle que la défense des droits de l'Homme est l'un des axes fondamentaux de la politique française depuis 1981 ; solidarité de la France à l'égard du peuple polonais ; sens de la visite du Général Jaruzelski [4 décembre 1985] (p. 5253).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Postes et télécommunications. — *Discussion générale* : mise en place de la télématique ; problèmes rencontrés par Transpac ; corrélation entre le taux d'utilisation du minitel et la promotion des services fournissant de l'information ; complémentarité nécessaire entre la carte à mémoire et la télématique ; mise à la disposition des utilisateurs des cartes multi-fonctions ; expériences menées en Norvège, en Italie et aux Etats-Unis [24 octobre 1985] (p. 3478).

Défense. — *Discussion générale* : plan de charge des établissements de la défense ; rôle des établissements de la défense à l'exportation ; gestion des établissements ; personnels des établissements ; amélioration des droits sociaux des personnels [8 novembre 1985] (p. 4187) ; inquiétudes pesant sur les effectifs des personnels de la défense (p. 4188).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : ouverture de crédits bénéficiant essentiellement au ministère de la défense [11 décembre 1985] (p. 5922) ; moyens de lutte contre les méfaits de l'alcoolisme au volant (p. 5923).

BOURG-BROC (Bruno)

Député de la Marne
(3^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme sur

l'enseignement technique et professionnel (n° 2908) [*J.O.* du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788) [*J.O.* du 17 décembre 1985] (p. 14702).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article 779-II du code général des impôts afin de relever le montant de l'abattement applicable aux **droits de mutation à titre gratuit** perçus sur la part des conjoints survivants, des ascendants ou des enfants vivants ou représentés, incapables de travailler dans des conditions normales de rentabilité, en raison d'une infirmité physique ou mentale (n° 2636) [18 avril 1985].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'étudier les **réformes de la haute fonction publique** et les nominations intervenues en ce domaine depuis le 10 mai 1981 (n° 2946) [2 octobre 1985].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 27 de la loi n° 78-22 du 10 janvier 1978 relative à l'**information et à la protection des consommateurs** dans le domaine de certaines **opérations de crédit** (n° 3333) [9 janvier 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Propos du Président de la République devant la Ligue des droits de l'Homme** : déclarations de M. Claude Cheysson à Alger au début du septennat ; mise en cause des formations politiques de l'opposition ; entrée au Parlement d'une organisation politique à la fois condamnée et favorisée par le Gouvernement ; problème de la conformité à la Constitution du vote des immigrés [24 avril 1985] (p. 336) ;

orales sans débat :

— n° 779, posée le 16 avril 1985 : **François (Français de l'étranger)** (p. 227) ; appelée le 19 avril 1985 : **Conseil supérieur des Français de l'étranger** : décret du 7 octobre 1982 organisant l'enseignement français à l'étranger (p. 262) ; composition du Conseil pour l'enseignement français à l'étranger (C.E.F.E.) ; mise à l'écart d'une organisation professionnelle représentative ; désignation par le pouvoir exécutif hors de toute concertation avec les élus ; rôle de la commission de l'enseignement de la culture et de l'information ; arrêt du 9 novembre 1984 du Conseil d'Etat annulant le décret du 7 octobre 1982 (p. 263) ; non-respect par l'administration des décisions juridictionnelles (p. 264) ;

— n° 866, posée le 18 juin 1985 : **enseignement (fonctionnement)** (p. 1747) ; appelée le 21 juin 1985 : **Gestion décentralisée de l'enseignement** : ministre désigné pour répondre aux questions ; mesures relatives à la mise à disposition des locaux scolaires et à l'établissement des schémas prévisionnels de formation ; Conseil académique d'éducation nationale ; compétences transférées aux collectivités territoriales en matière d'investissement et de fonctionnement ; obstacles rencontrés par les régions dans l'élaboration du schéma prévisionnel des formations ; procès-verbaux de mise à disposition des établissements d'enseignement ; sécurité des élèves (p. 1862) ; financement des assurances nécessaires à la couverture des risques dégâts, matériels et vols ; programme prévisionnel des investissements ; financement de la reconversion des ateliers complémentaires ; réorganisation des services de l'Etat chargés à titre principal des tâches de programmation et de la construction des lycées et collèges (p. 1863) ; date de la discussion du projet de loi sur l'enseignement technologique ; refus de mettre à la disposition des collectivités locales les agents nécessaires à l'exercice des compétences transférées (p. 1864) ;

— n° 890, posée le 2 octobre 1985 : **communautés européennes (énergie)** (p. 2614) ; appelée le 4 octobre 1985 : **débouchés industriels de produits agricoles** : emploi des produits agricoles comme matières premières industrielles ; utilisation du bioéthanol comme carburant ; nécessité de mettre la bio-industrie dans des conditions de concurrence comparables à celles de nos voisins extra-communautaires ; nécessité de placer la réglementation française en ce qui concerne l'éthanol dans la perspective communautaire (p. 2659) ; dossier bioéthanol (p. 2660) ;

— n° 948, posée le 17 décembre 1985 : **femmes : politique à l'égard des femmes (Champagne-Ardenne)** (p. 6322-6323) ; appelée le 20 décembre 1985 : **Centre régional d'information et de formation des femmes de Champagne-Ardenne** : dissolution de l'association régionale des centres d'information des droits de la Femme de Champagne-Ardenne regroupant les centres d'information des droits de la Femme apparus en 1981 (p. 6507) ; rapports entre la secrétaire générale de l'association et la déléguée régionale aux droits de la femme ; création du centre régional d'information et de la formation des femmes de Champagne-Ardenne ; refus de la présidente du nouvel organisme d'assumer le passif de l'A.R.C.I.D.F. ; caractère abusif de certains licenciements ; formation et information des femmes de Champagne-Ardenne (p. 6508) ; demande d'une enquête administrative le 2 décembre 1985 (p. 6509).

INTERVENTIONS

Son rappel au règlement : propos intolérables du porte-parole du parti socialiste à l'égard des élus et responsables de l'opposition ; propos comparant M. Michel Poniowski à un « vieux rat d'égout, gros et gras » [2 avril 1985] (p. 48).

— **Discussion de la motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Gaudin et Labbé.**

Explications de vote : menace pesant sur les institutions ; choix conjoncturel de la proportionnelle en 1946 ; choix d'une fausse équité à la place d'une véritable efficacité ; objectif de rattrapage des « futurs sanctionnés du suffrage universel » ; incompatibilité entre la Constitution de 1958 et le scrutin proportionnel ; exemple de la République de Weimar ; pouvoir conféré aux partis et non aux électeurs ; absence de clarté du choix des électeurs ; engagements du Président de la République ; manœuvre personnelle de M. François Mitterrand [23 avril 1985] (p. 317) ; distinction entre « instillation » et « transfusion » de la proportionnelle ; entrée des députés d'extrême-droite à l'Assemblée nationale ; faiblesse numérique des véritables partisans de la proportionnelle ; « suicide collectif » des députés socialistes ; message d'espoir du R.P.R. et de l'U.D.F. ; vote positif du groupe R.P.R. (p. 318).

— **Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).**

Commission mixte paritaire, discussion des articles : **article 50** : son amendement n° 1 (précisant que les dispositions des articles 17, 18, 20 à 24 et 31 à 35 entreront en vigueur dès la promulgation de la loi) : rejeté [26 juin 1985] (p. 2023).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : objectif prioritaire de la modernisation de l'économie ; relèvement du niveau IV des formations à dominante technologique ; « rapport et propositions de la mission éducation entreprises » ; baccalauréat professionnel ; baccalauréat technologique [8 octobre 1985] (p. 2783) ; phénomène de déclassification à l'embauche ; statut des instituteurs et P.E.G.C. (p. 2784) ; enseignement agricole ; création d'emplois dans les lycées ; place des représentants des professions dans la mise à jour des formations (p. 2785).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : accroissement des effectifs du niveau supérieur (p. 2810) ; **article 3** : cas de l'informatique (p. 2811) ; **article 4** : son amendement n° 28

(objet des formations technologiques et professionnelles) ; nécessité d'aboutir à l'exercice d'une activité professionnelle ; dispositif de concertation ; utilité d'une formation permettant d'acquérir des doubles compétences ; retiré (p. 2812) ; **article 5** : son amendement n° 29 (attestation de qualification) ; validation des acquis ; D.E.U.S.T. (p. 2813) ; rejeté (p. 2814) ; **article 6** : son amendement n° 30 (objet des formations techniques ou professionnelles secondaires) ; rôle important joué par le diplôme dans le processus d'embauche ; rejeté (p. 2815) ; son amendement n° 36 (référence aux établissements d'enseignement agricole) (p. 2816) ; rejeté ; son amendement n° 37 (diplôme équivalent délivré par le ministre de l'agriculture) ; rejeté (p. 2817) ; **article 7** : son amendement n° 31 (précisant que les diplômes mentionnés à l'article 6 sont accessibles à l'issue de préparations effectuées en formation initiale) ; alternance et formation continue ; rejeté (p. 2819) ; son amendement n° 38 (référence aux établissements d'enseignement agricole) ; rejeté ; son amendement n° 39 (référence aux diplômes équivalents délivrés par le ministre de l'agriculture) ; rejeté (p. 2820) ; **article 8** : son amendement n° 40 (référence au baccalauréat professionnel ou diplôme équivalent délivré par le ministre de l'agriculture) (p. 2821) ; rejeté ; son amendement n° 35 (référence à l'avis des professions concernées) ; rejeté ; **après l'article 8** : finalité des C.A.P. et des B.E.P. (p. 2822) ; **article 9** : cas des écoles d'ingénieurs et des grandes écoles ; E.N.S.A.M. (p. 2823) ; souci d'instaurer le même régime d'assemblée dans les universités de technologie et dans les universités (p. 2825) ; **article 14** : mobilité des salariés des entreprises publiques et privées dans les établissements d'enseignement (p. 2827).

Explications de vote : unité du tissu social ; nécessité de préparer les jeunes à changer de métier au cours de leur vie active ; liaison formation-diplôme-établissement ; nécessité de structures souples ; enseignement supérieur (p. 2829-2830).

Deuxième lecture, discussion générale : introduction de la notion de séquences éducatives sous forme de stages en entreprise ; mention de l'apprentissage et de la formation continue ; préparation des diplômés créés par la voie de l'alternance ; effectifs des élèves préparant un baccalauréat professionnel [9 décembre 1985] (p. 5727) ; problèmes de recrutement des entreprises ; maintien des effectifs d'élèves bénéficiant des formations C.A.P. ou B.E.P. ; équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire accordée au baccalauréat de technicien (p. 5728).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et simplifications administratives. *Discussion générale* : bilan de la politique de la fonction publique ; propositions du Rassemblement pour la République ; diminution nécessaire des effectifs de certains services de l'état ; politique salariale [22 octobre 1985] (p. 3346) ; perte de pouvoir d'achat des agents publics ; conceptions électoralistes de la politique salariale ; absence de rendez-vous avec les organisations syndicales ; politisation croissante des recrutements ; élargissement du tour extérieur pour les sous-préfets ; troisième voie d'entrée à l'E.N.A. ; liste des emplois à la discrétion du Gouvernement ; création d'une commission d'enquête sur la politique de recrutement dans la fonction publique ; bouleversement de la pyramide des âges ; titularisation d'auxiliaires et de contractuels (p. 3347).

Education nationale. — *Discussion générale* : énumération par le S.G.E.N.- C.F.D.T. des difficultés de la rentrée ; hausse des effectifs en maternelle et en lycée ; gâchis dans la gestion ; titularisation des auxiliaires ; incohérences dans les recrutements ; nombre de postes mis au concours du C.A.P.E.S. ; suppression massive des postes d'A.T.O.S. ; crédits alloués à l'effort de modernisation des restaurants universitaires ; financement du régime de sécurité sociale des étudiants ; mesures politiques prises depuis 1981 ; régression de l'autonomie des universités [29 octobre 1985] (p. 3615) ; fonctionnarisation de la recherche ; mobilité automatique imposée aux enseignants ; maîtrise théorique des schémas prévisionnels de formation par les régions ; ses observations sur l'objectif de 80 % de bacheliers pour l'an 2000 ; absence de compensation financière pour les problèmes d'assurance ; plan « Informatique pour tous » ; absence de pédagogie ; difficultés pour les collectivités lo-

cales pour maîtriser le coût annuel de l'équipement informatique ; vote négatif du groupe R.P.R. (p. 3616) ; estime que les enseignants ne doivent pas être des « multiplicateurs du socialisme » ; rénovation de l'école (p. 3617) ; rapport de l'inspection générale de l'éducation nationale relatif à l'utilisation de l'ordinateur par les établissements scolaires (p. 3651).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions* : utilisation du bioéthanol dans le carburant [7 novembre 1985] (p. 4110) ; mise en place par le Président Reagan d'un programme de subventions dénommé « Bicep » (p. 4111) ; posé la question de M. Michel Cointat (p. 4112).

— Déclaration du Gouvernement sur la fonction publique et débat sur cette déclaration (n° 3109).

Discussion : nécessité d'une évolution de l'Etat et de ses missions ; insuffisance des rémunérations des fonctionnaires étant due à un excès de recrutement en 1981-1982 [26 novembre 1985] (p. 4893) ; abandon progressif de l'administration comme instrument du pouvoir politique ; nécessité de rénover la fonction publique en la rendant plus professionnelle et plus responsable ; régression du pouvoir d'achat des fonctionnaires depuis 1981 ; utilisation des T.U.C. dans l'éducation nationale (p. 4894) ; politique de recrutement en « accordéon » ; nécessité d'abroger la loi d'octobre 1982 sur le droit de grève ; politisation du recrutement dans la haute fonction publique ; réajustements incessants dans le recrutement de l'E.N.A. (p. 4895) ; abaissement de l'âge de la retraite dans certains corps de hauts fonctionnaires contribuant à la politisation de l'administration ; troisième voie d'accès à l'E.N.A. ; mise en place d'une fonction publique dérogatoire constituée de partisans du pouvoir en place ; nécessaire polyvalence des services publics en milieu rural ; nécessité de mettre fin à la fatalité de la reconduction des services votés (p. 4896) ; nécessité d'exclure les licenciements d'agents publics ; modalités de la diminution du nombre des agents de la fonction publique ; nécessité pour les administrations de mission de s'attacher le concours de non fonctionnaires ; garantie de l'emploi constituant un aspect de la protection nécessaire à l'exercice d'un emploi public ; dossier des non titulaires (p. 4897) ; interdiction du recours à des agents contractuels pour remplir des missions précises devant être rapportées ; restauration de la responsabilité dans la gestion passant par un renouveau de la politique contractuelle ; nécessaire abrogation du statut de 1983-1984 ; nécessaire retour à un renouveau de la politique contractuelle ; nécessaire retour à la neutralité des services ; nécessité d'une réforme de la fonction administrative hospitalière (p. 4898) ; nécessaire modernisation de l'Etat (p. 4899).

BOURGET (René)

*Député de l'Isère
(6^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sécurité sociale** : quarantième anniversaire de la sécurité sociale ; confirmation de l'attachement du Gouvernement à la sécurité sociale [12 juin 1985] (p. 1632) ;

— **Manifestation de pompiers à Lorient** : dissolution du corps de sapeurs-pompiers de Lorient [16 octobre 1985] (p. 3117) ;

orale sans débat :

— **n° 929**, posée le 3 décembre 1985 : **emploi et activité (politique de l'emploi)** (p. 5229) ; appelée le 6 décembre 1985 : **initiatives des groupes nationalisés en matière d'emploi** ; redressement des comptes des groupes nationalisés (p. 5416) ; création d'emplois de

jeunes ; annonce par Rhône-Poulenc de bénéfiques qui pourraient être utilisés pour augmenter les budgets de recherche (p. 5417).

BOURGUIGNON (Pierre)

Député de la Seine-Maritime
(3^e circonscription)
Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7109).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7068).

Vice-présidence de cette commission [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7109).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 2577) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2556) relatif aux **participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2605)** [11 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2694), modifié par le Sénat, relatif aux **participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2740)** [5 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2850)** [26 juin 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : absence de droit des groupes de société dans les pays de la Communauté économique européenne ; information des actionnaires et du marché sur la répartition du capital des sociétés par actions ; réglementation des effets de l'autocontrôle visant à préserver les droits des actionnaires minoritaires ; méconnaissance de la notion de groupe de société dans la loi du 24 juillet 1966 ; organisation de l'autocontrôle [18 avril 1985] (p. 246) ; caractère tardif et insuffisant de l'information relative aux participations ; décision de la commission des opérations de bourse (C.O.B.) relative aux sociétés cotées ; interdiction des seules participations croisées directes ; accroissement artificiel de l'actif social ; caractère peu satisfaisant des armes juridiques destinées à lutter contre l'autocontrôle ; libéralisme des dispositions du projet concernant l'autocontrôle ; amélioration de la connaissance des participations et des modifications successives intervenues dans la répartition du capital ; limita-

tion des effets juridiques de l'autocontrôle dans les assemblées générales d'actionnaires ; amélioration du fonctionnement du marché financier et de la protection des actionnaires (p. 247).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 1 (nécessité de l'avis de la commission des opérations de bourse avant l'engagement des poursuites) ; information du Parquet (p. 250) ; adopté ; **article 4** : son amendement n° 2 (engagement des poursuites après avis de la commission des opérations de bourse) ; adopté ; **article 5** : son amendement n° 3 (rédactionnel) ; adopté (p. 251) ; date de la privation partielle des droits de vote attachés aux actions d'une société détenues par les sociétés qu'elle contrôle ; son amendement n° 4 : devenu sans objet ; **article 6** : son amendement n° 5 (visant à insérer, dans cet article, après le mot « applicable » les mots « dans les territoires d'outre-mer et ») ; extension de l'application de la loi ; adopté (p. 252).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : notion d'autocontrôle ; définition du contrôle d'une société ; droits de vote attachés aux actions d'autocontrôle ; allongement des délais d'application des règles relatives à l'information sur les participations [12 juin 1985] (p. 1645).

Discussion des articles : **article 1^{er} C** : son amendement n° 1 (rédigeant ainsi, après les mots « du 24 juillet 1966 précitée », la fin du premier alinéa de cet article « est inséré un article 355-2 ainsi rédigé ») ; adopté ; son amendement n° 2 (supprimant le texte proposé pour l'article 355-1 de la loi du 24 juillet 1966) ; définition du contrôle ; existence de conventions de vote entre les actionnaires ; adopté ; son amendement n° 12 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 355-2 de la loi du 24 juillet 1966) (p. 1646) ; adopté ; son amendement n° 3 (supprimant le texte proposé pour l'article 355-3 de la loi du 24 juillet 1966) ; non opportunité d'intenter une action en justice pour faire reconnaître l'existence d'un contrôle d'une société par une autre société ; adopté ; **article 1^{er}** : son amendement n° 13 (substituant à la fin du cinquième alinéa (1^{er}) du texte proposé pour l'article 356-1 de la loi du 24 juillet 1966 aux mots : « directement ou indirectement » les mots « au sens de l'article 359-1 ») ; adopté (p. 1647) ; son amendement n° 4 (substituant dans la troisième phrase du texte proposé pour l'article 356-2 de la loi du 24 juillet 1966 les mots « au sens de l'article 359-1 » aux mots « directement ou indirectement ») ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 5 (prise en compte des droits de vote attachés aux actions d'autocontrôle) ; proportion des droits de vote attachés aux actions d'autocontrôle pouvant être utilisés en assemblée générale ; adopté ; **article 2 ter** : son amendement n° 14 (supprimant à la fin de la première phrase du deuxième alinéa (1^{er}) de cet article, les mots « direct ou indirect ») ; notion de contrôle ; adopté (p. 1648) ; **article 5** : son amendement n° 6 (substituant dans le premier alinéa de cet article au mot « quatre » le mot « deux ») ; délai dans lequel les personnes détenant une participation significative dans une société doivent informer ladite société ; adopté ; son amendement n° 7 (délai de deux mois pour la notification d'une société contrôlée à la société qui la contrôle) ; prise en compte de la définition de contrôle ; adopté ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 9 (supprimant les deux derniers alinéas de cet article) (p. 1649) ; adopté (p. 1650).

Commission mixte-paritaire, discussion générale : Rapporteur : proportion des droits de vote accordée aux actions d'autocontrôle ; définition du contrôle ; neutralisation des droits de vote attachés aux actions d'autocontrôle apparaissant irréaliste ; accord de la C.M.P. ; souhaite le dépôt d'un texte concernant le droit des sociétés [27 juin 1985] (p. 2099) ; situation décrite par M. Georges Tranchant ne constituant pas une innovation ; possibilité de convoquer une seconde assemblée générale si le quorum n'est pas atteint (p. 2100).

BOUVARD (Loïc)

Député du Morbihan
(4^e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (défense : section Air) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome V : **défense** : section air (n° 2990) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Conditions d'attribution de l'I.V.D.** : âge de la retraite des agriculteurs ; rôle de la commission des structures [19 juin 1985] (p. 1754) ;

— **Dette extérieure de la France** : triplement de cette dette depuis 1981 [13 novembre 1985] (p. 4285) ; redressement du solde de la balance commerciale ; charge de la dette extérieure brute (p. 4286) ;

orales sans débat :

— n° 830, posée le 21 mai 1985 : **personnes âgées (établissements d'accueil)** (p. 988) ; appelée le 24 mai 1985 : **hébergement collectif des personnes âgées** : conditions d'accueil en établissements des personnes âgées dépendantes ; nombre des personnes très âgées (p. 1178) ; taux d'inadéquation ; origines de cette situation (p. 1179) ; maisons d'accueil des personnes âgées ; tarification (p. 1180) ;

— n° 897, posée le 2 octobre 1985 : **formation professionnelle et promotion sociale (politique de la formation professionnelle et de la promotion sociale)** (p. 2615) ; appelée le 4 octobre 1985 : **politique de formation professionnelle** : financement des congés individuels de formation ; importance de la qualification dans le succès de la modernisation (p. 2661) ; rapports sur la question (p. 2662) ;

— n° 951, posée le 17 décembre : **commerce et artisanat (aides et prêts)** (p. 6323) ; appelée le 20 décembre 1985 : **attribution des aides dans le secteur du commerce et de l'artisanat** : indemnité spéciale de départ ; compensations financières permettant une éventuelle conversion d'activité (p. 6515) ; nécessité de maintenir le petit commerce dans la France rurale (p. 6516).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : poursuite de la guerre du Golf ; utilisation d'armes chimiques par l'Irak ; inquiétude des pays voisins face au risque d'extension du conflit ; prudence des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. ; répercussions sur les livraisons de pétrole ; participation plus active de la France au règlement du conflit [11 juin 1985] (p. 1608) ; normalisation des relations avec l'Iran ; visite du ministre des affaires étrangères d'Arabie Saoudite à Téhéran ; situation au Nicaragua ; vote par le Congrès d'une aide aux « Contras » ; violation des frontières Costa-Ricaines par les armées sandinistes ; visites de M. Daniel Ortega à Moscou et à Paris ; propositions du groupe de Contadora (p. 1609) ; condamnation de l'apartheid en Afrique du Sud opposé à la non condamnation de la violation des droits de l'Homme au Nicaragua (p. 1620).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2563).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 11 bis** : modification des règles de calcul de la régularisation afférente à l'exercice 1984 de la dotation globale de fonctionnement ; réduction du montant initialement prévu ; référence à l'indice de la fonction publique ; difficultés de trésorerie des collectivités locales ; violation de la clause de

sauvegarde [20 juin 1985] (p. 1828) ; caducité du régime de la D.G.F. à la fin de l'année 1985 ; économie réalisée « sur le dos des collectivités locales » (p. 1829).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Troisième lecture, explications de vote : loi d'abandon [26 juillet 1985] (p. 2471).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : politique menée en matière de prestations familiales ; taux des allocations familiales ; réorientation des aides en faveur des familles d'un ou plusieurs enfants en bas âge [4 novembre 1985] (p. 3847) ; choix gouvernementaux en matière de politique familiale ; diminution du pouvoir d'achat des prestations ; unification de la date de versement ; comptes de la branche famille ; taux de fécondité (p. 3848).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : questions : moyens financiers mis à la disposition de l'enseignement agricole privé ; cas des bourses [7 novembre 1985] (p. 4081).

Défense. — *Discussion générale* : Rapporteur pour avis : besoin de l'armée de l'air, activité des forces ; commande d'avions de combat [8 novembre 1985] (p. 4157) ; avions de combat ; autorisations de programme consacrées aux recherches ; retard pris dans le programme A.C.T. ; retard pris dans le programme d'avions de combat tactiques (p. 4158) ; absence d'achats d'avions de détection aéroportée à basse altitude (p. 4159).

Redéploiement industriel et commerce extérieur — **Energie.** — *Discussion générale* : Insuffisance de la présence commerciale française en Amérique du Sud et dans l'Asie du Sud-Est ; rôle de la nouvelle école nationale d'exportation ; nécessité d'une meilleure approche culturelle de ces marchés ; absence d'augmentation des subventions au comité français des manifestations à l'étranger [12 novembre 1985] (p. 4227).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Première lecture, discussion générale : proratisation de la retraite forfaitaire sur trent-sept ans et demi au lieu de vingt-cinq ; réduction du droit des agricultrices ; situation du conjoint survivant du chef d'exploitation ; contrainte de la cessation d'activité ; diminution du nombre des exploitants agricoles [5 décembre 1985] (p. 5365) ; revalorisation des avantages de vieillesse servis aux exploitants agricoles ; conditions de financement de la réforme (p. 5366).

BRAINE (Jean-Pierre)

*Député de l'Oise
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 911, posée le 19 novembre 1985 : **apprentissage (contrats d'apprentissage)** (p. 4525) ; appelée le 22 novembre 1985 : **apprentissage** : cas de l'Aveyron ; difficultés rencontrées par des jeunes voulant améliorer leur formation professionnelle dans le cadre de l'apprentissage ; limitation à vingt ans de la possibilité pour un jeune de conclure un deuxième contrat d'apprentissage en vue de la préparation d'un deuxième C.A.P. (p. 4677) ; contrats de qualification (p. 4678).

BRANGER (Jean-Guy)

*Député de la Charente-Maritime
(2^e circonscription).
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS**au Gouvernement :**

— **Fermeture d'entreprises due à l'application de la loi sur les anabolisants** : chiffre d'affaires réalisé par les sociétés exportatrices de viande de la région Poitou-Charentes ; harmonisation de la réglementation sur le Plan européen ; capacité à l'exportation des entreprises françaises [24 avril 1985] (p. 342) ;

— **Situation économique et de l'emploi dans le département de la Charente-Maritime** : aggravation de la situation dans ce département ; travaux d'utilité collective ; projet de suppression d'emplois chez Peugeot-La Rochelle ; plan de restructuration de la société Alsacienne de construction mécanique de Mulhouse [2 octobre 1985] (p. 2570).

BRIAL (Benjamin)

*Député de Wallis-et-Futuna
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

INTERVENTIONS**— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et Territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : problèmes des îles Wallis et Futuna [5 novembre 1985] (p. 3941) ;

BRIAND (Maurice)

*Député des Côtes-du-Nord
(4^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903)

BRIANE (Jean)

*Député de l'Aveyron
(1^{re} circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Cesse d'être membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [J.O. du 29 mai 1985] (p. 5972).

DEPOTS

Proposition de loi relative au statut et à la promotion des langues et cultures régionales (n° 2711) [23 mai 1985].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

— **Inadaptation des mécanismes d'aide à l'amélioration de l'habitat** : insuffisance des crédits affectés au financement de la prime à l'amélioration de l'habitat [2 mai 1985] (p. 532).

— **Régime fiscal des primes à la création d'entreprises** : prise en compte dans le calcul de l'impôt sur le revenu de l'aide à la création d'entreprises dont bénéficient les demandeurs d'emploi créant leur propre entreprise ou reprenant une entreprise en difficulté ; ordonnance du 21 mars 1984 ; décret du 28 juin 1984 [19 juin 1985] (p. 1756).

— **Conséquences de la sécheresse** : mesures envisagées pour aider les agriculteurs ; aide aux transports ; trésorerie des éleveurs [23 octobre 1985] (p. 3394).

INTERVENTIONS**— Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : nécessité de ne pas limiter les formules de regroupement permettant de présenter un plan simple de gestion comme garantie de bonne gestion [9 mai 1985] (p. 665) ; **article 5 :** exploitation des coupes ; exploitation des forêts se traduisant par des dégradations importantes des voiries communales et rurales (p. 670) ; nécessité de simplifier tant l'établissement que la perception des contributions spéciales prévues par l'ordonnance du 7 janvier 1959 (p. 671) ; **article 6 :** taxation des résidences secondaires ; délai de six mois apparaissant trop court pour établir une sérieuse référence (p. 672) ; **article 16 :** notion d'entreprise de travaux forestiers ; clarté de la législation en ce qui concerne les régimes de sécurité sociale [10 mai 1985] (p. 713) ; **article 18 :** nécessité de ne pas assécher certains marais, nécessaires à une faune d'oiseaux migrateurs et au maintien de l'équilibre écologique (p. 715) ; **après l'article 22 :** extension du champ d'intervention de l'inventaire forestier national à la collecte de données écologiques et pathologiques (p. 724) ; **article 24 :** aménagement agricole et forestier dans les zones de montagne ; application de l'article 52-1 du code rural ; commission communale d'aménagement foncier ; extension de droit à la montagne de toutes les dispositions dont la mise en œuvre est prévue par l'article 52-1 ; sanctions prévues par le code rural (p. 725) ; loi sur la montagne (p. 726).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. — I. Urbanisme et logement — *Discussion générale : questions* : insuffisance des crédits consacrés à la prime à l'amélioration de l'habitat ; aides au secteur diffus dans les zones rurales ; réduction de 0,9 à 0,8 % du 1 % logement [30 octobre 1985] (p. 3730).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : apport de l'agriculture à la balance commerciale ; nécessité de la formation des hommes [7 novembre 1985] (p. 4062) ; insuffisance des moyens ; baisse des crédits d'équipement ; attente de la publication des décrets d'application de la loi sur la montagne ; crédits du F.I.A.M. et du F.I.D.A.R. ; produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles ; sécheresse ; transfert de produits agricoles vers les régions sinistrées (p. 4063) ; courbe des consommations intermédiaires (p. 4075).

Jeunesse et sports. — *Discussion générale* : désengagement de l'Etat ; fonds national pour le développement du sport à l'école [8 novembre 1985] (p. 4129) ; éducation populaire ; financement de Ligier (p. 4130).

Défense. — *Discussion générale* : nécessaire renforcement de l'esprit de défense [8 novembre 1985] (p. 4183) ;

situation des militaires voulant entreprendre une seconde carrière ; loi sur le cumul emploi-retraite portant atteinte à la liberté du travail et au reclassement possible des anciens cadres militaires (p. 4184).

BROCARD (Jean)

*Député de la Haute-Savoie
(1^{re} circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre des commissions « ad hoc » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (n^{os} 2905, 2906 et 2910) [J.O. du 18 juillet 1985] (p. 8134).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à remplacer, en vue de favoriser l'embauche, l'autorisation administrative préalable en matière de licenciement économique par une notification (n° 2706) [23 mai 1985].

Proposition de loi tendant à favoriser l'embauche, par le relèvement de certains seuils d'application de la législation sociale et fiscale (n° 2712) [23 mai 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion des articles : article 3 : officialisation de l'impression d'un emblème sur le bulletin de vote [26 avril 1985] (p. 458) ; *après l'article 7 :* cas de certains départements de la couronne parisienne ou de Marseille ; institution de commissions spéciales (p. 461).

Explications de vote : projet de loi apparaissant comme un texte de circonstance ; éloignement des députés de leur corps électoral ; conséquences pour le fonctionnement des institutions parlementaires ; vote négatif du groupe U.D.F. (p. 468) ;

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — Discussion générale : rattrapage des pensions [22 octobre 1985] (p. 3321) ; sa référence aux 110 propositions socialistes ; déclarations successives du Gouvernement concernant le rattrapage des pensions ; échéancier du rattrapage ; déclarations du président de la fédération nationale des anciens prisonniers ; situation des combattants d'Afrique du Nord ; attribution de la campagne double (p. 3322) ; mécontentement des associations représentant les combattants d'Afrique du Nord ; titres de pensions ; retraites mutualistes ; problèmes des familles des morts, veuves, ascendants et orphelins ; mise en route de la proportionnalité des pensions (p. 3323).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Première lecture, discussion générale : objectifs du projet [5 décembre 1985] (p. 5359) ; harmonisation des pensions ; obligation de cessation d'activité risquant de dissuader beaucoup d'agriculteurs de prendre leur retraite ; situation dans les zones de montagnes ; mesures de financement pour les 5 années à venir (p. 5360) ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 5361).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion des articles : article 8 : déplore l'absence du secrétaire d'Etat aux anciens combattants ; absence de texte spécifique sur la question des

forclusions [11 décembre 1985] (p. 5867) ; problème de la preuve des actes de résistance par tout moyen conforme à la législation et à la réglementation en vigueur (p. 5868).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036).**

Deuxième lecture, discussion générale : son rappel au règlement : non mise en distribution du rapport sur la loi organique et des amendements afférents [19 décembre 1985] (p. 6419).

BROCHARD (Albert)

*Député des Deux-Sèvres
(3^e circonscription)
Apparenté U.D.F.*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 55 : son amendement n° 12 (complétant le deuxième alinéa du paragraphe I de l'article 1761 du code général des impôts) : non soutenu [14 novembre 1985] (p. 4359).

BRUNE (Alain)

*Député du Jura
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 2784) de M. Michel Sapin tendant à une meilleure protection des producteurs et des consommateurs de produits issus de l'agriculture biologique [10 octobre 1985] (p. 2961).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563) [J.O. du 5 novembre 1985] (p. 12828).

Membre du Conseil national de la montagne [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15040).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. Discussion générale : questions : droits des anciens combat-

tants ; rattrapage du rapport constant ; concertation entreprise avec les organisations de résistants et de déportés ; institution de la règle de l'unanimité des commissions départementales ; titre de déporté-résistant ; mesures de forclusion [22 octobre 1985] (p. 3335).

BRUNET (André)

*Député de la Drôme
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 957, posée le 18 décembre 1985 : **assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (collectivités locales : calcul des pensions)** (p. 6398) ; appelée le 20 décembre 1985 : **retraite des agents des collectivités territoriales** : conditions d'attribution des retraites des agents des collectivités territoriales auprès de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (p. 6511).

BRUNHES (Jacques)

*Député des Hauts-de-Seine
(1^{re} circonscription)
Communiste*

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme sur l'enseignement technique et professionnel (n° 2908) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096) [J.O. du 8 février 1986] (p. 2297).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la gratuité, à l'aide sociale en matière scolaire et universitaire et à la création d'une prime de rentrée scolaire (n° 2926) [25 juillet 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Prochaine rentrée scolaire** : inauguration du train forum « Vive l'école » ; mesures prévues par le Gouvernement pour la prochaine rentrée suscitant de vives inquiétudes ; mise en place d'un système ségrégatif d'enseignement ; aggravation des retards scolaires dans les communes les plus populaires ; cas des Z.E.P. [17 avril 1985] (p. 237) ;

— **Situation en Nouvelle-Calédonie** : attitudes des partis de droite ; état d'urgence ; milices armées du R.P.C.R. ; violence coloniale ; solidarité des communistes avec la lutte du peuple kanak pour le droit à l'autodétermination et à l'indépendance [15 mai 1985] (p. 792) ;

— **Flexibilité du travail** : déréglementation du travail ; volonté de précarisation du travail [13 novembre 1985] (p. 4288) ;

— **Discussion du projet de loi relatif à la flexibilité du temps de travail** : décision du Gouvernement d'appliquer l'article 49-3 de la Constitution au projet sur la flexibilité du temps de travail ; refus du débat démocratique ; texte de régression sociale ; position favorable de la droite sur ce texte ; faiblesse du Gouvernement [11 décembre 1985] (p. 5877) ;

orale sans débat :

— n° 918, posée le 26 novembre 1985 : **arts et spectacles (cinéma)** (p. 4924) ; appelée le 29 novembre 1985 : **production cinématographique française** : création de la cinquième chaîne ; absence du ministre de la culture ; situation dramatique du cinéma français ; cas de M. Berlusconi (p. 5044) ; dérobade du ministre de la culture ; cahier des charges de la cinquième chaîne ; propos de M. Jack Lang au sujet de l'interruption des émissions par des messages publicitaires (p. 5045).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568)**.

Deuxième lecture, discussion des articles : article 1^{er} : vote contre l'amendement n° 1 du Gouvernement du groupe communiste [24 janvier 1985] (p. 38).

— **Discussion de la motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Gaudin et Labbé.**

Assimilation de la motion de censure à « un artifice procédurier » ; attachement de la droite au scrutin majoritaire à deux tours ; détournement du suffrage universel sous prétexte de l'« équilibre des institutions » ; exemple d'inégalités dues au scrutin majoritaire à deux tours ; absence de neutralité du choix et du contenu de la loi électorale ; position constante du parti communiste en faveur d'une représentation proportionnelle dans le cadre départemental sans panachage ni vote préférentiel et avec attribution des sièges complémentaires au Plan national ; distinction entre le vote délibératif et le vote représentatif ; possibilité de dégager une majorité avec le scrutin proportionnel ; caractère plus démocratique de la représentation proportionnelle ; nécessité d'étendre les droits du Parlement et les prérogatives du Premier ministre [23 avril 1985] (p. 301) ; mutilation de la vie politique par le scrutin majoritaire ; professionnalisation de la vie politique et cumul des mandats suscités par le scrutin majoritaire ; nécessité d'une répartition des restes au Plan national ; situation économique (p. 302).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603)**.

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : article L. 338 du code électoral : représentation équitable des différents courants de pensée [26 avril 1985] (p. 512) ; représentation des petits partis ; suppression du seuil de 5 % (p. 513) ; article L. 349 du code électoral : pénalisation des petites listes (p. 516) ; après l'article L. 356 du code électoral : propagande pour les élections régionales à la radio et à la télévision (p. 517).

— **Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).**

Deuxième lecture, discussion générale : adaptation de la législation en vigueur ; droit sur les logiciels ; renforcement du déséquilibre dans les rapports entre artistes et producteurs au profit de ces derniers ; opportunité de reconnaître aux rémunérations prévues pour les artistes-interprètes le caractère de salaire [20 mai 1985] (p. 814) ; problème de la protection sociale des artistes-interprètes ; équilibre en matière de cession de droit et de rémunération ; nécessité de réunir toutes les conditions du développement du potentiel de création dans le pays ; difficultés du cinéma français ; attitude des groupes multi-médias étrangers en France ; rôle du mécénat d'Etat ; propositions de créer des télévisions privées aggravant le sort réservé au service public de l'audiovisuel ; diminution des crédits décentralisés du budget de la culture (p. 815).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : non assimilation des droits des artistes interprètes aux droits d'auteur ; reconnaissance du caractère salarial de la rémunération ; rétablissement de l'intitulé initial du texte (p. 820) ; **article 12** : caractère exorbitant du principe de la présomption de cession des droits des auteurs au producteur ; recours fréquent des auteurs aux tribunaux pour obtenir paiement (p. 826) ; perte de tout contrôle des auteurs sur leurs œuvres (p. 827) ; suppression du paiement forcé par les producteurs (p. 828) ; **article 16** : absence de rémunération des artistes en cas de rediffusion d'une œuvre à laquelle ils ont contribué à la télévision ; assimilation du travail d'artistes-interprètes à une œuvre de création ; assimilation des rémunérations à des salaires (p. 831) ; **article 17** : son sous-amendement n° 89 à l'amendement n° 22 de la commission (rajoutant un article soumettant le contrat et les rémunérations à l'article L. 762-1 du code du travail) (p. 832) ; situation fiscale et sociale des artistes-interprètes ; portée de l'article L. 762-2 du code du travail (p. 833) ; déclaré irrecevable ; **article 20** : sonorisation de certaines émissions de fiction télévisées par une musique n'ayant pas été conçue au départ pour ces émissions (p. 835) ; **article 36** : développement « d'associations bidon » nécessitant la précision des bénéficiaires (p. 840) ; caractère vague de la notion d'association ayant un but d'intérêt général (p. 842) ; **article 38 quinquies** : nécessité d'instaurer une égalité de traitement entre l'inventeur salarié protégé par la loi de 1968 et l'auteur d'un logiciel (p. 848) ; **article 49** : nécessité d'établir une distinction entre les droits des diverses catégories mentionnées (p. 852).

Explications de vote : diminution par le Sénat de la protection prévue en faveur de la création ; problème du caractère salarial de la rémunération des artistes-interprètes ; vote positif du groupe communiste (p. 853).

Commission mixte paritaire, discussion générale : reconnaissance du caractère salarial des rémunérations des artistes-interprètes ; possibilité pour les producteurs de ne pas adhérer aux conventions collectives ; calcul de la rémunération des auteurs ; protection de soixante-dix ans conférée aux seules compositions musicales ; remise en cause de certains droits acquis ; régime de la cession du droit de communiquer et de reproduire les œuvres ; agrément pour les sociétés de perception [26 juin 1985] (p. 2018).

Explications de vote : rétablissement de la présomption de cession des droits ; abstention du groupe communiste (p. 2023).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : impossibilité pour le groupe communiste de s'exprimer sur l'exception d'irrecevabilité ou sur la question préalable [29 mai 1985] (p. 1277) ; abstention du groupe communiste lors de ces deux votes (p. 1278) ; Nouvelle-Calédonie confrontée à un problème de décolonisation ; régime de l'indigénat prévalant jusqu'à 1947 ; modification du rapport démographique au détriment des Kanaks ; structure foncière coloniale ; scolarisation des Mélanésiens ; régime fiscal [30 mai 1985] (p. 1292) ; non respect des principes de la déclaration de Nainville-les-Roches ; assassinat d'Eloi Machoro ; absence de référence aux modalités d'organisation du référendum prenant en compte la spécificité du

territoire (p. 1293) ; accuse M. Pierre Messmer d'avoir voulu faire de la Nouvelle-Calédonie une colonie de peuplement ; organisation de la consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas proposée par M. Olivier Stirn en 1976 ; admission du principe d'un corps électoral particulier pour un scrutin d'autodétermination (p. 1294) ; création de quatre régions ; découpage ne prenant pas en compte les ressources économiques et budgétaires ; répartition inégale des richesses entre les régions ; champ d'application de l'habilitation ; proposition de la commission de proroger l'état d'urgence ; refus du groupe communiste (p. 1295).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : concept d'indépendance-association ; s'interroge sur le report de la date du scrutin d'autodétermination ; composition du corps électoral (p. 1326) ; question de la date ; problèmes fonciers, miniers et fiscaux (p. 1327) ; résultat des ordonnances de 1982 (p. 1328) ; **article 6** : révision des listes électorales (p. 1337, 1338) ; **après l'article 17** : hostilité du groupe communiste à l'état d'urgence (p. 1355).

Explications de vote : projet ne réglant pas le problème de la décolonisation ; définition du corps électoral ; date de la consultation des populations intéressées ; état d'urgence et utilisation d'ordonnances apparaissant comme des moyens « exorbitants » [4 juin 1985] (p. 1403).

Nouvelle délibération de la loi.

Première lecture, discussion générale : décision du Conseil constitutionnel ; égalité du suffrage ; rôle du Conseil constitutionnel ; problème de la décolonisation en Nouvelle-Calédonie [12 août 1985] (p. 2493-2494).

Deuxième lecture, discussion générale : pouvoirs du Conseil constitutionnel [20 août 1985] (p. 2529) ; caractère quasi-monarchique des institutions ; nombre de sièges de la région de Nouméa ; situation coloniale en Nouvelle-Calédonie (p. 2530) ; problème de représentativité (p. 2531).

Discussion des articles : **article 4** : nombre de sièges dans la région de Nouméa [20 août 1985] (p. 2536).

Son rappel au règlement : rôle exorbitant du Conseil constitutionnel [12 août 1985] (p. 2479-2480).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : urgence d'une politique de formation ; nécessité pour une telle politique d'anticiper la demande ; désir de voir disparaître la condition d'OS [8 octobre 1985] (p. 2778) ; échec scolaire ; bac professionnel ; remise en cause du corps unique des P.C.E.T. ; risque d'entériner la structuration de filières cloisonnées ; unité du développement national et du développement de l'homme (p. 2779) ; rapport Bloch (p. 2780).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : enseignement technologique et professionnel (p. 2809) ; son amendement n° 43 (nécessité de préciser que, dans l'enseignement professionnel, les structures seront progressivement décloisonnées et unifiées) : rejeté ; son sous-amendement n° 44 à l'amendement n° 1 de la commission (référence à la modernisation et au développement) (p. 2810) ; modernisation ; rejeté ; **article 2** : son amendement n° 45 : devenu sans objet (p. 2811) ; **article 5** : mode de validation des acquis ; **article 6** : institutionnalisation de fait de la prolongation de filières déjà existantes (p. 2814) ; son amendement n° 47 (référence à la formation générale et professionnelle) (p. 2815) ; rejeté ; son amendement n° 48 (accès direct à la vie active) : rejeté ; son amendement n° 49 (rédactionnel) : rejeté (p. 2816) ; son amendement n° 50 (référence au baccalauréat série technologique) : rejeté ; son amendement n° 51 (délivrance d'un brevet de technicien) : rejeté ; son amendement n° 52 (attestation d'une qualification de technicien) : devenu sans objet (p. 2817) ; **après l'article 6** : son amendement n° 53 (référence au baccalauréat de série technologique et professionnelle) : rejeté ; **article 7** : formation des enseignants ; personnels des L.E.P. ; son amendement n° 54 (de suppression) (p. 2818) ; retiré ; son amendement n° 55 (supprimant le mot « principalement » dans la 2^e phrase du premier alinéa de cet article) ; nécessité d'éviter une dévalorisation du baccalauréat série professionnelle ; rejeté ; son amendement n° 56 (référence à un métier où à la poursuite de formations ultérieures) : rejeté ; son amendement n° 57 (supprimant le 2^e alinéa de cet article) (p. 2819) ; rejeté ; son amendement n° 58 (baccalauréat série technologique ou professionnelle) : rejeté (p. 2820) ; son

amendement n° 59 (précisant que les formations préparant au baccalauréat professionnel sont organisées dans les lycées d'enseignement général et technologique) : rejeté ; son amendement n° 60 (organisation des C.A.P. et B.E.P. dans les lycées professionnels) : rejeté ; **article 8** : son amendement n° 63 (de suppression) ; risque d'une disparition brutale de formations et de diplômes correspondant à des besoins professionnels ; rejeté (p. 2821) ; **après l'article 8** : inutilité de donner force de loi à des évidences (p. 2822) ; **article 9** : son amendement n° 64 (substituant aux références « articles 34 à 36 » les références « articles 25 à 33 » dans la première phrase du 2° alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 65 (supprimant la 2° phrase du 2° alinéa de cet article) (p. 2824) ; adopté (p. 2825) ; **article 14** : son amendement n° 66 (complétant le 2° alinéa du paragraphe II de cet article par les mots « dès lors que leur compétence aura été constatée par les autorités de l'éducation nationale ») : rejeté (p. 2828).

Explications de vote : colloque du parti socialiste intitulé « la société française et son école » ; confirmation de la structuration d'un système éducatif à trois vitesses (p. 2830).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 6** : son amendement n° 24 (objet des formations technologiques et professionnelles du second degré) : rejeté [9 décembre 1985] (p. 5732) ; **article 7** : son amendement n° 25 (insérant dans le dernier alinéa de cet article après les mots « d'un brevet d'études professionnelles » les mots « d'un seul brevet professionnel ») : rejeté (p. 5733) ; **article 9** : son amendement n° 27 (création des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) (p. 5734) ; rejeté (p. 5735).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

— *Discussion générale : questions* : chute des investissements d'infrastructure ; mise à grand gabarit des liaisons ; crédits d'équipement des ports fluviaux ; mise en œuvre des conclusions du rapport Grégoire et du schéma directeur des voies navigables ; liaisons Seine-Sud et Seine-Est [24 octobre 1985] (p. 3464).

Culture. — *Discussion générale* : poids des crédits consacrés aux grands équipements culturels de la capitale ; estimation des budgets de fonctionnement prévisionnels ; fonctionnement de l'institution lyrique internationale ; critiques relatives à l'Opéra de la Bastille ; aggravation des ségrégations culturelles ; réduction des crédits à l'action culturelle ; « manipulations des professionnels » pour faire accepter le budget de l'action culturelle ; situation de la lecture publique ; bilan culturel de l'action du Gouvernement [28 octobre 1985] (p. 3580) ; « autosatisfaction » dont fait preuve le ministre ; déclarations de M. François Mitterrand en 1970 relatives à la politique culturelle ; handicap pour la rencontre des artistes avec la jeunesse ; création française à la télévision ; chute de la fréquentation cinématographique ; course à la rentabilité financière ; risques du mécénat ; uniformisation des produits rentables (p. 3581).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : absence d'un débat véritable sur l'avenir des départements et territoires d'outre-mer ; chômage à la Réunion [5 novembre 1985] (p. 3931) ; dégradation de la protection sociale ; effondrement de l'économie des départements d'outre-mer ; décentralisation ; nécessité de faciliter la diversification agricole (p. 3932) ; nécessité d'une politique dynamique de développement ; cas de la Nouvelle-Calédonie ; problème de décolonisation (p. 3933).

— Projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015).

Première lecture, discussion générale : recrudescence de la répression patronale contre les travailleurs ; accroissement du chômage ; précarisation du travail ; caractère néfaste du projet de loi sur la flexibilité [19 novembre 1985] (p. 4455) ; motifs pour lesquels une loi inacceptable pour la droite et le patronat en 1982 le devient en 1985 ; bilan de l'application de la loi ; inexistence d'obligations minimales dans la mise en œuvre de modalités concrètes conduisant à une parodie de négociation ; droit d'expression des travailleurs exerçant

leur activité sur les chantiers ou sur un poste fixe ; élargissement du champ d'application du droit ; restrictions de son contenu ; projet s'inscrivant dans une stratégie de flexibilisation de la société ; reconnaissance d'un droit spécifique à l'expression pour l'encadrement ; absence de prise en compte des demandes formulées par le groupe d'expression (p. 4456) ; projet se résumant à l'examen des modalités de la négociation du droit d'expression ; propositions du groupe communiste (p. 4457).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : *article L. 461-1 du code du travail* : son amendement n° 14 (tendant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail à insérer avant les mots « les salariés » le mot « tous ») ; extension du droit d'expression aux travailleurs temporaires, aux travailleurs en régie et aux travailleurs sur les chantiers ; rejeté ; son amendement n° 15 (tendant après les mots « leurs conditions de travail » à rédiger ainsi la fin de la deuxième phrase du premier alinéa de cet article du code du travail « et l'activité de l'entreprise ») ; son amendement n° 16 (tendant à la fin de la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail à substituer aux mots « dans l'unité de travail considérée » les mots « dans l'entreprise ») ; son amendement n° 17 (tendant à compléter la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail par les mots, « ainsi que l'activité de l'entreprise ») ; nécessité d'éviter une énumération arbitraire des thèmes de discussion autorisés ; amendement n° 15 : rejeté (p. 4463) ; amendement n° 16 : retiré ; amendement n° 17 : devenu sans objet ; son amendement n° 18 (tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail par la phrase suivante « tout acte ou disposition contraire est nul de plein droit ») : rejeté ; *article L. 461-2 du code du travail* : son amendement n° 19 (temps consacré à l'exercice du droit d'expression ne pouvant être inférieur à six heures par an) ; fixation d'un seuil permettant de mettre en échec les propositions provocatrices d'un certain nombre d'entreprises ; rejeté (p. 4464) ; *article L. 461-3 du code du travail* : son amendement n° 20 (tendant dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 461-3 du code du travail à supprimer le mot « éventuelle ») ; accord constituant l'une des conditions de la vie du droit d'expression ; rejeté ; son amendement n° 21 (tendant à rédiger ainsi le début de l'avant dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail « le point de départ des délais ci-dessus est la date d'ouverture de la négociation précédente. A défaut d'accord, la négociation s'engage obligatoirement... ») ; abstention de l'employeur constituant un délit d'entrave ; rejeté (p. 4466) ; **article 2** : *article L. 461-5 du code du travail* : son amendement n° 22 (tendant dans le troisième alinéa, 2°, du texte proposé pour cet article du code du travail après les mots « de chacun » à insérer les mots « et le fonctionnement démocratique des groupes ») ; modalités d'animation, de secrétariat, de débat décidées par les groupes : rejeté ; son amendement n° 23 (tendant à la fin du troisième alinéa, 2°, du texte proposé pour cet article du code du travail à supprimer les mots « ainsi que celle des avis émis par ce personnel dans le cas où il est consulté par l'employeur ») ; risques de voir se transformer l'expression directe et collective en une expression conditionnée et indirecte sur les ordres du jour ou les objectifs fixés par la direction (p. 4467) ; son amendement n° 24 (institution d'un délai de réponse maximal pour l'employeur ; meilleur suivi du travail des groupes) : rejeté ; son amendement n° 25 (tendant à compléter l'avant dernier alinéa, 4°, du texte proposé pour cet article du code du travail par les mots « et indépendamment des initiatives de l'employeur ») ; renforcement du droit à l'expression de l'encadrement ; situation dans les grands groupes ; rejeté (p. 4469).

Explications de vote : nécessité d'une lutte des travailleurs pour imposer les droits qu'ils ont conquis (p. 4470).

Son rappel au règlement : organisation des travaux ; discussion du projet relatif à l'aménagement du temps de travail ; absence d'audition du ministre et des organisations syndicales et patronales ; demande une suspension de séance [27 novembre 1985] (p. 4939).

Son rappel au règlement : organisation des travaux de l'Assemblée nationale ; examen du texte sur l'aménagement du temps de travail ; absence d'audition du ministre [27 novembre 1985] (p. 4956).

— **Projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061).**

Première lecture, discussion générale : violences en Nouvelle-Calédonie datant de la colonisation elle-même ; étapes de l'escalade de la violence coloniale ; problèmes ne pouvant être résolus par des élections régionales [2 décembre 1985] (p. 5144) ; nécessaire décolonisation de la Nouvelle-Calédonie ; problème de la composition du corps électoral pour le scrutin d'auto-détermination ; solidarité du parti communiste avec le peuple kanak (p. 5145).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** organisation de la discussion générale [4 décembre 1985] (p. 5266) ; retrait du projet de loi sur la flexibilité du temps de travail de l'ordre du jour des travaux en 1984 ; atteinte aux droits des travailleurs ; limitation par la majorité du temps de parole du groupe communiste opposant la question préalable ; demande que la commission puisse entendre préalablement au débat M. Delebarre ainsi que les représentants des organisations syndicales et patronales (p. 5267) ; mépris du groupe socialiste à l'égard des communistes et à l'égard des travailleurs ; opposition de la C.G.T. et de F.O., à la flexibilité du temps de travail ; position similaire de la section C.F.D.T. de Chausson (p. 5268) ; **son rappel au règlement :** nécessité de réfléchir aux arguments développés par le ministre de l'emploi en réponse à l'exception d'irrecevabilité du groupe communiste ; demande une suspension de séance ; oppose la question préalable ; protestation contre la manière dont l'examen de ce texte a été organisée par la commission des affaires culturelles ; censure à l'égard du groupe communiste ; encouragement des salariés à accepter une déréglementation ; absence totale de toute analyse et de référence à la vie réelle des travailleurs dans les entreprises et dans les bureaux (p. 5291) ; référence à la position du parti socialiste lors du congrès de Valence ; retrait des dispositions de ce projet concernant le travail le samedi et le dimanche ; attitude méprisante du ministre à l'égard du parti communiste et à l'égard des travailleurs (p. 5292) ; propos de M. Jack Lang au sujet de la cinquième chaîne de télévision ; chaîne Berlusconi ; rappelle que les députés communistes sont les porte-paroles d'organisations syndicales ; attitude hostile à ce projet des différents syndicats C.G.T., F.O., et de certaines sections syndicales C.F.D.T. ; risque d'accroissement du chômage partiel en cas de vote de ce projet ; régression sociale ; conséquences sur le pouvoir d'achat ; montant des dettes impayées des employeurs à l'égard de la sécurité sociale (p. 5293) ; annualisation du travail ; restauration de la semaine de quarante et une heures ; situation des petites entreprises qui ne connaissent pas de syndicats organisés ; affaiblissement des droits nouveaux des travailleurs ; obtention de la journée de huit heures en avril 1919 ; référence au décret-loi du Gouvernement Daladier-Reynaud ; ordonnance du 16 janvier 1982 relative à la durée du travail et aux congés payés ; remise en cause du programme prioritaire d'exécution n° 6 du IX^e Plan (p. 5294) ; situation en Grande-Bretagne, en Belgique et en Allemagne fédérale ; problème du travail en fin de semaine notamment le dimanche ; position du pouvoir sur le problème de la durée du travail ; approbation de ce texte par la droite ; référence au manifeste adopté le 24 janvier 1981 à Créteil par les socialistes ; objectif d'affaiblissement du syndicalisme (p. 5295) ; estime qu'il s'agit d'un retour en arrière ; position de M. Michel Barnier sur Radio-Monte-Carlo indiquant que son parti pourrait signer le projet gouvernemental ; position des communistes estimant que pour lutter contre le chômage des mesures sociales sont nécessaires pour relancer la croissance sur le marché intérieur ; participation des salariés aux décisions qui les concernent dans le cadre des comités d'entreprise ; priorité à l'emploi ; priorité accordée à la flexibilité par le parti socialiste et la droite ; nécessité de développer massivement la formation, de mettre fin aux cadences et de diminuer le temps de travail (p. 5296) ; sa question préalable : rejetée (p. 5303) ; **son rappel au règlement :** refus de la commission d'auditionner les organisations syndicales (p. 5312) ; **son rappel au règlement :** propos de M. Claude Evin estimant que la commission n'a pas procédé aux auditions demandées par les communistes en raison de contraintes auxquelles elle a été soumise ; absence de références dans le rapport à la position des organisations

syndicales (p. 5321) ; **son rappel au règlement :** régime des suspensions de séance (p. 5322) ; **son rappel au règlement :** mauvaise organisation du travail ; sa demande de suspension de séance (p. 5324).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er} :** son amendement n° 22 (substituant aux mots « inscrits lors des dernières élections » les mots « qui se sont prononcés pour l'ensemble des organisations syndicales représentatives lors des dernières élections ») [4 décembre 1985] (p. 5327) ; rejeté (p. 5328) ; **son rappel au règlement :** absence de réponse de la commission et du Gouvernement sur les amendements déposés par le groupe communiste ; sa demande de suspension de séance (p. 5330) ; **son rappel au règlement :** avant-projet du Gouvernement tendant à aligner les dispositions du code rural sur celles du code du travail à propos de l'aménagement du temps de travail ; nécessité que la commission des affaires culturelles entende le ministre de l'agriculture [5 décembre 1985] (p. 5390) ; son amendement n° 26 (mise en place d'adaptation de plages horaires) [6 décembre 1985] (p. 5486) ; rejeté ; question du travail du dimanche ; rapport Taddei (p. 5487) ; son amendement n° 31 (crédit d'heures alloué au représentant syndical au comité central d'entreprise) (p. 5490) ; rejeté (p. 5491) ; **article 1^{er} :** **son rappel au règlement :** attitude inadmissible du groupe socialiste vis-à-vis des orateurs communistes (p. 5498) **son rappel au règlement :** absence d'obstruction systématique ; absence de la droite ; attitude des organisations syndicales (p. 5499) ; mobilisation des travailleurs ; **son rappel au règlement :** « style socialiste » (p. 5500) ; rapport Taddei ; extension du travail en équipes successives et du travail du week-end (p. 5501) ; généralisation de l'annualisation et de la modulation des salaires ; travail des femmes ; évolution des technologies ; véritables causes du chômage (p. 5502) ; **son rappel au règlement :** précise qu'on lui a interdit de défendre sa question préalable en commission (p. 5510) ; son amendement n° 36 (de suppression) : rejeté (p. 5511) ; son amendement n° 38 (insérant au début du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8 du code du travail après les mots « une convention » le mot « étendue ») : rejeté (p. 5513) ; son amendement n° 42 (exclusion de la branche du textile) (p. 5515) ; rejeté (p. 5516) ; **son rappel au règlement :** conditions d'examen du texte (p. 5517) ; vérification du quorum ; interventions sur les articles ; signification du texte pour les branches ; situation des fonctionnaires de l'Assemblée nationale (p. 5518) ; **son rappel au règlement :** caractère excessif des propos tenus par M. André Billardon ; somme de travail imposée aux personnels de l'Assemblée ; son amendement n° 46 (exclusion des branches des autres services) (p. 5520) ; rejeté (p. 5521) ; **son rappel au règlement :** projet de loi relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail concernant l'agriculture ; utilisation d'un D.D.O.S. (p. 5523) ; son amendement n° 49 (exclusion de la branche de l'énergie) : rejeté (p. 5524) ; **son rappel au règlement :** absence de demande systématique de scrutins publics ; importance des amendements concernant les branches ; utilisation des mêmes techniques par les sénateurs communistes (p. 5527) ; **son rappel au règlement :** dépôt par le Gouvernement à la sauvegarde du texte sur l'aménagement du temps de travail ; absence d'audition du C.N.P.F. et des syndicats représentatifs au plan national ; refus d'assurer l'information des députés ; application de l'article 44-3 de la Constitution [7 décembre 1985] (p. 5569) ; **son rappel au règlement :** ses remerciements au personnel de l'Assemblée nationale (p. 5570) ; refus du ministre de donner des informations aux parlementaires ; absence de la droite sur ce projet ; opposition des organisations syndicales ; rappel des propos tenus par le groupe socialiste sur l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5578) ; rappelle que Gennevilliers est un des premiers ports fluviaux de France (p. 5579) ; critique des propos du Rapporteur estimant que la commission a fonctionné dans le respect du règlement (p. 5586) ; dépôt en dernière minute de ce projet de loi par le Gouvernement ; opposition des syndicats à ce texte ; position de F.O. (p. 5587) ; position de la C.F.D.T. ; censure en commission ; effondrement des marchés du secteur de la construction (p. 5588-5589) ; refus par la commission d'auditionner M. Bergeron (p. 5593-5594) ; son amendement n° 83 (exclusion de la branche de la construction électrique et électronique du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail) (p. 5602) ; réservé ; **son rappel au règlement :** fait observer que le groupe socia-

liste majoritaire dans cette Assemblée est actuellement minoritaire dans l'hémicycle (p. 5603) ; demande au président de séance de mettre aux voix la demande de suspension de séance de M. Robert Montdargent ; sa demande de suspension de séance en tant que responsable du groupe communiste ; attitude inacceptable du président de séance ayant participé au vote (p. 5605) ; **son rappel au règlement** : critique des conditions de la présidence (p. 5607) ; son amendement n° 91 (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8 du code du travail) (p. 5609) ; réservé (p. 5610) ; son amendement n° 94 (précisant que les heures non effectuées en-delà de la durée annuelle conventionnelle donnent lieu à une indemnité) : réservé (p. 5611) ; **son rappel au règlement** : conditions juridiques du débat sur la flexibilité ; critique le style de la présidence (p. 5614) ; **son rappel au règlement** : sa demande de suspension de séance ; durée du débat (p. 5615) ; **article 2** : possibilité évoquée par le président du groupe socialiste de demander l'application de l'article 57 du règlement (p. 5619) ; sa demande de suspension de séance (p. 5621) ; **article L. 212-8-4 du code du travail** : son amendement n° 138 (tendant à supprimer l'avant dernier alinéa 4° du texte proposé pour cet article du code) : vote réservé [8 décembre 1985] (p. 5661) ; son amendement n° 141 (tendant à compléter le texte proposé pour cet article du code par l'alinéa suivant : « 6° la représentativité électorale de chacune des organisations électorales signataire ») : vote réservé (p. 5666) ; **article L. 212-8-5 du code du travail** : son amendement n° 150 (exclusion du champ d'application du projet de la branche de la pharmacie) (p. 5679) ; vote réservé (p. 5680) ; son amendement n° 155 (exclusion du champ d'application du projet de la branche textile) : vote réservé (p. 5682) ; son amendement n° 160 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code à substituer au mot : « réel », le mot : « modulé ») : vote réservé (p. 5684) ; **son rappel au règlement** : déroulement des travaux [9 décembre 1985] (p. 5703) ; extension de certaines dispositions de l'article L. 212-8 aux travailleurs à temps partiel (p. 5704) ; **après l'article 2** : son amendement n° 182 (rémunération des heures non effectuées lors des semaines de modulation basse) : réservé (p. 5707) ; **article 3** : absence de volonté de blocage de la part du groupe communiste ; absence de la droite ; position des centrales syndicales (p. 5714-5715) ; son amendement n° 207 (excluant la branche de la préparation des métaux) : réservé (p. 5717) ; son amendement n° 213 (exclusion de la branche de la construction électrique et électronique) (p. 5719) ; réservé (p. 5720).

Attentats aux Galeries Lafayette et au Printemps : exprime au nom de son groupe l'indignation devant les actes de violence commis dans les grands magasins des Galeries Lafayette et du Printemps [7 décembre 1985] (p. 5594).

Son rappel au règlement : convocation du Parlement en session extraordinaire démontrant une véritable obstination de classe de la part du Gouvernement et du Président de la République ; projet relatif à l'aménagement du temps du travail constituant un coup de force pour renforcer l'exploitation des travailleurs ; rachat du « Progrès de Lyon » par Robert Hersant ; acharnement tournant le dos aux engagements de 1981 [9 janvier 1985] (p. 7).

BUSTIN (Georges)

Député du Nord
(18^e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

C

CABE (Robert)

Député des Landes
(3^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

CACHEUX (Denise)

Député du Nord
(16^e circonscription)
Socialiste

Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur du projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584) [9 avril 1985] (p. 102).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863) [J.O. du 12 juillet 1985] (p. 7892).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [J.O. du 20 juillet 1985] (p. 8248).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, soumise à nouvelle délibération (n° 2939) [J.O. du 21 août 1985] (p. 9620).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (n° 2801) [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12365).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 27 novembre 1985] (p. 13754).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses modifications du code de la procédure pénale (n° 2695) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14462).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Vice-président de cette commission [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15040).

Est nommée Questeur de l'Assemblée nationale [9 janvier 1985] (p. 5).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2584) relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2646) [25 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2796) relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2961) [2 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 3113) [26 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 3017), relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 3114) [27 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi modifié par le Sénat en troisième et nouvelle lecture (n° 3172) relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 3180) [12 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : inégalité entre les femmes et les hommes dans la vie de couple ; évolution des dispositions juridiques régissant le mariage ; obligation pour la loi d'instaurer une complète égalité de droit entre les époux dans l'ensemble des règles qui régissent leurs rapports juridiques et leurs droits dans l'administration et la gestion de leur patrimoine familial ; influence de la loi de 1965 ; évolution du droit positif en matière d'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et en matière d'égalité des parents dans la gestion des biens de leurs enfants mineurs

[6 mai 1985] (p. 569) ; régime des biens réservés ; autorité parentale ; indifférence des parlementaires de l'opposition ; satisfaction des revendications des femmes d'agriculteurs, de commerçants, d'artisans et de travailleurs indépendants par les lois de 1980 et 1982 ; modification de l'article 1421 du code civil permettant la gestion conjointe des biens communs ; souscription des engagements internationaux ; projet tendant à rééquilibrer les pouvoirs des époux dans le cadre du régime légal de communauté d'acquêts ; administration de la communauté ; suppression de l'institution des biens réservés de la femme ; abrogation des dispositions relatives à la clause de représentation mutuelle ; autonomie des époux dans le domaine professionnel ; gestion des biens propres ; interdiction de la clause d'unité d'administration (p. 570) ; régime du passif de la communauté ; dissolution et liquidation de la communauté ; assouplissement des règles d'évaluation des récompenses ; administration conjointe des biens des enfants mineurs ; état-civil de la femme ; possibilité de transmission du nom à l'enfant ; transmission aux enfants du seul nom du père ; usage du double nom ; cause de la désaffection à l'égard du mariage (p. 571) ; nécessité d'une stricte neutralité vis-à-vis du statut matrimonial des couples ; inégalités juridiques, fiscales ou sociales inhérentes au mode de vie choisi (p. 572).

Discussion des articles : après l'article 1^{er} : son amendement n° 2 (exclusion de la solidarité pour les achats à tempérament et pour les emprunts, à moins que ceux-ci ne portent sur des sommes modestes nécessaires aux besoins de la vie courante) ; dettes du ménage contractées par un époux à l'occasion de prêts modestes et répétés ayant pour objet de faire face aux besoins les plus pressants du ménage ; adopté (p. 584) ; **article 7** : discrimination au détriment des créanciers antérieurs au mariage (p. 585) ; **article 8** : son amendement n° 3 (saisie des gains et salaires versés à un compte courant ou de dépôt) ; texte du projet limitant le droit des créanciers de saisir les gains et salaires du conjoint du débiteur ; limite au droit de poursuite ; conditions d'application devant être définies par décret ; adopté après modification ; emprunts ou cautionnements pouvant être rendus nécessaires dans le cadre de la vie professionnelle de l'époux concerné (p. 586) ; **article 9** : son amendement n° 4 (rédactionnel) ; adopté (p. 587) ; **article 10** : son amendement n° 5 (signature commune des deux époux lorsque le bail confère au preneur un droit au renouvellement ou lorsque l'occupant est susceptible de bénéficier d'un droit au maintien dans les lieux) ; soumission des baux d'habitation à un régime de gestion conjointe des deux époux ; enregistrement du bail ne pouvant suffire à garantir l'absence d'un bail antérieur conclu par l'autre époux ; exclusion des locations à caractère saisonnier des biens de la communauté (p. 588) ; rejeté ; **article 11** : son amendement n° 6 (rédactionnel) ; adopté ; **article 14** : son amendement n° 7 (rédactionnel) ; adopté (p. 589) ; **article 24** : son amendement n° 8 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 9 (rédactionnel) ; adopté (p. 590) ; **article 29** : son amendement n° 10 (visant à rédiger ainsi le début du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 1570 du code civil « à défaut d'état descriptif ou s'il est incomplet, la preuve... ») ; autorisation de l'utilisation des procédés de preuve prévus à l'article 1402 du code civil même en l'absence de tout état descriptif des biens originaux ; adopté (p. 591) ; **avant l'article 39** : portée de la déclaration faite devant l'officier d'état civil lors du mariage ; son amendement n° 11 (possibilité pour les parents d'ajouter au nom de leur enfant l'usage du nom de celui de ses parents qui ne lui a pas transmis le sien) ; solution transactionnelle en l'attente d'une évolution des mentalités (p. 593) ; amendement d'attente pouvant être revu en deuxième lecture (p. 595) ; nécessité de préciser que le sous-amendement n° 31 de M. Edmond Garcin ne concerne que les enfants légitimes ; nécessaire stabilité du nom et de l'état civil ; adopté après modification (p. 596) ; **après l'article 40** : exercice conjoint de l'autorité parentale ; garde alternée (p. 597) ; **article 42** : son amendement n° 12 (visant dans cet article à substituer aux mots « et « maris » sont » les mots : « et « et maris » sont ») ; adopté ; **article 45** : son amendement n° 13 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 14 (visant à la fin du texte proposé pour l'article 1940 du code civil, à substituer au mot « déposés » les mots « du déposant ») ; adopté (p. 599) ; **article 52** : son amendement n° 15 (visant à supprimer cet article) ; inopportunité de la survie de la loi ancienne pour des dettes non encore nées à la date d'entrée en vigueur de la loi ; adopté ; **article 54** : son amendement n° 16 (visant

dans le premier alinéa de cet article, après les mots « les stipulations de leur contrat » à insérer les mots « non contrairement aux dispositions des articles 1^{er} à 4 de la présente loi » ; caractère impératif des dispositions des articles 1^{er} à 4 du projet modifiant les règles du code civil concernant le régime matrimonial primaire ; adopté (p. 600) ; **Titre** : son amendement n° 17 (visant dans le titre du projet de loi, après les mots « matrimoniaux et » à insérer les mots « des parents ») ; égalité des parents dans la gestion des biens de leurs enfants mineurs n'étant pas limitée à la famille légitime, mais s'appliquant également à la famille naturelle ; adopté (p. 601).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : maintien du régime légal de la communauté réduite aux acquêts ; rééquilibrage des pouvoirs des époux quant à l'administration de la communauté ; gestion des biens des enfants mineurs [3 octobre 1985] (p. 2620) ; proposition sénatoriale d'instituer un régime de cogestion pour les baux d'une durée supérieure à deux ans en cas de location d'immeuble dépendant de la communauté ; problème du report des effets de la dissolution du mariage au jour où la cohabitation et la collaboration ont pris fin entre les époux ; possibilité pour les parents de transmettre à leurs enfants leurs deux noms ; projet visant à l'usage du double nom ; résolution n° 37 du 27 septembre 1978 du Conseil des ministres de l'Europe (p. 2621).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (complétant l'article 218 du code civil par la phrase suivante « il peut dans tous les cas révoquer librement ce mandat ») ; adopté ; **article 8** : protection de l'époux donnant son consentement à l'emprunt ou au cautionnement conclu par son conjoint ; limitation du gage des créanciers aux biens propres de l'époux contractant et aux biens communs (p. 2622) ; **article 10** : son amendement n° 2 (rédigeant ainsi après les mots « un seul conjoint », la fin de la deuxième phrase du texte proposé pour l'article 1425 du code civil : « et sont soumis aux règles prévues pour les baux passés par l'usufruitier ») ; prise en compte de l'intérêt de locataire ; nécessité de faciliter la conclusion de baux ; adopté ; **article 14** : son amendement n° 3 (substituant dans le texte proposé pour l'article 1435 du code civil aux mots « cinq ans » les mots « deux ans ») ; délai de paiement à la communauté des sommes attendues du patrimoine propre ; adopté (p. 2623) ; **article 16** : son amendement n° 4 (supprimant le paragraphe II de cet article) ; suppression des dispositions introduites par le Sénat permettant à l'époux fautif de demander le report des effets de la dissolution du mariage au jour où la cohabitation a cessé ; adopté ; **article 16 bis** : son amendement n° 5 (de suppression) (p. 2624) ; adopté ; **article 39 A** : son amendement n° 6 (précisant que les parents de l'enfant peuvent décider d'ajouter à son nom l'usage du nom de celui de ses parents qui ne lui a pas transmis le sien) (p. 2625) ; adopté après modification (p. 2627).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 10** : son amendement n° 1 (tendant après les mots « passé par un seul conjoint » à rédiger ainsi la fin du texte proposé pour l'article 1425 du code civil : « et sont soumis aux règles prévues pour les baux passés par l'usufruitier ») ; adopté ; **article 39 A** : son amendement n° 2 (tendant dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots « non transmissible ») ; adopté [2 décembre 1985] (p. 5100).

Quatrième lecture, discussion générale : Rapporteur : nom patronymique des enfants ; dispositions transitoires ; conclusion des baux portant sur des immeubles communs [12 décembre 1985] (p. 6106).

CALMAT (Alain)

Ministre délégué à la jeunesse et aux sports.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Claude Wilquin** : carte jeunes : objectifs de la carte jeunes ; modalités de diffusion de cette carte [22 mai 1985] (p. 1018) ; carte jeunes permettant de se procurer d'autres cartes de réduction existantes à moindre coût (p. 1019) ;

— **M. Christian Bergelin** : échec du loto sportif : accord du mouvement sportif à l'institution du loto sportif [12 juin 1985] (p. 1641) ; situation dans d'autres pays européens ; bilan des cinq tirages ; amortissement de l'opération de lancement ; association du mouvement sportif à la réflexion sur la réforme du loto sportif (p. 1642) ;

— **M. René Haby** : services extérieurs du Ministère de la Jeunesse et des Sports : pérennisation du système de mise à disposition globale des directions départementales de la jeunesse et des sports ; exclusion de la mission de formation restant de la compétence de l'Etat [6 novembre 1985] (p. 3981) ; report à janvier 1987 de la date butoir de janvier 1986 pour la réorganisation des services de l'Etat (p. 3982) ;

— **M. Etienne Pinte** : politique de la jeunesse et des sports : définition du fonds national de développement du sport comme compte d'affectation spéciale ; dialogue dans le cadre du conseil du F.N.D.S. entre le ministère de la jeunesse et des sports et le mouvement sportif ; cas de l'écurie Ligier ; cas du loto sportif [13 novembre 1985] (p. 4291).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale* : analyse du budget de la jeunesse et des sports ; bilan de l'action entreprise depuis 1981 ; fonds national de développement de la vie associative ; fonds national de développement du sport [8 novembre 1985] (p. 4135) ; fonds national de développement de la vie associative ; fonds national de développement du sport ; carte jeunes ; moyens des services ; année internationale de la jeunesse ; rôle de l'Etat dans le domaine de la jeunesse et des sports ; ressources extrabudgétaires ; aide attribuée à Renault ; aménagement des rythmes scolaires ; déconcentration du sport de haut niveau ; aide aux fédérations sportives ; taxe Mazeaud ; recherche en matière de sport ; carte jeunes ; opération « jeunes volontaires » ; ateliers de la communication sociale ; création du corps des professeurs de sport (p. 4137) ; engagement de l'Etat (p. 4138).

Répond à la question de :

— **M. Claude Wilquin** : procédure de désignation des candidatures aux jeux Olympiques ; concurrence entre Paris et la Savoie (p. 4138) ;

— **M. Jean-François Hory** : effort consenti en faveur des terrains tous temps ; mécanismes des contrats Fonjep (p. 4138) ; création d'un poste Fonjep supplémentaire à Mayotte en 1986 (p. 4139).

CAMBOLIVE (Jacques)

Député de l'Aude
(3^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

CARO (Jean-Marie)

Député du Bas-Rhin
(5^e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Proposition de loi permettant la contestation des déclarations de candidatures aux élections cantonales des candidats inéligibles (n° 2631) [18 avril 1985].

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 868, posée le 18 juin 1985 : **personnes âgées (établissements d'accueil : Bas-Rhin)** (p. 1747) ; Appelée le 21 juin 1985 : **Maison de retraite de Molsheim** : projet d'humanisation de la maison de retraite de Molsheim ; autorisation de programme sur crédits d'Etat ; nécessité que les travaux commencent le plus rapidement possible (p. 1857) ; inexistence d'autres possibilités d'accueil dans la région de Molsheim (p. 1858).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : unification européenne ; entente étroite avec la R.F.A. ; relations avec le Royaume-Uni liées au domaine de la défense ; réactivation de l'U.E.O. ; définition de « l'ère postnucléaire » ; participation à l'I.D.S. [11 juin 1985] (p. 1603) ; constitution d'un conseil consultatif des parties intéressées par l'I.D.S. ; organisation de recherches au niveau européen ; présentation du projet Eurêka à la réunion ministérielle de l'U.E.O. ; nécessité pour l'Alliance atlantique de ne pas se présenter en ordre dispersé face à la proposition américaine (p. 1604).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).***Première lecture, deuxième partie :*

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : questions : situation de la maison de retraite de l'hôpital rural de Molsheim [4 novembre 1985] (p. 3876).

CARRAZ (Roland)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis** : **revalorisation des bourses scolaires** : octroi de bourses d'études ne constituant que l'un des éléments de la politique d'aide à la famille ; effort sur le montant des bourses concernant les élèves scolarisés dans le second cycle ; boursiers scolarisés dans l'enseignement technologique [2 mai 1985] (p. 525) ; revalorisation des plafonds de ressources ; insertion sociale et professionnelle des jeunes (p. 526) ;

— **M. Jacques Barrot** : **avenir de l'enseignement privé** : désignation des maîtres ; nomination des maîtres exerçant dans des classes sous contrat d'association étant faite par l'autorité académique en accord avec le chef d'établissement ; emplois affectés aux établissements privés sous contrat d'association pour la rentrée scolaire 1985-1986 ; formation permanente des maîtres du privé ; U.N.A.P.E.C. [2 mai 1985] (p. 532) ;

— **M. Guy Hermier** : **collectif budgétaire pour la rentrée scolaire** : part du budget de l'éducation nationale dans le budget de l'Etat ; progression comparée des deux budgets ; nombre de postes créés dans l'éducation nationale depuis 1981 ; nombre de postes créés en 1985 [29 mai 1985] (p. 1255) ; revalorisation de la carrière des instituteurs ; montant des crédits consacrés au retour ou au maintien des jeunes dans le système éducatif ; crédits alloués au financement de l'opération « informatique pour tous » ; amélioration de l'encadrement et de l'accueil des élèves dans le second cycle long (p. 1256) ;

— **M. Michel Sapin** : **loi de programme sur l'enseignement technique** : orientation vers l'enseignement technique et technologique fondée actuellement sur des critères d'échec et de marginalisation ; nécessité de faire de la culture technique une composante de base de la culture générale ; élévation du niveau des qualifications ; création de baccalauréats technologiques et professionnels [29 mai 1985] (p. 1260) ; création en nombre suffisant d'universités technologiques (p. 1261).

orales sans débat de :

— **M. Charles Paccou (n° 853)** : **initiation à l'informatique** : équipement en matériel informatique ne pouvant faire l'objet pour les établissements privés d'une aide des collectivités publiques ; application du plan « Informatique pour tous » pour la formation des maîtres des établissements privés sous contrat ; responsabilité des établissements privés [14 juin 1985] (p. 1701) ;

— **M. Lucien Dutard (n° 858)** : **marché de la fraise du Périgord** : production de fraises dans le département de la Dordogne ; mise en place d'actions de régulation du marché sous forme d'aides promotionnelles [14 juin 1985] (p. 1702) ;

— **M. Charles Miossec (n° 854)** : **achat du lait aux producteurs** : prime de quantité ; forfait arrêté ; tradition voulant que les laiteries achètent le lait à un prix indépendant des quantités livrées ; pratique suivie dans certaines régions de l'Ouest ; mise en place des quotas laitiers ; conséquences pour les entreprises ne respectant pas l'arrêté du 14 mars 1985 [14 juin 1985] (p. 1703).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : impératif de modernisation ; nécessité pour un grand nombre de jeunes d'accéder à un niveau supérieur de qualification ; lutte contre l'échec scolaire ; lycées d'enseignement professionnel [8 octobre 1985] (p. 2802) ; rapprochement de l'école et de l'entreprise ; rénovation de certains C.A.P. ; nécessité pour la culture technique de devenir une composante de la culture générale ; démocratisation de l'enseignement ; objectifs chiffrés prévus par ce projet de loi (p. 2803) ; baccalauréat professionnel ; lycées d'enseignement professionnel (p. 2804) ; rénovation des C.A.P. et des brevets d'enseignement professionnel ; création d'universités de technologie et de centres polytechniques universitaires (p. 2805) ; université de technologie ; aide sociale ; formation des enseignants ; problème des équipements (p. 2806) ; réconciliation entre l'école et le monde de la production (p. 2807).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son sous-amendement n° 72 à l'amendement n° 1 de la commission (précisant que l'enseignement professionnel contribue à l'élévation générale des connaissances) ; modernisation ; adopté (p. 2810) ; **article 2** : initiation à la technologie des élèves et étudiants ne relevant pas du ministère de l'éducation nationale ; cas de l'enseignement agricole (p. 2811) ; **article 4** : nécessité de réexaminer périodiquement les objectifs de formation technologique et professionnelle (p. 2812) ; **article 5** : attestation d'un niveau de connaissances ; son sous-amendement n° 68 à l'amendement n° 4 de la commission (référence à l'attestation des acquis) (p. 2813) ; adopté ; **article 6** : risque de confondre qualifications et connaissances (p. 2815) ; problème de la sortie sans qualification du système éducatif ; son amendement n° 32 (référence aux lycées d'enseignement général et technologique agricole) (p. 2816) ; adopté (p. 2817) ; **article 7** : formation professionnelle du second degré (p. 2818) ; extension à la voie de l'apprentissage de la préparation à des diplômes de niveau IV ou III (p. 2819) ; volonté du Gouvernement de ne pas cloisonner tout en précisant les spécificités ; son amendement n° 33 (référence aux lycées professionnels agricoles) : adopté (p. 2820) ; **article 8** : transformation progressive des brevets en baccalauréat technologique ou en baccalauréat professionnel ; désir de clarifier les formations de niveau IV (p. 2821) ; **après l'article 8** : nécessité de préciser que les diplômés pouvant être préparés par la voie de la formation professionnelle continue (p. 2822) ; **article 9** : cas des grandes écoles (p. 2823) ; décision d'ouvrir de nouveaux des classes préparatoires technologiques (p. 2824) ; **article 12** : création d'emplois dans le technique (p. 2826) ; son amendement n° 34 (progression de moyens nécessaires à l'application de la présente loi à l'enseignement agricole) : adopté (p. 2827) ; **article 14** : son amendement n° 69 (possibilité pour les personnels enseignants titulaires dans les disciplines technologiques ou professionnelles d'exercer leurs compétences auprès d'entreprises publiques ou privées dans des conditions fixées par décret) : adopté (p. 2828).

Deuxième lecture, discussion générale : élévation générale des qualifications [9 décembre 1985] (p. 5729) ; taux de scolarisation de 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat ; vocation des L.E.P. ; projet ne constituant pas un projet sur l'apprentissage ; objectifs pour les effectifs en matière de baccalauréat professionnel ; ouverture d'une filière professionnelle complète ; évolution du marché du travail (p. 5730) ; modernisation du niveau V ; nécessaire formation des enseignants ; mise en œuvre des classes passerelles dans le sens filière professionnelle-filière technologique (p. 5731).

Discussion des articles : **article 7** : maintien de la reconnaissance du brevet professionnel (p. 5733) ; **article 8 bis** : possibilité de préparer les baccalauréats professionnels et technologiques par la voie de la formation professionnelle ; **article 8 ter** : attachement du Gouvernement à la modernisation des niveaux « V » (p. 5734) ; **article 9** : son amendement n° 28 (création d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ayant pour mission principale la formation des ingénieurs, le développement de la recherche et de la technologie) ; possibilité pour les universités de technologie de se constituer en instituts ou écoles extérieures aux universités soit en grands établissements ; adopté ; son amendement n° 29 (de conséquence) : adopté (p. 5735) ; **article 16** : formation continue constituant une mission essentielle de l'éducation nationale (p. 5738) ; objectif de 10 % pour le pourcentage d'ingénieurs issus de la formation continue (p. 5739).

Troisième lecture, discussion générale : ses observations sur les propos de M. Bernard Montergnole [16 décembre 1985] (p. 6198).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951)

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale* : inscriptions du projet de budget pour l'enseignement technique ; filières de formation professionnelle : création de baccalauréats professionnels ; situation des C.A.P. et B.E.P. ; [29 octobre 1985] (p. 3648) ; enseignement supérieur ; nombre des ingénieurs formés dans les établissements sous tutelle de l'éducation nationale ; structures nouvelles ; nombre d'élèves ne trouvant pas de place dans les lycées d'enseignement professionnel ; nombre des emplois à créer pour l'enseignement technique ; modernisation des équipements ; plan « Informatique pour tous » ; formation des maîtres ; modifications statutaires ; recrutement externe ; transformation de postes ; problèmes des crédits de maintenance ; politique des bourses (p. 3649-3650).

Répond à la question de :

— *Mme Marie-France Lecuir* : opération « 60 000 jeunes » ; actions prévues ; cycle d'insertion professionnelle par alternance (p. 3653) ;

— *M. Roger Drouin* : contrôle continu et unités capitalisables ; enseignement technique et professionnel court ; politique d'équipements dans l'enseignement technologique et professionnel ; plan machines-outils ; plan productique (p. 3654).

— Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).

Troisième lecture, discussion générale : modification des règles de refus de vente ; simplification des règles sur les pratiques discriminatoires ; meilleure définition des concentrations [16 décembre 1985] (p. 6200) ; remise en cause du monopole des géomètres experts (p. 6201).

Discussion des articles : **article 5 quater** : ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean-Paul Charié ; ses observations sur les amendements n° 1 de M. Adrien Durand et n° 2 de M. Jean-Paul Charié (p. 6204).

CARTELET

Député de l'Aube
(3^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : nouveau régime d'imposition ; problème d'une comptabilité qui ne prend pas en compte les stocks ; évolution de la fiscalité agricole ; problème de l'écrêtement des bénéfices exceptionnels [7 novembre 1985] (p. 4069) ; réserves pour investissement (p. 4070) ; *questions* : carburants de substitution (p. 4103) ; production d'éthanol (p. 4104).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).

Discussion : développement et aménagement rural ; responsabilités départementales et communales ; rôle de l'Etat ; gestion et exploitation de la forêt ; tourisme vert ; implantation d'artisans ; amélioration des services publics ; intervention du mouvement associatif [10 décembre 1985] (p. 5835).

CARTRAUD (Raoul)

Député de la Vienne
(3^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

CASSAING (Jean-Claude)

Député de la Corrèze
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652) [J.O. du 28 juin 1985] (p. 7179).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (éducation nationale ; enseignement supérieur) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963) [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13342).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome VII : éducation

nationale : enseignement supérieur (n° 2988) [9 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 3005) relatif aux **enseignants associés réfugiés** (n° 3034) [6 novembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité.**

Première lecture, discussion générale : nombre de personnes concernées par l'action mutualiste ; protection du terme « mutuelle » ; statut des administrateurs et droit pour les animateurs à un congé de formation mutualiste ; transformations de la mutualité depuis 1945 ; importance du secteur mutualiste ; texte corrigeant les insuffisances et les anachronismes de la législation en vigueur ; consolidation des activités économiques de la mutualité ; logique de la reconnaissance du fait mutualiste [28 mai 1985] (p. 1200) ; appellation « mutuelle » réservée aux groupements mutualistes ; affirmation du but non lucratif des mutuelles ; ouverture du champ d'activité de l'action mutualiste à la prévoyance collective ; substitution de la notion « d'action sociale » à celle « d'œuvre sociale » ; amélioration du statut des administrateurs (p. 1201).

Discussion des articles : après l'article 4 : problème du cumul entre le congé de formation mutualiste et le congé de formation des cadres et animateurs (p. 1238).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel** (n° 2908).

Première lecture, discussion générale : baccalauréat professionnel [8 octobre 1985] (p. 2795) ; décloisonnement des filières ; rénovation du niveau V (p. 2796).

Discussion des articles : **article 9** : cas des grandes écoles (p. 2824).

Explications de vote : colloque du parti socialiste intitulé « la société française et son école » ; développement et rénovation du niveau V (p. 2830).

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme : *Discussion générale* : questions : modifications apportées à la loi Royer par le projet de loi portant amélioration à la concurrence ; suppression de la référence du prix de revient ; discrimination de prix [28 octobre 1985] (p. 3574).

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale : *Discussion générale* : Rapporteur pour avis : doublement des crédits depuis 1980 ; professionnalisation accrue des filières ; amélioration de l'encadrement des étudiants ; titularisation des enseignants ; situation des personnels non enseignants ; reconnaissance d'un statut de droit public aux personnels des C.R.O.U.S. Rôle essentiel des magasiniers des bibliothèques ; enjeux sociaux du budget ; capacités d'accueil ; constructions de nouveaux locaux ; revalorisation des droits d'inscription ; stabilisation des crédits d'action sociale [29 octobre 1985] (p. 3696) ; mise en place des premiers cycles rénovés ; concurrence entre filière technologique ou professionnelle et premier cycle et troisième cycle rénovés ; réforme des troisièmes cycles ; relance des I.U.T. ; efforts en faveur de la recherche universitaire ; groupements d'intérêt public ; nouveau statut pour le personnel des C.R.O.U.S. (p. 3607).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : questions : conditions d'accès à la retraite à soixante ans des agriculteurs [7 novembre 1985] (p. 4088).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignants associés réfugiés** (n° 3005)

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : nombre d'enseignants associés étrangers ; conditions de recrutement des enseignants associés ou invités ; tradition de liberté et d'accueil de la France ; projet visant à assurer aux enseignants associés étrangers ayant la qualité de réfugié

politique la possibilité d'être renouvelés dans leurs fonctions annuellement ; nombre de personnes concernées [15 novembre 1985] (p. 4413).

CASTOR (Elie)

Député de la Guyane
Appartenance socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : nécessité de doter les départements d'outre-mer d'instruments leur permettant d'assurer leur développement économique et social [5 novembre 1985] (p. 3928) ; cas du F.A.S.O. (fonds d'action sociale obligatoire) ; déficit en matière de logement ; éducation des enfants de Guyane ; mise en place du programme « Informatique pour tous » ; problème de l'immigration (p. 3929) ; exigences des collectivités locales guyanaises afin que l'Etat mette gratuitement à leur disposition une fraction de son domaine foncier ; contrat de plan (p. 3930).

CATHALA (Lauréat)

Député du Val-de-Marne
(5^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement d'hospitalisation public de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées [J.O. des 7 et 11 février 1986] (p. 2232, 2414).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : situation des rapatriés ; formation et soutien scolaire ; mise en œuvre de l'Office national à l'action sociale, éducative et culturelle ; utilisation des T.U.C. ; actions en faveur des rapatriés d'origine maghrébine [4 novembre 1985] (p. 3851).

CAUMONT (Robert de)

Député des Hautes-Alpes
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membres de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (plan et aménagement du territoire) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563) [J.O. du 5 novembre 1985] (p. 12828).

Membre du conseil national de la montagne [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947) [J.O. du 18 décembre 1985] (p. 14753).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural (n° 3008) [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14815).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome IX ; **plan et aménagement du territoire** (n° 2992) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 812, posée le 2 mai 1985 : **bâtiment et travaux publics (emploi et activité)** (p. 550).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Discussion des articles : après l'article 26 : son amendement n° 144 (précisant qu'une convention ne peut prévoir que tout employeur ayant occupé un salarié dans un emploi à caractère saisonnier doit lui proposer un emploi de même nature l'année suivante) : adopté [27 juin 1985] (p. 2059).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : dotations consacrées aux actions de recherche ; augmentation des crédits de paiement ; définition des priorités ; projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique ; objectif de 3 % du P.I.B. ; attention accordée à la mobilité des personnels ; stimulation de la recherche dans les P.M.E. ; aide du fonds de la recherche et de la technologie et de l'A.N.V.A.R. ; mécanisme du crédit d'impôt-recherche ; programme EUREKA ; part des entreprises dans l'effort de recherche ; effectif des personnels ; définition des quatre catégories d'action dans le domaine de la recherche (p. 3159) ; organisation de la recherche régionale ; existence d'un statut de droit commun des personnels de recherche (p. 3160).

Deuxième partie :

— **Plan et aménagement du territoire.** — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : bilan gouvernemental des quatre dernières années ; réforme de la planification ; conséquences de la décentralisation ; accomplissement des programmes prioritaires d'exécution ; orientation de la politique vers la gestion des reconversions et la modernisation des activités productives ; renouveau de la coopération avec l'Europe ; développement et protection de la montagne ; projet de loi « littoral » ; réduction des moyens de la prime à l'aménagement du territoire ; accompagnement des initiatives économiques innovantes ; décentralisation de services publics entiers ; application de la loi « montagne » [23 octobre 1985] (p. 3398) ; maintien et revalorisation des crédits du F.I.A.M. ; implication des grandes entreprises dans la politique d'aménagement du territoire ; fondements d'une nouvelle planification (p. 3399).

Examen des crédits : Etat C, titre VI : son amendement n° 13 (réduisant les autorisations de programme de 12 millions de francs et les crédits de paiement de 5 millions de francs) ; attention portée sur les crédits du F.I.A.M. ; contrats de plan « montagne » ; taxe sur les remontées mécaniques et la redevance sur le ski de fond ; affectation des crédits du F.I.A.M. ; retiré (p. 3408).

Environnement. — *Discussion générale :* questions : définition du rôle des parcs nationaux ; nombre des parcs nationaux concernés par la loi « montagne » ; adaptation du personnel aux missions nouvelles [23 octobre 1985] (p. 3429).

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

Discussion générale : problèmes de communication et de sécurité en zone de montagne ; choix entre les modes de transport ; report sur le rail des trafics de proximité ; charges supplémentaires imposées par la neige ; opportunité de créer un centre national de recherche, d'expérimentation et de formation sur le service hivernal [24 octobre 1985] (p. 3451) ; paravalanches de la Grave ; dessertes locales en zone de montagne ; grand projet de percée ferroviaire franco-italienne sous Montgenève ; relation trans-Manche ; projet Euroroute ; élection des liaisons entre la France et l'Italie au titre des programmes intégrés méditerranéens (p. 3452).

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* accroissement des moyens et du rôle du ministère de la recherche et de la technologie ; doublement du crédit impôt-recherche ; diffusion de l'effort de recherche dans le tissu économique et social ; loi du 9 janvier 1985 relative au développement et la protection de la montagne ; analyse des potentialités d'un milieu ; valorisation des techniques liées à la neige ; création des bases juridiques et financières ; développement de l'agence pour la recherche et développement en montagne de Briançon [25 octobre 1985] (p. 3547).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* développement et protection de la montagne ; perspectives ouvertes par la climatothérapie d'altitude ; journée alpine de l'asthme ; bien-fondé des amendements parlementaires sur le climatisme ; promotion des travaux scientifiques ; dispense du forfait hospitalier au bénéfice des enfants fréquentant les établissements spécialisés ; installation des asthmatiques en montagne [4 novembre 1985] (p. 3849).

CAVAILLÉ (Jean-Charles)

*Député du Morbihan
(3^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

CESAIRE (Aimé)

*Député de la Martinique
(2^e circonscription)
Apparenté socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* régionalisation [5 novembre 1985] (p. 3934) ; dégradation de l'économie des plantations traditionnelles ; plan Reagan ; problème de la banane et de la canne à sucre ; situation du bâtiment et des travaux publics ; besoins en logement (p. 3935) ; handicaps dus à l'insularité ; caractère colonial de l'économie des Antilles ; contrats de plan Etat-région (p. 3936).

CHABAN-DELMAS (Jacques)

*Député de la Gironde
(2^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Première lecture, discussion des articles : article 3 : son amendement n° 26 (détermination de l'effort fiscal des communes membres d'un groupement à fiscalité propre) : adopté après rectification [22 novembre 1985] (p. 4695).

CHAIGNEAU (Colette)

*Député de Charente-Maritime
(1^{re} circonscription)
Apparentée socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme sur l'enseignement technique et professionnel (n° 2908) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947) [J.O. du 18 décembre 1985] (p. 14753).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 770, posée le 9 avril 1985 : **automobiles et cycles (entreprises : Charente-Maritime)** (p. 103) ; appelée le 12 avril 1985 : **fermeture de l'usine Peugeot à La Rochelle** : sureffectif actuel ; mesures que le Gouvernement entend prendre pour assurer l'avenir d'une activité industrielle capitale pour la région (p. 192) ;

— n° 844, posée le 28 mai 1985 : **constructions navales (emploi et activité)** (p. 1244) ; appelée le 31 mai 1985 : **construction navale** : situation des constructions navales (p. 1370) ; octroi des subventions ; application du plan Lengagne ; aides destinées à la construction navale ; ampleur du chômage à La Rochelle (p. 1371) ;

— n° 860, posée le 11 juin 1985 : **enseignement secondaire (examens, concours et diplômes)** (p. 1627).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : niveau de qualification en France et en Allemagne fédérale ; proposition d'une convention entre les entreprises et l'éducation nationale [8 octobre 1985] (p. 2801).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* questions : cas des pêcheurs de Charente-Maritime ; projet de transfert du port de pêche de La Rochelle ; problème de la construction des 24 mètres [23 octobre 1985] (p. 3376, 3377).

Environnement. — *Discussion générale :* menace pesant sur le littoral ; création de réserves naturelles ; situation dans l'île de Ré ; contamination des eaux souterraines par les nitrates ; actions à l'échelle européenne ; effets bénéfiques des contrats de rivières ; actions du conservatoire du littoral [23 octobre 1985] (p. 3420).

Droits de la femme. — *Discussion générale :* rétablissement de l'image de la femme ; part dans la population active ; priorité aux actions de formation ; principe « à travail égal, salaire égal » ; actions pilotes de formation ; apathie du fonds social européen ; actions spécifiques pour les femmes isolées et sans ressources [31 octobre 1985] (p. 3754) ; installation de la maison de la formation des femmes (p. 3755) ; questions : conditions d'attribution des logements aux femmes seules (p. 3756).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* politique de prévention ; domaine de la santé dentaire ; éducation des enfants [4 novembre 1985] (p. 3851) ; menaces de l'alcool ; accidents de la circulation ; publicité pour les boissons alcoolisées ; consommation de drogue ; lutte contre la toxicomanie ; notion de cartes informatisées permettant l'achat de médicaments (p. 3852) ; questions : participation des retraités et des personnes âgées à la gestion des affaires les concernant ; création des comités départementaux de retraite et des personnes âgées (p. 3971).

Justice. — *Discussion générale :* questions : évolution des délais de jugement [5 novembre 1985] (p. 3897) ; accès à l'aide judiciaire (p. 3898).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947).**

Première lecture, discussion générale : divergences des intérêts ; définition du littoral ; préservation des sites existants ; organisation et maîtrise de l'urbanisme ; amélioration de la qualité des eaux ; protection du consommateur [22 novembre 1985] (p. 4728) ; sanctions à l'égard des pollueurs ; inquiétudes des conchyliculteurs de Marennes-Oléron ; gestion du domaine public maritime ; rôle exemplaire du conservatoire du littoral (p. 4729).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036) et projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Première lecture, discussion générale commune : limitation à deux mandats par personne [27 novembre 1985] (p. 4965) ; véritable statut de l'élu local ; problème de l'argent ; accès des jeunes et des femmes aux mandats locaux ; indemnités des conseillers généraux (p. 4966).

CHANDERNAGOR (André)

Premier président de la Cour des Comptes

Dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 1985 [27 juin 1985] (p. 2081).

CHANFRAULT (Guy)

*Député de la Haute-Marne
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912) [J.O. du 27 juillet 1985] (p. 8571).

Rapporteur du projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098) [21 novembre 1985] (p. 4662).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sectorisation

psychiatrique (n° 3098) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 3098) relatif à la **sectorisation psychiatrique (n° 3116)** [27 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **sectorisation psychiatrique (n° 3201)** [16 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3191) relatif à la **sectorisation psychiatrique (n° 3214)** [17 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3283) relatif à la **sectorisation psychiatrique (n° 3288)** [20 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sommet européen du Luxembourg** : bilan des décisions essentielles de cette réunion ayant pour objet les modalités d'une relance européenne [4 décembre 1985] (p. 5254).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733)**.

Première lecture, discussion générale : disparité des statuts existants ; intégration des personnels à un type de fonction publique ; tutelle juridique pesant sur ces agents ; opposition du corps des pharmaciens résidents des hôpitaux publics à l'intégration [10 octobre 1985] (p. 2905) ; réforme du troisième cycle des études médicales et pharmaceutiques : problème de l'indépendance professionnelle, de l'éthique et de la déontologie ; notion de trilogie directeur-médecin-pharmacien ; possibilité d'aménagement des dispositions propres au statut particulier du corps ; ambiguïté du texte sur la définition juridique des agents exerçant une activité permanente à temps non complet ; limites du recours à la contractualisation ; définition de la composition du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière ; mode de désignation des représentants des collectivités territoriales ; fonctionnaires de catégorie A ; remise en cause des avantages acquis aux manipulateurs de radiodiagnostic et de radiothérapie ; droit pour certains personnels de bénéficier de congés bonifiés et de possibilités de cumul de congés annuels sur deux ans ; situation créée par l'abandon de poste d'un fonctionnaire (p. 2906) ; consultation au niveau régional pour les décisions d'adoption d'un plan de suppression d'emplois ; problème de la carte sanitaire et de l'organisation des activités alternatives à l'hospitalisation ; débat sur les transports médicaux urgents et sur la sectorisation psychiatrique (p. 2907).

Explications de vote : multiplication des arbitrages ; renforcement des garanties accordées aux personnels ; vote positif du groupe socialiste [10 octobre 1985] (p. 2959).

Deuxième lecture, explications de vote : garanties statutaires offertes à l'ensemble des personnels contribuant à la politique de santé hospitalière ; vote positif du groupe socialiste [17 décembre 1985] (p. 6234).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : évolution des dépenses de l'Etat et de la consommation médicale finale [4 novembre 1985] (p. 3839) ; part des dépenses d'hospitalisation dans les dépenses de consommation finale ; soins ambulatoires ; nombre des actes en K et en Z ; crédits affectés à la lutte contre la toxicomanie ; niveau des équipements lourds, dépistage du S.I.D.A. ; lois votées par la majorité (p. 3840) ; *question* : dispositif de formation des médecins généralistes (p. 3871).

— Déclaration du Gouvernement sur la fonction publique et débat sur cette déclaration (n° 3109).

Discussion : droit à la santé ; statut des personnels paramédicaux ; efficacité devant devenir le critère privilégié de la profession de la fonction publique hospitalière ; nécessité d'une gestion rigoureuse des budgets hospitaliers ; hospitalisation privée concourant à la mise en œuvre de la politique de la santé ; extension des statuts de la fonction publique hospitalière aux personnels des établissements médico-sociaux [26 novembre 1985] (p. 4918).

— Projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098).

Première lecture, discussion générale : rapporteur : marginalisation des « malades mentaux » ; régime de la loi du 30 juillet 1838 ; développement des connaissances et des techniques de soin ; tendance à la sectorisation psychiatrique ; mise en place des secteurs psychiatriques à la diligence des préfets [9 décembre 1985] (p. 5739) ; capacité globale des établissements d'hospitalisation ; composition des structures extra-hospitalières ; baisse du nombre des placements d'office et des placements volontaires ; régime des personnels ; dualité du financement ; distinction artificielle entre prévention et soin ; isolement de la psychiatrie par rapport au système général de soin (p. 5740) ; légalisation du secteur ; unité du secteur sur le plan financier ; transfert des charges au détriment des régimes de base de l'assurance maladie ; nature de certains actes constitutifs de la thérapie psychiatrique ; conditions d'extension des missions de l'hôpital ; conséquences de la loi de finances pour 1986 ; modalités de financement des dépenses liées aux activités des services publics dans le secteur (p. 5741) ; versement d'acomptes par les établissements hospitaliers aux départements ; projet visant les personnes morales de droit privé ; fixation de la dotation globale ; nouveau statut de la gestion des personnels voués à la sectorisation psychiatrique ; droit d'option pour les fonctionnaires et stagiaires ; projet évitant le licenciement des non-titulaires ; reconnaissance légale de l'alternative à l'hospitalisation (p. 5742) ; économie physiologique de l'organisme humain (p. 5743).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 1 (de rectification) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 3 (supprimant au début du premier alinéa de cet article les mots « le premier alinéa de ») : adopté (p. 5753) ; **article 5** : son amendement n° 4 (de rectification) (p. 5754) ; adopté ; son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 6 (fixation du montant des remboursements effectués au département par les établissements mentionnés au premier alinéa du présent article par le représentant de l'Etat) ; dépenses exposées par les services considérés inscrites au budget départemental ; adopté après modification ; **article 6** : son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté (p. 5755) ; **article 7** : son amendement n° 8 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « habilitée à participer » le mot « participant ») ; champ d'application de cet article ; prise en compte des personnes morales de droit privé ; adopté ; son amendement n° 9 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « telle qu'elle est définie » les mots « dans les conditions définies ») : adopté ; son amendement n° 10 (substituant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article aux mots « selon les

modalités déterminées à l'alinéa 4 » les mots « dans les conditions définies à l'article 8 de la loi du 19 janvier 1983 portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale, et à l'antépénultième alinéa » ; conditions de fixation de la dotation globale attribuée aux départements visés à cet article ; adopté (p. 5756) ; **article 8** : son amendement n° 11 (complétant cet article par la phrase suivante : « ils continuent à être régis par les statuts qui leur sont applicables lors de l'entrée en vigueur de la présente loi ») ; adopté ; **article 9** : son amendement n° 12 (possibilité pour les fonctionnaires et stagiaires visés à cet article d'opter pour le maintien de leur statut ou pour leur intégration dans les corps et emplois de la fonction publique hospitalière) ; adopté ; **article 10** : son amendement n° 16 à titre personnel (rédigeant ainsi le début du deuxième alinéa de cet article : « toutefois lorsqu'il n'existe pas de corps d'accueil dans la fonction publique de l'Etat... ») [10 décembre 1985] (p. 5796) ; adopté (p. 5797).

Deuxième lecture, discussion générale : rapporteur : désaccords entre l'Assemblée nationale et le Sénat ; date de mise en application des dispositions du projet de loi ; notion de responsabilité de mise en œuvre des actions de lutte contre les maladies mentales dans le cadre du secteur ; acquisition et mise à disposition des biens meubles et immeubles au bénéfice des structures gérant les activités du secteur ; institution de la dotation globale de financement en faveur des personnes morales de droit privé participant à la lutte contre les maladies mentales dans le cadre du secteur ; conditions dans lesquelles des avances financières sont consenties par les caisses d'assurance maladie aux établissements ; notion de responsabilité incombant à l'hôpital de rattachement dans l'organisation des activités du secteur ; situation des psychologues [18 décembre 1985] (p. 6363) ; valorisation de la politique de la santé (p. 6364).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 1 (tendant dans la première phrase du texte proposé par l'article 4 *ter* de la loi du 31 décembre 1970 à insérer après les mots : « contre les maladies mentales » les mots : « et responsable de celle-ci dans les secteurs psychiatriques qui lui sont rattachés. Il ») : adopté (p. 6364) ; **article 5** : son amendement n° 2 (tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer à la date : « 1987 », la date « 1986 ») : adopté ; son amendement n° 3 (tendant à la fin de la première phrase du troisième alinéa de cet article à substituer à la date « 1987 », la date « 1986 ») : adopté ; **article 6** : son amendement n° 4 (tendant dans cet article à supprimer les mots : « ou acquis par ceux-ci ») : adopté ; **article 7** : son amendement n° 5 (tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer à la date : « 1987 » celle de : « 1986 ») : adopté (p. 6365) ; **article 8** : son amendement n° 6 (tendant dans la première phrase de cet article à substituer aux mots : « à compter du 1^{er} janvier 1987 ou à compter de la date de leur recrutement si celui-ci a lieu au cours de l'année 1987 », les mots : « à compter du 1^{er} janvier 1986 ») : adopté ; **article 9** : son amendement n° 7 (tendant dans cet article à substituer à trois reprises à la date : « 1988 », celle de : « 1987 ») : adopté ; **article 10** : son amendement n° 8 (tendant dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article à substituer à la date : « 1988 », celle de : « 1987 ») : adopté ; son amendement n° 9 (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer à la date : « 1988 », celle de : « 1987 ») : adopté ; **article 11** : son amendement n° 10 (application des dispositions des articles 8 et 9 aux fonctionnaires et stagiaires recrutés pour exercer une activité de lutte contre les maladies mentales par les collectivités territoriales entre la date de publication de la présente loi et le 1^{er} janvier 1987) : adopté (p. 6366) ; **article 13** : son amendement n° 11 (tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer à deux reprises à la date : « 1987 », la date : « 1986 ») : adopté ; **article 14** : son amendement n° 12 (tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer à la date : « 1987 », la date « 1986 ») : adopté (p. 6367) ; *ses observations après les explications de vote* : légalisation de la sectorisation psychiatrique ; vote positif du groupe socialiste (p. 6367).

CHAPUIS (Rober)

Député de l'Ardèche
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre titulaire de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 28 février 1985] (p. 2579).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (recherche et technologie) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Président de cette commission [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur le **bilan de la politique de maîtrise de l'énergie (n° 2985)** [8 octobre 1985].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome XII : recherche et technologie (n° 2992)** [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion générale : modernisation de l'appareil de production par le développement technologique [27 juin 1985] (p. 2119) ; nouveaux statuts des chercheurs ; renforcement des moyens des laboratoires en équipement et en personnel ; bilan de l'action de la gauche depuis 1981 ; ses observations sur les propos de M. Michel Noir ; abandon de la recherche fondamentale soumise à l'impératif industriel ; difficultés de la recherche durant les années 1970 ; part des entreprises dans l'effort national de recherche en France et dans les autres pays développés ; objectif de 3 % du P.I.B. consacrés à la recherche pour 1990 ; amélioration des conditions du crédit d'impôt ; instauration du rapport annuel sur l'effort national de recherche ; consultation obligatoire du comité d'entreprise sur les programmes de recherche et de développement technologique d'une entreprise (p. 2120) ; recrutement de 1 400 chercheurs ; effort de recherche du secteur public de production ; constitution de groupements d'intérêt public ; programme concernant les matériaux ; coopération à l'échelle européenne ; programmes Ariane, Hermès et Euréka ; coopération avec les pays en voie de développement (p. 2121).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951)**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale* : rapporteur pour avis : relance de la recherche depuis 1981 [25 octobre 1985] (p. 3533) ; crise de la recherche avant 1981 ; colloque national de janvier 1982 ; priorité conférée à la recherche ; doublement de crédit d'impôt ; nombre des emplois créés ; augmentation des moyens en informatique ; avenir des programmes mobilisateurs ; répartition des financements dans le domaine de l'aéronautique et de l'espace ; statut des organismes ; espoirs suscités par le programme Euréka ; liens entre la recherche et le monde de la production ; rôle des entreprises nationalisées ; liens entre la recherche et l'université ; intérêts des régions ; recherche française et pays en voie de développement ; efforts liés à la convention de Lomé ; (p. 3534) ; actions de MM. Jean-Pierre Chevènement et Laurent Fabius (p. 3535).

Redéploiement industriel et commerce extérieur Energie. — *Discussion générale* : programme nucléaire ; bilan de la politique de maîtrise de l'énergie ; poids des importations énergétiques sur notre balance commerciale

[12 novembre 1985] (p. 4214) ; politique de maîtrise de l'énergie (p. 4215).

CHARIE (Jean-Paul)

Député du Loiret
(3^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République
[J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Yves Sautier relative au plafond légal de densité (n° 2511) [11 avril 1985] (p. 182).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à aménager l'exercice du monopole des pompes funèbres (n° 2515) [11 avril 1985] (p. 182).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour le projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 2577) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523).**

Première lecture, discussion générale : objet du projet de loi [9 avril 1985] (p. 87) ; nécessité d'une publicité sur les précautions nécessaires ; erreur de vouloir supprimer la publicité ; entrave au dynamisme des activités économiques ; protection des fabricants et vendeurs de fusils et d'armes sérieuses ; moyens financiers des grandes surfaces ; impossibilité pour les commerçants détaillants de ne se consacrer qu'à la seule vente d'armes (p. 91) ; entrave au développement de l'arme française (p. 92).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 14 (visant dans le 3^e alinéa 2^e de cet article à insérer après le mot « dénomination » les mots « et fonction ») ; nécessité de préciser la fonction de l'arme dans la fiche technique ; rejeté (p. 95) ; son amendement n° 15 (habilitation par une chambre inter-professionnelle de vérification de la publicité) ; inefficacité de l'interdiction de la publicité pour contrer les arguments malsains ; rejeté ; **article 3** : son sous-amendement n° 24 à l'amendement n° 3 de la commission (tendant à insérer au début de cet amendement après les mots « des armes à feu et munitions » les mots « autres que celles ») (p. 96) ; autorisation de toutes les formes de publicité ; rejeté (p. 97) ; son amendement n° 16 : devenu sans objet ; **article 4** : son amendement n° 17 (visant à insérer dans cet article, après les mots « armes à feu et munitions » les mots « autres que celles mentionnées à l'article 1^{er} ») ; remise de documents publicitaires à des personnes n'en faisant pas la demande ; rejeté (p. 98) ; **article 8** : son amendement n° 18 : devenu sans objet (p. 100).

Explications de vote : caractère néfaste du projet de loi (p. 100) ; entrave au dynamisme des entreprises françaises (p. 101).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : usage anormal et inadmissible des armes ; absence de corrélation entre le nombre d'armes possédées dans les foyers et l'insécurité ; projet de loi constituant une entorse à la concurrence ; son amendement n° 8 (substituant dans le troisième alinéa (2^e) de cet article aux mots « et fonctions » les mots « et but d'utilisation ») ; caractère non explicite de la mention de la catégorie [4 juin 1985] (p. 1440) ; rejeté (p. 1441) ; **article 3** : son amendement n° 9 (rédigeant ainsi le début de cet article : « sauf s'il est fait simultanément mention de l'obligation pour l'acheteur de fournir une pièce d'identité recto-verso certifiée conforme, avec le bon de commande écrit et signé, les armes à feu et munitions... ») ; autorisation des publicités précisant que tout acheteur doit fournir une pièce d'identité ; obligation d'éditer un catalogue spécial empêchant toute vente par correspondance ; rejeté (p. 1442) ; **article 4** : son amendement n° 10 (insérant dans cet article, après les mots « aux personnes qui en ont fait la demande » les mots « ou déjà clientes ») ; opportunité de permettre à une personne déjà cliente de recevoir un catalogue contenant de la publicité pour les armes à feu ; rejeté (p. 1443) ; **article 6** : ses observations sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 1444) ; **article 8** : son sous-amendement n° 11 à l'amendement n° 7 de la commission (substituant dans la première phrase de cet amendement aux mots « trois mois » les mots « neuf mois ») ; temps nécessaire à la conception et à la fabrication d'un catalogue (p. 1445) ; impact de ces dispositions sur les activités économiques ; retiré (p. 1446).

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577).**

Première lecture, discussion générale : importance des P.M.E. dans l'économie française [11 avril 1985] (p. 149) ; nombre des faillites ; difficulté de la transmission d'entreprises et de leur création ; séparation du patrimoine privé et du patrimoine professionnel ; situation sociale et fiscale du travailleur indépendant ; amélioration de la gestion comptable et financière liée à la séparation des patrimoines ; identité entre l'E.U.R.L. proposée et la S.A.R.L. existante ; cas du conjoint salarié dans l'entreprise familiale (p. 150).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : exemption ou réduction de la taxe professionnelle ; statut fiscal de l'associé unique ; statut du conjoint dans l'E.U.R.L. (p. 158) ; **après l'article 1^{er}** : attente des professionnels ; caractéristiques communes aux entreprises agricoles et aux autres entreprises ; caractère d'entreprise de production ; obligation faite à l'associé unique de devenir gérant (p. 161) ; **article 2** : hypothèse de l'insuffisance d'actif ; imputation de la faute personnelle ; mise en cause des biens personnels du chef d'entreprise (p. 162) ; son sous-amendement n° 43 à l'amendement n° 2 de la commission : (complétant celui-ci par la phrase : « l'associé unique peut être gérant ») ; rejeté ; son amendement n° 35 (visant à déterminer la désignation de la société) (p. 163) ; rejeté ; **après l'article 2** : son amendement n° 32 (visant à insérer certaines dispositions fiscales dans le code général des impôts) ; extension des dispositions de l'article 80 *ter* aux E.U.R.L. ; rejeté ; son amendement n° 44 (cas de faute « grave et caractérisée ») (p. 164) ; soutien des banques aux petites et moyennes entreprises ; constitution d'une caution ou d'une hypothèque ; rejeté (p. 165) ; **article 3** : liberté des créateurs d'entreprises (p. 168) ; chef d'entreprise se trouvant de fait dans une entreprise unipersonnelle (p. 170) ; champ d'application du texte ; création de plusieurs sociétés justifiées par des activités économiques distinctes (p. 171) ; **article 4** : statut du conjoint fournissant un apport personnel (p. 173) ; **après l'article 5** : son amendement n° 37 (précisant le régime de suppléance de la gérance de l'E.U.R.L.) ; problème de la succession ; rejeté ; **article 6** : conventions intervenues entre une S.A.R.L. et le gérant ; loi du 1^{er} mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises ; désignation des commissaires aux comptes en vue du visa annuel des comptes (p. 175) ; risque de contentieux ; dimension du pouvoir de blocage du commissaire aux comptes (p. 176).

Explications de vote : statut juridique de l'entreprise ; absence de contenu fiscal et de contenu social dans le projet ; abstention du groupe U.D.F. et du groupe R.P.R. (p. 179).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** régime de l'alcool de betterave concernant la production d'éthanol ; problème de l'écoulement de la production ; détermination du prix d'achat de l'alcool [22 mai 1985] (p. 1061) ; quantité d'alcool vendue dépendant de la quantité d'alcool achetée par les pouvoirs publics (p. 1062) ; **article 8 :** cartélisation des banques autour de la monnaie électronique tendant à effectuer un transfert de charges pour les commerçants (p. 1065-1066).

Explications de vote : augmentation du nombre des faillites et du nombre des demandeurs d'emploi ; problèmes auxquels sont confrontés les entreprises françaises ; vote négatif du groupe R.P.R. (p. 1078).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).**

Première lecture, discussion générale : absence du ministre du commerce et de l'artisanat et du ministre de l'économie ; contexte actuel de la concurrence en France ; faveur récente donnée aux entreprises ; problème de la libre entrée en concurrence et de l'assainissement des rapports entre fournisseurs et distributeurs lors des négociations commerciales ; liste des ristournes obtenues par certains distributeurs ; impossibilité pour les petits producteurs de lutter face à la politique des remises ; retour à un code de conduite du commerce [2 octobre 1985] (p. 2588) ; contraintes administratives, fiscales et sociales pesant sur les entreprises ; position du groupe R.P.R. sur la publicité comparative, pratique de telle publicité par certaines entreprises de distribution ; impossibilité de comparer la qualité des produits ; opposition du groupe R.P.R. à la publicité comparative sur les prix (p. 2589).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er} :** son amendement n° 30 (insérant l'article suivant : « en France, tous ceux qui exercent la même activité sont soumis, de la part de l'Etat, aux mêmes devoirs et charges, et bénéficient des mêmes droits ») ; problème du « paracommercialisme » ; cas des coopératives (p. 2596) ; rejeté ; son amendement n° 31 (insérant l'article suivant : « l'établissement et la fixation des prix et des marges en France, par les entreprises sont libres de toutes mesures et de tout contrôle administratif ») ; nocivité du contrôle des prix ; réaction des entreprises en fonction des contraintes imposées par l'Etat ; inutilité des fixations de prix ; rejeté ; son amendement n° 32 (insérant l'article suivant : « l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix est abrogée ») ; ordonnance relative au contrôle et aux organismes de contrôle (p. 2597) ; rejeté ; son amendement n° 40 (précisant que tout vendeur a le droit dans certaines conditions de s'imposer et de ne travailler qu'avec une catégorie définie de clients) ; principe selon lequel les entreprises sont libres d'opter pour une distribution sélective ; utilité de la distribution sélective ; insertion de cette distribution dans la politique commerciale ; rejeté ; **article 1^{er} :** son amendement n° 41 (supprimant le deuxième et le troisième alinéas de cet article) ; retiré (p. 2598) ; appréciation par l'administration des discriminations « économiquement justifiées » (p. 2600) ; inclusion des délais de paiement dans la négociation commerciale ; difficulté des entreprises se voyant opposer des délais de paiement plus longs (p. 2601) ; **article 4 :** augmentation de l'amende infligée à l'auteur d'une infraction en matière de concurrence ; introduction de l'amendement n° 28 par le Gouvernement supprimant certaines dispositions de la loi Royer (p. 2605) ; accord signé entre producteur et distributeur de l'industrie et du commerce pour l'assainissement des relations commerciales ; amendement supprimant la base de l'accord commerce-industrie ; **après l'article 4 :** divergences de position entre le R.P.R. et M. Jean-Louis Masson ; absence de compensation à l'interdiction pour tout revendeur de chercher à obtenir d'un fournisseur des avantages quelconques ; utilisation de la puissance économique pour imposer aux acheteurs ou vendeurs certaines conditions (p. 2606) ; **Titre :** son amendement n° 29 (insérant dans le titre de loi après les mots « amélioration de la » le mot « libre ») ; concurrence devant permettre à l'entrepreneur de proposer librement les biens et les services ; rejeté (p. 2609).

Deuxième lecture, discussion générale : libéralisation des P.M.E. ; remises discriminatoires ; statut des topographes

et des géomètres-experts [6 décembre 1985] (p. 5445) ; abrogation des ordonnances de 1945 (p. 5446).

Discussion des articles : **article 1 :** inapplicabilité du texte (p. 5447).

Troisième lecture, discussion générale : amendement n° 17 ayant pour objet de permettre aux topographes de faire des travaux qu'ils avaient l'habitude de réaliser mais qui sont de la seule compétence des géomètres-experts ; amendement permettant à un groupe privé de moins de 100 personnes refusant de passer les diplômes nécessaires d'effectuer des travaux de grande technicité ; attribution d'une compétence exclusive aux géomètres-experts dans le domaine de l'évaluation du partage, de la mutation ou de la gestion de biens ; nécessité que soit appliqué le protocole d'accord donnant satisfaction aux deux professions concernées [16 décembre 1985] (p. 6200).

Discussion des articles : **article 5 quater :** son amendement n° 2 (de suppression) ; travaux confiés aux topographes et aux géomètres-experts (p. 6202) ; **son rappel au règlement :** ses observations sur les propos de M. Bernard Monternole (p. 6203) ; ses doutes sur la recevabilité des amendements du rapporteur ; amendement n° 2 : rejeté (p. 6204).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale :* incidences des nationalisations sur la sous-traitance ; développement des S.C.O.P. faussant la concurrence ; institution des T.U.C. ; ouverture le dimanche ; interdiction de la publicité comparative ; diminution des marges ; augmentation de la T.V.A. ; augmentation des coûts salariaux des entreprises ; blocage de l'embauche ; développement des contrôles [28 octobre 1985] (p. 3561) ; abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans ; création d'entreprises unipersonnelles ; cumuls emploi-retraite ; entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun ; problème des producteurs de pommes de terre ; utilisation de la carte magnétique (p. 3562).

CHARLES (Bernard)

*Député du Lot
(1^{re} circonscription)
Apparenté socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : non inscription dans la Constitution du mode de scrutin ; établissement depuis 1848 d'une tradition du scrutin majoritaire à deux tours ; choix du scrutin majoritaire par le Général de Gaulle pour s'assurer un parti majoritaire structuré ; élection du Président de la République confortant la bipolarisation ; position du M.R.G. en faveur de la proportionnelle dans le cadre d'autres institutions ; avantages résultant de la proportionnelle [25 avril 1985] (p. 404) ; réforme pouvant tendre à la concentration des pouvoirs ; légitimité du Président de la République supérieure à celle des élus de la nation ; renforcement des effets majoritaires du fait du système de représentation proportionnelle choisi ; étouffement des minorités et des petits partis ; dépôt par le M.R.G. d'amendements tendant à instituer une représentation proportionnelle sans seuil avec une répartition nationale des restes ; non hostilité du M.R.G. au système dit « mixte » (p. 405).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).**

Première lecture, discussion générale : exigences du service public hospitalier ; possibilité de recourir à des agents contractuels ; élargissement du livre IX du code de la santé publique à certains établissements socio-publics ; conditions faites aux agents hospitaliers en cas de suppression d'emploi ; privilèges pour la formation continue ; protection des personnels en électroradiologie ; activités des pharmaciens résidents ; indépendance professionnelle ; caractère scientifique du corps des pharmaciens résidents ; rigidité du statut ; statut ne permettant pas le recrutement de personnalités scientifiques en qualité de praticien associé ; homogénéité de la formation des médecins et des pharmaciens ; maintien de l'exercice conjoint des fonctions enseignantes et hospitalières [10 octobre 1985] (p. 2912) ; prise en compte précaire des emplois à temps partiel ; sous-représentativité des élus locaux au sein du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière ; retard dans la mise en place de la réforme de la carte hospitalière (p. 2913).

Discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 98 (rédigeant ainsi le dernier alinéa de cet article : « toutefois le corps des personnels de direction est constitué dans le cadre national. Sa gestion peut être déconcentrée ») ; assimilation des pharmaciens aux praticiens hospitaliers ; retiré (p. 2918) ; **article 11** : son amendement n° 99 (rédigeant ainsi le troisième alinéa (2°) de cet article : « 2° des administrateurs des assemblées délibérantes des établissements mentionnés à l'article 2 dont au moins un administrateur d'hôpital ou d'hospice public, un maire et un conseiller général ») ; composition du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière ; rejeté ; son amendement n° 100 (complétant la première phrase de l'avant dernier alinéa de cet article par les mots « dont au moins un représentant des corps recrutés et gérés dans le cadre national ») ; représentation des différentes catégories de personnels ; rejeté (p. 2921) ; **après l'article 102** : son amendement n° 101 (insérant l'article suivant : « Dans le deuxième alinéa de l'article 25 de la loi du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière, les mots « y compris les pharmaciens à temps plein », sont supprimés ») ; rejeté ; son amendement n° 102 (insérant l'article suivant : « Dans la première phrase de l'article L. 685 du code de la santé publique après les mots « aux membres du personnel médical », sont insérés les mots suivants : « aux pharmaciens ») ; retiré (p. 2951) ; **après l'article 118** : son amendement n° 103 (situation des pharmaciens résidents) ; retiré (p. 2954) ; **article 1^{er} (précédemment réservé)** : son amendement n° 97 (application de plein droit aux agents régis par le présent titre IV des dispositions du titre I^{er} du code de la fonction publique) ; non soutenu (p. 2959).

— **Projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104).**

Deuxième lecture, discussion générale : sa mise au point sur la catastrophe de Flaujac [18 décembre 1985] (p. 6361).

CHARLES (Serge)

Député du Nord
(9^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391) [J.O. du 13 juin 1985] (p. 6537).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594

du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (n° 2801) [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12365).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15040).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article 35-I de la loi d'orientation n° 75-534 du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées, relatif aux conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés (n° 2707) [23 mai 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Publicité des radios privées** : dégradation de la situation des radios privées ; renforcement de l'implantation de Radio-France ; accès au marché publicitaire accordé aux radios locales de service public ; cumul des sources de financement au détriment des radios locales privées ; rôle de T.D.F. pour le contrôle de la puissance ; inégalité de traitement entre secteur privé et secteur public [24 avril 1985] (p. 337).

— **Situation des préretraités** : mauvaise condition de réévaluation de la préretraite ; suppression de l'exonération des cotisations d'assurance maladie [19 juin 1985] (p. 1762).

— **Plan de relance économique du Nord, expulsion d'élus de la préfecture de Lille** : disparition de 30 000 emplois dans l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing en dix ans ; expulsion des élus locaux de la préfecture du Nord [30 octobre 1985] (p. 3704-3705).

orale sans débat :

— **n° 934**, posée le 10 décembre 1985 : **Arts et spectacles (musique et théâtre : Nord)** (p. 5850) ; appelée le 13 décembre 1985 : **atelier lyrique de Tourcoing** : octroi du prix du meilleur spectacle lyrique à la création du « couronnement de Popée » ; refus du ministère de la culture d'accorder une subvention globale de fonctionnement ; inadaptation de la structure juridique de syndicat intercommunal, référence au travail de Jean-Claude Malgoire (p. 6160) ; demande au Gouvernement de lier sa décision à la réussite d'une programmation annuelle ; rappelle les propos de M. Pierre Mauroy sur l'expérience de l'Opéra du Nord (p. 6161).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577).**

Première lecture, discussion générale : limitation de la responsabilité du commerçant ; statut social et fiscal du salarié au sein des sociétés unipersonnelles ; cas de la République fédérale d'Allemagne ; préoccupations des professionnels ; artifice de la forme sociale permettant à certains de voir leur responsabilité limitée à leurs apports ; article 40 de la loi relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises ; conditions des prêts bancaires [11 avril

1985] (p. 153); interdiction à une même personne d'être associé unique de plusieurs sociétés unipersonnelles; appellation « société à responsabilité limitée unipersonnelle » (S.A.R.L.U.) préférable à l'appellation « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée » (p. 154).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : conception institutionnelle de la société; affectio societatis constituant l'élément fondamental du droit français des sociétés; création d'une société par une seule personne dans les cas prévus par la loi; ses amendements n° 8 et n° 9 : devenus sans objet (p. 160); **article 2** : son amendement n° 27 (visant à déterminer la désignation de la société); intérêt des associés et des tiers (p. 163); rejeté (p. 164); **article 3** : son amendement n° 10 (conséquences de la réunion des parts en une seule main); dissolution de la société; conflit de lois (p. 168); rejeté; son amendement n° 11 (visant à substituer aux mots « ne comportant qu'un seul associé » le mot « unipersonnelles ») : rejeté; son amendement n° 28 (précisant le régime de la concentration des parts); publicité de la concentration des parts; acquisition d'informations pratiques; protection des tiers (p. 169); rejeté; son amendement n° 12 (supprimant le texte proposé pour l'article 36-2 de la loi du 24 juillet 1966); interdiction faite à une personne physique d'être l'associé unique de plusieurs sociétés unipersonnelles à responsabilité limitée; prolifération des sociétés fictives; diversification des activités et multiplication des initiatives des entrepreneurs (p. 170); rejeté (p. 171); **article 4** : intervention du juge et du commissaire aux comptes; recours au juge unique; responsabilité de l'évaluation des apports; son amendement n° 13 (substituant dans le premier alinéa de cet article au mot « deuxième » le mot « premier ») : retiré; son amendement n° 14 (évaluation des apports en nature) (p. 172); réduction des frais pour les petits commerçants; intérêt légitime des créanciers (p. 173); problème posé par les décisions à l'unanimité; devenu sans objet; **article 5** : son amendement n° 15 (précisant le régime de la cession des parts) (p. 174); rejeté; **après l'article 5** : son amendement n° 29 (introduisant des dispositions relatives à la gérance de l'entreprise); risque de confusion; rejeté (p. 175); **article 6** : son amendement n° 16 (rédigeant ainsi le premier alinéa de l'article 50 de la loi de juillet 1966 : « lorsque la société comprend plus d'un associé, le gérant ou... »); traitement différent des S.A.R.L. ordinaires et des S.A.R.L. unipersonnelles (p. 176); rejeté; son amendement n° 17 : devenu sans objet; **article 7** : son amendement n° 18 (cas où l'associé n'est pas gérant) (p. 177); devenu sans objet; **article 10** : son amendement n° 19 (supprimant une partie de cet article); sanction pénale réservée aux petits commerçants et artisans (p. 178); adopté (p. 179).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 22 (désignation de la société par une dénomination sociale) : non soutenu; **article 3** : son amendement n° 23 (effet de la réunion en une seule main de toutes les parts d'une S.A.R.L.) : non soutenu [18 juin 1985] (p. 1736); **article 4** : son sous-amendement n° 25 à l'amendement n° 6 de la commission (évaluation des apports en nature par l'associé unique en cas de constitution d'une société unipersonnelle) : non soutenu; **après l'article 5** : son amendement n° 26 (précisant que l'associé peut être gérant dans le cas d'une société unipersonnelle) : non soutenu (p. 1737); **article 6** : son amendement n° 27 (rédigeant ainsi cet article : « le premier alinéa de l'article 50 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 est ainsi rédigé : « lorsque la société comprend plus d'un associé, le gérant ou... ») : non soutenu; **article 7** : son sous-amendement n° 28 à l'amendement n° 10 de la commission (rédigeant ainsi le début du troisième alinéa de cet amendement : « si dans ce cas, l'associé unique n'est pas en même temps le gérant de la société, le rapport... ») (p. 1738); non soutenu (p. 1739).

— Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).

Discussion : octroi du droit de vote aux immigrés; situation dans la circonscription de Tourcoing; exploitation des réflexes de xénophobie [6 juin 1985] (p. 1517); inconstitutionnalité de l'octroi du droit de vote aux travailleurs étrangers; privation du droit de vote des citoyens français en Nouvelle-Calédonie; morcellement des compétences des conseillers municipaux; respect des règles du pays d'accueil par les travailleurs étrangers; intégration de la communauté polonaise (p. 1518).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

Discussion générale : coordination de l'ensemble des modes de transport; signature d'un contrat de Plan avec la S.N.C.F.; alourdissement des charges de l'entreprise; montant des concours de l'Etat à la S.N.C.F.; programme T.G.V.; diminution du trafic des pondéreux; concurrence déloyale envers les autres transporteurs [29 octobre 1985] (p. 3445); développement des filiales routières; cas des sociétés Calberson et du groupe Bourgey et Montreuil; marchés réservés; difficultés des entreprises privées de transport; nouvelles réglementations du temps de conduite; concurrence européenne; problème du fractionnement; mesures d'application de la loi d'orientation des transports intérieurs (p. 3446); caractère utopique de certaines réouvertures de ligne (p. 3460); *questions* : pose la question de M. Jacques Godfrain (p. 3465); pose la question de M. Jacques Godfrain (p. 3466).

Redéploiement industriel et commerce extérieur

— **Energie**. — *Questions* : caractère excessif de la dépendance interne vis-à-vis de l'énergie électrique [12 novembre 1985] (p. 4247); nécessité d'une diversification énergétique; position monopolistique d'E.D.F. (p. 4248); crédits de l'A.F.M.E.; espoirs fondés par l'agriculture et l'agro-alimentaire sur l'avenir de la bio-énergie; diminution des crédits de l'A.F.M.E. et de ses agences régionales impliquant l'abandon de nombre de programmes et de procédures déjà engagés (p. 4249).

— Déclaration du Gouvernement sur la fonction publique et débat sur cette déclaration (n° 3109).

Discussion : refus pratique du Gouvernement de promouvoir la mobilité entre la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale [26 novembre 1985] (p. 4889).

CHARPENTIER (Gilles)

*Député des Ardennes
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14581).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

CHARZAT (Michel)

*Député de Paris
(30^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre du Haut conseil du secteur public [J.O. du 29 juin 1985] (p. 7291).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (recherche et technologie) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur **le projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) annexe n° 30 : **recherche et technologie** (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Nazisme** : renaissance des thèmes xénophobes et antisémites ; sa référence à la nouvelle droite et aux pseudo-historiens dits « révisionnistes » ; dispositions prises par le Gouvernement pour combattre la négation des crimes nazis [24 avril 1985] (p. 338) ;

— **Projet de l'opposition relatif à la fonction publique** : campagne visant à éliminer des personnels de la fonction publique sur la base de critères liés à leur appartenance ou à leurs opinions politiques [23 octobre 1985] (p. 3392).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés** (n° 2601).

Première lecture, discussion générale : argument selon lequel le scrutin proportionnel favoriserait l'extrême-droite ; tentation de l'opposition de s'aligner sur les thèses de l'extrême-droite ; ses observations sur les activités passées d'un certain nombre de responsables de l'opposition [25 avril 1985] (p. 411) ; possibilité d'isoler les hommes et les thèses du Front national grâce au scrutin proportionnel départemental (p. 412).

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale* : Rapporteur spécial : début de l'exécution du plan triennal ; part du P.I.B. consacrée à la recherche et au développement ; bilan des créations d'emplois ; aides publiques à la recherche ; constitution des établissements publics à caractère scientifique et technologique ; examen des crédits ; transformations d'emploi ; succès du crédit d'impôt [25 octobre 1985] (p. 3531) ; aides attribuées par l'Anvar ; vacations technologiques ; efforts des entreprises nationales ; réactualisation des contrats de plans d'entreprise (p. 3532).

— **Déclaration du Gouvernement sur les entreprises nationales et débat sur cette déclaration**.

Discussion : naissance d'une véritable économie mixte [19 novembre 1985] (p. 4507) ; modernisation des banques françaises ; sauvetage de grands groupes industriels grâce à une recapitalisation rapide : redéploiement stratégique dans l'informatique et la chimie ; ouverture de nouvelles méthodes de gestion ; rôle des contrats de plan ; conséquences qu'entraînerait la privatisation ; remise en cause par l'opposition du statut et du monopole des P.T.T. ; caractère obscur des modalités de la dénationalisation (p. 4508) ; risque de défrancisation ; situation en Grande-Bretagne ; ressources limitées de l'épargne française contraignant à faire appel à l'épargne étrangère ; caractère illusoire des clauses de sauvegarde invoquées ; motif de l'intérêt des cabinets d'affaires pour les dénationalisations ; remise en cause de la participation des salariés aux conseils d'administration (p. 4509) ; nécessité que les Français se rassemblent autour de leurs entreprises (p. 4510).

— **Déclaration du Gouvernement sur la fonction publique et débat sur cette déclaration** (n° 3109).

Discussion : caractère contradictoire et démagogique des propositions de l'opposition [26 novembre 1985] (p. 4914) ; nécessité de fixer les limites de l'autonomie de la fonction publique par le pouvoir politique ; problème du bilan de l'action administrative et de son évaluation ; décentralisation risquant d'accroître les cloisonnements administratifs ; décret du 26 novembre 1983 concernant les relations entre les administrations et les usagers ; citoyens devant être consultés et associés, chaque fois qu'il est possible, à la

prise de décision (p. 4915) ; difficile équilibre entre les modalités concrètes de l'action administrative et les libertés des citoyens (p. 4916).

CHASSEGUET (Gérard)

Député de la Sarthe
(1^{re} circonscription)

R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'accès aux marchés publics des entreprises de travaux agricoles et ruraux (n° 2635) [18 avril 1985].

Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 3330) [22 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale* ; questions : urgence de la question des droits des ascendants ; pensions au taux normal versées aux veuves ; priorité réservée à l'achèvement du rattrapage du rapport constant [22 octobre 1985] (p. 3337).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : questions : mutation de l'agriculture ; écart entre le taux de l'inflation et celui des intérêts des emprunts contractés ; politique des prix [7 novembre 1985] (p. 4107).

CHAUBARD (Albert)

Député de l'Allier
(2^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [J.O. du 3 mai 1985] (p. 5093).

Membre du Haut conseil du secteur public [J.O. du 29 juin 1985] (p. 7291).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (redéploiement industriel et commerce extérieur : industrie) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre du comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie [J.O. du 7 novembre 1985] (p. 12934).

Membre titulaire de l'Agence nationale pour l'information touristique [J.O. du 29 novembre 1985] (p. 13868).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur **le projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome XIII : **redéploiement industriel et commerce extérieur : industrie** (n° 2992) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — Energie. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : situation de l'industrie en mai 1981 ; politique industrielle menée par le Gouvernement ; déficit du secteur public industriel ; rôle des collectivités locales en matière économique ; rôle de l'Agence nationale pour la création d'entreprises [12 novembre 1985] (p. 4201) ; actions collectives en faveur des petites et moyennes industries ; crédits destinés à la construction navale ; prêts bonifiés ; actions menées en matière de formation professionnelle (p. 4202).

CHAUVEAU (Guy-Michel)

*Député de la Sarthe
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Florence d'Harcourt relative à la défense civile (n° 2709) [20 juin 1985] (p. 1840).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (relations extérieures) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome VIII **relations extérieures** (n° 2990) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sommet de Bonn :** objet des rencontres annuelles entre pays occidentaux [7 mai 1985] (p. 608) ; expression d'une spécificité française à l'égard des Etats-Unis concernant notamment le programme I.D.S. (p. 609) ;

— **Hébergement des personnes âgées :** maintien à domicile des personnes âgées ; création de conseils d'établissement [16 octobre 1985] (p. 3119) ;

orale sans débat :

— **n° 846,** posée le 28 mai 1985 : **personnes âgées (établissements d'accueil)** (p. 1244).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie** (n° 2662).

Première lecture, discussion générale : avenir de la Nouvelle-Calédonie se plaçant dans son contexte géopolitique [30 mai 1985] (p. 1311) ; marque de la présence physique de la France dans le Pacifique-sud ; regroupement des treize états indépendants au sein du Forum du Pacifique ; rôle de l'idéologie anglo-presbytérienne ; position des états du Pacifique vis-à-vis des essais nucléaires français ; appui de ces états à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ; saisine par la Papouasie du comité de décolonisation de l'O.N.U. ; sa référence à l'indépendance de Djibouti ; France pouvant être supplantée par l'Australie ; projet de communauté du Pacifique élaboré par le Japon ; possibilité pour la France d'exercer une influence sur tous les états voisins (p. 1312) ; indifférence du Gouvernement avant 1981 vis-à-vis de la Nouvelle-Calédonie ; participation de la base militaire au rééquilibrage économique et social du territoire ; problème foncier (p. 1313).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel** (n° 2908).

Première lecture, discussion générale : nombre d'emplois supplémentaires affectés aux enseignements technologique et professionnel ; rénovation des collèges [8 octobre 1985] (p. 2797) ; rôle de l'enseignement technique dans la formation continue (p. 2798).

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* principales missions du S.G.D.N. ; travaux effectués au sein de la commission permanente de la défense civile ; participation du S.G.D.N. à la définition de la défense civile [22 octobre 1985] (p. 3308) ; plan de rénovation du centre de transmissions gouvernementales ; organisation juridique et territoriale de la défense civile ; programme civil de défense ; non réunion de la commission de défense civile entre 1965 et 1985 ; consensus sur la politique de défense intervention de M. Pierre Mauroy devant l'I.H.E.D.N. relative à la protection des populations ; crédits attribués au Haut comité français de la défense civile (p. 3309).

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale.* rapporteur pour avis : poursuite des relations privilégiées avec les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ; aide militaire au Tchad ; création de la première école interafricaine en 1983 en Côte d'Ivoire [6 novembre 1985] (p. 3965).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* augmentation des cotisations sociales ; exonération partielle et dégressive des cotisations accordées aux jeunes agriculteurs ; niveau des prestations [7 novembre 1985] (p. 4063) ; abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs ; droits propres (p. 4064).

Défense. — *Discussion générale :* réduction progressive des effectifs militaires ; effort de concertation avec les personnels militaires ; réforme de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr ; situation des sous-officiers ; formation des gendarmes ; rôle des civils travaillant au sein de la défense ; décrets « salariaux » ; aide à la réinsertion professionnelle des anciens militaires [8 novembre 1985] (p. 4184) ; organisation actuelle de la défense opérationnelle du territoire ; compétence des commissaires de la République en matière de défense (p. 4185).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles** (n° 3038).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur les propos de M. René André [5 décembre 1985] (p. 5356).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° 3166).

Discussion : évolutions du système productif agricole [10 décembre 1985] (p. 5825) ; importance des consommations intermédiaires ; diminution de la population active agricole ; restructurations foncières ; limites du productivisme ; évolution du revenu agricole ; instabilité des marchés mondiaux ; aides à la transformation et à la commercialisation ; crédits affectés aux prestations sociales ; mutualité sociale agricole ; maîtrise de la production (p. 5826) ; reconnaissance du pluralisme syndical ; rapports avec les pays du tiers-monde ; développement de l'agriculture de groupe et des coopératives (p. 5827).

CHENARD (Alain)

*Député de la Loire-Atlantique
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (urbanisme, logement et transports, transports intérieurs) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, et de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 41 : urbanisme, logement et transports : transports intérieurs (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale.* Rapporteur spécial : limitation des interventions de l'Etat ; baisse des crédits pour les transports intérieurs ; redressement de la S.N.C.F. ; situation du trafic marchandises ; équilibre financier pour 1989 ; problèmes des axes de communication [24 octobre 1985] (p. 3437) ; notion de schéma directeur des axes de communications ; rôle de la C.E.E. ; problèmes des voies navigables ; structure nouvelle pour la batellerie française ; blocage du prix de l'électricité vendu à E.D.F. par la Compagnie nationale du Rhône ; réseaux autoroutiers ; prise de conscience des phénomènes de sécurité ; nombre des morts sur la route en 1984 ; politique des tarifs publics ; T.G.V. Atlantique (p. 3438) ; conséquences de la grève du 24 octobre 1985 sur les transports (p. 3452).

Examen des crédits : Etat B - Titre IV : insuffisance des renseignements relatifs au chemin de fer corse (p. 3472) ; chapitre portant sur le concours exceptionnel compte tenu du contrat de Plan ; méconnaissance de l'effort du Gouvernement (p. 3473).

Education nationale. — *Discussion générale :* estime que « M. Hamel est un incendiiaire avec un casque de pompier » [29 octobre 1985] (p. 3662).

— **Déclaration du Gouvernement sur les entreprises nationales et débat sur cette déclaration.**

Discussion : situation financière des entreprises nationalisées ; situation de l'entreprise Dubigeon [19 novembre 1985] (p. 4517) ; rôle économique des collectivités locales ; naissance d'une nouvelle politique d'aménagement du territoire (p. 4518).

CHEVALLIER (Daniel)

*Député des Hautes-Alpes
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* résultats de la politique libérale ; intérêt de l'économie mixte ; rôle du Plan [23 octobre 1985] (p. 3401) ; élaboration du IX^e Plan ayant fait l'objet d'une concertation décentralisée ; expression des priorités par le Plan ; aménagement du territoire ; instauration par la région Provence-Côte d'Azur des programmes locaux d'aménagement coordonné ; volonté de la C.E.E. de rééquilibrer les grandes zones ; rééquilibrage des régions ; exécution des programmes prioritaires d'exécution et des contrats de Plan (p. 3402).

Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* loto sportif ; vie associative ; postes Fonjep [8 novembre 1985] (p. 4134) ; campagne des jeunes volontaires ; développement de la vie associative ; fonds national de développement de la vie associative ; mouvement d'éducation populaire (p. 4135).

CHEVENEMENT (Jean-Pierre)

Ministre de l'éducation nationale

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi relatif aux conditions de cessation d'activité de maîtres de l'enseignement public ayant exercé dans certains établissements d'enseignement privés (n° 2581) [2 avril 1985].

Projet de loi relatif à la création d'établissements d'enseignement public (n° 2618) [18 avril 1985].

Projet de loi relatif à la composition et aux attributions des Conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788) [14 juin 1985].

Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908) [10 juillet 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Gérard Bapt :** rythmes scolaires : évolutions sociologiques et notamment des habitudes de travail des femmes ; développement des activités physiques, sportives et socio-culturelles ; dispositions de la circulaire du 13 décembre 1984 ; cas des établissements du second degré [10 avril 1985] (p. 113) ; commission permanente chargée d'examiner la rénovation des enseignements dans le premier degré (p. 114) ;

— **M. Jacques Brunhes :** prochaine rentrée scolaire : organisation des semaines de l'éducation ; diminution de la population scolaire élémentaire et pré-élémentaire ; effectif moyen par classe ; suppression d'emplois correspondant à la déflation des effectifs ; création d'emplois dans le secondaire [17 avril 1985] (p. 237) ; spécificité de chaque département ; exigence d'un plan de formation continue ; mouvements démographiques dans les Z.E.P. ; consultation des organisations syndicales représentatives et des élus (p. 238) ;

— **Mme Odile Sicard :** école et parents d'élèves : rôle des parents dans l'éducation des enfants [15 mai 1985] (p. 788) ; O.N.I.S.E.P. ; textes en cours de publication étendant le rôle des parents (p. 789) ;

— **M. Jacques Dominati :** mise en œuvre du plan « informatique pour tous » : stages de 12 000 enseignants publics ; plan « Informatique pour tous » étant ouvert à tous les publics ; législation en vigueur depuis 1959 excluant que l'équipement informatique des établissements privés puisse être financé par l'Etat ; prix des matériels acquis dans le cadre du plan « Informatique pour tous » ; formation des maîtres [15 mai 1985] (p. 790) ;

— **M. Charles Fèvre :** fermeture de classes : création de 35 000 postes dans l'éducation nationale depuis 1981 ; fermetures de classes étant compensées chaque année par des ouvertures là où les besoins se font sentir ; diminution du nombre des élèves dans l'enseignement primaire ; situation de l'enseignement du premier degré dans la Haute-Marne [22 mai 1985] (p. 1012) ; coût du service public de l'éducation nationale (p. 1013) ;

— **Mme Hélène Missoffe :** mesures restrictives frappant l'enseignement privé : caractère limitatif des crédits destinés aux établissements d'enseignement privé ; calcul des emplois [12 juin 1985] (p. 1640) ; contraintes spécifiques pesant sur l'enseignement public ; conclusion des contrats d'association par les communes ; nomination des maîtres ; plan « Informatique pour tous » (p. 1641).

— **M. Daniel Goulet :** répartition des charges scolaires dans le cas d'écoles accueillant des enfants de plusieurs communes : règles applicables à la répartition entre les communes des charges de fonctionnement et d'annuités d'emprunt dans les écoles accueillant des enfants de plusieurs communes ; clause de sauvegarde [19 juin 1985] (p. 1763) ; répartition des dépenses devant se faire par accord entre les communes ; conséquences du refus

d'inscription des élèves des communes voisines ; cohérence du réseau des écoles (p. 1764).

— **M. Georges Le Bail : les T.U.C. et l'informatique** : plan « Informatique pour tous » ; mise en place d'équipements informatiques ; stages d'initiation pour les enseignants ; instructions données aux commissaires de la République ; mise à la disposition des structures d'animation des ateliers informatiques de 40 000 jeunes [19 juin 1985] (p. 1766) ; centres de formation ; agence de l'informatique (p. 1767).

— **M. Maurice Ligot : politisation des manuels scolaires** : absence de contrôle *a priori* sur le contenu des ouvrages scolaires ; combat de la tentative de l'administration d'instaurer une procédure d'agrément ; possibilité d'imaginer une instance indépendante et reconnue qui puisse être amenée à donner de simples avis ; risque de passer de l'éducation civique au militantisme politique [18 décembre 1985] (p. 6352).

— **M. Jacques Barrot : modification des rythmes scolaires** : étude par des commissions « horizontales » du dossier des rythmes scolaires ; accord interministériel permettant de faire alterner les activités sportives et artistiques scolaires avec les activités extra-scolaires organisées sous l'égide des associations ou des collectivités locales ; projet prévoyant une légère augmentation des petites vacances et une diminution des vacances d'été ; développement des œuvres périscolaires et des centres aérés [18 décembre 1985] (p. 6353).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conditions de cessation d'activité de maîtres de l'enseignement public ayant exercé dans certains établissements d'enseignement privé (n° 2581).**

Première lecture, discussion générale : définition des bénéficiaires du projet de loi ; rupture d'égalité créée par la loi Guerneur ; maintien des droits acquis auprès des régimes de retraite complémentaire privés ; conséquences de l'intégration de maîtres dans l'avenir [10 avril 1985] (p. 122, 123).

Discussion des articles : **article 2** : âges de la retraite ; son amendement n° 11 (avantage de retraite des maîtres qui étaient affiliés avant leur intégration au régime minier qui étaient affiliés à ce régime pendant moins de quinze ans ; adopté ; **après l'article 2** : son amendement n° 12 (application des prestations en nature des assurances maladie et maternité du régime général de la sécurité sociale) ; maintien à ces maîtres de ces prestations (p. 124) ; caractère peu opportun de l'amendement de la commission ; respect de l'autonomie des partenaires sociaux (p. 125).

— **Projet de loi relatif à la création d'établissements d'enseignement public (n° 2818).**

Première lecture, discussion générale : équilibre entre l'initiative nouvelle reconnue aux communes, départements et régions et le maintien de l'unité du service public ; large maîtrise des collectivités locales sur le schéma prévisionnel des investissements en matière d'établissements scolaires ; préambule de la Constitution de 1946 ; substitution de l'Etat à la collectivité compétente ; décision du Conseil constitutionnel ; organisation de l'application du principe de substitution par le pouvoir réglementaire ; cas où la négligence ou le refus opposé par une collectivité territoriale constitue une carence [2 mai 1985] (p. 536) ; obligation faite à toute commune d'être pourvue d'une école publique ; procédure d'inscription d'office au budget communal des dépenses relatives à l'entretien d'une école publique ; établissements du second degré (p. 537) ; esprit de service public des fonctionnaires de l'éducation nationale ; dualisme scolaire ; établissements privés associés au service public ; amalgame entre certaines carences des collectivités locales et certaines fermetures de classes ; suppression de postes d'instituteurs ; redistribution des effectifs (p. 541).

Discussion de l'article unique : **article unique** : fonction de l'Etat consistant à apprécier si une création est nécessaire (p. 542) ; absence de décentralisation de l'enseignement supérieur ; frais d'investissements de l'établissement créé par l'Etat demeurant à la charge de ce dernier ; son sous-amendement n° 13 à l'amendement n° 1 de la commission

(visant à la fin de cet amendement à supprimer les mots « et à titre gratuit ») : adopté (p. 543) ; expression « collectivité compétente » étant plus restrictive que celle de « collectivité concernée » ; caractère obligatoire des règles fixées par la loi de décentralisation et par ses textes d'application ; son amendement n° 14 (visant dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « néglige ou ») : devenu sans objet ; établissements privés associés au service public (p. 544) ; notion de besoin scolaire reconnu ; absence de dualisme scolaire ; représentation de l'ensemble du Gouvernement par le préfet (p. 545) ; **après l'article unique** : existence de cas envisagés par la loi de 1903 et non par le projet gouvernemental (p. 546).

Ses observations après les explications de vote : problème de l'assimilation des établissements privés et des établissements publics ; caractère fluctuant des prises de position des groupes R.P.R. et U.D.F. ; laïcité (p. 546).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article unique** : référence à un genre d'éducation particulier ; introduction de la notion de « besoin scolaire reconnu » par la loi Debré ; notion d'« organisation convenable du service public » [4 juin 1985] (p. 1417).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : nécessité pour la France de posséder un grand nombre de techniciens de toutes catégories ; fixation d'un objectif de 80 % de bacheliers en l'an 2000 ; reconnaissance de la technologie comme partie intégrante de la culture [8 octobre 1985] (p. 2769) ; nécessité pour les jeunes d'apprendre à connaître l'entreprise ; principe de l'enseignement de la technologie à tous les niveaux d'enseignement ; nouvelle organisation des formations technologiques et professionnelles (p. 2770) ; baccalauréat professionnel ; manque d'ingénieurs et de techniciens supérieurs (p. 2771) ; création d'un réseau d'universités de technologie ; conditions de vie et de travail des étudiants ; désir d'augmenter le flux d'entrée dans les formations de techniciens supérieurs ; professeurs de lycées professionnels ; modernisation et actualisation des formations ; priorité à l'enseignement technique comme facteur de création d'emploi (p. 2772).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *discussion générale* : élévation du niveau de la formation de la population ; impératifs de modernisation ; taux de scolarisation des enfants âgés de plus de seize ans en France et aux Etats-Unis ; déficit d'étudiants ; manque de bacheliers et de lycéens ; généralisation de l'école maternelle et détection des difficultés précoces ; rénovation des collèges ; loi sur l'enseignement technologique et professionnel ; formation des maîtres ; adaptation du lycée aux élèves nouveaux [29 octobre 1985] (p. 3609) ; diversification des voies d'accès au niveau du baccalauréat ; école publique constituant un levier de la justice sociale ; notion d'« élitisme républicain » ; nécessité d'une école exigeante et rigoureuse ; déficit concernant l'unité nationale ; capacités d'intervention des collectivités locales dans le domaine de l'éducation ; nécessité de maintenir le niveau national concernant les examens, les programmes, et la formation des maîtres ; risques d'éclatement de l'éducation nationale ; moyens supplémentaires en personnels ; participation de l'éducation nationale à l'effort de resserrement des effectifs de la fonction publique ; moyens budgétaires correspondant à la première année d'application de la loi-programme sur l'enseignement technologique et professionnel (p. 3610) ; revalorisation de l'enseignement technique ; recrutement et formation des enseignants ; nombre de postes offerts au C.A.P.E.S. et à l'agrégation ; formation continue ; modernisation des équipements ; efforts accomplis au titre du plan « Informatique pour tous » ; modernisation des services ; formation continue des personnels non étudiants ; revalorisation de la carrière des instituteurs ; plan de résorption de l'auxiliaire ; situation de certaines catégories de personnels de l'enseignement supérieur et des universités de médecine ; nombre des étudiants inscrits dans les universités (p. 3611) ; nombre de boursiers ; progression des crédits à la recherche universitaire ; situation de l'éducation physique et sportive ; déficit en heures ; aides aux établissements privés ; implication des conventions d'actua-

lisation des traitements ; querelle de l'école publique ; propositions de l'opposition ; volonté d'« en finir avec le service public de l'éducation nationale » ; remise en cause du caractère national des programmes ; projet du R.P.R. ; missions de l'école (p. 3612) ; suppression de l'éducation civique ; qualité des programmes ; projet de l'opposition prévoyant que les enseignants seraient recrutés par les établissements ; déconcentration des procédures de recrutement à l'échelon départemental ou académique ; question du financement de l'école ; réduction des inégalités géographiques dans le cadre du service public ; projet de M. Madelin relatif aux chèques scolaires ; financement des établissements privés d'après le rapport de l'U.D.F. ; élargissement des capacités d'accueil (p. 3613) ; considère que M. Bourg-Broc « retarde un peu » (p. 3616) ; revendications par la droite de moyens nouveaux pour l'enseignement privé ; financement des établissements privés ; convention d'actualisation retenue pour la rémunération des maîtres contractuels du privé ; calcul des dotations d'emplois ; effectif total des enfants scolarisés dans les établissements privés ; crédits de formation à destination des établissements privés ; absence de précisions quant aux conditions dans lesquelles les recteurs pourraient ne pas nommer les maîtres ; droits syndicaux des maîtres du privé ; non application du plan « Informatique pour tous » dans l'enseignement privé (p. 3650) ; importance des travaux à entreprendre dans les lycées et les établissements d'enseignement secondaire ; autorisation de programmes prévues pour l'entretien, la sécurité et les économies d'énergie ; aspects financiers des dotations décentralisées ; attaques portées contre le plan « Informatique pour tous » ; utilisation des micro-ordinateurs (p. 3651) ; déroulement de la rentrée ; nombre des instituteurs ; échec scolaire ; poursuite du plan « Informatique pour tous » ; efforts consentis en matière d'éducation physique et sportive ; postes affectés au concours du C.A.P.E.S. ; crédits alloués aux bourses des élèves de collèges et de lycées ; politique d'aide sociale directe ; Centre national d'enseignement par correspondance ; application de la réforme du troisième cycle des études médicales (p. 3652).

Répond à la question de :

— *M. Roger Rouquette* : organisation d'un colloque sur la recherche pédagogique à la Sorbonne ; création d'un Institut national de la recherche en éducation et en formation ; indemnités de logement des instituteurs occupant des fonctions dans les hôpitaux, les prisons et les établissements pour handicapés ; obligations faites aux communes par la loi (p. 3653) ;

— *M. Georges Labaze* : situation des personnels de l'Institut médico-psychopédagogique des Clématites (p. 3654) ;

— *M. Antoine Gissingier* : déficit en matière d'éducation physique et sportive ; problèmes des crédits de fonctionnement appelés « franc-élève » (p. 3655) ;

— *M. Charles Miossec* : ambitions nationales du plan « Informatique pour tous » ; loi de 1959 ne prévoyant qu'une aide au fonctionnement de l'enseignement privé ; aides à la formation des maîtres de l'enseignement privé à l'informatique ; crédits accordés aux établissements privés (p. 3656) ;

— *M. Michel Debré* : enseignement de l'histoire ; rédaction d'une Histoire de la France par MM. Duby et Braudel ; rétablissement de l'enseignement de l'histoire comme matière fondamentale à l'école primaire ; institution d'un examen au terme de la scolarité obligatoire ; réhabilitation d'une histoire chronologique (p. 3657) ;

— *M. Francisque Perrut* : existence d'un enseignement public auquel les établissements privés peuvent concourir ; calcul de la dotation pour la rentrée 86 ; augmentation des effectifs observée en 1984 dans les établissements privés ; régime des crédits limitatifs (p. 3547) ; effectifs des établissements privés (p. 3658) ;

— *M. Jean-Paul Fuchs* : déficit horaire en matière d'art plastique et en éducation musicale ; appel à des personnels extérieurs ; création d'un C.A.P.E.S. d'éducation musicale ; problème des enseignements artistiques ; action au niveau du collège, du lycée et de la section universitaire (p. 3658) ;

— *M. Francisque Geng* : financement du service public laïque et gratuit de l'éducation nationale ; conceptions étatiques du rôle de l'Etat concernant le financement de l'enseignement privé ; existence d'établissements privés accueillant des enfants de milieu populaire (p. 3659) ;

— *M. Pierre-Bernard Cousté* : développement de l'aide aux familles modestes ; crédits prévus en 1986 pour les bourses nationales d'études au second degré ; régime de la gratuité des manuels scolaires (p. 3660) ;

— *M. Antoine Gissingier* : crédits de fonctionnement connus sous le nom de « franc-élève » ; transfert de ces dépenses dans le cas de la décentralisation (p. 3660) ;

— *M. Charles Miossec* : crédits transférés aux régions et aux départements au titre de l'équipement des lycées et collèges (p. 3660) ; effort fait en faveur des lycées ; refus de certaines collectivités régionales d'entreprendre des constructions (p. 3661) ;

— *M. André Durr* : informatisation de l'administration de l'éducation nationale ; installation d'un réseau de messagerie électronique ; développement des machines à traitement de texte ; nomination d'un directeur général chargé des finances et de la modernisation ;

— *M. Michel Debré* : définition volontairement restrictive de l'éducation civique ; publications de manuels avant l'élaboration des programmes ; respect des programmes par les éditeurs (p. 3662) ;

— *M. Emmanuel Hamel* : limites de la loi du 31 décembre 1959 (p. 3662) ;

— *M. Antoine Gissingier* : transfert des crédits d'investissement et de fonctionnement intéressant les lycées aux régions en 1986 (p. 3663).

CHIRAC (Jacques)

Député de la Corrèze
(3^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République
[J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

CHOMAT (Paul)

Député de La Loire
(1^{re} circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985]
(p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges
[J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985]
(p. 3976).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2096)
[J.O. du 23 mai 1985] (p. 5798).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 2772) tendant à développer l'installation des jeunes agriculteurs [17 octobre 1985] (p. 3245).

Membre du Haut Conseil du secteur public [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12360).

DEPOTS

Proposition de loi sur l'adhésion des membres des directions des entreprises publiques et nationalisées à des associations patronales privées (n° 2773) [13 juin 1985].

Proposition de loi tendant à la démocratisation des entreprises publiques (n° 3002) [17 octobre 1985].

Proposition de résolution tendant à créer une **commission de contrôle** sur certaines décisions des entreprises suivantes : Compagnie générale d'Electricité, Thomson, Renault, Rhône Poulenc, Péchiney, Saint-Gobain, Société nationale Elf Aquitaine, Usinor, Sacilor et les sociétés nationales du secteur bancaire et financier (n° 3051) [8 novembre 1985].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la production et des échanges, sur la **production nationale du charbon** (n° 3240) [19 décembre 1985].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur les **nouveaux matériaux** (n° 3241) [19 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Lutte contre le racisme** : crimes racistes et antisémites ; activités de M. Jean-Marie Le Pen ; campagnes menées contre la Résistance ; exemple de Marcel Paul ; histoire du groupe Manouchian [3 avril 1985] (p. 58) ; campagne anti-communiste ; nécessité d'une autre politique économique (p. 59).

— **Décrets non publiés concernant les agents non titulaires de l'Etat** : vote d'une loi par le Parlement en juin 1983 ouvrant droit à titularisation aux agents non titulaires de la fonction publique [7 mai 1985] (p. 615) ; nombre des bénéficiaires (p. 616).

— **Avenir de l'atelier Roannais de construction textile** : aide financière publique à l'entreprise A.R.C.T. ; situation financière et commerciale de l'entreprise ; initiatives nécessaires pour permettre l'annulation des mesures prises contre l'A.R.C.T. [12 juin 1985] (p. 1638).

— **Répression contre les militants syndicaux** : recrudescence de sanctions [9 octobre 1985] (p. 2843).

— **Application de sanctions à l'Afrique du Sud** : attitude du représentant de la France à l'O.N.U. votant contre un projet de résolution réclamant des mesures efficaces pour isoler et combattre les racistes d'Afrique du Sud ; demande formulée par les députés communistes d'annuler les contrats d'importation qui font de la France l'un des principaux débouchés pour les charbons sud-africains [6 novembre 1985] (p. 3982).

orales sans débat :

— n° 764, posée le 3 avril 1985 : **métaux (emploi d'activité)** (p. 84) ; appelée le 19 avril 1985 : **avenir de la sidérurgie** : interdiction par la Communauté des aides publiques à la sidérurgie à partir de 1986 ; conséquences pour les investissements prévus ; nombre de suppressions d'emplois ; exigences de la C.E.C.A. ; cas du site de Marais de la Compagnie française des aciers spéciaux (p. 267) ; ses observations sur le chantage ouest-allemand et les nouvelles concessions françaises ; suppression du « blooming » ; entrée de l'Espagne dans le Marché commun ; mesures protectionnistes prises par les Etats-Unis ; accords d'autolimitation de la C.E.E. (p. 268).

— n° 926, posée le 3 décembre 1985 : **matériels électriques et électroniques (entreprises)** (p. 5228) ; appelée le 6 décembre 1985 : **avenir de la C.G.C.T.** : avenir des télécommunications françaises et des P.T.T. ; accord A.T.T.-C.G.E. (p. 5413) ; décision en Conseil des ministres de signer l'accord C.G.E.-A.T.T.-Philips ; gestion par les B.O.C. du réseau téléphonique américain ; rappelle que si l'accord C.G.E.-A.T.T. se réalisait, A.T.T. hériterait de 16 % du marché français ; rupture du monopole public des télécommunications en France ; avenir de la poste ; projet de réorganisation des P.T.T. prévoyant une direction générale à la stratégie (p. 5414) ; projet prévoyant la disparition de la direction du budget et de la comptabilité (p. 5415).

— n° 925 de M. André Soury : appelée le 6 décembre 1985 : **éleveurs d'ovins** : donne communication de l'intervention de M. André Soury (p. 5419-5420).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652).

Première lecture, discussion générale : exclusivité de la complémentarité maladie pour la mutualité ; concurrence entre les assurances et la mutualité ; ses observations sur l'aval donné pour le Gouvernement à l'installation du groupe ouest-allemand D.K.V.-France ; risque de création d'une « médecine de riches face à une médecine de pauvres » ; complémentarité intervenant au détriment de la protection sociale obligatoire [28 mai 1985] (p. 1189) ; opposition des communistes à l'instauration d'une société duale (p. 1190).

Discussion des articles : **article 1^{er} et code annexé** : *article L. 111-2 du code de la mutualité* : monopole garantissant le plus haut niveau de protection sociale obligatoire ; intervention grandissante des assurances ; risque d'apparition de la notion de « sélection des risques » ; pratique en cours dans le secteur des travailleurs non salariés, des commerçants et des artisans ; installation en France du groupe D.K.V. (p. 1207) ; *article L. 125-6 du code de la mutualité* : nécessité d'augmenter le nombre de responsables salariés ; bénéfice de crédits d'heures au profit des salariés administrateurs ; suggère au Gouvernement et au président de la commission la réserve de l'amendement n° 58 (p. 1216).

— Projet de loi pour un renouvellement de l'aménagement (n° 2096).

Troisième lecture, discussion générale : légalisation des autorisations d'occupation du sol en l'absence de projet d'aménagement soumis à information ; attribution des logements H.L.M. ; maintien des interventions autoritaires des préfets dans les communes et sur les organismes d'H.L.M. ; sauvegarde des plaques commémoratives apposées sur les façades d'immeubles [4 juin 1985] (p. 1419-1420).

Discussion des articles : **article 11** : son amendement n° 51 (exonérant les locaux artisanaux situés dans une commune de moins de 2 000 habitants de la taxe départementale des espaces naturels sensibles) (p. 1425) ; adopté (p. 1426) ; **article 27** : son amendement n° 52 (rédigeant après les mots « est consulté » ainsi la fin de la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 441-1 du code de l'urbanisme : « d'une part sur les principes régissant ces attributions et sur le résultat de leur application, et d'autre part sur chaque attribution réalisée ») ; non appel d'un amendement du groupe communiste à l'article 1^{er} ; problème de l'attribution des logements H.L.M. ; intervention du maire pour la moitié des logements H.L.M. de sa cité ; consultation des maires limitée aux principes d'attribution des logements ; rejeté (p. 1433).

Explications de vote : conséquences du non-respect des modalités de concertation ; abstention du groupe communiste (p. 1436).

— Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).

Deuxième lecture, discussion générale : rétablissement du vote du collège des entreprises pour la définition des missions des maîtres d'œuvres ; renforcement de la prédominance des entreprises générales ; sous-traitance dans le bâtiment ; possibilité de l'action directe ; délégations pour la conduite d'opérations ; intérêt pour les petites ou moyennes communes [11 juin 1985] (p. 1556).

Discussion des articles : **article 6** : conditions dans lesquelles un maître d'ouvrage public peut recourir à l'assistance d'un conducteur d'opération ; demandes émanant des chambres de commerce et d'industrie ; cas des ateliers relais ; son amendement n° 38 (personnes morales assurant auprès du maître d'ouvrage une mission de prestation couvrant la conduite de l'opération) ; cas de certaines sociétés d'économie mixte ou de sociétés d'H.L.M. n'ayant pas construit depuis un certain temps ; appel à des sociétés privées ; rejeté (p. 1562) ; **après article 6** : son amendement n° 39 (sous-traitance d'entrepreneurs) ; garantie de paiement des sous-traitants ; jurisprudence de la Cour de cassation ; conditions relatives à l'exercice de l'action directe ; cas des marchés publics ou assimilés (p. 1563) ; retiré ; **article 7** : ses observations sur l'amendement n° 18 de la commission (p. 1564) ; nécessité de pousser la mission de base jusqu'au

niveau nécessaire à une consultation des entreprises par lots séparés (p. 1565) ; **article 12** : domination des entreprises générales au sein du troisième collège (p. 1566).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion des articles : **article 6** : nombre de jeunes quittant le système scolaire sans aucune formation professionnelle [8 octobre 1985] (p. 2815) ; baccalauréat technique et baccalauréat série technologique (p. 2816) ; dénomination baccalauréat série technologique ; brevet de technicien (p. 2817).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale* : insuffisances de la rentrée 1985 ; disparitions d'options ; absence de création de postes d'enseignants dans les collèges ; nombre d'emplois créés dans les lycées ; non reconduction des crédits du plan « 60 000 jeunes » ; suppression d'emplois de non-enseignants ; baccalauréats professionnels ; ouverture des classes passerelles ; conceptions élitistes du nouveau baccalauréat ; fermeture de sections de C.A.P.-B.E.P. ; blocage des revendications des enseignants du second degré ; postes d'éducation physique ; non-augmentation des bourses du second degré ; création d'emplois dans l'enseignement privé ; pourcentage du P.I.B. représenté par le budget de l'éducation ; activités des services des rectorats et des inspections académiques [29 octobre 1985] (p. 3630).

Urbanisme, logement et transports. I. Urbanisme et logement — *Discussion générale* : droit au logement [30 octobre 1985] (p. 3714) ; choix entre la location ou l'accession ; ségrégation sociale ; évolution des conditions de vie créant des besoins ; effets pervers et ségrégatifs de la loi de 1977 ; modifications des conditions de financement de la construction et de la réhabilitation ; pouvoirs des préfets en matière de logement ; réduction du 0,9 % au logement à 0,8 % ; aides au bénéfice des locataires chômeurs au-delà des fins de droits ; financement de l'A.P.L. ; baisse de la construction locative sociale (p. 3715) ; conséquences du budget sur l'accession à la propriété ; crédits P.A.L.U.L.O.S. ; réhabilitation sociale ; « expérimentation » portant sur 70 000 logements H.L.M. ; substitutions des crédits de l'A.P.L. à l'allocation logement (p. 3716) ; *question* : pose la question de M. Parfait Jans (p. 3732).

Examen des crédits : **Titre III, Etat D** : son amendement n° 51 (réduction des crédits de 3 millions de francs) ; suppression d'emplois dans les services de l'équipement ; diminution des crédits de fonctionnement ; détérioration des conditions de travail ; situation des C.E.T.E. et des laboratoires des ponts et chaussées (p. 3741) ; retiré (p. 3742).

Défense. — *Discussion générale* : plan de charge des arsenaux et établissements ; décrets salariaux relatifs aux ouvriers des arsenaux [8 novembre 1985] (p. 4177) ; droits des salariés des arsenaux ; manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne ; atelier de construction de Roanne (p. 4178).

Redéploiement industriel et commerce extérieur - Energie. — *Discussion générale* : caractère néfaste de la politique de freinage des salaires ; évolution de la politique du Gouvernement depuis 1981 ; responsabilité du Gouvernement dans l'aggravation du chômage [12 novembre 1985] (p. 4211) ; propositions du parti communiste pour favoriser l'emploi ; amélioration de la trésorerie des entreprises ; diminution des prêts bonifiés destinés aux petites et moyennes entreprises et aux artisans ; caractère inadmissible de l'exportation de capitaux par des entreprises industrielles nationalisées ; gestion des entreprises publiques ; atteinte aux droits des travailleurs dans les entreprises publiques (p. 4212) ; *question* : plan « machine-outil » ; situation de l'entreprise Berthiez à Saint-Etienne du groupe M.F.L. (p. 4254).

— **Déclaration du Gouvernement sur la fonction publique et débat sur cette déclaration (n° 3109).**

Discussion : nécessaire unification des différents éléments de la fonction publique ; statut du personnel hospitalier comportant des dispositions contradictoires avec la démarche poursuivie dans les trois autres titres ; absence de décrets sur l'organisation en corps de la fonction publique

territoriale [26 novembre 1985] (p. 4913) ; problèmes des secrétaires généraux de mairie ; décision du ministre de l'intérieur vidant le Titre III de son contenu progressiste ; rétablissement de seuils démographiques pour la création de postes d'administrateurs territoriaux ; élargissement outrancier de la possibilité de licenciement de fonctionnaires hospitaliers titulaires, de recours au recrutement de contractuels et de précarisation de nombreux emplois ; emploi des T.U.C. dans les administrations de l'Etat ou des collectivités territoriales (p. 4914).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 20 (précisant que la convention ou l'accord collectif de travail n'est valable que s'il est signé du côté des salariés par une ou des organisations syndicales représentatives bénéficiant de l'audience de la majorité des salariés concernés) [4 décembre 1985] (p. 5326) ; rejeté (p. 5327) ; son amendement n° 23 (précisant qu'en cas d'opposition de deux organisations syndicales de salariés, l'extension ne peut être prononcée) ; obligation pour le ministre de consulter la commission nationale de la négociation collective avant de prendre son arrêté d'extension ; compétence liée du ministre qui n'a d'autre obligation que de faire procéder à une deuxième lecture lorsqu'au moins deux organisations patronales ou deux organisations syndicales expriment par écrit une position motivée ; exemple de l'accord de branche sur la durée du travail conclu dans les industries chimiques en 1982 ; caractère injuste de la possibilité pour une organisation très minoritaire d'imposer sa volonté à toute une branche professionnelle ; rejeté (p. 5328) ; **son rappel au règlement** : conditions dans lesquelles se déroule la discussion du projet de loi sur l'aménagement de temps de travail ; absence d'explications justifiant le rejet par le Gouvernement des amendements du groupe communiste [5 décembre 1985] (p. 5347) ; situation de M. Maurice Targe, secrétaire du syndicat C.G.T. de l'usine Creusot-Loire-Marenne ; rôle des communistes dans la défense de l'emploi (p. 5348) ; position de C.N.P.F. en faveur de l'appel systématique ; jugement du Conseil du prud'hommes de Saint-Etienne ; remise en cause des droits des travailleurs [6 décembre 1985] (p. 5491) ; **article 1^{er}** : campagne conduite en faveur de la flexibilité par le C.N.P.F. ; décret facilitant le recours au travail à temps partiel ; accord conclu par la direction de General Motors ; rapport Taddei ; réduction du temps de travail ; position de la C.G.T. (p. 5496, 5497) ; son amendement n° 44 (exclusion de la branche des industries diverses) (p. 5516) ; rejeté (p. 5517) ; situation dans le commerce ; conditions de travail dans les hypermarchés (p. 5520, 5521) ; exclusion de la branche de la préparation des métaux du champ d'application des dispositions en discussion ; fonderies et aciéries électriques de Feurs constituant un centre d'expérimentation du C.N.P.F. (p. 5525, 5526) ; situation dans la branche du travail des métaux [7 décembre 1985] (p. 5572) ; nationalisation des groupes Usinor et Sacilor ; cas de l'usine C.F.A.S. de Saint-Etienne ; son amendement n° 55 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8 du code du travail) ; fixation d'une durée de travail moyenne sur l'année de trente-huit heures par semaine ; problème du maintien de la rémunération sur la base des quarante heures (p. 5573) ; déréglementation consécutive à l'annualisation du temps de travail ; attitude du ministre se décidant à ne pas répondre aux questions posées par les communistes ; réservé en vertu de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5574) ; précise que jamais un accord minoritaire n'a été étendu ; situation des salariés agricoles (p. 5591, 5592) ; situation dans la branche du travail et des métaux (p. 5598) ; situation dans la branche de la préparation des métaux (p. 5599, 5600) ; situation dans la branche mécanique (p. 5602) ; situation dans la branche textile (p. 5604) ; **son rappel au règlement** : attitude partisane du président de séance participant au vote ; demande au ministre s'il y a eu extension d'accord signé seulement par des organisations syndicales minoritaires (p. 5606) ; référence à la ligne Maginot (p. 5610) ; son amendement n° 97 (précisant que l'application de l'accord dans une entreprise ou un établissement exige une consultation préalable du comité d'entreprise (p. 5612) ; réservé (p. 5613) ; **article 2** : changement dans les modalités de calcul des heures supplémentaires (p. 5619) ; *article L. 212-8-1 du code du travail* : son sous-amendement

n° 240 à l'amendement n° 1 de la commission (procédure de fixation des limites conventionnelles) [8 décembre 1985] (p. 5628) ; vote réservé (p. 5629) ; *article L. 212-8-2 du code du travail* : son amendement n° 124 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code à insérer après le mot : « convention », le mot : « étendue ») ; vote réservé (p. 5632) ; politique suivie en matière de transports à Saint-Etienne (p. 5641) ; nécessité d'exclure les salariés du secteur des transports collectifs urbains ou interurbains du champ d'application du projet (p. 5642) ; télégrammes envoyés aux membres du groupe communiste ; emploi du verbe « exiger » dans les messages des organisations syndicales (p. 5652) ; situation économique et sociale dans le secteur de la construction (p. 5653) ; *article L. 212-8-4 du code du travail* : son **rappel au règlement** : attitude de la droite au cours des séances (p. 5655) ; rappelle qu'il aurait combattu les amendements de l'opposition s'ils avaient été soutenus (p. 5656) ; garanties sur les conditions dans lesquelles se ferait l'extension des accords prévus à l'article L. 212-8-4 ; conditions de l'extension d'un accord (p. 5656) ; risque que le projet de loi puisse être interprété d'une façon préjudiciable aux salariés (p. 5657) ; son amendement n° 137 (tendant à compléter le 4^e alinéa 3^e du texte proposé pour cet article du code par les mots : « délai qui ne peut être inférieur à un mois ») (p. 5660) ; vote réservé (p. 5661) ; sous-amendement n° 243 de Mme Huguette Jacquaint tendant à ce que les avis de tous les syndicats figurent dans le texte de l'accord (p. 5662) ; comparaison des accords d'entreprise avec les rapports de l'Assemblée nationale et du Conseil économique et social (p. 5663) ; explique l'attitude des députés communistes ; prise en compte de façon prioritaire par le groupe communiste des revendications des organisations syndicales (p. 5664) ; *article L. 212-8-5 du code du travail* : son amendement n° 142 (tendant à supprimer le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; citation de Jaurès à la Chambre des députés (p. 5666) ; vote réservé (p. 5667) ; ses observations sur les propos de M. Michel Delebarre (p. 5675) ; son amendement n° 152 (exclusion du champ d'application du projet de la branche de la mécanique) : non soutenu [8 décembre 1985] (p. 5680) ; adjectif « étendu » qualifiant à la fois le substantif « convention » et le substantif « accord » ; explique l'attitude du groupe communiste (p. 5686) ; rôle du ministre dans la procédure d'extension des conventions collectives (p. 5687) ; **après l'article 2** : expose les résultats d'une recherche historique de M. Luciani sur la flexibilité (p. 5698-5699) ; son amendement n° 181 (consultation du comité d'entreprise avant toute période d'utilisation des modulations prévues par l'accord ou la convention [9 décembre 1985] (p. 5706) ; réservé (p. 5707) ; **article 3** : son amendement n° 209 (excluant la branche de la chimie) : réservé (p. 5718).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : âge auquel le droit à la retraite est ouvert ; situation du conjoint du chef d'exploitation ; perception de la retraite forfaitaire ; rôle des femmes agricultrices ; défaut d'équipement dans les zones rurales [5 décembre 1985] (p. 5371) ; **article 2** : minoration du montant de la retraite proportionnelle acquise par un chef d'exploitation qui demande sa retraite avant soixante-cinq ans sans justifier pour autant de 150 trimestres d'activité (p. 5379) ; **article 7** : appréciation de l'inaptitude au travail ; suspension du service d'une pension de retraite attribuée au titre de l'inaptitude au travail ; versement de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité (p. 5383) ; situation des fermiers et métayers (p. 5384) ; **article 10** : légitimité d'une amélioration de la condition des agricultrices (p. 5386) ; droit à pension d'invalidité pour les agricultrices ; rôles des femmes dans l'agriculture ; productivité agricole ; imperfection de l'assiette du revenu cadastral (p. 5387).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).**

Discussion : situation dans le secteur de l'agro-alimentaire ; évolution des habitudes alimentaires ; percée des biotechnologies ; insolvabilité d'un nombre croissant de consommateurs [10 décembre 1985] (p. 5806) ; institution des quotas dans la production laitière ; distinction en groupe des industries agro-alimentaires ; accélération de la concen-

tration ; valorisation des produits bruts ; faiblesse de l'effort de recherche (p. 5807) ; niveau de l'investissement ; baisse des crédits du fonds d'intervention stratégique et de la prime d'orientation agricole ; rapports de force entre les industriels et le négoce de gros ; renforcement du contrôle des ententes et des abus de position dominante ; atouts des industries agro-alimentaires ; avènement des biotechnologies ; production de produits à haute valeur ajoutée ; place de la coopération dans les secteurs (p. 5808) ; titres participatifs ; insuffisance des moyens du F.E.O.G.A. ; intéressement des salariés à la marche de leur entreprise (p. 5809).

CHOUAT (Didier)

Député des Côtes-du-Nord
(3^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la création d'établissements d'enseignement public (n° 2618).**

Première lecture, discussion générale : rôle des collectivités locales et de l'Etat ; cadre nouveau de la décentralisation [2 mai 1985] (p. 540) ; besoins de scolarisation dans l'enseignement public ; transfert de propriété à la collectivité compétente ; enseignement préélémentaire (p. 541).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : inadéquation de certaines filières au marché du travail ; situation dans l'enseignement technique long ; nécessité de décloisonnement ; nécessité d'améliorer la formation des agriculteurs et des salariés des entreprises agro-alimentaires [8 octobre 1985] (p. 2795).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale* : décentralisation du système éducatif [29 octobre 1985] (p. 3637) ; différents projets élaborés par les partis de l'opposition ; concertation avec les parties concernées ; vœu de transparence ; maintien et développement des services publics ; relations entre les collectivités territoriales et les établissements privés ; inégalité géographique ; actions de certaines régions comme la région Ile-de-France ; non affectation de crédits d'investissement à la construction de lycées ou de L.E.P. ; relations entre l'Etat et les collectivités locales en matière d'éducation ; exemple de la rénovation des collèges ; rôle des parents d'élèves (p. 3638).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale* : questions ; conséquences du transfert à l'Etat de la charge financière du versement de l'indemnité représentative de logement aux instituteurs publics [13 novembre 1985] (p. 4326) ; exception accordée aux instituteurs ayant quitté un logement de fonction depuis le 1^{er} janvier 1984 ; situation des instituteurs des Côtes-du-Nord ; problèmes soulevés par les instituteurs exerçant dans des établissements ayant un caractère départemental ou régional (p. 4327).

CLEMENT (Pascal)

*Député de la Loire
(6^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française
(*J.O.* du 2 avril 1985) (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie (n° 2568) [*J.O.* du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (*J.O.* du 3 avril 1985) (p. 3903).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François d'Harcourt tendant à étendre l'exemption de réquisition de véhicules en temps de guerre aux infirmiers et infirmières (n° 2453) [11 avril 1985] (p. 182).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Gilbert Gantier tendant à interdire le cumul d'un mandat parlementaire avec la fonction de membre du cabinet d'un ministre ou du Président de la République (n° 2496) [11 avril 1985] (p. 182).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2096) [*J.O.* du 23 mai 1985] (p. 5798).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [*J.O.* du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [*J.O.* du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [*J.O.* du 8 juin 1985] (p. 6376).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391) [*J.O.* du 13 juin 1985] (p. 6537).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169) [*J.O.* du 19 juin 1985] (p. 6788).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Marie Caro et plusieurs de ses collègues permettant la contestation des déclarations de candidatures aux élections cantonales des candidats inéligibles (n° 2631) [20 juin 1985] (p. 1840).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651) [*J.O.* du 26 juin 1985] (p. 7068).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [*J.O.* du 20 juillet 1985] (p. 8248).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (intérieur et décentralisation : administration générale et collectivités locales) [*J.O.* du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Bernard Stasi tendant à harmoniser diverses dispositions relatives aux relations entre l'administration et le public et modifiant les règles applicables au secret professionnel (n° 2892) [17 octobre 1985] (p. 3245).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'égalité

des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584) [*J.O.* du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [*J.O.* du 3 décembre 1985] (p. 14048).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012) [*J.O.* du 6 décembre 1985] (p. 14200).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Delfosse tendant à modifier les articles 1520 et suivants du code général des impôts et relatifs au paiement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (n° 3000) [12 décembre 1985] (p. 6147).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses modifications du code de procédure pénale (n° 2695) [*J.O.* du 12 décembre 1985] (p. 14462).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [*J.O.* du 12 décembre 1985] (p. 14663).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037) [*J.O.* du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956) [*J.O.* du 14 décembre 1985] (p. 14581).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [*J.O.* du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Jean Setlinger tendant à ériger le scrutin majoritaire en principe constitutionnel pour les élections législatives (n° 3160) [19 décembre 1985] (p. 6501).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Jean Setlinger tendant à tirer les conséquences de la proposition de loi constitutionnelle tendant à ériger le scrutin majoritaire en principe constitutionnel pour les élections législatives (n° 3161) [19 décembre 1985] (p. 6501).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023) [*J.O.* du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [*J.O.* du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [*J.O.* du 22 décembre 1985] (p. 15040).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951), tome III : **intérieur et décentralisation** : administration générale et collectivités locales (n° 2988) [9 octobre 1985].

Proposition de loi tendant à abaisser à cinquante ans l'âge d'attribution de la pension de réversion dans le régime général d'assurance vieillesse et les régimes alignés sur lui (n° 3066) [14 novembre 1985].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 442-9 du code du travail relatif à la provision pour inves-

tissements dans le cadre de la **participation des salariés aux fruits de l'expansion (n° 3120)** [28 novembre 1985].

Proposition de loi tendant à instituer un statut de l'élu local (n° 3123) [28 novembre 1985].

Proposition de loi portant réforme du secret de l'instruction pénale (n° 3250) [19 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation de l'industrie ferroviaire** : nomination du président de la régie Renault comme ambassadeur à Washington ; déficit catastrophique de la Régie ; nombre des suppressions d'emplois dans le secteur ferroviaire ; fusion des groupes Fauvet-Girel et Arbel Industrie ; attribution de subventions au secteur public [24 avril 1985] (p. 331) ;

— **Situation du Liban** : attitude de l'opinion publique internationale concernant les massacres des chrétiens du Chouf ; conséquences dramatiques du retrait d'Israël ; rôle de la France pour protéger les communautés chrétiennes du Liban ; convocation éventuelle du conseil de sécurité des Nations Unies ; redéfinition du rôle de la F.I.N.U.L. ; responsabilité des occidentaux dans la situation actuelle du Liban ; action déployée par le Gouvernement français en faveur de l'O.L.P. [7 mai 1985] (p. 611) ;

— **Sort des officiers français en Nouvelle-Zélande** : affaire Greenpeace [16 octobre 1985] (p. 3109) ;

— **Déménagement du ministère des finances** : déménagement des fonctionnaires des finances à Bercy, fin 1986 ; déménagement au début 1986 du ministre des finances dans les locaux du ministère des transports ; désorganisation du fonctionnement des services de ce ministère [20 novembre 1985] (p. 4551).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant aménagement d'aides au logement (n° 2575)**.

Première lecture, discussion générale : conditions pour obtenir un prêt au titre d'une résidence secondaire ; importance de l'activité du bâtiment pour l'économie ; chute de la construction de logements [3 avril 1985] (p. 73) ; population active du secteur du bâtiment ; pourcentage des investissements en ouvrages de bâtiment par rapport à l'investissement national ; effet d'entraînement du bâtiment sur les autres secteurs ; accroissement annuel du parc des résidences secondaires ; ses propositions pour une « nouvelle politique du bâtiment » par exemple : l'allègement des taxes sur les plus-values et l'allègement des droits de mutation (p. 74).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601)**.

Première lecture, discussion générale : défend la question préalable de M. Jean-Claude Gaudin ; sa référence à l'intervention du Président de la République dans le journal « Le Monde » en date du 2 juillet 1981 ; bilan pouvant être dressé de l'expérience socialiste ; différentes étapes du régime socialiste depuis le 10 mai ; absence de remise en cause du mode de scrutin en 1981 ; application « in extremis » de la proposition n° 47 du candidat à la présidence de la République ; justice et mode de scrutin [24 avril 1985] (p. 374) ; inadaptation de la réforme proposée aux institutions ; impossibilité de modifier le mode de scrutin sans un consensus national ; acceptation par tous les Français des institutions de la V^e République ; mode de scrutin majoritaire constituant une base sur laquelle s'appuie le Gouvernement ; sa référence à l'article de M. Lionel Jospin sur l'évolution des institutions et l'établissement en France d'un régime présidentiel (p. 375) ; retour au scrutin majoritaire dans deux ans (p. 376).

— **Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des interprètes artistes, producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169)**.

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 1 (tendant à substituer dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 16 de la loi du 11 mars

1957 aux mots : « l'auteur et les co-auteurs » les mots : « le réalisateur, et, s'il y a lieu, les autres co-auteurs » [20 mai 1985] (p. 821) ; retiré ; son amendement n° 2 (supprimant l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article 16 de la loi du 11 mars 1957) : rejeté ; **article 7 bis** : son amendement n° 3 subsistant les mots « soixante-dix » au mot « cinquante » dans le deuxième alinéa de l'article 21 de la loi du 11 mars 1957 et dans le premier alinéa de l'article 22 et de l'article 23 de la même loi (p. 822) ; rejeté ; **article 8** : son amendement n° 4 (assimilant à la télédiffusion d'une œuvre l'émission de signaux vers un satellite) : adopté (p. 823).

— **Projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589)**.

Deuxième lecture, discussion générale : terme de « multipropriété » problèmes psychologiques et financiers liés à la formule ; inconvénients de la multipropriété ; rentabilisation du parc immobilier ; contraintes financières pesant sur le secteur du tourisme [18 juin 1985] (p. 1709) ; opportunité d'intéresser les institutionnels à l'immobilier touristique ; importance de la clientèle étrangère dans les résidences de tourisme ; ouverture de l'épargne logement pour le financement de la résidence secondaire ; crise dans le B.T.P. (p. 1710).

Discussion des articles : **article 11** : groupements des associés ayant la jouissance de la même période et ayant des problèmes communs ; risque de constitution de groupes de pression (p. 1716) ; **article 13** : ses observations sur les dispositions concernant les sociétés coopératives (p. 1717) ; **titre** : simplification du langage juridique ; possibilité d'éviter toute confusion dans les futures applications judiciaires du texte ; reprend l'amendement n° 56 de la commission (complétant le titre du projet de loi par les mots : « dites de multipropriété ») : rejeté (p. 1724).

— **Projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales (n° 2695)**.

Première lecture, discussion générale : allègement de la charge des tribunaux correctionnels ; effet des audiences de cabinet sur l'allongement de la procédure ; procédure de l'expertise ; recours pour nullité avant la fin de l'audience ; risque de suppression d'un moyen de cassation ; systématisation des travaux d'intérêt général ; attitude de l'opinion publique ; prise en compte de l'aspect financier du problème carcéral ; ses remarques sur l'absence d'intervention du Gouvernement précédent [25 juin 1985] (p. 1936-1937) ; développement des travaux d'intérêt général compensant la carence financière ; problème de la délinquance ; surpopulation carcérale justifiant la multiplication des décisions d'élargissement ; création d'un fonds spécial de grands travaux ; nombre des délinquants remis en liberté ; exaspération de l'électorat (p. 1938-1939) ; **son rappel au règlement** : estime que l'intervention de M. Jean-Pierre Michel constitue un fait personnel (p. 1941) ;

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 48 (rédigeant ainsi le début de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article : « le cas échéant, il avise le plaignant ... ») (p. 1950) ; non soutenu ; **article 2** : son amendement n° 49 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux mots « dans un délai de deux ans » les mots « dans un délai de quatre ans ») : non soutenu (p. 1951) ; **article 5** : son amendement n° 50 (substituant au début de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article aux mots : « il peut refuser » les mots « il peut différer ou refuser ») : non soutenu ; **article 6** : son amendement n° 51 (substituant au début de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article aux mots « elle peut refuser » les mots « elle peut différer ou refuser ») : non soutenu ; **article 7** : son amendement n° 52 (substituant au début du deuxième alinéa de cet article aux mots « la Cour peut refuser » les mots « la Cour peut différer ou refuser ») : non soutenu (p. 1952) ; **article 8** : son amendement n° 53 (substituant au début du deuxième alinéa de cet article aux mots « la Cour d'appel peut refuser » les mots « la Cour d'appel peut différer ou refuser ») : non soutenu (p. 1953) ; **article 13** : son amendement n° 54 (substituant dans la première phrase du troisième alinéa de cet article aux mots « par lettre recommandée avec demande d'avis de réception » les mots « par lettre simple ») : non soutenu (p. 1954) ; **article 17** :

son amendement n° 55 (rédactionnel) (p. 1955) ; retiré ; **article 20** : son amendement n° 57 (complétant le texte proposé pour l'article 159 du code de procédure pénale par l'alinéa suivant : « l'expertise est contradictoire ») ; principe de l'expert unique ; unicité ne se traduisant pas par un gain pour le justiciable ; absence de possibilité de recours pour les parties (p. 1956) ; application des règles applicables en matière civile au domaine pénal ; rejeté ; **article 21** : son amendement n° 56 (substituant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article aux mots « aux experts » les mots « à l'expert ») ; devenu sans objet (p. 1957) ; **article 32** : alignement de tous les départements de même population que l'Isère ou la Loire-Atlantique ; **article 33** : son amendement n° 58 (de suppression) ; suppression d'un moyen de cassation ; intérêt du justiciable (p. 1960) ; nullité apparaissant en cours d'audience ; rejeté (p. 1961) ; **article 42** : son amendement n° 59 (complétant le texte proposé pour l'article 494-1 du code de procédure pénale par les mots : « sans possibilité d'aggravation de la peine ») ; possibilité de modifier le jugement frappé d'opposition ; opportunité de limiter le pouvoir du tribunal à une diminution de la peine en cas d'itératif défaut (p. 1962) ; retiré (p. 1963) ; **article 46** : *article 529-2 du code de procédure pénale* : son amendement n° 65 (insérant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code le mot « motivée » après les mots « une requête ») ; retiré (p. 1964) ; **article 50** : son amendement n° 68 (substituant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 728-1 du code de procédure pénale aux mots « six mois » les mots « quatre mois ») ; nécessité d'éviter le prononcé de peines de substitution motivées par la surpopulation carcérale ; rejeté (p. 1967).

Deuxième lecture, discussion générale : impossibilité pour le pouvoir exécutif de déterminer le lieu de détention ; interdiction de l'invocation devant la Cour de cassation des nullités constatées avant l'ouverture des débats ou lors de l'audition de témoins et d'experts qui n'auraient pas été soulevées devant la Cour d'assises constituant une atteinte au droit de la défense ; caractère positif du développement du régime de la semi-liberté [26 novembre 1985] (p. 4864) ; travaux d'intérêt général ne constituant qu'un palliatif à la prison (p. 4865).

Discussion des articles : **avant l'article 10** : rôle du bâtonnier ; amendement n° 24 de la commission allant dans le sens de la garantie des droits de la défense (p. 4867).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Troisième lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (modifiant le tableau n° 7 relatif aux effectifs des conseils régionaux et répartition des sièges entre les départements) [26 juin 1985] (p. 2008) ; rejeté (p. 2010).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : opposition entre le ministre des finances et le ministre de l'intérieur et de la décentralisation [10 juillet 1985] (p. 2308) ; évolution du parti socialiste sur sa conception de la police nationale ; caractère insuffisant des sommes consacrées à la modernisation de la police ; caractère douteux de l'efficacité des engagements pluriannuels ; brièveté et contenu du projet de loi ; nombre réel de policiers recrutés depuis 1981 (p. 2309) ; augmentation massive de la délinquance ; charges pesant sur l'automobiliste ; caractère aléatoire du financement du plan de modernisation de la police ; appréciation de l'U.D.F. sur la proposition du groupe socialiste visant à faire en sorte que les appelés puissent entrer dans les rangs de la police ; situation dans la gendarmerie ; problème des plans de carrière des policiers ; nécessité d'une loi pour élaborer le code de déontologie de la police nationale ; possibilité laissée à un policier de se soustraire à un ordre s'il le juge fondamentalement illégal (p. 2310) ; dispositions analogues contenues dans le statut général de la fonction publique ; nécessaire réforme des structures de la police ; suppression de la détention pour les peines inférieures à six mois laissée à la libre appréciation du Parquet ; nécessaire assouplissement des conditions du contrôle d'identité ; nécessité de redéfinir les affectations des policiers ; nécessité d'assurer une meilleure distribution des forces de police sur le territoire ; problème de la « guerre des polices » ; nécessité de

la lutte contre le terrorisme ; objectif du rapport de la commission de travail de l'U.D.F. (p. 2311) ; s'indigne de l'insulte proférée à son encontre par le ministre de l'intérieur et de la décentralisation (p. 2317) ;

Deuxième lecture, discussion générale : capacités de dissimulation du gouvernement socialiste ; projet ayant pour objet principal d'augmenter le montant des amendes pénales ; code de déontologie ; montée de la délinquance ; baisse des sommes affectées à l'équipement de la police depuis 1981 ; absence de réforme de la justice ; peines de travaux d'intérêt général prononcées par les juges d'application des peines [25 juillet 1985] (p. 2416) ; libérations anticipées favorisant la récidive ; non paiement des conventions par un tiers des contrevenants parisiens ; nécessité de mettre à la disposition de la police des moyens juridiques ; problème des contrôles d'identité ; interprétation de la loi du 10 janvier 1983 par la Cour de cassation ; absence de réaménagement de l'échelle des peines ; inutilité de l'élaboration d'un code de déontologie ; projet intervenant à la veille d'élections professionnelles dans la police ; nécessité d'une réorganisation des différents services et directions ; cas des renseignements généraux (p. 2417).

Son fait personnel : proteste contre les insultes proférées à son égard par le ministre de l'intérieur et de la décentralisation [10 juillet 1985] (p. 2321).

— **Discussion des conclusions d'un rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Gilbert Bonnemaïson et plusieurs de ses collègues modifiant la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 2455).**

Première lecture, discussion générale : insuffisances de la loi Quilliot concernant la copropriété ; systématisation du conseil syndical alourdissant le fonctionnement de la copropriété ; obligation de comptes bancaires séparés par syndicat ; mise en place sur informatique alourdie par la tenue de comptes bancaires ; affectation du principe de la garantie financière des administrateurs de biens [3 octobre 1985] (p. 2630-2631).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 10 (supprimant le troisième alinéa de cet article) ; difficultés de gestion liées à la mise en place de l'informatique (p. 2634) ; rejeté ; son amendement n° 11 (rédigeant ainsi, après les mots « pour chaque syndicat » la fin du dernier alinéa de cet article : « lorsque l'assemblée générale en fait la demande exprime à la majorité des voix de tous les copropriétaires ») ; respect du droit des copropriétaires et de la profession de syndic ; ouverture de comptes bancaires à la demande de l'Assemblée générale (p. 2635) ; fautes commises par certains syndics ; amendement permettant d'aboutir à un consensus ; rejeté (p. 2636) ; **article 2** : son amendement n° 12 (complétant le texte proposé pour l'article 18-1 de la loi du 10 juillet 1965 par les mots : « dans le cas d'immeubles dépourvus de conseil syndical ») : non soutenu (p. 2637).

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux et régionaux (n° 2856).**

Première lecture, discussion générale : transformation effective des régions en collectivités locales ; absence de compétences universelles ; consultation obligatoire des comités économiques et sociaux régionaux [9 octobre 1985] (p. 2852) ; création de sections spécialisées autonomes au sein des comités économiques et sociaux régionaux ; coût de financement des sections ; obligation de pratiquer la représentation proportionnelle au sein des bureaux du conseil régional et du conseil général ; opportunité d'instaurer une conférence des présidents ; missions du bureau ; pratique des délégations au vice-président ; doublement des réunions dans les conseils généraux ou régionaux pratiquant la proportionnelle ; responsabilité incombant au chef de l'exécutif ; vote négatif du groupe U.D.F. (p. 2853) tenue de réunions « monocolors » dans le conseil régional présidé par M. Joxe (p. 2854).

Discussion des articles : **après l'article 6** : son amendement n° 37 (fixation par décret en Conseil d'Etat de la composition des comités économiques et sociaux) (p. 2867) ;

rejeté ; **article 7** : son amendement n° 38 (insérant après le sixième alinéa (4°) du texte proposé pour l'article 14 de la loi du 5 juillet 1972 l'alinéa suivant : « 5. aux budgets complémentaires ainsi qu'au bilan annuel d'exécution du budget ») ; rejeté (p. 2868) ; **article 8** : son amendement n° 36 (complétant le premier alinéa du texte proposé pour l'article 15 de la loi du 5 juillet 1972 par la phrase suivante « ces avis sont ratifiés par le comité économique et social ») ; non soutenu (p. 2869) ; **article 30** : son amendement n° 39 (création d'une conférence des présidents au sein de chaque collectivité régionale et départementale) (p. 2874) ; rejeté (p. 2875).

— **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code de procédure pénale et du code de la route et relatif à la police judiciaire (n° 2786).**

Première lecture, discussion générale : extension de la qualification d'agent de police judiciaire aux personnels en tenue de la police nationale ; problème de formation [9 octobre 1985] (p. 2885).

— **Projet de loi portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale (n° 2964).**

Première lecture, discussion générale : rapidité du parcours législatif suivi par le texte [14 octobre 1985] (p. 2990) ; information des milieux judiciaires ; suppression du recours systématique à la chambre d'instruction ; solitude des juges d'instruction ; problème soulevé par plusieurs affaires récentes ; recrutement de juges d'instruction supplémentaires ; inapplicabilité de la réforme ; problème de l'incompatibilité entre les fonctions de juge d'instruction et de juge du siège ; imposition par le juge d'instruction de sa volonté à la chambre d'instruction ; pouvoirs de la chambre d'accusation ; respect du secret de l'instruction ; application de l'article 11 aux seuls magistrats et policiers ; conclusions du rapport de la commission presse-justice nommée en février 1984 ; congrès d'un syndicat représentatif de magistrats ; (p. 2991) ; abstention du groupe U.D.F. (p. 2992).

Discussion des articles : **article 14** : son amendement n° 28 (rédigeant ainsi après les mots : « de comparution » la fin du deuxième alinéa de cet article : « seule la chambre d'instruction peut délivrer mandat d'amener, mandat d'arrêt et mandat de dépôt ») ; hypothèse de décisions graves prises par une personne seule ; rejet de la systématisation de la chambre collégiale ; cas des mandats d'amener pris en fin de semaine ; problème de la collégialité quant à la privation de la liberté individuelle (p. 2999) ; mandat d'arrêt délivré par la chambre d'instruction ou par le juge d'instruction ; rejeté (p. 3000).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale* : exécution du IX^e Plan ; aggravation du différentiel de croissance avec les partenaires étrangers ; niveau de l'investissement productif ; effort de stabilisation des prélèvements obligatoires [23 octobre 1985] (p. 3402) ; augmentation des cotisations sociales employeurs ; assainissement des finances publiques chez les partenaires étrangers ; expériences de réduction généralisée du temps de travail ; effet des contrats de solidarité ; illusion des « 35 heures » ; rôle d'impulsion du plan ; orientation des investissements étrangers par la D.A.T.A.R. (p. 3403).

Urbanisme, logement et transport. I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale* : conjoncture dans le bâtiment ; allègement des charges des entreprises ; désengagement de l'Etat ; chute des autorisations de programme ; transfert des P.A.P. vers le prêt conventionné [30 octobre 1985] (p. 3722-3723).

Justice. — *Discussion générale* : transfert de compétences [5 novembre 1985] (p. 3888) ; engorgement des tribunaux judiciaires ; informatisation des services ; délinquance et toxicomanie (p. 3890-3891).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : bilan de la décentralisation [13 novembre 1985] (p. 4298) ; transformation des régions en collectivités locales ; opportunité de substituer aux départements actuels un cadre territorial plus large et mieux adapté ; modification du contrôle administratif des actes des collectivités locales ; élaboration des documents d'ur-

banisme ; transfert des services ; partage des personnels ; finances locales ; transfert de la responsabilité des établissements scolaires du second degré ; évolution des dépenses d'aide sociale ; système de la D.G.E. (p. 4299) ; taux des concours versés aux communes ; ralentissement de la progression de la D.G.F. (p. 4300).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036) et projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Première lecture, discussion générale commune : examen du projet de loi organique ; position du groupe U.D.F. ; manœuvre politicienne ; proposition de loi déposée par plusieurs membres de l'U.D.F. [27 novembre 1985] (p. 4958) ; raison de la précipitation du gouvernement ; atteinte au jeu électoral ; problème du statut de l'élu ; renforcement de l'antiparlementarisme ; absentéisme parlementaire ; habilitation des commissions permanentes à voter certains textes ; inclusion du mandat de conseiller régional dans le champ d'application de la loi ; présidence de communauté urbaine ; dispositions transitoires (p. 4959) ; risque de contentieux après les élections législatives ; définition d'un statut de l'élu local ; participation des salariés à la vie locale ; vote positif du groupe U.D.F. (p. 4960).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 15 (substituant dans le texte proposé pour l'article L.O. 141 du code électoral aux mots : « conseiller régional », les mots « membres du bureau du conseil régional ») ; son amendement n° 16 (substituant dans le texte proposé pour l'article L.O. 141 du code électoral aux mots : « conseiller général », les mots : « membre du bureau du conseil général ») ; distinction des fonctions et des mandats ; rejetés [27 novembre 1985] (p. 4967) ; son amendement n° 17 : retiré ; son amendement n° 18 (substituant dans le texte proposé pour l'article L.O. 141 du code électoral aux mots : « de 9 000 habitants », les mots : « de 20 000 habitants ») ; seuil de 9 000 habitants ; détachement d'un fonctionnaire auprès d'un maire ; rejeté ; son amendement n° 19 (substituant dans le texte proposé pour l'article L.O. 141 du code électoral aux mots : « de 9 000 habitants », les mots : « de 15 000 habitants ») ; rejeté ; son amendement n° 20 (substituant dans le texte proposé pour l'article L.O. 141 du code électoral aux mots : « de 9 000 habitants », les mots : « de 12 500 habitants ») ; rejeté ; son amendement n° 12 (supprimant dans le texte proposé pour l'article L.O. 141 du code électoral les mots : « président d'un conseil de communauté urbaine ») ; précise que les parlementaires conseillers régionaux ont un seul mandat ; notion de communauté urbaine ; inopportunité d'empêcher un maire d'une grande ville d'être président de la communauté urbaine (p. 4968) ; rejeté ; son amendement n° 13 (insérant dans le texte proposé pour l'article L.O. 141 du code électoral après les mots : « président d'un conseil de communauté urbaine », les mots : « président d'un conseil de district et président d'un conseil d'agglomération nouvelle ») ; critères de charge de travail ou de temps ; présidences de conseil de communauté urbaine et de district ; assimilation du district à la communauté urbaine dès lors qu'il jouit d'une fiscalité propre (p. 4969) ; détention par la gauche de présidences de district ; aspect partiel du texte : rejeté (p. 4970) ; **article 4** : son amendement n° 14 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots : « acquis antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente loi », les mots : « détenus ou acquis lors du prochain renouvellement général de l'Assemblée nationale ») ; opportunité de laisser l'élu aller jusqu'au terme de son mandat (p. 4973) ; devenu sans objet ; son amendement n° 21 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; idée qu'un mandat parvienne à son terme ; projet concernant la période de 1986-1988 ; arrière-pensées politiciennes ; cohabitation ; rejeté (p. 4976).

— **Projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 22 (limitation du cumul des mandats électoraux) : rejeté [27 novembre 1985] (p. 4979) ; son amen-

dement n° 20 (supprimant la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 46-1 du code électoral : « président d'un conseil de communauté urbaine ») : rejeté ; son amendement n° 21 (complétant le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 46-1 du code électoral par les mots : « président d'un conseil de district et président d'un conseil d'agglomération nouvelle ») : rejeté (p. 4980) ; **article 7** : son amendement n° 23 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : non soutenu (p. 4981).

COFFINEAU (Michel)

*Député du Val-d'Oise
(5^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités du cumul entre pensions de retraite et revenus d'activités (n° 2955) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 27 novembre 1985] (p. 13754).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096) [J.O. du 8 février 1986] (p. 2297).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Vice-président de cette commission [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Vice-président de cette commission [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104) [J.O. du 4 décembre 1985] (p. 14582).

Vice-président de cette commission [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14705).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Vice-président de cette commission [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 3097) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15039).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 3112) [J.O. du 26 novembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Indice officiel du chômage et indice Aries** : abandon par le R.P.R. et l'U.D.F. de l'indice officiel du chômage au profit de l'indice publié chaque mois par l'institut Aries ; T.U.C. ; contrats de formation et de recherche d'emploi [2 mai 1985] (p. 528).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion générale : défense des personnes victimes de discriminations en raison de leur sexe ; meilleure organisation de la psychiatrie ; intérêt de la notion de groupement d'employeurs ; risque de détournement du mécanisme [23 mai 1985] (p. 1097) ; utilité de soumettre la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses aux dispositions du droit communautaire ; simplification des registres et documents ; opportunité d'apporter des compléments à la loi de démocratisation du secteur public ; répression du travail noir ; reprise du travail à temps partiel par certains chômeurs sans perte de revenus ; couverture invalidité des chômeurs en fin de droits ; nullité des licenciements prononcés en raison de l'exercice normal du droit de grève ; ses observations sur la pratique de la recherche en responsabilité financière des organisations syndicales à la suite de l'exercice de droit de grève (p. 1098).

Discussion des articles : après l'article 1^{er} : désuétude de l'article 414 du code pénal ; inscription de la suppression de l'article 414 dans une refonte du code pénal (p. 1108) ; **article 24** — *article L. 127-1 du code du travail* : son amendement n° 73 (impossibilité pour les employeurs occupant plus de 10 salariés d'adhérer à un groupement ou à en devenir membre) : adopté (p. 1140) ; *article L. 127-2 du code du travail* : maintien de la rémunération en cas de défaillance (p. 1141) ; **article 44** — *article L. 620-3 du code du travail* : son amendement n° 74 (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail les mots : « ou auxquels sont annexées » après les mots « registres sur lesquels sont portées ») : adopté (p. 1147) ; après l'article 52 : ses observations sur le sous-amendement n° 147 de M. Jean-Paul Fuchs ; nombre des entreprises de moins de 50 salariés n'ayant pas de délégué du personnel (p. 1152) ; représentation du personnel dans les groupements d'entreprises ; son amendement n° 156 (visant à insérer au début de la première phrase du 4^e alinéa de l'article L. 412-11 du code du travail le mot « établissements » après les mots « dans les entreprises ») ; désignation d'un délégué du personnel comme délégué syndical dans les entreprises employant moins de 50 salariés ; retiré (p. 1153) ; son amendement n° 79 (inscription sur la liste électorale des salariés et employeurs exerçant leur activité professionnelle principale sur l'emprise d'un aéroport rattaché au ressort d'un conseil de prud'hommes) ; cas des aéroports situés sur plusieurs communes ou plusieurs départements ; maintien de l'unité de lieu de travail ; adopté (p. 1154) ; avis du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie (p. 1156) ; conditions dans lesquelles les avocats reçoivent des fonds (p. 1158).

Deuxième lecture, discussion générale : protection invalidité pour les chômeurs en fin de droits ; établissements de travail temporaire ; contrats à durée déterminée ; contrôle de l'administration ; licenciements pour fait de grève [26 juin 1986] (p. 2027) ; position de la Cour de cassation sur la nullité du licenciement (p. 2028).

Discussion des articles : après l'article 8 : son amendement n° 141 (amnistie des fautes de défaut de paiement des cotisations aux ordres des experts comptables et

comptables agréés) : adopté (p. 2037) ; **après l'article 22** : fonctionnement de la mutualité sociale agricole ; comité de protection sociale ; compétence du président du conseil d'administration [27 juin 1985] (p. 2054) ; **article 47 F** : son amendement n° 145 (précisant que le contrat doit être conclu pour une durée minimale et qu'il a pour terme la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu) ; cas des contrats à caractère saisonniers et des contrats d'usage courant ; adopté après rectification (p. 2066) ; **après l'article 47 T** : son amendement n° 148 (remplaçant dans le premier alinéa de l'article L. 122-3-5 du code du travail les mots : « dans les cas prévus à l'article L. 122-1 » par les mots : « dans les cas prévus aux articles L. 122-1 et L. 122-1-1 ») ; extension de l'indemnité de fin de contrat ; adopté (p. 2069).

— **Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912).**

Première lecture, discussion générale : projet traduisant une approche positive du traitement du licenciement économique ; rétrécissement du marché de l'emploi dû à l'insuffisante création d'emplois productifs ; émergence d'emplois nouveaux exigeant des qualifications nouvelles ; instauration de l'obligation de présenter un plan social ; échec des négociations inter-professionnelles en décembre 1984 [11 juillet 1985] (p. 2379) ; attitude du C.N.P.F. ; proposition d'une loi-cadre par le Gouvernement ; suspension du contrat de travail ; durée des congés de formation ; consultation des représentants du personnel ; mise en œuvre du dispositif par voie de négociation (p. 2380).

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955).**

Première lecture, discussion générale : dispositions permettant de dégager des emplois ; non restriction du droit au travail des retraités ; proposition de loi déposée en décembre 1981 par M. Gilbert Gantier visant à limiter les possibilités de cumul emploi-retraite ; exclusion des petits pensionnés ; liberté de choix entre une activité et une pension de retraite ; élévation du taux de la contribution à 50 % à partir d'un seuil de 11 000 francs ; exemples d'anciens hauts fonctionnaires ou d'officiers supérieurs [7 octobre 1985] (p. 2729) ; situation des militaires ; obligation pour les militaires de quitter l'armée selon des limites d'âge variables ; prise en compte des sujétions et des obligations de services ; existence de régimes liquidant les retraites avant soixante ans (p. 2730).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : opposition du groupe socialiste à l'amendement n° 3 de Mme Muguette Jacquaint (p. 2738).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).**

Première lecture, discussion générale : nombre des agents concernés ; problème de l'appartenance des pharmaciens aux personnels non médicaux ; garanties de l'emploi conférées par le statut général ; licenciement du fonctionnaire après consultation des organismes paritaires en cas de suppression d'emploi ; objectif privilégiant la notion de reclassement au regard de la suppression d'emploi ; reclassement de l'agent dans l'établissement ; hypothèse du refus des trois postes proposés par l'agent ; cas des femmes ; opportunité de prévoir la mise en disponibilité [10 octobre 1985] (p. 2913) ; institution d'une priorité de recrutement pour le fonctionnaire mis en disponibilité (p. 2914).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Travail, emploi et formation professionnelle. *Discussion générale* : résorption du chômage par la création d'emplois durables [31 octobre 1985] (p. 3776) ; développement des créations d'entreprise ; aménagement et réduction du temps de travail ; efforts accomplis en faveur des jeunes demandeurs d'emplois ; panoplie des aides à la formation ; nombre de stages prévus ; développement des stages en alternance ; nature des T.U.C. ; congés de conversion ; dispositions concernant les droits nouveaux des tra-

vailleurs ; propositions de la droite et du C.N.P.F. ; autorisation administrative pour les licenciements (p. 3777) ; effort de production et d'adaptation ; « aveuglement » des dirigeants du parti communiste (p. 3778) ; *questions* : stages de formation professionnelle en alternance ; actions des services extérieurs du ministère (p. 3792).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : crédits en faveur de l'urgence sociale ; politique de réinsertion ; actions en faveur des personnes handicapées ; capacité d'accueil des établissements spécialisés ; montant du minimum vieillesse ; mise en place de services de voisinage [4 novembre 1985] (p. 3832) ; lutte contre l'immigration ; problème du logement des étrangers ; amélioration de la gestion des hôpitaux ; départementalisation ; lutte contre la toxicomanie ; action sociale ; coût de la santé ; instauration d'une sécurité sociale « à deux vitesses » (p. 3833) ; vote positif du groupe socialiste (p. 3834).

— **Projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015).**

Première lecture, discussion générale : bilan de l'application de la loi du 4 août 1982 ; amélioration des relations sociales et de l'organisation du travail dans l'entreprise ; revalorisation du rôle de l'encadrement ; proposition au droit d'expression de la part d'un patronat rétrograde [19 novembre 1985] (p. 4459) ; extension du champ d'application de la loi aux entreprises où existent des sections syndicales représentatives ; avancée sociale étant synonyme d'efficacité économique ; ton employé par les parlementaires communistes (p. 4460).

— **Déclaration du Gouvernement sur les entreprises nationales et débat sur cette déclaration.**

Discussion : participation réelle des salariés à la gestion des entreprises publiques [19 novembre 1985] (p. 4518) ; bilan de la démocratisation du secteur public ; mise en place des conseils d'atelier et de bureau ; amélioration des droits syndicaux ; remise en cause de la participation des salariés à la gestion des entreprises publiques en cas d'une éventuelle dénationalisation (p. 4519).

— **Déclaration du Gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs et débat sur cette déclaration (n° 3148).**

Discussion : augmentation du minimum vieillesse et du S.M.I.C. ; effort d'hébergement en ce qui concerne les handicapés ; amélioration des allocations familiales ; situation des chômeurs en fin de droits ; problème de la pauvreté touchant certaines catégories sociales de Français ; minimum social garanti pour tous [3 décembre 1985] (p. 5213) ; risques engendrés par la modernisation de notre appareil de production ; problème du financement de la protection sociale ; utilisation du budget global hospitalier ; attachement au principe de la médecine libérale ; rejet de tout abandon du système de répartition en matière de retraite (p. 5214) ; développement des sections syndicales ; obligation d'une négociation annuelle dans l'entreprise ; aménagement du temps de travail ; création des délégués interentreprises pour les petites entreprises ; problème des dirigeants du parti communiste dans leurs rapports avec les travailleurs et les autres partis politiques (p. 5215-5216).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion générale : ses observations contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Guy Ducloné [4 décembre 1985] (p. 5281) ; accord du secrétaire général de la fédération des métaux C.G.T. sur ce texte ; modernisation de notre industrie ; caractère protecteur du code du travail ; semaine de quarante heures en vertu de la loi de 1936 ; régime des heures supplémentaires ; caractère variable des rythmes d'activité des entreprises ; article L. 212-8 du code du travail sur la rémunération des heures supplémentaires ; possibilité de déroger aux principes des heures supplémentaires par une modulation annuelle ; proposition de modification de cet article (p. 5282) ; nécessité d'analyser la situation en termes de pouvoir d'achat réel ; opposition du C.N.P.F. à ce texte ; rejet du principe de flexibilité, il y a un an ; négociation sur la durée du travail ;

possibilité en vertu de l'article 212-8 du code du travail de passer un accord de modulation avec un « syndicat maison » (p. 5283) ; obligation d'un accord au niveau de la branche ; possibilité de compenser les semaines creuses avec du chômage partiel par des semaines fortes avec des heures supplémentaires ; réglementation dans les pays de la C.E.E. ; extension de conventions ou d'accords (p. 5284) ; possibilité à l'heure actuelle d'un accord minoritaire au niveau de l'entreprise en application de l'article 212-8 du code du travail ; qualifie le parti communiste d'un parti qui autrefois a défendu les intérêts des travailleurs (p. 5285).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale n° 3097).**

Première lecture, discussion générale : protection des chômeurs en fin de droits au titre de l'invalidité ; cas du salarié de quarante ans se trouvant au chômage et ayant un accident le rendant invalide [10 décembre 1985] (p. 5791) ; application de l'article 40 de la Constitution ; nécessité de remédier à une injustice (p. 5792).

Discussion des articles : après l'article 6 : assouplissement des critères fixés par la loi du 10 juin 1962 permettant à des personnes non munies de diplômes d'exercer la profession d'opticien-lunettier détaillant ; protection du titre de diététicien [11 décembre 1985] (p. 5863).

— **Projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013).**

Deuxième lecture, discussion générale : utilité de l'existence de délégués compétents ; nécessité d'une formation appropriée ; objet de cette formation [13 décembre 1985] (p. 6176) ; éducation civique ; déclaration de M. Raymond Barre sur la nécessité d'une négociation au niveau de l'entreprise ; suppression du principe de non rémunération des salariés en stage de formation économique, sociale et syndicale ; charges des entreprises ; rentabilité des entreprises (p. 6177-6178).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 15 (précisant que ces congés doivent donner lieu à une rémunération par les employeurs dans les entreprises occupant au moins 10 salariés à la hauteur de 0,08 p. 1 000 du montant des salaires payés pendant l'année en cours ; ne souhaite pas que l'effort des entreprises en faveur de la formation syndicale soit considéré comme un transfert de charges ; nécessité d'éviter aux entreprises une charge supplémentaire ; obligation légale du 1,1 % pour la formation professionnelle ; adopté (p. 6185) ; **article 5** : proposition du Gouvernement que le bureau de jugement du conseil des prud'hommes soit saisi ; nécessité de préciser que l'inspecteur du travail doit pouvoir continuer à intervenir comme médiateur ; **article 6** : son amendement n° 13 (contenu des conventions ou accords collectifs de travail) (p. 6187) ; adopté (p. 6188).

COINTAT (Michel)

*Député d'Ille-et-Vilaine
(5^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement [J.O. du 31 mai 1985] (p. 6048).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951), annexe n° 25 : Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Prix agricoles et baisse du revenu des agriculteurs** : négociation tarifaire européenne ; prix fixés étant insuffisants pour éviter une nouvelle baisse du revenu des agriculteurs ; contingentement de la production céréalière [22 mai 1985] (p. 1015).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562).**

Première lecture, discussion générale : sévérité du rapport de la Cour des comptes concernant l'exécution du budget de 1983 ; abus apportés à des pratiques tolérées ; camouflage de dépenses ; recours illicite à la rature pure et simple ; nécessité de mettre en place des critères plus rigoureux pour empêcher le renouvellement de telles pratiques ; adaptation des textes antérieurs à l'ordonnance du 2 janvier 1959 [21 mai 1985] (p. 892-893).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale* : Rapporteur spécial : projet de budget du secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.) ; crédits des différents ministères affectés à l'effort de défense de la Nation ; mise en place du centre de transmissions gouvernemental ; diminution des crédits relatifs à l'Institut des hautes études de la défense nationale ; augmentation du nombre des candidats [22 octobre 1985] (p. 3303) ; programme civil de défense ; non participation de certains ministères à l'effort de défense ; impression de millions de titres pétroliers et de titres d'alimentation sans utilité (p. 3304).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : lancement par le Président Reagan d'une sorte de nouveau plan « Marshall » ; ratification de la convention de Lomé III [5 novembre 1985] (p. 3947) ; objectif des Etats-Unis (p. 3948).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : référence à un document établi par le Parlement européen et intitulé « pour une nouvelle politique agricole commune » [7 novembre 1985] (p. 4080) ; *questions* : moyens accordés à l'Ecole nationale supérieure des industries agro-alimentaires et à l'Institut supérieur de l'agro-alimentaire ; suppression de deux postes d'ingénieurs généraux (p. 4112).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 7 mai 1985 relative au système des ressources propres des communautés (n° 3045) et de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes les 23 et 24 avril 1985 entre les représentants des gouvernements des Etats membres, relatif au versement à la communauté d'avances non remboursables pour 1985 (n° 3044).**

Première lecture, discussion générale commune : rappelle que la contribution des Etats membres est prévue sans qu'il soit besoin de ratifier [21 novembre 1985] (p. 4612).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : caractère inéluctable de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun ; mise en cause de la vie quotidienne de la Communauté ; politique agricole commune ; inquiétudes quant à notre capacité de créer un véritable marché intérieur ; exacerbation des intérêts nationaux [21 novembre 1985] (p. 4631) ; élargissement de la Communauté ne concernant plus que des pays pauvres ; incapacité de gérer « l'épicerie » communautaire ; problèmes agricoles ; position des agriculteurs français estimant que les négociations ont été mal conduites ; absence de dispositions freinant la production des vins d'appellation contrôlée ; précautions prises en faveur des fruits et légumes ; prévision de taxes compensatoires ou de montants régulateurs ; programmes intégrés méditerranéens (p. 4632) ; existence de clauses de sauvegarde prévues par le Traité de Rome de 1957 ; inopportunité de l'entrée de l'Espagne et du Portugal (p. 4633).

COLIN (Georges)

*Député de la Marne
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (éducation nationale : enseignement technique) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome VII ; éducation nationale : enseignement technique (n° 2992)** [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523).**

Première lecture, discussion générale : conciliation du droit à l'acquisition et à la détention d'arme avec les impératifs de sécurité ; difficultés posées par le projet pour les commerçants détaillants [9 avril 1985] (p. 92) ; catalogues des armuriers envoyés aux chasseurs et tireurs figurant dans leurs fichiers ; aspects démographiques et économiques de la chasse (p. 93).

Explications de vote : absence de mise en péril des petites entreprises (p. 101).

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion des articles : après l'article 12 : son amendement n° 247 (exercice des droits de chasse dans les communes où cet exercice est dévolu à une association communale de chasse agréée) [10 mai 1985] (p. 708) ; non soutenu (p. 709).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : situation de l'enseignement technique ;

introduction de la technique à l'école primaire ; renforcement des liens de l'école et de l'entreprise ; amélioration des formations ; rénovation des C.A.P. et des B.E.P. ; création de véritables filières ; démocratisation de l'enseignement technique ; instauration d'un secrétariat d'Etat ; création de postes [29 octobre 1985] (p. 3608).

COLLOMB (Gérard)

*Député du Rhône
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Rapporteur du projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés (n° 2920) [3 octobre 1985] (p. 2649).

Rapporteur du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096) [21 novembre 1985] (p. 4662).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096) [J.O. du 8 février 1986] (p. 2297).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 13 février 1986] (p. 2547).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2920) portant **amélioration des retraites des rapatriés (n° 2959)** [2 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 3050) modifié par le Sénat portant **amélioration des retraites des rapatriés (n° 3103)** [21 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 3096) modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'**aménagement du temps de travail (n° 3118)** [28 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la **négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3337)** [12 février 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3336) modifiant le code du travail et relatif à la **négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3338)** [12 février 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3342) modifiant le code du travail et relatif à la **négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3343)** [27 février 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Résultats économiques : évolution des principaux indicateurs :** caractère encourageant de ces résultats [27 novembre 1985] (p. 4929).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : nécessité d'assurer la sécurité des biens et des personnes ; nécessité de protéger la liberté individuelle ; situation dans la région lyonnaise ; volonté de rénovation manifestée par le Gouvernement ; nécessité de supprimer les tâches répétitives [10 juillet 1985] (p. 2343).

— **Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés (n° 2920).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : indemnisation et aménagement des dettes ; négociation avec les pays du Maghreb concernant les avoirs bloqués ; questions relatives au patrimoine immobilier ; mesures spécifiques prises en faveur des Français rapatriés d'origine maghrébine ; problèmes des retraites [7 octobre 1985] (p. 2710) ; comblement des lacunes de la législation antérieure ; cas des travailleurs sous souveraineté française n'ayant pas cotisé à un régime de protection sociale ; possibilité d'accession au régime de l'assurance volontaire vieillesse ; rachat des cotisations ; dates d'introduction des régimes de protection sociale en Algérie ; cas des salariés agricoles et des non-salariés non agricoles ; validation des périodes antérieures en cas de départ avant la création d'un régime obligatoire ; régime des anciens agents rapatriés intégrés à la S.N.C.F. ; reconnaissance des tâches accomplies outre-mer (p. 2711).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 5 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux mots « pourront bénéficier » le mot « bénéficieront ») ; caractère systématique de l'aide au rachat ; risque d'interprétation défavorable aux rapatriés des dispositions de la loi (p. 2720) ; modulation de l'aide suivant les revenus ; adopté (p. 2721) ; **article 7 :** son amendement n° 6 (rédactionnel) ; adopté ; (p. 2722) ; **article 10 :** effacement de l'ensemble des séquences liées aux événements d'Algérie ; prise en compte pour la carrière et la pension des périodes d'empêchement du fait de résistance ou de guerre (p. 2723).

Ses observations lors des explications de vote : unanimité des votes sur le projet de loi ; remercie le secrétaire d'Etat chargé des rapatriés pour l'action menée au cours de ces quatre années (p. 2724).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : adoption par le Sénat du projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés sans modifications de fond [25 novembre 1985] (p. 4775) ; rappel des dispositions votées au cours de la législature et concernant les rapatriés ; sincérité de l'engagement du Gouvernement (p. 4776).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : méconnaissance des possibilités qu'offre aujourd'hui le droit du travail en matière d'aménagement d'horaire dans les entreprises ; nécessité de mener une opération « verte » ; travail par roulement ; légalisation des équipes de suppléance ; travail posté ; possibilité de modulation du temps de travail au long de l'année ; existence des heures supplémentaires [4 décembre 1985] (p. 5267) ; liaison entre la réduction du temps de travail hebdomadaire à trente-neuf heures et l'ouverture de possibilités plus larges d'aménagement de ce temps de travail ; référence à l'article L 212-8 du code du travail ; référence à l'action menée fin 1981 début 1982 par le Gouvernement de l'union de la gauche ; ordonnance de 1982 ; reconnaissance du droit actuel du travail ; estime que les possibilités de modulation sont déjà passées dans les faits (p. 5268) ; modulation des horaires dans la limite d'un double plafond de quarante et une et de quarante-quatre heures ; rémunération des heures supplémentaires ; problème du chômage partiel ; objectif de réduction du temps de travail ; abaissement du contingent d'heures supplémentaires ; limitation de la possibilité de dépasser la durée annuelle conventionnelle par l'introduction d'un autre repos compensateur ; négociation au niveau de la branche ; jurisprudence récente se fondant sur une interprétation de l'article D 212-1 du code du travail relatif aux possibilités de récupération des heures perdues ; position du patronat français en ce qui concerne le concept de flexibilité (p. 5269) ; rapport de M. Dominique Taddei sur l'allongement de la durée d'utilisation des équipements dans les entreprises ; estime qu'en période de croissance modeste il ne peut y avoir de solution au chômage que dans une réduction volontariste du temps de travail ; liaison entre aménagement et réduction du temps de travail (p. 5270) ; « hold-up idéologique » (p. 5280).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er} :** nécessité de corriger les abus permis par une interprétation extensive de l'article 212-1 du code du travail ; nécessité d'empêcher toute

possibilité de dérogation extraordinaire [4 décembre 1985] (p. 5330) ; définition de la durée effective du travail [5 décembre 1985] (p. 5391) ; citations de Enver Hodja, du Président Kim Il Sung et de Lénine ; différence entre le jugement porté sur les ordonnances de 1982 et celui dont fait l'objet le texte en discussion (p. 5392) ; ses observations sur l'amendement n° 34 de Mme Muguette Jacquaint [6 décembre 1985] (p. 5494) ; **article 1^{er} :** rôle du parti communiste ; qualifie ce dernier de complice objectif des forces réactionnaires [7 décembre 1985] (p. 5600) ; possibilité d'un lissage des salaires sur l'année entre période haute et période basse (p. 5606) ; *bis repetita placent* (p. 5608) ; phénomène de lissage des horaires (p. 5611) ; **article 2 :** *article L 212-8-1 du code du travail :* deuxième alinéa du texte proposé pour cet article rentrant parfaitement dans la logique de la politique de réduction et d'aménagement du temps de travail définie depuis 1981 ; son amendement n° 1 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code à insérer après les mots : « dans les limites fixées », les mots : « par une convention ou un accord collectif étendu ») ; non imputation des heures supplémentaires ne concernant que les heures effectuées dans les limites conventionnelles [8 décembre 1985] (p. 5628) ; vote réservé (p. 5629) ; ses observations sur l'amendement n° 120 de M. Alain Bocquet (p. 5630) ; *article L 212-8-2 du code du travail :* estime que le groupe communiste découvre les éléments positifs du projet (p. 5632) ; caractère exceptionnel du dépassement de la durée conventionnelle du travail ; **ses observations sur le rappel au règlement de M. Alain Bocquet :** attitude du groupe communiste (p. 5633) ; annonce qu'il se contentera de rejeter sans motivation les prochains amendements (p. 5634) ; ses observations sur l'amendement n° 107 de M. André Duroméa (p. 5642) ; état actuel du droit permettant des accords de modulation allant plus loin que ce que permettra le projet de loi (p. 5645) ; diminution de la durée hebdomadaire du travail dans les transports (p. 5652) ; diminution de la durée hebdomadaire du travail dans la construction depuis 1981 (p. 5653) ; *article L 212-8-4 du code du travail :* conséquences que l'accord précise les données économiques et sociales justifiant le recours à la modulation des horaires (p. 5655) ; terminologie en vigueur dans le code du travail (p. 5657) ; *article L 212-8-4 du code du travail* constituant une garantie pour les salariés ; nécessité que tout accord prenne en considération les conditions de recours au chômage partiel (p. 5658) ; réglementation du délai de présence (p. 5660) ; son amendement n° 2 (rédactionnel) (p. 5661) ; vote réservé ; ordonnance de 1982 accordant la possibilité d'opposition au niveau de l'entreprise (p. 5662) ; existence d'une possibilité d'opposition d'une ou des organisations syndicales non signataires totalisant un nombre de voix supérieur à 50 % du nombre des électeurs inscrits aux dernières élections du comité d'entreprise ou des délégués du personnel ; possibilité de modulation des horaires dans les entreprises datant de l'ordonnance de janvier 1982 (p. 5663) ; terminologie utilisée par le code du travail (p. 5664) ; situation des cadres (p. 5665) ; notion de représentativité des organisations syndicales (p. 5666) ; *article L 212-8-5 du code du travail :* renonce à citer les œuvres de Kim Il Sung et de Enver Hodja (p. 5667) ; contingent d'heures supplémentaires dans le secteur de l'agro-alimentaire (p. 5669) ; diminution du temps de travail dans le secteur de l'énergie depuis 1981 (p. 5670) ; salue le retour dans l'hémicycle de MM. Frelaut et Hage [8 décembre 1985] (p. 5680) ; nécessité de réduire la durée du temps de travail dans la branche de la construction électrique et électronique ; accords sur le chômage partiel dans la branche automobile (p. 5681) ; contingent d'heures supplémentaires dans la branche textile ; durée du travail dans l'industrie du caoutchouc (p. 5682) ; contingent d'heures supplémentaires dans les industries d'hiver (p. 5683) ; rappelle que M. Hage avait promis un poème de René Char ; son amendement n° 3 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code à substituer aux mots : « sur la base de la durée annuelle prévue », les mots : « dans les conditions prévues ») (p. 5684), amendement n° 3 ne justifiant pas les trois sous-amendements auxquels il a donné lieu (p. 5685) ; nécessité pour le Parlement de procéder à un examen des négociations par branche qui se seront déroulées dans le cadre du projet de loi ; vote réservé (p. 5686) ; ses observations sur l'amendement n° 161 de M. Duroméa (p. 5687) ; ses observations sur l'amendement n° 162 de M. Soury (p. 5688) ; contingent annuel d'heures supplémentaires dans le domaine des transports routiers (p. 5693), ses observations sur l'amendement n° 172

de M. Duroméa (p. 5695), ses observations sur l'amendement n° 174 de M. Duroméa (p. 5697); conditions d'équivalence pour les plongeurs sous-marins (p. 5698); se félicite de la convergence qu'il voit se préciser entre les groupes socialistes et communistes (p. 5699); **ses observations sur le rappel au règlement de M. Georges Hage**: position du groupe communiste se rapprochant de la position de la commission [9 décembre 1985] (p. 5703); **article 3**: détournement des institutions parlementaires pratiqué par les députés communistes; perversion du débat social (p. 5764); son amendement n° 4 (rédigeant ainsi la 2^e phrase du 2^e alinéa de cet article: « pour l'attribution de ce repos, la convention ou l'accord peut déroger aux règles fixées par l'article L212-5-1 »); possibilité de dérogation ouverte par la dernière phrase de cet article ne pouvant concerner que le repos compensateur attribué en remplacement du paiement d'heures supplémentaires (p. 5768); craint que « ses collègues communistes ne se transforment en membres d'une secte » (p. 5771); cite l'ouvrage de M. Pierre Juquin; dépassement de l'inflation par le pouvoir d'achat (p. 5772); **son rappel au règlement**: obstruction du groupe communiste; déconsidération des travaux parlementaires; durée des suspensions de séance demandées par les communistes supérieure à la durée des suspensions de séance demandées par la droite lors du texte sur les nationalisations (p. 5780); **son rappel au règlement**: nécessité de légiférer sur l'aménagement du temps de travail; texte permettant de prévenir les abus constatés: nécessité de fixer une nécessaire limite à la modulation du temps de travail [9 janvier 1986] (p. 7); politique de rigueur menée par le Gouvernement (p. 8); **son rappel au règlement**: logique des députés communistes; logique de l'opposition parlementaire consistant sous couvert d'efficacité économique à revenir sur l'ensemble des conquêtes sociales des salariés; logique du gouvernement consistant à lier la modulation du temps de travail à la réduction du temps de travail [12 février 1986] (p. 15); **son rappel au règlement**: amélioration de la conjoncture internationale et de l'économie française; propositions de l'opposition; majorité parvenant à conjuguer la modernisation économique et la modernisation sociale [27 février 1986] (p. 31).

COLONNA (Jean-Hugues)

Député des Alpes-Maritimes
(3^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652) [J.O. du 28 juin 1985] (p. 7179).

Membre de l'établissement national des invalides de la marine [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12360).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Terrorisme**: recrudescence des attentats; arrestations dans les milieux terroristes [17 avril 1985] (p. 231).

orales sans débat :

— n° 834 de M. Raymond Douyère, appelée le 24 mai 1985: **accès aux lycées militaires**: donne communication de l'objet de la question (p. 1168);

— n° 836 — posée le 21 mai 1985: **Assurance vieillesse: généralités** (paiement des pensions: Alpes-mari-

times) (p. 989); appelée le 24 mai 1985: **versement des pensions**: retards successifs constatés dans les Alpes-Maritimes dans le versement des pensions sur les livrets des caisses d'épargne (p. 1170).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés (n° 2920).

Première lecture, discussion générale: situation des commerçants et des artisans rapatriés au regard de l'amélioration de leur retraite; affiliation des rapatriés d'Algérie aux caisses de régime d'assurance vieillesse des professions non salariées; validation des périodes non prises en compte au titre de la loi du 23 décembre 1964; cas des commerçants et artisans des territoires autres que l'Algérie [7 octobre 1985] (p. 2716).

Discussion des articles: **article 2**: soutien du groupe socialiste à l'amendement n° 5 de la commission [7 octobre 1985] (p. 2721).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie: *Discussion générale*: contrats de Plan Etat-région; contribution des régions à l'effort national de recherche; information des conseils consultatifs régionaux de la recherche et de la technologie; plan de localisation; dépôt des projets de localisation par l'I.N.S.E.R.M. concentré en Ile-de-France; [25 octobre 1985] (p. 3543); plan triennal donnant la priorité à l'incitation pour les recherches industrielles; doublement du crédit d'impôt; développement de la culture scientifique et technique dans les régions; naissance du réseau des centres de culture scientifique, technique et industriel (p. 3544).

Education nationale. — *Discussion générale*: exigence de promotion sociale de l'école républicaine; éducation physique et sportive dans l'éducation nationale; progrès significatifs accomplis dans la formation des maîtres; déficit horaire; insuffisance des créations d'emplois (p. 3631); nécessité de réserver 10 % des postes créés dans les catégories « certifiées » et « agrégées » de l'E.P.S. (p. 3632).

COMBASTEIL (Jean)

Député de la Corrèze
(1^{re} circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 2577) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [J.O. du 3 juillet 1985] (p. 7478).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (défense: section forces terrestres) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la gestion, la revalorisation et la protection de la forêt (n° 2563) [J.O. du 5 novembre 1985] (p. 12828).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à développer l'installation des jeunes agriculteurs (n° 2772) [13 juin 1985].

Proposition de loi tendant à améliorer les garanties légales de réembauche pour les jeunes gens obligés de

quitter leur emploi pour accomplir leur service national (n° 2775) [13 juin 1985].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome III : **défense** : section forces terrestres (n° 2990) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Emission intitulée « la guerre en face »** : diffusion d'une émission intitulée : « La guerre en face » animée par M. Yves Montand ; « panégyrique » de la guerre et de la nécessité d'une poursuite de la course aux armements ; absence des partisans de la paix ; demande au gouvernement d'intervenir auprès de la direction de la chaîne organisatrice [17 avril 1985] (p. 236).

— **Agriculteurs victimes de la sécheresse** : propagande ; aide de la Communauté européenne [23 octobre 1985] (p. 3385).

orale sans débat :

— **n° 788**, posée le 9 avril 1985 : **matériels électriques et électroniques (entreprises : Corrèze)** (p. 103) ; appelée le 12 avril 1985 : **entreprise Paumellerie électrique à la Rivière-de-Mansac** : licenciement de salariés ; mobilisation des travailleurs de cette entreprise et de la C.G.T. ; causes de l'interruption d'activité ; perspectives de reprise (p. 193) ; rôle du secteur de l'automobile et notamment de Renault (p. 194).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion générale : succès d'une nouvelle politique forestière dépendant de la bonne maîtrise de l'ensemble de la filière ; fiscalité ; développement de l'industrie de valorisation de la production forestière ; industrie du bois ; situation du Limousin ; caractère trop étatique du projet ; renforcement des prérogatives des régions ; interdiction de vente des affouages ; limites apportées au prélèvement des grumes pour certains besoins domestiques ; risque de recul social [9 mai 1985] (p. 644) ; nécessité de moraliser le marché du travail en forêt ; risque pour certaines entreprises (p. 645).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son sous-amendement n° 255 à l'amendement n° 154 de la commission (visant dans la deuxième phrase de cet amendement après les mots « la récolte » à insérer les mots « , la valorisation sur le territoire national » ; orientations essentielles étant exclues du champ de compétences du Parlement ; absence de référence à la transformation (p. 657) ; valorisation des produits forestiers par la recherche du maximum de valeur ajoutée ; perspectives d'investissement dans les milieux du bois ; adopté (p. 658) ; **article 1^{er}** : son sous-amendement n° 296 à l'amendement n° 155 de la commission (tendant à la fin de la deuxième phrase du dernier alinéa de cet amendement à substituer aux mots « après avis » les mots « sur proposition ») ; rejeté ; son amendement n° 237 : devenu sans objet (p. 661) ; **article 2** : rôle de l'Office national des forêts ; exploitation en régie ; tendance de la direction de l'Office à se conduire comme une direction d'entreprise recherchant avant tout la rentabilité ; pratiques en vigueur en Alsace et en Moselle (p. 667) ; **article 11** — *article L. 247-1 du code forestier* : nécessaire précision de la notion d'équipement ; forêt constituant un bien commun et ne pouvant être accaparée par une petite minorité (p. 680) ; son amendement n° 243 (tendant à la fin du 6^e alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à supprimer les mots « et que leur gestion soit confiée à des tiers ») ; rejeté (p. 681) ; **article 16** : possibilité d'une convention collective précise commune à tous les salariés [10 mai 1985] (p. 710) ; nécessité d'un statut particulier pour les travailleurs non salariés ; risques entraînés par l'objectif d'allègement des charges sociales que se fixent nombre d'entreprises ; risque d'une exacerbation de la concurrence entre entrepreneurs ; flexibilité du travail (p. 711) ; **article 22** : opérations d'aménagement forestier ; cohérence entre la procédure d'aménagement et celle du zonage ;

défrichement ; appréciation de l'état boisé ; difficultés que cause aux communes la dégradation de la voirie rurale entraînée par l'exploitation forestière (p. 718) ; **article 45** : son amendement n° 246 (tendant à compléter l'avant dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier par les mots « sauf s'il est à usage agricole ou forestier ») ; exemption de la taxe de défrichement pour les constructions à usage agricole ou forestier qui participent à la valorisation agricole ou forestière ; rejeté (p. 740).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils et la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 modifiant la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires et édictant des dispositions concernant les militaires de carrière ou servant en vertu d'un contrat (n° 2580).**

Première lecture, discussion générale : déflations d'effectifs prévues par la loi de programmation militaire ; importance des dispositions en cause pour l'armée de terre ; nombre des personnes concernées par l'intégration dans la fonction publique ; impact sur les corps de fonctionnaires concernés ; problème de la deuxième carrière et du cumul ; mobilité des affectations tendant à limiter les revenus du couple à un salaire unique ; pratique du « pantouflage » liée au « complexe militaro-industriel » dans les pays développés [14 mai 1985] (p. 759).

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577).**

Deuxième lecture, discussion générale : insuffisance de la concertation menée ; endettement croissant des exploitations agricoles ; recul économique ; retard social ; attachement des agriculteurs au droit rural ; problème des droits des épouses « associées d'exploitation » ; répercussions des dispositions sur l'équilibre démographique ; tourisme en milieu agricole ; cadre fiscal des dispositions ; investissements en agriculture limités par la faiblesse de la rémunération du travail [18 juin 1985] (p. 1730) ; risque de destabilisation de l'exploitation ; coupure entre les exploitations performantes et la masse des petites exploitations ; problème de la transmission des exploitations ; protection du patrimoine personnel n'apparaissant pas absolue (p. 1731).

Explications de vote : caractère facultatif du statut pour les agriculteurs ; choix du statut ne constituant pas un critère de sélectivité dans l'attribution des aides publiques ou des prêts bonifiés ; insuffisance du projet concernant le statut des époux et le régime social ; absence du groupe communiste (p. 1744).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : niveau de qualification [8 octobre 1985] (p. 2811) ; **article 7** : niveau du baccalauréat attestant d'un niveau de connaissances et de compétences et d'une qualification de niveau IV (p. 2819) ; création d'un baccalauréat professionnel ; nécessité de porter la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans (p. 2821) ; **article 9** : université de technologie (p. 2824).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. — I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale* : questions : pose la question de M. François Asensi [30 octobre 1985] (p. 3738) ; accession à la propriété des familles modestes ; nombre de P.A.P. financés (p. 3739) ; désinflation mettant en cause la bonification d'intérêts ; prêts conventionnés préconisés ne donnant pas droit à l'exonération sur le foncier bâti (p. 3740).

Travail, emploi et formation professionnelle. *Discussion générale* : politique du travail [31 octobre 1985] (p. 3775) ; interventions publiques dans le domaine de l'emploi ; perspectives d'une société éclatée ; progression des emplois précaires ; marginalisation de la jeunesse ; droits des salariés dans les entreprises ; rôle des services extérieurs du travail et de l'emploi ; attitude du C.N.P.F. ; nombre croissant d'autorisation de licenciements accordés par l'autorité ministérielle ; statut des agents de l'A.N.P.E. ; travail

le dimanche ; revalorisation du S.M.I.C. (p. 3776) ; *questions* : situation des personnes privées d'emploi ; cas des chômeurs ne percevant pas d'allocation (p. 3794) ; participation accrue du patronat au financement de l'U.N.E.D.I.C. (p. 3795).

Agriculture, B.A.P.S.A. — Examen des crédits :
Etat B — Titre III : conséquences de la sécheresse ; inutilité du recours à un impôt particulier comme en 1976 [7 novembre 1985] (p. 4114).

Défense. — Discussion générale : Rapporteur pour avis : montant et répartition des crédits du Titre III ; force d'action rapide ; augmentation du prêt des appelés ; situation des personnels de carrière ; diminution des autorisations de programme du Titre V [8 novembre 1985] (p. 1454) ; fabrications d'armement ; respect de la loi de programmation ; matériels de l'armée de terre ; missions de l'armée de terre ; force d'action rapide ; arme nucléaire tactique (p. 4155) ; **son rappel au règlement :** participation de la France à la construction de l'avion de combat européen (p. 4185).

Examen des crédits : **article 30 :** conditions de fonctionnement des services concernés par la réduction des crédits prévus par l'amendement n° 74 de Mme Marie-Thérèse Patrat (p. 4194-4195).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : constitution d'un ensemble politico-économique capable de rivaliser avec les grandes puissances mondiales [21 novembre 1985] (p. 4638) ; référence à l'histoire et attitude des communistes ; débouchés nécessaires à une industrie en expansion ; expérience de l'entrée de la Grande-Bretagne ; caractère accablant du bilan de l'Europe ; sacrifice de pans entiers de notre industrie et de notre agriculture ; attitude de l'Europe ne prêtant qu'aux riches (p. 4639) ; domination américaine ; danger de l'idée de l'extension du sanctuaire national ou de l'utilisation de nos armes nucléaires stratégiques au profit de l'Europe ou de la R.F.A. ; poussée d'investissements étrangers ; stratégie des multinationales ; caractère modeste des perspectives de marché pour les produits agricoles ; estime que la structure actuelle de l'agriculture espagnole s'oppose à un élargissement réussi ; conséquences de cet élargissement sur les pays tiers liés par des accords avec la Communauté (p. 4640) ; volonté de l'Espagne de conserver des relations privilégiées avec certains pays d'Amérique du Sud ; trop courte durée de la période de transition ; mécanisme complémentaire aux échanges ; modifications des règlements fruits et légumes et vins ; hostilité des communistes à ce projet (p. 4641).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1^{er} :** recherche d'une amélioration du code du travail sous tous ces aspects ; attitude du C.N.P.F. demandant une dissociation de la cotisation et de la couverture des accidents de trajet ; mobilité de la main d'œuvre ; estime que la dissociation de l'accident de travail de l'accident de trajet est contraire à l'évolution même de la vie moderne [4 décembre 1985] (p. 5326) ; **article 2 :** *article L 212-8-2 du code du travail :* horaire collectif de travail constituant la base sur laquelle la durée annuelle du travail résultant de la convention sera appréciée ; importance de la notion d'horaire collectif du travail pour les salariés ; situation des laboratoires pharmaceutiques [8 décembre 1985] (p. 5631) ; nécessité de porter le repos compensateur excédant la durée conventionnelle du travail à 100 % des heures supplémentaires effectuées (p. 5634) ; situation économique et sociale dans le secteur de la construction aéronautique (p. 5643,

5644) ; *article L 212-8-3 du code du travail :* situation des salariés titulaires d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat de travail temporaire ; incitation à appliquer des horaires de référence différents selon les travailleurs ; nécessité que les salariés embauchés temporairement sur contrat à durée déterminée soient intégrés dans le champ d'application de la loi (p. 5654) ; *article L 212-8-4 du code du travail :* délai minimal dans lequel les salariés sont prévenus des changements d'horaire (p. 5659) ; application de ce délai dans les petites et moyennes entreprises ; situation de l'entreprise Kodak en Grande-Bretagne (p. 5660) ; *article L 212-8-5 du code du travail :* situation économique et sociale dans le secteur de l'énergie (p. 5669) ; nécessité d'exclure la branche de l'énergie du champ d'application du projet (p. 5670) ; nécessité de prévoir une durée maximale de trois ans pour l'application de cet article (p. 5685) ; nécessité d'un parallélisme avec la loi sur le droit d'expression des travailleurs (p. 5686) ; situation dans le secteur des travaux publics (p. 5690) ; situation économique et sociale dans le secteur du transport ferroviaire (p. 5693, 5694).

COMMERGNAT (Nelly)

Député de la Creuse
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

CORREZE (Roger)

Député de Loir-et-Cher
(2^e circonscription)
R.P.R.

Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Difficultés des maisons de retraite :** impossibilité pour un grand nombre de maires d'élaborer un budget pour 1986 ; autorisation d'une augmentation moyenne de 3,3 % du budget de l'année précédente [18 décembre 1985] (p. 6345).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — Discussion générale : *questions :* alignement du prix des vins sur le prix mondial à la suite d'un désengagement de la C.E.E. ; conséquences de la dépréciation monétaire de l'Italie vers la France [7 novembre 1985] (p. 4106) ; zones défavorisées (p. 4107) ; indemnité compensatoire ovine en zone sèche (p. 4108).

Jeunesse et sports. — Discussion générale : fonds national de développement du sport ; aménagement des rythmes scolaires ; faiblesse des crédits [8 novembre 1985] (p. 4133) ; loto sportif ; dotation d'une somme de 10 millions de francs à Ligier ; professeurs d'éducation physique et sportive (p. 4134).

COUILLET (Michel)

*Député de la Somme
(3^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (prestations sociales agricoles) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 51 : prestations sociales agricoles (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS**— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : article 5 : son amendement n° 18 (rédigeant ainsi le dernier alinéa (5°) du paragraphe 1 de cet article : « 5° de l'associé d'une exploitation agricole à responsabilité limitée dont les recettes ne dépassent pas, par associé, 50 % de la limite prévue au « I » de l'article 69 du code général des impôts ») : retiré [17 octobre 1985] (p. 3226) ; **article 6 :** son amendement n° 19 (de suppression) (p. 3228) ; rejeté (p. 3229) ; **article 11 :** son amendement n° 27 (supprimant le paragraphe I de cet article) : rejeté (p. 3238).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — Discussion générale. Rapporteur spécial : protection sociale des agriculteurs [7 novembre 1985] (p. 4039) ; montant des retraites ; situation des agricultrices ; montant des pensions ; installation des jeunes ; présentation du B.A.P.S.A. (p. 4040).

— Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038)

Première lecture, discussion générale : agricultrices et agriculteurs non salariés étant actuellement la seule catégorie de travailleurs français à être exclue du bénéfice du droit à la retraite à partir de soixante ans [5 décembre 1985] (p. 5357) ; conditions de vie dans l'agriculture ; âge de la retraite ; niveau des pensions ; principe d'interdiction du cumul de revenus d'activité et de retraite dès lors que l'ensemble de ces revenus atteignent un certain niveau ; développement de l'exploitation agricole par entreprise interposée ; financement de la réforme ; déséquilibre démographique dans l'agriculture (p. 5358) ; niveau des prix agricoles ; nécessité d'un dé plafonnement des cotisations ; harmonisation du montant des pensions ; maintien de l'attribution des prestations du fonds national de solidarité à soixante-cinq ans ; financement du projet ; nécessité d'étendre aux bénéficiaires du projet de loi les dispositions plus favorables existant dans le régime général (p. 5359).

Discussion des articles : article 2 : vote hostile du groupe communiste sur l'amendement n° 53 du Gouvernement (p. 5380) ; **article 8 :** possibilité pour le preneur remplissant les conditions d'attribution de l'indemnité annuelle de départ de résilier le bail à la fin d'une des périodes annuelles de ce bail suivant la date à laquelle il aura atteint l'âge requis ; nécessité d'instituer la possibilité de pouvoir résilier un bail avec préavis qui ne doit pas excéder douze mois (p. 5384) ; **article 11 :** annonce qu'il renonce à prendre la parole (p. 5387).

Explications de vote : améliorations apportées par le Parlement au texte initial (p. 5389) ; étalement de l'application du calcul du montant de la retraite sur la base de trente-sept ans et demi d'activité ; assouplissement des

conditions de cessation d'activité ; projet ne pouvant s'appliquer qu'en 1990 ; abstention du groupe communiste (p. 5390).

COUQUEBERG (Lucien)

*Député du Territoire de Belfort
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme sur l'enseignement technique et professionnel (n° 2908) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 6 décembre 1985] (p. 14200).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2733) portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2980) [3 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 3159) [5 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 3057), portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 3173) [11 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3286) portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 3290) [20 décembre 1985].

INTERVENTIONS**— Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652).**

Première lecture, discussion générale : historique du mouvement mutualiste ; rapports entre la sécurité sociale et les mutuelles [28 mai 1985] (p. 1194) ; conflit opposant le mouvement mutualiste et les compagnies d'assurance pour le contrôle de la protection sociale complémentaire ; risque d'apparition d'une protection sociale à deux niveaux et d'une société duale ; compagnies d'assurance offrant des prestations de garanties allant souvent au-delà des tarifs conventionnels ; expansion des compagnies d'assurance s'appuyant sur des contrats individuels ou collectifs ; cas des contrats collectifs négociés par une grande entreprise publique illustrant le « choix anti-mutualiste » ; clarification nécessaire des relations entre mutualité et compagnies d'assurance ; danger résultant de l'acceptation du morcellement et de la division de la couverture sociale (p. 1195-1196).

— Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : nombre des personnels intéressés ; ampleur de la réforme envisagée ; caractère non immuable du cadre de la fonction

hospitalière ou sociale ; hétérogénéité de la composition du secteur sanitaire et social ; nature juridique et fonctions des établissements intéressés ; diversité des personnels ; création d'une fonction publique hospitalière ; organisation en corps [10 octobre 1985] (p. 2900) ; notion de mobilité ; incidence de la loi du 31 décembre 1970 sur la situation des personnels ; mise en place de la départementalisation ; réforme des études médicales ; nouvelles mesures inscrites dans le droit du travail ; extension des attributions des comités d'hygiène et de sécurité ; développement du système de santé ; progrès représentés par le statut de 1955 ; intégration dans la fonction publique ; application du Titre I^{er} du statut général ; distinction du grade et de l'emploi ; reconnaissance d'une spécificité de la fonction publique hospitalière ; introduction de nouvelles méthodes thérapeutiques ; non constitution de certains emplois en corps ; caractère exceptionnel du recours aux contractuels ; application du nouveau statut à l'Assistance publique de Paris (p. 2901) ; adaptation des dispositions relatives au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière ; introduction du congé de formation professionnelle ; positions des fonctionnaires ; suppressions éventuelles d'emplois ; inégalité de répartition des personnels entre les établissements ; possibilité de licenciement des fonctionnaires ; introduction de formules d'arbitrage ou de concertation ; politique de redéploiement engagée dans le cadre de l'exécution du programme prioritaire d'exécution n° 11 ; alternatives à l'hospitalisation ; équipement en lits d'hôpitaux ; réorientation de certains établissements ; tentatives de réduction des capacités hospitalières ; nécessité de garantir l'emploi des fonctionnaires ; possibilités de reclassement ; intégration ou non intégration des pharmaciens résidents (p. 2902) ; rapport de M. Franck Sérusclat ; spécificités des pharmaciens résidents ; problème de la radioprotection contre les rayonnements ionisants ; bénéfice de congés supplémentaires annuels variables ; suppression progressive de cet avantage (p. 2903).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 87 à titre personnel (substituant à la fin du quatrième alinéa de cet article aux mots « à la présente loi » les mots « au présent titre ») : adopté ; **article 4** : son amendement n° 4 (supprimant dans le premier alinéa de cet article le mot « hospitaliers ») ; inadéquation du terme « fonctionnaire hospitalier » au champ d'application du Titre IV ; adopté (p. 2917) ; son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; problème de l'assimilation des pharmaciens aux praticiens hospitaliers ; respect de la spécificité des pharmaciens résidents à l'intérieur du Titre IV (p. 2918) ; son amendement n° 7 (insérant dans la première phrase du dernier alinéa de cet article après les mots « les corps » les mots « et emplois ») : adopté ; son amendement n° 8 (substituant à la fin de la première phrase du dernier alinéa de cet article aux mots « constitués dans le cadre » les mots « recrutés et gérés au niveau ») : adopté ; **article 5** : son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 92 à titre personnel (établissement des statuts particuliers des pharmaciens résidents dans le respect de la déontologie et de l'indépendance professionnelle propres à leur corps) (p. 2919) ; adopté ; son amendement n° 10 (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article le mot « hospitaliers ») : adopté ; **article 6** : son amendement n° 11 (supprimant dans cet article le mot « hospitaliers ») : adopté ; **article 10** : son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté (p. 2920) ; non représentation des directeurs d'établissement au sein du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière en tant que représentant de l'administration ; présence des directeurs et pharmaciens parmi les représentants du personnel (p. 2921) ; **article 17** : son amendement n° 19 (rédactionnel) : adopté (p. 2922) ; **article 19** : son amendement n° 88 à titre personnel (substituant dans cet article aux mots « constitué dans le cadre » les mots « recruté et géré au niveau ») : adopté ; **article 20** : son amendement n° 20 (complétant l'avant-dernier alinéa de cet article par la phrase suivante : « les listes des candidats sont présentées par les organisations syndicales ») ; établissement d'un monopole syndical pour la présentation des listes de candidats pour les élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires : adopté (p. 2923) ; **article 24** : son amendement n° 21 (supprimant à la fin du troisième alinéa (2^e) de cet article les mots : « non médicaux ») ; non limitation du champ d'application de cet article aux seuls services non médicaux jusqu'à la mise en place de

la départementalisation adopté ; après l'**article 24** : son amendement n° 93 à titre personnel (institution d'un comité consultatif national paritaire auprès des ministres compétents pour chaque corps de catégorie A) ; problème spécifique des personnels de catégorie A constitués dans un cadre national : adopté après rectification (p. 2924) ; **article 27** : son amendement n° 22 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 23 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 24 (rédactionnel) : adopté (p. 2930) ; **article 28** : son amendement n° 25 (rédactionnel) : adopté ; **article 33** : son amendement n° 26 (rédactionnel) : adopté (p. 2931) ; **article 35** : son amendement n° 27 (rédigeant ainsi le dernier alinéa de cet article : « après avis de la commission administrative paritaire compétente, en cas de faute disciplinaire ou d'insuffisance professionnelle. Dans ce dernier cas le licenciement ne peut intervenir moins de six mois après le début du stage ») ; fixation d'un délai minimal pour le licenciement ; adopté ; **article 36** : établissement de tableaux de mutation dans chaque établissement (p. 2932) ; **article 38** : ses observations sur le rappel au règlement de M. Jacques Blanc ; importance des articles et amendements réservés jusqu'à la fin des discussions (p. 2933) ; **article 39** : cas de la résidence habituelle située dans les D.O.M. ; régime de prise en charge des frais de voyage et des congés bonifiés ; définition du lieu de résidence habituelle ; pouvoirs du directeur d'hôpital ; son amendement n° 29 (de rectification) : adopté ; son amendement n° 30 (de rectification) : adopté (p. 2934) ; **article 42** : éventuelle gratuité des soins pour les fonctionnaires en activité dans les petits établissements ne disposant pas de médecin ou de pharmacie d'établissement ; son amendement n° 89 à titre personnel (d'harmonisation) : adopté (p. 2935) ; **article 44** : son amendement n° 32 (rédactionnel) : adopté ; **article 45** : son amendement n° 33 (rédactionnel) : adopté ; après l'**article 47** : son amendement n° 34 (précisant que l'application des articles 46 et 47 fait l'objet d'un rapport annuel de l'autorité investie du pouvoir de nomination au comité technique paritaire compétent) ; contrôle de la pratique des mises à disposition : adopté (p. 2936) ; **article 52** : son amendement n° 35 (de rectification) : adopté ; **article 53** : son amendement n° 36 (rédactionnel) : adopté (p. 2937) ; **article 59** : son amendement n° 37 (complétant la première phrase du deuxième alinéa de cet article par les mots : « et dans les cas prévus aux articles 52 et 53 ») ; énumération des cas dans lesquels le Titre IV autorise la mise en disponibilité d'office : adopté (p. 2938) ; **article 62** : son amendement n° 38 (d'harmonisation) : adopté ; son amendement n° 39 (complétant le premier alinéa de cet article par les mots : « après avis du ou des supérieurs hiérarchiques directs ») ; avis préalable du chef de service et du directeur de l'établissement dans la procédure de notation ; justification de la procédure consultative : adopté (p. 2939) ; **article 67** : son amendement n° 40 (de conséquence) : adopté ; **article 68** : son amendement n° 41 (de conséquence) : adopté ; **article 74** : son amendement n° 42 (rédactionnel) (p. 2940) ; adopté ; son amendement n° 43 (de conséquence) : adopté (p. 2941) ; **article 80** : son amendement n° 45 (substituant à la fin du deuxième alinéa de cet article aux mots « la commission des recours » les mots « le Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière ») ; caractère facultatif de la commission des recours : adopté ; après l'**article 82** : son amendement n° 46 (précisant que la démission ne peut résulter que d'une demande écrite du fonctionnaire) : adopté ; **article 83** : licenciement de l'agent sans que l'administration ait à suivre la procédure disciplinaire (p. 2942) ; **article 85** : son amendement n° 47 (de suppression) : adopté ; **article 86** : son amendement n° 48 (rédactionnel) : adopté (p. 2943) ; **article 88** : conditions du licenciement pour suppression d'emploi ; introduction de formules d'arbitrage ou de concertation permettant d'assouplir le système ; son amendement n° 49 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 50 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 51 (rédigeant ainsi le début du dernier alinéa de cet article : « pendant cette période le fonctionnaire reçoit... ») ; possibilité pour le refus de ne pas être concomitant à la proposition d'emploi : adopté ; son amendement n° 52 (insérant dans la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article après les mots « lorsque le fonctionnaire » les mots « a reçu une nouvelle affectation ou ») (p. 2944) : adopté ; son amendement n° 53 (substituant dans la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article au mot « ou » le mot « et ») : adopté ; son amendement n° 55 (substituant au mot « licenciement » les mots « la suppression d'emploi. Le fonctionnaire est alors licencié. Toutefois,

s'il le souhaite, il peut, à sa demande, être mis en disponibilité »); son sous-amendement n° 94 à titre personnel à l'amendement n° 55 de la commission (complétant cet amendement par la phrase suivante : « dans ce cas, il bénéficie d'une priorité de recrutement sur le premier emploi correspondant à son grade et devenu vacant dans son établissement d'origine »); possibilité pour le fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé et qui n'a pas été reclassé de retrouver une autre issue que le licenciement; possibilité de choix du fonctionnaire; notion de priorité de recrutement; sous-amendement n° 94: adopté; amendement n° 55: adopté après modification; son amendement n° 56 (fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de cet article): adopté; **article 89**: son amendement n° 57 (de conséquence): adopté (p. 2945); **article 92**: son amendement n° 58 (complétant ainsi le premier alinéa de cet article : « et metten des fonctionnaires à la disposition des organisations syndicales nationales représentatives »); mise à disposition des fonctionnaires; réserve due aux nécessités du service; adopté; son amendement n° 59 (de conséquence): adopté; **article 94**: son amendement n° 60 (rédactionnel) adopté; son amendement n° 61 (rédactionnel): adopté; **article 95**: son amendement n° 62 (rédactionnel): (p. 2946) adopté; son amendement n° 63 (rédactionnel): adopté; **article 96**: son amendement n° 64 (rédactionnel): adopté; **article 97**: son amendement n° 65 (rédigeant ainsi après les mots « qualité de fonctionnaire » la fin du premier alinéa de cet article : « soumis au présent titre selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat pouvant déroger aux dispositions des articles 27, 34 et 35 »); possibilité pour ces personnels d'être sous-recrutés selon des modalités particulières; adopté; son amendement n° 66 (rédactionnel): adopté; **article 98**: son amendement n° 67 (rédigeant ainsi après les mots « statut particulier » la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article : « lorsque les conditions d'organisation spécifiques à cette administration le justifient »); statut particulier propre à l'Assistance publique de Paris (p. 2947); rejeté; **article 99**: son amendement n° 68 (rédigeant ainsi le début du premier alinéa de cet article : « par dérogation aux dispositions des articles 17, 18 du deuxième alinéa de l'article 20, du deuxième alinéa de l'article 21 et des premier et deuxième alinéas de l'article 23, des décrets en Conseil d'Etat... »); préservation des garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires de l'Assistance publique à Paris; organisation spécifique de l'Assistance publique; adopté; **après l'article 99**: son amendement n° 69 (insérant l'article suivant : « par dérogation à l'article 42, l'article 118 du décret du 11 août 1977 relatif au statut des personnels de l'administration générale de l'Assistance publique à Paris est maintenu en vigueur »): adopté; son amendement n° 90 à titre personnel (insérant l'article suivant : « un décret en Conseil d'Etat pris après avis du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière détermine les conditions générales applicables aux agents stagiaires des établissements mentionnés à l'article 2 »): adopté (p. 2948); **article 1^{er} (précédemment réservé)**: son amendement n° 1 (rédigeant ainsi le début de cet article : « les articles 2 à 99 de la présente loi constituent... »); réservé; **article 100**: son amendement n° 70 (insérant dans cet article après le mot « modifiée » les mots « portant réforme hospitalière »): adopté (p. 2949); **après l'article 101**: son amendement n° 95 à titre personnel (insérant dans la troisième phrase du deuxième alinéa de l'article 22-2 de la loi du 31 décembre 1970 modifiée portant réforme hospitalière après les mots « déontologie médicale » les mots « et pharmaceutique »); prise en compte de la spécificité des pharmaciens hospitaliers: adopté; **article 102**: son amendement n° 71 (rédactionnel): adopté; son amendement n° 72 (rédactionnel): adopté (p. 2950); **article 103**: son amendement n° 73 (rédactionnel): adopté; **article 104**: son amendement n° 91 à titre personnel (de suppression): adopté (p. 2951); **article 107**: son amendement n° 74 (rédactionnel): adopté (p. 2952); **article 114**: son amendement n° 75 (de précision): adopté; son amendement n° 76 (de précision): adopté; **article 115**: son amendement n° 77 (de rectification): adopté; **après l'article 117**: son amendement n° 78 (maintien en vigueur des dispositions réglementaires prises en application du Livre IX jusqu'à l'intervention des statuts particuliers): adopté; son amendement n° 79 (maintien en fonction des organismes consultatifs à l'échelon national); maintien du Conseil supérieur de la fonction hospitalière: adopté (p. 2953); **article 118**: son amendement n° 80 (de suppression): adopté; **article 119**: son amendement n° 81

(précisant que les dispositions du Livre IX du code de la santé publique sont abrogées à l'exception des dispositions des articles L. 859, L. 891 et L. 892 qui sont maintenus en vigueur) (p. 2954); notion d'abandon de poste: retiré (p. 2955); **article 2 (précédemment réservé)**: opposition de la commission à l'exclusion des directeurs d'hôpitaux de l'application du Titre IV (p. 2956); **article 9 (précédemment réservé)**: limitation de manière exagérée des possibilités de recours aux contractuels; hypothèses prévues par l'article 9; son amendement n° 13 (d'harmonisation): adopté (p. 2957); **article 1^{er} (précédemment réservé)**: son amendement n° 1 précédemment réservé (p. 2958); adopté après rectification (p. 2959).

Deuxième lecture, discussion générale: Rapporteur: objectifs du texte; divergences relatives aux pharmaciens hospitaliers résidents; maintien des pharmaciens dans le Titre IV; personnels de direction; spécificité nationale reconnue à travers les statuts particuliers; disposition sénatoriale visant à organiser un service minimum [17 décembre 1985] (p. 6220); monopole syndical de présentation des listes de candidats aux commissions administratives paritaires; situation administrative faite aux personnels des établissements sociaux et médico-sociaux (p. 6221).

Discussion des articles: **article 2**: ses observations sur l'amendement n° 29 du Gouvernement (p. 6223); son amendement n° 1 (non application du présent titre aux médecins, biologistes, pharmaciens et odontologistes): adopté; **article 3**: son amendement n° 2 (non soumission de certains emplois supérieurs à la règle énoncée à l'article 3 du Titre premier du statut général): adopté; **article 4**: son amendement n° 3 (recrutement et gestion des corps et emplois des personnels de direction et des pharmaciens résidents): adopté; son amendement n° 4 (organisation des emplois en corps): adopté; **article 5**: son amendement n° 5 (statut particulier des pharmaciens résidents) (p. 6224): adopté; **article 6**: son amendement n° 6 (de conséquence): adopté (p. 6225); **article 12**: son amendement n° 7 (supprimant le dernier alinéa de cet article); introduction par le Sénat d'un nouvel alinéa précisant que le Conseil supérieur devra être installé dans un délai de 6 mois à compter de la publication de la loi; adopté; **article 15**: son amendement n° 8 (substituant dans le dixième alinéa de l'article 15 (2°, c) aux mots: « au titre de » les mots: « au titre de 1° et »): adopté (p. 6226); **article 19**: son amendement n° 9 (de conséquence): adopté; **article 20**: son amendement n° 10 (présentation des listes de candidats par les organisations syndicales): adopté; **article 21**: son amendement n° 11 (supprimant dans la deuxième phrase de cet article la référence « 45 »); conditions de rémunération des fonctionnaires autorisés à travailler à temps partiel: adopté; son amendement n° 12 (supprimant dans la deuxième phrase de cet article les mots: « et 58 »); droits à pension des fonctionnaires placés en position hors cadre: adopté; **article 24 bis**: son amendement n° 13 (de conséquence): adopté (p. 6227); **article 39**: son amendement n° 14 (supprimant la dernière phrase du dernier alinéa de cet article): adopté (p. 6228); problème des congés rayons; amélioration des conditions de travail et de sécurité; **article 53**: son amendement n° 15 (supprimant au début de la deuxième phrase du premier alinéa de cet article après les mots: « l'article 52 » le mot: « et »): adopté (p. 6229); **article 66**: son amendement n° 16 (de conséquence): adopté (p. 6230); **article 88**: son amendement n° 17 (de précision): adopté; **article 92**: son amendement n° 18 (complétant ainsi le premier alinéa de cet article: « et mettre des fonctionnaires à la disposition des organisations syndicales nationales représentatives »): adopté; son amendement n° 19 (de conséquence): adopté (p. 6231); **article 101**: son amendement n° 20 (substituant dans le onzième alinéa de cet article (2°, c) aux mots: « au titre du » les mots « au titre des 1° et »): adopté; **après l'article 101**: mobilité entre les fonctions publiques; **article 101 quater**: son amendement n° 21 (de suppression): adopté; **article 101 quinquies**: son amendement n° 22 (de suppression): adopté (p. 6232); **article 103 bis**: son amendement n° 23 (de suppression): adopté; **article 104 bis**: son amendement n° 24 (de suppression); suppression du service minimum en cas de grève: adopté (p. 6233); **article 114 bis**: son amendement n° 25 (de suppression): adopté; **après l'article 117 ter**: son amendement n° 26 (de conséquence): adopté (p. 6234).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : notion de solidarité ; continuité du progrès social ; nombre de lits d'hospice transformés en lits de maison de retraite [4 novembre 1985] (p. 3836) ; contrats de plan ; ouverture de structures d'hébergement temporaire ; renforcement des services d'aide à domicile ; amélioration de l'habitat destiné aux personnes âgées ; progression du minimum vieillesse ; mensualisation des pensions de retraite ; développement des services et des structures d'accueil pour handicapés ; fonctionnement des C.O.T.O.R.E.P. ; intégration scolaire ; instauration du forfait hospitalier ; actions en faveur de la famille ; créations de places de crèches collectives ou familiales ; programmes de lutte contre la pauvreté (p. 3837) ; programmes sociaux des partis de droite ; séparation du petit risque ; enjeu de la protection sociale ; solidarité entre les générations (p. 3838) ; *questions* : départementalisation (p. 3871) nomination des chefs de départements par l'autorité préfectorale (p. 3872).

— **Projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098).**

Première lecture, explications de vote : unité du secteur psychiatrique ; fin des inconvénients résultant de la dualité des modes de financement des activités de lutte contre les maladies mentales ; vote positif du groupe socialiste [10 décembre 1985] (p. 5799).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104).**

Première lecture, discussion générale : multiplicité des intervenants [12 décembre 1985] (p. 6131) ; intérêts contradictoires dans le secteur ; impossibilité de proposer une définition satisfaisante de l'urgence ; caractère dominateur de l'hôpital dans l'organisation de l'urgence ; inclusion dans la loi hospitalière de dispositions concernant les centres de régulation et de réception des appels ; exclusion par le Sénat de toute reconnaissance légale des S.A.M.U. ; rôle des S.A.M.U. ; conflits entre les sapeurs-pompiers et les ambulanciers privés (p. 6132) ; services rendus dans le traitement de l'urgence par les sapeurs-pompiers ne devant pas être oubliés ; importance de la coopération dans le domaine de l'urgence médicale (p. 6133) ;

Discussion des articles : **article 4** : son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 6137) ; adopté (p. 6138) ; **article 6** : évacuation d'urgence consécutive à une intervention de secours effectuée dans le cadre des pouvoirs de police du maire par les services départementaux d'incendie et de secours ne constituant pas des transports sanitaires au sens du code de la santé publique (p. 6140).

Explications de vote : reconnaissance officielle des S.A.M.U. ; amélioration de la coordination des interventions par la création d'un comité de l'aide médicale urgente des transports ; vote positif du groupe socialiste (p. 6143).

COURRIERE (Raymond)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

— **Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés (n° 2920)** [25 juillet 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat de :

— **M. Raoul Bayou (n° 800) : situation viticole** : aboutissement des demandes de la France pour une réforme de l'organisation commune du marché viti-vinicole ; répartition du volume à distiller entre les régions en fonction du dépassement de leur récolte ; application de ces dispositions à l'Espagne ; maintien des interventions de soutien du marché [26 avril 1985] (p. 441) ; intérêt porté par le Gouvernement à la viticulture méridionale (p. 442) ;

— **M. Vincent Ansquer (n° 789) : politique agricole** : disparités entre l'offre et la demande de produits agricoles dans la C.E.E. ; progression du revenu agricole dû à la politique agricole commune ; propositions de prix pour la campagne 1985-1986 faites par la commission de Bruxelles ; caractère néfaste des positions de certains Etats tendant à une renationalisation progressive des organisations de marché ; évolution du régime fiscal applicable aux agriculteurs français [26 avril 1985] (p. 442-443) ;

— **M. Robert Malgras (n° 797) : préretraités, retraits et assimilés** : existence de cas d'exonération totale ou partielle de la cotisation d'assurance maladie ; cas de disparités de situations résultant de différences dans la date de départ en préretraite ; règles de revalorisation des préretraités ; alignées sur les règles en vigueur pour les retraites ; revalorisation des préretraités supérieure à la hausse des prix ; possibilité de réouverture de la garantie de ressources pour certains demandeurs d'emplois âgés de plus de soixante ans [26 avril 1985] (p. 444) ;

— **M. Parfait Jans (n° 792) : retraite complémentaire des chauffeurs de taxi non salariés** : situation des chauffeurs de taxi non salariés avant la loi du 13 juillet 1982 ; affiliation d'office des chauffeurs de taxi au régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse des artisans ; retard actuel tenant aux problèmes de reconstitution de carrière des retraités [26 avril 1985] (p. 445) ;

— **M. Georges Labazée (n° 798) : transmission d'exploitations agricoles** : situation favorable du jeune agriculteur lorsqu'il est le seul descendant de l'exploitant précédent ; prêts bonifiés ; cas de ceux qui, ayant plusieurs frères et sœurs, succèdent à leurs parents ; nombre des bénéficiaires de la dotation des jeunes agriculteurs et montant des crédits affectés [26 avril 1985] (p. 446) ;

— **M. Alain Bocquet (n° 881) : arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 9 mai 1983** : indemnité de licenciement prévue à l'article L. 122-9 du code du travail devant être calculée sur la base du salaire brut ; position de la Cour de cassation ; invite à trouver une solution au litige par la voie de négociation [28 juin 1985] (p. 2142) ; invite constituant une incitation pour les négociateurs (p. 2143) ;

— **M. Jean-Pierre Sueur (n° 887) : financement de la tutelle** : organisation du système des tutelles d'Etat ; nombre des tutelles ; financement correspondant ; absence de menace de suppression pesant sur le système des curatelles ; mise en place d'un groupe de travail sur l'ensemble de la question des tutelles et des curatelles [28 juin 1985] (p. 2143) ;

— **M. Joseph Pinard (n° 886) : alimentation du bétail** : importance du soja pour l'alimentation du bétail ; actions entreprises en France pour développer les ressources alimentaires des animaux et ralentir l'augmentation du déficit de notre balance commerciale ; développement des techniques modernes [28 juin 1985] (p. 2144) ; politique de subvention aux protéagineux mise en œuvre par le F.O.R.M.A. ; influence des disparités monétaires ; contingentement des importations du manioc ; négociations au sein du G.A.T.T. (p. 2145) ;

— **M. Jean-Claude Dessen (n° 884) : famille de résidents étrangers** : objectifs du décret du 4 décembre 1984 sur le regroupement familial ; possibilité pour les familles de ne pas avoir à retourner dans leur pays d'origine pour y subir un examen médical [28 juin 1985] (p. 2145) ;

— **Mme Colette Goeuriot, remplacée par M. Jean Jarosz (n° 878) : emploi dans le bassin de Villerupt** : arrêt de l'usine de la société des laminoirs de Villerupt ayant été décidé dans le plan de production établi pour Unimétal en 1984 ; réduction de l'effectif réalisée par des mutations dans d'autres usines sidérurgiques ; implantation d'activités nouvelles en Lorraine demeurant un souci majeur des pouvoirs publics [28 juin 1985] (p. 2146) ;

— **M. Philippe Seguin (n° 877) : emploi dans la vallée de la moyenne Moselle** : implantation de Bousac dans le département des Vosges ; situation de la société nouvelle Paul Perrin ; situation de la société Vincey-Bourget [28 juin 1985] (p. 2147) ;

— **Paul Dheille (n° 885) : société Ashland Chemical France** : décision du Conseil d'Etat autorisant la société Cabot Corporation à prendre le contrôle de la société

Ashland Chemical France S.A.; industrie française des pneumatiques [28 juin 1985] (p. 2148);

— **M. Loïc Bouvard (n° 897) : politique de formation professionnelle** : réforme de la formation professionnelle [4 octobre 1985] (p. 2661); rôle de l'Etat dans ce domaine (p. 2662);

— **M. Roger Rouquette (n° 892) : contrôle de la viande de cheval importée** : trichinose; enquête en cours [4 octobre 1985] (p. 2662);

— **M. Pierre-Bernard Cousté (n° 891) : équilibre de la sécurité sociale** : équilibre financier de la sécurité sociale; versement aux hôpitaux [4 octobre 1985] (p. 2663); amélioration de la santé économique du pays (p. 2664);

— **M. Dominique Frelaut (n° 895) : entreprise C.I.T.-Alcatel-Thomson de Colombes** : regroupement des activités commerciales de la nouvelle société sur le site de Trappes-la-Verrière; abandon des produits MT 35 et E 12 [4 octobre 1985] (p. 2665-2666);

— **M. François Loncle (n° 894) : mesures à prendre contre les agissements des hooligans** : condamnation des agissements des supporters du club de football Paris-Saint-Germain; énoncé des mesures prises par le Gouvernement [4 octobre 1985] (p. 2666-2667);

— **M. Pierre-Bernard Cousté (n° 905) : protection des musées** : cas des rapatriés [22 novembre 1985] (p. 4671); politique de prévention assurée par l'office central pour la répression des vols d'œuvres d'art et objets d'art; équipements des musées; grands projets en cours; appartenance du musée Marmottan à l'Institut de France; rappelle qu'en matière d'assurance des collections des musées, l'Etat est son propre assureur (p. 4672);

— **M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset (n° 908) : politique en faveur des veuves** : réflexion sur la finalité des prestations; aide des veuves à se réinsérer dans le milieu professionnel [22 novembre 1985] (p. 4673);

— **M. Daniel Goulet (n° 907) : poste d'infirmière à la Ferté-Macé** : précise que les infirmières qui ont le statut de fonctionnaire de l'Etat peuvent appartenir à différents corps de la fonction publique [22 novembre 1985] (p. 4674).

— **Mme Eliane Provost (n° 913) : charges sociales des infirmières libérales** : réflexion sur la réforme des cotisations d'assurance vieillesse des professions libérales [22 novembre 1985] (p. 4674);

— **M. François Asensi (n° 909) : indemnités de formation** : conditions exigées pour le bénéfice de la prestation d'indemnité de formation [22 novembre 1985] (p. 4675);

— **M. Georges Hage (n° 910) : droits syndicaux à la Régie Renault** : difficultés financières à la Régie; procédures de concertation [22 novembre 1985] (p. 4676); attachement au respect des libertés dans l'entreprise (p. 4677);

— **M. Jean Briane (n° 911) : apprentissage** : poursuite par le Gouvernement du développement et de la rénovation de l'apprentissage; contrats de qualification [22 novembre 1985] (p. 4678);

— **M. François Mortelette (n° 912) : médecins coopérateurs** : code du service national instituant un report spécial d'incorporation; sélection des étudiants; « décalage d'appel » [22 novembre 1985] (p. 4679);

— **M. Michel Debré (n° 906) : organisation des marchés du sucre** : importance de la filière canne-sucre-rhum pour l'activité économique des départements d'outre-mer; modification du règlement portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre; cas des viticulteurs [22 novembre 1985] (p. 4680).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : suppression de la réserve fondée sur le motif légitime; entrave à l'exercice de l'activité économique fondée sur une discrimination raciale ou sexiste [23 mai 1985] (p. 1105);

lutte contre les discriminations sexistes relatives à l'exécution du contrat de travail devant demeurer de la compétence exclusive des syndicats (p. 1106); **après l'article 1^{er}** : amendement n° 63 de M. Jean-Louis Masson conduisant à introduire des dispositions discriminatoires à l'égard de la seule femme divorcée; contribution des deux époux à l'entretien du ménage jusqu'à la rupture du lien matrimonial; indépendance de la décision relative à la garde des enfants à l'égard des attributions des torts du divorce; article 414 du code pénal ne visant pas à limiter le droit de grève des travailleurs (p. 1107, 1108); **article 2** : non automaticité de la délivrance de l'agrément (p. 1109); **article 3** : application subsidiaire de la disposition de l'article 3 (p. 1110); **après l'article 3** : parution prochaine d'un décret relatif à la reconnaissance d'utilité publique des associations d'Alsace-Lorraine; traitement identique des couples au niveau social; suppression des distorsions concernant la déduction pour frais de garde et le compte d'épargne en actions (p. 1111); **article 5** : légalisation du secteur psychiatrique (p. 1114).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562).**

Troisième lecture, discussion générale : rejet du texte en seconde lecture par le Sénat [28 juin 1985] (p. 2158).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Troisième lecture, discussion générale : rend hommage au rapporteur général et à l'ensemble des membres de la commission des finances; consensus autour de certaines dispositions du projet; divergence portant sur la dotation globale de fonctionnement [28 juin 1985] (p. 2166); évaluation de la perte fiscale résultant de la suppression de la taxe spéciale; conformité du nouveau dispositif aux orientations communautaires; procédure de restitution (p. 2168).

— **Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés (n° 2920).**

Première lecture, discussion générale : non institution de régime d'assurance vieillesse au Maroc, en Tunisie, en Indochine; concertation avec les associations de rapatriés; retraite des rapatriés d'origine maghrébine [7 octobre 1985] (p. 2711); décret concernant les aides familiaux; institution d'une aide de l'Etat correspondant à 50 % du rachat des cotisations à opérer; champs d'application de cette disposition; personnes ayant exercé une activité professionnelle soit en Algérie, soit en dehors de l'Algérie; régimes spéciaux; extension du bénéfice de la loi du 3 décembre 1982; révision de carrière; actions entreprises par le Gouvernement et le secrétariat d'Etat chargé des rapatriés depuis 1981 (p. 2712); application de l'accord franco-tunisien; cas des salariés agricoles hors de l'Algérie; action des commissions administratives de reclassement; application du principe de reconstitution de carrière aux anciens combattants rapatriés de la guerre 1939-1945; attribution de l'indemnité forfaitaire; sort réservé aux anciens commerçants et artisans; aménagement des prêts et des prêts de consolidation (p. 2718); aide systématique de l'Etat; non rétro-activité de cette aide; problème des retraites complémentaires et de l'abattement de 10 %; nombre des bénéficiaires; abattement pour les personnes à charge; présomption de salariat; financement des mesures proposées; question des exploitants agricoles et de salariés agricoles; règlement de la situation des aides familiaux (p. 2719).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : loi ne prévoyant pas le cas de ceux ayant travaillé après l'indépendance; **article 2** : impossibilité pour l'administration de refuser de manière discriminatoire l'aide de l'Etat; nécessité de la condition du rachat (p. 2720); concertation avec les rapatriés; **article 4** : impossibilité de prévoir une validation gratuite pour les territoires où la sécurité sociale n'existait pas; projet n'opérant pas une distinction entre les rapatriés suivant leur origine; parution d'un texte réglementaire concernant les aides familiaux (p. 2721); **article 8** : articles 8 et 9 ne concernant que les pensions garanties par l'Etat; situation des travailleurs à Madagascar (p. 2722); **article 10** : son amendement n° 1 (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots « du 4 août 1981 » les mots « ou qui ont dû démissionner pour des motifs politiques en relation directe avec les événements d'Afrique du Nord »); extension des dispositions de la loi du 3 décembre

1982 aux agents des sociétés concessionnaires d'Afrique du Nord ; adopté ; son amendement n° 2 (extension aux agents visés au premier alinéa de cet article des dispositions de l'article 9 de la loi du 3 décembre 1982) ; personne n'étant ni fonctionnaire, ni magistrat, ni militaire ; remise en vigueur de l'ordonnance du 15 juin 1945 sur les séqueles de la seconde guerre mondiale ; adopté (p. 2723).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : action menée en faveur des rapatriés ; crédits affectés aux remises et aménagements des prêts ; règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord ; reconstitution des carrières ; accession à la fonction publique ; inexistence des régimes de retraite [4 novembre 1985] (p. 3861) ; droit aux assurances sociales ; retraite complémentaire ; situation pour les territoires autres que l'Algérie ; aides apportées aux plus défavorisés ; mise en place de l'Office national à l'action sociale, éducative et culturelle ; mise à disposition d'appelés qualifiés du contingent ; situation des Français rapatriés d'origine maghrébine ; libre circulaire des Français musulmans en Algérie ; indemnisation dite des « meubles meublant » ; niveau de vie moyen des rapatriés (p. 3862) ; prêt de consolidation ; mesures législatives concernant le nantissement des titres d'indemnisation ; avoir bloqué ; levées de forclusion ; amélioration des prestations d'accueil et de reclassement économique et social des rapatriés ; éventualité d'une troisième loi d'indemnisation (p. 3863).

COUSTÉ

*Député du Rhône
(5^e circonscription)*

Apparenté R.P.R. puis R.P.R.

S'apparente au groupe de Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

S'inscrit au groupe de Rassemblement pour la République [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14579).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2096) [J.O. du 23 mai 1985] (p. 5798).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13811).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter l'article L 792 du code de la santé publique relatif au statut général du personnel des établissements d'hospitalisation publics et de certains établissements à caractère social (n° 2626) [18 avril 1985].

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés représentant les Français établis hors de France (n° 2644) [24 avril 1985].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attribution des fréquences radiophoniques (n° 2647) [25 avril 1985].

Proposition de loi relative à l'élection de députés représentant les Français établis hors de France (n° 2702) [23 mai 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Dissolution éventuelle de groupes d'intervention de la police nationale** : nombre et localisation des groupes concernés ; constitution d'un groupe unique stationné à Bièvre ; résultats positifs obtenus par le groupe

d'intervention de la police nationale de Lyon [7 mai 1985] (p. 607) ;

— **Insécurité dans les centres commerciaux de Lyon** : pétition signée par 220 commerçants du centre commercial de la Part-Dieu à Lyon ; organisation de « véteritables bandes de Maghrébins » [26 juin 1985] (p. 1991) ;

— **Abrogation ou révision de la loi Quilliot** : cas des jeunes ménages et des personnes à revenus modestes [16 octobre 1985] (p. 3116).

orales sans débat :

— **n° 763**, posée le 2 avril 1985 : **radiodiffusion et stations de radio (chaînes de télévision et stations de radio)** (p. 54) ; appelée le 12 avril 1985 : **radios locales privées** : grève de la faim de M. Recordet de Studio 2 ; attribution des fréquences (p. 186) ; critères des saisies ; proposition de création d'une commission de contrôle (p. 187) ;

— **n° 813**, posée le 7 mai 1985 : **radiodiffusion et télévision (chaînes de télévision et stations de radio)** (p. 624) ; appelée le 10 mai 1985 : **télévisions privées** : augmentation du nombre d'appareils de télévision mis en service ; rapport Bredin ; autorité étant chargée d'attribuer les fréquences (p. 699) ; émission « Psy-show » ; nombre de télévisions privées ; télévisions privées diffusées par câble ou par satellite (p. 700) ;

— **n° 852**, posée le 6 juin 1985 : **politique économique et sociale (généralités)** (p. 1536) ; appelée le 14 juin 1985 : **flexibilité de l'emploi** : nécessité d'une croissance économique pour résoudre le problème de l'emploi ; seuils au-delà desquels sont imposées diverses obligations de caractère social (p. 1697) ; système d'autorisation pour les licenciements économiques ; travail temporaire ; travail différencié ; travail à temps partiel ; rôle du centre des jeunes chefs d'entreprise et cadres dirigeants ; travaux d'utilité collective (p. 1698) ;

— **n° 891**, posée le 2 octobre 1985 : **sécurité sociale (équilibre financier)** (p. 2614) ; appelée le 4 octobre 1985 : **équilibre de la sécurité sociale** : quarantième anniversaire de la sécurité sociale ; nécessité d'un débat sur le budget social de la nation ; augmentation de la taxe sur les primes d'assurance automobile (p. 2663) ; santé économique de la nation (p. 2664) ;

— **n° 905**, posée le 13 novembre 1985 : **patrimoine archéologique, esthétique, historique et scientifique (musées)** (p. 4343) — appelée le 22 novembre 1985 : **protection des musées** : vol de tableaux impressionnistes au Musée Marmottan ; mesures prises par le Gouvernement (p. 4671) ; enquête pour découvrir les auteurs de ce méfait ; cas des grands projets (p. 4672) ;

— **n° 947**, posée le 16 décembre 1985 : **étrangers (crimes, délits et contraventions)** (p. 6210) ; appelée le 20 décembre 1985 : **interdiction de séjour** : cas d'un citoyen algérien interdit de séjour définitivement ayant été pris en infraction à Lyon en octobre 1985 (p. 6512) ; raccompagnement aux frontières (p. 6513) ; absence d'exécution de certaines décisions judiciaires des tribunaux français (p. 6514).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577).**

Première lecture, discussion générale : inclusion dans l'arsenal législatif français de possibilités adaptées à l'entreprise individuelle ; solution de l'entreprise unipersonnelle ou solution de la société unipersonnelle ; absence de définition de la notion d'entreprise [11 avril 1985] (p. 152) ; conséquences sociales et fiscales du texte ; statut de l'administrateur de la société unipersonnelle dans les projets de loi déposés par l'opposition ; interdiction à une personne physique de s'associer dans plusieurs S.A.R.L. (p. 153).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : création de la société par contrat ou par acte unilatéral ; son amendement n° 30 (de suppression) ; contradiction dans le texte du Gouvernement (p. 158) ; notion de société unipersonnelle ; rejeté (p. 159) ; **après l'article 1^{er}** : son amendement n° 46 (cas d'apport de biens communs) ; problème de la relation

patrimoniale ; rejeté (p. 160) ; **article 4** : son amendement n° 36 (de suppression) : rejeté (p. 172) ; **article 6** : son amendement n° 38 (de suppression) : rejeté (p. 176) ; **après l'article 9** : son amendement n° 47 (non application de l'article 182 de la loi de janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires) : rejeté (p. 178) ; titre : son amendement n° 39 (visant à substituer au mot « entreprise » le mot « société ») : rejeté (p. 179) ;

Son rappel au règlement : s'étonne que M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie réponde à une question portant sur l'éthanol et à une question relative au problème de la filière aluminium-lithium [14 juin 1985] (p. 1697).

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion générale : enjeu représenté par la recherche dans le domaine du médicament ; développement des biotechnologies ; progrès thérapeutique ; potentiel pharmaceutique français ; insuffisance de la recherche industrielle dans le médicament ; action des laboratoires publics ; part du chiffre d'affaires consacrée à la recherche-développement par l'industrie pharmaceutique ; effet néfaste de la politique des prix (27 juin 1985) (p. 2131) ; prise en compte de la dimension financière ; non autorisation de hausse de prix pour les médicaments remboursables ; opportunité d'instituer une « provision fiscale pour aléas de recherche » ; protection des résultats de la recherche ; insuffisance de la protection conférée par le brevet ; prix des médicaments en France (p. 2132).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).**

Première lecture, discussion générale : généralisation de la liberté des prix industriels et des services ; taux de pénétration du marché étranger pour certains produits ; proposition de loi visant à l'abrogation de l'ordonnance du 30 juin 1945 ; nécessité de faire disparaître tout pouvoir de l'administration dans le domaine économique ; dispositions du Traité de Rome relatives à la concurrence ; opportunité de laisser aux entreprises la liberté concernant l'établissement et la fixation des prix et des marges [2 octobre 1985] (p. 2591) ; campagne menée contre le projet par les unions fédérales de consommateurs ; dispositions relatives aux baux commerciaux ; problème de la publicité comparative ; existence d'une tradition des marques en France (p. 2592).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale* : donne lecture de l'intervention de M. Robert Galley [25 octobre 1985] (p. 3544).

Education nationale. — *Discussion générale : questions* : situation des bourses ; décrochage du plafond de ressources par rapport au S.M.I.C. [29 octobre 1985] (p. 3660).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale* : nombre des chômeurs [31 octobre 1985] (p. 3765) ; proportion des chômeurs de longue durée ; équilibre du Fonds national de l'emploi ; situation des pré-retraités ; système du licenciement administratif ; problème de l'adaptation des effectifs à l'activité des entreprises ; nombre des licenciements refusés chaque année par l'inspection du travail ; développement du travail différencié ; organisation du temps de travail ; conséquences du S.M.I.C. (p. 3766).

Redéploiement industriel et commerce extérieur — **Energie.** — *Questions* : rapport de M. Vial-Massat mettant en lumière la fragilité du redressement français en ce qui concerne les échanges internationaux [12 novembre 1985] (p. 4252) ; solde du commerce extérieur ; nécessité de renforcer nos positions dans les pays européens (p. 4253).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions* : moyens en matériels et en hommes de la police dans la ville de Lyon ; arrestation d'un auteur de nombreux hold-up dans les banques ; réduction de l'immigration clandestine [13 novembre 1985] (p. 4329).

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048).**

Première lecture, discussion générale : insuffisance des concours attribués dans les cadres de la D.G.E. ; complexité du mécanisme proposé ; décision de répartitions prises par décret en Conseil d'Etat ; intervention du commissaire de la République ; pénalisation de certaines communes [20 novembre 1985] (p. 4573).

— **Projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012).**

Troisième lecture, discussion générale : situation des monuments classés [20 décembre 1985] (p. 6528) ; risques entraînés par un raccourcissement des délais (p. 6529).

COUVE DE MURVILLE (Maurice)

Député de Paris
(6^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Projet de loi électorale** : divisions au sein du parti socialiste ; intérêt national ; incidences de la proportionnelle intégrale sur le fonctionnement des institutions [10 avril 1985] (p. 109) ; demande des précisions sur les déclarations de M. Jospin au sujet de la Constitution ; son allusion « aux temps du coup d'Etat permanent » (p. 110).

— **Disparition du bateau « Ouvea ». Indemnisation du propriétaire** : versement par le Gouvernement d'une indemnité au propriétaire d'Ouvea pour le dédommager de la disparition du navire ; absence d'indications sur le sort de ce navire ; rappelle les propos du ministre indiquant qu'il n'y aurait pas d'atteinte au secret défense si la vérité était révélée au sujet de l'Ouvea [11 décembre 1985] (p. 5880).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : « désinvolture » avec laquelle le Gouvernement traite l'Assemblée nationale, s'agissant de la politique étrangère [11 juin 1985] (p. 1586) ; « zèle atlantique » manifesté par le Gouvernement au début du septennat ; discours de Bonn sur les euromissiles ; rencontre avec le Premier secrétaire du parti communiste soviétique ; demande américaine d'une nouvelle négociation économique dans le cadre du G.A.T.T. ; attaque des Etats-Unis contre la P.A.C. ; poursuite de l'effort en faveur de la dissuasion nucléaire ; projet Euréka ne constituant pas une réponse appropriée ; ses observations sur le problème de la contribution britannique ; nécessité de restaurer la coopération franco-allemande (p. 1587) ; propositions de M. Spinelli ; aspect modéré des conclusions contenues dans le rapport Dooge ; échec probable de la réunion de Milan ; approuve l'élargissement de la Communauté sur le plan politique ; insuffisance des dispositions des traités d'adhésion concernant notamment la pêche ou l'agriculture méditerranéenne ; nécessité de rechercher l'accord général au plan politique ; situation au Tchad ; viol de l'accord franco-libyen par Tripoli (p. 1588) ; partage du Tchad et occupation permanente de l'armée libyenne ; importance des liens de la France avec l'Afrique ; indifférence du monde extérieur à l'égard des communautés chrétiennes du Liban ; présence palestinienne apparaissant comme la cause de la guerre civile ; buts poursuivis par Israël et la Syrie ; alignement de la politique française sur la politique américaine en 1982 (p. 1589) ; présence d'observateurs français à Beyrouth ; participation à la F.I.N.U.L. ; rapports de la France avec

la Syrie ; ses observations sur le rappel de l'ambassadeur français à Beyrouth (p. 1590) ; ses observations sur le compromis de Luxembourg [11 juin 1985] (p. 1616) ; nécessité de traiter les questions au niveau politique (p. 1620-1621).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951)**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale :* dégâts faits dans le domaine de la politique extérieure [6 novembre 1985] (p. 3999) ; affaire Greenpeace ; problème de la ratification du traité d'adhésion au Marché commun de l'Espagne et du Portugal ; réforme des institutions européennes ; conclusion avec la Lybie d'un accord pour l'évacuation réciproque du Tchad ; armement nucléaire français ; dénonciation de la tentative faite par les Américains et les Russes de mettre en cause le potentiel français et britannique ; intervention de M. Gorbatchev d'engager une négociation avec la France et la Grande-Bretagne sur les armements nucléaires en Europe ; déclaration de la France aux Etats-Unis selon laquelle cette dernière est prête à se joindre au processus de désarmement nucléaire ; problème de la contribution britannique en matière de politique agricole commune (p. 4000) ; situation au Liban ; problème des relations franco-soviétiques (p. 4001).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 7 mai 1985 relative au système des ressources propres des Communautés (n° 3045) et de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes les 23 et 24 avril 1985 entre les représentants des gouvernements des Etats membres, relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1985 (n° 3044).**

Première lecture, discussion générale commune : intervention tardive de ces décisions ; insuffisance des ressources propres des Communautés ; subventions palliant l'insuffisance des ressources propres ; accord intervenu au Conseil de Bruxelles ; Conseil européen de Fontainebleau portant sur la contribution britannique au Marché commun ; situation favorable réservée à l'Allemagne [21 novembre 1985] (p. 4609) ; accroissement de la participation de notre pays aux charges du budget communautaire (p. 4610).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : rappel des deux conceptions de l'Europe ; primauté de la conception tendant à rassembler tous les pays démocratiques d'Europe occidentale sans discrimination ; opportunité de la décision à prendre [21 novembre 1985] (p. 4641) ; crise économique quasi permanente de la Communauté ; crise politique ; indifférence relative des pays nord-européens aux problèmes spécifiques posés par l'agriculture et par la pêche ; création d'interminables périodes de transition ; coût financier pour la France ; accords de Fontainebleau et contribution britannique ; abstention du groupe R.P.R. (p. 4642).

CREPEAU (Michel)

Ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, puis garde des sceaux, ministre de la justice.

NOMINATIONS

Est nommé garde des sceaux, ministre de la justice (décret du 19 février 1986) [J.O. du 20 février 1986] (p. 2791).

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au gouvernement de :

— **M. Jean-Louis Masson : adaptation de la loi Royer en matière d'urbanisme commercial :** situation de la ville de La Rochelle [5 juin 1985] (p. 1463) ; organisation des circuits commerciaux français ; réformes de la loi Royer n'étant souhaitables qu'à condition qu'elles interviennent par voie réglementaire (p. 1464) ;

— **M. Jean-Pierre Destrade : tourisme :** situation de l'industrie du tourisme ; part de la France dans le marché mondial du tourisme ; niveau du dollar [26 juin 1985] (p. 1993) ; modernisation des services français à l'étranger ; réservations hôtelières informatisées ; information touristique ; accueil des étrangers en France (p. 1994) ;

— **M. Véronique Neiertz : ouverture des magasins le dimanche :** rappel des dispositions du code du travail prévoyant que le repos hebdomadaire a lieu le dimanche [30 octobre 1985] (p. 3707) ; nécessité de maintenir cette législation (p. 3708).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577)**

Première lecture, discussion générale : protection des entrepreneurs contre la responsabilité illimitée et indéfinie pesant sur leur patrimoine ; comparaison par rapport à la situation du président directeur général d'une société anonyme [11 avril 1985] (p. 141) ; recours aux sociétés fictives ; spécificité de l'entreprise agricole ; nécessité d'un cadre juridique souple et adapté ; principe « sacro-saint » de l'unité du patrimoine ; notion de patrimoine affecté ; influence de ce système sur les régimes matrimoniaux ; limitation de la responsabilité aux apports ; fonctionnement des E.U.R.L. à l'étranger ; nombre de sociétés anonymes existant en France par rapport à la République fédérale d'Allemagne (p. 142) ; non adaptation de la notion de patrimoine affecté ; notion de société « contrat » et notion de société « institution » ; adaptation de l'article 1832 du code civil à la société unipersonnelle ; problème de la transmission des entreprises (p. 143) ; régime fiscal conditionnant le choix du régime juridique ; conséquences sociales de l'introduction de l'E.U.R.L. ; équilibre des régimes sociaux, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales (p. 144).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** nouvelle rédaction de l'article 1832 du code civil ; proposition de loi de M. Vincent Ansquer (p. 159) ; **après l'article 1^{er} :** modification des régimes matrimoniaux ou de la loi de 1982 (p. 160) ; adaptation de l'institution nouvelle au monde agricole (p. 161) ; **article 2 :** loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ; remise en cause de la notion de faute ; marge d'appréciation laissée aux tribunaux (p. 163) ; problème de la désignation de la société ; **après l'article 2 :** marge d'appréciation laissée aux tribunaux ; pratique du métier de banquier (p. 165) ; **article 3 :** division du patrimoine (p. 168) ; modification des statuts (p. 170) ; esprit du texte ; danger pour les créanciers ; confusion des notions de magasin et de société (p. 171) ; protection du patrimoine familial et garantie donnée aux créanciers ; **article 4 :** contrôle sur les apports (p. 172) ; protection des tiers face aux problèmes de l'évaluation concernant les apports en nature ; loi sur le statut des conjoints votée par le Parlement (p. 173) ; complexité de la procédure judiciaire de vérification des apports ; dispense au-dessous d'un certain montant ; maintien du contrôle *a posteriori* ; rôle du notaire (p. 174) ; **après l'article 5 :** introduction d'un facteur supplémentaire de rigidité (p. 175) ; **article 6 :** prévision d'un garde-fou ; institution d'un contrôle simple sans appel systématique aux commissaires aux comptes ; son amendement n° 40 (régime de l'autorisation des conventions en distinguant selon le nombre des associés) ; atteinte des seuils prévus par le décret du 1^{er} mars 1985 ; recours aux commissaires aux comptes dans les conditions du droit commun des sociétés (p. 176) ; adopté ; **article 7 :** son amendement n° 41 (régime de l'approbation des comptes et des rapports des commissaires aux comptes) (p. 177) ; obligation faite à l'associé ou au gérant d'établir des comptes ; adopté (p. 178) ; **article 10 :** sa référence à la « jurisprudence Millon » ;

après l'article 10 : son amendement n° 42 (compétence des juridictions civiles) ; problème de l'application du principe de la commercialité par la forme aux agriculteurs optant pour le système de l'E.U.R.L. ; adopté ; **titre** : valorisation de la notion d'entreprise dans la société actuelle (p. 179).

Deuxième lecture, discussion générale : extension des dispositions aux agriculteurs ; dépassement de la notion traditionnelle du contrat de société ; cession des entreprises ; inégalité de traitement entre P.D.G. d'une société anonyme et chef d'entreprise individuelle ; non confusion entre E.U.R.L. et S.A.R.L. ; préservation des droits acquis dans les domaines fiscaux et sociaux ; application à l'E.U.R.L. de la loi de 1982 sur le statut des conjoints d'artisans et de commerçants [18 juin 1985] (p. 1728, 1729) ; non application du système du patrimoine d'affectation dans les législations des pays développés ; couverture sociale des dirigeants de l'E.U.R.L. ; non assimilation du gérant d'une E.U.R.L. au gérant minoritaire d'une S.A.R.L. ; régime fiscal ; statut du conjoint (p. 1734).

Discussion des articles : **article 2** : sort du conjoint du chef d'entreprise individuelle (p. 1735) ; **article 3** : nécessité de faciliter le passage de l'E.U.R.L. à la S.A.R.L. (p. 1736) ; **article 6** : contrôle des conventions par le commissaire aux comptes renforçant la sécurité dans le fonctionnement des E.U.R.L. (p. 1738).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787)**.

Première lecture, discussion générale : désinflation favorisée par la concurrence ; poursuite de la politique de libération des prix ; libération progressive des prix des services ; réduction de l'écart inflationniste avec la R.F.A. ; faiblesse de l'appareil productif français ; conséquences des ententes et des pratiques corporatistes ; rôle de la commission de la concurrence [2 octobre 1985] (p. 2579) ; proposition de loi déposée par M. Valéry Giscard d'Estaing relative à l'abrogation des ordonnances de 1945 ; nombre des arrêtés de taxation pris avant mai 1981 ; contenu des ordonnances de 1945 ; projet de loi visant à adapter le dispositif législatif aux mutations de la distribution ; assouplissement du cadre juridique concernant le refus de vente et la coopération commerciale ; adaptation des interdictions de discriminations tarifaires ; renforcement des procédures de répression des entraves ; amélioration du contrôle des concentrations ; assouplissement des règles relatives au droit de résiliation triennale ; « désécialisation » des baux commerciaux (p. 2580) ; information du consommateur (p. 2581) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Alain Madelin : nombre des arrêtés de fixation de prix pris par M. Raymond Barre ; opportunité de débattre du problème de la concurrence ; amélioration des efforts de la lutte contre l'inflation (p. 2583).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951)**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale* : secteur du commerce et de l'artisanat créant des entreprises et des emplois ; formation des hommes ; informatisation des centres de formation des apprentis des chambres de métiers ; formation à la gestion ; loi sur la formation permanente dans l'artisanat [28 octobre 1985] (p. 36565) ; entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée ; aides apportées à la cession des entreprises ; loi relative au livret épargne-entreprise ; rôle de la femme dans l'entreprise artisanale ; retraite à soixante ans ; abrogation des ordonnances de 1945 ; entrée de l'Espagne dans le Marché commun ; injustices subsistant en matière d'indemnités journalières ; non règlement du problème des qualifications ; tourisme présentant un caractère particulier ; possibilité de créer des entreprises et des emplois ; tourisme constituant la première industrie exportatrice ; part de la France dans le marché touristique (p. 3566) ; répartition entre les interventions de l'Etat et des collectivités locales ; augmentation des crédits de promotion vers l'étranger ; informatisation dans le domaine du tourisme ; dérive de prix constatée dans l'hôtellerie ; problèmes du tourisme social ; construction de structures lourdes ; déficit de « Tourisme et Travail » ; priorité à la gestion ; construction de « l'Europe des travailleurs » ; développement du chèque-vacances ; financement par emprunts (p. 3567) ; expériences menées au niveau ré-

gional ; ministère constituant un ministère d'administration directe ; maintien de l'équilibre entre la modernisation et la tradition (p. 3568).

Répond à la question de :

— **M. Emmanuel Hamel** : amélioration de la formation initiale ; nécessité de faciliter les départs en retraite ; utilisation des techniques nouvelles ; apparition d'un artisanat nouveau ; butoir du maximum de dix salariés n'existant pas au niveau européen ; distinction entre les entreprises de main d'œuvre et les entreprises de type capitalistique (p. 3574).

Examen des crédits : **article 59** : action irremplaçable des chambres de métiers (p. 3575).

CRESSON (Edith)

Ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean Narquin** : **situation de l'entreprise Thomson à Angers** : stabilité prévisionnelle de l'effectif au cours des prochaines années ; développement de la branche « équipements et systèmes » ; effort considérable pour la branche « composants » ; matériel médical en cours de redressement ; absence de sureffectifs [3 avril 1985] (p. 61) ;

— **M. Francis Geng** : **licenciements chez Thomson-C.S.F.** : avantages des nationalisations ; concurrence des géants européens et américains ; intérêt d'une concentration ; nécessité de freiner la décroissance des effectifs [3 avril 1985] (p. 67) ;

— **M. Philippe Bassinet** : **Renault** : ressources techniques et humaines de la Régie [17 avril 1985] (p. 232) ; mutations de gamme ; dotation attribuée à l'entreprise ; rapport de M. Michel Noir (p. 233) ;

— **M. Pascal Clément** : **situation de l'industrie ferroviaire** : rayonnement international du matériel ferroviaire français ; saturation des besoins de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. ; arrivée sur le marché international de nombreux concurrents, notamment le Japon, le Brésil et la Corée ; contrat signé par Alstom-Atlantique en Chine [24 avril 1985] (p. 332) ;

— **M. François Asensi** : **situation de Renault** : capacité de la Régie à surmonter la crise ; nomination à la tête du groupe de M. Besse ; montant de la dernière dotation en capital attribuée à l'entreprise par les pouvoirs publics ; exemple des redressements des entreprises Chrysler et Fiat [24 avril 1985] (p. 333-334) ;

— **M. Alex Raymond** : **vente de matériel aéronautique** : excédent commercial enregistré sur le poste des matériels aéronautiques ; importance des pays développés parmi les pays importateurs ; amélioration de la compétitivité des fabricants français [24 avril 1985] (p. 341) ;

— **M. Antoine Gissinger** : **avenir de Matra-Matrhin-Automatic** : activité insuffisante du département machines-outils de l'entreprise ; accords passés avec les partenaires étrangers ; mise en place d'un plan social et intervention des pouvoirs publics [7 mai 1985] (p. 608) ;

— **M. Pierre Prouvost** : **industrie textile** : bilan du plan textile ; abandon de ce plan ; réduction des charges des entreprises ; intensification des efforts pour moderniser l'appareil productif ; centre de développement et de promotion du textile et de l'habillement [22 mai 1985] (p. 1021) ;

— **Mme Adrienne Horvath** : **expulsion d'ouvrières d'une usine Cacharel** : difficultés rencontrées par la société Cacharel ayant nécessité le licenciement de 145 personnes ; occupation et expulsion par la force publique de l'usine de Saint-Christol-lès-Alès ; reclassement interne ou externe au groupe ; rachat du bâtiment par la société d'économie mixte du Gard [5 juin 1985] (p. 1472) ;

— **M. Louis Odru** : **difficultés de l'entreprise Sofred à Montreuil** : situation de l'ingénierie ; degré de compétence technologique des travailleurs de l'ingénierie ; soutien financier destiné à Technip ; situation de l'entreprise

Sofresid ; nécessaire effort de modernisation et de redéploiement [19 juin 1985] (p. 1759) ; absence de démantèlement de l'ingénierie française (p. 1760) ;

— **M. Vincent Porelli : avenir de l'électronique civile et construction de surrégénérateur** : rappel des différentes phases d'un programme nucléaire ; restructuration de Framatome ; fonctionnement de Superphénix, étude d'un surrégénérateur de 1 500 mégawatts [16 octobre 1985] (p. 3113-3114) ;

— **M. Marc Lauriol : absence de crédits pour une invention révolutionnaire** : rappel des circonstances et l'état du dossier ; cas de **Melle Kempf** [16 octobre 1985] (p. 3115) ;

— **M. Charles Paccou : construction navale à Dunkerque** : difficultés des sites français de construction navale ; maintien du site de Dunkerque [23 octobre 1985] (p. 3387) ;

— **M. Claude Germon : dénationalisation et développement industriel national** : risque de voir l'étranger prendre le contrôle d'une large part de l'industrie française ; risque de conservation par l'Etat des secteurs en perte et de cession à des intérêts privés des entreprises redressées grâce à l'effort public ; risque d'absorption de la quasi totalité de l'épargne [23 octobre 1985] (p. 3390) ; caractère encourageant des résultats économiques obtenus (p. 3391) ;

— **M. Adrien Zeller : dossier Martine Kempf** : estime que la campagne faite autour de cette affaire est nuisible pour notre industrie et notre image de marque à l'extérieur ; précise que l'attribution de concours publics ne peut se faire sans qu'il y ait un minimum de renseignements sur leur utilisation ; qualification du produit proposé par les Kempf de produit de « bas de gamme » par le Centre national d'études des télécommunications [6 novembre 1985] (p. 3981) ;

— **M. Jean Jarosz : décisions européennes sur la sidérurgie** : principe des aides à la fermeture ; limitation à deux catégories de produits de la libéralisation du marché ; adoption d'une clause « anti-dérive » limitant la marche de manœuvre de la Commission économique européenne [6 novembre 1985] (p. 3984).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. Energie. — *Discussion générale* : Maîtrise de la croissance des dépenses publiques ; ralentissement de l'inflation ; poursuite de la croissance ; diminution des prélèvements obligatoires [12 novembre 1985] (p. 4232) ; amélioration de la situation des entreprises ; dotation en capital aux entreprises nationales ; restructurations industrielles ; crédits de politique industrielle ; diminution de la dotation destinée à la construction navale ; financement de la sidérurgie ; financement de Renault ; exportation de capitaux par la Régie (p. 4233) ; moyens de fonctionnement et d'équipement du département ; création d'un fonds de promotion de l'image industrielle et technologique ; crédits de politique industrielle ; importance de la formation professionnelle ; A.F.M.E. ; aides aux organismes de commerce extérieur (p. 4234) ; réduction du taux de l'impôt sur les sociétés à 45 % pour les bénéfices réinvestis dans l'entreprise ; stabilisation des prélèvements obligatoires supportés par les sociétés ; développement des dispositifs de financement à long terme des entreprises ; dotations destinées au F.I.M. ; influence économique des nationalisations ; renforcement des filières industrielles stratégiques ; actions en faveur des exportateurs et du commerce extérieur ; montée du protectionnisme (p. 4235) ; nombre des actions réalisées par le C.F.M.E. ; rôle de l'Actim ; amélioration du taux d'indépendance énergétique ; amélioration des résultats des entreprises ; reprise de l'investissement industriel ; augmentation du nombre des créations d'entreprises ; assouplissement des contraintes administratives réglementant l'activité industrielle ; mécanisme du report en arrière (p. 4236) ; augmentation du nombre de créations d'entreprises industrielles ; modernisation des entreprises industrielles ; évolution du solde commercial ; exemple des dénationalisations en Grande-Bretagne (p. 4237).

Répond à la question de :

— **M. Yves Tavernier** : activité nucléaire du C.E.A. ; missions du C.E.A. dans le domaine de l'électronique ; activités dans le domaine bio-médical ; missions du C.E.A. dans la robotique-productive (p. 4246) ;

— **M. Jean-Louis Masson** : exhauré ; étude sur l'enrichissement du minerai lorrain menée par les sociétés sidérurgiques ; modalités d'application du rapport Corn (p. 4247) ; accord entre Unimétal et Arbed ; avenir de l'usine de la S.A.F. (p. 4249) ;

— **Mme Colette Gauriot** : situation actuelle de l'usine de tubes à Jœuf (p. 4250) ;

— **M. Dominique Frelaut** : objectif de la fusion des activités téléphoniques de Thomson et de la C.G.E. ; transfert d'emplois au sein de l'Île-de-France ; poursuite de l'examen du dossier d'accord avec A.T.T. (p. 4251) ;

— **Jean Proriot, posée par M. Jean Desanlis** : situation de l'industrie des équipements automobiles ; cas des Etablissements Ducellier ; plan de restructuration présenté par Valéo (p. 4252) ;

— **Jean Desanlis** : caractère inexact de l'information fournie par M. Desanlis ; restructuration menée par les constructeurs au sein de leur réseau à la suite de la diminution des ventes sur le marché national (p. 4252) ;

— **Pierre-Bernard Cousté** : solde du commerce extérieur ; baisse actuelle du dollar facilitant le rééquilibrage de notre commerce extérieur ; balance des paiements courants ; action en faveur des P.M.E.-P.M.I. à l'exportation ; augmentation de la compétitivité des entreprises françaises (p. 4253) ;

— **Robert Montdargent, posée par M. André Duroméa** : responsabilité de la maîtrise d'œuvre ; responsabilité de la maîtrise d'œuvre déléguée ; montage financier du programme Hermès (p. 4254) ;

— **Paul Chomat** : situation de l'industrie française de la machine-outil en 1981 ; bilan du plan machine-outil de décembre 1981 (p. 4254) ; situation de l'usine des Machines françaises lourdes de Saint-Etienne (p. 4255).

— **Déclaration du Gouvernement sur les entreprises nationales et débat sur cette déclaration.**

Discussion : action en faveur de l'ensemble des entreprises de la part du Gouvernement ; nature des groupes nationalisés en 1982 [19 novembre 1985] (p. 4479) ; contexte dans lequel sont intervenues les nationalisations ; sous-investissements des entreprises de la filière électronique avant 1982 ; restructuration de la chimie ; recentrage de la C.G.E. et de Thomson ; crédibilité financière des groupes nationaux ; possibilité pour les entreprises nationales de s'engager à long terme et d'avoir une stratégie globale ; compétence des dirigeants des entreprises nationales (p. 4480) ; rôle social des entreprises nationales ; situation des entreprises nationales dans les pôles de conversion ; rôle de la loi de démocratisation ; progression du volume de l'investissement des entreprises nationales ; effort de recherche et de développement ; contribution des entreprises nationales à l'amélioration des échanges extérieurs ; acquisition par les entreprises nationales d'entreprises étrangères (p. 4481) ; situation en Grande-Bretagne ; difficulté de connaître les intentions exactes de l'opposition en matière de dénationalisation ; problèmes financiers posés par une éventuelle dénationalisation ; insuffisance du contrôle des investissements étrangers pour se prémunir contre le risque d'achat d'entreprises dénationalisées (p. 4482) ; risques de remise en cause de la participation des représentants des salariés au Conseil d'administration ; redressement des résultats financiers et des structures de bilan ; rôle d'entraînement des entreprises nationales sur les relations sociales du pays (p. 4483) ; situation financière dans la sidérurgie (p. 4490) ; motifs des nationalisations à 100 % (p. 4511) ; production nationale de la sidérurgie ; résultats des plans industriels arrêtés par le Gouvernement ; évolution des performances du groupe Pechiney (p. 4519) ; caractère obligatoire de la certification des comptes consolidés publiés par les entreprises ; nécessité de combler le vide juridique en ce qui concerne les cessions et acquisitions réalisées par les entreprises nationales ; amélioration du dialogue social dans les entreprises nationales ; bilan de l'emploi dans les entreprises nationalisées ; bilan des nationalisations dans le secteur de

la sidérurgie (p. 4520) ; responsabilité des entreprises nationales à l'égard des régions ; rôle des dotations en capital ; situation dans l'industrie du téléphone ; caractère obscur des propositions de l'opposition quant aux éventuelles dénationalisations (p. 4521).

CURIEN (Hubert)

Ministre de la recherche et de la technologie.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [6 juin 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. François Grussenmeyer : risques d'implantation du synchrotron hors de France** : choix du site de Grenoble constituant la meilleure solution ; succès de l'offre franco-allemande [3 avril 1985] (p. 60) ; activités scientifiques et techniques de la région strasbourgeoise (p. 61) ;

— **M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) : fusée Ariane** : taux actuellement pratiqués pour l'assurance des objets spatiaux ; opérations de mise en orbite de satellites ordinaires de télécommunications ; risque lié au mode de lancement ; avenir de notre programme de lanceurs [15 mai 1985] (p. 788) ;

— **M. Bruno Vennin : loi de programmation recherche** : programme Euréka ; grandes lignes du projet présenté au conseil des ministres du 5 juin 1985 ; impulsion donnée à la recherche effectuée en milieu industriel ; plan pour l'emploi scientifique ; augmentation substantielle des crédits affectés à la recherche ; méthodes d'évaluation des programmes de recherche [5 juin 1985] (p. 1466) ;

orales sans débat de :

— **M. Paul Chomat (n° 926) : avenir de la C.G.C.T.** : rachat en 1982 de la C.G.C.T. par la société I.T.T. ; difficultés de la C.G.C.T. dans le domaine de la commutation privée ; sous-traitance de la fabrication du système M.T. 25 ; passage en commutation publique de l'électromécanique à l'électronique [6 décembre 1985] (p. 5413) ; nécessité de rétablir l'équilibre financier de la C.G.C.T. ; octroi d'une dotation en capital versée par l'administration des P.T.T. (p. 5414) ;

— **Mme Marie-Thérèse Patrat (n° 930) : équipement en bureautique des caisses d'allocations familiales** : expérimentation par la caisse d'allocations familiales de Dijon d'une organisation intégrée de bureautique ; avis de la commission interministérielle de l'informatique [6 décembre 1985] (p. 5415) ;

— **M. Edouard Frédéric-Dupont (n° 916) : musée des plans reliefs des Invalides** : transfert du musée des plans reliefs à Lille ; mise en valeur de cet ensemble ; rappelle que cette collection a déjà été déménagée dans son ensemble ; opérations de rénovation entreprises dans le VII^e arrondissement de Paris [6 décembre 1985] (p. 5416) ;

— **M. René Bourget (n° 929) : initiative des groupes nationalisés en matière d'emploi** : évolution plus favorable de l'emploi dans les entreprises du secteur public ; aide au reclassement externe des salariés ; emploi des jeunes ; convention cadre définissant la coopération dans divers domaines notamment celui de la formation professionnelle continue des salariés du groupe Rhône-Poulenc [6 décembre 1985] (p. 5417) ;

— **M. Georges le Bail (n° 927) : société Novatome du Plessis-Robinson** : exploit technique réalisé par la France en construisant un réacteur parfaitement original ; perspective de développement en série de la filière à neutrons rapides ; nécessité d'instituer en France un pôle d'ingénierie des neutrons rapides ; mise à profit de l'infrastructure déjà développée par Framatome à Lyon ; droits naturels des personnels [6 décembre 1985] (p. 5418).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion générale : importance du développement technologique ; caractère de priorité nationale de l'effort de recherche ; consultation du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie [27 juin 1985] (p. 2084) ; démocratisation ; ouverture réciproque de la recherche à l'industrie ; diminution de l'effort de recherche constatée entre 1969 et 1981 ; objectif de 2,25 % du produit intérieur brut ; instrument constitué par le budget civil de recherche et de développement ; exécution de la loi d'orientation de 1982 ; mise en place des actions thématiques programmées et des recherches coopératives sur programme ; définition de nouvelles bases statutaires pour les établissements publics ; axes du plan triennal ; part du produit intérieur brut consacrée à la recherche par les pays occidentaux les plus avancés ; objectif d'un accroissement de 4 % en volume du budget civil de la recherche ; création de 1 400 emplois ; conception d'une politique de l'emploi à long terme ; accent mis sur la recherche fondamentale ; réputation de la recherche française (p. 2085) ; importance de la recherche universitaire ; augmentation des équipements en informatique ; insuffisance des crédits consacrés à la recherche en milieu industriel ; insuffisance de l'effort de recherche dans certains secteurs traditionnels ; engagement des régions ; relations entre recherche fondamentale et industrie ; institution du droit individuel à la recherche ; mise en œuvre d'un « congé recherche » ; effort d'évaluation des actions publiques ; intégration des appréciations économiques, sociales et financières ; cas des sciences de l'homme et de la société ; insuffisance de la part prise par les entreprises dans les activités de recherche ; contrats de plan Etat-entreprises publiques (p. 2086) ; augmentation du taux du crédit d'impôt de 25 à 30 % relatif aux investissements en faveur de la recherche ; inscription au budget de l'Etat de crédits incitatifs ; effort accompli par les organismes de recherche ; insuffisante mobilité des personnels ; amélioration de la programmation ; définition du schéma d'orientation spécifique et technique ; dimension du défi scientifique et technique ; intérêt de la coopération internationale ; succès du programme Euréka ; vision humaniste des activités scientifiques (p. 2087-2088) ; avenir du programme de développement technologique et électro-nucléaire ; volume des crédits affectés à la recherche (p. 2133) ; programmes prioritaires du C.E.A. ; communication des avis du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie ; transformation de certains organismes en établissements publics à caractère scientifique et technologique ; financement du projet Euréka ; crédits consacrés à l'I.D.S. à court terme ; édition scientifique française ; statut des personnels à mi-temps des grands établissements de recherche ; réseaux de bibliothèques ; développement des sciences humaines et sociales ; domaine agro-alimentaire ; effort de recherche réalisé sous le général de Gaulle et M. Michel Debré ; réunion des ministres de la science (p. 2134) ; mise en place d'une procédure d'audit dans les grands organismes ; coopération avec les pays en voie de développement ; promotion du français comme langue scientifique ; aide aux organismes réalisant des efforts de décloisonnement et de mobilité ; aide à l'université ; rôle de l'administration dans la recherche ; prise en compte de la dimension régionale ; liaison entre Euréka et I.D.S. (p. 2135) ; passage des chercheurs publics vers le secteur privé ; maintien d'un haut niveau de recherche fondamentale ; crédits de recherche des autres ministères ; caractère prioritaire du programme Hermès ; objectif de 3 % du P.I.B. au début des années 1990 ; cas de la machine-outil ; pratiques allemandes assurant une connexion entre industrie et activités de recherche publique ; enseignement technique et formation des ingénieurs ; centres techniques professionnels ; couplage des laboratoires publics et des entreprises privées ; amélioration du parc d'ordinateurs (p. 2136) ; soutien aux relations entre université et industrie ; renforcement de la filière électronique dans ses aspects informatiques ; achats de matériels français par les laboratoires ; durée de la protection du médicament ; mise en œuvre des programmes biotechnologiques ; hausses de prix consenties ; recherche dans le domaine de la santé ; mise en œuvre des programmes communautaires (p. 2137).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : objectif de 3 % du P.I.B. en 1988 n'apparaissant pas réaliste [28 juin 1985]

(p. 2177) ; **article 2** : insertion d'autres dispositions dans le projet visant à accroître le recrutement de personnel et à recueillir l'avis du comité d'entreprise (p. 2178) ; **article 3** : son sous-amendement n° 83 (domaines sur lesquels l'accent sera mis) : adopté (p. 2179) ; **article 4** : son amendement n° 43 (rédactionnel) : adopté (p. 2180) ; **après l'article 4** : effort consenti en faveur du crédit d'impôt ; disposition en faveur du capital-risque dans le D.D.O.E.F. (p. 2181) ; **article 8** : conditions de la mobilité des chercheurs, ingénieurs et techniciens ; cas particulier de la catégorie des chercheurs associés ; risque de constitution d'une catégorie de « hors-statuts » (p. 2184) ; **après l'article 8** : son sous-amendement n° 91 à l'amendement n° 40 de la commission (insérant dans le deuxième alinéa de cet amendement, après le mot : « accueillir », les mots : « en particulier ») : rejeté (p. 2185) ; **article 9** : son amendement n° 84 (octroi du titre de « directeur de recherche émérite » aux chercheurs admis à la retraite) ; abaissement de la limite d'âge dans certains corps de la fonction publique ; inscription dans le droit d'une institution coutumière de l'université ; contenu de l'éméritat ; assimilation des directeurs de recherche aux professeurs d'université (p. 2186) ; délivrance du titre par le conseil de l'établissement ; adopté (p. 2187) ; **article 10** : dépassement éventuel du rythme moyen de 4 % (p. 2188) ; **article 13** : son amendement n° 53 (insérant avant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 15 juillet 1982, alinéa suivant : « de l'utilisation du crédit d'impôt par les entreprises en bénéficiant ») ; non opportunité de contrôler l'usage fait de toutes les aides financières et fiscales ; adopté (p. 2190) ; **rapport annexé** : présentation globale des différents amendements ; son amendement n° 59 (caractère indissociable des progrès réalisés dans la connaissance du capital génétique humain et des progrès réalisés en matière de prévention et d'épidémiologie) : adopté ; son amendement n° 60 (développement des sciences de l'homme et de la société) : adopté ; son amendement n° 79 (supprimant à la page 19 du rapport annexé la dernière phrase du quatrième alinéa du B) : adopté ; son amendement n° 90 (précisant qu'il est vital d'encourager les efforts tendant à décloisonner l'action des ingénieurs, des universités et des entreprises privées) : adopté ; son amendement n° 61 (insérant page 21 du rapport annexé dans la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa, après les mots : « pour assurer », les mots : « les conditions de travail adaptées et ») : adopté ; son amendement n° 62 (insérant les sciences de l'homme et de la société dans l'ensemble des recherches sur les entreprises) (p. 2192) : adopté ; son amendement n° 63 (supprimant page 25 du document n° 2745 dans la deuxième phrase du dernier alinéa les mots : « et de développement ») : adopté ; son amendement n° 64 (supprimant page 26 du document n° 2745 dans la deuxième phrase du deuxième alinéa, les mots : « dans certaines conditions ») : adopté ; son amendement n° 65 (substituant page 26 du document n° 2745 dans la troisième phrase du deuxième alinéa aux mots : « congé-formation », les mots : « congé-enseignement ») : adopté ; son amendement n° 80 (substituant page 37 du document n° 2745 dans la deuxième phrase du premier alinéa du I au taux : « 4,5 % », le taux : « 4,7 % ») : adopté ; son amendement n° 66 (complétant page 38 du document n° 2745 le troisième alinéa du a) par les mots : « et les conditions de leur mise en œuvre ») : adopté ; son amendement n° 67 (axes selon lesquels seront développées les sciences de l'homme et de la société) : adopté ; son amendement n° 82 (progression des autorisations de programme destinées aux T.G.E.) : adopté ; son amendement n° 68 (mobilisation des personnels de la recherche pour la mission de diffusion des connaissances qui leur est donnée dans la loi) : adopté (p. 2193) ; son amendement n° 69 (poursuite et renforcement de certaines actions en matière de bases et de banques de données et d'édition scientifique) : adopté ; son amendement n° 81 (substituant page 42 du document n° 2745 dans l'avant-dernier alinéa du paragraphe programme de développement technologique espace, le mot : « Ariane V », au mot : « Ariane ») : adopté ; son amendement n° 70 (intégration de programme dans le contexte des recherches sur la filière agro-alimentaire) : adopté ; son amendement n° 71 (portée des programmes de recherche finalisés dans le domaine des sciences de l'homme et de la société) : adopté ; son amendement n° 72 (conjugaison des orientations politiques déterminées par le ministre des relations extérieures et les capacités scientifiques rassemblées par le ministère de la recherche) : adopté (p. 2194).

Ses observations après les explications de vote : image des chercheurs français auprès de l'opinion scientifique britannique (p. 2196).

Deuxième lecture, discussion générale : dispositifs d'incitation fiscale au bénéfice de la recherche ; sociétés de capital-risque [29 novembre 1985] (p. 5052) ; doublement du crédit d'impôt-recherche ; régime juridique de la mobilité vers les organismes de recherche ; accueil d'un réfugié politique sans limitation de durée ; rémunérations des chercheurs et ingénieurs fonctionnaires en mobilité dans une entreprise publique ou privée (p. 5053).

Discussion des articles : article 7 sexies : son amendement n° 45 (de suppression) ; nombre d'avantages consentis à la recherche en dehors du crédit d'impôt (p. 5056) ; conséquences financières des dispositions de cet article ; adopté (p. 5057) ; article 8 quater : son amendement n° 46 (prise en considération des services accomplis comme chercheurs et ingénieurs dans les établissements publics à caractère industriel ou commercial et les organismes privés pour le déroulement de la carrière) ; recrutement de chercheurs âgés de 51 ans ; prise en compte des périodes de mobilité ; extension de la définition des services accomplis ; retiré (p. 5058) ; article 15 bis : son amendement n° 47 (de suppression) : adopté ; article 1^{er}, précédemment réservé : son amendement n° 44 (objectifs de la politique nationale de recherche) : adopté (p. 5060) ; rapport annexé : son amendement n° 48 (substituant le pourcentage « 2,29 % » au pourcentage « 2,25 % ») : adopté (p. 5061) ; son amendement n° 49 (glossaire des sigles) (p. 5062), signification des sigles différents instituts et organismes de recherche ; adopté (p. 5063) ;

Troisième lecture, discussion générale : programme De-forpa [16 décembre 1985] (p. 6205).

Discussion des articles : ses observations sur l'amendement n° 1 de la commission (p. 6208).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* mise en application du plan triennal ; effort national de recherche ; objectif de 3 % du P.I.B. ; préservation des grands équilibres ; doublement du crédit d'impôt ; nombre de créations d'emplois ; politique « en coups d'accordéon » ; mobilité des personnels ; situation des ingénieurs techniciens administratifs [25 octobre 1985] (p. 3535) ; nombre des emplois pour la Villette ; moyens destinés à la formation ; création d'une filière et d'une année de recherche pour les internes en médecine et en pharmacie ; cas des personnels travaillant à mi-temps ; problèmes de statut ; situation des laboratoires universitaires ; efforts en faveur des sciences humaines et sociales ; diffusion des publications scientifiques ; installation d'un centre d'information scientifique et technique à Nancy ; diffusion des résultats de la recherche ; actions des conseillers scientifiques à l'étranger ; insuffisance de l'équipement informatique des laboratoires français (p. 3536) ; appareil à « rayonnement synchrotron » ; création d'un nouveau programme mobilisateur sur les matériaux ; recherches appliquées et effectuées en milieu industriel ; faiblesse de l'effort de recherche dans le secteur de l'agro-alimentaire ; pose dans les grands programmes conduits par le C.E.A. ; séparation des isotopes de l'uranium par faisceau laser ; recours à l'emprunt pour le financement des programmes espace et aéronautique ; cité des sciences et de l'industrie de la Villette ; intérêt du crédit d'impôt ; importance de la diffusion du progrès dans les industries traditionnelles ; contribution des entreprises publiques au développement de la recherche ; nécessité de la coopération internationale ; affectation d'un milliard de francs pour le programme Euréka (p. 3537) ; part de l'Etat dans les actions du type Euréka ; programmes de recherches menés en collaboration avec les pays autres que ceux de la Communauté ; questions des relations avec les régions dans la mise en place des activités de recherche (p. 3538) ; qualité des chercheurs ; recours à l'emprunt ; gonflement des effectifs du C.N.R.S. ; mise à disposition des chercheurs ; budget des P.T.T. ; crédits affectés au Carrefour international de la communication ; nature du projet Euréka ; problème des bourses post-doctorales ; hébergement des équipes de chercheurs ; procédure des grands équipements pour les sciences sociales ; transformation des régions ; simplification des aides accordées à l'industrie dans les régions ; dotations du

fonds de la recherche (p. 3548); fabrication des circuits intégrés; politique de recherche dans le domaine pharmaceutique; durée des brevets; exécution des programmes mobilisateurs; programme intitulé « promotion du français, langue scientifique »; situation en montagne; programmes européens; financement des programmes; coopération avec les pays en voie de développement; inauguration de plusieurs laboratoires nouveaux à Montpellier; répartition géographique des efforts (p. 3549);

D

DAILLET (Jean-Marie)

Député de la Manche
(1^{re} circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Base militaire en Nouvelle-Calédonie** : création en Nouvelle-Calédonie d'un « Guantanamo » français; importance stratégique de la Nouvelle-Calédonie; orientation du Gouvernement vers l'indépendance dite association; opportunité de la construction d'une base en Nouvelle-Calédonie [24 avril 1985] (p. 332); attitude du Gouvernement en faveur de l'indépendance des départements et territoires d'outre-mer; violation de la volonté populaire; capacité de dissuasion nucléaire et avenir spatial et militaire de la France (p. 333).

— **Budget de l'environnement et association Greenpeace** : versement de subventions à cette association par le ministère de l'environnement [2 octobre 1985] (p. 2568).

— **Situation des radios libres notamment dans la Manche** : demande si des clauses de dédit ont été inscrites au contrat Berlusconi; cas de Radio-Manche [20 novembre 1985] (p. 4552).

orales sans débat :

— **n° 781**, posée le 16 avril 1985 : **retraites complémentaires (salariés)** (p. 227); appelée le 19 avril 1985 : **âge de la retraite de certains artisans** : ordonnance du 26 mars 1982; extension de ces mesures aux régimes des artisans et des commerçants; accords conclus au sein de l'A.G.I.R.C. et de l'A.R.R.C.O.; cas des anciens salariés devenus travailleurs indépendants; convention tripartite du 18 mars 1983; nombre de personnes se trouvant dans la situation de « partis » (p. 270, 271);

— **n° 793**, posée le 23 avril 1985 : **logement (construction)** (p. 325); appelée le 26 avril 1985 : **protection des candidats à la construction de maisons individuelles** : sa référence à sa proposition de loi relative à la protection des candidats à la construction individuelle; agissements de certains « pavillonneurs malhonnêtes »; problème de l'inscription de sa proposition à l'ordre du jour; agissements de la société Lemoux-Bernard et de ses concessionnaires (p. 439); sa référence à un article d'Ouest-France sur le même sujet; abus social touchant les familles les plus modestes; solutions à mettre en œuvre pour relancer la construction individuelle (p. 440, 441);

— **n° 821**, posée le 7 mai 1985 : **politique extérieure (aide au développement)** (p. 625); appelée le 10 mai 1985 : **société d'aide technique et de coopération** : intentions du Gouvernement quant au sort de la société S.A.T.E.C.-Développement; problème des participations de l'Etat par sociétés nationales ou par caisse de coopération

interposées; cadres scientifiques de la S.A.T.E.C.-Développement (p. 694); erreurs de gestion de la S.O.D.E.T.E.G. étant à l'origine de la mise en règlement judiciaire de la S.A.T.E.C.-Développement; nécessité de ne pas démanteler les équipes scientifiques françaises (p. 695);

— **n° 843**, posée le 28 mai 1985 : **lait et produits laitiers (lait : Basse-Normandie)** (p. 1244); appelée le 31 mai 1985 : **situation des producteurs laitiers en Basse-Normandie** : quotas laitiers; négociations de Bruxelles; désarroi des producteurs (p. 1367); rôle du crédit agricole; aide aux petits producteurs; régionalisation de la politique agricole; taxe de corresponsabilité (p. 1368);

— **n° 914** : posée et appelée le 29 novembre 1985 : pose la question de M. Xavier Deniau : **licenciements par Alcatel Thomson**; exigence de la mise en place d'un plan social préalable (p. 5037);

— **n° 920**, posée le 26 novembre 1985 : **recherche scientifique et technique (commissariat à l'énergie atomique)** (p. 4924); appelée le 29 novembre 1985 : **remboursement d'un emprunt à l'Iran**; emprunt contracté auprès du gouvernement de l'Iran par le Commissariat à l'énergie atomique; avenir de la normalisation des relations entre l'Iran et la France (p. 5038).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).

Discussion : part du budget de la défense nationale dans le budget de la Nation; non restauration du crédit de la France à l'étranger; visites à Damas et Tripoli ne contribuant pas à une amélioration des rapports avec la Syrie et la Libye; voyage du Premier ministre à Berlin-est [11 juin 1985] (p. 1583); désignation d'un ambassadeur résidant à San Salvador; création d'un groupe d'études France-Salvador; échec de la force « d'interposition » et de la F.I.N.U.L.; réception de Nabih Berri à l'Elysée avant le président libanais; massacre des chrétiens dans le Chouf (p. 1584); opportunité de promouvoir une conférence internationale sur le Liban (p. 1621).

Son rappel au règlement : détournement de l'avion de Beyrouth par les pirates de l'air; sort de MM. Kauffmann et Seurat; cas des deux diplomates MM. Carton et Fontaine; inquiétude de la représentation nationale [29 juin 1985] (p. 2266).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 15** : liberté des bouilleurs de cru existant dans tous les pays de la C.E.E. [18 octobre 1985] (p. 3261).

Défense. — *Discussion générale* : nécessité d'un débat sur une révision de la loi de programmation militaire [8 novembre 1985] (p. 4171); conditions de discussion du budget de la défense; environnement géo-politique de la France; exécution du programme quinquennal (p. 4172); évolution du pouvoir d'achat des armées; bilan d'exécution de la loi de programmation militaire; prises de position des grands responsables des armées (p. 4173); crédibilité des forces nucléaires; initiative de défense stratégique; nécessité d'une coopération européenne en matière de défense; éventualité de la production de l'arme à effets collatéraux limités; caractère discutable de la réorganisation de l'armée de terre (p. 4174); force nucléaire dépendant exclusivement de la volonté et de la décision de l'autorité nationale (p. 4190).

Examen des crédits : **article 30** : condition de fonctionnement des services concernés par la réduction des crédits prévus par l'amendement n° 74 de Mme Marie-Thérèse Patrat (p. 4194).

DARINOT

Député de la Manche
(5^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3876).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Présence de la France dans le Pacifique** ; maintien d'une force de dissuasion crédible [2 octobre 1985] (p. 2563).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Discussion générale :* rééquilibrage stratégique des forces ; indépendance de la France vis-à-vis des structures militaires intégrées ; ordre d'engagement des forces nucléaires ; réorganisation des anciennes forces nucléaires tactiques ; force d'action rapide ; conditions d'exercice du métier militaire ; suppression des tribunaux permanents des forces armées ; reconnaissance du droit des objecteurs de conscience [8 novembre 1985] (p. 4162) ; revalorisation des soldes les plus basses ; initiative de défense stratégique (p. 4163).

Examen des crédits : article 30 : ses observations sur l'amendement n° 72 de M. Robert Aumont (p. 4194).

DASSAULT (Marcel)

*Député de l'Oise
(1^{re} circonscription)
Appartenance R.P.R.*

S'apparente au groupe de Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DASSONVILLE (Pierre)

*Député du Nord
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEBRÉ (Michel)

*Député de la Réunion
(1^{re} circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assimiler, au regard de l'impôt sur le revenu, les contribuables vivant en état de concubinage notoire aux contribuables mariés (n° 2632) [18 avril 1985].

Proposition de loi tendant à réglementer la participation étrangère et la publicité dans les sociétés françaises de radiodiffusion et de télévision (n° 3255) [19 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réunion en Guadeloupe des mouvements hostiles à la France** : risque de contagion à l'ensemble des D.O.M.-T.O.M. du plan gouvernemental pour la Nouvelle-Calédonie ; état d'insurrection en Nouvelle-Calédonie ; soumission de la Corée du Nord, de la Libye et probablement de Cuba ; sentiment d'abandon [3 avril 1985] (p. 59) ; finalité de la conférence (p. 60) ;

— **Installation d'une base militaire à Nouméa** : information du Parlement ; référendum d'auto-détermination ; attitude de la « minorité raciste » face à la décision du Gouvernement français ; application de la Convention de Vienne ; intervention éventuelle d'une grande puissance ; voyage du Président de la République en Nouvelle-Calédonie ; richesse du territoire en minerai, attitude des minorités séparatistes en Polynésie et en Guyane [24 avril 1985] (p. 335) ;

— **Retard du débat concernant les départements d'outre-mer** : promesse du Gouvernement d'organiser un débat portant sur la politique à l'égard des départements et territoires d'outre-mer ; troubles provoqués dans les D.O.M.-T.O.M. par la politique du Gouvernement en Nouvelle-Calédonie ; situation économique et sociale de l'île de la Réunion [19 juin 1985] (p. 1760) ;

— **Greenpeace** : nécessité des services secrets ; silence des médias télévisés dans cette affaire ; tâche sur le renom de la France ; mise en demeure tardive du Président de la République [2 octobre 1985] (p. 2559-2560) ;

— **Fermeture de lycées et collèges et ordre public à la Réunion** : émeutes à la Réunion ; attitude du parti communiste réunionnais [16 octobre 1985] (p. 3114) ;

— **Attitude de la Libye à l'égard des problèmes de Nouvelle-Calédonie** : départ d'une vingtaine de citoyens français d'origine canaque invités par la Libye [20 novembre 1985] (p. 4547).

orales sans débat :

— **n° 762**, posée le 2 avril 1985 : **politique extérieure (océan Indien)** (p. 53) ; appelée le 3 mai 1985 : **intérêts français dans l'océan Indien** : absence de politique cohérente ; intérêts de la France dans cette région ; rôle joué par l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs à la Réunion ; situation à Mayotte (p. 555) ; affirmation de la souveraineté française sur les îles éparses ; respect de la volonté des habitants de Mayotte (p. 556) ;

— **n° 823**, posée le 14 mai 1985 : **départements et territoires d'outre-mer (Réunion : formation professionnelle et promotion sociale)** (p. 783) ;

— **n° 839**, posée le 24 mai 1985 : **constructions aéronautiques (avions)** (p. 1181) ; appelée le 7 juin 1985 : **avion de combat futur** : intérêts divergents des industries nationales ; exemples de coopération bilatérale ; accord envisagé entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ; rôle de la S.N.E.C.M.A. ; besoin de l'armée française ; nécessaire respect des spécificités militaires (p. 1538) ; maintien de l'avance technique française ; missions de cet avion ; exigences stratégiques de la France (p. 1540) ;

— **n° 876**, posée le 25 juin 1985 : **départements et territoires d'outre-mer (départements d'outre-mer : impôts et taxes)** (p. 1980) ; appelée le 28 juin 1985 : **octroi de mer** : remise en cause de l'octroi de mer ; importance de l'octroi de mer (p. 2151) ; attitude de la commission de la C.E.E. (p. 2152) ;

— **n° 888**, posée le 2 octobre 1985 : **défense nationale (politique de la défense)** (p. 2614) ; appelée le 11 octobre 1985 : **avion de combat futur** : avion européen ; multiplicité des intérêts européens ; échec d'une coopération à trois grandes puissances (p. 2967) ; danger de la coopération lorsqu'elle aboutit à sacrifier nos exigences stratégiques à des préoccupations politiques ou diplomatiques (p. 2968) ;

— **n° 902**, posée le 11 octobre 1985 : **départements et territoires d'outre-mer (Réunion : partis et groupements politiques)** (p. 2976) ;

— **n° 906**, posée le 13 novembre 1985 : **départements et territoires d'outre-mer (départements d'outre-**

mer : produits agricoles et alimentaires (p. 4343) ; appelée le 22 novembre 1985 : **organisation des marchés du sucre** : extension du Marché commun aux départements d'outre-mer ; plan sucrier pour la Réunion ; modification par les experts de la Commission de Bruxelles des règlements communautaires de 1981 (p. 4679) ; plan de consolidation de l'économie sucrière ; rappelle qu'à l'époque où il était Premier ministre, les ministres compétents venaient répondre eux-mêmes aux questions ; sacrifice de l'économie sucrière des départements d'outre-mer ; impossibilité de se contenter d'envoyer les élus ou des représentants sociaux-professionnels plaider une cause à Bruxelles (p. 4680).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : défend la motion tendant à proposer de soumettre le projet de loi au référendum ; conséquences de l'introduction du référendum dans la Constitution ; loi électorale possédant un caractère de pilier institutionnel [24 avril 1985] (p. 362) ; modification profonde des données du fonctionnement de la République ; transformation de l'Assemblée nationale en une addition de minorités ; renforcement du rôle de l'idéologie au détriment des programmes ; tentation de l'irréalité ; importance d'une majorité au sein de l'Assemblée nationale ; problème de la constitution du Gouvernement ; recours permanent à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution ; fin du caractère dissuasif de la dissolution ; réforme de la loi électorale constituant une première étape d'une modification constitutionnelle profonde ; retour au régime des partis et au régime d'assemblée ; rôle des partis politiques ; volonté de changer la Constitution (p. 363) ; proposition récente du Président de la République d'étendre le domaine du référendum ; référendum représentant un élément de la légitimité de la République (p. 364) ; rôle du peuple selon l'esprit de la Constitution ; rejet de la motion référendaire (p. 373).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : ses prises de position constantes en faveur d'un réexamen périodique des circonscriptions ; choix de la proportionnelle modifiant les structures, l'organisation et le fonctionnement de la V^e République ; effet du scrutin ne s'appréciant que par sa répétition ; perte du droit de dissolution pour le Président de la République ; problème des rapports entre les députés et les électeurs ; [25 avril 1985] (p. 417) ; perte pour l'électeur du sentiment de sa capacité à changer le Gouvernement ; longueur des crises existant en Belgique ou aux Pays-Bas ; problème de la légitimité de la République ; exemple donné par l'Assemblée de la région Corse ou les assemblées des régions d'outre-mer ; son amendement n° 12 (de suppression) (p. 418) ; perte par l'exécutif de sa capacité à commander ; ses observations sur les dissolutions effectuées sous la V^e République ; rejeté (p. 419-420) ; **article L. 125 du code électoral** : son amendement n° 23 (substituant au nombre 21 le nombre 26 à la ligne « Paris » dans le tableau n° 1) situation particulière faite dans le projet à plusieurs départements peu peuplés ; augmentation du nombre des députés justifiée dans certaines limites ; proposition d'une exception pour Paris ; tradition républicaine conférant à Paris une représentation supérieure à la moyenne (p. 428) ; rejeté (p. 429) ; **après l'article 7** : extension des dispositions de l'amendement n° 25 de M. Ernest Moutoussamy à tous les départements de la couronne parisienne et aux Bouches-du-Rhône [26 avril 1985] (p. 461).

Deuxième lecture, discussion générale : réforme apparaissant néfaste à la République ; répartition des pouvoirs ; notion de majorité cohérente ; développement des combinaisons de minorités ; appel aux minorités extrémistes [13 juin 1985] (p. 1672) ; atteinte à la démocratie ; parcellisation de l'Assemblée nationale ; suppression du choix personnel du député ; image de la France dans le monde ; transfert de souveraineté ; caractère constituant de l'assemblée justifiant le choix de la proportionnelle en 1945 (p. 1673) ; sa demande en faveur d'une révision de la carte électorale (p. 1675).

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 7 : retiré [26 avril 1985] (p. 476).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Deuxième lecture, discussion générale : problème d'unité politique ; inconvénients de l'élection au suffrage universel d'une assemblée régionale ; augmentation des frais généraux de la Nation ; création de vingt parlements régionaux ; rapport des autorités régionales avec une autorité supranationale [13 juin 1985] (p. 1681).

Son rappel au règlement : inscription à l'ordre du jour du texte sur la recherche scientifique ; dépôt rapide de ce texte ; insuffisance des études [20 juin 1985] (p. 1783).

— **Motion, adoptée par le Sénat ; tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2806).**

Discussion : nombre de députés présents en séance ; proposition du Président de la République en faveur de l'élargissement du champ d'application de l'article 11^{er} de la Constitution ; mesure relevant de l'organisation des pouvoirs publics ; gravité du changement proposé ; renforcement des minorités au sein de l'assemblée ; promotion de l'idéologie ; mode de scrutin pratiqué aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne ; attachement du peuple au scrutin majoritaire ; création d'une division artificielle au sein de l'opposition [20 juin 1985] (p. 1794) ; représentation parlementaire de l'extrême-droite ; déclaration du premier secrétaire du parti socialiste sur la réforme des institutions (p. 1795) ; approbation de la Constitution par référendum (p. 1796).

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732).**

Première lecture, discussion générale : **soulève** une exception d'irrecevabilité ; ses observations sur la décision du Conseil constitutionnel du 22 mai 1985 ; renoncement à l'exercice de la souveraineté nationale ; interdiction des transferts de souveraineté par la Constitution ; problème d'une limitation de souveraineté ; peine de mort ne s'assimilant pas à une mesure pour « l'organisation et la défense de la paix » [21 juin 1985] (p. 1874) ; motif invoqué dans la décision du Conseil constitutionnel ; notion de « conditions essentielles » ; mesures pénales constituant une expression essentielle de la souveraineté de l'Etat ; conceptions de la civilisation occidentale ; question du terrorisme ; caractère ambigu du protocole ; renoncement de l'Etat à prendre les responsabilités découlant de la souveraineté nationale ; politique européenne (p. 1875-1876) ; rejeté (p. 1878).

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion générale : ses observations sur les conditions d'examen du texte ; rôle de l'Etat dans la recherche scientifique [27 juin 1985] (p. 2126) ; réalisations européennes résultant de la collaboration de politiques nationales ; usage de la langue française ; simplification administrative ; tendance à la politisation ; mobilité des personnels de recherche ; insuffisance de la recherche industrielle ; problème de la deuxième carrière des chercheurs ; attention portée sur la recherche appliquée, civile et militaire ; préconise la création d'un ministère de la science ; maintien des crédits de recherche de certains ministères ; effort justifié par certains projets particuliers ; succès du projet Ariane ; politique spatiale nécessitant le maintien de la souveraineté française en Polynésie et en Guyanne (p. 2127-2128).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 55 (précisant que la politique nationale concourt au renforcement de la capacité de l'autonomie de l'Europe en matière de développement scientifique et technologique) ; conception européenne de la recherche ; affirmation de la politique nationale : adopté après modification [28 juin 1985] (p. 2179) ; **après l'article 4** : adoption d'un amendement exonérant de l'impôt sur le revenu les souscriptions au

capital des sociétés finançant le cinéma ; opportunité de prévoir le même système pour la recherche (p. 2181).

Explications de vote : abstention des groupes U.D.F. et R.P.R. (p. 2195).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Deuxième lecture, discussion générale : oppose la question préalable : conséquences de la politique du Gouvernement en Nouvelle-Calédonie sur l'ensemble de l'outre-mer ; fin des crédits affectés à la mobilité des Français des D.O.M. ; refus de la parité sociale globale ; réunion des séparatistes en Guadeloupe avec l'aide de la Libye et de la Corée du Nord [25 juillet 1985] (p. 2426) ; attachement des citoyens des D.O.M.-T.O.M. à la citoyenneté française ; impossibilité d'assimiler la politique actuelle à une politique de décolonisation ; différences entre départements et territoires ; richesse maritime des D.O.M.-T.O.M. ; intérêt des sites de Mururoa et de Kourou ; sondage effectué à la Réunion prouvant l'attachement des jeunes à la nationalité française ; refus de tenir compte des aspirations des Français d'outre-mer ; nécessité d'une politique globale de l'outre-mer français ; mise en œuvre d'une politique démographique ; mobilité vers la métropole ; sa référence à la circulaire Messmer ; mise en œuvre d'une politique économique de développement des équipements publics et des investissements privés ; formation professionnelle ; politique sociale ; inopportunité de garantir l'identité des prestations (p. 2427) ; politique éducative et culturelle ; fabrication « d'une culture prétendue locale et folklorique » ; politique d'ordre et de sécurité ; aide extérieure apportée aux secessionnistes de Nouvelle-Calédonie ; intérêt de certaines puissances riveraines pour la Nouvelle-Calédonie ; prise en compte de la concurrence nucléaire et spatiale entre grandes puissances ; autodétermination s'inscrivant dans la logique de la Constitution ; non respect de l'ordre public ; orientation de la politique gouvernementale vers un abandon de l'outre-mer français ; inexistence d'une politique globale de l'outre-mer (p. 2428) ; méconnaissance des intérêts supérieurs de la France (p. 2429) ; rejetée (p. 2431).

Troisième lecture, discussion générale : troubles en Guadeloupe ; politique du double jeu [26 juillet 1985] (p. 2465).

Nouvelle délibération de la loi.

Première lecture, discussion générale : **soulève une exception d'irrecevabilité** ; détournement de procédure ; articles 22 et 23 de l'ordonnance du 7 novembre 1958 ; article 10 de la Constitution [12 août 1985] (p. 2487) ; décision du Conseil constitutionnel ; création outre-mer d'une situation conflictuelle ; droit des premiers occupants (p. 2488) ; accélération de la politique gouvernementale favorisant le séparatisme ; cas de l'Algérie (p. 2489) ; rejetée (p. 2491).

Deuxième lecture, discussion générale : **soulève une exception d'irrecevabilité** ; autodétermination ; absence et silence du Gouvernement au cours de ce débat ; critique du recours à l'article 10 de la Constitution ; décision du Conseil constitutionnel [20 août 1985] (p. 2523) ; rappelle que la Nouvelle-Calédonie est une terre française ; approbation des déclarations présidentielles sur le respect des abords maritimes des îles françaises du Pacifique et sur la nécessité de la poursuite de nos expériences nucléaires (p. 2524) ; rejetée (p. 2528).

Son rappel au règlement : situation en Guadeloupe [26 juillet 1985] (p. 2464).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Educational nationale. — *Discussion générale* : **questions** : rétablissement de l'enseignement de l'histoire nationale ; assimilation des jeunes étrangers ; enseignement de l'histoire dans le second degré et dans l'enseignement privé [29 octobre 1985] (p. 3656) ; retour à l'instruction civique ; rappel aux enseignants de ce qu'est la véritable instruction civique (p. 3661) ; enseignement idéologique et sectarisme (p. 3662).

Son rappel au règlement : promesse d'un débat sur les départements et territoires d'outre-mer ; simple augmentation du temps consacré à la discussion du budget des D.O.M.-T.O.M. [5 novembre 1985] (p. 3905).

Départements et territoires d'outre-mer — *Discussion générale* : estime qu'il n'est pas possible de parler d'un grand débat sur les D.O.M.-T.O.M. lorsque la discussion budgétaire se déroule en fin de journée [5 novembre 1985] (p. 3925) ; nécessité d'affirmer la souveraineté de la France ; problème de confiance ; démographie des D.O.M. ; Agence nationale pour la promotion et l'insertion des travailleurs ; formation des hommes (p. 3926) ; impossibilité de comparer le développement économique de la métropole avec celui des D.O.M.-T.O.M. ; réforme foncière ; nécessité d'assurer la promotion des populations de chaque département et de chaque territoire ; F.A.S.O. des départements d'outre-mer (p. 3927) ; parité sociale ; nécessité d'une action sociale adaptée ; rappelle que Mururoa est notre capacité nucléaire ; puissance maritime de la France ; apport des Français d'outre-mer ; nécessité de respecter l'histoire (p. 3928).

DEFARGE (Christian)

*Député de la Dordogne
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion de la République hellénique à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles ouvertes à la signature à Rome le 19 juin 1980 [21 novembre 1985] (p. 4662).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3047), autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion de la République hellénique à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980 (n° 3153) [5 décembre 1985].

DEFERRE (Gaston).

Ministre d'État, chargé du plan et de l'aménagement du territoire.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Pierre Soisson** : **avenir de la D.A.T.A.R.** ; grandes étapes de l'aménagement du territoire ; pénalisation des régions ou des types d'industries qui n'ont pas bénéficié du classement en pôle de conversion ; effort pour attirer les entreprises étrangères [27 novembre 1985] (p. 4934) ;

— **M. Pierre Raynal** : **situation économique dans le bassin d'Aurillac** : décision du Gouvernement de présenter à la commission de Bruxelles la candidature du Cantal pour une opération intégrée de développement (O.I.D.) projet d'une filière viande et d'une filière bois ; désenclavement routier [11 décembre 1985] (p. 5882-5883) ;

orales sans débat :

— **M. Pierre-Bernard Cousté (n° 763)** : **radios locales privées** : radios autorisées par la Haute autorité ; fonctionnement des services publics [12 avril 1985] (p. 186) ; nature technique et non politique du problème (p. 187) ;

— **M. Edouard Frédéric-Dupont (n° 759)** : **utilisation de terrains du ministère des P.T.T.** : incertitude quant à la nécessité de créer un ou deux sous-sols ; nature de la crèche ; fixation du montage juridique et financier [12 avril 1985] (p. 188) ;

— **M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset (n° 771)** : **développement économique de l'ouest de la France** : T.G.V. Atlantique ; contrats de plan ; politique

d'aménagement du territoire ; principaux établissements concernés par la restructuration [12 avril 1985] (p. 189) ;

— **M. Vincent Porelli (n° 767) : implantation d'une firme américaine à Fos-sur-Mer** : existence dans le golfe de Fos d'une industrie importante de raffinage et de chimie du pétrole ; résultat positif pour l'emploi ; capitaux investis [12 avril 1985] (p. 190) ; dossier conforme à l'intérêt du développement économique de la région (p. 191).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale* : retard pris en France dans l'application des nouvelles technologies et dans la modernisation économique ; crédits relatifs aux organisations dépendant du plan ; mise sous tutelle du ministère du plan du centre mondial d'informatique et ressources humaines ; réalisation des programmes prioritaires d'exécution ; plan de modernisation de la police ; modification de la carte des aides [23 octobre 1985] (p. 3400) ; richesses dues à l'évolution technologique ; formation des hommes ; conclusion de contrats de plan ; financement par l'Etat des contrats de plan ; implantation en France d'entreprises étrangères ; application de la loi « montagne » ; discussion concernant les P.I.M. (programmes intégrés méditerranéens) ; développement des villes nouvelles (p. 3401) ; intérêt porté par la D.A.T.A.R. à l'Ouest, rôle de l'Etat ; opérations retenues dans les P.I.M. ; équilibre de la balance des comptes ; reprise de l'investissement ; niveau des prélèvements obligatoires ; diminution de la durée du temps de travail hebdomadaire (p. 3405) ; mauvaise situation de l'emploi dans la région parisienne ; problèmes des régions minières ; missions de la D.A.T.A.R. (p. 3405-3406).

Répond à la question de :

— **M. Michel Inchauspé** : pénalisation des investissements sous le gouvernement Chirac (p. 3406) ; procédure du F.I.D.A.R. ; structure administrative pour le suivi des crédits du F.I.A.M. (p. 3407) ;

— **M. François Grussenmeyer** : problème des frontaliers (p. 3407) ;

— **M. Claude Germon** : réforme de la redevance et de l'agrément des seuils ; villes nouvelles de la région parisienne (p. 3407) ;

— **M. Alain Rodet** : demandes présentées par la France concernant les O.I.D. (p. 3408) ;

Examen des crédits : Etat C, titre VI : abondement des crédits du F.I.A.M. de 12 millions de francs (p. 3408).

DEFONTAINE (Jean-Pierre)

*Député du Pas-de-Calais
(2^e circonscription)
Apparenté socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEHOUX (Marcel)

*Député du Nord
(21^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code

du travail et relatif à la négociation collective de l'aménagement du temps de travail (n° 3096) [J.O. du 8 février 1986] (p. 2297).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : nécessité d'une symbiose entre formation initiale et formation professionnelle continue ; validation des acquis [8 octobre 1985] (p. 2800).

DELANOE (Bertrand)

*Député de Paris
(26^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la délégation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : interventions du Gouvernement relatives à la Nouvelle-Calédonie [30 mai 1985] (p. 1299) ; rétablissement de l'état de droit ; inégalité entre les communautés ; ségrégation en fonction des critères ethniques ; nécessité de reconnaître au peuple canaque son droit à la dignité (p. 1300) ; projet du Gouvernement constituant une étape ; réunion de tous les élus régionaux au sein du congrès ; participation des candidats du F.L.N.K.S. aux élections ; rôle des organisations syndicales et professionnelles ; nécessité de reconnaître au représentant du Gouvernement des pouvoirs étendus ; importance de son rôle pour assurer l'ordre ; place stratégique de la France dans le Pacifique (p. 1301).

DELATRE (Georges)

*Député de Seine-Maritime
(10^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DELEBARRE (Michel)

Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912)7 [10 juillet 1985].

Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relative à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [2 octobre 1985].

Projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [30 octobre 1985].

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096) [20 novembre 1985].**

REPNSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. André Lajoinie : lutte contre le chômage et indemnisation** : lutte contre le chômage constituant une des priorités gouvernementales ; situation de l'investissement ; fonds spécial de grands travaux ; réduction de la durée du travail ; « pôles de conversion » ; nouveaux dispositifs ; T.U.C. ; situation des chômeurs non indemnisés [3 avril 1985] (p. 57-58) ;

— **M. Michel Berson : mesures en faveur des chômeurs** : travaux d'utilité collective ; aide aux chômeurs créateurs d'entreprises ; insertion et formation professionnelle des jeunes [17 avril 1985] (p. 230) ; mesures en faveur du travail à temps partiel et de l'aménagement du temps de travail ; « chômage partiel total » ; réinsertion professionnelle des chômeurs de longue durée ; projet de convention entre l'A.N.P.E. et des associations de main-d'œuvre saisonnière ; « contrats formation-recherche d'emploi » (p. 231) ;

— **M. Jean-Pierre Michel : promotion de l'emploi des jeunes** : création d'une délégation interministérielle chargée de l'animation du travail en faveur de l'insertion des jeunes ; nombre des permanences d'accueil d'information et d'orientation ; nombre de jeunes suivis par les missions locales ; nécessité d'une action globale ; circulaire relative « aux entreprises intermédiaires » ; montant des subventions [24 avril 1985] (p. 339) ; rôle joué par le professeur Schwartz (p. 340) ;

— **Mme Muguette Jacquaint : atteintes portées aux droits des femmes — travail de nuit** : égalité professionnelle entre hommes et femmes ; Conseil supérieur de l'égalité professionnelle ; absence de remise en cause des droits des femmes [2 mai 1985] (p. 526) ;

— **M. Michel Coffineau : indice officiel du chômage et indice Aries** : contestation des statistiques du chômage [2 mai 1985] (p. 528) ; lutte contre le chômage ; jeunes demandeurs d'emploi ; femmes seules ayant des charges de famille ; demandeurs d'emploi de longue durée ; stabilité depuis 1970 des critères retenus pour définir le chômage (p. 529) ;

— **Mme Véronique Neiertz : cumul emploi-retraite** : solde des créations et des suppressions d'emploi ; moyens pour les grandes entreprises de faciliter l'insertion des demandeurs d'emploi ; politique du Gouvernement allant à l'encontre des comportements traditionnels des chefs d'entreprises [2 mai 1985] (p. 530) ;

— **M. Joseph Menga : travaux d'utilité collective** : besoins d'équipements complémentaires des directions départementales du travail et de l'emploi ; assurance pour les stagiaires d'être rémunérés avant la fin du mois suivant celui de leur entrée en stage ; mise en œuvre d'une procédure de paiement sans mandatement préalable ; situation dans la ville du Havre [22 mai 1985] (p. 1018) ;

— **M. Paul Mercieca : intervention de la police contre les travailleurs de l'usine S.K.F. d'Ivry** : précise que l'ensemble des parlementaires a été invité au colloque sur les droits de l'Homme ; ouverture des négociations après l'ordonnance d'expulsion ; restructuration de la société S.K.F. comportant la fermeture de l'usine d'Ivry ; acceptation des licenciements par l'administration du travail en 1983 [29 mai 1985] (p. 1254) ; établissement d'un plan social ; conséquences de l'occupation de l'usine ; organisation d'une réunion pour examiner les éléments relatifs à l'aménagement du site (p. 1255) ;

— **M. Michel Noir : disparition d'emplois depuis 1981** : identité des éléments servant à comptabiliser les demandeurs d'emploi depuis 1970 ; évolution du nombre total d'emplois entre 1981 et 1984 ; nombre d'emplois perdus en République fédérale d'Allemagne et au Royaume-Uni entre 1981 et 1984 ; nombre d'emplois créés par les entreprises nouvelles ou en extension et nombre d'emplois supprimés par les autres [29 mai 1985] (p. 1258) ;

— **M. Adrien Zeller : réduction de créations d'emplois et statistiques du chômage** : identité des critères d'évaluation du chômage depuis 1970 ; absence de relation arithmétique entre l'évolution de l'emploi et celle du chômage [29 mai 1985] (p. 1264) ; nécessité de comparer

les niveaux d'emploi et de chômage aux mêmes périodes ; progression du nombre des sorties des registres de l'A.N.P.E. ; ses observations sur l'allongement de la scolarité (p. 1265) ;

— **M. René André : chômage des jeunes** : nombre de chômeurs de moins de vingt-cinq ans ; niveau de formation des jeunes chômeurs ; durée du chômage des jeunes ; extension de l'accès des travaux d'utilité collective aux jeunes âgés de vingt-et-un à vingt-cinq ans [5 juin 1985] (p. 1462) ; rémunération des travaux d'utilité collective ; accès prioritaire des « tucistes » aux stages de formation professionnelle (p. 1463) ;

— **M. Kléber Hays : chômeurs en fin de droits** : extension du programme des travaux d'utilité collective ; augmentation de l'allocation spécifique de solidarité ; création d'un minimum de ressources pour les chômeurs âgés de plus de cinquante-sept ans et demi ayant effectué dix ans d'activité salariée ; action spécifique de formation et d'insertion professionnelle en direction de certaines catégories de femmes isolées ; adoption d'un programme de lutte contre la précarité et la pauvreté [5 juin 1985] (p. 1464) ;

— **M. Guy Ducoloné : droits des travailleurs** : « nouvelle citoyenneté » des employés dans l'entreprise ; loi du 4 août 1982 sur le droit d'expression des travailleurs ; loi du 13 novembre 1982 sur la négociation collective ; loi du 28 octobre 1982 sur les institutions représentatives du personnel ; procès-verbaux dressés par les agents de service de l'inspection du travail ; licenciement de salariés protégés [19 juin 1985] (p. 1758) ;

— **M. Serge Charles : situation des préretraités** : différentes catégories de préretraités ; cotisation d'assurance maladie des préretraités [19 juin 1985] (p. 1762) ; mode de revalorisation des préretraités ; participation des préretraités à la vie sociale (p. 1763) ;

— **M. Michel Berson : formation des jeunes** : développement de nouvelles formations en alternance ; objectifs du Gouvernement ; utilisation du 0,1 % ; difficulté de la mobilisation directe des crédits [19 juin 1985] (p. 1765) ;

— **M. Jean Proriot : situation aux établissements Ducellier** : stratégie du groupe Valéo [9 octobre 1985] (p. 2842-2843) ;

— **M. Paul Chomat : répression contre les militants syndicaux** : rappel de la législation visant à renforcer les droits salariés dans l'entreprise ; problème du licenciement des salariés protégés [9 octobre 1985] (p. 2843) ;

— **M. Olivier Stirn : situation de l'emploi** : nombre des demandeurs d'emploi ; stabilisation des chiffres du chômage [16 octobre 1985] (p. 3120) ;

— **M. Claude Labbé : bilan de la grève du 24 octobre 1985** : caractère limité de ce mouvement de grève ; droit imprescriptible garanti par la Constitution [30 octobre 1985] (p. 3703-3704) ;

— **Mme Muguette Jacquaint : indemnisation du chômage** : signature du protocole entre les partenaires sociaux au terme des négociations sur l'U.N.E.D.I.C. assurant pour deux ans l'indemnisation des chômeurs ; politique contractuelle [30 octobre 1985] (p. 3712) ;

— **M. Paul Mercieca : indemnisation des chômeurs** : allocation de solidarité spécifique et allocation d'insertion ; politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi qui n'ont jamais travaillé ; T.U.C. ; stages de formation professionnelle spécifiquement adaptés au problème des chômeurs de longue durée [13 novembre 1985] (p. 4288) ;

— **M. Jacques Brunhes : flexibilité du travail** : T.U.C. [13 novembre 1985] (p. 4288) ; volonté d'améliorer la situation générale des activités dans notre pays ; opposition du Gouvernement à la remise en cause du S.M.I.C. et à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; volonté de faire de l'accord d'entreprise la source principale du droit du travail (p. 4289) ;

— **M. Guy Ducoloné : projet de loi relatif à la flexibilité de l'emploi** : volonté de mieux maîtriser le temps de travail [20 novembre 1985] (p. 4541) ; projet ne concernant pas le travail du dimanche ; multiplication anarchique d'accords d'entreprise (p. 4542) ;

— **M. André Lajoinie : conditions de discussion du projet de loi sur la flexibilité du travail** : volonté

d'éviter le développement d'une déréglementation généralisée [27 novembre 1985] (p. 4935); travaux préparatoires (p. 4936);

— **M. Jacques Brunhes : discussion du projet de loi relatif à la flexibilité du temps de travail** : volonté du groupe communiste d'obscurcir le débat; priorité accordée à la négociation préalable au niveau des branches en matière d'aménagement du temps de travail; campagne d'intoxication menée sur ce projet; paralysie de l'activité de l'Assemblée qui ne peut adopter ou débattre d'autres textes importants [11 décembre 1985] (p. 5878).

— **M. Jacques Badet : médecine du travail** : quarantième anniversaire de la médecine du travail; prévention des risques professionnels et amélioration des conditions de travail; objectif de renforcement de la participation des salariés et de leurs représentants au fonctionnement des services médicaux du travail, et de l'amélioration de l'activité clinique du tiers temps du médecin du travail [11 décembre 1985] (p. 5884);

— **M. Jean Gaubert : résultats de la lutte contre le chômage** : évolution du chômage avant 1981; inversion de la tendance de mai 1981 à novembre 1985; reprise de l'activité permettant d'enrayer la dégradation de l'emploi; succès des travaux d'utilité collective; contrat de formation en alternance [18 décembre 1985] (p. 6346); danger qui résulterait de l'application de propositions contenues dans les programmes de la droite; rôle des organisations syndicales (p. 6347);

— **M. Gustave Ansart : projet de loi sur l'aménagement du temps de travail et droits des travailleurs** : absence de modification des dispositions actuelles du code du travail; acte de confiance envers les syndicats; mouvement de déréglementation consécutif aux accords d'entreprise; obligation de compenser par des temps de repos équivalents, les heures effectuées au delà de la durée moyenne prévue; obligation d'augmenter le coût d'utilisation de ces heures [4 décembre 1985] (p. 5261);

— **M. André Duroméa : projet de loi sur l'aménagement du temps de travail et application du rapport Taddei** : rappelle son hostilité aux propositions de l'opposition en matière de droit du travail; rappel de l'essentiel du rapport Taddei [4 décembre 1985] (p. 5262); nécessité de négocier au niveau des branches (p. 5263).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion générale : regroupement des petites entreprises en vue de favoriser l'embauche; constitution des groupements soumis à un agrément préalable; application des conventions collectives aux groupements; encouragement au recrutement de jeunes en contrat d'apprentissage ou en formation alternée avec contrat de travail [23 mai 1985] (p. 1092); nombre des jeunes sans emploi concernés; non prise en compte des apprentis et des jeunes bénéficiaires de contrats de qualification ou d'adaptation pour la détermination des seuils sociaux; aménagement des stages d'initiation à la vie professionnelle; institution d'une rémunération forfaitaire; modernisation et simplification des procédures relatives à la tenue des registres et aux affichages obligatoires dans les entreprises; limitation des formalités imposées; modernisation en matière de communication; garantie de l'information des salariés en matière d'hygiène et de sécurité (p. 1093); prise en compte de plusieurs accords collectifs dans le code du travail; signature d'un accord de branche dans l'artisanat relatif à la formation professionnelle des salariés; signature d'un accord de branche dans le secteur du travail temporaire; aménagements apportés aux dispositions de la loi « montagne »; mise en conformité du droit avec une directive des communautés européennes concernant la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses; aménagement des dispositions de la loi de démocratisation du secteur public en cas de fusions; répression contre le travail clandestin; régime des aides individuelles accordées aux demandeurs d'emploi reprenant un emploi à temps partiel (p. 1094); non développement des emplois précaires; évolution des conditions de travail et des conditions d'emploi; formations en alternance résultant d'un accord entre les partenaires sociaux signé en octobre 1983; non concurrence

entre les T.U.C. et les formations en alternance; impact des T.U.C.; groupements d'employeurs pouvant contribuer à la réduction de la durée du travail; nécessité d'assurer la transparence des groupements; mise en place par voie d'accord des délégués interentreprises; problème de la responsabilité encourue par des salariés à la suite de grèves (p. 1102); suppression de la responsabilité « in solidum »; problèmes posés par les licenciements à la suite d'une grève (p. 1103).

Discussion des articles : **article 24** : développement de l'emploi (p. 1139); **article L. 127-1 du code du travail** : son sous-amendement n° 163 à l'amendement n° 140 de M. Jean-Paul Fuchs (visant après les mots « associations régies » à rédiger ainsi la fin de cet amendement : « par l'article 22 du code civil local »); extension du dispositif du groupement d'employeurs aux trois départements d'Alsace-Moselle; adopté (p. 1140); **article L. 127-2 du code du travail** : conditions d'emploi et de rémunération précisées par le contrat de travail; maintien de la rémunération du salarié en cas de défaillance par le groupement (p. 1141); **article 28** : agrément de l'Institut national de recherche et de sécurité par le ministère du travail (p. 1142); **après l'article 28** : fermeté des tribunaux de la sécurité sociale face à la faute inexcusable; somme due par l'employeur pouvant être payée sous la forme d'une cotisation supplémentaire; cas où l'employeur doit céder ou cesser son activité; non généralisation du droit à assurance de l'employeur pour sa propre faute inexcusable; notion de faute inexcusable (p. 1143); **article 47** : amendement n° 45 de la commission entraînant des conséquences néfastes sur les actions pénales en cours (p. 1149); **article 48** : création d'une aide relevant du Gouvernement (p. 1150); **après l'article 52** : interdiction dans le droit actuel des licenciements pour fait de grève; cas des licenciements liés à l'exercice normal du droit de grève; attribution par les tribunaux de dommages-intérêts; opportunité d'envisager la réintégration; délais inhérents à la justice (p. 1152); ses observations sur l'amendement n° 156 de M. Michel Coffineau (p. 1153); son sous-amendement n° 164 à l'amendement n° 145 de Mme Jacqueline Frayse-Cazalis (rédigeant après les mots « d'un expert-comptable » la fin de l'amendement n° 52 de la commission de la façon suivante : « dans les conditions prévues à l'article L. 434-6 »); adopté (p. 1154); son amendement n° 71 (cas du non-remboursement d'un prêt subventionné ou consenti par un organisme débiteur de prestations familiales); possibilité ouverte à ces organismes de récupérer les prêts non remboursés sur les prestations familiales dues à l'emprunteur; adopté; son amendement n° 70 (précisant que les personnes élues ou nommées en application du décret du 13 avril 1983 ont la qualité de membre du Conseil supérieur des universités) (p. 1155); annulation par le Conseil d'Etat de dispositions relatives au Conseil supérieur provisoire des universités; nécessité d'assurer le fonctionnement continu du service public et le déroulement normal des carrières; validation rendant inopérant le grief tiré des illégalités retenues par le Conseil d'Etat; adopté; son amendement n° 72 (extension du champ d'application des statuts de la recherche); adopté après modification; limitation des cas de cumul entre le bénéfice d'une pension de retraite et la poursuite d'une activité; problème de la modernisation des structures des exploitations agricoles (p. 1157).

Ses observations après les explications de vote : dispositions en faveur des jeunes demandeurs d'emploi leur permettant d'accéder à la formation en alternance (p. 1158-1159).

Deuxième lecture discussion générale : démocratisation du secteur public; enseignement à Wallis-et-Futuna; cotisations sociales applicables aux allocations de préretraite; modifications de l'ordonnance sur le travail temporaire; mesures en faveur du développement de l'apprentissage; assouplissement des règles pédagogiques dans les centres de formation d'apprentis; possibilité de recruter l'apprenti sur contrat à durée déterminée après le contrat d'apprentissage [26 juin 1985] (p. 2028-2029).

Discussion des articles : **article 24** : son amendement n° 139 (substituant dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 127-1 du code du travail aux mots : « régies par l'article 22 du code civil local » les mots : « régies par le code civil local »); adopté; problème de l'application des dispositions de l'article à l'ordre des experts comptables [27 juin 1985] (p. 2058); **après l'article 31 bis** : inutilité de l'article additionnel proposé par M. Gilbert Gantier;

après l'article 34 : son amendement n° 1 (horaires dans les centres de formation d'apprentis) : adopté (p. 2061) ; son amendement n° 2 (précisant que le comité départemental de la formation professionnelle statue sur les demandes d'agrément dans un délai de trois mois) : adopté ; son amendement n° 5 (possibilité de conclure un contrat à durée déterminée à l'issue du contrat d'apprentissage) : réservé (p. 2062) ; **article 47 B** : respect de la signature des partenaires sociaux ; rôle des directeurs départementaux du travail et de l'emploi (p. 2064) ; **article 47 O** : conformité des amendements aux souhaits des partenaires sociaux ; harmonisation des dispositions relatives au travail temporaire et aux contrats à durée déterminée ; **après l'article 470** : son amendement n° 147 (de coordination) : adopté (p. 2068) ; **après l'article 47 V** : cas du contrat d'adaptation ; possibilité d'avoir un contrat à durée indéterminée à l'issue du contrat d'adaptation ; cas du contrat de qualification (p. 2070) ; **après l'article 34** : son amendement n° 5 (précédemment réservé) ; possibilité de conclure un contrat à durée déterminée à l'issue du contrat d'apprentissage ; retiré ; **article 47 Y** : son amendement n° 3 (de suppression) : retiré (p. 2071) ; **article 52 bis** : son amendement n° 4 (de suppression) ; abaissement du taux de cotisation d'assurance maladie des préretraités ; non assimilation des allocations de préretraite aux allocations de fin de droit ou de solidarité ; cas où l'allocation est inférieure au salaire minimum de croissance (p. 2072) : adopté ; **après l'article 54** : exercice régulier du droit de grève pouvant entraîner un licenciement ; non légitimation des agissements ou des actes ne pouvant se rattacher à l'exercice normal du droit de grève (p. 2073) ; **article 68** : continuité du fonctionnement de l'actuel Conseil supérieur des universités ; organisation d'élections sur de nouvelles bases réglementaires ; établissement des listes électorales ; envoi du matériel électoral ; impossibilité d'interrompre les recrutements en cours ; possibilité donnée aux membres du Conseil supérieur des universités de siéger valablement pendant le temps nécessaire (p. 2075) ; décision du Conseil constitutionnel du 22 juillet 1980 ; son sous-amendement n° 106 à l'amendement n° 88 de la commission (insérant dans la première phrase du premier alinéa de cet amendement après les mots : « les personnes élues ou nommées », les mots : « antérieurement à la date d'application de la présente loi ») ; son sous-amendement n° 107 à l'amendement n° 88 de la commission (complétant le dernier alinéa de cet amendement par les mots : « et de celle de l'arrêté du 14 juin 1983 déterminant la définition et la composition des sections du Conseil supérieur des universités ») ; projet ne remettant pas en cause les décisions du Conseil d'Etat ; son sous-amendement n° 106 : adopté (p. 2076) ; son sous-amendement n° 107 : adopté (p. 2077).

— **Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912).**

Première lecture, discussion générale : importance du phénomène des licenciements économiques ; objectifs du F.N.E. ; négociations et législations relatives aux licenciements économiques ; consultation des représentants du personnel ; nombre et caractéristiques des salariés concernés ; durée d'inscription au chômage des travailleurs licenciés pour motifs économiques ; nécessité de faire évoluer les qualifications ; création de projets de conversion en faveur de certains secteurs [11 juillet 1985] (p. 2374-2375) ; idée d'un « congé-formation-recherche d'emploi » ; échec de la négociation interprofessionnelle ; recours à la loi ; institution d'une période d'aide au reclassement et d'action de formation ; principe du volontariat des entreprises et des salariés concernés ; dispositif complétant la législation relative au licenciement économique ; place laissée à la négociation collective ; mise en place d'un statut de réinsertion professionnelle en faveur des licenciés ; montant de l'allocation perçue ; durée du congé pris en charge partiellement par l'Etat ; appel à un effort financier partiel des entreprises ; exonération de charges sociales et fiscales (p. 2376) ; accroissement des chances de réinsertion sociale et professionnelle des travailleurs licenciés ; relance du dialogue social ; financement conjoint de l'Etat, des entreprises et de l'U.N.E.D.I.C. ; projet suscitant l'extension des congés de conversion (p. 2377) ; dispositif favorable aux travailleurs frappés de licenciements économiques ; accroissement du nombre de demandeurs d'emploi et du chômage en général ; retard dans la modernisation des activités industrielles ; insuffisance de la seule lecture des statistiques ; utilité des

T.U.C. ; mise en place des pré-retraites avant 1981 ; conséquences de la suppression de l'autorisation administrative sur le nombre de chômeurs (p. 2389) ; raisons de l'intervention du Gouvernement dans la négociation entre partenaires sociaux ; organisation du dialogue social au niveau des entreprises entraînant une déréglementation généralisée ; évolution économique générale ; situation juridique des travailleurs placés en congés de conversion ; non modification de la procédure de licenciement économique ; montant de l'allocation ; nombre des salariés concernés par le dispositif ; maintien du système des préretraites du F.N.E. ; développement du système lié à la reprise de la négociation professionnelle ; existence d'une inégalité de traitement dans la situation actuelle (p. 2390) ; projet ne débouchant pas encore sur la généralisation ; utilité des congés de conversion chez Talbot et chez Citroën (p. 2392).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : signature d'un accord au niveau de l'entreprise ne constituant pas une obligation (p. 2391) ; **article 1^{er}** : comptabilisation des alinéas retenue par le Conseil d'Etat (p. 2392) ; **article 2** : absence de perte pour la sécurité sociale résultant de la mise en place des congés de conversion ; moyens financiers ; report de crédit (p. 2393).

Deuxième lecture, discussion générale : nombre de personnes ayant fait l'objet d'un licenciement économique en 1984 ; difficultés de réinsertion professionnelle des travailleurs licenciés pour cause économique ; initiatives gouvernementales concernant les congés-formation-recherche d'emploi (C.F.R.) ; différents types de licenciés pour cause économique ; dispositif profitant essentiellement aux salariés des moyennes et grandes entreprises ; financement des congés-conversion pour 1985 et 1986 ; projet n'ayant pas une finalité statistique [25 juillet 1985] (p. 2407) ; compétences des régions en matière de formation professionnelle ; implication des conseils régionaux concernant la formation des congés de conversion ; position des organisations syndicales en faveur d'une intervention du Gouvernement ; problème des conventions du F.N.E. passées avec la société Citroën ; absence de risque d'instauration d'un « traitement à deux vitesses des licenciés économiques » ; disparité entre les conventions signées avec Renault et Citroën ; prise en compte de situations particulières de chaque entreprise ; caractéristiques des congés de conversion (p. 2408) ; projet évitant l'exclusion de la société du travail (p. 2409).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : suspension temporaire du contrat de travail ; maintien des avantages en matière de retraite et de prévoyance ; bénéfice au profit des salariés des avantages définis par le contrat de travail (p. 2409) ; **après l'article 1^{er}** : amendement n° 3 de M. Gilbert Gantier rendant inapplicable la procédure de l'autorisation administrative de licenciement en cas de congé de conversion ; **après l'article 4** : son amendement n° 1 (insérant après cet article l'article suivant : « le 9° de l'article L. 12 du code des pensions de retraite des marins est complété par les mots : « ou une allocation de conversion au sens du 4° de l'article L. 322-4 du code du travail ») ; application du dispositif du congé de conversion aux marins ; dispositions législatives spécifiques concernant les retraites des marins ; validation des périodes passées en congés de conversion par les marins au titre de la législation des pensions (p. 2410) ; régularisation par voie réglementaire du problème des pensions pour les périodes passées en congés de conversion pour tous les métiers : adopté (p. 2411).

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955).**

Première lecture, discussion générale : instauration du droit à la retraite à soixante ans [7 octobre 1985] (p. 2725) ; limitation de cumul entre le bénéfice d'une retraite et l'exercice d'une activité rémunérée ; extension de la limitation de cumul aux commerçants et aux artisans ; projet ne concernant pas les personnes ayant moins de soixante ans ; exclusion des personnes bénéficiant d'une pension modeste ; existence de deux taux en fonction du revenu perçu ; possibilité de choix entre le revenu d'activité et le bénéfice d'une pension ; insuffisance des moyens permettant de connaître l'étendue des situations de cumul ; unification et aggravation du régime des pénalités ; nécessité de faciliter les échanges

d'informations entre les institutions gestionnaires de la contribution et les régimes sociaux ; exclusion des pensions de reversion du dispositif (p. 2726) ; renforcement de la solidarité (p. 2727) ; caractère fortement dissuasif des mesures proposées ; existence de dispositions semblables dans la législation des pays étrangers ; application de la loi française à un retraité étranger travaillant en France ; non interdiction de l'emploi à des niveaux de rémunération élevés ; réduction de la durée du travail contribuant à la création d'emplois ; limitation du cumul constituant une mesure d'accompagnement de l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans ; absence de raison de fond justifiant l'extension de la contribution de solidarité à des personnes de moins de soixante ans ; maintien de la possibilité pour les militaires de commencer une seconde carrière civile au milieu de leur vie active (p. 2737-2738) ;

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : prise en compte des enfants ou adultes handicapés par la majoration de 25 % par personne à charge (p. 2738) ; **article 1^{er}** : nombre des emplois créés par la retraite à soixante ans et l'abaissement de la durée du travail ; proposition de loi signée par M. Gilbert Gantier en faveur de la limitation des cumuls emploi-retraite (p. 2739) ; **après l'article 8** : sort des militaires quittant leur vie active dans le cadre de l'armée ; projet ne modifiant pas les dispositions de 1982 concernant l'ensemble des personnels militaires (p. 2743).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Travail, emploi et formation professionnelle. *Discussion générale :* ampleur du budget ; stabilisation de la situation du chômage et de l'emploi ; pourcentage des sorties de l'A.N.P.E. ; chômage des jeunes lié à l'absence de qualifications ; efforts dans le domaine de la formation et de l'insertion sociale ; nombre des P.A.I.O. [31 octobre 1985] (p. 3784) ; extension des T.U.C. aux jeunes de 22 à 25 ans ; problèmes posés par la sortie des T.U.C. ; développement des entreprises intermédiaires ; rétablissement de la protection sociale des chômeurs contre la maladie ; aides aux chômeurs créateurs d'entreprises ; chômeurs de longue durée ; nouvelles possibilités offertes par la réforme du temps partiel ; prévention du chômage et traitement des problèmes d'emploi ; nombre de licenciements pour motif économique ; projet de loi sur les congés de conversion (p. 3785) ; caractère négatif de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; recherche d'un nouvel aménagement du temps de travail ; effet de la retraite à 60 ans ; contrats de solidarité et cessation progressive d'activités ; développement du temps partiel ; négociations au niveau de l'entreprise (p. 3786) ; encouragement à l'initiative locale et à la création d'emplois ; insuffisante qualification moyenne des salariés français ; dégradation de la formation initiale ; poursuite de l'effort de développement des stages ; situation des jeunes de 16 à 18 ans (p. 3787) ; développement des formations en alternance ; stages d'initiation à la vie professionnelle ; utilisation des ressources des organismes de mutualisation destinée à la mise en œuvre des formations en alternance ; rénovation et aménagement de l'apprentissage ; financement des dépenses correspondant aux congés individuels de formation ; modernisation des relations sociales (p. 3788) ; développement de la négociation collective ; engagement du secteur public sur la voie de la démocratisation ; conceptions libérales ; renforcement du syndicalisme ; modernisation des services extérieurs des ministères ; subvention à l'A.N.P.E. (p. 3789) ; réforme du statut des personnels ; dotations d'investissement consacrées à l'A.F.P.A. ; institut national du travail ; autorisations administratives de licenciement (p. 3790).

Répond à la question de :

— **M. Bernard Monergole** : mise en œuvre de l'opération « 100 000 stages » ; situation des jeunes de 18 à 25 ans inscrits depuis plus d'un an à l'A.N.P.E. ; intérêt qualitatif des stages (p. 3790) ;

— **M. Jean-Pierre Sueur** : importance de la formation professionnelle des femmes ; rôle de l'Etat et des régions ; décalage entre les sexes ; programme de formation mis en œuvre en faveur des mères isolées (p. 3791) ;

— **Mme Martine Frachon** : rôle et permanences d'accueil, d'information et d'orientation ; expériences tentées dans trois départements ruraux (p. 3791) ; missions locales (p. 3792) ;

— **M. Michel Coffineau** : mise en œuvre des associations de main-d'œuvre et de formation ; rémunération des stagiaires ; décision de créer une association (p. 3792) ;

— **Mme Eliane Provost** : actions en faveur des handicapés ; modernisation des centres de rééducation professionnelle ; efforts en matière de travail protégé ; accès au milieu ordinaire du travail (p. 3792-3793) ;

— **M. Alain Bocquet** : convocation du comité d'établissement par la direction de l'usine Renault-Douai en vue d'examiner la demande de licenciement de deux responsables syndicaux ; saisine du tribunal correctionnel (p. 3793) ;

— **Mme Colette Goëuriot** présentée par Mme Muguette Jacquaint : conclusion d'une convention collective nationale en 1970 ; dispositions relatives aux salaires (p. 3793) ;

— **M. Daniel Le Meur** : mise en place des stages 16-18 ans ; nombre des stages offerts (p. 3794) ;

— **Mme Colette Goëuriot** présentée par M. Alain Bocquet : mise en œuvre de la convention générale pour la protection sociale dans la sidérurgie (p. 3794) ;

— **M. Jean Combasteil** présentée par M. Guy Herrier : problèmes des chômeurs non indemnisés ; chômeurs de longue durée ; T.U.C. ; ouverture de cent mille stages de formation professionnelle destinés à favoriser la réinsertion des chômeurs de longue durée (p. 3795).

— **Projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015).**

Première lecture, discussion générale : projet tendant à l'extension de la démocratie sociale ; nombre d'accords d'entreprises ; attitude de l'opposition en 1982 [19 novembre 1985] (p. 4448) ; caractère concluant de la période expérimentale ; rôle indispensable des syndicats dans la vie démocratique ; principe selon lequel les modalités pratiques d'exercice du droit d'expression sont fixées par un accord dans l'entreprise ; conditions de négociation des accords ; domaine sur lequel porte l'expression des salariés ; exercice par le personnel d'encadrement du droit d'expression (p. 4449) ; formation des animateurs ou des salariés pouvant naître de l'exercice du droit d'expression ; politique contractuelle (p. 4450) ; respect du calendrier prévu par la loi ; rôle des inspecteurs du travail ; besoins de formation à l'animation ; besoin de formation des salariés à l'analyse de leurs conditions de travail (p. 4461) ; attitude du R.P.R. en 1982 ; extension de droit d'expression aux entreprises de 50 à 200 salariés ; absence de contradiction entre les cercles de qualité et le droit d'expression ; aménagement du travail pouvant conduire à un développement de l'emploi ; place réservée à l'encadrement ; représentation du personnel dans les assemblées consulaires (p. 4462).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : **article L. 462-2 du code du travail** : clarté de la rédaction proposée par l'amendement n° 28 de M. Etienne Pinte (p. 4464) ; **article L. 461-3 du code du travail** : existence d'entreprises de moins de 200 salariés ayant spontanément mis en œuvre le droit d'expression ; nécessité d'instituer une obligation de négocier (p. 4465) ; ses observations sur l'amendement n° 30 de M. Pinte (p. 4466) ; **article 2** : **article L. 461-5 du code du travail** : ses observations sur l'amendement n° 11 de la commission (p. 4468) ; problème des cadres isolés au sein d'un groupe dont ils assurent l'encadrement (p. 4469) ; ses observations sur l'amendement n° 13 de la commission.

Ses observations après les explications de vote : se félicite du vote positif du groupe communiste ; son appréciation sur l'abstention de l'opposition parlementaire (p. 4471).

— **Déclaration du Gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs et débat sur cette déclaration (n° 3148).**

Discussion : enrayement du chômage [3 décembre 1985] (p. 5192) ; modernisation de nos activités ; niveau de qualification ; modernisation de la formation professionnelle par l'Etat ; répartition du travail ; partage du travail entre les générations ; insertion sociale et professionnelle des chômeurs et des jeunes demandeurs d'emploi ; distinction entre l'insertion et l'assistance ; volonté de la droite de mettre en pièces le droit du travail ; poursuite de la modernisation de notre société dans le cadre du dialogue social

entre le patronat et les syndicats représentatifs (p. 5193); faiblesse en France de la négociation collective; présence syndicale dans l'entreprise; caractère marginal de la négociation collective d'entreprise; politique de transformation des rapports sociaux; nouvelle citoyenneté dans l'entreprise; encouragement de la substitution progressive d'un droit négocié à un droit imposé; renforcement du rôle des organisations syndicales (p. 5194) droit d'expression des salariés; ordonnance du 16 janvier 1982 ramenant à trente-neuf heures la durée légale hebdomadaire de travail; extension à tous les salariés du droit au congé individuel de formation; application des principes fondamentaux de la démocratie et des libertés dans l'entreprise et le monde du travail; lutte contre le travail temporaire; suppression des règlements intérieurs illégaux; développement du rôle des institutions représentatives du personnel; droit des femmes; mesures permettant d'assurer une meilleure reconversion des salariés touchés par les licenciements; pôles de conversion; démocratisation du secteur public (p. 5195); flexibilité de l'emploi; problème de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement et de la suspension des seuils sociaux; volonté de donner au monde du travail les moyens de conduire son évolution et de transformer les rapports sociaux; développement effectif de la négociation collective; reconnaissance du mouvement syndical; amélioration de la formation des militants et des cadres syndicaux (p. 5196); volonté de subordonner à l'engagement de négociations sur l'aménagement et la durée du travail, l'octroi des aides de l'Etat à la modernisation et à l'emploi; rôle joué par l'ensemble des services extérieurs du ministère du travail; personnels de l'A.N.P.E. et de l'A.F.P.A. (p. 5197); critique de l'attitude de M. Georges Marchais (p. 5223); politique d'insertion des jeunes; rôle croissant des syndicats; projet de loi relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail; volonté de la droite de supprimer l'autorisation administrative de licenciement; refus d'un droit du travail constitué simplement par des accords directs au niveau des entreprises (p. 5224); rôle des collectivités locales dans l'effort d'insertion sociale et professionnelle des demandeurs d'emploi et des jeunes (p. 5225).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion générale: rappel des principes fondamentaux sur lesquels reposent les propositions soumises au Parlement par le Gouvernement depuis quatre ans et demi; négociations entre partenaires sociaux; volonté de promouvoir la voie conventionnelle [4 décembre 1985] (p. 5270); accroissement des possibilités offertes aux représentants des travailleurs dans la négociation collective; rôle du syndicalisme; accords de branche; rappelle les propos de M. Laurent Fabius estimant que si l'on veut résoudre durablement le problème du chômage il faut se poser la question de l'aménagement du temps de travail; signature le 17 juillet 1981 d'un protocole d'accord sur la durée du travail par le C.N.P.F., la C.G.P.M.E., d'une part et d'autre part la C.F.D.T., F.O., la C.G.C., la C.F.T.C. (p. 5271); déroulement au seul niveau de l'entreprise de la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail; mouvement de la déréglementation; risque d'un émiettement du droit du travail; impossibilité pour le Gouvernement d'admettre que chaque entreprise élabore son propre droit du travail comme elle édicte son règlement intérieur; présentation des quatre orientations essentielles de ce texte; possibilité pour les partenaires sociaux de conclure des accords collectifs de branche; paiement d'heures supplémentaires; fixation d'une durée maximale de travail de trente-huit heures par semaine travaillées en moyenne sur l'année (p. 5272); introduction d'un nouveau repos compensateur si la durée annuelle du travail définie par la convention où l'accord est dépassée; inapplication de ce projet aux titulaires de contrats à durée déterminée ou de contrats de travail temporaire; possibilité d'instituer une rémunération moyenne assurant un revenu stable; possibilité de prévoir par voie d'accord le remplacement des heures supplémentaires par un repos de durée équivalente; réponse à la remise en cause du principe du paiement des heures supplémentaires (p. 5273); augmentation de la pratique du chômage partiel; stabilisation tout au long de l'année de la rémunération des salariés; absence de modifications de la législation et de la réglementation existante; élargissement du champ d'action et de responsabilité des organisations professionnelles et

syndicales; possibilité pour les partenaires sociaux de déroger à la législation sur la durée et l'aménagement du temps de travail en vertu du protocole d'accord du 17 juillet 1981; compétence donnée au ministre pour étendre les conventions et accords de branche ainsi que les accords interprofessionnels (p. 5274); nécessité d'assumer la primauté de la négociation de branche sur la négociation d'entreprise; rappelle que la négociation d'entreprise ne bénéficie depuis 1981 qu'à un salarié sur trois; exemples d'accords signés par la C.G.T.; réglementation relative à la « récupération » (p. 5275); menace pour la mise en œuvre d'un aménagement négocié du temps de travail; décision du Gouvernement de modifier par décret la réglementation relative à la récupération en même temps que la discussion de ce projet de loi; précise que toute modulation de la durée du travail dans les entreprises ne pourra résulter à l'avenir que des dispositions d'un accord de branche étendu; nécessité pour la négociation collective d'être menée à une échelle suffisamment large; texte de confiance envers le mouvement syndical (p. 5276); estime qu'il s'agit de discuter un projet de loi et non un texte du C.N.P.F. (p. 5293); problème de la suppression de l'autorisation administrative en matière de licenciement; position de M. Etienne Pinte au sujet de la négociation; volonté de la droite de porter atteinte au droit du travail et au syndicalisme; propos du vice-président du C.N.P.F. parlant d'ersatz de flexibilité au sujet de ce projet de loi (p. 5322); nécessité d'éviter par la négociation la multiplication des abus; octroi de responsabilités nouvelles aux organisations syndicales; précise que l'administration n'est pas juge de la légalité des accords d'entreprises; décret du 24 septembre 1985 relatif à la durée hebdomadaire du travail dans la fonction publique de l'Etat; position de certains députés de l'opposition considérant que l'accord d'entreprise est la panacée en matière de négociation sur la durée et l'aménagement du temps de travail; absence de propositions sérieuses de la part des communistes sur la formation des jeunes (p. 5323); référence à un document distribué par Mme Gisèle Moreau sur les conséquences de ce texte s'il était adopté (p. 5324).

Discussion des articles: avant l'article 1^{er}: heures perdues par suite de grève ou de lock-out ne pouvant donner lieu à récupération [5 décembre 1985] (p. 5391); ses observations sur les propos de M. Gérard Collomb (p. 5392); évolution du parti communiste intérêt de la négociation au niveau des branches (p. 5393); ses observations sur les propos de M. André Lajoinie (p. 5394); projet ne concernant pas le travail le dimanche [6 décembre 1985] (p. 5487); efforts pour l'amélioration du fonctionnement des tribunaux de prud'hommes (p. 5491-5492); importance du problème évoqué par M. Guy Ducloné (p. 5494) article 1^{er}: remise en cause de la jurisprudence de la Cour de cassation par le texte (p. 5503); redressement de la situation des entreprises; problème du S.M.I.C.; compensation entre les heures supplémentaires et le chômage partiel; durée hebdomadaire moyenne du travail dans l'automobile; possibilités de modulation (p. 5506); négociations de branche; non développement du travail à temps partiel ou des contrats à durée indéterminée; utilité des T.U.C. et des stages; déclarations de M. Giscard d'Estaing; pratiques anormales existant dans le secteur de la banque; action menée par Mme Yvette Chassagne, présidente de l'U.A.P. (p. 5507); absence de filiation directe entre le rapport Taddei et le projet de loi; travaux du commissariat général du Plan; accord interprofessionnel du 17 juillet 1981 sur la durée du travail; durée hebdomadaire du travail dans la fonction publique (p. 5508); circulaire relative à la modulation de l'activité dans la fonction publique; principe de l'annualisation; évolution dans les autres pays d'Europe; propositions du parti communiste italien (p. 5509); accord de branche constituant la meilleure garantie contre d'éventuelles dérégulations au niveau des entreprises (p. 5510); adjectif « étendu » s'appliquant à la convention et à l'accord collectif (p. 5513); efforts de redressement des entreprises du secteur automobile depuis ces trois dernières années (p. 5515); discussions de l'aménagement de travail par entreprise; discussion ne pouvant aboutir à des accords dérogatoires (p. 5521); accords signés par la C.G.T. (p. 5525); engagement de négociations concernant l'aménagement du temps de travail; possibilité pour une section syndicale de signer un accord ponctuel entraînant des effets négatifs sur les travailleurs; méfaits de la déréglementation; instauration de la négociation de branche; paralysie du fonctionnement de l'institution parlementaire par le groupe communiste;

demande en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution la réserve de vote sur chaque amendement et sur les articles (p. 5528).

Ses observations sur les rappels au règlement de MM. Jacques Brunhes et Guy Ducloné ; attachement du Gouvernement au texte relatif à l'aménagement du temps de travail ; volonté du groupe communiste de paralyser le travail de l'Assemblée ; demande de vingt-et-un scrutins publics sur vingt-huit amendements [7 décembre 1985] (p. 5570).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Guy Ducloné ; intervention du Gouvernement ; temps passé à l'examen d'amendements sans lien direct avec le projet de loi ; reprise par les communistes d'arguments faux au regard du contenu et de l'objectif du projet de loi [7 décembre 1985] (p. 5571) ;

article 2 : article 212-8-1 du code du travail : attitude de M. Alain Bocquet proposant le retrait d'un alinéa qu'il juge cependant positif [8 décembre 1985] (p. 5628) ; notion d'organisation syndicale représentative ; ses observations sur l'amendement n° 120 de M. Alain Bocquet (p. 5629) ; réduction du contingent des heures supplémentaires autorisées (p. 5630) ; projet de loi ne modifiant en rien la réglementation du travail à temps partiel (p. 5631) ; ses observations sur l'amendement n° 123 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (p. 5632) ; contresens total fait par M. Alain Bocquet à propos des zones franches (p. 5637) ; création d'ateliers francs dans les principaux ports français (p. 5638) ; rôle des ateliers francs (p. 5639) ; abus consistant à associer le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail à la notion de déréglementation ; déréglementation en matière d'aviation civile faisant courir un risque pour la sécurité des passagers (p. 5643) ; propos inacceptables de Mme Colette Goeriot laissant entendre que le projet de loi sur l'aménagement négocié du temps de travail pourrait augmenter l'insécurité routière ; action de M. Charles Fiterman et de M. Jean Auroux (p. 5645) ; conditions de travail dans le secteur du transport routier ; action de MM. Auroux et Fiterman au ministère des transports (p. 5646) ; remercie le ministre chargé des relations avec le Parlement pour son aide [7 décembre 1985] (p. 5575) ; précise qu'une durée collective de travail de trente-neuf heures correspond à trente-huit heures de durée annuelle moyenne en tenant compte des jours fériés (p. 5576) ; absence de modernisation d'un grand nombre d'activités dans le nord et l'est du pays ; firme Jeumont Schneider (p. 5577) ; usage répétitif des scrutins publics de la part du groupe communiste (p. 5579) ; exclusion du travail du samedi et du dimanche du champ d'application de ce projet de loi (p. 5581) ; rappel de l'action accomplie par le Gouvernement pour tenter de favoriser et de conduire à bien la restructuration des chantiers et de la réparation navale ; pôles de conversion et congés de conversion (p. 5583) ; raisons du dépôt de ce texte en fin de session (p. 5587) ; position favorable à ce texte de deux confédérations syndicales ; échec de la négociation sur les congés de conversion (p. 5588) ; culture des députés communistes ; référence aux propos tenus par M. Bergeron (p. 5593) ; **article L. 212-8-2 du code du travail (suite) :** projet de loi n'ayant pour objectif que de permettre l'aménagement négocié du temps de travail ; motif de la négociation au niveau des branches ; politique d'amélioration de la sécurité routière et de la sécurité ferroviaire menée par le Gouvernement (p. 5652) ; **article L. 212-8-3 du code du travail :** salariés sous contrat à durée déterminée n'étant pas concernés par le projet de loi (p. 5654) ; **article L. 212-8-4 du code du travail :** formules proposées dans le projet de loi au sujet de l'extension des conventions ou accords étant conformes à celles employées dans le code du travail (p. 5657) ; nécessité d'éviter de recourir au chômage partiel (p. 5658) ; notion de « chômage partiel total » ; décret interdisant la prolongation du chômage partiel au-delà de trois mois, sauf autorisation du commissaire de la République (p. 5659) ; nécessité d'un délai de prévention (p. 5660) ; nécessité que ce délai soit négocié au niveau des branches (p. 5661) ; avis des organisations minoritaires dans les accords négociés sur le plan professionnel ou interprofessionnel ne devant pas selon l'usage figurer dans l'accord (p. 5663) ; projet de loi ne remettant pas en cause les dispositions fondamentales du code du travail (p. 5664) ; rédaction de l'article 2 correspondant strictement à la terminologie habituelle du code du travail ; ses observations sur les propos de M. Lucien Dutard (p. 5665) ; ses obser-

vations sur l'amendement n° 141 de M. Jacques Brunhes (p. 5666) ; **article L. 212-8-5 du code du travail :** relève que les amendements des membres du groupe communiste leur permettent d'exprimer leurs préoccupations relatives aux différentes branches d'activité ; souhaite que les orateurs du groupe communiste tiennent compte dans leurs interventions des éléments de réponse qui ont pu leur être fournis antérieurement (p. 5668) ; souhaite apporter à l'Assemblée un certain nombre de précisions sur les dispositions relatives à l'application du projet (p. 5672) ; problème de l'extension des accords minoritaires ; notion de trente-huit heures en moyenne travaillée ; exclusion du calcul de la rémunération des primes à périodicité non mensuelle ; appréciation du respect de la durée annuelle conventionnelle ; rappelle que l'utilisation de la modulation n'est possible que dans le cadre d'un horaire collectif de travail ; délai de prévenance des salariés (p. 5673) ; règles applicables aux salariés qui n'ont pas été présents dans l'entreprise pendant toute l'année ; réglementation du chômage partiel ; paiement des heures supplémentaires ; cas où les heures supplémentaires dépassent la limite maximale de la modulation qui est prévue dans l'accord ; conséquences financières du projet (p. 5674) ; ses observations sur les propos de M. Paul Chomat (p. 5675) ; salue les députés qui rejoignent l'hémicycle (p. 5680) ; recul d'un an de l'entrée en application de la loi revenant à interdire aux salariés de bénéficier de dispositions dont ils pourraient souhaiter l'application ; possibilité pour les partenaires sociaux de s'engager dans un accord limitant volontairement la durée d'application de l'accord à un an ; rôle de la Commission supérieure des conventions collectives (p. 5685) ; son approbation concernant la proposition du rapporteur tendant à ce qu'un bilan soit transmis aux commissions compétentes du Parlement après deux ans d'application de la loi (p. 5686) ; rôle du ministre dans la procédure d'extension des conventions collectives ; absence d'obligation d'extension (p. 5687) ; calcul de la rémunération lissée devant s'effectuer en tenant compte de la rémunération correspondant à l'horaire affiché ; exclusion des primes à périodicité non mensuelle du calcul de la rémunération mensuelle ; nature réglementaire de l'amendement n° 163 de Mme Fraysse-Cazalis (p. 5688) ; proposition avancée par M. Jarosz devant être prise en compte dans une éventuelle réforme du bulletin de paye (p. 5689) ; absence d'une volonté de suppression du corps des contrôleurs de transport routier (p. 5693) ; ses observations sur l'amendement n° 171 de M. Duroméa (p. 5694-5695) ; ses observations sur l'amendement n° 174 de M. Duroméa (p. 5697) ; ses observations sur la question de M. Collomb (p. 5698) ; salariés à temps partiel bénéficiant des mêmes avantages que les salariés à temps plein (p. 5699) ; **après l'article 2 :** possibilité pour les organisations syndicales au niveau de chaque branche de maîtriser l'aménagement du temps de travail ; consultation des comités d'entreprise sur l'application du projet de loi dans les entreprises ; amendement n° 181 de M. Paul Chomat instituant un droit de veto [9 décembre 1985] (p. 5706) ; possibilité d'accords dérogatoires (p. 5707) ; **article 3 :** conclusions d'accords au sein de chaque branche ; possibilité de choix entre le paiement des heures supplémentaires et un repos compensateur équivalent ; thèses du groupe communiste (p. 5713) ; délai de prévenance des salariés concernés ; salariés ne faisant pas l'avance des heures supplémentaires (p. 5714) ; possibilité d'extension des conventions et accords ; absence des groupes parlementaires de droite (p. 5715) ; propositions du groupe communiste visant à exclure chacune des branches d'activité de l'application du projet de loi (p. 5716) ; ses observations sur l'intervention de M. Georges Hage (p. 5720-5721).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Georges Hage : nombre limité d'articles contenus dans le projet de loi relatif à la flexibilité du temps de travail [9 décembre 1985] (p. 5762) ; philosophie du projet ; justification de l'ordre du jour ; volonté délibérée de la part du groupe communiste de bloquer le travail de l'Assemblée (p. 5763) ;

article 3 (suite) : ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean Jarosz ; prise en compte par les organisations syndicales des problèmes spécifiques des femmes au travail ; action menée par Mme Yvette Roudy (p. 5768) ; utilité du blocage des salaires et des prix et des éléments de la désindexation ; présence de ministres communistes en 1982 au Gouvernement (p. 5772) ; loi prévoyant pour son application la signature d'un accord de branche ; hypothèse de « Monsieur Durand travaillant dans une en-

treprise dont l'employeur s'appelle Monsieur Duflexible » (p. 5773) ; évolution de la jurisprudence sociale ; rémunération de « Monsieur Durand » ; acquisition de repos compensateur (p. 5774) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Parfait Jans : volonté manifestée par le groupe communiste de bloquer l'examen du projet de loi ; contenu répétitif des amendements (p. 5780) ; parenté entre certaines thèses du groupe communiste et certaines propositions de la droite ; primauté de la négociation d'entreprise ; amendement n° 181 confiant au comité d'entreprise le pouvoir de s'opposer à l'application des conventions ou d'accords étendus (p. 5781) ; confiance accordée par le Gouvernement aux organisations syndicales (p. 5782).

Attentats aux Galeries Lafayette et au Printemps : annonce aux parlementaires qu'il vient de recevoir une dépêche de l'A.F.P. indiquant que deux attentats viennent d'être commis dans ces grands magasins ; s'élève contre ces actes odieux [7 décembre 1985] (p. 5594).

— **Projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013).**

Première lecture, discussion générale : nécessité de la formation des salariés ; modernisation de l'économie ; rôle des organisations syndicales [13 décembre 1985] (p. 6173) ; loi du 28 octobre 1982 relative au développement des institutions représentatives du personnel ; obligation annuelle de négocier dans les branches et les entreprises ; loi relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés ; information des comités d'entreprise ; aide financière apportée par l'Etat aux confédérations syndicales pour soutenir leur effort de formation de leurs militants ; estime que le développement du dialogue social passe par l'amélioration des responsables militants syndicaux (p. 6174) ; loi du 23 juillet 1957 relative au congé d'éducation ouvrière ; sous-utilisation globale des droits reconnus aux salariés ; règle de fractionnement du congé ; possibilité pour les animateurs de stage et les salariés appelés à exercer des responsabilités syndicales de bénéficier d'un congé plus long ; principe d'une obligation de rémunération des congés dans les entreprises occupant au moins dix salariés (p. 6175) ; notion de jour ouvrable ; notion de salariés appelés à exercer des responsabilités syndicales ; assimilation de la durée du congé à un temps de travail effectif ; volonté de donner au mouvement syndical la place centrale qui lui revient (p. 6176) ; problème de la rémunération du congé de formation ; directives de l'Organisation internationale du travail incitant à évoluer vers la rémunération ; non dépassement de l'Etat quand au financement de cette rémunération ; absence de charges supplémentaires pour les entreprises ; notion d'organisation syndicale représentative (p. 6181) ; nécessité d'un avis conforme du comité d'entreprise pour l'obtention du congé de formation ; existence à l'heure actuelle d'un déséquilibre au détriment des salariés et de leurs représentants ; attitude des communistes dans la discussion du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail ; recours du Gouvernement à l'article 49-3 de la Constitution (p. 6182) ; capacité de négociation au niveau des branches (p. 6183).

Discussion des articles : **article 3** : phénomène de modernisation industrielle et de restructuration ; ouverture aux syndicats de champs nouveaux de négociation ; effort de formation des responsables syndicaux (p. 6183) ; confiance faite aux organisations syndicales pour déterminer les conditions et limites concernant les salariés susceptibles d'exercer des responsabilités syndicales (p. 6184) ; quota de personnel susceptible d'être absent en même temps ; principe de la rémunération obligatoire (p. 6186) ; **article 6** : son amendement n° 20 (rédactionnel) adopté (p. 6188).

DELEHEDDE (André)

*Député du Pas-de-Calais
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la

ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14663).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord (n° 3001) [17 octobre 1985].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 862**, posée le 11 juin 1985 : **anciens combattants et victimes de guerre (Afrique du Nord)** (p. 1627) ;

— **n° 882**, posée le 25 juin 1985 : **anciens combattants et victimes de guerre (Afrique du Nord)** (p. 1981) ; appelée le 28 juin 1985 : **anciens combattants d'Afrique du Nord** : conditions d'attribution de la carte d'ancien combattant aux anciens combattants d'Afrique du Nord ; attribution de la campagne double ; nécessité de reconnaître aux fonctionnaires anciens combattants d'Afrique du Nord les mêmes droits qu'à ceux des conflits antérieurs ; nécessaire mise en place d'une structure de concertation (p. 2148) ; problème de la campagne double pour les anciens combattants d'Afrique du Nord, fonctionnaires ou assimilés (p. 2149).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : dimension francophone de la politique extérieure ; convocation d'un sommet francophone ; contenu du sommet ; revitalisation de l'agence de coopération culturelle et technique [11 juin 1985] (p. 1611) ; problème de la démographie ; mise en place de politiques de coopération multilatérale ; reconnaissance de la spécificité de l'association internationale des parlementaires de langue française (p. 1612).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victime de guerre. — *Discussion générale* : revendication des anciens combattants ne visant qu'à l'application d'un droit ; rattrapage des pensions concernant le rapport constant ; non intégration de l'indemnité spéciale et de l'indemnité de résidence dans le rapport constant [22 octobre 1985] (p. 3329) ; question de la campagne double pour les anciens d'Afrique du Nord ; égalité de traitement entre les diverses générations du feu ; opposition de l'Assemblée générale de l'U.F.A.C. au rétablissement des forclusions ; constitution de la retraite mutualiste ; pathologie des anciens d'Afrique du Nord ; situation des veuves de guerre ; personnels du ministère ; attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord (p. 3330).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 6** : nécessité de la consultation et de la concertation des organismes professionnels en vue de réglementer la profession de diététicien [11 décembre 1985] (p. 5864) ; **article 8** : arrêts Morel et Gambier du Conseil d'Etat relatifs au décret du 6 août 1975 portant suppression des forclusions applicables à l'accueil des demandes de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ; rappelle que seuls les anciens combattants de la Résistance se sont vu opposer une forclusion au regard de la reconnaissance de leurs services ; octroi du titre de déporté politique ; souhaite que les services accomplis dans la Résistance avant l'âge de seize ans soient reconnus (p. 5867).

DELFOSSÉ (Georges)

Député du Nord
(1^{re} circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux procédures d'expropriation et à l'indemnisation des personnes expropriées (n° 2887) [29 juin 1985].

Proposition de loi tendant à modifier les articles 1520 et suivants du code général des impôts et relatifs au paiement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (n° 3000) [17 octobre 1985].

DELISLE (Henry)

Député du Calvados
(2^e circonscription)
Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

QUESTIONS**au Gouvernement :**

— **Poids lourds — Renault Véhicules Industriels :** difficultés du marché des véhicules industriels ; agressivité commerciale et mesures protectionnistes mises en œuvre par les autres pays européens [7 mai 1985] (p. 610).

— **R.I.T.A. :** décision de l'armée américaine d'acheter le système français de communication militaire Rita [6 novembre 1985] (p. 3976).

DENIAU (Xavier)

Député du Loiret
(4^e circonscription)
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3977).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale du 12 février 1979 (n° 2729) [6 juin 1985] (p. 1535).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise (n° 2949) [3 octobre 1985] (p. 2649).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (relations extérieures : relations culturelles) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Proposition de loi visant à rétablir les avantages tarifaires consentis aux usagers d'E.D.F. résidant dans les communes situées au voisinage des centrales nucléaires (n° 2971) [3 octobre 1985].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome III : relations extérieures : relations culturelles (n° 2989) [9 octobre 1985].

Proposition de loi visant à rétablir les avantages tarifaires consentis aux usagers d'E.D.F. résidant dans les communes situées au voisinage des centrales nucléaires (n° 3074) [14 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2949) autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise (n° 3131) [28 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2729) autorisant l'approbation de l'avenant à l'Entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale du 12 février 1979 (n° 3135) [28 novembre 1985].

QUESTIONS**orales sans débat :**

— **n° 776**, posée le 12 avril 1985 : **électricité et gaz (tarifs)** (p. 198) ; appelée le 3 mai 1985 : **prix de l'électricité à proximité des centrales nucléaires** : arrêté du 1^{er} avril 1980 prévoyant une réduction du prix de vente de l'électricité ; annulation de l'arrêté par le Conseil d'Etat portant atteinte aux intérêts des particuliers et des entreprises (p. 562) ; motif de l'annulation de l'arrêté (p. 563) ;

— **n° 914** : posée et appelée le 29 novembre 1985 : **licenciements par Alcatel Thomson** (p. 5037) ; réunion des comités centraux d'entreprise de Thomson C.S.F. Téléphone et de C.I.T. Alcatel ; projet de licenciement de 500 ouvriers aux usines d'Amilly et d'Ormes (p. 5037).

INTERVENTIONS

Son rappel au règlement : détermination des ministres chargés de répondre aux questions orales posées par les parlementaires [3 mai 1985] (p. 565).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° 2757).

Discussion : augmentation du nombre de langues pratiquées dans la C.E.E. [11 juin 1985] (p. 1605) ; constitution de blocages ; préservation du rôle médiateur de la langue française ; progression du français dans le monde opposée à sa régression en Europe de l'Ouest ; réunion d'un sommet francophone ; ses observations sur la communauté française de Belgique et le Québec ; agence de coopération ; candidature française au poste de secrétaire général de l'agence ; technique de préparation au sommet francophone (p. 1606) ; moyens budgétaires concernant l'action culturelle extérieure (p. 1607).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale* : baisse des dotations allouées aux associations qui sont de la compétence du commissariat général de la langue française ; envahissement de la langue anglaise [22 octobre 1985] (p. 3309-3310).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale :*

rapporteur pour avis : diminution des crédits ; charges indues supportées par le budget des affaires culturelles [6 novembre 1985] (p. 3967) ; « décharges indues » ; nécessité de consentir un effort de flexibilité ; problème de la coopération et de l'enseignement en Guinée (p. 3968) ; statut des enseignants français à l'étranger ; alliances françaises ; cas de la Guinée ; politique de la francophonie ; situation des secrétaires adjoints des affaires étrangères ; regain de la langue française (p. 3969) ; demande par les Guinéens de professeurs pour leur système universitaire (p. 4018) ; en qualité de député : *questions* : politique de la France dans le pacifique sud ; annonce de l'installation d'une base militaire importante en Nouvelle Calédonie (p. 4027).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions* : régime simplifié [7 novembre 1985] (p. 4112) ; application du principe de transparence aux G.A.E.C. ; entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée ; élargissement de la Communauté européenne ; plans intégrés méditerranéens (p. 4113).

Economie, Budget et Finances et Consommation — *Discussion générale* : proportion des étrangers payant l'impôt sur le revenu ; nombre de contribuables échappant à l'impôt ; mise en place d'un fichier ; numéro fiscal destiné à couvrir l'ensemble de la population [13 novembre 1985] (p. 4271) ; professions échappant au contrôle fiscal (p. 4272).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, Etats membres des communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : non recours au référendum ; financement de la Communauté européenne ; problème du chèque britannique ; marché des fruits et légumes et marché du vin ; programmes intégrés méditerranéens ; clauses de sauvegarde [21 novembre 1985] (p. 4647-4648).

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732).**

Deuxième lecture, explications de vote : estime que les décisions relevant du code pénal doivent être réservées à la représentation nationale [21 novembre 1985] (p. 4659).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale du 12 février 1979 (n° 2729).**

Première lecture, discussion générale : rapporteur : extension du bénéfice de cette entente aux travailleurs non salariés français et québécois ; terme de « entente » ; problème de la représentation à un éventuel sommet de la francophonie [4 décembre 1985] (p. 5235).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise (n° 2949).**

Première lecture, discussion générale : rapporteur : orientations de la coopération franco-gabonaise [4 décembre 1985] (p. 5235-5236).

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne d'extradition (n° 3100).**

Première lecture, discussion générale : explications de vote : refus par le Gouvernement de ratifier la convention européenne pour la répression du terrorisme ; son étonnement à l'égard du paragraphe précisant que l'attentat

à la vie d'un chef d'Etat ou d'un membre de sa famille ne sera pas considéré comme infraction politique ; fixation par communiqué du Conseil des ministres des critères au regard desquels seront appréciées les demandes d'extradition [4 décembre 1985] (p. 5241).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'organisation européenne de télécommunications par satellite (Eutelsat) (n° 3117).**

Première lecture, discussion générale : son rappel au règlement : non examen de ce texte en commission ; conditions anormales de fonctionnement de la commission des affaires étrangères [4 décembre 1985] (p. 5242).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord constitutif de la société interaméricaine d'investissement (ensemble une annexe) (n° 2948).**

Première lecture, discussion générale : explications de vote : absence de précision sur la langue dans laquelle travaillera la société interaméricaine d'investissement ; non consultation des conseils régionaux de Guadeloupe, de Guyanne et de Martinique ; intention du Gouvernement de déposer une lettre indiquant que la France se considère comme Etat régional au titre des départements d'outre-mer [4 décembre 1985] (p. 5245) ; statut spécial de ces départements ; pourcentage à partir duquel on peut considérer que la zone Caraïbe est incluse dans un accord international ; statut juridique de la banque des Caraïbes (p. 5246).

DENVERS (Albert)

*Député du Nord
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (urbanisme, logements et transports : mer) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre de l'établissement national des invalides de la marine [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12360).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle [J.O. du 4 février 1986] (p. 1972).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 43 : urbanisme, logement et transports : mer (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale* : rapporteur spécial : situation difficile en ce qui concerne l'armement naval et la construction navale ; problème des pavillons ; action en faveur des gens de mer ; crédits destinés au complexe d'aide à la navigation d'Ouessant [23 octobre 1985] (p. 3361) ; diminution des crédits consacrés aux ports maritimes ; organisation des marchés des produits de la mer ; pension de réversion des veuves de marins ; société nationale de sauvetage en mer (p. 3362).

DEPREZ (Charles)

*Député des Hauts-de-Seine
(5^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 11 de la Constitution (n° 2911) [10 juillet 1985].

DEROSIER (Bernard)

Député du Nord
(4^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre du Conseil de gestion du fonds national pour le développement de la vie associative [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6891).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (éducation nationale) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme sur l'enseignement technique et professionnel (n° 2908) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Président de cette commission [J.O. du 4 décembre 1985] (p. 14086).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14911).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2551) tome VI : **éducation nationale** (n° 2988) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Immigration** : mouvement de xénophobie ; article du Figaro intitulé : « serons-nous encore Français dans trente ans » [30 octobre 1985] (p. 3707-3708).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel** (n° 2908).

Première lecture, discussion générale : modernisation de l'économie [8 octobre 1985] (p. 2781) ; changement du statut des L.E.P. ; caractère complémentaire de la formation scolaire et de la formation en entreprise (p. 2782).

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Éducation nationale. — *Discussion générale* : rapporteur pour avis : ambitions du projet de budget [29 octobre 1985] (p. 3602) ; progression de la conception de l'éducation ; bilan de la politique éducative mise en œuvre durant la législature ; objectif de 80 % de bacheliers en l'an 2000 ; réforme de l'école primaire ; nombre des créations d'emploi ; plan de résorption de l'auxiliaire ; ouverture de postes aux concours ; situation démographique induisant une baisse des effectifs ; question du statut applicable aux contractuels (p. 3603) ; transferts de compétences à compter du 1^{er} janvier 1986 ; élévation de la qualification de l'ensemble de la population ; lancement du plan « Informatique pour tous » ; formation des enseignants à l'informatique ; absence de crédits concernant les zones d'éducation prioritaire ; moyens nécessaires à la réalisation de la seconde tranche du plan de rénovation des collèges ; réflexions entreprises sur les rythmes scolaires ; augmentation du taux de scolarisation des jeunes (p. 3604).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale* : transformation des rapports entre l'Etat et les collectivités locales [13 novembre 1985] (p. 4320) ; répartition des compétences ; statut des élus locaux ; transferts des ressources correspondantes ; plan « Informatique pour tous » ; transfert significatif des moyens techniques et humains ; modalités du transfert des personnels ; résurgence des tentatives centralisatrices (p. 4321).

DESANLIS (Jean)

Député du Loir-et-Cher
(3^e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réduction des dotations accordées aux collectivités territoriales** : inscription au budget primitif des collectivités locales pour 1985 du montant attendu au titre du fonds de compensation de la T.V.A. ; manque de recettes se traduisant par une diminution des investissements ; compensation par un emprunt complémentaire [10 avril 1985] (p. 117).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : questions : baisse du revenu moyen des agriculteurs ; cas des producteurs de viande bovine ; cas de la viande ovine [7 novembre 1985] (p. 4082).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — **Énergie.** — *questions* : pose la question de M. Jean Proriot [12 novembre 1985] (p. 4251) ; intention des constructeurs automobiles français de retirer la possibilité de vendre des véhicules neufs aux agents du réseau de distribution secondaire qui réalisent moins de 100 ventes par an (p. 4252).

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie vétérinaire** (n° 2907).

Première lecture, discussion des articles : après l'article 6 : son amendement n° 28 (habilitation des laboratoires chargés d'effectuer des prélèvements et des analyses en vue du paiement du lait) [6 décembre 1985] (p. 5441) ; devenu sans objet (p. 5442) ; après l'article 8 : son amendement n° 29 (laboratoires agréés par le ministère de l'agriculture pour effectuer les analyses pour le paiement différentiel du lait) : non soutenu (p. 5443).

— **Déclaration au Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).**

Discussion : difficulté du marché de la viande bovine ; période de surproduction ; quotas laitiers [10 décembre 1985] (p. 5835) ; abondance des productions céréalières ; menaces sur les prix agricoles ; agressivité commerciale américaine ; désengagement français de la Communauté ; problèmes relatifs à la fiscalité agricole (p. 5836).

DESCHAUX-BEAUME (Freddy)

*Député de l'Eure
(4^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés (n° 2920).**

Première lecture, discussion générale : nombre des personnes concernées par le projet ; état de la législation antérieure ; adhésion des rapatriés à l'assurance volontaire vieillesse avec l'aide de l'Etat ; modulation de l'aide en fonction du revenu des personnes concernées ; extension au conjoint survivant du bénéfice des dispositions du projet ; cas des agents des services dits « concédés » d'Afrique du Nord ; application du droit métropolitain ; agents ayant fait l'objet de mesures administratives ou assimilées pour cause politique ; projet de loi illustrant les principes de justice et de solidarité [7 octobre 1985] (p. 2717).

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2965).**

Première lecture, discussion générale : extension des limitations de cumul aux artisans et commerçants ; insuffisance du dispositif mis en place par l'ordonnance du 30 mars 1982 ; relèvement du taux des contributions de solidarité ; raisons de la précocité de la retraite des militaires [7 octobre 1985] (p. 2735) ; insuffisance des pensions versées ; situation du militaire arrivant à l'âge de soixante ans ; impossibilité de prononcer arbitrairement la suspension de la retraite ; exonération de la pension de réversion du calcul de la contribution (p. 2736).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la femme. — *Discussion générale* : objectif de disparition du ministère des droits de la femme ; mortalité masculine ; conséquences du veuvage féminin ; création d'une assurance veuvage ; relèvement du plafond des conditions de ressources pour l'ouverture du droit à réversion ; suppression de la condition de durée du mariage ; instauration d'une allocation orphelin [31 octobre 1985] (p. 3755).

DESRANGES (Jean-Paul)

*Député de l'Allier
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (culture) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur **le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome IV : culture (n° 2988)** [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale.* — Rapporteur pour avis : sensibilité des Français au phénomène culturel ; attachement au rôle de l'Etat ; réalisation de l'objectif de 1 % du budget ; doublement du budget de la culture entre 1982 et 1986 ; déclarations de M. Barre concernant le maintien du budget de la culture ; inclusion de certains crédits dans la D.G.F. ; flou entourant le transfert des compétences ; devenir du tissu associatif [28 octobre 1985] (p. 3577) ; efforts pour créer de grands équipements culturels dans les villes de province ; évolution des effectifs ; articulation du fonctionnement des nouveaux équipements avec ceux existant ; politique de la facture instrumentale ; lutherie de Mirecouet ; disparition de la production française de chaînes haute fidélité ; progression des crédits consacrés aux commandes publiques d'œuvre d'art ; dotations du fonds d'aide à la création dans les établissements d'action culturelle ; rapports entre le cinéma et l'audiovisuel ; développement des télévisions privées (p. 3578).

DESSEIN (Jean-Claude)

*Député de la Somme
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 850**, posée le 4 juin 1985 : **jeunes (associations de jeunesse et d'éducation : Picardie)** (p. 1458) ; appelée le 7 juin 1985 : **répartition des postes Fonjep** : vingtième anniversaire du fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire ; originalité de cette forme de vie associative ; critère de rééquilibrage géographique dans l'attribution des postes Fonjep (p. 1542).

— **n° 883**, posée le 25 juin 1985 : **assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (paiement des pensions)** (p. 1981) ;

— **n° 884**, posée le 25 juin 1985 : **étrangers (famille)** (p. 1981) appelée le 28 juin 1985 : **familles de résidents étrangers** : situation des familles des résidents étrangers n'ayant pu faire régulariser leur situation avant le 4 décembre 1984 ; regroupement familial ; nécessité de donner à ces familles la possibilité d'accomplir en France même les diverses formalités nécessaires à la régularisation de leur situation (p. 2145) ;

— **n° 931**, posée le 3 décembre 1985 : **S.N.C.F. (lignes)** (p. 5229) ; appelée le 6 décembre 1985 : **projets de T.G.V. Nord** : présentation par les pouvoirs publics, au Conseil régional, du projet de tracé de T.G.V. Paris-Bruxelles-Cologne ; exclusion de la Ville d'Amiens (p. 5412) ; projet de la liaison Trans-Manche (p. 5413).

— **n° 930** de Mme Marie-Thérèse Patrat : appelée le 6 décembre 1985 : **équipement en bureautique des caisses d'allocations familiales** : donne communication de l'intervention de Mme Marie-Thérèse Patrat (p. 5415).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Discussion générale :* activité des forces ; situation des personnels militaires ; augmentation du prêt journalier aux appelés [8 novembre 1985] (p. 4181) ; revalorisation du contenu du service national ; moyens destinés à l'équipement de l'armée de terre (p. 4182).

DESTRADE (Jean-Pierre)

Député des Pyrénées-Atlantiques

(4^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2096) [23 mai 1985] (p. 5798).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 24 mai 1985] (p. 5851).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [J.O. du 3 juillet 1985] (p. 7478).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (commerce, artisanat et tourisme : artisanat) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2696) [23 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2683) modifié par le Sénat, relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2722) [30 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi modifié par le Sénat en troisième et nouvelle lecture (n° 2789) relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2810) [20 juin 1985].

Avls présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome III ; commerce, artisanat et tourisme : commerce et artisanat (n° 2992) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Tourisme :** situation du secteur du tourisme ; nombre de touristes ; évolution rapide de l'environnement du tourisme [26 juin 1985] (p. 1993).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).**

Troisième lecture, discussion générale : rapporteur : régime des divisions volontaires de propriété foncière ; poursuite du processus de décentralisation ; projet se fondant sur l'instrument juridique de la préemption [4 juin 1985] (p. 1418-1419).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** son amendement n° 1 (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme les mots : « de prévenir les pollutions, ») ; prévention des pollutions relevant d'une législation spécifique ; adopté ; son amendement

n° 38 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 2 (supprimant dans le premier alinéa du paragraphe I du texte proposé pour l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme les mots : « dont les représentants de la profession agricole ») : adopté (p. 1420) ; **article 3 :** son amendement n° 3 (qualification de terrain à bâtir) : adopté ; **article 5 :** son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté ; **article 6 :** son amendement n° 5 (institution d'un droit de préemption urbain sur l'étendue des zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par les plans d'occupation des sols rendus publics) (p. 1421) ; adopté ; son amendement n° 6 (compétence d'un établissement public de coopération intercommunale de plein droit en matière de droit de préemption urbain) : adopté (p. 1422) ; **article 8 :** son amendement n° 7 (rédigeant ainsi la fin de la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 213-1 du code de l'urbanisme : « a lieu au prix de la dernière enchère, par substitution à l'adjudicataire ») : adopté ; son amendement n° 39 (insérant dans le troisième alinéa (a) du texte proposé pour l'article L. 213-4 du code de l'urbanisme après les mots : « article L. 13-15 » les mots « du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ») : adopté ; son amendement n° 8 (rédigeant ainsi la fin de l'avant-dernier alinéa (c) du texte proposé pour l'article L. 213-4 du code de l'urbanisme : « situés dans des zones comparables ») : adopté ; son amendement n° 9 (substituant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 213-8 du code de l'urbanisme les mots « délai de cinq ans » aux mots « délai de dix ans ») : adopté ; son amendement n° 10 (délégation du droit de préemption urbain lorsque le titulaire du droit de préemption n'était pas la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent) ; substitution du droit de préemption urbain au droit de préemption Z.A.D. ; adopté (p. 1423) ; **article 10 :** son amendement n° 11 (substituant dans le texte proposé pour l'article L. 221-1 du code de l'urbanisme le mot « ou » à la virgule) : adopté ; **article 11 :** (p. 1424) : exonération des locaux artisanaux situés dans des communes de moins de 2 000 habitants de la taxe départementale des espaces naturels sensibles (p. 1425) ; son amendement n° 12 (possibilité d'exonérer certains locaux d'habitation de la taxe départementale des espaces naturels sensibles) ; sous-amendement n° 54 de M. Maurice Adevah-Pœuf ne tenant pas compte des sociétés à capitaux publics majoritaires (p. 1426) ; devenu sans objet ; son amendement n° 13 (locaux à usage d'habitation principale à caractère social financés à l'aide de prêts aidés par l'Etat) : adopté ; son amendement n° 14 (création de zones de préemption par le Conseil général) : adopté ; son amendement n° 15 (supprimant la dernière phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 142-3 du code de l'urbanisme) : adopté ; son amendement n° 16 (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 142-3 du code de l'urbanisme) ; non opportunité d'autoriser un département à faire agir en son nom et pour son compte un établissement public compétent ; adopté ; son amendement n° 17 (substituant à la fin du cinquième alinéa (c) du texte proposé pour l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme les mots « dans les zones comparables » aux mots « dans la même catégorie de zone ») : adopté ; son amendement n° 18 (possibilité de rétrocession à l'ancien propriétaire ou à ses ayants droit des terrains acquis par préemption et non utilisés) : adopté ; son amendement n° 19 (supprimant le texte proposé pour l'article L. 142-8-1 du code de l'urbanisme) : adopté ; son amendement n° 40 (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 142-12-1 du code de l'urbanisme la référence « L. 142-11 » à la référence « L. 142-12 ») : adopté (p. 1427) ; son amendement n° 41 (substituant dans le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L. 142-12-1 du code de l'urbanisme les mots « de l'article L. 142-11 » aux mots « des articles L. 142-11 et L. 142-12 ») : adopté ; son amendement n° 42 (substituant dans le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article L. 142-12-1 du code de l'urbanisme aux mots « de la dite loi » les mots « du présent chapitre ») : adopté ; **article 11 bis :** son amendement n° 20 (soumission de toute division volontaire en propriété ou en jouissance d'une propriété foncière par vente ou par location simultanée ou successive à déclaration préalable) ; instruments de la politique de préservation des espaces naturels ; adopté après modification (p. 1428) ; **article 14 :** son amendement n° 21 (substituant dans la deuxième phrase du dernier alinéa du paragraphe III de cet article le mot « avis » au mot « accord ») : adopté ; son amendement n° 22 (complétant le

deuxième alinéa du paragraphe V de cet article par les mots « ou pour permettre la réalisation d'un nouveau projet d'intérêt général relevant de l'Etat, de la région, du département ou d'autres intervenants, et correspondant aux définitions prises en application de l'article L. 121-12 ») : adopté ; **article 16** : son amendement n° 23 (supprimant après les mots « obligations prévues ci-après » la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-1 du code de l'urbanisme) : adopté ; **article 20** : (p. 1429) : son amendement n° 24 (possibilité pour le Conseil municipal de renoncer à percevoir la taxe locale d'équipement sur certains locaux à usage d'habitation) : devenu sans objet ; son amendement n° 25 (locaux à usage d'habitation principale à caractère social financés à l'aide de prêts aidés par l'Etat) : adopté (p. 1430) ; **article 21** : son amendement n° 26 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 332-9 du code de l'urbanisme) : adopté (p. 1431) ; **article 24** : son amendement n° 27 (supprimant le paragraphe I B de cet article) : adopté ; son amendement n° 28 (supprimant le paragraphe XVIII bis de cet article) ; inopportunité de déléguer aux chambres de métiers un droit de préemption urbain ; adopté ; son amendement n° 29 (supprimant le paragraphe XXX de cet article) : adopté ; **article 25** : son amendement n° 30 (rédigeant ainsi le début du texte proposé pour l'article L. 311-5 du code des communes : « conformément à l'article L. 221-1 du code de l'urbanisme, les communes ou leurs groupements y ayant vocation sont habilités... ») : adopté (p. 1432) ; **article 27** : son amendement n° 31 (réservation des logements par le représentant de l'Etat dans le département au profit des personnes prioritaires) : adopté ; son amendement n° 32 (prévoyant que les conditions d'application des règles prévues à l'article L. 441-1 sont précisées par un règlement établi par le représentant de l'Etat après avis du Conseil départemental de l'habitat) : adopté (p. 1433) ; **article 35** : son amendement n° 33 (prévoyant que dans les zones concernées par les dispositions législatives abrogées, l'implantation des constructions ne peut couvrir une surface totale ou supérieure à 20 % de la superficie globale de chacune de ces zones) ; exclusion de certaines constructions pour le calcul des 20 % ; portée juridique de la prescription des 20 % ; cas d'une révision du plan d'occupation des sols des communes concernées (p. 1434) ; conditions d'utilisation des sols ; adopté après modification ; son amendement n° 34 (substituant dans le paragraphe V de cet article aux mots « espaces libres » les mots « espaces verts, espaces boisés, aires de jeux et aires de loisirs ») : adopté après modification ; **article 36** : son amendement n° 35 (de suppression) (p. 1435) ; problème de l'absence de plan d'occupation des sols à Strasbourg, adopté (p. 1436).

Quatrième lecture, discussion générale. : rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [20 juin 1985] (p. 1785).

Discussion des articles : **article 24** : son amendement n° 1, à titre personnel (délégation du droit de préemption urbain pour la réalisation d'équipements commerciaux ou artisanaux) ; délégation du droit de préemption aux chambres de métiers ; adopté (p. 1791).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale* : rapporteur pour avis : importance stratégique de la distribution ; artisanat bénéficiant d'une part prépondérante des crédits du ministère [28 octobre 1985] (p. 3555) ; reconnaissance des droits propres des conjoints des travailleurs non salariés ; amélioration de la formation professionnelle ; mesures facilitant la création de nouvelles entreprises ; création du livret épargne-entreprise ; institution de l'E.U.R.L. ; statuts des coopératives artisanales ; initiation à la gestion ; montant des aides de l'Etat à la formation professionnelle ; modernisation des entreprises commerciales et artisanales ; différends opposant banques et commerçants sur le problème des commissions relatives aux opérations de paiements par comptes bancaires ; création de la commission des marchés à terme (p. 3556) ; assouplissement des règles relatives au refus de la vente ; actions de l'Etat en faveur de l'assistance technique et économique au commerce et à l'artisanat ; efforts en faveur des zones sensibles ; accession au principe d'égalité du régime social (p. 3557) ; ton démesuré et démagogique employé par

M. Charié ; différends ayant opposé banques et commerçants (p. 3565).

Urbanisme, logement et transports. I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale* : décentralisation de l'urbanisme ; transfert de la planification des sols ; association de l'Etat à la planification ; niveau des subventions allouées aux agences d'urbanisme ; cadre de vie urbain ; actions du comité interministériel des villes [30 octobre 1985] (p. 3718) ; évolution des crédits du fonds social urbain (p. 3719).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale* : concours aux collectivités locales ; modernisation de l'administration territoriale ; amélioration de la sécurité ; accroissement des effectifs ; renforcement de la lutte contre le terrorisme ; actions vigoureuses de prévention ; décentralisation ; transferts de compétences ; institution de la représentation proportionnelle au sein des bureaux des conseils généraux et des conseils régionaux ; extension des compétences ; cumul des fonctions et mandat électif [13 novembre 1985] (p. 4319) ; élaboration d'un véritable et authentique statut de l'élu local (p. 4320).

DHAILLE (Paul)

*Député de la Seine-Maritime
(5^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole sur les privilèges de la fondation européenne (n° 2654) [9 mai 1985] (p. 685).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole sur les immunités de la fondation européenne, ouvert à la signature des Etats signataires de l'accord fait à Bruxelles le 29 mars 1982 instituant cette fondation (n° 2655) [9 mai 1985] (p. 685).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du Conseil des communautés européennes les 23 et 24 avril 1985 entre les représentants des gouvernements des Etats membres relatif au versement, à la Communauté, d'avances non remboursables pour 1985 (n° 3044) [14 novembre 1985] (p. 4396).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2654) autorisant l'approbation d'un protocole sur les **privilèges de la fondation européenne (n° 2752)** [6 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2655) autorisant l'approbation d'un protocole sur les **immunités de la fondation européenne**, ouvert à la signature des Etats signataires de l'accord fait à Bruxelles le 29 mars 1982 instituant cette fondation (**n° 2753**) [6 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3044) autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du **Conseil des communautés européennes** les 23 et 24 avril 1985 entre les représentants des gouvernements des Etats membres relatif au **versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1985 (n° 3089)** [20 novembre 1985].

QUESTIONS

orale sans débat :

n° 885, posée le 25 juin 1985 : **produits en caoutchouc (entreprises : Seine-maritime)** (p. 1982) ; appelée le 28 juin 1985 : **société Ashland Chemical France** : vente par la société Ashland Chemical de l'ensemble de ses activités de fabrication de noir de carbone dans le monde (p. 2147) ; vente de l'usine de Port-Jérôme ; avis négatif de la commis-

sion de la concurrence sur le rachat de la société Ashland Chemical par Cabot Corporation ; appel devant le Conseil d'Etat du groupe Cabot Corporation ; décision du Conseil d'Etat ; rachat de l'usine de Port-Jérôme par la société Cabot empêchant le rachat par une société européenne ; vide juridique créé par la décision du Conseil d'Etat (p. 2148).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil des communautés européennes du 7 mai 1985 relative au système des ressources propres des communautés (n° 3045) et de l'accord intervenu au sein du Conseil des communautés européennes les 23 et 24 avril 1985 entre les représentants des gouvernements des Etats membres, relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1985 (n° 3044).**

Première lecture, discussion générale commune. rapporteur : fonctionnement de la C.E.E. selon le régime des douzièmes provisoires ; insuffisance des ressources actuelles ; système des avances non remboursables en 1985 ; question de la contribution britannique ; agressivité des Etats-Unis sur les marchés agricoles traditionnels de l'Europe [21 novembre 1985] (p. 4604) ; accord intergouvernemental sur les avances non remboursables ; possibilité de faire face au problème financier de la Communauté pour cette année (p. 4605).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : reconnaissance officielle par les pays membres du Marché commun du caractère démocratique de leur société ; clauses techniques de ce traité ; présence d'un compromis [21 novembre 1985] (p. 4642) ; disparition des effets négatifs de l'accord de 1970-1976 ; programmes intégrés méditerranéens ; situation de l'agriculture ; signature depuis 1970 d'un accord préférentiel régissant les échanges commerciaux entre la Communauté et l'Espagne ; réduction des droits de douane de la Communauté ; avantages que représentait pour l'industrie l'adhésion de l'Espagne à la C.E.E. ; inquiétude de la Grande-Bretagne lors de la création du Marché commun (p. 4643) ; ouverture des marchés ; système de concurrence ; devoir de solidarité envers nos partenaires ; agressivité des Etats-Unis et du Japon (p. 4644).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers, signé à Paris le 11 avril 1983, complété par l'échange de lettres des 25 avril et 8 juin 1984 et modifié par l'échange de lettres des 2 et 5 septembre 1985 (n° 3024).**

Première lecture, discussion générale : rapporteur suppléant : déséquilibre du flux des travailleurs frontaliers entre la France et la Suisse ; acceptation par la France du versement d'une compensation fixée à 4,5 % de la masse salariale brute [21 novembre 1985] (p. 4659).

DOLLO (Yves)

*Député des Côtes-du-Nord
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités du cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652).**

Première lecture, discussion générale : importance du mouvement mutualiste ; inadéquation du statut juridique actuel ; reconnaissance du fait mutualiste ; clarification de la distinction entre sociétés relevant du code de la mutualité et sociétés relevant du code des assurances ; démocratisation du fonctionnement des mutuelles par la présence de deux salariés dans les conseils d'administration ; création d'un droit à congé des administrateurs des mutuelles ; établissement d'un contrôle a posteriori ; regrette l'exclusion des mutuelles militaires du champ d'application du texte [28 mai 1985] (p. 1191).

DOMINATI (Jacques)

*Député de Paris
(2^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [J.O. du 8 juin 1985] (p. 6376).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Déclaration du Président de la République devant la Ligue des droits de l'Homme :** sa référence à « la campagne des médias aux ordres du Gouvernement » ; compare la conduite du Chef de l'Etat à celle d'un « chef de clan » ; mise à l'ordre du jour du débat sur l'immigration au Parlement ; ses allusions à la sérénité « douceureuse » du Premier ministre et aux « débordements » du Président de la République [24 avril 1985] (p. 330).

— **Mise en œuvre du plan « Informatique pour tous » :** enfants scolarisés dans l'enseignement privé ; application du plan « informatique pour tous » au seul enseignement public [15 mai 1985] (p. 790).

— **Voyage du Premier ministre en R.D.A. :** reconnaissance implicite à la ville de Berlin Est de la qualité de capitale de la R.D.A. ; doutes sur la volonté du Gouvernement français de faire respecter le statut quadripartite ; déficit commercial de la France avec la R.D.A. [12 juin 1985] (p. 1635, 1636).

— **Cinquième chaîne de télévision :** concession du cinquième canal à un groupe franco-italien ; demande, formulé par la C.L.T., d'exploitation d'un réseau multi-villes hertzien ; antenne de la Tour Eiffel ; incohérence du

Gouvernement ; « Francesco » Mitterrand ; inégalité de traitement entre le service public et cette nouvelle chaîne privée ; octroi de privilèges exorbitants à des amis politiques [4 décembre 1985] (p. 5257).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602).**

Première lecture, discussion générale : diminution des représentants dans le seul département de Paris ; rôle historique de la capitale dans la vie de la nation ; caractère arbitraire de la limite choisie ; principe d'une représentation minimum par département contradictoire avec la règle attribuant un siège pour 108 000 habitants [26 avril 1985] (p. 471).

DOUSSET (Maurice)

*Député de l'Eure-et-Loir
(3^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 2886) de M. Valéry Giscard d'Estaing visant à abroger les ordonnances n° 45-1483 et n° 45-1484 du 30 juin 1945 et à appliquer en France les règles de l'économie libérale de marché [10 octobre 1985] (p. 2961).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à réprimer le commerce clandestin des objets d'art, d'antiquité et d'occasion (n° 2704) [23 mai 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956).**

Première lecture, discussion des articles : après l'article 6 : représentation suffisante des professions non salariées et des entreprises au sein des nouveaux comités économiques et sociaux [9 octobre 1985] (p. 2867) ; article 7 : extension des compétences du C.E.S.R. à l'étude pour avis des budgets complémentaires et au bilan annuel d'exécution du budget (p. 2868) ; après l'article 35 : extension à six mois du délai commandant l'inéligibilité des directeurs et chefs de service ; risque de rétro-activité de l'amendement n° 23 de la commission (p. 2876) ; pouvoirs détenus par les fonctionnaires régionaux ; délai de deux ou trois mois paraissant adapté (p. 2878).

Explications de vote : opposition du groupe U.D.F. à l'introduction de la représentation proportionnelle ; intérêt d'une conférence des présidents ; interrogation relative au statut des élus ; augmentation des frais de fonctionnement ; fixation de la composition des sections des comités économiques et sociaux ; problème du cumul des mandats ; vote négatif du groupe U.D.F. (p. 2879).

DOUYÈRE (Raymond)

*Député de la Sarthe
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (Premier ministre : fonction publique [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [J.O. du 3 décembre 1985] (p. 14048).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 29 : Premier ministre : fonction publique (n° 2987) 9 octobre 1985.

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Congés spéciaux des personnels soumis aux radiations ionisantes :** suppression du bénéfice des congés spéciaux dits « congés rayons » ; disparité existant entre les différents hôpitaux ; justification des congés spéciaux [7 mai 1985] (p. 611).

— **Impôt sur le revenu, programme de la droite :** proposition de l'opposition de plafonner à 50 % les tranches d'imposition sur le revenu [13 novembre 1985] (p. 4295).

orales sans débat :

— **n° 808**, posée le 2 mai 1985 : **handicapés (allocations et ressources)** (p. 550) ; appelée le 3 mai 1985 : **allocation aux adultes handicapés :** pouvoirs des commissions départementales de la Cotorep ; cas de ceux ne pouvant bénéficier du régime d'assurance chômage ; reclassement des personnes handicapées par l'intermédiaire des « commissions de suite » (p. 558-559) ;

— **n° 809**, posée le 2 mai 1985 : **enseignement secondaire (fonctionnement)** (p. 550) ;

— **n° 834**, posée le 24 mai 1985 : **enseignement secondaire (fonctionnement)** (p. 989) ; appelée le 24 mai 1985 : **accès aux lycées militaires :** places réservées dans les lycées militaires au profit des enfants de militaires et de fonctionnaires ; enfants des fonctionnaires territoriaux (p. 1168) ;

— **n° 954**, posée le 17 décembre 1985 : **impôts locaux (taxe d'habitation et taxe foncière)** (p. 6323-6324) ; appelée le 20 décembre 1985 ; remplacé par M. Jean-Pierre Michel ; **modalités de paiement des taxes locales pour les plus démunis** (p. 6516).

INTERVENTIONS

Répond au rappel au règlement de M. Claude Labbé : absence d'inculpation de M. Tjibaou ; son droit d'assister aux séances de l'Assemblée nationale [25 janvier 1985] (p. 3).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562).**

Première lecture, discussion générale : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité de M. Michel Noir ; ses observations sur les irrégularités financières commises par les anciens Gouvernements [21 mai 1985] (p. 881) ; buts assignés par l'ordonnance de 1959 aux projets de loi de règlement ; respect par le Gouvernement des différents textes de réfé-

rence législative en matière de loi de règlement ; problème de l'excédent du budget annexe des P.T.T. versé au budget général ; critique l'avis formulé par la Cour des comptes ; type de versements pouvant être admis par le Conseil constitutionnel dans certaines conditions ; textes donnant une certaine souplesse au Gouvernement pour effectuer des écritures de fin de gestion ; cas des dotations en capital aux sociétés Sacilor et Usinor ; bonification d'intérêts des prêts de la Caisse nationale du Crédit agricole ; remboursement anticipé d'un prêt du F.D.E.S. par E.D.F. et remise d'une dotation supplémentaire en capital à Pechiney (p. 883).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).**

Première lecture, discussion générale : nécessité d'une véritable concurrence dans un contexte d'économie mixte ; protection du consommateur ; lutte contre l'inflation ; renforcement de la compétitivité et de l'innovation ; encouragement de la concentration par les gouvernements avant 1981 [2 octobre 1985] (p. 2592) ; affaiblissement de la commission de la concurrence ; saisine à partir de 1981 de la commission de la concurrence sur des projets de concentration ; proposition de loi de M. Giscard d'Estaing abrogeant les ordonnances de 1945 ; écart séparant la commission de la concurrence des organismes étrangers similaires ; abaissement du seuil à partir duquel les pouvoirs publics peuvent exercer leur contrôle ; amélioration des dispositions de la loi Royer sur les discriminations tarifaires ; cas de dépendance d'un partenaire par rapport à l'autre ; opportunité de prévoir une limitation des crédits inter-entreprise ; cas des « professions fermées » (p. 2593).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : poids des rémunérations de la fonction publique ; baisse de l'inflation ; non prise en compte du G.V.T. [17 octobre 1985] (p. 3166-3167).

Première partie :

Discussion des articles : **article 1^{er} :** engagements pris par le Gouvernement [17 novembre 1985] (p. 3186) ; **article 2 :** relèvement des tranches du barème (p. 3187) ; effet de l'indexation ; baisse des impôts prévus par les programmes de l'opposition ; nombre de contribuables n'acquittant pas l'I.R.P.P. ; **son rappel au règlement :** appartenance de M. Edouard Frédéric-Dupont au Front national (p. 3188) ; dispositions concernant les abattements pour frais de garde des enfants (p. 3193) ; dégrèvement au bénéfice des personnes ne bénéficiant plus des revenus équivalant à ceux de l'année précédente ; retard du paiement de l'impôt sur le revenu (p. 3197-3198) ; **après l'article 2 :** déduction du bénéfice imposable des cotisations versées volontairement à un régime complémentaire de maladie ; réforme générale de l'assurance-vie en fonction des problèmes démographiques (p. 3199).

Deuxième partie :

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale :* rapporteur spécial ; budget de rigueur ; nombre d'emplois créés dans la fonction publique ; nombre d'emplois total [22 octobre 1985] (p. 3343) ; effectif des non titulaires ; titularisations prononcées en application de la loi du 11 janvier 1984 ; poids de la fonction publique dans le budget de l'Etat ; politique des rémunérations ; notion de G.V.T. et de mesures catégorielles ; total des ajustements ; alignement de la durée des carrières des agents de catégorie D sur celle des agents de catégorie C ; application éventuelle de la clause de sauvegarde ; exclusion du G.V.T. et des mesures catégorielles de la base de calcul servant à établir la progression des rémunérations en masse ; estimation du coût pour l'Etat des fonctionnaires mis à la disposition des collectivités locales (p. 3344) ; nombre d'agents de l'Etat pour 100 habitants ; question des rémunérations annexes et des limites à la transparence ; mensualisation des pensions (p. 3345).

Articles additionnels et articles non rattachés : **article 51 :** relèvement des limites d'application du régime réel simplifié ; mise en place de la loi comptable du 30 avril 1983 ; centres de gestion [14 novembre 1985] (p. 4355) ; son amendement n° 82 (modification des limites d'application du régime simplifié d'imposition) ; nécessité de fournir des documents comptables ; retiré (p. 4356) ; **après l'article 57 :** relèvement du plafond de ressources fiscales des établissements publics régionaux ; possibilité d'instituer

une taxe additionnelle à la taxe de publicité foncière sur les mutations d'immeubles (p. 4360) ; **avant l'article 58 :** comité des prêts (p. 4362).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 15 :** aménagement sur une période de huit ans de l'intégration fiscale des communes situées dans des agglomérations nouvelles [11 décembre 1985] (p. 5945).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152).**

Première lecture, discussion générale : intervient contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Gilbert Gantier ; contribution de deux milliards de francs versés par le budget annexe des P.T.T. au budget général au titre de l'exercice 1983 ; opération relevant d'une loi de finances ordinaire et non d'une loi de règlement ; rôle de la Cour des comptes ; insertion de l'apurement du fonds de compensation pour la T.V.A. dans le projet de loi de règlement [12 décembre 1985] (p. 5960) ; demande à l'Assemblée de rejeter l'exception d'irrecevabilité (p. 5961) ; demande une suspension de séance après l'adoption du projet (p. 6102).

DROUIN (René)

*Député de la Moselle
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Hooligans au stade de Metz :** hooligans du Paris-Saint-Germain ; banalisation des thèmes racistes développés par M. Le Pen ; encouragement du développement de groupuscules xénophobes et violents [6 novembre 1985] (p. 3977).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Éducation nationale. *Discussion générale :* questions : revalorisation et développement des enseignements technologiques et professionnels ; développement du second cycle long de l'enseignement technique dans les régions du Nord et de la Lorraine [29 octobre 1985] (p. 3653) ; efforts en direction des jeunes demandeurs d'emploi sortant du système scolaire sans qualification ; développement du contrôle continu des connaissances et des unités capitalisables ; moyens en équipement (p. 3654).

— **Déclaration du Gouvernement sur les entreprises nationales et débat sur cette déclaration.**

Discussion : situation dans la sidérurgie ; nationalisation ayant constitué une « opération de moralisation » ; situation de Creusot-Loire ; plan acier [19 novembre 1985] (p. 4510) ; nationalisation de la sidérurgie ayant permis un traitement exemplaire des difficultés sociales ; nécessité que les entreprises nationales assument leurs responsabilités régionales ; motif des nationalisations (p. 4511).

DUCOLONE (Guy)

*Député des Hauts-de-Seine
(11^e circonscription)
Communiste
Vice-président de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568) [J.O. du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat sur les actes et jugements déclaratifs de décès des personnes mortes en déportation (n° 2613) [25 avril 1985] (p. 433).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre des commissions « ad hoc » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (n° 2905, 2906 et n° 2910) [J.O. du 18 juillet 1985] (p. 8134).

Vice-président de cette commission [J.O. du 25 juillet 1985] (p. 8624).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [J.O. du 20 juillet 1985] (p. 8248).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire permanente chargée du contrôle des activités des services secrets (n° 2974) [17 octobre 1985] (p. 3245).

Membre du Conseil d'administration de l'établissement public de diffusion [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses modifications du code de procédure pénale (n° 2695) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14462).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14581).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 3097) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15039).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2613) sur les actes et jugements déclaratifs de décès des personnes mortes en déportation (n° 2665) [J.O. du 2 mai 1985].

Proposition de résolution tendant à la réforme du règlement de l'Assemblée nationale (n° 2716) [28 mai 1985].

Proposition de loi portant amnistie des sanctions disciplinaires et professionnelles prises à l'encontre des travailleurs à l'occasion d'un **conflit collectif du travail** et abrogeant l'article 414 du code pénal (n° 2890) [29 juin 1985].

Proposition de résolution tendant à créer une **commission d'enquête** sur les opérations entre la **Régie Renault et les banques**, en particulier américaines et leurs incidences sur l'emploi et les productions françaises (n° 2950) [2 octobre 1985].

Proposition de loi tendant à instituer l'exécution provisoire de droit des décisions rendues en première instance par les **conseils de prud'hommes** (n° 3251) [19 décembre 1985].

Proposition de loi tendant à reconnaître le **génocide dont le peuple arménien fut victime en 1915** (n° 3261) [19 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Libre exercice des droits des travailleurs** : répression patronale à l'encontre des militants ouvriers ; multiplication d'actes anti-syndicaux essentiellement contre la C.G.T. ; offensive patronale favorisée par certains tribunaux en vue de créer une jurisprudence antigrève ; application par les magistrats de l'article 414 du code pénal [10 avril 1985] (p. 118).

— **Soixante-dixième anniversaire du génocide arménien** : interview de M. Turgut Ozat, premier ministre turc ; reconnaissance au plan international du génocide [24 avril 1985] (p. 334) ; initiative du Gouvernement français pour favoriser cette reconnaissance (p. 335).

— **Droit des travailleurs** : recrudescence de sanctions contre les travailleurs en lutte pour la sauvegarde de leur emploi ; recours à l'article 414 du code pénal ; atteinte aux droits de l'Homme dans les entreprises ; proposition de loi du groupe communiste portant amnistie des sanctions prises à l'encontre des travailleurs à l'occasion d'un conflit du travail [19 juin 1985] (p. 1758).

— **Prix des carburants** : profits réalisés par les compagnies pétrolières [9 octobre 1985] (p. 2844).

— **Projet de loi relatif à la flexibilité de l'emploi** : projet risquant d'engendrer une désorganisation de la vie familiale et des pertes importantes de salaire ; légalisation de « l'illégalité » [20 novembre 1985] (p. 4541).

— **Avenir de la téléphonie française** : acceptation par le Gouvernement d'un accord entre la compagnie générale d'électricité C.G.E. et le trust américain A.T.T. ; déréglementation des télécommunications [18 décembre 1985] (p. 6342).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

Appelle à la sérénité des débats (discussion de la motion de censure) [23 avril 1985] (p. 314-315-319).

Se réfère à la décision de la commission des finances, déclarant irrecevable le sous-amendement n° 89 de M. Jacques Brunhes à l'amendement n° 22 de la commission (projet de loi n° 2597 relatif aux droits d'auteur) [20 mai 1985] (p. 832).

Répond au rappel au règlement de M. Edmond A]phan-dery : ses observations sur la durée de la suspension de séance [24 juin 1985] (p. 1909).

Répond au rappel au règlement de M. Robert-André Vivien ; jour prévu pour la discussion du projet de loi sur la recherche [28 juin 1985] (p. 2196).

Répond au rappel au règlement de M. Étienne Pinte : souligne l'efficacité des services de l'Assemblée nationale [11 juillet 1985] (p. 2373).

Souligne l'identité des positions du Sénat et de l'Assemblée nationale au sujet de la numérotation des alinéas (projet de loi n° 2912 relatif aux congés de conversion) [11 juillet 1985] (p. 2392).

Suggère de terminer la discussion du projet de loi relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [7 octobre 1985] (p. 2736).

Souhaite la bienvenue à une délégation de parlementaires britanniques, conduite par Sir Anthony Meyer, président du groupe d'amitié « Grande-Bretagne-France » [28 octobre 1985] (p. 3571).

Lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) :

Rappelle les orateurs au respect de leur temps de parole [16 octobre 1985] (p. 3128).

Indique à M. Jean-Claude Gaudin que les décisions de la conférence des présidents doivent être appliquées par l'ensemble des groupes [16 octobre 1985] (p. 3128).

Rappelle aux députés le fonctionnement de l'avertisseur lumineux du temps de parole [28 octobre 1985] (p. 3577).

Précise que les députés qui doublent leur temps de parole pénalisent ceux qui s'en tiennent au leur [28 octobre 1985] (p. 3585).

Propose de poursuivre la discussion jusqu'à son terme [28 octobre 1985] (p. 3594).

Précise l'heure de levée de séance (projet de loi de finances pour 1986 n° 2951) [17 octobre 1985] (p. 3243).

Précise que M. Georges Fillioud a dépassé le temps de parole global attribué au Gouvernement (projet de loi de finances pour 1986 n° 2951) [25 octobre 1985] (p. 3513).

Souligne que M. Pierre Joxe a dépassé le temps de parole qui lui était imparti (projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) deuxième partie Intérieur et Décentralisation) [13 novembre 1985] (p. 4308).

Répond au rappel au règlement de M. Jacques Brunhes : précise que les commissions sont maîtresses de leurs travaux [27 novembre 1985] (p. 4939).

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Seguin : confirme la durée de la suspension de séance demandée par le groupe communiste [27 novembre 1985] (p. 4939-4940).

Indique à l'Assemblée les conséquences de l'amendement n° 47 du Gouvernement lors de la discussion de l'article 15 bis du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologiques (n° 2745) [29 novembre 1985] (p. 5060).

Donne des précisions sur l'amendement n° 3 de M. Gilbert Gantier (n° 3060) relatif aux chambres adjointes du Conseil d'Etat [2 décembre 1985] (p. 5118).

Précise que le Gouvernement n'a pas éprouvé le besoin de répondre au rappel au règlement de M. Georges Hage (projet de loi n° 3096 relatif à l'aménagement du temps de travail) [9 décembre 1985] (p. 5704).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : propos de M. Gantier ne constituant pas un rappel au règlement [20 décembre 1985] (p. 6575).

Prend acte, en application de l'article 155 du Règlement, de l'adoption en deuxième et nouvelle lecture du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail dans le texte du Sénat, modifié par les amendements n° 1 à 8 du Gouvernement et le sous-amendement n° 9 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 février 1986] (p. 23) ;

— *En qualité de député :*

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568).**

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : indignation des députés communistes devant les propos tenus par MM. Claude Labbé et Jean-Claude Gaudin ; caractère inadmissible du rejet d'un citoyen des tribunes du public ; sa solidarité avec le peuple kanak [23 janvier 1985] (p. 4) ; escalade de la violence et aggravation des tensions en Nouvelle-Calédonie ; sa volonté de négociation et de dialogue entre les communautés ; sa proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles deux dirigeants canaques ont été abattus ; rôle du F.L.N.K.S. après la fusillade de Hienghene ; volonté de la droite de prolonger le fait colonial ; multiplication des dépôts d'armes en Nouvelle-Calédonie ; rappel de la déclaration de Nainville-les-Roches ; droit à l'autodétermination du peuple canaque ; citation de la déclaration de M. Edgard Pisani du 7 janvier (p. 12) ; caractère indispensable du dialogue ; caractère de recul de la prolongation de l'état d'urgence ; rappel de son rôle pendant la guerre d'Algérie ; conditions du vote de la loi sur l'état d'urgence en 1955 (p. 13) ; caractère politique de la discussion d'un texte sur l'état d'urgence ; son utilisation comme moyen de pression contre ceux qui luttent pour l'indépendance de leur pays (p. 14).

— **Projet de loi modifiant le code général électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : position traditionnelle du parti communiste en faveur du scrutin proportionnel ; instauration du scrutin d'arrondissement en 1958 ; découpage des circonscriptions se caractérisant par une inadaptation totale à la réalité ; objectif d'hégémonie politique ; cas de la circonscription de M. René Rieubon ; inégalité du découpage se cumulant avec une inégalité entre les électeurs ; contradictions du mode de scrutin majoritaire avec le principe constitutionnel du scrutin universel et égal ; apparition d'écarts au niveau des courants politiques nationaux ; bipolarisation de la vie politique ; sa référence au programme « changer de cap » publié en 1971 par le parti communiste [25 avril 1985] (p. 384) ; instauration de la proportionnelle intégrale préconisée par le parti communiste ; représentation proportionnelle pratiquée dans la plupart des élections se faisant en France ; influence du système proportionnel sur le fonctionnement des institutions ; renforcement du caractère autoritaire du régime par le mode de scrutin majoritaire ; instabilité gouvernementale due au non respect des engagements devant les électeurs ; fréquence des renversements de Gouvernement sous la III^e République ; sa référence aux neuf propositions avancées lors du 25^e Congrès du parti communiste ; argument selon lequel la proportionnelle favoriserait l'élection de députés d'extrême-droite ; augmentation du nombre des députés (p. 385) ; simplicité du système retenu ; maintien de la bipolarisation ; mode de scrutin proposé apparaissant comme inéquitable pour l'électeur ; choix de la plus forte moyenne ; introduction d'une forte prime majoritaire ; opposition du groupe communiste à l'introduction d'un seuil de 5 % ; sa faveur pour une proportionnelle intégrale au plus fort reste ; influence réelle du parti communiste dans la vie politique (p. 386).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : — **article L. 123 du code électoral** : son amendement n° 13 (visant à instaurer une représentation proportionnelle dans le cadre départemental avec répartition des restes au niveau national) ; répartition des voix inutilisées sur le plan départemental ; système permettant l'exercice d'un vote utile (p. 420) ; décalage entre l'élu et sa circonscription ; constitutionnalité douteuse du système ; remise en cause de l'équilibre du texte proposé (p. 421) ; rejeté ; proposition de répartir les restes au niveau régional (p. 422) ; **article L. 124 du code électoral** : **son rappel au règlement** : critique l'ordre de discussion des amendements (p. 426) ; **article L. 125 du code électoral** : réexamen du nombre des députés à la suite de chaque recensement général de la population ; situation actuelle (p. 427) ; **article 3** : assimilation par le ministre de la déclaration de candidature à la circulaire électorale ; possibilité de différencier les candidats ; dépôt de l'emblème en même temps que la déclaration de candidature [26 avril 1985] (p. 457) ; **article 5** : cas des listes ne menant pas campagne (p. 459) ; **article 9** : son amendement n° 18 (mise

à la disposition des partis et groupements représentés à l'Assemblée nationale d'une durée d'émission égale à une heure par groupe); modification de ce qui tend à la bipolarisation; bénéfice d'un temps d'antenne égal; temps de parole des listes ne correspondant pas à un groupe parlementaire; rejeté (p. 462).

Deuxième lecture, explications de vote: inégalités entre les électeurs et les circonscriptions; refus d'une juste répartition des restes; maintien du seuil; volonté de minorer les suffrages communistes; abstention du groupe communiste [13 juin 1985] (p. 1678).

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602).**

Première lecture, discussion des articles: **article 1^{er}**: son amendement n° 5 (nombre d'habitants par député; révision de ce nombre); retiré [26 avril 1985] (p. 476).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Première lecture, discussion des articles: **article 1^{er}**: **article L. 337 du code électoral**: son amendement n° 10 (nombre minimum de conseillers régionaux dans chaque département; révision du nombre des conseillers régionaux) [26 avril 1985] (p. 507); rectification de son amendement (révision du nombre des conseillers régionaux); adopté (p. 510); **article L. 345 du code électoral**: son amendement n° 15 (visant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 345 du code électoral): réservé (p. 515); rejeté (p. 516); **après l'article L. 356 du code électoral**: son amendement n° 19 (application à l'élection des conseillers régionaux des dispositions de l'article L. 167-1 du code électoral) (p. 517); rejeté (p. 518).

Son rappel au règlement: visite du Président Reagan au cimetière SS de Bitburg; ses regrets que le Gouvernement n'ait pas eu un seul mot pour critiquer l'assimilation des SS aux victimes de l'hitlérisme; demande visant à ce que, en suspendant ses travaux pendant cinq minutes, l'Assemblée fasse savoir clairement sa réprobation [2 mai 1985] (p. 534-535).

— **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584).**

Première lecture, discussion des articles: **article 10**: son amendement n° 29 (visant dans la première phrase du texte proposé pour l'article 1424 du code civil à insérer après les mots « droits sociaux non négociables » les mots « les valeurs mobilières négociables en bourse ») (p. 586); retiré [6 mai 1985] (p. 587); **après l'article 40**: son amendement n° 30 (exercice de l'autorité parentale en cas de divorce ou de séparation de corps): rejeté (p. 597).

— **Projet de loi relatif aux actes et jugements déclaratifs de décès des personnes mortes en déportation (n° 2613).**

Première lecture, discussion générale: rapporteur: nombre des Français ou personnes vivant en France ayant été déportés en Allemagne; nombre des personnes ayant fait l'objet d'un acte établissant la date et le lieu de leur décès dans un camp de déportés; fixation par le tribunal de grande instance de la date et du lieu du décès lorsque ceux-ci ne sont pas précis; projet permettant l'apposition de la mention « mort en déportation »; cas des personnes qui ne sont jamais arrivées à destination [7 mai 1985] (p. 619); maintien de la mention du camp de déportation où est survenu le décès; compatibilité de la mention « mort en déportation » avec la mention « mort pour la France »; modification de l'état civil par le ministre chargé des anciens combattants; nécessité de donner au ministère les moyens matériels et humains; texte ne conférant aucun avantage particulier aux ayants cause; ses observations sur les tentatives de négation des crimes nazis; hommage rendu aux personnes mortes en déportation (p. 620).

Son rappel au règlement: s'interroge sur le fait qu'une information venant du Gouvernement de la République démocratique allemande mérite, selon le Gouvernement, une confirmation du Gouvernement de la République fédérale allemande; regrette que le Gouvernement n'ait pas

fait preuve de fermeté au moment où le Chef de l'Etat américain est allé s'incliner sur les tombes de SS ayant participé à la tuerie d'Oradour-sur-Glane [15 mai 1985] (p. 798).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion des articles: **après l'article 1^{er}**: son amendement n° 107 (supprimant l'article 414 du code pénal); article ne protégeant pas la liberté des travailleurs mais favorisant les briseurs de grève; réapparition de condamnations prononcées en vertu des dispositions de l'article 414 [23 mai 1985] (p. 1107); inutilité de l'article 414 pour s'opposer aux « syndicats-maison »; cas de M. Akka Ghazi; rejeté (p. 1108).

— **Projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651).**

Première lecture, discussion des articles: **article 8**: son amendement n° 1 (prévoyant que le ministre de la justice peut autoriser la diffusion des audiences du procès avant l'expiration des délais mentionnés) [3 juin 1985] (p. 1389); rejeté (p. 1390).

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion: crise de la société française; diffusion répétée de thèses racistes; non accueil d'étrangers par certaines communes; immigration de l'entre-deux guerres [6 juin 1985] (p. 1496); naturalisation des résistants étrangers; présence sur le sol d'immigrés trouvant son origine dans le développement du capitalisme; position traditionnelle du parti communiste français en faveur de l'arrêt de l'immigration économique (p. 1497); changement de la mentalité des immigrés; devoir des travailleurs français à l'égard des travailleurs étrangers; devoir des travailleurs étrangers à l'égard de la communauté d'accueil; poursuite et condamnation du patronat s'approvisionnant clandestinement en main-d'œuvre immigrée; nécessité de veiller à une harmonieuse répartition des communautés dans les villes; rôle de l'école (p. 1498-1499).

— **Motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2806).**

Discussion: démarche du Sénat visant à l'obstruction; caractère anti-démocratique du référendum; recours aux ordonnances par le Général de Gaulle pour définir le mode de scrutin [20 juin 1985] (p. 1798).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Deuxième lecture, discussion des articles: **article 8**: contradiction dans le texte du Sénat [20 juin 1985] (p. 1827).

— **Projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales (n° 2695).**

Première lecture, discussion des articles: **avant l'article 55**: son amendement n° 46 (abrogeant l'article 11 de l'ordonnance du 2 février 1945); retiré; son amendement n° 47 (placement du mineur âgé de plus de treize ans dans une maison d'arrêt uniquement lorsque cette mesure paraît indispensable); rejeté [25 juin 1985] (p. 1969).

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion des articles: **article 8**: précise les conséquences résultant de l'adoption éventuelle des amendements portant sur l'article 8 [28 juin 1985] (p. 2184); **après l'article 8**: précise que l'amendement n° 26 de la commission saisie pour avis constitue un article additionnel (p. 2185).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : nécessité d'une loi pour élaborer le code de déontologie [10 juillet 1985] (p. 2302); initiatives des communistes sur les problèmes de la sécurité et sur le rôle des forces de police; texte se limitant à la modernisation matérielle de la police; opposition du groupe communiste à l'amendement socialiste tendant à enrôler des soldats du contingent comme policiers auxiliaires; causes de la délinquance; nécessité d'une stratégie globale de prévention de la délinquance; nécessité du redéploiement du plus grand nombre possible de fonctionnaires; nécessité de poursuivre les efforts budgétaires engagés (p. 2312); nécessité de développer le système de l'ilotage; rôle des conseils nationaux et départementaux de prévention de la délinquance; nécessité d'améliorer la formation des fonctionnaires de police; responsabilités de la droite dans le retard accumulé au cours des dernières décennies en matière de police; détournement de la police de sa mission prioritaire en faveur de la sécurité pour servir à la répression des luttes sociales; politique de renoncement des socialistes constituant l'une des causes de l'augmentation de la délinquance; projet axé sur l'augmentation de la répression policière; attitude du Gouvernement à S.K.F. et à Citroën (p. 2313); diminution du nombre des compagnies de C.R.S. affectées à des missions d'ilotage et de sécurité de la population; nécessité d'une unification à terme de la police; rôle et mission des gendarmes; nécessité d'une discussion sur les règles déontologiques s'imposant aux policiers (p. 2314).

Discussion des articles : avant l'article 1^{er}: son amendement n° 12 (distinction de la police administrative et de la police judiciaire) (p. 2347-2348); rejeté (p. 2348); son amendement n° 13 (devoirs et droits des policiers) (p. 2348-2349); rejeté; son amendement n° 14 (création d'une délégation parlementaire permanente à la sécurité publique): rejeté (p. 2349).

— **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code de procédure pénale et du code de la route et relatif à la police judiciaire (n° 2766).**

Première lecture, discussion générale : extension de la qualité d'agent de police judiciaire aux personnels en tenue; risque de limitation des libertés publiques; formation des personnels de police [9 octobre 1985] (p. 2884-2885).

Discussion des articles : article 2: obligation pour les officiers qui vont poursuivre sur un autre territoire d'être assistés d'un officier de police judiciaire exerçant ses fonctions dans la circonscription intéressée (p. 2886); article 3: alignement de la situation des personnels en tenue des services actifs de la police nationale sur celle des enquêteurs (p. 2887).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. *Discussion générale :* questions: attribution de la campagne double pour les anciens combattants d'Algérie; rattrapage des retraites et du rapport constant [22 octobre 1985] (p. 3336).

Redéploiement industriel et commerce extérieur - Energie. — *Discussion générale :* politique industrielle du Gouvernement dans la région parisienne; fermeture de la S.E.V. Marchal Valéo à Issy-les-Moulineaux; déclin du secteur décisif de la machine-outil; situation de l'entreprise Huré; limite du plan « machine-outil » [12 novembre 1985] (p. 4229).

Intérieur et décentralisation. Examen des crédits : Etat B, Titre III: son amendement n° 81 (réduisant les crédits de 602 millions de francs) [13 novembre 1985] (p. 4332); rejeté (p. 4333).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-852 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963).**

Deuxième lecture, explications de vote : vote hostile du groupe communiste [15 novembre 1985] (p. 4438).

— **Déclaration du Gouvernement sur la fonction publique et débat sur cette déclaration (n° 3109).**

Discussion : ses appréciations sur les propos de M. Bruno Bourg-Broc: fonction publique ne devant pas trouver sa finalité en elle-même [26 novembre 1985] (p. 4899); nombre de fonctionnaires; rôle de M. Anicet le Pors; valeur des grands principes de la fonction publique; statut des personnels hospitaliers; efficacité administrative ne pouvant s'analyser qu'en termes d'efficacité sociale; caractère regrettable du report de l'organisation en corps de la fonction publique territoriale; intégration des agents publics non titulaires dans la fonction publique (p. 4900); décret du 24 décembre 1985 instaurant la flexibilité du travail dans la fonction publique de l'Etat; rémunération des fonctionnaires; pouvoir d'achat des fonctionnaires; mesures prises depuis 1984 contribuant à annuler une partie des créations d'emplois décidées à partir de 1981 (p. 4901); nécessité d'une gestion prévisionnelle des effectifs (p. 4902); nécessité d'une politique budgétaire tendant à déterminer les équipements des administrations et leurs effectifs sur la base d'études concertées avec les usages et les fonctionnaires (p. 4902).

— **Projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059).**

Première lecture, discussion des articles : après l'article 14: son amendement n° 27 (collégialité des formations de jugement des tribunaux administratifs): rejeté après rectification [2 décembre 1985] (p. 5138).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3095).**

Première lecture, discussion générale : soulève l'exception d'irrecevabilité; « syndicat »; opposition des syndicats à ce texte; utilisation de ce texte par les patrons des petites et moyennes entreprises comme moyen de lutte anti syndicale; mobilisation de la droite lors des débats sur les droits des travailleurs; satisfaction donnée au patronat [4 décembre 1985] (p. 5277); citation du rapport; référence à une « ligne Maginot »; souhait des communistes que l'aménagement du temps de travail soit utilisé comme moyen d'épanouissement humain; suppression de l'avantage obtenu dans un grand nombre de cas des trente-neuf heures payées quarante (p. 5278); estime que seuls les profits patronaux disposeront des périodes d'activité et de repos; caractère irrecevable de ce projet; historique de la réduction du temps de travail; irrecevabilité de ce projet au regard du mouvement de progrès social; réglementation du temps de travail à travers les relations internationales; référence aux actes internationaux qui obligent la France et auxquels le projet déroge; réglementation de la durée de travail en Grande-Bretagne, en République fédérale d'Allemagne et en Espagne (p. 5279); ratification en 1972 de la charte sociale européenne; caractère dérogatoire aux règles de la Communauté européenne de la base de calcul annuelle; irrecevabilité de ce projet au plan de la démocratie; obligation de retirer de ce projet les dispositions sur le travail de nuit et le travail du dimanche; rappelle le débat qui s'est déroulé le 12 juin 1936 à l'Assemblée entre le député de la droite Henri Becquart, industriel du textile du Nord et le rapporteur socialiste André Philip (p. 5280); estime que ce projet est contraire aux principes généraux du droit français; caractère d'ordre public de la loi en matière de droit du travail (p. 5281); demande à M. Michel Coffineau de lui citer les références permettant de dire que le patronat combat ce texte (p. 5283); **son fait personnel :** s'est senti blessé par la conclusion du discours de M. Michel Coffineau prétendant que le parti communiste a été autrefois le défenseur des intérêts des travailleurs; estime qu'il a le sentiment d'avoir toujours été fidèle aux intérêts des travailleurs; référence au député Jean Catelas, guillotiné en vertu du décret-loi Sérol (p. 5286); **son rappel au règlement :** absence dans le rapport des opinions des organisations syndicales (p. 5321).

Discussion des articles : avant l'article 1^{er}: son amendement n° 19 (supprimant la référence aux accidents autres qu'un accident du trajet dans la première phrase de l'article L. 122-32-1 du code du travail) [4 décembre 1985] (p. 5325); rejeté (p. 5326); son amendement n° 29 (travail le dimanche)

[6 décembre 1985] (p. 5488) ; situation dans la Seine-Saint-Denis ; lettre envoyée par la section de la Société générale de Paris ; rejeté ; récupération des journées de repos hebdomadaire (p. 5489) ; réglementation en vigueur ; pratique des ponts (p. 5490) ; amnistie des sanctions prononcées contre les travailleurs à l'occasion d'un conflit du travail ; situation chez Delsey ; condamnation du gérant des Galeries du papier peint à Ivry (p. 5493) ; **son rappel au règlement** : organisation des travaux ; convocation d'un militant communiste à la S.N.I.A.S. (p. 5494) ; **article 1^{er} : son rappel au règlement** : méthodes de blocage du débat utilisées par la droite ; remise en cause du code du travail (p. 5499) ; passation des accords nationaux branche par branche ; fonction publique constituant un champ d'expérimentation (p. 5502) ; aménagement d'horaires (p. 5503) ; alignement sur la fonction publique (p. 5509) ; **son rappel au règlement** : interventions de MM. André Billardon et Jacques Brunhes concernant la tenue de la séance ; attitude des centrales syndicales ; discussion des amendements (p. 5521) ; pratiques utilisées par la droite (p. 5522) ; son amendement n° 50 (exclusion de la branche de la préparation des métaux) (p. 5524) ; rejeté (p. 5525) ; **son rappel au règlement** : conditions dans lesquelles se déroule la discussion du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail ; pluralisme ; utilisation par le Gouvernement de l'article 44-3 de la Constitution ; refus du Président de la République en 1981 d'utiliser cette procédure [7 décembre 1985] (p. 5569-5570) ; son amendement n° 56 (principe du maintien intégral du salaire et de tous les avantages acquis pour la durée de trente-neuf heures) ; refus à la commission de l'audition du ministre (p. 5574) ; estime que le ministre n'a pas à intervenir dans la façon dont un député ou un groupe mène son combat ; référence à l'article L. 212-8 du code du travail introduisant la flexibilité de l'emploi et supprimant de fait le principe de la durée hebdomadaire du travail ; attaque contre le pouvoir d'achat ; liaison indissoluble entre la croissance économique, la création d'emplois et la consommation populaire (p. 5575) ; vote réservé en vertu de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5576) ; son amendement n° 75 (exclusion de la branche agriculture du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail) (p. 5591) ; vote réservé (p. 5593) ; **article 2** : son amendement n° 118 (de suppression) ; vote réservé [8 décembre 1985] (p. 5627) ; **article L. 212-8-2 du code du travail** : **son rappel au règlement** : notion de rappel à l'ordre ; nécessité pour le parti communiste de porter à la connaissance de l'Assemblée des témoignages démontrant que les salariés ressentent le projet de loi en discussion comme un danger (p. 5635) ; **ses observations sur le rappel au règlement de Mme Odile Sicart** : assure le président qu'il ne portait pas d'appréciation sur sa présidence (p. 5636) ; amendements du groupe communiste ayant pour fonction d'exprimer les reproches du groupe communiste envers le projet et de présenter ses propositions (p. 5636) ; **son rappel au règlement** : motif du dépôt des amendements du groupe communiste ; défense de ces amendements ; notion de téléphone vert (p. 5645) ; **article L. 212-8-3 du code du travail** : son amendement n° 130 (situation des salariés titulaires d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat de travail temporaire) ; vote réservé (p. 5654) ; **article L. 212-8-4 du code du travail** : son sous-amendement n° 241 à l'amendement n° 2 de la commission (tendant dans cet amendement après le mot « conditions » à insérer les mots « si la majorité des syndicats de salariés participant à la négociation est d'accord ») ; nécessité que les conventions ne puissent être signées qu'avec l'accord d'une ou plusieurs organisations représentant plus de la moitié des travailleurs d'une branche ou d'une entreprise (p. 5661) ; nécessité d'empêcher l'extension des conventions minoritaires ; vote réservé (p. 5662) ; **article L. 212-8-5 du code du travail** : explique les propos de Mme Muguette Jacquaint concernant l'attitude « arrogante » du président de séance (p. 5671) ; ses observations sur les propos de M. Michel Delebarre (p. 5674) ; son amendement n° 156 (exclusion du champ d'application du projet de la branche du caoutchouc et des plastiques) [8 décembre 1985] (p. 5682) ; vote réservé (p. 5683) ; **article 3** : son amendement n° 214 (excluant la branche de l'automobile) [9 décembre 1985] (p. 5720) ; vote réservé (p. 5721).

son rappel au règlement : attentats perpétrés dans deux grands magasins parisiens ; demande que l'Assemblée

nationale redise son indignation devant des méthodes scandaleuses ; demande une suspension de séance symbolique [8 décembre 1985] (p. 5626).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion générale : arrêts Morel et Gambier du Conseil d'Etat relatifs aux déportés résistants et au titre de combattants volontaires de la Résistance ; levée des forclusions opposables à l'accueil des demandes de titres [10 décembre 1985] (p. 5793) ; pratique en matière d'attribution des cartes de combattant volontaire de la Résistance ; dispositions applicables aux anciens membres des forces armées sanctionnés pour leur attitude pendant la guerre d'Algérie ; interdiction du cumul entre pension de l'Etat et pension versée au titre d'un autre régime de retraite (p. 5794).

son rappel au règlement : réglementation du droit de pétition ; pétition de la CGT tendant à demander que le projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail soit retiré de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale ; rappelle qu'il a reçu les pétitionnaires en tant que vice-président de l'Assemblée nationale ; hostilité des députés communistes au projet de loi sur la flexibilité [12 février 1986] (p. 13) ; attitude des sénateurs communistes ; échec de la commission mixte paritaire ; utilisation abusive de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 14) ;

DUFOIX (Georgina)

Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652) [25 avril 1985].

Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [2 mai 1985].

Déclaration du Gouvernement sur l'immigration (n° 2741) [6 juin 1985].

Projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [31 octobre 1985].

Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097) [20 novembre 1985].

Déclaration du Gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs (n° 3148) [3 décembre 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS au Gouvernement :

— **M. Paul Chomat : lutte contre le racisme** : possibilité pour les associations luttant contre le racisme de se constituer partie civile ; fonds d'action sociale des travailleurs migrants [3 avril 1985] (p. 59) ;

— **M. Claude Bartoloné : organisation du service public hospitalier** : objectifs principaux de la réforme hospitalière ; diversité des situations des établissements ; rôle des directeurs d'hôpitaux dans la fixation des délais de mise en place de la réforme [3 avril 1985] (p. 63) ; exemple des pays anglo-saxons (p. 64) ;

— **M. Guy Béche : hospitalisation privée** : modernisation de la gestion et du fonctionnement du secteur public hospitalier ; dotation globale ; campagne menée par l'union hospitalière privée ; mesures arrêtées en matière tarifaire ; croissance des recettes de l'hospitalisation privée ; modalités des soins et charges respectives des deux secteurs [10 avril 1985] (p. 112) ;

— **M. Jacques Dominati : déclaration du Président de la République devant la Ligue des Droits de l'Homme** : ouverture du débat sur l'immigration au mois de juin [24 avril 1985] (p. 330) ; banalisation du dis-

cours de méfiance à l'égard des étrangers ; participation des étrangers résidant en France aux élections locales ; équilibre de la politique de l'immigration ; aménagement des règles de regroupement familial ; sa référence à la campagne « vivre ensemble » ; accès à la nationalité française (p. 331) ;

— **M. Bruno Bourg-Broc : propos du Président de la République devant la Ligue des droits de l'Homme** : puissance du racisme [24 avril 1985] (p. 336) ; problème posé à tous les pays européens ; position de la commission des affaires sociales du Parlement européen (p. 337) ;

— **M. Raymond Douyère : congés spéciaux des personnels soumis aux radiations ionisantes** : différents types de personnel ; cas de ceux qui encourent les risques ; Gouvernement privilégiant la protection [7 mai 1985] (p. 611) ;

— **M. Louis Lareng : jeunes du quart monde** : mise en place en 1981 des missions locales pour l'emploi et des missions Schwartz ; absence d'insertion sans formation professionnelle ; mise en place de procédures particulières pour combattre l'illettrisme ; nombre des stages T.U.C. [29 mai 1985] (p. 1261) ;

— **M. Jacques Fleury : situation des hôpitaux publics** : taux de mortalité en France apparaissant comme le plus bas de son histoire ; gestion rigoureuse du budget global ; développement des équipements lourds ; parc global de scanners porté à deux cents unités [29 mai 1985] (p. 1262) ;

— **Mme Renée Soum : situation des rapatriés** : prêts de consoulation accordés aux rapatriés réinstallés ; instructions données aux trésoriers-payeurs généraux ; annonce par le Premier ministre d'un projet de loi permettant d'ajuster le régime des retraites des rapatriés ; possibilité pour les personnes les plus nécessiteuses de bénéficier d'une aide publique [5 juin 1985] (p. 1465) ;

— **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : prime de rentrée scolaire** : montant de l'allocation de rentrée scolaire ; augmentation en 1985 de 6 % ; augmentation des plafonds de ressources de 9 % [26 juin 1985] (p. 1988) ;

— **M. Jacques Barrot : industrie pharmaceutique** : égalité des français devant les soins ; remboursement des médicaments ; équilibre de la sécurité sociale ; situation de l'industrie pharmaceutique ; relations de l'industrie pharmaceutique avec l'administration [26 juin 1985] (p. 1995) ;

— **M. Christian Goux : quarantième anniversaire de la sécurité sociale** : présentation des avancées sociales qui seront assurées en France dans les mois à venir ; vigilance à l'égard de l'équilibre de la sécurité sociale ; rejet de la privatisation ou du démantèlement de la sécurité sociale [9 octobre 1985] (p. 2837) ;

— **M. Daniel Le Meur : remboursement des dettes patronales à la sécurité sociale** : efficacité des U.R.S.A.F.F. ; nécessité d'équilibrer les comptes de la sécurité sociale [23 octobre 1985] (p. 3385) ;

— **M. Rodolphe Pesce : aide aux défavorisés** : mouvement de solidarité ; nécessité d'encourager les mesures de réinsertion sociale ; aide permettant d'éviter les coupures de courant, de gaz et d'électricité ; fonds de garantie des loyers [30 octobre 1985] (p. 3708-3709) ;

— **M. Jacques Mahéas : attribution de logements et accès des écoles aux familles d'immigrés** : démarche confuse de certains au sujet de l'immigration ; règles d'attribution des logements sociaux ; inefficacité de l'action de l'Etat si elle ne rencontre pas sur le plan local une attitude de solidarité [11 décembre 1985] (p. 5883).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion générale : renforcement des droits de la femme et de la famille ; répression des manifestations du sexisme ; régime de l'adoption internationale ; mode d'attribution des prêts aux jeunes ménages ; mesures concernant le domaine sanitaire ; harmonisation des budgets, des statuts et des pratiques de l'intra et de l'extra-hospitalier psychiatrique ; reconnaissance légale de la sectorisation ; définition des professions de masseur-kinésithé-

rapeute et de psychologue ; amélioration de la gestion du budget hospitalier ; rémunération et couverture sociale des administrateurs du fonds d'action sociale des migrants ; statut des magistrats et des assesseurs composant le nouveau tribunal des affaires de sécurité sociale ; réforme de l'Ecole nationale de la santé publique ; validation de certains actes pris par le Conseil supérieur des universités ; régime de la dotation globale aux établissements sociaux et médico-sociaux [23 mai 1985] (p. 1091) ; problème de l'application du forfait hospitalier aux handicapés ; création d'un fonds national d'insertion pour adultes handicapés sortant d'établissements sanitaires (p. 1092) ; importance de la politique de sectorisation psychiatrique justifiant le passage devant le Parlement ; renforcement des garanties concernant l'adoption internationale ; problème du parrainage ; expérience d'harmonisation des statuts des personnels en psychiatrie menée dans quatre départements (p. 1100) ; non compatibilité de certaines conventions collectives avec la loi concernant la retraite ; inégalité des hommes et des femmes devant la mort ; non acceptation par les élus locaux de contraintes financières précises dans le cadre des budgets sanitaires ; souci d'efficacité et de maîtrise des dépenses sociales ; problème de la couverture des chômeurs en fin de droits ; exonération dans certains cas des médecins du forfait hospitalier ; difficultés rencontrées par certains titulaires de l'allocation aux adultes handicapés ; thérapie psychiatrique devant s'entendre comme le passage de l'intra à l'extra-hospitalier (p. 1101).

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652).**

Première lecture, discussion générale : historique du mouvement mutualiste ; extension de l'assise de la mutualité ; concentration des mutuelles ; extension de l'activité vers la prévoyance de groupe ; besoins de liberté exprimés par les mutuelles ; rôle de l'Etat ; élargissement de l'activité des mutuelles dans le domaine de l'action sociale et de la prévoyance collective ; extension des droits à formation des militants ; représentation élargie du personnel dans les instances dirigeantes des organismes ; reconnaissance aux mutuelles de la capacité civile leur permettant d'exercer tous les actes de gestion [28 mai 1985] (p. 1186) ; dispositions techniques en vue de garantir les engagements financiers ; introduction d'un commissaire aux comptes auprès des organismes importants ; réglementation des difficultés de fonctionnement ; opportunité de mieux faire connaître l'institution mutualiste ; part de la couverture mutualiste par rapport aux régimes légaux ; action limitée à la protection contre le risque maladie ; attachement des Français à la couverture mutuelle ; qualité de la protection sociale résultant du couple sécurité sociale-mutuelle (p. 1187) ; problème du monopole de la couverture complémentaire ; existence d'un tel monopole en contradiction avec la législation européenne ; maîtrise de la concurrence entre les institutions ; choix pour un pluralisme maîtrisé ; organisation du marché ; son opposition à « la sécurité sociale à deux vitesses » ; problème de financement de la sécurité sociale ; application des recommandations du groupe Gisserot ; définition de la prévoyance collective ; instauration d'un code de bonne conduite pour les mutuelles et pour les assurances ; ses observations sur le problème de l'inconstitutionnalité de l'inégalité fiscale entre mutuelles et assurances ; allègement de la tutelle (p. 1204) ; règles de sécurité financière ; introduction d'un commissaire aux comptes pour les grandes mutuelles ; maintien des prérogatives de la commission de contrôle ; substitution d'un régime d'approbation tacite au régime d'approbation expresse pour les œuvres sociales ; problèmes de la mutualité d'entreprise ; rôle de la mutuelle dans l'assurance maladie ; appellation « mutuelle » ; formation des mutualistes (p. 1205).

Discussion des articles : article 1^{er} et code annexé : article L. 111-2 du code de la mutualité : non exclusivité ne concernant que la protection complémentaire ; montants comparés des remboursements provenant de la sécurité sociale et des mutuelles (p. 1208) ; **article 4** : inscription dans les conventions collectives des conditions d'exercice du mandat mutualiste (p. 1237) ; **après l'article 4** : son amendement n° 89 (modalités du congé non rémunéré de formation profitant aux mutualistes) ; amélioration des dispositions du projet concernant les possibilités de formation ; stages et lieux de stage devant recevoir un agrément spécifique ; durée de la formation (p. 1238) ; adopté après modification ; problème de l'égalité de traitement entre

sociétés d'assurance mutuelle et sociétés mutualistes (p. 1239).

Ses observations après les explications de vote : qualité du débat ; problèmes du code de bonne conduite et de l'appellation (p. 1241).

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion : mauvaise insertion des travailleurs italiens à la fin du XIX^e siècle [6 juin 1985] (p. 1492) ; histoire de la France marquée en permanence par la présence de l'étranger ; logique du développement économique ; apport démographique des étrangers entre 1872 et 1930 ; composition de la population étrangère ; conjoncture économique actuelle interdisant l'accueil supplémentaire d'étrangers ; sa référence au rapport Berque en matière d'éducation et de formation professionnelle des étrangers (p. 1493) ; problème du logement ; meilleure répartition des étrangers sur le territoire national ; insertion culturelle ; participation à la vie sociale et à la vie publique ; mise en place des commissions extra-municipales ; ses observations sur le problème de l'Islam ; maîtrise des flux migratoires ; question du travail clandestin (p. 1494) ; problème du regroupement familial ; aide au retour volontaire ; création de projets expérimentaux de « réinsertion-développement » avec certains pays d'origine (p. 1495) ; immigration correspondant à un besoin en période d'expansion économique ; impossibilité de renvoyer les travailleurs étrangers dans leur pays d'origine ; problème de la perte de l'identité française ; ses observations sur les propositions de réforme du code de la nationalité ; notion de double droit du sol (p. 1531) ; acquisition des droits sociaux en fonction de la régularité du séjour ; gestion plus exigeante de l'aide sociale ; regroupement familial ; nombre des étrangers rentrant spontanément dans leur pays d'origine ; projets de réinsertion ; harmonisation des politiques européennes (p. 1532) ; caractère multi-confessionnel de la société française (p. 1533) ;

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* insuffisance du budget des affaires sociales [4 novembre 1985] (p. 3823) ; modernisation des rapports sociaux ; insertion des populations ; minimum vieillesse ; action menée en matière de protection sociale ; augmentation du ticket modérateur ; équilibre des comptes de la sécurité sociale ; opérations « été chaud » (p. 3824) ; traitement de l'urgence sociale ; droit au logement ; nécessité d'éviter les coupures de gaz et d'électricité pour toutes les familles en situation de précarité ; solidarité en faveur des handicapés ; augmentation de l'allocation aux adultes handicapés ; crédits consacrés aux auxiliaires de vie ; insertion professionnelle ; solidarité active en faveur des familles ; montant des allocations familiales (p. 3825) ; taux de mortalité infantile ; nombre de places de crèche créées ; opérations de prévention « été chaud » ; baisse de la petite délinquance ; propositions pour une sécurité sociale à deux vitesses ; situation des personnes âgées ; système épargne-vieillesse ; maîtrise des flux migratoires ; fin de l'immigration officielle ; propositions des partis de l'opposition visant à supprimer les prestations familiales aux familles d'étrangers (p. 3826) ; aides au retour ; question de la toxicomanie ; crédits affectés au domaine biomédical ; passage au budget global ; problèmes du département hospitalier ; personnels hospitaliers (p. 3827) ; administration des affaires sociales ; fonctionnement des C.O.T.O.R.E.P. ; relations entre les finances publiques et le régime général ; prise en charge psychiatrique ; total des interventions publiques en matière de protection sociale (p. 3828) ; critiques formulées par les députés de l'opposition et les députés communistes ; montant des prestations sociales (p. 3863) ; gains de pouvoir d'achat des prestations familiales ; mensualisation des retraites ; hausse du minimum vieillesse ; retraites des rapatriés ; évolution des taux directeurs des hôpitaux ; prévention bucco-dentaire ; départementalisation ; vieillissement de la population ; derniers instants de la vie dans les hôpitaux (p. 3864) ; part des frais de médicament consacrés aux anxiolytiques ; problèmes de démographie ; différences du taux de fécondité en fonction des origines ethniques ; panorama de la situation de la fécondité décrit dans le *Figaro Magazine* ; création de 30 000 places de crèche ; augmentation du pouvoir d'achat des prestations accordées aux

adultes handicapés (p. 3865) ; prise en charge de la cotisation maladie des adultes handicapés ; problème des Cotorep ; insertion professionnelle ; politique d'aide à domicile ; revenus des handicapés ; problèmes posés par la pauvreté ; assurance invalidité ; liaisons entre les programmes pauvreté et les programmes développement des quartiers ; chasse aux immigrés clandestins (p. 3866) ; politique d'insertion systématique ; lutte contre les employeurs de main d'œuvre clandestine ; transformation des rapports sociaux (p. 3867).

Répond à la question de :

— *M. François Asensi :* présentée par Mme Muguette Jacquaint : remboursement des audioprothèses ; situation des soins dentaires (p. 3867) ;

— *M. Ernest Moutoussamy :* différences entre la législation métropolitaine et la législation des D.O.M. ; prestations familiales ; législation relative à la maladie et à la vieillesse (p. 3868) ;

— *M. Jean-Jacques Barthe :* fonctionnement des Cotorep ; délais de réponse (p. 3868) ; représentation des conseils généraux dans les Cotorep (p. 3869) ;

— *M. Jean Rigaud :* présentée par M. Francisque Perrut : rationalisation de l'ensemble des financements psychiatriques ; problème des transferts (p. 3869) ;

— *M. Adrien Zeller :* mesures nouvelles d'aide immédiate ; instauration d'un revenu minimum d'existence ; nécessité de ne pas couper le gaz et l'électricité entre le 1^{er} décembre et le 15 avril ; fonds de garantie de loyer ; action de M. Colucci (p. 3870) ;

— *M. Albert Pen :* présentée par M. Guy Bèche : situation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon ; action sociale concernant l'orphelinat et les handicapés (p. 3872) ;

— *M. François Grussenmeyer :* augmentation du taux des pensions de reversion (p. 3872) ;

— *M. Jean Narquin :* objet de l'allocation de parent isolé ; couverture maladie ; recouvrement des pensions alimentaires ; fonds de garantie (p. 3873) ;

— *M. Pierre Mauger :* présentée par M. René André : rémunération des auxiliaires de vie ; montant de la participation financière de l'Etat (p. 3873) ;

— *M. Maurice Sergheraert :* arbitrages financiers concernant l'allocation veuvage (p. 3874) ;

— *M. Maurice Sergheraert :* partage entre la vie familiale et la vie professionnelle ; attribution de l'allocation parentale d'éducation sous conditions de ressources (p. 3875) ;

— *M. Jacques Blanc :* vote à l'unanimité de la loi sur les handicapés ; situation de l'hôpital de Montpellier ; résistances du corps médical à la départementalisation (p. 3875) ; coordination hospitalière (p. 3876) ;

— *M. François Grussenmeyer :* ouverture des droits à la retraite ; cas des femmes de cinquante cinq ans ayant cotisé plus de 37 ans et demi (p. 3877) ;

— *M. René André :* problèmes de la caisse régionale d'assurance maladie de Rouen ; hôpital d'Avranches ; intervention du préfet ; taux directeur ; réduction de l'inflation ; mise en place du budget global (p. 3878) ;

— **Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés (n° 2920).**

Deuxième lecture, ses observations lors des explications de vote : dialogue permanent avec les rapatriés [25 novembre 1985] (p. 4777).

— **Projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025).**

Première lecture, discussion générale : travail accompli en matière de décentralisation ; nécessité de la décentralisation de l'action sanitaire et sociale ; concertation qui a présidé aux travaux préparatoires de ce projet de loi [25 novembre 1985] (p. 4783) ; logique intégrant à la fois la satisfaction des besoins et la prise en compte des moyens de la collectivité en période de crise ; nécessité de ce texte ; rappel des trois options possibles ; conciliation de l'objet de la décentralisation et des responsabilités qui en découlent ; intégration dans notre droit positif de certaines pratiques sociales novatrices ; modernisation des approches de l'action so-

ciale ; recherche de l'équilibre (p. 4784) ; pouvoir du président du conseil général ; garantie accordée aux usagers ; droit à l'aide sociale ; impératif économique de maîtrise des dépenses ; conception globale de l'action sanitaire et sociale (p. 4785).

— **Déclaration du Gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs et débat sur cette déclaration (n° 3148).**

Discussion : protection sociale collective ; notion de solidarité ; accueil des enfants dans notre société [3 décembre 1985] (p. 5187) ; progrès dans le domaine de la politique familiale ; augmentation des allocations ; contrat « famille » ; modernisation de notre système de santé ; poids économique de l'hôpital ; effort d'équipement réorienté vers les technologies modernes (p. 5188) ; département hospitalier ; réforme du contenu des études médicales ; budget global ; projet relatif aux alternatives à l'hospitalisation ; conventions médicales ; problème du nombre des médecins ; risque de voir des médecins de qualité se spécialiser dans le traitement de la clientèle solvable (p. 5189) ; risque d'un démantèlement de notre protection sociale en séparant le remboursement et le paiement de la consultation ou de la visite ; rejet de la séparation entre petit risque et grand risque ; avenir de la médecine libérale française ; encouragement des solutions nouvelles ; cas de Lubersac (p. 5190) ; augmentation du minimum vieillesse et revalorisation des petites pensions ; abaissement à soixante ans du droit à la retraite ; humanisation des hospices ; soins à domicile ; avenir des retraites ; système de répartition et de capitalisation ; maintien du régime par répartition ; équilibre du budget de la sécurité sociale (p. 5191) ; « nouvelle pauvreté » ; augmentation des allocations de fin de droits ; liaison entre les ressources de la sécurité sociale et l'évolution des salaires ; excédent des comptes de la sécurité sociale ; conquête de notre protection sociale (p. 5192) ; problème des retraites à l'horizon 2020 ; problème de l'avenir de la médecine libérale ; mesures en faveur des jeunes familles, des jeunes et des jeunes enfants (p. 5225) ; augmentation des prestations familiales ; problème des « décalages » en ce qui concerne les versements ; équilibre financier de la sécurité sociale pour 1985 ; suppression dans la brochure du R.P.R. des mesures discriminatoires applicables aux immigrés en matière de prestations familiales (p. 5226) ; priorité accordée aux avancées sociales (p. 5227).

DUMAS (Roland)

Ministre des relations extérieures

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes (ensemble une annexe) et de son protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre les versements d'hydrocarbures dans la région des Caraïbes (ensemble une annexe) (n° 2564) [23 janvier 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations Unies relative à un code de conduite des conférences maritimes (n° 2582) [2 avril 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative au concours en personnel apporté par la République française à la République gabonaise (ensemble un protocole) (n° 2585) [2 avril 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole sur les privilèges et immunités de l'organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (I.M.M.A.R.S.A.T.) (n° 2587) [2 avril 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande sur la coopération en matière d'exécution des condamnations pénales (n° 2588) [2 avril 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole sur les privilèges de la fondation européenne (n° 2654) [25 avril 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole sur les immunités de la fondation européenne, ouvert

à la signature des Etats signataires de l'accord fait à Bruxelles le 29 mars 1982 instituant cette fondation (n° 2655) [25 avril 1985].

Projet de loi autorisant l'adhésion à un protocole sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures (n° 2656) [25 avril 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec, en matière de sécurité sociale du 12 février 1979 (n° 2729) [30 mai 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire (ensemble deux protocoles) (n° 2730) [30 mai 1985].

Projet de loi autorisant la ratification d'une convention contre la torture et autres peines ou traitement cruels, inhumains ou dégradants (n° 2731) [30 mai 1985].

Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [30 mai 1985].

Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France (n° 2757) [11 juin 1985].

Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 7 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (n° 2790) [18 juin 1985].

Projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité versée par la République populaire du Bénin en application de l'accord du 7 janvier 1984 (n° 2856) [26 juin 1985].

Projet de loi autorisant la ratification de la troisième convention A.C.P./C.E.E. (et documents connexes) signée à Lomé le 8 décembre 1984 ; l'approbation de l'accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, fait à Bruxelles le 19 février 1985 ; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième convention A.C.P./C.E.E. (n° 2914) [11 juillet 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord constitutif de la société interaméricaine d'investissement (ensemble une annexe) (n° 2948) [2 octobre 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise (n° 2949) [2 octobre 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation du code européen de sécurité sociale fait à Strasbourg le 16 avril 1964 (n° 2996) [11 octobre 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses (ensemble une annexe) (n° 3016) [30 octobre 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers, signé à Paris le 11 avril 1983, complété par l'échange de lettres des 25 avril et 8 juin 1984 et modifié par l'échange de lettres des 2 et 5 septembre 1985 (n° 3024) [31 octobre 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes les 23 et 24 avril 1985 entre les représentants des Gouvernements des Etats membres, relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1985 (n° 3044) [7 novembre 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 7 mai 1985 relative au système des ressources propres des Communautés (n° 3045) [7 novembre 1985].

Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la Ré-

publique fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes, et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046) [7 novembre 1985].

Projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne d'extradition (n° 3100) [20 novembre 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (EUTELSAT) (n° 3117) [27 novembre 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Luc Tineau : proposition de M. Gorbatchev** : avance prise par l'U.R.S.S. dans le domaine des armes de portée intermédiaire ; décision de l'O.T.A.N. de déployer ses propres missiles ; négociation de Genève ; initiative soviétique s'adressant surtout au Gouvernement des Pays-Bas ; position constante de la France en faveur du désarmement [10 avril 1985] (p. 113) ;

— **M. Emmanuel Hamel : relations franco-soviétiques** : caractère fondamentale du dialogue franco-soviétique dans la politique étrangère de la France ; problème des « malgré-nous » ; travaux de la grande commission franco-soviétique ; rééquilibrage du commerce extérieur entre les deux pays [10 avril 1985] (p. 116) ;

— **M. Roland Mazoin : visite du président Reagan à un camp de déportés et à un cimetière de SS** : thème des cérémonies organisées pour célébrer le quarantième anniversaire de la victoire sur le nazisme ; visite du chef de l'Etat au camp de concentration de Struthof près de Strasbourg [23 avril 1985] (p. 334) ;

— **M. Guy Ducloné : soixante-dixième anniversaire du génocide arménien** : discours prononcé en janvier 1984 à Vienne par le Président de la République ; regret du Gouvernement français de l'interprétation donnée par le Gouvernement turc aux événements de 1915 [24 avril 1985] (p. 335) ;

— **M. Jacques Baumel : résultat du sommet des pays industrialisés** : nécessité de revenir aux principes originels régissant les sommets occidentaux [7 mai 1985] (p. 606) ; refus du Président de la République de fixer une date concernant l'ouverture des négociations commerciales ; respect de la décision du Conseil des ministres de la C.E.E. ; conditions préalables devant être réunies avant l'ouverture de ces négociations ; résultats positifs obtenus au sujet de l'Afrique ; non remise en cause de l'entente franco-allemande (p. 607) ;

— **M. Guy-Michel Chauveau : sommet de Bonn** : non isolement de la France ; cas de l'agriculture européenne ; problème de la participation de la France au programme I.D.S. [7 mai 1985] (p. 609) ;

— **M. Pascal Clément : situation du Liban** : intensité des combats ; absence d'issues politiques au conflit ; nécessité d'une réconciliation nationale entre libanais ; appui de la France aux autorités légales ; renouvellement pour six mois de la participation française à la F.I.N.U.L. ; tentation du repli communautaire sur une base géographique ; risques d'ingérences nationales en cas de morcellement du Liban ; absence de demande expresse des autorités libanaises concernant une intervention internationale [7 mai 1985] (p. 611-612) ;

— **M. Maurice Ligot : éventualité d'un débat sur les projets d'union européenne** : intervention du Parlement pour ratifier un certain nombre d'accords ; organisation d'un débat consacré à la construction politique de l'Europe apparaissant comme prématurée [7 mai 1985] (p. 613) ;

— **M. Vincent Porelli : blocus américain au Nicaragua** : attitude des pays européens à l'égard de tous les

Etats d'Amérique centrale ; appui de la France aux efforts du groupe de Contadora ; visite de M. Ortega à Paris [7 mai 1985] (p. 615) ;

— **M. Olivier Stirn : initiative du Président de la République en matière de relance européenne** : proposition récente de la France de construire une communauté de technologie ; idée du renforcement de l'union européenne appuyée par le Président de la République ; sommet de Milan consacré aux institutions [7 mai 1985] (p. 617) ;

— **M. Pierre Méhaignerie : situation des réfugiés cambodgiens** : offensive vietnamienne à la frontière khméro-thaï ; souci du Gouvernement de Bangkok de continuer à appeler l'attention de la société internationale sur ce problème et la charge qui en résulte pour la Thaïlande ; contribution financière de la France au budget des organisations internationales ; soutien en nature aux organisations non gouvernementales ; accueil en France de réfugiés indochinois [22 mai 1985] (p. 1010) ;

— **M. Robert Montdargent : procès racistes en Afrique du Sud** : condamnation sans réserve par le Gouvernement français et la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain ; interdiction faite aux fédérations sportives françaises de participer aux rencontres sportives organisées en Afrique du Sud ; démarches communautaires à Pretoria ; vote français en faveur de la résolution 560 du Conseil de sécurité des Nations Unies ; inefficacité des sanctions économiques ; nécessaire respect des dispositions de la charte de l'O.N.U. [22 mai 1985] (p. 1013) ;

— **M. Emmanuel Aubert : élections au Conseil supérieur des Français de l'étranger** : circonstances dans lesquelles se déroule le scrutin des Français à l'étranger [22 mai 1985] (p. 1016) ; nombre des électeurs inscrits ; résultats ne devenant définitifs qu'après examen par le ministère des relations extérieures des procès-verbaux de recensement général (p. 1017) ;

— **Mme Paulette Nevoux : situation des enfants enlevés et retenus en Algérie** : négociation des conventions d'entraide judiciaire en matière de statut personnel avec le Maroc, la Tunisie et l'Egypte ; difficultés des négociations avec l'Algérie ; dispositions facilitant l'accueil en Algérie des mères françaises pour exercer leur droit de visite ; association « rencontres et développement » ; présence de cinq mères à l'ambassade de France à Alger [30 octobre 1985] (p. 3709) ;

— **M. Bernard Stasi : désengagement culturel de la France au Liban** : nécessité de la présence de la culture française dans ce pays ; poursuite intégrale des opérations de coopération scientifique et technique ; évolution des effectifs [30 octobre 1985] (p. 3710) ;

— **M. Emile Koehl : siège du Parlement européen à Strasbourg** : construction à Bruxelles d'une salle de 600 places ; refus d'admettre une remise en cause de la vocation de Strasbourg comme capitale européenne [30 octobre 1985] (p. 3711) ;

— **M. Germain Gengenwin : situation des mères de famille dont les enfants sont retenus en Algérie** : recherche par le Gouvernement de solutions de fonds et examen des cas d'espèce [30 octobre 1985] (p. 3711) ;

— **M. Victor Sable : plan Reagan pour la région des Caraïbes** : convention de Lomé III et départs d'outre-mer ; initiative du président Reagan en faveur du bassin des Caraïbes [30 octobre 1985] (p. 3714) ;

— **Mme Lydie Dupuy : Afrique du Sud : mise au pas de la presse** : autorisation des seuls journalistes accrédités pour accéder aux zones régies par l'état d'urgence ; condamnation de cette attitude par la France [6 novembre 1985] (p. 3976) ; cycle croissant de violence et de répression (p. 3977) ;

— **M. Paul Chomat : application de sanctions à l'Afrique du Sud** : condamnation de l'apartheid par la France, rappel de notre ambassadeur à Pretoria ; positions prises par les 10 ; démarches pour obtenir la libération de M. Nelson Mandela [6 novembre 1985] (p. 3982) ;

— **M. André Soury : rapports France-Nouvelle-Zélande à la suite de l'affaire Greenpeace** : essais nucléaires effectués par d'autres puissances dans d'autres régions du monde ; bons rapports entre la France et la

Nouvelle-Zélande ; rappel que les officiers de l'armée française se sont comportés conformément aux instructions reçues [6 novembre 1985] (p. 3983) ;

— **M. Georges Le Bail : projet Euréka** : historique de ce projet : « avantages » auxquels pourront donner lieu les coopérations Euréka [13 novembre 1985] (p. 4293) ;

— **Mme Odile Sicard : Colombie** : mobilisation de la « cellule d'urgence » du ministère des relations extérieures ; visite personnelle de Mme Mitterrand [20 novembre 1985] (p. 4547) ; évaluation de la situation et des risques d'éruption ultérieures du volcan par M. Haroun Tazieff (p. 4548) ;

— **M. Claude Estier : rencontre Regan-Gorbatchev** : rappelle que le Gouvernement se réjouit de la reprise des négociations américano-soviétiques ; nécessité d'un dialogue avec la France [20 novembre 1985] (p. 4548) ;

— **Guy Chanfrault : sommet européen de Luxembourg** : processus de révision du Traité de Rome mis en place lors du Conseil de Fontainebleau sous présidence française [4 décembre 1985] (p. 5254) ; approfondissement d'un grand marché intérieur ; amélioration du fonctionnement au niveau de la prise de décisions et dans le domaine monétaire ; élargissement du traité à deux nouveaux domaines : la recherche et la technologie et l'environnement ; projet de traité de coopération politique (p. 5255) ;

— **M. Jacques Baumel : visite du général Jaruzelski à Paris** : rappelle que le chef de l'Etat polonais a sollicité une entrevue auprès du Président de la République (p. 5264) ; devoirs d'Etat ; action du général de Gaulle effectuant le voyage de Moscou dans le cadre d'un renversement des alliances en 1945 ; nécessité pour le Président de la République française de pouvoir dire au chef de l'Etat polonais ce que les Français pensent de la situation en Pologne [4 décembre 1985] (p. 5265).

— **M. Paul Duraffour : année internationale de la paix** : problème du désarmement ; rappelle la position de la France à ce sujet ; précise que pour la première fois à l'initiative de la France, une instance internationale se prononce pour la tenue d'une telle conférence [18 décembre 1985] (p. 6348).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).

Discussion : maintien du dialogue entre l'Ouest et l'Est ; respect de l'équilibre des forces ; coopération franco-allemande en matière de sécurité ; dialogue franco-britannique ; annonce une rencontre entre les dirigeants français et soviétiques ; situation de la Pologne et de l'Afghanistan ; reprise des négociations entre l'Union soviétique et les Etats-Unis à Genève ; politique d'équilibre entre Israël et les pays arabes ; initiatives du roi de Jordanie et du chef de l'O.L.P. relayées par le président Moubarak ; reconnaissance des résolutions 242 et 338 par toutes les parties ; droit à autodétermination du peuple palestinien ; création des conditions d'une intervention plus efficace des Nations Unies au Liban ; préservation de l'équilibre entre persans et arabes ; adoption par le Conseil de sécurité des Nations Unies de la résolution 540 ; non respect de l'accord franco-libyen de septembre 1984 [11 juin 1985] (p. 1571-1572) ; occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud ; déclaration franco-mexicaine sur le Salvador ; soutien aux efforts du groupe de Contadora ; maintien d'un dialogue constant avec le Nicaragua ; sauvegarde de l'indépendance de la France ; droit pour toute puissance de procéder à des recherches en conformité avec les engagements existants ; accords A.B.M. de 1972 sur les armes anti-missiles ; préservation du dispositif de dissuasion nucléaire ; ses observations sur l'I.D.S. ; réunion des ministres des affaires étrangères et de la défense des pays de l'U.E.O. ; élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal ; engagement des projets Esprit, Jet et Airbus ; mise en place d'une Europe de la Technologie ; projet Euréka ; résultats des recherches contribuant à accroître la capacité de l'Europe à assurer sa sécurité ; rénovation des pratiques et institutions de l'Europe à Milan ; édification d'une véritable union européenne (p. 1573) ; mise en place d'un haut conseil de la francophonie ; relance de l'activité de l'agence de coopération culturelle et technique ; développement des grands réseaux de commu-

nication ; colloque international sur les libertés et les droits de l'Homme ; action humanitaire menée par la France dans le monde ; accroissement des flux financiers en direction des P.V.D. ; renouvellement de la convention de Lomé ; réforme du système économique international ; montant de la dette des pays du tiers-monde ; cas des pays d'Amérique latine ; démarche du groupe de Carthagène ; réforme du système monétaire international (p. 1574) ; situation des ressortissants français enlevés au Liban (p. 1575) ; ses observations sur le non respect des accords franco-libyens par Tripoli ; demande s'il convient de renvoyer l'armée française au nord du Tchad (p. 1588-1589) ; élargissement de la C.E.E. ; dénonciation des manquements aux droits de l'Homme ; situation de la francophonie ; problème du Québec ; crédits consacrés aux affaires culturelles ; projets I.D.S. et Euréka ; échec de toutes les médiations tentées pour le conflit Iran-Irak ; respect par la France de ses engagements envers l'Irak ; maintien du dialogue avec le Nicaragua (p. 1619) ; ses observations sur le compromis de Luxembourg ; difficultés entre le ministre de l'agriculture de la R.F.A. et l'ensemble de la Communauté (p. 1620) ; interventions de la France au Tchad ; mise en place de l'opération « Manta » ; visite à Damas du Président de la République ; demande de réception d'une délégation jordano-palestinienne à la C.E.E. (p. 1621-1622).

— Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732).

Première lecture, discussion générale : action menée en faveur de la protection des droits de l'Homme [21 juin 1985] (p. 1871) ; proclamation du droit à la vie dans l'article 2 de la convention européenne des droits de l'Homme ; abolition de la peine capitale ; adhésion au pacte des Nations Unies sur les droits civils et politiques ; adoption du protocole n° 6 ; liste des Etats signataires ; contenu du protocole ; possibilité de maintenir la peine de mort en temps de guerre ou de danger imminent de guerre ; intégration du protocole dans la convention européenne des droits de l'Homme ; possibilité de recours individuel devant la commission européenne des droits de l'Homme ; application du protocole sur l'ensemble du territoire de la République ; possibilité de dénonciation ; problème de l'atteinte à la souveraineté nationale (p. 1872) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Michel Debré ; caractère tardif de l'exception d'irrecevabilité ; décision du Conseil constitutionnel ; rétablissement de la peine capitale en cas de guerre ; engagements internationaux comportant des limitations de souveraineté (p. 1876) ; différentes saisines du Conseil constitutionnel relatives aux engagements internationaux de la France ; décision du 22 mai 1985 ; limitations de souveraineté en matière pénale ; caractère non irréversible du protocole additionnel ; dénonciation de la convention ; ses observations sur « l'abandon de la volonté française » (p. 1877).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale* : progression de ce budget [6 novembre 1985] (p. 3990) ; action de modernisation ; réseau de nos chancelleries consulaires ; installation d'un central téléphonique autocommutateur pour les immeubles du quai d'Orsay et de la rue La Pérouse ; installation quai Branly d'un centre de conférences internationales ; action culturelle internationale ; augmentation des crédits d'intervention de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques ; situation des secrétaires adjoints (p. 3991) ; secteur des centres et instituts culturels ; dépenses du Mela ; action audiovisuelle ; priorité constituée par la coopération scientifique et technique ; développement de l'action en faveur de la langue française ; effort de solidarité internationale ; politique d'indépendance nationale ; volonté du Gouvernement de mener clairement un dialogue indispensable avec l'U.R.S.S. ; régime du Traité A.B.M. de 1972 ; volonté de maintenir notre force de dissuasion ; réserve du chef de l'Etat sur les projets américains de développement d'une défense antimissiles (p. 3992) ; attachement de la France à la dissuasion nucléaire ; système R.I.T.A. ; nécessité de la construction de l'Europe ; projet de loi relatif à l'élargissement de la Commu-

nauté; dossier agricole et contribution de la Grande-Bretagne; nécessité de réduire le fossé entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement; dette des pays du tiers-monde (p. 3993); soutien de la France aux hommes et aux femmes en butte aux persécutions; sort des otages français détenus au Liban (p. 3994); ses déclarations à l'égard des Etats-Unis (p. 4012); droits de l'Homme; condamnation de l'apartheid; sort des otages français au Liban; programmes intégrés méditerranéens; prétendu alignement de la politique étrangère de la France sur les Etats-Unis; problème de la dette du tiers monde (p. 4021); situation du Tchad; opération Manta; problème du Liban; soutien de la C.E.E. au processus de Contadora; affaire Greenpeace (p. 4022); accord de Fontainebleau sur la contribution britannique; projet Eurêka; contentieux britannique; poursuites des négociations sur le Proche-Orient; problème des moyens affectés aux ambassades; cas des factures de téléphone; problème de R.F.I. et de T.V.5; débudgétisation; évocation par M. Peyrefitte de nomination d'ambassadeurs au tour extérieur; rappelle que l'opposition a fait nommer comme ambassadeur un ancien chef des services spéciaux (p. 4023); indépendance de la France et solidarité de cette dernière avec ses amis; position de la France sur l'I.D.S. (p. 4024).

Répond à la question de :

— *M. Alain Vivien* : rappel de la position de la France sur le problème de Chypre (p. 4025);

— *M. Louis Moulinet* : projet d'installation d'un relai Sri/Lanka; projet commun avec la R.F.A.; cas du Cambodge (p. 4025);

— *M. Lucien Pignion* : posée par M. Noël Ravassard : contribution de la France au Comité international de la croix rouge (C.I.C.R.) (p. 4025-4026);

— *M. François Fillon* : liens particuliers de la France avec les chrétiens du Liban; multiplication des démarches pour obtenir un cessez le feu; contribution de la France à l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution demandant l'arrêt des combats et le respect de la liberté d'intervention des organisations humanitaires; impossibilité d'envisager une action sans une demande du Gouvernement libanais; contribution de la France à la F.I.N.U.L. (p. 4026);

— *M. Pierre Godefroy* : proposition formulée dans le sens d'une association de Chypre à la Communauté européenne; relations entre la C.E.E.; et les pays tiers méditerranéens (p. 4027);

— *M. Xavier Deniau* : politique de coopération de la France dans le Pacifique Sud; rappelle que la France dispose dans ses territoires d'outre-mer d'un nombre de chercheurs travaillant dans les domaines d'intérêt commun à toute la région du Pacifique; visite du Président de la République à Mururoa; annonce d'un centre d'études supérieures francophone dans le Pacifique (p. 4027).

Examen des crédits : après l'article 65 : augmentation des dotations du F.A.C.; non imputation sur ce fonds du transport de l'aide alimentaire (p. 4028).

— **Projet de loi autorisant la ratification du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : ses observations sur la question préalable de M. Robert Montdargent : appel de la démocratie; sauvegarde des intérêts de la France; ouverture pour nos produits industriels et agricoles; nouvel élan donné à l'Europe [21 novembre 1985] (p. 4628); Conseil européen de Fontainebleau; consécration de l'union européenne; compétence du Président de la République, seul garant du respect des Traités et chargé de les négocier et de les tarifier; mauvaises conditions de l'ouverture de la

Communauté à la Grande-Bretagne (p. 4629) clauses de sauvegarde (p. 4633).

DUMONT (Jean-Louis)

*Député de la Meuse
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (commerce, artisanat et tourisme : artisanat) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986, (n° 2951), annexe n° 9 : commerce, artisanat et tourisme : artisanat (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions* : filière bois; révision de la base cadastrale; quotas laitiers; pôle productique de Pont-à-Mousson; commercialisation des bois mitraillés [7 novembre 1985] (p. 4087).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).**

Discussion : disparités au niveau des structures, des revenus et des productions; inadaptation de la fiscalité; attitude de l'administration des finances; tenue de la comptabilité; endettement des agriculteurs [10 décembre 1985] (p. 5836); connaissance exacte des revenus (p. 5837).

DUIPET (Dominique)

*Député du Pas-de-Calais
(6^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 818**, posée le 7 mai 1985 : **voirie (tunnels)** (p. 624); appelée le 10 avril 1985 : **construction d'un lien fixe transmanche dans le détroit du Pas-de-Calais**; rapport du groupe du travail franco-britannique; atout économique pour la région du Nord-Pas-de-Calais; dimension européenne du projet (p. 697); nombre d'emplois créés à l'occasion de cette construction; nécessaire association à l'opération des régions et des départements; nécessité d'une ample information (p. 698).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale* : solidarité envers les marins [23 octobre 1985] (p. 3368) ; modernisation de notre flotte ; politique d'aide à l'investissement pour la pêche artisanale et industrielle (p. 3369).

Environnement. — *Discussion générale : questions* : abondement des crédits afin de développer la politique menée en faveur des parcs naturels régionaux ; association des communes, des régions et des départements à la vie des parcs naturels régionaux ; missions du conservatoire du littoral [23 octobre 1985] (p. 3429).

DUPRAT (Jean)

Député des Hautes-Pyrénées
(2^e circonscription)
Apparenté Socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. *Discussion générale* : progression du budget ; création du titre d'évadé ; mention « mort en déportation » ; priorité donnée au rapport constant ; situation des veuves [22 octobre 1985] (p. 3330) ; rattrapage du rapport constant ; intégration de l'indemnité de résidence et de l'indemnité mensuelle (p. 3331).

DUPUY (Lydie)

Député du Gers
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande sur la coopération en matière d'exécution des condamnations pénales (n° 2588) [9 avril 1985] (p. 102).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'une convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants (n° 2731) [6 juin 1985] (p. 1535).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers, signé à Paris le 11 avril 1983, complété par l'échange de lettres des 25 avril et 8 juin 1984 et modifié par l'échange de lettres des 2 et 5 septembre 1985 (n° 3024) [14 novembre 1985] (p. 4396).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2588) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande sur la coopération en matière d'exécution des condamnations pénales (n° 2673) [9 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2731) autorisant la ratification d'une convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (n° 2768) [13 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3024) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers, signé à Paris le 11 avril 1983, complété par l'échange de lettres des 25 avril et 8 juin 1984 et modifié par l'échange de lettres des 2 et 5 septembre 1985 (n° 3087) [20 novembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Afrique du Sud : mise au pas de la presse ;** décision de ce pays de restreindre la liberté d'informer [6 novembre 1985] (p. 3976).

orale sans débat :

— **n° 783,** posée le 16 avril 1985 : **logement (expulsions et saisies)** (p. 227-228) ; appelée le 19 avril 1985 : **expulsions de locataires** : période autorisée pour les expulsions ; attitude des préfets et des sous-préfets face au recours à la force publique ; mise en place des commissions de conciliation de loyers ; conventions d'application État-H.L.M. (p. 271) ; cas où le locataire ayant fait l'objet d'un jugement d'expulsion offre de commencer à rembourser (p. 272).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande sur la coopération en matière d'exécution des condamnations pénales (n° 2588).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : nombre des conventions portant sur le transfèrement des détenus actuellement en vigueur ; adoption de la loi du 20 décembre 1984 permettant l'application en France de ce type de conventions ; nombre des Français détenus en Thaïlande ; instrument visant à permettre le transfèrement des personnes condamnées par un Etat à des peines privatives de liberté dans leur pays d'origine aux fins d'y purger leur peine ; législation thaïlandaise portant de quatre à huit ans la détention minimale avant transfert en cas d'infraction à la législation sur les stupéfiants [15 mai 1985] (p. 803) ; nombre des condamnés français détenus en Thaïlande pouvant bénéficier de cet accord ; difficulté de réinsertion des anciens détenus en France ; rôle de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie ; nécessité d'améliorer l'information sur les risques encourus (p. 804).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale* : rappel des propos de M. Mitterrand, lors du 5^e congrès de la Ligue des droits de l'Homme estimant que « l'idée des droits de l'Homme reste une idée neuve dont la France doit être l'inlassable champion » ; rôle de la France dans le cadre des organisations internationales ; condamnation de l'apartheid [6 novembre 1985] (p. 4016) ; rôle de la circulation de l'information en matière des droits de l'Homme (p. 4017).

DURAFFOUR (Paul)

Député de Saône-et-Loire
(2^e circonscription)
Apparenté Socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Année internationale de la paix** : décision de l'Assemblée générale des Nations Unies déclarant 1986 année internationale de la paix ; initiatives du Gouvernement pour célébrer comme il convient cet événement ; décision de l'Assemblée générale des Nations Unies de convoquer une conférence internationale sur le thème « Désarmement et développement » [18 décembre 1985] (p. 6347-6348).

DURAND (Adrien)

Député de la Lozère
(1^{re} circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [J.O. du 3 juillet 1985] (p. 7478).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : contenu et conditions d'élaboration des orientations régionales forestières ; rôle des centres régionaux de la propriété forestière ; composition et rôle des commissions régionales [9 mai 1985] (p. 658) ; nécessité de ne pas bloquer sur le plan administratif la levée de l'engagement de non démembrement (p. 663) ; **article 2** : nécessité d'une véritable décentralisation (p. 669) ; **article 4** : absence d'homogénéité des régions sur le plan sylvicole ou agricole (p. 670) ; **article 5** : extension des exploitations en régie à l'ensemble de la France (p. 671) ; **article 11** : — *article L. 247-1 du code forestier* : lourdeur de la gestion des associations syndicales de gestion forestière (p. 679) ; **article 15** : gravité d'exclure des travaux de reboisement et de sylviculture les travaux d'élagage ; couverture sociale du personnel employé en sylviculture [10 mai 1985] (p. 710) ; **article 18** : nature des travaux d'équipement forestier (p. 714) ; **article 19** : travaux de génie rural réalisés à l'occasion des opérations d'équipement des forêts (p. 717) ; **article 22** : — *article L. 511-1 du code forestier* : hétérogénéité du domaine forestier français (p. 719) ; *article L. 512-4 du code forestier* : droit à disposer d'un bien (p. 721) ; aménagement forestier ; travail d'entretien (p. 722) ; *article L. 512-6 du code forestier* : ses observations sur l'amendement n° 101 de Pierre Micaux (p. 723) ; **article 26** : procédure d'aménagement ne devant pas aboutir à réduire excessivement les superficies agricoles ou forestières (p. 727) ; **article 27** : *article 52-4 du code forestier* : ses observations sur l'amendement n° 265 de Jean-Paul Fuchs (p. 728) ; **article 31** : consultation des associations de protection de la nature et de l'environnement avant le déclenchement des opérations d'aménagement foncier forestier (p. 731) ; **article 32** : pouvoir de la commission d'aménagement foncier dans la mise en œuvre de la procédure de délimitation des terres agricoles et forestières (p. 732) ; **article 33** : ses observations sur

l'amendement n° 119 de M. Bernard Stasi (p. 733) ; **article 43** : assiette de la taxe de défrichement étant constituée par la surface des bois et forêts à défricher ; **après l'article 43** : notion de parcelles soumises à autorisation de défrichement ; rôle de l'administration gestionnaire des forêts (p. 737) ; **article 45** : nécessité d'exempter du paiement de la taxe les constructions agricoles à usage professionnel (p. 740) ; **article 49** : servitude instituée par cet article ayant pour seul objet la protection contre les incendies (p. 743) ; **article 61** : désengagement de l'Etat (p. 747).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Troisième lecture, discussion générale : adoption en première lecture d'un minimum de cinq conseillers régionaux dans chaque département ; représentation démographique et territoriale en faveur des départements les moins peuplés ; attitude des parlementaires socialistes du Languedoc ; critère de la population ; représentation territoriale [26 juin 1985] (p. 2006) ; cas de la Lozère (p. 2007).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale* : questions : difficultés financières des parcs nationaux ; situation du parc national des Cévennes [23 octobre 1985] (p. 3427) ; opportunité d'inscrire une somme supplémentaire de 2,5 millions de francs (p. 3428).

Urbanisme, logement et transport. I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale* : questions : pose la question de M. Jean Briane [30 octobre 1985] (p. 3730).

— **Projet de loi relatif à la dotation globale du fonctionnement (n° 2800).**

Commission mixte paritaire, explications de vote : difficultés d'application du texte pour les petites communes rurales ; vote négatif du groupe U.D.F. [13 novembre 1985] (p. 4342).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).**

Troisième lecture, discussion des articles : **article 5 quater** : son amendement n° 1 (de suppression) [16 décembre 1985] (p. 6202) ; adopté (p. 6204).

DURBEC (Guy)

Député du Var
(3^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DURIEUX (Jean-Paul)

Député de la Meurthe-et-Moselle
(7^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903). Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 29 septembre 1985] (p. 11322).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 septembre 1985] (p. 11322).

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13809).

DUROMEY (André)

Député de la Seine-Maritime
(7^e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (urbanisme, logement et transports : mer) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947) [J.O. du 18 décembre 1985] (p. 14753).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome XIX : **Urbanisme, logement et transports : mer** (n° 2992) [9 octobre 1985].

Proposition de loi portant statut des élus municipaux, départementaux et régionaux et démocratisation de ces fonctions électives (n° 3070) [14 novembre 1985].

Proposition de loi relative à la retraite à cinquante ans des marins (n° 3266) [19 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Projet de loi sur l'aménagement du temps de travail et application du rapport Taddei** : agression contre le droit du travail ; rapport Taddei [4 décembre 1985] (p. 5261) ; mise en place d'une politique de droite (p. 5262).

INTERVENTIONS

— **Projets de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations Unies relative à un code de conduite des conférences maritimes (n° 2582) et relatifs à l'application du code de conduite des conférences maritimes établi par la convention des Nations Unies conclue à Genève le 6 avril 1974 (n° 2583).**

Première lecture, discussion générale commune : objectifs du code ; règle dite des « 40-40-20 » garantissant à chaque pays concerné une part de trafic ; réserves dénaturant le code de conduite ; remise en cause du code de la C.N.U.C.E.D. ; menaces sur la flotte française [16 avril 1985] (p. 206) ; internationalisation de la flotte ; emploi des marins ; atteinte à la protection sociale du monde maritime ; institution de discriminations prenant un caractère raciste ; mise en cause de l'intérêt économique du pays ; vote du groupe communiste (p. 207).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale* : Rapporteur pour avis : passage d'un ministère de la mer à un secrétariat d'Etat ; caractère médiocre du budget ; cinquième tranche du fonds spécial de grands travaux ; politique de désengagement [23 octobre 1985] (p. 3363) ; situation de l'établissement national des invalides de la marine ; nomination d'un « Monsieur Marine Marchande » ; pêches et cultures marines ; organisation des marchés ; élargissement de la Communauté économique européenne ; mise en place d'un volet communautaire de la pêche en Méditerranée (p. 3364).

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

Discussion générale : revendications des travailleurs des transports ; questions du fonds spécial de grands travaux ; disparition de 30 à 35 000 emplois dans les transports en deux ans ; nombre des victimes annuelles d'accidents de la route ; chute des crédits du chapitre « sécurité et circulation routière » ; suppression du corps des contrôleurs des transports terrestres [24 octobre 1985] (p. 3444) ; politique de développement des transports en commun ; subvention aux collectivités locales pour les tramways et autres infrastructures ; transport aérien ; avenir de la compagnie U.T.A. dans le Pacifique ; situation de la S.N.C.F. (p. 3445) ; questions : pose la question de M. Jacques Brunhes (p. 3464).

Examen des crédits : Etat B — Titre IV : son amendement n° 16 (réduction des crédits de 3 250 000 000 francs ; son amendement n° 18 (réduction des crédits 929 000 000 francs) ; politique de transport ferroviaire ; mise en œuvre du plan Guillaumat ; situation financière de la S.N.C.F. ; prise de mesures de première urgence en 1981 et 1982 ; installation de la nouvelle S.N.C.F. en janvier 1983 ; cahier des charges issu de la loi d'orientation des transports intérieurs ; imposition d'un contrat de Plan à l'entreprise ; contribution exceptionnelle de l'Etat ; suppression d'emplois ; aspect social du problème ; réserves de productivité de la S.N.C.F. ; annulation des comités d'entreprise librement déterminés par les cheminots ; déclarations du Gouvernement à la suite des accidents de chemins de fer ; amélioration des conditions de travail (p. 3472) ; caractère purement indicatif des amendements proposés (p. 3473) ; retirés (p. 3474).

Redéploiement industriel et commerce extérieur — Energie. — *questions* : importance des industries chimiques en France ; mesures que le gouvernement entend prendre pour favoriser l'essence sans plomb et la conversion profonde ; situation de la raffinerie de Normandie de la C.F.R. [12 novembre 1985] (p. 4250) ; pose la question de M. Montdargent (p. 4253-4254).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : financement des bureaux municipaux d'hygiène [22 novembre 1985] (p. 4693) ; **article 16** : responsabilité des communes, des départements et des régions en matière d'enseignement, musical ; cas des « Jeunes musicales de France » ; succès de l'association ; ségrégation culturelle (p. 4700) ; liste des enseignements supérieurs prise en charge par l'Etat ; opérations de « maquillage » ; fermeture de la première année du cycle de l'école d'art de Lille (p. 4701).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947).**

Première lecture, discussion générale : politique globale et cohérente de la filière maritime et du littoral ; spécificité des zones littorales ; importance du littoral français [22 novembre 1985] (p. 4729) ; développement des ports ; construction et réparation navales ; situation des pêcheurs en Bretagne ; conséquences de l'élargissement de la C.E.E. ; exemple des étangs salés du Languedoc ; absence de mesures favorisant le tourisme social et l'utilisation collective des installations ; non mise en place des schémas de mise en valeur de la mer ; charges spécifiques supportées par les collectivités ; abstention du groupe communiste (p. 4730).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 111 (précisant que le littoral constitue une entité géographique économique et sociale) ; priorité donnée à la satisfaction des besoins de loisirs et de vacances de la population locale et nationale ; protection des équilibres biologiques (p. 4735) ; devenu sans objet ; son amendement n° 112 (création d'un Conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection du littoral dénommé « Conseil national du littoral ») ; conséquence de la spécificité du littoral ; absence de structure nationale ; articulation entre le Conseil national et les autres organismes spécifiques ; rejeté (p. 4736) ; **après l'article 1^{er}** : son amendement n° 113 (délimitation de six zones littorales en métropole) : rejeté ; son amendement n° 114 (instituant pour chaque zone littorale un comité pour le développement, l'aménagement et la protection de la zone littorale, dénommé « comité de rivage ») (p. 4737) ; rejeté (p. 4738) ; **article 2**

— après l'article L. 146-1 du code de l'urbanisme : son sous-amendement n° 115 à l'amendement n° 8 de la commission (complétant le premier alinéa de cet amendement par les mots : « aux activités portuaires, de transport maritime, de construction et de réparation navales ») : adopté (p. 4740) ; son sous-amendement n° 117 à l'amendement n° 14 de la commission : devenu sans objet (p. 4742) ; *article L. 146-3 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 118 (insérant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code après les mots « espaces urbanisés » les mots « et de la bande littorale de cent mètres visée à l'article précédent ») : retiré (p. 4744) ; **article 3** : son amendement n° 119 (substituant dans la première phrase du texte proposé pour l'article L. 166-1 du code de l'urbanisme aux mots « peut être » le mot « est ») ; institution systématique de servitudes de passage des piétons sur les chemins privés en vue de permettre le libre accès au rivage ; adopté (p. 4748) ; **après l'article 7** : son sous-amendement n° 120 à l'amendement n° 49 de la commission (fixation par le tribunal des modalités et du montant de l'indemnisation des exploitants et producteurs d'animaux ou de végétaux marins dont l'activité aura été réduite ou interdite en conséquence de ladite infraction) ; suppression des rejets polluants ; conséquences pour les pêcheurs ou maréculteurs d'une détérioration de la qualité des eaux ; réglementation ou interdiction de la commercialisation des poissons ou des coquillages pollués ; opposition de l'irrecevabilité financière (p. 4751) ; rejeté (p. 4752) ; **article 9** : lit l'intervention de M. Jean-Jacques Barthe (p. 4753, 4754) ; **après l'article 11** : son amendement n° 121 (interdisant dans la zone maritime comprise entre le rivage et les 12 milles en mer tout rejet de déchet provenant des navires de plaisance) ; état « inadmissible » de certains ports de plaisance durant la saison estivale ; équipement de W.C. pour les navires de plaisance ayant la capacité de s'éloigner à plus de cinq milles d'un abri ; rejeté (p. 4755) ; **article 12** : son amendement n° 123 (tarif de la taxe de séjour) : rejeté (p. 4756) ; **après l'article 12** : son amendement n° 124 (communes ou groupement de communes ayant instauré une taxe dite taxe de séjour) : rejeté (p. 4757) ; **article 18** : son sous-amendement n° 136 à l'amendement n° 135 de la commission (substituant dans la deuxième phrase de cet amendement au mot « significatives » les mots « au moins équivalentes à celles de la concession ») ; son sous-amendement n° 137 à l'amendement n° 135 de la commission (supprimant dans l'avant dernière phrase de cet amendement les mots : « dans le cas de concessions de plages artificielles ou ») ; plages privatisées ; caractère ségréatif de ces plages ; interdiction des concessions nouvelles sur les plages naturelles ; absence de dispositions concernant les plages artificielles ; rejetés (p. 4762) ; **après l'article 25** : ne comprend pas la démarche du rapporteur (p. 4768) ; amendement n° 102 visant les mesures prises en faveur du littoral (p. 4769).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses (n° 3016).**

Première lecture, discussion générale : problème des navires battant pavillon de complaisance ; contrôle de l'état des navires ; projet du Gouvernement sur la flexibilité du temps de travail [4 décembre 1985] (p. 5237) ; absence de nouveaux moyens en matière de prévention des risques (p. 5238).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 35 (exercice sans restriction du droit de grève et interdiction du lock-out) : rejeté [4 décembre 1985] (p. 5325) ; son amendement n° 28 (non application des dispositions aux entreprises commerciales, alimentaires ou non alimentaires dont la surface commerciale est supérieure à 1 000 m²) : rejeté [6 décembre 1985] (p. 5488) ; **article 1^{er}** : son amendement n° 45 (exclusion de la branche de l'ingénierie) : rejeté (p. 5519) ; son amendement n° 48 (exclusion de la branche de l'industrie agricole et alimentaire) (p. 5523) ; rejeté (p. 5524) ; son amendement n° 59 (inapplication de dispositions de l'article L. 212-8 du code du travail aux salariés exerçant leur activité dans le secteur des transports collectifs urbains et interurbains)

[7 décembre 1985] (p. 5577) ; réservé ; son amendement n° 60 (exclusion du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail des salariés qui exercent leurs activités dans le secteur de la batellerie et du transport par voie navigable) (p. 5578) ; réservé ; son amendement n° 61 (exclusion des salariés qui exercent leurs activités dans le secteur du transport aérien du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail) (p. 5579) ; réservé ; son amendement n° 62 (exclusion du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail des salariés qui exercent leurs activités dans le secteur de la construction aéronautique) (p. 5580) ; réservé ; son amendement n° 63 (exclusion du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail des salariés qui exercent leurs activités dans le secteur du transport ferroviaire) : retiré ; son amendement n° 64 (exclusion du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail des salariés qui exercent leurs activités dans le secteur du transport routier) (p. 5581) ; réservé ; son amendement n° 65 (exclusion du champ de l'article L. 212-8 du code du travail des salariés qui exercent leurs activités dans le transport de commerce maritime) : réservé ; son amendement n° 66 (exclusion du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail des salariés du secteur de la construction et de la réparation navales) (p. 5582) ; réservé ; son amendement n° 67 (inapplication de l'article L. 212-8 du code du travail aux salariés du secteur des activités portuaires) : réservé ; son amendement n° 68 (exclusion du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail des salariés du secteur de la pêche et des cultures marines) : réservé (p. 5584) ; son amendement n° 69 (exclusion du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail des salariés de la branche des transports) : réservé ; son amendement n° 70 (exclusion du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail des salariés exerçant leurs activités dans le secteur des travaux publics) (p. 5585) ; réservé ; son amendement n° 71 (exclusion du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail des salariés qui exercent leurs activités dans le secteur de la construction) (p. 5586) ; réservé (p. 5589) ; son amendement n° 87 (exclusion de la branche des industries diverses du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail) (p. 5607) ; réservé (p. 5608) ; son amendement n° 90 (supprimant le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8 du code du travail) : réservé (p. 5609) ; son amendement n° 98 (nécessité que les conventions ou accords collectifs visés au présent article soient signés par une ou plusieurs organisations syndicales représentatives) (p. 5613) ; réservé (p. 5614) ; **article 2** : *article L. 212-8 du code du travail* : son amendement n° 128 (conséquences de la constatation du dépassement de la durée annuelle résultant de la convention) (p. 5634), vote réservé [8 décembre 1985] (p. 5635) ; son amendement n° 102 : exclusion des salariés du secteur de la pêche et des cultures marines du champ d'application du projet (p. 5636) ; vote réservé ; son amendement n° 103 (exclusion des salariés du secteur des activités portuaires du champ d'application du projet) (p. 5637) ; vote réservé ; son amendement n° 104 (exclusion des salariés du secteur du transport ferroviaire du champ d'application du projet) (p. 5638) ; vote réservé ; son amendement n° 105 (exclusion des salariés du secteur de la construction et de la réparation navales du champ d'application du projet) (p. 5639) ; vote réservé ; son amendement n° 106 (exclusion des salariés du secteur des travaux publics du champ d'application du projet) (p. 5640) ; vote réservé ; son amendement n° 107 (exclusion des salariés du secteur des transports collectifs urbains ou interurbains) (p. 5641) ; vote réservé ; son amendement n° 108 (exclusion des salariés du secteur de la batellerie et du transport par voies navigables du champ d'application du projet) ; vote réservé ; son amendement n° 109 (exclusion du champ d'application du projet des salariés du secteur du transport aérien) (p. 5642) ; vote réservé ; son amendement n° 110 (exclusion des salariés du secteur de la construction aéronautique du champ d'application du projet) (p. 5643) ; son amendement n° 111 (exclusion du secteur du transport routier du champ d'application du projet) (p. 5644) ; vote réservé (p. 5645) ; son amendement n° 112 (exclusion des salariés exerçant leur activité dans le transport de commerce maritime du champ d'application du projet de loi) ; (p. 5650) ; vote réservé ; son amendement n° 113 (exclusion des salariés de la branche des transports du champ d'application du projet de loi) (p. 5651) ; vote réservé (p. 5652) ; son amendement n° 114 (exclusion des salariés exerçant leur activité dans le secteur de la construction du champ d'application du projet)

(p. 5652) ; vote réservé (p. 5653) ; **article L. 212-8-5 du code du travail** : son amendement n° 161 (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code à insérer après le mot : « convention », le mot : « étendue ») (p. 5686) ; vote réservé (p. 5687) ; son amendement n° 164 (exclusion du champ d'application de cet article du code des salariés du secteur des activités portuaires) : vote réservé (p. 5689) ; son amendement n° 165 (exclusion du champ d'application de cet article du code des salariés du secteur des travaux publics) : vote réservé ; son amendement n° 166 (exclusion du champ d'application de cet article du code des salariés de la branche des transports) (p. 5690) ; vote réservé ; son amendement n° 167 (exclusion du champ d'application de cet article du code des salariés du secteur des transports collectifs urbains et interurbains) : vote réservé (p. 5691) ; son amendement n° 168 (exclusion du champ d'application de cet article du code des salariés du secteur de la batellerie et du transport par voies navigables) : vote réservé ; son amendement n° 169 (exclusion du champ d'application de cet article du code des salariés du secteur du transport routier) (p. 5692) ; vote réservé ; son amendement n° 170 (exclusion du champ d'application de cet article du code des salariés du secteur du transport ferroviaire) (p. 5693) ; vote réservé (p. 5694) ; son amendement n° 171 (exclusion du champ d'application de cet article du code des salariés du secteur des transports de commerce maritime) ; vote réservé ; son amendement n° 172 (exclusion du champ d'application de cet article du code des salariés du secteur du transport aérien) ; vote réservé (p. 5695) ; son amendement n° 173 (exclusion du champ d'application de cet article du code des salariés du secteur de la construction et de la réparation navales) : vote réservé ; son amendement n° 174 (exclusion du champ d'application de cet article du code des salariés du secteur de la construction (p. 5696) ; vote réservé ; son amendement n° 175 (exclusion du champ d'application de cet article du code des salariés du secteur de la construction aéronautique) : vote réservé ; son amendement n° 176 (exclusion du champ d'application de cet article du code des salariés du secteur de la pêche et des cultures marines) (p. 5697) ; vote réservé (p. 5698) ; **article 3** : son amendement n° 201 (insérant au début du deuxième alinéa de cet article après le mot « convention » le mot « étendue ») [9 décembre 1985] (p. 5714) ; réservé (p. 5715) ; son amendement n° 212 (exclusion de la branche de la mécanique) : réservé (p. 5719).

DUROURE (Roger)

Député des Landes
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi relatif à la gestion, à la valorisation et à la protection de la forêt (n° 2563) [24 janvier 1985] (p. 42).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563) [J.O. du 5 novembre 1985] (p. 12828).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 7 novembre 1985] (p. 12936).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural (n° 3008) [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14815).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2563) relatif à la gestion, la valorisation et la **protection de la forêt** (n° 2663) [2 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2828) modifié par le Sénat, relatif à la gestion, la valorisation et la **protection de la forêt** (n° 2970) [3 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la **protection de la forêt** (n° 3040) [7 novembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt** (n° 2563).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : domaine forestier étant le plus vaste de l'Europe des Douze ; déficit de la filière bois ; maintien de l'Office national des forêts et des centres régionaux de la propriété forestière ; valorisation de l'ensemble de la forêt privée ; fomules de regroupement ; dynamisation des industries du bois ; coopération interprofessionnelle et organisation du marché ; nomination d'un secrétaire d'Etat, puis d'un ministre chargé de la forêt ; organisation progressive des marchés du bois ; promotion des industries du bois ; meilleure formation des hommes ; meilleure coordination de la recherche [9 mai 1985] (p. 630) ; fonctions écologique, économique et sociale de la forêt ; patrimoine forestier français couvrant un quart du territoire métropolitain ; importance de la propriété privée expliquant la mauvaise gestion de 60 % de la forêt française ; projet de loi instituant des « orientations régionales forestières » définies par une commission régionale ; critères de la notion de bonne gestion ; aides publiques attribuées exclusivement aux propriétaires offrant des garanties de bonne gestion ; possibilité pour les propriétaires de s'associer dans des associations syndicales de gestion ou dans des groupements de producteurs forestiers ; notion d'unité de gestion ; procédures d'aménagement foncier forestier ; démocratisation des centres régionaux pour la propriété forestière ; protection sociale des ouvriers forestiers (p. 631) ; présomption de salariat ; autorisation pour l'Office national des forêts de pratiquer à titre expérimental l'exploitation en régie ; aménagement des règles concernant l'affouage ; renforcement des procédures de défrichement ; taux de boisement, élaboration des orientations régionales forestières par des commissions régionales ; formules de regroupement proposées ; exemption de la taxe de défrichement dans les zones définies par décret après avis des conseils généraux ; exploitation des carrières ; formation professionnelle des ouvriers forestiers (p. 632) ; impasse dans laquelle se trouvent les classes de brevet d'enseignement professionnel agricole de sylviculture ; nécessité pour les centres régionaux de la propriété forestière de recruter des techniciens ; dégâts causés par les gibiers ; schémas d'aménagement par massif (p. 633).

Discussion des articles : avant l'article 1^{er} : son amendement n° 154 (reconnaissance du caractère d'intérêt général de la mise en valeur et de la protection de la forêt française) ; objectifs assignés à cette mise en valeur (p. 657) ; adopté après modification (p. 658) ; **article 1^{er} :** logique de l'amendement n° 274 de M. Daniel Goulet ne correspondant pas à celle du projet de loi (p. 660) ; son amendement n° 155 (modifiant l'article L. 101 du code forestier ; orientations régionales forestières) ; champ d'application des orientations régionales ; politique forestière relevant de la responsabilité de l'Etat ; adopté (p. 661) ; amendement n° 23 de M. Pierre Micau étant incompatible avec la notion même de garantie de bonne gestion (p. 662) ; démembrement volontaire de l'unité de gestion ; son amendement n° 156 (tendant à compléter le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 101 du code forestier par la phrase suivante « le décret visé au dernier alinéa du présent article fixera les modalités et les délais de cette procédure ») (p. 664) ; limitation du délai imposé à l'administration lors de la levée d'un engagement de non démembrement ; adopté ; logique de l'amendement n° 275 de M. Daniel Goulet aboutissant à la suppression totale de la garantie de bonne gestion (p. 665) ; structures de regroupement ; son amendement n° 157 (tendant dans le 7^e alinéa 3^e du texte proposé pour l'article L. 101 du code forestier à insérer après les mots « groupement de producteurs » le mot « reconnu ») ; nécessité de reconnaître les groupements de producteurs pour que l'on considère que les forêts concernées présentent des garanties de bonne gestion ; adopté ; **après article 1^{er} :** dispositions de l'amendement n° 240 de M. Louis Maisonnat étant d'ordre réglementaire (p. 666) ; **article 2 :** terme « régie » s'appliquant également à la notion de « régie d'entre-

prise » ; expérimentation devant se faire après concertation avec les représentants locaux de la profession (p. 668) ; possibilité pour l'Office national des forêts de tourner la disposition proposée par l'amendement n° 277 de M. Daniel Goulet en pratiquant la régie d'entreprise (p. 669) ; **après l'article 2** : risque de voir les représentants de nombreux organismes ayant des relations avec les activités de la forêt demander à siéger au sein du Conseil d'administration de l'Office national des forêts (p. 670) ; **article 5** : droit des collectivités locales ou des personnes morales propriétaires de choisir la régie directe ou la régie d'entreprise ; son amendement n° 158 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 144-4 du code forestier à substituer aux mots « d'une entreprise à laquelle » les mots « d'entrepreneurs auxquels ») : adopté (p. 671) ; **article 6** : son amendement n° 159 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 160 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 161 (rédactionnel) : adopté ; élargissement du droit d'affouage ; affouage se traduisant pour le budget communal par un abandon de recettes (p. 672) ; pouvoir du maire d'apprécier la part de la production de bois communal qu'il affecte au budget de la commune (p. 673) ; son amendement n° 162 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 163 (rédactionnel) : adopté (p. 674) ; **article 8** : son amendement n° 164 (exécution des travaux prévus au plan simple de gestion) ; travaux nécessaires à la reconstitution du peuplement forestier ; adopté (p. 675) ; amendements n° 2 de M. Jean-Louis Masson, n° 44 de M. Pierre Micaux et n° 226 de M. Roland Vuillaume aboutissant à empêcher tout contrôle sur les quantités de bois donnés à affouage ; **article 9** : son amendement n° 165 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 166 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 222-4 du code forestier à supprimer les mots « à titre obligatoire ») : adopté (p. 676) ; **article 10** : son amendement n° 167 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 168 (tendant dans la première phrase du texte proposé pour l'article L. 222-5 du code forestier à insérer après les mots « se trouve placé » les mots « sauf cas de force majeure reconnu par le centre ») ; maintien de l'exception de force majeure figurant dans le texte actuel de l'article L. 222-4 du code forestier ; adopté (p. 677) ; **article 11** : *article L. 247-1 du code forestier* : son amendement n° 169 (tendant au début du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à substituer après les mots « elle regroupe » le mot « des » au mot « les ») : adopté ; réussite des associations autorisées (p. 679) ; absence d'intervention de l'autorité préfectorale ; liberté pour les associations de prélever des cotisations extrêmement réduites ; son amendement n° 170 (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 53 de M. Pierre Micaux aboutissant à priver les propriétaires, qui se sont regroupés, de la possibilité de réaliser des équipements d'accueil ; inutilité d'un système d'autorisation préalable donnée par le représentant de l'Etat dans le département pour une opération qui peut être secondaire (p. 680) ; difficultés de définir les équipements légers et ceux qui seraient compatibles avec les équilibres naturels ; son amendement n° 171 (tendant à la fin de l'avant dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à insérer les mots « dans le cas d'une association autorisée » après les mots « vie rurale et ») ; gestion des équipements confiée aux seules associations autorisées ; adopté (p. 681) ; son amendement n° 172 (tendant à supprimer les trois dernières phrases du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 247-1 du code forestier) ; suppression de la possibilité de regrouper dans une même association une superficie communale soumise à un régime forestier et des propriétés privées, à condition que ces propriétés privées soumettent leur gestion à l'Office national des forêts ; adopté (p. 682) ; *article L. 247-2 du code forestier* : limitation du droit pour les propriétaires de créer des associations autorisées dans les seuls départements visés à l'article 52-1 du code rural [10 mai 1985] (p. 706) ; *article L. 247-7 du code forestier* : limitation des pouvoirs de l'association autorisée ; son amendement n° 173 (tendant à la fin du texte proposé pour cet article du code forestier à substituer aux mots « toute tâche dont l'exécution ne relève pas du régime des marchés publics » les mots « l'exécution de toute tâche ») ; possibilité pour une association syndicale de gestion forestière d'adhérer à une coopérative dans les mêmes conditions qu'elle soit libre ou autorisée ; adopté (p. 707) ; **article 12** : son amendement n° 174 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 248-1 du code forestier à insérer après les mots « les sociétés coopératives » les mots « les sociétés d'intérêt

collectif agricole ») ; possibilité pour les sociétés d'intérêt collectif agricole d'adhérer à un groupement de producteurs ; adopté ; recours au Conseil d'Etat ne paraissant pas justifier la disqualification du centre régional de la propriété forestière (p. 708) ; **article 13** : son amendement n° 175 (rédactionnel) : adopté (p. 709) ; **article 15** : son amendement n° 176 (tendant à compléter le 5^e alinéa de cet article par les mots : « compris l'élagage, le débroussaillage et le nettoyage des coupes ») ; cas où l'élagage, le débroussaillage et le nettoyage des coupes ne serait pas toujours considéré comme des opérations incluses dans les travaux de reboisement et de sylviculture ; adopté (p. 710) ; **article 16** : son amendement n° 177 (présomption de salariat) ; critères retenus pour reconnaître la qualité de travailleurs indépendants aux travailleurs forestiers (p. 711) ; inscription sur les registres de la chambre de commerce ou de la chambre des métiers ; jurisprudence de la Cour de cassation (p. 712) ; insuffisance du critère de l'inscription sur les registres de la chambre de commerce ou de la chambre des métiers ; définition de la qualité d'entrepreneur forestier ; adopté (p. 713) ; **article 18** : son amendement n° 178 (rédactionnel) : adopté ; pouvoirs des collectivités locales (p. 714) ; gravité de l'interdiction de tout dessèchement de marais ; amendement n° 75 de M. Bernard Stasi privant les collectivités locales de toute initiative en ce qui concerne les opérations d'irrigation ; son amendement n° 179 (rédactionnel) : adopté ; pouvoir de l'Office national des forêts ; son amendement n° 180 (visant dans la première phrase du dernier alinéa de cet article après les mots « la valeur » à insérer les mots « avant travaux » ; valeur du bien en cause devant être estimée avant travaux (p. 715) ; adopté ; **article 19** : son amendement n° 181 (tendant à la fin de la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 176 du code rural à substituer aux mots « au deuxième » les mots « à l'avant dernier ») : adopté (p. 716) ; son amendement n° 182 (rédactionnel) : adopté (p. 717) ; **article 22** : son amendement n° 183 (rédactionnel) : adopté ; **article 22** : *article L. 511-1 du code forestier* : son amendement n° 184 (rédactionnel) : adopté ; choix des essences ; degré d'adaptation des essences au sol et au climat : adopté ; *après l'article L. 511-1 du code forestier* : son amendement n° 185 (rédactionnel) : adopté (p. 719) ; *article L. 512-2 du code forestier* : son amendement n° 186 (rédactionnel) : adopté (p. 720) ; *article L. 512-3 du code forestier* : opération de remembrement et de restructuration foncière ; estimation de la soulte par des experts qualifiés ; *article L. 512-4 du code forestier* : pouvoir de la commission communale (p. 721) ; son amendement n° 218 complétant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article ; décision implicite d'acceptation du représentant de l'Etat : adopté (p. 722) ; *article L. 512-6 du code forestier* : composition du conseil d'administration de la S.A.F.E.R. ; intervention des S.A.F.E.R. se faisant dans le cadre de conventions avec l'Etat (p. 723) ; **après l'article 22** : son amendement n° 187 (tendant à compléter l'article L. 121-2 du code forestier par l'alinéa suivant : « ces dispositions sont également applicables à la connaissance du sol, de la végétation et de tous les renseignements d'ordre écologique ou phytosanitaire de la forêt ») ; lutte contre les pluies acides ; adopté (p. 724) ; **article 24** : son amendement n° 188 (rédactionnel) : adopté ; **article 26** : absence de lien entre l'article 52-1 du code forestier et le remembrement agricole et forestier (p. 727) ; compensation en terres non boisées ne pouvant excéder quatre hectares (p. 728) ; **article 27** : *article 52-5 du code rural* : concertation pouvant toujours être engagée auprès de l'assemblée communale par les propriétaires (p. 729) ; compétence de l'association foncière au sein du périmètre d'aménagement foncier agricole et forestier ; *après l'article 52-6 du code rural* : son amendement n° 189 (intervention d'un décret en Conseil d'Etat pour déterminer les conditions d'application des articles 52-1 et 52-6) : adopté (p. 730) ; **article 31** : son amendement n° 190 (tendant au début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 2-1 du code rural à substituer aux mots « fonds incultes » les mots « parcelles incultes ou manifestement sous-exploitées ») : adopté ; son amendement n° 191 (désignation de représentants de la propriété forestière à la commission communale) : adopté (p. 731) ; **après l'article 31** : son amendement n° 192 (rôle des associations de protection de la nature) : adopté ; **article 33** : son amendement n° 193 (composition de la commission communale) (p. 732) ; adopté ; **après l'article 33** : son amendement n° 194 (consultation des représentants des associations de protection de la nature avant le déclenchement des opérations

d'aménagement foncier) : adopté ; **article 34** : son amendement n° 195 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 196 (rédactionnel) : adopté (p. 733) ; son amendement n° 197 (expropriation de parcelles abandonnées ou incultes destinées au reboisement) : adopté ; **article 35** : son amendement n° 198 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 199 (rédactionnel) : adopté (p. 734) ; **article 38** : amendement n° 123 de M. Pierre Micaux allongeant inutilement la procédure d'autorisation (p. 735) ; **article 40** : son amendement n° 219 (rédactionnel) : adopté (p. 736) ; **article 41** : délai de paiement de la taxe de défrichement ; **après l'article 43** : détermination de l'article L. 314-5 du code forestier des opérations non soumises à autorisation de défrichement (p. 737) ; **article 44** : son amendement n° 200 (rétablissement de l'exemption de la taxe pour les défrichements de mise en valeur agricole dans les massifs boisés de moins de 10 hectares) ; portée des défrichements suivant les régions : adopté ; possibilité pour les équipements communaux, voire pour les lotissements réalisées à l'initiative de la commune, d'être exemptés de la taxe de défrichement (p. 738) ; **article 45** : amendement n° 130 de M. Pierre Micaux facilitant la fraude (p. 740) ; **article 46** : délai donné aux redevables pour effectuer le versement ; son amendement n° 201 (tendant dans la dernière phrase du texte proposé pour l'article L. 341-7 du code forestier à insérer après les mots « ou plus égal à » les mots « deux fois ») ; extension du délai de paiement de trois ans aux défrichements ayant pour objet l'agrandissement d'une exploitation agricole jusqu'à deux fois la surface minimale d'installation ; adopté ; autorisation de défrichement demandée par un extracteur de matières minérales ; amendement n° 216 de M. Pierre Micaux aggravant la situation existante ; nécessité de revoir la question en deuxième lecture (p. 741) ; justification de l'échelonnement du paiement de la taxe de défrichement ; **article 47** : son amendement n° 202 (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « lorsque ce droit devient caduc » les mots « dans un délai de cinq ans ») ; possibilité de restituer la taxe à un bénéficiaire d'autorisation qui ne réalise pas le défrichement ; nécessité de porter le délai de restitution à cinq ans : adopté ; son amendement n° 203 (mandatement de la restitution de la taxe acquitée) : adopté ; **article 48** : son amendement n° 204 (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « et L. 312-1 » les mots « L. 312-1 et L. 312-2 ») ; extension des sanctions prévues aux défrichements illicites effectués dans l'île de la Réunion ; adopté (p. 742) ; **article 51** : capacité d'initiative des collectivités territoriales identiques à celles de l'Etat ; subventions de l'Etat ; son amendement n° 205 (rédactionnel) : adopté (p. 743) ; **article 55** : son amendement n° 206 (rédactionnel) : adopté ; **article 56** : *article L. 322-3 du code forestier* : son amendement n° 207 (tendant à compléter le deuxième alinéa 1° du texte proposé pour cet article du code forestier par les mots « et le maintien en l'état débroussaillé » (p. 744) ; nécessité pour un terrain dont le débroussaillage a été rendu obligatoire par l'autorité administrative de demeurer en permanence débroussaillé par la suite : adopté ; son amendement n° 208 (rédactionnel) : adopté ; *article L. 322-7 du code forestier* : bois publics situés sur le domaine privé de l'Etat ou des collectivités locales (p. 745) ; **article 61** : pouvoir des capacités d'intervention des collectivités locales (p. 747).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : transformation des conseils régionaux de la forêt et des produits forestiers en commissions régionales de la forêt et des produits forestiers ; loi Sérot-Monichon ; mesures de prévention des incendies dans les forêts méditerranéennes [4 octobre 1985] (p. 2673).

Discussion des articles : **article 1^{er} A** : son amendement n° 1 (objectifs de la mise en valeur de la forêt) ; droits des propriétaires concernant l'accueil du public ; adopté ; **article 1^{er}** (p. 2678), son amendement n° 2 (compétence de l'Etat en ce qui concerne la politique de mise en valeur de la forêt) (p. 2679) ; adopté ; son amendement n° 3 (engagement de non déembrement) : adopté ; son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté (p. 2680) ; son amendement n° 5 (supprimant le 10^e alinéa 3 bis du texte proposé pour l'article L. 101 du code forestier) ; certificat de garantie de bonne gestion attribué aux propriétaires forestiers : adopté ; son amendement n° 6 (précisant qu'en cas de force majeure les manquements aux garanties ou à l'engagement prévu ne pourront être retenus contre le propriétaire) : adopté (p. 2681) ; **article 6** : son amendement n° 7 (rédactionnel) :

adopté ; **article 7 A** : son amendement n° 8 (de suppression) ; spécificité de la forêt privée par rapport à la forêt publique ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 9 (plan simple de gestion) ; problème des seuils (p. 2682) ; centres régionaux de la propriété forestière : adopté ; **article 8** : son amendement n° 10 (obligation pour le propriétaire d'exécuter les travaux d'amélioration sylvicole mentionnés à titre obligatoire dans le plan simple de gestion) : adopté ; son amendement n° 11 (rédactionnel) (p. 2683) ; possibilité pour le propriétaire de procéder à l'abattage de bois pour la satisfaction de sa consommation : adopté ; **article 10** : son amendement n° 12 (obligation pour les bénéficiaires de réaliser certains travaux liés aux coupes) ; assouplissement du régime spécial d'autorisation administrative de la coupe : adopté ; son amendement n° 13 (supprimant la dernière phrase du texte proposé pour l'article L. 222-5 du code forestier) : adopté (p. 2684) ; **article 11** : son amendement n° 14 (supprimant les mots « ou peuvent élaborer lorsqu'elles sont libres » dans le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L. 247-1 du code forestier) : adopté ; son amendement n° 15 (référence aux équipements sociaux légers) ; rôle des associations syndicales de gestion contribuant au maintien de la vie rurale : adopté ; son amendement n° 16 (substituant aux mots « soumise à l'obligation » les mots : « de nature à faire objet » (p. 2685) ; rétablissement de l'égalité entre les propriétaires individuels et les propriétaires qui se regroupent : adopté ; son amendement n° 17 (délaissement d'immeubles) : adopté ; son amendement n° 18 (précisant qu'une association syndicale de gestion forestière autorisée peut adhérer comme membre associé coopérateur à une société coopérative) (p. 2686) : adopté après modifications ; **article 12 ter** : son amendement n° 19 (de suppression) ; plan de chasse du grand gibier ; adopté (p. 2687) ; **article 13** : son amendement n° 20 (supprimant les mots « les plus » dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 221-3 du code forestier) ; composition des centres régionaux de la propriété forestière : adopté ; **après l'article 14** : nécessité de mettre sur pied ses propres organismes d'interprofession ; **avant l'article 15** : son amendement n° 21 (rédigeant l'intitulé du titre IV : « dispositions d'ordre social » (p. 2688) ; réservé ; **après l'article 16** : son amendement n° 59 à titre personnel (conditions de la levée de la présomption de salariat) (p. 2689) ; adopté ; **article 17 bis** : son amendement n° 22 (de suppression) ; nécessité de la formation professionnelle : adopté ; **avant l'article 15** : son amendement n° 21 précédemment réservé : adopté (p. 2690) ; **article 18** : son amendement n° 23 (supprimant les mots « lorsque l'initiative privée est défaillante ou absente ») ; équipement des forêts : adopté (p. 2691) ; **article 22** : son amendement n° 24 (complétant le texte proposé pour l'article 512-2 du code forestier par les mots : « toutefois, cette distance peut être majorée de 10 % au maximum dans la mesure nécessaire au regroupement parcellaire ») ; remembrement agricole : adopté ; son amendement n° 25 (supprimant les deux dernières phrases du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 512-4 du code forestier) ; réglementation des travaux en cas de remembrement forestier : adopté (p. 2692) ; **après l'article 24** : pouvoirs donnés au préfet ; **article 25** : son amendement n° 26 (rétablissant l'abrogation du 3° de l'article 52-2 du code rural) ; compétence des associations syndicales de gestion forestière pour réaliser et entretenir des équipements ; adopté (p. 2693) ; **article 26** : son amendement n° 27 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 28 (supprimant les mots « ni une surface de parcelle non boisée excédant 30 % de la surface boisée apportée ») ; principe de compensation : adopté ; **article 29** : son amendement n° 29 (supprimant la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article) ; convention passée entre l'Etat et les S.A.F.E.R. ; adopté (p. 2694) ; **article 34** : son amendement n° 30 (rédactionnel) : adopté (p. 2695) ; **article 37** : son amendement n° 31 (supprimant le paragraphe I de cet article) ; biens dont le défrichement est soumis à l'autorisation : adopté ; **article 38 bis** : son amendement n° 23 (de suppression) ; faculté dont dispose l'administration de subordonner une autorisation de défrichement à l'exécution de travaux de reboisement sur d'autres terrains : adopté ; **article 44** : son amendement n° 33 (énoncé des cas d'exemption de la taxe de défrichement) ; notion de défrichement d'intérêt public (p. 2696) ; adopté ; **article 45** : exonération de la taxe de défrichement pour les défrichements réalisés pour les constructions à usage forestier ; **article 46** : son amendement n° 34 (substituant au mot « cinq » le mot « trois ») : adopté ; son amendement

n° 35 (référence au défrichement destiné à créer une exploitation agricole) (p. 2697) : adopté ; son amendement n° 36 (défrichement ayant pour objet l'installation de cultures temporaires) : adopté ; **article 47** : son amendement n° 37 (précisant que le propriétaire qui renonce à son droit de défricher bénéficie d'une restitution de la taxe acquittée) : adopté (p. 2698) ; **article 51** : son amendement n° 38 (précisant que les travaux mentionnés à l'article précédent sont réalisés par la collectivité publique à la demande de laquelle a été prononcée la déclaration d'utilité publique) ; travaux de prévention des incendies : adopté ; **article 52** : son amendement n° 39 (rédactionnel) ; travaux de prévention contre l'incendie : adopté (p. 2699) ; **article 56** : son amendement n° 60 à titre personnel (précisant les cas dans lesquels le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé est obligatoire) ; responsabilités des maires (p. 2700) ; adopté ; son amendement n° 40 : devenu sans objet ; **après l'article 56** : impossibilité de pratiquer systématiquement l'agriculture alors que des forêts ont brûlé sur un terrain (p. 2701) ; **après l'article 58** : principe général d'inconstructibilité des sols lorsqu'une commune est dépourvue de plans d'occupation des sols ; **article 61** : son amendement n° 41 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 66** : son amendement n° 42 (précisant que les forêts dont les propriétaires ont adhéré à une société coopérative sont considérés comme présentant une garantie de bonne gestion) (p. 2702) ; coopératives multi-services ; intérêt des coopératives forestières pour la modernisation de la sylviculture et de tous les secteurs de la filière : adopté (p. 2703).

Commission mixte paritaire, discussion générale : Rapporteur : accord de la C.M.P. ; exemption de taxe pour les zones de montagne et les zones défavorisées en matière de défrichement ; création de « comités de filière » ; fonctionnement des commissions régionales de la forêt et des produits forestiers ; élaboration des orientations régionales forestières [20 novembre 1985] (p. 4529) ; concertation avec les représentants de la profession (p. 4530).

DURR (André)

Député du Bas-Rhin
(3^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 824, posée le 14 mai 1985 : **établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (fonctionnement : Bas-Rhin)** (p. 783) ; appelée le 24 mai 1985 : **hébergement médicalisé de personnes âgées dans le Bas-Rhin** : nombre de lits existants dans le Bas-Rhin ; maison de retraite de Strasbourg en cours de construction ; affectations de personnel (p. 1177) ; redéploiement des moyens devant permettre de prendre en compte un plus grand nombre de personnes âgées malades (p. 1178) ;

— n° 865, posée le 18 juin 1985 : **enseignement supérieur et postbaccalauréat (examens, concours et diplômes)** (p. 1476) ; appelée le 28 juin 1985 : **formation supérieure en hôtellerie** : projet de création d'une maîtrise des sciences techniques de l'hôtellerie et de la restauration ; absence de formation supérieure en hôtellerie sanctionnée par un diplôme universitaire ; échec des précédentes tentatives de création d'une école supérieure de l'hôtellerie ; projet du lycée d'enseignement technologique et professionnel d'hôtellerie et de tourisme d'Illkirch-Gratzen ; marché des cadres de l'hôtellerie ; nécessité d'octroyer le bénéfice de la délivrance de cette maîtrise à un établissement de la région alsacienne (p. 2153) ;

— n° 889, posée le 2 octobre 1985 : **professions et activités sociales (aides ménagères : Alsace)** (p. 2614) ; appelée le 11 octobre 1985 : **frais d'aide ménagère en Alsace-Moselle** : relèvement de la partici-

pation des personnes âgées aux frais d'aide ménagère ; menace de suppression d'emplois d'aide ménagère ; pouvoirs des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale (p. 2969) ; nécessité d'une harmonisation (p. 2970) ;

— n° 932, posée le 9 décembre 1985 : **logement (prêts : Alsace)** (p. 5782-5783) appelée le 13 décembre 1985 : **dotations de prêts à la construction en Alsace** : difficultés du secteur du bâtiment et des travaux publics en Alsace ; incompatibilité de deux règles gouvernant les enveloppes de P.A.P. attribuées aux sociétés de crédits immobiliers ; rappelle que l'Alsace en 1985 figure parmi les régions dans lesquelles la consommation de P.A.P. a été proche de celle de 1984 ; retard de l'Alsace en matière de construction de type H.L.M. (p. 6162).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions* : intérêts portés par l'Alsace à la création d'une maîtrise des sciences et techniques de l'hôtellerie et de la restauration ; absence d'une telle formation en France ; projet de lycées d'enseignement technologique et professionnel d'hôtellerie et de tourisme ; soutien de l'U.E.R. de sciences économiques de Strasbourg [29 octobre 1985] (p. 3655) ; plan d'informatisation des activités non comptables ; exclusion des établissements d'Alsace-Lorraine de la distribution de la taxe d'apprentissage (p. 3661).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions* : enquête effectuée dans les hospices civils de Strasbourg ; unités de long séjour ; sections de cure médicale ; services psychiatriques ; comparaison entre les infrastructures et les populations hébergées du Haut-Rhin et du Bas-Rhin ; [4 novembre 1985] (p. 3873) ; création d'unités de long séjour (p. 3874) ; création de service de soin à domicile à Strasbourg ; maison d'accueil des personnes âgées (p. 3877).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions* : feux de forêt du sud-est de la France et de la Corse ; rôle du secrétariat d'Etat chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs [13 novembre 1985] (p. 4330) ; développement et amélioration des moyens d'intervention des sapeurs-pompiers (p. 4331).

DURUPT (Job)

Député de la Meurthe-et-Moselle
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14911).

DUTARD (Lucien)

Député de la Dordogne
(4^e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Condamnation à mort d'un militant noir en Afrique du sud et application des décisions de l'O.N.U. sur l'apartheid** : cas du poète Benjamin Moïse ; attitude de la France [16 octobre 1985] (p. 3111-3112).

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 858, posée le 11 juin 1985 : **fruits et légumes (fraises : Dordogne)** (p. 1627) ; appelée le 14 juin 1985 : **marché de la fraise du Périgord** : dégradation actuelle du marché de la fraise du Périgord ; ressources tirées de la fraisculture ; soutien public demandé par les organismes coopératifs (p. 1701) ; signature du traité d'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la C.E.E. ; aggravation de la crise de la fraise risquant d'accroître l'exode rural (p. 1702).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion des articles : **article 5** : nécessité des contraventions de police et des amendes correctionnelles ; existence d'une criminalité socialement plus coûteuse que les infractions routières classiques ; volume des amendes risquant de rendre plus difficile leur recouvrement [10 juillet 1985] (p. 2358).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale* : questions : instauration d'une taxe parafiscale pour les pluies acides ; valorisation de l'utilisation des énergies offrant le plus de sécurité et de propreté [23 octobre 1985] (p. 3432).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : questions : agro-alimentaire ; restructuration du groupe Générale Biscuit France ; fusion de Chambourcy et de la Roche-aux-fées ; problème du tabac [7 novembre 1985] (p. 4102).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier agricole (n° 3008).**

Première lecture, discussion générale : problème des chemins d'accès aux parcelles cultivées et enclavées [28 novembre 1985] (p. 4991) ; opportunité de permettre aux collectivités locales d'adhérer aux C.U.M.A. ; difficultés des jeunes à régler les problèmes fonciers (p. 4992).

Discussion des articles : **article 1^{er}** — **article 2-1 du code rural** : présence d'exploitants preneurs (p. 4997) ; **article 4 du code rural** : son amendement n° 45 (substituant aux mots « quinze jours » les mots « d'un mois ») : adopté (p. 4998) ; **article 2** — **article 17-2 du code rural** : son amendement n° 46 (substituant aux mots « la moitié » les mots « les trois quarts ») ; nécessité d'éviter le blocage éventuel de certaines opérations par un nombre limité de très gros propriétaires ; retiré (p. 5001).

— **Proposition de loi modifiant la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 2455).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 4** : dispositions de l'article 22 de la loi du 10 juillet 1965 précisant que le syndic ne peut pas recevoir des mandats en blanc sur lesquels il inscrit lui-même le nom des copropriétaires de son choix ; difficultés des copropriétaires à obtenir justice lorsqu'ils ont affaire à des syndics peu scrupuleux [28 novembre 1985] (p. 5028).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** — **article L. 212-8-4 du code du travail** : absentéisme des députés de la droite ; situation de l'entreprise Bata ; horaires

du personnel d'encadrement [8 décembre 1985] (p. 5665) ; **article L. 212-8-5 du code du travail** : regrette que Mme Muguette Jacquaint n'ait pu terminer son exposé sur les problèmes de la branche du travail des métaux (p. 5680) ; situation économique et sociale dans la branche des transports (p. 5690-5691) ; **article 3** : conditions de travail des enseignants ; situation dans les enseignements de langues et les enseignements artistiques [9 décembre 1985] (p. 5712).

E

EMMANUELLI (Henri)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984 (n° 3225) [18 décembre 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Adrien Zeller** : **stagnation des investissements** : difficultés connues par certains secteurs en 1984 ; augmentation de l'investissement industriel en 1984 [17 avril 1985] (p. 234) ; taux de marge des sociétés ; aides à l'investissement (p. 235) ;

— **M. Jean Briane** : **régime fiscal des primes à la création d'entreprises** : aides allouées en vertu de l'ordonnance du 21 mars 1984 constituant un revenu imposable ; report d'imposition pour les salariés utilisant ces allocations à la souscription du capital d'une S.C.O.P. ; possibilité pour les salariés de demander l'étalement sur cinq ans des allocations [19 juin 1985] (p. 1757) ;

— **M. André Lajoinie** : **orientations budgétaires concernant la croissance et l'emploi** : choix budgétaires constituant un moyen privilégié de l'action de l'Etat sur l'économie du pays ; accent mis sur les dépenses de formation et de modernisation ; dépenses directes en faveur de l'activité ; reprise de l'investissement dans l'industrie en 1984 ; baisse du nombre des demandeurs d'emploi de janvier à mai 1985 ; investissements de recherche ; modernisation du pays demeurant l'objectif principal du Gouvernement [26 juin 1985] (p. 1987) ;

— **M. Jean-Paul Fuchs** : **fiscalité applicable aux automobilistes** : rappelle que le principe de l'affectation budgétaire n'est pas la règle fondamentale de notre droit ; similitude entre les prélèvements instaurés sur l'automobile en France et ceux instaurés dans les pays de la Communauté ; part de la fiscalité dans le prix du litre d'essence ; exclusion de la taxe sur les assurances dans le calcul du taux de pression fiscale [13 novembre 1985] (p. 4287) ;

— **M. Raymond Douyère** : **impôt sur le revenu** : confusion entre le taux marginal et le taux moyen d'imposition ; impôt sur les grandes fortunes ; allègement des droits de succession [13 novembre 1985] (p. 4295) ;

— **M. Alain Peyrefitte** : **rapport de la Cour des comptes** : transmission du rapport de la Cour des comptes au Parlement en même temps qu'est déposé le projet de loi de règlement sur le bureau de l'Assemblée ; confirmation des chiffres annoncés par le Gouvernement en matière de déficit budgétaire ; rappelle que les annulations de crédits sont un procédé normal de gestion défini par l'article 13 de la loi organique de 1959 ; dépenses autorisées en 1984 et payées en 1985 ; confusion entre les reports de dépenses et les reports de crédits faite par certains journaux ; endettement intérieur (p. 6344) ; rappel d'un article du *Figaro* précisant que la France est le pays de la Communauté économique européenne dont l'endettement intérieur est le plus faible [18 décembre 1985] (p. 6345) ;

— **M. François Grussenmeyer** : **travailleurs frontaliers** : dispositifs prises afin d'éviter toute double im-

position ; réticence de nos partenaires allemands face aux propositions françaises entraînant pour eux une perte de recettes fiscales [18 décembre 1985] (p. 6345) ;

— **M. Charles Fèvre : pouvoir d'achat et chômage** : disparition du différentiel d'inflation avec la République fédérale d'Allemagne au mois d'octobre et de novembre 1985 ; augmentation du pouvoir d'achat sur cinq ans [18 décembre 1985] (p. 6350) ; niveau du chômage ; développement des travaux d'utilité collective ; estimation du nombre des chômeurs par le Bureau international du travail (p. 6351).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562).**

Première lecture, discussion générale : réduction du différentiel d'inflation ; rétablissement de l'équilibre extérieur ; reprise de l'investissement industriel ; maîtrise du solde budgétaire, autour de 3 % du P.I.B. ; financement du solde budgétaire respectant les contraintes monétaires ; Gouvernement portant une attention particulière à la maîtrise de la gestion ; absence des décrets d'application de l'article 16 de l'ordonnance de 1959 [21 mai 1985] (p. 876) ; portée limitée à des modifications de crédits intervenues en cours d'année par voie réglementaire ; absence de dépassements de crédits prévisionnels en 1983 ; dépassement des crédits de caractère évaluatif dû au financement de la dette publique ; gestion de l'administration du tourisme ; transfert définitif du solde débiteur du F.C.T.V.A. au découvert du Trésor ; sa référence aux travaux d'adaptation du droit budgétaire visant à organiser les limites et les délais dans lesquels s'exécutent les opérations de fin de gestion (p. 877) ; demande à Michel Noir s'il maintient ses propos tendant à assimiler le Gouvernement « aux frères Willot de la comptabilité publique » (p. 878) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Michel Noir ; caractère injurieux et caricatural des propos tenus par celui-ci (p. 883) ; absence de M. Michel Noir à l'audition du ministre des finances devant la commission des finances (p. 884) ; nouvelle modalité de fonctionnement du F.C.T.V.A. ; connaissance du montant des dépenses *a posteriori* ; différentes solutions de régularisation existant ; problème de la dotation à Pechiney ; irrégularités relevées par la Cour des comptes n'apparaissant comme une novation (p. 885) ; souligne l'appartenance passée de M. Michel Cointat au Gouvernement de la République (p. 892) ; ses observations sur les propos de M. Georges Tranchant et de M. Gilbert Gantier (p. 894) ; imputation de certaines dépenses et de certaines recettes sur un exercice ou sur un autre ; critiques des annulations de crédits formulées par la Cour des comptes en 1975 ; problème représenté par le versement du budget annexe des P.T.T. ; écart entre les prévisions et l'exécution budgétaire constaté sous le septennat précédent ; déficit budgétaire comparé à celui des autres pays ; insignifiance de la rature incriminée par rapport aux masses d'opérations traitées (p. 895) ; régularisation d'une gestion de fait intervenu sous des Gouvernements précédents (p. 896).

Deuxième lecture, discussion générale : accord du Gouvernement avec les conclusions du Rapporteur général [20 juin 1985] (p. 1803).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1^{er} quater** : conditions de démantèlement de certaines entreprises publiques en Grande-Bretagne ; **après l'article 1^{er} quater** : son amendement n° 34 (émission de titres participatifs par les établissements publics de l'Etat à caractère industriel et commercial) [20 juin 1985] (p. 1818) ; adopté (p. 1819) ; **article 1^{er} quinquies** : absence d'opposition de la part de certains services de l'administration ; lutte contre les ententes (p. 1820) ; volonté du R.P.R. de soustraire le secteur bancaire de la concurrence (p. 1821) ; **article 6 bis** : solution de l'imposition séparée ; **après l'article 6 bis** : son amendement n° 35 (abrogation de la taxe spéciale annuelle sur les véhicules d'une puissance fiscale supérieure à 16 CV) ; application de l'arrêt du 9 mai 1985 de la Cour de justice des Communautés européennes ; aménagement du tarif de la taxe différentielle pour les départements continentaux et pour la région Corse ; problème de la pénalisation financière de la possession de voitures de forte

puissance (p. 1824) ; rejeté (p. 1825) ; **article 7 ter** : son sous-amendement n° 31 à l'amendement n° 12 de la commission (contribution du produit de la redevance aux frais de l'union et des fédérations) : adopté (p. 1826) ; **après l'article 10 ter** : son amendement n° 32 (insérant après le troisième alinéa du paragraphe I de l'article 94 de la loi de finances pour 1982, l'alinéa suivant : « s'agissant des rentes perpétuelles sur l'Etat, l'exclusion prévue à l'alinéa précédent ne s'applique qu'à celles détenues sous forme nominative ») ; pratiques actuelles en matière de conservation des rentes perpétuelles bénéficiant d'une force légale ; adopté (p. 1828) ; **article 11 bis** : son amendement n° 4 (taux de progression de la dotation globale de fonctionnement par rapport à celle de l'exercice précédent) ; vote d'une loi en 1979 considérée comme expérimentale (p. 1829) ; mise au point d'une indexation sur les recettes prévisibles de la T.V.A. ; mécanisme d'indexation sur l'indice 100 ; consultation de la commission des finances de l'Assemblée nationale ; réunion avec le comité des finances locales (p. 1830) ; inscription prématurée des sommes au budget ; adopté (p. 1831) ; **article 13** : son amendement n° 37 (organisation de la profession d'expert en automobile) (p. 1833) ; adopté (p. 1834).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : modernisation des grandes administrations au service de la vie collective ; augmentation des crédits d'informatique et de bureaucratie au profit de la police nationale, de l'éducation nationale des administrations financières ; effort de formation des fonctionnaires [16 octobre 1985] (p. 3100) ; modernisation de la sécurité et de la justice ; part des dépenses militaires dans le P.I.B. ; crédits d'équipements nucléaires ; création d'emplois dans la police ; nombre d'emplois à créer dans l'enseignement ; amélioration de l'encadrement ; crédits affectés aux aides à l'emploi ; couverture des charges de préretraites ; actions particulièrement prioritaires ; adaptation des qualifications des adultes à l'effort de modernisation (p. 3101) ; politique culturelle ; poursuite des grands projets ; croissance des ressources des services publics de l'audiovisuel ; baisse du pouvoir d'achat ; progression du pouvoir d'achat des pensions ; action en faveur des catégories les plus touchées par la crise ; lutte contre la toxicomanie ; rééquilibrage des relations financières entre l'Etat et les collectivités locales ; progression des dépenses publiques en matière agricole ; réduction des charges de bonification ; retraite à 60 ans ; résultat des industries agroalimentaires (p. 3102) ; effort en faveur du secteur du logement ; rénovation des circuits de financement ; amélioration de la situation des entreprises ; simplification et diminution des bonifications ; résultats consolidés des entreprises publiques hors Renault et la sidérurgie (p. 3103) ; diminution des dotations en capital ; allègement des obligations déclaratives et amélioration des modalités de recouvrement de l'impôt ; budget ne constituant pas un budget provisoire (p. 3104) ; omniprésence du manichéisme ; intervention de M. Giscard d'Estaing [17 octobre 1985] (p. 3174) ; baisse du taux d'épargne dans tous les pays occidentaux ; montant de la dette intérieure ; propositions de M. Juppé ; présentation de scénarios catastrophes ; incompatibilité de l'allègement des charges et du financement des budgets sociaux (p. 3175) ; effondrement des crédits de recherche sous le septennat de M. Giscard d'Estaing ; taux de pression fiscale de l'Etat et des collectivités locales ; coût des nationalisations ; exécution des recettes du budget pour 1986 (p. 3176) ; examen de la deuxième partie du budget ; diversité des programmes de l'opposition (p. 3177) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Parfait Jans ; précise qu'il a cité M. Hermier à trois reprises (p. 3180).

Première partie : Discussion des articles : **article 1^{er}** : rétablissement des grands équilibres (p. 3185) ; risque de multiplication des rapports (p. 3186) ; **article 2** : réévaluation des tranches du barème ; baisse des prélèvements obligatoires ; abattement de 20 % à la base ; taux d'entrée (p. 3189) ; baisse de 3 % de la surtaxe progressive ; modification de la proportionnalité à l'intérieur d'une baisse globale de l'ensemble des tranches du barème ; nombre de foyers fiscaux exonérés (p. 3190) ; famille ne comprenant qu'un seul salarié ; prise en compte des seuls couples salariés (p. 3191) ; fondements du quotient familial (p. 3193) ; avantages aux familles ayant des charges spécifiques ; cas de deux concubins déclarant chacun un enfant ; solution d'im-

position séparée ; contrôle de la vie privée des gens ; possibilité d'éviter certains abus (p. 3194) ; exonération de l'impôt sur les revenus accordée aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ; abattement sur les revenus imposables ; demi-part de quotient familial supplémentaire aux anciens combattants isolés ; déduction des frais d'accueil ; dégrèvement de la taxe d'habitation ; maintien des malades ou des personnes âgées à domicile (p. 3195) ; mécanisme du carry-back ne constituant pas un « cadeau » aux entreprises (p. 3197) ; **après l'article 2** : déduction des cotisations au régime obligatoire ; financement des régimes sociaux (p. 3199) ; absence d'abattement sur la partie du revenu n'ayant pas fait un redressement même lorsque le contribuable est de bonne foi (p. 3200) ; son engagement devant les élus d'Alsace-Lorraine de régler le problème des associations locales ; retard pris dans l'élaboration du décret d'application (p. 3201) ; **avant l'article 3** : modification du calcul de plafonnement pour la taxe professionnelle ; non prise en compte des établissements (p. 3202) ; **article 3** : coût de la diminution du taux d'imposition à 45 % ; abaissement du taux à 40 % contribuant à faire payer les ménages pour les entreprises (p. 3205) ; politique fiscale de l'opposition ; bénéfices distribués ne favorisant pas l'investissement ; action en faveur de l'autofinancement ; risque de double imposition (p. 3206) ; son sous-amendement à l'amendement n° 46 de M. Gilbert Gantier (tendant à supprimer le paragraphe II de cet amendement) : adopté (p. 3207) ; **article 5** : son amendement n° 105 (précisant que « sauf option contraire, les dispositions du 1° de l'article 206 du code général des impôts ne sont pas applicables aux sociétés dont les associés répondent aux définitions des 4° et 5° de l'article 8 du même code ») ; investissements en matière agricole ; abattage du cheptel ; instauration des quotas (p. 3225) ; hypothèse où une société dont les résultats sont soumis à l'impôt sur le revenu devient passible de l'impôt sur les sociétés ; répartition des actifs entre les membres en franchise de droits de mutation (p. 3226) ; son amendement n° 106 (imposition des apports immobiliers effectués à titre pur et simple aux exploitations agricoles à responsabilité limitée) ; aménagement du régime de droit d'apport ; taxation des apports en cheptel ; requalification des opérations de cession de parts ; environnement difficile pour le développement des entreprises ; conséquences de la doctrine au regard de l'impôt sur les sociétés ; principe qu'un changement d'activité d'une société peut emporter les conséquences d'une cessation d'activité ; nécessité d'éviter l'apparition d'un « marché des déficits » ; adopté (p. 3227) ; **après l'article 5** : amendement n° 102 (précisant que le changement de l'objet social ou de l'activité réelle d'une société emporte cessation d'entreprise pour l'établissement d'impôt sur les sociétés) ; notion d'expression « objet social et d'activité réelle » ; adopté (p. 3228) ; **article 6** : coût des dispositions prévues à cet article ; inadaptation des plafonds d'amortissement à la réalité ; besoin des entreprises en véhicules (p. 3229) ; **article 7** : prélèvement portant essentiellement sur deux sociétés françaises ; déficit du secteur du raffinage ; activités de communication de certaines sociétés pétrolières ; avantages fiscaux au bénéfice des sociétés exploitant des gisements d'hydrocarbures en métropole ; campagnes publicitaires auxquelles sont associées les entreprises nationales ; notion de « subvention » des consommateurs par la baisse des prix (p. 3231-3232) ; défense par l'opposition des sociétés pétrolières nationales ; « légèreté » dans la direction des entreprises concernées avant 1981 (p. 3233) ; **après l'article 8** : produit de la taxe professionnelle au profit des collectivités locales ; part de la taxe supportée par l'Etat ; ressources de substitution ; bases de la taxe professionnelle (p. 3234) ; écrêtement conçu pour alléger les charges des entreprises ; incitation pour les collectivités locales à augmenter leur taux de taxe professionnelle (p. 3235) ; **article 9** : instauration de cette mesure dans la perspective du contrôle de l'application du 1 % social sur les revenus des valeurs mobilières (p. 3236) ; **après l'article 11** : exonération des personnes non imposables du quart de la fraction de cotisation de taxe d'habitation ; renoncement par l'Etat à la perception du prélèvement de 3,6 % au titre de frais de dégrèvement de non-valeur ; problèmes posés par la fiscalité locale (p. 3237) ; **article 11** : son amendement n° 103 (complétant cet article par le paragraphe suivant : « les dispositions des articles 238 quater et 823 du code général des impôts sont reconduits pour 1986 ») ; reconduction des régimes d'incitation applicables aux groupements forestiers ; adopté (p. 3238) ; **article 12** : montant des aides directes

et indirectes à la presse ; exonération de la taxe professionnelle (p. 3239) ; **après l'article 12** : actions du Gouvernement en faveur des handicapés ; risques de demandes reconventionnelles ; taux de T.V.A. applicables pour les véhicules adaptés aux handicapés (p. 3240) ; absence de M. Jean-Louis Masson lors des débats (p. 3241) ; libération des ondes par le Gouvernement socialiste ; notion de périodicité (p. 3242) ; assujettissement de la fourniture gratuite d'un bien extrait ou fabriqué par une entreprise à ses dirigeants ou son personnel à la T.V.A. ; (p. 3243) ; **après l'article 13** : son attachement au monde associatif (p. 3244) ; **article 14** : cas des personnes ayant quitté le territoire sous le septennat précédent pour des raisons fiscales [18 octobre 1985] (p. 3256) ; maintien de la surtaxe de 8 % ; proposition de l'opposition visant à supprimer l'I.G.F. ; absence de sanctions en cas d'absence de déclaration ; moyens à la disposition de l'administration fiscale pour effectuer les contrôles (p. 3257) ; mise en cause des fonctionnaires du ministère des finances par M. Georges Tranchant ; nombre des contrôles fiscaux ; non diminution du nombre des contrôles lorsque M. Jacques Chirac était secrétaire d'Etat au budget ; déclarations de M. Alain Juppé ; **après l'article 14** : son amendement n° 104 (tarif du droit de fabrication) (p. 3258) ; adopté ; **après l'article 15** : avantages dont bénéficie l'agriculture en matière d'utilisation du fioul ; cas du gaz naturel (p. 3259) ; décision prise en matière de distillation en franchises par Pierre Mendès-France (p. 3261) ; **article 16** : agressivité des propos de M. Pierre Bas (p. 3265) ; évolution des prix du fioul lourd (p. 3267) ; **après l'article 18** : coût de l'emprunt Giscard ; impossibilité de modifier unilatéralement les conditions contractuelles de rémunération ; son amendement n° 40 (remplaçant au paragraphe II de l'article 30 de la loi de finances pour 1985 le taux de majoration applicable au salaire de l'année précédente fixé à 5 % pour 1985 par un taux de 3,4 % pour 1986) ; transfert de la 2° partie de la loi de finances à la première partie du dispositif de fiscalisation du versement de 0,2 % destiné à la formation professionnelle des jeunes ; adopté (p. 3269) ; montant de la soule fixé par voie réglementaire ; effort auprès de la commission de Bruxelles pour garantir le maintien du régime dérogatoire du rhum (p. 3270) ; **article 21** : son sous-amendement n° 107 à l'amendement n° 4 de la commission (de précision) ; création d'un prélèvement sur les ressources des sociétés de service public et d'une taxe sur les ressources des autres moyens de communication audiovisuelle (p. 3271) ; adopté (p. 3272) ; **article 25** : revalorisation des rentes viagères pour 1986 ; **après l'article 25** : informations fournies par le Gouvernement sur les obligations renouvelables du Trésor (p. 3275) ; **article 26 et état A** : son amendement n° 108 (modification des évaluations de recettes) ; diversité des positions de l'opposition ; incapacité de l'opposition à proposer des solutions alternatives ; solde net des dépenses budgétisées et débudgétisées ; stratégie du groupe communiste (p. 3288) ; adopté (p. 3289).

Exécution capitale en Afrique du Sud : associe le Gouvernement aux protestations de M. Dominique Frelaut ; situation en Afrique du Sud [18 octobre 1985] (p. 3524).

Deuxième partie : Budgets annexes, de l'imprimerie nationale et des monnaies et médailles, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. — Discussion générale : fonctionnement de l'imprimerie nationale ; niveau élevé des investissements ; crédits relatifs à la formation des hommes ; efforts de diversification ; valorisation du potentiel technologique ; remises en ordre effectuées aux monnaies et médailles ; conclusions de l'étude réalisée par le Cabinet Andersen ; développement d'une stratégie commerciale ; extension de l'activité commerciale à des secteurs nouveaux ; lancement d'un programme numismatique important en 1986 [30 octobre 1985] (p. 3673) ; différences de statut entre les agents administratifs et les autres ; mise en place d'un groupe de travail sur la monnaie magnétique ; fonds national pour le développement des adductions d'eau ; évolution des recettes du P.M.U. ; transformation de l'Union des groupements d'achats publics en établissement public industriel et commercial ; déficit du compte d'avances aux collectivités locales ; Association nationale pour le développement agricole ; exécution de la parafiscalité (p. 3674) ; reconduction de la taxe sur les granulats ; taxes perçues au profit de l'Association nationale paritaire pour la promotion sociale des collaborateurs d'architectes (p. 3675).

Examen des crédits : **article 45 et état E** : suppression de certaines taxes parafiscales (p. 3691) ; rapport de la Cour des comptes ; substitution d'un système contractualisé à une formule automatique (p. 3692) ; pression fiscale locale (p. 4360) ; pression fiscale d'Etat ; rejeté ; gestion des parcs régionaux (p. 4361) ; **avant l'article 58** : prix de la désinflation ; rémunération de l'épargne à un taux réel ; encouragement des emprunts à taux révisable ; baisse des taux (p. 4362) ; **article 71** : fonds national d'aide au logement (p. 4365) ; modification du 1 % en 1971 et 1975 ; effondrement de la construction en ce qui concerne le secteur privé ; assimilation du logement à une forme d'épargne (p. 4367) ; problème de la solvabilité de la demande ; fonds en attente d'emploi (p. 4368) ; rappelle qu'un milliard et demi de francs ne vont pas à la construction ; obligation pour les organes collecteurs de faire preuve de rigueur dans la gestion (p. 4369) ; son amendement n° 50 (référence au produit d'une contribution à la charge des employeurs occupant plus de neuf salariés) (p. 4370) ; rappelle que le groupe socialiste constitue la majorité ; évolution des taux respectifs des prêts conventionnés et des prêts pour l'accès à la propriété ; débudgétisation (p. 4371) ; déficit budgétaire ; modernisation de notre appareil de production ; logements publics ; adopté ; **après l'article 71** : son amendement n° 89 (référence aux demandeurs d'emploi non indemnisés au titre de l'allocation de base) (p. 4372) ; extension du champ d'application de l'allocation de logement à caractère social aux personnes en situation de chômage de longue durée ; adopté (p. 4373).

Economie, budget et finances et consommation

— *Discussion générale* : Simplification des procédures d'imposition ; repérage des personnes sans domicile fixe ; affectation d'un numéro à chaque contribuable [13 novembre 1985] (p. 4277) ; changement d'adresse ; fichier ne comprenant pas tout le dossier fiscal du contribuable ; fusion entre la direction de la consommation et de la répression des fraudes et la direction générale de la concurrence et de la consommation ; contrôles de qualité ; Conseil national de la consommation ; Institut national de la consommation (p. 4278) ; clarification de fonctionnement de l'Institut ; évolution des structures gouvernementales (p. 4279).

Répond à la question de :

— *M. Olivier Stirn* : droit perçu sur les alcools ; opportunité de choisir des taux différentiels (p. 4279).

Examen des crédits : I. Charges communes **Etat B : titre 1^{er}** ; absence de sous-évaluation ou de sous-estimation ; **Etat B : Titre IV : engagements pris auprès des épargnants** ; arbitrages entre les différents formes d'épargne (p. 4281) ; *Services financiers* : **Etat B : Titre III** : son amendement n° 77 (majorant les crédits de 10 000 000 F) ; caractère évaluatif du chapitre 37-08 ; adopté (p. 4281).

Articles additionnels et articles non rattachés : **article 48 et Etat H** : amélioration de la gestion publique ; son intention de développer le système des enveloppes de crédit ; trop grand nombre des chapitres budgétaires ; annualité des crédits ; expérience consistant à autoriser plus largement les gestionnaires à bénéficier des reports de crédits ; obligation pour les ministères d'élaborer des calendriers prévisionnels de la consommation des crédits par nature de charge [14 novembre 1985] (p. 4354) ; rigidité des termes de la comptabilité publique ; **article 51** : son amendement n° 87 (modification des limites d'application du régime simplifiée d'imposition) (p. 4355) ; nécessité de disposer un certain nombre de renseignements d'ordre comptable ; centres de gestion agréés ; problème de la fiscalité agricole (p. 4356) ; régime réel super simplifié ; adopté ; **article 52** : son amendement n° 84 (modifiant la date d'application de cet article) ; adopté (p. 4357) ; **article 54** : boissons uvaies (p. 4358) ; nécessité d'assurer des débouchés nationaux à certaines quantités de vins français ; **article 56** : son amendement n° 85 (substituant au mot « février » le mot « juillet » au début du premier alinéa de cet article) ; octroi de délais supplémentaires à l'administration et aux entreprises ; adopté (p. 4359) ; **après l'article 57** : sous-amendement n° 88 à l'amendement n° 11 de la commission (substituant à la somme de « 180 francs » la somme de « 174 francs ») ; fiscalité des régions ; politique de stabilisation des prélèvements obligatoires.

Seconde délibération du projet de loi : lutte contre l'incendie ; auto-développement en montagne ; crédits de la formation professionnelle ; fonds de développement du Nord-Pas-de-Calais ; rapport constant (p. 4375) ; contribution du

Parlement (p. 4376) ; **article 28 et Etat B : Titre III** : son amendement n° 1 (majoration des crédits concernant l'économie, les finances et le budget III. — service financiers) : adopté ; son amendement n° 2 (majoration des crédits concernant l'éducation nationale) : adopté ; son amendement n° 3 (majoration des crédits concernant l'environnement) : adopté ; son amendement n° 4 (majoration des crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; son amendement n° 5 (majoration des crédits concernant la justice) : adopté ; son amendement n° 6 (majoration des crédits concernant les services du Premier ministre. — services généraux) : adopté ; son amendement n° 7 (majoration des crédits concernant le travail, l'emploi et la formation professionnelle) : adopté ; son amendement n° 8 (majoration des crédits concernant l'urbanisme, le logement et les transports) : adopté ; **Titre IV** : son amendement n° 9 (majoration des crédits concernant l'agriculture) : adopté ; son amendement n° 10 (majoration des crédits concernant le commerce, l'artisanat et le tourisme) : adopté ; son amendement n° 11 (majoration des crédits concernant la culture) : adopté ; son amendement n° 12 (majoration des crédits concernant l'éducation nationale) : adopté ; son amendement n° 13 (majoration des crédits concernant l'environnement) : adopté ; son amendement n° 14 (majoration des crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; son amendement n° 15 (majoration des crédits concernant la jeunesse et les sports) : adopté ; son amendement n° 16 (majoration des crédits concernant le Plan et l'aménagement du territoire) : adopté ; son amendement n° 17 (majoration des crédits concernant le redéploiement industriel) : adopté ; son amendement n° 18 (majoration des crédits concernant les relations extérieures. — services diplomatiques et généraux) : adopté ; son amendement n° 19 (majoration des crédits concernant la santé et la solidarité nationale) : adopté ; son amendement n° 20 (majoration des crédits concernant les services du Premier ministre. — services généraux) : adopté ; son amendement n° 21 (majoration des crédits à la ligne « travail, emploi et formation professionnelle » et réduction de crédits correspondants) : adopté ; son amendement n° 22 (majoration des crédits concernant le travail, l'emploi et la formation professionnelle) : adopté ; son amendement n° 23 (majoration des crédits concernant l'urbanisme, le logement et les transports) : adopté (p. 4378) ; **article 29 et Etat C - Titre V** : son amendement n° 24 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant le commerce, l'artisanat et le tourisme) : adopté ; son amendement n° 25 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant la culture) : adopté ; son amendement n° 26 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'environnement) : adopté ; son amendement n° 27 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; son amendement n° 28 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant le redéploiement industriel, la recherche et la technologie. — services communs) : adopté ; **Titre VI** : son amendement n° 29 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant le commerce, l'artisanat et le tourisme) : adopté ; son amendement n° 30 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant la culture) : adopté ; son amendement n° 31 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant la culture) : adopté ; son amendement n° 32 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'environnement) : adopté ; son amendement n° 33 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; son amendement n° 34 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant la mer) : adopté ; son amendement n° 35 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant le Plan et l'aménagement du territoire) : adopté ; son amendement n° 36 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant le redéploiement industriel) : adopté ; son amendement n° 37 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant le travail, l'emploi et la formation professionnelles) : adopté (p. 4382) ; **article 48 et Etat H** : son amendement n° 38 (référence au fonds de développement du Nord - Pas-de-Calais) : adopté ; **article 50** (p. 4384) : son amendement n° 40 (crédits accordés aux organismes publics de communication

audiovisuelle) : adopté ; **article 65 bis** : son amendement n° 39 (de suppression) : adopté (p. 4385) ; **article 26 et Etat A** : son amendement n° 41 (modifications apportées dans le cadre des opérations à caractère définitif : budget général) : adopté (p. 4389).

Ses observations après les explications de vote : moyens de communication ; (p. 4392) ; taux d'inflation ramené à 5 % ; augmentation du pouvoir d'achat en taux cumulé depuis ces cinq dernières années ; situation préoccupante du chômage (p. 4393) ; soutien du groupe socialiste au Gouvernement (p. 4394).

Deuxième lecture, discussion générale : évolution du pouvoir d'achat ; traitement social du chômage ; taxes sur l'essence [17 décembre 1985] (p. 6260) ; question des T.U.C. ; déficit budgétaire ; endettement intérieur ; réduction du différentiel d'inflation avec les partenaires (p. 6261) ; institution de l'I.G.F. dans les pays luttant contre la grande pauvreté ; niveau du déficit budgétaire en cas d'application du programme de la droite (p. 6262).

Discussion des articles : **article 3** : suppression du régime d'amortissement exceptionnel ; baisse de l'impôt sur les sociétés ; incidences budgétaires ; **article 4** : nombre des emplois perdus en 1985 ; nature de la crise ; prise en compte de l'évolution démographique (p. 6264-6265) ; son sous-amendement oral à l'amendement n° 24 de M. Christian Pierret (tendant à supprimer le paragraphe II de cet amendement) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 26 (complétant le 3^e alinéa (4^e) du paragraphe I de cet article par les mots : « lorsque cet associé est une personne physique ») ; statut des S.A.R.L. à associé unique ; risques d'évasion fiscale ; adopté ; **après l'article 5** : son amendement n° 27 (contribuables soumis au régime du bénéfice forfaitaire agricole percevant des recettes provenant d'une activité de tourisme à la ferme) (p. 6266) ; développement des activités complémentaires touristiques et forestières des agriculteurs ; report des revenus de recettes sur les déclarations de revenus ; évaluation forfaitaire du revenu net ; notion d'activités de tourisme à la ferme (p. 6267) ; niveau de la surface minimum d'installation en zone de montagne (p. 6268) : adopté ; son amendement n° 38 (insérant l'article suivant : « la limite d'exonération prévue au 1^{er} de l'article 81 et à l'article 231 bis F du code général des impôts est portée de 12 F à 15 F à compter du 1^{er} janvier 1986 ») ; limite d'exonération de l'impôt sur les revenus et de taxes sur les salaires de la contribution des employeurs à l'acquisition par les salariés des titres restaurant ; adopté ; **article 5 bis** : changement d'objet social ; décision de l'assemblée extraordinaire des associés ; mise en location-gérance d'un fonds (p. 6269) ; **article 8** : saisine du Gouvernement par l'Assemblée corse (p. 6270) ; **article 11** : son amendement n° 28 (substituant à la fin du paragraphe III de cet article aux mots « pour 1986 » les mots « jusqu'au 31 décembre 1988 ») ; reconduction pour trois ans du régime de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée des résidences de tourisme ; adopté (p. 6271) ; **après l'article 11** : avenir du cirque ; nature du gage proposé concernant les métaux précieux ; demande la réserve de l'amendement n° 3 de M. Rodolphe Pesce (p. 6272) ; **article 14** : impossibilité de manipuler fréquemment les taux des impôts (p. 6274) ; **article 16** : évolution du cours du fioul lourd (p. 6275) ; **article 18 bis** : son amendement n° 13 (fixation des dépenses par heure de formation pour les contrats d'adaptation à l'emploi et pour les contrats de qualification) ; possibilité pour les employeurs de s'exonérer de l'obligation de verser au Trésor le montant de 0,2 % de la masse salariale destiné au financement des actions de formation en alternance ; versement aux organismes de mutualisation ; revalorisation des barèmes de dépenses admises en défiscalisation pour les contrats ; règlement des cas des branches ayant fait un effort spécifique pour la formation des jeunes (p. 6276) ; conditions d'affectation des fonds (p. 6277) ; extension du champ des dépenses libératoires ; adopté ; **après l'article 18 bis** : son amendement n° 39 (remplaçant au 1^{er} alinéa du I de l'article 302 bis A du code général des impôts le taux « 6,5 % » par le taux « 7 % ») ; majoration de la taxe sur les métaux précieux et de droit de timbre concernant les passeports (p. 6278) ; adopté (p. 6279) ; **article 23** : son amendement n° 14 (substituant à la fin de cet article au taux « 16,785 % » le taux « 16,151 % ») : adopté (p. 6280) ; **article 26 et Etat A** : son amendement n° 52 (modification des évaluations de

recettes à l'Etat A) ; modifications adoptées par l'Assemblée nationale ; adopté (p. 6285).

Seconde délibération de la première partie : **article 11 bis** : son amendement n° 1 (spectacles de cirques) ; spectacles ne comportant que des créations originales ; adopté (p. 6286) ; **article 26 et Etat A** : son amendement n° 2 (modifications des évaluations de recettes dans l'état A) : adopté (p. 6292).

Deuxième partie : **article 28 et Etat B - titre III** : son amendement n° 53 (majorant les crédits concernant l'économie, les finances et le budget) : adopté ; son amendement n° 16 (réduisant les crédits concernant l'économie, les finances et le budget) ; abaissement de l'âge de la retraite des exploitants agricoles ; revalorisation de 1,14 % du rapport constant ; adopté ; son amendement n° 47 (majorant les crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; son amendement n° 30 (réduisant les crédits concernant le plan et l'aménagement du territoire) : adopté ; son amendement n° 31 (majorant les crédits concernant les relations extérieures) (p. 6295) ; adopté ; son amendement n° 32 (majorant les crédits concernant la santé et la solidarité nationale) : adopté ; son amendement n° 33 (réduisant les crédits concernant les services du Premier ministre) : adopté ; **Titre IV** : son amendement n° 17 (majorant les crédits concernant l'agriculture) : adopté ; son amendement n° 18 (majorant les crédits concernant les anciens combattants) : adopté ; son amendement n° 49 (réduisant les crédits concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté ; son amendement n° 34 (majorant les crédits concernant les relations extérieures de 800 000 F) : adopté (p. 6296) ; son amendement n° 48 (majorant les crédits concernant la santé et la solidarité nationale) : adopté (p. 6297) ; **article 29 et Etat C - Titre VI** : amendement n° 2 de M. Parfait Jans visant à diminuer les crédits destinés aux entreprises publiques ; son amendement n° 35 (majorant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant les départements et territoires d'outre-mer) ; création d'une unité du service militaire adapté en Nouvelle-Calédonie ; adopté (p. 6300) ; **article 34** : son amendement n° 19 (majorant les crédits au paragraphe II de cet article) ; conséquences de l'abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs sur le budget annexe des prestations sociales agricoles ; adopté (p. 6301) ; **article 36** : son amendement n° 20 (majorant les autorisations de programme ouvertes au paragraphe I et les crédits de paiement ouverts au paragraphe II de cet article) : adopté (p. 6302) ; **après l'article 51** : son amendement n° 40 (détermination des salaires imposables des artistes du spectacle titulaires d'un contrat entrant dans les prévisions de l'article 762-1 du code du travail) ; artistes salariés du spectacle ne bénéficiant d'aucun dispositif de correction de l'irrégularité de leurs revenus ; adopté (p. 6305) ; **article 57** : son amendement n° 36 (complétant le 2^e alinéa 4^e de cet article par les mots : « , sous réserve de la procédure de régularisation prévue à l'article L. 67 ») ; extension de la procédure de la taxation d'office au droit d'enregistrement lorsque le contribuable n'a pas rempli ses obligations fiscales ; adopté (p. 6306) ; **article 58** : son amendement n° 21 (complétant cet article par l'alinéa suivant : « à compter du 1^{er} décembre 1986 l'indice 226 brut est substitué à l'indice 223 brut ») ; modification du code des pensions militaires d'invalidité ; adopté ; **après l'article 62** : son amendement n° 54 (situation des personnels enseignant dans les classes bilingues de certaines associations) ; création d'une filière d'enseignement en langues régionales dans le service public de l'éducation nationale (p. 6307) ; adopté ; son amendement n° 50 (assujettissement des associations syndicales de défense contre les incendies et de remise en valeur de la forêt au versement destiné au financement des dépenses du service départemental chargé de la défense des forêts contre l'incendie) ; amendement concernant trois départements du massif forestier aquitain ; création d'associations syndicales de défense contre les incendies ; modalités de participation de ces associations au financement de la défense des forêts contre l'incendie ; adopté (p. 6308) ; **article 66** : addition faite par M. Dominique Frelaut correspondant à des exercices différents (p. 5610) ; **article 67** : réforme du financement du secteur psychiatrique (p. 6310).

Seconde délibération de la deuxième partie : **article 26 et Etat A** : son amendement n° 1 (de coordination) : adopté (p. 6318).

Ses observations après les explications de vote : sens du vote communiste ; estimation du déficit budgétaire résultant des promesses du R.P.R. faites par M. Raymond Barre ; taux cumulé de croissance ; utilisation de l'Etat comme rempart contre les corporatismes (p. 6320-6321).

Troisième lecture, discussion générale : rature ne constituant pas une malversation [19 décembre 1985] (p. 6445) ; impossibilité pour le ministre de contrôler tous les fonctionnaires (p. 6446) ; légalisation d'une gestion de fait commise par un Gouvernement précédent (p. 6447).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143).**

Première lecture, discussion générale : fait état d'un télex envoyé à l'Agence France-Presse par la Cour des comptes dénonçant le contenu de certains articles de presse relatifs au rapport de la Cour des comptes [11 décembre 1985] (p. 5923) ; caractère positif de l'indice des prix du mois de novembre ; taux d'inflation de 4,8 % pour les douze derniers mois ; estime que la France bénéficie d'un mouvement de désinflation généralisée ; perte d'emplois ; problème du chômage (p. 5927) ; maîtrise de l'exécution budgétaire ; erreurs matérielles contenues dans le rapport ; rappelle que la Cour des comptes a été choquée de l'évaluation du déficit budgétaire faite par un hebdomadaire ; variation globale des recettes ; solde global de la loi de finances ; évolution des recettes ; écrêtement des départements surfiscaux ; évolution des charges (p. 5928) ; taux moyen du marché monétaire ; recul du dollar ; budget annexe des P.T.T. ; comptes spéciaux du Trésor et évolution des prêts du F.D.E.S. ; rappel des mesures les plus significatives ; définition du régime d'imposition des gains sur les marchés à terme d'instruments financiers ; conditions de taxation des obligations dont les intérêts sont capitalisés (p. 5219) ; visas en dépassement ; problème des reports ; problème des prélèvements obligatoires (p. 5930).

Discussion des articles : **article 1^{er} et état A** : article 66 du projet de loi de finances concernant le prélèvement sur la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) (p. 5935) ; son amendement n° 16 (de coordination) : adopté (p. 5936) ; **article 2 et état B** : montant du dépassement global de crédits par rapport aux sommes ouvertes par la loi de finances initiale ; neutralisation des opérations du fonds de stabilisation des changes ; conséquence d'une modification de structure gouvernementale (p. 5938) ; son amendement n° 17 (majoration des crédits du Titre IV concernant les relations extérieures II - coopération et développement) ; nécessité de faire face aux nouveaux besoins d'aide budgétaire et de prêts d'ajustements structurels de certains Etats africains liés à la France ; adopté (p. 5939) ; **après l'article 5** : son amendement n° 18 (annulation partielle des crédits ouverts au ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement) (p. 5940) ; adopté ; son amendement n° 19 (annulation d'une autorisation de programme et d'un crédit de paiement sur les crédits ouverts au ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures chargé de la coopération) : adopté (p. 5941) ; **après l'article 7** : proposition du Gouvernement de présenter au Parlement des propositions fiscales relatives aux activités connexes des agriculteurs ; **après l'article 8** : son amendement n° 8 (imposition de la prime ou de l'intérêt après une répartition par annuités) ; régime fiscal des primes de remboursement et des emprunts à coupons nuls (p. 5942) ; adopté ; son amendement n° 9 (imposition selon les règles du présent article des profits résultant des opérations réalisées sur le marché à terme d'instruments financiers) : adopté (p. 5943) ; **après l'article 13** : son amendement n° 10 (établissement d'un cadastre parcellaire dans l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon) : adopté ; (p. 5944) ; **article 17** : institution d'un comité consultatif pour la gestion du fonds de compensation (p. 5946) ; position du groupe R.P.R. votant contre le transfert du service des alcools à Libourne (p. 5947).

Deuxième lecture, discussion générale : ses observations sur les propos tenus par M. Gilbert Gantier [19 décembre 1985] (p. 6470).

Discussion des articles : **article 2 et état B** : remboursement aux diverses administrations (p. 6472) ; saisine du Conseil constitutionnel par l'opposition au sujet des prélèvements opérés (p. 6474) ; **article 3 et état C** : utilisation

du fonds spécial de grands travaux ; son amendement n° 12 (majorant les crédits du titre IV concernant le redéploiement industriel de 45 millions de francs) ; exécution des opérations de développement du tissu industriel menées par les sociétés de reconversion (p. 6476) ; adopté ; expérience « banlieu 89 » (p. 6477) ; **après l'article 5 ter** : son amendement n° 13 (annulation de crédits ouverts au ministre chargé du redéploiement industriel et du commerce extérieur) : adopté (p. 6478) ; **après l'article 7** : son amendement n° 10 (crédit-bail portant sur des fonds de commerce) (p. 6479) ; distinction entre le fonds et les murs ; adaptation de la fiscalité ; adopté ; **après l'article 8** : son amendement n° 11 (précisant qu'aucune perception n'est effectuée au profit du Trésor sur les transferts de biens liés à la mise en place des régions) (p. 6480) ; exonération d'impôt sur les sociétés et de taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties ; adopté (p. 6481) ; **article 8 ter** : secret professionnel inopposable à l'administration (p. 6482) ; **article 15** : montant de 4 milliards de francs représentant un chiffre en taux cumulé (p. 6483) ; **après l'article 17** : son amendement n° 14 (supprimant au paragraphe II de l'article 258 du code des douanes le membre de phrase : « originaires des départements français d'outre-mer ») ; élargissement à certaines marchandises en provenance de métropole du système de navigation prévu à l'article 258 du code des douanes ; adopté ; son amendement n° 15 (nomination et titularisation dans le corps des instituteurs des personnels enseignant dans les classes bilingues de l'association Diwan) ; création d'une filière d'enseignement des langues régionales dans le service public de l'éducation nationale (p. 6485) ; détermination du nombre des postes budgétaires ; accord des associations aux dispositions de cet article ; adopté.

Seconde délibération : **article 8 ter** : son amendement n° 1 (insérant dans le paragraphe V de cet article après les mots visés au paragraphe I^{er} les mots : « ainsi qu'à ceux qui concourent à l'activité des marchés à terme de marchandises ») ; rétablissement des obligations déclaratives des opérateurs sur les marchés à terme de marchandises (p. 6486) ; adopté (p. 6487).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152).**

Première lecture, discussion générale : décision du Conseil constitutionnel n'étant fondée que sur une question de procédure ; absence de modification [12 décembre 1985] (p. 5954) ; intervient lors de la discussion de l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Gilbert Gantier ; Gouvernement ayant tiré la conclusion logique de la décision du Conseil constitutionnel du 29 décembre 1984 (p. 5956) ; régularisation d'une gestion de fait (p. 5962) ; décision du Conseil constitutionnel ne retenant que des motifs de forme (p. 5963) ; ses observations sur les propos de M. Emmanuel Aubert (p. 5964).

Deuxième lecture, discussion générale : demande à l'Assemblée de suivre les conclusions du Rapporteur général [19 décembre 1985] (p. 6487).

Discussion des articles : **article 13** : caractéristiques d'une opération de gestion de fait (p. 6493) ; tentatives de l'opposition visant à le déshonorer.

Ses observations lors des explications de vote : erreur du Gouvernement relative à l'obligation de la déclaration d'urgence (p. 6494) ; rend hommage aux administrateurs de la commission des finances (p. 6495) ; souligne le talent et la compétence du Rapporteur général ; estime que les administrateurs de la commission des finances sont « redoutables » (p. 6496).

Troisième lecture, discussion générale : remercie les commissaires des finances, le Rapporteur général ainsi que le personnel de l'Assemblée nationale [20 décembre 1985] (p. 6558).

ESCUTIA (Manuel)

Député de Paris
(28^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste (J.O. du 2 avril 1985) (p. 3848).

Cessation de son mandat de député le 26 février 1986, par suite de la prolongation au-delà de six mois, de la mission temporaire qui lui avait été conférée par le Gouvernement [J.O. du 28 février 1986] (p. 3195).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères (J.O. du 3 avril 1985) (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 148 concernant la protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail (n° 2688) [23 mai 1985] (p. 1162).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget [J.O. du 29 août 1985] (p. 9983). Prolongation de cette mission [J.O. du 25 février 1986] (p. 2995).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2688), autorisant l'approbation de la Convention internationale du travail n° 148 concernant la protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail (n° 2699) [23 mai 1985].

ESDRAS (Marcel)

Député de la Guadeloupe
(3^e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2617) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15040).

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 794, posée le 23 avril 1985 : **départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : enseignement secondaire)** (p. 325) ; appelée le 26 avril 1985 : **lycées et collèges de la Guadeloupe** : mauvaise situation de l'enseignement en Guadeloupe, notamment dans le second degré ; déficit des postes ; distorsion existant entre la Guadeloupe et la Martinique (p. 449) ; situation géographique de l'académie des Antilles et de la Guyane interdisant tout déploiement de postes ; problème des locaux scolaires (p. 450).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322).**

Deuxième lecture, explications de vote : spécificité de Saint-Pierre-et-Miquelon ; attachement des populations d'outre-mer à la France ; signification de la promotion au rang de département ; possibilité de traiter la spécificité des D.O.M. par des mesures particulières reconnues par le Conseil constitutionnel ; insuffisance des délais pour tirer un bilan de la départementalisation ; vote négatif du groupe U.D.F. [14 mai 1985] (p. 775).

— **Projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2616).**

Première lecture, discussion générale : accentuation des inconvénients du scrutin proportionnel en outre-mer [5 juin 1985] (p. 1478) ; adaptation du scrutin majoritaire au spécificités locales ; emprise des partis politiques (p. 1479).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, explications de vote : déplore que l'Assemblée nationale se soit prononcée sans connaître l'avis de l'assemblée territoriale ; instauration d'un exécutif confiée à un haut commissaire ; remise en cause de l'avenir de l'outre-mer français ; situations stratégiques des D.O.M.-T.O.M. ; vote négatif du groupe U.D.F. [4 juin 1985] (p. 1400).

Deuxième lecture, discussion générale : courant historique de la décolonisation ; départementalisation des vieilles colonies décidée en 1946 ; drame de la Nouvelle-Calédonie ; sacrifice de l'expression majoritaire des habitants aux conceptions idéologiques des fractions minoritaires locales ; valeur stratégique de la zone ; propositions de MM. Jacques Lafleur et Dick Ukeiwé ; menaces pour le reste de l'outre-mer français ; réunion entre émissaires du Gouvernement et responsables politiques de haut niveau au plan local avec des militants indépendantistes ; négociations menées en vue de l'indépendance des D.O.M. ; troubles graves de l'ordre public en Guadeloupe ; publication des tractations secrètes engagées avec les organisations séparatistes [25 juillet 1985] (p. 2437).

Explications de vote : non prise en compte des efforts du Sénat pour améliorer le texte ; exacerbation des dissensions entre ethnies et aggravation de la situation actuelle ; risque de répercussion du texte dans le reste de l'outre-mer ; vote négatif du groupe U.D.F. (p. 2456).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : fusion du débat sur l'économie des Départements d'outre-mer avec la discussion budgétaire ; importance stratégique des départements d'outre-mer ; attrait touristique et importance économique de la mer ; activité sucrière [5 novembre 1985] (p. 3931) ; nécessité de faire bénéficier la banane de soutiens accrus ; moyens effectivement décentralisés (p. 3931) ; *questions* : plan Reagan et Lomé III ; situation de la profession bananière (p. 3954 ; 3955).

ESMONIN (Jean)

Député de la Côte-d'Or
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652) [J.O. du 28 juin 1985] (p. 7179).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652).**

Première lecture, discussion générale : sa référence à la promesse faite par le Président de la République en 1982 au congrès de Bordeaux de réformer le code de la mutualité [28 mai 1985] (p. 1187) ; reconnaissance du fait mutualiste se caractérisant par l'élargissement du champ d'intervention des mutuelles à la prévoyance collective ; reconnaissance de la capacité civile ; création d'un congé non rémunéré spécifique aux administrateurs ; substitution de la règle du contrôle *a posteriori* à celle de l'autorisation préalable systématique ; renforcement de la rigueur de la gestion financière des organismes mutualistes ; adaptation de la mission du commissaire aux comptes aux réalités sociales et économiques du mouvement mutualiste ; redéfinition globale du secteur de la protection sociale complémentaire excluant l'attribution d'un monopole aux mutuelles ; clarification des rapports du comité d'entreprise et de la mutualité d'entreprise (p. 1188).

Discussion des articles : **article 1^{er} et code annexé** : **article L. 111-1 du code de la mutualité** : risque de satellisation de la mutualité ; développement du contrôle de l'Etat (p. 1206) ; **avant l'article L. 411-1 du code de la mutualité** : ses observations sur les divergences entre le groupe R.P.R. et le groupe U.D.F. ; évolution de la législation dans le sens d'une approbation tacite ; succès improbable d'une négociation entre le secteur libéral et les mutuelles (p. 1232) ; **article 2** : clarification dans la dénomination d'organismes visant des objectifs différents ; délai d'un an apparaissant comme suffisant ; **après l'article 4** : son sous-amendement n° 91 à l'amendement n° 89 du Gouvernement (insérant dans le premier alinéa du texte de cet amendement les mots « premier alinéa » après la référence « L. 225-3 ») ; son sous-amendement n° 92 à l'amendement n° 89 du Gouvernement (substituant dans le premier alinéa du texte de cet amendement au mot « six » le mot « neuf ») ; formation des administrateurs des mutuelles à la gestion et à la législation (p. 1238) ; adoptés (p. 1239).

Explications de vote : clarification concernant les appellations ; statut des administrateurs des sociétés mutualistes ; principe d'un congé mutualiste spécifique de neuf jours ; vote positif du groupe socialiste (p. 1240).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : objectif de modernisation de l'enseignement technique ; introduction de la technologie à tous les niveaux de formation ; nécessité de rechercher un rapprochement entre les collèges et les lycées d'enseignement professionnel [8 octobre 1985] (p. 2798).

ESTIER (Claude)

*Député de Paris
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [6 juin 1985] (p. 1535).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne d'extradition (n° 3100) [28 novembre 1985] (p. 5934).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de la loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant

l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14663).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 13 décembre 1985] (p. 14516).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2732) autorisant la ratification du protocole n° 6 à la **convention de sauvegarde des droits de l'Homme** et des libertés fondamentales concernant l'**abolition de la peine de mort (n° 2769)** [13 juin 1985].

Rapport d'information établi au nom de la délégation parlementaire pour la **communication audiovisuelle** instituée par l'article 10 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 (**n° 2872**) [28 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, rejeté par le Sénat (n° 3027) autorisant la ratification du protocole n° 6 à la **convention de sauvegarde des droits de l'Homme** et des libertés fondamentales concernant l'**abolition de la peine de mort (n° 3091)** [20 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 3100) autorisant la ratification de la **convention européenne d'extradition (n° 3132)** [28 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la **convention de sauvegarde des droits de l'Homme** et des libertés fondamentales concernant l'**abolition de la peine de mort (n° 3184)** [12 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi rejeté par le Sénat en deuxième lecture (n° 3175) autorisant la ratification du protocole n° 6 à la **convention de sauvegarde des droits de l'Homme** et des libertés fondamentales concernant l'**abolition de la peine de mort (n° 3209)** [17 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi ; rejeté par le Sénat en troisième et nouvelle lecture (n° 3235) autorisant la ratification du protocole n° 6 à la **convention de sauvegarde des droits de l'Homme** et des libertés fondamentales concernant l'**abolition de la peine de mort (n° 3236)** [19 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Raid israélien** : bombardement par des avions israéliens du quartier général de l'O.L.P. en Tunisie [2 octobre 1985] (p. 2562).

— **Rencontre Reagan-Gorbatchev** : conséquences de cette rencontre en ce qui concerne la réduction et le contrôle des armements [20 novembre 1985] (p. 4548).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable de M. Jean-Claude Gaudin ; détermination du mode de scrutin entrant dans les prérogatives des parlementaires ; stabilité gouvernementale ; sa référence aux propos de MM. Alain Peyrefitte et Raymond Barre concernant le scrutin majoritaire [24 avril 1985] (p. 376) ; stabilité politique non garantie par le choix d'un mode de scrutin ; conditions de discussion du projet de loi (p. 377).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : élargissement de la Communauté européenne [11 juin 1985] (p. 1581) ; ratification des traités d'élargissement ; réforme institutionnelle ; faible cohésion des pays européens manifestée lors du sommet de Bonn ; affaiblissement de la coopération franco-allemande ; projet Euréka ;

maintien et renforcement des liens de la France avec les pays de l'Europe de l'Est ; rencontre du Président de la République avec M. Mikhaïl Gorbatchev ; développement des relations entre la France et la Hongrie ; situation au Proche-Orient ; décision du Gouvernement israélien d'évacuer le Liban ; initiatives prises par le président Moubarak et par le roi Hussein ; rôle de la F.I.N.U.L. (p. 1582) ; mobilisation de l'opinion française en faveur des ressortissants français enlevés à Beyrouth ; situation en Afrique australe ; ses observations sur les mesures prises par la France à l'encontre de l'Afrique du Sud ; blocus américain contre le Nicaragua ; aide aux pays sud-sahariens (p. 1583).

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : adhésion de la France au protocole à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort [21 juin 1985] (p. 1867) ; liste des Etats signataires ; protocole constituant un engagement international global sur l'abolition de la peine de mort ; élaboration du protocole dans le cadre de la convention européenne des droits de l'Homme ; procédure devant les organes de contrôle créés par la convention ; protocole érigeant l'abolition de la peine de mort en obligation juridique pour les parties contractantes ; contenu du protocole ; abolition de la peine de mort limitée au temps de paix ; modification de la loi pénale et rétablissement de la peine de mort par le Président de la République dans le cadre de l'article 16 (p. 1868) ; cas de guerre ; impossibilité de formuler des réserves ; clause d'application territoriale ; relations entre le protocole n° 6 et la convention ; problème de la dénonciation du protocole ; entrée en vigueur du pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966 ; abolition de la peine de mort pour les mineurs ; interdiction de l'exécution d'une femme enceinte ; problème de l'incompatibilité de l'engagement avec l'article 16 de la Constitution (p. 1869) ; question de l'atteinte à la souveraineté nationale en matière pénale, réponse faite par M. Pierre Mauroy le 23 juin 1983 ; ratification de la convention européenne des droits de l'Homme en 1974 ; décision du Conseil constitutionnel en date du 22 mai 1985 autorisant la ratification du protocole additionnel n° 6 ; tenue des journées « Libertés et droits de l'Homme » à Paris les 30 et 31 mai 1985 ; action de la France en faveur des droits de l'Homme sur la scène internationale ; institution d'un habeas corpus (p. 1870).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : question de savoir si le Président de la République conserve ou non les droits qu'il détient de l'article 16 de la Constitution ; opportunité de la ratification de cet engagement international en l'absence de réforme du code pénal ; réclusion perpétuelle incompressible ; danger de céder à une démagogie face à la montée d'un discours sur l'insécurité [21 novembre 1985] (p. 4658) ; nécessité pour la France de confirmer son appartenance sans ambiguïté au camp des nations abolitionnistes (p. 4659).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; adoption par le Sénat d'une question préalable [17 décembre 1985] (p. 6239).

Quatrième lecture, discussion générale : ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean Foyer ; adoption d'une question préalable au Sénat en troisième lecture [20 décembre 1985] (p. 6526).

— **Projet de loi autorisant la ratification du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : position du parti socialiste face à l'élargissement de la C.E.E. [21 novembre 1985] (p. 4629) ; position du parti communiste et position

des deux groupes de l'opposition ; problème des garanties, élargissement de la C.E.E. à la Grèce (p. 4630) ; légèreté des conditions présidant à l'entrée de la Grèce dans le Marché commun ; prévision de longues périodes de transition (p. 4631).

Aménagement de l'ordre des travaux :

Demande le report des deux textes dont M. Louis Moulinet est rapporteur [4 décembre 1985] (p. 5236).

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne d'extradition (n° 3100).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : convention signée le 13 décembre 1957 ; possibilité de ratifier ce document depuis l'abolition de la peine de mort en France [4 décembre 1985] (p. 5239) ; garanties pour la non-extradition en matière politique ; refus obligatoire d'extradition lorsque la personne réclamée sera jugée par le tribunal n'assurant pas les garanties fondamentales ; coopération pénale européenne (p. 5240).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'organisation européenne de télécommunications par satellite (Eutelsat) (n° 3117).**

Première lecture, discussion générale : répond au rappel au règlement de M. Xavier Deniau : estime qu'il n'est pas possible de dire que les conditions de travail de la commission des affaires étrangères sont anormales [4 décembre 1985] (p. 5242).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean-Foyer : propos de M. Foyer ne constituant pas un rappel au règlement [20 décembre 1985] (p. 6524).

EVIN (Claude)

*Député de la Loire-Atlantique
(6^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Président de cette commission [J.O. du 20 juin 1985] (p. 6848).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652) [J.O. du 28 juin 1985] (p. 7179).

Vice-président de cette commission [J.O. du 28 juin 1985] (p. 7179).

Rapporteur du projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912) [11 juillet 1985] (p. 2395).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912) [J.O. du 27 juillet 1985] (p. 8571).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Président de cette commission [J.O. du 6 décembre 1985] (p. 14200).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Président de cette commission [J.O. du 27 novembre 1985] (p. 13754).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Président de cette commission [J.O. du 18 décembre 1985] (p. 14752).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14911).

Vice-président de cette commission [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14993).

Président de cette commission [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15039).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 3097) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15039).

Président de cette commission [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15039).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail [J.O. du 8 février 1986] (p. 2297).

Vice-président de cette commission [J.O. du 13 février 1986] (p. 2547).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2912) relatif aux congés de conversion (n° 2913) [11 juillet 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, rejeté par le Sénat (n° 2922) relatif aux congés de conversion (n° 2924) [25 juillet 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2935) relatif aux congés de conversion (n° 2936) [25 juillet 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 8 :** non appartenance de l'Ordre des médecins aux organisations représentatives dans les négociations syndicales [26 juin 1985] (p. 2035).

— **Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : insuffisance des mesures d'aide au reclassement des demandeurs d'emplois ; intérêt de la mise en place d'un dispositif d'un congé de conversion ; pertes d'emplois industriels depuis 1975 ; cas des travailleurs sans qualification ; durée moyenne de chômage pour un licencié économique ; action du fonds national pour l'emploi (F.N.E.) ; notion de conversion ; limites de la formation professionnelle [11 juillet 1985] (p. 2373) ; institution du congé sabbatique et du congé pour création d'entreprises ; reconnaissance des salariés comme acteurs dans le processus de reconversion ; protection juridis-

dique des salariés en tant que créanciers des salaires ; impératif de modernisation ; place et modalités de la formation professionnelle dans le processus de reclassement ; maintien du lien juridique entre le salarié et son entreprise d'origine ; rôle assigné aux partenaires sociaux et à l'autorité administrative ; intérêt de la négociation de branche ; participation de l'Etat (p. 2374).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er} :** son amendement n° 1 (nouvelle rédaction pour la dernière phrase de l'article L 322-1 du code du travail ; modalités d'action des pouvoirs publics) ; négociations d'accords professionnels ou interprofessionnels par les partenaires sociaux ; conclusion d'un accord n'apparaissant pas comme une nécessité ; adopté ; **article 1^{er} :** son amendement n° 2 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots : « après le 3° de l'alinéa 2 » les mots : « après le cinquième alinéa (3°) ») ; codification proposée par le Gouvernement après l'avis du Conseil d'Etat (p. 2391) ; adopté ; non modification de la procédure de licenciement économique ; issue du congé de conversion (p. 2392) ; **article 2 :** soumission des contributions des employeurs aux cotisations sociales ; augmentation de la contribution pouvant conduire à une limitation des congés de conversion (p. 2393) ; **article 3 :** son amendement n° 3 (substituant aux mots : « la référence au deuxième alinéa (1°) de l'article L 322-4 est remplacée par la référence au deuxième (1°) et (4°) du même article », les mots : « la référence au 1° de l'article L 322-4 est remplacée par la référence aux 1° et 4° du même article ») ; adopté ; **article 4 :** son amendement n° 4 (substituant aux mots : « au deuxième alinéa (2° et 4°) de l'article L 322-4 dudit code les mots : « au 2° et 4° du même article ») ; adopté ; **article 5 :** son amendement n° 5 (substituant dans le deuxième alinéa (1°) de cet article aux mots « au deuxième alinéa (4°) » les mots : « au sixième alinéa (4°) ») ; adopté ; son amendement n° 6 (nouvelle rédaction pour le dernier alinéa (2°) de cet article) ; adopté ; **article 6 :** son amendement n° 7 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux mots « deuxième alinéa (4°) » les mots « sixième alinéa (4°) ») ; adopté (p. 2394).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).**

Première lecture, discussion des articles : **article 11 :** impossibilité d'exiger une obligation de présence des administrateurs à tous les échelons [10 octobre 1985] (p. 2921).

— **Déclaration du Gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs et débat sur cette déclaration (n° 3148).**

Discussion : encouragement de la négociation entre partenaires sociaux ; rôle du législateur ou du Gouvernement en matière de politique sociale ; politique de réforme des institutions sociales ; lois Auroux ; réforme des organismes de protection sociale ; réforme des hôpitaux [3 décembre 1985] (p. 5197) ; réforme de l'action sociale ; politique de couverture sociale ; maîtrise des dépenses de protection sociale ; augmentation des dépenses de santé ; causes de l'évolution de ces dépenses ; planification des équipements dans le cadre d'une carte sanitaire renouvelée ; évaluation des dépenses ; budget global hospitalier (p. 5198) ; évolution de la démographie en ce qui concerne la couverture chômage et la couverture vieillesse ; réforme du financement de la sécurité sociale tendant progressivement vers un prélèvement proportionnel assis sur l'ensemble des revenus perçus par les ménages ; nécessité de la formation professionnelle ; principe de solidarité ; rôle du syndicalisme (p. 5199).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion générale : ses observations sur le fait personnel de M. Guy Ducloné : rappelle qu'en matière de défense des travailleurs il n'existe aucun monopole [4 décembre 1985] (p. 5286) ; estime que la commission a été suffisamment éclairée dans ses travaux ; problème de l'audition par cette commission des organisations syndicales de salariés ou des organisations patronales (p. 5320) ; estime que les organisations syndicales ont eu les moyens de s'exprimer (p. 5321).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er} :** ses observations sur l'amendement n° 29 de M. Guy Ducloné [6 décembre 1985] (p. 5489).

Ses observations sur le rappel au règlement de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : regrette l'interruption de la discussion du texte relatif à la sectorisation psychiatrique ; retard pris dans les travaux dû au groupe communiste [9 décembre 1985] (p. 5762).

— **Projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098).**

Première lecture, discussion des articles : Rapporteur suppléant : **article 8 :** mise à disposition des établissements hospitaliers des fonctionnaires exerçant dans le secteur ; **article 9 :** droit d'option offert aux fonctionnaires et stagiaires des collectivités territoriales exerçant une activité de lutte contre les maladies mentales ; **article 10 :** exercice du droit d'option [10 décembre 1985] (p. 5796) ; constatation de l'absence de corps d'accueil ; **article 13 :** ses observations sur l'amendement n° 19 du Gouvernement (p. 5797) ; **article 14 :** ses observations sur l'amendement n° 23 du Gouvernement (p. 5798).

— **Projet de loi complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (n° 3220).**

Première lecture, discussion générale : regrette que M. Alain Madelin ait cru devoir fonder son rappel au règlement sur un article inexistant du règlement de l'Assemblée nationale [18 décembre 1985] (p. 6388).

F

FABIUS (Laurent)

Premier ministre

Fin de ses fonctions ; démission de son Gouvernement. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563)** [23 janvier 1985].

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes** (ensemble une annexe) et de son protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région des Caraïbes (ensemble une annexe) (n° 2564) [23 janvier 1985].

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568)** [23 janvier 1985].

— **Projet de loi portant aménagement d'aides au logement (n° 2575)** [2 avril 1985].

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577)** [2 avril 1985].

— **Projet de loi modifiant la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre (n° 2578)** [2 avril 1985].

— **Projet de loi modifiant le décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche maritime (n° 2579)** [2 avril 1985].

— **Projet de loi modifiant la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils et la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 modifiant la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires et édictant des dispositions concernant les militaires de carrière ou servant en vertu d'un contrat (n° 2580)** [2 avril 1985].

— **Projet de loi relatif aux conditions de cessation d'activité de maîtres de l'enseignement public ayant exercé dans certains établissements d'enseignement privés (n° 2581)** [2 avril 1985].

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations unies relative à un code de conduite des conférences maritimes (n° 2582)** [2 avril 1985].

— **Projet de loi relatif à l'application du code de conduite des conférences maritimes établi par la**

convention des Nations unies conclue à Genève le 6 avril 1974 (n° 2583) [2 avril 1985].

— **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584)** [2 avril 1985].

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative au concours en personnel apporté par la République française à la République gabonaise** (ensemble un protocole) (n° 2585) [2 avril 1985].

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole sur les privilèges et immunités de l'organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (I.N.M.A.R.S.A.T.) (n° 2587)** [2 avril 1985].

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande sur la coopération en matière d'exécution des condamnations pénales (n° 2588)** [2 avril 1985].

— **Projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589)** [2 avril 1985].

— **Projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593)** [2 avril 1985].

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601)** [10 avril 1985].

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602)** [10 avril 1985].

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603)** [10 avril 1985].

— **Projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2616)** [18 avril 1985]. Lettres, en date des 5, 10 et 11 juin 1985, relatives à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur ce projet.

— **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2617)** [18 avril 1985]. Lettres, en date des 5, 10 et 11 juin 1985, relatives à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sur ce projet.

— **Projet de loi relatif à la création d'établissements d'enseignement public (n° 2618)** [18 avril 1985].

— **Projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651)** [25 avril 1985].

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652)** [25 avril 1985].

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653)** [25 avril 1985].

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole sur les privilèges de la fondation européenne (n° 2654)** [25 avril 1985].

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole sur les immunités de la fondation européenne, ouvert à la signature des Etats signataires de l'accord fait à Bruxelles le 29 mars 1982 instituant cette fondation (n° 2655)** [25 avril 1985].

— **Projet de loi autorisant l'adhésion à un protocole sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures (n° 2656)** [25 avril 1985].

— **Projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657)** [25 avril 1985].

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661)** [2 mai 1985].

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662)** [2 mai 1985]. **Lettre**, en date du 31 mai 1985, relative à la **consultation** de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, sur ce projet (p. 1374).

— **Projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales. (n° 2695)** [23 mai 1985].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec, en matière de sécurité sociale du 12 février 1979 (n° 2729)** [30 mai 1985].

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire (ensemble deux protocoles) (n° 2730)** [30 mai 1985].

— **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (n° 2731)** [30 mai 1985].

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732)** [30 mai 1985].

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733)** [30 mai 1985].

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration (n° 2741)** [6 juin 1985].

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologiques (n° 2745)** [6 juin 1985].

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France (n° 2757)** [11 juin 1985].

— **Rapport sur l'exécution du IX^e Plan de développement économique, social et culturel (1984-1988)** [6 juin 1985] (p. 1534).

— **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code de procédure pénale et du code de la route et relatif à la police judiciaire (n° 2786)** [14 juin 1985].

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787)** [14 juin 1985].

— **Projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788)** [14 juin 1985].

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 7 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (n° 2790)** [18 juin 1985].

— **Projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800)** [19 juin 1985].

— **Projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale (n° 2801)** [19 juin 1985].

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855)** [26 juin 1985].

— **Projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité versée par la République populaire du Bénin en application de l'accord du 7 janvier 1984 (n° 2856)** [26 juin 1985].

— **Rapport sur la protection et le contrôle des matières nucléaires relatif à l'année 1984** [26 juin 1985] (p. 2040).

— **Rapport sur l'exécution et la réévaluation de la loi n° 83-606 du 8 juillet 1983 portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984/1988** [27 juin 1985] (p. 2138).

— **Rapport sur l'exécution en 1984 de la loi n° 80-1102 complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat**

aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [27 juin 1985] (p. 2138).

— **Rapport intitulé « bilan de la dotation globale de fonctionnement et orientations pour une réforme »** [27 juin 1985] (p. 2138).

— **Projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861)** [27 juin 1985].

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie vétérinaire (n° 2907)** [10 juillet 1985].

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908)** [10 juillet 1985].

— **Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912)** [10 juillet 1985].

— **Rapport sur l'application des articles L 461-1 à L 461-3 du code du travail** [10 juillet 1985] (p. 2364).

— **Projet de loi autorisant la ratification de la troisième convention A.C.P./C.E.E. (et documents connexes) signée à Lomé le 8 décembre 1984 ; l'approbation de l'accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, fait à Bruxelles le 19 février 1985 ; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième convention A.C.P./C.E.E. (n° 2914)** [11 juillet 1985].

— **Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés (n° 2920)** [25 juillet 1985].

— **Rapport sur la situation démographique de la France** [25 juillet 1985] (p. 2457).

— **Rapport sur l'activité du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (C.N.A.S.E.A.) et sur l'utilisation des crédits qui lui sont confiés, pour l'année 1984** [20 août 1985] (p. 2551).

— **Rapport sur le contrôle a posteriori des actes des collectivités locales et des établissements publics locaux** [20 août 1985] (p. 2551).

— **Rapport sur les conditions d'adaptation de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat dans les zones rurales à faible densité de population et, en particulier, dans les zones de montagne** [2 octobre 1985] (p. 2610).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947)** [2 octobre 1985].

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord constitutif de la société interaméricaine d'investissement (ensemble une annexe) (n° 2948)** [2 octobre 1985].

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise (n° 2949)** [2 octobre 1985].

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951)** [2 octobre 1985].

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relative à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955)** [2 octobre 1985].

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification des dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956)** [2 octobre 1985].

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963)** [2 octobre 1985].

— **Projet de loi portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale (n° 2964)** [2 octobre 1985].

— **Rapport sur la gestion en 1984 des crédits du fonds national pour le développement du sport** [4 octobre 1985] (p. 2705).

— **Projet de loi autorisant l'approbation du code européen de sécurité sociale** fait à Strasbourg le 16 avril 1964 (n° 2996) [11 octobre 1985].

— **Rapport de gestion de l'Office national des forêts** pour l'année 1984 [16 octobre 1985] (p. 3162).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier agricole** (n° 3008) [24 octobre 1985].

— **Projet de loi relatif au droit d'expression des salariés** et portant modification du code du travail (n° 3015) [30 octobre 1985].

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la Mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses** (ensemble une annexe) (n° 3016) [30 octobre 1985].

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales** (n° 3023) [31 octobre 1985].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse** relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers, signé à Paris le 11 avril 1983, complété par l'échange de lettres des 25 avril et 8 juin 1984 et modifié par l'échange de lettres des 2 et 5 septembre 1985 (n° 3024) [31 octobre 1985] ;

— **Projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé** (n° 3025) [31 octobre 1985].

Lettres en date des 25 octobre et 5 novembre 1985, relatives à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna, sur le projet de loi n° 3048 relatif à la dotation globale d'équipement [5 novembre 1985] (p. 3955).

— **Projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives** (n° 3035) [6 novembre 1985].

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires** (n° 3036) [6 novembre 1985].

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers** (n° 3037) [6 novembre 1985].

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles** (n° 3038) [6 novembre 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes les 23 et 24 avril 1985 entre les représentants des Gouvernements des Etats membres, relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1985 (n° 3044) [7 novembre 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 7 mai 1985 relative au système des ressources propres des Communautés (n° 3045) [7 novembre 1985].

Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes, et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046) [7 novembre 1985].

Projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [14 novembre 1985].

Projet de loi relatif aux chambres adjointes au Conseil d'Etat (n° 3060) [14 novembre 1985].

Projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [14 novembre 1985].

Lettre en date du 2 décembre 1985, relative à la consultation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances sur ce projet.

Lettre en date du 14 novembre 1985, relative à la consultation de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française sur le projet de loi n° 3078, déposé au Sénat, relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française [14 novembre 1985].

Déclaration du Gouvernement sur les entreprises nationales (n° 3081) [19 novembre 1985].

Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096) [20 novembre 1985].

Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097) [20 novembre 1985].
Lettre rectificative (n° 3140) [28 novembre 1985].

Projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098) [20 novembre 1985].

Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de l'article 27 de la loi n° 85-892 du 23 août 1985 sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 3099) [20 novembre 1985].

Projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne d'extradition (n° 3100) [20 novembre 1985].

Projet de loi relatif aux juridictions commerciales et aux modes d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie (n° 3107) [21 novembre 1985].

Déclaration du Gouvernement sur la fonction publique (n° 3109) [26 novembre 1985].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (E.U.T.E.L.S.A.T.) (n° 3117) [27 novembre 1985].

Projet de loi de finances rectificatives pour 1985 (n° 3143) [29 novembre 1985].

Déclaration du Gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs (n° 3148) [3 décembre 1985].

Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [4 décembre 1985].

Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole (n° 3166) [10 décembre 1985].

Rapport sur l'enseignement supérieur [17 décembre 1985] (p. 6321).

Projet de loi complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (n° 3220) [18 décembre 1985].

Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984 (n° 3225) [18 décembre 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. André Billardon** : racisme : négation des valeurs fondant notre République et notre civilisation [3 avril 1985] (p. 61) ; « racines matérielles » du racisme ; recherche et châtiement des coupables (p. 62) ;

— **M. Jean-Paul Fuchs** : situation en Nouvelle-Calédonie : situation à Thio ; autorité de l'Etat ; neutralité de l'Etat ; rapport du délégué du Gouvernement ; [3 avril 1985] (p. 66) ;

— **M. Louis Odru** : reconnaissance de la Corée du Nord : position du Gouvernement français après l'attentat de Rangoon et la destruction du Bœing Sud-Coréen ; rencontre avec l'ensemble des groupes parlementaires à l'Assemblée nationale de Corée du Sud ; souveraineté na-

tionale ; réconciliation et réunification des deux Corées ; dialogue avec Pyong-Yang ; absence d'un droit de vote sur les décisions de la France [10 avril 1985] (p. 118) ;

— **M. Michel Debré : installation d'une base militaire à Nouméa** : situation spécifique existant dans chaque D.O.M. et T.O.M. ; renforcement des infrastructures militaires ; absence d'enceinte militaire dans le port de Nouméa ; information du Parlement [24 avril 1985] (p. 336).

— **M. Claude Labbé : mission de la France au Liban** : émotion des Français devant la situation au Liban [2 mai 1985] (p. 526) ; désaccord du Gouvernement français avec les déplacements massifs de population portant atteinte à l'unité du pays ; maintien au Liban du dispositif diplomatique et culturel français ; multiplicité des démarches effectuées ; appel lancé par les évêques français (p. 527) ;

— **Mme Ghislaine Toutain : Nouvelle-Calédonie** : choix de la représentation proportionnelle pour les élections régionales ; régions se voyant confier une mission générale de promotion du développement économique, social et culturel ; découpage en quatre circonscriptions prévu par la loi du 7 août 1984 ; réduction de l'écart démographique entre les circonscriptions [7 mai 1985] (p. 609) ;

— **M. Jacques Brunhes : situation en Nouvelle-Calédonie** : affrontements s'étant déroulés dans la journée du 8 mai à Nouméa ; attentats à l'explosif du 13 mai ; accueil fait au projet de loi sur l'évolution de la Calédonie ; rôle des extrémistes [15 mai 1985] (p. 792) ;

— **M. Gabriel Kaspereit : situation en Nouvelle-Calédonie** : responsabilité du Gouvernement [15 mai 1985] (p. 794) ; incidents du 8 mai ; projet de loi relatif à l'évolution de la Calédonie (p. 795) ;

— **M. Louis Lareng : syndrome immuno-déficitaire acquis** : découverte par des chercheurs français du virus L.A.V., responsable du S.I.D.A. ; mise au point d'un test de dépistage très fiable ; caractère obligatoire de ce test ; coût pour la collectivité ; vaccination future contre le S.I.D.A. ; guérison des malades déjà atteints ; position du Comité national d'éthique sur l'information des personnes dont le test présente une réaction positive [19 juin 1985] (p. 1765) ;

— **M. Emmanuel Aubert : comportement du Gouvernement** : proposé de M. Emmanuel Aubert l'antiparlementarisme ambiant ; importance de l'ordre du jour de la session de printemps de l'Assemblée nationale ; choix du ministre répondant aux questions posées au Gouvernement [26 juin 1985] (p. 1989) ;

— **M. Michel Debré : Greenpeace** : rapport Tricot ; sauvegarde des intérêts de la défense française ; poursuite des expérimentations nucléaires du Pacifique ; demande d'une commission d'enquête parlementaire ; image de la France [2 octobre 1985] (p. 2560) ; compétence des autorités légitimes en ce qui concerne la défense de la France ; mise en cause de la sincérité du chef du Gouvernement et du Président de la République (p. 2561) ;

— **M. Claude Estier : Raid israélien** : condamnation du raid perpétré par l'aviation israélienne en territoire tunisien [2 octobre 1985] (p. 2562) ; droit d'Israël à vivre dans des frontières sûres ; droit du peuple palestinien à disposer d'une patrie (p. 2563).

— **Mme Florence d'Hacourt : lutte contre la toxicomanie** : rappel de l'action du Gouvernement ; mission interministérielle ; proposition d'une nouvelle disposition pénale permettant la comparution immédiate devant les juges des usagers-revendeurs ; intensification de la coopération internationale [16 octobre 1985] (p. 3111) ;

— **M. Bernard Derosier : immigration** : rappel du préambule de la Constitution précisant que les hommes naissent libres et égaux en droit ; refus de l'amalgame entre le chômage ou l'insécurité et l'immigration [30 octobre 1985] (p. 3707) ;

— **M. Henri Delisle : Rita** : précise que ce contrat représente plus de 7 milliards de francs pour l'économie française ; perspectives offertes par Euréka [6 novembre 1985] (p. 3976) ;

— **M. Roger Leborne : Afrique du Sud** : condamnation par la France de l'apartheid ; problème du renouvellement des contrats charbonniers d'E.D.F. et de C.D.F.-Energie avec l'Afrique du Sud [13 novembre 1985] (p. 4293) ;

— **M. Jacques Godfrain : indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse** : rappelle qu'il n'a jamais pu réussir un consensus contre la politique du Gouvernement [20 novembre 1985] (p. 4544) ; question de la tour Eiffel (p. 4545) ; rappelle la position du groupe communiste refusant les chaînes privées ; estime que la situation de l'agriculture française est un sujet sérieux ; négociations avec le maire de Paris au sujet de la tour Eiffel (p. 4546) ;

— **M. André Tourné : attitude de la France à l'égard de l'apartheid** : condamnation de l'apartheid par la France [27 novembre 1985] (p. 4936) ; son option en faveur des droits de l'Homme (p. 4937) ;

— **M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) : visite du Général Jaruzelski à Paris** : sa désapprobation à l'égard des événements de Pologne ; indique qu'il a été personnellement « troublé » par la visite en France du chef d'état polonais ; relations d'Etat à Etat ; rappelle que la décision de recevoir ou non un chef d'Etat étranger relève du Président de la République et de lui seul [4 décembre 1985] (p. 5254).

— **M. Jean-Claude Gaudin : Cohésion gouvernementale** : objectif du Gouvernement d'ajouter aux chaînes publiques des chaînes privées ; rappelle la cohésion du Gouvernement sur les principales orientations [11 décembre 1985] (p. 5876) ; problème de cohésion dans l'opposition (p. 5877) ;

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568).**

Première lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement de suivre une politique fondée pour l'ordre et le dialogue [23 janvier 1985] (p. 5) ; rappel de la situation en Nouvelle-Calédonie lors des élections à l'Assemblée territoriale ; son hommage au courage des forces de l'ordre et à la sagesse de la majorité de la population ; raisons de l'envoi de renforts de police et de gendarmerie ; problème de l'habilitation des tribunaux militaires pour connaître des affaires criminelles ; volonté du Gouvernement d'assumer ses responsabilités à l'égard des habitants de la Nouvelle-Calédonie (p. 6) ; nécessité du dialogue ; caractère indispensable des textes prolongeant l'état d'urgence (p. 7) ; exclusion du champ de l'état d'urgence de la censure de la presse et de la liberté d'expression ; diminution de la tension grâce à l'état d'urgence ; contradiction dans l'attitude de l'opposition ; refus par l'opposition d'accepter des dispositions proposées par le Gouvernement ; attitude de M. Frédéric Dupont (p. 21-22) ; enquêtes sur les séries d'accidents ou d'incidents graves dans les mines ; son approbation des propos de M. Olivier Stirn ; volonté du parti communiste d'obtenir une enquête sur les conditions de la mort d'Eloi Machoro ; utilité de l'état d'urgence pour la protection de toutes les communautés (p. 23).

Discussion des articles : après l'article unique : inconvénients d'ordre économique ; nécessité d'un redémarrage des activités économiques sur le territoire ; utilité du couvre-feu (p. 26).

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de Jean Ibanès, député de l'Ariège [10 avril 1985] (p. 109).

Associe le Gouvernement à l'hommage rendu à la mémoire de Tancredo Neves ; perte immense pour tous les démocrates [23 avril 1985] (p. 298).

— **Discussion de la motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Gaudin et Labbé.**

Ancienneté des difficultés économiques de la France ; acquis en matière de liberté ou de progrès sociaux [23 avril 1985] (p. 309) ; décélération progressive de l'inflation ; distinction entre les attitudes politique et culturelle des Français ; action de modernisation entreprise dans un esprit de rassemblement ; moment choisi pour la réforme électorale ; comparaison avec des exemples tirés des III^e et IV^e Républiques ; engagements de la majorité et du Président de la République ; injustice du système actuel ; le recoupage des circonscriptions (p. 310) ; accommodements de l'opposition avec le système retenu ; surprise de voir certains

s'opposer à la réforme et demander que cette même réforme soit soumise pour approbation à référendum ; position de M. Valéry Giscard d'Estaing quant au mode d'adoption de la réforme ; absence de lien mécanique entre la représentation proportionnelle et l'instabilité ; exemples empruntés à l'histoire française et aux pays étrangers ; rôle déterminant des pouvoirs conférés à l'exécutif (p. 311) ; absence de remise en cause des institutions ; citation de M. Jacques Chirac ; motion de censure « anti-fissure » dirigée plus vers l'opposition que vers le Gouvernement (p. 312).

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de Jean-Pierre Gabarrou, député du Tarn [5 juin 1985] (p. 1461).

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion générale : importance du projet ; intervention de M. Hubert Curien ; périodes ayant marqué le développement de la recherche en France ; part du produit intérieur brut consacrée à l'effort de recherche ; objectif de 2,5 % pour 1985 ; assises de la recherche ; innovation au plan des personnels et des institutions ; décloisonnement du monde de la recherche ; effort mis en œuvre par les autres pays occidentaux ; progression de 4 % en volume de l'effort national de recherche au cours des trois années à venir ; problème de l'emploi à long terme [27 juin 1985] (p. 2083) ; interpénétration entre éducation et entreprise ; crédits d'impôt passant à 50 % de la dépense subventionnable ; possibilité de congés de recherche ; renforcement de la coopération européenne par le projet Eurêka ; évaluation périodique des programmes (p. 2084).

— **Déclaration du Gouvernement sur les entreprises nationales et débat sur cette déclaration.**

Discussion : critères pouvant être utilisés pour juger les entreprises nationalisées en 1982 ; redressement de la plupart des entreprises publiques industrielles ; réputation des entreprises nationales sur les marchés financiers ; rôle social des entreprises nationales ; autonomie de gestion des entreprises nationales ; responsabilité des dirigeants des entreprises nationales ; effort financier réalisé par la nation en faveur des entreprises nationales [19 novembre 1985] (p. 4477) ; valeur boursière des entreprises nationales ; nécessaire respect des salariés ; danger de la dénationalisation ; représentation du personnel des entreprises dans les conseils d'administration ; risque de désorganisation des circuits d'épargne ; situation en Grande-Bretagne (p. 4478) ; redressement des entreprises nationales ; tradition de l'économie française étant celle d'une économie mixte (p. 4479).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement du temps de travail (p. 5888).**

Première lecture : engage la responsabilité du Gouvernement sur le projet de loi [11 décembre 1985] (p. 5888).

Deuxième lecture : engage la responsabilité du Gouvernement sur le projet de loi, modifié par les amendements n° 1 à 8 du Gouvernement et par le sous-amendement n° 9 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 février 1986] (p. 15, 16).

Troisième et dernière lecture : engage la responsabilité du Gouvernement pour l'adoption définitive du projet de loi dans le texte considéré comme adopté en nouvelle lecture par l'Assemblée nationale le 13 février 1986 ([27 février 1986] (p. 32).

Allocution (n° 3227) de M. Louis Mermaz, Président de l'Assemblée nationale.

Remercie le président Louis Mermaz pour sa présidence au cours de la législature ; nombre de textes de loi adoptés ; durée des travaux de l'Assemblée nationale ; nombre d'amendements déposés et adoptés ; création de la délégation parlementaire pour la planification ; création de l'office parlementaire pour les choix scientifiques et technologiques ; application des lois [18 décembre 1985] (p. 6340) ; modernisation économique, sociale, culturelle et administrative

réalisée par la majorité parlementaire ; législature constituant une grande période de l'histoire de la France (p. 6341).

FALALA (Jean)

Député de la Marne
(2^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (anciens combattants et victimes de guerre) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12044).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome III : anciens combattants et victimes de guerre (n° 2988) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale*, Rapporteur pour avis : relèvement des pensions au titre du rattrapage du rapport constant ; entretien des nécropoles nationales et de l'appareillage des mutilés ; dégradation des services due à la réduction des effectifs [22 octobre 1985] (p. 3317) ; attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; amélioration des pensions des veuves de guerre ; nécessité d'assurer le rattrapage du rapport constant ; élargissement des droits des anciens combattants d'Afrique du Nord ; révision du plafond de la rente mutualiste (p. 3318).

FAUGARET (Alain)

Député du Nord
(8^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

FEVRE (Charles)

Député de la Haute-Marne
(1^{re} circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes (n° 2393) [J.O. du 14 juin 1985] (p. 6584).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 2704) de M. Maurice Dousset tendant à réprimer le commerce clan-

destin des objets d'art, d'antiquité et d'occasion [10 octobre 1985] (p. 2961).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563) [J.O. du 5 novembre 1985] (p. 12828).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural (n° 3008) [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14815).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Fermeture de classes** : suppression de 800 emplois d'instituteurs ; conséquences des fermetures d'écoles [22 mai 1985] (p. 1012).

— **Pouvoir d'achat et chômage** : septième législature se terminant en « queue de poisson » [18 décembre 1985] (p. 6349) ; baisse du dollar et du prix du pétrole ; contexte général de désinflation ; politique de rigueur mise en place après les erreurs de 1981 ; taux de chômage ; baisse du pouvoir d'achat (p. 6350).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion générale : richesse de la France en forêts ; associations syndicales autorisées ; obligation de regroupement artificiel des petites propriétés forestières ; utilisation nationale de la production forestière ; risque d'une dégradation des prix ; part du déficit imputable à l'ameublement ; exportation des grumes [9 mai 1985] (p. 648) ; nécessité d'un véritable plan bois ; défrichement ; taux de boisement ; pénalisation insupportable pour des industries lourdes et à forte intensité capitaliste (p. 649).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : distinction entre la gestion et le droit de propriété ; impossibilité pour les héritiers de se dissocier du plan de gestion (p. 662) ; **article 2** : valorisation des produits forestiers ; faiblesse du déficit extérieur sur les produits d'exploitation forestière ; lourdeur du déficit pour les produits finis ; nécessité d'un plan bois (p. 667).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transport. II — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

— *Discussion générale* : insuffisante information de l'Assemblée nationale ; lancement du T.G.V. Atlantique ; évolution des crédits des transports depuis 1982 [24 octobre 1985] (p. 3447) ; subventions à la S.N.C.F. ; transferts de charges par le biais des contrats Etat-régions ; problèmes des voies navigables ; fonds spécial de grands travaux ; accroissement du prix des carburants ; difficultés des entreprises de travaux publics ; concurrence des transporteurs étrangers ; situation de la S.N.C.F. ; problèmes de la sécurité ferroviaire (p. 3448-3449).

Questions : établissement d'un P.O.S. dans toutes les communes problèmes pour les petites communes rurales ; opportunité d'introduire dans la loi du 7 janvier 1983 une disposition dispensant les communes de moins de 1 000 habitants de l'établissement d'un P.O.S. [30 octobre 1985] (p. 3731).

Son rappel au règlement : temps de parole attribué à chaque groupe lors des séances de questions au Gouvernement [11 décembre 1985] (p. 5889).

FIEVET (Berthe)

*Député du Cher
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

FILLIQUOUD (Georges)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des techniques de la communication.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la **communication audiovisuelle (n° 2963)** [2 octobre 1985].

Projet de loi complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la **communication audiovisuelle (n° 3220)** [18 décembre 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Georges Sarre** : **retransmissions télévisées des rencontres sportives** : autonomie des sociétés de télévision, codification par l'U.E.R. (l'union européenne de radiodiffusion) ; liberté des dirigeants des clubs [10 avril 1985] (p. 112) ; match de football Juventus-Bordeaux ; intérêt des téléspectateurs (p. 113) ;

— **M. Jean Combasteil** : **émission « La guerre en face »** : absence de ministère de l'information dans le Gouvernement ; responsabilité de la programmation des chaînes assumée par leurs seuls présidents ; existence de procédures telles que le droit de réponse ou le droit de réplique ; refus d'une pratique assimilable à une censure préalable [17 avril 1985] (p. 237) ;

— **M. François Loncle** : **avenir de Canal Plus** : rumeurs ayant pour objet de déstabiliser l'entreprise Canal Plus ; convention de concession de service public entre l'Etat et Canal Plus ; révision de certaines des clauses de l'accord ; modification de la programmation cinéma ; recettes publicitaires [2 mai 1985] (p. 529) ;

— **M. Jean-Pierre Fourré** : **radios locales** : procédure d'autorisation ; obligation de signifier tout changement de situation juridique à la Haute autorité ; suspension d'autorisation ; retraite de l'autorisation [2 mai 1985] (p. 531) ;

— **M. Robert-André Vivien** : **Canal Plus** : absence de demande de Canal Plus visant à modifier la convention de service public ou le cahier des charges ; déficit de Canal Plus ne concernant pas les contribuables [29 mai 1985] (p. 1257).

— **M. Alain Billon** : **modulation de fréquence** : promotion de la station I.D.F. 102.9 ; investigation de la Haute autorité ; relation d'I.D.F. 102.9 avec Radio 77 ; illégalité de la situation de I.D.F. 102.9 [26 juin 1985] (p. 1994) ;

— **M. André Lajoinie** : **Pluralisme de la radio-télévision** : récuse les chiffres donnés par le journal « l'Humanité » ; service d'observation des programmes [2 octobre 1985] (p. 2569) ;

— **M. Michel Péricard** : **campagne de publicité télévisée « la France avance »** : objectif de clarté et d'efficacité ; définition des campagnes gouvernementales par des circulaires émanant de Premiers ministres de l'opposition ; campagne lancée sous le Gouvernement Raymond Barre [9 octobre 1985] (p. 2845-2846) ; référence à la campagne du R.P.R. « Vivement demain, Vivement la France » (p. 2847) ;

— **M. Michel Péricard** : **projet d'une télévision privée** : pluralité des propositions présentées au Gouvernement [6 novembre 1985] (p. 3986) ;

— **M. Robert-André Vivien** : **de l'utilisation de l'antenne du service public par un producteur à des fins personnelles** : rôle de l'inspection du travail et des tribunaux prud'homaux ; problème des contrats à durée déterminée ; considère que M. Michel Polac a eu tort d'utiliser l'antenne lors de l'émission dont il a la responsabilité

pour annoncer les licenciements ; droit de réponse prévu dans la loi de 1982 [6 novembre 1985] (p. 3987) ;

— **M. Charles Milion : campagne électorale à la télévision et à la radiodiffusion** : compétence de la Haute autorité de la communication audiovisuelle en matière d'organisation de la campagne électorale sur les médias audiovisuels publics ; respect du pluralisme et de l'équilibre dans les programmes [13 novembre 1985] (p. 4285) ;

— **M. Georges Hage : création des télévisions privées** : obligation de voir la majorité du capital des sociétés concessionnaires détenu par des actionnaires français ; protection des productions d'origine française [13 novembre 1985] (p. 4289) ; assujettissement des télévisions nouvelles aux taxes alimentant les fonds de soutien au cinéma et aux programmes audiovisuels (p. 4290) ;

— **M. Jacques Baumel : nouvelles télévisions** : rappelle les règles présidant à l'attribution des concessions de service public à des opérateurs de droit privé ; programme culturel [13 novembre 1985] (p. 4292) ;

— **M. Guy Hermier : projet de télévision privée avec une société italienne** : possibilité de créer en France des télévisions locales [20 novembre 1985] (p. 4540) ; protection et développement de notre industrie du cinéma et de la création ; concessions de services publics obligeant une diffusion à 50 % de programmes d'origine française (p. 4541) ;

— **M. Michel Périscard : télévision privée** : utilisation de la Tour Eiffel ; rappel des propos de M. Jack Lang [20 novembre 1985] (p. 4543) ; procédure de concession de service public ; développement de la création et de la production française ; quota des productions françaises (p. 4544) ;

— **Mme Jacqueline Ossalin : chaîne culturelle** : mission de M. Desgraupes chargé d'étudier ce projet ; esquisse du type des programmes qui seront fournis [20 novembre 1985] (p. 4549) ;

— **M. Jean-Marie Daillet : situation des radios libres notamment dans la Manche** : perturbation des émissions du service public par des radios non autorisées ; rôle du service technique de sécurité de l'aviation civile effectuant un rapport au comité d'étude et de répartition géographique des stations radios électriques [20 novembre 1985] (p. 4552) ; cas de Radio-Manche (p. 4553) ;

— **M. Michel Périscard : concession de service public accordée à la cinquième chaîne de télévision** : publication des documents relatifs aux autorisations et aux concessions le lundi 2 décembre [27 novembre 1985] (p. 4927) ;

— **Mme Florence d'Harcourt : publicité sur la cinquième chaîne de télévision** : application de la loi réglementant la publicité en faveur de l'alcool, aux chaînes de télévision privées [27 novembre 1985] (p. 4933) ;

— **M. Jacques Dominati : Cinquième chaîne de télévision** : raisons du choix effectué en faveur du groupe Seydoux-Berlusconi ; rappelle que la C.L.T. a fait savoir qu'elle était intéressée par l'exploitation d'un réseau hertzien au sol ; revendication par cette dernière de la fonction d'opérateur dans une télévision même si elle devait être minoritaire dans le capital ; estime déplacée la modification du prénom du Président de la République faite par M. Jacques Dominati ; refus de l'opposition de donner aux Français l'accès à une cinquième chaîne privée gratuite [4 décembre 1985] (p. 5257-5258) ;

— **M. Michel Périscard : Cinquième chaîne de télévision** : publication du contrat de concession de service public et du cahier des charges ; négociation de ces documents sur la base de la loi de 1982 [4 décembre 1985] (p. 5263) ; conduite de ces négociations par le Gouvernement ; limitation à 25 % des recettes provenant de la publicité par rapport à l'ensemble des ressources du service public (p. 5264).

— **M. Guy Hermier : Cinquième chaîne de télévision** : organisation d'un colloque à la Mutualité par les communistes ; mention de la présence dans la dalle d'Hélène Luc et Pierre Juquin ; effets bénéfiques d'une cinquième chaîne de télévision [11 décembre 1985] (p. 5879) ; situation du téléspectateur ; rôle de la Haute autorité (p. 5880) ;

oraies sans débat de :

— **M. Jacques Fleury (n° 817) : cumuls d'emplois** : insuffisance de notre appareil statistique ; cumul emploi-retraite ; cumul d'emplois ; contribution de solidarité [10 mai 1985] (p. 699) ;

— **M. Pierre-Bernad Cousté (n° 813) : télévisions privées** : cinquantième anniversaire de la création de la télévision en France ; rapport Bredin ; régime des radios locales privées ; autorisation d'émettre [10 mai 1985] (p. 700).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 20 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963).**

Première lecture, discussion générale : nouvelle étape dans la libéralisation du système de communication audiovisuelle ; [15 octobre 1985] (p. 3015) ; rôle de la Haute autorité de la communication audiovisuelle ; concession de service public ; octroi à T.D.F. du monopole de la diffusion ; principe de transparence (p. 3016).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : transfert à la Haute autorité de la communication audiovisuelle de la compétence en matière de délivrance des autorisations d'exploitation aux télévisions privées locales (p. 3039) ; **après l'article 1^{er}** : son sous-amendement n° 66 à l'amendement n° 1 de la commission (précisant que le C.N.C.A. rend un avis public et motivé) (p. 3040) ; son sous-amendement n° 67 à l'amendement n° 1 de la commission (avis du C.N.C.A. sur le respect du principe de l'égalité de traitement) ; octroi à T.D.F. de la responsabilité exclusive de l'élaboration du plan de fréquences ; sous-amendement n° 66 : adopté (p. 3041) ; nécessité d'assurer l'égalité de traitement au niveau tarifaire ; compétence en la matière du Conseil national de la communication audiovisuelle (p. 3042) ; rappel de l'article 28 de la loi sur la communication audiovisuelle ; sous-amendement n° 67 : adopté (p. 3044) ; **article 2** : compétence de la Haute autorité pour accorder les autorisations ; cas de Radio Alouette ; emprunts accordés à T.D.F. pour achever le programme satellitaire (p. 3047) ; **après l'article 2** : élargissement de la composition du conseil de T.D.F. ; **article 3** : son amendement n° 68 (supprimant les mots « à l'exclusion des œuvres cinématographiques » dans le premier alinéa de l'article 77 de la loi du 29 juillet 1982) (p. 3049) ; adopté ; son sous-amendement n° 70 à l'amendement n° 5 de la commission (référence à un réseau câblé en circuit fermé) (p. 3050) ; régime de la déclaration préalable ; adopté ; son amendement n° 69 (détermination par un décret en Conseil d'Etat des règles applicables à la diffusion des œuvres cinématographiques) : retiré (p. 3051) ; **article 4** : rôle de la Haute autorité (p. 3052) ; droit commun du régime de la concession de service public (p. 3053) ; **article 5** : son amendement n° 71 (programmation propre) ; possibilité pour les télévisions locales de se regrouper et d'accéder à des sources diverses de programme ; nécessité pour les différents services locaux de radio ou de télévision d'avoir une programmation propre (p. 3055) adopté (p. 3056) ; **article 6** : définition d'un service local ; principe de la participation minoritaire au capital, des sociétés assurant un service de télévision par voie hertzienne locale ; rôle des collectivités territoriales dans la distribution des services de radio-télévision par câble ; règle aboutissant à ce qu'aucun des partenaires ne soit le seul maître de ce qui sera un monopole de communication sur le plan régional (p. 3063) ; rôle des collectivités locales (p. 3066) ; **article 7** : référence aux contraintes économiques et financières (p. 3067) ; rédaction et syntaxe des projets de loi ; considérations de type géographique et socio-culturel dans l'octroi des autorisations ; son sous-amendement n° 72 à l'amendement n° 13 de la commission (nécessité du pluralisme) : retiré (p. 3068) ; **article 8** : contrat liant la station à un éditeur (p. 3069) ; **article 9** : limitation à soixante kilomètres de la zone de réception (p. 3070) ; référence à la zone de couverture potentielle ; fixation des règles de programmation dans les cahiers des charges (p. 3071) ; valeur générale pour l'ensemble des médias des dispositions du code électoral (p. 3072) ; **article 10** : caractère exclusif des ressources publicitaires pour les télévisions locales privées (p. 3073) ; caractère reconductible de la concession (p. 3074) ; rappel de l'article 40 du code de

procédure pénale précisant que toute autorité constituée qui acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenue d'en donner avis sans délai au Procureur de la République (p. 3075) ; **article 12** : difficulté en matière de production télévisuelle, d'identifier l'auteur ou le directeur de la publication ; responsabilité du producteur ; notion de complicité (p. 3076) ; **après l'article 14** : modification du code électoral (p. 3077).

Ses observations lors des explications de vote : position des partis politiques sur ce texte (p. 3079).

Deuxième lecture, discussion générale : conditions de programmation des œuvres cinématographiques sur les télévisions privées ; action de la justice en cas d'infraction à la législation ou à la réglementation concernant l'exploitation des télévisions nouvelles ; régime d'autorisation ; attitude de la majorité sénatoriale [15 novembre 1985] (p. 4422) ; attitude de l'opposition (p. 4424) ; modification du paysage audiovisuel ; projet de la cinquième chaîne ; proposition soumise au Gouvernement ; nationalité des partenaires ; conditions de diffusion des films (p. 4425) ; ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Michel Péricard ; comportement de M. Michel Péricard ; amendement n° 34 ayant pour objet d'éviter certains obstacles éventuels qui pourraient empêcher l'établissement public de diffusion de remplir ses missions de service public ; nécessité d'un certain nombre d'organismes compétents ; multiplication obligée des points d'émission ; servitudes de portée comparable dans la législation des travaux publics de l'urbanisme ou dans le code des P.T.T. ; nécessité d'empêcher qu'une personne puisse décider souverainement d'accorder ou de refuser un droit d'usage dont dépend, à travers un service public, l'exercice d'une liberté collective (p. 4427).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 34 (possibilité pour l'établissement public de diffusion d'installer et d'exploiter sur les toits, terrasses et super-structures des propriétés bâties publiques ou privées les moyens de diffusion par voie hertzienne et poser les équipements nécessaires à leur fonctionnement) (p. 4429) ; « amendement Tour Eiffel » ; existence d'une législation sur la protection des monuments classés, des monuments inscrits et des sites ; inutilité du sous-amendement n° 37 ; adopté au scrutin public (p. 4431).

Troisième lecture, discussion générale : passage de la procédure de la concession de service public à la procédure d'autorisation [29 novembre 1985] (p. 5069) ; projet politique de la droite en matière de communication (p. 5070) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. François d'Aubert ; précise que le contrat a été conclu avec une société de droit français ; projet de la droite prévoyant la suppression de toute réglementation pour le cinéma (p. 5077).

Discussion des articles : **article 1^{er} A** : souhaite le retour au texte de l'Assemblée nationale (p. 5084) ; **article 2** : institution d'une servitude ; formulation établie par le Sénat ; limitation du bénéfice de la servitude à la seule installation des émetteurs du service public (p. 5086).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Techniques de la communication. — *Discussion générale* : dernier relevé officiel opéré par les services de la redevance [25 octobre 1985] (p. 3509) ; niveau des rentrées de la redevance télévision et magnétoscope ; ses observations sur le rapport effectué par M. Georges Hage ; ouverture aux technologies modernes de communication ; rapport de M. Olivier Guichard relatif à la décentralisation radiophonique ; absence de ministère de l'information ; doublement de l'ensemble des ressources affectées au secteur public de l'audiovisuel ; programmes des stations régionales de F.R. 3 ; plan « Harmonie » ; mise en place d'un plan de développement pour R.F.O. ; actions radiophoniques internationales ; émetteur de Montsinéry en Guyane ; efforts en matière de diffusion (p. 3510) ; ouverture des télévisions privées ; autorisation d'emprunt de T.D.F. destinée à financer les opérations devant revenir au privé ; taux de la redevance ; nombre de personnes bénéficiant de l'exonération ; ressources publicitaires ; réduction du taux de la T.V.A. sur la redevance ; compensation de la contribution des chaînes au fonds de soutien au cinéma et aux industries de programme ; efforts de réduction des zones d'ombre ;

financement du satellite de télédiffusion direct T.D.F. 1 ; rapprochement des professionnels du cinéma et de la télévision ; application de la convention collective concernant les cachetiers permanents ; privatisation de une ou deux chaînes publiques de télévision (p. 3511) ; données et limites du marché publicitaire ; problème de l'indemnisation des usagers ; dispositions budgétaires en faveur de la presse ; loi sur la presse ; restauration du fonds d'aide aux quotidiens nationaux à faible ressource publicitaire ; pérennisation du taux de T.V.A. à 4 % ; ensemble des dépenses directes ou indirectes en faveur de la presse ; participation des entreprises de presse écrite aux nouvelles télévisions ; dérégulation du marché publicitaire ; conséquences de la soumission de la presse écrite aux lois du marché (p. 3512) ; révision des mécanismes d'aide ; règle de la transparence financière ; questionnaire adressé annuellement aux éditeurs ; conclusions du rapport de la Cour des comptes relatif aux aides à la presse ; nature et qualité du dialogue entre Gouvernement et Rapporteurs (p. 3513) ; non diminution de la production originale ; exploitation du système de satellite T.D.F. 1 et T.D.F. 2 ; financement de l'opération ; négociations avec les utilisateurs de canaux ; programmes de caractère éducatif et culturel ; mission confiée à Pierre Desgraupes ; utilisation des satellites de télécommunications pour la transmission de sons et d'images ; ses observations sur une éventuelle opposition politique à ce projet (p. 3525) ; négociations en cours avec les sociétés désireuses d'utiliser Télécom 1 ; problèmes de la sponsorship ; mise en œuvre d'une réglementation ; intervention de la R.P.F. dans les contrats ; détermination du pourcentage représenté par la publicité dans l'ensemble des ressources ; moyens de la Haute autorité et du Conseil national ; télévision à Mayotte ; étude des conditions de faisabilité par T.D.F. et R.F.O. (p. 3526).

— Projet de loi complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (n° 3220).

Première lecture, discussion générale : préservation des conditions d'émission des chaînes publiques [18 décembre 1985] (p. 6378) ; plan de fréquences ne mettant en aucune manière en cause les affectations prévues de fréquences supplémentaires pour les nouvelles antennes régionales de F.R. 3 ; absence de mise en cause de la disponibilité des fréquences pour les télévisions locales privées dans les soixante-deux villes où cette possibilité existe (p. 6379) ; menaces de M. Michel Péricard ne faisant pas honneur à la démocratie ; texte se limitant à un article unique instituant au profit de l'établissement de diffusion une servitude en vue d'installer et d'exploiter sur des édifices publics ou privés les ouvrages nécessaires à l'exécution des missions que le législateur a confiées à T.D.F. en matière de diffusion hertzienne ; projet de loi tirant les conséquences de la décision du Conseil constitutionnel ; nécessité que la loi détermine la nature des garanties indispensables dont doivent bénéficier les personnes assujetties à la servitude ; procédure d'établissement de la servitude ; (p. 6385) ; décision de l'autorité administrative ne pouvant intervenir qu'à l'issue d'une procédure d'enquête permettant aux propriétaires d'être informés des motifs propres à justifier l'institution de la servitude ainsi que le choix de l'emplacement ; indemnisation du préjudice ; troubles de jouissance résultant de l'existence des ouvrages installés en application de la servitude imposée ; reconnaissance par le Conseil constitutionnel du principe de l'établissement d'une servitude pour permettre à l'établissement public de diffusion de mettre en place des installations de diffusion hertzienne (p. 6386) ; nécessaire élargissement du choix des téléspectateurs ; attitude de la presse contrôlée par M. Hersant à l'égard du Gouvernement ; s'étonne qu'un discours de M. Charles Pasqua ait été reproduit dans le Figaro bien qu'il n'ait pas été prononcé (p. 6387) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Alain Madelin : précise le sens de sa présente intervention.

Discussion des articles : **avant l'article unique** : amendements déposés par M. Alain Madelin étant sans rapport avec l'objet du projet de loi en discussion (p. 6388) ; ses observations sur l'amendement n° 11 de M. Alain Madelin (p. 6390) ; ses observations sur l'amendement n° 13 de M. Alain Madelin (p. 6391) ; **article unique** : autorisation d'installer les émetteurs ne pouvant être attribuée qu'à l'établissement public de diffusion ; notion de délais raisonnables (p. 6392) ; **après l'article unique** : ses observa-

tions sur l'amendement n° 21 de M. Alain Madelin et sur les propos de M. Baumel (p. 6393).

Deuxième lecture, discussion générale : fixation des délais de procédure [21 décembre 1985] (p. 6638) ; menaces proférées par M. Baumel à l'intention des promoteurs de la nouvelle télévision ; création d'un deuxième réseau multi-villes à dominante musicale ; maintien des moyens et des champs du service public ; règles de la communication par voie hertzienne ; utilité de la Tour Eiffel (p. 6639).

FILLON (François)

Député de la Sarthe
(4^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Questions* : attitude des milices musulmanes au Liban ; politique française au Liban [6 novembre 1985] (p. 4026).

Defense. — *Discussion générale* : évolution des conceptions du parti socialiste en matière de défense [8 novembre 1985] (p. 4163) ; loi de programmation militaire ; effort en faveur de la défense ; montant et répartition des crédits ; commande du nouveau sous-marin lanceur d'engins (p. 4164) ; crédits destinés au Commissariat à l'énergie atomique et à la S.N.I.A.S. ; forces pré-stratégiques ; loi de programmation militaire (p. 4165) ; respect de la loi de programmation militaire ; montant des crédits destinés à la force nucléaire stratégique et à la recherche ; conditions des appels ; crédits destinés à la D.G.S.E. (p. 4166) ; affaire « Greenpeace » ; (p. 4167) ; *examen des crédits* : **article 30** : attribution de cartes téléphoniques aux appelés ne constituant pas une véritable priorité (p. 4194).

FLEURY (Jacques)

Député de la Somme
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [J.O. du 8 juin 1985] (p. 6376).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391) [J.O. du 13 juin 1985] (p. 6537).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'Outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'Outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2617) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, soumise à nouvelle délibération (n° 2939) [J.O. du 21 août 1985] (p. 9620).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2523) relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2594) [9 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2668) relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2724) [30 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2822) [20 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 2805) relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2824) [20 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifié par le Sénat en troisième lecture (n° 2862) relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2870) [28 juin 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique pénitentiaire** : mouvements de révolte dans les prisons ; suppression des quartiers de haute sécurité [15 mai 1985] (p. 787).

— **Situation des hôpitaux publics** : sa référence aux déclarations d'un responsable d'un syndicat des services publics de santé tendant à affirmer que la mortalité est en augmentation dans les hôpitaux publics ; multiplication des aides aux hôpitaux en matière d'équipements lourds [29 mai 1985] (p. 1262).

— **Budget de la défense** : part du P.I.B. consacrée au budget de la défense nationale ; propositions de l'opposition [5 juin 1985] (p. 1465).

— **Le courrier Picard** : difficulté des quotidiens de province ; quasi monopole du groupe Hersant dans cette région [18 décembre 1985] (p. 6348).

orales sans débat :

— **n° 817**, posée le 7 mai 1985 : **emploi et activité (politique de l'emploi)** (p. 624) ; appelée le 10 mai 1985 : **cumuls d'emplois** : nombre de cumuls entre plusieurs emplois ou entre une retraite et un emploi (p. 698) ; moyens statistiques permettant de mesurer l'influence des cumuls d'emplois sur le taux du chômage (p. 699).

— **n° 851**, posée le 4 juin 1985 : **licenciement (licenciement collectif)** (p. 1458) ; appelée le 7 juin 1985 : **réembauche des salariés participant à l'action syndicale** : licenciements collectifs portant sur la totalité ou la quassa-totalité du personnel ; critères de réembauche du nouvel employeur ; situation des salariés protégés (p. 1544).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : ampleur du stock ; importance économique des armes à feu ; sentiment d'insécurité ; spécificité des armes à feu ; classement en quatrième catégorie ; caractère « choquant et dangereux » de la situation actuelle ; information du public [9 avril 1985] (p. 86) ; interdiction de la publicité dans la presse grand public ; autorisation de la publicité dans la presse spécialisée ; renforcement de la sanction en cas de récidive ; non application de l'article 7 de la loi aux documents destinés à l'exportation (p. 87).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 2 (visant à insérer dans le 1^{er} alinéa de cet article après les mots « la représentation de ces » le mot « seules ») ; représentation, dans la publicité, de l'arme et de ses munitions ; adopté ; (p. 95) ; son amendement n° 25 (visant à insérer avant le dernier alinéa de cet article les alinéas suivants « 4^e : mode de fabrication, brevets et matériaux utilisés ; 5^e : date de première mise en vente ») : adopté ; **article 3** : son amendement n° 3 (armes à feu et munitions pouvant être proposées à la vente ou faire l'objet de publicité) ; possibilité de publicité pour les armes spécialisées dans le domaine de la chasse, de la pêche ou du tir sportif (p. 96) ; son souhait de ne pas inciter un public averti (p. 97) ; différence de traitement entre catalogues généraux semblables ; adopté ; **article 4** : son amendement n° 4 (armes à feu et munitions mentionnées à l'article 1^{er}) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 5 (rédactionnel) (p. 98) ; adopté ; son amendement n° 6 (munitions mentionnées à l'article 1^{er}) : adopté ; **article 6** : son amendement n° 7 (possibilité pour le tribunal en cas de récidive d'ordonner la publication, la diffusion ou l'affichage de sa décision) : adopté ; législation sur la pornographie (p. 99) ; **article 8** : son amendement n° 26 (de conséquence) : adopté son amendement n° 8 (suppression du 2^e alinéa de cet article) : adopté (p. 100).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : précautions nouvelles entourant le commerce des armes [4 juin 1985] (p. 1438) ; refus de la banalisation de la vente ; impact de la publicité sur le consommateur ; mention que peut comporter la publicité sur l'arme ou la munition ; notion de « fonctions de l'arme » ; exclusion des armes de signalisation et de starter ; suppression de la dérogation prévue en faveur des armes de chasse ; interdiction de mise en loterie des armes à feu ; saisie par les officiers de police judiciaire des documents publicitaires édités ou diffusés en infraction avec la loi (p. 1439).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 2 (supprimant dans le troisième alinéa (2^e) de cet article, les mots « et fonctions ») ; notion de « fonctions de l'arme » n'apparaissant pas objective ; risques de dérapage (p. 1440) ; destination de l'arme fournie par l'indication de la catégorie ; adopté ; **article 3** : non opportunité de faire une exception pour les armes de chasse (p. 1441) ; possibilité de publicité dans des publications spécialisées dans la chasse ; cas des non chasseurs ; son amendement n° 3 (supprimant dans cet article, après les mots « exception faite des » les mots « fusils, carabines ou canardières de la cinquième catégorie ayant un ou plusieurs canons lisses et de leurs munitions, ainsi que des ») : adopté ; **article 4** : son amendement n° 12 à titre personnel (insérant dans cet article, après les mots « armes à feu » les mots « et munitions ») (p. 1442) ; adopté ; son amendement n° 4 (insérant dans cet article après les mots « à l'article 1^{er} » les mots « autres que les armes de signalisation et de starter à condition qu'elles ne permettent pas de tir de cartouches à balle ») : adopté ; son amendement n° 5 (supprimant dans cet article les mots « à l'exception des fusils, carabines ou canardières de la cinquième catégorie ayant un ou plusieurs canons lisses ») : adopté ; notion de « personne déjà cliente » permettant des dérapages et des abus (p. 1443) ; **article 7** : son amendement n° 6 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ; **article 8** : son amendement n° 7 (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives aux périodiques, aux catalogues et autres supports) ; prise en compte des spécificités des différents supports publicitaires (p. 1445) ; délai

de trois mois apparaissant comme suffisant pour les publications périodiques ; adopté (p. 1446).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : exclusion des armes de chasse du champ d'application de la loi par le Sénat [25 juin 1985] (p. 1927) ; possibilité pour les officiers de police judiciaire de saisir les documents publicitaires contrevenant à la loi ; non exclusion du champ d'application de la loi des documents réservés à certains fonctionnaires (p. 1928).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 1 (supprimant dans la première phrase de cet article, les mots : « des fusils, carabines ou canardières de la cinquième catégorie ayant un ou plusieurs canons lisses et de leurs munitions, ainsi que ») ; suppression de l'exception faite par le Sénat pour les armes à canon lisse ; adopté ; **article 4** : son amendement n° 2 (distribution et envoi des documents publicitaires aux seules personnes en ayant fait la demande) : adopté ; **article 6** : son amendement n° 3 (possibilité de saisie des documents contrevenant à la loi par les officiers de police judiciaire) : adopté (p. 1929) ; **article 7** : son amendement n° 4 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; application de la loi à certains fonctionnaires ou sociétés privées de surveillance ; adopté (p. 1930).

Quatrième lecture, discussion générale : Rapporteur : points de désaccord subsistant entre l'Assemblée nationale et le Sénat ; demande à l'Assemblée de confirmer sa position ; orientation de la publicité pour les armes à feu en direction d'un public averti [29 juin 1985] (p. 2266).

— **Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912).**

Première lecture, discussion générale : échec des négociations entre les partenaires sociaux ; nombre annuel des licenciements économiques ; insuffisance de la reprise économique pour résoudre le problème du chômage ; nécessaire réduction du temps du travail ; problèmes des travailleurs touchés par les mutations industrielles ; perpétuation du contrat de travail pendant la durée de la convention ; engagement de l'Etat lié à la qualité de la convention signée [11 juillet 1985] (p. 2387) ; intervention des représentants du personnel ; durée de la période de reconversion ; non modification de la procédure administrative de licenciement (p. 2388).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* protection des libertés [5 novembre 1985] (p. 3892) ; politique de prévention ; humanisation de la justice ; respect de l'individu (p. 3893).

FLOCH (Jacques)

*Député de la Loire-Atlantique
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568) [J.O. du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

FLORIAN (Roland)

Député de l'Oise
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

FONTAINE (Jean)

Député de la Réunion
(2^e circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les articles 2, 4 et 53 de la Constitution en vue de garantir l'intégrité du territoire de la République (n° 2568) [23 janvier 1985].

Proposition de loi constitutionnelle relative à la Haute cour de Justice (n° 2590) [2 avril 1985].

Proposition de loi constitutionnelle portant révision des articles 36 et 46 de la Constitution en vue de garantir l'exercice des libertés publiques (n° 2591) [2 avril 1985].

Proposition de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution (n° 2592) [2 avril 1985].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 16 de la loi n° 82-1171 du 31 décembre 1982 portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyanne, de Martinique et de la Réunion (n° 2638) [18 avril 1985].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 74 de la Constitution (n° 2915) [25 juillet 1985].

Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n° 2916) [25 juillet 1985].

Proposition de loi organique tendant à compléter l'article L.O. 121 du code électoral et relative à la date de l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale (n° 2982) [4 octobre 1985].

Proposition de loi organique portant application de l'article 57 de la Constitution (n° 2983) [7 octobre 1985].

Proposition de loi organique relative à la représentation de la France d'outre-mer au conseil économique et social (n° 2995) [10 octobre 1985].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les articles 38, 45 et 61 de la Constitution en vue de garantir les droits du Parlement (n° 3163) [5 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568).**

Première lecture, discussion générale : adéquation de l'état d'urgence à la situation en Nouvelle-Calédonie ; rappel des événements du lendemain des élections territoriales ; indulgence du Gouvernement ; cas de M. Galliot ; droit de cité du F.L.N.K.S. ; manquements à la démocratie ; entraves causées aux activités économiques du territoire ; son absence de confiance dans le Gouvernement [23 janvier 1985] (p. 21).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

— *Discussion générale : questions :* desserte aérienne de l'île de la Réunion ; tarifs actuellement en vigueur ; monopole d'Air France ; existence d'une comptabilité séparée pour la desserte des D.O.M. et non pour celle des autres régions métropolitaines ; droit de regard de l'Etat ; concertation entre l'Etat, le département et les régions pour la prise en charge du déficit [24 octobre 1985] (p. 3471).

FORGUES (Pierre)

Député des Hautes-Pyrénées
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (Premier ministre : communication et radio-télévision) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563) [J.O. du 5 novembre 1985] (p. 12828).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1986 7^e n° 2951) annexe n° 28 : Premier ministre : communication et radio-télévision (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion des articles : après l'article 4 : possibilité pour les appelés d'effectuer leur service actif en qualité de gendarme auxiliaire ; possibilité dans les appelés d'effectuer leur service actif dans la police nationale pouvant contribuer à rapprocher la police des citoyens ; nécessité de préciser les tâches de police pouvant être confiées aux jeunes du contingent [10 juillet 1985] (p. 2357).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963).**

Première lecture, discussion générale : octroi à T.D.F. du monopole de la diffusion ; nécessité d'une cohérence entre les télévisions privées hertziennes et les réseaux câblés ; fonctionnement des télévisions locales ; modalités de financement [15 octobre 1985] (p. 3029) ; cohérence des télévisions privées et du service public décentralisé (p. 3030).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Techniques de la communication. — discussion générale. Rapporteur spécial : transformations du paysage de la communication audiovisuelle ; équilibre financier du service public reposant sur la redevance et la publicité ; abaissement du taux de T.V.A. assise sur la redevance ; efforts entrepris en faveur de la création ; remplacement du fonds à la création audiovisuelle pour le compte de soutien à l'industrie cinématographique et à l'industrie des programmes audiovisuels ; développement de la télévision régionale ; actions internationales ; dotation à France Media

International [25 octobre 1985] (p. 3507) ; mécanismes d'aides à la presse ne faisant l'objet d'aucune réforme ; problème des aides indirectes (p. 3508).

FORNI (Raymond)

*Député du Territoire de Belfort
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

Se démet de son mandat de député [J.O. du 23 août 1985] (p. 9754).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie (n° 2568) [J.O. du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) [9 mai 1985] (p. 685).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [J.O. du 8 juin 1985] (p. 6376).

Vice-président de cette commission [J.O. du 12 juin 1985] (p. 6494).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391) [J.O. du 13 juin 1985] (p. 6537).

Président de cette commission [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Président de cette commission [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Président de cette commission [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2617) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Président de cette commission [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Vice-président de cette commission [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7109).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'enregistrement

audiovisuel ou sonore des audiences de juridiction (n° 2651) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7068).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 2577) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Vice-président de cette commission [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863) [J.O. du 12 juillet 1985] (p. 7892).

Président de cette commission [J.O. du 24 juillet 1985] (p. 8392).

Membre des commissions « ad hoc » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (n° 2905, 2906 et n° 2910) [J.O. du 18 juillet 1985] (p. 8134).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [J.O. du 20 juillet 1985] (p. 8248).

Vice-président de cette commission [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2662) sur l'**évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2714)** [23 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'**évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2931)** [25 juillet 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2921) sur l'**évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2932)** [25 juillet 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2937) sur l'**évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2938)** [26 juillet 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : contradictions dans les positions de l'opposition concernant l'augmentation du nombre des députés ; prise de position favorable à la proportionnelle de M. Valéry Giscard d'Estaing dans son ouvrage ; « Deux Français sur trois » ; caractère inconstitutionnel de la proposition de M. Valéry Giscard d'Estaing de saisir le Conseil constitutionnel [25 avril 1985] (p. 415).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : — **article L. 125 du code électoral** : cas du territoire de Belfort ; absence de justification de représentation parlementaire supplémentaire pour Paris ; notion de député élu de la nation (p. 429) ; **après l'article L. 126 du code électoral** : ses observations sur le caractère anticonstitutionnel de l'amendement n° 36 de M. Alain Bonnet (p. 430).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : projet de la dernière chance ; intention manifestée par l'Union calédonnienne [29 mai 1985] (p. 1265) ; précocité des revendications en faveur de l'émancipation ; accession à l'indépendance de plusieurs îles du Pacifique dès 1960 ; position en faveur de l'indépendance exprimée par les églises du Pacifique et par le Forum du Pacifique Sud ; saisine du comité de décolonisation des Nations-Unies par la Papouasie Nouvelle Guinée ; durée d'application du projet de loi ; date prévue pour le scrutin d'autodétermination ; découpage en quatre régions ; prise en compte de l'existence des pays coutumiers et des exigences économiques ou géographiques ; institution d'un congrès ; recours aux ordonnances de l'article 38 de la Constitution pour la mise en œuvre des nouvelles institutions (p. 1266) ; ambiguïtés concernant les compétences des diverses institutions ; statut Lemoine confiant à l'Assemblée territoriale une compétence générale ; renforcement des garanties prévues pour assurer la sincérité et la liberté des élections ; accroissement des moyens de contrôle attribués à la Haute autorité de la communication audiovisuelle ; institution de quatre commissions régionales ; reconnaissance à la coutume d'une place importante dans les institutions du territoire ; garanties concernant le maintien de l'ordre ; prorogation de l'état d'urgence jusqu'en avril 1986 (p. 1267-1268) ; précision que la réécriture du projet de loi par la commission érige la région en collectivité territoriale (p. 1274) ; ses observations sur les arguments de M. François d'Aubert en faveur de la question préalable (p. 1287) ; s'oppose à la demande de renvoi en commission de M. François d'Aubert ; absence d'argument justifiant le renvoi en commission [30 mai 1985] (p. 1317) ; nombre d'armes en circulation en Nouvelle-Calédonie ; paix relative régnant actuellement ; problème du découpage ; sa visite en Nouvelle-Calédonie ; désengagement politique n'empêchant pas une présence militaire (p. 1318) ; utilisation par certains de la Nouvelle-Calédonie à des fins métropolitaines (p. 1319).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : date de la consultation prévue par le texte ; recul du parti communiste par rapport au vote sur le statut Lemoine (p. 1326) ; recours aux ordonnances en 1982 ; notion de « population intéressée » ; exclusion du vote des personnes résidant d'une manière temporaire sur le territoire ; expression de la minorité mélanésienne (p. 1327) ; **article 2** : déséquilibre de la représentation de chaque région ; souci des indépendantistes de contrôler deux régions (p. 1329-1330) ; **article 3** : son amendement n° 10 (précisant que la région constitue une collectivité territoriale) ; absence de référence à l'article 72 de la Constitution ; création de quatre collectivités territoriales à l'intérieur d'un territoire d'outre-mer ; distinction entre les dispositions relatives au Conseil de région et celles relatives au congrès du territoire (p. 1331) ; adopté après modification ; son amendement n° 11 (supprimant les deux derniers alinéas de cet article) ; distinction de ce qui concerne la définition de la région et la fixation des effectifs de ce qui concerne les candidatures ; adopté (p. 1332) ; **après l'article 3** : son amendement n° 12 (nom et composition de l'Assemblée territoriale) ; reprise des dispositions relatives au congrès du territoire ; création de deux structures institutionnelles distinctes ; adopté après modification ; **article 4** : son amendement n° 13 (supprimant après les mots « élu pour trente mois » la fin de la première phrase et les deux dernières phrases de cet article) : adopté ; **article 5** : son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 3 de M. Roch Pidjot (complétant cet amendement par les mots : « sous réserve des dispositions de l'article L. 229 du code électoral qui sont applicables pour ces élections ») (p. 1333) ; application en Nouvelle-Calédonie des dispositions législatives en vigueur sur le territoire métropolitain ; possibilité pour un parlementaire d'être candidat sur l'ensemble des départements qu'il représente à l'Assemblée nationale ; adopté ; son amendement n° 14 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; cas d'une vacance à la suite de l'utilisation de tous les noms figurant sur une liste ; non opportunité de retenir l'organisation d'une élection partielle au scrutin majoritaire (p. 1334) ; adopté ; **après l'article 5** : cas dans lequel le vote par procuration est possible entre les îles Loyauté et Nouméa (p. 1335) ; **article 6** : son amendement n° 15 (nouvelle rédaction de cet article ; application des dispositions du Livre I^{er} du Titre I^{er} du code électoral à l'élection des membres du

congrès du territoire et des conseils de région) ; définition des conditions d'éligibilité, du régime des inéligibilités et des incompatibilités ; éventualité de pressions exercées sur les habitants ; dépouillement des votes au chef-lieu de canton ; modalités du dépouillement (p. 1336) ; nombre limité des réfugiés à Nouméa (p. 1337) ; renforcement des moyens de sécurité du vote ; inapplicabilité pratique du sous-amendement n° 56 de M. François d'Aubert ; amendement n° 15 : adopté après modification (p. 1338) ; **article 7** : son amendement n° 16 (institution dans chaque région d'une commission de contrôle pour les élections au congrès du territoire et au Conseil de région) ; amélioration du système de contrôle prévu par le projet de loi ; prise en compte de la géographie de la Nouvelle-Calédonie ; adopté après modification ; son amendement n° 17 (précisant que dans chaque bureau de vote un membre de la commission de contrôle ou un délégué reste présent pendant la durée des opérations de vote) ; caractère contraignant du système (p. 1339) ; problème soulevé par l'envoi de magistrats en Nouvelle-Calédonie ; propose l'affectation d'un membre de la commission de contrôle ; adopté après rectification ; son amendement n° 18 (fixation par un décret en Conseil d'Etat de la composition et du fonctionnement des commissions de contrôle) : adopté (p. 1340) ; **article 8** : son amendement n° 19 (désignation par la Haute Autorité d'un représentant pour le territoire) ; mission de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle ; atténuation du caractère collégial de cette institution ; adopté (p. 1341) ; **article 10** : son amendement n° 20 (prévoyant une possibilité de délégation de pouvoirs à deux vice-présidents élus par le Conseil de région) ; hypothèse de l'absence d'exécutif régional ; problème posé par la création d'un bureau dans une structure limitée ; délégation temporaire de pouvoir ; adopté ; **après l'article 10** : création de l'institution coutumière par le pouvoir politique ; possibilité pour les conseils consultatifs régionaux de se réunir au niveau du territoire (p. 1342) ; **article 11** : dispositif de saisine réservé aux autorités régionales ; possibilité pour les instances coutumières de se réunir au niveau de la région ; son amendement n° 53 (supprimant à la fin de cet article les mots « et un comité économique et social régional ») ; distinction entre Conseil consultatif coutumier et comité économique et social régional ; adopté ; son amendement n° 21 (prévoyant que les conseils consultatifs coutumiers émettent un avis sur les textes ou questions qui leur sont soumis par les autorités régionales) : adopté ; **après l'article 11** : son amendement n° 22 (possibilité pour le Conseil de région de créer un comité économique et social régional) (p. 1343) ; adopté ; son amendement n° 23 (précisant que le Conseil de région règle par ses délibérations les affaires de la région) : adopté (p. 1344) ; **article 12** : impossibilité de transférer à l'institution régionale des compétences touchant à la souveraineté de l'Etat ; liste des domaines pouvant être transférés aux régions (p. 1345) ; possibilité de transfert de la responsabilité du Conseil des ministres du territoire aux régions ; son amendement n° 24 (rédigeant ainsi le deuxième alinéa (a) de l'article 12 : « a- développement et aménagement régional ») ; ambiguïté de l'expression « aménagement du territoire » ; système fiscal ne permettant pas un contrôle du haut-commissaire sur les investissements étrangers (p. 1346) ; adopté ; son amendement n° 25 (insérant dans le 3^e alinéa (b) de cet article après les mots « enseignement primaire » le mot « obligatoire ») : adopté ; son amendement n° 26 (insérant dans le 6^e alinéa (e) de cet article après les mots « rural et » les mots « mise en œuvre de la ») ; attributions de la réforme foncière à la région ; adopté ; son amendement n° 27 (soumettant l'entrée en vigueur des conventions intervenant entre plusieurs régions à l'approbation du haut-commissaire) ; accord passé entre deux régions ou plusieurs régions ; non opportunité de soumettre à l'approbation du haut-commissaire les contrats de programme conclus entre l'Etat et chaque région ; non soumission des conventions passées entre l'Etat et les régions à l'avis du Conseil exécutif (p. 1347) ; adopté ; **article 13** : son amendement n° 28 (de suppression) : adopté ; **article 14** : maintien en vigueur des dispositions du statut Lemoine relatives aux règles de fonctionnement de l'Assemblée territoriale ; **après l'article 14** : son amendement n° 29 (application au congrès du territoire des dispositions de la loi du 6 septembre 1984 relative à l'Assemblée territoriale) ; non modification des compétences respectives des conseils de région et du congrès du territoire (p. 1348) ; maintien en vigueur des dispositions concernant le congrès ; préparation et exécution par le haut-commissaire des déci-

sions du congrès du territoire ; adopté (p. 1349) ; **article 16** : transfert de l'exécutif du territoire au haut-commissaire ; notion de consultation et d'information ; différence entre consultation et pouvoir de proposition (p. 1350) ; **article 17** : ses observations sur l'unité de l'opposition (p. 1352) ; utilisation des ordonnances justifiée par la complexité du système à mettre en place ; son amendement n° 30 (substituant à la fin du 1^{er} alinéa de cet article au mot « novembre » le mot « décembre ») ; octroi d'un délai au Gouvernement ; adopté ; son amendement n° 31 (rédigeant ainsi la fin du 3^e alinéa (b) de cet article : « le statut du territoire tel qu'il résulte de la loi du 6 septembre 1984 pour tenir compte des dispositions de la présente loi ») ; définition du champ couvert par les ordonnances (p. 1353) ; contradiction de certaines dispositions de la présente loi avec celles du statut Lemoine ; préfère la rédaction de l'amendement n° 69 du Gouvernement ; retiré ; son amendement n° 32 (supprimant le 7^e alinéa (f) de cet article) : adopté ; **après l'article 17** : son amendement n° 33 (prorogation de l'état d'urgence établi en Nouvelle-Calédonie) ; conditions du maintien de l'ordre posé par certains élus calédoniens à leur participation au prochain scrutin (p. 1354) ; prise en compte des délais nécessaires à l'adoption définitive du texte ; caractère dissuasif de l'état d'urgence ; suspension possible à tout moment ; adopté (p. 1355) ; **article 19** : son amendement n° 34 (prévoyant qu'il est mis aux fonctions des membres du Gouvernement du territoire à compter de la date de publication du décret visé à l'article précédent) ; départ du Gouvernement territorial en exercice dès la convocation des électeurs pour une nouvelle élection ; adopté (p. 1356) ; **article 20** : abrogation des dispositions contraires à la présente loi (p. 1357).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : désaccord portant sur l'article du projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre des ordonnances [25 juillet 1985] (p. 2424) ; maintien de la notion d'indépendance en association avec la France ; cas où la population calédonienne souhaiterait le maintien au sein de la souveraineté française ; date retenue par l'Assemblée nationale pour l'organisation du scrutin d'auto-détermination ; découpage en quatre régions ; prise en compte de la coutume ; divergences portant sur les communes de Yaté et de l'île des Pins ; refus par le Sénat de modifier le nombre de conseillers régionaux ; habilitation du Gouvernement à prendre des ordonnances ; utilisation des ordonnances par les Gouvernements précédents (p. 2425) ; prolongation de l'état d'urgence jusqu'au 30 avril 1986 ; visite des sénateurs en Nouvelle-Calédonie ; non utilité du maintien de l'état d'urgence ; problème des mesures destinées à assurer la sécurité des électeurs et la sincérité du vote ; proposition sénatoriale de créer une « simili commission mixte paritaire » chargée de surveiller le déroulement du scrutin (p. 2426) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Michel Debré ; propos de M. Michel Debré s'apparentant à « un discours type d'un homme du XIX^e siècle » ; texte proposé ne faisant pas échec à la volonté majoritaire des calédoniens ; accession de plusieurs territoires d'outre-mer à l'indépendance avant 1981 (p. 2431).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (aménagement d'un régime de transition jusqu'à la date prévue pour le scrutin d'autodétermination) (p. 2440) ; notion d'indépendance-association ; mise en œuvre d'un plan de réforme par voie d'ordonnance ; adopté après modifications ; **article 1^{er} bis** : son amendement n° 2 (complétant le 3^e alinéa de cet article par les mots : « ainsi que les conseils coutumiers régionaux et les comités économiques et sociaux régionaux ») ; prise en compte des suggestions faites par le Sénat ; conseillers coutumiers régionaux et comités économiques et sociaux régionaux créés par les conseils de région ; adopté ; **article 1^{er} ter** : son amendement n° 3 (de suppression) (p. 2441) ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 4 (détermination de la région Centre et de la région Sud) ; découpage régional de la Nouvelle-Calédonie dans les cadres du nouveau statut ; points de divergence entre l'Assemblée et le Sénat portant sur deux communes de Nouvelle-Calédonie ; difficultés pour faire coïncider chaque région avec une entité géographique, économique, culturelle, ethnique et coutumière (p. 2442) ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 5 (précisant que la région constitue une collectivité territoriale) ; conséquences de l'affectation des conseillers à chaque région ; adopté après modifications ; **article 3 bis** : son amendement n° 6 (composition de l'Assemblée du territoire) : rejeté ; **article 4** : son amendement n° 7 (durée du

mandat des membres du congrès du territoire et des membres des conseils de région) : rejeté (p. 2443) ; **article 5** : son amendement n° 8 (précisant que dans chacune des circonscriptions les élections ont lieu au scrutin de liste à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne) : rejeté ; **article 5 bis** : son amendement n° 9 (de suppression) (p. 2444) ; rejeté ; **article 5 ter** : son amendement n° 10 (de suppression) ; caractère inacceptable des propositions du Sénat ; contraintes que ce dispositif ferait peser sur les électeurs ; possibilité pour le haut-commissaire de déplacer un ou plusieurs bureaux de vote dans certains circonstances ; rejeté (p. 2445) ; **article 5 quater** : son amendement n° 11 (de suppression) ; problème des populations déplacées ou réfugiées ; rejeté ; **article 5 quinquies** : son amendement n° 12 (de suppression) ; propositions du Sénat et du Gouvernement pour recueillir les bulletins qui n'auront pas été utilisés (p. 2446) ; rejeté ; **article 6** : son amendement n° 13 (application à l'élection des membres du congrès du territoire et des Conseils de région des dispositions du Livre I^{er} du Titre I^{er} du code électoral) : retiré (p. 2447) ; **article 7** : son amendement n° 14 (institution dans chaque région d'une commission de contrôle des opérations de vote et de recensement pour l'élection au Conseil de région et au congrès du territoire) ; prise en compte d'une préoccupation exprimée par l'Assemblée relative à la création d'une commission de contrôle (p. 2448) ; rejeté ; **article 8** : son amendement n° 15 (désignation par la Haute-Autorité de la communication audiovisuelle d'un représentant pour le territoire) ; rédaction du Sénat remettant en cause l'institution même de la Haute-Autorité ; atteinte au caractère collégial de l'institution ; adopté après modification ; **article 8 bis** : son amendement n° 16 (de suppression) ; hypothèse des sondages d'opinion sur le territoire ; rejeté (p. 2449) ; **article 9** : son amendement n° 17 (contestation des élections au congrès du territoire et aux Conseils de région) ; retiré ; **article 9 bis** : son amendement n° 18 (de suppression) ; création d'une commission parlementaire de contrôle ; dispositif entraînant un empiètement du pouvoir législatif sur le pouvoir exécutif ; adopté ; **article 10** : son amendement n° 19 (élection d'un président par le Conseil de région lors de sa première réunion) ; fixation à deux du nombre des vice-présidents susceptibles de recevoir délégation de la part du président de région ; retiré (p. 2450) ; **article 11** : son amendement n° 20 (création dans chaque région d'un Conseil consultatif coutumier) ; constitution du Conseil coutumier territorial pour la réunion des conseils coutumiers régionaux ; proposition sénatoriale relative à la création obligatoire d'un Conseil coutumier territorial ; méconnaissance de la coutume ; adopté ; **article 11 ter** : son amendement n° 21 (rédigeant ainsi cet article : « le Conseil de région règle par ses délibérations les affaires de la région, il vote le budget et approuve les comptes de la région ») : adopté ; **article 12** : son amendement n° 22 (précisant que les autorités régionales exercent les compétences attribuées au territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances par l'article 4 de la loi du 6 septembre 1984) ; définition des compétences des conseils de région ; passation de convention avec les territoires ou avec d'autres collectivités territoriales de Nouvelle-Calédonie (p. 2451) ; adopté après modifications ; **article 14** : son amendement n° 23 (élections par le congrès du territoire d'un président parmi ses membres lors de sa première réunion) ; retiré ; **article 14 bis** : son amendement n° 24 (application des dispositions de la loi du 6 septembre 1984 relative à l'Assemblée territoriale au congrès du territoire) : adopté après modifications ; **article 15** : son amendement n° 25 (précisant que la préparation et l'exécution des délibérations du congrès du territoire sont assurées par le haut-commissaire) : adopté ; **article 16** : son amendement n° 26 (institution auprès du haut-commissaire d'un Conseil exécutif composé des présidents des conseils de région et présidé par le président du congrès du territoire) ; supériorité de la rédaction de l'Assemblée sur celle du Sénat ; impossibilité pour le Conseil exécutif d'intervenir dans le maintien de l'ordre public ; responsabilité du haut-commissaire (p. 2452) ; adopté ; **article 17** : son amendement n° 27 (possibilité pour le Gouvernement d'utiliser les ordonnances avant le 15 novembre 1985) ; dépôt de la loi de ratification au plus tard le 1^{er} décembre 1985 ; impossibilité de modifier par voie d'ordonnance les statuts votés par l'Assemblée nationale ; adopté (p. 2453) ; **article 18** : son amendement n° 28 (précisant que les élections au congrès du territoire et au Conseil de région auront lieu dans les soixante jours qui suivront

la date de promulgation de la présente loi par le haut-commissaire) : adopté après modifications ; **article 19** : son amendement n° 29 (fin des fonctions des membres du Gouvernement du territoire à compter de la date de publication du décret visé à l'article précédent) ; proposition sénatoriale visant à ce que les pouvoirs du Gouvernement expirent à l'ouverture de la première séance du congrès ; adopté ; **article 20** : son amendement n° 30 (abrogation des dispositions contraires à la présente loi et notamment les dispositions contraires de la loi du 6 septembre 1984 précitée) ; article 1^{er} de la loi du 6 septembre 1984 évoquant la rencontre de Nainville-les-Roches ; adopté (p. 2454).

Modification de l'ordre du jour prioritaire : prise en compte de l'avis émis par l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie [30 mai 1985] (p. 1357).

— **Projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391)**.

Commission mixte paritaire, discussion générale : Rapporteur suppléant : accord entre le Sénat et l'Assemblée nationale ; intervention du fonds de garantie ; information de la victime ; rôle joué par les avocats dans les procès ; situation des tiers payeurs n'ayant pas fait valoir leurs droits à remboursement ; sanction de l'offre tardive ; exclusion de la notion de force majeure ; sanction en cas d'offre manifestement insuffisante [25 juin 1985] (p. 1930) ; notion d'intérêts (p. 1931).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855)**.

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er} et rapport annexé** : compétence du Conseil constitutionnel en matière de délimitation du domaine de la loi et du règlement ; code de déontologie des fonctionnaires de police relevant du domaine réglementaire ; action du Gouvernement se situant dans le respect des libertés fondamentales accordées aux citoyens français [10 juillet 1985] (p. 2351) ; **article 2** : distinction entre franc courant et franc constant n'échappant pas à la commission des lois (p. 2353) ; extension de la qualification d'agent de police judiciaire devant faire l'objet d'un projet de loi ; **article 3** : possibilité pour le Gouvernement de se donner à lui-même des injonctions (p. 2354) ; **article 4** : élaboration du code de déontologie relevant du domaine réglementaire ; amendement n° 7 constituant une injonction au Gouvernement (p. 2356).

FOSSE (Roger)

Député de Seine-Maritime
(8^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 12 avril 1985] (p. 4300), [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13340).

FOUCHIER (Jacques)

Député des Deux-Sèvres
(2^e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre de la commission plénière de la caisse nationale du crédit agricole [J.O. du 29 juin 1985] (p. 7291).

FOURRE (Jean-Pierre)

Député de la Seine-et-Marne
(2^e circonscription)
Socialiste

Vice-président de l'Assemblée nationale.

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un protocole portant amendement de la convention relative à l'aviation civile internationale (art. 3 bis) (n° 2686) [23 mai 1985] (p. 1162).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'organisation européenne de télécommunications par satellite (Eutelsat) (n° 3117) [28 novembre 1985] (p. 5034).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2472) autorisant l'approbation d'un accord pour la mise en place d'un **réseau européen expérimental de stations océaniques** (Cost 43) (ensemble trois annexes) (n° 2672) [9 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2686) autorisant la ratification d'un protocole portant amendement de la convention relative à l'aviation civile internationale (art. 3 bis) (n° 2728) [30 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 3117) autorisant l'approbation d'un accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (Eutelsat) (n° 3133) [28 novembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Radios locales** : réexamen régulier de l'autorisation donnée aux radios locales de façon à vérifier la conformité aux déclarations faites à l'origine et éventuellement la réalité de l'existence et de l'audience de ces radios ; élargissement des possibilités d'attribution des fréquences [2 mai 1985] (p. 531).

— **Walt Disney productions à Marne-la-Vallée** : état des négociations [9 octobre 1985] (p. 2838).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président.

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation du Conseil national de développement du Niger [18 avril 1985] (p. 246).

— **Modification de l'ordre du jour** : report de l'horaire de la séance des questions orales sans débat [30 mai 1985] (p. 1325).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre-Bernard Cousté : précise que le Gouvernement est représenté au Parlement par celui de ses membres que le Premier ministre a désigné à cet effet [14 juin 1985] (p. 1697).

— **Constata** l'unanimité lors du vote sur le projet de loi (n° 2731) autorisant la ratification d'une convention contre la torture [21 juin 1985] (p. 1885).

— **Répond aux rappels au règlement** de M. Robert-André Vivien : dépôt des rapports prévus par la loi [27 juin 1985] (p. 2082).

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation du Conseil national de développement du Rwanda conduite par son

président, M. Maurice Ntahobari [24 octobre 1985] (p. 3473).

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation de parlementaires du Royaume d'Espagne [21 novembre 1985] (p. 4599).

— **Prend acte** de l'adoption définitive du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail dans le texte considéré comme adopté par l'Assemblée nationale en deuxième et nouvelle lecture [28 février 1986] (p. 39).

— **Prononce** la clôture de la session extraordinaire [28 février 1986] (p. 39).

En qualité de député :

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : projet Eurêka [11 juin 1985] (p. 1610) ; succès de la coopération européenne ; lancement d'un super calculateur par les sociétés Bull et Siemens ; problème de la dépendance technologique ; expérience du laboratoire spatial « Spacelab » ; collaboration avec le Japon ; projet Eurêka ne constituant pas une réponse à la course aux armements (p. 1611).

— **Projet de loi autorisant l'approbation du siège entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne de télécommunication par satellite (Eutelsat) (n° 3117).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : accord de siège signé entre la France et Eutelsat à Paris ; clarification de la situation Eutelsat intérimaire et de statut de son personnel [4 décembre 1985] (p. 5242).

FOYER (Jean)

*Député du Maine-et-Loire
(2^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendance (n° 2568) [J.O. du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Cousté et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 256, 287, 288, 291, 372, 373 et 374 du code civil, relatifs à la garde de l'enfant après séparation des parents et à instituer en ce cas le principe d'une garde associée et le maintien de l'aurorité parentale conjointe (n° 36) [11 avril 1985] (p. 182).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Emile Koehl, tendant à modifier les articles 1405 et 1425 du nouveau code de procédure civile concernant la procédure d'injonction de payer (n° 1177) [11 avril 1985] (p. 182).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à répartir les participations communales aux frais de fonctionnement et d'entretien des persbyères en Alsace-Lorraine (n° 1746) [11 avril 1985] (p. 182).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Dominati et plusieurs de ses collègues, visant à la réglementation des établissements de spectacles à caractère pornographiques (n° 1787) [11 avril 1985] (p. 182).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Daniel Goulet, portant inscription dans la Constitution de l'élection des députés au scrutin uninominal à deux tours (n° 2604) [25 avril 1985] (p. 433).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Alain Mayoud, incluant le mode de scrutin pour les élections législatives dans la Constitution (n° 2615) [9 mai 1985] (p. 685).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Jean Fontaine et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 2, 4 et 53 de la Constitution en vue de garantir l'intégrité du territoire de la République (n° 2566) [20 juin 1985] (p. 1840).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson concernant les délais et les modalités de convocation aux réunions des conseils municipaux (n° 2703) [20 juin 1985] (p. 1840).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 2577) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Membre des commissions « ad hoc » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (n° 2905, 2906 et n° 2910) [J.O. du 18 juillet 1985] (p. 8134).

Vice-président de ces commissions [J.O. du 25 juillet 1985] (p. 8624).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [J.O. du 20 juillet 1985] (p. 8248).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Marc Lauriol et plusieurs de ses collègues visant à accorder une amnistie complète des condamnations et sanctions prononcées en relation avec les événements qui ont conduit à l'indépendance de territoires précédemment placés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France et à réparer les préjudices subis à la suite de ces condamnations et sanctions (n° 530) [17 octobre 1985] (p. 3245).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à abroger la suspension des droits à pension dans la fonction publique (n° 1181) [17 octobre 1985] (p. 3245).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gérard Chasseguet tendant à compléter les dispositions sur la filouterie de logement (n° 1355) [17 octobre 1985].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson relative à l'égalité des parents divorcés pour l'attribution de la garde des enfants (n° 2893) [17 octobre 1985] (p. 3245).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13811).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [J.O. du 3 décembre 1985] (p. 14048).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses modifications du code de procédure pénale (n° 2695) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14462).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson, tendant à permettre aux associations agréées d'Al-

sace-Lorraine de bénéficier de tous les avantages des associations reconnues d'utilité publique (n° 3122) [19 décembre 1985] (p. 6501).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant disposition diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15040).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux contrôles d'identité (n° 3326) [22 décembre 1985].

Proposition de loi sur l'effectivité de la sanction pénale (n° 3327) [22 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568).**

Première lecture, discussion des articles : article unique : son amendement n° 2 (obligation de prendre par arrêté motivé toute mesure restrictive ou privative de liberté) rejeté [23 janvier 1985] (p. 25).

— **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584).**

Première lecture, discussion générale : notion de biens réservés [6 mai 1985] (p. 582) ; participation aux acquêts ; généralisation de la cogestion ; transmission du nom patronymique ; tenue des registres en double depuis 1695 (p. 583).

Discussion des articles : **article 8 :** amendement n° 3 de la commission supposant que les gains et salaires soient inscrits au crédit d'un compte spécial destiné à ne recevoir que des revenus de cette nature ; limites de l'insaisissabilité (p. 586) ; **article 10 :** application de la loi de 1938 sabotée par les banques ; caractère souhaitable de l'application de la cogestion à la conclusion de tous les baux (p. 588).

Troisième lecture, discussion générale : régime juridique des baux d'habitation ; sécurité des locataires ; création d'un contentieux inutile [2 décembre 1985] (p. 5099).

— **Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).**

Deuxième lecture, discussion générale : adaptation de la protection de la propriété littéraire et artistique aux évolutions techniques [20 mai 1985] (p. 813) ; problème du choix entre l'expertise et l'arbitrage ; rôle des sociétés de perception ; introduction dans la loi des dispositions relatives à la protection du logiciel ; choix entre l'application de la législation des brevets, la protection par l'extension du droit d'auteur ou l'élaboration d'un texte spécial ; modifications apportées à la loi de 1957 étrangères à la conception du droit d'auteur ; opportunité de s'inspirer de la législation américaine sur la protection des microprocesseurs (p. 814).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** existence de la protection des inventions et des œuvres littéraires ; nature de l'apport intellectuel dans le logiciel, insuffisance de la protection par droit d'auteur (p. 820) ; application des mécanismes de la convention de Berne ; protection de la loi française accordée aux étrangers sous condition de réciprocité ; mécanisme du projet ne donnant qu'un avantage purement illusoire aux créateurs de logiciels (p. 821) ; **article 7 bis :** son amendement n° 56 (substituant les mots « soixante-dix » au mot « cinquante » dans le deuxième alinéa de l'article 21 de la loi du 11 mars 1957, dans le

premier alinéa de l'article 22, et de l'article 23 de la même loi) ; extension de la durée de la période de protection de certaines œuvres ; durée se calculant à compter de la mort de l'auteur ; opportunité d'étendre cette durée pour l'ensemble des œuvres susceptibles d'être protégées (p. 822) ; rejeté (p. 823) ; **article 9 :** son amendement n° 57 (précisant que la cession des droits d'adaptation audiovisuelle par un contrat d'édition doit faire l'objet d'une clause expresse) ; inconvénient de la disjonction du contrat en deux instruments distincts ; substitution du mot « dans » au mot « par » ; sa référence aux techniques du droit allemand des obligations ; effet de l'existence de deux contrats distincts en cas d'inexécution d'une des obligations (p. 824) ; rejeté après modification (p. 825) ; **article 12 :** son amendement n° 58 (tendant à insérer les mots « et théâtraux » après les mots « des droits graphiques » dans le 2^e alinéa du texte proposé pour l'article 63-1) ; exemption des droits théâtraux de la présomption de cession des droits ; adopté (p. 827) ; **article 12 bis :** problème de la conformité d'une entente obligatoire avec les règles de la concurrence posées par le traité de Rome ; ses observations sur le mécanisme d'arbitrage obligatoire ; présidence de la commission par un membre du Conseil d'Etat (p. 829-830) ; **article 18 :** renouvelle son opposition au sous-amendement n° 86 du Gouvernement (p. 833) ; **article 19 :** modification de l'ordre des contrats énumérés par l'amendement n° 25 de la commission (p. 834) ; **article 20 :** limitation apportée à certains droits (p. 835) ; **article 29 :** son amendement n° 59 (tendant à insérer les mots « ou mise à la disposition du public » après les mots « de la première communication publique ») ; retiré (p. 838) ; **article 36 :** texte précisant que les sociétés devront dans leurs statuts prévoir une réduction sur le montant des droits ; détermination des associations bénéficiaires restant imprécise (p. 842) ; **article 36 bis :** nécessité d'un certain contrôle sur les sociétés maniant des fonds importants ; système conférant un véritable monopole (p. 844) ; **article 38 :** ses observations sur les nouvelles compétences conférées au ministre de la culture (p. 845) ; **article 38 quater :** son amendement n° 60 (précisant que la preuve de la date de la création résulte du dépôt du logiciel à l'I.N.P.I. ; modalités du dépôt) ; substitution du mot « déposant » au mot « requérant » ; solution apportée à un problème de preuve ; cas des dessins et modèles ; problème de la première utilisation du logiciel ; procédure existant pour assurer la préservation des secrets (p. 846) ; multiplicité des lieux de dépôt ; retiré après rectification ; **article 38 quinquies :** son amendement n° 62 à l'amendement n° 50 de la commission (précisant que les droits reconnus aux auteurs de la loi du 11 mars 1957 appartiennent aux loueurs d'ouvrage de service lorsque le contrat porte sur la création d'un logiciel) ; son sous-amendement n° 63 à l'amendement n° 50 de la commission (précisant qu'il est satisfait au droit moral d'un auteur de logiciel par la mention de son nom) ; son amendement n° 61 (substituant au premier alinéa de l'article 38 quinquies des dispositions relatives à la dévolution des droits reconnus aux auteurs lorsqu'un logiciel est élaboré par un salarié) ; logiciel élaboré par le salarié dans l'exécution soit d'un contrat de travail comportant une mission inventive soit d'études et de recherches qui lui sont confiées ; information de l'employeur par le salarié (p. 847) ; ses observations sur la notion de louage d'ouvrage ; sous-amendement n° 62 ; retiré après rectification ; sous-amendement n° 63 ; retiré ; amendement n° 61 ; retiré (p. 848) ; **article 38 octies :** son amendement n° 64 (précisant que les droits portant sur la création d'un logiciel s'éteignent à l'expiration d'une période de 20 années à compter de la date de la réalisation) ; logiciel ne devant pas être doté d'une protection supérieure à la durée de la protection dont bénéficient les inventions ; inefficacité d'une telle protection au regard de l'évolution rapide des matériels ; rejeté ; **après l'article 38 nonies :** son amendement n° 66 (insérant un article définissant le régime de la saisie-contrefaçon en matière de logiciel) (p. 849) ; opération de saisie supposant une certaine appréciation des faits par l'agent instrumentaire ; consécration d'un pouvoir d'intrusion dans les entreprises industrielles ; transposition aux logiciels des règles admises en matière de brevet d'invention ; assistance de l'huissier instrumentaire par un expert ; adopté ; son amendement n° 67 (insérant un article précisant les conditions de jouissance des droits reconnus par le présent titre aux étrangers) ; condition de réciprocité ; application de la convention de Berne ; adopté

après modification (p. 850); **article 49** : inexistence en droit positif français de la notion de propriété scientifique (p. 853).

— **Projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391).**

Deuxième lecture, discussion générale : ses observations sur les systèmes de l'exécution provisoire et de l'évolution ; évocation obligatoire ne semblant pas conforme à la notion d'évocation ; problème de la responsabilité civile des personnes privées de discernement [21 mai 1985] (p. 859) ; « déresponsabilité des piétons ».

Commission mixte paritaire, discussion générale : introduction de règles dérogatoires centrées sur des régimes de responsabilité différents ; nécessité de revoir l'ensemble du droit de la responsabilité ; rôle de la jurisprudence [25 juin 1985] (p. 1931).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Deuxième lecture, discussion générale : oppose une exception d'irrecevabilité : finalité politique du texte ; choix de la proportionnelle en 1945 justifiée par l'élection de l'Assemblée constituante [13 juin 1985] (p. 1670) ; inégalité dans la dimension et la population des départements ; transfert de la souveraineté aux formations politiques ; ratification de majorités par le corps électoral ; remise en cause de la dissolution ; « destruction » du fait majoritaire ; faveur donnée à l'extrême-droite ; nombre de sièges obtenus en 1978 par rapport aux voix (p. 1671) ; rejeté (p. 1672).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : évolution de la politique du Gouvernement à l'égard de la police ; mission de répression confiée à la police ; réalité des actes ne correspondant pas à la vigueur des discours ; absence de portée juridique des trois premiers articles du projet ; caractère inconstitutionnel du quatrième article ; modernisation des équipements ; obligation gouvernementale se réduisant à inscrire les crédits nécessaires dans le projet de loi de finance [10 juillet 1985] (p. 2328) ; absence dans le projet de toute autorisation de programme ; absence d'effet obligatoire d'une « loi de programmation » ; contenu du code de déontologie ; compétence ministérielle et affectation du relèvement du taux des contraventions (p. 2329) ; existence de gages ; amendes du code de la route n'étant pas affectées par l'article 6 du projet ; financement du projet reposant sur l'espérance que les amendes n'auront pas d'effet dissuasif ; caractère excessif du relèvement des taux de contraventions ; influence de ce relèvement sur la profession de chauffeur de taxi, injustice et inefficacité du projet (p. 2330).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Deuxième lecture, discussion générale : politique ignorant les intérêts vitaux de la France ; méconnaissance volontaire de la réalité calédonienne [25 juillet 1985] (p. 2432) ; impossibilité de rendre indépendantes des communautés politiques incapables de le demeurer ; accession à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie prônée par l'Internationale socialiste ; absence d'identité entre options politiques et communautés ethniques sur le territoire calédonien ; volonté de conserver la souveraineté française confirmée par le résultat des consultations électorales ; tentative de sabotage des élections du 18 décembre 1984 par les indépendantistes ; passivité de l'administration lors des incidents du 7 juillet 1985 ; humiliations subies par la gendarmerie nationale ; attitude du haut-commissaire M. Reinette ; inapplicabilité du principe de l'indépendance-association ; signature d'accords de coopération avec les Etats africains après la proclamation de l'indépendance (p. 2433) ; nomination de M. Pisani comme ministre de la Nouvelle-Calédonie ; report du référendum d'autodétermination ; projet visant à assurer la majorité des sièges à la minorité des voix ; projet régionaliste du Président Dick Ukeiwé ; découpage se justifiant

par la volonté de donner la majorité aux indépendantistes ; institution d'une discrimination ethnique ; remise de tous les pouvoirs au délégué du Gouvernement procédant par voie d'ordonnances ; améliorations apportées par le Sénat (p. 2434).

— **Discussion des conclusions d'un rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Gilbert Bonnemaison et plusieurs de ses collègues modifiant la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 2455).**

Première lecture, discussion générale : satisfaction donnée par la loi de 1965 ; problème de la répartition des charges d'ascenseur ; cas des copropriétaires ou locataires exerçant une activité professionnelle [3 octobre 1985] (p. 2632).

Discussion des articles : avant l'article 1^{er} : institution d'une ratification par la première réunion de l'assemblée générale des copropriétaires risquant de créer un vide juridique ; erreurs commises dans le calcul des millièmes ; opportunité d'instaurer une procédure judiciaire simple limitée à la rectification des erreurs matérielles (p. 2633).

— **Projet de loi portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale (n° 2964).**

Première lecture, discussion générale : Notion de justice « populaire » [14 octobre 1985] (p. 2987) ; conditions d'examen du texte ; déroulement convenable des instructions ; affectation des postes à la sortie de l'école nationale de la magistrature ; hostilité des magistrats à ce texte ; fonctions de l'instruction préparatoire ; évolution vers un pré-jugement ; suppression de la qualité d'officier de police judiciaire des juges d'instruction ; caractère négatif de la collégialité concernant la décision de clôture ; cas en matière correctionnelle ; (p. 2988) ; institution de deux examens au premier degré de juridiction ; collégialité à la carte ; lourdeur du système ; opportunité de revenir au projet de la commission Donnedieu de Vabres ; évolution vers des procédures accusatoires ; pouvoir de contrôle de l'instruction conféré aux présidents des chambres d'accusation ; collégialité constituant une garantie des libertés individuelles ; nécessité de réécrire certaines dispositions concernant le secret de l'instruction ; longueur de certaines instructions ; nouvelle modification de l'organisation judiciaire (p. 2989-2990) ; réforme de la procédure d'instruction ne reposant pas sur une simple alternative (p. 2996).

Deuxième lecture, discussion générale : ambiguïté s'attachant à la personne du juge d'instruction ; pouvoir d'enquête s'exerçant désormais d'une manière collégiale ; situation des petites juridictions ; créations de 150 emplois de juges d'instruction ; discrimination dans l'attitude du Gouvernement entre les juridictions administratives et les juridictions judiciaires [2 décembre 1985] (p. 5102) ; problème de l'ordonnance de règlement (p. 5103) ; juridictions de jugement ayant une composition différente de la chambre d'instruction en matière criminelle (p. 5104).

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048).**

Première lecture, discussion générale : D.G.E. constituant une illusion pour les petites communes ; « dispersion et saupoudrage » des crédits ; modification du régime pour les petites communes ; restauration du pouvoir des préfets ; institution d'un mécanisme de planification ; fixation des masses et détermination des taux [20 novembre 1985] (p. 4566-4567).

— **Projet de loi relatif aux chambres adjointes au Conseil d'Etat (n° 3060).**

Première lecture, discussion générale : modalités d'élaboration du projet [2 décembre 1985] (p. 5108) ; causes du retard des formations contentieuses du Conseil d'Etat ; volonté de certains ministres d'attacher leur nom à une loi ; décision de la jurisprudence contribuant à développer le contentieux du Conseil d'Etat (p. 5109) ; abaissement de l'âge de la retraite des conseillers d'Etat ; composition des chambres adjointes ; opportunité de regrouper entre les mains des mêmes rapporteurs et des mêmes commissaires

du Gouvernement le même type d'affaire ; lourdeur de la procédure ; possibilité de s'inspirer de la procédure suivie en matière fiscale devant le directeur départemental ; possibilité de faire du Conseil d'Etat une juridiction du troisième degré ; chambres adjointes n'étant appelées qu'à être les accessoires de la section du contentieux ; statut des membres recrutés à l'extérieur du Conseil d'Etat (p. 5110) ; recrutement des conseillers de tribunaux administratifs (p. 5111).

Explications de vote : conditions de déroulement du débat (p. 5118).

— **Projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059).**

Première lecture, discussion générale : alignement du statut des membres des tribunaux administratifs sur celui des membres des chambres régionales des comptes [2 décembre 1985] (p. 5121) ; notion de « commissaire à la loi » ; compétence ministérielle en matière d'administration des tribunaux administratifs ; situation dans la confédération helvétique ; pouvoirs et moyens des préfets (p. 5122).

Discussion des articles : **article 13** : institution du commissaire du Gouvernement étant consacrée par la tradition ; unité avec le Conseil d'Etat (p. 5137) ; risque d'inclure les justiciables en erreur (p. 5138) ; **après l'article 15** : son amendement n° 26 (administration des tribunaux administratifs par le ministère de la justice) ; disposition tendant à consacrer l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (p. 5139) ; difficultés matérielles du transfert ; rejeté au scrutin public (p. 5140) ; codification relevant du domaine réglementaire, intérêt d'une codification (p. 5141).

Son rappel au règlement : inscription à l'ordre du jour du projet de loi autorisant la ratification d'une convention internationale sur la peine de mort ; prise en otage de la cour d'assises de Nantes ; nécessité de restaurer dans les locaux judiciaires la sécurité des personnes ; nécessité pour le Gouvernement d'éclairer la représentation nationale par une déclaration [20 décembre 1985] (p. 6524) ; gravité des événements (p. 6525).

FRACHON (Martine)

*Député des Yvelines
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre suppléant de la commission consultative des fréquences [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963) [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13342).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition

et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14911).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 3097) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15039).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail [J.O. du 8 février 1986] (p. 2297).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la mise en œuvre des **droits nouveaux des travailleurs (n° 2681)** [14 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **droit d'expression des salariés** et portant modification du code du travail (**n° 3204**) [16 décembre 1985].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 935**, posée le 10 décembre 1985 : **Enseignement (cantines scolaires : Yvelines)** (p. 5850) ; appelée le 13 décembre 1985 : **tarifs de la restauration scolaire à Poissy** ; décision du conseil municipal de Poissy de transférer les restaurants scolaires à une société privée ; augmentation du prix du repas (p. 6154) ; nécessité pour la commune de rester maîtresse de ses prix de vente (p. 6155).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion générale : texte comportant des dispositions lourdes ; inéquité de l'exonération des médecins hospitaliers du paiement du forfait journalier en cas d'hospitalisation dans leur propre hôpital ; situation financière des adultes handicapés ; évolutions jurisprudentielles conduisant à la remise en cause du droit de grève ; principe de la responsabilité « in solidum » [23 mai 1985] (p. 1098) ; non opposabilité des dépenses supplémentaires aux collectivités assurant le financement des services sociaux ; mise en place progressive du système de la dotation globale dans le secteur des services sociaux ; absence de référence aux besoins sociaux s'agissant de l'arrêté des budgets des établissements et services ; portée des décisions de la commission départementale de l'éducation spéciale ; rigueur de gestion non imposée au secteur hospitalier privé à but lucratif (p. 1099).

Discussion des articles : après l'article 52 : amendements n° 56 de la commission et n° 68 de M. Jacques Barrot risquant de susciter des actes de délation (p. 1155).

Deuxième lecture, discussion des articles : après l'article 26 : amendement n° 144 visant à offrir aux travailleurs saisonniers une garantie de renouvellement de l'emploi ; obligation de réembauche sauf motif réel et sérieux ; intérêt de ces dispositions pour les zones de montagne [27 juin 1985] (p. 2059).

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion : part de la population française représentée par les étrangers ; égalisation des droits des travailleurs dans l'entreprise ; politique d'insertion et de formation des étrangers ; effort dans les domaines de l'alphabétisation [6 juin 1985] (p. 1516) ; problème de l'accueil des enfants de confession musulmane dans les écoles privées ; retentissement des initiatives de « S.O.S. Racisme » (p. 1517).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

— *Discussion générale : questions :* participation des femmes à la batellerie ; dialogue avec la S.N.C.F. ; regain économique des entreprises fluviales ; efforts en faveur des voies d'eau ; mise en œuvre du rapport Grégoire ; dégradation de la batellerie [24 octobre 1985] (p. 3469) ; pose la question de Mme Jacqueline Osselin (p. 3470).

Travail, emploi et formation professionnelle.

— *Discussion générale :* ralentissement de la diminution du nombre des emplois ; étude du Commissariat général du Plan « faire gagner la France » [31 octobre 1985] (p. 3766) ; politique de formation ; efforts faits pour l'augmentation des bénéficiaires des T.U.C. ; bilan des T.U.C. ; succès des formations en alternance ; statut des jeunes stagiaires ; flexibilité des formateurs ; actions en faveur du travail à temps partiel ; décisions prises en matière de neutralité des cotisations sociales ; nouvelle répartition du temps de travail ; service public de l'emploi ; actions des services extérieurs de l'Etat (p. 3767-3768) ; *questions :* diminution des stages seize-dix-huit ans ; avenir des missions locales et des performances d'accueil d'information et d'orientation (p. 3791).

— **Projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015).**

Première lecture, discussion générale : droit d'expression constituant l'une des réformes les plus importantes à porter au bilan positif des socialistes ; manque de sérieux des critiques déployées en 1982 ; extension du champ d'application de la loi ; extension des thèmes et des sujets pouvant être abordés dans les groupes d'expression ; raisons de l'essoufflement actuel du développement du droit d'expression [19 novembre 1985] (p. 4452) ; répartition des réalisations résultant du droit d'expression et de celles relevant des institutions représentatives du personnel ; nécessité de veiller à ce qu'aucune exclusion ne vienne ternir le droit d'expression ; rôle de l'inspection du travail ; nécessaire ouverture du droit d'expression à tous les salariés ; rôle des entreprises nationalisées (p. 4453).

Explications de vote : vote positif du groupe socialiste ; avancée sociale que représente le droit d'expression ; situation des cadres (p. 4470).

Troisième lecture, discussion des articles : Rapporteur suppléant : procédure suivie pour l'adoption du projet ; droit d'expression des cadres [20 décembre 1985] (p. 6552).

— **Projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025).**

Première lecture, discussion générale : volonté des socialistes d'établir une décentralisation aussi proche que possible des citoyens ; possibilité de créer un conseil départemental de développement social [25 novembre 1985] (p. 4797) ; Coderpa ; maintien à domicile ; motifs de conventionnement ; nouvelles règles et définition du domicile de secours ; rejet

de la loi du marché en matière d'action sociale (p. 4798) ; **article 57 :** notion de domicile de secours ; problème de la répartition des charges (p. 4847) ; **article 19 :** possibilité pour les personnes âgées de s'évader de leurs lieux d'accueil (p. 4819).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : échec de la commission mixte paritaire [22 décembre 1985] (p. 6664).

Discussion des articles : article 6 : risque de voir les associations rejetées d'une collectivité à une autre (p. 6668).

— **Déclaration du Gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs et débat sur cette déclaration (n° 3148).**

Discussion : nécessité d'orienter les actions en faveur des plus démunis ; « nouvelle pauvreté » ; problème de la création d'un minimum social garanti ; nécessité d'abolir les politiques d'assistance ; rôle des collectivités locales ; politique de non intégration des travailleurs sans qualification [3 décembre 1985] (p. 5218-5219).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : article 3 : substitution conventionnelle d'un repos compensateur au paiement des heures supplémentaires [9 décembre 1985] (p. 5709-5710).

— **Projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098).**

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : question préalable opposée par le Sénat ; demande à l'Assemblée d'adopter définitivement le projet de loi [20 décembre 1985] (p. 6563).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).**

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : intégration des personnels des thermes nationaux d'Aix-les-Bains dans le champ d'application du projet de loi [20 décembre 1985] (p. 6567).

— **Projet de loi complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (n° 3220).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : délais accordés aux intéressés pour être informés et pour présenter leurs observations sur le projet d'établissement d'une servitude sur leur propriété au profit de T.D.F. [21 décembre 1985] (p. 6638).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : adoption par le Sénat d'une question préalable [22 décembre 1985] (p. 6659).

FRANCESCHI (Joseph)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des retraités et des personnes âgées.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Roland Renard : soins gérontologiques :** efforts du Gouvernement en matière de soins gérontologiques ; dépenses d'aide ménagère ; dotation initiale affectée aux C.R.A.M. ; service de soins à domicile ; contrainte du redéploiement des postes [5 juin 1985] (p. 1471).

— **Mme Colette Goeriot : protection sociale des mineurs :** régime des retraites [16 octobre 1985] (p. 3112) ; revalorisation des pensions (p. 3113).

— **M. Guy-Michel Chauveau : hébergement des personnes âgées :** création obligatoire de conseils d'éta-

blissement dans toutes les structures sociales accueillant des personnes âgées [16 octobre 1985] (p. 3119).

— **M. Jean-Pierre Lambertin : personnes âgées :** insensibilité de la droite au langage du cœur ; appel à toutes les mairies pour que soit ouvert un registre destiné à inscrire et mettre en contact les familles et les personnes âgées [27 novembre 1985] (p. 4931).

— **Mme Adrienne Horvath : versement d'une prime de Noël aux familles :** mise au point par le Conseil des ministres d'un programme de lutte contre la pauvreté et la précarité [27 novembre 1985] (p. 4937).

— **M. Claude Bartolone : Télé-alarme :** institution d'une télé-alarme comme élément fondamental du maintien à domicile des personnes âgées ; centrales d'écoute ; projet de création d'un réseau national de télé-alarme ; cas du département de la Seine-Saint-Denis [11 décembre 1985] (p. 5885).

— **M. Roger Corrèze : difficultés des maisons de retraite :** décentralisation en matière d'action sociale et de santé ; compétence du Conseil général pour la partie « hébergement » ; tarification des prestations par le Président du Conseil général [18 décembre 1985] (p. 6345) ; compétence de l'Etat pour la partie restant à la charge de l'assurance maladie ; fixation à 3,3 % du taux directeur de progression des budgets ; logique de désinflation voulue par le Gouvernement ; caractère cohérent de l'action gouvernementale (p. 6346).

orales sans débat :

— **M. René André (n° 778) : situation difficile des jeunes handicapés :** besoins d'accueil des adultes handicapés ; efforts réalisés par le Gouvernement ; nombre de places créées en maison d'accueil ; cas des départements de la Manche ; circulaires du 9 avril 1969 et du 17 novembre 1977 [19 avril 1985] (p. 269) ;

— **M. Jean-Marie Daillet (n° 781) : âge de la retraite de certains artisans :** problème des « partis » ; extension des mesures relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite au régime complémentaire obligatoire des artisans ; régime juridique de droit privé des institutions concernées [19 avril 1985] (p. 270) ; sa prise de position personnelle sur la nécessité d'une réforme (p. 271) ;

— **Mme Lydie Dupuy (n° 783) : expulsions de locataires :** attitude du Gouvernement face au problème du recours à la force publique ; ignorance par les locataires en difficulté des possibilités qui leur sont offertes ; nature des prestations sociales et des aides financières spécifiques ; création de « fonds d'aides aux impayés de loyer » [19 avril 1985] (p. 271) ;

— **M. Gilbert Gantier (n° 782) : prix des mètres carrés de bureaux à Paris :** diminution des réalisations d'immeubles à vocation tertiaire ; caractéristique des règles d'urbanisme de la capitale ; lenteur des opérations d'urbanisme de la ville de Paris ; libération des règles de localisation des activités en Ile-de-France ; nécessité pour l'administration d'acquiescer des locaux ; cas de la police judiciaire ; principe de la diminution progressive des implantations parisiennes du secteur public [19 avril 1985] (p. 272-273) ;

— **Mme Paulette Nevoux (n° 788) : insonorisation pour riverains de l'aéroport d'Orly :** rôle de la commission spéciale ; modification des limites et de la nature des aides autour de l'aérodrome d'Orly ; propositions émises en 1983 par le groupe Gabolde [19 avril 1985] (p. 273) ;

— **M. Raymond Douyère (n° 808) : allocation aux adultes handicapés :** situation des personnes handicapées faisant l'objet d'un nouvel examen tous les cinq ans ; existence de mesures spécifiques ; maintien du versement de l'allocation aux adultes handicapés ; bénéfice d'une rémunération au titre d'un stage de formation professionnelle [3 mai 1985] (p. 558) ;

— **Mme Eliane Provost (n° 810) : droit au travail des handicapés :** possibilité d'emploi en entreprise ou dans la fonction publique ; notion de priorité d'emploi faisant l'objet de critiques ; modernisation de la législation [3 mai 1985] (p. 559) ;

— **M. Paul Balmigère (n° 804) : clinique mutualiste de Béziers :** sous-évaluation du nombre de journées permettant une majoration des prix ; augmentation des frais de personnel médical ; non versement par certains médecins

d'une contribution au budget de l'établissement [3 mai 1985] (p. 559-560) ;

— **M. Joseph-Henri Moujouan du Gasset (n° 806) : coût de l'énergie en agriculture :** prise en compte du niveau d'ensemble des prélèvements obligatoires ; régime fiscal des agriculteurs français plus favorable que celui pratiqué dans les autres pays européens [3 mai 1985] (p. 561) ;

— **M. Xavier Deniau (n° 776) : prix de l'électricité à proximité des centrales nucléaires :** annulation de l'arrêté du 1^{er} avril 1980 motivée par la remise en cause du principe de l'unité du prix d'un service public ; problème des critères de choix des communes bénéficiant des réductions tarifaires ; non-remboursement à E.D.F. des ristournes accordées depuis 1980 [3 mai 1985] (p. 562-563) ;

— **M. Jean-Louis Masson (n° 802) : transmission du nom patronymique :** dépôt d'un projet de loi instaurant l'égalité entre le mari et la femme dans les régimes matrimoniaux [3 mai 1985] (p. 564) ;

— **M. Emile Koehl (n° 807) : incorporés de force dans l'armée allemande :** portée de l'arrêt sieur Kocher du Conseil d'Etat du 16 novembre 1973 ; possibilité pour les intéressés d'obtenir le certificat d'incorporation de force dans l'armée allemande ; indemnisation par la République fédérale d'Allemagne [3 mai 1985] (p. 566) ;

— **M. Henri Bayard (n° 829) : publicité sur les armes de chasse :** souci du Gouvernement de respecter le libre débat de l'Assemblée nationale sur le projet relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu [24 mai 1985] (p. 1175) ;

— **M. Charles Miossec (n° 826) : chômage :** nombre de jeunes en formation ; travaux d'utilité collective ; allocation de solidarité [24 mai 1985] (p. 1176) ;

— **M. Pierre Metais (n° 835) : travailleurs salariés à temps partiel :** droits aux prestations de sécurité sociale demeurant fondés sur un principe contributif ; droits sociaux pouvant être ouverts en fonction d'un montant minimum de cotisations dues pour 1 040 fois la valeur du S.M.I.C. horaire [24 mai 1985] (p. 1177) ;

— **M. André Durr (n° 824) : hébergement médicalisé de personnes âgées dans le Bas-Rhin :** poids des dépenses de santé ; situation dans le département du Bas-Rhin ; hébergement de cure médicale [24 mai 1985] (p. 1178) ;

— **M. Loïc Bouvard (n° 830) : hébergement collectif des personnes âgées :** insuffisance de la politique menée avant 1981 ; aspects démographiques du problème ; nombre des personnes pouvant être hébergées en structures d'accueil ; réaménagement des mécanismes de tarification ; modernisation des hospices ; création de nouveaux lits d'accueil ; maisons d'accueil des personnes âgées [24 mai 1985] (p. 1179) ; prise en charge assurée par la sécurité sociale ; hébergement des personnes âgées ne devant pas être financé sur le forfait global des établissements ; bénéfice de l'allocation logement dans les sections de cure médicale (p. 1180) ;

— **Mme Marie-France Lecuir (n° 873) : compagnie immobilière pour le logement des fonctionnaires civils et militaires :** objectifs de la Cilof ; dégradation financière de la situation de la Cilof ; statut juridique des locataires ; vocation des logements réservés aux ministères ; clause de précarité [21 juin 1985] (p. 1856) ; programme d'ensemble de travaux d'amélioration ; nécessité d'une collaboration entre les ministères et Cilof (p. 1857) ;

— **M. Jean-Marie Caro (n° 868) : maison de retraite de Molsheim :** développement des aides et des services à domicile ; adaptation et modernisation des établissements d'accueil ; contrats de plan conclus avec les régions ; situation de Molsheim [21 juin 1985] (p. 1858) ;

— **M. Lucien Richard (n° 855) : affiliation à l'assurance vieillesse des mères des handicapés :** point de départ de la date d'affiliation à l'assurance vieillesse des mères de famille ayant élevé un enfant handicapé ; réexamen des dossiers par les Cotorep [21 juin 1985] (p. 1859) ;

— **M. Augustin Bonrepaux (n° 872) : communications routières entre la France et l'Espagne :** liaisons internes à la chaîne Pyrénéenne ; contacts bilatéraux pris avec le Gouvernement espagnol ; travaux d'aménage-

ment de la route nationale 20 ; projet du tunnel du Puy-morens [21 juin 1985] (p. 1860) ;

— **M. Robert Malgras (n° 870) : création de pharmacies en Alsace-Moselle** : régime de création d'offices de pharmacie dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; possibilité de créations par dérogation au quorum [21 juin 1985] (p. 1861) ; réforme des dispositions applicables en Alsace-Moselle ne pouvant se concevoir sans une refonte de l'ensemble des dispositions législatives applicables sur le territoire national (p. 1862) ;

— **M. Bruno Bourg-Broc (n° 866) : gestion décentralisée de l'enseignement** : cause de l'absence du ministre de l'intérieur [21 juin 1985] (p. 1862) ; transfert de compétences dans le domaine de l'enseignement ; schéma prévisionnel de formation ; consultation des nouveaux conseils de l'éducation nationale ; état du patrimoine ; programme « Informatique pour tous » ; attribution de matériel dans les écoles ; loi programme sur l'enseignement technologique (p. 1863) ; services de l'Etat chargés à titre principal des tâches de programmation et de construction de lycées et collèges (p. 1864) ;

— **M. Alain Vivien (n° 871) : œuvres musicales de la période révolutionnaire** : importance attachée par le Gouvernement à la célébration des grands musiciens ; célébration du bicentenaire de la révolution française ; désir du ministère de la culture de participer à la « résurrection » des compositeurs injustement oubliés ; prise en compte par l'équipe artistique de l'Opéra-Bastille des célébrations de la révolution française [21 juin 1985] (p. 1863) ;

— **M. Francis Geng (n° 919) : associations d'aide à domicile en milieu rural** : multiplication par 8 des postes d'auxiliaires de vie ; compétence des départements en matière de politique d'aide à domicile [29 novembre 1985] (p. 5042) ;

— **M. Georges Haga (n° 917) : campagne électorale à la télévision pour les malentendants** : compétence de la Haute autorité pour fixer les règles concernant les conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions relatives aux campagnes électorales ; faculté pour les intervenants d'incorporer dans leur temps d'antenne un texte résumant leurs propos ; procédé Antiope [29 novembre 1985] (p. 5043) ;

— **M. Jacques Brunhes (n° 918) : production cinématographique française** : situation du cinéma français ; apport de ressources financières nouvelles pour la production [29 novembre 1985] (p. 5044) ;

— **M. Yves Lancien (n° 904) : reconstruction du théâtre Bobino** : procédure classique du remplacement d'un ministre à l'occasion des questions du vendredi matin ; politique de construction et d'aménagement de lieux musicaux ; liaison de l'autorisation de démolition de ce théâtre à l'obligation de reconstruction d'un nouveau bâtiment ; possibilité d'envisager l'octroi d'une aide financière pour l'aménagement de ce lieu [29 novembre 1985] (p. 5046) ;

— **M. Serge Charles (n° 934) : atelier lyrique de Tourcoing** : appartenance jusqu'en 1985 de l'atelier lyrique de Tourcoing à l'Opéra du Nord ; caractère juridique d'association de l'atelier lyrique de Tourcoing ; œuvre de Jean-Claude Malgoire ; [13 décembre 1985] (p. 6161) ;

— **M. André Durr (n° 932) : dotation de prêts en Alsace** : montant des crédits P.L.A. ; nombre total de logements financés en P.L.A. [13 décembre 1985] (p. 6162) ; action de rattrapage mise en place par le Gouvernement au bénéfice de la région Alsace ; diminution légère des P.A.P. compensée par une augmentation du volume des prêts conventionnés en Alsace (p. 6163) ;

— **M. Gilbert Gantier (n° 938) : transfert à Montpellier d'un département du laboratoire national de la santé** : regroupement envisagé du département des études hydrologiques et thermales et du département du laboratoire de Montpellier ; coût de l'opération ; possibilité d'un meilleur contact entre les diverses activités du laboratoire national ; problèmes d'analyses [13 décembre 1985] (p. 6164) ;

— **M. Noël Ravassard (n° 936) : production de volaille de Bresse** : poulet de Bresse ; étude au ministère de l'agriculture en vue de mettre au point les mesures favorisant un renouveau de cette filière [13 décembre 1985] (p. 6165).

INTERVENTIONS

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean-Louis Masson : lui demande de retirer sa mise en cause de l'honnêteté du Gouvernement [3 mai 1985] (p. 565).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : respect des engagements pris par le Gouvernement à l'égard des médecins ; particularité des statuts des médecins hospitaliers du secteur privé [23 mai 1985] (p. 1126) ; **article 9** : parution d'un décret en Conseil d'Etat concernant la réforme de l'école de la santé publique (p. 1127) ; **article 10** : son amendement n° 69 (validation d'un concours d'hémodiologie-transfusion tenu le 27 mars et 3 avril 1981) (p. 1128) ; adopté ; **avant l'article 11** : traitement des concubins identique à celui des personnes mariées pour l'attribution des prestations sociales ; ses observations sur la prise en compte des déclarations faites par les intéressés ; production par les demandeurs d'une déclaration sur l'honneur de leur situation familiale et de leurs ressources (p. 1129) ; **article 11** : prise en compte de la politique sanitaire et sociale de l'Etat pour la fixation du taux d'évolution des dépenses ; absence de planification sanitaire dans le domaine social (p. 1131) ; **article 12** : principe de la commune de rattachement palliant l'absence d'un domicile fixe ; visa périodique de certains titres de circulation ; allègement des formalités imposées aux personnes sans domicile fixe (p. 1132) ; **article 15** : utilité du recours à un magistrat honoraire pour le fonctionnement des juridictions de sécurité sociale (p. 1133) ; **après l'article 16** : estime exagérée l'extension du statut des administrateurs de caisse aux assesseurs de tribunaux (p. 1134) ; **article 17** : volonté d'assurer le meilleur fonctionnement possible de la juridiction des affaires de sécurité sociale (p. 1135) ; **après l'article 23** : existence d'un grand nombre de conventions collectives prévoyant le départ automatique à soixante ans ; rappelle la faveur portée par le Gouvernement au principe du déplafonnement des cotisations ; cas des cotisations d'assurance maladie ; déplafonnement des cotisations relatives aux accidents du travail nécessitant une compensation (p. 1138).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : accroissement des tranches d'âge les plus élevées ; décentralisation ; aide ménagère ; utilisation d'une grille annuelle pour l'évaluation des besoins ; domaine des soins infirmiers à domicile ; amélioration de l'habitat ; ressources des personnes âgées [4 novembre 1985] (p. 3856) ; calcul des pensions de réversion du régime général ; mensualisation des pensions ; abattement fiscal ; hébergement des « anciens » ; médicalisation des maisons de retraite, des logements foyers et résidences pour personnes âgées ; expériences d'appartements thérapeutiques ; processus de planification ; alternatives à l'hospitalisation ; action législative ; dépenses affectées à la fonction vieillesse (p. 3857) ; suppression du financement par l'Etat des coordonnateurs ; aides à l'amélioration de l'habitat ; innovations sociales ; modernisation des hospices (p. 3858).

Répond à la question de :

— **M. Parfait Jans** : montant des aides ménagères (p. 3868) ;

— **M. Paul Perrin** présentée par M. Francisque Perrut : abondement du fonds d'action sociale de la caisse vieillesse ; organisations d'aides ménagères (p. 3869) ;

— **Mme Colette Chaigneau** : situation des comités départementaux de retraite et des personnes âgées ; nature consultative de l'institution ; processus de concertation (p. 3871) ;

— **M. André Durr** : hébergement médicalisé des personnes âgées en Alsace ; progression de la capacité en lits ; nombre de lits de médecine ; situation dans le Bas-Rhin ; restructuration du centre hospitalier régional (p. 3874) ;

— **M. Jean-Marie Caro** : présentée par M. Jacques Blanc : humanisation de la maison de retraite de l'hôpital de Molsheim (p. 3876) ;

— **M. André Durr** : situation des nouveaux établissements

d'accueil pour personnes âgées atteintes de déficiences cérébrales ou physiques ; intervention du ministère du logement (p. 3877).

— **Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés (n° 2920).**

Première lecture, discussion générale : caractère démagogique des propos tenus par M. Jacques Blanc ; application aux rapatriés d'Afrique du Nord de l'ordonnance du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre [25 novembre 1985] (p. 4776).

— **Projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide et de santé (n° 3025).**

Première lecture, discussion générale : adaptation de la législation sociale et sanitaire aux transferts de compétences intervenus en application de la loi de 1982 ; présence de M. Jacques Blanc dans l'hémicycle [25 novembre 1985] (p. 4785) ; souci de rationaliser les mécanismes ; concertation permanents ; projet de création dans chaque département d'un organisme chargé d'assurer la cohérence des actions sanitaires et sociales ; institution du schéma départemental des équipements et services financés par l'Etat par l'assurance maladie ou par le Conseil général ; notion de plan gérontologique ; commission régionale des équipements sanitaires et sociaux ; transformation juridique des hospices ; entrée des représentants des retraités et des personnes âgées dans les conseils d'administration des centres communaux d'action sociale ; paiement par les intéressés de leurs frais de placement lorsqu'ils sont placés en établissement au compte de l'aide sociale ; encouragement des vacances des personnes âgées placées en établissement (p. 4786) ; rapprochement des positions de la commission et du Gouvernement ; équilibre de ce texte ; actions d'humanisation en faveur des personnes âgées ; transformation des hospices en établissements de long séjour ; versement d'un forfait long séjour (p. 4799) ; octroi de l'allocation logement aux personnes âgées résidant dans la partie section de cure médicale de la maison de retraite ; transformation juridique des hospices ; compensation financière lors de chaque transfert de compétences ; commission consultative d'évaluation des charges ; aide à domicile ; droits des usagers et des personnes âgées ; application de la loi à tous les départements (p. 4800).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : procédure d'application conjointe ; coordination entre le département et l'Etat pour l'élaboration du schéma relatif aux établissements pour personnes handicapées (p. 4803) ; **article 2** : nécessité d'étendre la procédure de coordination et d'autorisation de création à certains services constituant des alternatives aux établissements ; son amendement n° 164 (insérant les mots « intervenant dans le maintien à domicile ou l'action éducative » après les mots « médico-social » dans le 2^e alinéa du paragraphe IV de cet article) ; soins infirmiers payés au forfait (p. 4806) ; adopté (p. 4807) ; **article 6** : pouvoir d'appréciation légitime reconnu à l'autorité publique ; pouvoir d'appréciation lorsqu'elle délivre une autorisation de création ; contrôle du juge (p. 4808) ; **article 8** : *article 11-1 de la loi du 30 juin 1975* : interprétation jurisprudentielle de la notion de charge excessive pour les budgets publics ; refus d'habilitation par la collectivité publique eu égard aux conséquences insupportables qui découleraient de l'équilibre de son budget ou l'accroissement de sa fiscalité (p. 4809) ; *article 11-3 de la loi du 30 juin 1975* : son amendement n° 165 (avis de la commission régionale ou nationale mentionnée à l'article 6 du texte proposé pour cet article) (p. 4811) ; adopté (p. 4812) ; **article 9** : exercice par l'autorité publique qui en a autorisé la création du pouvoir de fermeture des établissements ; responsabilisation des élus locaux (p. 4814) ; **article 10** : caractère inconcevable de la mise en œuvre d'une convention collective unique ; maintien du champ conventionnel des conventions collectives nationales ; possibilité pour les établissements de signer avec leurs salariés des accords d'établissements ; opposabilité des accords et conventions agréés aux financeurs (p. 4815) ; **article 13** : son amendement n° 166 (d'harmonisation) ; adopté (p. 4817) ; **article 16** : son amendement n° 167 (insérant les mots « non personnalisée » après les mots « santé publique » dans le texte proposé pour l'article 24 de la loi du 30 juin 1975) ; son amendement n° 168 (administration

par un Conseil d'administration assisté d'un directeur des établissements publics personnalisés) ; établissements d'aide sociale à l'enfance ; adoptés (p. 4818) ; **article 22** : formation des travailleurs sociaux (p. 4820) ; **article 23** : son amendement n° 169 (de rectification) ; adopté ; **article 27** : son amendement n° 196 (évaluation des allocations familiales lorsqu'un des enfants est confié au service de l'aide sociale) (p. 4821) ; signalement du maintien des liens avec la famille à la caisse d'allocations familiales sous la forme d'une attestation ; adopté (p. 4822) ; **article 29** ; *article 42 du code de la famille et de l'aide sociale* : son amendement n° 197 (octroi de l'aide à domicile aux femmes enceintes confrontées à des difficultés médicales ou sociales et financières) ; adopté (p. 4824) ; **article 35** ; *article 84 du code de la famille et de l'aide sociale* : souci d'éviter une trop grande disparité d'un département à l'autre dans le montant de la participation financière ; fixation par décret d'un plafond à cette participation (p. 4827) ; *article 85 du code de la famille et de l'aide sociale* : son amendement n° 170 (rédactionnel) ; adopté après rectification ; son amendement n° 171 (délégation d'autorité parentale) ; délimitation de l'étendue de la responsabilité financière du département en ce qui concerne la prise en charge des dépenses d'aide sociale à l'enfance) ; adopté (p. 4828) ; *article 86 du code de la famille et de l'aide sociale* : son amendement n° 172 (prise en charge des prestations de l'aide sociale à l'enfance mentionnées à la section II du chapitre I^{er}) ; adopté (p. 4829) ; **article 36** : problème de la surveillance des mineurs hors du domicile parental ; missions exercées par l'aide sociale à l'enfance (p. 4830) ; **article 38** ; *article 97 du code de la famille et de l'aide sociale* : son amendement n° 198 (référence au représentant de l'Etat dans le département) ; adopté (p. 4831) ; **article 49** ; *article 126 du code de la famille et de l'aide sociale* : son sous-amendement n° 173 à l'amendement n° 102 de la commission (référence au canton du demandeur) (p. 4840) ; adopté ; son sous-amendement n° 174 à l'amendement n° 106 de la commission (décision du président de la commission) ; adopté ; *article 128 du code de la famille et de l'aide sociale* : son sous-amendement n° 193 à l'amendement n° 107 de la commission (insérant le mot « mentionnées au 2^e alinéa de l'article 124-1 » après le mot « département ») (p. 4841) ; nécessité de préciser quelles sont les décisions susceptibles de recours devant les commissions départementales d'aide sociale ; adopté ; son sous-amendement n° 175 à l'amendement n° 109 de la commission (complétant cet amendement par les mots « sur décision du président de la commission ») ; retiré (p. 4842) ; *article 129 du code de la famille et de l'aide sociale* : son sous-amendement n° 176 à l'amendement n° 113 de la commission (décision du président de la commission permettant au demandeur d'être entendu) ; retiré (p. 4843) ; **article 51** ; *article 137 du code de la famille et de l'aide sociale* : rôle exact du conseil communal d'action sociale (p. 4844) ; *article 138 du code de la famille et de l'aide sociale* : nécessité d'assurer une représentation équilibrée au sein des centres communaux d'action sociale (p. 4845) ; **article 54** : respect de la dignité des personnes âgées en ce qui concerne la gestion de leurs ressources (p. 4846) ; **article 57** ; *article 193 du code de la famille et de l'aide sociale* : esprit de conciliation du Rapporteur (p. 4848) ; **après l'article 57** : problème d'articulation avec d'autres tarifications publiques ; son sous-amendement n° 177 à l'amendement n° 134 de la commission (précisant qu'un décret en Conseil d'Etat pourra prévoir un régime expérimental dans une ou plusieurs régions préalablement à l'entrée en vigueur de ces dispositions) ; rejeté (p. 4851) ; **ses observations après les explications de vote** : qualité de travail de la commission des affaires culturelles et de son Rapporteur ; remercie M. Jacques Blanc de sa participation ; approbation de ce texte par la représentation nationale (p. 4855).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1^{er} A** : son amendement n° 27 (tendant à rédiger ainsi le sixième alinéa (4^e) du texte proposé pour l'article 2-1 de la loi du 30 juin 1975 : « des usagers et notamment des personnes âgées, des personnes handicapées et des associations concernées et notamment de l'union départementale des associations familiales ») ; ses observations sur l'amendement n° 1 de la commission ; retiré [20 décembre 1985] (p. 6532) ; **article 1^{er}** : ses observations sur l'amendement n° 2 de la commission (p. 6533) ; **article 6** : rôle respectif de l'Etat et de la collectivité locale lors de l'autorisation de la création d'un établissement (p. 6534) ; **article 8** : notion de modification de la capacité d'un établissement en fonction de

l'évolution de ses besoins (p. 6535) ; **article 13** : texte voté par le Sénat rendant inapplicables différents textes statutaires ; mobilité des directeurs ; problème de parité avec les directeurs des hôpitaux (p. 6536) ; **article 32** : son amendement n° 28 (tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 77 du code de la famille et de l'aide sociale à supprimer les mots « de moins de trois ans ») ; retiré (p. 6539) ; **article 48** : son amendement n° 29 (compétence de la commission locale d'admission à l'aide sociale) ; rôle du Conseil général dans la procédure d'octroi des prestations facultatives qu'il crée de sa propre initiative ; adopté (p. 6541) ; **article 51** : ses observations sur l'amendement n° 18 de la commission (p. 6542) ; ses observations sur l'amendement n° 20 de la commission ; **article 57** : son amendement n° 30 (tendant à rédiger ainsi le début de la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 193 du code de la famille et de l'aide sociale « nonobstant les dispositions des articles 102 à 111 du code civil, le domicile... ») (p. 6543) ; adopté (p. 6544) ; **article 61** : ses observations sur l'amendement n° 22 de la commission (p. 6545) ; **après l'article 67 ter** : ses observations sur l'amendement n° 26 de M. Jacques Blanc ; **article 68** : salue l'apport de la représentation nationale à l'élaboration du texte en discussion (p. 6546).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion générale : adaptation de l'appareil répressif aux petits trafics de drogue ; travailleurs à temps partiel ; protection sociale des artistes auteurs ; carte de priorité des familles ; généralisation de la législation relative à la main-d'œuvre étrangère aux D.O.M. ; création de trois emplois de ministre plénipotentiaire ; problème de l'alcool au volant [10 décembre 1985] (p. 5791) ; recours au D.D.O.S. ; problème de la sécurité routière ; assurance invalidité des demandeurs d'emplois [11 décembre 1985] (p. 5856) ; situation des anciens combattants et anciens résistants ; répression du trafic de drogue ; répression de l'alcool au volant.

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 46 (référence aux prestations des assurances maladie, maternité, invalidité ; extension aux prestations de l'assurance invalidité des dispositions concernant le maintien du bénéfice des droits aux prestations maladie, maternité et décès lorsque les personnes ont cessé de remplir les conditions pour être assuré social) ; adopté (p. 5857) ; **après l'article 1^{er}** : développement des services d'enquêtes rapides (p. 5858) ; son opposition à une enquête systématique de type socio-éducatif lorsque les personnes déferées le sont selon la procédure de la comparution immédiate (p. 5859) ; **après l'article 3** : compétence des Houillères pour assurer la réparation de l'incapacité temporaire en matière d'accident du travail ; transfert de cette gestion au régime minier de sécurité sociale (p. 5861) ; **après l'article 6** : protection des consommateurs contre l'exercice de la profession de diététicien (p. 5863) ; consultation des organismes professionnels avant la rédaction du décret ; **article 7** : son sous-amendement n° 40 à l'amendement n° 24 de la commission (insérant les mots « à l'exception du quatrième alinéa de l'article L. 341-4 ») (p. 5864) ; droit pour un titulaire d'une carte de résident d'exercer une activité salariée sur le territoire de la France métropolitaine ; absence de précision sur le régime applicable au titulaire de la carte de résident délivrée dans un département d'outre-mer ; cas de l'étranger titulaire d'une carte de résident délivrée dans un département d'outre-mer et souhaitant obtenir une autorisation de travail en métropole ; situation particulière du marché du travail dans les départements d'outre-mer ; adopté (p. 5865) ; son amendement n° 41 (précisant que l'autorisation de travail peut être délivrée à un étranger sous la forme d'une carte de résident) ; rappelle que la carte de résident vaut autorisation de séjour ; adopté (p. 5866) ; **après l'article 7** : répression des discriminations fondées sur les mœurs (p. 5867) ; **article 8** : texte proposé par le Gouvernement visant à éviter le rétablissement des forclusions pour l'obtention de la carte de combattant volontaire de la Résistance (p. 5868) ; **après l'article 8** : son amendement n° 32 (possibilité pour les étrangers victimes de la déportation pour un motif d'ordre politique ou racial et qui ne résidaient pas en France avant le 1^{er} septembre 1939 d'obtenir le titre de déporté politique) (p. 5894) ; droits acquis ; adopté

(p. 5895) ; **article 9** : obligation du ministre des relations extérieures retenu à la conférence franco-africaine ; article tendant à élargir les conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires ; limitation de cette ouverture ne portant pas préjudice au déroulement normal de la carrière des agents diplomatiques (p. 5897) ; **article 10** : son amendement n° 33 (de suppression) ; partie législative du nouveau code de sécurité sociale ; décret de codification ; adopté ; **après l'article 10** : son amendement n° 34 (complétant le deuxième alinéa de l'article 168 du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 5898) ; prise en charge par l'aide sociale des frais directement entraînés par la formation professionnelle ou le fonctionnement des ateliers protégés ; regroupement dans un compte d'exploitation des recettes et des dépenses de la production et de la commercialisation ; difficulté pour les centres d'aide par le travail d'équilibrer leur compte d'exploitation commerciale ; décret sur le financement des centres d'aide par le travail ; adopté ; son amendement n° 35 (de conséquence) ; adopté ; son amendement n° 53 (attribution de l'allocation logement dans les départements d'outre-mer) (p. 5899) ; précise que l'allocation de logement à caractère familial a un champ d'application identique en métropole et dans les départements d'outre-mer ; suppression de la condition d'activité pour bénéficier de l'allocation de logement à caractère familial dans les départements d'outre-mer ; adopté (p. 5900) ; **article 11** : publication de la liste des vingt départements où un apprentissage anticipé de la conduite dès l'âge de seize ans sera possible ; réforme du permis poids lourd ; obligation des gyrophares (p. 5902-5903) ; retrait du permis lorsque l'alcootest se révèle positif et que le comportement du conducteur affirme qu'il est sous l'empire de l'état alcoolique ; possibilité pour l'automobiliste de demander à subir une deuxième fois l'alcootest (p. 5911) ; son amendement n° 52 (possibilité de procéder d'office à l'immobilisation du véhicule) ; adopté (p. 5912) ; fait remarquer qu'une demande de réexamen de la sanction prise par le préfet constitue en droit un recours hiérarchique et non un recours gracieux ; son sous-amendement oral à l'amendement n° 9 de la commission (substituant au mot « gracieux » le mot « hiérarchique ») ; compétence du préfet pour prendre la décision d'appel ; rejeté (p. 5913) ; son amendement n° 54 (substituant aux mots « restitué sur sa demande » les mots « remis à la disposition de » dans le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article L. 18-1 du code de la route) ; adopté ; son amendement n° 51 (rédigeant le début de l'article L. 4 du code de la route dans les termes suivants : « tout conducteur d'un véhicule qui aura fait obstacle à l'immobilisation de celui-ci ou qui aura omis sciemment d'obtempérer... ») ; adopté (p. 5916) ; **après l'article 11** : estime qu'il n'est pas souhaitable dans le cas où l'autorité administrative dispose d'un pouvoir discrétionnaire que sa décision soit explicitement motivée (p. 5917) ; réduction du délai dans lequel un usager peu demander communication des motifs d'une décision administrative prise en urgence ; précise que les organismes sociaux doivent motiver leurs décisions lorsqu'ils refusent d'accorder un avantage légal (p. 5918) ; critères différents en cas d'attribution d'une aide facultative ; son amendement n° 48 (référence aux structures d'accueil touristique implantées sur des exploitations agricoles) ; souci de permettre à des agriculteurs pratiquant des activités touristiques à la ferme d'être affiliés au seul régime de protection sociale agricole pour l'ensemble de leurs activités (p. 5919) ; considération des activités connexes agro-touristiques comme le prolongement de l'activité agricole ; adopté après rectification ; **titre** : lutte contre les fléaux sociaux que sont l'insécurité routière ou la toxicomanie ; projet de création d'un conseil national de la sécurité routière (p. 5920).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 12** : son sous-amendement n° 13 à l'amendement n° 4 de M. Gilbert Bonnemaison (excluant du bénéfice de l'amendement n° 4 les autorisations relatives au port ou à la détention d'armes) [21 décembre 1985] (p. 6645) ; sécurité publique ; adopté (p. 6646).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean Foyer : propos de M. Foyer ne constituant pas un rappel au règlement [20 décembre 1985] (p. 6524).

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde de droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732).**

Quatrième lecture, discussion générale : ratification représentant un pas considérable dans l'action menée par le Gouvernement en faveur des droits de l'Homme [20 décembre 1985] (p. 6526).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif au raccordement des autoroutes entre Saint-Julien-en-Genevoix (Haute-Savoie) et Bardonnex (Genève) (ensemble une annexe) (n° 2854).**

Première lecture, discussion générale : projet tendant au raccordement des autoroutes entre Saint-Julien-en-Genevoix et Bardonnex ; opération permettant de désencombrer la voirie locale de Saint-Julien-en-Genevoix ; construction d'un viaduc autoroutier ; modification de frontières devant intervenir après un échange de territoire [20 décembre 1985] (p. 6525) ; superficie des parcelles à échanger du côté français (p. 6526).

— **Projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013).**

Troisième lecture, discussion générale : texte s'inscrivant dans le prolongement des lois sur les droits nouveaux des travailleurs ; nécessité d'assurer le développement de la formation des militants et responsables syndicaux pour leur permettre d'exercer avec efficacité leur mission de modernisation des relations sociales ; assouplissement des conditions d'attribution du congé de formation [20 décembre 1985] (p. 6527).

— **Projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012).**

Troisième lecture, discussion générale : sécurité des personnes dans les ascenseurs [20 décembre 1985] (p. 6528) ; nécessité de prendre en compte certaines caractéristiques propres aux monuments historiques ; sécurité des personnes dans les ascenseurs (p. 6529).

— **Projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061).**

Deuxième lecture, discussion générale : exclusion par la jurisprudence pénale de l'octroi de l'amnistie aux auteurs de viols ; loi s'inspirant de celle adoptée pour la Corse [21 décembre 1985] (p. 6626).

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956).**

Troisième lecture, discussion générale : garanties nouvelles donnée aux membres des assemblées locales pour l'exercice de leur mandat [21 décembre 1985] (p. 6627).

Discussion des articles : après l'article 37 : précise que le Gouvernement comprend les préoccupations de M. Jacques Blanc (p. 6631).

Modifications de l'ordre du jour [21 décembre 1985] (p. 6625-6631).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Deuxième lecture, discussion générale : contraintes financières pesant sur le régime agricole de protection sociale [21 décembre 1985] (p. 6633).

Discussion des articles : **article 5** : son amendement n° 8 (supprimant à la fin du deuxième alinéa du paragraphe 1 de cet article les mots : « et, éventuellement, à leurs ayants droit ») ; droits éventuels à pension de reversion des conjoints survivants des assurés ; imprécision du terme : « ayants droit » ; adopté (p. 6634) ; **article 8** : son amendement n° 9 (complétant le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « cette condition cesse d'être appliquée à compter du 31 décembre 1990 ») ; limitation de la condition de cessation d'activité ; adopté ; **après l'article 16** : son amendement n° 1 (précisant que l'office national interprofessionnel des céréales est un établissement public à caractère industriel et commercial) ; nécessité de cet amendement pour garantir l'organisation des marchés céréaliers ;

fonctions de l'Office national interprofessionnel des céréales ; adopté (p. 6637).

FRAYSSE-CAZALIS (Jacqueline)

*Député des Hauts-de-Seine
(7^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Vice-présidente de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [J.O. du 22 mai 1985] (p. 5757).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, soumise à nouvelle délibération (n° 2939) [J.O. du 21 août 1985] (p. 9620).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de la compétence en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14911).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'interruption volontaire de grossesse et tendant à l'abrogation de l'article 317 du code pénal (n° 2900) [29 juin 1985].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles a été effectuée la cession de Creusot-Loire-Entreprise, filiale du groupe Schneider, à l'entreprise d'ingénierie Technip (n° 2957) [2 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Revalorisation des bourses scolaires** : délais d'inscription ; barèmes d'attribution ; revalorisation du montant de la part de bourses [2 mai 1985] (p. 525).

— **Signature de la convention entre la sécurité sociale et les médecins** : négociation sur la nouvelle convention entre les médecins et la caisse nationale d'assurance maladie [22 mai 1985] (p. 1014).

— **Prime de rentrée scolaire** : coût réel de l'équipement nécessaire à la rentrée ; caractère insuffisant de la prime de rentrée ; propositions du groupe communiste ; augmentation du montant de la prime de rentrée scolaire ; relèvement du plafond d'attribution au niveau du complément familial ; versement systématique de la prime aux enfants dont l'un des parents vient d'être mis au chômage [26 juin 1985] (p. 1988).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2861).**

Première lecture, discussion générale : création de nouvelles catégories d'emplois précaires favorisée par les groupements d'employeurs ; exclusion des apprentis et des jeunes des effectifs des entreprises pour le calcul des seuils sociaux ; régime des contrôles par l'inspection du travail concernant l'hygiène, la sécurité et le livre de paie [23 mai 1985] (p. 1095) ; évolution du système de santé vers un « système à l'américaine » ; projet de loi portant D.D.O.S. s'inscrivant dans la « flexibilité ambiante » ; introduction d'importantes

modifications dans les droits sociaux des salariés ; ses observations sur l'utilisation des D.D.O.S. pour introduire des dispositions importantes (p. 1096).

Discussion des articles : **article 3** : protection sociale du conjoint dont l'époux, ou l'épouse, a pris l'initiative du divorce ; prise en compte des conditions matérielles (p. 1109) ; adoption de la procédure de divorce pour faute pour des raisons matérielles (p. 1110) ; **article 5** : article conférant à la sectorisation psychiatrique une existence juridique ; insuffisance des moyens en personnel ; amputation des crédits dans les services hospitaliers psychiatriques (p. 1112) ; création des « établissements publics de secteur psychiatrique » ; démocratisation du fonctionnement des secteurs ; nécessité d'une nouvelle définition des statuts des personnels psychiatriques (p. 1113) ; insuffisance des dispositions proposées dans cet article (p. 1114) ; **article 7** : possibilité donnée aux psychologues scolaires de garder leur titre en suivant un cursus spécifique ; attachement du groupe communiste au principe du recrutement des psychologues scolaires dans le corps des enseignants (p. 1124) ; **article 8** : extension de la gratuité des soins au personnel hospitalier retraité (p. 1125-1126) ; **article 12** : son amendement n° 111 (exercice des activités ambulantes et régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe) ; carnet de circulation ; cas des personnes étrangères (p. 1131) ; rejeté (p. 1132) ; **article 16** : problème de la préparation des audiences du tribunal ; son amendement n° 143 (précisant qu'un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions dans lesquelles les dispositions de l'article 11 de l'annexe II du code de la sécurité sociale demeurent applicables) : retiré ; **après l'article 16** : son amendement n° 114 (insérant un article précisant que les dispositions des articles L. 47 et L. 48 du code de la sécurité sociale sont applicables aux assesseurs salariés) (p. 1134) ; rejeté (p. 1135) ; **article 23** : son amendement n° 116 (insérant dans le premier alinéa de cet article les mots « pour se rendre et » après les mots « le temps nécessaire ») (p. 1136) ; adopté (p. 1137) ; **après l'article 23** : son amendement n° 132 (de plafonnement des cotisations employeurs aux risques accidents du travail et maladies professionnelles) ; création de ressources supplémentaires pour la sécurité sociale permettant de supprimer le forfait hospitalier ; rejeté (p. 1138) ; **article 24** : création d'une nouvelle catégorie d'emplois précaires ; risque de diminution du nombre des salariés gérés directement par les entreprises ; contenu et exécution du contrat de travail ; renforcement de la notion de mobilité ; absence des garanties légales réglementaires ; contrôle par les autorités administratives et les tribunaux compétents ; rôle du médecin du travail en matière de prévention (p. 1139) ; **article 28** : son amendement n° 119 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux mots « un organisme agréé par le ministre chargé du travail » les mots : « des organismes au nombre desquels figurera l'Institut national de recherche et de sécurité et qui seront agréés par le ministre chargé du travail ») : rejeté (p. 1142) ; **article 29** : son amendement n° 141 (substituant au début du texte proposé pour l'article L. 117-11-1 du code du travail aux mots « ne sont pas pris en compte » les mots « sont pris en compte ») (p. 1143) ; rejeté ; **article 30** : son amendement n° 142 (substituant dans le texte proposé pour l'article L. 980-8-1 du code du travail aux mots « ne sont pas pris en compte » les mots « sont pris en compte » et supprimant la fin de cet article après les mots « effectif minimum de salariés ») : rejeté ; **article 31** : son amendement n° 120 (substituant dans cet article aux mots « ne sont pas pris en compte » les mots « sont pris en compte ») : rejeté ; **article 32** : son amendement n° 121 (supprimant la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 991 du code du travail) ; prise en compte de l'ancienneté pour le calcul de la rémunération des stagiaires ; devenu sans objet (p. 1144) ; **article 38** : son amendement n° 122 (substituant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 611-9 du code du travail au mot « inférieur » le mot « supérieur ») ; absence de délai maximal de mise en demeure pour présenter les livres de comptes ; rejeté (p. 1145) ; **article 43** : son amendement n° 123 (tendant à substituer aux mots « pendant un jour ouvrable par quinzaine et en dehors de leur temps de travail » les mots « pendant un jour ouvré par semaine ») : rejeté (p. 1146) ; **article 44** : — *article L. 620-3 du code du travail* : son amendement n° 124 (insérant le mot « notamment » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail après le mot « relatives ») : rejeté (p. 1147) ; son

amendement n° 125 (visant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail) (p. 1147) ; satisfait ; son amendement n° 126 (substituant à la fin du troisième alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail les mots « dix ans » aux mots « cinq ans ») ; durée de la prescription en matière délictuelle ; rejeté ; **article 45** : son amendement n° 127 (de suppression) ; suppression des articles prévoyant des modifications aux structures des conseils d'administration des entreprises publiques (p. 1149) ; perspectives de dénationalisation ; rejeté ; **article 46** : son amendement n° 128 (de suppression) : rejeté (p. 1149) ; **article 48** : son amendement n° 129 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; fiscalisation d'une aide relevant de l'indemnisation du chômage par l'U.N.E.D.I.C. ; encouragement des employeurs à licencier et à recruter les salariés bénéficiant de droits diminués ; rejeté ; **article 49** : son amendement n° 130 (de suppression) : rejeté ; **article 52** : son amendement n° 131 (de suppression) (p. 1150) ; instauration d'une cotisation au titre de l'assurance maladie ; rejeté (p. 1151) ; **après l'article 52** : son amendement n° 145 (visant à remplacer dans le 3^e alinéa de l'article L. 422-4 du code du travail les mots : « de l'expert-comptable du comité d'entreprise » mentionné à l'article L. 434-6 par les mots « d'un expert-comptable dans les mêmes conditions qu'un comité d'entreprise ») : adopté après modification ; son amendement n° 146 (visant à remplacer dans le dernier alinéa de l'article L. 432-6 du code du travail le mot « sociétés » par le mot « entreprises ») ; représentation de comité d'entreprise au Conseil d'administration ou de surveillance ; cas des Charbonnages de France ; adopté (p. 1154) ; son amendement n° 133 (insérant au 2^e alinéa de l'article 139 de la loi du 26 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises les mots « quel que soit leur effectif » après les mots « code du travail ») ; cas des entreprises n'ayant pas procédé à des élections de délégué du personnel quels que soient leurs effectifs ; rejeté (p. 1156).

Explications de vote : inscription dans le texte de certaines dispositions favorables ; absence de dispositions de justice pour les familles modestes ; danger de certaines dispositions telles que la constitution de groupements d'employeurs ; vote négatif du groupe communiste (p. 1158).

Deuxième lecture, discussion générale : utilisation du D.D.O.S. pour apporter des modifications importantes à la législation sociale ; abstention du groupe socialiste au Sénat ; inscription du D.D.O.S. dans une « flexibilité ambiante » ; exclusion de la plupart des jeunes du calcul des seuils pour l'application des lois sociales ; allongement des contrats précaires ; refus de la suppression du forfait hospitalier ; suppression de la couverture sociale des chômeurs [26 juin 1985] (p. 2025) ; opposition du groupe communiste à ce projet (p. 2026).

Discussion des articles : **article 5** : son sous-amendement n° 104 à l'amendement n° 23 de la commission (insérant dans le troisième alinéa du paragraphe I de cet amendement, après les mots : « assurant le service public hospitalier », les mots : « les dispensaires d'hygiène mentale des Directions départementales de l'action sanitaire et sociale ») ; intégration des dispensaires d'hygiène mentale relevant de la D.D.A.S.S. dans les structures extra-hospitalières (p. 2033) ; rejeté (p. 2034) ; **article 7** : reporte son intervention (p. 2035) ; **après l'article 8** : opposition du groupe communiste au forfait hospitalier ; amnistie des sanctions disciplinaires prononcées par les ordres nationaux pour défaut de paiement des cotisations ; organisation anti-démocratique des ordres professionnels ; nécessité d'une nouvelle législation (p. 2036) ; **après l'article 10** : réunion de la commission médicale et consultative sur le recrutement et la carrière des praticiens hospitaliers (p. 2038) ; **article 11** : déclaration d'irrecevabilité sur ses amendements ; possibilité de donner aux établissements de soins les moyens de faire face aux dépenses supplémentaires pour des situations exceptionnelles [27 juin 1985] (p. 2051) ; **après l'article 23 septies** : cas des conseillers d'orientation (p. 2056) ; **article 27 A** : suppression de l'effet dissuasif de la réparation financière d'une faute inexcusable (p. 2059) ; problème pour les artisans ; possibilité de recours à une solidarité interprofessionnelle (p. 2060) ; **article 47 B** : remise en cause de l'ordonnance de 1982 sur le travail temporaire ; allongement de la durée des contrats précaires ; notion de charge exceptionnelle ou de commande exceptionnelle ; possibilité donnée aux directeurs départementaux

du travail et de l'emploi d'autoriser toute dérogation en matière de travail précaire ; alignement des contrats à durée déterminée sur les contrats intérimaires ; transformation du contrat d'apprentissage en contrat à durée indéterminée (p. 2064) ; son amendement n° 108 (de suppression) : rejeté ; **article 47 C** : son amendement n° 109 (de suppression) : rejeté ; **article 47 D** : son amendement n° 110 (de suppression) : rejeté ; **article 47 E** : son amendement n° 111 (de suppression) : rejeté (p. 2065) ; **article 47 F** : son amendement n° 112 (de suppression) : rejeté ; **article 47 G** : son amendement n° 113 (de suppression) : rejeté ; **article 47 H** : son amendement n° 114 (de suppression) : rejeté (p. 2066) ; **article 47 I** : son amendement n° 115 (de suppression) : rejeté ; **article 47 J** : son amendement n° 116 (de suppression) : rejeté ; **article 47 K** : son amendement n° 117 (de suppression) : rejeté ; **article 47 L** : son amendement n° 118 (de suppression) : rejeté ; **article 47 M** : son amendement n° 119 (de suppression) : rejeté ; **article 47 N** : son amendement n° 120 (de suppression) : rejeté (p. 2067) ; **article 47 O** : son amendement n° 121 (de suppression) : rejeté ; **article 47 P** : son amendement n° 122 (de suppression) : rejeté (p. 2068) ; **article 47 Q** : son amendement n° 123 (de suppression) : rejeté ; **article 47 R** : son amendement n° 124 (de suppression) : rejeté ; **article 47 S** : son amendement n° 125 (de suppression) : rejeté ; **article 47 T** : son amendement n° 126 (de suppression) : rejeté ; **article 47 U** : son amendement n° 127 (de suppression) : rejeté (p. 2069) ; **article 47 V** : son amendement n° 128 (de suppression) : rejeté (p. 2070) ; **article 47 W** : son amendement n° 129 (de suppression) : rejeté ; **article 47 X** : son amendement n° 130 (de suppression) : rejeté ; **article 47 Y** : son amendement n° 131 (de suppression) ; transformation d'un contrat d'apprentissage arrivant à expiration en un contrat de travail à durée indéterminée ; rejeté (p. 2071) ; **après l'article 54** : son sous-amendement n° 132 à l'amendement n° 80 de la commission (supprimant dans cet amendement le mot : « normal ») ; possibilité pour le juge du fond de se prononcer sur la réintégration des salariés licenciés abusivement pour fait de grève ; ses observations sur la notion de normalité ; rejeté (p. 2073).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).**

Première lecture, discussion générale : nombre des agents concernés ; soumission des personnels de l'ensemble des établissements publics sanitaires et sociaux à un même statut ; création de corps et de catégories ; nécessité d'un certain nombre d'emplois contractuels ; occupation des emplois de la fonction publique par les agents titulaires [10 octobre 1985] (p. 2908) ; introduction des possibilités d'emplois contractuels ; application du texte aux pharmaciens des hôpitaux ; mutation des personnels hospitaliers ; composition du conseil supérieur de la fonction publique hospitalière ; conditions d'attribution des congés aux personnels des D.O.M. ; dérogations au statut général des fonctionnaires ouvrant la possibilité d'emplois d'agents non titulaires dans des conditions illimitées (p. 2909).

Discussion des articles : **article 4** : irrecevabilité de son amendement sur cet article (p. 2917) ; son amendement n° 110 (organisation des emplois en corps lorsque l'importance des effectifs le justifie) ; principe de la suppression du grade et de l'emploi ; création de certains emplois hors corps ; non reconnaissance de certaines qualifications ; adopté après modification (p. 2919) ; **article 11** : son amendement n° 113 (supprimant dans le troisième alinéa (2°) de cet article les mots, « et des directeurs des établissements mentionnés à l'article 2 ») ; représentation des directeurs départementaux ; rejeté (p. 2921) ; **article 20** : son amendement n° 114 (complétant l'avant dernier alinéa de cet article par la phrase suivante « les listes des candidats sont présentées par les organisations syndicales ») : adopté (p. 2923) ; **article 36** : son amendement n° 115 (précisant que les mutations sont prononcées par l'autorité investie du pouvoir de nomination au vu d'un tableau) ; mutation des personnels hospitaliers ; arbitraire du chef d'établissement ; organisation et reconnaissance du droit aux mutations ; rejeté (p. 2932) ; **article 39** : son amendement n° 117 (complétant cet article par l'alinéa suivant : « 9° A des congés compensateurs lorsqu'il travaille dans des services utilisant des radiations ionisantes ») ; garantie de l'existence des « congés rayons » ; remise en cause des droits acquis ; lettre de M. Jean Poperen adressée à Mme Georgina Dufoix le

23 septembre 1985 (p. 2934) ; inégalités régnant dans l'attribution des congés ; rejeté (p. 2935) ; **article 88** : cas de licenciement pour suppression d'emploi ; politique de redéploiement aggravant les conditions de travail ; absence de garanties de reclassement prioritaire dans un emploi correspondant (p. 2943) ; protection du fonctionnaire dans l'attente de la nouvelle affectation ; son amendement n° 119 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots : « d'une priorité de recrutement sur tout » les mots : « d'un reclassement par priorité dans tout ») : rejeté (p. 2944) ; **article 89** : son amendement n° 121 (de suppression) : retiré (p. 2945) ; **article 9 (précédemment réservé)** : son amendement n° 112 (conditions de recrutement d'agents contractuels) : rejeté (p. 2957).

Explications de vote : situation des personnels de manipulation radio ; unification des statuts des personnels ; création d'une catégorie parallèle d'hospitaliers hors statut ; abstention du groupe communiste (p. 2959).

Deuxième lecture, discussion générale : proposition sénatoriale s'opposant au droit de grève des personnels et portant atteinte au droit syndical ; précarisation de l'emploi hospitalier ; personnels manipulateurs radio [17 décembre 1985] (p. 6221) ; suppression des congés rayons ; secrétaires médicales (p. 6222).

Discussion des articles : **article 9** : limitation des risques de précarisation de l'emploi ; titularisation de certains agents depuis 1981 ; recrutement de contractuels parmi les personnels hospitaliers ; recrutement de contractuels en cas de besoins spécialisés nouveaux (p. 6225) ; **article 39** : problème des congés rayons ; consultation des personnels ; impossibilités d'effectuer certaines radiologies à distance, cas de la pédiatrie (p. 6229) ; **article 88** : recours possible à des mesures de suspension d'emploi et de licenciement ; nécessité de garantir un reclassement par priorité aux fonctionnaires dont l'emploi est supprimé (p. 6230) ; politique de redéploiement et d'austérité renforcée (p. 6231).

Explications de vote : problème des secrétaires médicales ; institution d'un statut commun pour le personnel de santé publique ; embauche sans limites de personnels contractuels ; abstention du groupe communiste (p. 6234).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : anniversaire de la sécurité sociale [4 novembre 1985] (p. 3819) ; utilisation du solde de trésorerie du régime général ; part des cotisations prélevée sur les salaires ; législation européenne ; système de la dotation globale de financement ; création du forfait journalier hospitalier ; alignement des tarifs des consultations externes des hôpitaux publics sur ceux de la médecine de ville ; prestations en espèces ; montant des prélèvements supplémentaires sur les revenus ; part des honoraires non couverts par l'assurance maladie (p. 3820) ; réforme du code de la mutualité ; concurrence entre mutuelles et compagnies d'assurance ; contribution de 1 % sur les revenus du travail ; désengagement de l'Etat lutte contre la toxicomanie ; amélioration des équipements des établissements sociaux ; formation des professions sociales ; retard pris par l'aide au logement ; remboursement de certaines prothèses (p. 3821).

Articles additionnels et articles non rattachés : **article 71** : son sous-amendement n° 69 à l'amendement n° 50 du Gouvernement (supprimant le paragraphe I de cet amendement) ; son sous-amendement n° 70 à l'amendement n° 50 du Gouvernement (substituant au pourcentage 0,13 %, le pourcentage 0,03 % dans le paragraphe II) [14 novembre 1985] (p. 4370) ; sous-amendement n° 69 : rejeté ; sous-amendement, n° 70 : devenu sans objet (p. 4372).

— **Projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 44** : officialisation de la protection judiciaire de la jeunesse [25 novembre 1985] (p. 4837).

Explications de vote : nécessité de ce texte de loi ; vote favorable du groupe communiste (p. 4855).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion générale : enjeu que représente les femmes qui travaillent ; offensive engagée par le Gouvernement avec l'extension des T.U.C., du temps partiel et du travail de nuit ; précarisation ; mise en place d'heures supplémentaires ; remise en cause du droit au travail des femmes ; étude du C.N.R.S. selon laquelle le travail à temps partiel ne correspond pas à un véritable choix ; « délocalisation » du travail [4 décembre 1985] (p. 5312) ; politique du ministère des droits de la Femme faisant disparaître les protections particulières dont bénéficient la main-d'œuvre féminine ; cas des femmes seules avec enfants ; discrimination à l'encontre des femmes ; aspect choquant des T.U.C. ; caractère scandaleux du programme intitulé « insertion sociale » (p. 5313).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 30 (réunion pendant le temps de travail ; négociations collectives ; crédit de six heures pour permettre aux salariés de se réunir ; rejeté [6 décembre 1985] (p. 5490) ; **article 1^{er}** : renforcement de l'exploitation des travailleurs ; gain de productivité permettant à la fois la diminution de la durée du travail et la modulation des horaires ; suppression des indemnités de chômage (p. 5495) ; limitation de la durée moyenne à 38 heures ou 37 heures et demie (p. 5496) ; son amendement n° 41 (exclusion de la branche de l'automobile) ; rejeté (p. 5515) ; situation dans la branche de l'ingénierie ; position du C.E.A. renonçant à être l'actionnaire principal de Framatome (p. 5519) ; son amendement n° 47 (exclusion de la branche agriculture) (p. 5522) ; rejeté (p. 5523) ; son amendement n° 53 (excluant la branche pharmacie du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail [7 décembre 1985] (p. 5571) ; vote réservé en vertu de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5572) ; son amendement n° 58 (diminuant de 80 à 52 le contingent d'heures supplémentaires pouvant être effectuées à la seule discrétion de l'employeur) ; remise en cause du paiement des heures supplémentaires à taux majoré ; volonté du Gouvernement de masquer les conséquences négatives sur le pouvoir d'achat (p. 5576) ; vote réservé (p. 5577) ; possibilité de déposer des amendements en séance publique ; situation dans le secteur des travaux publics (p. 5585-5586) ; son amendement n° 72 (supprimant le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8 du code du travail) : vote réservé ; référence à une convention ou un accord collectif étendu (p. 5589) ; conditions d'extension (p. 5590) ; son amendement n° 77 (exclusion du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail de la branche du travail des métaux) (p. 5598) ; vote réservé ; son amendement n° 78 (exclusion du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail de la branche de la préparation des métaux) (p. 5599) ; vote réservé (p. 5600) ; son amendement n° 86 (exclusion de la branche du caoutchouc et des plastiques du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail) (p. 5606) ; vote réservé (p. 5607) ; son amendement n° 99 (précisant que les salariés bénéficiant de cours de formation permanente ne peuvent être astreints à interrompre cette formation) (p. 5615) ; vote réservé ; son amendement n° 101 (impossibilité pour les employeurs de recourir au travail temporaire pendant toute la durée de validité de la convention ou de l'accord) : vote réservé ; **article 2** : **article L. 212-8-1 du code du travail** : son amendement n° 121 (tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « fixées au deuxième alinéa de l'article L. 212-5-1 », les mots : « fixées au premier et au deuxième alinéa de l'article L. 212-5-1 ») : vote réservé (p. 5630) ; définition légale du travail à temps partiel ; situation des travailleurs contraints à ne travailler flexiblement que quelques heures par semaine ; **article L. 212-8-2 du code du travail** : son amendement n° 123 (tendant à supprimer le premier alinéa du texte proposé pour cet article) ; (p. 5631) ; vote réservé ; nécessité que seuls une convention étendue ou un accord collectif étendu puissent déroger aux dispositions de l'article L. 212-5 et de l'article L. 212-5-1 (p. 5632) ; son amendement n° 127 (tendant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code à substituer au taux : « 50 % », le taux « 100 % ») ; lit à la tribune des télégrammes permettant à l'Assemblée de « prendre connaissance de l'opposition réelle que rencontre ce texte dans le pays » (p. 5634) ; caractère insuffisant des obligations pesant sur l'employeur ; nécessité que les salariés puissent bénéficier lorsqu'ils ne

perçoivent pas une rémunération supplémentaire pour les heures de travail dépassant les horaires définis par l'accord d'un repos compensateur à hauteur de 50 % (p. 5635) ; situation économique et sociale dans le secteur des transports ; vote réservé (p. 5651-5652) ; **article L. 212-8-4 du code du travail** : son amendement n° 134 (tendant à supprimer le troisième alinéa 2° du texte proposé pour cet article du code) (p. 5658) ; vote réservé (p. 5659) ; **article L. 212-8-5 du code du travail** : son amendement n° 143 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code à insérer après les mots « L. 144-2, une convention » le mot « étendue ») : vote réservé (p. 5667) ; son amendement n° 144 (exclusion de la branche agriculture des dispositions de cet article du code) ; vote réservé (p. 5668) ; son amendement n° 148 (exclusion de la branche du verre du champ d'application du projet) (p. 5671) ; vote réservé (p. 5672) ; son amendement n° 154 (exclusion du champ d'application du projet de loi de la branche automobile) [8 décembre 1985] (p. 5681) ; vote réservé (p. 5682) ; son amendement n° 163 (tendant à compléter le texte proposé pour cet article du code par l'alinéa suivant : « une comptabilité précise sera tenue à jour sur chaque bulletin de paye du crédit d'heure acquis par le salarié ») (p. 5688) ; vote réservé (p. 5689) ; **après l'article 2** : son amendement n° 177 (application aux travailleurs à temps partiel de tous les avantages prévus par les accords mentionnés à l'article L. 212-8) (p. 5698) ; vote réservé (p. 5699) ; son amendement n° 184 (saisine du juge d'instance par une organisation syndicale dans les mêmes conditions qu'en matière électorale) : vote réservé [9 décembre 1985] (p. 5708) ; **article 3** : son amendement n° 205 (excluant la branche industrie, agricole et alimentaire de l'application de cet article) : non soutenu (p. 5716) ; son amendement n° 211 (excluant la branche du travail des métaux) (p. 5718) ; vote réservé (p. 5719) ; **son rappel au règlement** : suspension de la discussion des articles du projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique [9 décembre 1985] (p. 5762) ; son amendement n° 216 (excluant la branche du caoutchouc et des plastiques) : vote réservé (p. 5764) ; son amendement n° 218 (excluant la branche de l'ingénierie) (p. 5765) ; vote réservé (p. 5766) ; suppression de la rémunération due pour les heures supplémentaires ; information des salariés en matière de repos compensateur ; arrêt de la Cour de cassation ; possibilité pour une convention ou un accord étendu de déroger aux règles d'attribution du repos compensateur (p. 5767-5768) ; ses observations sur certaines déclarations de Mme Yvette Roudy (p. 5775) ; suppression de la possibilité pour les patrons de prononcer le black-out (p. 5776) ; renforcement de la lutte contre le racisme au niveau de l'entreprise sur le lieu de travail (p. 5779).

— **Projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098).**

Première lecture, discussion générale : réforme de financement et de gestion ; problème de la souffrance psychique ; principe du transfert du financement de la sectorisation psychiatrique à la sécurité sociale ; procédure budgétaire de dotation globale couvrant les activités intra et extra-hospitalières [9 décembre 1985] (p. 5745) ; conclusions du rapport Demay ; arbitraire laissé au commissaire de la République ; situation insatisfaisante réservée au personnel ; création ou réactivation d'instances nationales ou locales (p. 5746).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : orientation et moyens mis en œuvre dans le domaine de la psychiatrie ; transfert des charges de l'Etat sur la sécurité sociale ; objectifs de la psychiatrie de secteur ; effort consacré au traitement efficace des patients hospitalisés (p. 5751) ; rôle des élus nationaux ; **article 2** : contenu de la carte sanitaire (p. 5752) ; insertion des moyens de la santé mentale au sein des moyens sanitaires généraux ; coordination des soins ; **article 3** : autonomie du secteur psychiatrique par rapport aux institutions hospitalières ; risque d'étiollement de la pratique extra-hospitalière (p. 5753) ; **article 5** : définition des modalités du financement des activités des services publics de secteur ; survivance de la « logique asilaire » ; mise du secteur sous dépendance de l'établissement hospitalier ; démocratisation du processus de décision pour la fixation des dépenses de lutte contre les maladies mentales ; prise en charge par les établissements assurant le service hospitalier (p. 5754) ; **article 7** : intégration du financement des institutions non sectorisées dans le budget global de secteur ; possibilité laissée à la sécurité sociale de peser sur les activités ; rôle attribué au commissaire de la République

(p. 5755-5756) ; **article 13** : son sous-amendement n° 24 à l'amendement n° 19 du Gouvernement (remplaçant les mots supprimés par les mots : « ils ne peuvent être licenciés sauf faute ou insuffisance professionnelle ») : rejeté [10 décembre 1985] (p. 5797).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3** : « hospitalocentrisme » du projet ; nécessité de créer un nouveau cadre juridique pour le secteur psychiatrique [18 décembre 1985] (p. 6364) ; **article 5** : rôle du représentant de l'Etat dans le département dans l'appréciation des besoins de la population et des moyens de prévention, de diagnostic et de soins nécessaires ; **article 7** : financement des institutions non sectorisées (p. 6365) ; **article 13** : situation des agents non titulaires ; **article 14** : situation des médecins vacataires départementaux (p. 6367).

Explications de vote : vote hostile du groupe communiste ; caractère souhaitable du principe de l'unification des sources de financement ; consécration du désengagement de l'Etat dans la lutte contre la souffrance psychique ; confirmation de la fin de toute politique nationale de la santé mentale ; absence de remise en question de l'hospitalocentrisme (p. 6367).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104)**

Première lecture, discussion générale : vie quotidienne dans le système actuel augmentant la fréquence des urgences ; nécessité que le service public hospitalier se voit attribuer une responsabilité première dans l'organisation et la délivrance de l'aide médicale urgente ; nécessaire démocratisation des instances de l'aide médicale d'urgence ; composition du comité départemental d'aide médicale urgente et des transports sanitaires ; nécessaire affirmation du rôle du service public ; rôle directeur que doit avoir le S.A.M.U. à l'égard des centres de régulation médicale ; formation des praticiens du secteur public et du secteur privé [12 décembre 1985] (p. 6130).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 24 (composition du comité de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires) ; présence au sein du comité de représentants des services départementaux d'incendie et de secours (p. 6135) ; nécessité que les S.A.M.U. et les sapeurs-pompiers soient représentés au sein du comité ; rejeté ; **article 2** : son sous-amendement n° 25 à l'amendement n° 5 de la commission (tendant à compléter cet amendement par l'alinéa suivant : « le service d'aide médicale urgente coordonne les interventions des différents services mobiles d'urgence et de réanimation du département ») ; nécessité de donner au S.A.M.U. un rôle directeur sur l'ensemble des centres de régulation ; rejeté (p. 6136) ; **article 4** : son sous-amendement n° 26 à l'amendement n° 6 de la commission (fonctionnement des S.A.M.U. devant être précisé dans des conventions approuvées par le représentant de l'Etat dans le département) (p. 6137) ; rôle directeur du service public hospitalier dans la réception et la régulation des appels ; nécessaire coordination des activités d'enseignement en matière de soins d'urgence ; rejeté (p. 6138) ; **article 8** : prise en charge des frais de transport sanitaire ; application faite de l'article 40 de la Constitution ; nécessité d'une prise en charge à 100 % des frais de transport d'urgence (p. 6142).

FRECHE (Georges)

*Député de l'Hérault
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

FREDERIC-DUPONT (Edouard)

*Député de Paris
(5^e circonscription)
Apparenté R.P.R.*

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 759**, posée le 2 avril 1985 : **logement (construction : Paris)** (p. 53) ; appelée le 12 avril 1985 : **utilisation de terrains du ministère des P.T.T.** : accord entre le ministre des P.T.T. et le maire de Paris sur un programme de logements sociaux (p. 187) ; solutions techniques proposées au ministre (p. 188) ;

— **n° 828**, posée le 21 mai 1985 : **Tabacs et allumettes (tabagisme)** (p. 988) ; appelée le 7 juin 1985 : **opposition d'un macaron « non-fumeurs » sur les taxis** : impossibilité actuelle pour les chauffeurs de taxi d'empêcher un client de fumer ; ses demandes répétées que les taxis soient inclus dans le décret interdisant de fumer dans les véhicules à usage public (p. 1543) ;

— **n° 916**, posée le 25 novembre 1985 : **patrimoine archéologique, esthétique, historique et scientifique (musées : Paris)** (p. 4856) ; appelée le 6 décembre 1985 : **musée des plans reliefs des Invalides** : son appel en faveur du maintien aux Invalides du musée des plans reliefs (p. 5415) ; non consultation de la commission supérieure des monuments historiques ; danger de transporter de telles œuvres ; initiatives de la ville de Paris pour réaliser la mise en valeur du jardin de l'Intendant (p. 5416).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584).**

Première lecture, discussion générale : procédure de signature de l'acte de mariage [6 mai 1985] (p. 583).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2** : ses observations sur le rappel au règlement de M. Raymond Douyère : souligne son appartenances au R.P.R. [17 octobre 1985] (p. 3188) ; **article 16** : tarif des transports en commun et des taxis ; salaire moyen hors-pourboire du chauffeur de taxi ; poids des charges salariales sur le compte d'exploitation du chauffeur ; taxation des tarifs de 1986 ; seuil d'application du tarif de nuit ; assujettissement de l'achat du véhicule au taux de T.V.A. de 33 % [18 octobre 1985] (p. 3262) ; **article 25** : détérioration de la situation des rentiers-vivants ; conséquences de la loi de 1980 ; rapport de la Cour des comptes concernant la rente viagère (p. 3274) ; cas des rentes constituées auprès d'organismes publics (p. 3275).

FRELAUT (Dominique)

*Député des Hauts-de-Seine
(3^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562) [J.O. du 11 juin 1985] (p. 6439).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement

des services placés sous leur autorité (n° 2863) [J.O. du 12 juillet 1985] (p. 7892).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (travail, emploi et formation professionnelle : travail et emploi) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13811).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

DEPOTS

Proposition de loi modifiant la dotation globale de fonctionnement (n° 2781) [13 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) annexe n° 37 : travail, emploi et formation professionnelle : **travail et emploi (n° 2987)** [9 octobre 1985].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 895**, posée le 2 octobre 1985 : **matériels électriques et électroniques (entreprises : Hauts-de-Seine)** (p. 2615) appelée le 4 octobre 1985 : **entreprise C.I.T.-Alcatel-Thomson de Colombes** : demande d'une négociation tripartite entre la direction, les syndicats et le Gouvernement ; conséquences d'une fusion entre C.G.E., C.I.T., Alcatel et Thomson (p. 2664) ; commutation privée ; suppression du MT 35 (p. 2665) ;

— **n° 940**, posée le 10 décembre 1985 : **matériels électriques et électroniques (entreprises)** (p. 5851) ; appelée le 13 décembre 1985 : **accord C.G.E.-A.T.T.** : fusion C.G.E.-C.I.T.-Alcatel ; décision du Gouvernement de renvoyer sa décision sur cet accord ; conséquences négatives de cet accord livrant 16 % du marché français de la consommation publique à A.T.T. (p. 6155) ; rappelle que la France détient la première place mondiale pour la production de centraux temporels ; incertitude dans le secteur de la téléphonie française ; risque de déboucher sur la privatisation ; situation des personnels ; action déstabilisante des Etats-Unis (p. 6156) ; choix du système Rita par les Américains (p. 6157) ;

— **n° 950**, posée le 17 décembre 1985 : **nomades et vagabonds (politique à l'égard des personnes déshabitées : Hauts-de-Seine)** (p. 6323) ; appelée le 20 décembre 1985 : **maison de Nanterre** : conclusions du groupe de travail présidé par M. Franceschi (p. 6509) ; application de ces décisions ; nécessité d'une réunion interministérielle (p. 6510) ; concentration inhumaine ne permettant pas d'atteindre les objectifs de réinsertion et d'assurer un vie décente aux usagers de la maison de Nanterre (p. 6511).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562).**

Première lecture, discussion générale : modification des données initiales du budget 1983 dues au plan du 25 mars [21 mai 1985] (p. 890) ; lutte contre le chômage perdant son caractère prioritaire ; ses observations sur le traitement social du chômage ; données conjoncturelles expliquant la réduction du solde du commerce extérieur ; question de la crédibilité des prévisions économiques du Gouvernement ; regrette le déclin des prérogatives du Parlement ; sous-

estimation du déficit ; augmentation considérable de la charge de la dette publique ; ses observations sur la « légèreté » de la gestion des autorisations budgétaires ; budget marquant la confirmation de l'austérité (p. 891-892).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2853).**

Première lecture, discussion générale : développement de la précarité de l'emploi ; informatisation des agences de l'A.N.P.E. conduisant à éliminer certains chômeurs des listes ; cas des chômeurs ne touchant aucun indemnité ; avenir des T.U.C., des T.I.C. et des « stages parking » ; prise en compte du prolongement de la scolarité [22 mai 1985] (p. 1035) ; prévisions relatives à la croissance ; multiplication des valeurs boursières par deux ; explique le caractère trop étatique des nationalisations (p. 1036).

Discussion des articles : après l'article 4 : absence d'amélioration dans le financement du logement social pour 1986 (p. 1053) ; *après l'article 5* : suppression du prélèvement libérateur et de l'avoir fiscal ; revenus du capital défavorisés par rapport à ceux du travail ; son amendement n° 46 (abrogation des articles 158 bis, 158 ter et 209 bis du code général des impôts ; institution d'une retenue à la source sur les revenus des capitaux mobiliers) ; montant de la dépense fiscale représenté par l'avoir fiscal (p. 1058) ; rejeté (p. 1059) ; *après l'article 7* : poursuite de la politique de banalisation des circuits du financement du logement ; concours et marge dégagés par la Caisse des dépôts en consignations apparaissant comme suffisants ; risque d'un nouveau désengagement de l'Etat dans le financement du logement social (p. 1064) ; *après l'article 11* : loi sur la D.G.F. arrivant à son terme ; engagement d'une concertation ; maintien de la garantie de l'indice 100 ; réduction de la D.G.F. ; allègement de la taxe d'habitation en faveur des plus démunis (p. 1069) ; non neutralité des systèmes prévus par les amendements n° 59 et n° 60 du Gouvernement (p. 1070) ; *article 12* : revalorisation des valeurs locatives d'habitation supérieures de 2 points à celle des valeurs industrielles provoquant un transfert au détriment des ménages (p. 1071) ; dernière révision des évaluations foncières remontant à 1961 ; retard faussant la péréquation entre les différentes communes ; sous-évaluation des prévisions d'inflation ; différentiel d'inflation des emprunts des collectivités locales ; mise en correspondance des prévisions et de l'actualisation des valeurs locatives envisagées par les communes ; taux des emprunts contractés par les collectivités locales (p. 1072) ; son amendement n° 56 (supprimant le paragraphe II de l'article 12) ; rejeté ; son amendement n° 57 (rédigeant ainsi le début du paragraphe II de cet article : « les valeurs locatives foncières entrant dans le calcul des bases d'imposition... ») ; rejeté (p. 1073).

Deuxième lecture, discussion générale : accroissement du chômage ; absence de mesures au plan social [20 juin 1985] (p. 1815) ; mesures fiscales favorisant le capital ; nombre de pertes d'emplois depuis 1981 ; multiplication des licenciements économiques ; baisse du pouvoir d'achat ; problème de la D.G.F. ; problème des chômeurs en fin de droits ; déficit de l'U.N.E.D.I.C. (p. 1816).

Discussion des articles : article 11 bis : perte de recettes pour les collectivités territoriales ; consultation engagée par le comité des finances locales ; indice retenu ne correspondant pas aux dépenses réelles en personnel des collectivités territoriales ; son sous-amendement n° 36 à l'amendement n° 4 du gouvernement (substituant dans le deuxième alinéa de cet amendement au chiffre « 334 » le chiffre « 100 ») (p. 1829) ; D.G.F. constituant le tiers des recettes de fonctionnement des collectivités territoriales ; impossibilité pour une collectivité territoriale d'avoir un déficit budgétaire ; établissement des budgets sur des prévisions ; question de l'indice 100 (p. 1830) ; rejeté (p. 1831).

— **Projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800).**

Première lecture, discussion générale : absence de concertation ; suppression de la référence à l'indice 100 des traitements de la fonction publique ; introduction d'une régularisation éventuellement négative au détriment des collectivités locales [28 juin 1985] (p. 2221) ; remise en cause d'un droit acquis des collectivités locales au titre de l'année 1984 ; évaluation des charges lors du transfert des compétences ; risque de la création d'une tutelle ; contrôle des prix

des services publics ; écart entre le taux des prêts accordés par la Caisse des dépôts et consignations et celui de l'inflation ; ralentissement des réalisations d'équipements communaux ; importance de la D.G.F. dans les budgets ; question de l'abondement de la D.G.F. ; étalement dans le temps de la réforme ; proposition communiste visant à choisir comme référence le P.I.B. ; transfert de la répartition de la D.G.F. de certaines communes vers d'autres communes (p. 2222).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : impossibilité de péréquation faute d'abondement de la D.G.F. ; opposition du groupe communiste à la baisse des prélèvements obligatoires ; « gaspillage » au niveau des entrées et utilisation de subventions sans contrôle du Parlement ; son amendement n° 46 (institution d'une D.G.F. en faveur des communes et de certains de leurs groupements) ; établissement de la péréquation ; calcul de l'effort fiscal (p. 2227) ; rejeté ; son amendement n° 47 (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article les mots « d'une dotation spéciale ») ; budgétisation de la dotation spéciale « institutrice » ; détachement de cette dotation de la D.G.F. : rejeté (p. 2228) ; impossibilité pour les collectivités locales de voter les impôts en cours d'année ; **article 3** : son amendement n° 49 (substituant dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-2 du code des communes au taux 40 % le taux 33,5 %) : retiré (p. 2229) ; **article 6** : son amendement n° 51 (précisant que chaque commune reçoit une dotation de péréquation tenant compte du potentiel fiscal) : devenu sans objet ; son amendement n° 50 : devenu sans objet (p. 2230) ; **article 7** : mode des calculs du potentiel fiscal et de l'effort fiscal ; taux moyens nationaux ne permettant pas d'appréhender les disparités de niveaux ; non homogénéité des bases des taxes immobilières sur l'ensemble du territoire ; notion d'effort fiscal résultant de la fusion de la notion de potentiel fiscal et d'impôt sur les ménages ; cas des communes à taxe professionnelle plafonnée et à impôt sur les ménages élevé ; création du fonds de péréquation de la taxe professionnelle en fonction de strates de population ; simulation à l'intérieur des strates (p. 2231) ; **article 8** : calcul du potentiel fiscal ; suppression de la référence à la taxe professionnelle ; détermination de l'effort fiscal ; son amendement n° 52 (détermination du potentiel fiscal d'une collectivité locale) ; définition des logements sociaux ; substitution des foyers fiscaux à la population ; rejeté [29 juin 1985] (p. 2240) ; **article 9** : effet de la présence de campus universitaires et de casernes sur le territoire d'une commune ; prise en compte des terrains et locaux hospitaliers (p. 2240) ; **article 12** : son amendement n° 54 (complétant le troisième alinéa (2^e) du texte proposé pour l'article L. 234-10 du code des communes par la phrase suivante : « ; pour les communes classées en zones de montagne, la longueur est doublée ; ») (p. 2242) ; satisfait ; son amendement n° 53 (complétant le quatrième alinéa (3^e) du texte proposé pour l'article L. 234-10 du code des communes par les mots : « à hauteur de 50 % ») ; inclusion du critère du revenu dans la dotation de péréquation ; prise en compte de ce critère dans la dotation de compensation ; nécessité de prendre en compte les besoins sociaux ; devenu sans objet (p. 2243) ; **article 13** : opportunité de prélever les concours particuliers des communes sur l'ensemble de la dotation globale (p. 2244) ; **article 18** : son amendement n° 55 (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-17 du code des communes le mot « concernées » après les mots « dotation globale de fonctionnement des communes ») ; non opportunité d'accorder une surprime aux communes se regroupant ; rejeté (p. 2246) ; **article 20** : liaison de l'évolution de la dotation globale avec celle de la T.V.A. ; fixation de la progression minimale à la moitié de la progression de la D.G.F. ; nécessité de prévoir un abondement ; son amendement n° 56 (perception par les communes d'une attribution au moins égale à celle perçue au titre de l'année précédente majorée d'un coefficient) ; nécessité d'assurer à chaque collectivité locale une progression minimale de la D.G.F. d'une année sur l'autre ; non prise en compte de l'effort fiscal ; plafonnement de l'attribution par habitant par le comité des finances locales et la loi de finances ; rejeté (p. 2247) ; prise en compte de la péréquation établie par le fonds de péréquation de la taxe professionnelle (p. 2248) ; **article 21** : son amendement n° 57 (logements locatifs appartenant à des sociétés d'économie mixte dans lesquelles les collectivités locales ont une participation majoritaire) ; amplification de la prise en compte du logement social (p. 2249) ; rejeté (p. 2250) ; **article 24** : caractère limité des

mécanismes de péréquation ; nécessité d'étaler la mise en place de la réforme sur dix ans (p. 2251).

Explications de vote : dimension politique du texte ; refus d'abonder les recettes des collectivités territoriales ; exonération globale de taxes professionnelles ; disparité des taux ; importance des subventions accordées aux entreprises sans contrôle de l'investissement ; existence d'un entrefilet entre le taux des prêts et l'inflation ; montant consolidé des dépenses des collectivités locales pour 1984 ; abstention du groupe communiste (p. 2256).

Commission mixte paritaire, explications de vote : mécanisme de péréquation ; création de la dotation de capitalisation ; importance des effets de redistribution ; dégrèvement de 10 % sur la taxe professionnelle ; suppression de l'impôt fiscal ; nécessité de procéder à la révision des valeurs locatives cadastrales ; vote négatif du groupe communiste [13 novembre 1985] (p. 4341).

— **Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : reprise par l'entreprise du salarié n'ayant pas trouvé de travail à la fin du congé de conversion ; notion de volontariat ; disposition correspondant à « une philosophie d'acceptation de la crise » [11 juillet 1985] (p. 2392) ; **article 2** : coût des congés de conversion ; coût de l'élargissement des T.U.C. aux jeunes de vingt à vingt-cinq ans ; montant du déficit de l'U.N.E.D.I.C. ; total des dépenses concernant le chômage (p. 2393).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2** : amendements concernant la famille ; demi-part supplémentaire au bénéfice des contribuables mariés exerçant une seconde activité salariée [17 octobre 1985] (p. 3191) ; difficultés des couples salariés en milieu urbain ; correction des inégalités de traitement entre les couples mariés ou non ayant un enfant à charge (p. 3192) ; distinction entre les couples mariés n'ayant plus d'enfant à charge et ceux qui n'en ont jamais eu ; distinction permettant un accroissement de la natalité (p. 3193) ; **article 3** : création du carry-back ; maintien de l'impôt fiscal ; réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices non distribués ; transferts massifs de revenus vers les entreprises ; taux de marge des entreprises ; baisse de l'investissement productif ; croissance des S.I.C.A.V. de trésorerie ; recettes liées à l'impôt sur les sociétés ; prélèvement effectué au titre des collectivités territoriales (p. 3204) ; **après l'article 3** : son amendement n° 14 (abrogation de l'article 19 de la loi du 29 décembre 1984 instituant un report en arrière) ; opposition du groupe communiste au mécanisme du carry-back ; absence de garantie et de contrepartie en matière d'investissement, d'emploi et de recherche ; faveur donnée aux revenus du capital (p. 3208) ; **après l'article 4** : son amendement n° 16 (institution d'une retenue à la source sur les revenus des capitaux mobiliers) ; suppression de l'impôt fiscal (p. 3209) ; engagement figurant dans les 110 propositions de M. François Mitterrand ; coût de l'impôt fiscal ; confusion entre l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les revenus ; instauration d'un revenu à la source sous la forme d'un crédit d'impôt ; rejeté ; suppression du système du prélèvement libératoire forfaitaire sur le revenu des produits de placement à revenus fixes (p. 3210) ; faiblesse du taux d'épargne des ménages ; explosion du marché obligataire ; croissance des taux réels de rémunération ; injustice sociale du système du prélèvement annuel de 5 000 francs par foyer fiscal sur les revenus de valeurs à taux fixes ; endettement de l'Etat (p. 3211).

Discussion des articles : **article 7** : son amendement n° 21 (de suppression) (p. 3230) ; retiré (p. 3232) ; **après l'article 8** son amendement n° 23 (insérant l'article suivant : « l'article 1647-0 bis du code général des impôts est abrogé ») ; dégrèvement de 10 % de la taxe professionnelle ; prise en charge de la taxe professionnelle par l'Etat ; augmentation de la taxe d'habitation ; évolution de la taxe professionnelle vers un véritable impôt sur le capital (p. 3233) ; charges pesant sur les collectivités territoriales ; assiette de la taxe professionnelle sur l'antépénultième année ; non pénalisation des investissements productifs ; institution d'un coefficient déflateur par un D.D.O.E.F. ; impôt obéissant à un système de répartition ; rejeté (p. 3234) ; son

amendement n° 24 (précisant que le dégrèvement n'est pas possible lorsque le taux de la taxe professionnelle atteint un certain niveau); écarts de taux constatés entre les communes; coût d'une telle disposition; rejeté (p. 3235); **avant l'article 11**: son amendement n° 26 (dégrèvement pour les cotisations dues au titre de la taxe d'habitation); dégrèvement de 550 francs pour tous les contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu; suppression de la référence à l'indice 100 pour les calculs de la D.G.F.; non modification de la fiscalité locale (p. 3236); rejeté (p. 3237); **article 16**: son amendement n° 35 (livraisons destinées au chauffage des immeubles à usage principal d'habitation) [18 octobre 1985] (p. 3266); poids des charges de chauffage; conséquences d'une majoration de la fiscalité sur le fioul lourd; non application de cette majoration aux livraisons destinées au chauffage des immeubles à usage d'habitation; rejeté (p. 3267); **article 23**: nécessité d'abonder la D.G.F.; nombre des communes concernées par la progression minimale de la D.G.F. (p. 3272); son amendement n° 100 (substituant dans cet article au pourcentage « 16,785 % » le pourcentage « 18,24 % »); augmentation de la taxe professionnelle assurée par le budget de l'Etat; nécessité de permettre à la péréquation de jouer; rejeté (p. 3273); **article 26 et Etat A**: politique budgétaire pouvant être prise en compte par la droite; établissement d'une cohabitation de fait; refus d'établir une plus grande justice dans le sort réservé aux revenus salariaux par rapport aux revenus du capital (p. 3286-3287).

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. *Discussion générale.* Rapporteur spécial: montant des crédits du budget du travail et de l'emploi [31 octobre 1985] (p. 3757); développement des T.U.C.; augmentation des effectifs des jeunes en apprentissage; mise en œuvre des formations en alternance; mise en congé de conversion; réalité de la dépense budgétaire en gestion 1985; informatisation de l'A.N.P.E.; situation des services extérieurs du travail et de l'emploi; dépenses de solidarité; préretraite et indemnisation du chômage; financement des diverses formules de préretraite à la charge de l'Etat; subventions de l'Etat au fonds de solidarité pour le paiement des allocations d'insertion; difficultés financières de l'U.N.E.D.I.C.; réduction du montant des allocations servies aux chômeurs; nombre de chômeurs non indemnisés; multiplicité des dispositifs visant à aménager les retraits ou attentes d'activité (p. 3758); fusion entre C.G.E., C.I.T. Alcatel et Thomson-téléphone; absence de dialogue social; baisse du niveau net de l'emploi; valeur indicative des statistiques du chômage; missions de la formation professionnelle; part des jeunes dans les chômeurs de longue durée; coût du traitement social du chômage; nécessité et obligation de communiquer les offres d'emploi à l'A.N.P.E.; absence de statut préjudiciable au personnel de l'agence (p. 3759-3760).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — *Energie.* *Discussion générale :* situation dans l'entreprise Alcatel-Thomson à la suite de la fusion décidée avec l'accord du Gouvernement; absence de dialogue social; politique du Gouvernement risquant de conduire à faire d'Alcatel-Thomson un « appendice » des entreprises américaines [12 novembre 1985] (p. 4251).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* insuffisance des dotations de l'Etat liée à l'activité économique; prélèvements sur les recettes fiscales des collectivités locales; projet de décret relatif au fonds de compensation de la T.V.A.; réforme de la D.G.E.; insuffisance de la D.G.F.; problèmes des emprunts; augmentation de la charge de la dette; rééchelonnement; part des dépenses de fonctionnement représentée par la fiscalité locale; taxe professionnelle; dégrèvements [13 novembre 1985] (p. 4317); adoption du coefficient d'actualisation différencié; problème de la révision des valeurs locatives foncières; bâtiments à usage scolaire; participation de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales à une compensation entre régimes spéciaux de salariés (p. 4318).

Articles additionnels et articles non rattachés : **après l'article 71**: extension du droit à une allocation de logement; chômeurs en fin de droits [14 novembre 1985] (p. 4372); rappelle la proposition consistant à instituer une allocation sociale correspondant à un minimum vital (p. 4373).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3**: abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés; régression du taux d'investissement; évolution du taux de marge des sociétés privées; « dégraissage » des effectifs [17 décembre 1985] (p. 6263); **article 4**: situation du secteur de la commutation ou de la téléphonie (p. 6265); **article 18 bis**: montant de la défiscalisation en cause; difficultés de lancement des différentes formules de contrat en alternance; absence de définition légale des organismes collecteurs bénéficiaires (p. 6278).

Seconde délibération de la deuxième partie : **article 28 et Etat B**: insuffisance du budget de l'A.F.P.A.; budget de fonctionnement de l'A.N.P.E.; remise en cause des primes inscrites au statut du personnel; mise en œuvre de contrats de solidarité pour l'A.F.P.A. (p. 6294); **article 68**: « hold-up » sur les réserves de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales; nouveau système de compensation démographique entre les seuls régimes spéciaux de retraite des salariés agents de l'Etat; situation financière de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales; questions posées par l'Association des maires de France; son amendement n° 8 (de suppression) (p. 6309); rejeté (p. 6310); **article 69**: suppression de la prise en charge par l'Etat de l'exonération de cotisations d'assurance maladie pour les bénéficiaires de l'allocation d'adultes handicapés (p. 6311).

Troisième lecture, explication de vote : ponction opérée par l'Etat sur les réserves de trésorerie de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales [19 décembre 1985] (p. 6468).

Fait personnel: absence d'intention malveillante dans les propos tenus par M. Parfait Jans à l'encontre de M. Christian Pierret; dépôt d'un amendement déposé un quart d'heure avant qu'il vienne en discussion en commission [14 novembre 1985] (p. 4394).

Exécution capitale en Afrique du Sud: demande une suspension de séance; pendaison de M. Benjamin Moïse [18 octobre 1985] (p. 3524).

— **Projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale (n° 2801).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1^{er} A**: suppression du niveau régional pour les catégories B; étroitesse du cadre départemental [31 octobre 1985] (p. 3798); **article 1^{er}**: soumission des collectivités territoriales à un prélèvement sur la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales au titre de la compensation entre régimes de retraite (p. 3801); **article 5**: création de centres de gestion dans les départements d'outre-mer apparaissant irréaliste; nombre de journaliers embauchés quotidiennement par les municipalités; coût financier de l'intégration des journaliers dans la fonction publique territoriale (p. 3804); report de la création des centres régionaux de gestion; demande présentée au cours du congrès des maires (p. 3805).

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048).**

Première lecture, discussion générale : retour à des subventions spécifiques pour les petites communes [20 novembre 1985] (p. 4563); faiblesse de la D.G.E.; communes devenant tributaires de concours départementaux ou régionaux; entretien des bâtiments scolaires; bénéfice de crédits de paiement; fonction des investissements des collectivités locales; charges des emprunts; évolution des subventions spécifiques depuis 1975; augmentation de la D.G.E.; institution par le Gouvernement d'un dégrèvement de la taxe professionnelle de 10 % (p. 4564); droit d'option pour les communes de 2 001 à 10 000 habitants; décision appartenant au commissaire de la République (p. 4565).

Discussion des articles : **article 2**: son amendement n° 36 (substituant dans les deuxième et troisième alinéas du texte proposé pour l'article 103 de la loi du 7 janvier 1983 aux mots: « 2 000 habitants » les mots: « 2 500 habitants »); extension du champ d'application de la D.G.E.; seuil de population pour l'exercice du droit d'option; rejeté (p. 4576); **article 3**: non fixation par décret des conditions de répartition des crédits restants; problème de péréquation; révision des valeurs locatives cadastrales (p. 4579);

article 4 : article 103-4 de la loi du 7 janvier 1983 : désignation des membres de la commission ; présentation par l'association des maires d'une liste qui a son label au suffrage des élus (p. 4582) ; représentation du conseil général aux délibérations de la commission ; son amendement n° 37 (substituant au début de l'avant dernier alinéa du texte proposé pour cet article de la loi aux mots : « le représentant de l'Etat dans le département », les mots : « le président de la commission ») ; arbitrage assuré par un président ; rejeté (p. 4584).

Explications de vote : mode de désignation de la commission ; impossibilité pour une association de désigner les représentants des maires ; principes du retour aux subventions spécifiques (p. 4590) ; montant de la D.G.E. ; taxe professionnelle ; abstention du groupe communiste (p. 4591).

Deuxième lecture, discussion générale : retour à la subvention spécifique pour les communes de moins de 1 000 habitants ; problème du seuil et de l'arbitrage [2 décembre 1985] (p. 5149).

Discussion des articles : après l'article 1^{er} : inégalités entre les assujettis à la taxe professionnelle (p. 5150) ; **article 2 :** son amendement n° 12 (tendant dans les deuxième, quatrième et sixième alinéas du texte proposé pour l'article 103 de la loi du 7 janvier 1983 à substituer au nombre : « 2 000 », le nombre : « 2 500 ») ; effets de seuil ; situation faite aux communes de plus de 2 000 habitants ; rejeté (p. 5151) ; **article 4 :** son amendement n° 13 (tendant au début du onzième alinéa du texte proposé pour l'article 103-4 de la loi du 7 janvier 1983 à substituer aux mots : « Le représentant de l'Etat dans le département », les mots : « Le président de la commission ») ; rejeté (p. 5153).

Explications de vote : annonce que le parti communiste ne prendra pas part au vote (p. 5155).

Troisième lecture, discussion générale : subventions spécifiques pour les communes rurales ; faiblesse du montant de la D.G.E. ; pouvoir d'arbitrage du commissaire de la République [11 décembre 1985] (p. 5890-5891).

Explications de vote : nécessité d'un taux d'augmentation de la D.G.E. de 10 % (p. 5893-5894).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Première lecture, discussion générale : relations financières entre l'Etat et les collectivités locales ; fonds national de péréquation de la taxe professionnelle ; intérêts de la taxe professionnelle ; évolution de la composition ; niveau de la dotation [22 novembre 1985] (p. 4689) ; modulation du dégrèvement de la taxe professionnelle en fonction du taux de la commune ; substitution de la notion d'effort fiscal à celle d'impôt sur les ménages ; importance des besoins sociaux ; effet du potentiel fiscal de Paris sur les communes de plus de 200 000 habitants ; système particulier pour les villes situées dans les pôles de conversion (p. 4690).

Discussion des articles : **article 3 :** potentiel fiscal de Paris ; hausse artificielle du potentiel fiscal des communes de plus de 200 000 habitants (p. 4695).

Deuxième lecture, discussion générale : répartition du fonds de péréquation ; cas des villes de plus de 200 000 habitants ; potentiel fiscal de Paris ; dégrèvement uniforme de 10 % de la taxe professionnelle ; cas des entreprises situées dans les communes où le taux de la taxe professionnelle est très faible [21 décembre 1985] (p. 6597).

Discussion des articles : **article 3 :** son sous-amendement n° 47 à l'amendement n° 3 de la commission (substituant dans cet amendement au nombre « 100 000 » le nombre « 200 000 ») ; cas des villes de 100 000 habitants ; potentiel fiscal de la ville de Paris ; adopté ; son amendement n° 42 (non prise en compte du potentiel fiscal de Paris dans le calcul du potentiel fiscal moyen du groupe des villes de plus de 200 000 habitants) : retiré (p. 6603) ; son amendement n° 43 (suppression de toute attribution à une commune dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont supérieures de 10 % à la moyenne du groupe démographique) : retiré ; après l'article 4 : son amendement n° 40 (portant dans l'article 1648 D du code général des impôts les pourcentages 1 %, 0,75 % et 0,5 % fixés par les alinéa (1^{er}, 2^e et 3^e du paragraphe 2 de cet article à 1,25 %, 0,85 % et

0,55 %) ; dégrèvement de la taxe professionnelle ; accroissement du pourcentage du prélèvement additionnel sur les entreprises situées dans les communes dont le taux de la taxe professionnelle est inférieur à la moyenne de la strate ; rejeté (p. 6604) ; **article 20 :** différentiel entre le taux d'inflation et les taux d'intérêt ; réduction des taux d'intérêt des caisses d'épargne ; pénalisation des communes (p. 6610) ; **article 31 :** avis du comité des finances locales (p. 6614) ; transformation de certaines écoles en « ghettos socio-culturels » ; situation dans le département des Hauts-de-Seine (p. 6615).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : avant l'article 1^{er} : exclusion dans la définition de la durée du travail du temps nécessaire à l'habillage et au casse-croûte ainsi que les périodes d'inaction dans les industries et commerces déterminés par décret ; situation des travailleurs en équipe [5 décembre 1985] (p. 5391) ; ses observations sur les propos de M. Gérard Collomb (p. 5392) ; **article 1^{er} :** évolution du marché du travail marqué par la flexibilité croissante ; situation des jeunes ; nombre de licenciements économiques [6 décembre 1985] (p. 5497) ; situation de la branche de la construction électrique et électronique ; accord C.G.E.-A.T.T. (p. 5514) ; liaison entre la réduction de la durée hebdomadaire du travail et la non majoration des heures supplémentaires de l'instauration du repos compensateur [7 décembre 1985] (p. 5589) ; notion de branche et notion de secteur ; secteur agro-alimentaire (p. 5590) ; situation dans la branche de la construction électrique et électronique (p. 5602-5603) ; après l'article 1^{er} : heures de compensation (p. 5616) ; référence à la commission du bilan au sujet du temps global du travail (p. 5617) ; **article 2 :** caractère non concluant des expériences réalisées en matière de flexibilité dans certaines entreprises ; évolution du pouvoir d'achat d'un ouvrier professionnel de la région parisienne travaillant dans la métallurgie (p. 5618) ; **article L. 212-8-5 du code du travail :** situation dans les secteurs de la branche des industries diverses [8 décembre 1985] (p. 5683) ; nécessité d'éviter que les fluctuations des durées hebdomadaires du travail ne se traduisent par un versement irrégulier de la rémunération (p. 5687) ; nécessité que les primes de toute nature continuent d'être versées aux époques correspondant à leur objet (p. 5688) ; situation économique et sociale dans le secteur de la construction (p. 5696) ; **article 3 :** perte de pouvoir d'achat ; conséquences de l'annualisation du temps de travail dans la vie des familles [9 décembre 1985] (p. 5765) ; respect du règlement ; utilisation par le Gouvernement d'une procédure non démocratique (p. 5766) ; rareté des lois d'initiative parlementaire au cours de cette législature ; droit d'expression des partis politiques sur leur lieu de travail ; confusion autour de l'accord entre A.T.T. et la C.G.E.-C.I.T.-Alcatel (p. 5771) ; exemple de perte de pouvoir d'achat (p. 5774) ; gestion du 0,9 % sur le logement par les comités d'entreprise (p. 5775) ; précarité du travail touchant surtout les femmes (p. 5778).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er} et Etat A :** article 66 concernant le prélèvement sur la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) [11 décembre 1985] (p. 5934) ; loi du 31 décembre 1974 établissant la compensation démographique entre blocs de régimes sociaux (p. 5935).

FUCHS (Jaan-Paul)

Député du Haut-Rhin
(1^{re} circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française
[J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391) [J.O. du 13 juin 1985] (p. 6537).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652) [J.O. du 28 juin 1985] (p. 7179).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912) [J.O. du 27 juillet 1985] (p. 8571).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (éducation nationale : enseignement technique) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme sur l'enseignement technique et professionnel (n° 2908) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 3097) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15039).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096) [J.O. du 8 février 1986] (p. 2297).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome VIII : éducation nationale : enseignement technique (n° 2988) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation en Nouvelle-Calédonie** : sécurité des biens ; effondrement de l'économie ; « plan association-indépendance » ; garanties offertes ; neutralité du Gouvernement [3 avril 1985] (p. 65) ;

— **Sécurité routière** : gravité du bilan de la circulation routière lors de la Toussaint ; nécessité d'une politique définie [6 novembre 1985] (p. 3979) ;

— **Fiscalité applicable aux automobilistes** : augmentation des taxes sur les assurances [13 novembre 1985] (p. 4286) ; possibilité de réinjecter ces prélèvements dans les investissements pour la circulation routière ; raisons de l'augmentation de ces taxes (p. 4287).

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre (n° 2578).

Première lecture, discussion générale : mise en conformité de la loi du 10 août 1981 avec l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes ; création d'un double marché ; conquête du marché français par des éditeurs francophones ; bilan de la loi de 1981 [10 avril 1985] (p. 128) ; évolution de l'édition et de la diffusion entre 1965 et 1980 ; évolution du prix du livre ; baisse d'activité dans l'édition ; concentration du marché entre les mains de grands éditeurs ; édition de nouveautés ; statistiques du S.N.E. et de l'I.N.S.E.E. ; évolution des ventes du livre de poche ; diversification des librairies ; cas des petites librairies ; détermination de la marge des libraires par les éditeurs ; conséquences divergentes du système du prix unique au Royaume-Uni et en Allemagne fédérale ; nombre des bibliothèques municipales (p. 129).

— Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).

Première lecture, discussion générale : réforme destinée à masquer l'échec d'une politique et à favoriser la division de l'opposition ; complexité du système ; nécessaire connaissance du terrain pour les députés ; amalgame entre proportionnelle et représentation plus juste de la population ; résultats obtenus par la liste de Madame Veil aux élections européennes [25 avril 1985] (p. 412) ; modifications de la Constitution relatives à la fonction du Président ; problème de l'opportunité d'augmenter le nombre des députés durant une période de rigueur budgétaire (p. 413).

— Projet de loi relatif à la création d'établissements d'enseignement public (n° 2818)

Première lecture, discussion générale : décision du Conseil constitutionnel ; définition des « besoins scolaires » ; qualité, liberté et laïcité de l'enseignement [2 mai 1985] (p. 539) ; principe du libre accès de tous à l'éducation ; conditions dans lesquelles l'Etat sera conduit à exercer les pouvoirs que lui confère le projet de loi ; coopération intercommunale en matière scolaire (p. 540).

Discussion de l'article unique : **article unique** : son amendement n° 4 (visant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer au mot « où » les mots « de carence manifeste et lorsque ») ; carence manifeste en établissements scolaires ; rejeté (p. 543).

Explications de vote : abstention du groupe U.D.F. (p. 546).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article unique** : son amendement n° 1 (complétant la première phrase du deuxième alinéa de cet article par les mots « et lorsqu'il existe un besoin scolaire reconnu ») : rejeté [4 juin 1985] (p. 1417).

Explications de vote : vote positif du groupe U.D.F. (p. 1418).

— Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).

Première lecture, discussion générale : organisation des rapports entre l'agriculture et la forêt ; progrès spectaculaires du domaine boisé dans la majorité des massifs mon-

tagneux mettant en cause la survie des autres activités [9 mai 1985] (p. 649) ; généralisation et renforcement des moyens de zonage ; sanctions devant être prévues pour tous ceux qui se mettent en contravention avec les interdictions de boiser ; liaison et simultanéité de la réalisation du P.O.S. et du zonage agriculture-forêt ; exonération de la taxe pour les défrichements ayant pour objet une mise en valeur agricole ; problème de la dégradation de la voirie par les entreprises exploitant la forêt ; pratique de la régie en Alsace ; dégâts causés par le gibier dans les forêts (p. 650).

Discussion des articles : **article 16** : son sous-amendement n° 260 à l'amendement n° 177 de la commission (tendant dans la deuxième phrase de cet amendement à insérer après les mots « autonomie de fonctionnement » les mots « liés à la qualité d'entrepreneur de travaux forestiers mentionnée à l'article 1060 du code rural ») [10 mai 1985] (p. 711) ; rejeté (p. 713) ; **article 24** : son amendement n° 261 (opérations susceptibles d'être réalisées par les représentants de l'Etat afin de favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles et la forêt et les espaces de nature ou de loisirs en milieu rural) [10 mai 1985] (p. 725) ; rejeté ; son amendement n° 262 (interdiction ou réglementation par le représentant de l'Etat des plantations et semis d'essences forestières dans les zones dans lesquelles une délimitation des terres agricoles et forestières est nécessaire) : rejeté (p. 726) ; son amendement n° 263 (tendant à supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa (4°) de cet article) ; devenu sans objet (p. 727) ; **article 27** : *article 52-4 du code rural* : son amendement n° 265 (tendant après les mots « dans le département » à rédiger ainsi la fin du texte proposé pour cet article du code rural : « la mise en œuvre des opérations prévues au 1° de l'article 52-1 ») (p. 728) ; rejeté (p. 729) ; **article 32** : son amendement n° 269 (pouvoir de la commission communale dans la délimitation des terres agricoles et forestières) : rejeté (p. 732) ; **après l'article 43** : son amendement n° 268 (réintroduction des terres incultes boisées ou en état de boisement dans la procédure de délimitation ou de récupération de ces terres) : rejeté (p. 737) ; **article 44** : son amendement n° 267 : non soutenu (p. 738) ; **article 45** : son amendement n° 270 (exemption de taxe pour les défrichements à des fins agricoles inférieures à 1 hectare) ; décode pour les défrichements inférieurs à 2 hectares (p. 739) ; rejeté (p. 740) ; son amendement n° 271 (tendant à compléter l'avant dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier par les mots « autre qu'à usage agricole ») : rejeté (p. 740).

— **Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).**

Deuxième lecture, discussion générale : extension de la loi de 1957 au programme informatique [20 mai 1985] (p. 812) ; importance économique du logiciel nécessitant une protection juridique contre le pillage et le piratage ; application à plusieurs reprises par les tribunaux français de la législation sur les droits d'auteur aux logiciels ; cas des logiciels d'entreprise ; intervention du Sénat donnant une base minimum de protection au logiciel ; nécessité d'adopter un texte plus ambitieux renforçant cette protection ; problème des sociétés de perception et de répartition des droits d'auteur ; fonctionnement de la S.A.C.E.M. ; durée de protection des droits d'auteur pour les compositeurs de musique ; mécanismes de fixation et de répartition de la redevance sur les cassettes vierges (p. 813).

Discussion des articles : **article 3** : difficulté née de la nécessité d'obtenir l'accord de l'ensemble des auteurs sur la version définitive de l'œuvre (p. 821) ; caractère contractuel de la disposition prévoyant l'obligation de consulter le réalisateur en cas de changement de support (p. 822) ; **article 8** : émission de signaux vers un satellite (p. 823) ; **article 12 bis** : son amendement n° 68 (modalités de détermination de la rémunération concernant l'exploitation d'œuvres à des fins publicitaires ; régime juridique de l'accord) (p. 829) ; retiré (p. 830) ; **article 36** : sa référence à la pratique de la S.A.C.E.M. ; nécessité d'adapter le système des conventions aux petites associations ; son amendement n° 69 (précisant que les statuts de sociétés de perception doivent préciser dans leur statut les conditions dans lesquelles les associations à but non lucratif peuvent bénéficier de réductions) (p. 841) ; rejeté ; son sous-amendement n° 70

à l'amendement n° 43 de la commission (visant à insérer les mots « ainsi qu'à des subventions pour des associations poursuivant les mêmes buts » après les mots « pour leurs associés ») (p. 842) ; retiré (p. 843).

— **Projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391).**

Deuxième lecture, discussion générale : nombre des victimes d'accidents de la circulation dénombrés en France chaque année ; accélération des procédures d'indemnisation ; incertitude jurisprudentielle conduisant à une indemnisation des victimes lente et aléatoire [21 mai 1985] (p. 858) ; adoption de l'assurance obligatoire concourant à déculpabiliser le conducteur ; victimes devant apporter la charge de la preuve de la faute de l'auteur du dommage ; problème de l'appréciation du préjudice ; comparaison de la législation française avec celle en vigueur à l'étranger ; indemnisation des ayants droit ; nécessité de mettre l'accent sur la prévention et l'information des Français (p. 859).

Discussion des articles : **article 24** : son amendement n° 45 (rédigeant le deuxième alinéa de cet article : ainsi « par ceux qui sont mentionnés aux articles 1106-9 et 1234-8 du code rural et par les institutions visées par l'article L. 4 du code de la sécurité sociale ou les articles 1050 et 1051 du code rural ») ; omission des institutions de retraite complémentaire et de prévoyance et des institutions de régime complémentaire du régime agricole ; différence de traitement entre ces organismes ne se justifiant que par la forme juridique (p. 869) ; rejeté (p. 870) ; **après l'article 29** : son amendement n° 46 (insérant dans le code de procédure pénale un article 2-6 et dans le code de la route un article L. 30 ; reconnaissance à certaines associations du droit d'exercer les droits reconnus à la partie civile à l'encontre des conducteurs poursuivis devant les tribunaux correctionnels) ; souci que chacun puisse participer à la lutte contre le fléau constitué par l'insécurité routière ; parenté avec d'autres dispositions du code pénal relatives à certaines associations (p. 871) ; rejeté (p. 872).

Explications de vote : portée de l'action engagée par le gouvernement de M. Messmer ; absence de volonté globale sur cette question ; comparaison avec la politique mise en œuvre au Japon ; vote positif du groupe U.D.F. (p. 873).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion générale : mauvaise préparation du texte portant D.D.O.S. ; sectorisation psychiatrique [23 mai 1985] (p. 1096) ; nécessité d'obtenir un débat approfondi sur l'ensemble de la politique psychiatrique ; renforcement des pourvois de contrôle budgétaire dont dispose le préfet à l'égard des établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat ; recours à la dotation globale pour le financement de tous les établissements sociaux ; renforcement de la flexibilité de l'emploi ; prise en charge par le Gouvernement de l'assouplissement du droit du travail ; dispositions relatives à la formation professionnelle ; défaveur portée aux formations alternées (p. 1097).

Discussion des articles : **après l'article 3** : traitement des associations d'Alsace-Lorraine (p. 1110) ; **article 5** : son amendement n° 136 (de suppression) ; nécessité d'obtenir le dépôt d'un projet de loi traitant de l'ensemble de la politique psychiatrique (p. 1113) ; s'interroge sur la précipitation manifestée par le Gouvernement ; rejeté (p. 1114) ; **article 7** : son amendement n° 137 (complétant le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article par les mots : « en exercice à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ») (p. 1123) ; rejeté (p. 1125) ; **article 9** : son amendement n° 138 (de suppression) ; rejeté (p. 1127) ; **article 24** : *article L. 127-1 du code du travail* : son amendement n° 140 (application des dispositions de cet article aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) ; adopté après modification (p. 1140) ; **après l'article 52** : son sous-amendement n° 147 à l'amendement n° 49 de la commission (insérant après les mots « de l'exercice » le mot « normal ») (p. 1151) ; adopté (p. 1152).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : soutient la demande de renvoi en commission de M. François d'Aubert ; volonté du Gouvernement de rendre la Nouvelle-Calédonie indépendante à tout prix ; évolution inégale des communautés ; efforts financiers importants de la France ; politique de décolonisation mise en œuvre entre 1958 et 1960 ; non respect des décisions du Gouvernement ; cas des congrès du F.L.N.K.S. [30 mai 1985] (p. 1316) ; appui de M. Édgard Pisani sur le seul F.L.N.K.S. ; impossibilité de concevoir une indépendance mono-ethnique ; report du scrutin d'autodétermination après les élections législatives ; non prise en compte des réalités démographiques par le découpage en quatre régions ; dépendance financière de la Nouvelle-Calédonie à l'égard de la France (p. 1317) ; ses observations sur les propos de M. Raymond Forni (p. 1319).

— **Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912).**

Première lecture, discussion générale : augmentation du nombre des demandeurs d'emploi ; progression des licenciements pour cause économique ; estimation de la croissance pour 1985 ; échec des négociations sur la flexibilité de l'emploi ; recours à une formule de traitement social du chômage ; intérêt de la formule retenue ; champ d'application du dispositif apparaissant limité ; projet n'intéressant que les grandes entreprises ; risque d'une apparition de « licenciés à deux vitesses » ; coût pour l'Etat du dispositif ; apparition possible d'un nouveau moyen de pression de l'administration sur la liberté des entreprises ; notion de conversion [11 juillet 1985] (p. 2388) ; limites du traitement social du chômage (p. 2389).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).**

Première lecture, discussion générale : alignement du statut général des personnels non médicaux sur le statut général des fonctionnaires ; nombre de personnes concernées ; uniformisation des statuts ; organisation en corps et catégories ; nécessité de prendre en compte certaines spécificités propres aux secteurs sanitaire et social ; inquiétudes relatives à la politique hospitalière ; arrêt de la rémunération d'un fonctionnaire six mois après le licenciement pour suppression d'emploi ; politique de redéploiement ; réduction des capacités hospitalières ; développement des alternatives à l'hospitalisation ; absence d'une réforme de la planification sanitaire [10 octobre 1985] (p. 2907) ; dispositif de l'aide ménagère ; possibilité de licenciement pour suppression d'emploi ; maintien des pharmaciens résidents hospitaliers dans le titre IV du statut général des fonctionnaires ; discrimination entre praticiens hospitaliers ; arguments en faveur de la mise hors statut des pharmaciens résidents ; opportunité de soumettre les directeurs d'hôpitaux à un statut propre ; recours exclusif aux contractuels pour les emplois à temps non complet (p. 2908).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er} :** son amendement n° 104 (insérant l'article suivant : « le titre I^{er} portant droits et obligations des fonctionnaires est applicable aux agents du titre IV ») : retiré (p. 2917) ; **article 4 :** son amendement n° 106 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; exclusion des personnels de direction et des pharmaciens résidents du champ d'application du titre ; rejeté (p. 2918) ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 107 de M. Francisque Perrut ; précise qu'il représente le groupe U.D.F. (p. 2918-2919) ; **après l'article 102 :** son amendement n° 108 (insérant l'article suivant : « Dans le deuxième alinéa de l'article 25 de la loi du 31 décembre 1970 sont supprimés les mots : « y compris les pharmaciens à temps plein ») : rejeté (p. 2951) ; **article 2 (précédemment réservé) :** son amendement n° 105 (application des dispositions du présent titre aux personnels de direction des établissements) : rejeté (p. 2956).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale :* questions : problème des pluies acides en Alsace ; mesures concernant la lutte contre la pollution par le soufre et les rejets d'hydrocarbures ; soutien des contrats de branche ; mobi-

lisation de la communauté internationale [23 octobre 1985] (p. 3428).

Culture. — *Discussion générale :* développement considérable des activités culturelles ; financement privé de la culture ; rôle des collectivités locales ; efforts importants du Gouvernement ; impossibilité de revenir sur l'acquis de 1 % du budget ; intérêt de la décentralisation ; développement d'une politique de subventions directes par le ministère ou par les délégations régionales ; réalisation des grands projets presque exclusivement dans la capitale ; part des programmes pour les grands projets dans le budget de la culture ; partenariat culturel ; exemple de la dotation culturelle régionale ; recentrage de l'Etat sur ses missions essentielles ; augmentation du rôle du mécénat [28 octobre 1985] (p. 3586) ; développement de l'initiative locale ; crédits pour l'éducation populaire ; inexistence de l'enseignement artistique dans de nombreux collèges ; déclarations du ministre devant les participants des assises de la musique (p. 3587).

Education nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : changement dans l'attitude du Gouvernement vis-à-vis de l'enseignement technique ; moyens dont bénéficieront les régions pour créer des classes ; nombre d'étudiants entrant chaque année dans les formations de techniciens supérieurs ; augmentation des crédits de l'enseignement technique privé et de l'enseignement technique supérieur [29 octobre 1985] (p. 3607) ; insuffisance des moyens en personnel ; niveau des équipements ; équipements en ateliers technologiques ; diminution de l'augmentation des bourses pour les collèges ; difficulté d'insertion professionnelle ; faible ouverture de l'enseignement technique sur l'entreprise ; mobilité des enseignants (p. 3608) ;

Questions : éducation artistique au Japon et en Allemagne ; situation en France ; absence d'enseignement artistique dans les L.E.P. [29 octobre 1985] (p. 3658).

— **Projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015).**

Première lecture, discussion générale : pratique des lois portant diverses dispositions d'ordre social ; caractère actif de l'élaboration et de l'adoption de la loi de 1982 ; domaine de l'expression des salariés ; délais d'application de la loi ; droit d'expression du personnel d'encadrement ; rôle d'animation dévolu aux cadres et aux agents de maîtrise ; critères retenus pour l'obligation de conclure un accord dans les entreprises comptant moins de 200 salariés [19 novembre 1985] (p. 4450) ; rôle des syndicats ; risques entraînés par le choix d'étendre aux petites et moyennes entreprises l'obligation de négocier sur le droit d'expression ; politique du C.N.P.F. ; coût du droit d'expression dans une petite entreprise ; motifs politiques du dépôt du projet (p. 4451) ; abstention du groupe U.D.F. (p. 4452).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** *article L. 461-3 du code du travail :* son sous-amendement n° 26 à l'amendement n° 3 de la commission (tendant au début de cet amendement après les mots « mentionnés à l'article L. 461-1 » à insérer les mots « employant au moins 50 salariés ») (p. 4464) ; obligation pour les entreprises employant onze personnes de négocier ; rejeté (p. 4465) ; **article 2 :** *article L. 461-5 du code du travail :* son amendement n° 27 (discussion sur les conditions spécifiques d'expression du personnel d'encadrement ne pouvant être engagées qu'à la demande du personnel d'encadrement ; définition de la notion de personnel d'encadrement) ; rejeté (p. 4469).

Explications de vote : abstention du groupe U.D.F. (p. 4470).

— **Déclaration du Gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs et débat sur cette déclaration (n° 3148).**

Discussion : politique d'aide aux familles ; effondrement de la natalité ; évolution des prestations familiales avant et après 1981 ; décisions du Gouvernement de faire porter ses efforts sur les familles de deux enfants ; mode de revalorisation des prestations ; loi du 4 janvier 1985 relative aux jeunes familles nombreuses [3 décembre 1985] (p. 5217) ; multiplication des difficultés des familles en raison de la montée du chômage (p. 5218).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3098).**

Première lecture, discussion générale : rappelle que la France est le pays européen où le chômage a le plus augmenté dans la période récente ; rigidité des marchés du travail ; accord du 17 juillet 1981 ; estime que la flexibilité ne représente pas nécessairement une menace pour les garanties sociales ; possibilité d'éviter la précarisation de l'emploi par le biais de l'annualisation du temps de travail ; rappel de l'évolution des conceptions dans la définition du temps de travail ; caractère trop directif du projet de loi en ce qui concerne la définition de la modulation et de ses contreparties [4 décembre 1985] (p. 5307) ; problème de savoir si il y a ou non compensation salariale intégrale ou partielle de la réduction du temps de travail ; interdiction de tout accord de modulation au niveau de l'entreprise ; recul par rapport à l'ordonnance du 16 janvier 1982 ; référence à une étude du commissariat au Plan estimant que le traitement pertinent du processus du temps de travail se situe au niveau le plus décentralisé et qu'en la matière les solutions standards n'existent pas ; fausse flexibilité (p. 5308).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 8 (référence à un accord collectif d'entreprise ou d'établissement) : non soutenu [7 décembre 1985] (p. 5573) ; son amendement n° 9 (référence à un accord collectif d'entreprise ou d'établissement) : non soutenu (p. 5609).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion générale : titularisation des ambassadeurs de France n'appartenant pas à « la carrière » ; projet « fourre-tout » ; lutte contre la toxicomanie transcendante les clivages partisans ; ambiguïté de la législation [10 décembre 1985] (p. 5792) ; lutte contre les accidents de la route ; réglementation de la vitesse et de l'alcoolisme au volant ; travaux de l'intergroupe parlementaire sur la sécurité routière ; création du conseil national de la sécurité routière ; désresponsabilisation des automobilistes ; blocage des carrières au Quai d'Orsay ; admission de personnalités extérieures dans le corps des ministres plénipotentiaires ; problème des chômeurs en fin de droits (p. 5793).

Discussion des articles : **son rappel au règlement** : précise qu'il n'a jamais dit qu'il était contre les D.D.O.S. ; estime que ce texte traite du copinage [11 décembre 1985] (p. 5857) ; **article 9** : attitude de certains hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay demandant aux députés de ne pas voter l'article prévoyant d'intégrer de façon permanente au sein du corps diplomatique des ambassadeurs recrutés au tour extérieur (p. 5896) ; article 8 de la loi du 13 septembre 1984 permettant de recruter au tour extérieur le tiers des inspecteurs généraux des ministères ; recrutement par affinité politique ; son amendement n° 42 (de suppression) (p. 5897) ; rejeté (p. 5898) ; **article 11** : problème de la sécurité routière ; renforcement de la lutte contre l'alcoolisme au volant ; nécessité de relais au niveau de l'éducation et de la publicité (p. 5901) ; nécessité d'améliorer l'information et d'agir sur le plan de la prévention ; responsabilisation des automobilistes ; permis de conduire à points (p. 5916) ; **après l'article 11** : son amendement n° 43 (précisant que les officiers et agents de police judiciaire peuvent soumettre à des épreuves de dépistage de l'imprégnation alcoolique tout conducteur dont le comportement permet de présumer qu'il est sous l'empire de l'état alcoolique) : retiré (p. 5917).

G

GABARROU (Jean-Pierre)

Député du Tarn
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

Décédé le 22 mai 1985 [J.O. du 23 mai 1985] (p. 5796).

Son éloge funèbre est prononcé le 5 juin 1985 (p. 1461).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 10 avril 1985] (p. 4188).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 10 avril 1985] (p. 4188).

GAILLARD (René)

Député des Deux-Sèvres
(1^{re} circonscription)
Socialiste
Questeur de l'Assemblée nationale.

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

Décédé le 28 décembre 1985 [J.O. du 29 décembre 1985] (p. 15391).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole [J.O. du 29 juin 1985] (p. 7291).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports.
II. Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale* : efforts financiers consacrés au budget des transports ; amélioration des capacités d'autofinancement des entreprises ; termes du contrat de Plan Etat-S.N.C.F. ; mise en place de comités d'établissement ; nombre annuel de victimes d'accidents de la circulation ; « priorisation » de l'usage des transports en commun ; règles relatives à la profession de transporteur public routier [24 octobre 1985] (p. 3446) ; compétence des conseils généraux ; transports routiers de marchandises ; renégociation du règlement européen relatif à la conduite ; réforme de la tarification routière obligatoire ; entretien des voies navigables ; concertation avec les bateliers pour la mise au point d'un plan social ; augmentation des crédits affectés à l'entretien du réseau routier ; baisse des crédits affectés à la sécurité routière (p. 3447).

GALLET (Jean)

Député d'Eure-et-Loir
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584).**

Première lecture, discussion générale : progrès réalisé par la loi de 1965 ; mari conservant le rôle directeur dans l'administration de la communauté ; instauration du régime de la gestion concurrente ; limitation des droits du créancier à poursuivre sur les salaires d'un des époux au cas où l'obligation a été contractée pour l'entretien du ménage ; [6 mai 1985] (p. 582).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* montant des crédits ; bénévolat [8 novembre 1985] (p. 4134).

GALLEY (Robert)

*Député de l'Aube
(2^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* annulations de crédits intervenues en 1982 ; inscription du budget dans le cadre de la loi d'orientation et de programmation du 15 juillet 1982 ; progression en volume ; part des autorisations de programme pour la Villette [25 octobre 1985] (p. 3544) ; problème des crédits de fonctionnement ; crédits de personnels ; possibilité d'autres affectations pour les crédits alloués au fonctionnement de la Villette ; programme Eurêka ne se traduisant pas par des crédits supplémentaires ; incohérences des objectifs ; participation au crédit de recherche de l'A 320 et du CFM 56 ; recherche médicale ; politique du médicament ; durée des brevets ; exécution des programmes mobilisateurs ; essor de biotechnologies (p. 3545) ; politique du crédit d'impôt en faveur de la recherche privée ; vote négatif du groupe R.P.R. (p. 3546).

GANTIER (Gilbert)

*Député de Paris
(2^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562) [J.O. du 11 juin 1985] (p. 6439).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'enre-

gistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7068).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, soumise à nouvelle délibération (n° 2939) [J.O. du 21 août 1985] (p. 9620).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (éducation nationale : enseignement supérieur) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses modifications du code de procédure pénale (n° 2695) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14462).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14663).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 18 : éducation nationale : enseignement supérieur (n° 2987) [9 octobre 1985].

Proposition de loi visant à moderniser le régime de la concurrence (n° 3328) [22 décembre 1985].

Proposition de loi tendant à assurer le respect des règles de préavis lors des grèves dans les services publics (n° 3331) [22 décembre 1985].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles a été déclenchée une grève des transports en commun dans la région parisienne, le vendredi 20 décembre 1985 (n° 3332) [22 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Travaux du Grand Louvre :** fermeture du musée du Louvre pendant les vacances de Pâques ; projet d'aménagement du Grand Louvre ; enveloppe affectée aux travaux prévus pour le Grand Louvre jusqu'en 1988 ; loi de programme sur les musées ; coût global de l'opération d'investissement ; charges annuelles de fonctionnement [17 avril 1985] (p. 235) ;

— **Attentats à Paris** : attentats dans deux grands magasins parisiens ; liste des attentats depuis 1981 ; négociations qui ont lieu avec certains groupes terroristes depuis 1981 [11 décembre 1985] (p. 5874) ; autosatisfaction du ministre de l'économie précisant que la répression du terrorisme n'appelle aucune mesure nouvelle (p. 5875).

orales sans débat :

— n° 782, posée le 16 avril 1985 : **urbanisme (politique de l'urbanisme)** (p. 227) ; appelée le 19 avril 1985 : **prix des mètres carrés de bureaux à Paris** : influence de la demande du secteur public ; rôle de la commission d'agrément (p. 272) ; conséquences fiscales de la présence de bureaux trop nombreux à Paris (p. 273) ;

— n° 859, posée le 11 juin 1985 : **établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel)** (p. 1627) appelée le 14 juin 1985 : **anciens médecins hospitalo-universitaires** : non tenue de l'engagement du Gouvernement en faveur d'une bonification pour les anciens médecins hospitalo-universitaires s'installant en secteur libéral ; rôle du Gouvernement dans la négociation conventionnelle entre les caisses d'assurance-maladie et les syndicats représentatifs des médecins ; souhait des internes et chefs de clinique de voir la convention médicale ménager des possibilités de promotions ; s'associe au rappel au règlement de M. Pierre-Bernard Cousté ; décision du conseil constitutionnel du 21 janvier 1964 ; compétence d'un ministre ne pouvant être universelle ; légèreté du Gouvernement à l'égard du Parlement ; signification de la procédure des questions au Gouvernement (p. 1699) ;

— n° 938, posée le 10 décembre 1985 : **recherche scientifique et technique (établissements à Paris)** (p. 5851) ; appelée le 13 décembre 1985 : **transfert à Montpellier d'un département du laboratoire national de la santé** : transfert à Montpellier du département des études hydrologiques et thermales de Paris ; espoir d'un abandon de ce projet ; conséquence néfastes d'un tel transfert ; rôle fondamental du D.E.H.T. (p. 6163) ; caractère privilégié de Paris en matière de transports (p. 6164).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523).**

Première lecture, discussion générale : montée de la violence ; finalité du projet ; importance du poste « armements » pour la balance commerciale ; inefficacité de la limitation de la publicité pour lutter contre les achats d'armes à feu [9 avril 1985] (p. 89) ; armes non visées par le projet ; difficultés économiques du secteur de la vente par correspondance des articles de chasse ; exclusion des activités commerciales liées directement à la pratique de la chasse, de la pêche ou du tir sportif (p. 90).

Discussion des articles : **article 3** : son sous-amendement n° 23 à l'amendement n° 3 de la commission (tendant à insérer dans cet amendement après les mots « mentionnés l'article 1^{er} » les mots « à l'exception des fusils, carabines ou canardières de la cinquième catégorie ayant un ou plusieurs canons lisses quel que soit leur système d'alimentation ») (p. 96) ; cohérence du projet de loi avec un décret de novembre 1983 (p. 97) ; rejeté ; son amendement n° 22 : devenu sans objet (p. 98) ; **article 6** : état de droit ; rôle des officiers de police judiciaire (p. 99) ; possibilité d'intervention rapide ; risque d'apparition de publications illicites pouvant aller à l'encontre des intérêts des commerçants (p. 100).

Explications de vote : texte constituant une source de confusion ; abstention du groupe U.D.F. (p. 101).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre (n° 2578).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article unique** : son amendement n° 3 (visant à insérer avant l'article unique les dispositions suivantes : « toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables aux livres importés qui ont été édités dans un Etat membre de la Communauté économique européenne ») ; cas des livres édités et vendus en France ou exportés ; respect de la décision de la Cour de justice des Communautés européennes ; rejeté ; **article**

unique : sa référence au décret du 26 février 1985 ; violation de l'arrêt de la Cour de Luxembourg ; fixation du prix de vente par l'importateur [10 avril 1985] (p. 134).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : remplacement du rapporteur désigné [26 avril 1985] (p. 486) ; ses observations sur la question préalable de M. Jean-Claude Gaudin ; clarté des principes fixés par le projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ; recul progressif de la date des élections régionales ; couplage des élections régionales avec les élections législatives ; seuil de 5 % ; taux de représentativité des conseillers régionaux ; prime à la liste arrivée en tête ; risque d'absorption de l'enjeu régional par l'enjeu national (p. 488) ; dévoiement de l'idée régionale ; conscience d'un intérêt régional direct ; absence de légitimité régionale interdisant un fonctionnement harmonieux de l'institution ; incompatibilité entre les fonctions de membres des exécutifs départementaux et régionaux ; gaspillage des finances publiques ; plafond fixé pour les dépenses régionales ; expériences étrangères récentes de régionalisation (p. 489).

— **Projet de loi portant aménagement d'aides au logement (n° 2575).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : relèvement des plafonds des déductions fiscales accordées en cas de construction ; accroissement de la déduction supplémentaire pour personne à charge ; difficulté des problèmes de logement pour les familles nombreuses ; [15 mai 1985] (p. 801) ; mise en jeu de l'épargne-logement à partir du moment où un couple a un ou plusieurs enfants (p. 802).

Explications de vote : évaluation de la dépense fiscale correspondante à ces dispositions ; nécessité de lever les obstacles empêchant la modernisation et l'extension du parc de logements ; remise en cause de l'impôt sur le patrimoine assimilé à un impôt sur le foncier bâti (p. 802).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562).**

Première lecture, discussion générale : libertés prises par le Gouvernement avec la préparation du budget ; absence de rigueur dans l'exécution de la loi de finances ; remise en cause de l'autorisation et du contrôle parlementaire sur les lois de finances ; importance du budget des charges communes [21 mai 1985] (p. 893) ; progression des charges de la dette publique ; progression de 23 % des annulations de crédits par rapport à 1982 ; cas des annulations suivies au même chapitre d'ouverture de crédits supplémentaires ; procédure des transferts de crédits traduisant l'inadaptation entre l'organisation de certaines administrations et la présentation des crédits budgétaires ; remise en cause du principe de la spécificité des crédits ; problème des erreurs matérielles ; nécessité d'envisager une révision de l'ordonnance organique de 1959 (p. 894).

Discussion des articles : **article 3 et tableau B annexé** : dépenses ordinaires civiles du budget général ; augmentation des dépassements de crédit ; utilisation de « subterfuges et artifices » par les gouvernants ; dépassements de crédits limitatifs ; augmentation du nombre d'autorisations de visa en dépassement ; rapport de la Cour des Comptes ; titularisation des fonctionnaires [21 mai 1985] (p. 924) ; irrégularité des reports de charges ; cas du budget des charges communes ; opérations réalisées sur Pechiney-Ugine-Kuhlmann (p. 925) ; **article 7 et tableau F annexé** : résultats du budget général de 1983 ; dépassement de crédits évaluatifs ; accroissement de la charge de la dette publique ; utilisation des obligations renouvelables du Trésor ; garanties d'emprunts ; utilisation du déficit budgétaire pour le financement de dépenses courantes (p. 961).

Explications de vote : déficit budgétaire apparaissant supérieur au budget d'investissements ; intérêt de veiller à la bonne exécution du budget ; caractère politique de l'examen de la loi de règlement ; vote négatif du groupe U.D.F. (p. 985).

Deuxième lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité ; rapport de la commission du bilan

instituée le 10 mai 1981 [20 juin 1985] (p. 1803) ; « incurie financière » du Gouvernement ; conditions juridiques de l'intervention parlementaire ; histoire récente des lois de règlement ; non assimilation des lois de règlement aux lois de finances par le Conseil constitutionnel ; impossibilité pour le Gouvernement de se prévaloir de la procédure d'urgence automatique ; absence de déclaration d'urgence pour l'examen du projet de loi en cause (p. 1804) ; réunion d'une commission mixte paritaire après une seule lecture dans chaque assemblée ; atteinte aux droits du Parlement ; décision de 1983 du Conseil constitutionnel ; respect des décisions du Conseil constitutionnel (p. 1805) ; rejetée (p. 1806).

— **Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ainsi qu'à la prévention et à la réparation des nuisances dues au bruit des avions (n° 2393).**

Deuxième lecture, discussion des articles : article 1^{er} — article L. 147-3 du code de l'urbanisme : son amendement n° 17 (rédigeant ainsi le début du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « pour l'application des prescriptions édictées par le présent chapitre, un plan ... ») ; adopté ; son amendement n° 18 (supprimant les mots « qui comprend un rapport de présentation et des documents graphiques » au premier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; adopté ; son amendement n° 19 (insérant les mots : « selon des critères techniques approuvés par l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques et » après les mots : « par l'autorité administrative ») ; cas de la région parisienne ; plan d'exposition au bruit comportant des éléments techniques et subjectifs ; rejeté ; son amendement n° 20 (précisant qu'un décret prévoit les conditions dans lesquelles l'avis que les communes intéressées peuvent demander à des experts indépendants sera pris en considération par l'autorité administrative) ; concertation entre les communes intéressées et l'Etat [22 mai 1985] (p. 997) ; rejeté ; *article 147-4 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 21 (insérant les mots « qui comprend un rapport de présentation et des documents graphiques » après les mots « plan d'exposition au bruit ») ; adopté (p. 998) ; son amendement n° 22 (supprimant les mots « de réduction du bruit émis par les avions » dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; adopté ; son amendement n° 23 (substituant aux mots « par l'autorité administrative » les mots « à l'article L. 147-3 » à la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; rejeté (p. 999) ; son amendement n° 24 (substituant aux mots « dans les conditions prévues à l'article L. 111.1.1 » les mots « sur proposition des maires des communes intéressées et après avis favorable de la commission consultative de l'environnement concerné ») ; établissement contradictoire des zones de bruit ; existence de nombreux conflits entre les maires responsables et les représentants de l'Etat ; rejeté (p. 1000) ; **article 7 :** caractère inconstitutionnel de la limitation de responsabilité prévue à cet article (p. 1004).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : encouragement du capital-risque ; nombre de suppressions d'emplois intervenues en 1984 ; déficit du commerce extérieur [22 mai 1985] (p. 1042) ; problème du financement des aides fiscales (p. 1043) ; son amendement n° 36 (déduction du revenu imposable des intérêts des emprunts contractés pour souscrire au capital des S.C.R.) (p. 1045) ; rejeté (p. 1046) ; **article 2 :** augmentation du capital social ; question du droit d'apport sur les augmentations de capital ; financement de l'investissement par l'emprunt ; son amendement n° 37 (exonération du droit d'apport) (p. 1047) ; adopté (p. 1048) ; **article 3 :** levée d'un obstacle juridique à la mise en place du marché à terme des taux d'intérêt ; nouvelle technique financière permettant de faire face aux variations du prix de l'argent ; conceptions du Gouvernement en matière de réforme monétaire internationale (p. 1049) ; **article 5 :** mécanisme constituant un facteur de renchérissement du prix des produits dérivés de l'obligation ; effet d'éviction sur le marché obligataire ; rééchelonnement de la dette extérieure ; création d'un office de la dette publique (p. 1054) ; **après l'article 5 :** ses observations sur l'utilisation d'amendements dans des domaines très importants ; mesures fiscales apparaissant défavorables pour

les personnes physiques (p. 1057) ; **après l'article 7 :** amélioration du financement du logement social justifiant cette réforme ; relations entre la Caisse des dépôts et consignations et les organismes d'H.L.M. ; évolution du taux de rémunération des livrets A (p. 1063) ; **article 11 :** octroi de la garantie de l'Etat aux prêts consentis à l'Association pour la gestion de la structure financière ; recours à l'emprunt à long terme pour payer des retraites et des garanties de ressources (p. 1068) ; **article 12 :** montant de l'augmentation de la recette de la taxe professionnelle (p. 1072) ; **après l'article 12 :** son amendement n° 50 (contrôle des établissements de crédit) ; position des commerçants face à la définition du régime de la nouvelle carte bancaire ; exclusion des commerçants de toute négociation ; compétence de la commission de la concurrence transférée à la commission bancaire ; interprétation donnée par le Conseil d'Etat plaçant les banques en dehors de toutes les procédures de l'ordonnance de 1945 (p. 1076) ; retiré (p. 1077).

Deuxième lecture, discussion des articles : après l'article 26 : faiblesse de la représentation du groupe socialiste ; exonération des œuvres d'art de l'impôt sur les grandes fortunes ; absence de plafonnement à la déduction fiscale ; « mesures » favorisant les « amis » par des mesures d'exception inacceptables [24 juin 1985] (p. 1908) ; son sous-amendement n° 42 à l'amendement n° 38 du Gouvernement (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet amendement, après le mot « audiovisuelles » les mots « relatives à l'activité commerciale ») ; nécessité d'aider l'industrie cinématographique ; aide fiscale portant sur l'ensemble du revenu ; intérêt de cette disposition pour les personnes bénéficiant de revenus considérables ; secteur commercial confronté à un problème d'emploi ; importance du secteur tertiaire pour la création d'emplois nouveaux ; rejeté (p. 1911) ; son sous-amendement n° 44 à l'amendement n° 38 du Gouvernement (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet amendement, après le mot « audiovisuelles » les mots « relatives à l'activité de recherche ») ; nécessité de favoriser les revenus des chercheurs ; rejeté ; son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 38 du Gouvernement (substituant dans le premier alinéa du paragraphe III de cet amendement aux mots « 25 % de ce revenu » les mots « 100 000 francs ») ; possibilité de déduire jusqu'à 25 % du revenu imposable ; abandon de l'abri fiscal pour le cinéma existant en Australie ; nécessité de prévoir un plafonnement (p. 1912) ; rejeté ; son sous-amendement n° 46 à l'amendement n° 38 du Gouvernement (substituant dans le premier alinéa du paragraphe III de cet amendement au taux « 25 % » le taux « 24 % ») ; regrette que les députés de la majorité aient voté pour un privilège fiscal exorbitant ; abaissement symbolique de 25 à 24 % ; rejeté ; son sous-amendement n° 47 à l'amendement n° 38 du Gouvernement (substituant dans le cinquième alinéa du paragraphe III de cet amendement au taux « 50 % » le taux « 49 % ») ; absence de plafonnement en valeur absolue ; projet de loi sur la recherche et le développement technologique fixant un plafond de 5 millions de francs ; rejeté (p. 1913).

Explications de vote : présence du seul ministre de la culture pour un texte financier ; méconnaissance des véritables problèmes économiques de la Nation ; dérapage de la masse monétaire ; entrée de capitaux étrangers (p. 1916).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion des articles : article 7 : réglementation de l'usage professionnel du titre de psychologue ; dérogations accordées aux fonctionnaires et aux agents publics ; scission de la profession en deux catégories ; dépréciation de l'image des psychologues du secteur public ; nécessité d'assurer une mobilité professionnelle entre le public et le privé [23 mai 1985] (p. 1123) ; ses observations sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Paul Fuchs (p. 1124) ; formation des psychologues du secteur libéral (p. 1125) ; **article 8 :** gratification d'un privilège financier à certaines personnes sans condition de revenu (p. 1126) ; **article 9 :** réforme de l'école nationale de la santé publique ; contradiction entre le recentrage de la formation et l'extension des missions de l'école ; problème du financement de l'école (p. 1127) ; **après l'article 12 :** participation des comités d'entreprise à des actions de solidarité ; non reconnaissance des associations reconnues d'utilité publique par le droit local alsacien (p. 1132) **article 15 :** insertion de dispositions ayant valeur législative ; dispositions déterminant l'étendue

de la compétence en dernier ressort des commissions régionales du contentieux technique (p. 1133) ; **article 24** : constitution des groupements d'employeurs ; importance des P.M.E. pour la relance de l'emploi ; développement du travail d'appoint et du travail saisonnier dans les P.M.E. commerciales, artisanales et agricoles ; problème de la responsabilité solidaire des membres du groupement ; non application du texte à l'Alsace-Moselle (p. 1139) ; **article L. 127-1 du code du travail** : application des dispositions de l'article 24 en Alsace-Lorraine (p. 1140) ; **après l'article 52** : ses observations sur les amendements n° 147 de M. Jean-Paul Fuchs (p. 1152) ; extension de dispositions pénales réprimant l'enfance maltraitée ou martyrisée ; reconnaissance aux associations des droits reconnus à la partie civile (p. 1155) ; annulation de décisions prises par le Conseil supérieur des universités (p. 1156).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : faveur donnée à l'homosexualité ; cas de la pédophilie [26 juin 1985] (p. 2029) ; **son rappel au règlement** : conditions de travail du Parlement ; attitude du Gouvernement ; introduction d'un amendement concernant l'industrie du cinéma dans les D.D.O.E.F. ; démantèlement des ordres professionnels [27 juin 1985] (p. 2050) ; absence de membres du groupe socialiste en commission pour accepter l'amendement relatif au cinéma ; **article 11** : instauration d'une tutelle de l'Etat sur les établissements privés à but non lucratif ; prise en charge des dépenses engagées supérieures à l'autorisation accordée (p. 2051) ; non prise en compte par l'autorité compétente des dépenses étrangères à la gestion normale de l'établissement ; modalités de reprise de l'excédent ou du déficit comptable (p. 2052) ; **article 27 A** : problème pour les petites entreprises artisanales ; existence de sanctions pénales et patrimoniales (p. 2060) ; **après l'article 31 bis** : son amendement n° 101 (non application des dispositions du premier alinéa de l'article L. 122-3-12 du code du travail au contrat d'adaptation à l'emploi ou à un type d'emploi) ; succession sans délai de carence des titulaires de contrat d'adaptation à un emploi sur un même poste de travail ; retiré (p. 2061) ; **après l'article 47 V** : son amendement n° 103 (non application des dispositions de l'article L. 122-3-11 premier alinéa au contrat de qualification) ; conclusion d'un contrat à durée déterminée à l'issue du contrat de qualification ; adopté ; son amendement n° 102 (non application des dispositions de l'article L. 122-3-11 premier alinéa au contrat d'adaptation à un emploi ou à un type d'emploi) ; rejeté (p. 2070) ; **article 68** : non application des décrets fixant le statut des professeurs d'université ; création du Conseil supérieur provisoire des universités ; participation des assistants aux élections ; annulation des dispositions des décrets de 1982 et de 1983 par le Conseil d'Etat ; nullité des recrutements et avancements ; décision du Conseil constitutionnel du 22 juillet 1980 (p. 2075) ; son sous-amendement n° 151 à l'amendement n° 88 de la commission (supprimant le premier alinéa de cet amendement) ; son sous-amendement n° 152 à l'amendement n° 88 de la commission (supprimant le troisième alinéa de cet amendement) ; actions du Gouvernement non conformes aux principes généraux du droit ; utilisation du pouvoir législatif contre le pouvoir judiciaire ; son sous-amendement n° 151 : rejeté ; impossibilité de valider par une loi une institution annulée par le Conseil d'Etat ; son sous-amendement n° 152 : rejeté (p. 2076) ; **son rappel au règlement** : organisation de l'ordre du jour de l'Assemblée ; inscription du projet de loi relatif à l'amélioration de la concurrence un samedi matin ; examen de textes secondaires ; inscription à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique ; réponses fournies par M. Pisani à la séance de questions orales sans débat ; absence du rapporteur général et du président de la commission des finances lors de la discussion du texte sur la concurrence [20 juin 1985] (p. 1783).

— **Projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales (n° 2695).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 64** : son amendement n° 69 (abrogeant le titre VI du livre V du code de procédure pénale) : non soutenu [25 juin 1985] (p. 1971) ; son amendement n° 70 (impossibilité d'exercer la contrainte par corps tant qu'un jugement définitif n'est pas intervenu) : non soutenu (p. 1972).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er} et rapport annexé** : problèmes financiers et constitutionnels soulevés par l'article 1^{er} [10 juillet 1985] (p. 2349) ; signification dans l'article 1^{er} de l'expression « moyens nécessaires à l'exécution » ; anomalie consistant à additionner autorisations de programme et crédits de paiement ; projet non conforme à la règle constitutionnelle en matière financière (p. 2350) ; **article 2** : addition de crédits de paiement et d'autorisations de programme ; échéancier ne tenant pas compte d'une éventuelle érosion monétaire ; absence des évaluations de recettes consécutives à l'augmentation des contraventions ; son amendement n° 16 (tendant dans le tableau de cet article à supprimer la ligne « Immobilier et équipements lourds (autorisations de programme) » (p. 2353) ; rejeté ; **article 3** : injonctions au Gouvernement contenues dans les articles 3 et 4 ; évolution de la jurisprudence du Conseil constitutionnel ; possibilité d'inscrire ces injonctions dans une simple déclaration gouvernementale (p. 2354) ; **article 4** : article 4 constituant une injonction ; inutilité de cette injonction ; son amendement n° 17 (de suppression) : rejeté (p. 2355) ; **article 5** : absence du garde des sceaux lors de la discussion du projet modifiant le code pénal et le code de procédure pénale (p. 2358).

Explications de vote : évolution de la politique socialiste à l'égard de la police ; évolution de la politique pénale du Gouvernement ; progression de la délinquance ; programme prioritaire d'exécution n° 12 du IX^e Plan ; caractère purement nominal de l'augmentation du budget de la police (p. 2361) ; réalité de l'effort consenti en faveur de la police ; autorisations de programme accordées à la police ; caractère inconstitutionnel de certaines dispositions du texte (p. 2362).

son rappel au règlement : annulation par le Conseil constitutionnel de la loi portant règlement définitif du budget de 1983 ; problème des reverses opérés par le budget des P.T.T. au profit du budget général [25 juillet 1985] (p. 2404).

— **Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 2 (suspension du contrat de travail) ; suspension de tous les effets du contrat sauf de ceux relatifs aux droits des salariés en matière de retraite et de prévoyance ; rejeté ; **après l'article 1^{er}** : son amendement n° 3 (non application des dispositions du présent article aux salariés dont le contrat est rompu après épuisement de leur droit aux allocations de conversion) ; cas des entreprises ayant des salariés en sureffectif ; nécessité de conférer des garanties aux salariés privés d'emploi ; vérification par l'administration de la réalité des motifs invoqués ; caractère facultatif du congé [25 juillet 1985] (p. 2409) ; retiré ; son amendement n° 4 (non prise en compte des salariés en congé de conversion pour le calcul de l'effectif du personnel concernant l'application de certaines dispositions législatives ou réglementaires) ; nécessité d'éviter un flou sur le nombre des salariés employés ; rejeté (p. 2410).

son rappel au règlement : situation en Guadeloupe [26 juillet 1985] (p. 2464).

son rappel au règlement : inconstitutionnalité de la session extraordinaire traitant de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie [12 août 1985] (p. 2480) ; article 10 de la Constitution (p. 2481).

son rappel au règlement : caractère anticonstitutionnel des deux décrets de convocation du parlement en session extraordinaire ; article 10 de la Constitution [20 août 1985] (p. 2521).

— **Nouvelle délibération de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2939).**

Troisième lecture, explications de vote : absence du Premier ministre lors de la discussion de ce texte ; convocation du Parlement en session extraordinaire par deux décrets ; rappelle que le Chef de l'Etat n'a pas le pouvoir d'interférer dans les travaux des assemblées parlementaires [20 août 1985] (p. 2550).

son rappel au règlement : annulation intégrale du projet de loi de règlement pour 1983 par le Conseil constitutionnel ; texte considéré comme non prioritaire par le Gouvernement [2 octobre 1985] (p. 2572).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).**

Première lecture, discussion générale : contradiction entre le projet actuel et les nationalisations de 1981 [2 octobre 1985] (p. 2593); assouplissement de l'interdiction du refus de vente; possibilité pour les pouvoirs publics de prendre des règlements d'exemption de certaines ententes; rapprochement de la législation française sur les discriminations du modèle allemand; modification des procédures de répression des ententes et des abus de position dominante; augmentation des moyens d'information des rapporteurs de la commission de la concurrence; nécessité de garantir le respect du secret des affaires; exercice des fonctions des agents enquêteurs; augmentation du nombre des membres de la commission de la concurrence; abaissement du seuil de contrôle des concentrations; renforcement des pouvoirs du ministre de l'économie; nécessité d'accentuer le caractère juridictionnel de la commission de la concurrence (p. 2594-2595).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** son amendement n° 1 (insérant dans le dernier alinéa (5^e) de cet article les mots « en l'état » après le mot « revendeur »); cas de certaines professions dont les activités supportent la vente de produits et de services spécifiques); rejeté; son amendement n° 2 (complétant le dernier alinéa (5^e) de cet article par la phrase suivante : « cette communication se fait par tout moyen conforme aux usages commerciaux de la profession concernée »); adopté (p. 2601); **article 2 :** agrément donné par avance par le ministre chargé de l'économie; article instaurant un substitut de la technique des prix dirigés; son amendement n° 37 (effet reconnu sur demande des intéressés par décision individuelle du ministre après avis de la commission de la concurrence); rejeté (p. 2602); son amendement n° 38 (effet reconnu sur demande des intéressés par décision individuelle du ministre après avis conforme de la commission de la concurrence et audition par celle-ci des intéressés); intervention de la commission de la concurrence; caractère exceptionnel de la procédure; rejeté; **après l'article 2 :** son amendement n° 39 (accord reconnu préalablement compatible avec le fonctionnement de la concurrence); mise en œuvre des accords acceptés par la commission de la concurrence; rejeté (p. 2603); son amendement n° 4 (saisine par le ministre chargé de l'économie de la commission de la concurrence des faits lui paraissant susceptibles de constituer des infractions); cas des ententes et des abus de position dominante; renforcement des droits de la défense; établissement d'un procès-verbal; son amendement n° 5 (insérant l'article suivant : « ils sont tenus de dresser un procès-verbal de toutes les auditions »); rejetés; **après l'article 3 :** son amendement n° 6 (communication des documents confidentiels); rejeté; son amendement n° 8 (de coordination); rejeté; son amendement n° 7 (constatation, poursuite et répression des infractions à la législation économique) (p. 2604); rejeté (p. 2605); **article 5 :** son amendement n° 9 (supprimant les cinq derniers alinéas de cet article); description et définition d'une concentration; extension du pouvoir de contrôle; cas des concentrations verticales et horizontales; notion de « partie substantielle » du marché national (p. 2607); rejeté; **article 7 :** son amendement n° 10 (cession de bail lorsque le locataire demande à bénéficier de ses droits à la retraite); changement d'activité en cas de cession du fonds de commerce pour départ à la retraite du commerçant; accord implicite du bailleur à défaut de saisine du tribunal de grande instance; rejeté; son amendement n° 11 (insérant après le premier alinéa du texte proposé pour l'article 34-3-1 du décret du 30 septembre 1953 l'alinéa suivant : « le nouveau loyer consenti par le bailleur ne saurait excéder celui correspondant à la valeur locative équitable »); modification de la nature des activités exercées par le nouveau titulaire du bail; rejeté; son amendement n° 12 (rédactionnel) (p. 2608); rejeté (p. 2609).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 5 quater :** son rappel au règlement; caractère inconstitutionnel de l'amendement n° 17 de M. Robert Malgras; amendement constituant un « cavalier » n'ayant rien à voir avec le texte du projet de loi [16 décembre 1985] (p. 6204).

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955).**

Première lecture, discussion générale : caractère erroné de la notion de partage du travail; diminution du nombre des emplois depuis 1981 [7 octobre 1985] (p. 2730); problème de l'arrêt de la vie active à soixante ans; mise au point du système Thomson de télécommunications militaires par des techniciens retraités salariés; nombre de cumuls déclarés sur le nombre total de cumuls; encouragement de la fraude (p. 2731).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** insuffisance du partage du travail pour lutter contre le chômage (p. 2738); opinions de M. Sauvy; contribution de solidarité correspondant à une pénalisation; son amendement n° 10 (de suppression); rejeté; **article 2 :** ses observations sur la possibilité de renoncer à la pension de vieillesse (p. 2739); **article 5 :** son amendement n° 11 (de suppression); rejeté (p. 2741); **article 8 :** son amendement n° 12 (substituant à la fin de cet article aux mots « 1^{er} janvier 1986 » les mots « 1^{er} janvier 1987 »); rejeté; **après l'article 8 :** son amendement n° 13 (non application des dispositions prévues aux articles 1 à 5 aux personnes qui étaient âgées d'au moins 60 ans à la date de promulgation de la présente loi); nécessité d'éviter le caractère rétroactif de la loi; cas des personnes ayant organisé leur existence financière (p. 2742); rejeté; son amendement n° 16 (non application des dispositions prévues aux articles 1 et 5 aux anciens combattants âgés d'au moins 60 ans à la date de promulgation de la présente loi); non bouleversement pour les anciens combattants d'une situation économique équilibrée et préparée de longue date; débat engagé entre l'Union nationale de coordination des associations militaires et le ministre de la défense nationale; rejeté (p. 2743).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : montant du déficit budgétaire réel; croissance de la dette publique; risques d'une accélération de l'inflation; charge de la dette dépassant l'effort d'investissement; caractère électoraliste du budget; report de la hausse des taxes sur le carburant; remboursement anticipé de l'emprunt 1983 [16 octobre 1985] (p. 3154).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** nombre d'amendements déposés par l'opposition; insuffisance des informations fournies à l'Assemblée; prélèvements opérés sur le fonds de réserve de garantie des caisses d'épargne; calcul des intérêts; prélèvement ne figurant pas parmi les recettes du budget fournies au Parlement; dépenses de logement [17 octobre 1985] (p. 3184); son amendement n° 97 (évaluation dans l'annexe des voies et moyens du produit de chacun des impôts autres que les taxes parafiscales); informations à la disposition de la commission des finances; article concernant plus de 90 % des recettes de l'Etat; comportements des services compétents; renforcement du contrôle parlementaire (p. 3185); information fournie à partir de la loi de finances pour 1986; adopté (p. 3186); **avant l'article 3 :** son amendement n° 43 (plafonnement de la cotisation de la taxe professionnelle payée par chaque entreprise ou établissement); effet asphyxiant des taux trop élevés; cas des entreprises possédant plusieurs établissements géographiquement dispersés; incitation pour les entreprises à prendre la forme d'un groupe; rejeté (p. 3202); **article 3 :** redressement du taux d'épargne des entreprises; suppression de l'amortissement exceptionnel; faiblesse du taux d'investissement; taux d'investissement dans les grandes entreprises nationales avant 1981; rémunération des capitaux (p. 3203); incitation pour les entreprises à ne pas distribuer leurs bénéfices (p. 3204); son amendement n° 45 (imputation du précompte acquitté dès la mise en paiement des dividendes sur le complément); impôt sur les sociétés); abandon de l'amortissement exceptionnel; augmentation de la pression fiscale; rejeté; son amendement n° 46 (complétant le paragraphe II de cet article par les mots : « ou d'imputation des pertes »); dispense de rapporter aux résultats les sommes prélevées sur les réserves spéciales; inopportunité de limiter la dispense au cas de dissolution ou d'incorporation au capital (p. 3206); adopté après modification (p. 3207); **article 4 :** son amendement n° 47 (déduction du déficit constaté au titre d'un exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 1985 et clos le 31 décembre 1985); report en arrière; intérêt du mécanisme chez Peugeot; rejeté (p. 3209); **article 5 :** article visant à placer les sociétés unipersonnelles sous le régime fiscal des sociétés de personnes; simplification du régime fiscal applicable aux

salaires des conjoints (p. 3224) ; distinction des conjoints mariés sous un régime de communauté et des conjoints mariés sous un régime de séparation de biens ; texte limité aux exploitations agricoles à responsabilité limitée composées d'un associé unique (p. 3225) ; son amendement n° 49 (transformation d'une S.A.R.L. à associé unique par voie de cession de droits sociaux) ; forme des entreprises individuelles ; pertes de recettes (p. 3226) ; retiré (p. 3227) ; **article 14** : imposition sur les grandes fortunes ; précise qu'il n'est pas assujéti à l'I.G.F. ; prise en compte de l'érosion monétaire ; départ de M. Alain Prost de France pour des raisons fiscales ; liste des américains les plus riches des Etats-Unis [18 octobre 1985] (p. 3254) ; déclaration de M. Christian Pierret critiquant l'I.G.F. ; impossibilité de connaître le produit effectif de cet impôt par tranches imposables ; complexité de l'instruction générale sur l'application de l'I.G.F. (p. 3255) ; **article 16** : indexation de la T.I.P.P. ; utilisation de l'indexation à des fins électorales (p. 3262) ; utilisation du fioul lourd dans les ensembles H.L.M. (p. 3263) ; son amendement n° 98 (substituant à la fin de la première phrase du 2^e alinéa du paragraphe I de cet article au mot : « avril » le mot « mars ») ; caractère paralysant de toute indexation ; diminution de la taxe intérieure de consommation sur le fioul domestique ; rejeté ; son amendement n° 55 (supprimant le paragraphe II de cet article) ; baisse du fioul dans toute l'Europe (p. 3265) ; situation de l'industrie du raffinage ; rejeté (p. 3266) ; impossibilité de distinguer la destination finale du produit au moment de sa taxation ; hostilité des groupes de l'opposition à une majoration des coûts de production industrielle (p. 3267) ; **article 17** : surcharge de la consommation des gaz naturels par les seules grosses industries ; compétitivité internationale ; opposition du groupe U.D.F. à la majoration de la taxe sur les gaz naturels (p. 3267) ; son amendement n° 56 (de suppression) ; rejeté ; **article 18** : incohérence de la politique énergétique du Gouvernement (p. 3268) ; **après l'article 25** : transmission aux assemblées d'un document détaillé retraçant l'encours des obligations renouvelables du Trésor (p. 3275) ; **article 26 et état A** : article d'équilibre ; montant du déficit prévisionnel ; transfert opéré au détriment des régimes sociaux et du budget annexe des P.T.T. ; suppression de la taxe sur les tabacs ; financement du système psychiatrique ; situation financière du régime général de la sécurité sociale ; montant des débudgétisations évalué à près de 15 milliards de francs ; maîtrise de la dépense publique ; mesures en faveur des bénéficiaires non distribués ; institution des taxes sur la production (p. 3286).

Deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale* : « pauvreté » des crédits affectés aux actions du ministère de l'environnement [23 octobre 1985] (p. 3415) ; insuffisance des crédits de paiement du fonds d'intervention pour la qualité de la vie ; nuisances sonores provoquées par le déclenchement des systèmes d'alarme des véhicules ; location de l'immeuble abritant le ministère de l'environnement à Neuilly (p. 3416).

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale* : situation du transport aérien ; utilisation du Concorde par le Président de la République ; reprise des commandes ; problème commercial ; situation financière des compagnies aériennes françaises ; cas d'Air France ; concurrence sur l'Atlantique entre compagnies européennes et compagnies américaines ; obtention des droits à l'atterrissage à Miami et à San Francisco ; espace aérien européen ; mise en cause de l'entretien du matériel ; accord de l'association des compagnies européennes aériennes ; libéralisation du trafic aérien [24 octobre 1985] (p. 3450).

Education nationale. — *Discussion générale* : Rapporteur spécial : crédits de l'enseignement supérieur ; situation de crise de l'Université [29 octobre 1985] (p. 3604) ; créations d'emplois ; suppression d'emplois de personnels administratifs ; mise en œuvre du plan « Informatique pour tous » ; absorption de l'essentiel des dotations financières supplémentaires par des priorités plus nombreuses ; dégradation du patrimoine immobilier des universités ; rigidité des structures ; politique universitaire depuis 1981 ; multiplication des conseils dominés par la « bureaucratie syndicale » ; institution d'universités de technologie ; loi du 26 janvier 1984 ; modèle des grandes écoles apparaissant en

crise ; nécessité de renforcer l'autonomie des universités notamment du point de vue financier (p. 3605-3606).

Budgets annexes, de l'imprimerie nationale et des monnaies et médailles, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. — *Examen des crédits : article 45 et état E* : son amendement n° 44 (supprimant la ligne 17) ; observations de la Cour des comptes sur certains organismes gestionnaires de taxes dans le domaine agricole ; activités de l'Association nationale pour le développement agricole ; volonté de certains dirigeants agricoles de limiter les contrôles de l'administration ; augmentation du nombre des taxes parafiscales ; contrôle parlementaire [30 octobre 1985] (p. 3691) ; utilisation de taxes parafiscales pour faire vivre certains organismes ; retiré ; son amendement n° 45 (supprimant la ligne 21) ; retiré ; son amendement n° 46 (supprimant la ligne 23) ; retiré ; son amendement n° 47 (supprimant la ligne 24) ; retiré ; son amendement n° 48 (supprimant la ligne 25) ; retiré (p. 3692).

Défense. — *Discussion générale* : montant des crédits destinés à la force nucléaire stratégique ; caractère absolu de la fiabilité des sous-marins nucléaires ; vulnérabilité des fusées du plateau d'Albion ; nécessité de multiplier le nombre des têtes nucléaires ; projet Euréka [8 novembre 1985] (p. 4181).

Economie, Budget et Finances et Consommation. — *Discussion générale* : niveau de la dette publique ; rythme de la progression ; comparaison avec les autres pays industrialisés [13 novembre 1985] (p. 4272) ; accumulation des charges de plus en plus lourdes ; résultats définitifs enregistrés pour 1983 et 1984 ; taux d'intérêt destinés à établir les prévisions ; montant du déficit réel (p. 4273).

Examen des crédits : I. — Charges communes : Etat B, Titre 1^{er} : son amendement n° 79 (réduction des crédits de 270 000 000 francs) ; rejeté (p. 4280) ;

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 57 : parcs naturels régionaux [14 novembre 1985] (p. 4361) ; **article 71** : 1 % logement ; diminution du nombre des chantiers depuis trois ans ; position de M. Paul Quilès lors du congrès de l'U.N.I.L. (p. 4364).

Explications de vote : évolution de la croissance économique ; taux de chômage ; niveau des prélèvements obligatoires ; abandon de la modernisation [14 novembre 1985] (p. 4390) ; augmentation des charges pesant sur les collectivités locales (p. 4391) ; résultats économiques des autres pays de l'O.C.D.E. (p. 4393).

Deuxième lecture, discussion des articles : article 17 : son amendement n° 42 (insérant dans la première phrase du 2^e alinéa du paragraphe II de cet article après les mots : « au même utilisateur » les mots « final direct ») ; retiré ; son amendement n° 45 (substituant dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe II de cet article après le mot « excédé » au chiffre « 5 » le chiffre « 10 ») [17 décembre 1985] (p. 6275) ; rejeté ; son amendement n° 44 (complétant le paragraphe II de cet article par l'alinéa suivant : « les entreprises de transport et de distribution qui acquittent la taxe sont autorisées à la répercuter sur les utilisateurs assujettis ») ; retiré (p. 6276).

Seconde délibération de la deuxième partie : article 71 : son amendement n° 46 (de suppression) (p. 6311) ; rejeté (p. 6312).

Troisième lecture, explications de vote : importance de la dette publique ; montant réel du déficit ; remise en cause du principe de l'annualité budgétaire ; résultats obtenus en matière de prix ; niveau de la croissance [19 décembre 1985] (p. 6467-6468).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963).**

Deuxième lecture, discussion générale : projet se contentant d'organiser un nouveau système de concession de service public ; monopole de T.D.F. ; amendement donnant à T.D.F. tout moyen d'installer et de contrôler le système de diffusion par voie hertzienne des programmes de télévision [15 novembre 1985] (p. 4424).

Discussion des articles : article 2 : son sous-amendement n° 36 à l'amendement n° 34 du Gouvernement (tendant, dans le deuxième alinéa de cet amendement, à insérer après

les mots : « établissement public de diffusion peut » les mots « à condition d'avoir, au préalable, reçu l'autorisation du propriétaire » ; son sous-amendement n° 37 à l'amendement n° 34 du Gouvernement (tendant à compléter le deuxième alinéa de cet amendement par la phrase suivante : « toutefois, lorsque cette installation doit être effectuée sur un monument inscrit ou classé la commission des sites est obligatoirement consultée ») ; heure de dépôt de l'amendement « tour Eiffel » ; atteinte au droit de propriété ; saisine du Conseil constitutionnel (p. 4430) ; sous-amendement n° 36 : rejeté ; absence d'indemnité si ce n'est pour le trouble effectivement causé par les installations ; nécessaire protection des monuments historiques classés ou inscrits ; amendements n° 34 ne visant que la tour Eiffel ; sous-amendement n° 37 : rejeté (p. 4431).

— **Déclaration du Gouvernement sur les entreprises nationales et débat sur cette déclaration.**

Discussion : motif des nationalisations à 100 % ; motif idéologique des nationalisations [19 novembre 1985] (p. 4511) ; situation de l'emploi dans les entreprises nationales ; échec financier des entreprises nationales ; besoin d'emprunt du secteur public ; dénationalisations intervenues depuis 1982 ; recours des entreprises nationalisées au marché financier montrant que l'Etat ne peut faire face à ses responsabilités d'actionnaire ; illégalité des dénationalisations « rampantes » (p. 4512) ; mouvement de privatisation dans les autres pays européens ; part du secteur bancaire dans l'encours des bons du Trésor (p. 4513) ; situation financière des banques (p. 4517).

— **Projet de loi relatif aux chambres adjointes au Conseil d'Etat (n° 3060).**

Première lecture, discussion générale : retrait du projet de 1981 ; retard du Conseil d'Etat ; situation actuelle confinant au déni de justice ; compétences des chambres spécialisées ; titulaires du droit de saisine du Conseil d'Etat ; composition des nouvelles chambres adjointes ; intégration des fonctionnaires de catégorie A au sein de la magistrature [2 décembre 1985] (p. 5112) ; nécessité de modifier les règles de fonctionnement interne au Conseil d'Etat (p. 5113).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 3 (tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa « b » de cet article : « b - des membres des tribunaux administratifs nommés dans les conditions fixées aux articles 6 et 7 ») : réservé avec l'article ; **article 4** : son amendement n° 4 (tendant à supprimer la deuxième phrase de cet article) (p. 5114) ; retiré ; son amendement n° 5 (tendant au début de la deuxième phrase de cet article après les mots « toutefois le président d'une chambre peut » à insérer les mots : « d'office ou à la demande d'une partie ») ; nécessité qu'une partie puisse demander au juge de porter l'affaire devant le Conseil d'Etat (p. 5115) ; **article 8** : son amendement n° 6 (de suppression) ; séparation des pouvoirs s'opposant à ce que des fonctionnaires puissent être appelés à juger des litiges où l'Etat est partie ; rejeté ; son amendement n° 7 (tendant à rédiger ainsi le 4^e alinéa « b » de cet article : « b - de membres de la cour de cassation élus par l'Assemblée générale de cette cour ») ; composition des chambres adjointes ; cour de cassation étant garante des principes régissant l'état des personnes et des biens (p. 5117) ; rejeté ; **article 2 précédemment réservé** : son amendement n° 3 : rejeté (p. 5118).

— **Projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061).**

Première lecture, discussion générale : **Son rappel au règlement** : soumission à l'Assemblée nationale d'un projet de loi présenté par un ministre n'étant plus membre du Gouvernement étant contraire à l'article 42 de la Constitution ; absence de co-signature du garde des sceaux [2 décembre 1985] (p. 5141) ; persistance des violences en Nouvelle-Calédonie ; caractère néfaste de la politique du Gouvernement en Nouvelle-Calédonie ; nécessité de développer et rééquilibrer l'économie calédonienne ; nécessité de réduire les inégalités entre les ethnies (p. 5146).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143).**

Première lecture, discussion générale : niveau des prélèvements obligatoires ; absence de baisse de ces derniers ; arrêté prévoyant que les cotisations de sécurité sociale seront

obligatoirement calculées sur le montant réel des salaires et des avantages en nature ; montant des dépenses publiques ; artifice majorant les recettes non fiscales ; limitation artificielle du déficit ; crédits relatifs à la dette publique [11 décembre 1985] (p. 5925) ; difficultés résultant de ce déficit ; caractère dérisoire des dépenses civiles en capital (p. 5926) ; indice des prix (p. 5927).

Discussion des articles : **article 1^{er} et état A** : mouvement de débudgétisation ; prélèvement sur la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (C.N.R.A.L.) ; restitution des prêts du F.D.E.S. par la R.A.T.P. ; financement des effets de la surcompensation (p. 5934) ; son amendement n° 15 (rédactionnel) ; rôle essentiel que jouent les annulations de crédits dans la réduction du déficit budgétaire ; exemple de la S.N.C.F. ; volonté de camouflage de ce déficit ; crédits universitaires ; transfert de charges supplémentaires du budget de l'Etat sur le régime général de sécurité sociale (p. 5935) ; rejeté ; son amendement n° 22 (référence aux dépenses nettes) ; amendement de contrôle parlementaire ; précise que la Cour des comptes est chargée en application de l'article 47 de la Constitution d'assister le Parlement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances ; risque de ratifier une annulation irrégulière ; adopté (p. 5936) ; **article 2 et état B** : son amendement n° 14 (majoration des crédits du titre I concernant l'économie, les finances et le budget I — charges communes) ; frais de trésorerie ; contrôle des dépenses publiques (p. 5937) ; rejeté ; son amendement n° 7 (sur les crédits du titre III concernant les relations extérieures I — services diplomatiques et généraux : abrogation de l'arrêté du 29 avril 1985) ; estime que l'éventuelle adoption de ce texte aboutirait selon la jurisprudence du Conseil d'Etat à une ratification d'un arrêté contraire à une disposition de valeur constitutionnelle : rejeté (p. 5938) ; **article 15** : montant cumulé des avances du Trésor faites au service des alcools ; situation de la R.A.T.P. ; société des alcools viticoles (p. 5944) ; décentralisation de cette société à Libourne (p. 5945).

Deuxième lecture, discussion générale : bilan de la politique économique et financière de la présente législature [19 décembre 1985] (p. 6468) ; déficit commercial ; coût du remboursement anticipé de l'emprunt ; adoption d'amendements à caractères électoraux ; amendement relatif au cirque ; « divorce entre les socialistes et la sincérité des comptes » ; comparaison des différentiels d'inflation (p. 6469) ; doublement du chômage (p. 6470).

Discussion des articles : **article 1^{er} et état A** : érection de la débudgétisation en méthode de gestion ; retards dans le règlement des dettes de l'Etat (p. 6470) ; désengagement de l'Etat en matière de protection sociale ; mécanisme de surcompensation entre les régimes spéciaux de retraite des salariés ; équilibre de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; montant du déficit réel ; sous-consommation des dotations des chapitres des charges communes destinées à acquitter la dette de l'Etat à l'égard des régimes de sécurité sociale (p. 6471) ; **article 2 et état B** : exécution de la loi de finances pour 1984 ; multiplication des « bricolages, des manipulations, des turpitudes... » ; autorisations de visas en dépassement (p. 6472) ; son amendement n° 5 (réduisant les crédits du titre III concernant l'intérieur et la décentralisation de 197 670 153 F) ; liberté prise par le Gouvernement dans la gestion des crédits de remboursement prévu pour couvrir les frais de communication téléphonique (p. 6473) ; retiré ; son amendement n° 6 (réduisant les crédits du titre IV concernant l'économie, les finances et le budget) ; débudgétisation opérée dans le domaine de la construction et du logement ; prélèvement sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne ; retiré (p. 6474) ; **article 3 et état C** : son amendement n° 7 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement du titre V concernant les transports) ; utilisation du fonds spécial des grands travaux depuis sa création ; absence de contrôle parlementaire ; retiré (p. 6476) ; son amendement n° 8 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement au titre IV concernant l'urbanisme, le logement et les transports) ; difficultés croissantes du contrôle budgétaire ; utilisation du fonds social urbain ; allocation de 7 millions de francs aux « fêtes de l'été » de M. Roland Castro (p. 6477) ; retiré ; **avant l'article 7** : son amendement n° 9 (présentation annuelle par le Gouvernement d'un état récapitulatif des dotations allouées par le fonds spécial de grands travaux) (p. 6478) ; déclarations de M. Paul Quilès sur l'inutilité d'une

telle information ; gestion du fonds spécial de grands travaux ; conclusions de la Cour des comptes ; exécution des travaux dans des monuments historiques ; rejeté (p. 6479) ; **article 15** : transfert des biens utilisés par le service des alcools à une personne morale chargée des missions dévolues à ce service ; montant des biens transférés équivalant à 4,25 milliards de francs (p. 6483) ; **après l'article 17** : risques de l'énumération nominative de certaines associations (p. 6486).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152).**

Première lecture, discussion générale : son exception d'irrecevabilité ; faute manifeste dans la présentation du budget ayant été relevée par le Conseil constitutionnel ; importance d'une loi de règlement [12 décembre 1985] (p. 5954) ; loi de règlement portant règlement définitif du budget 1983 comportant certaines dispositions ne trouvant pas leur place dans le cadre juridique de la loi de règlement tel qu'il résulte des articles 35 et 36 de la loi organique relative aux lois de finances ; nécessité que la loi de règlement soit suffisamment claire et détaillée pour permettre d'exercer pleinement un contrôle ; versement du budget annexe des P.T.T. au budget général ; conditions de régularité d'un versement d'un budget annexe au budget général étant explicitées par le Conseil constitutionnel dans sa décision du 29 décembre 1984 ; absence de régularisation résultant du collectif budgétaire (p. 5955) ; rôle budgétaire du Parlement ; conditions auxquelles est subordonnée l'inscription d'un crédit d'un budget annexe à un versement au projet du budget général (p. 5956) ; section de fonctionnement du budget annexe des P.T.T. ne laissant pas apparaître de solde créditeur ; versement du budget des P.T.T. au budget général ayant été imputé non sur la section des opérations de la section de fonctionnement mais sur celles des opérations en capital ; versement correspondant exactement au montant des crédits ouverts par la loi de finances initiale pour 1983 ; couverture du solde négatif par un prélèvement direct opéré sur la trésorerie des P.T.T. étant contraire à l'article 28 de l'ordonnance organique du 2 janvier 1959 (p. 5957) ; annulation de crédits devenant un instrument essentiel de maîtrise de la dépense publique ; annulation de crédits mentionnés par la loi de règlement ayant été ultérieurement suivie au même chapitre d'ouverture de crédits supplémentaires ; redéploiement de crédits étant contraire à la règle de la spécialité des crédits ; transfert des crédits constituant une véritable exception au principe de spécialité des crédits ; dépassement non apparent en fin de gestion (p. 5958) ; imputation sur la période complémentaire ; imputation de recettes ; versement d'avance d'actionnaires aux sociétés Sacilor et Usinor ; remboursement des prêts du F.D.E.S. ; institution par la loi de finances pour 1978 d'un fonds de compensation de la T.V.A. (p. 5959) ; apurement du compte de trésorerie par transport aux découverts du Trésor de la somme équivalant au solde débiteur du compte de trésorerie en cause ; contrôle parlementaire ; (p. 5960) ; rejetée (p. 5961).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152).**

Deuxième lecture, explications de vote : saisine du Conseil constitutionnel par l'opposition [19 décembre 1985] (p. 6494) ; dérive du droit budgétaire ; inexistence du contrôle parlementaire sur l'utilisation des fonds publics ; associe l'U.D.F. aux éloges faites au personnel de l'Assemblée nationale et notamment aux administrateurs de la commission des finances (p. 6495).

son rappel au règlement : réclame que la conférence des présidents demande au Gouvernement de modifier l'ordre du jour prioritaire des travaux de l'Assemblée ; grève surprise de la R.A.T.P. constituant une violation de la loi du 31 juillet 1963 subordonnant l'usage du droit de grève à un préavis [20 décembre 1985] (p. 6575).

son rappel au règlement : estime choquante la façon dont le président de séance l'a empêché de parler lors de son précédent rappel au règlement ; attitude du groupe communiste lors du débat sur la flexibilité de l'emploi [20 décembre 1985] (p. 6576).

— **Projet de loi complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (n° 3220).**

Deuxième lecture, discussion générale : présentation de l'amendement « Tour Eiffel » ; saturation actuelle des surfaces d'émission par les trois chaînes de service public et la modulation de fréquence [21 décembre 1985] (p. 6638) ; négociation au niveau le plus élevé de l'Etat (p. 6639).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 9** : atteinte aux principes généraux du droit public français [21 décembre 1985] (p. 6643) ; remise en cause du principe de l'égalité devant la fonction publique ; prise en compte de critères politiques ; estime que ce procédé est « scandaleux » (p. 6644).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 9** : son amendement n° 1 : (de suppression) ; intégration dans la fonction publique de certains « amis » nommés chefs de missions diplomatiques ; rejet quasi-unanime de cette disposition par le Sénat ; position négative du groupe socialiste au Sénat ; rejeté [22 décembre 1985] (p. 6664).

Explications de vote : violation du principe de l'égalité de traitement des fonctionnaires publics ; admission par le Conseil constitutionnel de la notion de détournement de pouvoir (p. 6664-6665).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Troisième lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : dépôt d'une proposition de résolution relative à la commission d'enquête parlementaire sur les conditions de déroulement de la grève des transports en commun à Paris [22 décembre 1985] (p. 6653).

— **Projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025).**

Troisième lecture, discussion des articles : **article 6** : possibilité d'imposer aux collectivités publiques compétentes de prendre en compte l'avis de commissions régionales [22 décembre 1985] (p. 6668-6669).

GARCIN (Edmond)

Député des Bouches-du-Rhône
(6^e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568) [J.O. du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à supprimer l'interdiction de séjour (n° 2549) [9 avril 1985] (p. 102).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 2577) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2801).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : — *article L. 123 du code électoral :* son amendement n° 15 : devenu sans objet [25 avril 1985] (p. 425).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2803).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : *article L. 348 du code électoral :* son amendement n° 16 (tendant à interdire les candidats multiples) : retiré [26 avril 1985] (p. 515).

— **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584).**

Première lecture, discussion générale : progrès réalisé par la loi de 1965 ; biens réservés ; administration de la communauté par le seul mari ; régime du passif dans la communauté ; administration des biens des enfants ; renforcement des droits des créanciers ; insertion du régime de la communauté légale dans une logique de consommation privilégiant l'endettement [6 mai 1985] (p. 577) ; caractère plus protecteur d'un régime de cogestion ; renforcement des privilèges des créanciers ; transmission du nom ; crise du mariage (p. 578).

Discussion des articles : article 1^{er} : son amendement n° 23 (révocabilité du mandat) ; clarification nécessaire (p. 583) ; retiré ; *après l'article 1^{er} :* son sous-amendement n° 24 à l'amendement n° 2 de la commission (visant après les mots « à tempérament » à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa de cet amendement : « à moins que ceux-ci ne correspondent aux besoins de la vie courante ») ; extension de la solidarité entre époux aux emprunts ; multiplication de ce type d'emprunts pouvant aboutir à une somme globale représentant une part importante de la communauté et des biens propres ; rejeté (p. 584) ; *après l'article 5 :* son amendement n° 25 (inventaire des biens existants au moment du mariage) ; inventaire des biens se faisant sous seing privé et ne s'imposant qu'aux époux ; rejeté ; *article 7 :* son amendement n° 26 (visant à supprimer cet article) ; créanciers d'un époux pour poursuivre leur paiement au-delà des biens propres de leur débiteur ; rejeté ; son amendement n° 27 (visant dans l'article 1411 du code civil à substituer aux mots « les biens propres et les revenus de leur débiteur » les mots « les biens propres de leur débiteur et éventuellement sur les revenus de ces biens ») : rejeté (p. 585) ; *article 8 :* nécessité de n'autoriser chaque époux à n'engager que ses biens propres (p. 586) ; *article 10 :* aliénation des valeurs mobilières négociables en bourse (p. 587) ; *article 31 :* prohibition de la vente entre époux ; donation entre époux (p. 591) ; *avant l'article 39 :* son amendement n° 33 (possibilité pour les époux d'opter pour un de leurs noms, de choisir d'accoler dans l'ordre qu'ils déterminent le nom de chacun d'eux ou deux de leurs noms s'il s'agit d'un nom double) ; mariage ne conférant à la femme mariée qu'un droit d'usage du nom de son mari ; notion d'unicité de direction de la famille créée par le mariage ; impossibilité pour une femme mariée de transmettre son patronymique à sa filiation ; effets négatifs de l'unicité du nom des époux (p. 592) ; rejeté ; son amendement n° 35 (possibilité pour un enfant de porter les noms accolés de ses deux parents) (p. 593) ; rejeté (p. 595) ; son sous-amendement n° 31 à l'amendement n° 11 de la commission (visant à compléter cet amendement par l'alinéa suivant « les enfants nés des mêmes père et mère portent le même nom ») ; nécessité pour des frères et sœurs de porter le même nom ; adopté après rectification ; son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 11 de la commission (nom d'un enfant d'un couple séparé) ; possibilité pour l'enfant, à sa majorité, d'abandonner l'un des ses patronymes ; rejeté (p. 596) ; *après l'article 40 :* modification de l'exercice de l'autorité parentale en cas de divorce ; rôle de l'autorité judiciaire limitée aux cas de désaccord entre les parents (p. 597).

Explications de vote : vote positif du groupe communiste ; transmission du nom (p. 601).

— **Projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651).**

Première lecture, discussion des articles : après l'article 8 : son amendement n° 16 (modifiant le début de l'article 308 du code de procédure pénale ; utilisation de caméra de télévision ou de cinéma et d'appareils photographiques) : rejeté [3 juin 1985] (p. 1390).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion des articles : avant l'article 1^{er} : nécessité d'établir des règles déontologiques applicables à tous les fonctionnaires exerçant des fonctions de police ; impossibilité actuelle de contrôler l'utilisation de la police au niveau parlementaire ; revendication des organisations syndicales de policiers ; limitation par la Constitution du nombre des commissions permanentes [10 juillet 1985] (p. 2349).

Explications de vote : insuffisance des solutions apportées au phénomène de la délinquance ; répartition des forces de police sur le territoire national ; problème de l'utilisation des forces de police ; nécessité que le législateur soit saisi d'un texte traitant de la déontologie policière (p. 2362).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* remise en cause des activités traditionnelles de la pêche ; pollution du littoral méditerranéen axé essentiellement sur le tourisme [23 octobre 1985] (p. 3379).

Justice. — *Discussion générale :* surpopulation des établissements pénitentiaires ; problème de la petite délinquance [5 novembre 1985] (p. 3891).

Examen des crédits : état B, titre III : nécessité de création de postes (p. 3899).

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048).**

Première lecture, discussion des articles : après l'article 1^{er} : insuffisance de la D.G.E. ; part des investissements publics réalisés par les collectivités locales ; modulation du dégrèvement en fonction du taux de la taxe professionnelle [20 novembre 1985] (p. 4575).

GARMENDIA (Pierre)

Député de la Gironde
(4^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : réunion du forum européen sur « l'Espagne en Europe... et maintenant ? » ; inquiétude soulevée par l'élargissement dans certains milieux agricoles ou industriels ; problème de l'agriculture et de la pêche ; secteur vitivinicole ; mise en place de montants correcteurs ; secteur des affaires sociales [11 juin 1985] (p. 1613).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale :* programmes intégrés méditerranéens ; élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal ; travail de coordination lors de l'élaboration des contrats de plan et des P.I.M. ; fonds de la Communauté ; cas du F.E.O.G.A. -

Orientation, du Fonds Européen de Développement Régional et du Fonds social Européen [6 novembre 1985] (p. 4014).

Défense. — *Discussion générale* : transfert de certaines missions de défense opérationnelle du territoire à la gendarmerie nationale ; rétablissement de la gendarmerie dans ses fonctions de police ; nécessité de la gendarmerie dans le cadre de la défense opérationnelle du territoire [8 novembre 1985] (p. 4180).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : accords signés en 1970 entre l'Europe et l'Espagne ; longueur et difficulté des négociations précédant la rédaction d'un accord réglant les modalités de cet élargissement ; tournant historique constitué par l'élargissement de la Communauté économique ; contrôle des conditions d'application par la Communauté ; secteur des fruits et légumes ; production viticole de l'Espagne ; problème de la pêche [21 novembre 1985] (p. 4648-4649).

GARROUSTE (Marcel)

Député du Lot-et-Garonne
(3^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912) [J.O. du 27 juillet 1985] (p. 8571).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière [J.O. du 22 novembre 1985] (n° 2733) (p. 13556).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : proportion croissante de retraités ; notion de politique de la vieillesse ; grandes lois sociales [4 novembre 1985] (p. 3841) ; maintien au sein de la famille ; non assimilation de la retraite à la vieillesse ; nombre des personnes âgées ne percevant que le minimum vieillesse ; augmentation de l'allocation logement ; éducation pour la santé ; prévention du vieillissement ; arrivée de nouvelles générations à l'âge de la retraite (p. 3842).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions* : irrigation et drainage ; cas du grand Sud-Ouest [7 novembre 1985] (p. 4095).

GASCHER (Pierre)

Député de la Sarthe
(5^e circonscription)
R.P.R.
puis non inscrit

Cesse d'appartenir au groupe du rassemblement pour la République [J.O. du 4 janvier 1985] (p. 123).

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Cesse d'être membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 janvier 1985] (p. 164).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

GASPARD (Françoise)

Député d'Eure-et-Loir
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391) [J.O. du 13 juin 1985] (p. 6537).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2610), tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2680) [14 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2821) [20 juin 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Tract sur l'immigration** : distribution d'un texte intitulé « Appel urgent pour la protection des droits de la femme » ; attitude du Gouvernement sur ce point [11 décembre 1985] (p. 5884).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391).**

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : sa référence à un sondage effectué sur ce domaine ; atténuation par le Sénat du régime des sanctions applicables aux assureurs qui ne feront pas d'offre dans les délais fixés ou qui feront une offre manifestement insuffisante ; modification des conditions dans lesquelles les tiers-payeurs qui n'ont pu faire valoir leurs droits pourront se retourner contre la victime [21 mai 1985] (p. 857).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 2 (supprimant les mots « et des cas où la victime a volontairement recherché le dommage qu'elle a subi » à la fin du premier alinéa de cet article) ; non-indemnisation de la personne tentant de se suicider dans un accident de la circulation ; adopté ; son amendement n° 3 (prévoyant que la victime n'est pas indemnisée par l'auteur de l'accident des dommages résultant des atteintes à sa personne lorsqu'elle a volontairement

recherché le dommage qu'elle a subi : adopté (p. 860) ; **article 4** : son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté ; **article 5 bis** : son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté (p. 861) ; **avant l'article 10** : son amendement n° 6 (supprimant les mots « en cas de dommage corporel » avant l'article 10 dans l'intitulé de la section III) : adopté (p. 863) ; **article 10** : son amendement n° 7 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ; **article 11** : son amendement n° 8 (rédigeant la fin du premier alinéa de cet article par les mots « qu'elle peut se faire assister d'un avocat et, en cas d'examen médical, d'un médecin de son choix ») ; non-opportunité de la référence à un conseil appartenant à une profession réglementée ; adopté ; son amendement n° 9 (substituant aux mots « de l'article » les mots « des articles 10, alinéa 4, et » à la fin du deuxième alinéa de cet article) ; information de la victime ; adopté (p. 864) ; **article 13** : son sous-amendement n° 47 à l'amendement n° 7 du Gouvernement (substituant dans cet amendement aux mots « peuvent se retourner » les mots « ont un recours ») adopté ; son amendement n° 10 (substituant aux mots « au deuxième alinéa de » le mot « à » dans la première phrase de cet article) : adopté ; **article 14** : son amendement n° 11 (pouvoir du juge sur l'assureur lorsque l'offre n'a pas été faite dans les délais impartis à l'article 10) ; non justification de la différence de régime juridique existant entre le cas d'offre tardive et le cas d'indemnité manifestement insuffisante (p. 865) ; adopté ; **article 15** : son amendement n° 12 (pouvoir du juge pour fixer l'indemnité lorsque celle proposée par l'assureur est manifestement insuffisante) : adopté ; **article 16** : son amendement n° 13 (prévoyant que le juge peut réduire les intérêts mentionnés aux articles 14 et 15 en raison des circonstances imputables à la victime) (p. 866) ; adopté après modification ; **article 19** : son amendement n° 14 (supprimant les mots « sauf circonstances non imputables à l'assureur » à la fin de la première phrase de cet article) : adopté (p. 867) ; **article 19 bis** : son amendement n° 15 (prévoyant que la victime peut, dans le délai prévu à l'article 2270-1 du code civil, demander la réparation de l'aggravation de préjudice qu'elle a subi à l'assureur qui a versé l'indemnité) : adopté ; **article 21** : son amendement n° 16 (substituant à la référence « 19 » la référence « 19 bis » dans la première phrase de cet article) : adopté ; son amendement n° 17 (substituant aux mots « le délai prévu à l'article 10 court » les mots « les délais prévus à l'article 10 courent » dans la deuxième phrase de cet article) ; adopté ; son amendement n° 18 (substituant aux mots « de l'article 14 » les mots « des articles 14 et 15 ») : adopté ; son amendement n° 19 (complétant cet article par la phrase suivante « lorsque le fonds de garantie est tenu aux intérêts prévus aux articles 14 et 15, ils sont versés au Trésor public ») : adopté (p. 868) ; **avant l'article 23** : son amendement n° 48 (rédactionnel) : adopté ; **article 23** : son amendement n° 20 (rédactionnel) : adopté (p. 869) ; **article 27** : son amendement n° 21 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 22 (substituant à la référence « 25 » les mots « 24 à » dans le deuxième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 23 (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots : « à moins qu'elle ne soit plus favorable à la victime ») : adopté ; son amendement n° 24 (rédactionnel) : adopté (p. 870) ; **article 29** : son amendement n° 25 (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 1153-1 du code civil) ; problème de la restitution des sommes versées en exécution d'une décision de justice lorsque celle-ci est réformée ou cassée ; adopté (p. 871).

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion : s'interroge sur l'absence de débat sur l'immigration entre 1960 et 1970 [6 juin 1985] (p. 1508) ; augmentation du nombre des étrangers entre 1954 et 1972 et entre 1972 et 1982 ; immigration de travail constituant une immigration de peuplement ; rapports du Haut comité de la population ; stabilisation du nombre des étrangers installés en France (p. 1509) ; notion de « travailleurs immigrés » ; immigrés apparaissant comme les révélateurs des difficultés de la France (p. 1510) ; sa référence au projet Blum-Violette concernant le droit de vote des Algériens ; considère que certaines propositions avancées rappellent « les tristes heures du Gouvernement de Vichy » (p. 1511).

GASTBOIS (Françoise)

Député de Paris
(28^e circonscription)
Socialiste

Devenue député le 27 février 1986, en remplacement de M. Manuel Escutia maintenu en mission temporaire au delà de six mois ([J.O. du 28 février 1986] (p. 3195).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 28 février 1986] (p. 3195).

GASTINES (Henri de)

Député de la Mayenne
(2^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Première lecture, discussion générale : rôle des agriculteurs dans la nation française ; texte constituant un faux semblant ; situation des conjoints ; notion de « périodes reconnues équivalentes » ; proratisation des points complémentaires ; parité entre les retraites des exploitants agricoles et celles des autres catégories professionnelles ; montant des retraites [5 décembre 1985] (p. 5362) ; proratisation d'une partie du bénéfice des points complémentaires ; nécessité d'accorder le bénéfice de l'allocation supplémentaire du fonds nationale de solidarité à tous les retraités satisfaisant aux conditions de ressources ; désengagement de l'Etat (p. 5363).

GATEL (Jean)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'économie sociale.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

— **Projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657) [25 avril 1985].**

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Georges Labazée : subventions à l'économie sociale** : « racisme anti-coopératif » ; impôt sur les sociétés ; exonération de la taxe professionnelle ; signature d'un contrat de plan entre plusieurs départements ministériels et la confédération générale des S.C.O.P. ; création du titre associatif ; renouvellement du secteur de la coopération de production [27 novembre 1985] (p. 4932).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593).**

Première lecture, discussion générale : implications juridiques du texte ; associations exerçant des activités économiques ; constitution de fonds propres par les associations ; conclusions du groupe de travail présidé par M. François Bloch-Lainé sur le financement des associations ; émissions d'obligations et de titres associatifs ; nombre d'associations disposant d'au moins un salarié ; nombre de salariés travaillant dans le secteur associatif ; chiffre d'affaires réalisé par ce secteur ; rôle de la loi de 1901 pour le développement du secteur associatif ; évolution d'un certain nombre d'associations vers des créneaux nouveaux porteurs d'emplois ; création de véritables entreprises coopératives ou associatives [22 avril 1985] (p. 279) ; application de la loi de 1984 sur la prévention et le règlement amiable des difficultés des entreprises aux personnes morales non commerçantes ; nécessité de dégager des excédents ; multiplicité des types d'activités au sein d'une même association ; acceptation de nouvelles formalités par les associations ; collecte de fonds

propres limitée par les conditions restrictives de la loi de 1901 ; nécessité d'accroître leur capacité d'autonomie et d'indépendance ; caractéristiques des titres associatifs apparentés aux titres participatifs ; caractère de créance de dernier rang ; régime fiscal applicable aux titres associatifs ; calcul du mode de rémunération ; caractère nominatif du titre participatif (p. 280) ; formalités nécessaires pour les associations exerçant des activités économiques ; souci d'information du souscripteur éventuel ; visa de la C.O.B. ; création d'un organe collégial de direction ou de contrôle ; dispositions de la loi de juillet 1966 concernant la procédure d'alerte ou de prévention ; responsabilité personnelle des dirigeants ; importance de l'économie sociale pour la modernisation (p. 281) ; création d'un registre spécifique pour l'immatriculation des associations habilitées à émettre des titres associatifs ; problème des subventions et des legs ; contrôle sur la possibilité d'émission des titres associatifs (p. 288) ; calcul de la partie variable de la rémunération reposant sur des éléments autres que l'activité de l'association ; sanctions à l'encontre des responsables d'associations en contradiction avec la loi ; possibilité de détention de titres participatifs et associatifs par les fonds communs de placements à risques ; accroissement de l'autonomie des associations ; indépendance de l'association par rapport à son bailleur de fonds ; diversification des sources de financement ; montant des fonds affectés au fonds nationale de développement de la vie associative ; consultation du mouvement associatif ; cas des associations se comportant comme des quasi-entreprises ; nécessité de dégager une marge bénéficiaire pour rembourser les emprunts bancaires (p. 289) ; liberté de placement des épargnants ; « interférences » entre les acheteurs d'obligations ou de titres associatifs et les détenteurs du pouvoir à l'intérieur de l'association ; régime fiscal des associations (p. 290).

Discussion des articles : **article 2 :** prise en compte de la marge brute d'autofinancement comme indicateur ; définition de la marge brute d'autofinancement (p. 291) ; **article 10 :** sa référence à un dépôt d'un projet de loi tendant à clarifier le droit des valeurs mobilières (p. 294) ; **après l'article 15 :** introduction d'une inégalité entre les associations (p. 295).

Deuxième lecture, discussion générale : suppression par le Sénat du recours aux titres associatifs ; définition du champ des associations ayant droit d'émettre des obligations ; rémunération du titre associatif ; indépendance des associations à l'égard des collectivités publiques [12 juin 1985] (p. 1650) ; renforcement de la protection des épargnants ; mesures d'autocontrôle des associations ; recours au secteur bancaire et aux subventions publiques ; remboursement des parties fixes et variables des titres participatifs (p. 1651-1652).

Discussion des articles : **article 1^{er} A :** absence de rapport entre l'article 1^{er} A et le texte en cause (p. 1652) ; **article 1^{er} :** absence de différence entre prêt bancaire et titre associatif ; incorporation du montant des rémunérations versé aux épargnants dans les comptes prévisionnels (p. 1653) ; **article 3 :** garanties pour les épargnants (p. 1654).

Ses observations après les explications de vote : absence de disposition sur la responsabilité civile et pénale des sociétaires dans la loi de 1901 ; cas de cessation de paiement ; mise en règlement judiciaire d'une association (p. 1659).

Commission mixte paritaire, discussion générale : dénomination du titre associatif ; constitution de fonds propres ; application de la loi à toute association exerçant une activité économique ; modalités préalables à toute émission ; définition du taux moyen du marché obligatoire [26 juin 1985] (p. 2013).

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er} et code annexé :** *article L. 122-3 du code de la mutualité :* concurrence de fait entre mutuelles et sociétés d'assurance [28 mai 1985] (p. 1210) ; *article L. 122-5 du code de la mutualité :* nature réglementaire de la fixation des délais d'approbation (p. 1211) ; *article L. 124-3 du code de la mutualité :* son amendement n° 1 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; prise en compte d'une recommandation du Conseil supérieur de la mutualité tendant à supprimer l'autorisation préalable pour les em-

prunts ; adopté (p. 1212) ; *article L. 125-1 du code de la mutualité :* son amendement n° 2 (rédigeant ainsi la fin de la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code : « sur la fusion avec une autre mutuelle ainsi que sur les emprunts dont la nature et le montant sont fixés par décret ») ; suppression de l'intervention de l'administration en matière d'emprunts ; transparence renforcée par l'intervention obligatoire de l'Assemblée générale ; adopté (p. 1213) ; *article L. 125-5 du code de la mutualité :* son amendement n° 3 (insérant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code les mots « à la majorité des deux tiers des membres inscrits » après le mot « exceptionnellement ») ; retiré ; son amendement n° 4 (rédigeant ainsi l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « la délibération de l'Assemblée générale est déposée auprès de l'autorité administrative ») ; suppression de l'approbation administrative ; adopté (p. 1215) ; *article L. 125-9 du code de la mutualité :* son amendement n° 5 (substituant dans le texte proposé pour cet article du code, au mot « rémunérés » le mot « commissionnés ») ; impossibilité pour les mutuelles de recourir à des intermédiaires exerçant à titre lucratif ; adopté ; *article L. 125-10 du code de la mutualité :* présence de commissaires aux comptes ne pesant que sur les grandes mutuelles ; instauration d'une sécurité supplémentaire au profit des mutualistes ; exclusion des mutuelles du champ d'application des mesures prises pour les entreprises en difficulté (p. 1222) ; mission du commissaire aux comptes ; *article L. 126-5 du code de la mutualité :* son amendement n° 6 (complétant la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots : « ou de l'autorité judiciaire ») ; possibilité d'opérations de liquidation d'une mutuelle ; adopté (p. 1223) ; *article L. 211-1 du code de la mutualité :* non opportunité d'accorder à un administrateur mutualiste le statut de représentant du personnel (p. 1224) ; non opportunité de contraindre les mutuelles à modifier leur organisation interne en raison du nombre de leurs adhérents ; négociation collective pour l'attribution des moyens (p. 1225) ; *article L. 211-3 du code de la mutualité :* statut social et fiscal des cotisations ne relevant pas du code de la mutualité ; *article L. 221-1 du code de la mutualité :* son amendement n° 7 (complétant la première phrase du dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots : « dans les conditions fixées par l'article L. 122-7 du présent code ») ; approbation tacite des modifications de règlement des sections de mutuelle à caractère professionnel ou interprofessionnel (p. 1227) ; adopté ; *article L. 231-2 du code de la mutualité :* fonctionnement de l'institution militaire justifiant quelques adaptations (p. 1228) ; *article L. 321-6 du code de la mutualité :* son amendement n° 8 (prévoyant qu'un décret en Conseil d'Etat précise le champ des risques mentionnés à l'article L. 321-1 du même code et les modalités de leur gestion par une caisse autonome) ; référence aux risques vieillesse et incapacité absolue relevant du domaine réglementaire ; adopté (p. 1230) ; *article L. 321-8 du code de la mutualité :* son amendement n° 9 (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code aux mots « en cas d'infraction à la loi ou au règlement de la caisse autonome » les mots « en cas d'irrégularité grave ») ; conditions dans lesquelles l'autorité administrative peut retirer l'approbation du règlement d'une mutuelle ; adopté (p. 1231) ; *avant l'article L. 411-1 du code de la mutualité :* légitimité du droit de regard de l'Etat sur l'ouverture des œuvres sociales (p. 1232) ; *article L. 411-6 du code de la mutualité :* son amendement n° 10 (prévoyant une autorisation tacite concernant le règlement des établissements ou services et leurs modifications) ; allègement des contrôles a priori pesant sur les mutuelles ; adopté (p. 1233) ; *article L. 411-8 du code de la mutualité :* son amendement n° 11 (prévoyant que l'autorité administrative peut dans certains cas retirer l'approbation) ; adopté (p. 1234) ; *article L. 531-5 du code de la mutualité :* son amendement n° 12 (substituant au début du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code les mots « en cas d'irrégularité grave ou en cas de difficultés financières de nature à mettre en cause l'existence d'une mutuelle » aux mots « quand le fonctionnement régulier d'une mutuelle est définitivement compromis ») (p. 1235) ; adopté ; caractère réglementaire des dispositions incluses dans l'amendement n° 87 de M. Etienne Pinte (p. 1236).

— **Projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657).**

Première lecture, discussion générale : modernisation des statuts des entreprises d'économie sociale ; diversité des statuts concernés ; statut d'union d'économie sociale ; ouverture de unions de coopérative aux associations et aux mutuelles ; principe coopératif ; code des marchés publics donnant la préférence aux S.C.O.P. ; mise en conformité du code avec le Traité de Rome ; statut des sociétés d'intérêt collectif agricole (S.I.C.A.) ; suppression de la variabilité du capital pour les sociétés anonymes ; cas des S.I.C.A. constituées sous forme de S.A. ; caractère coopératif des S.I.C.A. ; statut des sociétés coopératives ouvrières de production (S.C.O.P.) ; montant du capital social ; possibilité offerte aux S.C.O.P. de nouer entre elles des relations de filialisation ; investissement et rémunération du capital dans une S.C.O.P. ; importance de l'économie sociale dans le secteur de l'assurance ; possibilité de faire appel à des investissements extérieurs ; accroissement des fonds propres par aménagement du régime de la contribution mutualiste ; problème de la modification des statuts [4 juin 1985] (p. 1405) ; respect par le Gouvernement des engagements pris à l'égard de l'économie sociale (p. 1406) ; problème de l'émission de titres participatifs par les banques du secteur de l'économie sociale ; définition des ratios de solvabilité ; limitation des possibilités d'autofinancement par les statuts (p. 1409) ; intérêt pour le Crédit agricole ; liens entre économie sociale et développement local ; limitation de l'apport en fonds propres des sociétaires des S.C.O.P. ; introduction au sein des C.U.M.A. de partenaires extérieurs au monde rural ; reprise d'activités par les S.C.O.P. ; signature d'un contrat de plan (p. 1410) ; coopérations maritimes (p. 1411).

Discussion des articles : **article 7 :** maintien de la variabilité du capital des S.I.C.A. constituées en sociétés anonymes ; énumération des articles de la loi de 1947 non applicables (p. 1449) ; **après l'article 7 :** difficulté des coopératives agricoles pour renforcer leurs fonds propres (p. 1450) ; **article 8 :** son sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 15 de la commission (substituant aux mots : « revalorisation du capital », les mots : « réévaluation des parts ») ; son sous-amendement n° 28 à l'amendement n° 15 de la commission (substituant aux mots : « la revalorisation », les mots : « cette réévaluation ») ; son sous-amendement n° 29 à l'amendement n° 15 de la commission (substituant aux mots : « à une provision pour », les mots : « à un fonds spécial de ») ; son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 15 de la commission (rédigeant ainsi le quatrième alinéa de cet amendement : « cette réévaluation résulte de l'incorporation au capital du fonds spécial mentionné au 1° ci-dessus ») ; son sous-amendement n° 31 à l'amendement n° 15 de la commission (substituant au mot : « revalorisation », le mot : « réévaluation ») ; son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 15 de la commission (substituant aux mots : « de l'actif net », les mots : « des capitaux propres ») ; son sous-amendement n° 33 à l'amendement n° 15 de la commission (substituant au mot : « revalorisation », le mot : « réévaluation » au début de l'avant dernier alinéa de cet amendement) ; son sous-amendement n° 34 à l'amendement n° 15 de la commission (substituant au mot : « revalorisation », le mot : « réévaluation » dans le premier alinéa de cet amendement, et aux mots : « des provisions ou », des mots : « du fonds spécial ou des ») ; sous-amendements n° 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34 : réservés (p. 1452) ; extension aux S.C.O.P. de la procédure de révision coopérative (p. 1453) ; ses sous-amendements n° 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34 à l'amendement n° 15 de la commission précédemment réservés : adoptés (p. 1454) ; **article 10 :** son amendement n° 35 (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots : « pièces justificatives nécessaires » les mots : « et après avis des confédérations coopératives concernées ») ; consultation des confédérations coopératives avant l'agrément des coopératives maritimes par le préfet ; adopté (p. 1455).

Deuxième lecture, discussion générale : suppression de l'obligation du tiers coopératif ; adaptation des dispositions relatives au marché public aux règles communautaires ; rattachement des S.I.C.A. au code coopératif de 1947 ; statut des sociétés d'assurance à caractère mutuel ; augmentation des fonds propres des S.C.O.P. ; entrée de capitaux extérieurs dans les S.C.O.P. [27 juin 1985] (p. 2104).

Discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 14 (supprimant à la fin de cet article les mots : « et inscrits sur une liste établie par le ministre de l'agriculture ») ; retiré ; **article 6 :** son amendement n° 15 (supprimant à la fin de

cet article les mots : « et inscrites sur une liste établie par le ministre de l'artisanat ») ; retiré (p. 2106) ; **article 8 :** affirmation de la représentation minoritaire des apporteurs de capitaux extérieurs ; risque d'atteinte au principe de la coopération ; son sous-amendement n° 16 à l'amendement n° 3 de la commission (insérant dans le dernier alinéa de cet amendement, après les mots « la moitié de son capital social » les mots : « ou au moins le tiers des droits de vote ») ; son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 3 de la commission (complétant cet amendement par l'alinéa suivant : « les sociétés visées à l'alinéa précédent ne peuvent bénéficier du droit de préférence visé aux articles 61, 66, 69, 260, 265 et 266 du code des marchés publics ») (p. 2107) ; risque d'utilisation de la formule coopérative pour bénéficier des avantages fiscaux ; exonération de la taxe professionnelle ; sous-amendements n° 16 et n° 17 ; retirés son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 5 de la commission (tendant après les mots « au cours desquels » à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa (6°) de cet amendement : « les conditions prévues au premier alinéa de l'article 25 n'ont pu être remplies ») ; retiré (p. 2108) ; **article 12 ter 1 :** émission de titres participatifs par les sociétés d'assurance à forme mutuelle et par les sociétés mutuelles d'assurance ; **après l'article 12 quater :** son amendement n° 19 (insérant dans l'article 6 de la loi du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale un 5° ainsi rédigé : « 5° d'autres sociétés coopératives artisanales et leurs unions ») ; possibilité pour les sociétés coopératives artisanales d'entrer dans des unions de sociétés coopératives artisanales ; adopté (p. 2110).

— **Projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616).**

Troisième lecture, discussion générale : adoption de ce texte [26 juin 1985] (p. 2011).

— **Projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012).**

Première lecture, discussion générale : application du règlement national d'urbanisme lorsque les règles d'un lotissement disparaissent et qu'existe un P.O.S. ultérieurement annulé [3 décembre 1985] (p. 5173).

Discussion des articles : **article 4 :** *article L. 422-1 du code de l'urbanisme :* son amendement n° 24 (référence à certaines constructions ou travaux relatifs à la défense nationale) ; cas des constructions-installations situées à l'intérieur des arsenaux de la marine, des aérodromes militaires et des grands camps actuellement exemptés de permis de construire ; adopté (p. 5174) ; *article L. 422-2 du code de l'urbanisme :* pouvoir d'opposition ; instruction du permis de construire dans un délai maximum de deux mois ; délai d'un mois en ce qui concerne le régime déclaratif ; risque d'afflux de déclarations dans les mois qui suivront l'entrée en vigueur de la loi (p. 5175) ; son sous-amendement n° 25 à l'amendement n° 13 de la commission (supprimant les mots « ou déclarations ») ; cas d'avis conforme ; adopté ; délai interne de consultation des autorités tierces ; organismes d'aide et d'assistance architecturale (p. 5176) ; C.A.U.E. ; jurisprudence admettant que les installations de chantier soient soumises à un régime différent du droit commun (p. 5177) ; *article L. 422-4 du code de l'urbanisme :* dispositif de la loi de 1913 relatif aux monuments classés ; *après l'article L. 422-4 du code de l'urbanisme :* plaques commémoratives (p. 5178) ; **après l'article 5 :** publicité des déclarations (p. 5179) ; **article 6 :** son amendement n° 1 (inapplication des dispositions de l'article L. 315-2-1 du code de l'urbanisme aux lotissements) ; lotissements-jardins ; adopté ; son amendement n° 2 (inapplication des dispositions de l'article L. 315-2-1 du code de l'urbanisme aux documents et cahiers des charges des îlots remembrés) ; adopté (p. 5180) ; **article 7 :** son sous-amendement n° 29 à l'amendement n° 21 de la commission (substituant aux mots « deux ans » les mots « dix-huit mois » dans la deuxième phrase du cinquième alinéa de cet amendement) ; délai de six mois pour le paiement du bien ; rejeté ; **après l'article 7 :** son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 22 de la commission (référence au deuxième amendement de l'article 7) ; son sous-amendement n° 31 à l'amendement n° 22 de la commission (substituant aux mots « les dispositions » les mots « le délai d'acquisition ») ; application

des dispositions transitoires à la seule réduction des délais d'acquisition ; sous-amendement n° 30 : adopté ; sous-amendement n° 31 ; rejeté (p. 5181) ; son amendement n° 3 (supprimant les mots « en l'absence de P.O.S. » au premier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme) ; comptabilité des plans d'aménagement de zone (P.A.Z.) avec les dispositions des schémas directeurs ; adopté ; son amendement n° 23 (référence à un plan de sauvegarde et de mise en valeur) ; obligations susceptibles d'être exigées des constructeurs ; principe de la réalisation d'aires de stationnement ; rejeté (p. 5182) ; obligation pour le juge administratif de statuer dans un délai d'un mois sur les sursis à exécution en matière de permis de construire ; critique de cette obligation (p. 5183).

GAUBERT (Jean)

Député des Côtes-du-Nord
(2^e circonscription)
Socialiste

Devenu député le 16 décembre 1985, en remplacement de M. Charles Josselin, nommé membre du Gouvernement [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14699).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 10 janvier 1986] (p. 498).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14993).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 11 janvier 1986] (p. 590).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Résultats de la lutte contre le chômage** : niveau élevé du chômage [18 décembre 1985] (p. 6346).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Deuxième lecture, discussion générale : importance psychologique du texte [21 décembre 1985] (p. 6632) ; possibilité d'envisager rapidement une cessation d'activité ; alignement sur le régime général des retraites ; mesures de rattrapage ; mode de calcul des cotisations sociales agricoles (p. 6633).

GAUDIN (Jean-Claude)

Député des Bouches-du-Rhône
(2^e circonscription)
U.D.F.

Président du groupe U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

Président de ce groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Relations franco-algériennes** : émission de la télévision algérienne accusant la France d'avoir utilisé 150 prisonniers du F.L.N. comme « cobayes » en les exposant aux radiations lors d'un essai nucléaire en 1960 ; politique franco-algérienne ; contrat gazier ; nécessité pour l'Algérie de s'excuser auprès de la France [15 mai 1985] (p. 789) ;

— **Cohésion gouvernementale** : rappelle le « trouble » du Premier ministre lors de la visite de M. Jaruzelski à Paris ; « trouble » du ministre de la culture en ce qui concerne la cinquième chaîne [11 décembre 1985] (p. 5876).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568).**

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : présence dans les tribunes du président d'un Gouvernement provisoire en rébellion ouverte contre la France [23 janvier 1985] (p. 3) ; caractère exceptionnel du recours à l'état d'urgence inutilisé depuis le drame algérien ; responsabilité du Gouvernement dans la prolongation de l'état d'urgence ; son soutien aux forces de gendarmerie et de police chargées de ramener la paix publique en Nouvelle-Calédonie ; recherche des auteurs de crimes ; nécessité de garanties indispensables (p. 14) ; maintien des équilibres par les Gouvernements précédents ; causes de l'état d'urgence liées à l'attitude du Gouvernement actuel ; son rappel de la déclaration de M. François Mitterrand le 16 décembre 1984 ; nécessité de reconsidérer le Plan Pisani ; condamnation implicite des thèses officielles du parti socialiste par ce plan (p. 15) ; caractère scandaleux des propos de M. Tjibaou concernant le parallèle entre la présence française en Nouvelle-Calédonie et l'occupation allemande en 1940 ; absence de caractère inéluctable de l'indépendance en Nouvelle-Calédonie ; nécessité de mettre en place un statut rénové ; ses propositions concernant ce statut ; caractère régressif de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ; utilité de l'autodétermination (p. 16) ; incapacité des socialistes à imaginer une solution française pour la Nouvelle-Calédonie ; attitude de M. François Mitterrand dans ce territoire ; nécessité de reconsidérer le Plan Pisani et de garantir la sécurité de toutes les communautés ; vote contre l'état d'urgence du groupe U.D.F. (p. 17).

— **Discussion de la motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Gaudin et Labbé.**

Déclaration du Président de la République se prononçant pour l'institution de la proportionnelle pour l'élection des députés ; influence des élections cantonales ; instauration de la proportionnelle intégrale ; volonté d'échapper à la « sanction populaire » ; remise en cause des institutions ; danger créé par une réforme intéressée ; caractère abusif de l'argument tiré de la « fidélité aux engagements » [23 avril 1985] (p. 298) ; caractère précité de la réforme ; avantages et inconvénients du scrutin majoritaire et du scrutin proportionnel ; absence de caractère constitutionnel de la loi électorale ; division des socialistes ; possibilité de rendre plus équitable le mode de scrutin actuel par un redécoupage des circonscriptions ; nécessaire conciliation entre la représentation des opinions et l'obligation de dégager une majorité de Gouvernement ; exemples empruntés à la vie politique étrangère ; pouvoirs excessifs conférés aux partis ; remise en cause du droit de choisir son député et du droit de choisir sa majorité (p. 299) ; remise en cause du droit de sanctionner et du droit à l'alternance ; conséquences de la proportionnelle sur le droit de dissolution ; utilité du scrutin majoritaire dans les périodes de crise ; citation de M. François Mitterrand considérant comme « souhaitable » l'affrontement de « deux politiques dominantes » ; déstabilisation des institutions ; « anarchie tempérée par l'influence du Président » (p. 300) ; signification du dépôt de la motion de censure (p. 301).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : ses observations sur les fréquents changements d'avis du Président de la République [24 avril 1985] (p. 354) ; non création de cantons dans le département des Bouches-du-Rhône ; cas de la circonscription de M. René Rieubon (p. 355) ; oppose la question préalable (p. 374) ; rejetée (p. 377).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable [26 avril 1985] (p. 488) ; rejetée ; (p. 491).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable [29 mai 1985] (p. 1281); rejetée; (p. 1288).

Son rappel au règlement : organisation des travaux parlementaires [12 août 1985] (p. 2476); dégradation des conditions de travail; article 10 de la Constitution; inégalité de représentation (p. 2477).

Son rappel au règlement : affaire Greenpeace; image humiliante de la France; nécessité de permettre la poursuite des essais nucléaires; demande de convocation des commissions des affaires étrangères et de la défense [20 août 1985] (p. 2517).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : dépassement de son temps de parole par M. Mitterrand alors leader de l'opposition à l'Assemblée nationale; remercie le Président d'avoir eu la courtoisie de ne pas interrompre M. Giscard d'Estaing [16 octobre 1985] (p. 3128).

Ses observations sur la question de M. Gérard Gouzes : croisière libérale : attitude de la C.G.T. empêchant qu'une telle croisière s'effectue sur un bâtiment français [20 novembre 1985] (p. 4550);

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036).**

Première lecture, discussion des articles : article 4 : poursuite des mandats jusqu'à expiration; position de l'U.D.F. en faveur de la limitation du cumul des mandats [27 novembre 1985] (p. 4974); son exemple personnel (p. 4976); obligation par la loi à choisir au terme du mandat; construction de la région (p. 4977).

Allocution (n° 3227) de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale.

Evolution de l'attitude de M. Louis Mermaz [18 décembre 1985] (p. 6337); nombre de sessions extraordinaires; utilisation de l'article 49-3 de la Constitution; caractère infondé des critiques faites à l'opposition d'entraver l'action législative du Gouvernement; saisine du Conseil constitutionnel; Parlement ayant bien rempli le rôle de contre-pouvoir que lui imposaient les circonstances politiques (p. 6338).

GENG (Francis)

*Député de l'Orne
(2^e circonscription)
U.D.F.*

Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 2577) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Licenciements chez Thomson-C.S.F.** : coût des entreprises nationalisées; fusion éventuelle entre Thomson-téléphone et C.I.T. [3 avril 1985] (p. 66); suppression d'emplois dans l'ensemble de l'industrie du téléphone (p. 67);

— **Insuffisance des moyens mis à la disposition de la gendarmerie** : politique du Gouvernement [22 mai 1985] (p. 1010); brigades et compagnies de gendarmerie ne disposant pas des contingents de carburant nécessaires pour

assurer leurs missions; contraste avec l'amélioration considérable de la sécurité extérieure (p. 1011);

— **Marché de la viande bovine** : conséquence de la sécheresse; [9 octobre 1985] (p. 2840); non respect des principes de l'unité de prix et de l'égalité de concurrence au sein du Marché commun (p. 2841);

orale sans débat :

— **n° 919**, posée le 26 novembre 1985 : **professions et activités sociales (auxiliaires de vie)** (p. 4924); appelée le 29 novembre 1985 : **associations d'aide à domicile en milieu rural** : conséquences de l'absence de revalorisation de la subvention de l'Etat; politique de promotion de la vie associative (p. 5041); situation déficitaire des services d'auxiliaires de vie; mise en cause de la politique d'aide à domicile des personnes handicapées; politique du Gouvernement transférant de plus en plus de charges aux collectivités territoriales (p. 5042).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577).**

Première lecture, discussion générale : introduction dans le droit des affaires d'une société à responsabilité limitée à un seul associé; exigence de la caution personnelle des dirigeants pour l'obtention de crédits bancaires; absence de toutes mesures d'ordre social et d'ordre fiscal; statut du chef d'entreprise-dirigeant-associé unique; application du taux de 4,80 % sur les cessions de parts sociales [11 avril 1985] (p. 151-152).

Deuxième lecture, discussion générale : aspects fiscaux et sociaux de l'E.U.R.L.; opportunité du choix opéré au détriment de la technique du patrimoine d'affectation; contraintes juridico-administratives pesant sur la S.A.R.L. à associé unique; coût du nouveau statut; régime de protection sociale du gérant associé unique; cessions de parts soumises au taux d'enregistrement de 4,8 %; discrimination entre la rémunération du gérant minoritaire et celle du gérant majoritaire de la S.A.R.L.; risque d'apparition d'entreprises unipersonnelles fictives [18 juin 1985] (p. 1731); incertitudes relatives aux droits d'apport; nécessité d'une véritable politique fiscale de l'entreprise (p. 1732).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : substitution en 1982 d'une majorité artificiellement pro-indépendantiste à une majorité pro-française; résultat des élections du 11 novembre 1984; attitude de certains « hauts fonctionnaires du pouvoir »; découpage du territoire en quatre régions avantagant les indépendantistes; suppression du Gouvernement du territoire; ses observations sur la formule de l'indépendance-association; absence de garantie au maintien de la Nouvelle-Calédonie dans l'ensemble français; montée en puissance de la zone Asie-Pacifique; possibilités offertes par la Nouvelle-Calédonie à la France [30 mai 1985] (p. 1305); problème de l'avenir de la base militaire en cas d'indépendance; sa rencontre avec M. Tjibaou à Nouméa; expérience de la Nouvelle-Calédonie apparaissant comme originale; organisation d'une consultation d'autodétermination constituant un préalable (p. 1306).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : article 2 : son amendement n° 57 (substituant à la fin du paragraphe V de cet article à la somme « cent quatre vingt douze mille francs » la somme « deux cent seize mille francs ») [17 octobre 1985] (p. 3195); rejeté (p. 3196); **après l'article 2** : son amendement n° 58 (précisant que l'abattement est appliqué à partir des bénéfices résultant d'un redressement lorsque la bonne foi de l'adhérent n'est pas mise en cause); redressement intervenant à l'initiative de l'administration; non prise en compte du fait générateur du redressement (p. 3199); rejeté (p. 3200); **article 3** : son amendement n° 60 (substituant dans le paragraphe I de cet article au pourcentage « 45 % » et le pourcentage « 40 % »); diminution de 10 % de l'impôt sur les sociétés; hypothèse pour les bénéficiaires qui ne sont pas distribués; rejeté; son amendement n° 59 (supprimant

les mots : « dans la mesure où ce bénéfice est affecté après impôt à une réserve spéciale » ; encouragement des entreprises à ne pas distribuer de bénéfices (p. 3205) ; rejeté (p. 3206) ; **après l'article 3** : son amendement n° 61 (remplaçant dans la première phrase du quatrième alinéa du I de l'article 19 de la loi de finances pour 1985 les mots « dix années » par les mots « cinq années ») ; institution d'un système de report en arrière ; longueur du délai relatif au remboursement au regard de la vie financière de l'entreprise ; rejeté (p. 3208) ; **article 6** : son amendement n° 62 : retiré ; **après l'article 6** : son amendement n° 63 (substituant dans le dernier alinéa du paragraphe I de l'article 1647 *sexies* du code général des impôts au pourcentage « 5 % » le pourcentage « 4 % ») ; taxe professionnelle ; réduction d'un point du plafonnement ; rejeté (p. 3229) ; **article 16** : son amendement n° 64 (supprimant le paragraphe II de cet article) [18 octobre 1985] (p. 3265) ; non soutenu (p. 3266) ; **article 17** : son amendement n° 65 (de suppression) : rejeté (p. 3268).

Deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale* : questions : problèmes rencontrés par l'enseignement privé avec le programme « Informatique pour tous » [29 octobre 1985] (p. 3658) ; participation de l'enseignement privé au service public de l'enseignement ; exercice d'une liberté (p. 3659).

Redéploiement industriel et commerce extérieur — **Energie.** — *Discussion générale* : Diminution des crédits ; nécessaire redéfinition de la frontière entre secteur public et secteur privé ; importance des entreprises ; nécessité d'un consensus social ; modalités d'attribution des primes à l'aménagement du territoire ; nécessaire rapprochement de la législation française avec celle en vigueur dans les autres pays de la Communauté économique européenne ; motif réel de l'amélioration de la situation financière des groupes nationalisés [12 novembre 1985] (p. 4213) ; évolution de l'emploi (p. 4214).

Articles additionnels et articles non rattachés : **article 71** : son amendement n° 6 (de suppression) [14 novembre 1985] (p. 4368) ; rejeté (p. 4370).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).

Discussion : bilan de la politique socialiste dans l'agriculture ; évolution comparée des budgets de l'Etat et de l'agriculture depuis 1982 [10 décembre 1985] (p. 5833) ; chute du revenu ; cotisations du B.A.P.S.A. ; doublement de la dotation aux jeunes agriculteurs ; situation des producteurs de lait et de viande bovine ; dialogue et concertation entre la profession et les pouvoirs publics ; renforcement des principes fondamentaux de la P.A.C. ; création d'une monnaie européenne ; mise en œuvre de la filière « éthanol » (p. 5834).

GENGENWIN (Germain)

Député du Bas-Rhin
(4^e circonscription)
U.D.F.

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 2577) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (prestations sociales agricoles) [J.O. du 16 décembre 1985] (p. 12046).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'abaissement

à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14993).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome XV : prestations sociales agricoles (n° 2988) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Déclaration du président de la commission des lois après la décision de la 17^e Chambre correctionnelle de Paris** : jugement prononcé à l'encontre de M. Jean-Marie Tjibaou par la 17^e Chambre correctionnelle ; constitution d'un Gouvernement provisoire sur le territoire de la République ; ses observations sur les propos du président de la commission des lois qualifiant ce jugement « d'absurde et d'imbécile » ; atteinte portée à une appréciation souveraine d'un magistrat [29 mai 1985] (p. 126).

— **Situation des mères de famille dont les enfants sont détenus en Algérie** : séquestration d'enfants [30 octobre 1985] (p. 3711).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).

Première lecture, discussion générale : difficultés rencontrées par l'investissement forestier ; augmentation des contraintes pour l'attribution des aides publiques ; impossibilité de remembrer la forêt lors d'un partage de succession ; formules de regroupement ; pluies acides ; dégâts subis par la forêt en Alsace [9 mai 1985] (p. 645).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : autorisation tacite au bout d'un délai de trois mois (p. 665) ; amendement n° 18 de M. Bernard Stasi se justifiant par son texte même (p. 666) ; **après l'article 2** : associations de protection de la nature devant être représentées au Conseil d'administration de l'Office national des forêts (p. 670) ; **article 7** : possibilité pour les propriétaires de moins de 10 hectares pouvant faire état de leur pratique de la sylviculture, ou s'engageant à remettre rapidement en état une partie de leur bois, de bénéficier des aides publiques (p. 674-675) ; **article 11.** — *article L. 247-1 du code forestier* : lourdeur des associations autorisées (p. 679) ; risque de la réalisation d'équipements lourds n'ayant pas leur place en milieu naturel (p. 681).

— Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2662).

Première lecture, discussion générale : importance de la mutualité ; adaptation du mouvement mutualiste aux nouvelles conditions de vie ; code de la mutualité apparaissant comme désuet et inadapté au développement de l'action mutualiste ; portée limitée de la réforme sur les nouveaux droits des sociétés mutualistes [28 mai 1985] (p. 1188) ; possibilité offerte aux mutuelles d'assurer une prévoyance collective ; soumission à autorisation des gros emprunts et de l'implantation des centres mutualistes ; nombre de mesures devant être prises par décret en Conseil d'Etat ; imprécisions concernant la place de la mutualité au sein de l'ensemble de la protection sociale et de son rôle vis-à-vis de la sécurité sociale (p. 1189).

Discussion des articles : **après l'article 4** : durée de la formation ne devant pas peser sur les charges des entreprises (p. 1238).

Explications de vote : reconnaissance de la vocation du mouvement mutualiste ; regrette que le texte n'ait pas traité de l'ensemble de la protection complémentaire ; problème posé par les structures de soins ; affectation des fonds publics ; abstention du groupe U.D.F. (p. 1240).

Deuxième lecture, discussion générale : attachement au principe fondamental de la mutualité ; innovation en matière d'action sociale ; mise à jour de la législation de la mutualité ; dangers entraînés par l'instauration d'un monopole au profit de la mutualité ; insuffisance de la présence obligatoire des

commissaires aux comptes dans les mutuelles ; réserves sur les garanties offertes aux adhérents des mutuelles pratiquant la mutuelle de groupe ; insuffisance des garanties financières ; extension des missions des mutuelles ; association des mutuelles avec d'autres institutions ou avec des collectivités locales pour la gestion d'œuvres sociales ; opposition à la création de nouvelles œuvres sociales empiétant sur le secteur libéral [24 juin 1985] (p. 1895).

Discussion des articles : article 1^{er} et code annexé. — *article L. 125-4 du code de la mutualité* : représentation de l'ensemble des salariés au sein du conseil d'administration ; participation des salariés au conseil d'administration avec voix délibérative (p. 1899) ; *article L. 125-10 du code de la mutualité* : maintien de la référence à la loi de 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (p. 1900) ; *article L. 411-5 du code de la mutualité* : danger de transfert de charges au détriment des collectivités territoriales (p. 1902).

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577).**

Deuxième lecture, discussion générale : incidences du texte sur les P.M.E. et P.M.I. ; crise de l'agriculture ; dégradation de la situation financière des exploitants ; création des sociétés civiles d'exploitation agricole à responsabilité limitée ; vide juridique du statut de l'exploitation agricole ; nécessité de limiter le risque financier des chefs d'exploitation qui investissent ; introduction de dispositions relatives au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises d'exploitation agricole ; régime applicable aux exploitations du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle [18 juin 1985] (p. 1733).

Explications de vote : abstention des groupes U.D.F. et R.P.R. (p. 1745).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Deuxième lecture, discussion des articles : article 12 : nécessité de réformer les bases d'imposition foncière ; actualisation forfaitaire des valeurs locatives en 1986 [20 juin 1985] (p. 1831) ; non implication de transferts de charges entre ménages et entreprises ; hausse excessive du foncier non bâti ; refus de l'institution du coefficient déflateur ; réorientation de l'activité agricole grâce à une révision générale des valeurs locatives ; prise en compte de la notion de productivité de la terre par le revenu cadastral (p. 1832).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Deuxième lecture, discussion générale : contenu du projet portant D.D.O.S. ; institution de sanctions pénales pour les groupements d'employeurs ; licenciement des grévistes ; définition de la faute lourde et de la faute grave dépendant du juge [26 juin 1985] (p. 2024) ; ses observations sur l'introduction d'articles additionnels ; saisine du Parlement d'amendements ayant des répercussions importantes (p. 2025).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : objectif d'augmentation des effectifs des lycées d'enseignement général et technologique ; cas de la région Alsace ; baccalauréat professionnel [8 octobre 1985] (p. 2797).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. —

Discussion générale : questions : règlement du dossier des « malgré-nous » ; accord passé entre MM. Giscard d'Estaing et Schmidt ; rattrapage des pensions ; revalorisation de 1,86 % ; modalités de calcul du rattrapage [22 octobre 1985] (p. 3333) ; promesses non tenues du Président de la République (p. 3334).

Urbanisme, logement et transports. I — Urbanisme et logement — *Discussion générale : questions* : modification du taux de 0,9 % ; utilisation du fonds ; accord Etat-U.N.I.L. ; soumission des entreprises à une augmentation du taux du fonds national d'aide aux logements [30 octobre 1985] (p. 3729).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale* : ambiguïté du titre de la formation professionnelle ; formation initiale [31 octobre 1985] (p. 3778) ; transfert des crédits des services généraux du Premier ministre sur le budget du ministère du travail ; participation des régions ; taux de participation des entreprises ; crédits ouverts au titre des programmes jeunes de seize à dix-huit ans ; stages pour chômeurs de longue durée (p. 3779).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : Rapporteur pour avis : transfert du service des alcools et transfert de l'allocation aux adultes handicapés aux actions sociales du ministère de l'agriculture ; désengagement de l'Etat à l'égard du B.A.P.S.A. ; absence de rapprochement des retraites agricoles de celles du régime générale ; recette provenant de la compensation démographique ; défaillance de paiement de certains cotisants ; abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs [7 novembre 1985] (p. 4041) ; effet des modifications du régime de retraite sur les exploitants (p. 4042) ; *questions* : régime social des agriculteurs ; montant des pensions de vieillesse (p. 4081).

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048).**

Première lecture, discussion des articles : article 4. — *article 103-3 de la loi du 7 janvier 1983* : complexité du texte ; autorisation du préfet avant d'engager les travaux [20 novembre 1985] (p. 4581).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier agricole (n° 3008).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er}. — *article 1^{er} du code rural* : référence au droit de propriété ; nécessité pour l'aménagement foncier rural de tenir compte de la vocation première du sol, à savoir sa vocation agricole [28 novembre 1985] (p. 4996) ; *article 4* : notion d'état d'exploitation pour ce qui concerne différents gisements ; garantie accordée à l'exploitant de carrières que son terrain sera réattribué à l'issue d'opérations foncières s'il n'est pas en exploitation (p. 5001).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Première lecture, discussion générale : abaissement de l'âge de la retraite en cinq étapes ; retraite agricole demeurant inférieure à celle des salariés du régime général ; calcul des retraites forfaitaires et proportionnelles se faisant sur trente-sept années et demie [5 décembre 1985] (p. 5367) ; coefficient de minoration ; interdiction de cumuler une retraite avec une quelconque activité ; modalités de financement de la réforme (p. 5368).

Discussion des articles : article 2 : retraite proportionnelle étant acquise par des cotisations par point ; nécessité de fixer une pension maximale au même niveau que pour le régime général (p. 5379).

Explications de vote : adoption du projet se traduisant par une régression pour certains exploitants ; suppression des droits dérivés ; absence de majoration pour les veuves ; rôle du fonds national de solidarité ; coût de la réforme ; abstention du groupe U.D.F. (p. 5389).

GERMON (Claude)

*Député de l'Essonne
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Chargé d'une mission temporaire conjointement auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, du ministre de la recherche et de la technologie et du ministre de l'économie, des finances et du budget [J.O. du 31 mai 1985] (p. 6040). Fin de cette mission le 30 novembre 1985 [2 décembre 1985] (p. 5098).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (redéploiement et commerce extérieur : industrie) [*J.O.* du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 31 : redéploiement industriel et commerce extérieur : industrie (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Dénationalisations et développement industriel national** : présentation d'un projet de privatisation du secteur public par un cabinet d'affaires ; atteinte aux droits des salariés des entreprises concernées [23 octobre 1985] (p. 3390).

orale sans débat :

— n° 861, posée le 11 juin 1985 : **S.N.C.F. (gares : Essonne)** (p. 1627).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : iniquité du découpage des circonscriptions [25 avril 1985] (p. 413) ; aspect financier de l'inégalité de représentation (p. 414).

• — **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale* : questions : problèmes de la région Ile-de-France ; perte des effectifs industriels ; transferts d'activités de l'Ile-de-France vers la province ; prélèvements financiers sur les régions les plus riches [23 octobre 1985] (p. 3407).

Urbanisme, logement et transport. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

— *Discussion générale* : questions : entrée du T.G.V. Sud-Est à Paris par la gare de Lyon ; absence de connexion dans Paris ; interconnexion des T.G.V. interrégionaux et internationaux en contournant Paris ; intérêt de la ville de Massy ; interconnexion entre l'aéroport de Roissy et le T.G.V. Nord ; avantages de ces interconnexions pour l'Ile-de-France [24 octobre 1985] (p. 3468) ; pose la question de M. Jean-Claude Portheault (p. 3470).

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement.

— *Discussion générale* : situation de l'office public interdépartemental de H.L.M. de l'Essonne, du Val d'Oise et des Yvelines ; nécessité d'un éclatement ; rôle des collectivités locales dans la construction et les travaux publics ; soutien au secteur du B.T.P. ; réalisation de travaux utiles [30 octobre 1985] (p. 3720) ; interruption de chantiers faute d'un financement P.L.A. (p. 3721).

Redéploiement industriel et commerce extérieur

— **Energie.** — *Discussion générale*, Rapporteur spécial : rôle des entreprises nationales à l'exportation ; situation des entreprises nationalisées ; trésorerie des entreprises ; investissements des entreprises ; production industrielle ; situation financière des groupes industriels nouvellement nationalisés [12 novembre 1985] (p. 4199) situation de Renault ; rôle social des entreprises nationalisées ; utilité des plans de soutien spécifiques ; évolution de l'emploi ; montant et répartition des crédits ; actions en faveur de petites et moyennes industries ; aide à la construction navale ; rôle de l'école nationale de l'exportation ; situation de l'agence nationale pour la création d'entreprises (p. 4200-4201).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale* : questions : délinquance à Massy ; décès de membres du personnel navigant du groupement aérien du ministère de l'intérieur et de la décentralisation ; non reconnaissance de la spécialité de pilote bombardier d'eau ; processus de

modernisation et de renouvellement de la flotte d'avions largueurs d'eau [13 novembre 1985] (p. 4327).

GIOLITTI (Francis)

*Député des Alpes-Maritimes
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1985] (p. 3903).

GIOVANNELLI (Jean)

*Député du Morbihan
(6^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1985] (p. 3902).

Rapporteur du projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [14 novembre 1985] (p. 4396).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [*J.O.* du 21 décembre 1985] (p. 14993).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 22 décembre 1985] (p. 15039).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 3097) [*J.O.* du 22 décembre 1985] (p. 15039).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 3038) relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3137) [28 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3305) [21 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi rejeté par le Sénat (n° 3284) relatif à l'abaissement de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3307) [21 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3319) relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3321) [22 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale* : atteinte de l'objectif de 1 % du budget global de l'Etat ; diminution de la T.V.A. payée par les chaînes de télévision publiques et du câble ; « sponsoring » de la création audiovisuelle ; part consacrée à l'éducation et à la formation artistique ; grands projets ; création du Conseil supérieur de la recherche archéologique ; situation des musées de la culture scienti-

fique ; « écomusée » ; comparaison des chiffres budgétaires de la période 1975-1980 à ceux de la période 1981-1986 ; nombre des écoles de musique subventionnées par l'Etat en 1986 [28 octobre 1985] (p. 3588) ;

Education nationale. — *Discussion générale* : formation du citoyen ; création nette d'emplois centre 1981 et 1986 ; emploi dans les lycées d'enseignement général et technique [29 octobre 1985] (p. 3643) ; résorption de l'auxiliaire ; efforts en faveur des instituteurs ; révalorisation indiciaire ; postes mis au concours de recrutement du C.A.P.E.S. et de l'agrégation ; domaine de l'éducation physique et sportive ; enseignement supérieur ; plan de promotion des assistants au grade de maître assistant ; situation des vacataires et des magasiniers de bibliothèque ; entrée dans les L.E.P. ; montant total du budget (p. 3644).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : abaissement de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles ; volonté du groupe socialiste de faire aboutir cette mesure avant la fin de la législature ; revalorisation des pensions depuis 1981 [5 décembre 1985] (p. 5348) ; harmonisation du régime agricole avec les autres régimes ; nombre d'agriculteurs concernés ; montant des pensions selon les tranches du revenu cadastral ; alignement des retraites pour l'ensemble des agriculteurs sur celles servies par le régime général de la sécurité sociale étant conditionné par une amélioration de l'effort contributif ; situation démographique de l'agriculture ; réglementation des cumuls entre les revenus d'activité et les pensions de vieillesse favorisant la libération des terres et l'installation des jeunes ; financement de la protection agricole (p. 5349) ; problème des conjoints d'exploitant ; financement de la réforme ; évaluation des dépenses supplémentaires ; réglementation des cumuls permettant de réaliser des économies ; bonification de points en faveur des associés actifs constituant une entreprise agricole à responsabilité limitée ; cumul partiel d'un avantage personnel avec une pension de réversion agricole ; prime en capital d'orientation des terres aux exploitants donnant à bail leurs terres et bâtiments d'exploitation ; coefficient de minoration appliqué au montant de la retraite forfaitaire et de la retraite proportionnelle ; pension de réversion des veuves (p. 5350) ; nécessité d'une harmonisation du régime des pensions de vieillesse agricole avec le régime général (p. 5351) ; ses observations sur les propos de M. Jean Brocard (p. 5360).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (de précision) : adopté (p. 5372) ; son amendement n° 2 (tendant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 1120-1 du code rural à supprimer les mots « à condition que soient remplies les conditions fixées par le présent chapitre ») ; droit à pension n'étant subordonné qu'à une condition d'âge ; adopté ; son amendement n° 3 (situation des prisonniers de guerre bénéficiant d'une retraite anticipée) : adopté ; son amendement n° 4 (de précision) : adopté (p. 5378) ; **article 2** : son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 54 à titre personnel (dispositions particulières applicables aux associés actifs constituant une exploitation agricole à responsabilité limitée) (p. 5379) ; nécessité de favoriser la constitution d'E.A.R.L. ; adopté ; son amendement n° 7 (de conséquence) : adopté (p. 5380) ; **article 3** : son amendement n° 9 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 1122 du code rural à supprimer les mots « qui a satisfait à toutes les prescriptions du présent chapitre ») ; nécessité de supprimer la disposition précisant que le droit à réversion est ouvert en cas de décès du chef d'exploitation « qui a satisfait à toutes les prescriptions du présent chapitre » ; octroi de la pension de réversion, paraissant conditionné par la satisfaction de l'ensemble des prescriptions du chapitre concerné ; adopté ; son amendement n° 10 (conditions d'ouverture de la pension de réversion) ; versement d'un complément différentiel dans le cas où l'avantage personnel est d'un montant inférieur à la pension de réversion susceptible d'être accordée ; adopté ; son amendement n° 11 (tendant dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 1122 du code rural à insérer après le mot « pension » les mots « de retraite ») ; conditions d'attribution et de calcul de la pension de réversion du conjoint survivant du chef d'exploitation ; droits propres du conjoint survivant poursuivant l'exploitation ; adopté ; **après l'article 3** : son

amendement n° 12 (de conséquence) (p. 5381) ; adopté ; **après l'article 4** : son amendement n° 13 (droits dérivés des conjoints survivants des membres de la famille du chef d'exploitation) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 14 (tendant à compléter le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article par les mots « et éventuellement à leurs ayants droit ») : adopté ; son amendement n° 15 (tendant dans le dernier alinéa (2^e) du paragraphe I de cet article après le mot « retraite » à insérer les mots « ou de réversion ») (p. 5382) : rejeté ; son amendement n° 16 (de correction) : adopté ; son amendement n° 17 (de précision) : adopté (p. 5383) ; **après l'article 7** : son amendement n° 18 (tendant après l'article 7 à insérer l'article suivant : « à l'article 1142-11 du code rural, la référence « 1122-4 est supprimée ») ; article du code n'étant pas applicable à l'assurance vieillesse des non salariés agricoles des départements d'outre-mer ; adopté (p. 5384) ; **article 8** : son amendement n° 20 (situation des assurés des régimes des professions artisanales, industrielles et commerciales ayant liquidé leur pension postérieurement au 30 juin 1984) : adopté ; limite en-deçà de laquelle la poursuite d'une activité est compatible avec la perception d'une retraite agricole (p. 5385) ; **après l'article 8** : ses observations sur l'amendement n° 48 de M. René André et le sous-amendement n° 55 du Gouvernement (p. 5386) ; **article 10** : son amendement n° 23 (tendant dans le premier alinéa de cet article après les mots « janvier 1986 » à insérer les mots « et jusqu'au 31 décembre 1990 ») ; limitation dans le temps du versement de la contribution de solidarité mise à charge des personnes exerçant une activité agricole non salariée et percevant une pension de vieillesse au titre d'un autre régime ; retiré ; son amendement n° 24 (de précision) : adopté (p. 5387) ; **article 14** : prorogation du F.A.S.A.S.A. jusqu'au 31 décembre 1989 (p. 5388).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : application des coefficients de minoration ; institution d'une contribution de solidarité ; coût d'une éventuelle mesure d'harmonisation des retraites ; possibilité de cumul entre une pension de retraite et un revenu d'activité [21 décembre 1985] (p. 6631) ; échec de la commission mixte paritaire (p. 6632).

Discussion des articles : **article 5** : son amendement n° 2 (insérant dans le dernier alinéa (2^e) du paragraphe I de cet article après le mot : « retraite », les mots : « ou de réversion ») : devenu sans objet (p. 6634) ; **article 8** : son amendement n° 3 (complétant cet article par l'alinéa suivant : « à titre transitoire et jusqu'à l'intervention du schéma directeur départemental des structures agricoles déterminant la superficie mentionnée à l'alinéa précédent, cette superficie est fixée par voie réglementaire ») ; exploitation du cinquième de la surface minimum d'installation ; adopté ; **article 8-bis** : son amendement n° 4 (de suppression) ; condition de réalisation des baux ruraux (p. 6635) ; adopté ; **article 10** : son amendement n° 5 (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots : « janvier 1986 », les mots : « et jusqu'au 31 décembre 1990 ») : adopté ; **article 14** : son amendement n° 6 (substituant à la fin de cet article à la date : « 31 décembre 1986 », la date : « 31 décembre 1989 ») (p. 6636) ; reconduction du fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles ; adopté ; **après l'article 16** : son amendement n° 7 (de coordination) : adopté (p. 6637).

GISCARD D'ESTAING (Valéry)

Député du Puy-de-Dôme

(2^e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Proposition de loi visant à abroger les ordonnances n° 45-1483 et n° 45-1484 du 30 juin 1945 et à appliquer en France les règles de l'économie libérale de marché (n° 2886) [29 juin 1985].

Proposition de loi relative à la liberté de communication (n° 3334) [9 janvier 1986].

QUESTIONS

au gouvernement :

— **Réforme électorale** : sa position personnelle pour la proportionnelle en 1982 ; notion « d'instillation » de règle proportionnelle ; mode d'élection pratiqué pour le Sénat ; utilisation du référendum [10 avril 1985] (p. 115).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : changement profond du système électoral de la France ; modification des institutions politiques de la France ; cas de la dernière Assemblée nationale élue au scrutin proportionnel départemental [24 avril 1985] (p. 366) ; différents modes de scrutin utilisés sous la III^e République n'assurant pas la stabilité des gouvernements ; stabilité de la V^e République résultant de la combinaison de la stabilité de l'exécutif et de l'existence d'une majorité de Gouvernement ; ses observations sur l'attitude de certains députés socialistes lors de la réforme de 1962 ; rupture des liens entre l'électeur et l'élus ; position de l'U.D.S.R. dirigée par M. François Mitterrand en faveur du scrutin majoritaire ; renouvellement des représentants politiques du pays (p. 367) ; entrée de la France dans le groupe « des pays moyens » ; mode de scrutin majoritaire ou à forte inspiration majoritaire pratiqué par les grandes puissances ; constitutionnalité de la procédure proposée ; défend la notion référendaire ; droit de représentation constituant un bien propre de citoyen ; recours au référendum apparaissant comme une solution profondément moderne ; ses observations sur la pratique des mises en cause personnelles lors des questions d'actualité ou des grands débats (p. 368) ; non application directe d'une promesse électorale ; inscription de cette réforme dans une modification plus vaste de la Constitution ; vote positif par certains députés socialistes de l'article unique de délégation des pouvoirs constitutionnels en 1958 (p. 369) ; abaissement de l'âge électoral à dix-huit ans (p. 371).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : non application du budget voté [16 octobre 1985] (p. 3123) ; effets de la stratégie économique suivie depuis quatre ans ; dévaluation du franc à trois reprises ; croissance de l'économie mondiale ; stagnation de la production industrielle en France ; taux de la production industrielle en France ; réduction du taux d'investissement des entreprises ; détérioration du taux d'épargne des ménages ; diminution du pouvoir d'achat du minimum vieillesse ; déficit du commerce extérieur ; augmentation de l'endettement brut en dollar ; comparaison de la totalité des dettes et de la totalité des créances sur l'étranger (p. 3124) ; résultats obtenus dans la lutte contre l'inflation ; proportion des prix libérés dans l'ensemble des prix à la consommation ; diminution des parts de marché de la France ; augmentation du chômage ; situation du chômage des jeunes ; prise en compte des T.U.C. pour l'élaboration des statistiques ; déficit budgétaire (p. 3125) ; diminution des dépenses d'équipement ; évolutions des charges de fonctionnement du budget ; croissance de la dette publique ; intérêts payés en 1985 au titre de l'impôt et de l'emprunt 7 % 1973 ; établissement de l'exactitude des comptes ; sous-évaluation des dépenses figurant dans le projet de budget ; transferts des dépenses hors du budget ; évaluation du déficit réel ; inventaire précis de la situation budgétaire établi au printemps 1986 (p. 3126) ; dégradation de l'épargne nette des sociétés ; montants consolidés des dépenses du secteur public ; allègement de l'impôt ; contribution obligatoire majorant le coût du travail pour les entreprises en France ; (p. 3127) ; budget n'ayant aucune chance d'être appliqué en 1986 du fait du passage à la représentation proportionnelle (p. 3136).

GISSINGER (Antoine)

Député du Haut-Rhin
(5^e circonscription)
R.P.R.

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Vice-président de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [J.O. du 22 mai 1985] (p. 5757).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652) [J.O. du 28 juin 1985] (p. 7179).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (travail, emploi et formation professionnelle ; formation professionnelle) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme sur l'enseignement technique et professionnel (n° 2908) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14911).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome XIV : travail, emploi et formation professionnelle : formation professionnelle (n° 2988) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Avenir de Matra-Manurhin-Automatic** : dernière entreprise française concevant et fabriquant des machines à commande numérique ; restructuration de l'entreprise ; nombre d'emplois supprimés ; non respect par Matra et ses engagements [7 mai 1985] (p. 608).

— **Contrat de plan entre l'Entreprise minière et chimique et l'Etat** : date prévue pour la signature du contrat entre l'Entreprise minière et chimique de l'Etat ; modalités de répartition de la dotation accordée à l'Entreprise minière et chimique ; puits d'Ungersheim [26 juin 1985] (p. 1990).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale* : questions ; résorption du déficit en éducation physique et sportive [29 octobre 1985] (p. 3655) ; ses interventions en faveur de l'éducation physique et sportive depuis 18 ans ; crédits accordés par l'Etat pour le fonctionnement de l'enseignement sportif et physique du deuxième degré (p. 3660) ; délégation aux régions des crédits de fonctionnement et d'équipement des lycées ; crédits suppléant le plan de modernisation du parc des machines-outils ; obligations de la loi de programme de l'enseignement technologique ; définition d'un schéma prévisionnel de la formation dans la région Alsace (p. 3663).

Travail emploi et formation professionnelle. *Discussion générale.* Rapporteur pour avis ; insuffisante évaluation des efforts accomplis au titre de la formation professionnelle ; crédits destinés aux T.U.C. ; performance des pactes pour l'emploi ; abrogation de la loi Legendre sur l'alternance ; retards dans la mise en place des formations

alternées en entreprise ; problèmes de l'information sur le nombre des contrats signés ; suppression des contrats emploi-formation et emploi adaptation ; diminution des effectifs de l'apprentissage ; rôle de l'A.F.P.A. [31 octobre 1985] (p. 3764) ; compétence de droit commun des régions dans le domaine de l'apprentissage et de la formation professionnelle ; efforts des entreprises en faveur de la formation professionnelle ; organismes paritaires agréés au titre du congé individuel de formation ; insuffisances de l'activité de contrôle des délégations régionales ; nombre des congés individuels de formation (p. 3765) ;

GOASDUFF (Jean-Louis)

Député du Finistère
(3^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes (n° 2393) [J.O. du 14 juin 1985] (p. 6584).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural (n° 3008) [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14815).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14993).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Négociations sur les prix agricoles** : conséquences du retard dans la fixation des prix ; divergences des positions nationales ; distorsions de concurrence intracommunautaire ; rôle du ministre dans les négociations [10 avril 1985] (p. 111).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale : questions* : problèmes de la valorisation des déchets ; préoccupations des pays en voie de développement ; rôle de l'agence nationale pour l'élimination et la récupération des déchets [23 octobre 1985] (p. 3430) ; conservation de l'environnement rural ; actions proposées par la C.E.E. ; possibilité, pour la politique de l'environnement, d'accompagner le développement de certaines productions ou la création de nouveaux débouchés (p. 3431).

Postes et télécommunications. — *Discussion générale* : estime que M. Louis Mexandeu est « Mexandeu le sectaire » [24 octobre 1985] (p. 3495).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : démantèlement de la politique agricole commune ; transfert du service des alcools et des allocations pour adultes handicapés ; actualisation des contrats de plan ; enseignement et formation agricole ; bonification d'intérêts ; prêts d'installation accordés aux jeunes agriculteurs [7 novembre 1985] (p. 4055) ; dotation aux jeunes agriculteurs ; Oniflor ; offices Onilait et Ofival ; baisse des dépenses d'équipement ; désengagement des pouvoirs publics (p. 4056).

— Projet de loi relatif à l'aménagement foncier agricole (n° 3008).

Première lecture, discussion générale : remise en valeur d'ilôts de terres incultes [28 novembre 1985] (p. 4990) ; liaison entre l'urbanisme et l'aménagement foncier ; inter-

férences existant entre l'aménagement foncier agricole et l'aménagement foncier forestier ; carence en ce qui concerne la répartition des compétences et le financement de l'aménagement foncier ; problème de la décentralisation et des transferts de compétences en matière d'aménagement foncier ; notion de « protection de la nature » (p. 4991).

Explications de vote : absence de réponse en matière de financement pour réaliser l'aménagement souhaité (p. 5008).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).

Discussion : rôle et place de l'agriculture dans l'économie française ; gains de productivité [10 décembre 1985] (p. 5818) ; ambitions agricoles et agro-alimentaires de la France ; moyens du ministère de l'agriculture ; élargissement de la C.E.E. ; application de la politique des structures ; négociations avec la profession ; renforcement des conditions de compétence pour l'octroi de la dotation aux jeunes agriculteurs ; mise en place de contingentements ; agressivité commerciale américaine ; évolution des budgets « agriculture » (p. 5819) ; restauration de la P.A.C. ; politique de réduction des disparités nationales ; modifications éventuelles des orientations sectorielles ; politique d'exportation ; définition des règles de mise en marché par les interprofessions ; situation de trésorerie des agriculteurs ; niveau des investissements ; régime fiscal agricole ; protection sociale (p. 5820) ; déséquilibre de la pyramide des âges ; projets du R.P.R. (p. 5821).

GODEFROY (Pierre)

Député de la Manche
(4^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 924, posée le 2 décembre 1985 : **élevage (bovins : Manche)** (p. 5155) ; appelée le 6 décembre 1985 : **identification du cheptel et contrôle laitier** : danger que représente pour la Normandie le désengagement de l'Etat ; risque de remise en cause des programmes de sélection mis en place dans le département de la Manche ; race bovine normande, dite mixte ; nécessité d'une politique qualitative sur le plan de l'élevage ; rappelle que la race bovine normande a été longtemps la première race bovine française (p. 5421).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *questions* : situation à Chypre ; problème de l'association de Chypre avec la Communauté européenne [6 novembre 1985] (p. 4026).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions* : quotas laitiers ; cas du département de la Manche [7 novembre 1985] (p. 4091) ; antagonisme entre la limitation de la production laitière par les quotas et les progrès de la productivité ; problème de la réévaluation du cheptel (p. 4092).

— Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie vétérinaire (n° 2907).

Première lecture, discussion générale : mise en cause du travail réalisé par le réseau des laboratoires laitiers ; analyses nécessaires à la détermination du prix du lait ; système de commissions de contrôle et de chaînes d'analyses ; formation des directeurs de laboratoires interprofessionnels ; autori-

sations préalables ; conduite des plans de prophylaxie collective [6 décembre 1985] (p. 5433).

Discussion des articles : après l'article 6 : déstabilisation du réseau des laboratoires interprofessionnels laitiers ; limitation de l'activité de ces laboratoires aux seules analyses de composition et de qualité du lait ; faveur donnée aux laboratoires d'analyses de biologie vétérinaire (p. 5441) ; œuvre accomplie par les laboratoires interprofessionnels laitiers ; prérogatives actuelles des centres interprofessionnels (p. 5442).

GODFRAIN (Jacques)

*Député de l'Aveyron
(3^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation dans les prisons :** plan décennal de l'automne 1980 ; nombre d'étrangers dans les prisons françaises [15 mai 1985] (p. 795) ; journal « Brèches » diffusé le 4 mai dans les cellules des prisons de région parisienne ; « Radio Cavale » ; personnels des établissements pénitentiaires (p. 796) ;

— **Mesures envisagées en faveur des détenus :** sa référence à un projet de loi prévoyant la libération anticipée de 8 à 10 000 petits délinquants ; refus des crédits destinés à accroître le nombre des maisons d'arrêt [29 mai 1985] (p. 1258) ;

— **Sécheresse :** problème de l'obtention d'une aide de 500 francs par U.G.B. ; baisse de la production [9 octobre 1985] (p. 2847) ;

— **Personnels des collectivités locales :** possibilité donnée à l'Etat de puiser dans les réserves de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales pour compenser le déficit de certains régimes de retraite [30 octobre 1985] (p. 3704) ;

— **Indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse :** cas de M. Berlusconie [20 novembre 1985] (p. 4544) ; demande au Gouvernement si un consensus identique à celui réalisé sur la cinquième chaîne privée peut être réalisé sur une autre décision ; abus de l'opinion en ce qui concerne l'indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse (p. 4545).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : intentions du Gouvernement vis-à-vis des malfaiteurs et autres individus dangereux ; fouilles ; contrôles d'identité ; propositions du groupe R.P.R. [9 avril 1985] (p. 94) ; filières de trafic et de maquillage des armes ; débat sur la sécurité au conseil de Paris (p. 95).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : instauration d'une rupture entre le député et le citoyen ; importance du travail du député dans sa circonscription ; caractère centralisateur de la réforme électorale [25 avril 1985] (p. 400) ; rôle des permanents du parti socialiste ; ses observations sur la position de M. Michel Rocard ; opposition de principe à la réforme justifiant l'absence d'amendements ; son rapport rédigé avec M. Michel Barnier admettant le réexamen de la taille des circonscriptions ; crainte du suffrage universel manifestée par le Gouvernement et le parti socialiste ; ses

observations sur la chute de Pierre Mendès-France ; fixation d'une barre à 108 000 habitants permettant de sauver un siège socialiste en Seine-Maritime ; niveau atteint par la vie politique française en raison des socialistes (p. 401).

Son rappel au règlement : hommage à la mémoire de Victor Hugo [22 mai 1985] (p. 992).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logements et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

— *Discussion générale : questions :* traversée de l'Aveyron par des grandes routes nationales ; poursuite des ouvrages dans la région de Millau [24 octobre 1985] (p. 3465) ; sort de l'aviation légère ; engagement formel du Gouvernement de relancer cette activité (p. 3466).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — Discussion générale : indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse ; prêts « calamités » ; estime que M. Gouzes a proféré des insultes à l'encontre de la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ; élargissement de la communauté économique ; volonté du R.P.R. de procéder à la renégociation de l'entrée de l'Espagne et du Portugal ; abaissement de l'âge de la retraite [7 novembre 1985] (p. 4064) ; plafonnement en francs courants de la dotation aux jeunes agriculteurs ; régime social et juridique des exploitants agricoles ; concurrence internationale ; nécessité d'une politique plus dynamique en liaison avec la Communauté ; maîtrise des biotechnologies ; technicité croissante dans ce domaine (p. 4065).

GOEURIOT (Colette)

*Député de Meurthe-et-Moselle
(6^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur de sa proposition de loi (n° 2928) tendant à valoriser le sel produit par les mines de potasse d'Alsace [24 octobre 1985] (p. 3503).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à valoriser le sel produit par les mines de potasse d'Alsace (n° 2928) [25 juillet 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Protection sociale des mineurs :** perte de pouvoir d'achat ; remise en cause de la gratuité du statut du mineur [16 octobre 1985] (p. 3112) ;

— **Devenir de la sidérurgie du bassin de Longwy :** importance de l'incendie détruisant le centre électrique de commande de l'aciérie à oxygène de Réhon-Longwy [18 décembre 1985] (p. 6342-6343).

orale sans débat :

— **n° 878,** posée le 25 juin 1985 : **Minerais et métaux (entreprises : Meurthe-et-Moselle)** (p. 1980) ; appelée le 28 juin 1985 : **emploi dans le bassin de Villerupt** (p. 2145) ; remplacée par M. Jean Jarosz.

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, discussion générale : désengagement de l'Etat vis-à-vis des obligations de solidarité nationale ; finances des collectivités locales ; recours à la C.A.E.C.L. ;

renflouement des régimes spéciaux ; pénalisation des salariés ; évolutions vers la sécurité sociale « à deux vitesses » ; situation du chômage ; déficit de la sécurité sociale ; baisse du niveau de la protection sociale [16 octobre 1985] (p. 3153-3154).

Deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale : questions :* rejet de déchets toxiques ; non valorisation des déchets ; cas de la décharge contrôlée de Montois-la-Montagne en Lorraine [23 octobre 1985] (p. 3431) ; rupture du secret industriel ; nécessité d'augmenter le nombre des inspecteurs d'installations classées (p. 3432).

Droits de la femme. — *Discussion générale :* précarité de l'emploi ; faiblesse des crédits ; campagne de culpabilisation ; progression du travail à temps partiel des femmes ; travaux du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle ; discriminations salariales et syndicales ; attitudes sexistes dans les relations de travail ; discriminations en matière de formation ; place accordée par le parti socialiste aux candidatures féminines [31 octobre 1985] (p. 3753) ; nombre des jeunes filles dirigées vers les travaux précaires ; crédits affectés au programme « insertion sociale » ; baisse des crédits de fonctionnement ; crédits alloués au centre national d'information des droits de la Femme ; projet de loi sur la lutte contre les discriminations fondées sur le sexe (p. 3754).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale : questions :* situation des travailleuses familiales salariées à l'association familiale à domicile du Pays-haut à Longwy ; article 28 de la convention collective [31 octobre 1985] (p. 3793) ; annonce du plan acier ; dispositif des congés-formation-conversion ; situation à Unimétal ; mise en place des « emplois Fabius » pour la Lorraine (p. 3794).

Redéploiement industriel et commerce extérieur — **Energie.** — *Discussion générale :* Echec du plan acier ; accord de synergie entre Sacilor et la société Arbed ; conséquences de la politique des crèneaux ; situation de la tréfilerie ; baisse de l'extraction de minerai ; baisse continue de la consommation d'acier [12 novembre 1985] (p. 4221) ; situation dans les pôles de conversion ; situation à l'entreprise Tréfilimétaux ; opposition du groupe communiste à la politique charbonnière retenue par le conseil des ministres du 29 mars 1984 ; proposition d'une commission d'enquête pour faire la clarté sur le coût véritable d'extraction du charbon français ; avenir du surrégénérateur nucléaire (p. 4222) ; nécessité de préparer le plus activement possible l'industrialisation de la filière à neutrons rapides (p. 4223) ; *questions :* situation inquiétante de l'usine à tubes de Jœuf (p. 4249) ; mesures que le Gouvernement entend prendre pour favoriser la production et la vente des tubes en France et à l'étranger (p. 4250).

— Déclaration du Gouvernement sur les entreprises nationales et débat sur cette déclaration.

Discussion : modalités d'indemnisation des actionnaires en 1981 ; gestion des entreprises nationalisées en 1981 s'apparentant à une dénationalisation ; motifs du vote du parti communiste en faveur de la dénationalisation de 1982 [19 novembre 1985] (p. 4495) ; absence de rôle social des entreprises nationales ; exemple de la sidérurgie ; obsession de la rentabilité financière ; aggravation de notre dépendance technologique dans les industries de pointe ; situation financière de Renault (p. 4496) ; conséquences de la signature de l'accord entre la C.G.E. et Thomson ; sociétés nationalisées étant gérées selon les mêmes types de critères que le secteur privé ; caractère illégal des cessions du secteur public vers le secteur privé ; modestie des succès commerciaux (p. 4497) ; possibilité pour les entreprises publiques de jouer un rôle directeur dans la vie économique du pays ; nécessité de démocratiser la gestion des entreprises nationales ; nécessité d'obliger les établissements locaux à présenter chaque année l'équivalent des bilans et comptes d'exploitation des groupes et filiales ; nécessité d'élargir la mise en place des conseils d'ateliers (p. 4498).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).

Première lecture, discussion des articles : avant l'article 1^{er} : son amendement n° 27 (non application des dispositions du présent article aux entreprises commerciales,

alimentaires et non alimentaires) [6 décembre 1985] (p. 5487) ; rejeté (p. 5488) ; son amendement n° 33 (abrogation de l'article 414 du code pénal) (p. 5492) ; rejeté (p. 5493) ; **article 1^{er}** : son amendement n° 37 (prévision de la durée hebdomadaire du travail par une convention collective ou un accord collectif étendu) (p. 5512) ; rejeté (p. 5513) ; son amendement n° 54 (excluant la branche du travail des métaux du champ d'application de l'article L. 211-8 du code du travail [7 décembre 1985] (p. 5572) : vote réservé en vertu de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5573) ; son amendement n° 57 (supprimant le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 212 du code du travail) : vote réservé (p. 5576) ; son amendement n° 79 (exclusion du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail de la branche du verre) : vote réservé (p. 5600) ; son amendement n° 85 (exclusion de la branche du textile du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail) : vote réservé (p. 5604) ; limitation du champ d'application des conventions collectives qui peuvent être signées sur la réglementation du temps de travail (p. 5611) ; suppression des majorations pour heures supplémentaires (p. 5612) ; formation professionnelle (p. 5615) ; **après l'article 1^{er}** : son amendement n° 116 (précisant que les salariés malades, en congé ou bénéficiant d'une suspension du contrat de travail ne pourront être astreints à appliquer les mesures de compensation résultant des heures de modulation) (p. 5616) ; vote réservé (p. 5617) ; **article 2** — *article L. 212-8-2 du code du travail* : son amendement n° 125 (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; paiement des heures supplémentaires au-delà de la durée légale ; repos compensateur ; exemple de la société britannique Cadbury-Schweppes [8 décembre 1985] vote réservé (p. 5632) ; situation économique et sociale dans le secteur de la batellerie et du transport par voies navigables (p. 5642) ; situation économique et sociale dans le secteur du transport routier (p. 5644-5645) ; *article L. 212-8-4 du code du travail* : son amendement n° 132 (tendant au début du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code à insérer après les mots « la convention » le mot « étendue ») (p. 5655) ; vote réservé (p. 5657) ; *article L. 212-8-5 du code du travail* : son amendement n° 145 (exclusion de la branche des industries agricoles et alimentaires du champ d'application du projet) (p. 5668) ; vote réservé (p. 5669) ; son amendement n° 153 (exclusion du champ d'application du projet de la branche de la construction électrique et électronique) (p. 5680) ; vote réservé (p. 5681) ; son amendement n° 158 (exclusion du champ d'application du projet de la branche de l'ingénierie) : vote réservé (p. 5683) ; **après l'article 2** : son amendement n° 180 (habilitation des organisations syndicales à faire opposition aux accords susmentionnés dans la présente loi) [9 décembre 1985] (p. 5705) ; vote réservé (p. 5706) ; son amendement n° 185 (précisant que l'article D 202 du code du travail est abrogé) (p. 5708) ; vote réservé ; son amendement n° 186 (consultation préalable du comité d'entreprise pour l'application dans une entreprise de la convention étendue ou de l'accord collectif étendu) : vote réservé (p. 5709) ; **article 3** : son amendement n° 187 (de suppression) : vote réservé (p. 5714) ; son amendement n° 210 (excluant la branche de la pharmacie) : vote réservé (p. 5718) ; son amendement n° 217 (excluant la branche des industries diverses) : vote réservé (p. 5765).

GORSE (Georges)

*Député des Hauts-de-Seine
(10^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République
[J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

GOULET (Daniel)

*Député de l'Orne
(1^{re} circonscription)
R.P.R.*

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte parlementaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563) [J.O. du 5 novembre 1985] (p. 12828).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle portant inscription dans la Constitution de l'élection des députés au scrutin uninominal à deux tours (n° 2604) [10 avril 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Répartition des charges scolaires dans le cas d'écoles accueillant des enfants de plusieurs communes** : circulaire du 22 mars 1985 ; répartition des dépenses de fonctionnement et des annuités d'emprunt des écoles maternelles, des classes enfantines et des classes élémentaires publiques accueillant des enfants de plusieurs communes ; critères de répartition des charges ; menaces pesant sur le pluralisme scolaire [19 juin 1985] (p. 1763).

orale sans débat :

— n° 907, posée le 13 novembre 1985 : **professions et activités médicales (médecine du travail)** (Orne) (p. 4343) — appelée le 22 novembre 1985 : **poste d'infirmière à la Ferté-Macé** : cas d'une candidate à une mutation sur un poste d'infirmière de santé scolaire ; s'étonne que le ministre n'ait pu se procurer les précisions nécessaires sur ce dossier (p. 4674).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : attachement des Français au scrutin majoritaire ; scrutin uninominal majoritaire à deux tours conciliant l'efficacité née de majorités solides, la liberté de choix des Français et la liberté d'expression de l'opposition ; nécessité d'une Chambre aux pouvoirs réels ; maintien d'un pouvoir effectif de dissolution [25 avril 1985] (p. 409) ; sa référence à sa proposition de loi constitutionnelle visant à intégrer le scrutin majoritaire au sein de la Constitution ; report au sein de l'Assemblée nationale du durcissement des antagonismes (p. 410) ; différence des effets de la représentation proportionnelle entre les différents départements ; remise en cause du lien entre le député et les électeurs (p. 411).

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion générale : absence d'une véritable politique forestière ; étatisation de la politique forestière ; IX^e Plan ; absence de politique forestière ; budget alloué au ministère chargé de la forêt ; capacité des entreprises de sciage modernisées ; illusion de la décentralisation ; illusion de la déconcentration ; illusion d'une plus grande liberté des collectivités locales ; illusion de la mise à la disposition des propriétaires et exploitants d'instruments juridiques nouveaux ; illusion sur les capacités d'intervention des organismes publics ; contraintes à l'égard des petits propriétaires ; association syndicale de gestion forestière ; périmètres d'aménagement foncier forestier ou d'aménagement foncier agricole et forestier [9 mai 1985] (p. 642-643).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 274 (modifiant le texte proposé pour l'article L. 101 du code forestier ; planification de la politique et de la forêt et

des industries du bois) ; notions de durée de plan d'industrie du bois de décentralisation ; plan de la nation ; plan des régions ; caractère obligatoire des objectifs et mesures inscrits dans le plan de la nation et dans les plans des régions ; contrat liant les particuliers propriétaires de bois et forêts et un centre régional de propriété forestière (p. 659) ; formules de regroupement ; rejeté au scrutin public (p. 660) ; son amendement n° 275 (tendant à supprimer les six derniers alinéas du texte proposé pour l'article L. 101 du code forestier) ; critère de la garantie de bonne gestion ; rejeté (p. 665) ; **article 2** : son amendement n° 276 (de suppression) ; autorisation donnée à l'Office national des forêts de faire des opérations d'exploitation en régie selon des programmes expérimentaux (p. 668) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 277 (tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « ces opérations devront être conduites avec les effectifs dont disposait l'Office national des forêts au 31 décembre 1984 ») ; nécessité de limiter les attributions de l'Office national des forêts ; rejeté (p. 669) ; **article 3** : son amendement n° 278 (de suppression) ; risque de perturbation de l'activité des entreprises chargées en tout ou partie de l'exploitation des coupes dont les produits sont vendus ou façonnés ; rejeté ; **article 4** : son amendement n° 279 (de suppression) ; rejeté (p. 670) ; **article 9** : son amendement n° 281 (mutation de tout ou partie d'une propriété forestière de plus de 25 hectares) ; rejeté (p. 676) ; **article 10** : son amendement n° 282 (de suppression) ; dispositions de cet article constituant une « étatisation rampante » ; rejeté (p. 677) ; **article 11** : son amendement n° 283 (de suppression) ; procédure d'autorisation des associations syndicales ; pouvoir des associations syndicales ; forêts dont la superficie est inférieure à 25 hectares ; délaissement prévu à l'article L. 247-4 du code forestier ; retiré (p. 679) ; **article 12** : son amendement n° 284 (de suppression) ; objet du règlement, commun de gestion prévu à l'article L. 222-5 ; retiré [10 mai 1985] (p. 708) ; **article 13** : son amendement n° 285 (de suppression) ; retiré (p. 709) ; **article 14** : son amendement n° 286 (de suppression) ; retiré (p. 710) ; **article 16** : son amendement n° 287 (présomption de salariat) ; émergence d'entreprises de travaux forestiers prestataires de services spécialisés susceptibles de recruter elles-mêmes du personnel forestier ; clarification des critères retenus (p. 711) ; concertation avant la seconde lecture ; ambiguïté dans laquelle se trouvent les groupements forestiers (p. 712) ; retiré (p. 713) ; **article 22** : *article L. 512-1 du code forestier* : son amendement n° 288 (associations d'aménagement foncier) ; périmètres d'aménagement forestier ; nécessité de simplifier la législation sur les remboursements (p. 719) ; rejeté (p. 720) ; **avant l'article 23** : son amendement n° 289 (réunion des particuliers propriétaires de bois et forêts et de terrains agricoles désirant favoriser une meilleure répartition de leurs terres entre production agricole et forestière en association d'aménagement foncier) ; rejeté ; son amendement n° 290 (périmètre d'aménagement agricole et forestier) ; rejeté ; son amendement n° 291 (tendant avant l'article 23 à insérer l'article suivant : « l'article L. 512-3 du code forestier s'applique au plan d'aménagement foncier agricole et forestier) ; rejeté (p. 724) ; **article 29** : son amendement n° 292 (de suppression) ; rôle des S.A.F.E.R. dans la réalisation des opérations d'aménagement foncier, d'aménagement foncier forestier et d'aménagement agricole et forestier ; rejeté (p. 730) ; **article 33** : son amendement n° 293 (tendant à rédiger ainsi le premier alinéa du texte proposé pour l'article 5-1 du code rural : « la commission départementale d'aménagement foncier est complétée par : ») ; rejeté (p. 732).

Commission mixte paritaire, discussion générale : modifications retenues par la C.M.P. ; richesses de la forêt française [20 novembre 1985] (p. 4530).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.
Discussion générale : questions : intérêt de l'axe Calais-Bayonne ; aménagement de cinq points essentiels ; rocade nord-ouest de Rouen ; programmation des travaux de la voie Alençon-Le Mans ; accès au T.G.V. au niveau du Mans ; Plan d'aménagement du territoire ; entrée du Portugal et de l'Espagne dans la C.E.E. ; liaison trans-Manche [24 octobre 1985] (p. 3465).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions* : situation des producteurs dans le département de l'Orne ; installation des jeunes [7 novembre 1985] (p. 4108) ; dossier de restructuration laitière ; département de l'Orne (p. 4109).

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie vétérinaire (n° 2907).**

Première lecture, discussion des articles : après l'article 6 : son amendement n° 27 (habilitation des laboratoires chargés d'effectuer les prélèvements et les analyses en vue du paiement du lait) [6 décembre 1985] (p. 3441) ; devenu sans objet (p. 5442).

GOURMELON (Joseph)

*Député du Finistère
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (défense : section Marine) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur **le projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome IV : **défense** : section **marine** (n° 2990) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Discussion générale* : Rapporteur pour avis : loi de programmation militaire ; part de la marine dans le budget de la défense [8 novembre 1985] (p. 4155) ; pouvoir d'achat de la marine ; sous-marins nucléaires ; état des forces navales ; tonnage, nombre et âge des bâtiments de la marine ; arsenaux ; porte-avions nucléaires (p. 4156) ; budget préparant l'avenir (p. 4157).

GOUX (Christian)

*Député du Var
(4^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562) [J.O. du 11 juin 1985] (p. 6439).

Vice-président de cette commission [J.O. du 20 juin 1985] (p. 6848).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Vice-président de cette commission [J.O. du 20 juin 1985] (p. 6848).

Membre du Haut Conseil du secteur public [J.O. du 29 juin 1985] (p. 7291).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (plan et aménagement du territoire) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Cesse d'être membre du Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13340).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Président de cette commission [J.O. du 13 décembre 1985] (p. 14516).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Président de cette commission [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Président de cette commission [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur **le projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) annexe n° 23 : **plan et aménagement du territoire** (n° 2987) [9 octobre 1985].

Rapport d'information déposé en application de l'article 45 du règlement, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, à la suite d'une enquête demandée à la Cour des comptes sur les **mécanismes d'aide publique à la presse** (n° 3029) [5 novembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Quarantième anniversaire de la sécurité sociale** : équilibre des comptes sociaux [9 octobre 1985] (p. 2837).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602).**

Première lecture, discussion générale : nécessité d'augmenter la représentation de l'Assemblée nationale pour des raisons d'ordre technique et historique ; accroissement de la population [26 avril 1985] (p. 471) ; conséquence de la logique proportionnelle ; barre des 5 % ne s'appliquant que dans un petit nombre de départements ; conséquences du système de la répartition des restes ; impératif de la sauvegarde de la stabilité conduisant à retenir le système de la plus forte moyenne ; principe d'une représentation minimale des départements les moins peuplés ; exception de Paris se justifiant par une disproportion entre sa population et le nombre de ses élus ; raison tenant à l'histoire institutionnelle de la France ; importance quantitative des assemblées sous les régimes conférant un rôle important au Parlement ; comparaison de la situation de la France avec celle des démocraties occidentales ; cas de la République fédérale d'Allemagne se justifiant par son caractère fédéral (p. 472) ; problème de la rupture de l'équilibre entre le Sénat et l'Assemblée nationale au sein du congrès ; accroissement constant du nombre des sénateurs depuis 1958 ; rétablissement de l'équilibre progressivement rompu au profit du Sénat ; contrôle préalable du Conseil constitutionnel sur les lois organiques (p. 473).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : définition du capital-risque ; disposition de transparence fiscale ; problème du contrôle que les personnes morales ou physiques peuvent établir sur d'autres sociétés par le tru-

chement d'une S.C.R. ; définition des fonds propres [22 mai 1985] (p. 1042).

Deuxième lecture, discussion des articles : article 1^{er} quinquies : ses observations sur l'intervention de M. Zeller [20 juin 1985] (p. 1821) ; *après l'article 6 bis* : demande une suspension de séance (p. 1825) ; *après l'article 26* : principe de l'incitation fiscale ; souscription au capital de sociétés finançant les œuvres cinématographiques ou audiovisuelles (S.A.F.O.C.A.) ; nature et objet des S.A.F.O.C.A. ; nécessité d'un agrément du ministre de la culture ; définition des œuvres ; modalités d'investissement de la S.A.F.O.C.A. ; avantage fiscal des actionnaires de la S.A.F.O.C.A. ; mise en place de moyens de contrôle et de sanctions applicables ; dissolution d'une S.A.F.O.C.A. (p. 1907).

Seconde délibération du projet de loi : après l'article 6 bis : non saisine de la commission des finances sur l'amendement n° 35 du Gouvernement ; accord de la commission sur ce texte (p. 1915).

Dépôt du rapport de la Cour des comptes : assistance fournie par la Cour au Parlement ; rapport sur les projets de loi de règlement ; enquête demandée à la Cour par les commissions des finances du Parlement ; rapport particulier de la Cour des comptes relatif aux entreprises ou organismes contrôlés par cette juridiction ; dernier rapport de la Cour des comptes de la législature ; remercie l'ensemble des magistrats de la Cour [27 juin 1985] (p. 2081).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2865).**

Première lecture, discussion générale : baisse de l'efficacité des investigations policières de 1972 à 1982 ; modernisation de la police ne devant pas aller à l'encontre du coup d'arrêt donné à l'accroissement des prélèvements publics [10 juillet 1985] (p. 2331) ; absence d'affectation des recettes ; absence de modification des taux depuis 1980 ; nécessité d'éviter que nos juridictions soient surchargées d'affaires découlant du simple refus du contrevenant d'acquiescer sur le champ la contravention dont il est redevable ; problème de la recevabilité des amendements parlementaires concernant les contraventions au regard de l'article 40 de la Constitution ; nécessité de programmer les besoins de financement ; rationalisation des dépenses publiques supposant une évaluation stricte des besoins présents ; importance des schémas directeurs (p. 2332).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : réflexions sur la structure des recettes et des dépenses ; niveau d'intérêts réels dans un climat de désinflation ; situation des titulaires de livrets de caisse d'épargne ; importance du déficit budgétaire américain ; faiblesse de la croissance à venir ; émergence d'un fort secteur tertiaire à productivité faible ; réduction des débouchés solvables ; détermination de la nature des dépenses conformes à l'intérêt national ; dépenses de souveraineté [16 octobre 1985] (p. 3141) ; gestion planifiée des dépenses de sécurité ; caractéristiques propres aux dépenses de défense ; dépenses de solidarité ; principe de la redistribution ; coût des retraites et pensions ; dépenses destinées à l'indemnisation du chômage ; nécessité de poursuivre le traitement social du chômage (p. 3142) ; insertion des plus pauvres ; mise en valeur du rôle moteur des dépenses publiques ; limites du déficit des administrations publiques ; rôle de l'Etat ; engagement du Président Reagan dans le programme I.D.S. ; efforts en matière de recherche et de formation ; rôle de la C.E.E. ; utilisation de l'impôt comme instrument de redistribution ; préoccupations de rendement financier de l'impôt ; limites à la taxation marginale des revenus supérieurs ; engagement d'une réflexion sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques (p. 3143) ; niveau du déficit budgétaire ; croissance de la dette ; modernisation et progrès social (p. 3144).

Deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale* : Rapporteur spécial : progression du budget ; crédits du commissariat au Plan ; dotation du centre mondial informatique et ressources humaines ; critiques formulées par la Cour des comptes ; contribution du commissariat au Plan aux efforts de l'économie ; évolution des dépenses informatiques ; crédits destinés aux organismes de recherche satellites du commissariat ; financement budgétaire des programmes prioritaires d'exécution du IX^e Plan [23 octobre

1985] (p. 3396) ; information du Parlement ; crédits de la D.A.T.A.R. ; progression des dépenses ordinaires ; subventions de la mission urba 2000 ; dépenses d'investissement de la D.A.T.A.R. ; conséquences des lois de décentralisation ; actualisation du financement des contrats de Plan ; restructuration des zones minières ; rôle du fonds européen de développement régional ; baisse des dotations destinées aux primes d'aménagement du territoire (p. 3397).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : plan Regan ; marché commun des Caraïbes (Caricom) ; accord de Lomé III [5 novembre 1985] (p. 3913) ; situation économique et sociale de l'outre-mer ; déficit des échanges commerciaux ; gravité du chômage ; « sociétés de comptoir » (p. 3914).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152).**

Première lecture, discussion générale : annulation de la loi portant règlement définitif du budget de 1983 par le Conseil constitutionnel pour vice de procédure ; déclaration d'urgence ; absence de modification [12 décembre 1985] (p. 5954).

GOUZE (Hubert)

*Député du Tarn-et-Garonne
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté économique européenne ; estime qu'il y a place pour un autre développement reposant sur les exploitations de taille moyenne ; maîtrise de l'eau ; programmes intégrés méditerranéens pour Midi-Pyrénées [7 novembre 1985] (p. 4068).

Défense. — *Discussion générale* : adaptation de la force d'action rapide aux nécessités de la politique de défense ; moyens mis en œuvre au profit de la force d'action rapide ; place de l'arme blindée dans le dispositif militaire français [8 novembre 1985] (p. 4185) ; moyens d'augmenter la crédibilité de la force d'action rapide (p. 4186).

GOUZES (Gérard)

*Député du Lot-et-Garonne
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7068).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 2577) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Membre des commissions « ad hoc » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (n° 2905, 2906 et n° 2910) [J.O. du 18 juillet 1985] (p. 8134).

Président de ces commissions [J.O. du 25 juillet 1985] (p. 8624).

Président de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13809).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [J.O. du 3 décembre 1985] (p. 14048).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses modifications du code de procédure pénale (n° 2695) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14462).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2577) relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2598) [10 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2713), relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2767) [13 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 2852) [26 juin 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Croisière libérale** : croisière effectuée par des personnalités de l'opposition sur le paquebot napolitain « l'Eugenio-Costa » en vue de mettre au point des solutions ultra libérales pour la France [20 novembre 1985] (p. 4549).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : absence de définition juridique de l'entreprise ; engagement de la totalité de son patrimoine par l'entrepreneur ; rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise ; constitution d'une société par un entrepreneur ; constitution de sociétés fictives ; utilisation du concept d'affectation du patrimoine plutôt que celui de société [11 avril 1985] (p. 140) ; simplification des formalités de contrôle et des procédures ; absence de dispositions fiscales ; régime fiscal applicable aux S.A.R.L. ; problèmes posés sur le plan social ; E.U.R.L. et exploitation agricole ; inadéquation du régime de l'E.U.R.L. à la spécificité du droit rural ; notion d'entreprise agricole à responsabilité limitée ; modernisation du droit économique et du droit des entreprises (p. 141).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : distinction entre la notion de « société » et celle d'« entreprise » (p. 158) ; pluralité des termes pour qualifier les structures sociétaires ; son amendement n° 1 (tendant à modifier l'article 1832 du code civil régissant la définition et la constitution des sociétés) ; caractère institutionnel de la société ; notion « d'affecter » figurant dans le nouvel article ; théorie du patrimoine d'affectation et théorie sociétaire ; sa référence

à la proposition de loi déposée en juin 1978 par MM. Claude Martin et Vincent Ansquer (p. 159) ; adopté ; **après l'article 1^{er}** : atteinte aux régimes matrimoniaux ; article L. 1421 du code civil (p. 160) ; concertation avec la profession constituant un préalable (p. 161) ; droit commercial incompatible avec la spécificité civile de l'agriculture ; nombre d'exploitations et évolution des structures agricoles (p. 162) ; **article 2** : son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté (p. 163) ; **après l'article 2** : création d'une imposition non prévue ; suppression de la présomption de faute ; obligation de prouver la faute résultant du statut de l'E.U.R.L. (p. 164) ; **article 3** : entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (p. 168) ; société unipersonnelle de fait et société unipersonnelle *de jure* ; son amendement n° 3 (visant à définir des délais d'application) ; souplesse dans l'application du nouveau régime ; adopté (p. 169) ; introduction de complications inutiles ; changement imprévu de situation entraînant des demandes successives au greffe du tribunal (p. 170) ; fractionnement multiple d'un même patrimoine ; absence de vocation de la part des professionnels concernés à contrôler plusieurs sociétés ; son amendement n° 4 (impossibilité pour une société à responsabilité limitée d'avoir pour associé unique une autre société à responsabilité limitée composée d'une seule personne) ; possibilité pour une personne de ne constituer qu'une seule société unipersonnelle (p. 171) ; adopté ; son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 6 (visant à préciser le régime de la désignation du commissaire aux apports) (p. 172) ; cas d'un montant des apports supérieur à 50 000 francs ; choix du notaire comme commissaire aux apports (p. 173) ; durée de la responsabilité de l'associé unique sur l'évaluation attribuée aux apports ; adopté (p. 174) ; **après l'article 5** : poursuite de la gestion de l'entreprise en cas d'incapacité du gérant (p. 175) ; **article 6** : procédure applicable aux conventions (p. 176) ; hypothèse où les conventions sont soumises à l'autorisation préalable du commissaire aux comptes ; réunion de l'Assemblée générale ordinaire en cas de cession de parts sociales par un associé unique ; son amendement n° 7 : devenu sans objet (p. 177) ; **article 10** : nécessité d'une égalité de traitement entre l'associé unique d'une E.U.R.L. et les associés de la S.A.R.L. (p. 178) ; **après l'article 10** : adaptation des dispositions du projet à la spécificité de l'agriculture ; application de la législation sur le règlement judiciaire (p. 179).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : impossibilité de l'affectio societatis pour l'entreprise unipersonnelle ; maintien du principe de l'unité du patrimoine ; nouvelle définition de la société ; situation provoquée par la réunion de toutes les parts en une seule main ; interdiction pour une personne physique d'être l'associé unique de plus d'une seule société unipersonnelle ; évolution de la « société » en une « institution » [18 juin 1985] (p. 1726) ; importance des entreprises individuelles dans les créations d'emplois ; simplification des règles de constitution et de fonctionnement de l'E.U.R.L. ; contrôle des conventions conclues entre la société et l'associé unique ou le gérant ; extension par voie judiciaire de la faillite aux biens personnels ; mesures fiscales et sociales ; fin de la confusion des patrimoines privés et des biens professionnels ; statut des conjoints ; non adaptation de l'E.U.R.L. de nature commerciale à l'agriculture familiale ; institution de la société civile d'exploitation agricole à responsabilité limitée ; notion de « règlement judiciaire agricole » (p. 1727) ; statut de l'exploitation agricole uni ou pluri-personnelle ; respect des lois sur le fermage et le métayage ; association de propriétaires exploitants et de jeunes sans capitaux ; ambiguïté des statuts professionnels ; (p. 1728).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 1832 du code civil au mot « constituée » le mot « instituée ») ; consécration institutionnelle de la société ; adopté ; son amendement n° 2 (rédigeant ainsi le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 1832 du code civil : « Elle peut être instituée dans les cas prévus par la loi, par l'acte de volonté d'une seule personne ») ; adopté (p. 1735) ; **article 2** : son amendement n° 3 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article au mot « constituée » le mot « instituée ») ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 4 (application dans un délai maximum d'un an des dispositions relatives au fonctionnement des sociétés ne comportant qu'un seul associé) ; distinction du régime juridique des S.A.R.L. et des E.U.R.L. ; adopté ; son amen-

dement n° 5 (impossibilité pour une personne physique d'être associé unique de plus d'une seule société à responsabilité limitée); risque de multiplication des E.U.R.L. associées uniques d'autres E.U.R.L. (p. 1736); adopté; **article 4**: son amendement n° 6 (désignation du commissaire aux apports lorsque la société est constituée par une seule personne); adopté; **article 4 bis**: son amendement n° 7 (de suppression); caractère obligatoire du recours à un commissaire aux comptes lors d'une augmentation de capital; adopté (p. 1737); **article 6**: son amendement n° 8 (soumission des conventions à l'avis préalable du commissaire aux comptes dans les sociétés ne comportant qu'une seule personne); contrôle des conventions entre l'associé unique et la société; adopté; **article 6 bis**: son amendement n° 9 (interdiction de certaines conventions lorsque l'associé unique est gérant et qu'il n'existe pas de commissaire aux comptes); risque de confusion des patrimoines pouvant conduire à la faillite personnelle; adopté; **article 7**: son amendement n° 10 (établissement et approbation des rapports de gestion de l'inventaire et des comptes annuels); procédure spécifique d'approbation des comptes dans les E.U.R.L. (p. 1738); adopté; **avant l'article 10 ter**: son amendement n° 11 (rédigeant ainsi, avant cet article, l'intitulé du Titre II: « Titre II — De l'exploitation agricole à responsabilité limitée »); nature civile de la structure créée; adopté (p. 1739); **article 10 ter**: son amendement n° 12 (institution par une ou plusieurs personnes physiques majeures d'une société civile dénommée « exploitation agricole à responsabilité limitée »); associés ne supportant que les pertes éventuelles à concurrence de leurs apports; obligation pour les E.A.R.L. de préciser leur dénomination sociale; **après l'article 10 ter**: son amendement n° 13 (objet de l'exploitation agricole à responsabilité limitée); volonté de réserver ce type de société aux petites et moyennes exploitations familiales; limitation du nombre des associés à dix; fixation par décret du seuil de la surface mise en valeur par une E.A.R.L. (p. 1740); prise en compte des activités annexes à l'agriculture; exclusion des activités étrangères au domaine agricole; adopté après modification; son amendement n° 14 (montant minimum du capital d'une E.A.R.L.; régime juridique des apports en numéraire et en nature); capital social fixé à 50 000 francs minimum; capital exigé pour la création d'une S.A.R.L.; réduction du capital social; apports en numéraire et en nature concourant à la formation du capital (p. 1741); adopté après modification; son amendement n° 15 (précisant que les associés qui participent effectivement à l'exploitation sont dénommés « associés exploitants »); détention de la majorité absolue du capital social par les associés participant effectivement à l'exploitation; notion de participation effective; ouverture de la société à des capitaux extérieurs; prévention contre le détournement de la législation relative aux baux ruraux; fixation des règles de désignation et de révocation des gérants; retiré (p. 1742); son amendement n° 16 (précisant que chaque associé dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre de parts d'intérêts qu'il détient); participation des associés aux décisions en proportion de leurs apports; retiré; son amendement n° 17 (exploitation par une E.A.R.L. de tout ou partie des biens dont est locataire le preneur à ferme, associé à cette E.A.R.L.); retiré (p. 1743); **article 10 quater**: son amendement n° 18 (de suppression); adopté; **avant l'article 10 quinquies**: son amendement n° 19 (supprimant l'intitulé: « Titre III — Du redressement et de la liquidation judiciaire en agriculture ») non opportunité d'assimiler les agriculteurs aux commerçants industriels et artisans concernant le redressement et la liquidation judiciaire (p. 1743); adopté; **article 10 quinquies**: son amendement n° 20 (de suppression); adopté; **Titre**: son amendement n° 21 (complétant le titre du projet de loi par les mots: « et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée »); adopté (p. 1744).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale*: recherche de l'autosuffisance alimentaire en Europe; politique agricole commune; difficulté sur les marchés mondiaux; dimension sociale de notre agriculture; bons résultats économiques obtenus par le Gouvernement [7 novembre 1985] (p. 4050); refus de l'assistantat par les agriculteurs; participation de l'agriculture au redressement du pays; priorité de l'agriculture; stabilisation des offices

(p. 4051); reconnaissance de l'invalidité du conjoint du chef d'exploitation agricole; poursuite de l'effort de parité des régimes sociaux; installation des jeunes agriculteurs; exploitation agricole à responsabilité limitée; « Livre vert » de la commission de la C.E.E. (p. 4052); réfute les propos de M. Jacques Godfrain prétendant qu'il a insulté le dirigeant de la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (p. 4064).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale: ses observations sur la question préalable de M. Robert Montdargent; avenir de l'Europe démocratique; position de M. Jacques Chirac remettant le traité en cause en exigeant sa renégociation; problème de l'alliance atlantique; situation du Sud-Ouest; position des partis communistes espagnol et italien au sujet de l'élargissement [21 novembre 1985] (p. 4626); élargissement de l'Europe démocratique à la jeune démocratie espagnole; volonté de cet élargissement en dépit de la longueur de la période transitoire; accord signé avec les pays méditerranéens; propos d'Isidore le Jeune en 769 parlant de « l'armée des Européens » à propos de l'armée de Charles Martel (p. 4627); contribution artistique et littéraire de l'Europe du sud (p. 4628); ne demande pas aux communistes pourquoi ils ont signé l'accord germano-soviétique (p. 4639).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).**

Discussion: mutation de l'agriculture française; efforts de rentabilité et de productivité [10 décembre 1985] (p. 5839); perspectives de débouchés; déstabilisation de la P.A.C.; augmentation de l'offre globale agricole; « Livre vert »; ressources budgétaires de la C.E.E.; élargissement; disparités des modes de vie agricole et citadine; revalorisation du métier d'agriculteur (p. 5840); nécessité de la formation; statut de l'exploitation; distinction entre les aides sociales et les aides à l'investissement; parité de la dotation aux jeunes agriculteurs; nombre des agriculteurs; statut social; instauration d'une procédure de redressement judiciaire agricole; problème des prix rémunérés; contrôle des normes de qualité (p. 5841).

GREZARD (Léo)

*Député de l'Yonne
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

Se démet de son mandat de député le 12 mars 1986 [J.O. du 14 mars 1986] (p. 4043).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2096) [J.O. du 23 mai 1985] (p. 5798).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [J.O. du 29 juin 1985] (p. 7291), [J.O. du 3 juillet 1985] (p. 7478).

Membre du comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [J.O. du 7 novembre 1985] (p. 12934).

GRIMONT (Jean)

*Député du Haut-Rhin
(4^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS**au Gouvernement :**

— **Rapport du Sénat** : rapport du Sénat ayant pour objectif affiché d'établir un bilan du fonctionnement du service public des P.T.T. ; présentation des propositions de l'opposition concernant ce service public ; développement d'une critique en règle du fonctionnement des P.T.T. ; dénigrement du travail des agents publics [26 juin 1985] (p. 1992).

orale sans débat :

— n° 798, posée le 23 avril 1985 : **minéraux (entreprises : Alsace)** (p. 325) ; appelée le 26 avril 1985 : **mines de potasse d'Alsace** : site unique en France consacré à l'extraction de la potasse ; dispositions prises dans le contrat de Plan de 1982 ; réouverture de puits d'Ungersheim promise par le Président de la République (p. 446-447).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République Française et le Conseil fédéral suisse relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers, signé à Paris le 11 avril 1983, complété par l'échange de lettres des 25 avril et 8 juin 1984 et modifié par l'échange de lettres des 2 et 5 septembre 1985 (n° 3024).**

Première lecture, discussion générale : imposition dans l'Etat de résidence ; rétrocession par la France d'une partie du fruit des impôts [21 novembre 1985] (p. 4660).

GRUSSENMEYER (François)

*Député du Bas-Rhin
(7^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012) [J.O. du 6 décembre 1985] (p. 14200).

DEPOTS

— **Proposition de loi relative à la distillation, en franchise de droits, d'une partie de la production des récoltants-producteurs d'eau de vie naturelle (n° 2894)** [29 juin 1985].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

— **Risques d'implantation du synchrotron hors de France** : abandon délibéré du site de Strasbourg pour l'implantation du synchrotron au profit de Grenoble ; responsabilité du Gouvernement ; débat communautaire ; op-

portunité de réactiver le dossier de Strasbourg [3 avril 1985] (p. 60).

— **Travailleurs frontaliers** : nécessité de donner une définition nouvelle du travailleur frontalier et de clarifier son régime fiscal [18 décembre 1985] (p. 6345).

orale sans débat :

— n° 803, posée le 2 mai 1985 : **politique extérieure (République fédérale d'Allemagne)** (p. 549) ; appelée le 10 mai 1985 : **statut fiscal des travailleurs frontaliers** : convention franco-allemande du 21 juillet 1959 ; exigence du fisc allemand à l'égard des travailleurs français résidant en dehors de la zone frontalière ; nécessité d'une intervention rapide auprès de l'administration fiscale allemande (p. 692) ; nécessité de faire arrêter les poursuites engagées par les Allemands ; redéfinition de la zone frontalière ; nécessaire progression de l'Europe sociale (p. 693).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion générale : forêt constituant une source de revenus appréciable pour les communes ; tutelle exercée par l'Office national des forêts sur la gestion des forêts communales ; attitude autoritaire de l'O.N.F. ; nécessité de mieux déterminer les types de travaux forestiers sur lesquels l'O.N.F. est fondé à exercer un droit de tutelle vis-à-vis des maires [9 mai 1985] (p. 652).

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion : nombre des travailleurs immigrés en Europe ; intégration dans le pays d'accueil apparaissant aléatoire [6 juin 1985] (p. 1507) ; bilan de l'aide instituée par le décret du 27 avril 1984 ; coopération bilatérale ; rôle de l'éducation ; retour des handicapés et des retraités ; fonds de rétablissement gérés par le Conseil de l'Europe ; conséquences en France des mesures prises par la R.F.A. pour le retour des travailleurs turcs dans leur pays ; existence de différences culturelles (p. 1508).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 15** : son amendement n° 72 (accordant une franchise de 5 litres d'alcool pur aux récoltants de fruits producteurs d'eau-de-vie naturelle) ; amendement permettant aux propriétaires d'arbres fruitiers de distiller en franchise une partie de leur récolte ; rétablissement d'un droit très ancien ; augmentation de l'importation et de la production d'alcool industriel ; maintien des vergers existants et de l'arboriculture familiale [18 octobre 1985] (p. 3260) ; rejeté (p. 3261).

Deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale* : questions : problème des zones frontalières telle que l'Alsace ; période d'essor industriel entre 1965 et 1980 ; montée du chômage ; mise en œuvre d'un contrat de développement [23 octobre 1985] (p. 3407).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : questions : situation des veuves ; taux des pensions de réversion [4 novembre 1985] (p. 3872) ; ouverture du droit à pension de la femme salariée (p. 3876-3877).

— **Projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012).**

Première lecture, discussion générale : élargissement du régime déclaratif pour les constructions de faible importance et pour toutes les clôtures ; précise que le P.O.S. est indispensable aux maires pour la délivrance des permis de construire ; réduction des délais [3 décembre 1985] (p. 5171) ; cas des immeubles classés (p. 5172).

Discussion des articles : **article 4 — article L. 422-2 du code de l'urbanisme** : son amendement n° 32 (inapplication des dispositions des articles L. 421-1 et L. 430-1 du code de l'urbanisme aux installations provisoires nécessaires à la conduite d'un chantier de bâtiment ou de travaux publics) : retiré (p. 5177).

GUICHARD (Olivier)

Député de Loire-Atlantique
(7^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République
[J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à adapter la composition des conseils régionaux (n° 45) [17 octobre 1985] (p. 3244).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14581).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947) [J.O. du 18 décembre 1985] (p. 14753).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Première lecture, discussion générale : compétences propres et ressources des régions ; Conseil régional élu à la proportionnelle dans le cadre départemental ; couplage des élections nationales [26 avril 1985] (p. 496).

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux et régionaux (n° 2956).**

Première lecture, discussion générale : fonctionnement des conseils n'ayant pas encore instauré la proportionnelle pour l'élection des bureaux ; maîtrise de l'exécutif aux seuls présidents ; participation du bureau au pouvoir exécutif ; maintien des deux systèmes [9 octobre 1985] (p. 2855) ; non institution des comités régionaux de l'audiovisuel ; incompatibilité des sections spécialisées avec l'article 59 de la loi du 2 mars 1982 ; impossibilité d'organiser des rapports directs entre la Haute-autorité de la communication audiovisuelle et une section spécialisée du comité économique et social régional (p. 2856).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947).**

Première lecture, discussion générale : nécessité d'un projet de loi sur le littoral ; non prise en compte des propositions de l'association nationale des élus du littoral ; reconnaissance implicite des possibilités d'organisation des rivages ; notion « d'installations touristiques légères » ; autorisation de l'endigement, de l'assèchement de l'enrochement pour tous les services publics ; réglementation d'une zone de sécurité de 300 mètres confiée aux communes ; interdiction de nouvelles concessions de plages [22 novembre 1985] (p. 4731) ; possibilité d'extension de la taxe de séjour ; disparition des schémas de mise en valeur de la mer (p. 4732).

Discussion des articles : **article 2** — *article L. 146-1 du code de l'urbanisme* : sort fait aux communes non riveraines ; situation dans l'arrière-pays de Saint-Nazaire ; équilibre écologique ; son amendement n° 103 (insérant dans le 3^e alinéa du texte proposé pour cet article du code après les mots « en Conseil d'Etat » les mots « sous forme de schémas de mise en valeur de la mer ») (p. 4739) ; retiré (p. 4740) ; *article L. 146-2 du code de l'urbanisme* : notion de « cent mètres minimum » (p. 4742) ; *article L. 146-3 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 104 (supprimant au début de la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code les mots : « si la capacité d'accueil de ces installations excède un seuil fixé par décret en Conseil d'Etat ») ; danger d'introduire une notion de jugement du

Conseil d'Etat en matière de densité des installations touristiques ; devenu sans objet (p. 4744) ; *article L. 146-5 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 105 (complétant le 3^e alinéa (b) du texte proposé pour cet article du code par les mots : « sauf si elle relève d'un plan prévu expressément au titre d'un schéma de mise en valeur de la mer ») ; possibilité d'admettre les constructions de routes en corniches dans le cas où elles seraient prévues par un schéma de mise en valeur de la mer (p. 4746) ; risque de contentieux ; rejeté ; son amendement n° 106 (supprimant le 4^e alinéa (c) du texte proposé pour cet article du code) ; interdiction de construire de nouvelles routes de dessertes sur le rivage ou le longeant ; disposition visant les ports de pêche ou de plaisance ; rejeté (p. 4747) ; **après l'article 7** : notion de détermination des conditions de conservation (p. 4750) ; **article 9** : son amendement n° 107 (de suppression) ; inutilité de voir traiter des modifications substantielles de l'usage balnéaire par des conventions nouvelles ; vérification de la conformité au P.O.S. ; rejeté (p. 4754).

GUYARD (Jacques)

Député de l'Essonne
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *discussion générale :* objectif de 80 % des jeunes au baccalauréat ; solde négatif d'emploi en cas de victoire de la droite ; croissance des effectifs dans les collèges et lycées depuis 1982-1983 ; alourdissement des effectifs par classes ; nombre de postes supplémentaires nécessaires pour arriver à l'objectif de 80 % ; accueil des élèves [29 octobre 1985] (p. 3625) ; compétence des départements et des régions concernant les constructions neuves ; délibération du Conseil régional d'Ile-de-France ; utilisation des moyens modernes en communication ; rentrée 1986 (p. 3626).

Urbanisme, logement et transport. I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* problèmes de la construction neuve et de la réhabilitation de l'habitat ancien ; niveau des taux d'intérêts réels ; prélèvements sur le fonds de réserve des caisses d'épargne ; production de logements neufs en Allemagne ; efforts de rénovation du patrimoine ancien ; procédure d'attribution des crédits P.A.L.U.L.O.S. ; droits de tirage prioritaires ; affectation de 0,13 % de la contribution des employeurs à l'effort de construction ; contrôle des financements hors 1 % ; [30 octobre 1985] (p. 3698).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 15** : son amendement n° 13 (compétence du Conseil municipal d'une commune dont le territoire était partiellement inclus dans la zone de compétence d'un syndicat communautaire d'aménagement, pour décider que l'ensemble des locaux d'habitation et à usage professionnel de la commune sera évalué par application des tarifs en vigueur dans la partie du territoire communal située hors de la zone de compétence du syndicat) : adopté [11 décembre 1985] (p. 5945).

GUYTON (Michel)

Député des Deux-Sèvres
(1^{re} circonscription)
Socialiste

Devenu député le 29 décembre 1985, en remplacement de M. René Gaillard, décédé [J.O. du 4 janvier 1986] (p. 237).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 9 janvier 1985] (p. 452).

H

HABY (Charles)

Député du Haut-Rhin
(2^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

HABY (René)

Député de Meurthe-et-Moselle
(4^e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Difficultés des maraîchers et serristes** : prix du fuel lourd [2 mai 1985] (p. 533) ; prix de revient français (p. 534).

— **Services extérieurs du ministère de la jeunesse et des sports** : ministères ne pouvant faire l'objet de transferts aux collectivités territoriales ; caractère distributif de la majorité des crédits d'Etat dont dispose le ministère de la jeunesse et des sports ; retard dans le transfert aux collectivités [6 novembre 1985] (p. 3981).

— **Convention entre les caisses d'assurance-maladie et les professions de santé** : conflit opposant le Gouvernement et les professions de santé ; remise en cause du principe de la politique contractuelle [27 novembre 1985] (p. 4934-4935).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2801).**

Première lecture, discussion générale : rejet en bloc du texte par l'opposition justifiant l'absence d'amendements ; multiplication des listes dans chaque département ; augmentation sur les bancs de Assemblée des députés représentant des intérêts particuliers et catégoriels ; disparition de la circonscription ; intérêt des relations directes existant entre l'électeur et le député ; action locale du député compensant une administration de plus en plus éloignée des administrés [25 avril 1985] (p. 396).

— **Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912).**

Première lecture, discussion générale : intérêt présenté par le projet pour un travailleur perdant son emploi ; durée réglementaire de la prise en charge ; bénéficiaires du congé de conversion échappant aux statistiques du chômage ; nombre de salariés concernés ; montant du crédit supplémentaire accordé par l'Etat au F.N.E. ; apparition des « licenciés économiques à deux vitesses » : dispositif faisant

peser sur les entreprises en difficulté une charge nouvelle ; cas des P.M.E. occupant de nombreux travailleurs à faible spécialisation ; prise en compte des problèmes humains nés des difficultés économiques actuelles [11 juillet 1985] (p. 2385-2386).

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955).**

Première lecture, discussion générale : logique des politiques de l'emploi liée aux revenus ; cas des cumuls de deux emplois au cours de la vie active ; notion de retraité ; hypothèse des revenus liés à la location d'un immeuble acquis grâce à des économies, à la possession foncière ou à la perception de droits d'auteur [7 octobre 1985] (p. 2733).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : évolution du système scolaire français depuis 25 ans ; nécessité de donner à la culture technologique une plus grande place ; création de baccalauréats professionnels ; réduction des effectifs dans les préparations aux C.A.P. et aux B.E.P. [8 octobre 1985] (p. 2792) ; situation d'échec scolaire (p. 2793).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale* : suppression de l'instruction civique en 1969 ; efforts consacrés pour l'essentiel à l'amélioration de la rémunération des personnels ; diminution de l'efficacité des moyens ; recherche du spectaculaire ; efficacité des moyens consacrés aux plans des 16-18 ans ; plan pour l'informatique à l'école ; édition de logiciels ; ordinateurs de poche ; préoccupations industrielles [29 octobre 1985] (p. 3623) ; suppression des activités d'éveil à l'école primaire ; acquisition des connaissances ; transformation des ateliers manuels des collèges en laboratoires de technologie ; suppression de places dans les L.E.P. ; problèmes de l'échec scolaire ; objectif de 80 % des jeunes au niveau du baccalauréat (p. 3624).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : taxe sur les céréales ; imposition des agriculteurs au bénéfice réel [7 novembre 1985] (p. 4073).

— **Projet de loi relatif à l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 7** : incapacité de certains établissements à assurer certaines formations courtes [9 décembre 1985] (p. 5732) ; instauration de mesure ségrégative ; **article 8 bis** : nécessité d'éviter toute différence entre les moyens d'acquies un diplôme professionnel ; existence de formations parallèles dans l'apprentissage et dans les lycées d'enseignement professionnel (p. 5733) ; baccalauréat professionnel (p. 5734) ; **article 11** : opportunité de recourir à des pourcentages concernant les effectifs (p. 5736).

HAGE (Georges)

Député du Nord
(15^e circonscription)
Communiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'enregistrement

audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7068).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652) [J.O. du 28 juin 1985] (p. 7179).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (Premier ministre : communication et radio-télévision) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre du conseil d'administration de T.F.I. [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12360).

Membre titulaire de la commission consultative des fréquences [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963) [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13342).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947) [J.O. du 18 décembre 1985] (p. 14753).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14911).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la langue des signes française (n° 2780) [13 juin 1985].

Proposition de loi tendant à alléger les charges sociales des clubs sportifs sur les indemnités de dédommagement versées aux dirigeants bénévoles (n° 2899) [29 juin 1985].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome X : Premier ministre : communication et radio-télévision (n° 2988) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Arrêt des expulsions de locataires** : augmentation des expulsions exécutées ; engagement pris dans la loi Quilliot d'adopter une loi mettant fin aux expulsions in-

justes ; rejet par le tribunal de Lille d'une demande d'expulsion au motif d'absence de loi promulguée [17 avril 1985] (p. 236) ;

— **Inégalité des Français devant la santé** : persistance d'une importante mortalité chez les groupes sociaux les plus défavorisés ; disparités régionales ; nécessaire développement de la prévention, de la médecine scolaire et de la médecine du travail [12 juin 1985] (p. 1639) ;

— **Création des télévisions privées** : annonce par le Président de la République de la création de deux chaînes privées hertziennes de télévision à vocation nationale dite multivilles ; cas des téléspectateurs [13 novembre 1985] (p. 4289).

orales sans débat :

— **n° 847**, posée le 4 juin 1985 : **politique extérieure (Afrique du sud)** (p. 1458) ; appelée le 7 juin 1985 : **boycottage sportif de l'Afrique du sud** : tenue à Paris d'une conférence internationale sur le boycottage sportif de l'Afrique du Sud ; engagement de l'Afrique du Sud dans une opération massive de propagande (p. 1540) ; absence de représentation du Gouvernement français à la conférence ; nécessité de sanctions globales obligatoires ; déclaration finale de la conférence ; refus du comité international olympique d'envoyer une commission d'enquête en Afrique du Sud ; rugby ; sport automobile ; tennis ; mesures que le Gouvernement entend prendre (p. 1541) ;

— **n° 867** de M. Louis Odru : appelée le 21 juin 1985 : **personnels de l'éducation surveillée** : lettre de cadrage budgétaire ; baisse des dépenses de fonctionnement de 3 % ; baisse de 15 % des autorisations de programme ; permanence éducative auprès des tribunaux ; mode de prise en charge du milieu ouvert ; politique départementale de l'éducation surveillée ; mise en place de la « pause catégorielle » ; éducateurs faisant fonction de psychologues (p. 1851) ; arbitrage budgétaire pour 1986 (p. 1852) ;

— **n° 909**, posée et appelée le 22 novembre 1985 ; pose la question de M. François Asensi : **indemnité de formation** : abandon des orientations du début du septennat (p. 4675) ;

— **n° 910**, posée le 19 novembre 1985 : **automobiles et cycles (entreprises)** (p. 4524) ; appelée le 22 novembre 1985 : **droits syndicaux à la Régie Renault** : aggravation de la situation chez Renault ; offensive contre le syndicat de la C.G.T. ; arrêt de la Cour de cassation jugeant que la mise à pied d'un membre du comité d'entreprise entraîne la suspension du contrat de travail et celle de ses fonctions représentatives (p. 4676) ; épreuve de force engagée par la régie contre le syndicat C.G.T. majoritaire à Douai (p. 4677) ;

— **n° 917**, posée le 26 novembre 1985 : **radiodiffusion et télévision (programme)** (p. 4924) ; appelée le 29 novembre 1985 : **campagne électorale à la télévision pour les malentendants** : VI^e congrès de la fédération mondiale des sourds ; rôle des collectivités locales (p. 5042) ; obligations figurant au cahier des charges des sociétés de programmes prévoyant l'adaptation progressive des conditions de diffusion télévisée aux difficultés des personnes sourdes et malentendantes ; problèmes de démocratie et d'égalité des Français devant les moyens de communication ; imagination du gouvernement lorsqu'il s'agit de développer les médias sous la houlette du privé (p. 5043).

INTERVENTIONS

— **Discussion de la motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Gaudin et Labbé.**

Explications de vote : Protestations contre les plaisanteries sur son nom ; caractère juste et démocratique du scrutin proportionnel ; caractère inique du mode de scrutin actuel : exemple de la représentation du parti communiste après les élections de novembre 1958 ; force du Gouvernement ne résultant que de l'assentiment populaire ; rôle des désistements [23 avril 1985] (p. 315) ; volonté anti-populaire et anti-communiste des classes dirigeantes « anti-soviétiques » de réduire l'influence du parti communiste ; affaiblissement du rôle d'initiative et de contrôle du Parlement ; représen-

tation proportionnelle intégrale avec répartition nationale des restes constituant le seul mode de scrutin respectueux de la volonté nationale ; refus du groupe communiste de voter la censure (p. 316).

— **Projet de loi relatif à la création d'établissements d'enseignement public (n° 2618).**

Première lecture, discussion générale : laïcité ; obligation pour l'Etat de créer un établissement public ; nécessité de garantir aux établissements créés selon la procédure de la substitution les moyens de leur fonctionnement normal ; mesure d'austérité [2 mai 1985] (p. 537).

Discussion de l'article unique : **article unique :** son amendement n° 9 (visant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « peut créer » le mot « crée ») ; droit à l'enseignement et à la liberté de choix des parents ; rejeté (p. 542).

Deuxième lecture, explications de vote : devoir constitutionnel de l'Etat à l'égard de l'enseignement public [4 juin 1985] (p. 1417) ; création de filières ou de sections d'enseignement ; problème de la compatibilité des créations d'établissements du second degré avec le schéma prévisionnel des formations ; vote positif du groupe communiste (p. 1418).

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2852).**

Première lecture, discussion générale : historique du mouvement mutualiste ; liaisons entre la sécurité sociale et la mutualité ; atteintes portées au mouvement mutualiste à partir de 1979 [28 mai 1985] (p. 1193) ; risque de création de deux catégories de citoyens ; secteur de la santé apparaissant comme un investissement rentable ; texte permettant la couverture complémentaire maladie par les compagnies d'assurance ; développement des contrats de groupe et des pratiques de prix d'appel ; projet ne reconnaissant pas le fait mutualiste dans l'entreprise ; suppression du lien entre mutuelle et entreprise ; soumission à autorisation des actions sanitaires et sociales des mutuelles ; remise en cause de l'indépendance des sociétés mutualistes par l'adhésion au plan local et obligation de se réassurer auprès d'un fonds de garantie (p. 1194).

Discussion des articles : **article 1^{er} et code annexé — article L. 111-1 du code de la mutualité :** son amendement n° 46 (précisant que les mutuelles bénéficient de l'exclusivité de la couverture complémentaire des risques maladie, maternité, invalidité et décès) ; rejeté (p. 1206) ; **article L. 111-2 du code de la mutualité :** son sous-amendement n° 47 à l'amendement n° 13 de la commission (visant à supprimer le deuxième alinéa (a) de cet amendement) (p. 1207) ; rejeté (p. 1208) ; **article L. 122-7 du code de la mutualité :** son amendement n° 52 (substituant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code aux mots « fixé par décret en Conseil d'Etat » les mots « de trois mois ») (p. 1211) ; rejeté (p. 1212) ; **article L. 123-1 du code de la mutualité :** amendement n° 53 de Mme Muguette Jacquaint assurant une plus grande décentralisation (p. 1212) ; **article L. 125-4 du code de la mutualité :** son amendement n° 56 (substituant dans le texte proposé pour cet article du code aux mots « désignés dans les conditions fixées par les statuts » le mot « élus ») ; son amendement n° 57 (substituant dans le texte proposé pour cet article du code au mot « consultative » le mot « délibérative ») (p. 1214) ; amendement n° 56 : adopté ; amendement n° 57 : rejeté (p. 1215) ; **article L. 125-11 du code de la mutualité :** son amendement n° 59 (complétant le texte proposé pour cet article du code par les mots « et peuvent obtenir l'assistance judiciaire ») ; rejeté (p. 1223) ; **après l'article L. 211-1 du code de la mutualité :** crédits d'heures prévus par le code du travail bénéficiant aux responsables des mutuelles d'entreprise (p. 1225) ; **article 4 :** son amendement n° 73 (de suppression) ; rejeté (p. 1237) ; **après l'article 4 :** problème de la rémunération et problème du crédit d'heures relatifs au congé de formation (p. 1238).

Explications de vote : principes régissant la mutualité (p. 1239) ; refus du Gouvernement de conférer à la mutualité l'exclusivité de la couverture complémentaire ; obligation de s'assurer à un fonds de garantie ; encouragement donné aux contrats de groupe ; institutionnalisation des mutuelles en tant qu'« assurance bis » ; non reconnaissance du fait

mutualiste dans l'entreprise ; décentralisation de la tutelle ; vote négatif du groupe communiste (p. 1240).

Deuxième lecture, discussion générale : critique le refus de conférer l'exclusivité de la couverture complémentaire maladie aux sociétés mutualistes ; sélection des risques ; alignement obligatoire des mutuelles sur les assurances ; refus de reconnaître le fait mutualiste sans l'entreprise ; attribution de jours de congé aux administrateurs ; projet contraignant les mutuelles à se fédérer ; diminution de certains remboursements ; possibilité d'un retour du 1 % sécurité sociale sur les revenus [24 juin 1985] (p. 1894) ; risque de voir diminuer le niveau général de protection sociale ; différence d'espérance de vie des différentes classes sociales (p. 1895) ; augmentation des écarts existant entre les différentes couches sociales face à l'espérance de vie (p. 1896).

Discussion des articles : **article 1^{er} et code annexé — article L. 125-4 du code de la mutualité :** opposition du groupe communiste à l'amendement n° 9 de la commission (p. 1899).

Son rappel au règlement : finale de la coupe d'Europe des clubs champions à Bruxelles ; exprime ses condoléances aux familles des victimes ; nécessité d'analyser le comportement de certains spectateurs ; non annulation de la retransmission par la télévision française [30 mai 1985] (p. 1292).

— **Projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651).**

Première lecture, discussion générale : ses observations sur le procès de Klaus Barbie ; suivi de l'histoire de la justice à travers les procès courants ; intérêt des archives judiciaires ; problème de la prise en charge du coût des mesures d'enregistrement ; opportunité de confier les enregistrements au service public de l'audiovisuel [3 juin 1985] (p. 1384).

Discussion des articles : **article 8 :** caractère excessif des délais de vingt et cinquante ans ; cas du procès de Klaus Barbie ; diffusion du procès lorsque les voies de recours auront été épuisées (p. 1389) ; **après l'article 8 :** changement dans les conditions techniques des matériels utilisés ; propose d'autoriser les enregistrements au début de l'audience pendant quelques minutes sans aller au-delà du début de l'interrogatoire (p. 1390).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Deuxième lecture, explications de vote : renforcement du capital financier ; financement des établissements publics, industriels et commerciaux relevant de l'Etat par des prêts participatifs ; processus de dénationalisation ; dotation globale de fonctionnement ; développement d'un « mécénat capitaliste » [24 juin 1985] (p. 1915) ; sauvegarde de l'identité culturelle (p. 1916).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : nécessité de rendre les formations supérieures plus démocratiques et plus efficaces ; universités de technologie [8 octobre 1985] (p. 2791) ; risque d'accentuation de la concurrence entre écoles et universités (p. 2792).

— **Projet de loi portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale (n° 2964).**

Première lecture, discussion générale : défauts structurels du régime de l'instruction ; saturation des prisons françaises ; rôle de la nouvelle chambre d'instruction ; engagement d'appliquer prochainement une réforme similaire aux mineurs ; renforcement du caractère de préjugement de l'inculpation et du mandat de dépôt ; comportement de la police et déontologie ; nécessité de transférer la police judiciaire sous le contrôle de la chancellerie ; justification du secret de l'instruction ; garanties fondamentales des droits individuels ; institution récente du secret de l'instruction ; combinaison entre droit à la défense et droit à la discrétion ; insuffisance des moyens budgétaires prévus [14 octobre 1985] (p. 2987).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963).**

Première lecture, discussion générale : soulève la question préalable ; absence de place pour une véritable télévision locale ; liberté de choix des téléspectateurs ; baisse de la production française ; fragilisation du service public [15 octobre 1985] (p. 3017) ; déréglementation ; Canal Plus ; plan câble (p. 3018) ; Société Française de Production (p. 3019) ; rejetée au scrutin public (p. 3021) ; *discussion des articles :* **article 1^{er}** : son amendement n° 25 (de suppression) ; extension des compétences de la Haute autorité de l'audiovisuel à la délivrance des autorisations relatives aux services locaux de télévision par voie hertzienne [15 octobre 1985] (p. 3039) ; **rejeté ; après l'article 1^{er}** : son sous-amendement n° 58 à l'amendement n° 1 de la commission (référence aux services de télévision par voie hertzienne autres que les locaux) (p. 3041) ; **rejeté (p. 3042) ; article 2 :** rappel des rôles de T.D.F. ; accroissement des risques financiers de T.D.F. (p. 3046) ; **article 4 :** son amendement n° 26 (de suppression) ; retiré (p. 3052) ; son amendement n° 60 (précisant que l'exploitation du service faisant l'objet de la concession s'effectue aux risques et périls du concessionnaire) ; principe inacceptable de la compensation par les finances publiques des pertes de gestion des télévisions privées ; **rejeté ; son amendement n° 59** (précisant que les contrats de concession conclus avant la date d'entrée en vigueur de la loi devront être mis en conformité avec les dispositions du présent article) (p. 3053) ; **rejeté ; après l'article 4 :** son amendement n° 31 (publication au *Journal officiel* des contrats de concession et des autorisations) ; devenu sans objet ; **article 5 :** son amendement n° 61 (référence aux titulaires d'autorisations ou de concessions) ; **rejeté ; son amendement n° 62** (substituant aux mots « plus de trois services locaux » les mots « d'un service local » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 80 de la loi du 29 juillet 1982) (p. 3054) ; nécessité de prendre des précautions pour qu'une même personne ne puisse contrôler plus de trois services locaux ; **rejeté (p. 3055) ; article 6 :** son amendement n° 27 (de coordination) ; nécessité de préciser qu'un ensemble de collectivités territoriales peut être majoritaire dans une société concessionnaire (p. 3065) ; retiré ; son amendement n° 28 (substituant aux mots « d'une société titulaire d'une autorisation relative à un » les mots « d'une société concessionnaire d'un » dans le 2^e alinéa du texte proposé pour l'article 80-2 de la loi du 29 juillet 1982) ; retiré (p. 3066) ; **article 9 :** son amendement n° 63 (précisant que l'octroi des autorisations est subordonné au respect du cahier des charges) ; **rejeté (p. 3070) ; son amendement n° 64** (précisant dans le cahier des charges l'interdiction de diffusion des œuvres cinématographiques certains jours et à certaines heures, et le nombre maximal de films pouvant être diffusés dans une année) ; **rejeté (p. 3071) ; son amendement n° 65** (faisant figurer le régime de diffusion des messages publicitaires dans les clauses du cahier des charges) ; problème de l'interruption de certaines programmes pour diffuser des messages publicitaires ; **rejeté ; son amendement n° 29** (faisant figurer dans les clauses du cahier des charges l'utilisation des antennes par les partis et groupements pour leur campagne) ; **rejeté (p. 3072) ; article 10 :** son amendement n° 30 (de suppression) ; problème du financement publicitaire ; **rejeté (p. 3073) ; après l'article 14 :** son amendement n° 32 (précisant que les dispositions de la présente loi entreront en application le 1^{er} janvier 1987) ; retiré (p. 3077).

Explications de vote : loi de l'argent ; coup porté à la presse écrite la privant de ses ressources publicitaires ; question des contenus de la programmation (p. 3077).

Deuxième lecture, discussion générale : risque d'alignement vers le bas de la qualité des télévisions hertziennes privées ; conséquences du choix des télévisions hertziennes privées sur la presse écrite, sur le câble et le satellite ; attitude de T.F.1 à l'égard du parti communiste [15 novembre 1985] (p. 4424).

Troisième lecture, discussion générale : hostilité du groupe communiste ; utilisation à des fins partisans de la radio et de la télévision [29 novembre 1985] (p. 5078) ; présence française dans l'espace audiovisuel européen ; création de télévisions privées locales ; part de la publicité commerciale ne pouvant excéder 80 % du montant total du financement ; avenir du plan câble et de son industrie ; création et

consultation de commissions ; appropriation par le parti socialiste du droit d'émettre du haut de la tour Eiffel (p. 5079).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Techniques de la communication. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : absence de réforme d'aide à la presse ; retard des réseaux câblés ; rétrécissement du rôle du service public ; dégradation de la presse quotidienne d'information politique et générale ; suppression du dispositif de l'article 39 bis du code général des impôts ; aides indirectes ; non bénéfice du taux réduit de T.V.A. à la presse syndicale et associative ; pluralisme de l'information et des programmes ; affectation des crédits publics aux grands groupes privés multimédias ; création de deux chaînes de télévision privées nationales ; ouverture à « l'hertzien court » remettant en cause le choix de la fibre optique [25 octobre 1985] (p. 3508) ; services interactifs ; satellites T.D.F. 1 et T.D.F. 2 ; investissement de T.D.F. en faveur de l'équipement des futures télévisions privées ; projet de Pierre Desgraupes, Canal 1 ; insuffisante résorption des zones d'ombre ; émissions en direction des malentendants ; application insuffisante de la décentralisation ; augmentation du produit de la redevance grâce à la baisse du taux de T.V.A. ; taux de publicité ; faible progression des crédits consacrés à la création audiovisuelle ; situation des personnels ; diffusion en clair de Canal Plus (p. 3509) ; n'accepte pas les observations de M. Georges Fillioud sur la façon dont il conçoit son rôle de rapporteur ; privatisation des ressources et privatisation des dépenses ; ponction opérée pour Canal 1 (p. 3513).

Education nationale. — *Discussion générale :* maintien des critères de gestion du système capitaliste ; nombre de jeunes ayant quitté l'école sans formation ; non création d'emplois ; réforme de la formation des maîtres ; problèmes des moyens relatifs à la recherche pédagogique ; reconnaissance de la langue des signes ; gestion de la pénurie ; nombre d'enfants ouvriers dans l'enseignement supérieur ; bilan de la rentrée universitaire [29 octobre 1985] (p. 3633) ; accès à de nombreuses licences soumis à un *numerus clausus* ; échec universitaire ; insuffisance des bourses ; suppression de la participation de l'Etat au financement de la sécurité sociale étudiante ; diminution du budget des bibliothèques ; recherche universitaire ; crédits allant aux filières à but professionnel ; déclaration de Victor Hugo sur l'instruction publique (p. 3634).

Budgets annexes, de l'imprimerie nationale et des monnaies et médailles, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. — *Discussion générale :* régression de l'imprimerie administrative ; difficultés de la Société Nationale des Entreprises de Presse [30 octobre 1985] (p. 3671) ; augmentation des crédits de formation ; revendications des agents originaires des D.O.M.-T.O.M. ; conséquences de l'incendie de 1983 (p. 3672).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* insertion des handicapés ; subventions d'équipements concernant les instituts médico-éducatifs [4 novembre 1985] (p. 3844) ; accès des handicapés mentaux à la formation professionnelle ; allocations aux adultes handicapés ; financement des services d'accompagnement pour les handicapés mentaux (p. 3845).

Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* montant du budget ; organisation des jeux olympiques de 1992 ; horaires d'éducation physique et sportive à l'école [8 novembre 1985] (p. 4128) ; suppression de la taxe Mazeaud ; loto sportif ; année internationale de la jeunesse ; promotion de la vie associative ; fonds national de la vie associative (p. 4129).

Examen des crédits : état B, Titre III : son amendement n° 66 (réduction des crédits) ; mise en place du corps des professeurs de sport ; C.A.P.E.P.S. ; relations entre l'école et le sport ; retiré (p. 4139).

Seconde délibération du projet de loi, explications de vote : importance du déficit budgétaire ; aggravation du mécanisme de report en arrière des pertes (*carry back*) ; suppression de l'avoir fiscal [14 novembre 1985] (p. 4389) ; obligation de « manger l'austérité par les deux bouts » (p. 4390).

— **Projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : composition du Conseil supérieur de l'éducation nationale [15 novembre 1985] (p. 4416) ; son amendement n° 10 (tendant au début du 4^e alinéa 3^e de cet article à substituer au mot « quatre » le mot « dix ») : rejeté ; son amendement n° 11 (tendant au début du 5^e alinéa 4) de cet article à substituer au mot « trois » le mot « quatre ») : rejeté (p. 4417) ; **avant l'article 6** : réduction du nombre des membres du Conseil supérieur de l'éducation nationale étant incompatible avec une réelle représentation pluraliste des organisations devant y siéger (p. 4418) ; **article 7** : son amendement n° 12 (tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « précisera la répartition entre les diverses catégories de personnels ») ; nécessité que les différentes catégories de personnels soient représentées de la manière la plus harmonieuse possible ; rejeté (p. 4419).

Son rappel au règlement : délai imposé pour l'examen du projet de loi sur la communication audiovisuelle ; absence du ministre de la culture [29 novembre 1985] (p. 5067).

— **Projet de loi relatif aux chambres adjointes au Conseil d'Etat (n° 3060).**

Première lecture, discussion générale : accroissement de l'activité des tribunaux administratifs ; adjonction des chambres adjointes ne pouvant suffire à régler le problème au fond ; manque d'effectifs ; mauvaise application du droit par l'administration ; conflits risquant de naître des règles de la décentralisation ; autorité des décisions des chambres adjointes [2 décembre 1985] (p. 5111) ; nécessaire modification du tour extérieur (p. 5112).

— **Projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059).**

Première lecture, discussion générale : regrette qu'une réforme globale des juridictions administratives n'ait pas vu le jour ; débats sur la nature législative ou réglementaire du statut des membres des tribunaux administratifs ; nécessité d'aligner le statut des membres des tribunaux administratifs sur celui des conseillers des chambres régionales des comptes ; caractère hétéroclite du recrutement du corps ; collégialité des formations de jugement ; vote hostile du groupe communiste [2 décembre 1985] (p. 5121).

Discussion des articles : **après l'article 14** : principe de la collégialité des formations administratives de jugement (p. 5138).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion générale : sa motion de renvoi en commission ; hommage à la corporation des mineurs ; estime que la commission a expédié la discussion [4 décembre 1985] (p. 5316) ; limitation du temps de parole de M. Jacques Brunhes défendant la question préalable ; plus grande tolérance de l'Assemblée à l'égard de la droite ; droit d'expression de ses représentants en commission lors de la discussion de la loi sur la presse ; absence de référence à l'homme lors de la discussion de ce texte ; références aux travaux entrepris par la commission lors de la discussion du projet de loi sur la presse ; parallélisme instauré depuis 1974 entre les régimes de durée du travail applicables dans les secteurs agricoles et non agricoles ; réforme du code rural (p. 5317) ; offensive anti-sociale ; notion d'avantages acquis ; volonté du Gouvernement de priver les travailleurs de tout moyen de défense ; problème de la liberté de licenciement ; problème de l'annualisation de la durée du travail ; attachement du C.N.P.F. à la politique contractuelle derrière une hostilité fondamentale aux conventions collectives ; entreprise de grignotage des garanties du code du travail par l'insertion dans les accords ou conventions de certaines dispositions en retrait par rapport au code du travail ; (p. 5318) ; mise en cause par ce projet de la durée légale hebdomadaire du travail ; ordonnance du 16 janvier 1982 ;

possibilité par voie d'accord de porter atteinte aux garanties fixées dans le code du travail ; extension de ce principe par la loi du 13 novembre 1982 ; pérennisation de l'ordonnance du 5 février 1982 sur le travail temporaire par une loi du 3 janvier 1985 ; S.M.I.C. « négocié » ; objectifs de la convention sociale ; problème des dispositions d'ordre public en droit social ; propos de M. Jean Auroux voulant faire en sorte que la politique contractuelle devienne la pratique privilégiée du progrès social dans notre pays (p. 5319) ; entreprise de démolition du code du travail par le C.N.P.F. ; position de M. Lionel Stoléro au sujet de la politique contractuelle (p. 5320).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : pratique d'horaire individualisé à la demande de certains travailleurs ; but du projet de loi [6 décembre 1985] (p. 5486) ; situation des chauffeurs du dépôt de Saint-Amand-les-Baux de la S.T.R.V. (p. 5487) ; travail le dimanche ; situation dans le groupe Euromarché (p. 5488) ; **article 1^{er}** : accord d'entreprise à la limite de la légalité ; jurisprudence de la Cour de cassation permettant aux employeurs de faire effectuer aux salariés des heures supplémentaires en compensation d'heures perdues ; intérêt des accords de branche (p. 5503-5504) ; situation économique dans le secteur automobile (p. 5515) ; situation des industries diverses (p. 5516-5517) ; son amendement n° 82 (exclusion de la branche mécanique du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail) : réservé [7 décembre 1985] (p. 5602) ; son amendement n° 100 (impossibilité dans certains cas de dépasser la durée annuelle conventionnelle) : réservé (p. 5616) ; **article 2** : *article L. 212-8-3 du code du travail* : son amendement n° 129 (tendant à compléter le texte proposé pour cet article du code par les mots « ainsi qu'aux travailleurs à temps partiel ») ; exclusion des travailleurs à temps partiel de l'application des dispositions des articles L. 212-8, L. 212-8-1 et L. 212-8-2 du code du travail ; incitation au travail à temps partiel [8 décembre 1985] (p. 5653) ; nécessité de subordonner le recours au travail à temps partiel à l'accord du comité d'entreprise ou du délégué du personnel (p. 5654) ; *article L. 212-8-4 du code du travail* : son amendement n° 136 (tendant à supprimer le 4^e alinéa 3^e du texte proposé pour cet article du code) (p. 5659) ; vote réservé (p. 5660) ; *article L. 212-8-5 du code du travail* : son amendement n° 149 (exclusion de la branche de la chimie du champ d'application du projet) : vote réservé (p. 5672) ; situation économique et sociale dans le secteur de la branche automobile (p. 5681) ; situation économique et sociale dans le secteur des commerces (p. 5683-5684) ; situation économique et sociale dans le domaine du transport de commerce maritime (p. 5694) ; **son rappel au règlement** : exploitation des travailleurs à travers l'aménagement de la durée du travail ; modification corrélative du code rural ; abandon du texte sur l'Exposition universelle prévue pour 1989 [9 décembre 1985] (p. 5703) ; **après l'article 2** : habilitation des organisations syndicales représentatives dans l'entreprise à faire opposition aux accords sus-mentionnés dans la future loi par lettre recommandée (p. 5705) ; son amendement n° 183 (précisant qu'il ne pourra être fait appel aux semaines basses de modulation par anticipation sur des semaines hautes non encore effectuées) (p. 5707) ; réservé (p. 5708) ; **article 3** : étude de l'Institut syndical européen consacré à la flexibilité des emplois (p. 5710) ; comparaison des créations d'emplois en Europe, aux Etats-Unis et au Japon (p. 5711) ; son amendement n° 206 (excluant la branche de l'énergie) (p. 5716) ; réservé (p. 5717) ; exclusion de la branche de la pharmacie de l'application du projet de loi ; situation dans le secteur (p. 5718) ; situation de la fosse n° 9 de l'Escarpelle (p. 5720) ; études réalisées par la direction des études de la section C.G.T. de Renault (p. 5721) ; manquements successifs à la démocratie parlementaire ; lettre adressée à M. Bocquet par le personnel de la banque et du crédit de la région lilloise ; paiement des heures supplémentaires (p. 5765) ; son amendement n° 219 (excluant la branche des autres services) : réservé (p. 5766) ; **son rappel au règlement** : prise en compte des minutes supplémentaires nécessaires pour convaincre le ministre (p. 5767) ; demande une suspension de séance ; examen des chiffres présentés par M. Parfait Jans (p. 5768) ; **son rappel au règlement** : utilisation par le Gouvernement du vote bloqué ; poursuite de la discussion des articles du projet ; organisation des séances empêchant l'examen serein du texte ; opportunité pour le Gouvernement de retirer le texte sur la flexibilité (p. 5779) ; **son rappel au règlement** : estime que « la droite envoie un guérillero en la personne

de M. Jacques Blanc » ; modification incessante de l'ordre du jour ; renvoi du texte sur l'aide médicale d'urgence ; prise en compte de la qualité des travaux (p. 5762) ; ses observations sur le nombre limité d'articles contenus dans le projet ; absence d'obstruction de la part du groupe communiste (p. 5763).

— **Projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3088).**

Première lecture, discussion des articles : **article 13** : cas des agents non titulaires des collectivités territoriales ; problème de la précarité des emplois ; intégration des personnels dans la fonction publique ; souhaite présenter un sous-amendement à l'amendement n° 19 du Gouvernement ; lutte contre la précarisation de la situation des personnels non titulaires [10 décembre 1985] (p. 5797) ; **article 14** : protection des médecins vacataires départementaux souffrant d'une précarité d'emploi (p. 5798).

Explications de vote : unification des financements ; renoncement de l'Etat à une véritable politique de la santé mentale ; caractère « hospitalo-centriste » des dispositions du projet ; vote négatif du groupe communiste (p. 5799).

— **Projet de loi complétant la loi n° 82-852 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (n° 3220).**

Première lecture, discussion générale : avenir des télévisions locales privées ; champ d'application de la servitude ; privilège conféré à la cinquième chaîne ; compensations financières en cas d'un déséquilibre financier important ; exploitation du satellite ; nombre de canaux disponibles ; compromission du développement de toutes les potentialités du plan câble ; caractère regrettable de la procédure constituant à utiliser la compétence d'un organisme public pour servir des intérêts privés [18 décembre 1985] (p. 6383).

Explications de vote : abstention du groupe communiste (p. 6394).

HAMEL (Emmanuel)

*Député du Rhône
(8^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (droits de la Femme) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951), annexe n° 13 : droits de la femme (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Relations franco-soviétiques :** intensité et efficacité de l'espionnage soviétique en France [10 avril 1985] (p. 115) ; réception du vice-premier ministre du Gouvernement de l'U.R.S.S. ; contrat gazier signé avec l'Union soviétique en janvier 1982 ; intérêt national ; déficit dans les relations commerciales bilatérales ; problèmes afghan et polonais (p. 116).

orale sans débat :

— n° 880, posée le 25 juin 1985 : **Calamités et catastrophes (vent : Rhône)** (p. 1981) ; appelée le 28 juin 1985 : **sinistre du 6 juin dans l'ouest lyonnais** : conséquences du cyclone ayant dévasté l'ouest lyonnais le 6 juin ; constatation du sinistre par la préfecture et les services de gendarmerie ; nécessité de reconnaître cet événement mé-

téorologique comme catastrophe naturelle (p. 2149) ; importance pour les familles que le sinistre soit reconnu catastrophe naturelle ; mauvaise information de la commission sur la nature du phénomène naturel ; problèmes de morale collective (p. 2150) ; demande au secrétaire d'Etat de reconsidérer sa réponse (p. 2151).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux actes et jugements déclaratifs de décès des personnes mortes en déportation (n° 2613).**

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe U.D.F. ; hommage rendu à ceux qui ont été victimes du nazisme [7 mai 1985] (p. 623).

— **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants (n° 2731).**

Première lecture, discussion générale : vote positif du groupe U.D.F. sur la ratification de cette convention [21 juin 1985] (p. 1885).

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion des articles : **article 5** : article traduisant un dirigisme excessif et contraignant de l'Etat dans la vie des entreprises ; **article 6** : mise en cause du secret des laboratoires d'une entreprise [28 juin 1985] (p. 2182) ; **article 7** : préservation des intérêts moraux des organismes et entreprises (p. 2183).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale : questions :* pollution atmosphérique et déchets toxiques ; concentration industrielle dans le département du Rhône [23 octobre 1985] (p. 3427).

Postes et télécommunications. — *Discussion générale : questions :* réunion provoquée par le directeur des postes du Rhône ; problème d'approvisionnement en télécartes ; acheminement du courrier dans ce département [24 octobre 1985] (p. 3497) ; pose la question de M. Gilbert Mathieu (p. 3498).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale : questions :* association des établissements Grange au groupe « Meuble » [28 octobre 1985] (p. 3573) ; incidences du budget sur la création d'emplois ; suppression de la prime à la création nette d'emplois ; progression de certains chapitres du budget (p. 3574).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* exclusion de l'enseignement privé du plan « Informatique pour tous » [29 octobre 1985] (p. 3662).

Droits de la femme. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : faiblesse des crédits affectés aux moyens des services ; reconduction des crédits affectés aux délégations régionales ; poursuite des actions pilotes menées depuis 1982 ; modèle réalisé par les universités du Grand-Ouest ; actions en faveur des mères isolées avec charge d'enfants ; problèmes de la qualification et de la promotion des femmes [31 octobre 1985] (p. 3747) ; distribution des prix littéraires « Georges Sand » et « Alice » ; inauguration de la « fondation Camille » ; fonctionnement de la mission pour l'égalité professionnelle ; signature de contrats ; recouvrement des pensions ; soutien aux associations par des subventions ; moyens d'action des déléguées et adjointes régionales et départementales (p. 3748).

Défense. — *Examen des crédits :* **article 31** : son amendement n° 75 (réduction de 13 700 000 francs des crédits ouverts au paragraphe II, titre V de l'article 31) ; explique son vote positif sur les crédits du ministère de la défense ; retiré (p. 4195).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3038) et projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Première lecture, discussion générale commune : précise qu'« il ne cumule pas » [27 novembre 1985] (p. 4964).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).**

Troisième lecture, discussion générale : ses observations sur les propos de M. Philippe Bassinet [16 décembre 1985] (p. 6200).

Discussion des articles : **article 5 quater** : importance que représente l'Ordre des géomètres-experts ; conflit entre les topographes et les géomètres-experts ; amendement n° 17 aboutissant à supprimer les prérogatives dont jouissaient les géomètres-experts (p. 6202).

HAMELIN (Jean)

*Député d'Ille-et-Vilaine
(6^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

HARCOURT (Florence d')

*Député des Hauts-de-Seine
(6^e circonscription)
Apparté U.D.F.*

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord international de 1983 sur les bois tropicaux (ensemble trois annexes) (n° 2746) [6 juin 1985] (p. 1535).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif au raccordement des autoroutes entre St-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) et Bardonnex (Genève) (ensemble une annexe) (n° 2854) [3 octobre 1985] (p. 2649).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la défense civile (n° 2709) (23 mai 1985).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2746) autorisant l'approbation d'un accord international de 1983 sur les bois tropicaux (ensemble trois annexes) (n° 2751) [6 juin 1985]

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2854) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif au raccordement des autoroutes entre St-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) et Bardonnex (Genève) (ensemble une annexe) (n° 3237) [19 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Lutte contre la toxicomanie** : impunité dont bénéficient les dealers [16 octobre 1985] (p. 3110-3111) ;

— **Publicité sur la cinquième chaîne de télévision** : consommation d'alcool en France ; conditions de réglementation de la publicité sur la cinquième chaîne [27 novembre 1985] (p. 4933).

orale sans débat :

— n° 879, posée le 25 juin 1985 : **défense nationale (défense civile)** (p. 1981) ; appelée le 28 juin 1985 : **défense civile** : mesures que le Gouvernement entend prendre pour mettre en place une véritable défense civile ; complexité de l'organisation de la défense civile en France ; efforts budgétaires en 1986 ; nécessité d'une loi de programmation (p. 2151).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Première lecture, discussion générale : nombre restreint de députés participant à la séance ; désordre que le projet risque d'instituer dans la gestion des départements et des régions ; divergence des majorités régionales et départementales ; ses propositions en vue de la création de sièges de sénateurs représentant les régions ; décentralisation se traduisant par des luttes intestines entre les collectivités locales ; cumul des mandats [26 avril 1985] (p. 497) ; région Corse (p. 498).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : ignorance de l'Assemblée nationale sur la conduite de la politique étrangère ; souhaite une série de débats spécialisés au fond [11 juin 1985] (p. 1594) ; I.D.S. contribuant au renforcement de la solidarité occidentale ; déclarations de M. Claude Cheysson au quotidien « Libération » du vendredi 3 mai 1985 ; ouverture de nouvelles négociations Est-Ouest ; retard technologique de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis et du Japon ; renforcement de l'union européenne par la conjonction des programmes Eurêka et I.D.S. ; problème de la participation de l'Allemagne à la stratégie nucléaire ; question de l'union européenne ; conférence d'Ottawa sur les accords d'Helsinki (p. 1595) ; abandon du Liban et du Tchad (p. 1596).

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732).**

Première lecture, discussion générale : possibilité de maintien de la peine capitale pour des actes commis en temps de guerre ; inélictable de l'abolition de la peine de mort ; caractère non dissuasif de la peine capitale ; causes de la criminalité [21 juin 1985] (p. 1878) ; son vote en faveur de l'abolition de la peine de mort ; absence de contrepartie ; révision du code pénal ; absence de projet définissant les peines de substitution ; intérêt manifesté par le garde des sceaux à la protection des victimes ; question des victimes de la délinquance et des crimes ; manque de cohérence de la politique pénale ; opportunité de réviser les conditions d'exécution et l'échelle des peines ; état de l'opinion publique (p. 1879) ; sa proposition de loi tendant à créer une peine de remplacement à la peine de mort ; notion d'« internement incompressible » ; fonction de la peine privative de liberté (p. 1880).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2961).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale* : question de la défense civile de la Nation ; notion de dissuasion ; crédibilité aux yeux de l'opinion ; problèmes de grandes catastrophes naturelles ; plans Orsec régionaux ; rend hommage à l'action menée en France et au Mexique

par les détachements de sapeurs-pompiers ; consitution de corps professionnels d'élite ; utilisation des troupes de réserve sans affectation [13 novembre 1985] (p. 4320).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif au raccordement des autoroutes entre St-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) et Bardonnex (Genève) (ensemble une annexe) (n° 2854).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : caractère technique et limité de l'accord ; concession par la France de l'opération à la Société du tunnel du Mont-Blanc ; nécessité d'une rectification de la frontière [20 décembre 1985] (p. 6525).

HARCOURT (François d')

*Député du Calvados
(4^e circonscription)
Apparenté U.D.F.*

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à dissocier la procédure de divorce de certaines dispositions fiscales (n° 2898) [29 juin 1985]

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* rôle d'impulsion joué par l'agriculture ; marché de la viande bovine ; production laitière ; coefficient de réactualisation des valeurs locatives ; nécessité de limiter le dé plafonnement des charges sociales et de réviser le revenu cadastral [7 novembre 1985] (p. 4059-4060).

HAESEBROECK (Gérard)

*Député du Nord
(10^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

HAUTECLOCQUE (Nicole de)

*Député de Paris
(18^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : proposition du groupe R.P.R. en matière de réorganisation de la police ; conditions dans lesquelles le débat sur le projet de loi a été

engagé ; majoration du coût des amendes mettant en péril certaines professions ; nécessaire complémentarité de la justice et de la police ; importance de la délinquance à Paris [10 juillet 1985] (p. 2336) ; diminution des effectifs de la police parisienne ; quasi-inexistence du système de l'ilotage à Paris ; nécessité de rénover les bâtiments hébergeant les services de police parisiens ; logement des policiers parisiens ; importance du budget voté chaque année par le Conseil de Paris pour la préfecture de police ; intervention de la municipalité parisienne destinée à compléter et à soutenir l'action des services de police ; possibilité pour les appelés d'effectuer leur service national dans la police (p. 2337) ; origine de cette proposition ; nécessité de ne pas dépouiller la préfecture de police de Paris de son autorité et de ses moyens (p. 2338).

HAUTECŒUR (Alain)

*Député du Var
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

HAYE (Kléber)

*Député de la Gironde
(7^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Chômeurs en fin de droits :** mesures décidées par le Conseil des ministres du 5 juin 1985 sur le financement et la date de mise en application des nouvelles mesures relatives aux chômeurs en fin de droits [5 juin 1985] (p. 1464) ;

— **Liberté d'accès à l'école publique :** liberté d'accès à l'école publique ; liberté de choix pour les parents [16 octobre 1985] (p. 3119).

HERMIER (Guy)

*Député des Bouches-du-Rhône
(4^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 4 février 1986] (p. 1975).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 4 février 1986] (p. 1775).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Collectif budgétaire pour la rentrée scolaire** : invitation du groupe communiste à la séance de clôture du colloque sur les droits de l'Homme ; aggravation prévisible des conditions d'accueil et d'enseignement à la prochaine rentrée scolaire ; suppression de postes dans l'école élémentaire ; fermeture de classes dans les zones d'éducation prioritaire ; retour en force de l'austérité entraînant un renforcement des inégalités et des échecs [29 mai 1985] (p. 1255) ;

— **Projet de télévision privée avec une société italienne** : association de Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi ; volonté de donner une chaîne au parti socialiste ; demande du groupe communiste de l'annulation de ce projet [20 novembre 1985] (p. 4540) ;

— **De M. Jacques Godfrain : indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse** ; proposition d'un débat à l'Assemblée nationale sur le devenir de l'audiovisuel français [20 novembre 1985] (p. 4546-4547) ;

— **Cinquième chaîne de télévision** : propos du ministre du travail parlant de la volonté d'obstruction des travaux de l'Assemblée nationale par le groupe communiste [11 décembre 1985] (p. 5878) ; refus du ministre de permettre à la commission des affaires sociales d'auditionner les organisations syndicales ; estime que la majorité socialiste fait le travail de la droite ; décision du Gouvernement de concéder à un groupe privé une chaîne de télévision commerciale ; rappelle les réactions dans les milieux professionnels du cinéma ; abandon du projet d'organisation de l'Exposition universelle (p. 5879).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : vote négatif du groupe communiste sur le projet de budget ; « tournant social-démocrate » pris par le parti socialiste à Toulouse ; abandon des engagements de 1981 ; insuffisance des transferts financiers de l'Etat ; soutien à la rentabilité financière capitaliste ; chute de l'emploi intérieur ; baisse du pouvoir d'achat ; hypothèses économiques retenues pour l'élaboration du budget ; renforcement des inégalités et des injustices ; faiblesse du taux d'investissement ; sacrifice des dépenses en capital et des crédits d'investissements civils [16 octobre 1985] (p. 3121) ; masse des dépenses d'accompagnement social de la « casse industrielle » ; transfert croissant de charges ; diminution du nombre des fonctionnaires ; définition des projets spatiaux financés par le budget ; poids des intérêts de la dette publique ; menaces représentées par le projet de la droite pour la modernisation du pays ; développement du mouvement social (p. 3122) ; nécessité d'une nouvelle croissance économique ; rôle des entreprises nationalisées ; développement de l'agriculture sur la base de l'exploitation familiale ; doublement du rendement de l'I.G.F. (p. 3123).

Deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale* : préten- due priorité accordée à la formation des hommes ; besoins réels de la Nation ; part du P.I.B. représentée par le budget de l'éducation nationale ; suppression de postes de non-enseignants ; non création de postes d'instituteurs ou d'institutrices ; effets de la baisse des effectifs sur la sélection sociale [29 octobre 1985] (p. 3621) ; nombre de postes à créer pour rattraper le retard depuis cinq ans ; élévation de 80 % des jeunes au niveau du baccalauréat ; créations de postes dans l'enseignement technologique et professionnel ; recrutement de T.U.C. ; aggravation de la ségrégation sociale dans l'ensemble du système éducatif ; transfert aux collectivités territoriales des subventions de fonctionnement des établissements du second degré ; monopolarisation des médias par M. Chevènement ; austérité budgétaire ; abandon de l'expérience des zones d'éducation prioritaires ; renforcement des filières ségrégatives ; propositions du Collège de France visant à la désectorisation des établissements scolaires (p. 3622) ; approbation de la politique gouvernementale par Raymond Barre ; vote négatif du groupe communiste (p. 3623).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale : questions* : pose la question de M. Jean Combasteil [31 octobre 1985] (p. 3794-3795).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : article 3 : conséquences de l'introduction de l'annualisation pour les femmes [9 décembre 1985] (p. 5778).

HERNU (Charles)

Ministre de la défense.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de la défense : décret du 20 septembre 1985 [J.O. du 21 septembre 1985] (p. 10878).

DEPOTS

Projet de loi modifiant la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils et la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 modifiant la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires et édictant des dispositions concernant les militaires de carrière ou servant en vertu d'un contrat (n° 2580) [2 avril 1985].

REponses AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Marie Daillet : base militaire en Nouvelle-Calédonie** : manque d'infrastructures de la « position stratégique » de la Nouvelle-Calédonie avant 1981 ; sa référence aux déclarations du Président de la République à son retour de Nouvelle-Calédonie ; envoi sur place de missions militaires [24 avril 1985] (p. 333) ;

— **M. Guy Vadepied : initiative de défense stratégique** : réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères et de la défense de l'U.E.O. ; nécessité de bâtir l'Europe de la technologie [24 avril 1985] (p. 341) ; conséquences du programme de recherche américain pour la dissuasion nucléaire ; caractère durable de la dissuasion ; sa référence aux programmes Trident et MX ; modernisation et renforcement de la dissuasion française ; mise en service de l'Inflexible (p. 342) ;

— **M. Francis Geng : insuffisance des moyens mis à la disposition de la gendarmerie** : crédits alloués à la gendarmerie ; augmentation des effectifs de la gendarmerie ; effort consenti au profit des carburants ; dotation consacrée au téléphone [22 mai 1985] (p. 1011) ; sécurité publique constituant une des priorités du Gouvernement (p. 1012) ;

— **M. Jacques Fleury : budget de la défense** : crédits consacrés aux armements conventionnels ; porte-avions à propulsion nucléaire ; armes à affets collatéraux ; entrée en service de l'Inflexible ; progression des investissements militaires [5 juin 1985] (p. 1465) ; création de la force d'action rapide (p. 1466).

orale sans débat :

— **M. Michel Debré (n° 839) : avion de combat futur** : accord envisagé entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ; rencontre des ministres de la défense à Rome ; durée de vie d'un avion de combat ; masse de l'avion de combat futur ; intention du gouvernement de dériver de cet avion une version aéronavale ; nécessité de créer un bureau d'études commun [7 juin 1985] (p. 1539) ; rôle de la France dans la construction européenne ; intérêts fondamentaux de l'industrie aéronautique française ; spécificité des missions (p. 1540).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils et la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 modifiant la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires et édictant des dispositions concernant les militaires de carrière ou servant en vertu d'un contrat (n° 2580).**

Première lecture, discussion générale : adaptation permanente des équipements des forces à la menace potentielle ; réduction des effectifs imposée par la loi de programmation militaire ; réduction ne pouvant être obtenue par dégraissage autoritaire des cadres ou détérioration du déroulement des carrières [14 mai 1985] (p. 757) ; possibilité donnée aux administrations civiles de pourvoir les emplois vacants de manière adaptée ; ouverture du bénéfice de ces dispositions aux sous-officiers supérieurs ; volume des intégrations n'engendrant pas de difficultés dans les corps d'accueil ; examen des candidatures par une commission d'orientation présidée par un membre du Conseil d'Etat ; prorogation des dispositions législatives permettant de bénéficier de la pension du grade supérieur sous certaines conditions d'âge ; amélioration des perspectives de carrière ; nombre des officiers concernés ; cas des officiers ne pouvant être promus parce qu'ils ont dépassé l'ancienneté fixée par leur statut ; organisation d'une véritable reconversion (p. 758-759).

Ses observations après les explications de vote : consensus de la Nation vis-à-vis des armées (p. 760).

HERVE (Edmond)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733) [30 mai 1985].

Projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098) [20 novembre 1985].

REponses AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Georges Hage : inégalité des Français devant la santé :** allongement substantiel de la durée de vie ; diminution de la mortalité périnatale ; accroissement des maladies chroniques ; inégalité selon l'âge ; inégalité entre régions ; situation de la région du Nord-Pas-de-Calais [12 juin 1985] (p. 1639) ; observatoire régional de la santé ; nombre de scanners (p. 1640) ;

— **Mme Eliane Provost : alcoolisation des jeunes :** caractère de l'alcoolisme des jeunes ; résultats de la campagne de 1984 ; décentralisation de la campagne en 1985 ; centres d'hygiène alimentaire et d'information contre l'alcoolisme ; nécessité d'une interdisciplinarité des actions menées contre l'alcoolisme [19 juin 1985] (p. 1766) ;

— **M. René Haby : convention entre les caisses d'assurance-maladie et les professions de santé :** revalorisation moyenne des honoraires [27 novembre 1985] (p. 4935).

orales sans débat de :

— **M. André Durr (n° 889) : frais d'aide ménagère en Alsace-Moselle :** développement de la prestation d'aide ménagère ; adoption d'un barème de participation des bénéficiaires [11 octobre 1985] (p. 2969) ; relation entre la caisse nationale d'assurance vieillesse et les caisses régionales (p. 2970) ;

— **M. Alain Vivien (n° 893) : effectifs d'enseignants du premier degré :** réduction des inégalités régionales ; recrutement au niveau départemental [11 octobre 1985] (p. 2970) ; procédure des grands chantiers (p. 2971-2972) ;

— **M. André Lajoinie (n° 899) : société nationale des entreprises de presse :** missions de la S.N.E.P.

[11 octobre 1985] (p. 2972) ; imprimerie Montlouis ; surcapacité de production dans ce secteur (p. 2973) ;

— **M. André Tourné (n° 900) : incendies de forêts :** rappel des moyens mis en œuvre ; recherche des moyens d'amélioration de la sécurité des personnels participant aux opérations de lutte ; obligation de débroussaillage [11 octobre 1985] (p. 2974).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652).**

Deuxième lecture, discussion générale : dispositif initial concernant la formation des militants mutualistes et l'allègement de la tutelle ; origine des inégalités en matière de santé ne se situant pas dans le système de protection sociale ; évolution du système de santé [26 juin 1985] (p. 1896).

Discussion des articles : **article 1^{er} et code annexé :** — **article L. 124-8 du code de la mutualité :** rapprochement entre les plans comptables (p. 1898) ; **article L. 321-4 du code de la mutualité :** délimitation entre les articles 34 et 37 de la Constitution (p. 1901) ; **article 6 :** son sous-amendement n° 28 à l'amendement n° 26 de la commission (substituant dans le dernier alinéa de cet amendement aux mots « L. 225-5, premier et deuxième alinéas » les mots « L. 225-5, premier à quatrième alinéas ») : adopté (p. 1904).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1^{er} :** son amendement n° 136 (nouvelle rédaction pour la fin du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article) ; limitation pour les associations de la possibilité de se porter partie civile ; adopté ; **article 2 :** son amendement n° 95 (agrément délivré aux personnes souhaitant adopter un enfant étranger) [26 juin 1985] (p. 2031) ; identité de garanties en matière d'adoption internationale et en matière d'adoption interne ; rejeté (p. 2032) ; **après l'article 4 bis :** son amendement n° 96 (modalités de gestion des prêts en faveur des jeunes familles attribués à des fonctionnaires et agents de l'Etat) ; transfert du service des prêts aux jeunes ménages aux établissements de crédit ; adopté (p. 2033) ; **article 8 :** gratuité des soins demandée par l'ensemble des organisations syndicales de médecins (p. 2035) ; **article 10 quater :** son amendement n° 137 (reclassement des adjoints des hôpitaux dans le corps des praticiens hospitaliers) ; recrutement des chefs de clinique ; prise en compte de la totalité du temps de clinicien ; adopté (p. 2037) ; **après l'article 10 quater :** son amendement n° 97 (prorogation du mandat des membres des commissions médicales consultatives des établissements d'hospitalisation publique) ; existence de nouveaux statuts ; composition de la commission médicale consultative ; adopté ; son amendement n° 133 (insérant dans le quatrième alinéa de l'article L. 262 du code de la sécurité sociale, après les mots : « elle n'entre pas en vigueur », les mots : « , lors de sa conclusion ou lors d'une tacite reconduction ») ; reconduction de l'approbation dans les mêmes conditions que la convention médicale elle-même ; adopté (p. 2038) ; **ses observations** sur le rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : absence de démembrement des ordres professionnels ; philosophie de l'amendement [27 juin 1985] (p. 2051) ; **article 11 :** son amendement n° 98 (rédigeant ainsi le sixième alinéa (4^e) du paragraphe I de cet article : « 4^e le tableau des effectifs du personnel ; ») ; adopté ; son amendement n° 134 (insérant dans le dixième alinéa du paragraphe I de cet article, après les mots : « ou réglementaires », les mots : « de nature à bouleverser l'équilibre prévisionnel du budget ») ; conditions dans lesquelles certaines dépenses pourront être opposables aux organismes financiers ; notion de bouleversement de l'équilibre prévisionnel du budget (p. 2052) ; rejeté ; son amendement n° 99 (substituant à la fin de l'avant dernier alinéa du paragraphe I de cet article, aux mots : « au représentant de l'Etat », les mots : « à l'autorité compétente ») ; application du principe de la tarification conjointe au domaine de l'éducation surveillée ; adopté ; **article 17 :** son amendement n° 153 (insérant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 191-3 du code de la sécurité sociale, après les mots : « est prononcée dans les mêmes formes », les mots : « en cas de faute grave entachant l'honneur ou la probité ») (p. 2053) ; rejeté ; exercice de la fonction d'assesseur ; adopté ; **après l'article 22 :** réforme des structures de la

mutualité sociale agricole ; association des salariés à la gestion des organismes ; présentation de listes au deuxième collège par les organisations syndicales (p. 2054) ; **après l'article 23 septies** : son sous-amendement n° 138 à l'amendement n° 42 de la commission (précisant la nature de la formation universitaire des psychologues) ; définition du diplôme d'études supérieures spécialisées (p. 2056) ; rejeté ; son amendement n° 100 (création de cimetières dans les communes urbaines et à l'intérieur du périmètre d'agglomération) ; agrandissements des cimetières en milieu urbain soumis à autorisation ; interdiction de la création de cimetières à l'intérieur du périmètre d'agglomération sans possibilité de dérogation ; adopté ; son amendement n° 135 : réservé (p. 2057) ; puis retiré (p. 2078).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).**

Première lecture, discussion générale : règles applicables aux différentes catégories de fonctionnaires non médicaux ; assise législative du droit de la fonction publique ; rénovation du système hospitalier ; prise en compte des acquis obtenus par les personnels hospitaliers ; élargissement du champ d'application du livre IX du code de la santé publique ; intégration de l'ensemble du secteur public sanitaire et social ; administration centrale de l'Assistance publique ; amélioration du déroulement et des structures des carrières [10 octobre 1985] (p. 2903) ; principe de la distinction du grade et de l'emploi ; mise en place des organismes consultatifs aux compétences élargies ; modification de la composition de la commission mixte paritaire ; développement du rôle des organismes de consultation des personnels ; place des commissions administratives paritaires ; recrutement des agents hospitaliers non médicaux par concours ; non application des limites d'âge aux travailleurs handicapés ; accès à certains corps de catégorie A dotés de statuts particuliers ; différentes positions des fonctionnaires ; création d'un congé de formation ; avancement de grade et reclassement pour raisons de santé ; élargissement de la liste des sanctions disciplinaires ; amélioration de la protection de la cessation de fonction ; confirmation et précision du droit syndical ; nombre des agents concernés par le projet (p. 2904) ; coopération inter-hospitalière et extériorisation de l'hôpital (p. 2905) ; opposition entre « le pouvoir administratif » et « le pouvoir médical » ; particularités de la profession de directeur d'hôpital ; nombre d'emplois créés dans le secteur hospitalier ; redéploiement du personnel ; situation juridique s'appliquant pour les solutions alternatives à l'hospitalisation ; coopération inter-hospitalière ; principe des « congés rayons » ; accent mis sur les aspects techniques de la protection ; avenir des conseils d'administration (p. 2916).

Discussion des articles : **article 4** : son sous-amendement n° 124 à l'amendement n° 110 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (insérant dans cet amendement après le mot « effectif » les mots « ou la nature des fonctions ») : adopté (p. 2919) ; **article 20** : son amendement n° 82 (complétant l'avant-dernier alinéa de cet article par la phrase suivante : « les listes des candidats sont présentées par les organisations syndicales ») : adopté (p. 2923) ; **article 24** : publication d'un nouveau texte relatif à la départementalisation ; **après l'article 24** : suggère de remplacer les mots « recruté et géré au niveau national » par les mots « constitué dans le cadre national » dans l'amendement n° 93 de M. Lucien Couqueberg (p. 2924) ; **article 39** : caractère irréaliste de la proposition de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis figurant dans son amendement n° 117 (p. 2934-2935) ; **article 57** : son amendement n° 83 (définition de la position hors cadre) ; réduction de la durée des services exigée pour être placé en position hors cadre en faveur des fonctionnaires internationaux ; nature réglementaire de la fixation de la durée des services ; adopté (p. 2938) ; **après l'article 74** : son amendement n° 128 (calcul du traitement et des indemnités) : adopté (p. 2940) ; **article 83** : son amendement n° 125 (précisant que les fonctionnaires ne peuvent être licenciés que pour insuffisance professionnelle) : adopté ; **après l'article 83** : son amendement n° 84 (précisant que l'abandon de poste entraîne la perte de la qualité de fonctionnaire) (p. 2942) ; réservé (p. 2943) ; **article 98** : intérêts du personnel (p. 2947) ; statut des agents de l'Assistance publique de Paris ; examen par le Conseil d'Etat ; son amendement n° 126 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 99** : son amendement n° 129 (application des dispositions du présent

titre aux fonctionnaires nommés dans des emplois permanents à temps non complet) : réservé ; son amendement n° 130 (affiliation des fonctionnaires nommés dans un emploi à temps non complet à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales) (p. 2948) ; réservé ; **article 101** : son amendement n° 127 (supprimant à la fin du deuxième alinéa de cet article les mots : « ou leurs représentants ») : adopté (p. 2949) ; **après l'article 101** : son amendement n° 85 (dérogation aux dispositions du présent titre par décret en Conseil d'Etat lorsque les conditions de fonctionnement des établissements d'hospitalisation publics destinés à l'accueil des personnes incarcérées le justifient) ; création de la catégorie des établissements d'hospitalisation publics destinés à l'accueil des personnes incarcérées ; inexistence de deux comités techniques paritaires ; caractère exceptionnel des dérogations ; adopté (p. 2950) ; **après l'article 118** : application des dispositions générales du titre IV aux pharmaciens résidents ; détermination des réglementations particulières ; **article 119** : son amendement n° 86 (abrogation de certains articles du code de la santé publique) (p. 2954) ; nature réglementaire de certaines dispositions du projet ; adopté ; **article 2** (précédemment réservé) : son amendement n° 135 (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots « à temps complet » les mots « ou à temps non complet dont la quotité de travail est au moins égale au mi-temps ») ; situation des agents occupant des emplois à temps non complet (p. 2955) ; adopté ; application du titre IV aux directeurs d'hôpitaux ; particularisme de la fonction directoriale ; déroulement des carrières ; formation des directeurs d'hôpitaux (p. 2956) ; **article 9 (précédemment réservé)** : son amendement n° 133 (de conséquence) : adopté ; **article 37 (précédemment réservé)** : son amendement n° 134 (de conséquence) : adopté (p. 2957) ; **après l'article 83 (suite)** : son amendement n° 84 précédemment réservé : retiré ; **après l'article 99 (suite)** : son amendement n° 129 précédemment réservé (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 130 précédemment réservé (de conséquence) : adopté ; **article 105 (précédemment réservé)** : son amendement n° 136 (de conséquence) : adopté (p. 2958).

Deuxième lecture, discussion générale : amélioration des structures et des déroulements des carrières ; organisation des personnels en corps ; extension du régime des congés bonifiés ; adaptation de certaines règles de la fonction publique à la spécificité du secteur sanitaire et social ; congés rayons [17 décembre 1985] (p. 6222) ; évolution des titularisations des emplois d'auxiliaires ; conditions du licenciement pour motif économique ; possibilité de reclassement ; inexistence d'une « fuite » des médecins hospitaliers agrégés des hôpitaux publics (p. 6223).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 29 (insérant après le septième alinéa de cet article l'alinéa suivant : « 7° Thermes nationaux d'Aix-les-Bains ») ; extension du champ d'application du titre IV aux thermes nationaux d'Aix-les-Bains (p. 6223) ; adopté (p. 6224) ; **après l'article 26** : son amendement n° 30 (limites d'âge supérieures pour l'accès aux corps ou emplois des établissements) ; dispositions ayant pour objet de faciliter le recrutement dans les établissements publics sanitaires et sociaux des personnels civils non titulaires à l'expiration de leur mission de coopération ; adopté (p. 6228) ; **après l'article 83** : son amendement n° 31 (congés des personnels de direction) : adopté (p. 6230) ; **après l'article 101** : son amendement n° 32 (ajoutant au titre IV de l'article 119 du titre III du statut général un alinéa ainsi rédigé : « les dispositions de l'alinéa ci-dessus sont applicables aux fonctionnaires régis par le titre IV du statut général ») ; possibilité pour les fonctionnaires hospitaliers d'accéder aux corps et emplois de la fonction publique territoriale par voie de détachement suivie ou non d'intégration ; adopté (p. 6232) ; **après l'article 104** : son amendement n° 33 (fixation des nombres d'heures de service prises en compte pour déterminer le droit des intéressés) ; titularisation des personnels saisonniers ; adopté (p. 6233).

Ses observations après les explications de vote : définition des conditions générales applicables aux personnels hospitaliers (p. 6234).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : lignes de force du budget de la santé ;

consommation médicale finale ; développement de la protection et de la prévention sanitaire ; connaissance épidémiologique ; installation des comités consultatifs de promotion de la santé ; lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie ; organisation des modalités de financement de la psychiatrie ; dotation globale [4 novembre 1985] (p. 3853) ; modernisation de l'outil hospitalier ; promotion de l'industrie biomédicale ; révision des cartes sanitaires ; redéploiements d'emplois ; fin du sous-équipement médical ; compagnie générale de radiologie ; efforts en faveur de certaines pratiques médicales ; rénovation du statut des médecins ; intérêts de la dotation globale (p. 3854) ; différence d'évolution des dépenses des hôpitaux publics et des dépenses des cliniques privées ; pourcentage d'équipements lourds affectés au secteur privé et au secteur public ; efforts au bénéfice des Hospices civils de Lyon ; réforme du troisième cycle des études médicales ; extension de la compétence des chirurgiens dentistes ; organisation d'un concours unique pour le recrutement des élèves des écoles paramédicales ; politique de recherche (p. 3855) ; création du Haut comité du thermalisme et du climatisme (p. 3856).

Répond à la question de :

— **M. Emile Koahl** : effets néfastes du tabac ; application de la loi du 9 juillet 1976 ; apposition du macaron « non fumeur » dans les taxis (p. 3870) ; lancement d'une campagne destinée aux médecins généralistes (p. 3871) ;

— **M. Guy Chanfrault** : médecine générale ; organisation des études ; principe du volontariat (p. 3871) ;

— **M. Lucien Couqueberg** : départementalisation (p. 3872) ;

— **M. René André** : méthode Doman-Sellacato ; contrats de recherche avec l'I.N.S.E.R.M. (p. 3874).

— **Déclaration du Gouvernement sur la fonction publique et débat sur cette déclaration (n° 3109).**

Discussion : promotion des personnels hospitaliers ; amélioration de la situation juridique des médecins ; réorganisation du conseil supérieur des professions paramédicales ; assouplissement du régime du travail à temps partiel ; rémunérations dans le secteur public hospitalier ; protection sanitaire des personnels ; participation des personnels à la gestion [26 novembre 1985] (p. 4892) ; protection du personnel hospitalier lors de la cessation de fonction (p. 4893).

— **Projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098).**

Première lecture, discussion générale : innovations thérapeutiques en psychiatrie ; orientations du IX^e Plan en matière de santé mentale ; hôpital psychiatrique constituant exclusivement un lieu de soin ; alternative thérapeutique à l'hospitalisation ; définition de certaines structures innovantes ; développement des procédures d'urgence en psychiatrie ; situation des enfants et des adolescents [9 décembre 1985] (p. 5743) ; intensification des actions à mener en faveur des personnes âgées ; mise en place de véritables procédures de planification des structures psychiatriques ; conseil de santé mentale ; réunification des moyens intra et extra-hospitaliers dans le cadre du secteur psychiatrique ; fin du quasi monopole des centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie ; financement des actions sous forme de dotation globale ; intégration des personnels départementaux de secteur psychiatrique dans les établissements d'hospitalisation publics (p. 5744) ; nouvelle politique de santé mentale dans les départements ; réduction des surcapacités actuelles (p. 5745) ; libre choix faisant partie des données fondamentales des textes (p. 5749) ; création d'une commission rattachée à l'I.N.S.E.R.M. pour l'évaluation des procédures, des techniques et des processus ; méfaits de la distinction entre l'hospitalier et l'extra-hospitalier ; effectifs en lits et en psychiatres en matière de psychiatrie dans le domaine privé et dans le domaine public ; préparation du texte dans le cadre de la commission des maladies mentales ; rapport Demay ; expériences menées ; situation au centre hospitalier de Charleville-Mézières (p. 5750) ; création de structures légères (p. 5751).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : transfert de compétences et transferts de moyens ; augmentation de la dotation globale de décentralisation sur le chapitre des affaires sociales (p. 5752) ; **article 2** : caractère prospectif de la carte ; création d'un comité départemental de la santé

mentale (p. 5753) ; **article 5** : calcul du budget global ; relations existant entre un hôpital psychiatrique spécialisé et un appartement thérapeutique (p. 5754) ; son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 6 de la commission (substituant dans cet amendement aux mots « aux départements » les mots « aux collectivités territoriales ») ; prise en compte des personnels participant à la lutte contre les maladies mentales relevant du département ou des communes ; adopté ; son amendement n° 18 (substituant dans le dernier alinéa de cet article aux mots « aux départements » les mots « aux collectivités territoriales ») ; adopté (p. 5755) ; **article 7** : centre hospitalier n'apparaissant pas comme la propriété du département ; participation de l'ensemble des organismes publics et privés existants à la lutte contre les maladies mentales (p. 5756) ; **article 13** : son amendement n° 19 (de précision) [10 décembre 1985] (p. 5797) ; adopté ; son amendement n° 20 (substituant à la fin de la première phrase du deuxième alinéa de cet article aux mots « où ils exercent leurs fonctions, » les mots « désigné par le représentant de l'Etat dans le département ») ; garantie des droits des personnels non titulaires ; adopté ; **article 14** : son amendement n° 21 (de précision) : adopté ; son amendement n° 22 (substituant à la fin de la première phrase du deuxième alinéa de cet article aux mots « où ils exercent leurs fonctions » les mots « désigné par le représentant de l'Etat dans le département ») ; droits des personnels non titulaires ; adopté ; son amendement n° 23 (précisant que les médecins vacataires pourront bénéficier pour l'accès aux emplois hospitaliers à plein temps ou à temps partiel d'aménagement des conditions de recrutement) : adopté (p. 5798).

Deuxième lecture, discussion générale : financement unique de la psychiatrie de service public ; prise en charge par l'assurance maladie de l'ensemble des dépenses extra-hospitalières ; libre choix du malade ; réforme ne conduisant en aucun cas à alourdir les charges des collectivités territoriales en matière de psychiatrie [18 décembre 1985] (p. 6364).

Ses observations après les explications de vote : avancée représentée par le texte et reconnue par l'ensemble des acteurs de santé (p. 6367).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104).**

Première lecture, discussion générale : dénaturation du projet par le Sénat ; création d'un seul comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires ; responsabilité des commissaires de la République ; coordination des différents acteurs au niveau du département ; nécessité de doter les S.A.M.U. des bases juridiques et financières indispensables ; création de quarante centres d'enseignement de soins d'urgence pour dispenser le certificat de capacité d'ambulancier ; subsistance d'un secteur non agréé dans le domaine des ambulances [12 décembre 1985] (p. 6122) ; nécessaire collaboration des différents acteurs ; exprime sa reconnaissance envers le professeur Lareng (p. 6123) ; rôle du commissaire de la République dans la coordination au niveau du département des différents services de l'Etat ; nécessité de ne pas confondre responsabilité médicale et responsabilité pénale (p. 6133).

Discussion des articles : **article 1^{er} A** : temps consacré à l'élaboration du projet de loi ; modalités d'élaboration du projet (p. 6134) ; **article 1^{er}** : ses observations sur l'amendement n° 18 de M. Claude-Gérard Marcus (p. 6136) ; **article 2** : son sous-amendement n° 21 à l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 6137) ; rejeté (p. 6138) ; **article 6** : son amendement n° 22 (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 51-1 du code de la santé publique) ; code des communes constituant la base juridique de l'action des corps des sapeurs-pompiers ; opérations de secours effectuées par des sapeurs-pompiers n'étant pas concernées par les dispositions du présent projet de loi ; sapeurs-pompiers et médecins devant être associés au dispositif envisagé par le projet de loi ; rôle du commissaire de la République ; adopté (p. 6140) ; **article 7** : situation des centres de formation des ambulanciers (p. 6141) ; **article 8** : son amendement n° 23 (tendant dans le dernier alinéa de cet article à substituer aux mots « les entreprises chargées du transport du malade » les mots « les entreprises de transport sanitaire ») ; frais occasionnés par les transports en taxi ; difficultés pour les caisses ; impossibilité pour les caisses de vérifier si le prix du transport dont le rembour-

sement est demandé correspond au prix réel devant être facturé (p. 6142); adopté (p. 6143).

Deuxième lecture, discussion générale : objet du texte; simplification des modalités de la prise en charge; son hommage aux intervenants lors de la catastrophe de Flaujac [18 décembre 1985] (p. 6361).

— **Projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788).**

Commission mixte paritaire, discussion générale : procédure d'adoption du projet [18 décembre 1985] (p. 6355).

Texte de la commission mixte paritaire : **article 6 bis** : son amendement n° 1 (tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « les représentants des établissements d'enseignement privés... »); inexistence d'un enseignement privé; existence d'établissements privés passant des contrats avec l'Etat et concourant au service public; adopté (p. 6356).

— **Projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015).**

Deuxième lecture, discussion générale : droit d'expression des salariés constituant un acquis social de première importance; périodicité de la consultation du comité d'entreprise sur les modalités d'exercice du droit d'expression dans les entreprises dépourvues de délégué syndical; consultation du comité d'entreprise devant intervenir avant le 1^{er} juillet 1986; absence d'une obligation de conclure [18 décembre 1985] (p. 6357).

Discussion des articles : **article 2** : existence ancienne de l'obligation de négocier en matière de durée du travail (p. 6358); son amendement n° 10 (tendant à compléter le texte proposé pour l'article L. 461-4 du code du travail par l'alinéa suivant : « Dans les entreprises où aucun délégué syndical n'a été désigné la consultation prévue à l'alinéa précédent a lieu au moins une fois par an »); annualité de la consultation du comité d'entreprise; adopté (p. 6359); **article 4** : son amendement n° 11 (de coordination) : adopté (p. 6360).

HORVATH (Adrienne)

Député du Gard
(3^e circonscription).
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagements (n° 2096) [J.O. du 23 mai 1985] (p. 5798).

Membre suppléant des commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [J.O. du 3 juillet 1985] (p. 7478).

Rapporteur de sa proposition de loi (n° 2896) tendant à défendre et à améliorer dans les domaines économique, social et fiscal l'artisanat et le commerce indépendant [17 octobre 1985] (p. 3245).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement

des baux commerciaux, du crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à défendre et à améliorer dans les domaines économique, social et fiscal, l'artisanat et le commerce indépendant (n° 2896) [29 juin 1985].

Proposition de loi visant à améliorer la protection de la femme enceinte au travail (n° 2902) [29 juin 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Expulsion d'ouvrières d'une usine Cacharel** : situation très préoccupante des travailleuses de l'unité Cacharel à Saint-Christol-lès-Alès; situation de l'entreprise Cacharel-Bousquet; expulsion des travailleuses la veille de la Pentecôte [5 juin 1985] (p. 1472);

— **Versement d'une prime de Noël aux familles** : situation de détresse de nombreuses familles; excédents et fonds disponibles de la Caisse nationale d'allocations familiales [27 novembre 1985] (p. 4937).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577).**

Première lecture, discussion générale : dilemme entre le statut du travailleur indépendant et le statut du travailleur salarié de la société; conception du groupe communiste d'une société d'économie mixte; nécessité de conserver un patrimoine personnel insaisissable; problème de la caution personnelle de l'associé unique donnée à un emprunt contracté par la société; conditions de détermination des droits de mutation; abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans et obligation de cessation d'activité; faveur à l'installation des jeunes; simplification de l'intervention du commissaire aux apports; possibilité offerte aux grands groupes d'utiliser ce nouveau statut à leur profit; disparition croissante des emplois non salariés; diminution du pouvoir d'achat des entrepreneurs individuels [11 avril 1985] (p. 146).

— **Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).**

Troisième lecture, discussion des articles : **article 11** : revitalisation des villages par le maintien ou la création de petites activités économiques [4 juin 1985] (p. 1425).

— **Projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 7** : problème des fonds propres de la coopérative agricole; cotation éventuelle des titres participatifs; risque d'apparition de ségrégation fondée sur la rentabilité financière; préfère un aménagement fiscal des certificats de développement coopératif; émission par un institut d'émissions spécialisé prenant des parts dans les coopératives; diminution de la dotation budgétaire à la prime d'orientation agricole [4 juin 1985] (p. 1450).

— **Projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589).**

Deuxième lecture, discussion générale : proportion des Français partant en vacances; réduction du niveau de vie; part du P.N.B. représentée par le tourisme; baisse de l'aide accordée au tourisme social; centres familiaux; chèques vacances; nombre des personnes intéressés par la multipropriété; prix de la multipropriété [18 juin 1985] (p. 1710); démocratisation du système grâce à la coopérative; catégories socio-professionnelles intéressées par la formule (p° 1711).

Discussion des articles : **article 10** : son amendement n° 44 (réunion des associés en assemblée générale au moins une fois par an) : adopté; son amendement n° 45 (complé-

tant la 2^e phrase du dernier alinéa de cet article par les mots « au moins un mois avant ladite assemblée générale » ; temps minimum de convocation des associés à l'assemblée générale ; éloignement géographique du domicile des associés du lieu de l'assemblée générale ; rejeté (p. 1715) ; **article 11** : son amendement n° 46 (supprimant dans la première phrase du premier alinéa de cet article les mots « pendant la même période ») ; faveur donnée aux groupements d'associés qui jouissent de leur immeuble à la même période ; représentation par l'un d'entre eux à l'assemblée générale ; retiré (p. 1716) ; **après l'article 18** : son amendement n° 47 (établissement contradictoire d'un état des lieux par l'associé et le gérant de la société ou son représentant lors de la remise des clés à l'associé et lors de la restitution de celles-ci) ; taux de rotation des associés dans un même logement ; nécessité d'éviter des litiges ; retiré (p. 1719) ; **après l'article 25** : son amendement n° 48 (prévoyant que les dispositions de la présente loi sont d'ordre public) ; non modification des dispositions du projet de manière contractuelle ; rejeté (p. 1723).

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Deuxième lecture, discussion générale : filière bois ; forme juridique retenue pour l'aménagement foncier forestier [4 octobre 1985] (p. 2674) ; définition de l'état boisé ; forêts méditerranéennes ; nécessité d'un plan pluriannuel ; décisions du maire (p. 2675) ; financement des actions de prévention contre l'incendie (p. 2676).

Discussion des articles : **article 13** : son amendement n° 50 (supprimant les mots « les plus » dans le 3^e alinéa du texte proposé pour l'article L. 221-3 du code forestier) ; adopté (p. 2688) ; **après l'article 56** : son amendement n° 54 (compétence du ministre de l'agriculture pour affecter, tout ou en partie des surfaces boisées, endommagées ou détruites par un incendie, aux besoins de l'agriculture) ; rejeté ; **après l'article 58** : son amendement n° 55 (insérant au titre IV du livre I^{er} du code de l'urbanisme un chapitre VIII intitulé : « dispositions particulières à certains massifs forestiers ») ; intérêt d'une politique nouvelle d'urbanisme dans les zones sensibles (p. 2701) ; rejeté (p. 2702).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale* : importance des secteurs du commerce et de l'artisanat ; nombre de liquidations judiciaires ; dispositions relatives aux marchés à terme ; dotations affectées à la connaissance, l'information et l'assistance des zones sensibles ; bonifications d'intérêts ; tendance à un nombre de radiations supérieur à celui des immatriculations ; harmonisation des régimes sociaux des artisans et commerçants avec le régime général ; inexistence d'un droit à congé légal de maternité pour les femmes de commerçants et d'artisans ; situation des salariés du commerce [28 octobre 1985] (p. 3560) ; atteintes à la législation sociale (p. 3561).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : questions : détérioration de la qualité de la vie en milieu rural ; transports scolaires [7 novembre 1985] (p. 4094).

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037).**

Première lecture, discussion générale : coefficient de renouvellement des baux commerciaux pour 1986 [26 novembre 1985] (p. 4876) ; extension de l'utilisation du crédit-bail aux cessions de fonds de commerce et aux opérations de location-gérance ; caractère purement financier de la réforme ; abstention du groupe communiste (p. 4877).

Discussion des articles : vote hostile du groupe communiste sur les articles 3 et 4 (p. 4879).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : situation du secteur du textile [6 décembre 1985] (p. 5515-5516) ; situation économique dans la chimie française

(p. 5527) ; nécessité de réduire les possibilités de multiplication des types de contrat de travail [7 décembre 1985] (p. 5616).

HORY (Jean-François)

*Député de Mayotte
(1^{re} circonscription).
Apparenté socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2617) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7068).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 2577) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Rapporteur pour avis de projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (départements et territoires d'outre-mer ; départements d'outre-mer) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F.I.D.O.M.) [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13340).

Rapporteur du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [21 novembre 1985] (p. 4662).

Rapporteur du projet de loi relatif aux chambres adjointes au Conseil d'Etat (n° 3060) [21 novembre 1985] (p. 4662).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13811).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [J.O. du 3 décembre 1985] (p. 14048).

Rapporteur de sa proposition de loi organique tendant à modifier la représentation à l'Assemblée Nationale de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 3080) [12 décembre 1985] (p. 5147).

Rapporteur de sa proposition de loi relative à l'élection des députés de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 3121) [12 décembre 1985] (p. 6147).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses modifications du code de procédure pénale (n° 2695) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14462).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce

et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2991) tome VI : **départements et territoires d'outre-mer** : départements d'outre-mer (n° 2991) [9 octobre 1985].

Proposition de loi organique tendant à modifier la représentation à l'Assemblée nationale de la **collectivité territoriale de Mayotte** (n° 3080) [19 novembre 1985].

Proposition de loi relative à l'**élection des députés** de la collectivité territoriale de **Mayotte** (n° 3121) [28 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 3060) relatif aux **chambres adjointes au Conseil d'Etat** (n° 3125) [28 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 3059) fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des **tribunaux administratifs** (n° 3126) [28 novembre 1985].

Proposition de loi organique tendant à modifier la représentation au **Conseil économique et social** des activités des départements et territoires d'outre-mer (n° 3223) [18 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations** (n° 2593).

Première lecture, discussion générale : problème du financement externe des associations ; compatibilité du régime juridique de l'association avec la possibilité d'émission de titres négociables ; nombre des associations [22 avril 1985] (p. 281) ; nombre des salariés employés dans le secteur associatif ; poids pris par les associations dans certains secteurs ; insuffisance des fonds propres ; inadéquation des moyens de financement traditionnel ; problème des subventions des collectivités locales ; insuffisance des interventions bancaires ; propositions du rapport Bloch-Lainé sur le financement des associations exerçant des activités économiques ; travaux de la commission Dautresme sur le développement et la protection de l'épargne ; conciliation du projet avec les principes de base de l'économie sociale ; création d'une valeur mobilière inspirée de l'action ; adaptation du titre participatif créé par la loi de janvier 1983 ; associations exerçant une activité économique ; inscription au registre du commerce et des sociétés ; compatibilité des règles de 1901 avec celles de 1966 pour les sociétés ; problème des modalités de la collecte de l'épargne par rapport à la taille de l'association (p. 282) ; inclusion des titres participatifs et associatifs dans les fonds communs de placements à risques (p. 283).

Discussion des articles : **article 2** : critères de la rémunération du titre associatif pour la partie variable de cette rémunération ; « interférence » entre les porteurs de titres et les responsables de l'association (p. 291) ; **article 16** : absence d'article d'application à la collectivité de Mayotte ; opportunité du texte pour l'île (p. 296).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés** (n° 2601).

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** — **article L. 123 du code électoral** : caractère excessif du texte ; ses observations sur le décalage existant entre la notion d'installation et le texte proposé ; cadre départemental et seuil de 5 % engendrant des effets majoritaires ; mécanisme proposé par l'amendement n° 39 de M. Alain Bonnet visant à faire remonter les restes au niveau national ; problèmes de la détermination du nombre des sièges supplémentaires [25 avril 1985] (p. 423) ; nécessité de ne pas limiter la diversité des opinions (p. 424) ; **article L. 124 du code électoral** : prime

aux partis importants relevant du choix de la plus forte moyenne (p. 425) ; suppression du seuil de 5 % ; défense des intérêts des petites formations voulant prétendre à la représentation nationale ; nécessité d'éviter que cette référence devienne un principe dans le droit électoral ; absence de difficultés dans les assemblées régionales des départements d'outre-mer (p. 426) ; **après l'article L. 126 du code électoral** : situation des Français de l'étranger ; cas pour les élections sénatoriales ; obligation de se rattacher à une circonscription métropolitaine pour les autres élections ; constatation de fraudes (p. 429) ; constitution d'un corps électoral distinct ou d'une circonscription fictive (p. 430) ; **Titre** : organisation du mode d'élection des députés des départements ; hostilité du M.R.G. à la Constitution ; risque de césarisme entraîné par la combinaison du nouveau mode d'élection avec les dispositions de la Constitution ; effet de bipolarisation né du mécanisme prévoyant un deuxième tour pour l'élection présidentielle ; mode de scrutin lié aux institutions ; ses observations sur l'argument de la stabilité [26 avril 1985] (p. 464) ; risque de « revanche législative de nature à mettre en cause tout l'édifice juridique » ; nécessité d'assurer la stabilité de la loi ; caractère non proportionnaliste du projet de loi proposé par le Gouvernement ; abstention des députés M.R.G. (p. 465).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux** (n° 2603).

Première lecture, discussion générale : transformation de l'établissement public régional en collectivité territoriale à part entière ; couplage des élections régionales avec les élections législatives [26 avril 1985] (p. 500) ; limitation des possibilités d'expression des courants politiques les plus faibles au profit des partis les plus puissants ; identité des modes de scrutin retenus pour les élections régionales et législatives ; système du plus fort reste (p. 501).

Discussion des articles : **article 1^{er}** ; **article L. 338 du code électoral** : choix de la circonscription ; nombre de conseillers régionaux ; effets majoritaires du mode de scrutin retenu ; élection des conseillers régionaux à la proportionnelle au plus fort reste et sans seuil (p. 512) ; représentation des petits partis ; « récupération » majoritaire du scrutin proportionnel ; seuil de 5 % (p. 513) ; application du quotient simple aboutissant à un émiettement de la représentation ; seuil empêchant l'élection de conseillers à faible représentativité ; seuil de 5 % favorisant la stabilité politique ; représentation de toutes les sensibilités (p. 514).

— **Projet de loi relatif au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° 2322).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2 bis** : loi commune organisant la représentation de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon au Sénat et à l'Assemblée nationale [14 mai 1985] (p. 769) ; **après l'article 37** : problème juridique posé par les personnels des collectivités locales de Mayotte (p. 772).

— **Projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte** (n° 2616).

Première lecture, discussion générale : projet de loi relatif à la consultation de la population de Mayotte sur son statut ; difficultés diplomatiques liées au problème de Mayotte ; maintien du système électoral en vigueur ; nombre d'habitants à Mayotte ; organisation d'un recensement [5 juin 1985] (p. 1475) ; justifications en faveur d'un deuxième siège pour Mayotte ; élection au scrutin majoritaire uninominal à deux tours ; perturbation du deuxième tour par les résultats des législatives nationales ; opportunité d'appliquer un scrutin uninominal à un tour ; changement de statut à Saint-Pierre-et-Miquelon ; compatibilité du projet avec la logique de la réforme électorale ; vote au moyen de bulletins de couleur ; insuffisante représentation de Mayotte ; absence de représentant au Conseil économique et social (p. 1476).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : application du code électoral aux T.O.M. et à la collectivité territoriale de Mayotte ; formule des « députés élus dans les territoires d'outre-mer » préférable à celle de « députés des territoires d'outre-mer » (p. 1481) ; **avant l'article 7** : caractère impropre de l'expression « député de Mayotte » ; participation à la souveraineté nationale (p. 1483).

— **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2617).**

Première lecture, discussion générale : s'interroge sur les « séparatistes de l'océan Indien » [5 juin 1985] (p. 1486).

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion : problème de l'ouverture de la société française ; déclin démographique enrayé par l'immigration ; conceptions de la nationalité [6 juin 1985] (p. 1523) ; découplage des notions de citoyenneté et de nationalité ; insuffisance de solutions telles que l'assimilation ou l'intégration ; métissage culturel ; mise au point d'un code des résidents étrangers (p. 1524).

— **Projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales (n° 2695).**

Première lecture, discussion des articles : après l'article 66 : application à Mayotte des peines d'intérêt général ; difficultés techniques ; avis des magistrats en poste à Mayotte ; nombre insuffisant de magistrats ; conditions de travail [25 juin 1985] (p. 1974-1975).

— **Projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800).**

Première lecture, discussion des articles : article 21 : définition de la population prise en compte pour le calcul de la D.G.F. ; rythme des recensements généraux à Mayotte ; demande la prise en compte des résultats du recensement pour le calcul de la D.G.F. de la régularisation de 1985 ; sous-estimation de la population ; absence des décrets répartissant les recettes fiscales de l'ancien territoire des Comores ; régime particulier de calcul de la D.G.E. ; non accession des communes mahoraises au régime de compensation de la T.V.A. [29 juin 1985] (p. 2249) ; article 28 : son amendement n° 43 (bénéfice de la dotation de base pour les communes et groupements de communes de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de la collectivité territoriale de Mayotte et des circonscriptions de Wallis et Futuna) (p. 2252) ; système résultant de la réforme de 1979 concernant la dotation forfaitaire ; adopté ; après l'article 28 : son amendement n° 44 (bénéfice des dispositions transitoires pour les communes des territoires d'outre-mer, des collectivités territoriales de Mayotte, de Saint-Pierre-et-Miquelon et des circonscriptions de Wallis et Futuna) ; garantie pour les recettes des communes dont la dotation diminue du fait de la réforme ; adopté (p. 2253) ; article 33 : son amendement n° 45 (insérer avant le dernier alinéa de cet article l'alinéa suivant : « ces quotes-parts sont calculées dans les conditions définies au deuxième alinéa de cet article ») (p. 2254) ; correction de la diminution de recettes résultant de l'application du quotient démographique ; adopté (p. 2255).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Techniques de la communication. — *Discussion générale :* projet de création d'un réseau fermé de télévision vidéo à Mayotte [25 octobre 1985] (p. 3524) ; intérêt d'un tel projet ; simplicité du dispositif ; mise en place de récepteurs publics dans les villages par les collectivités locales mahoraises ; absorption des crédits d'investissement par les autres D.O.M.-T.O.M. ; coût financier de l'opération (p. 3525).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis ; progression de ce budget en volume global [5 novembre 1985] (p. 3909) ; progrès des dépenses d'investissement ; problèmes du regroupement des crédits ; déséquilibres économiques ; efforts du Gouvernement en faveur du développement ; aide aux petites initiatives locales et aux P.M.E. ; handicaps dont souffrent les départements et territoires d'outre-mer (p. 3910) ; indemnité d'éloignement des fonctionnaires (p. 3911). En qualité de député : situation à Mayotte ; couverture des dépenses de fonctionnement de l'enseignement primaire public ; cas de l'enseignement professionnel (p. 3951) ; contradiction entre les objectifs économiques et la volonté de progrès social (p. 3952).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* situation de l'agriculture à Mayotte ; absence de contrat de Plan ; objectifs de développement [7 novembre 1985] (p. 4072).

Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* questions : procédure de financement des investissements sportifs à Mayotte ; adaptation à Mayotte des mécanismes des contrats Fonjep [8 novembre 1985] (p. 4138).

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048).**

Première lecture, discussion des articles : article 6 : son amendement n° 38 (bénéfice d'une quote-part pour les circonscriptions territoriales de Wallis et Futuna, les communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte) [20 novembre 1985] (p. 4586) ; règlement des cas de groupements de communes et de collectivités des territoires d'outre-mer et de Mayotte ; prise en compte de la réalité démographique et sociologique particulière des collectivités locales de Mayotte, Wallis et Futuna ; réalité juridique des circonscriptions administratives de la collectivité territoriale de Mayotte ; adopté ; son amendement n° 39 (rapport entre la D.G.E. attribuée à chacune des collectivités territoriales et la D.G.E. des départements) ; extension de la D.G.E. à la collectivité territoriale de Mayotte ; calcul de la part mahoraise de la D.G.E. ; ratio de la population de Mayotte (p. 4587) ; correction appliquée au mécanisme du calcul à effectuer pour les collectivités d'outre-mer ; actualisation ou rectification du montant de la D.G.E. de 1985 pour Mayotte ; retiré (p. 4588) ; après l'article 9 : application des nouvelles dispositions.

Explications de vote : intérêt du mécanisme de la D.G.E. ; analyse des conditions d'application ; choix laissé aux communes moyennes ; prise en compte des situations particulières ; vote positif du groupe socialiste (p. 4590).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Première lecture, discussion des articles : article 19 : réalisation d'une bibliothèque centrale de prêts à Mayotte ; régime d'application automatique des lois à Saint-Pierre-et-Miquelon ; opportunité de prévoir un régime d'application sélective ; compétences de Mayotte en matière culturelle ; non application de la dotation générale de décentralisation à Mayotte ; mécanisme du concours particulier de la réserve à l'intérieur de la dotation générale de décentralisation [22 novembre 1985] (p. 4703-4704).

— **Projet de loi relatif aux chambres adjointes au Conseil d'Etat (n° 3060).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : situation d'engorgement du Conseil d'Etat conduisant à un véritable déni de justice ; stock des affaires en instance devant le Conseil d'Etat ; raisons de cette croissance du contentieux ; solutions externes envisagées ; propositions d'une organisation juridictionnelle à trois niveaux ; création de Cours suprêmes spécialisées [2 décembre 1985] (p. 5105) ; modalités d'élaboration du projet ; compétences des chambres adjointes ; renvoi devant le Conseil d'Etat d'une affaire susceptible de mettre en cause l'unité de la jurisprudence ; prolongation pour cinq ans du recrutement complémentaire des membres des tribunaux administratifs ; absence d'une refonte globale de l'organisation des tribunaux administratifs (p. 5106).

Discussion des articles : article 4 : logique du mécanisme de renvoi ; suppression du renvoi faisant des chambres adjointes un nouveau degré de juridiction d'appel vis-à-vis duquel le Conseil d'Etat ne serait plus que juge de cassation (p. 5114) ; son amendement n° 1 (tendant dans la deuxième phrase de cet article après les mots « le président d'une Chambre » à insérer les mots « ou la formation de jugement ») ; partage de la prérogative de renvoi ; adopté ; ses observations sur l'amendement n° 5 de M. Gilbert Gantier ; nécessité que le justiciable connaisse effectivement le juge compétent pour connaître de son recours (p. 5115) ; article 7 : son amendement n° 2 (tendant dans cet article à substituer aux mots « ayant le grade de conseiller de première classe ou de conseiller hors classe » les mots : « ayant un grade au moins égal à celui de conseiller de première classe ») ; possibilité de nommer dans les chambres

adjointes des membres des tribunaux administratifs ayant grade de président de tribunal ; adopté (p. 5116) ; **article 8** : spécialisation des chambres adjointes risquant d'aboutir à une « colonisation » de chacune des chambres adjointes par l'administration plus particulièrement compétente dans le domaine concerné ; nécessité de ne pas déséquilibrer la composition des chambres adjointes (p. 5117) ; indépendance des juridictions administratives par rapport à l'administration ; composition des chambres adjointes (p. 5118).

— **Projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : indépendance des membres des tribunaux administratifs relevant du domaine législatif : arrêt « Sieur Beausse » du Conseil d'Etat ; caractère circonstanciel du contrôle de constitutionnalité ; imprécisions touchant à l'inamovibilité des membres des tribunaux administratifs ; limitation des fonctions non contentieuses susceptibles d'être assumées par les membres des tribunaux administratifs [2 décembre 1985] (p. 5119) ; rattachement des tribunaux administratifs au ministère de l'intérieur ; équilibre des pouvoirs entre le juge administratif et les administrations ; consécration de l'indépendance des membres des tribunaux administratifs ; Conseils de préfecture ; réforme de 1953 ; malaise du corps des membres des tribunaux administratifs ; caractère hétéroclite du recrutement ; création des chambres régionales des comptes ; modalités de garantie de l'indépendance des membres des tribunaux administratifs ; institution du Conseil supérieur des tribunaux administratifs ; rétablissement de l'obligation de présenter effectivement des conclusions ; perspective de carrière des membres des tribunaux administratifs ; alignement de leur situation avec celle des membres des chambres régionales des comptes (p. 5120) ; nomination dans les chambres adjointes au Conseil d'Etat de présidents de tribunaux administratifs (p. 5121).

Discussion des articles : **après l'article 1** : son amendement n° 1 (alignement du statut des membres des tribunaux administratifs sur celui des membres des chambres régionales des comptes en ce qui concerne les grades des corps) : adopté ; son amendement n° 2 (impossibilité pour les membres du corps des tribunaux administratifs d'être requis pour d'autres services publics que le service national) : adopté (p. 5132) ; **article 3** : son amendement n° 3 (incompatibilité de l'exercice des fonctions de membres du corps des tribunaux administratifs avec l'exercice des fonctions de président d'un Conseil régional ou général) : adopté ; son amendement n° 4 (tendant au 1^{er} alinéa de cet article à supprimer les mots : « de la nomination ou ») : adopté ; **article 4** : son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 25 (scolarité à l'Ecole nationale d'administration des membres des tribunaux administratifs étant assimilée à des services effectifs dans les tribunaux administratifs) ; nécessité d'aligner la situation des membres des tribunaux administratifs recrutés par l'E.N.A. et de ceux issus du recrutement complémentaire (p. 5133) ; prise en compte de la scolarité pour l'ensemble du déroulement de la carrière ; rejeté ; **article 5** : son amendement n° 6 (tendant dans le 2^e alinéa de cet article à substituer aux mots : « appartenant au moins au second groupe du deuxième grade et comptant cinq » les mots : « comptant au moins sept ») : adopté ; **article 7** : son amendement n° 7 (dérogation à l'obligation de résidence dans le ressort du tribunal administratif) : adopté (p. 5134) ; **article 8** : son amendement n° 9 (extension aux magistrats de l'ordre judiciaire des possibilités de détachement prévues à l'article 8) ; irrecevabilité financière opposée sur un amendement de la commission tendant à affirmer le caractère comparable des corps des membres des tribunaux administratifs et des membres des chambres régionales des comptes ; adopté ; son amendement n° 10 (détachement prévu à l'article 8 ne pouvant être opéré qu'au poste de conseiller) : adopté ; son amendement n° 11 (applicabilité des dispositions de l'article 8 aux fonctionnaires appartenant aux corps équivalents de la fonction publique territoriale dont la liste sera fixée par décret en Conseil d'Etat) ; possibilité de détachement au profit des agents de la fonction publique territoriale ; adopté après modification (p. 5135) ; **article 10** : son amendement n° 12 (composition du Conseil supérieur des tribunaux administratifs) ; alignement de la composition de cette instance sur celle du Conseil supérieur des chambres régionales des comptes ; adopté ; son amendement n° 13 (sup-

pléance des membres des corps des tribunaux administratifs siégeant au Conseil supérieur des tribunaux administratifs) : adopté ; son amendement n° 14 (rédactionnel) : adopté (p. 5136) ; **article 12** : son amendement n° 15 (droit à la communication du dossier dans le cadre de la procédure disciplinaire) : adopté ; **article 13** : son amendement n° 16 (tendant dans la première phrase de cet article après les mots : « un membre » à insérer les mots : « au moins ») ; possibilité pour chaque formation de désigner plusieurs commissaires ; adopté ; son amendement n° 17 (tendant dans la première phrase de l'article 13 à substituer aux mots : « commissaire du Gouvernement » les mots : « commissaire à la loi ») ; expression « commissaire du Gouvernement » ne correspondant plus guère à la réalité des fonctions au sein des tribunaux administratifs ; dénomination étant de nature à induire une confusion (p. 5137) ; rôle du Conseil d'Etat dans la procédure législative ; rejeté ; son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté (p. 5138) ; **après l'article 14** : son amendement n° 19 (présidence des conseils de contentieux administratifs de la collectivité territoriale de Mayotte et de Wallis-et-Futuna) ; nécessité que les conseils du contentieux administratif de Mayotte, Wallis-et-Futuna soient présidés par un juge administratif) : adopté ; **article 15** : son amendement n° 20 (application de la réforme de la fonction publique et des dispositions statutaires relatives à la fonction publique aux membres des tribunaux administratifs) : adopté ; **après l'article 15** : son amendement n° 21 (composition des tribunaux administratifs) : adopté ; gestion des tribunaux administratifs par le ministère de l'intérieur (p. 5139) ; son amendement n° 22 (codification de l'ensemble des règles de la procédure contentieuse) (p. 5140) ; avis favorable de la commission à l'adoption de l'amendement n° 22 ; rejeté (p. 5141).

HOUTEER (Gérard)

Député de la Haute-Garonne

(5^e circonscription)

Socialiste

puis non inscrit

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

Cesse d'appartenir à ce groupe [J.O. du 30 octobre 1985] (p. 12575).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903). Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 31 octobre 1985] (p. 12617).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13505).

HUGUET (Roland)

Député du Pas-de-Calais

(8^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (agriculture : dépenses en capital) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12044).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome II : **agriculture** : dépenses en capital (n° 2992) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : contrat de plan Etat-région-département ; évolution démographique ; protection sociale des agriculteurs ; abaissement progressif de l'âge de la retraite ; évolution du revenu agricole ; secteur agro-alimentaire [7 novembre 1985] (p. 4037) ; création d'offices par produit ; réforme de la planification ; contrôle des structures et statut du fermage ; politique agricole différenciée en zones de montagne ; développement touristique ; ouverture de l'agriculture aux autres secteurs de l'économie et aux marchés extérieurs ; valorisation et protection de la forêt ; incertitudes quant à l'avenir de la politique agricole commune ; priorité accordée à la formation et au développement agricole (p. 4038) ; recours aux consommations intermédiaires (p. 4039).

Redéploiement industriel et commerce extérieur — Energie. — *Discussion générale :* situation économique dans la région du Nord-Pas-de-Calais ; mesures prises en faveur de la région [12 novembre 1985] (p. 4227) ; part de la dotation accordée aux Charbonnages de France destinée à la reconversion des zones minières ; secteur du textile et de l'habillement dans le Nord-Pas-de-Calais ; nécessité d'autoriser les sociétés de conversion à intervenir sur les secteurs géographiques où les usines ont été fortement restructurées ; industrie de la céramique ; nécessaire reconversion de la chimie ; secteur du papier-carton ; industrie verrière ; construction électrique et électronique (p. 4228) ; politique économique du Gouvernement (p. 4229).

HUNAUT (Xavier)

*Député de la Loire-Atlantique
(5^e circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la suppression de la taxe professionnelle (n° 2627) [18 avril 1985].

Proposition de loi relative au plafonnement de la taxe professionnelle pour 1985 (n° 2629) [18 avril 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Indemnisation du chômage :** importance du chômage ; problème des chômeurs non indemnisés [10 avril 1985] (p. 119) ;

— **Quotas laitiers :** nouveaux prix communs de campagne ; maintien du système des quotas ; reconduction de la taxe de corresponsabilité [19 juin 1985] (p. 1767) ;

— **Revenu agricole :** baisse de ce revenu en 1985 [27 novembre 1985] (p. 4937-4938).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* questions : fonds national des abattoirs ; revenu agricole : situation des producteurs de lait et de viande ; politique de lutte contre le sous-développement dans le cadre de la Communauté économique européenne [7 novembre 1985] (p. 4094).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* questions : fiscalité directe locale ; taxe professionnelle ; rééchelonnement des emprunts contractés par les collecti-

vités locales ; réunion de la commission permanente de défense civile [13 novembre 1985] (p. 4331) ; responsabilités entre l'Etat et les collectivités locales (p. 4332).

HUYGHUES DES ETAGES (Jacques)

*Député de la Nièvre
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Vice-Président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale ; défense : politique de défense de la France) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045-12046).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures [J.O. du 9 janvier 1986] (p. 448).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) ; tome I : défense : politique de défense de la France ; tome VII : Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale ; (n° 2990) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : importance du S.G.D.N. ; intervention du ministère de la défense par la mise à disposition de personnels et les virements de crédits ; caractère interministériel du S.G.D.N. ; augmentation des crédits ; absence de crédits d'investissement ; programme civil de défense ; délais de mise à disposition des crédits du programme civil [22 octobre 1985] (p. 3304-3305).

IBANES (Jean)

*Député de l'Ariège
(2^e circonscription)
Socialiste*

Décédé le 29 mars 1985.

Son éloge funèbre est prononcé le 10 avril 1985 (p. 108).

INCHAUSPE (Michel)

*Député des Pyrénées-Atlantiques
(3^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe de Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 766, posée le 9 avril 1985 : **Ordre public (attentats : Pyrénées-Atlantiques)** (p. 103) ; appelée le 12 avril 1985 : **attentats terroristes dans les Pyrénées-Atlantiques** : arrestation de plusieurs auteurs d'actes criminels ; G.A.L. (p. 194) ; absence de remise en cause de l'action des services de police et des magistrats ; secret de l'instruction (p. 196).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale : questions :* niveau des investissements industriels sous le gouvernement de M. Jacques Chirac ; équilibre de la balance des paiements en 1980 ; réduction des autorisations de programme pour la D.A.T.A.R. ; crédits du F.I.D.A.R. [23 octobre 1985] (p. 3406).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* indemnisation des victimes de la sécheresse ; indemnité par U.G.B. [7 novembre 1985] (p. 4098) ; problème du classement en zone de montagne de trente-trois communes déjà classées en zone de piémont (p. 4099).

ISTACE (Gérard)

*Député des Ardennes
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 2580) modifiant la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils et la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 modifiant la loi du 13 juillet 1972 portant **statut général des militaires** et édictant des dispositions concernant les militaires de carrière ou servant en vertu d'un contrat (n° 2645) [25 avril 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils et la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 modifiant la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires et édictant des dispositions concernant les militaires de carrière ou servant en vertu d'un contrat (n° 2580).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : adaptation quantitative et qualitative des effectifs aux besoins des armées ; évolution de la nature et de la technologie des armements ; objectifs de la loi de programmation militaire pour la période 1984-1988 ; encouragement aux départs volontaires ; extension de la loi du 2 janvier 1970 à certains sous-officiers supérieurs ; nécessité de disposer d'un encadrement jeune ; détérioration des perspectives d'avancement en raison des réductions d'effectifs ; responsabilité de l'Etat pour favoriser la réorientation et la seconde carrière des cadres ; opportunité de procéder à des intégrations en dérogation aux règles de droit commun du recrutement dans la fonction publique ; représentation des administrations au sein de la commission d'intégration : nombre d'intégrations directes réalisés depuis 1970 [14 mai 1985] (p. 756) ; conditions imposées aux sous-officiers ; précocité de la limite d'âge des personnels militaires justifiant le cumul emploi-retraite ; nombre des personnes concernées entre le 1^{er} janvier 1986 et le 31 décembre 1988 (p. 757).

J

JACQ (Marie)

*Député du Finistère
(4^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2 :** texte apportant la sécurité dans l'exercice des activités économiques ; réduction des formalités ; accession du conjoint de l'associé unique de l'E.U.R.L. au statut de conjoint collaborateur [18 juin 1985] (p. 1735).

JACQUAIN (Muguette)

*Député de la Seine-Saint-Denis
(3^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652) [J.O. du 28 juin 1985] (p. 7179).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912) [J.O. du 27 juillet 1985] (p. 8571).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Membre suppléant de la commission consultative des fréquences [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au droit d'ex-

pression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 3097) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15039).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à l'extension des allocations familiales dès le premier enfant et tant qu'un enfant reste à charge (n° 2901) [29 juin 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Atteintes portées aux droits des femmes — travail de nuit** : Conseil supérieur de l'égalité professionnelle ; interdiction du travail de nuit pour les femmes employées dans l'industrie ; éventualité d'un rétablissement du travail de nuit pour les femmes pour des raisons de compétitivité [2 mai 1985] (p. 526).

— **Revalorisation des allocations familiales** : baisse du pouvoir d'achat des allocations familiales en 1984 malgré une progression continue depuis 1981 ; perte de pouvoir d'achat résultant de certaines mesures récentes [7 mai 1985] (p. 616).

— **Indemnisation du chômage** : augmentation du nombre des chômeurs ; augmentation des cotisations [30 octobre 1985] (p. 3711) ; demande formulée par les députés communistes en faveur d'une fusion des deux régimes et de l'attribution d'une allocation exceptionnelle de solidarité à tous les chômeurs sans ressources (p. 3712).

orale sans débat :

— **n° 832** de M. François Asensi : appelée le 24 mai 1985 : **expulsions de locataires** : recrudescence des expulsions frappant les familles modestes (p. 1171) ; suspension des expulsions pour les locataires de bonne foi ; commissions d'aide aux impayés ; situation des chômeurs ; politique d'austérité et de chômage menée par le Gouvernement (p. 1172).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre (n° 2578)**.

Première lecture, discussion générale : rapport de la commission Pingaud ; mesures prises pour favoriser l'exportation du livre français ; diffusion des livres ; problème de la littérature de recherche ; nombre de librairies ; situation de la jeune édition française ; conséquences de la crise économique ; attitude de grands groupes tels que Hachette et les Presses de la Cité ; conséquences sur le pluralisme ; soumission de la culture nationale à une exigence extérieure ; nécessité de favoriser la pratique de la lecture en milieu populaire ; crédits affectés aux bibliothèques municipales [10 avril 1985] (p. 128).

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652)**.

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er} et code annexé** : *article L. 111-1 du code de la mutualité* : amendement n° 46 de M. Georges Hage assurant aux mutuelles l'exclusivité de la couverture complémentaire du risque maladie ; avantages de l'exclusivité [28 mai 1985] (p. 1206) ; *après l'article L. 111-3 du code de la mutualité* : son amendement n° 48 (constitution de comités de consultation avec les sociétés mutualistes auprès des organismes gestionnaires des régimes obligatoires de protection sociale) : rejeté (p. 1208) ; *article L. 121-2 du code de la mutualité* : son amendement n° 49 (visant à substituer dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code aux mots « les risques » les mots « la catégorie de risques ») ; renforcement du principe de solidarité prévalant au sein des sociétés mutualistes ; prévention contre une éventuelle sélection des risques ; rejeté (p. 1209) ; *article L. 122-5 du code de la mutualité* : son amendement n° 50 (approbation des statuts) : rejeté (p. 1211) ; *article L. 123-1 du code de la*

mutualité : son amendement n° 53 (nouvelle rédaction pour cet article du code ; adhésion des sections de mutuelles aux unions créées dans le ressort desdites sections) : rejeté (p. 1212) ; *article L. 125-2 du code de la mutualité* : son amendement n° 54 (assemblée générale statuant à la majorité simple pour la détermination des montants ou des taux de cotisations) : rejeté ; *article L. 125-4 du code de la mutualité* : nombre des salariés dans les mutuelles les plus importantes ; représentants du personnel bénéficiant d'une voie délibérative ; élection des représentants (p. 1214) ; *article L. 125-6 du code de la mutualité* : son amendement n° 58 (formation des administrateurs des mutuelles) : rejeté (p. 1216) ; *article L. 125-11 du code de la mutualité* : défend l'amendement n° 59 de M. Georges Hage (p. 1223) ; *article L. 211-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 60 (soumission de certaines décisions au contrôle du comité d'entreprise) : adopté ; amendement n° 66 de M. Joseph Legrand faisant bénéficier les personnes visées des mêmes protections contre le licenciement que les membres salariés des comités d'entreprise (p. 1224) ; *après l'article L. 211-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 61 (imposant à toute société mutualiste, dans certaines hypothèses, de se constituer en section régie par les dispositions spéciales des sociétés mutualistes et sections de sociétés mutualistes d'entreprise ou d'établissement) : rejeté (p. 1225) ; *article L. 231-2 du code de la mutualité* : élection des présidents et vice-présidents des mutuelles constituées dans les armées (p. 1228) ; *article L. 411-6 du code de la mutualité* : son amendement n° 70 (prévoyant que les règlements des établissements et services de soins et les conventions de gestion sont soumis à déclaration auprès de l'autorité administrative) : rejeté (p. 1233) ; *article L. 531-4 du code de la mutualité* : recours à un administrateur provisoire dans le seul cas d'une irrégularité grave (p. 1235) ; **article 4** : crédits d'heures, locaux et protection contre le licenciement devant être déterminés par la loi ; **après l'article 4** : son amendement n° 74 (insérant dans le premier alinéa de l'article L. 122-45 du code du travail les mots « ou mutualistes » après les mots « de ses activités syndicales ») : adopté (p. 1237).

— **Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912)**.

Première lecture, discussion générale : conditions d'examen du texte ; absence de volontariat pour les salariés ; contrôle administratif constituant un obstacle pour le patronat ; non prise en compte des travailleurs suspendus dans les statistiques du chômage ; risque d'une nouvelle réduction des allocations chômage ; accent mis sur la flexibilité du travail [11 juillet 1985] (p. 2382) ; reclassement des travailleurs concernés apparaissant illusoire ; inadéquation du système éducatif initial ; insuffisance des T.U.C. ; problème du contenu et de la finalité de la formation dispensée ; durée du congé-formation ; suspension du contrat de travail ; conséquences du congé sur l'imposition sur le revenu ; montant de l'allocation ; projet bénéficiant au patronat, montant du financement à la charge de l'Etat (p. 2383) ; utilisation « d'artifices pour masquer la réalité de la dégradation de l'emploi » (p. 2384).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 9 (complétant le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « à l'expiration du congé, le contrat de travail est pleinement rétabli à défaut de reclassement professionnel effectif ») : rejeté (p. 2392) ; **article 2** : son amendement n° 10 (de suppression) : rejeté (p. 2393).

Troisième lecture, explications de vote : vote négatif du groupe communiste [25 juillet 1985] (p. 2423).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855)**.

Troisième lecture, explications de vote : abstention du groupe communiste [25 juillet 1985] (p. 2424).

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955)**.

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 3 (supprimant dans l'article 1^{er} de l'ordonnance du 30 mars 1982 les mots « et dont l'entrée en jouissance intervient à compter du soixantième anniversaire de l'assuré ou ultérieurement ») : rejeté

[7 octobre 1985] (p. 2738) ; **article 1^{er}** : son amendement n° 4 (rédigeant ainsi le début de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article : « les dispositions du troisième alinéa de l'article L. 352-3... ») rejeté (p. 2739) ; **article 2** : son amendement n° 5 (suspension du service de pensions de vieillesse) : rejeté ; son amendement n° 6 (supprimant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 4 bis de l'ordonnance du 30 mars 1982 les mots : « et leurs employeurs ») : rejeté ; **article 4** : son amendement n° 7 (supprimant dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 6 de l'ordonnance du 30 mars 1982 les mots : «, lorsque la responsabilité lui en est imputable ») (p. 2740) ; rejeté ; **article 6** : son amendement n° 8 (suspension du service de pensions de vieillesse) : rejeté (p. 2741).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).**

Première lecture, discussion des articles : **article 39** : pénalisation de certaines catégories de personnel [10 octobre 1985] (p. 2933) ; situation dans les D.O.M. et T.O.M. (p. 2934) ; **article 42** : problème de la gratuité des soins pour les retraités de la fonction publique hospitalière (p. 2935) ; **article 9 (précédemment réservé)** : développement considérable du nombre des contractuels sur les personnels hospitaliers ; risque d'institutionnalisation des emplois contractuels ; modernisation des services hospitaliers (p. 2956-2957).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 9** : son amendement n° 27 (remplacement des titulaires indisponibles en cas de nécessité de service) [17 décembre 1985] (p. 6225) ; rejeté (p. 6226) ; **article 39** : son amendement n° 28 (complétant cet article par l'alinéa suivant : « 9° à des congés compensateurs lorsqu'il travaille dans des services utilisant des radiations ionisantes. ») : rejeté (p. 6229).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963).**

Première lecture, discussion générale : qualité du service public ; satellite T.D.F. 1 et T.D.F. 2 ; télévisions locales privées [15 octobre 1985] (p. 3030) ; chaînes hertziennes privées et constitution de réseaux ; production étrangère ; France Régions 3 ; rôle des S.L.E.C. (p. 3031).

Discussion des articles : après l'**article 1^{er}** : élargissement des compétences du conseil national de la communication audiovisuelle (p. 3041).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale* : questions : pose la question de M. Alain Bocquet [30 octobre 1985] (p. 3732) ; saisies et expulsions ; efficacité des commissions d'aides aux impayés de loyer ; mode de financement des commissions ; opportunité de mettre en place un fonds d'indemnisation des bailleurs (p. 3739).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale* : questions : pose la question de Mme Colette Goeuriot [31 octobre 1985] (p. 3793).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : régression sociale [4 novembre 1985] (p. 3849) ; enfants de chômeurs ; taux d'épargne des Français ; politique familiale ; nécessité d'instaurer un état d'esprit favorable à l'enfant ; retards accumulés par le mode de revalorisation des prestations ; absentéisme à l'école ; diminution des crédits destinés à l'enfance ; taux de fécondité ; travail des femmes ; protection de la femme enceinte au travail ; mesures prises contre la pauvreté (p. 3850) ; conséquences de la publication des décrets concernant le mode de calcul des aides au logement (p. 3851) ; questions : pose la question de M. François Asensi (p. 3867).

Economie, budget et finances et consommation. — *Discussion générale* : Mise en place d'un ministère de la consommation à part entière ; création du Conseil national de la consommation ; service du contrôle de la qualité des produits ; actions consoméristes ; contrat de qualité ; Institut national de la consommation [13 novembre 1985] (p. 4272).

— **Projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025).**

Première lecture, discussion générale : risque que le transfert des ressources ne se traduise par des charges supplémentaires élevées pour les collectivités décentralisées ; énoncé des principes à respecter pour une décentralisation efficace en matière d'action sanitaire et sociale ; gestion démocratique des interventions sanitaires et sociales ; critère de coût ; remise en cause des conventions collectives nationales des salariés des établissements sanitaires et sociaux privés en les départementalisant ; absence de dispositions relatives à la prévention maternelle et infantile et à la planification familiale [25 novembre 1985] (p. 4789) ; inégalités frappant les personnes susceptibles de bénéficier de l'aide à domicile en fonction de leur régime de sécurité sociale ; aide à domicile en milieu rural ; substitution généralisée d'une allocation financière à l'aide à domicile en nature (p. 4790).

Discussion des articles : avant l'**article 1^{er}** : son amendement n° 178 (consultation des organismes habilités avant l'adoption du schéma départemental ou du règlement départemental d'aide sociale) ; création d'un conseil départemental du développement social (p. 4800) ; participation d'associations gérées bénévolement ; rejeté (p. 4801) ; **article 1^{er}** : son amendement n° 179 (objet du schéma départemental) ; rejeté (p. 4802) ; son amendement n° 180 (référence aux prestations prises en charge par une caisse d'allocations familiales ou d'assurance vieillesse) ; adopté (p. 4803) ; son amendement n° 181 (actualisation annuelle du schéma départemental) ; révision de ce schéma tous les cinq ans ; modification de la situation des familles (p. 4804) ; rejeté (p. 4805) ; **article 8** — *article 11-3 de la loi du 30 juin 1975* : son amendement n° 182 (supprimant le 6^e alinéa du texte proposé pour cet article) ; absence de définition claire de la notion de charges excessives ; opposabilité des conventions collectives nationales aux décisions du président du conseil général pour les établissements financés par l'Etat ; retiré (p. 4811) ; son amendement n° 183 (avis du représentant de l'Etat) ; estime qu'il est indispensable que l'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale ne puisse être retirée qu'après avis du représentant de l'Etat ; rejeté (p. 4812) ; **article 9** : son amendement n° 184 (précisant que lorsqu'il s'agit d'un établissement ou service à qui l'autorité judiciaire confie des mineurs, le président du conseil général avise le représentant de l'Etat de ces changements) ; satisfait (p. 4813) ; **article 10** : son amendement n° 185 (convention collective applicable aux salariés des établissements au service à caractère sanitaire et social) ; risque de faire éclater les garanties collectives en départementalisation des conventions collectives ; rejeté (p. 4815) ; **article 18** : son amendement n° 186 (complétant la 2^e phrase du 2^e alinéa du texte proposé pour l'article 26-2 de la loi du 30 juin 1975 par les mots « au sens de l'alinéa 3 de l'article 27 de la présente loi ») ; absence de définition de la notion de dépenses injustifiées ou excessives (p. 4818) ; devenu sans objet (p. 4819) ; **article 22** : son amendement n° 187 (référence aux besoins exprimés par la commission nationale et le conseil départemental du développement social) ; rejeté (p. 4820) ; **article 29** — *article 40 du code de la famille et de l'aide sociale* : difficultés de porter un jugement afin de savoir si les difficultés sociales des familles compromettent gravement l'équilibre de ces dernières ; *article 42 du code de la famille et de l'aide sociale* : son amendement n° 188 (rédactionnel) (p. 4823) ; problème des critères présidant à l'octroi de l'aide à domicile ; adopté (p. 4824) ; avant l'**article 44** : son amendement n° 189 (précisant que les personnes, établissements, services ou organismes désignés par l'autorité judiciaire concourent à la protection judiciaire de la jeunesse) (p. 4837) ; adopté après rectification (p. 4838).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion générale : « précarisation » et « flexibilité » [4 décembre 1985] (p. 5313) ; politique des T.U.C. mise en place par le Gouvernement ; surexploitation de la jeunesse à travers ce système ; élargissement du champ d'application des T.U.C. ; accord sur l'insertion et les formations alternées ; contrats de qualification et d'adaptation ; disparition des emplois pour les jeunes ; statut pour

les seize à vingt-six ans ; opération « orange » ; politique de démantèlement de l'emploi public et du système de rémunération des fonctionnaires entreprise par le Gouvernement à travers les T.U.C. (p. 5314) ; tentative de « tucarisation » généralisée de l'emploi (p. 5315).

Discussion des articles : avant l'article 1^{er} : son amendement n° 21 (abrogeant l'article L. 132-26 du code du travail) : rejeté [4 décembre 1985] (p. 5327) ; son amendement n° 25 (définition de la durée du travail) [5 décembre 1985] (p. 5391) ; vote réservé jusqu'à la vérification du quorum (p. 5393) ; rejeté [6 décembre 1985] (p. 5405) ; son amendement n° 34 (amnistie des infractions commises en application de l'article 414 du code pénal) (p. 5492) ; rejeté (p. 5493) ; **article 1^{er}** : projet de loi provoquant une émotion considérable (p. 5500) ; exemple de l'entreprise Rateau, Alsthom-Atlantique, à la Courneuve (p. 5501) ; son amendement n° 115 (supprimant les deux premiers alinéas de cet article) (p. 5511) ; rejeté (p. 5512) ; négociation selon des modalités particulières des accords professionnels susceptibles d'extension ; problème de l'organisation syndicale minoritaire (p. 5513) ; son amendement n° 40 (exclusion de la branche de la construction électrique et électronique) (p. 5514) ; rejeté (p. 5515) ; son amendement n° 43 (exclusion de la branche du caoutchouc et des plastiques) ; situation de la branche du caoutchouc et des plastiques ; rejeté (p. 5516) ; situation dans le secteur des transports [7 décembre 1985] (p. 5581) ; son amendement n° 73 (référence à une convention étendue) (p. 5589) ; réservé (p. 5590) ; son amendement n° 81 (exclusion de la branche de la pharmacie du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail) (p. 5601) ; réservé (p. 5602) ; son amendement n° 84 (exclusion de la branche de l'automobile du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail) : réservé (p. 5603) ; son amendement n° 95 (clauses contenues obligatoirement dans l'accord ou la convention pour la rendre valable) : réservé ; son amendement n° 96 (précisant que la convention ou l'accord étendu ne constitue qu'un accord cadre) : réservé (p. 5612) ; **article 2** — *article L. 212-8-1 du code du travail* : nécessité de préciser que l'accord collectif ne peut être étendu que s'il a été signé du côté des salariés par une ou plusieurs organisations syndicales représentatives bénéficiant de l'audience de la majorité des salariés concernés ; extension d'une convention ne devant pas être possible si les syndicats représentant la majorité des intéressés ne sont pas d'accord [8 décembre 1985] (p. 5628) ; son amendement n° 122 (heures supplémentaires incluses dans le contingent d'heures supplémentaires devant donner lieu à repos compensateur lorsque l'employeur usera des accords organisant la flexibilité afin de cumuler heures supplémentaires donnant droit à repos compensateur et heures supplémentaires dues au titre de la flexibilité) (p. 5630) ; vote réservé (p. 5631) ; *article L. 212-8-2 du code du travail* : son amendement n° 126 (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code à substituer aux mots : « sont rémunérés », les mots : « font l'objet du paiement d'un acompte mensuel avec une régularisation ») (p. 5632) ; s'étonne de l'étonnement de Mme Odile Sicart devant la prise en considération par le groupe communiste des demandes des organisations syndicales ; situation économique et sociale dans le domaine des transports ferroviaires (p. 5638-5639) ; *article L. 212-8-4 du code du travail* : son amendement n° 133 (tendant à supprimer le 2^e alinéa 1^{er} du texte proposé pour cet article du code) (p. 5657) ; vote réservé (p. 5658) ; son amendement n° 135 (tendant à compléter le 3^e alinéa 2^e du texte proposé pour cet article du code par les mots : « et de son indemnisation ») : vote réservé (p. 5659) ; nécessité que la loi indique un délai de prévenance ; amendement n° 137 de M. Paul Chomat ayant pour objet d'inciter à planifier et à mieux gérer le temps de travail ; nécessité d'instituer un délai minimal de prévenance d'un mois (p. 5660) ; son sous-amendement n° 242 à l'amendement n° 2 de la commission (tendant dans cet amendement après les mots « les conditions » à insérer les mots « pendant une seule année ») ; vote réservé ; son sous-amendement n° 243 à l'amendement n° 2 de la commission (tendant dans cet amendement après les mots « les conditions » à insérer les mots « l'avis des organisations de salariés ayant participé à la négociation devant figurer dans l'accord ») (p. 5662) ; vote réservé ; son sous-amendement n° 244 à l'amendement n° 2 de la commission (tendant dans cet amendement à remplacer les mots « de mise en œuvre » par les mots « de dérogation exceptionnelle ») : vote réservé ; son sous-amendement n° 245 à l'amendement n° 2 de la commission (tendant dans cet amendement après les mots « mise en œuvre » à ajouter les mots « après avis favorable de la commission supérieure des conventions collectives ») (p. 5663) ; vote réservé ; son amendement n° 139 (tendant dans l'avant-dernier alinéa 4^e du texte proposé pour cet article du code à insérer après le mot « convention » le mot « étendue ») (p. 5664) ; vote réservé ; son amendement n° 140 (tendant à supprimer le dernier alinéa 5^e du texte proposé pour cet article du code) : vote réservé (p. 5665) ; *article L. 212-8-5 du code du travail* : son amendement n° 147 (exclusion de la branche de la préparation des métaux du champ d'application du projet) ; situation économique et sociale dans le secteur de la préparation des métaux ; qualifie l'attitude du président de séance « d'arrogante » (p. 5670) ; refuse de retirer ses propos ; donne la définition du mot « arrogance » ; vote réservé (p. 5671) ; son amendement n° 151 (exclusion du champ d'application du projet de loi de la branche du travail des métaux) ; vote réservé [8 décembre 1985] (p. 5680) ; situation dans la branche textile (p. 5682) ; texte imposant une diminution de rémunération d'une heure par semaine ; nécessité de garantir une rémunération non flexible (p. 5684) ; son sous-amendement n° 246 à l'amendement n° 3 de la commission (tendant dans cet amendement avant les mots : « dans les conditions » à insérer les mots : « pour l'année suivant la promulgation de la présente loi ») ; son sous-amendement n° 247 à l'amendement n° 3 de la commission (tendant dans cet amendement avant les mots : « dans les conditions », à ajouter les mots : « après l'avis de la commission supérieure des conventions collectives ») ; son sous-amendement n° 248 (tendant dans l'amendement n° 3 après les mots : « conditions prévues », à insérer les mots : « pour une durée maximale de trois ans ») (p. 5684) ; nécessité d'une phase d'expérimentation ; rôle de la commission supérieure des conventions collectives dans le calcul des rémunérations ; vote réservé sur les sous-amendements n° 246, 247 (p. 5685) et 248 (p. 5686) ; **article 3** : conséquences de l'allongement de la durée hebdomadaire du travail durant une certaine période pour les femmes enceintes ; flexibilité concernant les personnels hospitaliers [9 décembre 1985] (p. 5711-5712) ; rémunération des heures supplémentaires (p. 5714) ; son amendement n° 204 (excluant de cet article la branche agriculture) (p. 5715) ; réservé ; (p. 5716) ; son amendement n° 208 (excluant la branche du verre) ; exclusion du secteur du verre plat (p. 5717) ; réservé (p. 5718) ; son sous-amendement n° 316 à l'amendement n° 4 de la commission (insérant dans cet amendement après les mots : « la convention ou l'accord » les mots : « qui fait l'objet chaque année d'un rapport au Parlement ») : réservé (p. 5769).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).**

Deuxième lecture, discussion des articles : après l'article 5 : démocratisation de la profession ; possibilité de participation des travailleurs salariés à l'organisation de la profession ; mainmise de l'ordre professionnel sur la quasi-totalité de la formation ; suppression de l'ordre des géomètres-experts [6 décembre 1985] (p. 5450) ; non inscription des propositions du groupe communiste à l'ordre du jour (p. 5451) ; possibilité pour les techniciens géomètres-topographes et experts fonciers non membres de l'ordre de se grouper dans des sociétés prévues par l'amendement n° 15 de la commission (p. 5452) ; exigence d'une tarification générale établie par les pouvoirs publics (p. 5453).

— **Projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861).**

Deuxième lecture, explications de vote : extension du marché financier ; accélération du drainage des ressources vers le marché spéculatif ; imposition des billets de trésorerie et des certificats de dépôt ; avantages « indus » accordés aux entreprises [6 décembre 1985] (p. 5469).

— **Projet de loi relatif à l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Deuxième lecture, discussion générale : conformation du volume de qualification aux besoins estimés par le patronat [9 décembre 1985] (p. 5728) ; inscription de la politique de qualification et de formation sous le signe de la polytechnicité ; distinction entre le baccalauréat technologique et le baccalauréat professionnel ; propositions privilégiant l'ap-

prentissage comme voie de formation normale au détriment du service public ; remodelage des C.A.P. ; décloisonnement conduisant à une unification des enseignements du second degré (p. 5729).

Discussion des articles : **article 9** : amendement n° 27 de M. Jacques Brunhes proposant une nouvelle rédaction de cet article (p. 5735).

— **Projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013).**

Deuxième lecture, discussion générale : utilisation par le Gouvernement de l'article 49-3 de la Constitution pour faire adopter le projet de loi sur la flexibilité du temps de travail ; déréglementation ; loi du 23 juillet 1957 relative au congé d'éducation ouvrière ; référence à la notion de jour ouvrable ; globalisation du congé ; rémunération du congé [13 décembre 1985] (p. 6180) ; suppression du recours arbitral à l'inspecteur du travail (p. 6181).

JAGORET (Pierre)

Député des Côtes-du-Nord
(5^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Accord entre A.T.T. et C.G.E.** : projet d'accord entre la firme américaine A.T.T. et le groupe français C.G.E. ; risques pour l'emploi dans la région du Trégor [18 décembre 1985] (p. 6348).

orales sans débat :

— **n° 784**, posée le 16 avril 1985 : **matériels électriques et électroniques (entreprises : Côtes-du-Nord)** (p. 228) ; appelée le 19 avril 1985 : **situation de l'emploi dans le Trégor** : crise du secteur des télécommunications ; effort fait par la C.G.E. et les pouvoirs publics ; cas des entreprises L.T.T., Thomson-C.S.F.-Téléphone et C.I.T.-Alcatel ; nombre de licenciements ; rapprochement C.G.E.-Thomson ; contrat entre la C.G.E. et l'Etat ; propositions de la D.A.T.A.R. ; mise en place des contrats « formation-reconversion » (p. 266) ; transferts de technologie ; émergence industrielle des fibres optiques (p. 267) ;

— **n° 955**, posée le 17 décembre 1985 : **matériels électriques et électroniques (entreprises)** (p. 6324).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Postes et télécommunications. *Discussion générale* : conséquences des restructurations des télécommunications dans le Trégorrois ; comportement des filiales de la C.G.E. [24 octobre 1985] (p. 3486) ; capacité d'investissement des télécommunications ; crédits affectés aux missions traditionnelles ; poursuite du plan télématique ; poursuite du transfert de technologie vers les entreprises industrielles françaises ; réseau numérique à intégration de service ; projet de minitel portable ; plan câble ; efforts consentis en faveur de la filière électronique ; négociations entre la C.G.E. et A.T.T. ; opportunité d'orienter les choix vers les partenaires européens ; rachat par Thomson des filiales françaises des groupes étrangers ; Europe des télécommunications (p. 3487) ; programme Euréka ; renouvellement de la contribution aux investissements du Centre national d'études spatiales ; rénovation et modernisation du réseau de bureaux de poste ; évolution de l'emploi ; rationalisation des services (p. 3488).

JALTON (Frédéric)

Député de la Guadeloupe
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aéroports (n° 2393) [J.O. du 14 juin 1985] (p. 6584).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion : situation des Français originaires des départements d'outre-mer [6 juin 1985] (p. 1519) ; problème du racisme ; crime de Menton ; caractère pluri-culturel de la société française ; accord général sur la nécessité de diminuer la population étrangère en France ; immigration de travail s'apparentant à une immigration de peuplement (p. 1520).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : crédits du F.I.D.O.M. et du F.I.D.E.S ; diminution de la subvention accordée à l'A.N.T. ; régionalisation ; nécessité d'aider la profession bananière ; situation de la canne à sucre ; nécessité de la création en Guadeloupe d'un institut universitaire de technologie [5 novembre 1985] (p. 3948) ; développement de la société Air-Guadeloupe ; rôle du tourisme en Guadeloupe (p. 3949).

JANS (Parfait)

Député des Hauts-de-Seine
(4^e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 4 février 1986] (p. 1975).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562) [J.O. du 11 juin 1985] (p. 6439).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre du Haut Conseil du secteur public [J.O. du 29 juin 1985] (p. 7291).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (économie, finances et budget : budget) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 février 1986] (p. 1975).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096) [J.O. du 8 février 1986] (p. 2297).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à doter la société nationale des entreprises de presse d'une mission de rénovation et de relance des industries polygraphiques et de la communication (n° 2778) [13 juin 1985].

Proposition de loi instituant une réduction de l'impôt sur le revenu pour les contribuables salariés en difficulté (n° 2779) [13 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) : annexe n° 15 : économie, finances et budget : budget (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 792, posée le 23 avril 1985 : **retraites complémentaires (artisans et commerçants)** (p. 325) ; appelée le 26 avril 1985 : **retraite complémentaire des chauffeurs de taxi non salariés** : loi du 30 juin 1982 ouvrant aux chauffeurs de taxi non salariés le bénéfice d'une retraite complémentaire (p. 444) ; absence des décrets d'application de cette législation ; réglementation en cause devant combler une lacune de la législation (p. 445) ;

— n° 819, posée le 7 mai 1985 : **emploi et activité (politique de l'emploi : Hauts-de-Seine)** (p. 624-625) ; appelée le 10 mai 1985 : **création d'une zone d'aménagement concerté à Levallois** : rôle des banques et des compagnies d'assurances nationalisées en faveur de l'emploi et de la modernisation de notre appareil de production ; exemple de Levallois-Perret ; rôle du Crédit lyonnais à l'égard de Citroën (p. 693) ; participation de la B.N.P. et de l'U.A.P. à la société d'économie mixte « Front de Seine » chargée de « liquider » la zone industrielle avant de participer à une opération immobilière (p. 694).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593).**

Première lecture, discussion générale : politique d'austérité pesant sur la vie associative ; caractère limité du projet de loi ; avis défavorable donné par le Conseil d'Etat ; inadaptation du système d'émission d'obligations pour pallier les difficultés actuelles des associations ; difficultés financières à caractère structurel pesant sur les associations ; problème de l'indépendance et de l'autonomie des associations vis-à-vis du souscripteur ; problèmes fiscaux posés par le projet ; attitude des sociétés commerciales face à la concurrence représentée par les associations ; respect du caractère non lucratif des associations ; obligation d'inscription au registre du commerce et des sociétés ; attitude des associations consultées dans le cadre du rapport Bloch-Lainé ; protection offerte aux épargnants ; intervention de la C.O.B. [22 avril 1985] (p. 285) ; nécessité de consulter les associations pour élaborer les instruments financiers adaptés à l'activité économique associative : revitalisation des instruments existants (p. 286).

Discussion des articles : **article 10** : pouvoirs de la C.O.B. (p. 294).

Deuxième lecture, discussion générale : problème de l'indépendance des associations émettant des titres associatifs ; développement de l'endettement ; partage des bénéfices entre les porteurs de titres [12 juin 1985] (p. 1651).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : prohibition du partage des bénéfices entre les sociétaires (p. 1654) ; **article 3 quater** : cas d'une souscription de titres participatifs entre membres de l'association ; épargne souscrite dans les titres participatifs apparaissant comme une épargne de proximité ; niveau du taux d'intérêt servi (p. 1655).

Commission mixte paritaire, explications de vote : exprime sa satisfaction sur le texte adopté par la C.M.P. ; vote positif du groupe communiste [26 juin 1985] (p. 2014).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : critique la motion référendaire ; élaboration anti-démocratique de la loi électorale actuelle ; motion référendaire constituant une « manœuvre dilatoire » ; utilisation du référendum comme une arme plébiscitaire ; conception plébiscitaire et anti-démocratique des institutions nationales exprimée par le R.P.R. ; iniquité du mode de scrutin actuel ; disparité entre les départements ; limitation de la tentation du cumul des mandats [24 avril 1985] (p. 369-370).

— **Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).**

Première lecture, discussion des articles : **article 36** : situation difficile des associations en France ; impossibilité de demander aux auteurs de supporter le poids de l'aide accordée aux associations [20 mai 1985] (p. 841).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; failles existant dans les lois de finances [22 mai 1985] (p. 1026) ; inadaptation du contenu du projet de D.D.O.F. à la réalité de l'économie française ; amélioration de la santé financière des entreprises opposée à une détérioration du pouvoir d'achat des salariés ; régime fiscal des sociétés de capital-risque ; réforme du financement hypothécaire favorisant un abaissement du coût du financement du secteur non aidé ; suppression de la caisse des prêts aux H.L.M. ; aménagement du régime d'imposition des produits nouveaux ; importance du problème de l'emploi (p. 1027) ; nombre des demandeurs d'emploi ; absence de disposition en faveur de la relance de la production ; montant des aides reçues par les entreprises ; demande la constitution de comités régionaux chargés de contrôler les aides versées aux entreprises ; urgence d'un « collectif » pour l'enseignement (p. 1028) ; sa question préalable : rejetée (p. 1032).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : demande une explication du terme « transparence fiscale » (p. 1045) ; **article 5** : son amendement n° 44 (supprimant le paragraphe V de cet article) ; discrimination introduite par le paragraphe V de l'article 5 ; cas des porteurs de l'emprunt Giscard (p. 1056) ; rejeté (p. 1057) ; **après l'article 5** : avoir fiscal favorisant la sortie des fonds de l'entreprise (p. 1058) ; cas des sommes réservées à l'investissement (p. 1059) ; **après l'article 12** : amendement n° 12 de M. Adrien Zeller remettant en cause les fondements de la législation sur les comités d'entreprise ; fonds des comités d'entreprise assis sur les salaires du personnel ; alimentation des bureaux d'aide sociale par des aides publiques (p. 1074) ; nombre des contribuables concernés par l'allègement de la taxe d'habitation ; mesures compensées par le surcoût entraîné par la modification du calcul de la D.G.F. (p. 1078).

Explications de vote : vote négatif du groupe communiste (p. 1079).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un avenant à la convention fiscale entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signée le 28 juillet 1967 et modifiée par les avenants du 12 octobre 1970 et du 24 novembre 1978 (n° 2748).**

Première lecture, discussion générale : pouvoirs du Parlement à l'égard des conventions ; mobilité des cadres américains ; texte rendant possible l'évasion fiscale [19 juin 1985] (p. 1772).

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** institution d'un encouragement fiscal à la recherche par la loi de finances de 1983 ; augmentation du crédit d'impôt et relèvement du plafond ; objections quant au nombre et à l'utilisation des aides ; insuffisance du contrôle de l'effort consenti en faveur de la recherche [28 juin 1985] (p. 2179) ; insuffisance de l'effort fait par « certains patrons » dans le domaine de la recherche (p. 2180) ; **article 13 :** son sous-amendement n° 51 à l'amendement n° 21 de la commission (complétant cet amendement par les mots : « et autres aides financières et fiscales ») : devenu sans objet ; existence de nombreuses aides financières et fiscales en faveur des entreprises ; son sous-amendement n° 92 à l'amendement n° 53 du Gouvernement (insérant dans cet amendement après les mots : « crédit d'impôt », les mots : « et autres aides financières et fiscales ») : rejeté (p. 2190) ; **article 14 :** disparité entre les régions concernant l'effort en faveur de la recherche ; cas de la région parisienne ; disparition des industries implantées dans cette région ; situation admise par le Gouvernement lors de la discussion des contrats de plan ; tenue d'une conférence annuelle du ministre de la recherche avec les présidents des conseils régionaux : son amendement n° 52 (complétant le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « elle propose un taux minimum de dépenses par région consacrées à la recherche ») : rejeté (p. 2191).

Son rappel au règlement : souligne que les interventions des principaux orateurs des groupes politiques ne seront pas télévisées [16 octobre 1985] (p. 3083).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : efforts réalisés dans le domaine du logement depuis le budget 1983 [16 octobre 1985] (p. 3103) ; loi de finances pour 1983 et 1984 constituant une marche en arrière vers l'austérité ; nombre des salariés ; pertes d'emplois dans l'industrie ; situation du pouvoir d'achat du salaire brut mensuel (p. 3144) ; extension des mouvements sociaux ; mesures fiscales adoptées depuis 1983 favorisant le capital et le patronat ; amélioration du taux de marge des entreprises ; résultats obtenus dans le domaine de l'inflation et du commerce extérieur ; restriction de la demande intérieure ; aggravation de la pénétration du marché national ; faiblesse de l'appareil de production (p. 3145) ; institution de l'I.G.F. ; évaporation fiscale sur l'I.G.F. ; charge de la dette publique ; niveau des taux d'intérêt délivrés à l'épargne ; raisons présidant au déficit budgétaire ; orientation politique du budget (p. 3146) ; **son rappel au règlement :** souligne que le Gouvernement n'a pas répondu aux orateurs communistes [17 octobre 1985] (p. 3179).

Première partie, discussion des articles : **article 2 :** inconvénient de la réduction des prélèvements obligatoires ; mise en cause de la solidarité nationale et de la redistribution du budget ; déficit de la sécurité sociale ; transfert de charges sur la caisse des collectivités locales [17 octobre 1985] (p. 3187) ; son amendement n° 7 (nouveau tableau pour le barème de l'I.R.P.P.) ; fin des indexations concernant le niveau de vie des salariés ; première tranche concernant essentiellement des salariés ou des retraités ; évolution des revenus financiers (p. 3189) ; rejeté ; son amendement n° 6 (institution d'une tranche à 70 % pour les revenus au-delà de un million de francs) ; modification de la proportionnalité de l'impôt ; suppression de la surtaxe exceptionnelle sur les hauts revenus (p. 3190) ; rejeté (p. 3191) ; disposition concernant les frais de garde (p. 3193) ; contribuables âgés de plus de soixante-dix ans ne pouvant bénéficier de l'assistance d'une aide ménagère ; déduction des revenus des heures payées à une femme de ménage (p. 3194) ; remise en cause de la réduction uniforme de 3 % de l'impôt sur le revenu ; avantages pour les détenteurs de petits revenus ; son amendement n° 11 (imposition du foyer fiscal dont les revenus du travail n'ont pas dépassé quatre fois le S.M.I.C. annuel au cours de chacune des cinq années précédant le changement de situation) ; opposition du groupe communiste à la création du carry-back ; caractéristiques du dispositif ; création du carry-back ou report en arrière pour les familles ; cas des familles dont la situation est bouleversée à la suite d'un décès ou d'une mise en chômage (p. 3196) ; possibilité d'accorder des délais (p. 3197) ; rejeté (p. 3198) ; **article 3 :** son amendement n° 12 (de suppression) : rejeté (p. 3205) ;

article 4 : son amendement n° 15 (de suppression) : rejeté (p. 3209) ; **après l'article 4 :** son amendement n° 17 (suppression du système du prélèvement libérateur actuellement en vigueur) (p. 3210) ; rejeté (p. 3211) ; **article 5 :** limitation de l'avantage aux exploitations familiales (p. 3226) ; **article 6 :** remise en cause de nombreux projets sociaux et de solidarité nationale ; dépenses en faveur du patronat et des entreprises ; inopportunité de relever le plafond d'amortissement des véhicules (p. 3228) ; taux de la T.V.A. pour les véhicules privés (p. 3229) ; **article 7 :** dispositions frappant les deux ou trois sociétés recherchant, trouvant, exploitant du pétrole en France ; imposition des « majors » ; fiscalisation des activités de raffinage de pétrole en France (p. 3230) ; son amendement n° 20 (institution d'une contribution exceptionnelle sur les entreprises dont l'objet principal est de faire subir en France la première transformation au pétrole brut) : rejeté (p. 3232) ; **article 9 :** abrogation d'une mesure adoptée à l'article 92 de la loi de finances pour 1984 (p. 3235) ; institution de nouvelles conditions de déclaration des revenus des capitaux mobiliers (p. 3236) ; **après l'article 12 :** remboursement ou exonération de la T.V.A. pour les livraisons des houillères aux mineurs ; prestations liées aux nécessités de l'exploitation (p. 3242) ; prestations ne constituant pas des ventes de produits des houillères (p. 3243) ; **article 14 :** assiette de l'I.G.F. ; montant de recettes attendu ; conséquences de l'évaporation de l'I.G.F. ; changement dans la physionomie du patrimoine depuis 1982 [18 octobre 1985] (p. 3255) ; son amendement n° 29 (changement des taux de l'I.G.F.) (p. 3256) ; rejeté ; son amendement n° 30 (seuil minimum déclaratif pour l'I.G.F.) ; déclarations effectuées par certaines personnes n'ayant pas à payer l'impôt ; réduction du nombre des fonctionnaires affectés au traitement de l'I.G.F. (p. 3257) ; déclaration de M. Georges Tranchant assimilable à un chantage vis-à-vis des fonctionnaires ; rejeté (p. 3258) ; **après l'article 15 :** soutien du groupe communiste au rétablissement du droit des bouilleurs de cru (p. 3261) ; **article 16 :** refus par les Gouvernements précédents de la détaxe sur l'essence aux chauffeurs de taxi ; action de M. Edouard Frédéric-Dupont à la mairie de Paris ; montant des taxes dans le prix d'un litre de super carburant ; non application de la taxe pour 1986 ; situation des raffineries ; utilisation de fioul lourd dans les logements sociaux chauffés par des centrales de chauffe urbaine (p. 3263) ; son amendement n° 33 (non application pour l'année 1986 de la disposition inscrite au IV de l'article 26 du code des douanes) ; non application de l'indexation pour la T.I.P.P. pour 1986 ; rejeté (p. 3265) ; **après l'article 18 :** son amendement n° 36 (paiement des intérêts de l'emprunt d'Etat 7 % 1973-1988) ; cas de l'emprunt Giscard ; suppression des avantages fiscaux liés à cet emprunt ; impossibilité de modifier la partie contractuelle de l'emprunt ; transformation de la part du capital en emprunt obligatoire touchant un intérêt égal à celui du livret A ; coût de l'emprunt Giscard pour 1986 (p. 3268) ; rejeté (p. 3269) ; **article 25 :** inégalité de traitement au détriment des crédits rentiers et des rentiers viagers ; insuffisance de la revalorisation de 2,9 % des rentes ; nécessité d'un rattrapage en faveur des crédits rentiers (p. 3275).

Deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — Discussion générale : questions : nombre d'emplois perdus dans le secteur du B.T.P. en 1982, 1983 et 1984 ; chiffre d'affaires des dix « majors » du secteur du B.T.P. ; développement du recours au « tâcheronnage » et à la sous-traitance ; salaire de l'ouvrier qualifié ; aides à la personne [30 octobre 1985] (p. 3732).

Affaires sociales et solidarité nationale. — Discussion générale : coût des derniers jours de la vie en hôpital [4 novembre 1985] (p. 3865) ; questions : nombre d'aides ménagères ; augmentation du tarif des prestations (p. 3867-3868).

Économie, budget et finances et consommation. — Discussion générale : Rapporteur spécial : tâches et missions de la direction nationale des enquêtes fiscales ; chasse aux trafiquants de fausses factures [13 novembre 1985] (p. 4263) ; utilisation des 5 % prélevés sur la redevance radio-télévision ; taxe sur les magnétoscopes ; opération M.E.D.O.C. ; formation et formation permanente ; coût de l'opération M.E.D.O.C. ; nombre des emplois supprimés ; introduction de l'informatique dans les services ; part des saisies-exécutions pratiquée par les huissiers de justice

(p. 4264) ; périodicité des contrôles fiscaux dans les entreprises (p. 4269) ; vote de la loi de finances de 1973 (p. 4275) ; lancement de l'emprunt Giscard (p. 4276).

Examen des crédits : 1. — **Charges communes : Etat B** — **Titre IV** : son amendement n° 55 (réduction des crédits de 2 800 000 francs) ; réduction du crédit du budget des charges communes ; souscripteurs de plans et comptes épargne-logement ; construction d'H.L.M. supplémentaires ; situation des locataires chômeurs en fin de droits (p. 4280) ; rejeté (p. 4281).

Articles additionnels et articles non rattachés : **article 51** : création d'un régime simplifié d'imposition pour favoriser les petites entreprises commerciales et industrielles ; **avant l'article 58** : son amendement n° 4 (autorisation de la renégociation des emprunts contractés sur le marché français et libellés en francs) ; lutte contre l'inflation [14 novembre 1985] (p. 4361) ; rejeté (p. 4362) ; **article 71** : sa demande de suspension de séance (p. 4363) ; son amendement n° 56 (de suppression) (p. 4368) ; retiré (p. 4369) ; effort de l'Etat dans le domaine de la construction de logements ; recommandation de la Cour des comptes sur la gestion paritaire ; absence de concertation préalable avec les partenaires sociaux ; réduction des crédits destinés à l'allocation de logement ; compensation du dégageant de l'Etat dans le financement de l'allocation de logement (p. 4370) ; solidarité envers les locataires chômeurs en fin de droits ; aide personnalisée au logement (p. 4371).

Seconde délibération du projet de loi : analyse du travail parlementaire aboutissant à augmenter les crédits de 0,01 % [14 novembre 1985] (p. 4376).

Deuxième lecture, discussion générale : maintien et développement des avantages fiscaux accordés aux sociétés capitalistes ; réduction des prélèvements obligatoires ; stabilisation des charges patronales [17 décembre 1985] (p. 6258) ; suppression de certains avantages fiscaux (p. 6259).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 4 (de suppression) (p. 6263) ; rejeté ; **article 4** : son amendement n° 5 (de suppression) ; problème du chômage ; suppression des dispositions visant à améliorer le dispositif du report en arrière ; mise en déficit artificiel (p. 6264) ; rejeté (p. 6265) ; **après l'article 5** : promotion du développement rural ; diminution du nombre d'exploitations agricoles ; assimilation des activités d'accueil touristique et des activités agricoles ; évaluation du bénéfice (p. 6267) ; **article 14** : son amendement n° 6 (substituant dans le tarif du tableau du paragraphe 1 de cet article aux taux « 0,5, 1, 1,5, 2 » les taux « 1, 2, 3, 4 ») ; doublement du rendement de l'I.G.F. ; prise en considération des bons anonymes ; « explosions » des valeurs boursières (p. 6273) ; rejeté ; **article 16** : caractère excessif des taxes pesant sur les carburants ; baisse du cours du dollar et du pétrole ; augmentation de la T.I.P.P. (p. 6274) ; fiscalité du fioul lourd (p. 6275).

Seconde délibération de la deuxième partie : **article 29 et Etat C** — **Titre V** : son amendement n° 2 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement des crédits concernant l'économie, les finances et le budget de 20 millions de francs) ; intentions du Gouvernement concernant l'entreprise Paul Dupont installée à Clichy dans le département des Hauts-de-Seine ; spécialiste de l'impression des périodiques ; crédits destinés aux entreprises de presse ; retiré (p. 6300) ; **article 67** : son amendement n° 9 (de suppression) ; transfert à la sécurité sociale du financement des dépenses consacrées aux activités psychiatriques extrahospitalières ; remise en cause du principe de la sectorisation psychiatrique ; rejeté (p. 6310) ; **article 68** : son amendement n° 10 (de suppression) ; rejeté ; **article 69** : son amendement n° 11 (de suppression) ; rejeté ; **article 71** : son amendement n° 12 (de suppression) (p. 6311) ; abaissement à 0,77 % du 1 % patronal pour le logement ; remise en cause du logement social ; 0,9 % constituant un salaire différé ; rejeté (p. 6312).

Explications de vote : utilisation des crédits inscrits dans le projet de loi de finances ; situation des travailleurs menacés de licenciement ; vote négatif du groupe communiste (p. 6319).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : répression patronale ; procès intenté contre des militants ; situation chez Delsey ; travailleurs protégés de Citroën Levallois ; article 414 du code pénal [6 décembre 1985] (p. 5492) ; **article 1^{er}** : partage de la valeur ajoutée des entreprises en faveur du capital ; Gouvernement faisant des « cadeaux » aux capitalistes (p. 5494) ; augmentation des charges patronales ; résultats des comptes de la Nation pour 1984 (p. 5495) ; **son rappel au règlement** : problème de l'obstruction en séance ; durée des interventions sur les amendements ; pratiques du groupe socialiste lors de la discussion de la loi « sécurité et liberté » (p. 5510) ; perte de pouvoir d'achat des salariés ; réduction de la durée du travail sans maintien intégral des salaires (p. 5512) ; **son rappel au règlement** : hostilité du groupe communiste sur ce texte ; interruption injustifiée des différents orateurs communistes ; sa demande de suspension de séance [7 décembre 1985] (p. 5601) ; situation dans la branche automobile (p. 5603) ; **article 2** — *article L. 212-8-2 du code du travail* : **son rappel au règlement** : droit des députés communistes de préciser comment ils ont fondé leur position sur la loi et sur les articles ; non utilisation des cinq minutes réglementaires autorisées pour la défense des amendements constituant une preuve de la bonne volonté du groupe communiste [8 décembre 1985] (p. 5635) ; rôle des zones franches (p. 5638) ; **son rappel au règlement** : caractère regrettable de la mise en cause de la responsabilité des députés communistes à propos des heures supplémentaires imposées au personnel de l'Assemblée ; groupe communiste n'ayant aucun pouvoir sur la fixation de l'ordre du jour prioritaire (p. 5641) ; situation économique et sociale dans le secteur du transport aérien (p. 5642) ; nécessité d'exclure les salariés du secteur du transport aérien du champ d'application du projet de loi (p. 5643) ; **son rappel au règlement** : responsabilité du groupe communiste dans les séances de nuit et du dimanche ; demande que la séance ne reprenne qu'à 17 h 00 ; demande une suspension de séance (p. 5644) ; *article L. 212-8-4 du code du travail* : nécessité de prévoir que le système prévu à cet article du code ne puisse s'appliquer que pour une seule année (p. 5662) ; **après l'article 2** : droit des comités d'entreprise et des comités de groupe ; obligation de consultation dans le domaine de la durée du travail ; association du comité avant l'utilisation des modulations prévues par l'accord ou la convention [9 décembre 1985] (p. 5706) ; possibilité pour une organisation minoritaire d'imposer une convention refusée par la majorité des travailleurs ; saisine du juge d'instance (p. 5708) ; **article 3** : conditions pour qu'une convention de branche puisse être étendue ; réduction d'horaires et rémunération, avances de trésorerie aux patrons ; paiement des heures supplémentaires (p. 5710) ; exclusion de la chimie du projet de loi (p. 5718) ; exclusion de la branche des autres services du champ d'application de la loi (p. 5766) ; revenu des salariés payés au S.M.I.C. ; actions des délégués au comité d'entreprise (p. 5773) ; caractère erroné des chiffres cités par le ministre (p. 5774) ; **son rappel au règlement** : demande à la présidence que le compte-rendu analytique transcrive « in extenso » l'intervention de M. le ministre concernant « Monsieur Durand » (p. 5780).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion des articles : **article 11** : fléau constitué par l'alcoolisme au volant ; lien entre la sécurité routière et les conditions dans lesquelles s'exercent les activités de transport ; déréglementation du service public des transports routiers ; déréglementation économique quand la tarification routière obligatoire n'évolue pas de façon à assurer une juste rémunération du transport routier [11 décembre 1985] (p. 5901) ; position du groupe communiste partisan de la plus grande sévérité dans tous les cas où l'alcool entre en jeu même en l'absence d'accident ; nécessité de donner au citoyen une possibilité de recours en cas d'injustice manifeste (p. 5914).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 3143).**

Première lecture, discussion générale : augmentation du déficit budgétaire ; situation faite aux contribuables français en cette fin de législature ; augmentation de la T.V.A. pour pallier la régression de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ; diminution du pouvoir d'achat [11 décembre 1985] (p. 5926).

Discussion des articles : **article 17 :** nouvel aménagement du régime de l'assurance de la construction ; chute de l'activité du bâtiment et des travaux publics ; système dual dans la construction ; habitude du Gouvernement d'agir par surprise (p. 5946).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2 et Etat B :** caractère condamnable de la pratique des remboursements aux administrations [19 décembre 1985] (p. 6473) ; **article 17 :** dépôt d'amendements au dernier moment (p. 6484) ; **après l'article 17 :** dangers d'une énumération dans une loi ; renouveau des langues régionales (p. 6485) ; opportunité de prendre en compte d'autres langues spécifiques participant à la citoyenneté française ; risque de rupture de l'égalité entre les associations ; prise en compte de l'amendement dans l'article d'équilibre (p. 6486).

JAROSZ (Jean)

*Député du Nord
(23^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (postes et télécommunications) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome X : postes et télécommunications (n° 2992) [9 octobre 1985].

Proposition de loi tendant à la mise en œuvre de l'article 26 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982 « relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs », en autorisant le juge à maintenir dans le logement un locataire de bonne foi menacé d'expulsion (n° 3263) [19 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Décisions européennes sur la sidérurgie :** attitude de la Communauté économique européenne cédant à la pression des Etats-Unis pour réduire la part des ventes d'acier européen sur le marché américain ; cas de l'usine Unimétal de Trith-Saint-Léger [6 novembre 1985] (p. 3983).

orale sans débat :

— **n° 878 de Mme Colette Gæuriot : emploi dans le bassin de Villerupt :** situation de l'emploi dans le bassin de Villerupt [28 juin 1985] (p. 2145) ; fermeture de l'unité sidérurgique d'Unimétal ; report de l'implantation d'une usine d'aluminium ; nécessité de mettre au point une politique industrielle permettant de sauvegarder le potentiel économique et l'emploi dans cette région ; absence de préparation de la restructuration ; propositions du comité pour le maintien de la société des laminiers de Villerupt ; conséquences de la politique suivie (p. 2146).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Postes et télécommunications. — Discussion générale : Rapporteur pour avis : situation des P.T.T. en 1981 ;

prélèvement demandé au budget annexe en faveur du budget général ; nombre des emplois supprimés en 1985 et en 1986 [24 octobre 1985] (p. 3476) ; pénurie des effectifs ; remise en cause des réglementations et monopoles organisant le service public des postes dans de nombreux pays ; comblement du retard accumulé par la France en matière d'équipement téléphonique ; situation des personnels des P.T.T. ; conflits dans les centres de tri ; lettre adressée au Président de la République par le personnel de Thomson-Téléphone et de C.I.T. ; récent conflit de Longwy ; menaces pesant sur le C.N.E.T. ; situation des receveurs-distributeurs (p. 3477).

Affaires sociales et solidarité nationale. — Discussion générale : troisième âge ; augmentation du nombre des personnes âgées ; congrès de la confédération nationale des syndicats de préretraités et retraités ; pouvoir d'achat ; cotisations sociales ; suppression du forfait journalier ; exonération de la redevance télévision ; problème de la sécurité ; lit l'intervention de M. Georges Hage [4 novembre 1985] (p. 3844-3845).

— **Projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1^{er} :** exercice d'un mandat territorial ; organisation des garanties professionnelles ; temps nécessaire à l'exercice des mandats ; application de l'article 40 de la Constitution [27 novembre 1985] (p. 4978).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er} :** évolution du secteur bancaire ; situation des travailleurs de ce secteur [6 décembre 1985] (p. 5497) ; manifestation de la C.G.T. organisée le 4 décembre 1985 ; mobilité du personnel ; situation des femmes (p. 5498) ; situation de la branche agriculture ; aide alimentaire et aide au développement (p. 5522) ; situation de la branche de l'énergie ; cas des Charbonnages de France (p. 5524) ; situation dans le bassin de la Sambre ; cas de la division D.M.E. de Jeumont-Schneider ; volonté du ministère de « remettre en selle » la loi de 1942 [7 décembre 1985] (p. 5577) ; précarisation du travail (p. 5578) ; situation dans la branche énergie (p. 5593) ; rémunération des salariés sur la base de la durée légale hebdomadaire (p. 5611) ; **article 2 :** problème de la majoration pour heures supplémentaires (p. 5619-5620) ; **article L. 212-8-2 du code du travail :** rémunération des heures supplémentaires ; risque d'une augmentation des accidents du travail ; nécessité d'assurer aux salariés un paiement régulier sous forme d'acompte de leurs heures supplémentaires ; jurisprudence de la Cour de cassation [8 décembre 1985] (p. 5633) ; situation économique et sociale dans le secteur du transport de commerce maritime (p. 5650-5651) ; **article L. 212-8-5 du code du travail :** situation économique et sociale dans la branche des industries agricoles et alimentaires (p. 5668) ; ses observations sur les propos de M. François Loncle qualifiant un précédent amendement du groupe communiste « d'amendement foie gras » (p. 5669) ; situation économique et sociale dans le secteur de la construction électrique et électronique (p. 5680-5681) ; impossibilité pratique pour les travailleurs de se faire une idée exacte du nombre des heures qu'il a accompli dans le cadre du contingent de quatre-vingt heures et au-delà de la durée conventionnelle (p. 5688) ; situation économique et sociale dans le secteur de la batellerie et du transport par voie navigable (p. 5692) ; situation économique et sociale dans le secteur de la construction et de la réparation navales (p. 5696) ; **après l'article 2 :** maintien des droits acquis dans le cadre de la convention collective [9 décembre 1985] (p. 5704-5705) ; niveau des rémunérations des heures non effectuées lors des semaines de modulation basse (p. 5707) ; **article 3 :** loi sur la flexibilité rendant possible une « mutilation de la vie culturelle des travailleurs » (p. 5713) ; caractère particulier et fragilité de l'agriculture par son apport à l'économie française (p. 5715) ; situation du secteur d'activité de la sidérurgie prévalant dans la branche de la préparation des métaux (p. 5717) ; exclusion de la branche mécanique du champ d'application du projet ; situation de la robotique industrielle (p. 5719) ; situation de la branche textile (p. 5763-5764) ; **son rappel au règlement :** réaction d'une partie de l'hémicycle lors de ses témoignages

relatifs à la condition féminine (p. 5768) ; problème du travail temporaire (p. 5770) ; interdiction des polices privées (p. 5778).

JOIN (Marcel)

*Député de la Gironde
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

JOSEPHE (Noël)

*Député du Pas-de-Calais
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

JOSPIN (Lionel)

*Député de Paris
(27^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568).**

Première lecture, discussion générale : son rappel au règlement : droit d'avoir des opinions diverses sur un problème mettant en cause les intérêts de communautés différentes [23 janvier 1985] (p. 3) ; ouverture de l'accès aux tribunes de l'Assemblée nationale à tout ressortissant français (p. 4).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : engagement constant du parti socialiste en faveur de la proportionnelle [25 avril 1985] (p. 388) ; injustice résultant de l'application du scrutin majoritaire ; absence de modification des circonscriptions pendant 27 ans ; situation de Paris comparée à celle de l'Essonne ; problème de redécoupage des circonscriptions ; attitude de l'opposition justifiant le choix de la proportionnelle plutôt que celui du scrutin mixte ; argumentation de M. Valéry Giscard d'Estaing ; existence d'un débat chez les socialistes ; prise de position de certains leaders de l'opposition en faveur de la proportionnelle (p. 389) ; problème du délai entre le choix du mode de scrutin et la date des élections ; sa référence aux déclarations du Président Georges Pompidou ; représentation des grandes formations politiques du pays par la proportionnelle départementale ; attitude de la direction du parti communiste ; sa prise de position en faveur de l'union de la gauche ; problème de la tentation de l'alliance avec la droite ; cas de l'insuffisance du nombre de sièges pour le parti socialiste en 1986 ; ses observations sur « les louveteaux et les loups-gris » de l'U.D.F. et du R.P.R. (p. 390) ; sa référence aux observations de Mme Veil sur la division de l'opposition entre conservateurs et libéraux ; prise en compte de ces divisions par la proportionnelle ; scrutin proportionnel ne conduisant pas nécessairement au régime des partis ; absence de liaison entre scrutin proportionnel et instabilité gouver-

nementale ; exemple de nombreuses démocraties en Europe ; ses reproches adressés à M. Raymond Barre ; question de la stabilité tenant à la politique plus qu'au mode de scrutin ; mécanismes institutionnels de la V^e République protégeant l'exécutif ; évolution souhaitable des institutions (p. 391) ; conséquences du scrutin proportionnel sur l'attitude des formations politiques ; redéfinition de la fonction législative suscitée par l'existence de la proportionnelle au niveau national et régional ; nécessité de rendre à l'élu national plus de disponibilité pour l'action nationale (p. 392).

— **Déclaration du Gouvernement sur les entreprises nationales et débat sur cette déclaration.**

Discussion : nombre restreint de députés de l'opposition [19 novembre 1985] (p. 4485) ; motif des nationalisations ; tradition française d'économie mixte ; intervention de l'Etat dans l'économie française étant liée à la nature et à l'histoire de l'économie en France ; rôle décisif du secteur public dans le miracle économique français de l'après-guerre (p. 4486) ; nécessité d'une intervention de l'Etat dans des secteurs économiquement stratégiques ; bilan économique et social des nationalisations ; démocratisation du secteur public ; distinction entre nationalisation et étatisation ; relations entre l'Etat et les entreprises publiques (p. 4487) ; risques entraînés par une dénationalisation ; comparaison des députés de l'opposition à « des fils de famille qui vendent l'usine de papa pour assurer leur train de vie » ; nécessité de conserver au pays un secteur public important (p. 4488).

JOSSELIN (Charles)

*Député des Côtes-du-Nord
(2^e circonscription)
Socialiste*

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports.

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

Cessation de son mandat de député le 15 décembre 1985 [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14699).

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (redéploiement industriel et commerce extérieur : services diplomatiques et généraux) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports ; décret du 15 novembre 1985 [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13319).

DEPOTS

Rapport d'information établi au nom de la **délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes** instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 (n° 2677) [9 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) annexe n° 34 : **relations extérieures** : services diplomatiques et généraux (n° 2987) [9 octobre 1985].

Rapport d'information établi au nom de la **délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes**, instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 (n° 3010) [25 octobre 1985].

QUESTIONS**au gouvernement :**

— **Elargissement de la C.E.E.** : adhésion de l'Espagne et du Portugal à la C.E.E. [19 juin 1985] (p. 1764).

REPNSES AUX QUESTIONS

oraux sans débat de :

— **M. Xavier Deniau** (n° 914) : **licenciements par Alcatel-Thomson** : rationalisation des structures en raison de la fusion des activités télécommunications de Thomson et de C.G.E. ; mise en place d'un groupe compétitif en télécommunications ; plan social dûment négocié [29 novembre 1985] (p. 5037) ;

— **M. Jean-Marie Daillet** (n° 920) : **participation de l'Iran au financement d'Eurodif** : rappelle les circonstances historiques de cette affaire ; usine d'enrichissement d'Eurodif ; défaut d'exécution par l'Iran de ses obligations contractuelles [29 novembre 1985] (p. 5038) ;

— **M. Philippe Marchand** (n° 921) : **centre ferroviaire de Saintes** [29 novembre 1985] (p. 5039) ; école nationale du bâtiment et des ouvrages d'art de Saintes (p. 5040) ;

— **M. Georges Tranchant** (n° 915) : **contrôle des opérations d'entretien des avions** : délégation donnée à un organisme privé pour effectuer des contrôles au nom de l'administration ; impératifs de sécurité ; article D. 133-7 du code de l'aviation [29 novembre 1985] (p. 5041) ;

— **Mme Marie-France Lecuir** : (n° 928) : **liaison vallée de Montmorency-Invalides** : importance de la liaison vallée de Montmorency-Invalides ; cause des retards de réalisation de ce projet [6 décembre 1985] (p. 5411) ; mise en service de cette ligne fin 1987 ; priorité aux transports en commun en Ile-de-France ; encouragement du développement de l'usage des transports en commun ; problèmes de sécurité (p. 5412) ;

— **M. Jean-Claude Dassein** (n° 931) : **projet de T.G.V. Nord** : présentation du projet de liaison ferroviaire Paris-Bruxelles-Amsterdam ; tracé dit « de base » ; possibilité d'une inflexion vers Amiens [6 décembre 1985] (p. 5412) ; acquisitions foncières en cours dans la région lilloise ; liaison fixe transmanche (p. 5413).

INTERVENTIONS

En qualité de député.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre** (n° 2578).

Première lecture, discussion générale : pénétration progressive du droit interne par la législation communautaire ; son exposé à la délégation parlementaire par les Communautés européennes sur la France et le droit communautaire ; création d'un ordre juridique particulier ; jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes ; sa référence au projet de traité d'union européenne dit « projet Spinelli » ; possibilité pour le Parlement français de s'exprimer sur ce projet [10 avril 1985] (p. 130) ; problème de l'entrée en vigueur du droit communautaire ; caractéristiques de la législation communautaire ; évolution des pouvoirs du Parlement ; cas de la Sixième Directive relative à la T.V.A. ; nature de la délégation aux Communautés européennes ; question de la primauté du traité sur la loi postérieure ; publication de la législation communautaire au *Journal officiel* de la République française ; monopole du Quai d'Orsay pour représenter la France dans les litiges internationaux (p. 131).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° 2757).

Discussion : ses observations sur les propos de M. Alain Peyrefitte ; regrette que le débat ne permette pas d'aller plus à l'avant dans l'examen des problèmes européens ; décision capitale prise au Conseil européen de Milan ; projet d'union européenne ; orientations exprimées dans le rapport du comité Dooze ; retard du Parlement français pour l'examen de ces projets ; rôle des institutions parlementaires de l'Europe ; pénétration progressive du droit communautaire dans le droit national ; réduction à terme des compétences des Parlements nationaux [11 juin 1985] (p. 1599) ; organisation progressive du Marché commun au plan institutionnel ; absence de définition des compétences respectives de l'Europe et des Etats ; rôle de l'Assemblée dans la C.E.E. ; problème de la légitimité d'une « Europe des ministres et

des fonctionnaires » ; importance des abstentions lors des élections européennes ; amélioration des mécanismes de décision au sein du conseil ; souhaite la promotion simultanée du conseil et du Parlement européen ; arrêt de manquement rendu le 11 juillet 1984 contre l'Italie (p. 1600) ; problème de la décentralisation ; risque de réintroduction d'une tutelle européenne ; nécessité pour les commissions de s'intéresser aux projets d'union européenne en fonction de leur compétence (p. 1601).

En qualité de secrétaire d'Etat.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, modifiant à compter du mois de décembre 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux** (n° 3039).

Première lecture, discussion générale : projet de loi concernant le secteur du B.T.P. ; objectifs de la cinquième tranche ; intérêts pour les collectivités locales ; infrastructures dans le domaine des transports publics ; soutien aux activités du B.T.P. ; circulation routière ; investissement de maîtrise de l'énergie [20 novembre 1985] (p. 4556) ; montant de la cinquième tranche ; répartition des crédits ; opérations de transports collectifs ; financement du fonds ; taxe spécifique sur les produits pétroliers ; conjoncture dans le B.T.P. (p. 4557) ; amélioration de l'habitat ; évolution du prix des carburants ; réduction des moyens de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, réseaux de chaleur ; coût du canal Rhin-Rhône ; liaison Niffer-Mulhouse ; programme de logements neufs (p. 4560) ; problème du réseau routier ; réalisation d'installations portuaires (p. 4561).

JOURDAN (Emile)

*Député du Gard
(1^{re} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réduction des effectifs à la direction générale des impôts** : rôle des agents des services fiscaux ; conséquences des suppressions d'emplois envisagées sur les rentrées fiscales [22 mai 1985] (p. 1013) ; justice fiscale (p. 1014).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés** (n° 2920).

Première discussion, discussion générale : nombre des personnes concernées ; indemnisation des rapatriés en fonction de leur situation sociale ; attribution de l'indemnité forfaitaire ; conditions d'application des dispositions relatives à la reconstitution de carrière ; existence de rapatriés âgés en situation de non-droit ; prise en charge par l'Etat d'une partie des cotisations ; problèmes des régimes spéciaux ; liquidation d'une pension de retraite sur la base du droit français actuel ; prise en compte de la situation des personnes démissionnaires pour motif politique ; reconstitution de carrière établie sur la base de l'avancement moyen d'un agent de même service ; cas de ceux qui ont travaillé en France et ont été affiliés au régime général de sécurité sociale [7 octobre 1985] (p. 2714) ; création d'une commission de la S.N.C.F. pour faciliter les règlements des dossiers des sanctionnés pour activité politique et syndicale (p. 2715).

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale* : questions : sécheresse ; pollution de l'eau par les nitrates [23 octobre

1985] (p. 3424) ; situation au niveau de la prévention des nuisances provoquées par l'eau ; réduction de la pollution des eaux par les nitrates (p. 3425).

JOURNET (Alain)

*Député du Gard
(4^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

JOXE (Pierre)

Ministre de l'Intérieur et de la décentralisation.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [10 avril 1985].

Projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [10 avril 1985].

Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [10 avril 1985].

Projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2616) [18 avril 1985].

Projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2617) [18 avril 1985].

Projet de loi modifiant diverses dispositions du code de procédure pénale et du code de la route et relatif à la police judiciaire (n° 2786) [14 juin 1985].

Projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [19 juin 1985].

Projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale (n° 2801) [19 juin 1985].

Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [26 juin 1985].

Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956) [2 octobre 1985].

Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023) [31 octobre 1985].

Projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035) [6 novembre 1985].

Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036) [6 novembre 1985].

Projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [14 novembre 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Michel Debré : réunion en Guadeloupe des mouvements hostiles à la France :** conférence internationale organisée par l'U.P.L.G. ; réprobation du Gouvernement ; mesures prises à l'égard des étrangers ; impossibilité d'interdire une réunion privée [3 avril 1985] (p. 60).

— **M. Maurice Couve de Murville : projets de loi électoraux :** position traditionnelle de la majorité en faveur du scrutin proportionnel ; changement d'avis dans l'oppo-

sition ; justice de la représentation proportionnelle ; inégalités entre circonscriptions [10 avril 1985] (p. 110-111).

— **M. Jean Desanlis : réduction des dotations accordées aux collectivités territoriales :** fréquence des versements par douzième et par fraction de l'Etat aux collectivités locales ; versements prévus par les lois de décentralisation ; fonds de compensation de la T.V.A. ; déclaration de M. Giscard d'Estaing au Monde et à la radio sur la représentation proportionnelle [10 avril 1985] (p. 117).

— **M. Jean-Hugues Colonna : terrorisme :** caractère secret de l'organisation de la lutte contre le terrorisme ; saisie d'armes ; coopération bilatérale entre les pays démocratiques ; statistiques des attentats à l'explosif [17 avril 1985] (p. 231) ; lutte contre le racisme et bombe placée à l'Office national d'immigration (p. 232).

— **M. Pierre-Bernard Cousté : dissolution éventuelle de groupes d'intervention de la police nationale :** constitution d'unités d'élite supposant une concentration des moyens [7 mai 1985] (p. 607) ; amélioration des conditions d'intervention de la police nationale en France et notamment dans la région lyonnaise (p. 608).

— **Mme Jacqueline Osselin : élection des délégués immigrés auprès du conseil municipal :** intégration des immigrés dans la communauté française ; Constitution de la République réservant le droit de vote pour les élections politiques et administratives aux citoyens français ; participation des étrangers aux élections sociales et à l'élection des conseils de prud'hommes ; situation en Grande-Bretagne [22 mai 1985] (p. 1019) ; situation en Suède (p. 1020).

— **M. Maurice Sergheraert : décrets d'application de la loi du 26 janvier 1984 sur la fonction publique territoriale :** mise en œuvre des dispositions législatives relatives à la fonction publique territoriale ne pouvant être immédiate ; rôle du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ; délai de quatre ans prévu par la loi du 26 janvier 1984 pour la publication des statuts particuliers concernant les fonctionnaires territoriaux ; conditions d'application du droit à la mobilité entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale ; absence de retards [22 mai 1985] (p. 1022).

— **M. Paul Mercieca : récents événements intervenus à la S.K.F. :** retour au calme à l'usine S.K.F. d'Ivry ; assaut contre un bâtiment pendant l'exécution d'une décision de justice ; emploi d'un camion municipal pour défoncer un mur d'enceinte ; prévision d'emploi des forces de police dans la région parisienne pour le 5 juin 1985 ; rôle des forces de police [5 juin 1985] (p. 1470) ; caractère entier du droit de manifestation en France ; absence d'existence d'un droit à l'émeute ; présence d'un hélicoptère ; préoccupation du Gouvernement quant au sort des travailleurs de la S.K.F. (p. 1471).

— **M. Pierre Tabanou : fonction publique territoriale :** mise en place de la fonction publique territoriale s'effectuant avec un léger décalage par rapport à celle des institutions de la décentralisation ; centres de formation ; mobilité entre fonction publique territoriale et fonction publique d'Etat [12 juin 1985] (p. 1633).

— **M. Jean-Pierre Soisson : dotation globale de fonctionnement :** régularisation de la dotation globale de fonctionnement ; fonctionnement des garanties financières et péréquations instituées par la loi de 1979 ; indexation de la dotation globale de fonctionnement [19 juin 1985] (p. 1755) ; décentralisation (p. 1756).

— **M. Pierre-Bernard Cousté : insécurité dans les centres commerciaux de Lyon :** gravité des incidents décrits par M. Pierre-Bernard Cousté ; problème particulier des grandes surfaces ; projet de loi de modernisation de la police ; pratiques d'ilotage et de patrouilles ; rôle des compagnies républicaines de sécurité [26 juin 1985] (p. 1991).

— **M. Etienne Pinte : mesures de maintien de l'ordre à l'occasion de la visite de M. Gorbatchev :** nécessité d'un service d'ordre particulièrement important [9 octobre 1985] (p. 2848) ; autorisation de manifestations pendant cette période (p. 2849).

— **M. Marcel Bigeard : développement du terrorisme international :** situation au Moyen-Orient ; coopération dans la lutte anti-terroriste ; plan de modernisation de la police [16 octobre 1985] (p. 3110).

— **M. René Bourget : manifestation de pompiers à Lorient** : hommage aux pompiers qui ont porté secours à la population de Mexico [16 octobre 1985] (p. 3117) ; décision de dissoudre le corps de sapeurs-pompiers de Lorient ; situation des sapeurs-pompiers (p. 3118).

— **M. Jacques Godfrain : personnels des collectivités locales** : décret de 1975 prévoyant des systèmes de compensation financière entre les régimes sociaux [30 octobre 1985] (p. 3704).

— **M. Serge Charles : plan de relance économique du Nord, expulsion d'élus de la préfecture de Lille** : rappel des mesures prises en faveur du versant Nord-Est de la métropole lilloise ; réception par le commissaire de la République de quinze élus de la région [30 octobre 1985] (p. 3705) ; élus « squattant la préfecture de Lille » (p. 3706).

— **M. Théo Vial-Massat : interventions des forces de police dans les entreprises** : intervention des seuls policiers de Firminy ; séquestration d'un des cadres de l'entreprise [30 octobre 1985] (p. 3712) ; diminution de la délinquance et de la criminalité en France ; intervention de la police dans l'entreprise S.K.F. ; regrette le recours à de tels procédés (p. 3713).

— **M. René Drouin : Hooligans au stade de Metz** : arrestation de ces délinquants déferés à la justice ; déprédations commises à Metz plusieurs jours avant le match [6 novembre 1985] (p. 3977) ; installation d'un service d'ordre dans un but dissuasif (p. 3978).

— **M. Roger Rouquette : immigration** : chiffres publiés par la direction des libertés publiques du ministère de l'intérieur ; statistiques des étrangers autorisés à résider en France ; politique d'intégration ; stabilisation du nombre d'étrangers autorisés à résider en France [13 novembre 1985] (p. 4294).

— **M. Gilbert Gantier : attentats à Paris** : rappelle que la France est le pays le moins frappé, parmi les pays d'Europe occidentale, par le terrorisme ; situation des victimes ; enquête menée par la justice ; règle du secret applicable aux informations sur les auteurs présumés de l'attentat [11 décembre 1985] (p. 5875).

— **M. Roch Pidjot : milices privées en Nouvelle-Calédonie** : accusations portées contre des fonctionnaires ; sentiments d'inquiétude dressant les communautés les unes contre les autres ; renforcement des services de police [11 décembre 1985] (p. 5886) ; phénomène des milices privées ; contrôle routier ; appel général au calme ; surveillance du Palais de justice de Nouméa ; poursuite de la mise en place des régions ; conventions relatives à la mise à disposition des régions de services du territoire et de l'Etat ; dégagement d'une dotation exceptionnelle pour couvrir les dépenses d'installation et de mise en place des régions ; (p. 5887) ; volonté de rapprochement dans plusieurs régions ; inquiétude de voir la Nouvelle-Calédonie sombrer dans le drame (p. 5888).

— **M. Clément Théaudin : élections législatives** : nécessité pour les Français de connaître les particularités du nouveau mode de scrutin ; centre d'information civique ; estime qu'il ne faut pas redouter l'ignorance des électeurs [18 décembre 1985] (p. 6347).

orale sans débat de :

— **M. Michel Inchauspé (n° 766) : attentats terroristes dans les Pyrénées-Atlantiques** : fonctionnement de la justice ; voyage du Président de la République dans la région Aquitaine ; reconnaissance du fait culturel et linguistique basque ; adaptation des institutions démocratiques ; coopération entre les services français et espagnols ; rôle du sous-préfet coordonnateur de l'ensemble des services de police ; lutte contre les activités du groupe Iparetarrak ; liaison entre les services de la police nationale et ceux de la gendarmerie [12 avril 1985] (p. 195) ; décision d'expulsion ; soutien au Gouvernement espagnol ; respect du secret de l'instruction ; présomption d'innocence (p. 196).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568).**

Deuxième lecture, discussion générale : sa volonté de ne pas répondre aux intervenants [24 janvier 1985] (p. 37).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (substituant aux mots « jusqu'au 24 février 1985 » les mots « jusqu'au 30 juin 1985 ») ; rétablissement de la date du 30 juin retenue dans le texte initial (p. 37) ; son amendement n° 2 (conférant au haut-commissaire le pouvoir mentionné à l'article 11 1° de la loi du 3 avril 1955) ; rétablissement du 2° alinéa de l'article unique du projet initial ; adoptés ; **article 2** : son amendement n° 3 (de suppression) ; établissement d'un système de relations entre le président du gouvernement du territoire et le haut-commissaire prévu par le statut ; possibilité pour le président du Gouvernement de faire des propositions au haut-commissaire ; application de l'état d'urgence par le délégué du Gouvernement en Nouvelle-Calédonie ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 4 (de suppression) ; nécessité de supprimer les dispositions introduites par le Sénat concernant les expulsions (p. 38) ; adopté ; **article 4** : son amendement n° 5 (de suppression) ; volonté du Sénat de dissoudre le groupement de fait s'intitulant « gouvernement provisoire de la République de Kanaky » ; adopté ; **article 5** : son amendement n° 6 (insérant après les mots « le haut-commissaire » les mots « et sa publication par voie d'affichage au haut-commissariat ») ; promulgation des lois et règlements sur le territoire de la Nouvelle-Calédonie ; importance de la publication par voie d'affichage (p. 39) ; adopté (p. 40).

— **Projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523).**

Première lecture, discussion générale : facilité de se procurer des armes à feu ; lutte contre l'incitation à l'achat d'armes ; importance de « l'arsenal privé » ; renforcement des mesures de sécurité [9 avril 1985] (p. 87) ; principe de l'autorisation préfectorale préalable ; extension par un décret de 1983 des armes classées dans la quatrième catégorie ; multiplication des armes à feu dont l'achat est resté libre ; lutte contre les achats inconsidérés d'armes à feu par un décret de décembre 1984 ; importance des grandes surfaces et des catalogues ; impossibilité de laisser les armes dangereuses devenir des produits de consommation courante ; danger de la possession d'une arme à feu ; armes anti-émeute (p. 88) ; principe de spécialité ; informations d'ordre technique ; distribution des catalogues spécifiques aux seules personnes le demandant (p. 89) ; objet limité du projet de loi ; prochaine discussion de la loi de programme sur la modernisation de la police ; alourdissement progressif de la réglementation (p. 93) ; recensement des armes ; réglementation plus sévère ; exposition au public ; efficacité d'une législation réglementant la publicité ; prix des armes ; impossibilité de réglementer l'expression artistique ; peines accessoires (p. 94).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : caractère suffisant de la mention de la catégorie (p. 95) ; **article 3** : limitation étroite de la publicité ; impossibilité de se borner à indiquer le numéro de la catégorie des armes ; canon lisse ; canon rayé ; canon à percussion centrale ; absence d'hétérogénéité entre le projet de loi et le décret de novembre 1983 ; justification de l'exclusion des armes à canon lisse (p. 97) ; **article 5** : caractère plus restrictif du texte ainsi modifié ; **article 6** : législation sur les documents pouvant présenter un danger pour la moralité publique (p. 99) ; état de droit non menacé (p. 100).

Ses observations après les explications de vote : étape dans la modification de la réglementation et de la législation relative aux armes (p. 101).

Deuxième lecture, discussion générale : nécessité d'éviter la banalisation des armes à feu ; prolifération des armes ; souhaite que l'achat d'une arme résulte d'une démarche volontaire ; non opportunité d'exclure du champ d'application de la loi les fusils et canardières à canon lisse de la cinquième catégorie [4 juin 1985] (p. 1439) ; possibilité de saisie des supports publicitaires contrevenant à la loi par des officiers de police judiciaire ; caractère exclusivement judiciaire de la possibilité de saisie (p. 1440).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : fonctions résultant de la catégorie ; caractère vague de la notion de « fonctions » (p. 1441) ; **article 3** : vente des armes à canon lisse facilitée par l'exception concernant les armes de chasse (p. 1442) ; **article 4** : distinction entre les documents publicitaires et les périodiques faisant de la publicité ; cas des personnes ayant acheté une arme par hasard (p. 1443) ; **article 6** : son amendement n° 1 (possibilité pour les officiers de police judiciaire de saisir les documents publicitaires à l'exception des publications périodiques contrevenant à la loi) ; affirmation du caractère judiciaire de la saisie ; cas de la loi interdisant certains appareils à jeux ; prohibition de la saisie lorsque le délit n'est pas puni d'une peine d'emprisonnement ; nécessité de la saisie ; cas des publicités émanant de firmes situées à l'étranger ; possibilité de saisir avant poursuite ; confiscation des exemplaires saisis ordonnée par le tribunal (p. 1444) ; adopté (p. 1445).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : application d'une des 110 propositions pour la France de M. François Mitterrand ; ancienneté et généralisation de la notion de représentation proportionnelle ; nombre des pays européens la pratiquant ; scrutin créant l'injustice ; phénomène de sous-représentation de minorités substantielles ; risque de clientélisme ; relation entre l'activité locale et la réélection [24 avril 1985] (p. 346) ; durcissement des antagonismes et fonctionnement « à l'exclusion » ; comparaison avec le fonctionnement du système électoral britannique ; difficultés d'élaboration et arbitraire d'un redécoupage des circonscriptions ; ses observations sur le découpage de 1958 ; création de circonscriptions inégalitaires ; évolution quantitative et qualitative de la démographie ; sa référence aux observations de M. Pierre Messmer sur la démographie des circonscriptions ; proposition faite par certains de faire appel à une juridiction pour redécouper les circonscriptions ; fixation du domaine de la loi par l'article 34 de la Constitution ; simplicité du système proposé ; raisons du choix du cadre départemental (p. 347) ; création autour de Paris des départements constituant la région Ile-de-France ; choix de circonscriptions électorales fait dans les autres pays européens ; influence du choix du cadre départemental sur l'élection des sénateurs ; accroissement modéré du nombre des sièges de députés ; nécessité de prévoir au moins deux députés par département ; problème posé par la Lozère ; création de 86 sièges supplémentaires ; conséquences de l'augmentation du nombre des députés sur l'élection des sénateurs ; problème de la répartition des sièges ; cas des départements les moins peuplés ; problème spécifique posé par Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 348) ; maintien du scrutin uninominal majoritaire à deux tours dans ce département ; conformité à la Constitution de cette dérogation ; répartition des restes par le système de la plus forte moyenne ; seuil de 5 % ; système des listes bloquées ; refus du vote préférentiel ; ses observations sur la pratique du seuil de référence dans les différents pays européens ; problème des élections partielles ; effets du mode de scrutin sur l'équilibre des institutions et la stabilité gouvernementale ; conséquence du vote d'une motion de censure (p. 349) ; rôle des partis ; ses remarques sur le « spectacle offert à l'heure actuelle par certains partis de l'opposition » (p. 350) ; ses observations sur les déclarations de M. Jean-Claude Gaudin concernant la révision des circonscriptions cantonales ; ses allusions aux accusations de « charcutage » (p. 356) ; ses observations contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Toubon ; absence de fondement juridique de l'exception d'irrecevabilité déposée par M. Jacques Toubon ; dispositions de la Constitution relatives au mode de scrutin pour l'élection des députés ; absence de projet de réforme électorale en Italie (p. 357) ; déclarations du général de Gaulle sur le scrutin proportionnel et le scrutin majoritaire de liste (p. 358) ; ses observations sur la motion tendant à proposer de soumettre le projet de loi au référendum ; orientation passiviste de M. Valéry Giscard d'Estaing ; ses observations sur la procédure des questions d'actualité ; problème de la représentation des Français de l'étranger sous le Gouvernement précédent (p. 371) ; sa référence à l'ouvrage de M. Valéry Giscard d'Estaing ; considère que l'ancien Président « n'est ni la loi ni les prophètes » ; reconnaissance expresse par M. Jean Foyer du pouvoir de l'Assemblée de modifier son régime électoral ; article 34 de la Constitution prévoyant que le mode de scrutin est du domaine de la loi ;

impossibilité d'assimiler une modification du régime de l'élection du Président de la République et une modification du mode de scrutin pour les élections législatives (p. 372) ; scrutin proportionnel départemental prôné par le Général de Gaulle dans les « Mémoires de guerre » ; absence d'arguments juridiques justifiant la motion référendaire (p. 373) ; souci du gouvernement de veiller à la régularité du scrutin en Guadeloupe et ailleurs ; ses observations sur les interventions des orateurs de l'opposition [25 avril 1985] (p. 394) ; problème de la justice de la représentation politique ; absence de contre-proposition de la part de l'opposition ; rôle législatif actif joué par le parti socialiste quand il était dans l'opposition ; acceptation par les membres de l'opposition des injustices résultant du scrutin majoritaire (p. 395) ; cas d'une éventuelle rupture entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire ; ses observations sur le principe du rapprochement des députés et des électeurs (p. 415-416).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : intérêt des arguments soulevés par M. Michel Debré ; destruction progressive de l'esprit majoritaire au cours de la précédente législature (p. 418) ; utilisation du droit de dissolution sous la V^e République ; application de la Constitution ne permettant pas d'affirmer que le droit de dissolution est un moyen de gouvernement (p. 419) ; **article L. 123 du code électoral** : s'interroge sur l'absence d'un amendement de M. Guy Ducloux visant à instituer une représentation proportionnelle avec une liste nationale ; mode de scrutin aboutissant à une multiplication des courants ; risque du développement d'un contentieux considérable (p. 421) ; possibilité offerte à plusieurs listes nationales de s'apparenter ; non assimilation de ce système avec les apparentements de la IV^e République (p. 424) ; **article L. 124 du code électoral** : ses observations sur les amendements n° 15 de M. Edmond Garcin et n° 34 de M. Alain Bonnet ; raison du refus par le Gouvernement du système du plus fort reste ; caractère aléatoire de ce système ; seuil habituellement utilisé dans les modes de scrutin ; nécessité d'un minimum de représentativité (p. 427) ; **article L. 125 du code électoral** : absence de justification pour la sur-représentation de Paris (p. 429) ; **après l'article L. 126 du code électoral** : modification de la représentation des Français établis hors de France ; scandale constaté sous le septennat précédent ; caractère anti-constitutionnel de l'amendement n° 36 de M. Alain Bonnet (p. 430) ; **article 3** : sa référence à la jurisprudence du Conseil constitutionnel du 8 janvier 1963 ; absence de dispositions faisant obstacle à l'apposition d'un symbole ; difficulté juridique et contentieuse risquant d'apparaître [26 avril 1985] (p. 457) ; son sous-amendement n° 41 à l'amendement n° 31 de M. Ernest Moutoussamy (tendant à insérer dans cet amendement après les mots « comporter l' » les mots « indication d'un ») ; pratique n'ayant rien d'exceptionnel ; adopté (p. 458) ; **article 5** : contradiction entre l'instauration d'un cautionnement et le remboursement automatique de celui-ci ; justification du principe du cautionnement ; valeur dissuasive du dépôt d'une caution à l'égard des « candidatures de dérision » (p. 459) ; **article 6** : son amendement n° 30 (mise à jour de la liste en cas de décès d'un candidat) ; cas du décès avant l'élection mais après le dépôt des listes dans les départements comportant peu de sièges ; adopté ; **article 7** : impression d'un emblème ; son sous-amendement n° 42 à l'amendement n° 33 de M. Ernest Moutoussamy (substitution des mots « un emblème imprimé » au mot « l'emblème ») ; adopté (p. 460) ; **après l'article 7** : avantage des dispositions proposées par l'amendement n° 25 de M. Ernest Moutoussamy ; statut de la Corse ; risque d'annulation par le Conseil constitutionnel (p. 461) ; **article 9** : problème juridique ; conditions d'exercice de la démocratie dans les départements d'outre-mer (p. 463).

Ses observations après les explications de vote : abstention des députés radicaux de gauche et communistes conduisant les députés socialistes à appliquer la logique majoritaire (p. 468) ; ses observations sur l'application de la proportionnelle à l'Assemblée par le groupe socialiste ; recours à la proportionnelle pour la composition des commissions et des bureaux ; cas des questions d'actualité ; inversion des résultats électoraux entraînée par le scrutin majoritaire en 1978 ; refus des formations politiques de l'opposition de définir des programmes électoraux (p. 469).

Deuxième lecture, discussion générale : exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean Foyer [13 juin 1985]

(p. 1670); caractère contradictoire des propos tenus par M. Michel Debré (p. 1673); existence de divisions dans une majorité élue au scrutin majoritaire; inégalité des circonscriptions (p. 1674); sous-représentation de la Réunion; cas de petits départements; assouplissement du principe de la proportionnalité; nature du mode de scrutin choisi; application du scrutin d'arrondissement sous la III^e République; non inscription du mode de scrutin dans la Constitution (p. 1675); loi électorale ne figurant pas dans une loi organique (p. 1676).

Répond au rappel au règlement de M. Claude Labbé: existence de la procédure des questions d'actualité; dépôt imminent d'un projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [25 avril 1985] (p. 388).

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602).**

Première lecture, discussion générale: effectif global des députés; situation sous la III^e République; taux de représentation restant un des plus faibles jamais connus en France; dispositions supplémentaires rendues nécessaires par l'introduction du scrutin de liste départemental et proportionnel [26 avril 1985] (p. 470); retrait par l'opposition de l'exception d'irrecevabilité et de la question préalable (p. 471); rappelle qu'il n'est pas d'usage de mettre en cause le Président de la République devant le Parlement (p. 473); ses observations sur la mise en cause de M. Valéry Giscard d'Estaing par M. François Mitterrand en 1979; débat portant sur les massacres perpétrés en République Centrafraine dirigée par M. Bokassa; apparition de certaines compromissions (p. 475); règle des deux députés minimum permettant à un département de petite taille d'avoir deux représentants de tendance différente; application de cette règle en Guyane, en Lozère et en Corse; projet ne portant pas atteinte à la représentation de Paris (p. 476).

Deuxième lecture, discussion générale: adoption de la question préalable par le Sénat; problème de l'opportunité de discuter en premier la loi organique; projet ne pouvant pas être regardé comme concernant les sénateurs [13 juin 1985] (p. 1665); mise en cause du Président de la République (p. 1666).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Première lecture, discussion générale: engagement de M. François Mitterrand en faveur de l'élection au suffrage universel et au scrutin proportionnel des conseillers régionaux; décentralisation; couplage des élections régionales et des élections législatives; commissions de développement économique régional (Coder); établissements publics régionaux; comités économiques et sociaux; représentation proportionnelle [26 avril 1985] (p. 480); répartition des restes à la plus forte moyenne; seuil de 5%; cadre départemental; région Ile-de-France; région Corse; imparité du nombre des membres des conseils régionaux (p. 481); désignation du président au bénéfice de l'âge; règle de l'imparité dans les conseils généraux (p. 492); couplage des élections nationales et locales; « sur-représentation » de certains départements (p. 501); cumul des mandats; retards dans la décentralisation; Conseil supérieur de la fonction publique territoriale; système de la liste régionale; présence des minorités dans le bureau; statut des élus locaux; élection des conseils régionaux au suffrage universel direct (p. 502).

Discussion des articles: **avant l'article 1^{er}**: modifications des limites territoriales des collectivités locales; possibilité pour le Gouvernement de modifier en vertu de son pouvoir réglementaire les limites des régions; procédure prévue par la loi de 1972 (p. 503); complexité administrative (p. 504); **article 1^{er}**: *article L. 337 du code électoral*: modification du tableau annexé à l'article L. 337 du code électoral; désignation actuelle des conseillers régionaux; élection des candidats à la représentation proportionnelle; régions dotées d'un statut spécial; simplicité du système proposé dans le projet gouvernemental (p. 508); effectif des conseils régionaux étant égal au double du nombre des parlementaires de la région plus un pour assurer l'imparité du total; répartition des sièges entre les départements d'une région proportionnellement à la population de chacun; minimum de conseillers régionaux dans chaque département; critère simple et objectif de la population (p. 509);

article L. 338 du code électoral: mécanisme du plus fort reste constituant une exception à l'application de la règle proportionnelle (p. 513); seuil de 5% (p. 514); *article L. 347 du code électoral*: propagande électorale; situation de l'Alsace (p. 515); *article L. 351 du code électoral*: difficulté pour le Conseil d'Etat de statuer dans les deux jours; problème du défaut de décision du Conseil d'Etat; complication du contentieux électoral (p. 517); *après l'article L. 356 du code électoral*: conditions dans lesquelles les sociétés régionales de radio-télévision pourraient organiser une campagne régionalisée sur leurs antennes; *après l'article L. 363 du code électoral*: son amendement n° 37 (mesures réglementaires d'application): adopté (p. 518).

Deuxième lecture, discussion générale: problème de la répartition des sièges; introduction d'un correctif dans les plus petits départements [13 juin 1985] (p. 1680); attribution d'office d'un siège à tout département; cas de la région Limousin; évolution des missions des régions; ses observations sur la tradition d'absence de maire à Paris (p. 1681); élections dans le cadre départemental; possibilité d'intervention des organismes supranationaux; expérience de la Grande-Bretagne en matière de démocratie locale (p. 1682).

Discussion des articles: **article 1^{er}**: son amendement n° 4 (nouvelle rédaction du tableau n° 7 relatif aux effectifs des conseils régionaux et à la répartition des sièges entre les départements) (p. 1684); surreprésentation de certains départements; nombre minimum de conseillers régionaux par département; adopté (p. 1685).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Claude Labbé: caractère non exceptionnel des décalages d'horaire [13 juin 1985] (p. 1663).

— **Projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale (n° 2801).**

Première lecture, discussion générale: mise en place de la fonction publique territoriale; installation du conseil supérieur de la fonction publique territoriale; publication des décrets à caractère organique appelés à fixer le cadre général de la fonction publique territoriale; mise en place des organismes chargés de gérer et de former les personnels [28 juin 1985] (p. 2197); rôle des centres de gestion; existence d'une gestion inter-collectivités; fixation des taux de cotisation aux centres de gestion et de formation; réunion d'un groupe de travail; différents types de simulation; définition des conditions dans lesquelles les centres de gestion se substitueront aux structures actuelles (p. 2198); respect du calendrier de publication des textes relatifs à la décentralisation; imperfection du titre du projet de loi; dépôt tardif du projet (p. 2201).

Discussion des articles: **avant l'article 1^{er}**: amendement n° 1 de la commission anticipant sur l'amendement n° 24 du Gouvernement (modifiant le titre du projet de loi) (p. 2208); **article 1^{er}**: son amendement n° 25 (affiliation et cotisation aux centres de gestion des offices publics d'aménagement et de construction employant des fonctionnaires); taux maximal de cotisations; adopté; **article 2**: son sous-amendement n° 26 à l'amendement n° 5 de la commission (insérant dans le premier alinéa de cet amendement après les mots: « départements d'outre-mer », les mots: « et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon »); son sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 5 de la commission (substituant dans le deuxième alinéa de cet amendement au pourcentage: « 0,50 % », le pourcentage: « 0,80 % »); adoptés (p. 2209); **article 3**: son sous-amendement n° 28 à l'amendement n° 8 de la commission (substituant aux mots: « et au centre national de formation créés par ladite loi », les mots: « créés par l'article 11 de ladite loi, aux centres créés par les articles 32 et 32 bis, 33, 34, 35 et 36 et au centre national de formation créé par l'article 17 »); adopté; nécessité d'assurer une formation homogène aux fonctionnaires des catégories A; conduite d'actions de formation par le centre national; son amendement n° 29 (affiliation aux centres de formation des offices publics d'aménagement) (p. 2210); adopté (p. 2211); **article 6**: son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 16 de la commission (substituant dans le troisième alinéa de cet amendement aux mots: « au centre national de gestion et aux centres départementaux de gestion pour les corps de catégorie B », les mots: « aux centres de gestion »); application de l'amendement n° 16 aux centres dont le ressort

n'est ni national, ni départemental ; adopté (p. 2212) ; **après l'article 11** : son amendement n° 31 (possibilité de placer à sa demande en position hors cadre un fonctionnaire détaché depuis au moins cinq années auprès d'un organisme international) ; harmonisation de la situation des fonctionnaires territoriaux avec celle des fonctionnaires d'Etat ; adopté (p. 2214) ; **après l'article 12** : son amendement n° 35 (accès des fonctionnaires de l'Etat et des fonctionnaires territoriaux à la hiérarchie des corps) ; mobilité entre les corps de la fonction publique de l'Etat et les agents territoriaux ; adopté ; son amendement n° 34 (création d'un centre de formation propre pour les collectivités relevant des départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse) ; création de centres interdépartementaux par la loi du 12 juillet 1984 ; choix de structures de formation identique pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ; adopté (p. 2215).

— **Projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800).**

Première lecture, discussion générale : loi de 1979 constituant un jalon dans la globalisation des aides de l'Etat aux collectivités locales ; bilan de la mise en œuvre de la D.G.F. ; progression satisfaisante de la dotation ; aménagement d'une transition entre le système de versements représentatifs et celui de la D.G.F. ; imperfection de la redistribution des ressources entre collectivités locales [28 juin 1985] (p. 2218) ; complexité des mécanismes de répartition ; règles d'indexation de la D.G.F. ; substitution de l'indice 100 des traitements de la fonction publique à l'indice 334 majoré ; intégration de l'indemnité de résidence ; cas où le taux d'évolution effectif du produit net de la T.V.A. est inférieur au taux d'évolution prévisionnel ; indexation de la D.G.F. sur la T.V.A. ; nouveau mécanisme de répartition de la D.G.F. ; garanties de progression minimales ; remplacement de la dotation forfaitaire par une dotation de base modulée par la taille des communes ; charges fixes supportées par les collectivités locales ; rénovation des mécanismes de répartition de la dotation de péréquation ; substitution d'une dotation unique combinant le potentiel fiscal aux deux dotations actuelles ; mise en place d'un mécanisme d'écrêtement de la hausse annuelle de la pression fiscale (p. 2119) ; prise en compte de certaines charges et situations particulières par la dotation de compensation ; critères tenant à la population scolarisable et aux logements sociaux ; échelonnement de la réforme sur dix ans ; répartition actuelle de la D.G.F. des départements (p. 2220) ; principe de la régularisation négative pouvant faire supporter aux communes les conséquences d'erreur de prévision ; réalisation de simulation ; financement d'un éventuel abondement de la D.G.F. ; charges spécifiques supportées par certaines communes en raison de leurs populations ; ses observations sur les versements financiers opérés par la Grande-Bretagne, la R.F.A. aux collectivités locales (p. 2226-2227).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : financement de l'abondement par un prélèvement de taxe professionnelle ; dotation spéciale « instituteur » ; référence à une prévision de production intérieure brute ; dotation spéciale « instituteurs » ne bénéficiant plus des garanties de progression minimale en cas de séparation de la D.G.F. ; liaison entre la D.G.F. et la T.V.A. ; produit de la T.V.A. en fonction de l'évolution économique ; risque d'une irresponsabilité financière (p. 2228) ; **article 6** : son amendement n° 58 (précisant que chaque commune reçoit une dotation de péréquation comprenant deux fractions) ; modification de l'affectation et du critère du revenu pris en considération ; rectification de son amendement n° 58 tendant à substituer aux mots « communes particulièrement mentionnées à l'alinéa précédent », les mots « concours particuliers mentionnés au deuxième alinéa » ; adopté après rectification (p. 2230) ; **article 7** : date de la dernière fixation des bases d'imposition ; difficultés rencontrées pour modifier le système des finances locales (p. 2231).

Commission mixte paritaire, discussion générale : accord de la commission mixte paritaire ; enjeux de la réforme ; entrée en vigueur progressive sur cinq ans du nouveau mécanisme ; dotation de péréquation et de compensation ; augmentation du taux d'évolution annuel de la garantie de progression minimale ; introduction du critère de l'élève relevant de l'enseignement obligatoire et préélémentaire [13 novembre 1985] (p. 4334).

Discussion des articles : **article 20** : son amendement n° 1 (substituant dans le deuxième alinéa 1° du texte proposé l'article L. 234-10 du code des communes aux mots « enfants de moins de seize ans » les mots « élèves relevant de l'enseignement obligatoire et préélémentaire ») ; domiciliation des élèves dans la commune (p. 4340) ; adopté ; son amendement n° 2 (substituant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-19-1 du code des communes au pourcentage « 5 % » le pourcentage « 7 % ») ; adopté ; **article 35** : son amendement n° 3 (substituant à la fin du deuxième alinéa de cet article au pourcentage « 5 % » le pourcentage « 7 % ») ; adopté ; **après l'article 38** : son amendement n° 4 (insérant l'article suivant : « à titre transitoire et jusqu'au prochain recensement général la population mentionnée au deuxième alinéa de l'article 34, prise en compte pour les calculs de la dotation globale de fonctionnement des départements est celle qui résulte du recensement général de 1982 ») ; adopté (p. 4341).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : insuffisance du réseau de transmission de la police de l'air et des frontières ; existence à Paris de « brigadiers gestionnaires » ; nature des « charges indues » ; état de délabrement de la police scientifique et technique ; risques d'erreurs judiciaires entraînés par le sous-équipement de la police nationale [10 juillet 1985] (p. 2300) ; création d'un fichier automatisé d'empreintes digitales ; nature du fichier de la recherche criminelle ; situation du parc automobile ; efforts déjà réalisés en matière d'équipements, de transmissions et d'informatique ; valeur des critiques de l'opposition relatives au nombre d'articles du projet de loi ; nature réglementaire du code de déontologie ; contenu du memento du gardien de la paix ; nécessaire respect des droits de l'Homme ; conditions de l'emploi de leur arme par les policiers (p. 2301) ; déclaration des droits de l'Homme et du citoyen ayant une valeur constitutionnelle et figurant dans le memento du gardien de la paix ; intentions du Gouvernement en matière de lutte contre le terrorisme ; possibilité d'instituer des peines d'amende proportionnelles aux ressources des contrevenants ; caractère positif du principe d'une programmation pluriannuelle pour la police ; absence d'affectation des recettes liées à l'augmentation des amendes ; principe de l'indexation des amendes ; rôle des organisations syndicales de la police nationale (p. 2302) ; proposition des différentes organisations syndicales en faveur de la modernisation de la police ; rôle de la direction de la formation ; nécessaire modernisation du matériel (p. 2303) ; financement du plan de modernisation ; appréciation d'une partie de l'opposition sur le plan de modernisation de la police ; intérêt d'une police d'Etat ; consensus national sur le principe de la police d'Etat ; besoins financiers de la police d'Etat (p. 2304) ; fondement juridique des polices municipales ; distinction entre la police administrative et la police judiciaire ; situation dans les communes où a été instituée une police d'Etat ; possibilité de créer des polices municipales ; absence de répartition précise des compétences entre les polices municipales et la police nationale ; augmentation des crédits destinés à l'immobilier, à l'informatique et la bureautique, aux moyens de transport et aux transmissions ; recrutement de fonctionnaires spécialisés à l'identité judiciaire (p. 2305) ; diminution du taux d'élucidation des affaires ; désapprobation de la déclaration d'un représentant d'Interpol ; sentiment d'abandon ressenti par les policiers ; importance des fautes de service dans la police nationale ; revendication des fonctionnaires de police en faveur d'un code déontologique ; nécessité d'une meilleure gestion des moyens existants ; schéma directeur d'implantation immobilière d'informatique et de transmissions ; nécessité d'une déconcentration de l'administration ; modernisation de la gestion des équipements des parcs et des travaux d'entretien ; réduction des tâches administratives extérieures aux fonctions de police (p. 2306) ; absence de sérieux des critiques de M. Pascal Clément (p. 2309) ; caractère extravagant du rapport de la commission de synthèse créée au sein de l'U.D.F. (p. 2311) ; exemples des gilets pare-balles et de l'intégration de l'indemnité de sujétion spéciale dans la retraite (p. 2312) ; compagnies républicaines de sécurité consacrant dans une proportion croissante leurs activités à des fonctions de renforts de sécurité générale et de protection ; situation créée à la S.K.F. (p. 2314) ; ampleur des augmentations de crédits ; nécessité d'un effort financier

important (p. 2316) ; caractère ridicule des propos de M. Pascal Clément (p. 2317) ; coopération technique entre ministres de l'intérieur des pays de la Communauté économique européenne en matière de lutte contre le terrorisme (p. 2318) ; justifie l'absence du garde des sceaux ; durée de son interruption (p. 2319) ; proteste contre la mise en cause du garde des sceaux ; abolition de la peine de mort ; abolition de la loi « sécurité et liberté » ; affirme sa totale solidarité avec le garde des sceaux (p. 2320) ; rôle du centre de formation de Gif-sur-Yvette ; problème des structures de la préfecture de police ; nécessaire développement de l'esprit civique (p. 2344) ; calendrier de l'informatisation des services territoriaux ; retard pris en matière immobilière ; nécessité que la modernisation de la police bénéficie à l'industrie française ; rôle des services de la coopération technique du ministère de l'intérieur ; relations financières entre la police nationale et les compagnies aériennes (p. 2345) ; nécessité de développer l'ilotage ; nécessité de continuer à décharger la police nationale d'un certain nombre de tâches indues ; problème du destinataire des transferts de charges ; bases constitutionnelles du code de déontologie ; édicton de ce code par voie réglementaire (p. 2346) ; respect par le Gouvernement des libertés fondamentales ; atteintes aux libertés portées par les gouvernements antérieurs à 1981 ; augmentation du montant des amendes pénales (p. 2347).

Discussion des articles : avant l'article 1^{er} : propositions en vue de rattacher la police judiciaire au ministère de la justice constituant une réforme d'une ampleur telle qu'elle ne saurait être adoptée par voie d'amendement (p. 2348) ; s'oppose à l'adoption de l'amendement n° 13 qui interromprait brutalement la procédure de concertation engagée (p. 2349) ; **article 1^{er} et rapport annexé** : respect par le Gouvernement de la législation financière (p. 2350) ; volume des crédits destinés aux mesures statutaires et indemnitaires ; modalités de l'étatisation de la police municipale par les communes qui en font la demande ; rectification d'erreurs matérielles dans le rapport annexé au projet de loi (p. 2351) ; amendement n° 19 de M. Emmanuel Aubert ne mettant en cause que des conventions passées entre les aéroports et les compagnies aériennes (p. 2352) ; extension des habilitations d'agents de police judiciaire prenant la forme d'un projet de loi déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale (p. 2354) ; **après l'article 4** : amendement n° 1 de la commission s'inspirant de l'expérience acquise dans la gendarmerie ; absence de risques de confusion entre les fonctionnaires civils et militaires (p. 2357) ; mission de police remplie par les gardiens effectuant leur service militaire en qualité de gendarme auxiliaire (p. 2358) ; **article 9** : inutilité du premier alinéa de l'amendement n° 3 de la commission ; deuxième alinéa de l'amendement n° 3 de la commission préjugant un régime particulier concernant les conventions passées entre l'Etat et les collectivités locales en matière d'hébergement des jeunes appelés (p. 2360) ; son sous-amendement à l'amendement n° 3 de la commission (tendant après les mots « par un décret en Conseil d'Etat » à supprimer la fin du deuxième alinéa de cet amendement) : adopté (p. 2361).

Ses observations après les explications de vote : nature administrative et politique de la fonction de ministre ; moyens de financement du projet ; consensus sur la nécessité d'une modernisation de la police nationale ; motif de l'abstention ou du vote hostile des membres de l'opposition ; attitude de M. Jacques Chirac (p. 2363) ; rôle du Parlement (p. 2364).

Ses observations lors du fait personnel de M. Pascal Clément : réaffirme le caractère ridicule des propos de M. Clément ; demande à celui-ci de l'excuser s'il s'est senti insulté [10 juillet 1985] (p. 2321).

— **Projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863).**

Commission mixte paritaire, discussion générale : adoption par l'Assemblée de certaines modifications introduites par le Sénat ; réduction du délai de deux mois à un mois selon que les conventions se traduisent ou non par des inscriptions dans le budget ; non recours à la chambre régionale des comptes en cas de désaccord sur les évaluations provisoires [2 octobre 1985] (p. 2573).

Discussion des articles : article 3 : son amendement n° 1 (substituant dans la première phrase du premier alinéa de cet article aux mots « trois mois » les mots « deux mois ») : adopté ; **article 6** : son amendement n° 2 (substituant dans l'avant dernier alinéa de cet article aux mots « de deux mois » les mots « d'un mois ») : adopté ; **article 13** : son amendement n° 3 (substituant dans le dernier alinéa de cet article aux mots « trois mois » les mots « deux mois ») : adopté ; **article 15** : son amendement n° 4 (substituant dans le dernier alinéa de cet article aux mots « trois mois » les mots « deux mois ») : adopté ; **article 16** : son amendement n° 5 (substituant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article aux mots « de trois mois » les mots « d'un mois ») : adopté ; **article 17** : son amendement n° 6 (précisant que l'avis de la chambre régionale des comptes n'est pas requis pour les constatations des dépenses faites avant l'adoption du compte administratif 1985) : adopté ; **article 22** : son amendement n° 7 (substituant dans la première phrase du premier alinéa de cet article aux mots « trois mois » les mots « deux mois ») : adopté ; **article 25 bis** : son amendement n° 8 (substituant dans cet article à la date « 30 septembre 1985 » la date « 31 décembre 1985 ») ; élaboration des règles statutaires par les régions et les départements ; adopté (p. 2576).

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux et régionaux (n° 2956).**

Première lecture, discussion générale : définition des dispositions législatives régissant les nouvelles collectivités territoriales ; autonomie de fonctionnement des assemblées régionales ; élaboration d'un code de la région ; compétences d'attribution de la région ; référendum d'avril 1969 ; alignement des règles de fonctionnement de la région sur celles du département ; possibilité pour les conseils généraux et les conseils régionaux de remplacer à tout moment leurs représentants au sein d'organismes extérieurs ; délais relatifs aux rapports sur les affaires soumises à la session et à l'envoi des rapports budgétaires ; extension des compétences des comités économiques et sociaux [9 octobre 1985] (p. 2851) ; création de sections spécialisées au sein des comités ; moyens de fonctionnement ; élection des bureaux des assemblées départementales et régionales à la représentation proportionnelle ; exécutif du département et de la région ; rôle délibératif du bureau ; mécanisme des délégations de l'assemblée plénière au bureau ; application de cette règle dans certains conseils régionaux et conseils généraux ; consensus au sein des assemblées (p. 2852) ; sa pratique de la proportionnelle en tant que président de conseil régional ; représentation de la minorité politique au sein du bureau (p. 2853) ; information des représentants de la minorité ; application de la proportionnelle n'empêchant pas les réunions de groupes politiques ; nombre des réunions (p. 2854).

Discussion des articles : article 3 : modification des limites territoriales des régions par le Gouvernement ou le Parlement (p. 2866) ; **article 6** : publicité relative à certaines décisions ou actes (p. 2867) ; **article 7** : rôle du comité économique et social concernant les grandes orientations budgétaires (p. 2868) ; **article 27** : prise en compte par le Gouvernement des soucis rédactionnels de M. Suchod (p. 2872) ; organisation d'élections partielles lorsqu'un tiers des sièges des conseillers régionaux vient à être vacant par suite du décès de leur titulaire (p. 2873) ; **article 30** : abrogation des dispositions du projet gouvernemental introduisant la proportionnelle dans les modalités d'élection des bureaux (p. 2874) ; **après l'article 31** : son amendement n° 35 (remplaçant au deuxième alinéa de l'article 50 de la loi du 2 mars 1982 modifiée les mots « dix jours » par les mots « douze jours ») ; alignement du délai d'envoi du projet de budget aux conseils généraux et régionaux sur le délai de droit commun ; adopté (p. 2875) ; **après l'article 35** : question des inéligibilités et des incompatibilités ; nécessité d'éviter les démissions de circonstance permettant de tourner les prescriptions concernant l'inéligibilité ; caractère éventuellement rétroactif de l'amendement n° 23 de la commission (p. 2876) ; réduction du délai de six à trois mois ; nécessité d'éviter les manœuvres ; risque de création d'une inéligibilité *a posteriori* ; principe d'égalité devant les charges publiques ; son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 23 de la commission (tendant à compléter cet amendement par un nouveau paragraphe : III. Pour la première élection des conseils régionaux au suffrage univer-

sel le délai de six mois visé au 18° de l'article L. 195 du code électoral est réduit à deux mois) (p. 2878) ; adopté (p. 2879).

— **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code de procédure pénale et du code de la route et relatif à la police judiciaire (n° 2786).**

Première lecture, discussion générale : modernisation des instruments juridiques mis à la disposition des policiers dans l'exécution de leurs tâches ; augmentation du nombre des agents de police judiciaire ; gendarmerie nationale ; polices municipales ; qualification des personnels [9 octobre 1985] (p. 2881) ; formation des personnels de police en tenue ; compagnies républicaines de sécurité (C.R.S.) ; pouvoir de contrôle de l'autorité judiciaire et des officiers de police judiciaire (p. 2882) ; définition des règles de compétences territoriales pour les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints ; présentation du système actuel (p. 2883) ; vérification de l'aptitude des personnels à l'issue de leur formation (p. 2885).

Discussion des articles : **article 2** : obligation au procureur de la République mandant d'aviser son collègue territorialement compétent ; **article 3** : son sous-amendement n° 10 à l'amendement n° 2 de la commission (supprimant la référence au délai de trois ans) (p. 2886) ; référence aux conditions d'aptitude ; rapprochement des conditions de recrutement et de formation ; cas des enquêteurs ; adopté (p. 2887).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale* : ses observations sur le contenu du rapport de M. Pascal Clément [13 novembre 1985] (p. 4301) ; études engagées dans le domaine de la défense civile ; part du budget de l'intérieur dans le budget de l'Etat ; augmentation de la dotation générale de décentralisation ; progression des dépenses en capital ; dotation régionale d'équipement scolaire ; modernisation de la police ; D.G.F. (p. 4302) ; création d'emplois concernant le service de la police scientifique et technique ; délégués interrégionaux à la formation professionnelle des personnels de préfecture ; administration centrale ; augmentation du taux de la pension de réversion pour les veuves des policiers tués en opération ; promotion des fonctionnaires de police pour actes de bravoure ; mise en place d'un corps nouveau (p. 4303) ; introduction de la représentation proportionnelle dans l'élection des conseillers municipaux des communes d'une certaine importance ; archaïsme de la tradition politique française ; élection au suffrage universel direct des conseillers régionaux ; démocratisation de l'élection des sénateurs ; Conseil supérieur des français de l'étranger ; transfert des pouvoirs du préfet au président du Conseil général ou régional ; transferts de compétences ; compensation par transfert d'impôts d'Etat ou de dotations spéciales ; réduction des possibilités de cumul des mandats (p. 4304) ; statut des fonctionnaires de l'Etat ; unité de la fonction publique territoriale ; Conseil supérieur de la fonction publique territoriale ; pérennisation du pouvoir exécutif du président de Conseil général ; mise en place de la politique de déconcentration ; mesures assurant l'indépendance du représentant de l'Etat dans le département et la région ; prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement et d'équipement des préfectures et sous-préfectures (p. 4305) ; programmes pluriannuels de modernisation des préfectures ; état de sous-équipement de la police nationale ; transformation des conditions de formation des personnels ; amélioration du taux d'élucidation ; report des sanctions disciplinaires prononcées contre les fonctionnaires de rang modeste ayant participé à la manifestation du 3 juin 1985 ; réactivation de la commission permanente de défense civile (p. 4306) ; modification des structures de l'administration centrale ; programmation rationnelle de l'action publique dans le domaine de la défense civile ; augmentation des crédits de la sécurité civile ; incendies en Provence ; interventions à l'étranger ; reconstitution et modernisation de la commission consultative départementale de la protection civile ; création de différentes directions (p. 4307) ; dissolution d'un corps de sapeurs-pompiers composé de fonctionnaires municipaux (p. 4309) ; dissolution du corps urbain de Nouméa ; transfert de compétences et mécanismes de sécurité financière des collectivités locales (p. 4322) ; arrêt de la Cour de cassation ; effectifs des forces de l'ordre

par rapport à la population dans les pays d'Europe ; suppression des missions inutiles de la police ; augmentation des postes de chefs-inspecteurs divisionnaires ; mesures concernant l'informatique ; rénovation et extension des grands fichiers de police (p. 4323) ; rapport sur le recel de l'avocat général Cochard ; introduction de la proportionnelle dans les bureaux des Conseils généraux et des Conseils régionaux ; limitation du cumul des mandats ; statut de l' élu local ; recensement des crédits de défense civile ; transfert des moyens devant accompagner le transfert de compétences ; diminution du taux de l'inflation ; rôle de la Caisse des dépôts et consignations (p. 4324).

Répond à la question de :

— *M. Maurice Ligot* : régime bénéficiant de supercompensations ; principes de la solidarité nationale ; prélèvements imputés sur les réserves de la caisse ; exclusion d'une organisation syndicale tenant à son taux de représentativité (p. 4325).

— *M. Adrien Zeller* : police assurée par la gendarmerie (p. 4326).

— *M. Paul Pernin*, présentée par M. Maurice Ligot : problème général de sécurité dans les transports publics ; suppression des poinçonneurs ; rôle du métro dans une grande ville ; conception des transports publics ; insécurité au Forum des Halles (p. 4326).

— *M. Didier Chouat* : situation des instituteurs enseignant dans des établissements relevant du ministère de la justice et du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale (p. 4327).

— *M. Claude Germon* : statut du personnel du regroupement aérien du ministère de l'intérieur ; situation des démineurs (p. 4327) ; expérimentation de nouveaux matériels ; flotte européenne (p. 4328).

— *Mme Jacqueline Osselin* : soutien aux équipements des communautés urbaines (p. 4328).

— *M. Jean-Marie Alaize* : dotations pour les lycées (p. 4328).

— *M. Louis Besson* : accroissement du contentieux administratif ; création de chambres adjointes au Conseil d'Etat ; amélioration du fonctionnement des Tribunaux administratifs (p. 4328-4329).

— *M. Pierre-Bernard Cousté* : nature judiciaire de l'interdiction de séjour ; caractère « inadmissible » des propos tenus par M. Pierre-Bernard Cousté ; résultats obtenus dans la ville de Lyon (p. 4329).

— *M. Marc Lauriol* : changement de référence pour la D.G.F. ; réforme de la D.G.E. ; projet de réforme du champ de compensation de la T.V.A. (p. 4330).

— *M. André Durr* : participation de l'Etat au financement des services départementaux d'incendie et de secours ; conditions de formation des cadres de sapeurs-pompiers ; coordination entre unités civiles et unités militaires ; instauration d'une unité d'instruction de la sécurité civile par zones de défense (p. 4331).

— *M. Xavier Hunault* : impossibilité d'améliorer la défense civile à court terme ; réunion de la commission permanente de défense civile ; dispositions facilitant les réquisitions de biens de services ou de personnes ; inventaire des lieux et locaux utilisables (p. 4332).

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048).**

Première lecture, discussion générale : nécessité de réformer la D.G.E. des petites communes ; absentéisme de l'U.D.F. lors des travaux des deux commissions [20 novembre 1985] (p. 4566) ; nombreuses consultations ; accroissement de la D.G.E. ; non application du principe des dépenses d'investissement ; distinction entre les communes ou groupements de communes ; attribution de la subvention opération par opération ; création d'une commission d'élus ; intervention du commissaire de la République (p. 4574) ; durée de l'option pour les communes ; augmentation de la D.G.E. ; concertation avec les élus (p. 4575).

Discussion des articles : **article 2** : seuil pour l'exercice du droit d'option (p. 4576) ; son amendement n° 23 (répar-

tition de la première part de la D.G.E. dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon); seuil démographique d'application des deux parts de la D.G.E.; adopté; son amendement n° 24 (de conséquence): adopté (p. 4577); son amendement n° 25 (insérant dans la première phrase de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article 103 de la loi du 7 janvier 1983 après les mots « 10 000 habitants » les mots: « dans les départements métropolitains et entre 7 500 et 35 000 habitants dans les départements d'outre-mer »): adopté; son amendement n° 26 (répartition de la première part dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne); exercice du droit d'option; adopté (p. 4578); **article 3**: expérimentation faite dans une dizaine de départements (p. 4579); **article 4**: *article 103-2 de la loi du 7 janvier 1983*: son amendement n° 27 (de coordination): adopté; *article 103-3 du 7 janvier 1983*: son amendement n° 47 (de coordination): adopté (p. 4580); mission des commissaires de la République (p. 4581); *article 103-4 de la loi du 7 janvier 1983*: procédure proposée par M. Besson apparaissant adaptée à la réalité de la majorité des départements (p. 4582); association des maires; mode de solution des conflits; son amendement n° 28 (insérant dans la première phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour cet article de la loi après les mots: « les maires des communes » les mots: « les présidents du groupement ») (p. 4583); retiré (p. 4584); commissaire de la République se prononçant sur trois ans; son amendement n° 29 (de coordination): adopté; *article 103-5 de la loi du 7 janvier 1983*: son amendement n° 30 (de rectification) (p. 4585); adopté; **article 6**: son amendement n° 32 (de coordination): adopté (p. 4586); son amendement n° 31 (bénéfice d'une quote-part pour les circonscriptions territoriales de Wallis et Futuna, les communes de territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte): retiré; **après l'article 6**: son amendement n° 33 (répartition de la première part de la D.G.E.); admission des services départementaux d'incendie et de secours au bénéfice de la première part de la D.G.E. des départements; adopté (p. 4587); **article 7**: régime du taux de concours; soins particuliers apportés à la collectivité de Mayotte; **article 8**: nombre limité de communes ayant droit à option; délais relatifs à l'exercice du droit d'option (p. 4588); son amendement n° 34 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « la promulgation de la présente loi » les mots: « la publication de la présente loi au *Journal officiel* de la République Française »); conséquences de l'ouverture du délai d'option à la date de promulgation de la loi; adopté (p. 4589); **après l'article 9**: son amendement n° 48 (substituant dans la seconde phrase de l'article 120 de la loi du 7 janvier 1983 après les mots: « toutefois les dispositions » aux mots: « des articles 101 à 104, les mots des articles 101 à 104-1 »); ambiguïté de la publication au *Journal officiel*; exercice de l'option; délais séparant la promulgation d'une loi aux J.O.; adopté (p. 4590).

Ses observations après les explications de vote: caractère méprisant des propos tenus par M. Soisson à l'égard des maires des communes rurales; création d'une commission d'élus; pouvoir de la commission; non participation du préfet (p. 4591).

Deuxième lecture, discussion générale: possibilité pour les communes touristiques d'opter pour le régime du taux de concours; majoration de la dotation attribuée aux communes relevant du régime du taux de concours [2 décembre 1985] (p. 5149); régime des villes nouvelles (p. 5150).

Discussion des articles: **article 2**: son amendement n° 1 (tendant dans le troisième et le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 103 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 à supprimer les mots: « et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon »): adopté après rectification (p. 5151); **article 4**: son amendement n° 2 (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 103-2 de la loi du 7 janvier 1983 après les mots: « des communes appartenant au même groupe démographique » à insérer les mots: « et dont l'effort fiscal est supérieur d'au moins 20 % à l'effort fiscal des moyens des communes du même groupe démographique »): adopté; son amendement n° 14 (seuil de population mentionné au 1° et 3° de l'article 4 dans les départements d'outre-mer): adopté; son amendement n° 4 (situation des communes

situées à l'intérieur d'un périmètre d'établissement public d'aménagement d'une agglomération nouvelle): adopté (p. 5153); **article 6**: son amendement n° 15 (dotation globale d'équipement des communes de la collectivité territoriale de Mayotte et des circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna): adopté après rectification et modification (p. 5154); **article 8**: son amendement n° 5 (possibilité pour les opérations ou tranches d'opérations en cours du 31 décembre 1985 et réalisées par des communes ou des groupements relevant de la seconde part de la dotation globale d'équipement des communes de bénéficier des subventions prévues à l'article 103-3 dans les conditions définies par décret en Conseil d'Etat): adopté; son amendement n° 16 (seuil applicable dans les départements d'outre-mer): adopté (p. 5155).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Première lecture, discussion générale: politique de décentralisation [22 novembre 1985] (p. 4687); modification des conditions d'application de certaines dispositions; relations financières entre l'Etat et les collectivités locales; remboursement de la dette contractée à l'égard des bureaux municipaux d'hygiène; réforme du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle; action sociale et santé; réorganisation des services de l'Etat; garantie des sujétions liées aux impératifs de défense nationale; habilitation des élus locaux à traiter avec leur entreprise personnelle; renforcement de la liberté des familles dans le choix du service pour les obsèques (p. 4688-4689); question posée par M. Frelaut (p. 4962).

Discussion des articles: **après l'article 1^{er}**: son amendement n° 23 (perte de produit fiscal résultant de l'application des dispositions de la loi du 11 juillet 1985) (p. 4692); décision de la Cour de justice des Communautés européennes; adopté (p. 4693); **après l'article 2**: incapacité de M. Jean-Louis Masson à défendre ses amendements; difficulté de fonctionnement des Cotorep (p. 4694); **article 3**: nature réglementaire des dispositions contenues dans l'amendement n° 26 de M. Jacques Chaban-Delmas; création d'une strate pour les villes de plus de 400 000 habitants (p. 4695); atténuation de l'effet de seuil (p. 4696); **après l'article 3**: remise en cause de la répartition des ressources du fonds départemental de la taxe professionnelle; **article 6**: son sous-amendement n° 60 à l'amendement n° 1 de la commission (rédigeant ainsi le début du premier alinéa de cet amendement « dans chaque région d'outre-mer le Conseil régional et le Conseil général peuvent, par convention passée par la région et le département, modifier »): adopté (p. 4697); **après l'article 8**: amendement n° 41 à M. Jean-Louis Masson limitant les possibilités de « défusion » des communes (p. 4698); **après l'article 9**: nécessité d'effectuer les consultations avant de modifier le droit local d'Alsace-Lorraine; réalité du problème évoqué par M. Jean-Louis Masson dans son amendement n° 43 (p. 4699); **article 20**: lecture par M. Jean-Louis Masson d'extraits du document diffusé par certaines organisations professionnelles (p. 4704); effet direct de l'article sur les entreprises du B.T.P.; problème pratique du délai de cinq jours à compter de la réception de l'ordre de paiement; son sous-amendement à l'amendement n° 7 de la commission (tendant à remplacer dans cet amendement les mots « cinq jours » par les mots « dix jours »): adopté (p. 4705); **article 21**: approbation par M. Jean-Louis Masson de la politique du Gouvernement en faveur des entreprises du B.T.P. (p. 4706); **après l'article 21**: reconstitution des conseils d'arrondissement; **après l'article 22**: conditions dans lesquelles les élus peuvent se représenter eux-mêmes dans les organismes extérieurs (p. 4707); **article 23**: considérations de défense nationale; droit d'opposition au représentant de l'Etat; possibilité de contrôle du juge administratif; son amendement n° 61 (pouvoir du représentant de l'Etat lorsqu'un acte pris par une collectivité locale risque de compromettre le fonctionnement ou l'intégrité d'une installation intéressant la défense); possibilité de ne pas divulguer les éléments ressortant de la défense nationale; sursis à exécution: adopté (p. 4708); **après l'article 23**: possibilité pour une collectivité publique de devenir propriétaire de biens vacants et sans maître; complexité du problème (p. 4709); **après l'article 24**: attente de la décision de la cour de justice des communautés européennes (p. 4710); **après l'article 25**: existence d'un service public des pompes

funèbres ; organisation des obsèques ; dispositif mis en œuvre par la loi de 1904 ; maintien du monopole communal ; décisions juridictionnelles communautaires (p. 4711) conditions du travail parlementaire (p. 4712) ; **article 26** : sous-amendement n° 25 de M. Michel Suchod entraînant la création de la catégorie des entreprises de pompes funèbres « agréées » ; création d'une catégorie juridique nouvelle (p. 4713) ; **après l'article 26** : droit local particulier d'Alsace et de Moselle relevant du droit concordataire ; régime des cultes ; « responsabilité des églises » (p. 4714) ; existence d'un droit local en Alsace et Moselle ; existence de juridictions particulières ; installation de l'archevêque de Strasbourg ; héritage de l'époque impériale et de l'époque concordataire ; avis du Conseil d'Etat ; inopportunité de régler par voie d'amendement un particularisme juridique ; son amendement n° 24 (possibilité pour les régies de transport public de voyageurs constituées sous forme d'établissement public à caractère industriel et commercial d'acquiescer des participations financières dans les entreprises exerçant une activité complémentaire ou connexe) ; conditions d'exercice des services privés de transport ; adopté après modification (p. 4715).

— **Déclaration du Gouvernement sur la fonction publique et débat sur cette déclaration (n° 3109).**

Discussion : principe de l'existence d'une fonction publique territoriale ; unité des fonctions publiques d'Etat et territoriale ; principe de la parité entre la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale, aménagement de passerelles entre la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale ; attitude de M. Serge Charles [26 novembre 1985] (p. 4889) ; intérêt de l'existence de passerelles entre la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale ; rôle du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale ; participation des fonctionnaires territoriaux à la vie des collectivités étant consacrée par la modernisation des organismes consultatifs ; droit à la formation des fonctionnaires territoriaux ; attitude de M. Serge Charles (p. 4890) ; prochain examen du décret permettant la titularisation des fonctionnaires de catégorie A et B ; mobilité entre la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale ; propositions du Gouvernement en ce qui concerne les corps de catégorie A des filières administratives ; administrateurs territoriaux ; nécessité d'un assouplissement des conditions de recrutement pour les élus dans certains cas déterminés ; transmission au Conseil d'Etat d'un projet de décret ouvrant le droit à la mobilité pour les fonctionnaires territoriaux et concernant le corps de l'inspection générale de l'administration ; nécessité d'une véritable fonction publique territoriale (p. 4891) ; possibilités de souplesse dans la gestion ouverte par la loi sur la fonction publique territoriale (p. 4892).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036) et projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Première lecture, discussion générale commune : adoption de la proportionnelle ; situation en Grande-Bretagne [27 novembre 1985] (p. 4942) ; nouvelles responsabilités exercées par les collectivités locales ; critiques du cumul formulées par M. Alain Peyrefitte ; différentes propositions en vue de limiter les possibilités de cumul ; édicition d'incompatibilités ; aménagement d'un délai d'application ; acquisition et renouvellement de mandats ; loi organique relative au Sénat (p. 4943) ; modification identique de la situation des deux Assemblées ; évolution de l'opinion des français (p. 4944) ; talent de M. Séguin ; situation difficile du R.P.R. sur ce sujet (p. 4963) ; non personnalisation du débat ; critiques formulées par M. Peyrefitte en 1975 ; (p. 4964) ; hésitations de M. Clément ; position extrême en faveur du mandat unique ; mise en cause du Président de la République par M. Séguin ; organisation du cumul institutionnalisé entre mandat de conseiller régional et mandat de député (p. 4966) ; situation de M. Jacques Chirac (p. 4967).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : thèse défendue antérieurement par M. Pascal Clément [27 novembre 1985] (p. 4967) ; commune dont le maire est

fonctionnaire (p. 4968) ; différences entre la communauté urbaine, le district, et le conseil d'agglomération nouvelle (p. 4969) ; institution transitoire ; élaboration d'une loi simple ; présidents socialistes de communauté urbaine ; opportunité de modifier l'amendement n° 2 de la commission en faisant référence au dernier recensement national connu (p. 4970) ; **article 3** : cas où le parlementaire reçoit un mandat qui le met dans une situation d'incompatibilité ; démission à compter de l'incompatibilité ; contentieux électoraux (p. 4972) ; **après l'article 3** : application de l'article L.O. 297 aux sénateurs ; **article 4** : suspension des effets du projet jusqu'en 1988 en cas d'adoption de l'amendement n° 14 (p. 4973) ; mandat de conseiller général ; candidatures multiples ; rapport du sénateur Debarge ; discussion du présent projet pendant la session ; proposition émise en 1973 en faveur des limitations du cumul (p. 4974) ; organisation de la période transitoire ; incompatibilité ne prenant pas en compte le mandat de conseiller municipal ; conséquences de l'adoption de l'amendement n° 14 de M. Pascal Clément (p. 4975) ; renouvellement des conseillers généraux élus en 1972 et en 1988 ; communautés urbaines ; conséquences de l'adoption de l'amendement n° 21 de M. Pascal Clément (p. 4976) ; **après l'article 4** : révision des inéligibilités pendant l'examen du texte ; inopportunité d'adopter l'amendement n° 10 de la commission trois mois avant les élections (p. 4977).

Deuxième lecture, discussion générale : limitation du cumul fondée sur les incompatibilités ; mandat de président de communauté urbaine ; seuil de population pour les fonctions de maire ; délais d'application de la loi ; demande la réserve de l'article 1^{er} [19 décembre 1985] (p. 6422).

Discussion des articles : **article 4** : interruption du processus d'accumulation de mandats alimentés par les élections jusqu'en 1991 (p. 6423) ; **article 1^{er}** (précédemment réservé) : amendement n° 2 de la commission réglant une difficulté (p. 6424).

Troisième lecture, discussion générale : logique du texte voté par l'Assemblée nationale ; souci de conciliation du Gouvernement [20 décembre 1985] (p. 6576).

— **Projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : complexité du statut des élus ; inopportunité de faire supporter aux employeurs les frais de fonctionnement de la démocratie locale [27 novembre 1985] (p. 4978) ; coût d'une telle proposition (p. 4979).

Deuxième lecture, ses observations après les explications de vote : texte recueillant l'accord des deux Assemblées ; élévation du nombre d'habitants à partir duquel le mandat de maire sera décompté [19 décembre 1985] (p. 6425) ; modification par le groupe U.D.F. de son vote d'une lecture à l'autre (p. 6426).

Troisième lecture, discussion générale : précise que le Gouvernement partage les vues de la commission [21 décembre 1985] (p. 6587).

— **Projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059).**

Première lecture, discussion générale : indépendance des membres des tribunaux administratifs ; inopportunité du rattachement des tribunaux administratifs au ministère de la justice ; nécessaire renforcement des effectifs ; compétence des membres des tribunaux administratifs ; impossibilité de muter un membre des tribunaux administratifs sans son consentement ; obligation de résidence ; incompatibilités et inéligibilités applicables aux membres des tribunaux administratifs ; recrutement et avancement des membres des tribunaux administratifs [2 décembre 1985] (p. 5123) ; rôle et composition du Conseil supérieur des tribunaux administratifs ; modalités de désaisissement du rapporteur ; principe de collégialité et d'imparité des formations de jugement ; modalités d'élaboration du projet (p. 5124).

Discussion des articles : **article 4** : rapports entre les membres des tribunaux administratifs issus de l'E.N.A. et les autres ; scolarité à l'E.N.A. étant prise en compte dans le déroulement de la carrière de tous les fonctionnaires ; égalité entre les corps (p. 5133) ; s'oppose l'amendement

n° 25 de la commission ; **article 5** : son amendement n° 23 (tendant à compléter l'article 5 par l'alinéa suivant : « ses dispositions sont applicables pour la première fois au recrutement opéré opéré au titre de l'année 1986 ») ; adopté (p. 5134) ; **article 8** : son sous-amendement n° 24 à l'amendement n° 11 de la commission (tendant après les mots : « applicables aux fonctionnaires » à rédiger ainsi la fin de cet amendement « appartenant à des corps ou emplois de la fonction publique territoriale dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ») ; adopté (p. 5135) ; **article 13** : fonctions de commissaire du Gouvernement ne devant pas être compromises comme celles d'un mandataire du pouvoir ; nécessité de conserver l'unicité des dénominations dans les tribunaux administratifs et au Conseil d'Etat (p. 5137) ; **après l'article 14** : amendement n° 27 de M. Guy Duconolé emportant abrogation d'un article du code des tribunaux administratifs permettant de compléter le tribunal par un avocat inscrit au barreau ; institution des conseillers délégués (p. 5138) ; **après l'article 15** : amendement n° 26 de M. Jean Foyer étant désobligeant pour le ministre de l'intérieur (p. 5139) ; administration des tribunaux administratifs devant être confiée aux commissaires de la République ; caractère inextricable de la situation administrative provoquée par un rattachement de la gestion des tribunaux administratifs au ministère de la justice ; absence de portée juridique de l'amendement n° 22 de la commission (p. 5140).

— **Projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061).**

Première lecture, discussion générale : ses observations sur le rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : rappels au règlement n'étant pas faits pour interroger le Gouvernement [2 décembre 1985] (p. 5141) ; ses observations sur les propos de M. Gabriel Kaspereit (p. 5143) ; nature des infractions amnistiées ; projet de loi ne constituant qu'un élément du dispositif destiné à raffermir et à consolider la paix civile ; caractère raciste des propos de M. Gabriel Kaspereit ; histoire de la Nouvelle-Calédonie étant marquée par la violence ; son étonnement de l'abstention des groupes communiste, U.D.F. et R.P.R. ; attitude du groupe R.P.R. ; rôle de M. Edgar Pisani en Nouvelle-Calédonie (p. 5147) ; organisation de la Nouvelle-Calédonie en quatre régions ; attentat au Palais de justice de Nouméa ; nécessité du projet de loi d'amnistie (p. 5148).

JULIA (Didier)

*Député de Seine-et-Marne
(5^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 28 février 1985] (p. 2579).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2617) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre des commissions « ad hoc » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (n° 2905, 2906 et n° 2910) [J.O. du 24 juillet 1985] (p. 8391).

Secrétaire de ces commissions [J.O. du 25 juillet 1985] (p. 8624).

Secrétaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 10 décembre 1985] (p. 14339).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14663).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568).**

Première lecture, discussion générale : **Son rappel au règlement** : défense des droits de l'Homme ; présence dans les tribunes d'une personne en marge des lois de la France [23 janvier 1985] (p. 4).

— **Projet de loi relatif au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322).**

Deuxième lecture, discussion générale : institution d'une proportionnelle analogue à la proportionnelle prévalant en métropole pour les collectivités locales de plus de 3 500 habitants ; augmentation de l'effectif numérique des conseillers généraux ; organisation d'élections partielles dans un délai de 90 jours ; caractère non démocratique de la consultation organisée le 27 janvier 1985 concernant la modification du statut de l'archipel ; portée de l'arrêt Hansen de la Cour de justice des communautés [14 mai 1985] (p. 762) ; prise en charge par l'Etat des fonctionnaires contractuels actuellement en poste à Saint-Pierre-et-Miquelon ; suppression du courant d'échanges avec le Marché commun dissuadant les entreprises de créer des industries de transformation ; problème spécifique de la pêche ; pouvoirs des conseillers généraux dans les D.O.M. ; augmentation du coût de la vie dans l'archipel (p. 763) ; refus de la décentralisation et des conséquences de la départementalisation (p. 764).

— **Projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2616).**

Première lecture, discussion générale : maintien du scrutin majoritaire à Wallis-et-Futuna et à Mayotte ; extension du mode de scrutin de la métropole à la Polynésie et à la Nouvelle-Calédonie ; avenir de l'outre-mer français du Pacifique [5 juin 1985] (p. 1477).

JULIEN (Raymond)

*Député de la Gironde
(5^e circonscription)
Apparté socialiste*

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

Se démet de son mandat de député le 11 mars 1986 [J.O. du 14 mars 1986] (p. 4043).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes (ensemble une annexe) et de son protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région des Caraïbes (ensemble une annexe) (n° 2564) [9 avril 1985] (p. 102).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2564) autorisant l'approbation d'une convention pour la protection et la mise en

valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes (ensemble une annexe) et de son protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région des Caraïbes (ensemble une annexe) (n° 2675) [9 mai 1985].

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés représentant les Français établis hors de France (n° 3272) [19 décembre 1985].

Proposition de loi relative à l'élection de députés représentant les Français établis hors de France (n° 3325) [21 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale** (n° 2855).

Première lecture, discussion générale : augmentation des effectifs ne devant pas servir à pallier le manque de formation des hommes et le manque de moyens [10 juillet 1985] (p. 2332) ; unification du commandement des personnels en tenue ; politique menée en matière de police avant 1981 ; création d'une direction de la formation des personnels de police ; importance du rapport de M. Gilbert Bonnemaison ; rôle des organisations syndicales au sein du comité technique ministériel paritaire ; intérêt et limites de l'ilotage ; importance de la délinquance à Paris ; problème du logement des policiers parisiens ; intérêt de la création d'un brevet professionnel de policier ; intérêt de la possibilité ouverte aux appelés d'effectuer leur service militaire dans la police nationale ; importance de la notion de déontologie (p. 2333).

— **Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés** (n° 2920).

Première lecture, discussion générale : disparités entre les régimes de retraite métropolitains et ceux des rapatriés ; nombre des bénéficiaires ; possibilité de rachat de points avec l'aide de l'Etat ; problèmes des aides familiales agricoles [7 octobre 1985] (p. 2715).

JUVENTIN (Jean)

Député de la Polynésie française
(1^{re} circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Proposition de loi organique tendant à modifier l'article L.O. 139 du code électoral (n° 2641) [19 avril 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée** (n° 2577).

Première lecture, discussion générale : texte permettant à une S.A.R.L. de fonctionner avec un ou plusieurs associés ; amélioration de la création et de la transmission des petites et moyennes entreprises ; texte adapté aux réalités polynésiennes ; extension de ce texte aux territoires d'outre-mer ; consultation préalable de l'Assemblée territoriale [11 avril 1985] (p. 151).

— **Projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte** (n° 2616).

Première lecture, discussion générale : établissement d'un scrutin de liste à la représentation proportionnelle pour la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie ; étendue de la circonscription de Polynésie française ; coût de la campagne ; opportunité d'exclure la Polynésie française du champ d'application de la réforme électorale ; cas des petits départe-

ments métropolitains [5 juin 1985] (p. 1477) ; création d'un troisième siège de député pour la Polynésie (p. 1478).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 2 de la commission (substituant dans l'avant-dernier alinéa de cet amendement au chiffre « 2 » le chiffre « 3 ») ; justification démographique et géographique de la création d'un troisième siège pour la Polynésie (p. 1481) ; rejeté (p. 1482).

— **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte** (n° 2617).

Première lecture, discussion générale : problème de l'incompatibilité du mandat de député ou de sénateur avec l'exercice des fonctions de membre du Conseil du Gouvernement d'un territoire d'outre-mer [5 juin 1985] (p. 1485) ; création des fonctions de président du Gouvernement et de ministre territorial ; pouvoirs de ces autorités (p. 1486).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son sous-amendement n° 8 à l'amendement n° 1 de la commission (substituant dans le premier alinéa de cet amendement au chiffre « 5 » le chiffre « 6 ») : retiré (p. 1486) ; **après l'article 1^{er}** : son amendement n° 9 (substituant dans le deuxième alinéa de l'article L.O. 139 du code électoral le mot « gouvernement » aux mots « conseil de gouvernement ») ; incompatibilité du mandat de député avec les fonctions de conseiller du Gouvernement ; remplacement de cette fonction par celle de ministre et de président du Gouvernement ; rejeté (p. 1487).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie** (n° 2662).

Deuxième lecture, discussion générale : amélioration du climat en Nouvelle-Calédonie ; tentation pour les partis métropolitains d'utiliser les événements de Nouvelle-Calédonie à des fins partisanes ou électorales [25 juillet 1985] (p. 2435) ; existence de germes de la crise calédonienne avant 1981 ; accélération du processus conflictuel dû aux erreurs du Gouvernement ; cas des Polynésiens vivant en Nouvelle-Calédonie ; éventuelle application de la « théorie des dominos » ; présence du Centre d'expérimentation du Pacifique en Polynésie française ; relance du débat institutionnel en Polynésie ; attitude de M. Gaston Flosse, représentant de la majorité locale ; émancipation progressive s'inscrivant dans une logique historique ; absence de précision sur l'utilisation des crédits versés à l'agence territoriale de la reconstruction créée en 1983 ; non rénovation des principes généraux du droit du travail (p. 2436).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française** (n° 3078).

Première lecture, discussion générale : augmentation du nombre de conseillers territoriaux ; règles relatives à l'inéligibilité des candidats [12 décembre 1985] (p. 6112) ; inconvenient de l'institution de la barre des 5 % ; transformation de l'Assemblée territoriale en simple Chambre d'enregistrement depuis l'avènement du Président Gaston Flosse ; nécessité d'organiser les élections territoriales avant les élections législatives (p. 6113).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 2 (modalités du scrutin) ; suppression de la barre des 5 % rendue nécessaire pour participer à la répartition des sièges ; absence du seuil n'ayant jamais altéré le fonctionnement des institutions locales ; exclusion de la représentation territoriale d'une des communautés ethniques de la Polynésie ; rejeté (p. 6115) ; **article 8** : son amendement n° 1 (accès aux ondes de Radio-France outre-mer pendant la campagne électorale des différentes listes de candidats aux élections territoriales) ; comparaison des conditions d'information sur les élections législatives et sur les élections territoriales en Polynésie ; situation des radios locales (p. 6116) ; retiré (p. 6117).

K

KASPEREIT (Gabriel)

Député de Paris
(7^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République
[J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre des commissions « ad hoc » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (n° 2905, 2906 et n° 2910) [J.O. du 24 juillet 1985] (p. 8391).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, soumise à nouvelle délibération (n° 2939) [J.O. du 21 août 1985] (p. 9620).

QUESTIONS**au Gouvernement :**

— **Situation en Nouvelle-Calédonie** : son retour de Nouvelle-Calédonie [15 mai 1985] (p. 793) ; manifestation du 8 mai ; volonté du Gouvernement d'imposer l'indépendance à la Nouvelle-Calédonie ; projet de loi relatif à l'évolution de la Calédonie ; rôle de M. Pisani (p. 794).

— **Nouvelle-Calédonie** : déroulement d'un référendum pour ou contre l'appartenance à la France ; escroquerie politique ; ordonnances du Gouvernement ; fragilité de l'ordre public dans cette région [2 octobre 1985] (p. 2561).

— **Situation en Nouvelle-Calédonie** : nombre des exactions commises en Nouvelle-Calédonie ; non rétablissement de l'ordre public ; attitude du F.L.N.K.S. [6 novembre 1985] (p. 3984).

— **Situation en Nouvelle-Calédonie** : critique les propos du ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie prétendant que les exactions commises sont le fait des membres de la population européenne [13 novembre 1985] (p. 4290).

orale sans débat :

— **n° 777**, posée le 16 avril 1985 : **Communauté européenne (élargissement)** (p. 226) ; appelée le 19 avril 1985 : **relations diplomatiques des pays de la Communauté avec Israël** : établissement des liens contractuels entre la Communauté et l'Etat d'Israël ; réduction des droits de douane et suppression des contingents pesant sur les importations communautaires de produits industriels ; approche globale de la politique méditerranéenne ; montant des aides prévues dans les protocoles financiers ; nécessité d'inciter l'Espagne à établir des relations normales avec l'Etat d'Israël (p. 265).

INTERVENTIONS

Critique la tenue vestimentaire de M. Jack Lang (lors de la séance de questions au Gouvernement) [17 avril 1985] (p. 235) et le compare au colonel Kadhafi (p. 239).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662)**.

Première lecture, discussion générale : met en cause les méthodes de M. Edgard Pisani [29 mai 1985] (p. 1269).

Discussion des articles : **article 17** : ses observations sur l'utilisation des ordonnances en 1967 [30 mai 1985] (p. 1352).

Explications de vote : volonté d'imposer l'indépendance ; soutien apporté au F.L.N.K.S. ; risque de déstabilisation

de tous les D.O.M.-T.O.M. ; laxisme du Gouvernement à l'égard de deux radios de la Guadeloupe ; cite l'intervention de M. Belle, membre de l'Assemblée territoriale [4 juin 1985] (p. 1401) ; vote négatif du groupe R.P.R. (p. 1402).

Deuxième lecture, discussion générale : caractère tendancieux de l'exposé de M. Raymond Forni [25 juillet 1985] (p. 2426) ; s'insurge des propos excessifs prononcés à l'égard de M. Michel Debré (p. 2429) ; volonté des Comores de ne pas rester françaises (p. 2431).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : nécessité de proposer un choix à l'électeur dans un scrutin d'autodétermination ; projet visant à convaincre les populations qu'elles votent l'indépendance (p. 2441) ; **article 2** : proposition sénatoriale visant à rattacher Yaté et l'île des Pins à la région Nouméa ; disparités existant suivant les régions dans le nombre d'habitants représentés par un conseiller ; identité de la coutume dans l'île des Pins et dans la région de Nouméa (p. 2442-2443) ; **article 17** : préparation en cours des ordonnances prévues à cet article ; ordonnances réservées à des problèmes d'ordre technique ou quasi-technique (p. 2453).

Explications de vote : caractère minoritaire du Gouvernement ; non prise en compte des demandes formulées par M. Jacques Lafleur ; découpage entre Nouméa et la future région Centre-Sud ; suppression du Gouvernement actuel (p. 2453) ; utilisation des pleins pouvoirs ; absence permanente de M. Laurent Fabius dans le débat ; nécessité d'assurer la sécurité en Nouvelle-Calédonie ; vote négatif du groupe R.P.R. (p. 2456).

Troisième lecture, explications de vote : loi anti-française [26 juillet 1985] (p. 2471).

Nouvelle délibération de la loi (n° 2939).

Première lecture, discussion générale : politique consistant à imposer l'indépendance à une population qui n'en veut pas ; violation du principe de l'égalité ; infériorité juridique des habitants de Nouméa [12 août 1985] (p. 2494) ; entreprise de démolition menée en Nouvelle-Calédonie (p. 2495).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : refus de tout apriorisme sur l'indépendance (p. 2500-2501) ; **article 3** : volonté d'inclure Yaté et l'île des Pins dans la région Sud ; raisons économique et coutumière à cette intégration (p. 2503) ; **article 27** : rappel des mesures que le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnances en vertu de l'article 38 de la Constitution (p. 2507) ; mise en doute des capacités du Parlement ; obligation pour le Gouvernement d'agir vite (p. 2508) ; **article 29** : son amendement n° 6 (précisant que le Gouvernement territorial en exercice assure l'expédition des affaires courantes) (p. 2508) ; rejeté (p. 2509).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : expression « indépendance-association » ; estime que le Gouvernement territorial devrait être appelé à émettre un avis sur la mise en application de la loi [20 août 1985] (p. 2534) ; gravité de la politique gouvernementale aboutissant à mort d'hommes (p. 2535).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : rappelle que la Nouvelle-Calédonie aura connu deux statuts et deux lois électorales ; F.L.N.K.S. ; possibilité pour un clan, une famille, ou une tribu de revendiquer un droit d'usage sur une propriété [5 novembre 1985] (p. 3944) ; politique fiscale décourageant la population de Nouméa ; triomphe du racisme et de la violence ; désir des Français d'outre-mer de rester Français (p. 3945).

— Projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061).

Première lecture, discussion générale : politique de M. Edgard Pisani [2 décembre 1985] (p. 5142) ; volonté des néo-calédoniens de rester dans la France ; syndrome algérien dont souffre le Gouvernement ; amnistie ne pouvant être que le point final apporté à des événements violents ; amnistie tendant à conforter le F.L.N.K.S. ; exclusion des crimes de sang ; inapplicabilité des nouvelles institutions (p. 5143) ; responsabilité du Gouvernement ; projet de loi ne constituant qu'une nouvelle action contre la France ; inconvenance du Gouvernement à présenter des textes im-

portants à quelques semaines des élections législatives (p. 5144) ; ses observations sur les propos de M. Pierre Joxe (p. 5147).

Troisième lecture, explications de vote : résultats des élections prochaines ; mise en danger des populations de Nouvelle-Calédonie ; vote négatif du groupe R.P.R. [22 décembre 1985] (p. 6658).

KERGUERIS (Aimé)

*Député du Morbihan
(2^e circonscription)
Apparenté U.D.F.*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947) [J.O. du 18 décembre 1985] (p. 14753).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique en matière de transports maritimes** : coût comparé de la location journalière d'un bateau de 15 000 à 20 000 tonnes en France et sur le marché mondial ; proposition d'une compagnie française visant à instaurer une association avec le pavillon des Bahamas ; problème du transport des locomotives vendues à la Chine [29 mai 1985] (p. 1262).

— **Conséquences sur la pêche de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E.** : signature officielle de l'acte d'adhésion du Portugal et de l'Espagne à la C.E.E. ; accord du 29 mars concrétisant l'Europe bleue ; accès des navires espagnols à la bande côtière des douze milles français [26 juin 1985] (p. 1995) ; instauration de quotas de prise ; distorsions de concurrence susceptibles de naître entre la pêche espagnole et la pêche française ; extension à la région Bretagne des programmes d'aide de la C.E.E. (p. 1996).

— **Condamnation de la France par la Communauté européenne pour les aides au marché du poisson** : condamnation du F.I.O.M. ; rappel de cette décision ; expression du prix de retrait européen en ECU [20 novembre 1985] (p. 4553).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale* : budget en régression ; diminution du pavillon français ; « Monsieur Marine Marchande » ; politique de désengagement qui concerne les ports maritimes [23 octobre 1985] (p. 3367) ; filière agro-alimentaire ; domaine des cultures marines (p. 3368).

KOEHL (Emile)

*Député du Bas-Rhin
(1^{re} circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à permettre aux communes d'instituer une taxe sur les chiens (n° 3270) [19 décembre 1985].

Proposition de loi tendant à instituer une allocation minimum d'existence (n° 3324) [22 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Siège du Parlement européen à Strasbourg** ; renforcement des structures d'accueil de cette ville ; contestation de la vocation internationale de Strasbourg [30 octobre 1985] (p. 3711).

orales sans débat :

— **n° 807**, posée le 2 mai 1985 : **anciens combattants et victimes de guerre (malgré nous)** (p. 550) ; appelée le 3 mai 1985 : **incorporés de force dans l'armée allemande** : cas des Alsaciens et Lorrains incorporés de force et non reconnus comme anciens combattants ; affectation de ces derniers aux services de D.C.A. pendant la dernière guerre ; assimilation des incorporés de force à « des personnes contraintes au travail en pays ennemi » (p. 565) ; assimilation par les autorités allemandes des services accomplis à des services militaires ; attitude du ministère des anciens combattants refusant de délivrer le « certificat d'incorporé de force » ; conditions retenues par le tribunal administratif pour l'obtention de ce certificat (p. 566) ;

— **n° 937**, posée le 10 décembre 1985 : **eau et assainissement (épuration : Bas-Rhin)** (p. 5851) ; appelée le 13 décembre 1985 : **redevances de l'agence de bassin Rhin-Meuse** : participation de l'agence de bassin Rhin-Meuse à la réalisation d'une station d'épuration biologique ; montant de cette redevance par habitant ; remise en cause de la convention conclue entre l'agence et la communauté urbaine de Strasbourg ; nécessité de trouver une solution ; refus de l'Etat d'inscrire l'opération dans le contrat de plan Etat-région (p. 6153) ; nécessité que les engagements financiers pris par l'agence financière de bassin soient respectés (p. 6154).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions* : diminution des autorisations de programme pour les P.L.A. et les logements financés en P.A.P. ; difficultés du secteur du bâtiment en Alsace ; nombre d'emplois perdus entre 1974 et 1984 ; problèmes des charges d'habitation [30 octobre 1985] (p. 3730).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions* : coût du tabagisme en 1984 ; intoxication des fumeurs passifs ; reconnaissance de droits aux non-fumeurs en Californie [4 novembre 1985] (p. 3870).

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale : initiative de défense stratégique des Etats-Unis ; désarticulation générale de la défense occidentale ; implantation de S.S. 20 et de Pershing ; difficulté pour élaborer une harmonisation de nos politiques en matière de défense nucléaire dans un cadre européen [6 novembre 1985] (p. 4015) ; sa proposition de créer une agence européenne ; recherche d'une défense européenne ; rôle accru de l'U.E.O. (p. 4016).*

KRIEG (Pierre-Charles)

*Député de Paris
(1^{re} circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Roland Nungesser tendant à instaurer quatre cas d'exception à la loi du 9 octobre 1981 abolissant la peine de mort (n° 2454) [11 avril 1985] (p. 182).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7068).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863) [J.O. du 12 juillet 1985] (p. 7892).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Orientations budgétaires concernant la croissance et l'emploi** : aggravation de la situation de l'emploi ; nécessité de l'attribution d'un minimum vital à tous les chômeurs sans ressources ; diminution du nombre d'emplois ; augmentation des profits ; importance du budget pour 1986 ; propositions des députés communistes [26 juin 1985] (p. 1986).

orale sans débat :

— **n° 864**, posée le 13 juin 1985 : **justice (tribunaux de grande instance : Paris)** (p. 1689) ; appelée le 21 juin 1985 : **circulaire de M. le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris** ; obligation faite aux magistrats du Parquet de Paris de présenter désormais leurs réquisitoires selon un type de procédure accusatoire aux audiences de comparution immédiate ; modification unilatérale de l'ordonnancement des débats ; exposition des faits de la prévention ; interrogation du prévenu ; déclaration de partie civile (p. 1849) ; éventualité de la présence de la victime à l'audience ; rôle du ministère public à l'audience ; convention européenne des droits de l'Homme ; illégalité de la circulaire (p. 1850) ; nécessité d'une régularisation (p. 1851).

INTERVENTIONS

— **Nouvelle délibération de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2939)**.

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : décision constitutionnelle déclarant non conformes à la Constitution les dispositions du deuxième alinéa de cet article [12 août 1985] (p. 2503) ; augmentation du nombre des conseillers de la région de Nouméa (p. 2504).

KUCHEIDA (Jean-Pierre)

Député du Pas-de-Calais
(12^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à diverses

simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012) [J.O. du 6 décembre 1985] (p. 14200).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural (n° 3008) [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14815).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951)**.

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur
— **Energie**. — *Discussion générale* : part du commerce extérieur de la France dans son P.I.B. ; structure des échanges extérieurs ; persistance d'un déficit commercial chronique ; poids de la contrainte énergétique ; projet d'hydrogénéoduc de Mazingarbe ; compétitivité extérieure de la France ; rétablissement des comptes des entreprises ; redressement récent du commerce extérieur ; rôle des entreprises nationales dans le développement des exportations [12 novembre 1985] (p. 4225) ; rôle des aides de l'Etat ; conséquences d'une éventuelle dénationalisation (p. 4226).

L

LABARRERE (André)

Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Pierre Mehaignerie** : **organisation des travaux parlementaires** : permanence du débat sur l'emploi et le chômage ; organisation d'un débat sur l'immigration ; respect du Parlement [3 avril 1985] (p. 65) ;

— **M. Eugène Teisseire** : **charges supportées par les entreprises françaises** : dossier rendu public par le C.N.P.F. intitulé « cartes sur table » ; comparaison des charges sociales avec celles existant en République fédérale d'Allemagne ; chiffres publiés par la Dresdner Bank en R.F.A. ; évolution des charges fiscales et sociales depuis dix ans ; résultats obtenus dans la lutte contre l'inflation ; redressement des comptes extérieurs [10 avril 1985] (p. 114) ;

— **M. Jean Rigaud** : **utilisation du bioéthanol dans les carburants** : utilisation de façon banalisée par les véhicules existants sans modification du moteur ; création de la commission consultative pour la production des carburants de substitution [10 avril 1985] (p. 115) ;

— **M. Guy Ducloné** : **libre exercice des droits des travailleurs** : attachement du Gouvernement à la liberté du droit de grève ; sa référence à la décision n° 82-144 du 22 octobre 1982 du Conseil constitutionnel déclarant non conforme à la Constitution un article de la loi relative au développement des institutions représentatives du personnel [10 avril 1985] (p. 118) ;

— **M. Xavier Hunault** : **indemnisation du chômage** : équilibres généraux de l'économie ; insertion et formation des jeunes ; problème du chômage de longue durée ; différents cas de chômeurs non indemnisés [10 avril 1985] (p. 119) ;

— **M. Georges Hage** : **arrêt des expulsions de locataires** : demandes adressées aux préfets de veiller à tous les cas sociaux ; montant des indemnités versées aux propriétaires qui se sont vu opposer un refus d'expulsion ; création des fonds d'aides aux impayés de loyer ; extension du bénéfice de cette formule au parc locatif privé [17 avril 1985] (p. 236) ;

— **M. Marc Lauriol** : **situation en Nouvelle-Calédonie** : action des pouvoirs publics axée sur les principes d'ordre et de dialogue ; mort d'une enseignante, Mme Heurtaux ; remise au Président de la République et au

Premier ministre des propositions pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie [17 avril 1985] (p. 238-239) ;

— **M. Serge Charles : publicité des radios privées** : nombre des radios libres ; poursuite engagée contre M. Laurent Fabius et M. François Mitterrand sous le gouvernement de M. Raymond Barre [24 avril 1985] (p. 337) ; accès des radios privées au financement publicitaire ; volonté de conserver la vocation d'animation socio-culturelle dans le cadre associatif ; adaptation des services publics de la radiodiffusion ; caractéristiques de la publicité sur Radio-France (p. 338) ;

— **M. Alain Bonnet : Crédit agricole** : allègement des contraintes administratives ; spécificité du Crédit agricole ; possibilité offerte aux intermédiaires financiers et bancaires de développer des crédits [24 avril 1985] (p. 340) ; régime particulier prévu pour le financement des récoltes ; concertation avec la profession bancaire (p. 341) ;

— **M. Charles Paccou : crise du bâtiment** : ancienneté des difficultés rencontrées par les entreprises du bâtiment ; volonté du Gouvernement de renverser cette tendance ; prêts d'accession à la propriété ; augmentation du plafond du montant des intérêts d'emprunt ouvrant droit à une réduction de l'impôt sur le revenu ; extension des prêts d'épargne-logement aux résidences secondaires ; réhabilitation de logements sociaux ; assurance chômage au profit des accédants à la propriété [2 mai 1985] (p. 528) ;

— **M. François Mortelette : Shell-France** : libération des prix des carburants ; prix à la pompe ; modification du comportement des professionnels dans des secteurs protégés ; augmentation sur le marché international de Rotterdam des prix de l'essence et du supercarburant de plus de 20 % [2 mai 1985] (p. 531) ;

— **M. Jean Briane : inadaptation des mécanismes d'aide à l'amélioration de l'habitat** : création d'un prêt conventionné pour travaux ; renforcement des aides pour l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (A.N.A.H.) ; création d'une aide nouvelle pour la réalisation de travaux d'économie d'énergie et de travaux de sécurité dans les H.L.M. ; financement sur la quatrième tranche du fonds spécial de grands travaux de la réhabilitation lourde de 20 000 logements supplémentaires ; campagne de mobilisation des professionnels et de l'opinion sur la déduction des charges d'habitation ; mesures fiscales contenues dans la loi de finances pour 1985 ; réduction d'impôts pour les travaux d'économie d'énergie ; utilisation des livrets d'épargne-logement à la réalisation de travaux dans les résidences secondaires [2 mai 1985] (p. 533) ;

— **M. Henry Delisle : poids lourds — Renault Véhicules Industriels** : renouvellement et amélioration des modèles ; part du marché français détenue par R.V.I. ; objectif du plan social mis en œuvre [7 mai 1985] (p. 610) ;

— **M. Francisque Perrut : difficultés de fonctionnement des hôpitaux** : nécessité de maîtriser l'évolution des dépenses hospitalières ; nombre de scanners installés en France depuis 1981 ; augmentation des investissements en équipements lourds bio-médicaux ; ses observations sur l'absence de la télévision lors de la séance des questions ; niveau des équipements des hôpitaux français comparable aux autres grandes nations industrialisées [7 mai 1985] (p. 614) ; renforcement du rôle de la coordination régionale (p. 615) ;

— **Mme Muguette Jacquaint : revalorisation des allocations familiales** : comparaison de l'évolution du pouvoir d'achat des allocations familiales entre la période 1978-1979 et la période 1980-1984 [7 mai 1985] (p. 616) ; effort réalisé pour revaloriser les allocations familiales et l'allocation logement en 1981-1982 ; réduction de moitié de l'inflation (p. 617) ;

— **M. Joseph Legrand : décisions du groupe de travail sur la protection sociale des mineurs** : propositions du groupe de travail tripartite constitué en 1982 ; accord de principe donné par le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale à la caisse autonome pour la réalisation de quelques expériences d'ouverture des œuvres sociales du régime minier aux assurés du régime général [15 mai 1985] (p. 793) ;

— **M. Emile Jourdan : réduction des effectifs à la direction générale des impôts** : réorganisation formelle et juridique du réseau des perceptions ; évolution

démographique des réunions perceptoriales ; réduction des effectifs dans les services extérieurs du Trésor s'inscrivant dans le cadre de la politique de renforcement de la productivité de l'administration ; poursuite de l'effort de mécanisation [22 mai 1985] (p. 1014) ;

— **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : signature de la convention entre la sécurité sociale et les médecins** : négociation tarifaire ; volonté du Gouvernement de rechercher avec les parties signataires le moyen de faire progresser la politique conventionnelle [22 mai 1985] (p. 1014) ; nécessité de choisir la solution qui préserve au mieux le système de protection sociale et les meilleures conditions d'exercice de la médecine libérale ; nécessaire cohérence d'une politique des revenus (p. 1015) ;

— **M. Gérard Bapt : stimulateurs cardiaques** : rapport mettant un terme à certaines rumeurs faisant état de pratiques médicales douteuses ; rapport mettant en évidence l'existence de pratiques douteuses ou abusives dans les relations entre les fabricants et les stimulateurs ; propositions de l'I.G.A.S. ; directives adressées aux D.D.A.S.S. et aux directions d'établissements de soins [22 mai 1985] (p. 1020) ;

— **M. Jean-Pierre Balligand : concurrence** : grandes lignes d'un projet de loi renforçant la concurrence ; effort d'allègement des contraintes inutiles bridant l'initiative des chefs d'entreprise ; renforcement des moyens d'intervention juridiques et physiques contre les ententes et abus de position dominante ; difficulté de la distinction entre les centrales d'achat classiques et les « supercentrales » d'achat ; insuffisance du droit actuel de la concurrence pour réprimer certaines pratiques abusives [5 juin 1985] (p. 1467) ;

— **M. Alain Mayoud : préoccupations des anciens combattants** : décision du Gouvernement Barre de créer une commission pour étudier le rattrapage du rapport constant [5 juin 1985] (p. 1467) ; efforts budgétaires du Gouvernement en faveur des anciens combattants ; rôle des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre ; mise en place d'une direction des statuts et de l'information historique (p. 1468) ;

— **M. René Bourget : sécurité sociale** : quarantième anniversaire de la sécurité sociale ; remise en cause par l'opposition des acquis décisifs de notre système de protection sociale ; assurance *vieillesse* ; conciliation d'un haut niveau de protection sociale et de l'exercice libéral de la médecine [12 juin 1985] (p. 1632) ;

— **M. Jacques Blanc : réduction du remboursement de certains médicaments** : absence de réduction du taux de remboursement de certains médicaments ; mise à jour de la liste des médicaments remboursables aux assurés sociaux [12 juin 1985] (p. 1637) ; taux du ticket modérateur applicable ; croissance des dépenses de pharmacie à la charge du régime général ; consommation moyenne de médicaments (p. 1638) ;

— **M. Gustave Ansart : Entreprise Unimétal** : rappel de l'activité de l'usine de Trith-Saint-Léger ; nécessité d'un regroupement sur un nombre réduit d'outils [2 octobre 1985] (p. 2570) ;

— **M. Jean-Guy Branger : Situation économique et de l'emploi dans le département de la Charente-Maritime** : Société chirurgienne de construction mécanique [2 octobre 1985] (p. 2570) ; tenue d'une table ronde à la préfecture de la Charente-Maritime (p. 2571) ;

— **M. Jean-Pierre Fourré : Walt Disney productions à Marne-La-Vallée** : nécessité de mettre les élus au courant des négociations [9 octobre 1985] (p. 2838-2839) ;

— **M. Jean-Louis Masson : achat de charbon par E.D.F. aux houillères nationales** : rappelle que les achats de charbon des houillères nationales par E.D.F. sont régis par une convention ; expiration fin 1985 du contrat avec l'Afrique du Sud [16 octobre 1985] (p. 3116) ;

— **M. Kléber Hays : liberté d'accès à l'école publique** : droit du Gouvernement de lutter contre les obstacles mis à la volonté des parents de donner un enseignement laïque à l'école publique ; exemples d'Andrézé dans le Maine-et-Loire, de la Merlatière, en Loire-Atlantique, et de la Chapelle-Saint-Sauveur en Loire-Atlantique [16 octobre 1985] (p. 3118-3119) ;

— **M. André Lajoinie : sanctions économiques contre le régime de Prétoria** : détermination du Gouvernement de la France à défendre les droits de l'Homme à travers le monde ; résolution 569 du Conseil de sécurité [23 octobre 1985] (p. 3384) ;

— **M. Michel Noir : problème de la libération des Français enlevés au Liban** : difficultés pour connaître les auteurs de ces séquestrations [23 octobre 1985] (p. 3386) ; intervention personnelle du Président de la République auprès de son homologue le Président Assad (p. 3387) ;

— **M. Georges Tranchant : mariages ayant pour objectif l'acquisition de la nationalité française par un des conjoints** : nullité absolue d'un mariage simulé, contracté dans un but étranger à l'union matrimoniale ; exigence d'une communauté de vie d'au moins six mois [23 octobre 1985] (p. 3388-3389) ;

— **M. Bruno Vennin : avion « Hermès »** : choix d'Aérospatiale comme maître d'œuvre industriel ; coopération avec la société des avions Marcel Dassault ; réalisation simultanée d'Ariane V, de Columbus et d'Hermès [23 octobre 1985] (p. 3389) ;

— **M. François Loncle : émission « l'heure de vérité »** : commission nationale « Informatique et libertés » ; demande faite par la Haute autorité afin que ne soient plus transmises aux invités les fiches d'appel téléphonique [23 octobre 1985] (p. 3390) ;

— **M. Michel Debré : attitude de la Lybie à l'égard des problèmes de Nouvelle-Calédonie** : précise que le Gouvernement n'a pas connaissance d'invitations à des stages de formation à des fins terroristes adressées par les autorités libyennes à des ressortissants français originaires de la Nouvelle-Calédonie [20 novembre 1985] (p. 4547) ;

— **M. Christian Pierret : textile et C.E.E.** : décision de la Communauté économique européenne se prononçant pour le maintien d'un cadre multilatéral pour les échanges de textiles ; approbation de cette décision [20 novembre 1985] (p. 4548) ; énoncé des caractéristiques des accords bilatéraux qui découleront de cet arrangement multifibres (p. 4549) ;

— **M. Gérard Gouzes : croisière libérale** : remarque que ces personnalités ne « naviguent pas français » ; absence d'union dans l'opposition [20 novembre 1985] (p. 4550) ;

— **M. Pascal Clément : déménagement du Ministère des finances** : construction à Bercy d'un nouveau ministère des finances ; modernisation de l'administration ; décision d'étendre à l'ensemble du Palais du Louvre sa destination de musée [20 novembre 1985] (p. 4551) ; difficulté d'éviter les « opérations à tiroirs » (p. 4552) ;

— **Mme Eliane Provost : mesures contre l'alcoolisme au volant** : adoption de mesures par le comité interministériel de la sécurité routière ; compétence des officiers et agents de police judiciaire pour retirer immédiatement le permis de conduire à titre conservatoire [27 novembre 1985] (p. 4932-4933) ;

— **M. Jacques Fleury : « le courrier Picard »** : rappelle que la justice est saisie du dossier [18 décembre 1985] (p. 6348) ; nécessité de protéger la liberté de la presse des seules lois du marché ; rappel de la décision du Conseil constitutionnel concernant la loi du 23 octobre 1984 (p. 6349).

orales sans débat de :

— **M. Georges Hage (n° 847) : boycottage sportif de l'Afrique du Sud** : condamnation sans réserve de la politique d'apartheid par le Gouvernement ; représentation de la France à la conférence internationale pour le boycottage de l'Afrique du Sud [7 juin 1985] (p. 1541) ; demande faite aux fédérations sportives françaises d'interdire aux équipes de participer à des rencontres organisées en Afrique du Sud ; subvention du gouvernement accordée à la fédération sportive et gymnique du travail (p. 1542) ;

— **M. Jean-Claude Dessein (n° 850) : répartition des postes Fonjep** : vingtième anniversaire du Fonjep [7 juin 1985] (p. 1542) ; informatisation récente du Fonjep ; nécessité d'un rééquilibrage géographique devant s'accompagner de demandes de postes recevables (p. 1543) ;

— **M. Edouard Frédéric-Dupont (n° 828) : apposition d'un macaron « non-fumeur » sur les taxis :**

nécessaire respect des libertés publiques [7 juin 1985] (p. 1543) ; accord prochain entre le ministre de l'intérieur et de la décentralisation et le secrétariat d'Etat chargé de la santé pour modifier le décret de 1977 (p. 1544) ;

— **M. Jacques Fleury (n° 851) : réembauchage des salariés participant à l'action syndicale** : discrimination dont sont victimes les salariés protégés ; règles relatives au redressement judiciaire ; extension à tous les salariés protégés de la procédure spéciale de licenciement [7 juin 1985] (p. 1544) ;

— **Mme Eliane Provost (n° 849) : groupe Moulinex** : situation économique et financière de Moulinex ; diversification des activités de la société ; accord avec le groupe Scovill ; ouverture sur le marché américain [7 juin 1985] (p. 1545) ;

— **M. Robert Montdargent (n° 848) : usine Bostik à Montmagny** : plan de redressement de la société Bostik ; maintien sur le site de Montmagny de plusieurs services de la société ; effort de la direction pour limiter les conséquences sociales d'une restructuration inéluctable ; préservation de 100 emplois sur 157 [7 juin 1985] (p. 1546) ; licenciement des représentants syndicaux (p. 1547).

— **M. Bruno Bourg-Broc (n° 948) : centre régional d'information et de formation des femmes de Champagne-Ardenne** : gestion du C.R.I.F. de Champagne-Ardenne [20 décembre 1985] (p. 6508) ; conditions de reprise des salariés à la dissolution de l'A.R.C.D.I.F. ; absence de subventions locales venues relayer l'action du ministère des droits de la femme (p. 6509) ;

— **M. Dominique Frelaut (n° 950) : maison de Nanterre** : nécessité d'une modification du statut juridique de la maison de Nanterre ; transformation de l'hospice en maison de retraite de droit commun ; programme de lutte contre la pauvreté et la précarité ; éventualité de la réunion d'un comité interministériel [20 décembre 1985] (p. 6510) ; union contre le maire de Paris (p. 6511) ;

— **M. André Brunet (n° 957) : retraites des agents des collectivités territoriales** : jouissance de la pension des fonctionnaires affiliés à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; nécessité de ne pas accentuer les disparités entre les régimes spéciaux de retraite et le régime général [20 décembre 1985] (p. 6511) ;

— **M. Roger Rouquette (n° 952) : attachés d'administration centrale** : accès par la voie du tour extérieur au corps des administrateurs civils ; accroissement des promotions au grade d'attaché principal ; disparités constatées dans la carrière des attachés d'administration centrale [20 décembre 1985] (p. 6512) ;

— **M. Pierre-Bernard Cousté (n° 947) : interdiction de séjour** : dispositif législatif régissant l'interdiction de séjour sur le territoire français ; interdiction ne pouvant effectivement être respectée que dans la mesure où le tribunal l'accompagne de la peine complémentaire de la reconduite à la frontière ; compétence du ministère de l'intérieur et de la décentralisation [20 décembre 1985] (p. 6513) ;

— **M. Jean-Pierre Michel (n° 953) : handicapés soignés par la méthode Doman** : caractéristiques de cette méthode [20 décembre 1985] (p. 6514) ; avis négatif émis par les experts ; étude de M. Tomkiewicz, directeur d'une unité de recherche à l'I.N.S.E.R.M. (p. 6515) ;

— **M. Loïc Bouvard (n° 951) : attribution des aides dans le secteur du commerce et de l'artisanat** : rôle du tissu commercial et artisanal en zone rurale ; nombre de demandes [20 décembre 1985] (p. 6516) ;

— **M. Raymond Douyère (n° 954), posée par M. Jean-Pierre Michel : modalités de paiement des taxes pour les plus démunis** : élargissement des conditions d'exonération de la taxe d'habitation [20 décembre 1985] (p. 6516) ; possibilité d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les personnes les plus démunies ; délais de paiement ; majoration de 10 % ne devant pas être maintenue dans le cas d'attribution de délais de paiement (p. 6517) ;

— **M. Paul Mercieca (n° 949) : statut du personnel des caisses d'épargne** : nécessité d'un arbitrage sur le conflit des caisses d'épargne [20 décembre 1985] (p. 6517) ;

— **M. Lucien Richard (n° 941) : fiscalité des agriculteurs** : application de l'article 705 du code général des

impôts [20 décembre 1985] (p. 6518) ; conditions de remise en cause de l'avantage fiscal consenti (p. 6519).

INTERVENTIONS

Horaire de la prochaine séance : fixation de la prochaine séance [23 janvier 1985] (p. 28).

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568).**

Troisième lecture, discussion générale : approbation par le Gouvernement des propos de M. Alain Richard, rapporteur [24 janvier 1985] (p. 40).

Communication du Gouvernement : sa joie de retrouver les parlementaires ; organisation du débat sur le projet de loi portant aménagement d'aides au logement [2 avril 1985] (p. 49).

Répond au rappel au règlement de M. Claude Labbé : respect par le Gouvernement des institutions ; nombre des députés de l'opposition présents en séance [17 avril 1985] (p. 241).

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Gaudin et Labbé :**

Ses remerciements pour la confiance renouvelée du Parlement au Gouvernement [23 avril 1985] (p. 321-322).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : indique qu'il reçoit des demandes d'intervention de tout son département [25 avril 1985] (p. 397).

Troisième lecture, discussion générale : adoption du texte [26 juin 1985] (p. 2003).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre (n° 2578).**

Deuxième lecture, discussion générale : conséquence de l'arrêt rendu par la C.J.C.E., respect par les réimportateurs d'un prix minimum ; obligation ne valant que pour les réimportations faites à partir d'un autre Etat membre de la Communauté ; prise en compte de l'arrêt de la Cour de cassation du 21 mars 1985 ; problème de l'institution de sanctions pénales par voie réglementaire ; situation en Corse ; problèmes de la T.V.A. en fin de facturation [7 mai 1985] (p. 618) ; couverture du territoire par les chargés de mission du livre (p. 619).

— **Projet de loi améliorant l'information des assurés et la transparence des contrats d'assurance vie et de capitalisation (n° 2427).**

Deuxième lecture, discussion générale : exonération des contrats décès temporaires de moins de deux mois du remboursement intégral de la prime en cas d'exercice du droit de renonciation ; obligation faite à l'assureur d'avertir l'assuré de la possibilité de soustraire les contrats de dommages relevant de l'application de la loi locale en Alsace et Moselle pour les soumettre au droit commun ; fixation du taux d'intérêt de retard encouru par l'assureur selon un système progressif [15 mai 1985] (p. 799).

— **Projet de loi portant aménagement d'aides au logement (n° 2575).**

Deuxième lecture, discussion générale : dispositions destinées à soutenir l'activité du bâtiment ; extension du champ de l'épargne-logement aux résidences secondaires ; relèvement des plafonds des dépenses ouvrant droit à réduction d'impôt [15 mai 1985] (p. 800).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : nécessité de maintenir un équilibre entre les différents plafonds existants dans le domaine des déductions d'impôts pour enfants à charge ; texte s'insérant dans un ensemble de mesures d'incitation prises en faveur du logement et non de la natalité ; nécessité d'aider les jeunes ménages à accéder à la propriété (p. 801) ; intérêt porté par le Gouvernement à la politique familiale (p. 802).

Répond au rappel au règlement de M. François d'Aubert : niveau des arguments soulevés par M. François

d'Aubert ; respect du Parlement par le Gouvernement [29 mai 1985] (p. 1268).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative au concours en personnel apporté par la République française à la République gabonaise (ensemble un protocole) (n° 2585).**

Première lecture, discussion générale : regrette l'absence de M. François Léotard [5 juin 1985] (p. 1472) ; conditions de la mise à disposition des agents ; élargissement de l'objet de la convention ; amélioration du transfert des connaissances ; contribution aux dépenses relatives aux agents de coopération s'élevant à 50 % pour chacune des parties ; transformation du système de globalisation (p. 1473) ; modalité du procès des inculpés du Morena ; présence d'Amnesty international ; mesures de clémence prises par le Président Bongo (p. 1474).

— **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2617).**

Seconde délibération du projet de loi : ses observations sur les paroles de M. Gilbert Bonnemaïson, rapporteur [12 juin 1985] (p. 1644).

Deuxième lecture, discussion générale : approuve le rapport de M. Gilbert Bonnemaïson [25 juin 1985] (p. 1927).

Troisième lecture, discussion générale : ses remerciements au rapporteur [26 juin 1985] (p. 1999).

— **Projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556).**

Deuxième lecture, discussion générale : qualité du travail effectué par la commission [12 juin 1985] (p. 1645).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Claude Labbé : organisation de l'ordre du jour ; session extraordinaire due au travail du Sénat ; ses observations sur les « questions de connivence » ; importance des questions au Gouvernement [13 juin 1985] (p. 1663) ; assiduité de M. Pierre Joxe à l'Assemblée (p. 1664).

— **Motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2806).**

Discussion : nombre de députés de l'opposition présents ; attitude du R.P.R. et de l'U.D.F. face au nouveau mode de scrutin ; rôle joué par M. Pasqua [20 juin 1985] (p. 1795) ; pouvoir de décision ultime revenant à l'Assemblée ; fixation du régime électoral des Assemblées par ordonnance ; non-soumission des ordonnances à référendum (p. 1796).

— **Projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616).**

Deuxième lecture, discussion générale : adoption par le Sénat d'une question préalable sur ce projet [25 juin 1985] (p. 1924) ; application à l'outre-mer d'une mesure conçue sur le plan national ; extension à l'élection des députés des T.O.M. de l'essentiel des dispositions prévues par le code électoral (p. 1925).

— **Projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leur munitions (n° 2523).**

Troisième lecture, discussion générale : comportement et mentalité des acquéreurs potentiels d'une arme ; contenu de la publicité se référant à des critères objectifs ; information préalable de l'acquéreur sur le régime juridique auquel est subordonné l'achat de l'arme ; exclusion par le Sénat des armes à canon lisse ; inutilité de la notion d'abonné ; faculté offerte aux officiers de police judiciaire de saisir des documents publicitaires contrevenant au projet de loi [25 juin 1985] (p. 1928).

Discussion des articles : **article 3** : suppression du Sénat permettant de faire de la publicité pour des fusils à pompe ; **article 6** : information des procureurs de la République par les officiers de police judiciaire (p. 1929) ; **article 7** : possibilité pour certains utilisateurs d'armes de s'adresser à un fabricant ou à un commerçant (p. 1930).

Quatrième lecture, discussion générale : demande que le texte adopté soit celui de l'Assemblée nationale [29 juin 1985] (p. 2266).

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602).**

Troisième lecture, discussion générale : saisine automatique du Conseil constitutionnel ; délais séparant la promulgation de la loi électorale de sa première application ; estime que l'absence de réaction de l'opposition s'explique par l'impossibilité de faire des « magouilles » [26 juin 1985] (p. 1997) ; qualité des débats à l'Assemblée nationale ; influence des institutions et de la structuration des forces politiques ; appréciation portée sur le mode de scrutin municipal (p. 1998).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Troisième lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : absence de manœuvre de la part du Gouvernement ; recherche de l'équité [26 juin 1985] (p. 2009) ; nombre de voix nécessaires pour être député en Lozère (p. 2010).

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577).**

Commission mixte paritaire, discussion générale : accord de la C.M.P. ; absence d'amendement présenté par le Gouvernement ; protection du patrimoine familial des entrepreneurs individuels ; projet facilitant la transmission d'entreprise [27 juin 1985] (p. 2103).

— **Projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657).**

Troisième lecture, discussion générale : bien-fondé du texte voté par l'Assemblée nationale [29 juin 1985] (p. 2267).

— **Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes (n° 2393).**

Quatrième lecture, discussion générale : supériorité du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [29 juin 1985] (p. 2269).

Communication du Gouvernement sur l'ordre des travaux de la session extraordinaire.

Convocation du Parlement en session extraordinaire à partir du 1^{er} juillet ; mise en route de consultations à propos des congés de conversion par le ministre du travail ; précise que le Gouvernement n'inscrira à l'ordre du jour de l'Assemblée aucun autre texte avant la fin de la session ordinaire ; remercie les parlementaires pour le travail accompli ; remercie le personnel de l'Assemblée [29 juin 1985] (p. 2285).

— **Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).**

Quatrième lecture, discussion générale : précise que le Gouvernement se félicite du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [29 juin 1985] (p. 2270).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Troisième lecture, discussion générale : cas des personnels de recherche relevant du ministère de l'agriculture [29 juin 1985] (p. 2273).

Discussion des articles : **article 8 septies** : son amendement n° 3 (de suppression) ; suppression de l'article concernant les experts comptables ; adopté ; **article 11** : son amendement n° 1 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté (p. 2281).

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652).**

Quatrième lecture, discussion générale : ses observations sur les propos du rapporteur [29 juin 1985] (p. 2282).

Ses observations sur la détermination de l'ordre du jour de la troisième session extraordinaire [1^{er} juillet 1985] (p. 2290).

Communication du Gouvernement sur la suite des travaux de l'Assemblée : examen du projet de loi relatif aux congés de conversion [10 juillet 1985] (p. 2292).

Répond au rappel au règlement de M. Claude Labbé : situation en Guadeloupe ne devant pas faire l'objet de luttes politiciennes ; attachement de la France à son armée [10 juillet 1985] (p. 2293).

Ses observations lors du fait personnel de M. Pascal Clément : rappelle qu'il s'est fait traiter de « débile » par l'opposition parlementaire [10 juillet 1985] (p. 2321).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : conformité à la Constitution des textes portant diverses dispositions d'ordre social et diverses dispositions d'ordre économique et financier [25 juillet 1985] (p. 2404) ; nouvelle saisine du Parlement sur le texte portant règlement définitif du budget de 1983 (p. 2405).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Deuxième lecture, discussion générale : institution d'un service national pour les jeunes appelés dans la police nationale [25 juillet 1985] (p. 2412) ; introduction par le Sénat d'amendements relatifs à la détention obligatoire d'une carte d'identité ; généralisation des contrôles d'identité ; objectifs du projet ; augmentation en pourcentage de l'effort financier pour 1986 ; action menée dans le cadre du Conseil national de prévention de la délinquance ; rénovation du droit pénal ; nécessité d'un renforcement de la rigueur dans la gestion ; question relative au financement conjoint entre l'Etat et les collectivités locales ; doublement des moyens budgétaires consacrés aux équipements immobiliers : réforme des secrétariats généraux pour l'administration de la police ; gestion des dotations de fonctionnement confiées aux chefs de service ; évaluation des actions engagées ; nécessité d'un effort dans l'emploi des effectifs ; réduction des tâches administratives ; mise en œuvre de nouvelles méthodes de travail ; emploi des forces mobiles ; réduction du poids des gardes statiques (p. 2413) ; lien existant entre le programme de modernisation et l'élaboration d'un code de déontologie ; formulation des rapports entre les personnels de police et leurs dirigeants ; primauté de la discipline ; relation entre la police et les usagers ; travaux de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en 1979 ; institution d'un service national dans la police nationale ; nécessité de relever le taux des amendes ; non affectation du produit des amendes au programme de modernisation de la police ; introduction par le Sénat d'une obligation de détention d'un titre d'identité ; généralisation des contrôles d'identité (p. 2414) ; rend hommage à M. Joxe ; taux d'augmentation de la délinquance et de la criminalité entre 1972 et 1980 ; vote par le Sénat de l'article 1^{er} et de l'article 2 du projet (p. 2417) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Claude Labbé : caractère insultant des propos tenus à son égard par M. Aubert (p. 2418).

Ses observations sur l'aménagement de l'ordre des travaux de l'Assemblée nationale : discussion de la dernière lecture du projet de loi relatif à la modernisation de la police ; examen du texte relatif à la Nouvelle-Calédonie (p. 2420).

Troisième lecture, discussion générale : approbation par le Gouvernement de la position de M. Gilbert Bonnemaïson, Rapporteur [25 juillet 1985] (p. 2424).

— **Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912).**

Troisième lecture, discussion générale : approuve les conclusions de Mme Marie-France Lecuir, Rapporteur suppléant [25 juillet 1985] (p. 2423).

Répond aux rappels au règlement de MM. Jacques Baumel, Roch Pidjot, et André Billardon : article 10 de la Constitution [12 août 1985] (p. 2482) ; élections en Nouvelle-Calédonie (p. 2483).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Claude Gaudin : nécessité de traiter de l'évolution de la Nouvelle-Calédonie ; rapport Tricot [20 août 1985] (p. 2517-2518).

— **Nouvelle délibération de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2939).**

Troisième lecture : Ses observations après les explications de vote : ses remerciements [20 août 1985] (p. 2551).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).**

Première lecture, discussion générale : action entreprise par le Gouvernement en vue d'un désengagement de l'Etat ; limitation du recours aux prêts bonifiés ; introduction de la notion de dépendance ; fusion de la direction générale de la concurrence et de la consommation avec la direction des fraudes ; texte visant à protéger le petit commerce ; abus des « super-centrales » d'achat [2 octobre 1985] (p. 2595) ; résultats obtenus par le Gouvernement dans le domaine économique ; réduction du différentiel d'inflation avec la R.F.A.

Discussion des articles : avant l'article 1^{er} : amendement n° 30 de M. Jean-Paul Charié constituant un principe général de droit (p. 2596) ; article 1^{er} : difficultés nées de l'application du critère de la différence des prix de revient ; opportunité de sous-amender l'amendement n° 22 de la commission ; suppression de la référence au prix de revient (p. 2599) ; son sous-amendement n° 43 à l'amendement n° 22 de la commission (supprimant à la fin de cet amendement le mot : « notamment ») : adopté ; son amendement n° 44 (supprimant dans le cinquième alinéa (g) de cet article les mots : « par des différences de prix de revient de la fourniture ou du service ») : adopté (p. 2600) ; son amendement n° 27 (délais de paiement pour les achats de produits alimentaires périssables effectués par toute entreprise commerciale) : adopté (p. 2601) ; article 2 : pratique de l'avis conforme apparaissant contradictoire avec le rôle consultatif de la commission (p. 2603) ; après l'article 4 : son amendement n° 28 (interdiction de la remise de tout produit ou de la prestation de tout service faite à titre gratuit à des consommateurs ou utilisateurs ; abrogation des articles 37, 38, 40, 41 et 42 de la loi du 27 décembre 1973) ; transfert des dispositions relatives aux pratiques discriminatoires et aux délais de paiement du 20 mars 1951 ; adopté (p. 2606) ; article 5 : exercice par la commission de la concurrence d'un rôle consultatif ; inopportunité de consacrer la qualification d'autorité administrative indépendante par une disposition législative ; cas de la commission des clauses abusives et de la commission nationale de l'informatique et des libertés (p. 2607).

Deuxième lecture, Discussion des articles : article 1^{er} A : faiblesse des objections de l'opposition [6 décembre 1985] (p. 5446) ; article 1 : son amendement n° 11 (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe V de cet article après les mots : « produits alimentaires périssables », les mots : « et de boissons alcooliques ayant supporté les droits de consommation prévus à l'article 403 du code général des impôts ») ; extension aux boissons alcooliques des règles de paiement actuellement en vigueur pour les denrées alimentaires périssables ; adopté ; article 2 : nature réglementaire de la formalité de publication de l'avis (p. 5447) ; son sous-amendement n° 24 à l'amendement n° 7 de la commission (tendant à supprimer dans cet amendement les mots : « publication de l' ») ; publication prévue dans le décret d'application ; rejeté ; article 4 : importance de la somme de 150 000 francs (p. 5448) ; article 5 : son amendement n° 1 (notion de concentration) ; insuffisance de la définition de la notion de concentration ; suppression du double seuil applicable aux concentrations verticales (p. 5449) ; adopté après modification (p. 5450) ; après l'article 5 : qualité du travail des géomètres experts (p. 5451).

— **Projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861).**

Première lecture, discussion générale : soumission du système bancaire et financier au dirigisme étatique ; multiplication des procédures d'aide et de bonification [3 octobre 1985] (p. 2639) ; financement d'une économie moderne ; développement des instruments d'épargne ; innovations stimulant le marché financier ; réforme en profondeur des marchés monétaires et financiers ; concertation avec la place de Paris ; modification du code des sociétés ; allègement de certaines formalités ; modification de la législation en matière de démarchage ; adaptation des pouvoirs de la C.O.B. (p. 2640).

Deuxième lecture, Discussion générale : création des billets de trésorerie [6 décembre 1985] (p. 5455).

Discussion des articles : article 1^{er} ter : son amendement n° 27 (de suppression) ; impossibilité d'assimiler le produit des émissions de bons à une augmentation de capital : adopté (p. 5459) ; article 8 ter : son amendement n° 1 (application des dispositions des articles 208-8 à 208-18 de la loi du 24 juillet 1966 aux émissions ou aux rachats en bourse des certificats d'investissement) ; possibilité pour les salariés et les cadres des entreprises cotées d'investir une partie de leur épargne en actions de leur société ; extension de ce régime aux entreprises publiques ; inclusion des certificats d'investissement ; cas de Rhône-Poulenc (p. 5461) ; adopté (p. 5462) ; article 17 : régime légal ou réglementaire des autorités du marché ; son sous-amendement n° 28 à l'amendement n° 17 de la commission (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 4-1 de l'ordonnance du 28 septembre 1967 par cet amendement) : adopté (p. 5465) ; après l'article 18 : alignement sur le droit des sociétés cotées ; son sous-amendement n° 29 à l'amendement n° 20 de la commission (substituant dans le premier paragraphe du texte proposé par cet amendement aux mots : « deux mois », les mots : « quatre mois ») ; son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 20 de la commission (substituant dans le deuxième paragraphe de cet amendement au mot : « premier », le mot : « quatrième ») : adoptés (p. 5467) ; article 26 : son amendement n° 26 (complétant le texte proposé pour l'article 94-C du code général des impôts par les mots : « au cours de la même année et des cinq années suivantes ») ; délai pendant lequel les pertes subies lors de la cession des titres nouveaux sont susceptibles d'être imputées sur les produits et les plus-values de même nature ; adopté ; article 27 : non obligation d'inscrire en compte des titres susceptibles d'un dépôt ; son sous-amendement n° 31 à l'amendement n° 24 de la commission (tendant à substituer au mot : « en », les mots : « d'un ») ; (p. 5468) ; adopté (p. 5469).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Parfait Jans ; enregistrement télévisé de l'intervention des orateurs des principaux groupes politiques sur le projet de loi de finances [16 octobre 1985] (p. 3083).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : Discussion générale : budget des services généraux du Premier ministre ; crédits d'équipement et d'études informatiques ; réalisation de plusieurs banques de données ; Documentation française ; actions menées par la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie ; missions du Haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme ; augmentation des crédits à la délégation interministérielle à la sécurité routière ; crédits du secrétariat d'Etat chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs ; réalisation de films sur l'ensemble des risques majeurs [22 octobre 1985] (p. 3310) ; mise en place d'un réseau interministériel et interpréfectoral dans la perspective d'une catastrophe de grande ampleur ; problèmes de la francophonie ; réunion du Haut conseil de la langue française ; économie sociale ; adaptation du tourisme social ; ouverture des S.C.O.P. au capital privé ; engagement de programmes d'action expérimentale en 1985 (p. 3311) ; poursuite du programme d'opérations de développement local partenarial ; budget du S.G.D.N. ; augmentation des crédits destinés au centre de transmission gouvernemental ; Institut des hautes études de défense nationale ; participation de syndicalistes agricoles ; effort civil de défense (p. 3312) ; protection des communications ; précise qu'« il n'y a pas de petits profits quand on approche des élections législatives » ; recensement des abris potentiels ; expérimentation de la vie en abris à Nainville-les-Roches ; problème des titres d'alimentation ; constitution des stocks de produits sanguins ; importance du Conseil économique et social ; excédent de la dotation prévue en 1985 pour la caisse de retraite (p. 3313) ; équipement en machines à traitement de texte ; rend hommage au personnel du Conseil ; modernisation des Journaux officiels ; tentation de l'anti-parlementarisme ; rend hommage aux parlementaires ; usage de l'informatique ; développement de la consultation par Minitel ; création d'un centre national d'information juridique ; augmentation régulière des tarifs des numéros du Journal officiel (p. 3314) ; instauration d'un dialogue entre le Gouvernement et le groupe socialiste ;

modification des pratiques parlementaires ; absence de déclin de l'initiative parlementaire ; nombre d'amendements adoptés en trois ans ; utilisation du vote bloqué ; nombre de lois d'origine parlementaire ; constitutionnalité des amendements additionnels ; multiplication du nombre des débats ; valorisation du rôle du Sénat (p. 3315).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Michel Debré : caractère sérieux du débat budgétaire relatif aux D.O.M.-T.O.M. [5 novembre 1985] (p. 3905-3906).

— **Projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique et territoriale (n° 2801).**

Deuxième lecture, discussion générale : suppression du niveau régional pour les centres de gestion ; assiette des cotisations ; niveau de gestion des fonctionnaires de catégorie B ; problème du fonctionnement du centre régional de formation de la région Provence-Alpes Côte d'Azur ; communautés urbaines ; inscription du texte à la conférence des Présidents du Sénat [31 octobre 1985] (p. 3797) ; mépris de la droite pour le personnel des collectivités locales (p. 3798).

Discussion des articles : **article 1^{er} C :** assiette des taux de cotisation aux centres de gestion et de formation ; cotisations aux centres de formation ; documents comptables utilisés par les collectivités territoriales ; **article 1^{er} E :** son amendement n° 8 (de rectification) ; intérêt de « la passion selon Saint-Jean » ; adopté ; **avant l'article 1^{er} :** son amendement n° 1 (affiliation des communes des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne) ; gestion des fonctionnaires de catégorie A au plan national ; adopté ; son amendement n° 2 (affiliation des départements de l'Essonne, du Val-d'Oise et des Yvelines) ; adopté ; son amendement n° 3 (département de Paris, commune de Paris et centre de gestion de Paris) ; centre unique de gestion de Paris et centre unique de formation ; unification de la gestion des corps de catégorie A ; existence de statuts particuliers antérieurs ; adopté ; son amendement n° 4 (de coordination) ; adopté ; son amendement n° 5 (calcul des décharges, activités de service et versement des rémunérations) (p. 3800) ; suppression des centres régionaux de gestion des calculs des décharges d'activités lorsqu'une collectivité est affiliée à un centre départemental ; adopté ; son amendement n° 6 (de coordination) ; adopté ; son amendement n° 7 (de coordination) ; adopté (p. 3801) ; **article 2 :** son amendement n° 9 (de coordination) ; adopté ; son amendement n° 10 (de coordination) ; adopté (p. 3802) ; **article 3 :** son amendement n° 11 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « et 36 », les mots « 36 et 36 bis ») ; adopté ; son amendement n° 12 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; affiliation obligatoire au centre national de formation ; garantie des formations apportées aux fonctionnaires de catégorie A de la Ville de Paris par leurs statuts particuliers ; adopté (p. 3803) ; **article 3 ter :** son amendement n° 13 (de rectification) ; adopté ; **article 5 :** son amendement n° 14 (organisation de concours par le centre de gestion du département) ; organisation de certains concours organisés antérieurement par la fédération des offices publics d'H.L.M. ; adopté (p. 3804) ; installation des centres des départements d'outre-mer (p. 3805) ; **article 9 :** son amendement n° 35 (de coordination) ; adopté (p. 3806) ; **article 11 ter :** son amendement n° 15 (supprimant les cinq premiers paragraphes I A à IV de cet article) ; représentation des représentants des communes urbaines dans les conseils d'administration des centres de gestion ; adopté ; son amendement n° 16 (de coordination) ; adopté ; **article 11 quater :** son amendement n° 17 (de coordination) ; adopté (p. 3807) ; **article 18 :** son amendement n° 37 (supprimant dans le texte proposé pour l'article 137 bis de la loi du 6 septembre 1984 les mots : « dans les mêmes conditions que ceux des départements et territoires d'outre-mer ») ; application aux fonctionnaires de la Nouvelle-Calédonie du droit commun applicable aux fonctionnaires des départements d'outre-mer ; adopté (p. 3808).

Modification de l'ordre du jour : discussion du projet de loi relatif à l'aménagement du temps de travail [6 décembre 1985] (p. 5430).

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie vétérinaire (n° 2907).**

Première lecture, discussion générale : réglementation de la création et du fonctionnement des laboratoires publics et privés effectuant des analyses de biologie vétérinaire ; différents types de laboratoires ; garanties au profit des utilisateurs ; laboratoires privés ; adaptation des dispositions relatives aux laboratoires de biologie médicale aux spécificités de la biologie vétérinaire ; formation ; contrôle de la qualité des analyses ; laboratoires vétérinaires départementaux [6 décembre 1985] (p. 5432) ; ouverture des établissements ; lutte contre les épizooties (p. 5433).

— **Projet de loi relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955).**

Deuxième lecture, Discussion générale : convergence de vues entre le Gouvernement et la commission [6 décembre 1985] (p. 5470) ; circulaire de la société Dassault ; situation des militaires ; prise en compte des spécificités de la défense nationale ; précision que jusqu'à soixante ans les militaires ne sont pas concernés (p. 5472).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** son amendement n° 5 (complétant le troisième alinéa du paragraphe II de cet article par les mots : « majoré de 25 % par personne à charge ») ; prise en considération de spécificité de certaines situations ; existence de charges familiales (p. 5473) ; **après l'article 1^{er} :** application partielle du dispositif de limitation entre un emploi et une retraite aux artistes ; spécificité du secteur ; possibilité d'opter entre la contribution de solidarité et le versement d'une pension-retraite ; inutilité de l'amendement n° 1 déposé par M. Etienne Pinte ; plafonnement des cotisations résultant de l'ancien texte (p. 5474) ; **article 8 :** développement par le Gouvernement d'une politique culturelle d'une « ampleur exceptionnelle » (p. 5475).

Troisième lecture, discussion générale : cas des divorcés versant une pension alimentaire ; ses observations sur le mot « cumulard » employé par M. Etienne Pinte ; renforcement de la solidarité entre retraités actifs et chômeurs ; augmentation du taux de la contribution de solidarité ; situation des artistes [17 décembre 1985] (p. 6247).

Ses observations sur les rappels au règlement de M.M. Jacques Brunhes et Guy Ducoloné : ses remerciements au personnel de l'Assemblée [7 décembre 1985] (p. 5570).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er} :** précise que le ministre du travail s'est absenté pour des raisons personnelles [7 décembre 1985] (p. 5574) ; rappelle que lorsque l'urgence n'est pas déclarée, les navettes successives ont lieu entre le Sénat et l'Assemblée (p. 5575) ; s'excuse auprès des Palois et des Palois pour son absence (p. 5579).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Charles Fèvre : importance des questions au Gouvernement [11 décembre 1985] (p. 5889).

— **Projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048).**

Troisième lecture, discussion générale : situation des petites communes de France ; aide de l'Etat à la réalisation par ces communes de leurs projets d'équipement les plus importants ; faculté offerte aux communes touristiques de moins de 2 000 habitants des zones de montagnes d'opter pour le régime du taux de concours et du doublement de la longueur de la voirie [11 décembre 1985] (p. 5890) ; constate que seuls les socialistes s'intéressent aux petites communes de moins de 2 000 habitants (p. 5891).

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732).**

Troisième lecture, discussion générale : action en faveur des Droits de l'homme ; engagement international n'étant pas irréversible et ne comportant pas de clause contraire à la Constitution [17 décembre 1985] (p. 6239) ; édification

des garanties internationales des Droits de l'homme (p. 6240).

Communication du Gouvernement sur les travaux de l'Assemblée : Organisation du travail parlementaire ; donne des précisions sur l'ordre du jour de l'Assemblée [17 décembre 1985] (p. 6246).

— **Projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013).**

Deuxième lecture, discussion générale : formation des militants et des cadres syndicaux ; conséquences des loi Auroux sur la formation [17 décembre 1985] (p. 6249) ; modalités de prise du congé ; principe de la rémunération des congés de formation syndicale dans les entreprises d'au moins 10 salariés (p. 6250).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 1 (précisant que la durée totale des congés pris dans l'année par un salarié ne peut excéder 12 jours) ; adopté (p. 6250).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour prioritaire ; demande à l'Assemblée de bien vouloir examiner immédiatement le collectif budgétaire de 1985 ; demande que l'Assemblée examine en attendant l'arrivée du rapporteur général le projet de loi relatif au droit d'expression des salariés [20 décembre 1985] (p. 6552).

— **Projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015).**

Troisième lecture, discussion générale : élargissement du droit d'expression des salariés [20 décembre 1985] (p. 6552).

— **Projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098).**

Troisième lecture, discussion générale : remercie l'Assemblée nationale pour sa « compréhension intelligente » du projet [20 décembre 1985] (p. 6563).

— **Projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104).**

Troisième lecture, discussion générale : rôle de M. Louis Lareng [20 décembre 1985] (p. 6565) ; ses observations sur les propos de M. Jacques Blanc (p. 6566).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).**

Troisième lecture, discussion générale : élargissement du champ d'application de l'article 2 aux personnels des thermes nationaux d'Aix-les-Bains ; gestion des personnels titulaires et stagiaires selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables [20 décembre 1985] (p. 6567).

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037).**

Troisième lecture, discussion générale : remercie le rapporteur [20 décembre 1985] (p. 6573).

Fixation de l'ordre des travaux : explique la non inscription du texte sur la flexibilité du travail à l'ordre du jour de la session extraordinaire [20 décembre 1985] (p. 6574) ; expose l'ordre des travaux de la session extraordinaire (p. 6575).

— **Projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059).**

Commission mixte paritaire, discussion générale : accord de la commission mixte paritaire ; prorogation du recrutement complémentaire ; durée du mandat des membres du Conseil supérieur des tribunaux administratifs ; exercice d'une mission de conciliation par les tribunaux administratifs [21 décembre 1985] (p. 6594).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Deuxième lecture, discussion générale : répartition intercommunale des charges des écoles ; attribution de crédits supplémentaires aux départements ayant perçu en 1983 des

droits de mutation élevés ; réforme du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle ; suppression de la taxe spéciale sur les véhicules particuliers de plus de 16 CV [21 décembre 1985] (p. 6598) ; partage et transfert de services restant à réaliser ; augmentation de la liberté des familles dans le choix des services de pompes funèbres ; mise en place d'un agrément ; transfert aux départements des bibliothèques centrales de prêt ; crédits des bibliothèques municipales ; fonction publique territoriale ; répartition des charges des écoles (p. 6599) ; dispositions relatives aux ouvertures de classes ; possibilités offertes aux parents d'obtenir la scolarisation de leurs enfants dans une commune autre que la leur ; position du Sénat ; approbation de l'association des maires de France.

Discussion des articles : **article 1 :** son amendement n° 36 (produits perçus par l'Etat en 1983 au titre des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière transférés) (p. 6600) ; aides aux départements ayant connu des droits de mutation particulièrement élevés en 1983 ; adopté ; **article 1 bis :** propose une rectification à la fin du deuxième alinéa de cet article (p. 6601) ; **article 3 :** simplicité des dispositions (p. 6602) ; demande à M. Frelaut de retirer ses sous-amendements (p. 6603) ; **après l'article 4 :** versement du produit de la cotisation additionnelle à la taxe professionnelle au fonds national ; charges fiscales réclamées aux entreprises (p. 6604) ; **article 9 :** son amendement n° 35 (supprimant le 3^e alinéa du texte proposé pour l'article 28 de la loi du 30 juin 1975) (p. 6605) ; retiré (p. 6606) ; **article 14 :** son amendement n° 37 (substituant à la fin du 2^e alinéa du texte proposé pour l'article 61-2 de la loi du 22 juillet 1983 aux mots : « pour l'exercice 1986 », les mots : « pour l'exercice 1987 ») ; crédits affluents au développement et à l'information des bibliothèques (p. 6607) ; adopté (p. 6608) **article 18 :** concours financier de l'Etat dans les conditions en vigueur à la date du transfert de compétence (p. 6609) ; **article 18 bis :** son amendement n° 44 (de suppression) ; adopté (p. 6610) ; **article 23 bis :** son amendement n° 45 (supprimant dans le paragraphe 2 de cet article les mots : « en application des articles L 133-1 à L 133-8 du code des communes ») ; modifications des juridictions compétentes pour examiner les actions introduites pour mettre en cause la responsabilité de l'Etat (p. 6611) ; retiré ; **article 26 :** son sous-amendement n° 38 à l'amendement n° 25 de la commission (supprimant les mots : « jusqu'au lieu d'inhumation ou de crémation ») ; son sous-amendement n° 49 à l'amendement n° 25 de la commission (complétant cet amendement par l'alinéa suivant : « les entreprises privées de pompes funèbres qui participent au service de pompes funèbres sont agréées selon les modalités prévues par décrets en Conseil d'Etat ») ; son sous-amendement n° 39 à l'amendement n° 25 de la commission (complétant cet amendement par l'alinéa suivant : « les dispositions du présent article rentreront en vigueur le 1^{er} janvier 1987 ») ; transports de corps entre communes ; dispositions relatives à l'agrément (p. 6612) ; sous-amendement n° 38 : adopté ; sous-amendement n° 49 : adopté ; sous-amendement n° 39 : retiré ; **article 26 bis :** son amendement n° 46 (de suppression) ; adopté (p. 6613) ; **article 30 :** risque de confusion et d'ambiguïté en cas d'adoption du sous-amendement n° 50 de M. Blanc ; **article 31 :** son amendement n° 41 (supprimant la dernière phrase du troisième alinéa du paragraphe 1 du texte proposé pour l'article 23 de la loi du 22 juillet 1983) (p. 6614) ; retiré ; son amendement oral (insérant dans la dernière phrase du 3^e alinéa proposé pour l'article 23 de la loi du 22 juillet 1983 après les mots : « un décret en Conseil d'Etat détermine » les mots : « en tant que de besoin ») ; adopté ; problème médical ; contrôle par le médecin scolaire ; prise en compte des créations de postes pour la détermination des capacités d'accueil (p. 6616) ; **article 34 :** changement par les sénateurs de l'ordre du tableau des adjoints (p. 6617).

Seconde délibération : **article 30 :** son amendement n° 1 (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L 163-17-2 du code des communes les mots : « ou d'un district ») ; souci de clarté ; son amendement n° 2 (complétant cet article par le nouveau paragraphe suivant : « les dispositions de l'article L 163-17-2 du code des communes sont applicables aux districts ») amendement n° 1 : adopté ; amendement n° 2 : adopté (p. 6618).

Modification de l'ordre du jour : textes en discussion au cours de la séance de l'après-midi [21 décembre 1985] (p. 6619).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Troisième lecture, discussion générale : faveur du Gouvernement pour l'adoption du texte [22 décembre 1985] (p. 6653).

— **Projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061).**

Troisième lecture : ses observations avant les explications de vote : ambiguïtés de la situation sur le territoire ; objectif d'apaisement du Gouvernement [22 décembre 1985] (p. 6657).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Troisième lecture, discussion générale : précise que le Gouvernement est favorable à l'adoption du projet dans le dernier adopté par l'Assemblée [22 décembre 1985] (p. 6662).

Discussion des articles : **article 9 :** « approuve de cœur et non de raison » l'amendement n° 1 de M. Gilbert Gantier (p. 6664).

Allocution de fin de session : remercie les fonctionnaires et les agents de l'Assemblée nationale ; remercie les journalistes parlementaires [22 décembre 1985] (p. 6669-6670).

Ses observations sur les rappels au règlement de MM. Claude Labbé, Jean-Pierre Soisson, Jacques Brunhes et Gérard Collomb : absentéisme des députés de la droite lors des débats en première lecture sur l'aménagement du temps de travail ; identité des positions de la droite et du parti communiste ; nécessité que le débat revienne rapidement à l'Assemblée nationale ; alliance entre la droite et les communistes constituant la forme « la plus raffinée et la plus perfide » de la cohabitation [9 janvier 1985] (p. 8).

LABAZEE (Georges)

*Député des Pyrénées-Atlantiques
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constitué pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [J.O. du 8 juin 1985] (p. 6376).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat ; les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863) [J.O. du 12 juillet 1985] (p. 7892).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (Premier ministre : fonction publique) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires rela-

tives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (n° 2801) [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12365).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Rapporteur du projet de loi, rejeté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [7 novembre 1985] (p. 4117).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome V : **Premier ministre : fonction publique (n° 2991)** [9 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 3048) relatif à la **dotation globale d'équipement (n° 3064)** [14 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 3144) modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif à la **dotation globale d'équipement (n° 3146)** [2 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3169) relatif à la **dotation globale d'équipement (n° 3170)** [11 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Subventions à l'économie sociale :** rapport du C.N.P.F. faisant état des avantages exorbitants accordés à ce secteur de l'activité économique [27 décembre 1985] (p. 4931) ; importance des montants de ces subventions (p. 4932).

orale sans débat :

— **n° 798**, posée le 23 avril 1985 : **agriculture (indemnités de départ)** (p. 326) ; appelée le 26 avril 1985 : **transmission d'exploitations agricoles :** cas de la transmission de l'exploitation à un enfant unique ; conditions d'obtention de la dotation d'installation des jeunes agriculteurs ; identité de ces conditions avec celles relatives aux prêts « jeunes agriculteurs » ; possibilité d'apporter une modification au décret n° 84-84 ; dispositions applicables dans le cadre de la mise en place des plans de développement (p. 445-446).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** loi de décentralisation impliquant une réforme de la procédure préalable à l'adoption ; conséquences de la loi de décentralisation en ce qui concerne l'adoption internationale ; nécessité de donner un fondement juridique au dispositif ; disparition des différences entre l'adoption d'un enfant étranger et l'adoption d'un enfant français [23 mai 1985] (p. 1108) ; responsabilité du département pour l'aide sociale à l'enfance (p. 1109).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : hétérogénéité statutaire de la fonction publique [10 juillet 1985] (p. 2335) ; nécessité de remédier au cloisonnement de l'institution policière par une mobilité entre les différentes directions ; destination des crédits supplémentaires destinés aux mesures

statutaires et indemnitaires des agents de la police nationale ; problème des primes et indemnités perçues par les fonctionnaires de police (p. 2336).

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956).**

Première lecture, explications de vote : rôle reconnu aux sections des comités économiques et sociaux ; introduction de la proportionnelle pour la désignation du bureau ; conditions dans lesquelles seront fixés les statuts des élus départementaux et régionaux ; vote positif du groupe socialiste [9 octobre 1985] (p. 2879).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : bilan des avancées dans le domaine de la politique statutaire ; titularisation des agents non titulaires ; transformation des rapports entre administration et usagers ; concertation avec les organisations syndicales ; augmentation moyenne des crédits ; gestion prévisionnelle des effectifs dans la fonction publique ; problématique de la « rationalisation des choix budgétaires » ; problème des primes et rémunérations annexes [22 octobre 1985] (p. 3345) ; disparités de gestion entre ministères ; cumul emploi-retraite (p. 3346).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* intégration de cinq institutrices de l'Institut médico-psychopédagogique des Clématites de Pau et d'une institutrice du service d'enfants d'Oloron [29 octobre 1985] (p. 3654).

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : globalisation des subventions d'investissement ; indexation de la D.G.E. sur la formation brute de capital fixe des administrations [20 novembre 1985] (p. 4561) ; système actuel du taux de concours ; activité de certains secteurs économiques ; maintien du régime actuel pour les communes de plus de 10 000 habitants ; division de la D.G.E. en deux parts ; principe du droit d'option ; intervention d'une commission composée d'élus ; pouvoir décisionnel conféré au commissaire de la République ; retour à la subvention par opération pour les communes de moins de 2 000 habitants ; disparités entre départements ; élection des membres de la commission à la représentation proportionnelle (p. 4562) ; durée des choix opérés par la commission ; caractère modeste du montant de la D.G.E. réparti (p. 4563).

Discussion des articles : après l'article 1^{er} : réduction des dégrèvements sur les cotisations à la taxe professionnelle (p. 4575) ; **article 2** : limitation des programmes d'investissement ; son amendement n° 1 (communes dont la population n'excède pas 2 000 habitants) (p. 4576) ; propose une rectification à son amendement ; adopté après rectification ; son amendement n° 40 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 41 (rédactionnel) : retiré ; son amendement n° 2 (substituant dans la première phrase de l'avant dernier alinéa du texte proposé pour l'article 103 de la loi du 7 janvier 1983 aux mots : « deux mois », les mots : « trois mois ») (p. 4577) ; délais pour opter pour le rattachement à la première ou à la seconde part de la D.G.E. : adopté ; son amendement n° 3 (de conséquence) adopté après rectification (p. 4578) ; **article 3** : son sous-amendement n° 49 à l'amendement n° 19 de la commission des finances (complétant le quatrième alinéa du paragraphe 1 de cet amendement par les mots : « , sa longueur étant doublée en zone de montagne ») : adopté (p. 4579) ; **article 4** — *article 103-2 de la loi du 7 janvier 1983* : son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 43 (de rectification) : adopté ; *article 103-3 de la loi du 7 janvier 1983* : son amendement n° 44 (de conséquence) : adopté (p. 4580) ; risque de tutelle lors de la présentation des dossiers aux préfets pour ouvrir droit à une subvention spécifique ; précision sur la teneur des dossiers à présenter : *article 103-4 de la loi du 7 janvier 1983* : son amendement n° 5 (nouvelles dispositions pour cet article) (p. 4581) ; rôle de la commission d'élus ; institution d'une élection à la représentation proportionnelle ;

référence à trois collèges ; recherche d'un consensus au sein de l'association des maires du département (p. 4582) ; devenu sans objet ; son amendement n° 6 (supprimant le quatrième alinéa (3^e) du texte proposé pour cet article) ; composition de la commission ; absence du président du conseil général ; nécessité d'éviter toute tutelle : adopté ; son amendement n° 7 (précisant qu'à chacune de ses réunions la commission désigne un bureau de séance) ; présidence de la commission (p. 4583) ; liste des opérations subventionnables ; différentes catégories d'opérations prioritaires ; adopté ; son amendement n° 8 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 9 (substituant dans l'avant dernier alinéa du texte proposé pour cet article aux mots : « chaque année », les mots : « pour une période de trois ans ») ; catégories d'opérations prioritaires et taux minima et maxima de subventions applicables à chacune d'elle (p. 4584) ; rejeté ; son amendement n° 10 (complétant l'avant dernier alinéa du texte proposé pour cet article par les dispositions suivantes : « ainsi que la conférence départementale d'harmonisation instituée par l'article 18 de la présente loi ») ; communication des décisions prises par le préfet à la conférence départementale d'harmonisation des investissements : adopté (p. 4585) ; *article 103-5 de la loi du 7 janvier 1983* : son amendement n° 11 : retiré ; *article 103-6 de la loi du 7 janvier 1983* : son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté (p. 4586) ; **article 6** : son amendement n° 45 : devenu sans objet ; après l'article 6 : application de l'article 40 de la Constitution (p. 4587) ; **article 8** : son amendement n° 14 (de coordination) ; adopté ; son amendement n° 15 (substituant la fin du premier alinéa de cet article aux mots « d'un mois », les mots de : « deux mois ») ; délais pour l'exercice du droit d'option (p. 4588) ; rejeté ; son amendement n° 16 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : adopté (p. 4589) ; après l'article 9 : son amendement n° 17 (abrogeant la seconde phrase de l'article 120 de la loi du 7 janvier 1983) ; application de la D.G.E. des communes aux territoires d'outre-mer et Mayotte ; retiré (p. 4591).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : désaccord au sein de la commission mixte paritaire ; possibilité pour les communes de moins de 2 000 habitants éligibles au concours particulier institué au sein de la dotation globale de fonctionnement au bénéfice des communes touristiques et thermales de choisir le régime du taux de concours ; critères de répartition des sommes affectées aux deux parts de la dotation globale d'équipement ; composition de la commission d'élus [2 décembre 1985] (p. 5149).

Discussion des articles : après l'article 1^{er} : ses observations sur l'amendement n° 11 de M. Louis Maisonnat ; irrecevabilité financière de cet amendement (p. 5150) ; **article 2** : problème des seuils ; subventions par opérations aux deux communes de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 5151) ; **article 3** : son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté (p. 5152) ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 9 (rédactionnel) ; désignation des membres de la commission d'élus ; adopté (p. 5153) ; **article 6** : son sous-amendement oral à l'amendement n° 15 du Gouvernement (notification des subventions versées aux collectivités territoriales de Mayotte et de Wallis-et-Futuna) : adopté ; son amendement n° 10 : devenu sans objet (p. 5154).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [11 décembre 1985] (p. 5889) ; rappelle les critiques de la droite estimant que le système de la D.G.E. était difficilement applicable aux petites communes ; mécanisme retenu pour la désignation des membres de la commission (p. 5891).

— **Déclaration du Gouvernement sur la fonction publique et débat sur cette déclaration (n° 3109).**

Discussion : évolution historique du syndicalisme dans la fonction publique ; mouvement de développement de l'auxiliaire ; parité entre les agents de l'Etat et ceux des collectivités territoriales ; représentativité des organismes assurant la participation des fonctionnaires ; unité, parité et spécificité de la fonction publique territoriale [26 novembre 1985] (p. 4911) ; nécessité d'un recours à la codification ; droit à la formation permanente ; élargissement de la compétence des instances consultatives paritaires ; intervention des personnels dans la modernisation de l'administration consti-

tuant l'une des conditions principales de cette modernisation ; gestion prévisionnelle des effectifs ; possibilités ouvertes à l'administration par l'informatique (p. 4912) ; intérêt de la mobilité des personnels entre administrations centrales, services extérieurs et collectivités territoriales ; régionalisation des concours de recrutement ; contradiction entre les droits des usagers et les intérêts des personnels (p. 4913).

LABBE (Claude)

Député de Hauts-de-Seine
(9^e circonscription)
R.P.R.

Président du groupe du R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

Président de ce groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (urbanisme, logement et transports : aviation civile et météorologie) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'aviation marchande [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12360).

DEPOTS

Motion tendant à proposer de soumettre au référendum le projet de loi n° 2601 modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés [16 avril 1985] (p. 226).

Proposition de loi tendant à la suppression des forclusions opposables à l'accueil des demandes de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 2977) [3 octobre 1985].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome XVIII : urbanisme, logement et transports : aviation civile et météorologie (n° 2992) [9 octobre 1985].

Proposition de loi tendant à établir le mode de scrutin majoritaire pour l'élection des députés (n° 3003) [17 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Mission de la France au Liban** : protection de la communauté chrétienne ; contingent français dans la F.I.N.U.L. [2 mai 1985] (p. 526).

— **Bilan de la grève du 24 octobre** : mise en question de la valeur absolue de la grève [30 octobre 1985] (p. 3703).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° 2568).

Première lecture, discussion générale : **Son rappel au règlement** : admission au public dans les tribunes ; présence de M. Tjibaou [23 janvier 1985] (p. 3).

Explications de vote : caractère des propos tenus ; absence de réponse aux critiques formulées ; volonté du Gouvernement de transférer sur l'opposition les responsabilités ; existence d'une seule communauté en Nouvelle-Calédonie dont la majorité voudrait rester française ; cas du Commonwealth ; vote contre le projet (p. 28).

Son rappel au règlement : comportement du Gouvernement au cours des questions d'actualité ; excellent exposé de Mme Huguette Bouchardeau ; nombre des ministres présents ; attitude du Premier ministre ; intervention gênante de M. Jack Lang [17 avril 1985] (p. 241).

Son rappel au règlement : plan concernant l'avenir du territoire de la Nouvelle-Calédonie ; suppression du

Gouvernement démocratiquement élu ; demande d'un débat sur la Nouvelle-Calédonie ; nécessité pour le Premier ministre de venir s'expliquer devant le Parlement [25 avril 1985] (p. 388).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés** (n° 2601).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : ses observations sur les déclarations de M. Michel Charzat mettant en cause certains membres de l'opposition [25 avril 1985] (p. 412).

Explications de vote : impression de querelle strictement politicienne donnée par le débat ; supériorité du parti socialiste sur la souveraineté populaire [26 avril 1985] (p. 465) ; « sacrifice de la V^e République au profit d'une opération de survie » ; transfert du droit des citoyens de désigner la majorité en faveur des partis politiques ; « balkanisation » de l'Assemblée nationale ; rôle d'arbitre donné à l'extrême-droite ; remise en cause de la philosophie d'un système politique (p. 466) ; effet de rassemblement né du vote majoritaire ; cas du parti socialiste ; fait majoritaire permettant seul l'alternance réelle ; vote négatif du groupe R.P.R. (p. 467).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés** (n° 2601).

Deuxième lecture, explications de vote : souci de la stabilité gouvernementale ; choix du scrutin adapté à une stratégie ; remise en cause de l'alternance ; introduction à l'Assemblée des groupes marginaux ; vote négatif du groupe R.P.R. [13 juin 1985] (p. 1679).

— **Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ainsi qu'à la prévention et à la répartition des nuisances dues au bruit des aéronaves** (n° 2393).

Deuxième lecture, discussion générale : impossibilité juridique de distinguer selon qu'un appareil appartienne à un aéroclub ou à une compagnie aérienne [22 mai 1985] (p. 995).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie** (n° 2662).

Seconde délibération du projet de loi : **son rappel au règlement** : impossibilité de ne pas tenir compte des conclusions de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie ; propose qu'un orateur de chaque groupe s'exprime pour répondre à la commission [4 juin 1985] (p. 1399).

Nouvelle délibération de la loi.

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 2 (précisant que les populations intéressées se prononcent par voie de référendum sur l'appartenance du territoire à la République française) [12 août 1985] (p. 2500) rejeté ; **son rappel au règlement** ; mépris à l'égard de l'Assemblée Nationale en raison des conditions de convocation en session extraordinaire (p. 2501) ; **article 3** : son amendement n° 3 (supprimant la référence à Yaté et à l'île des Pins) (p. 2502) ; rejeté ; **article 4** : son amendement n° 4 (détermination du nombre des membres de chaque Conseil de région) (p. 2503) ; rejeté (p. 2504) ; **article 27** : son amendement n° 5 (de suppression) (p. 2507) ; rejeté (p. 2508).

Explications de vote : nécessité du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République française (p. 2509).

Deuxième lecture, explications de vote : estime que le pouvoir « s'évade » ; désir de la majorité de la population de Nouvelle-Calédonie de rester dans l'ensemble français [20 août 1985] (p. 2541).

Son rappel au règlement : désordre dans l'ordre du jour de l'Assemblée ; considère que les membres du Gouvernement sont à la disposition du Parlement ; horaires des séances d'après-midi ; image de l'Assemblée nationale dans l'opinion ; présence des membres du Gouvernement lors des questions d'actualité ; insuffisance du temps de parole des groupes de l'opposition [13 juin 1985] (p. 1662) ; réponses aux questions constituant des déclarations gouvernementales ; apparition de « questions de connivence » (p. 1663).

Son rappel au règlement : nécessaire réponse du Gouvernement aux allégations des indépendantistes gua-

déloupéens sur les collusions qui auraient eu lieu au début de l'année 1983 ; silence du Gouvernement face aux accusations venant d'Algérie et concernant le comportement de l'armée française pendant les opérations de la guerre d'Algérie [10 juillet 1985] (p. 2293).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Deuxième lecture, discussion générale : son **rappel au règlement** : tenue des sessions extraordinaires [25 juillet 1985] (p. 2417) ; inscription à l'ordre du jour du texte sur la police ; « légèreté » dont a fait preuve le ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 2418).

Son rappel au règlement : article 10 de la Constitution ; dégradation de l'Etat [12 août 1985] (p. 2478).

Demande une suspension de séance avant d'entamer la discussion en nouvelle délibération de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie [20 août 1985] (p. 2516).

Son rappel au règlement : affaire Greenpeace [20 août 1985] (p. 2518) ; caractère scandaleux de l'absence du Premier ministre (p. 2519).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

Discussion générale, Rapporteur pour avis : intérêts de l'industrie aéronautique et des transports aériens français ; apparition de nouveaux concurrents ; redressement de la situation du trafic aérien ; qualité de l'appareil de production français ; rentabilité du Concorde [24 octobre 1985] (p. 3442) ; mise en service du Concorde sur les lignes régulières du Pacifique ; relations entre les compagnies aériennes et l'Etat ; avenir de la société U.T.A. dans le Pacifique (p. 3443).

Allocution (n° 3227) de M. Louis Mermaz, Président de l'Assemblée Nationale.

Ses observations sur le temps qui lui est imparti [18 décembre 1985] (p. 6335) ; dégradation de l'image de l'Assemblée nationale et du Parlement ; recours au vote bloqué ; déclin de l'initiative parlementaire ; utilisation abusive des articles additionnels après la première lecture ; présentation tronquée des lois de finances ayant pour corollaire l'ampleur de la régulation budgétaire ; droits de l'opposition ; censure prononcée à l'égard de trois députés d'opposition ; attitude du Président Louis Mermaz ; dévoiement de la procédure des questions d'actualité ; saisine du Conseil constitutionnel ; politisation du personnel de l'Assemblée nationale et de ses cadres ; son hommage au personnel de l'Assemblée (p. 6336) ; qualités à attendre d'un Président de l'Assemblée nationale (p. 6337).

Son rappel au règlement : absence de réunion d'une conférence des Présidents ; opportunité de la 17^e session extraordinaire de la législature ; risques de voir la session se prolonger durant la campagne officielle pour les élections à l'Assemblée nationale ; modalités d'annonce de la tenue de la session extraordinaire ; nécessité de rétablir la liberté en matière de durée du travail [9 janvier 1986] (p. 6).

Son rappel au règlement : inopportunité d'appliquer l'article 49, alinéa 3, de la Constitution sur le projet de loi relatif à l'aménagement du temps de travail ; refus par le Gouvernement d'une discussion approfondie [12 février 1986] (p. 14) ; projet gouvernemental constituant un facteur de rigidité (p. 15).

LABORDE (Jean)

*Député du Gers
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modifi-

cation de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités du cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur **l'aide ménagère aux personnes âgées (n° 2648)** [25 avril 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sécurité routière** : fléau des accidents de la route [6 novembre 1985] (p. 3978) ; mesures prises par le Gouvernement (p. 3979).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* prise en charge d'un nombre croissant d'inactifs ; maintien à domicile ; médecine quotidienne dans les villes et les campagnes ; amélioration des rapports entre le milieu hospitalier et l'extérieur ; idée d'un fonds commun de dépendance [3 novembre 1985] (p. 3852) ; aides ménagères ; politique contractuelle (p. 3853).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Première lecture, discussion générale : fonction de la retraite ; conditions de vie des agriculteurs ; nécessité de permettre aux retraités de poursuivre une activité réduite [5 décembre 1985] (p. 5367).

LACOMBE (Jean)

*Député de l'Hérault
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi (n° 2947) relatif à l'aménagement la protection et la mise en valeur du littoral [10 octobre 1985] (p. 2961).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012) [J.O. du 6 décembre 1985] (p. 14200).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947) [J.O. du 18 décembre 1985] (p. 14753).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14816).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2583) relatif à l'application du **code de conduite des conférences maritimes** établi par la convention des Nations Unies conclue à Genève le 6 avril 1974 (n° 2607) [11 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2947) relatif à l'aménagement, la protection et la **mise en valeur du littoral (n° 3084)** [19 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en

discussion, du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 3226) [18 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Plans intégrés méditerranéens** : portée et importance de ces programmes [9 octobre 1985] (p. 2839).

— **Suppression de l'avance remboursable à E.D.F.** : suppression de l'avance remboursable versée par les usagers d'E.D.F. lorsqu'ils aménagent un nouveau logement [18 décembre 1985] (p. 6349).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations unies relative à un code de conduite des conférences maritimes (n° 2582 à et relatif à l'application du code de conduite des conférences maritimes établi par la convention des Nations unies conclue à Genève le 6 avril 1974 (n° 2583).**

Première lecture, discussion générale commune : Rapporteur : renforcement des prérogatives des conférences maritimes ; avenir du pavillon français sur les mers du globe ; nature des conférences maritimes ; principales dispositions du code ; champ d'application du code ; réserves de la C.E.E. [16 avril 1985] (p. 202) ; rôle de l'Etat en cas d'échec des négociations en vue de l'accès à une conférence ; insertion dans le droit français de diverses dispositions de cette convention ; absence de modification de la part du trafic international de lignes assurées par l'armement français ; absence de hausses significatives de taux de fret (p. 203) ; nécessité de maintenir l'importance de la flotte de commerce (p. 204).

— **Projet de loi relatif à l'application du code de conduite des conférences maritimes établi par la convention des Nations unies conclue à Genève le 6 avril 1974 (n° 2583).**

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 1 (de précision) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 2 (litiges nés de l'application de cet article) : adopté ; son amendement n° 3 (prise en compte de certains critères dans le règlement des litiges) : adopté (p. 209)..

— **Projet de loi modifiant le décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche maritime (n° 2579).**

Première lecture, discussion générale : aquaculture ; accord communautaire pour l'élargissement de la C.E.E. à l'Espagne et au Portugal ; défense du prix sur le marché de la sardine méditerranéenne ; prise en compte des problèmes d'aménagement des pêcheries ; régime d'interdiction ou d'autorisation de la pêche dans les eaux placées sous surveillance ou juridiction française ; nécessité d'un accord entre les pays du pourtour méditerranéen pour se répartir les zones économiques de pêche [16 avril 1985] (p. 215) ; méthodes de mise en marché ; pêche sous-marine (p. 216).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale* : bilan positif [23 octobre 1985] (p. 3364) ; mutation dans le domaine des cultures marines ; établissement national des invalides de la marine ; rôle des régions ; élaboration des schémas de mise en valeur de la mer ; programmes intégrés méditerranéens (p. 3365) ; élargissement de la Communauté économique européenne (p. 3366).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : importance du littoral ; nombre des emplois directement liés à la mer ; politique de protection, d'aménagement et de mise en valeur ; activités traditionnelles ; nouvelles utilisations économiques du littoral ; appartenance au domaine public maritime [22 novembre 1985] (p. 4724) ; régime ju-

ridique des concessions d'endiguage et des plages ; nécessité d'une protection accrue des milieux naturels littoraux ; création du conservatoire du littoral en 1975 ; maîtrise de l'urbanisme et du développement économique ; procédure des périmètres sensibles ; directive d'aménagement national ; préservation des sites littoraux remarquables (p. 4725) ; gestion du domaine public maritime ; concept d'aménagement ; notion d'espace destiné à l'urbanisation ; dispositions particulières aux départements d'outre-mer ; largeur de la bande inconstructible ; qualité des eaux ; tourisme ; système de concession des plages ; association des sections régionales de la conchyliculture à l'élaboration des P.O.S. ; pouvoirs de police spéciaux des maires concernant les baignades et activités nautiques (p. 4726) ; réalité politique du littoral ; instrument du schéma de mise en valeur de la mer (p. 4727).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 129 (précisant qu'une politique spécifique est menée en faveur du littoral) (p. 4734) ; analogie entre le projet de loi et la loi sur la montagne ; innovations et recherches concernant le littoral (p. 4735) ; équilibre des activités ; tourisme et activités de tourisme ; adopté après modification ; non opportunité de créer un Conseil national semblable à celui institué pour la montagne ; existence du ministère de la mer ; **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (substituant dans le 2^e alinéa de cet article aux mots « et les départements d'outre-mer » les mots « des départements d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte ») ; extension du bénéfice du projet de loi à la collectivité territoriale de Mayotte (p. 4736) ; adopté ; son amendement n° 2 (rédactionnel) ; son amendement n° 3 (rédactionnel) : adoptés ; son amendement n° 137 à titre personnel (précisant que la liste des communes visée au présent alinéa est établie par décret en Conseil d'Etat après consultation des conseils municipaux intéressés) ; fixation de la liste des communes riveraines des estuaires et deltas ; adopté ; son amendement n° 138 à titre personnel (de conséquence) : adopté ; **après l'article 1^{er}** : indissociabilité des différentes parties du littoral ; vocation du Conseil de rivage (p. 4737) ; **article 2** : *article L. 146-1 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 4 (communes non riveraines) ; application des nouvelles dispositions du code de l'urbanisme aux communes non riveraines des mers, étangs salés, grands lacs ; nombre de communes non riveraines du littoral : adopté ; son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 6 (supprimant à la fin de la première phrase du dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code les mots : « et en particulier de l'article L. 164-4 ») ; préservation des espaces littoraux sensibles ; adopté ; son amendement n° 7 (de conséquence) : adopté (p. 4739) ; *après l'article L. 146-1 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 8 (capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser) ; définition des règles générales applicables à l'ensemble du territoire communal dans ses zones urbanisées ou à urbaniser ; activités maritimes ; pertinence de la proposition du Président de séance ; adopté (p. 4740) ; *article L. 146-2 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 9 (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I du texte proposé pour cet article du code après le mot « réaliser » les mots : « en priorité en direction de l'intérieur des terres ») ; extension de l'urbanisation ; adopté ; son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 11 (supprimant la fin du premier alinéa du paragraphe I du texte proposé pour cet article du code) ; suppression de la disposition relative au regroupement des constructions dans les secteurs où s'est déjà développée une harmonisation diffuse ; adopté ; son amendement n° 12 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 130 (insérant dans la première phrase du paragraphe II du texte proposé pour cet article du code après les mots « du rivage » les mots « ou des rives ») : devenu sans objet ; son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté (p. 4741) ; son amendement n° 14 : devenu sans objet ; son amendement n° 15 (insérant dans le paragraphe III du texte proposé pour cet article du code après les mots « 100 mètres » le mot « minimum ») ; consensus sur la bande des 100 mètres ; adopté ; son amendement n° 131 (insérant dans le paragraphe III du texte proposé pour cet article du code après les mots « du rivage » les mots « des rives ») : retiré ; son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 19 (réalisation d'une enquête publique) ; dérogation au principe de protection de la bande des 100 mètres (p. 4742) ; modification des seuils de déclenchement de l'enquête publique ; dimension qualitative des

seuils ; adopté après modification ; son amendement n° 20 (détermination des conditions dans lesquelles la largeur de la bande littorale peut être portée à plus de 100 mètres) ; bande littorale inconstructible ; possibilité pour les régions de proposer l'élaboration de prescriptions particulières ; adopté après modification (p. 4743) ; évaluation des estuaires les plus importants ; *articles L. 146-3 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 21 (rédigeant ainsi la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « ils ne peuvent toutefois être aménagés que dans des secteurs prévus à cet effet par le P.O.S. ») ; aménagement des terrains pour l'accueil d'installations touristiques, adopté ; son amendement n° 22 (de conséquence) : adopté ; *article L. 144-4 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 23 (de précision) : adopté ; son amendement n° 24 (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code après les mots « tels que » le mot « notamment ») : adopté (p. 4744) ; son amendement n° 25 (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code après les mots « landes côtières », les mots « les plages et les lidos ») : adopté ; son amendement n° 26 (complétant le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots « et, dans les départements d'outre-mer, les récifs coraliens et les mangroves ») : adopté ; son amendement n° 27 (insérant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code après le mot « admis » les mots « après enquête publique suivant les modalités de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ») ; possibilité dérogatoire pour la réalisation des aménagements légers dans les espaces sensibles ; adopté, son amendement n° 28 (insérant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code après les mots « mise en valeur » les mots : « notamment économique pour ceux qui ont une telle vocation ») ; possibilité de développement économique dans les espaces littoraux sensibles ; adopté ; son amendement n° 29 (complétant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots : « à l'exclusion de tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection de ces espaces et milieux en tant qu'espaces naturels ») ; nature des modes d'occupation du sol admis dans les espaces littoraux sensibles ; adopté ; son amendement n° 132 (réalisation des travaux ayant pour objet la conservation ou la protection des espaces et milieux en tant qu'espaces naturels remarquables ») ; référence à la loi « Bouchardeau » (p. 4745) : adopté ; son amendement n° 30 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 31 (insérant dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code après les mots « ensembles boisés » le mot « existants ») : adopté ; son amendement n° 32 (consultation de la commission départementale des sites) ; caractère « significatif » des parcs et ensembles boisés ; adopté ; *article L. 146-5 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 33 (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code après les mots : « contraintes » le mot : « impératives ») : adopté ; son amendement n° 34 (insérant dans le 3^e alinéa (b) du texte proposé pour cet article du code après le mot « routes » les mots « sur les plages ») : adopté ; principe selon lequel l'implantation de nouvelles routes est interdite sur les dunes, les cordons lagunaires ou en corniches ; sens de l'expression « sauf contraintes impératives liées à la configuration des lieux » (p. 4746) ; dérogation aux contraintes impératives ; son amendement n° 35 (consultation de la commission départementale des sites siégeant en formation de protection de la nature) : adopté ; son amendement n° 36 (rédactionnel) : adopté ; *article L. 146-6 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 37 (insérant dans le texte proposé pour cet article du code après les mots « défense nationale » les mots « à la sécurité civile ») ; impossibilité de construire des réservoirs pour la défense contre l'incendie dans les Landes ; adopté (p. 4747) ; **après l'article 2** : son amendement n° 38 (précisant que le tracé modifié peut gréver les propriétés riveraines du domaine public maritime) ; possibilité de déplacer l'emprise de la servitude de passage le long du domaine public maritime pour assurer la continuité de cheminement des piétons ou leur libre accès au rivage ; **article 3** : institution de servitudes de passage ; son amendement n° 39 (de rectification) : adopté ; son amendement n° 40 (supprimant la deuxième phrase du texte proposé pour l'article L. 166-1 du code de l'urbanisme) ; proximité des bâtiments à usage d'habitation des voies à usage collectif ; adopté (p. 4748) ; **article 4** : son amendement n° 41 (rédactionnel) : retiré ; **après l'article 4** : son amendement n° 133 (association

des sections régionales de la conchyliculture à l'élaboration des schémas directeurs et des P.O.S.) ; rôle des sections régionales de la conchyliculture ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 42 (rédigeant ainsi le début du premier alinéa de cet article : « le 4^e alinéa de l'article 6 et la loi du 16 décembre 1964 ») ; déversements effectués en mer ou en eau douce ; adopté (p. 4749) ; **article 7** : son amendement n° 43 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 44 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 45 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 46 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 7** : son amendement n° 47 (détermination des conditions de conservation, de reproduction et de reconstitution des ressources de pêche et d'enrichissement ou de repeuplement des fonds) ; habilitation donnée au pouvoir réglementaire ; souhait exprimé par les professionnels de la pêche ; détermination des conditions de conservation ; adopté ; son amendement n° 48 (déversement en mer de substances organiques nuisibles pour la conservation) (p. 4750) ; harmonisation de la répression de la pollution de part et d'autre de la limite de la salure des eaux ; adopté ; son amendement n° 49 (fixation par le tribunal des mesures à prendre pour faire cesser l'infraction ou en éviter la récurrence) ; regroupement des dispositions des articles du code rural applicables à la pollution des eaux ; suspension de l'expédition de coquillages à la suite d'un déséquilibre biologique ; indemnités obtenues par la voie de la responsabilité civile (p. 4751) : adopté ; **article 8** : son amendement n° 50 (rédactionnel) ; délai accordé dans le cas des zones d'urbanisation future ; adopté ; son amendement n° 51 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 52 (substituant à la fin du premier alinéa de cet article aux mots « à la zone » les mots « au milieu et à la quantité des effluents ») : adopté ; son amendement n° 134 (déversement dans les eaux de mer ou dans les eaux douces effectuées en infraction avec la loi) (p. 4752) ; devenu sans objet ; **avant l'article 9** : son amendement n° 53 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 54 (détermination des vocations des différents secteurs de l'espace maritime et des principes de compatibilité applicables aux usages correspondants) ; référence au schéma de mise en valeur de la mer institué par la loi du 7 janvier 1983 ; adopté après modification (p. 4753) ; **article 9** : possibilité pour les communes littorales de maîtriser leur développement touristique ; suppression de la référence aux équipements publics ; **article 10** : son amendement n° 55 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 56 (de précision) (p. 4754) ; adopté ; **article 11** : son amendement n° 57 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 11** : amendement n° 121 de M. André Duroméa prévoyant des mesures difficilement applicables entre le rivage et la limite des 12 milles marins (p. 4755) ; **article 12** : son amendement n° 58 (insérant avant le paragraphe I de cet article un paragraphe I A ainsi rédigé : « I A — dans l'article L. 142-5 du code des communes sont insérés après les mots « stations classées » les mots « ainsi que dans les communes littorales définies par la loi relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral ») ; possibilité pour les communes littorales de créer un office de tourisme ; adopté ; son amendement n° 59 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 60 (de précision) : adopté ; son amendement n° 61 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 62 (de rectification) : adopté ; inopportunité de modifier le système de la taxe du séjour (p. 4756) ; **après l'article 12** : insuffisance des ressources des communes du littoral ; dégradation des rivages ; son amendement n° 63 (interdiction ou limitation des extractions de matériaux non visés à l'article 2 du code minier) ; extractions destinées à la commercialisation ; situation dans le port de Bayonne ; intégrité des plages et des dunes littorales (p. 4757) ; adopté après modification ; **avant l'article 13** : son amendement n° 64 (insérant avant cet article dans l'intitulé du Titre II après les mots « domaine public maritime » les mots « et fluvial ») : adopté ; son amendement n° 65 (insérant avant cet article dans l'intitulé du chapitre I^{er} du Titre II après les mots « domaine public maritime » les mots « et fluvial ») : adopté ; **article 13** : son amendement n° 66 (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots « espaces terrestres avoisinants » les mots : « et à ce titre sont coordonnées notamment avec celles concernant les terrains avoisinants ayant vocation publique ») ; coordination des décisions d'utilisation du domaine public maritime avec la gestion des domaines acquis (p. 4758) ; adopté ; son amendement n° 67 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 68 (complétant le 2^e alinéa de cet article par les mots : « , suivant les modalités de la loi du 22 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes

publiques et à la protection de l'environnement »); rappel des modalités de la loi Bouchardeau; adopté; **après l'article 13**: création du conservatoire du littoral; cohérence avec la loi de décentralisation; responsabilité des collectivités (p. 4759); inopportunité de faire gérer les étangs salés par les affaires maritimes; **article 15**: son amendement n° 69 (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots: « pêche maritime » les mots: «, à la salicultur »); réalisation des ouvrages indispensables de défense contre la mer pour l'activité salicole; adopté; **article 16**: son amendement n° 70 (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots: « zones de mouillage » les mots « et d'équipements légers »); adopté (p. 4760); son amendement n° 71 (de précision): adopté; son amendement n° 72 (application des dispositions aux mouillages et équipements légers réalisés sur le domaine public fluvial): adopté; son amendement n° 73 (supprimant dans le dernier alinéa de cet article le mot « organisés »); mouillages et équipements légers; adopté; son amendement n° 74 (complétant le dernier alinéa de cet article par les mots « dans le cadre de leur bassin de navigation de plaisance »); installation des mouillages ou équipements isolés; adopté; **article 17**: son amendement n° 75 (rédigeant ainsi près le mot « maritime », le premier alinéa de cet article: « portuaires relevant de la compétence des collectivités territoriales, l'autorisation d'exploitation »); élargissement du champ d'application de cet article; adopté (p. 4761); **article 18**: son amendement n° 76 (précisant que l'usage libre et gratuit des plages par le public constitue leur destination fondamentale): adopté; son amendement n° 135 (accord au renouvellement des concessions de plage après enquête publique); aménagement d'espaces suffisants ouverts au libre usage du public (p. 4762); adopté; son amendement n° 78 (insérant dans la 2^e phrase du troisième alinéa de cet article après les mots « les clauses » les mots « les concessions et »); interdiction des concessions et des sous-traités d'exploitation prévoyant des clôtures; adopté; son amendement n° 79 (rédactionnel): adopté; son amendement n° 80 (de conséquence): adopté; **article 20**: son amendement n° 81 (rédigeant ainsi, après les mots « trois cent mètres à compter de » la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 131-2-1 du code des communes: « la laisse de basse mer »); police des baignades et des activités nautiques; limites de la responsabilité des maires; établissement d'une limite fixe matérialisée et balisée; distance de trois cents mètres conduisant à donner aux maires une responsabilité trop large (p. 4763); rejeté; son amendement n° 82 (réglementation par le maire de l'utilisation des aménagements réalisés pour la pratique des activités); contenu de la nouvelle police municipale spéciale instaurée dans la zone des trois cents mètres; adopté après modification; **après l'article 20**: son amendement n° 83 (insérant au premier alinéa de l'article L. 131-13 du code des communes les mots: « et de l'article L. 131-2-1 » après les mots « en vertu de l'article L. 131-2 »); pouvoirs de substitution du commissaire de la République; adopté; **article 21**: son amendement n° 84 (détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités et de mise en œuvre du secours et du sauvetage en mer): adopté; **avant l'article 22**: son amendement n° 85 (de conséquence): adopté (p. 4764); **article 22**: son amendement n° 86 (rédactionnel): adopté; **article L. 156-1 du code de l'urbanisme**: son amendement n° 87 (de conséquence) (p. 4765); adopté; son amendement n° 88 (rédactionnel): adopté; **article L. 156-2 du code de l'urbanisme**: son amendement n° 89 (rédactionnel): adopté; son amendement n° 90 (de rectification): adopté; son amendement n° 91 (terrains situés dans une bande littorale comprise entre le rivage de la mer et la limite supérieure de la réserve domaniale); remplacement de la bande des cent mètres de la métropole par la bande des 50 pas géométriques; adopté; **article L. 156-3 du code de l'urbanisme**: son amendement n° 92 (de clarification): adopté; son amendement n° 93 (rédactionnel): adopté (p. 4766); son amendement n° 94 (rédactionnel): adopté; **article 23**: son amendement n° 95 (rédactionnel): adopté; son amendement n° 96 (application de la loi à la collectivité territoriale de Mayotte): adopté; **article 24**: son amendement n° 97 (de rectification): adopté; son amendement n° 98 (rédactionnel): adopté; son amendement n° 99 (rédactionnel): adopté; **article 25**: son amendement n° 100 (remplaçant l'article L. 89 du code du domaine de l'Etat par des nouvelles dispositions) (p. 4767); adopté; son amendement n° 101 (réalisation d'opérations d'aménagement dans les secteurs classés en zone urbaine par un

P.O.S. opposable au tiers); substitution de la notion d'opération d'aménagement à la notion de programme d'aménagement; disparition de la notion de priorité de la commune; adopté; **après l'article 25**: estime que l'amendement n° 149 du Gouvernement n'a rien à voir avec le projet de loi en cause; son amendement n° 102 (dépôt par le Gouvernement d'un rapport annuel au Parlement sur l'application de la présente loi) (p. 4768); impossibilité d'obliger le Gouvernement à déposer chaque année un rapport sur l'application de la loi concernant les établissements classés; adopté après rectification (p. 4669).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur: préservation du littoral; non publication des textes d'application nécessaires à l'établissement des schémas de mise en valeur de la mer [19 décembre 1985] (p. 6409); prise en compte des espaces urbanisés; réintroduction de la notion d'extension limitée de l'urbanisation; fixation par décret des espaces et milieux sensibles à protéger; équipement d'assainissement; limitation ou interdiction des extractions de matériaux dans la zone littorale; autorisations d'exploitation de cultures marines; octroi ou renouvellement des concessions de plage (p. 6410).

LA COMBE (René)

*Député de Maine-et-Loire
(6^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République
[J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges
[J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (environnement) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome VIII: environnement (n° 2992)
[9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie:

Environnement. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis: faiblesse des crédits affectés au ministère de l'environnement pour 1986; retard pris dans la réalisation du programme d'assainissement des cours d'eau; création de la mutuelle de l'air pour taxer les usines polluantes; difficultés provoquées par les petites mobylettes; problème du « grignotage »; dotations d'investissement versées par l'Etat aux réserves naturelles; usage des pots catalytiques; situation du parc des Cévennes; opportunité de prévoir des représentants du ministère de l'environnement au sein d'autres ministères; demandes formulées par les gardes-chasse souhaitant être fonctionnaires [23 octobre 1985] (p. 3415).

LAFLEUR (Jacques)

*Député de la Nouvelle-Calédonie et dépendances
(2^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République
[J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 22 mai 1985] (p. 5755).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 22 mai 1985] (p. 5755).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, soumise à nouvelle délibération (n° 2939) [J.O. du 21 août 1985] (p. 9620).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : engagement de la Nouvelle-Calédonie dans l'engrenage de la violence ; humiliation des forces de l'ordre ; sa référence aux événements du 8 mai 1985 ; violences dues aux militants indépendantistes du Palika ; refus du dialogue avec les élus majoritaires ; satisfaction des revendications de la minorité des séparatistes ; inexistence de conflit ethnique ; « appétits extérieurs » à l'égard de la Nouvelle-Calédonie [30 mai 1985] (p. 1295-1296) ; ses observations sur la décision de M. Jean-Marie Tjibaou de participer aux élections régionales ; transfiguration d'une minorité en majorité par le statut Lemoine ; R.P.C.R. bénéficiant de la majorité absolue des sièges ; non respect par le Gouvernement des règles de droit qu'il a édictées constituant « un début de forfaiture » ; condamnation de M. Jean-Marie Tjibaou pour atteinte à l'intégrité du territoire national par la 1^{re} Chambre correctionnelle de Paris ; échec de M. Edgard Pisani (p. 1297) ; sous-représentation de Nouméa ; régionalisation pouvant dans certaines conditions être une bonne solution ; abolissement du Gouvernement légal actuellement en place ; administration directe par l'Etat ; question de la base militaire en Nouvelle-Calédonie ; incompatibilité entre indépendance et association ; ses propositions signées avec Dick Ukeiwé ; maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République ; création de deux régions ; congrès et Gouvernement issus du suffrage universel ; territoire bénéficiant de véritables pouvoirs (p. 1298) ; présence de trotskistes auprès des militants indépendantistes ; encouragement donné aux indépendantistes des Dom-Tom ; intérêts militaires de la France ; problème de la confiance des pays africains pour la France (p. 1299) ; ses observations sur les blessés par balles lors des événements du 8 mai 1985 (p. 1314).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 36 (substituant à la fin du premier alinéa de cet article aux mots « sur l'accession du territoire à l'indépendance en association avec la France » les mots : « par voie de référendum sur l'appartenance du territoire à la République française ») (p. 1326) ; rejeté (p. 1328) ; **article 2** : son amendement n° 37 (supprimant les mots « Yaté, île des Pins » à la fin du 3^e alinéa (2^e) de l'article 2 ; insérant dans l'avant-dernier alinéa (3^e) de cet article après le mot « Dumbéa » les mots « Yaté, île des Pins ») ; souci exprimé par les chefs du sud ; appartenance de Yaté et de l'île des Pins à la région sud ; rejeté (p. 1330) ; **article 3** : son amendement n° 39 (substituant à la fin de la première phrase du 3^e alinéa de cet article les mots « quarante-cinq » aux mots « quarante-trois ») ; devenu sans objet ; son amendement n° 38 (substituant dans la 3^e ligne du tableau de cet article au nombre « dix-huit » le nombre « vingt ») ; rééquilibrage de la région de Nouméa par rapport aux régions sur-représentées ; rejeté (p. 1332) ; **après l'article 5** : son amendement n° 40 (élaboration de listes électorales spécifiques pour le vote des électeurs réfugiés à Nouméa) ; tension régnant en Nouvelle-Calédonie ; existence du vote par procuration entre les îles Loyauté et Nouméa ; rejeté (p. 1335) ; **article 6** : son amendement n° 41 : devenu sans objet (p. 1338) ; **article 7** : son amendement n° 42 (précisant que dans chaque bureau de vote un membre de la commission de contrôle ou un délégué reste présent pendant la durée des opérations de vote) (p. 1339) ; rejeté (p. 1340) ; **article 10** : son amendement n° 43 (précisant qu'en cas d'absence ou d'empêchement le président peut déléguer ses pouvoirs à un vice-président élu dans les mêmes conditions) ;

rejeté ; **après l'article 10** : son amendement n° 44 (création d'un Conseil consultatif coutumier territorial pouvant lui-même créer des conseils décentralisés) ; création dans les régions de conseils coutumiers de région ; réunion des conseils à la demande du haut-commissaire (p. 1342) ; rejeté ; **article 11** : non identifié des coutumes dans le sud de l'île (p. 1343) ; **article 12** : son amendement n° 45 (supprimant dans le 6^e alinéa (e) de cet article les mots « et réforme foncière ») ; réforme foncière relevant de la compétence du congrès ; rejeté (p. 1347) ; **article 14** : son amendement n° 46 (précisant qu'en cas d'absence ou d'empêchement le président peut déléguer ses pouvoirs à un vice-président élu dans les mêmes conditions) ; adopté ; son amendement n° 47 (précisant que le congrès du territoire peut instituer auprès du président un bureau dont il désigne les membres et fixe les attributions) ; rejeté (p. 1348) ; **article 15** : son amendement n° 48 (substituant à la fin de cet article aux mots « le haut-commissaire » les mots « le président du Gouvernement ») ; retiré (p. 1349) ; **article 16** : son amendement n° 49 (de suppression) ; Conseil exécutif apparaissant comme un simple organe consultatif assistant le haut-commissaire ; rejeté (p. 1350) ; demande à M. Edgard Pisani s'il envisage d'organiser le référendum d'autodétermination avant mars 1986 (p. 1351) ; **article 17** : son amendement n° 50 (de suppression) (p. 1352) ; rejeté (p. 1353) ; **après l'article 17** : caractère « scandaleux » de la prorogation de l'état d'urgence (p. 1355) ; **article 19** : son amendement n° 51 (prévoyant que le Gouvernement territorial en exercice assurera l'expédition des affaires courantes jusqu'à la mise en place des nouvelles institutions) ; volonté du Gouvernement de mettre un terme aux fonctions de M. Dick Ukeiwé ; rejeté (p. 1356).

Seconde délibération du projet de loi : non prise en compte de l'opinion de l'Assemblée territoriale ; découpage des régions entraînant un déséquilibre sur le plan politique ; représentation des élus tendant à donner la majorité à une minorité ; création d'un Conseil coutumier territorial pouvant créer des conseils régionaux coutumiers ; possibilité de modifier le statut de la Nouvelle-Calédonie par ordonnances [4 juin 1985] (p. 1399).

Deuxième lecture, discussion générale : refus d'engager le dialogue avec les vrais représentants de la quasi-totalité des calédoniens ; répartition des sièges ; utilisation de l'article 10 de la Constitution [20 août 1985] (p. 2531) ; place de la France dans le Pacifique ; précise que pour les Calédoniens la France demeure le pays de la liberté (p. 2532).

Troisième lecture, explications de vote : refus de l'indépendance par les Calédoniens [20 août 1985] (p. 2550).

— **Projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061).**

Deuxième lecture, discussion générale : amnistie des actes de violence ; non rétablissement de l'ordre sur le territoire ; interruption des poursuites ; invitation de jeunes indépendantistes en Lybie [21 décembre 1985] (p. 6626) ; encouragement pour les « criminels et les violeurs » (p. 6627).

Troisième lecture, discussion générale : expulsion de trente-cinq Mélanlésiens demandée et réalisée par le F.L.N.K.S. ; agissements du F.L.N.K.S. [22 décembre 1985] (p. 6657).

Discussion des articles : problèmes de la Nouvelle-Calédonie (p. 6657) ; libération de criminels ayant commis des exactions (p. 6658).

LAGORCE (Pierre)

Député de la Gironde
(8^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (défense) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome IX : **défense** (n° 2989) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Namibie** : retrait des troupes de l'Afrique du Sud stationnant dans le Sud de l'Angola ; application des résolutions du Conseil de sécurité ; émergence d'une société non raciste en Afrique du Sud [17 avril 1985] (p. 232).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Discussion générale* : Rapporteur pour avis : désarmement ; initiative de défense stratégique ; projet Eurêka ; coopération européenne en matière d'armement ; Union de l'Europe Occidentale [8 novembre 1985] (p. 4152) ; place de la France dans l'Europe et le monde (p. 4153).

LAIGNEL (André)

Député de l'Indre
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (intérieur et décentralisation) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) annexe n° 20 : **intérieur et décentralisation** (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : modernisation de la police nationale ; décentralisation ; besoins de sécurité ; effectifs dans la police ; politique de formation ; amélioration des conditions de vie matérielle [13 novembre 1985] (p. 4297) ; amélioration de la gestion des crédits des services ; mise en œuvre de la décentralisation ; développement de la démocratie locale ; réforme de la D.G.F. et de la D.G.E. ; concours de l'Etat aux collectivités locales ; dotation générale de décentralisation ; endettement des collectivités ; diminution progressive des taux d'intérêt accompagnant les prêts nouveaux aux collectivités locales ; interventions de la C.A.E.C.L. (p. 4298).

LAJOINIE (André)

Député de l'Allier
(3^e circonscription)
Communiste

Président du groupe communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

Président de ce groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur de sa proposition de loi (n° 2785) visant à développer l'agriculture française en améliorant les conditions de vie et de travail des exploitants agricoles familiaux [10 octobre 1985] (p. 2961).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée de faire toute la lumière sur l'**attentat contre le bateau de Greenpeace** et de déterminer les responsabilités exactes à tous les niveaux de la hiérarchie militaire et politique (n° 2952) [2 octobre 1985].

Proposition de loi tendant à **interdire les relations** économiques, commerciales, culturelles, militaires et politiques avec l'**Afrique du Sud**, tant que durera le régime d'apartheid (n° 2973) [3 octobre 1985].

Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une **délégation parlementaire permanente chargée du contrôle des activités des services secrets** (n° 2974) [3 octobre 1985].

Proposition de loi tendant à instituer **des mesures urgentes pour lutter contre la pauvreté** (n° 3344) [27 février 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Lutte contre le chômage et indemnisation** : statistiques du chômage ; travaux d'utilité collective (T.U.C.) ; flexibilité du travail ; indemnisation du chômage ; réduction de l'inflation ; trésorerie des sociétés capitalistes ; ressources décentes pour les chômeurs [3 avril 1985] (p. 57) ;

— **Pluralisme à la radio-télévision** : persistance de zones d'ombre ; utilisation gouvernementale et partisane du service public de la radio-télévision ; spots publicitaires vantant la politique gouvernementale [2 octobre 1985] (p. 2568) ; absence de véritable opposition entre la politique économique du Gouvernement et celle des formations de droite ; nécessité d'un débat pluraliste à la radio-télévision (p. 2569) ;

— **Sanctions économiques contre le régime de Prétoria** : pendaison de Benjamin Moloisé ; position de la France ; prêts accordés à l'Afrique du Sud par les banques françaises ; cas de M. Nelson Mandela [23 octobre 1985] (p. 3384) ;

— **Conditions de discussion du projet de loi sur la flexibilité du travail** : opposition des communistes à ce projet légalisant l'illégalité ; régression sociale ; volonté du Gouvernement de faire passer son projet contre l'avis des syndicats les plus représentatifs [27 novembre 1985] (p. 4935) ;

— **Taux d'intérêt des prêts** : multiplication des saisies des biens des ménages ; blocage des investissements productifs ; demande au Gouvernement d'adopter en faveur des familles endettées un système de remboursement différé en fonction des pertes de revenus dues au chômage ; demande d'abaissement des taux d'intérêt [18 décembre 1985] (p. 6341).

orales sans débat :

— n° 857, posée le 11 juin 1985 : **minerais et métaux** (lithium : **Allier**) (p. 1627) ; appelée le 14 juin 1985 : **filière aluminium-lithium** : intérêt du nouvel alliage aluminium-lithium ; études du groupe Péchiney (p. 1695) ; approvisionnement en lithium ; financement des projets ; avance des Américains dans l'utilisation du nouvel alliage ; études du B.R.G.M. ; exploitation du gisement d'Echassières étant conditionnée par l'attribution de crédits suffisants (p. 1696) ; dépendance de l'étranger pour le lithium ; nécessité d'une ouverture rapide du gisement d'Echassières (p. 1697) ;

— n° 899, posée le 8 octobre 1985 : **édition, imprimerie et presse (entreprises)** (p. 2832) ; appelée le 11 octobre 1985 : **société nationale des entreprises de presse** ; privatisation d'entreprises nationalisées annoncée par la droite ; démantèlement de la société nationale d'entreprises de presse (S.N.E.P.) ; imprimerie de Montlouis ; proposition d'un « pôle graphique » d'Auvergne (p. 2972) ; industrie polygraphique nationale (p. 2973).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion générale : attention portée par le parti communiste à la politique scientifique ; développement des coopérations internationales ; orientation de la loi recherche de juin 1982 ; liaison de la politique de recherche avec la politique de production ; nécessité d'un effort de formation ; environnement social de la recherche ; question de l'emploi scientifique [27 juin 1985] (p. 2124) ; insuffisante augmentation des emplois scientifiques dans la recherche industrielle ; retard de certaines industries en matière de recherche ; association des comités d'entreprise à l'élaboration de la politique de recherche de l'entreprise ; recherche universitaire ; ouverture des organismes de recherche finalisés aux partenaires concernés ; évaluation nécessaire des programmes de recherche ; intégration politique de l'Europe n'apparaissant pas comme une condition pour la coopération scientifique et technique ; liaison entre la recherche scientifique et le débat démocratique ; mise en œuvre d'une politique industrielle ; multiplication des aides sans contrôle (p. 2125) ; critique l'inscription de la politique nationale de recherche dans la politique européenne ; caractère stratégique du projet Eurêka ; déclaration de M. Claude Cheysson au journal « Libération » le 3 mai 1985 ; coopération internationale portant atteinte à l'indépendance de la France (p. 2126).

Son rappel au règlement : affaire Greenpeace ; responsabilité du Président de la République [20 août 1985] (p. 2519).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion générale : demande au président de séance la vérification du quorum dans l'Assemblée [4 décembre 1985] (p. 5300) ; antagonisme du travail et du capital ; historique de la législation sur la durée du travail (p. 5305) ; renforcement de l'exploitation par le biais de la généralisation de la flexibilité ; conséquences négatives de ce texte ; refus d'une véritable modernisation ; caractère antidémocratique de ce projet de loi ; atteinte aux libertés individuelles et collectives ; loi sur le droit d'expression des salariés ; nécessité de lutter contre la sous-utilisation des équipements et le manque de formation des salariés ; hostilité de la C.G.T. à un projet de régression sociale (p. 5306).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : ses observations sur les propos de M. Gérard Collomb ; absentéisme des députés ; demande la vérification du quorum [5 décembre 1985] (p. 5393) ; position du parti communiste sur le quorum ; conditions de discussion du projet (p. 5394).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).**

Discussion : place occupée par le secteur agricole dans l'économie française ; productivité du travail ; excédents agro-alimentaires ; baisse du revenu agricole ; accélération des disparitions d'exploitations [10 décembre 1985] (p. 5809) ; orientations « désastreuses » de la commission européenne ; entrée du soja sans droits de douane dans la Communauté ; prétentions américaines à dominer les échanges alimentaires ; montants compensatoires monétaires ; limitations budgétaires européennes ; absence d'initiative concernant le dialogue nord-sud (p. 5810) ; élargissement de la C.E.E. ; politique d'intégration européenne ; limitation des productions ; insertion de l'agriculture dans l'économie française ; déficit en matière de protéagineux ; modification de la structure alimentaire avec les revenus ; lutte contre le sous-développement et la faim (p. 5811) ; prélèvement sur les dépenses mondiales d'armement ; production de carburant de substitution ; élargisse-

ment de la souveraineté ; nécessité de privilégier la production de valeur ajoutée ; augmentation des consommations intermédiaires ; exploitations familiales aidées par la coopération diversifiée ; statut social des agriculteurs (p. 5812) ; foncier constituant un investissement productif ; missions des S.A.F.E.R. ; gestion des marchés (p. 5813).

— **Allocution (n° 3227) de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale.**

Législature ayant commencé par l'espérance d'un renouveau ; législature se terminant dans la déception ; dénuement et pauvreté frappant des millions de Français ; nécessité de droits nouveaux pour l'Assemblée nationale ; rend hommage aux fonctionnaires de l'Assemblée nationale [18 décembre 1985] (p. 6337).

Son rappel au règlement : collusion du gouvernement socialiste et de la droite ; texte remettant en cause les garanties contre l'arbitraire patronal, acquises depuis le Front populaire ; dépendance des travailleurs vis-à-vis de l'employeur en ce qui concerne le rythme de travail ; progression de la résistance populaire contre la flexibilité [27 février 1986] (p. 30) ; nécessité d'une mobilisation des salariés (p. 31).

LALUMIERE (Catherine)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, chargée des affaires européennes.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. André Bellon : conséquences de l'élargissement de la C.E.E. dans le domaine agricole** : succès pour la démocratie ; fruits et légumes ; viticulture ; progrès de l'idée européenne [3 avril 1985] (p. 62) ;

— **M. Michel Berégovoy : Liban** : protection de la sécurité de nos ressortissants ; envoi d'une mission de hauts fonctionnaires chargée d'enquêter sur place ; moyens mis en œuvre ; situation et avenir du Liban [3 avril 1985] (p. 64) ;

— **M. Pierre Lagorce : Namibie** : retards apportés à la mise en œuvre de la résolution 435 du Conseil de sécurité ; condamnation sans appel par la France de la politique d'apartheid [17 avril 1985] (p. 232) ;

— **M. Théo Vial-Massat : visite d'un cimetière d'anciens soldats SS par le Président des Etats-Unis** : usage voulant que le Gouvernement français ne se prononce pas sur les déplacements d'un chef d'Etat étranger [2 mai 1985] (p. 525) ;

— **M. Georges Tranchant : présence libyenne au Nord du Tchad** : accord franco-libyen du 17 septembre 1984 prévoyant un retrait total et concomitant des troupes présentes au Tchad et de leur matériel ; volonté du Gouvernement français de n'accepter aucune situation de fait accompli [2 mai 1985] (p. 527) ;

— **M. Alain Rodet : recherche du capitaine SS Otto Kahn** : drame d'Oradour-sur-Glane ; poursuite des investigations par les services du ministère des relations extérieures [15 mai 1985] (p. 789) ;

— **M. Jean-Claude Gaudin : relations franco-algériennes** : démenti catégorique du Gouvernement ; mise au point du Commissariat de l'énergie atomique ; coopération entre la France et l'Algérie ; relations économiques ; enfants des couples désunis [15 mai 1985] (p. 790) ;

— **M. François d'Aubert : disparition de Français au Liban** : situation d'insécurité au Liban ; efforts de l'Ambassade française à Beyrouth ; constitution au sein du ministère des relations extérieures d'une cellule d'urgence ; action des comités de soutien [5 juin 1985] (p. 1469) ;

— **M. Aimé Kergueris : conséquences sur la pêche de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E.** : capacités de pêche de l'Espagne représentant 60 % des capacités de la Communauté ; protection de la bande côtière des 12 milles lors des négociations relatives à l'accord du 29 mars 1985 ; problème du respect de cet accord ; moyens mis en œuvre par la marine nationale ; compétitivité de la pêche française ; intervention de la

Communauté européenne à travers le F.E.O.G.A. ; programmes intégrés méditerranéens [26 juin 1985] (p. 1996) ; situation de la Bretagne (p. 1997) ;

— **M. Jean Lacombe : plans intégrés méditerranéens** : amélioration des structures économiques des régions méridionales de la Communauté [9 octobre 1985] (p. 2839) ; rappel des régions concernées ; volonté du Gouvernement de moderniser les structures industrielles (p. 2840) ;

— **M. Roland Beix : Unesco** : rôle de la France dans le cadre de l'Unesco ; consensus sur l'essentiel du programme de l'organisation [9 octobre 1985] (p. 2840) ;

— **M. Lucien Dutard : condamnation à mort d'un militant noir en Afrique du Sud et application des décisions de l'O.N.U. sur l'apartheid** : rappel des mesures adoptées par la France ; volonté de la France de faire adopter certaines mesures dans le cadre de la Communauté européenne en application de la résolution 569 [16 octobre 1985] (p. 3112).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : élargissement de la Communauté économique européenne ; mise en place d'un volet interne de soutien aux régions du Sud de la France accompagnant le processus d'élargissement [11 juin 1985] (p. 1577) ; abolition des accords de 1970 et 1972 liant l'Espagne et le Portugal à la Communauté ; problème des relations privilégiées unissant la Communauté et les pays du bassin méditerranéen ; crise de la P.A.C. ; contentieux opposant les Etats-Unis à la P.A.C. ; part du P.I.B. représentée par les dépenses publiques de soutien à l'agriculture ; promotion d'un espace commun pour la modernisation de l'industrie et le soutien de la recherche ; mémorandum de septembre 1983 ; négligence apportée à l'espace social européen ; Europe des citoyens ; signature d'un accord entre la France et la R.F.A. allégeant les formalités aux frontières ; approfondissement du marché intérieur (p. 1578) ; accord franco-allemand sur les normes ; intérêt du groupement européen d'intérêt économique (G.E.I.E.) ; protection des consommateurs au niveau européen ; taux de prélèvement sur l'assiette de la T.V.A. porté à 1,4 % ; renforcement du S.M.E. et de l'ECU ; développement de l'usage de l'ECU privé ; amélioration du fonctionnement des institutions communautaires ; réexamen du processus de décision ; conclusions du rapport Dooge (p. 1579) ; nécessité d'une réforme institutionnelle ; rapports entre la France et la R.F.A. ; hypothèses de l'Union européenne ; adhésion de l'Espagne et du Portugal ; précautions prises dans les secteurs du vin et des fruits et légumes (p. 1615) ; cas des travailleurs saisonniers ; problème du respect par les partenaires des traités d'adhésion ; motifs essentiellement politiques de l'élargissement ; aspect social européen ; décision de l'application du compromis de Luxembourg (p. 1616) ; création d'une coutume ; problème de la compensation britannique ; abaissement de la part de T.V.A. versée par le Royaume Uni ; importance du droit communautaire dans le droit français ; saisine de l'Assemblée nationale des projets de réforme des institutions européennes ; offensives américaines contre la P.A.C. ; préservation des capacités exportatrices de la Communauté ; souci de la sécurité alimentaire (p. 1617) ; place du français dans les instances communautaires ; prise en compte de la Drôme et de l'Ardèche dans les P.I.M. ; situation de la France vis-à-vis des fonds structurels ; opération de cofinancement entre la Communauté et les régions (p. 1618).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale* : contribution de la France au budget communautaire [6 novembre 1985] (p. 3996) ; solidarité dans le cadre de la Communauté ; chèque britannique ; dégagement de ressources supplémentaires en augmentant le plafond des versements T.V.A. ; élargissement de la Communauté ; règlement cadre sur les programmes intégrés méditerranéens ; réforme des institutions ; comité Dooge ; présentation des axes prioritaires de la politique française en matière européenne (p. 3997) ; nécessité d'associer le Parlement au processus de décision ; problème de la technologie ; réforme

des institutions communautaires ; rôle joué par la France en matière européenne (p. 3998) ; adhésion de l'Espagne et du Portugal à la C.E.E. ; problème du droit de veto ; contribution britannique ; nécessité pour les entreprises de disposer d'un marché plus large ; prétendu alignement sur les Etats-Unis ; situation des milieux professionnels français (p. 4020) ; programmes intégrés méditerranéens ; décentralisation des procédures ; rappelle qu'avant 1981 les fonctionnaires de la Communauté n'avaient pas le droit de venir dans nos régions ; crédits accordés aux programmes intégrés méditerranéens ; fonds structurels (p. 4021).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 7 mai 1985 relative au système des ressources propres des Communautés (n° 3045) et de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes les 23 et 24 avril 1985 entre les représentants des Gouvernements des Etats membres, relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1985 (n° 3044).**

Première lecture, discussion générale commune : justification de la politique européenne du Gouvernement ; respect des libertés ; principe de l'indépendance ; défense du pluralisme [21 novembre 1985] (p. 4599) ; solidarité ; traité d'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux Communautés européennes ; nécessité de mettre un terme aux conséquences fâcheuses de l'accord de 1970 avec l'Espagne et de 1972 avec le Portugal ; négociations sur la révision du Traité de Rome et l'édification de l'Union européenne ; marché intérieur ; espace social européen ; politiques et actions communes (p. 4600) ; mode de décision au sein des instances communautaires ; Union européenne ; projet d'acte visant à regrouper en un texte unique la révision du Traité de Rome ; Eurêka ; décision dite des ressources propres ; plafond des ressources issues de la T.V.A. ; affaire de la contribution britannique (p. 4601) ; octroi au Royaume-Uni d'une compensation égale à 66 % de la différence entre ce que ce pays verse au titre de la T.V.A. et ce qu'il reçoit du budget communautaire ; accord de Fontainebleau ; versement d'avances non remboursables ; raisons et financement de ces avances (p. 4602) ; position du Président de la République relative à l'élargissement de la Communauté économique ; « souffle européen » (p. 4610) ; rappelle que la décision des ressources propres n'est pas de nature à régler définitivement le problème du budget communautaire ; demande de la France d'un relèvement dans de plus fortes proportions du plafond des ressources de la T.V.A. ; modernisation de nos industries ; menaces sur le F.E.O.G.A.-garantie ; discipline budgétaire ; calcul de la compensation britannique (p. 4611) ; augmentation des ressources propres de la Communauté ; « chèque aux Britanniques » ; système constituant un pis-aller (p. 4612) ; autodiscipline budgétaire (p. 4613).

— **Projet de loi autorisant la ratification du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : volonté délibérée du Gouvernement de mener à bien ce traité d'adhésion ; réforme des règlements de base régissant l'organisation de marchés des produits les plus exposés ; liens privilégiés avec les Etats A.C.P. ou les pays des rives Sud et Est de la Méditerranée ; soin amené à la négociation ; obtention de garanties ; respect du Traité de Rome [21 novembre 1985] (p. 4619) ; application de l'acquis communautaire aux nouveaux adhérents ; acceptation par l'Espagne du principe de l'élimination des restrictions quantitatives à l'égard des Etats actuellement membres de la Communauté ; adaptation en matière industrielle ; transition et mécanismes de sauvegarde en matière agricole ; concession faite à l'Espagne en matière de quotas de pêche ; négociation de mesures

transitoires envers le Portugal permettant à une économie structurellement peu développée de se préparer à un système de concurrence ; volume de la production de tomates ; approvisionnement en sucre brut ; prestations familiales versées aux travailleurs immigrés ; neutralité budgétaire en faveur de l'Espagne (p. 4620) ; caractère inconcevable de la politique consistant à fermer la porte aux Espagnols et aux Portugais (p. 4621) ; attitude des parlementaires des régions du Sud de la France ; ouverture de la Communauté au Royaume-Uni ; coût de l'élargissement ; T.V.A. versée par l'Espagne (p. 4655) ; renégociation du traité ; plan Grand Sud-Ouest ; programmes intégrés méditerranéens ; liaisons transpyrénéennes ; cas des pays tiers méditerranéens ; coopération financière ; protocoles financiers ; pêche méditerranéenne ; sommes versées par la Grande-Bretagne (p. 4656) ; absence de relations diplomatiques entre l'Espagne et Israël ; conditions de la négociation (p. 4657).

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732).**

Deuxième lecture, discussion générale : absence d'une peine de sûreté incompressible ; fidélité de la France à sa vocation européenne [21 novembre 1985] (p. 4659).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers, signé à Paris le 11 avril 1983, complété par l'échange de lettres des 25 avril et 8 juin 1984 et modifié par l'échange de lettres des 2 et 5 septembre 1985 (n° 3024).**

Première lecture, discussion générale : prise en compte de l'évolution des flux de main-d'œuvre sans remise en cause de la situation des travailleurs frontaliers ; dérogation au profit de ces derniers à la règle générale d'imposition des salariés dans l'Etat où l'activité est exercée [21 novembre 1985] (p. 4659) ; définition du travailleur frontalier (p. 4660).

LAMBERT (Michel)

*Député de l'Orne
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conditions de cessation d'activité de maîtres de l'enseignement public ayant exercé dans certains établissements d'enseignement privés (n° 2581).**

Première lecture, discussion générale : situation défavorable des maîtres intégrés dans l'enseignement public par rapport à celle des maîtres qui ont toujours exercé dans la fonction publique ; cas des personnels enseignants exerçant dans les établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés ; situation des maîtres demandant à faire partie du secteur public lorsque les établissements privés où ils enseignent demandent leur intégration ; attitude des institutions de régime de retraite complémentaire [10 avril 1985] (p. 122).

— **Projet de loi modifiant le décret du 9 janvier 1952 sur l'exercice de la pêche maritime (n° 2579).**

Première lecture, discussion générale : nécessaire mise en place de mesures adaptées aux techniques actuelles de la pêche ; possibilité d'exercice à titre professionnel de la pêche sous-marine ; commercialisation des produits de la pêche sous-marine [10 avril 1985] (p. 213) ; dépeuplement des fonds marins ; statut du marin-pêcheur ; pêcheurs « amateurs » ; moyens de surveillance (p. 214).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Postes et télécommunications. — *Discussion générale :* adaptation aux nouvelles attentes des usagers ; diminution des nombres des établissements postaux avant 1981 ; effectifs des postes en 1985 ; nécessité de réduire la durée des vacances de postes ; investissements de la poste ; équipement des bureaux en terminaux financiers ; mise en place de nouveaux services [24 octobre 1985] (p. 3488) ; insuffisance du taux de rétribution des avoirs des particuliers déposés par les chèques postaux (p. 3489).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* questions : effort consenti par la collectivité nationale en faveur de l'installation des jeunes agriculteurs [7 novembre 1985] (p. 4097) ; cas du département de l'Orne (p. 4098).

LAMBERTIN (Jean-Pierre)

*Député du Vaucluse
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Personnes âgées :** action envisagée afin de rompre l'isolement dans lequel vivent de nombreuses personnes âgées [27 novembre 1985] (p. 4931).

LANCIEN (Yves)

*Député de Paris
(15^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 904,** posée le 5 novembre 1985 : **arts et spectacles (variétés : Paris)** (p. 3956-3957) ; appelée le 29 novembre 1985 : **reconstruction du théâtre Bobino** : absence du ministre de la culture (p. 5045) ; démolition de ce théâtre et reconstruction d'une salle moderne polyvalente ; aide éventuelle apportée au candidat à la reprise de l'exploitation de cette salle ; urgence d'une intervention ; importance de ce quartier en matière théâtrale ; cas de M. Alain Mallet (p. 5046).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Discussion générale :* exécution de la loi de programmation ; non respect de l'engagement pris devant le Parlement de la présentation d'un rapport de réévaluation [8 novembre 1985] (p. 4175) ; conditions d'exécution de la loi de programmation ; crédits destinés à la marine ; faiblesse des crédits destinés à l'armée de l'air ; insuffisance des crédits destinés à l'armée de terre ; action de M. Hernu au ministère de la défense ; hétérogénéité de la force d'action rapide (p. 4176) ; incertitudes pesant sur la doctrine d'emploi de l'arme pré-stratégique ; incertitudes pesant sur la défense opérationnelle du territoire (p. 4177) ; *Examen des crédits :* suppression du P.C.V. (p. 4195).

LANG (Jack)*Ministre de la culture*

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi modifiant la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre (n° 2578) [2 avril 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS**au Gouvernement de :**

— **M. Gilbert Gantier : travaux du Grand Louvre :** musées de province [17 avril 1985] (p. 235) ; enveloppe retenue pour l'ensemble de l'opération du Grand Louvre (p. 236) ;

— **M. Jacques Baumel : venue à Paris, à l'invitation du ministre de la culture, de Jean-Marie Tjibaou :** ses observations sur la nature de l'exposition en cause ; invitation d'un grand nombre de personnalités dont M. Tjibaou [17 avril 1985] (p. 239) ;

— **M. Jean-Jack Queyranne : programme culturel de l'opposition :** ralliement général à l'ambition du Président de la République d'affecter 1 p. 100 des ressources de l'Etat à la culture ; précise qu'il a apprécié les propos tenus par M. Raymond Barre [6 novembre 1985] (p. 3977) ;

— **Mme Hélène Missoffe : transfert à Lille du musée des plans reliefs :** transfert d'une partie des collections nationales dans diverses villes de province ; situation d'abandon de la collection des plans reliefs ; précise qu'aucun plan ne concerne Paris ou l'Île-de-France ; plan de restauration des maquettes ; cas de l'hôtel Donon à Paris [27 novembre 1985] (p. 4928).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre (n° 2578).**

Première lecture, discussion générale : arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes en date du 10 janvier ; dispositions concernant les livres édités dans les pays membres de la C.E.E. et les livres édités en France et réimportés [10 avril 1985] (p. 131) ; dispositions du décret du 28 février 1985 ; volonté éventuelle de tourner les textes de la part de l'importateur ; position de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat sur la légalité du décret du 29 décembre 1982 ; situation du livre français ; cas des pays ayant abandonné le système du prix unique ; prix des livres non scolaires ; situation des librairies ; situation des écrivains ; évolution du prix du livre par rapport au taux de l'inflation ; hausse du prix du papier ; renforcement des exportations vers l'Algérie, les Etats-Unis et l'Amérique latine ; création de centres de diffusion ; situation des éditeurs (p. 132) ; chiffre d'affaires représenté par le roman français ; cas du livre de poche ; situation de la lecture publique avant 1981 ; niveau des crédits consacrés aux bibliothèques municipales ; comparaison par rapport aux autres pays développés ; réunion des ministres de la culture de l'Europe ; conférence européenne du livre ; définition d'une politique commune ; projet de directive européenne sur le prix du livre ; faiblesse des traductions françaises des livres édités dans la C.E.E. (p. 133).

Discussion des articles : **article unique :** notion d'importateur principal ; fixation du prix du livre par l'éditeur étranger (p. 134).

— **Projet de loi relatif aux droits d'auteurs et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).**

Deuxième lecture, discussion générale : protection des logiciels ; opposition entre la logique de la création et la logique de diffusion ; problème de la liberté des spectateurs ou des auditeurs de pouvoir choisir entre des programmes [20 mai 1985] (p. 815) ; texte s'efforçant d'établir un équilibre entre les différentes parties prenantes ; sa référence au rapport de M. Bredin sur la création éventuelle de nouveaux espaces de communication ; problème des relations entre les éditeurs et les écrivains pour l'exploitation audiovisuelle

des œuvres ; sa référence aux pourparlers engagés entre les producteurs et les artistes-interprètes de cinéma ; négociations entre auteurs en publicité et agences (p. 816).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** droit des logiciels relevant du droit des inventions ou du droit d'auteur ; sa référence au droit comparé ; conclusion de l'I.N.P.I. en faveur de la protection par droit d'auteur ; mécanisme des conventions internationales permettant d'assurer la protection des logiciels français dans la presque totalité du monde (p. 821) ; **article 12 bis :** son sous-amendement n° 83 à l'amendement n° 18 de la commission (substituant aux mots : « un magistrat désigné par le premier Président de la Cour de cassation », les mots « un membre du Conseil d'Etat ou un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par le ministre chargé de la culture ») ; organisation de la présidence de la commission chargée d'aboutir à un arbitrage pour les artistes (p. 829) ; adopté (p. 830) ; **article 17 :** détermination d'une solution originale par les représentants des artistes et représentants des producteurs ; **article 18 :** son sous-amendement n° 84 à l'amendement n° 23 de la commission (substituant au mot « compétent » les mots « chargé de la culture ») ; son sous-amendement n° 85 à l'amendement n° 23 de la commission (substituant au mot « neuf » le mot « six ») ; son sous-amendement n° 86 à l'amendement n° 23 de la commission (substituant aux mots « un magistrat désigné par le premier Président de la Cour de cassation » les mots « un membre du Conseil d'Etat ou un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par le ministre chargé de la culture ») (p. 833) ; adoptés ; **article 22 :** son sous-amendement n° 87 à l'amendement n° 30 de la commission (substituant aux mots « un magistrat désigné par le premier Président de la Cour de cassation » les mots « un membre du Conseil d'Etat ou un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par le ministre chargé de la culture ») : adopté (p. 836) ; **article 36 :** auteurs, créateurs et artistes ne devant pas assurer le financement des associations (p. 842) ; **article 38 quater :** coût et lourdeur du système du dépôt à l'I.N.P.I. (p. 846) ; **après l'article 38 nonies :** son sous-amendement n° 88 à l'amendement n° 67 de M. Jean Foyer (rédigeant ainsi le début de l'amendement : « sous réserve des conventions internationales, les étrangers... ») : adopté (p. 850) ; **après l'article 46 ter :** nécessité de mettre fin au fléau de la piraterie ; mesure permettant de sauvegarder l'industrie du cinéma ; **article 49 :** énumération de l'ensemble des catégories bénéficiaires de ce texte ne paraissant pas comme une bonne formule (p. 852).

Commission mixte paritaire, discussion générale : rémunération des auteurs d'œuvres audiovisuelles par mode d'exploitation ; rapports entre artistes et producteurs ; caractère salarial de la rémunération ; obligation faite aux producteurs de conclure dans les six mois une convention collective ; constitution de commissions d'arbitrage ; textes d'application ; ensemble des mesures prises en faveur de l'industrie du cinéma [26 juin 1985] (p. 2017-2018).

Discussion des articles : **article 50 :** souhaite l'entrée en vigueur rapide des dispositions de la loi (p. 2023).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2563).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 26 :** son amendement n° 38 (déduction des investissements en faveur du cinéma et des programmes audiovisuels du revenu imposable) [24 juin 1985] (p. 1905) ; rapport Bredin ; encouragement du développement des programmes avant celui des réseaux ; développement du mécénat privé ; nature des industries du cinéma et des programmes audiovisuels ; utilisation de sociétés intermédiaires (p. 1906) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Edmond Alphandery ; s'élève contre les insinuations qu'il discerne dans les observations de M. Edmond Alphandery ; importance de l'industrie du cinéma ; estime que M. Georges Tranchant n'est pas « un champion de la moralité » ; absence de scandale financier depuis 1981 (p. 1909) ; exemple de « tax shelter » dans certains pays anglo-saxons ; inscription de ce système dans le rapport Bredin (p. 1910) ; évaluation du coût de l'amendement lors de l'établissement du projet de loi de finances pour 1986 (p. 1911) ; effort du Gouvernement en faveur de la recherche (p. 1912) ; adopté ; critique les expressions de « texte d'amateur » et de « texte de copinage » utilisées par l'opposition.

Seconde délibération du projet de loi : son amendement n° 1 (suppression de la taxe spéciale annuelle sur les véhicules de plus de 16 CV) (p. 1914) ; **après l'article 6 bis** : décision de la Cour de justice des Communautés européennes ; aménagement du tarif de la taxe différentielle pour les départements continentaux et pour la Corse ; adopté (p. 1915).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Cultura. — *Discussion générale* : discours budgétaires de ses prédécesseurs ; pénalisation de l'investissement culturel par la conjoncture ; affectation de ressources croissantes à l'essor intellectuel du pays ; maintien de l'objectif de 1 % du budget ; diminution des dépenses d'administration ; évolution des emplois [28 octobre 1985] (p. 3590) ; place de la culture ; dimension populaire de la culture ; changement dans les états d'esprit ; coopération entre administrations ; exemple de l'Education nationale ; création des classes « arc-en-ciel » pour les arts plastiques et des classes de « patrimoine » pour les monuments historiques ; enseignement du cinéma ; recrutement d'élèves pour l'Ecole nationale supérieure de création industrielle (p. 3591) ; politique de décentralisation ; nouveaux pouvoirs pour les communes et les départements ; augmentation des crédits relatifs aux bibliothèques municipales ou départementales ; création des fonds régionaux d'acquisition d'art contemporain ; acquisitions par les musées de province ; réalisation de quelques grands équipements de portée nationale en province ; thème des langues et cultures régionales ; préservation du 1 % pour la culture ; coût de fonctionnement des projets parisiens ; gestion actuelle de l'Opéra de Paris constituant une anomalie (p. 3592) ; transfert du Conservatoire national supérieur de musique ; inflexion du projet du musée d'Orsay ; plan « son » ; édification de la première usine française de disques compacts ; réhabilitation de toutes les formes d'expression ; actions concrètes contenues dans le budget pour 1986 (p. 3593) ; actions pour le patrimoine ; faveur donnée à l'archéologie ; création d'emploi à la Bibliothèque nationale ; efforts entrepris pour la cinémathèque nationale ; commande d'œuvre d'art ; développement de l'industrie des images et du son ; bilan des radios privées ; choix entre la logique de la création et celle de la diffusion ; hommage rendu par Dominique Jamet dans le « Quotidien de Paris » à la politique culturelle du Gouvernement (p. 3594).

Répond à la question de :

— **M. Augustin Bonrepaux** : transfert des services de la Phonothèque nationale à Saint-Lizier ; transfert d'équipements nationaux vers différentes villes de province (p. 3595) ;

— **M. Michel Péricard**, posée par M. Georges Tranchant : définition de certains garde-fous pour prémunir les investisseurs contre tous risques d'abus dans l'utilisation de leur argent (p. 3595) ;

— **M. Georges Tranchant** : opportunité de prévoir de véritables cahiers des charges imposant un certain nombre d'obligations aux diffuseurs (p. 3595) ; définition d'une réglementation prémunissant les créateurs et les artistes français contre certains abus (p. 3596).

Examen des crédits : Etat C : Titre IV : système d'appréciation de l'évolution des dépenses ; évolution des crédits alloués à la Bibliothèque nationale ; ouverture de l'Ecole nationale du cirque ; enveloppe globale accordée au parc de la Villette ; coût de l'Opéra de la Bastille ; nomination de M. Gérard Mortier à la direction artistique de l'Opéra de la Bastille ; décomposition de l'enveloppe consacrée au Grand Louvre ; coût de la pyramide ; versement de la participation des pays arabes ; crédits affectés aux monuments historiques (p. 3597).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Première lecture, discussion générale : développement de la vie artistique et culturelle dans chaque région de France ; crédits en faveur des villes et régions ; musées ; bibliothèques municipales et bibliothèques centrales de prêts [22 novembre 1985] (p. 4689).

Discussion des articles : **article 16** : action culturelle de M. André Duroméa en tant que maire du Havre ; budget

« normal » du ministère de la culture ; école de musique du Havre ; critères de l'intervention de l'Etat et de la compétence des collectivités territoriales (p. 4701) ; **après l'article 17** : composition du Comité national supérieur d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ; son sous-amendement n° 35 à l'amendement n° 4 de la commission (complétant le deuxième alinéa de cet amendement par les mots : « avis qui sera rendu dans les conditions fixées par décret ») ; adopté ; **après l'article 18** : son amendement n° 33 (précisant que les opérations en cours au 1^{er} janvier 1986 relatives aux archives départementales sont achevées selon le régime juridique et financier sous lequel elles ont été commencées) (p. 4702) ; adopté ; **article 19** : son sous-amendement n° 34 à l'amendement n° 5 de la commission (supprimant à la fin de cet amendement les mots : « et à la collectivité territoriale de Mayotte ») (p. 4703) ; suppression de la référence à la collectivité territoriale de Mayotte ; dispositif législatif non encore mis en place ; droit pour Mayotte de construire une bibliothèque centrale de prêts ; rejeté (p. 4704).

LARENG (Louis)

*Député de la Haute-Garonne
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652) [J.O. du 28 juin 1985] (p. 7179).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (affaires sociales et solidarité nationale : santé) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12044).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104) [28 novembre 1985] (p. 5034).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951), tome I : **affaires sociales et solidarité nationale : santé** (n° 2988) [9 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 3104) relatif à

l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3157) [5 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à **l'aide médicale urgente** et aux transports sanitaires (n° 3202) [16 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture (n° 3206) relatif à **l'aide médicale urgente** et aux transports sanitaires (n° 3213) [17 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3282) relatif à **l'aide médicale urgente** et aux transports sanitaires (n° 3287) [20 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Jeunes du quart monde** : réception d'une délégation de jeunes du quart monde par le B.I.T. [29 mai 1985] (p. 1261).

— **Syndrôme immuno-déficitaire acquis** : absence de remède au S.I.D.A. [19 juin 1985] (p. 1765).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : épanouissement des majorités favorisé par le scrutin majoritaire ; restauration par la proportionnelle du rôle d'arbitre de l'Assemblée nationale vis-à-vis du pouvoir ; répartition des sièges à la plus forte moyenne ; possibilité de régulariser les disproportions de représentativité ; meilleure représentation des diverses catégories socio-professionnelles, des classes d'âge et des sexes ; scrutin majoritaire peu adapté à la situation de gestion compliquée ; opportunité d'introduire en France un scrutin proportionnel ; seuil des 5 % ; stabilité gouvernementale garantie par les structures institutionnelles liées aux pouvoirs du Président de la République ; maintien du rôle d'aide individuelle du député grâce à une collaboration renouée avec les élus locaux [25 avril 1985] (p. 399-400).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Première lecture, discussion générale : érection des régions au rang de collectivités territoriales ; historique de la régionalisation [26 avril 1985] (p. 499) ; suppression de toute tutelle d'une collectivité territoriale sur une autre ; liaisons avec le comité économique et social ; indivisibilité de la République ; région constituant un garde-fou face au risque de « grippage bureaucratique » (p. 500).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion générale : mise à la charge du conjoint ayant pris l'initiative du divorce de l'assurance sociale personnelle ; rôle du Conseil départemental de santé mentale ; réforme du régime de la psychiatrie [23 mai 1985] (p. 1099) ; définition du massage et de la gymnastique médicale par décret en Conseil d'Etat ; développement des médecines douces ; problème des débouchés des jeunes psychologues au sortir des formations universitaires (p. 1100).

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652).**

Première lecture, discussion générale : prise en compte de l'évolution des groupements mutualistes ; désuétude des dispositions du droit antérieur ; absence de capacité juridique complète ; soumission des sociétés mutualistes à un contrôle administratif préalable ; remplacement de l'autorisation préalable par une obligation de déclaration ; généralisation de l'autorisation implicite ; intangibilité du principe de bénévolat des administrateurs ; opportunité de

prévoir l'indemnisation des administrateurs sous contrôle de l'Assemblée générale ; nécessité d'assurer une formation ; inscription du mot « assurance » à côté de celui de « mutuelle » dans le cas des mutuelles du code des assurances [28 mai 1985] (p. 1203).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : nécessité d'une prévention des accidents de la route ; importance de la prévention de la délinquance ; existence à Toulouse d'un service de coordination et d'action préventive ; création de la direction de la formation des personnels de police ; évolution qualitative de la délinquance ; apparition de nouveaux délits ; renforcement des moyens d'action de la police [10 juillet 1985] (p. 2338) ; informatisation des empreintes digitales et des enquêtes judiciaires ; mobilité des personnels de police ; nécessité de développer les moyens de transmission ; nécessaire adaptation de la formation continue des personnels aux missions d'ilotage et d'accueil du public (p. 2339).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Deuxième lecture, discussion générale : nécessité de maintenir à la fois le dialogue et l'ordre ; prise en compte des intérêts des diverses communautés même minoritaires ; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; reconnaissance de la légitimité et de la dignité des mélanésiens ; nécessité de faire une juste place aux caldoches ; affirmation de l'insertion de la Nouvelle-Calédonie dans l'ensemble français [25 juillet 1985] (p. 2436) ; problème de l'organisation des soins en Nouvelle-Calédonie ; compétences dévolues à la France par un traité d'association ; période de transition permettant la recherche du consensus ; plan de développement (p. 2437).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).**

Première lecture, discussion générale : nombre des agents concernés ; rattachement des personnels au statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales [10 octobre 1985] (p. 2910) ; inadéquation des moyens humains aux besoins ; inéluctabilité de la restructuration hospitalière ; identité des rémunérations pour les personnels appartenant à des corps identiques au même niveau de recrutement ; institution du budget global ; organisation de missions médico-sociales sur le plan régional ; mesures de reclassement résultant de la reconnaissance de la dissociação du grade et de la fonction ; suppressions d'emplois pour raisons d'économie ; consultation du comité technique paritaire et des assemblées délibérantes ; recours à des agents contractuels pour occuper des emplois à temps non complet et correspondant à un besoin permanent ; assimilation des pharmaciens aux praticiens hospitaliers ; personnels travaillant au titre de la coopération et ne pouvant rentrer en France (p. 2911) ; participation des personnels à la gestion des établissements dans le cadre des lois Auroux (p. 2912).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale* : importance de la forêt française ; dépérissement du secteur forestier ; construction de routes ; amélioration de la gestion et des ressources des espaces naturels par les méthodes d'interprétation et de télé-détection ; maladies frappant les arbres ; moyens à la disposition des régions pour susciter et soutenir les actions d'initiatives locales [23 octobre 1985] (p. 3419).

Education nationale. *Discussion générale* : montant du budget [29 octobre 1985] (p. 3628) ; développement des filières technologiques et des I.U.T. ; état d'avancement de la réforme des études du premier cycle scientifique des D.E.U.G. A et B ; découpage en semestres ; mise en place de la réforme de l'enseignement médical du troisième cycle au niveau des hôpitaux non universitaires ; cas des internes de spécialité ; exemple de l'anesthésie-réanimation ; désertification de certaines disciplines ; formation des médecins généralistes ; coordination entre l'enseignement et les soins et les C.H.U. et les non C.H.U. (p. 3629).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : Rapporteur pour avis : mise en œuvre de

la décentralisation ; substitution du système de la dotation globale de financement au système du prix de journée ; méfaits de l'organisation actuelle des hôpitaux ; nouveau dispositif de la départementalisation ; sectorisation psychiatrique ; unification du financement de la psychiatrie ; réforme des études médicales ; inadéquation entre les postes à pourvoir et le nombre des internes ; améliorations de la protection sanitaire des français ; lutte contre la toxicomanie [4 novembre 1985] (p. 3816) ; lutte contre le S.I.D.A. ; commercialisation des tests de dépistage ; affectation du numéro « 15 » au S.A.M.U. ; réduction des capacités d'hébergement ; nombre de scanners ; appareils d'imagerie à raisonance magnétique nucléaire (p. 3817).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion des articles : après l'article 6 : son amendement n° 38 (précisant que les personnes non munies de diplômes et qui justifient avoir exercé pendant cinq ans au moins une activité professionnelle d'opticien lunettier détaillant peuvent exercer cette profession) [11 décembre 1985] (p. 5862) ; adopté ; son amendement n° 39 (réglementation de la profession de diététicien) (p. 5863) ; adopté (p. 5864).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : multiplicité des intervenants dans le domaine de l'aide médicale urgente ; rôle actuel des S.A.M.U. ; problèmes posés par la coordination des interventions [12 décembre 1985] (p. 6120) ; rôle devant être assigné aux sapeurs-pompiers ; notion de « centres 15 » ; institution par la loi du 10 juillet 1970 d'une procédure d'agrément facultative pour les entreprises de transports sanitaires ; consécration législative des S.A.M.U. ; installation des « centres 15 » auprès des S.A.M.U. ; rôle du comité de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires ; généralisation de la procédure d'agrément ; élaboration par le Sénat d'un véritable contreprojet ; volonté du Sénat de limiter la participation financière des collectivités locales ; compétences des sapeurs-pompiers (p. 6121) ; projet constituant la première tentative d'économie mixte dans le domaine de la santé (p. 6122).

Discussion des articles : avant l'article 1^{er} A : son amendement n° 1 (tendant avant cet article à rédiger ainsi l'intitulé du titre I^{er} : « comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires ») ; nécessité d'organiser en même temps l'aide médicale urgente et les transports sanitaires ; adopté ; article 1^{er} A : son amendement n° 2 (de suppression) ; inopportunité de la dissociation de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires ; adopté (p. 6134) ; article 1^{er} : son amendement n° 3 : composition et missions du comité de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires ; modalités d'élaboration du projet (p. 6135) ; ses observations sur le sous-amendement n° 24 de Mme Fraysse-Cazalis : caractère réglementaire du sous-amendement n° 18 ; adopté ; avant l'article 2 : son amendement n° 4 (de conséquence) ; adopté ; article 2 : son amendement n° 5 (objet de l'aide médicale urgente) ; aide médicale devant faire assurer les soins d'urgence ; adopté (p. 6136) ; après l'article 2 : inutilité de rappeler le principe du libre choix ; article 4 : son amendement n° 6 (définition des S.A.M.U.) ; son sous-amendement n° 17 à titre personnel à l'amendement n° 6 de la commission (fonctionnement des centres de réception et de régulation étant assuré avec les praticiens représentés par les instances départementales des organisations représentatives nationales) ; ses observations sur les sous-amendements n° 20 de M. Lucien Couqueberg et 21 du Gouvernement (p. 6137) ; fonctionnement des centres de réception et de régulation des appels existant dans les S.A.M.U. ; sous-amendement n° 17 : adopté ; amendement n° 6 : adopté après modification ; article 4 bis : son amendement n° 7 (de suppression) ; nécessité d'éviter la création des S.L.I.M.U. et des S.D.A.M.U. ; objet de la loi consistant à coordonner le secteur de l'aide médicale d'urgence à la suite du développement qu'ont connu les S.A.M.U. (p. 6138) ; nécessité d'une collaboration parfaite entre le secteur public et le secteur privé ; adopté ; article 5 : son amendement n° 8

(financement des dépenses des centres de régulation des appels) ; possibilité d'accepter d'autres systèmes de financements ; adopté (p. 6139) ; son amendement n° 9 (transport de personnes faisant l'objet d'une évacuation d'urgence consécutive à une intervention de secours effectuée dans le cadre des pouvoirs de police du maire ne constituant pas des transports sanitaires au sens du code de la santé publique) ; domaine d'intervention des sapeurs-pompiers ; devenus sans objet ; son amendement n° 10 (de coordination) (p. 6140) ; adopté ; article 7 : son amendement n° 11 (tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « trois ans » les mots « deux ans ») ; raccourcissement de la période transitoire nécessaire aux ambulanciers pour obtenir l'agrément ; statistiques sur les ambulanciers non agréés ; adopté ; son amendement n° 12 (tendant à supprimer le 2^e alinéa de cet article) ; régularisation du système des certificats de capacité d'ambulancier ; adopté ; article 7 bis : son amendement n° 13 (de suppression) ; inutilité de créer un comité spécifique pour les transports sanitaires ; adopté (p. 6141) ; article 8 : rôle des médecins dans le choix du mode de transport le moins onéreux possible ; distinction entre les conventions passées avec des entreprises de transport sanitaire et celles passées avec d'autres catégories d'entreprises (p. 6142) ; son amendement n° 15 (tendant dans le dernier alinéa de cet article à substituer aux mots « une convention est fixée » les mots « des conventions types différentes » selon les catégories d'entreprises fixées) ; retiré ; article 13 : son amendement n° 16 (inclusion des frais de transport de enfants et adolescents handicapés accueillis dans les établissements d'éducation dans les dépenses d'exploitation desdits établissements) ; adopté (p. 6143).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : points de divergence entre l'Assemblée Nationale et le Sénat ; dissociation opérée par le Sénat entre l'aide médicale urgente et les transports sanitaires ; organisation de l'aide médicale urgente ; dispositif financiers adopté par le Sénat ; nécessité que le numéro d'appel 15 soit rapidement attribué au S.A.M.U. [18 décembre 1985] (p. 6360) ; rôle des sapeurs-pompiers (p. 6361).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : modalités d'élaboration du projet ; projet facilitant la mise en place d'une permanence de soins ; organisation des soins en cas de catastrophe [20 décembre 1985] (p. 6565).

LARROQUE (Pierre)

*Député du Tarn-et-Garonne
(2^e circonscription)
Apparenté socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

LASSALE (Roger)

*Député de l'Yonne
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

LAURAIN (Jean)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat de :

— **M. François Grussenmeyer (n° 803) : statut fiscal des travailleurs frontaliers :** caractère fondé en droit des rappels d'impôt réclamés par l'Allemagne à des

travailleurs domiciliés en dehors de la zone frontalière française ; dégrèvement des impositions perçues à tort par le fisc français ; renégociation de la convention fiscale franco-allemande [10 mai 1985] (p. 692) ;

— **M. Perfaix Jans (n° 819) : création d'une zone d'aménagement concerté à Levallois** : projet de la municipalité de Levallois-Perret en matière d'urbanisme et d'aménagement foncier [10 mai 1985] (p. 693) ; constitution d'une société d'économie mixte chargée de procéder aux études générales et techniques nécessaires à la création de la Z.A.C. (p. 694) ;

— **M. Jean-Marie Daillet (n° 821) : société d'aide technique et de coopération** : rôle de la S.A.T.E.C. dans la coopération agricole française avec le tiers monde [10 mai 1985] (p. 694) ; difficultés financières de la S.A.T.E.C. ; préoccupations de l'Etat et des actionnaires quant à la situation du personnel (p. 695) ;

— **M. Jean Peuziat (n° 822) : formation civique des cadres de la défense** : sévices dans l'armée [10 mai 1985] (p. 695) ; traduction des coupables devant une commission de discipline habilitée à prendre des sanctions statutaires pouvant aller jusqu'à l'exclusion de l'armée ; nécessité de ne pas mettre en cause la formation des cadres de l'armée ; démocratisation des armées (p. 696) ;

— **M. Robert Montdargent (n° 820) : programme national d'avions de combat** : négociations entre la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne et la République fédérale d'Allemagne ; réalisation du programme « avion de combat européen » [10 mai 1985] (p. 696) ; entente explicite sur les conditions concrètes de la coopération avant tout lancement du programme (p. 697) ;

— **M. André Tourné (n° 842) : situation des anciens combattants** : écart entre les pensions militaires d'invalidité et le traitement du fonctionnaire de référence [21 juin 1985] (p. 1846) ; nécessité d'un rattrapage ; aide aux veuves d'anciens combattants sans pension ; titre des anciens du service du travail obligatoire en Allemagne ; octroi de la carte du combattant aux volontaires français engagés dans l'armée espagnole ; amélioration des petites pensions (p. 1847) ; affaire Manouchian (p. 1848-1849) ;

— **M. André Delehedde (n° 882) : anciens combattants d'Afrique du Nord** : conditions d'attribution de la carte d'ancien combattant aux anciens combattants d'Afrique du Nord [28 juin 1985] (p. 2148) ; pathologie des anciens combattants d'Afrique du Nord ; croix d'Afrique du Nord ; bénéfice de la campagne double ; évaluation du retard pris par les pensions de guerre sur les traitements de la fonction publique ; rattrapage du rapport constante (p. 2149).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. *Discussion générale* : baisse des prélèvements obligatoires ; nombre des Français concernés ; aggravation du contentieux avant 1981 ; rattrapage du rapport constant ; actions des associations d'anciens combattants ; rattrapage du tiers de l'écart constaté par la commission tripartite ; non intégration des points d'indemnité de résidence et d'indemnité mensuelle spéciale [22 octobre 1985] (p. 3331) ; définition d'un échancier ; effort en 1986 en faveur du rattrapage ; concertation avec le monde combattant ; situation des anciens résistants ; mention « mort en déportation » ; condition d'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; coût de l'octroi du bénéfice de la campagne double ; problème de la souscription à une retraite mutualiste ; indemnité des anciens incorporés de force ; moyenne d'âge des ressortissants de l'Office national des anciens combattants ; maison de retraite de Boulogne-sur-Seine ; situation des veuves ; action en faveur des handicapés (p. 3332) ; amélioration des moyens de gestion de l'administration ; restructuration des services ; création de la direction des statuts et de l'information historique (p. 3333).

Répond à la question de :

— **M. Pierre Micaut** : bénéfice de la campagne double pour les militaires en service dans le sud-marocain et dans

les confins sahariens ; non remise en cause des droits acquis (p. 3333).

— **M. Germain Gengenwin** : problème des Alsaciens-Mosellans ; signature par M. Hoeffel de l'accord franco-allemand d'avril 1981 ; rattrapage du rapport constant ; absence d'engagement de la part du Gouvernement (p. 3334) ;

— **M. Gilbert Mathieu** : rattrapage du rapport constant ; réduction du nombre des parties prenantes (p. 3334) ; situation des veuves de guerre ; rétablissement de la proportionnalité des indices de pension ; suppressions d'emplois rendues possibles par l'adaptation des structures du département aux missions ; mise en place de nouveaux indicateurs pour arriver à une meilleure gestion prévisionnelle ; création d'un poste d'inspecteur général ; non-justification du maintien du poste de médecin-contrôleur-adjoint (p. 3335) ;

— **M. Alain Brune** : suppression de la forclusion en matière de reconnaissance des titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité (p. 3335) ; suppression de la limite de seize ans pour la reconnaissance des services (p. 3336) ;

— **M. Bernard Schreiner** : absence de licenciement ; qualité des services départementaux ; titularisation de personnels des catégories C et D (p. 3336) ;

— **M. René André** : sa protestation auprès de la Haute autorité ; institution d'une commission nationale de l'information historique pour la paix (p. 3336) ; nécessité de développer le travail des commissions départementales d'information historique pour la paix (p. 3337) ;

— **M. Gérard Chasseguet** : priorité donnée au rattrapage du rapport constant ; exclusion de la pension d'ascendant du calcul du montant des ressources prises en considération pour l'admission au bénéfice de l'allocation du fonds national de solidarité (p. 3337) ;

— **M. Guy Ducoloné** : problème de la campagne double pour les anciens combattants d'Afrique du Nord ; proportionnalité des pensions ; priorité donnée au rattrapage du rapport constant (p. 3337).

LAURENT (André)

*Député du Nord
(6^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

LAURIOL (Marc)

*Député des Yvelines
(4^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [J.O. du 8 juin 1985] (p. 6376).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391) [J.O. du 13 juin 1985] (p. 6537).

Membre des commissions « ad hoc » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (n° 2905, 2906 et n° 2910) [J.O. du 18 juillet 1985] (p. 8134).

Cesse d'appartenir à ces commissions [J.O. du 24 juillet 1985] (p. 8391).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Roland Nungesser et plusieurs de ses collègues tendant à renforcer la protection animale et complétant la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 (n° 2553) [J.O. 17 octobre 1985] (p. 3245).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues, tendant à rétablir le mode de scrutin majoritaire pour l'élection des députés (n° 3003) [J.O. du 7 novembre 1985] (p. 4117).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [J.O. du 3 décembre 1985] (p. 14048).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation en Nouvelle-Calédonie** : démarche du Gouvernement en Nouvelle-Calédonie ; transfert au gouvernement national des compétences relevant de l'assemblée et du gouvernement territoriaux ; absence de consultation réelle de la part du Gouvernement ; invitation de M. Tjibaou à Paris par le Gouvernement ; date prévue par le Gouvernement pour recourir au suffrage universel [17 avril 1985] (p. 238) ;

— **Absence de crédits pour une invention révolutionnaire** : invention du Katalavox, ordinateur fonctionnant et répondant à la voix humaine [16 octobre 1985] (p. 3115).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : annonce par le Président de la République d'une « instillation » d'une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin ; caractère non opératoire de l'argument du mauvais découpage des circonscriptions ; impossibilité de dégager une majorité stable résultant de la pratique du scrutin proportionnel ; cas de la IV^e République et de l'Etat d'Israël ; existence de quinze tendances politiques en France ; morcellement et instabilité de l'Assemblée nationale ; apparition des écologistes ; émergence de cette multiplicité de tendances des quatre forces politiques devenues prépondérantes [25 avril 1985] (p. 392) ; conjonction de l'élection du Président de la République du suffrage universel et du scrutin majoritaire ; impuissance du pouvoir présidentiel à enrayer la nocivité de la représentation proportionnelle ; remise en cause de l'institution présidentielle ; démarche gouvernementale non inspirée par l'analyse institutionnelle ; projet de réforme apparaissant comme une planche de salut pour les socialistes ; scrutin proportionnel ne respectant ni la volonté réelle des électeurs ni la multiplicité des tendances ; rôle dominant des partis dans la constitution de listes ; décision commandée par des groupes minoritaires ; cas des députés écologistes en R.F.A. ; caractère de gouvernement des minorités (p. 393-394).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).**

Première lecture, discussion générale : fonctionnarisation des 700 000 agents des hôpitaux publics français ; modification de la composition du Conseil supérieur de la fonction hospitalière ; exclusion des pharmaciens ; impossibilité d'assimiler les cadres supérieurs à l'ensemble des personnels hospitaliers ; nécessité de doter les pharmaciens d'un statut de praticien ; statut des directeurs d'hôpitaux ; développement de la bureaucratie [10 octobre 1985] (p. 2905).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale* : politique faisant apparaître la mer comme une « assistée sociale » ; existence de deux régimes en fonction du type de navigation ; « perte » de 160 navires [23 octobre 1985] (p. 3369).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale* : questions : situation financière des communes ; principes de mécanismes de compensation ; progression de la D.G.F. [13 novembre 1985] (p. 4329) ; indice de progression ; défauts de la D.G.E. ; projet visant à supprimer le remboursement de la T.V.A. aux communes pour les sommes inférieures à 10 000 F (p. 4330).

LAURISSERQUES (Christian)

Député du Lot-et-Garonne

(1^{re} circonscription)

Socialiste

Questeur de l'Assemblée nationale.

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

LAVEDRINE (Jacques)

Député du Puy-de-Dôme

(3^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

LE BAILL (Georges)

Député des Hauts-de-Seine

(12^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 28 février 1985] (p. 2579).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aéroports (n° 2393) [J.O. du 14 juin 1985] (p. 6584).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6787).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 2640) relatif à l'**urbanisme au voisinage des aérodromes** ainsi qu'à la prévention et à la réparation des nuisances dues au bruit des aéronefs (n° 2669) [9 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**urbanisme au voisinage des aérodromes** (n° 2795) [18 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 2760) relatif à l'**urbanisme au voisinage des aérodromes** (n° 2809) [20 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi modifié par le Sénat en troisième et nouvelle lecture (n° 2878) relatif à l'**urbanisme au voisinage des aérodromes** ainsi qu'à la prévention des nuisances dues au bruit des aéronefs (n° 2882) [29 juin 1985].

Rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les formes de pollution atmosphérique à longue distance dites « pluies acides » (n° 3192) [13 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Les T.U.C. et l'informatique** : nombre de jeunes effectuant des T.U.C. ; place de l'informatique dans les T.U.C. [19 juin 1985] (p. 1766) ;

— **Projet Eurêka** : mise en place d'Eurêka [13 novembre 1985] (p. 4293).

orale sans débat :

— n° 927, posée le 3 décembre 1985 : **produits fissiles et composés (entreprises)** (p. 5228-5229) ; appelée le 6 décembre 1985 : **société Novatome du Plessis-Robinson** : spécialisation de cette société dans la filière nucléaire surgénératrice ; réalisation de Superphénix à Creys-Malville ; transfert de cette société à Lyon ; décision de construire Superphénix 2 ; rappelle que l'actionnaire principal de cette société est encore le C.E.A. ; projet faisant de C.G.E. le leader dans son capital avec comme associés le C.E.A., E.D.F. et Dumez (p. 5418) ; constitution d'un pôle de développement de la filière rapide à Lyon ; conséquences négatives sur l'emploi (p. 5419) ;

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt** (n° 2563).

Première lecture, discussion générale : dépérissement des forêts lié à la pollution atmosphérique ; dépérissement menaçant toutes les espèces d'arbres et non les seuls résineux [9 mai 1985] (p. 641) ; absence d'existence d'une preuve scientifique indéniable de la liaison entre la pollution atmosphérique et le dépérissement des forêts ; situation dans les Vosges ; programme D.E.F.O.R.P.A. ; installation sur le versant sud du Donon d'une tour de 40 mètres destinée à mesurer la teneur de l'air en polluants ; études expérimentales ; crédits nécessaires au bon développement du programme D.E.F.O.R.P.A. (p. 642).

— **Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ainsi qu'à la prévention et à la réparation des nuisances dues au bruit des aéronefs** (n° 2393).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** *article L. 147-1 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté [22 mai 1985] (p. 996) ; *article L. 147-3 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 2 (rédigeant ainsi le début du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « pour l'application des prescriptions édictées par le présent chapitre, un plan... ») : adopté ; son amendement n° 3 (supprimant les mots : « qui

comprend un rapport de présentation et des documents graphiques » dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté (p. 997) ; *article L. 147-4 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 4 (insérant les mots : « qui comprend un rapport de présentation et des documents graphiques » après les mots « plan d'exposition au bruit ») : adopté (p. 998) ; son amendement n° 5 (supprimant les mots « de réduction du bruit émis par les aéronefs » dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté ; son amendement n° 6 (substituant au mot : « augmentées » le mot « modulées » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) (p. 999) : adopté (p. 1000) ; *article L. 147-5 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 7 (rédigeant ainsi le début du dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « 3° dans les zones A et B, les équipements publics ou collectifs ne sont admis que lorsqu'ils... ») : adopté ; *article L. 147-6 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 8 (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté ; **article 2** : son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 10 (rédigeant ainsi la fin du deuxième alinéa de cet article : « toute question d'importance relative aux incidences de l'exploitation sur les zones affectées par les nuisances de bruit ») (p. 1001) : adopté ; son amendement n° 11 (supprimant la fin de l'article après les mots : « de cette question ») : adopté ; **article 3** : son amendement n° 12 (de suppression) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 13 (de suppression) (p. 1002) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 14 (de suppression) : adopté (p. 1003) ; **article 7** : son amendement n° 15 (recherche de la responsabilité en matière de dommages résultant du bruit) (p. 1004) : adopté ; **titre** : son amendement n° 16 (supprimant dans le titre du projet de loi les mots : « ainsi qu'à la prévention et à la réparation des nuisances dues au bruit des aéronefs ») (p. 1005) ; adopté (p. 1006).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur : définition des règles applicables pour la délimitation des zones de bruit et conditions de leur adaptation régionale ; indice servant à délimiter les zones de bruit ; constitution de commissions consultatives autour des aéroports [20 juin 1985] (p. 1792).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (définition des zones exposées au bruit engendré par des aéronefs dans le plan d'exposition au bruit) (p. 1792) ; définition de différentes zones de bruit ; consultation de la région ; modulation de l'indice : adopté ; **article 2** : son amendement n° 2 (composition de la commission consultative de l'environnement) : adopté (p. 1793).

Quatrième lecture, discussion générale. Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [29 juin 1985] (p. 2269).

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique** (n° 2745).

Première lecture, discussion générale : politique de recherche en santé ; retombées des recherches sur l'amélioration de l'état de santé de la population ; élévation de l'âge moyen ; coûts des soins dentaires ; mise en œuvre d'un programme de prévention ; prise en compte de la coopération européenne [27 juin 1985] (p. 2132) ; engagements communautaires ; nature des programmes J.E.T. et E.S.P.R.I.T. ; crédits consacrés par la C.E.E. à la recherche ; réunion d'une conférence des ministres à la recherche du Conseil de l'Europe ; succès de l'Agence spatiale européenne ; proposition française d'une Europe des technologies ; adhésion récente de la R.F.A. au projet Eurêka (p. 2133).

— **Projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale** (n° 2657).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur suppléant : acception par le Sénat de la nouvelle rédaction s'agissant de l'ouverture des S.C.O.P. aux capitaux extérieurs ; échec de la commission mixte paritaire [29 juin 1985] (p. 2267).

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — Energie. — *Discussion générale* : Situation fi-

nancière des entreprises nationales ; situation de Renault ; opportunité de rassembler les efforts des différents acteurs dans le nucléaire en France [12 novembre 1985] (p. 4223) ; redressement de Technip dans le secteur de l'ingénierie ; situation de la société Socapex (p. 4224).

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologiques (n° 2745).**

Deuxième lecture, discussion des articles : article 7 sexies : intérêt de l'incitation fiscale prévue à cet article [29 novembre 1985] (p. 5056).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3098).**

Première lecture, discussion des articles : article 2 — article L. 212-8-2 du code du travail : explique par son expérience personnelle son appréciation positive sur le projet de loi en discussion [8 décembre 1985] (p. 5644) ; *article L. 212-8-4 du code du travail* : attitude de M. Paul Chomat conduisant à justifier le projet de loi *a contrario* (p. 5657).

LEBORNE (Roger)

*Député de la Saône-et-Loire
(4^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863) [J.O. du 12 juillet 1985] (p. 7892).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [J.O. du 20 juillet 1985] (p. 8248).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi modifiée par le Sénat (n° 2831) relative à la clause pénale et au règlement des dettes (n° 2842) [26 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2153) de M. Jean-Pierre Michel et plusieurs de ses collègues relative à la clause pénale (n° 2666) [2 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat en deuxième lecture (n° 2967), relative à la clause pénale et au règlement des dettes (n° 2969) [3 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Afrique du Sud** : atteinte à la liberté de la presse [13 novembre 1985] (p. 4292).

INTERVENTIONS

— **Discussion des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Jean-Pierre Michel et plusieurs de ses collègues relative à la clause pénale (n° 2666).**

Première lecture, discussion générale : Calcul forfaitaire de l'indemnité sanctionnant l'inexécution ou le retard dans l'exécution des obligations contractuelles ; analyse de la clause pénale ; régime de liberté contractuelle en vigueur jusqu'en 1975 ; possibilité offerte au juge de réduire la peine ; apparition des contrats d'adhésion ; développement des clauses pénales abusives ; loi du 9 juillet 1975 accordant au juge le pouvoir de modifier la peine convenue ; introduction d'une exception au principe de l'intangibilité de la clause pénale ; intervention facultative du juge ; cas d'inexécution partielle du contrat ; pouvoir de révision du juge ; possibilité de statuer d'office ; position de la doctrine et de la jurisprudence [3 juin 1985] (p. 1377) ; non modification du caractère contradictoire de la procédure (p. 1378).

Discussion de l'article unique : après l'article unique : interdiction des pratiques abusives des organismes dits de gestion de dettes (p. 1379) ; son sous-amendement n° 6 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (étendant la dérogation prévue à cet amendement aux personnes physiques et morales désignées en application de la loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire) ; cas des administrateurs désignés dans la procédure simplifiée applicable aux entreprises de petite dimension ; adopté (p. 1380).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : extension par le Sénat de la possibilité d'intervention d'office du juge dans le cas de l'inexécution partielle d'un contrat ; application des règles aux contrats et aux instances en cours ; activité des organismes de gestion de dettes ; protection des particuliers ; exclusion des conventions conclues avec les administrateurs judiciaires, mandataires, liquidateurs et experts dans le cadre de la mission qui leur est confiée par décision de justice ; entrée en vigueur des dispositions relatives aux conventions de gestion de dettes [27 juin 1985] (p. 2101).

Discussion des articles : article 2 : son amendement n° 1 (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article les mots : « personne physique non commerçante ») ; suppression de l'exclusion des commerçants du champ d'application de la loi ; adopté ; son amendement n° 2 (de coordination) : adopté ; *article 5* : son amendement n° 3 (substituant dans la première phrase de cet article à la date « 1^{er} novembre 1985 » la date « 1^{er} janvier 1986 ») (p. 2102) : adopté (p. 2103).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur : extension du pouvoir de révision en matière de clause pénale ; adoption par le Sénat sur proposition du Gouvernement d'un amendement relatif à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation [3 octobre 1985] (p. 2627).

LE COADIC (Jean-Pierre)

*Député du Val-d'Oise
(2^e circonscription)
Socialiste
Puis non-inscrit*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

Cesse d'appartenir à ce groupe [J.O. du 13 décembre 1985] (p. 14510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14579).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14663).

LECUIR (Marie-France)

Député du Val-d'Oise
(4^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912) [J.O. du 27 juillet 1985] (p. 8571).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 27 juillet 1985] (p. 8571).

Rapporteur du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relative à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [3 octobre 1985] (p. 2649).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (travail, emploi et formation professionnelle : travail et emploi) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux **congés de conversion (n° 2923)** [25 juillet 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2955) portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de **cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2962)** [2 octobre 1985].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951)** tome XIII ; **travail, emploi et formation professionnelle** : travail et emploi (n° 2988) [9 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, rejeté par le Sénat (n° 3079) portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de **cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 3149)** [4 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, (n° 3205) portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de **cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité, (n° 3210)** [17 décembre 1985].

QUESTIONS**orales sans débat :**

— **n° 873**, posée le 18 juin 1985 : **logement (politique du logement)** (p. 1748) ; appelée le 21 juin 1985 : **Compagnie immobilière pour le logement des fonctionnaires civils et militaires** : statut juridique des locataires de la Cifol ; faiblesse des loyers ; volonté des ministères d'offrir à leurs agents des possibilités de logement ; réhabilitation du parc de la Cifol (p. 1856) ; association des locataires concernés aux décisions relatives à la gestion et à la réhabilitation ; opération de réhabilitation du parc de la S.C.I.C. ; situation à Ermont (p. 1857).

— **n° 928**, posée le 3 décembre 1985 : **transports urbains (politique des transports urbains : Ile-de-**

France) (p. 5229) ; appelée le 6 décembre 1985 : **liaison vallée de Montmorency-Invalides** : financement de ses travaux lors de la création du fonds spécial de grands travaux ; déchargement des gares du Nord et Saint-Lazare d'une partie de leur trafic ; droit au transport ; état d'avancement de ces travaux (p. 5411) ; projet d'ouverture de la liaison vallée de Montmorency-Invalides en 1987 (p. 5412).

INTERVENTIONS**— Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion : problèmes rencontrés par les immigrés ; immigrés et décentralisation ; orientation de l'effort de la région Ile-de-France en matière de formation professionnelle ; éducation et logement restant de la compétence de l'Etat [6 juin 1985] (p. 1521) ; cite des initiatives et des réalisations favorisant l'insertion des travailleurs étrangers (p. 1522).

— Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912).

Première lecture, discussion générale : avantages du projet proposé ; dispositif ne constituant pas une nouvelle gestion des licenciés et demandeurs d'emploi ; principe du double volontariat des entreprises et des salariés ; négociation de branches facilitant le volontariat des P.M.E. ; inégalités entre les individus bénéficiaires dues au système du volontariat ; nécessité d'élever le niveau des qualifications ; risque de détournement de la procédure vers un prélude à la pré-retraite ; adaptation des classifications professionnelles ; intérêt d'une validation des acquis partiels [11 juillet 1985] (p. 2386) ; problème de l'imputation des allocations de conversion sur le 1 % pour la formation continue ; opportunité de tirer un premier bilan des congés de formation dans la sidérurgie et les chantiers navals (p. 2387).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur suppléant : échec de la commission mixte paritaire [25 juillet 1985] (p. 2405).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : non suspension des effets du contrat de travail en matière de retraite de prévoyance ; **après l'article 1^{er}** : projet ne remettant pas en cause l'autorisation administrative de licencier (p. 2409) ; **après l'article 4** : opportunité de délégaliser le régime des pensions de marins ; utilisation éventuelle d'un D.D.O.S. (p. 2410).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur suppléant : rejet par le Sénat du projet de loi en nouvelle lecture [25 juillet 1985] (p. 2423).

— Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : organisation de la solidarité entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas ; champ d'application du projet de loi ; institution d'une contribution versée moitié par l'employeur, moitié par le salarié à l'U.N.E.D.I.C. ; définition de deux taux en fonction du revenu perçu ; possibilité pour le retraité de renoncer à sa retraite le temps de son emploi ; caractère dissuasif du taux à 50 % sur les hauts salaires ; encouragement du travail bénévole et des activités réduites pour les retraités ; cas des retraités exerçant des emplois faiblement rémunérés [7 octobre 1985] (p. 2724) ; situation des sous-officiers ayant quitté l'armée jeunes avec une retraite incomplète ; exclusion des pensions de réversion du calcul des avantages vieillesse déclenchant l'application du dispositif ; mise en œuvre de sanctions pour les redevables méconnaissant leurs obligations ; système déclaratif ; méconnaissance par les pouvoirs publics du nombre et de la nature des cumuls entre emplois et retraites ; difficulté pour croiser les informations des institutions ; non volonté de pénaliser les militaires ; inégalité des situations face à l'activité en fin de carrière (p. 2725).

Discussion des articles : **article 2** : impossibilité de demander à l'employeur de payer au cas où le salarié ne serait plus redevable de la contribution ; **article 4** : amendement

n° 7 de Mme Muguette Jacquaint conduisant à frapper l'employeur de pénalités quand le salarié est coupable d'une fraude (p. 2740) ; **article 5** : son amendement n° 9, à titre personnel (substituant dans le quatrième alinéa de cet article au mot « quatrième » le mot « cinquième ») : adopté ; **article 7** : son amendement n° 1 (précisant qu'au 3° alinéa de l'article 4 et au 3° alinéa de l'article 5 de l'ordonnance du 30 mars 1982 ainsi qu'au 5° alinéa de l'article 13-I et au 3° alinéa de l'article 13-II de la loi du 9 juillet 1984 les mots « prestations de vieillesse », sont remplacés par les mots « pensions de vieillesse ») ; non prise en compte des pensions de réversion pour apprécier la situation de cumul : adopté (p. 2741) ; **après l'article 7** : son amendement n° 2 (habilitant les institutions chargées du recouvrement de la contribution de solidarité à recevoir des organismes gestionnaires toute information utile à l'accomplissement de leur tâche) ; renforcement des moyens de contrôle ; amendement ne visant pas à croiser systématiquement les fichiers ; étude de l'ensemble du problème confiée au Conseil supérieur de la statistique ; adopté ; **article 8** : texte de loi ne créant pas d'effet de surprise ; **après l'article 8** : caractère non rétroactif des dispositions prévues (p. 2742) ; projet de loi ne modifiant pas la situation des anciens militaires ; cas des sous-officiers ; projet ne concernant que les officiers bénéficiant de retraites importantes avec un salaire élevé (p. 2743).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : nombre de personnes ayant effectué une déclaration et versé leur contribution de solidarité en 1984 ; taux de la contribution pour la partie des revenus excédant deux fois et demie le S.M.I.C. ; dégageant des cadres de l'armée ; risques de fraude ; inopportunité de remplacer la contribution de solidarité par un dispositif fiscal [6 décembre 1985] (p. 5470).

Discussion des articles : après l'article 1^{er} : situation particulière des artistes interprètes (p. 5473) ; contribution de solidarité versée en 1984 par les artistes interprètes ; opportunité de maintenir le S.M.I.C. comme plafond (p. 5474) ; **article 8** : inopportunité de prévoir un délai supplémentaire (p. 5475).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur : rejet par le Sénat en nouvelle lecture du projet de loi ; augmentation des taux de contribution de solidarité ; échec de la commission mixte paritaire [17 décembre 1985] (p. 6246).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : taux de chômage des jeunes ; niveau V ; contenu des formations menant au C.A.P. et au B.E.P. [8 octobre 1985] (p. 2793) ; nécessité de reconnaître à chaque travailleur la valeur de ce qu'il a appris au cours de sa carrière professionnelle (p. 2794).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale* : souci de la promotion collective ; objectif de huit bacheliers sur dix jeunes [29 octobre 1985] (p. 3634) ; rénovation des collèges et modernisation de l'enseignement technologique ; plan « Informatique pour tous » ; achat d'ordinateurs professionnels ; formation des enseignants ; pratiques pédagogiques ; organisation de stages pendant les vacances scolaires ; formation de spécialistes de haut niveau ; maintenance après la période de garantie ; choix de développement ; participation des collectivités locales à l'effort d'équipement ; ouverture des ateliers informatiques aux autres publics ; attributions prioritaires aux L.E.P. ou aux zones d'éducation prioritaire ; rapport du Collège de France (p. 3635) ; capacité moyenne d'assimilation (p. 3636) ; *questions* : sorties prématurées du système scolaire ; nouveaux programmes en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (p. 3652) ; augmentation des places de lycées et de B.T.S. ; cycle pour l'insertion professionnelle par alternance (p. 3653).

Travail, emploi et formation professionnelle. *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : évolution du chômage depuis 1981 ; augmentation de la population active ; nombre d'emplois perdus en Europe entre 1981 et 1984 ; modernisation sociale ; réduction de l'emploi salarié depuis le début de l'année ; crédits du ministère ; rapport Schwartz ; politique d'insertion professionnelle des jeunes [31 octobre

1985] (p. 3760) ; rôle des permanences d'accueil, d'information et d'orientation (P.A.I.O.) ; aides publiques à la promotion de l'emploi ; exonération de charges sociales pour les créateurs d'entreprise ; aides aux emplois d'initiative locale ; accroissement des moyens d'accompagnement social des restructurations industrielles ; aides à la réinsertion des travailleurs immigrés volontaires dans leur pays d'origine ; pré-retraite accordée aux licenciés économiques ; indemnisation du chômage partiel ; effort de promotion des contrats de solidarité pour la réduction du temps de travail ; relèvement du montant de l'allocation de solidarité ; chômeurs de longue durée sans indemnisation ; programmes de stages spécifiques pour les femmes isolées ; solidarité concernant les travailleurs handicapés en centres d'aide par le travail ou en ateliers protégés (p. 3761) ; réforme du statut de l'A.N.P.E (p. 3762).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : article 2 : possibilité de calculer la rémunération mensuelle sur la base de la durée annuelle de travail établie par la convention [7 décembre 1985] (p. 5618).

LE DRIAN (Jean-Yves)

Député du Morbihan

(5^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (défense) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 44 : défense (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Discussion générale* : Rapporteur spécial : montant des crédits d'équipement [8 novembre 1985] (p. 4148) ; force nucléaire stratégique ; modernisation des forces classiques ; force d'action rapide ; activité des forces ; sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ; adaptation des Mirage IV ; Mirage 2000 (p. 4149) ; dimension spatiale de la dissuasion ; armée de l'air ; marine ; loi de programmation (p. 4150).

Examen des crédits : article 30 : distribution des cartes téléphones risquant d'entraîner une dépense supérieure à 21 000 000 de francs (p. 4194).

LE FOLL (Robert)

Député de la Seine-et-Marne

(3^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, soumise à une nouvelle délibération (n° 2939) [J.O. du 21 août 1985] (p. 9620).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Résultats électoraux en Nouvelle-Calédonie :** position du gouvernement à la suite des élections [2 octobre 1985] (p. 2563).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568).**

Première lecture, explications de vote : caractère divergent des intérêts opposant caldoches et canaques ; inégalités devant la culture et la formation ; risque d'un engrenage de la violence [23 janvier 1985] (p. 27) ; volonté du groupe socialiste de préserver les chances d'une solution négociée ; son vote sur le texte (p. 28).

Deuxième lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement de préserver la paix civile et de trouver un accord entre les communautés ; utilité de lui donner les moyens de mener à bien la concertation ; appel du président Ukeiwé au dialogue ; rejet par le groupe socialiste des propositions du Sénat [24 janvier 1985] (p. 37).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Première lecture, discussion générale : départements d'outre-mer ; modification de la durée du mandat des élus portée à six ans ; régionalisation dans les départements d'outre-mer ; contrats de plan ; évolution institutionnelle des départements d'outre-mer ; renforcement des liens des départements d'outre-mer avec les Etats se situant dans leur région géographique [26 avril 1985] (p. 499).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : avenir auquel aspire la majorité des communautés calédoniennes [30 mai 1985] (p. 1303) ; exclusion de la population kanak ; arrivée d'une importante colonie européenne en 1972 ; accession de nombreux peuples à l'indépendance ; nombre de kanaks dans le monde ; convoitises suscitées par la position de la Nouvelle-Calédonie sur le plan géographique et stratégique ; rôle de la coutume ; règlement du problème foncier ; adaptation du système bancaire et des administrations ; évolution du système éducatif ; nécessité de prolonger l'état d'urgence ; instauration de commissions de contrôle ; attitude de l'opposition (p. 1304) ; préservation de la présence et des intérêts français dans le Pacifique (p. 1305).

Discussion des articles : **article 12 :** articulation des actions de l'office culturel kanak avec celles des régions (p. 1344) ; **article 16 :** son sous-amendement n° 54 à l'amendement n° 5 de M. Roch Pidjot (substituant aux mots « chargé de proposer » les mots « consulté par le haut-commissaire sur ») ; consultation du conseil exécutif sur les modalités de préparation et d'organisation du scrutin (p. 1350) ; adopté (p. 1351).

Explications de vote : examen de l'avis motivé de l'assemblée territoriale sur le projet de loi ; non mépris de la représentation calédonienne ; reconnaissance de la légitimité des droits des canaques ; volonté des socialistes de maintenir la Nouvelle-Calédonie dans l'ensemble français ; organisation d'une période transitoire [4 juin 1985] (p. 1402) ; renforcement des garanties de scrutin ; création des conseils coutumiers ; prolongation de l'état d'urgence ; vote du projet de loi de septembre 1984 par le parti communiste (p. 1403).

Deuxième lecture, discussion générale : mise en place de la décentralisation dans les D.O.M. par la majorité actuelle ; victoire de la majorité présidentielle aux cantonales en Guadeloupe et en Guyane ; estime que l'opposition utilise les troubles dans les D.O.M. pour servir ses intérêts de politique intérieure [25 juillet 1985] (p. 2429) ; déclaration de M. Reinette ne faisant pas allusion à une négociation

avec le Gouvernement ; politique sociale dans les D.O.M. ; absence de volonté de quitter Kourou ou de sacrifier d'autres bases ; projet de loi répondant à une situation difficile sur le terrain ; volonté de faire vivre ensemble diverses communautés dans un territoire appartenant à l'ensemble français ; objectif de lutte contre les inégalités ; développement des richesses des régions ; reconnaissance de l'identité kanak ; notion d'indépendance-association ; s'interroge sur les motivations du groupe R.P.R. (p. 2430) ; disparités au sein de l'opposition (p. 2431) ; volonté d'arriver à une solution dans l'intérêt des calédoniens et de la France ; bonne volonté manifestée par une partie de l'opposition ; renforcement des garanties lors du déroulement du scrutin (p. 2434) ; équilibre économique entre les régions ; règlement du problème foncier ; absence de revendication d'exclusion de l'ensemble français ; déclarations de M. Olivier Stirn (p. 2435).

Troisième lecture, discussion générale : politique de décentralisation ; situation des jeunes [26 juillet 1985] (p. 2466) ; identité culturelle des populations (p. 2467).

Explications de vote : maintien de la Nouvelle-Calédonie dans l'ensemble français (p. 2471).

Nouvelle délibération de la loi.

Première lecture, discussion générale : conditions de la session extraordinaire ; historique du statut de la Nouvelle-Calédonie ; mise en place de la décentralisation [12 août 1985] (p. 2495) ; évolution vers l'autodétermination dans le respect de la Constitution ; principe d'égalité ; question de la sur-représentation (p. 2496) ; principe du rééquilibrage géographique par la loi (p. 2497).

Explications de vote : nécessité de renouer le dialogue et de rétablir la paix civile entre deux groupes ethniques différents (p. 2509).

Deuxième lecture, discussion générale : historique du statut de la Nouvelle-Calédonie ; fixation du nombre des élus [20 août 1985] (p. 2532-2533).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* régionalisation ; entreprise de décolonisation politique par l'intégration ; mise en place du plan Reagan ; rappel des objectifs constituant la politique de développement [5 novembre 1985] (p. 3950) ; nécessité du développement économique ; développement de certaines filières (p. 3951).

LEFRANC (Bernard)

*Député de l'Aisne
(5^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

LE GARREC (Jean)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Paul Chomat : décrets non publiés concernant les agents non titulaires de l'Etat :** détermination d'un calendrier concernant la titularisation ; reconnaissance du caractère prioritaire de la titularisation des agents des catégories C et D ; nombre des décrets publiés ; nombre des personnes concernées par le processus de titularisation [7 mai 1985] (p. 616) ;

— **M. Michel Charzat : projet de l'opposition relatif à la fonction publique :** rappelle que la liberté

d'opinion est un principe républicain fondamental ; devoir de réserve [23 octobre 1985] (p. 3392) ; loyauté de la fonction publique (p. 3393).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale :* comparaisons de la moyenne des prix et du glissement [22 octobre 1985] (p. 3346) ; organisation d'un débat sur la fonction publique ; problèmes statutaires de la fonction publique ; respect des délais relatifs aux processus de titularisation ; spécificité des catégories A et B ; retard pris dans le domaine de l'éducation par les gouvernements précédents ; maîtrise de la dépense publique et gestion correcte des moyens ; stabilisation du nombre des fonctionnaires (p. 3353) ; politique de l'emploi ; évolution des rémunérations dans la fonction publique au cours des deux dernières années ; garanties de pouvoir d'achat ; application de la clause de sauvegarde ; accord signé avec les organisations syndicales ; traitement minimum (p. 3354) ; politique des bas salaires ; problèmes des rémunérations annexes ; mensualisation des pensions ; évolution de la fonction publique ; impératif de formation ; ouverture de la fonction publique aux personnes n'ayant pas suivi le cursus traditionnel ; nomination d'un ambassadeur en Italie (p. 3355) ; nominations à la tête des nouvelles sociétés nationales ; ouverture maîtrisée et modérée de l'E.N.A. ; arrêts Barel et Guille du Conseil d'Etat ; rôle de la fonction publique (p. 3356).

— Projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale (n° 2801).

Troisième lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement d'assurer une liaison permanente entre les fonctions publiques nationales et locales ; suppression des centres régionaux de gestion ; organisation des concours des agents des offices publics d'H.L.M. ; garanties d'indépendance et de formation des fonctionnaires territoriaux [15 novembre 1985 (p. 4408)].

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics administratifs, ratifiées et modifiées par la loi n° 84-7 du 3 janvier 1984, modifiées par la loi n° 84-1050 du 30 novembre 1984 (n° 2998).

Première lecture, discussion générale : projet visant à prolonger jusqu'au 31 décembre 1986 la possibilité offerte aux fonctionnaires et agents de l'Etat et des collectivités locales d'avoir accès à une cessation progressive d'activité ; régime de la cessation progressive d'activité ; situation des fonctionnaires de l'Etat ; rôle du fonds de compensation [15 novembre 1985] (p. 4411) ; nombre de demandes de cessation progressive d'activité ; rôle du fonds de compensation (p. 4412).

Discussion des articles : **article 4 :** reversement d'un éventuel reliquat à la dotation globale de fonctionnement (p. 4412).

— Déclaration du Gouvernement sur la fonction publique et débat sur cette déclaration (n° 3109).

Discussion : son hommage à la qualité du travail de l'ensemble des agents des trois fonctions publiques ; garanties des fonctionnaires ; absence de revalorisation indiciaire ; institution d'une contribution de solidarité au profit de l'assurance chômage [26 novembre 1985] (p. 4885) ; valeur des propositions de l'opposition tendant à réduire le nombre d'emplois dans la fonction publique ; logique rétrograde conduisant à cantonner l'Etat dans quelques fonctions d'autorité ; caractère irréaliste des propositions de l'oppo-

sition ; montant réel des économies budgétaires réalisées par une réduction du nombre d'emplois dans la fonction publique ; évolution du rôle de l'Etat (p. 4886) ; efforts accomplis depuis 1981 pour raccourcir les circuits de décision ; désencombrer les administrations centrales ; décloisonner les services et améliorer l'information du public ; nécessité de faire prévaloir une logique interministérielle ; modalités de détermination du nombre nécessaire de fonctionnaires ; nécessité de développer la concertation ; aménagement des conditions de travail (p. 4887) ; bilan et rôle de la formation permanente ; nécessaire information du public ; nécessaire simplification des procédures ; protection des droits des usagers ; extension de la procédure contradictoire ; utilisation des nouvelles technologies ; déconcentration du recrutement et de la gestion de certains corps de fonctionnaires ; mobilité des fonctionnaires constituant le meilleur moyen de s'opposer à la tendance au cloisonnement ; évaluation de l'action administrative (p. 4888) ; prestige de l'administration française à l'étranger ; nécessité de faciliter les missions d'assistance et de coopération à l'étranger (p. 4889) ; ses observations sur les propos de M. Bruno Bourg-Broc (p. 4893-4894) ; propos de M. Bourg-Broc traduisant un « anti-communisme primaire, un anti-syndicalisme forcené et une conception réactionnaire de la fonction publique » ; indépendance syndicale ; rôle international de l'administration publique (p. 4899) ; ses appréciations sur les propos de M. Zeller ; organisation syndicale ; politisation de l'administration ; recrutement des ambassadeurs ; troisième voie d'accès à l'E.N.A. (p. 4910) ; absentéisme des députés ; effectifs de la fonction publique ; montant des primes des fonctionnaires ; équilibre entre les droits et les devoirs ; strict respect des engagements de M. Le Pors ; titularisation des agents des catégories C et D ; décret du 24 septembre 1985 relatif au calcul hebdomadaire du temps de travail ; protection des agents non titulaires de l'Etat ; pouvoir d'achat des fonctionnaires ; garantie du pouvoir d'achat moyen en masse (p. 4919) ; clause de sauvegarde ; statut de la fonction publique territoriale s'étant heurté à des difficultés d'application ; problème des secrétaires de mairie dans les villes de 2 000 à 5 000 habitants ; gestion prévisionnelle des effectifs ; création des centres « administration à votre service » (p. 4920) ; montant des crédits d'investissement technologiques ; montant des crédits destinés à la formation ; nécessité de « mettre l'administration au pas de son temps » (p. 4921).

LE GARS (Jean)

*Député des Yvelines
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652) [J.O. du 28 juin 1985] (p. 7179).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 28 juin 1985] (p. 7179).

Membre suppléant de la commission consultative des fréquences [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2652) portant **réforme du code de la mutualité (n° 2691)** [21 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 2804) portant **réforme du code de la mutualité (n° 2813)** [20 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **réforme du code de la mutualité (n° 2860)** [27 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 2851) portant **réforme du code de la mutualité (n° 2865)** [28 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi modifié par le Sénat en troisième et nouvelle lecture (n° 2881) portant **réforme du code de la mutualité (n° 2885)** [29 juin 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : nombre des personnes concernées par la réforme du code de la mutualité ; inadéquation de la législation en vigueur ; principes régissant la mutualité ; existence dans le code actuel de lacunes préjudiciables ; création en 1982 d'un groupe de travail présidé par M. Morisot ; reconnaissance de la vocation mutualiste dans son intégralité ; substitution de l'appellation « mutuelle » à celle de « société mutualiste » ; cotisation n'apparaissant pas comme la source exclusive des ressources ; confusion entre mutuelles proprement dites, mutuelles d'assurance et sociétés d'assurance à forme mutuelle [28 mai 1985] (p. 1183-1184) ; formation des administrateurs assurée par un droit à un congé mutualiste ; définition de la place de la mutualité dans la protection sociale complémentaire ; choix pour un « pluralisme maîtrisé » ; extension du rôle de la mutualité dans les opérations de prévoyance collective ; renforcement des moyens d'action de la mutualité par l'élargissement de la capacité civile des mutuelles ; réaffirmation du bénévolat ; assouplissement de la tutelle ; renforcement du rôle des caisses autonomes ; modernisation du fonctionnement interne des groupements mutualistes ; institution d'une représentation du personnel au sein des conseils d'administration ; mise en place d'un système de prévention ; allègement des contrôles pesant sur les mutuelles ; substitution d'une procédure d'approbation tacite à la procédure d'approbation expresse ; dispositions spécifiques à certains groupements mutualistes ; suppression du lien entre comité d'entreprise et mutuelle d'entreprise ; multiplication du nombre de décisions des mutuelles non soumises à l'approbation administrative (p. 1185) ; problème de l'avenir de la mutualité et de son rôle dans la société (p. 1186).

Discussion des articles : article 1^{er} et code annexé : article L. 111-1 du code de la mutualité : mise en cause de la constitutionnalité du monopole par le rapport Morisot ; non compatibilité du monopole avec le traité de Rome ; caractère volontaire de l'adhésion à la mutuelle ; cas du régime social agricole ; ses observations sur les propos de M. Etienne Pinte au sujet de la concurrence maîtrisée (p. 1206) ; article L. 111-2 du code de la mutualité : son amendement n° 13 (rédactionnel) (p. 1207) adopté ; négation du pouvoir attractif du mouvement mutualiste ; exclusivité rejetée par la majorité du mouvement mutualiste ; adopté ; article L. 111-3 du code de la mutualité : son amendement n° 14 (supprimant le texte proposé pour cet article du code) : adopté ; après l'article L. 111-3 du code de la mutualité : représentation des mutuelles auprès des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale (p. 1208) ; article L. 122-3 du code de la mutualité : son amendement n° 15 (précisant que les organismes relevant du code des assurances autorisés à utiliser dans leur nom ou raison sociale le terme de « mutuelle » doivent obligatoirement lui

associer celui d'« assurance ») ; position des responsables des sociétés d'assurance ; reconnaissance du caractère mutualiste (p. 1209) ; article 7 du code de la mutualité interdisant de donner le nom de « société mutualiste » aux groupements relevant de ce code dont les statuts ne sont pas approuvés ; prévision d'un délai d'un an (p. 1210) ; adopté ; article L. 122-5 du code de la mutualité : substitution de l'approbation tacite à l'approbation expresse dans la majorité des cas ; fixation du délai d'approbation relevant du domaine réglementaire ; maintien de l'approbation expresse par l'autorité administrative pour les statuts constitutifs (p. 1211) ; article L. 122-7 du code de la mutualité : son amendement n° 16 (modification par déclaration des dispositions statutaires fixant le montant ou le taux des cotisations et des prestations) ; allègement des contrôles effectués par l'autorité administrative ; adopté ; article L. 124-3 du code de la mutualité : son amendement n° 17 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté (p. 1212) ; article L. 124-7 du code de la mutualité : son amendement n° 18 (supprimant le texte proposé pour cet article du code) : adopté ; article L. 124-8 du code de la mutualité : son amendement n° 19 (insérant un article L. 124-9 précisant le régime des garanties des engagements contractés à l'égard des membres participants ou de leurs ayants droit) : adopté ; article L. 125-1 du code de la mutualité : son amendement n° 20 (rédactionnel) : adopté (p. 1213) ; article L. 125-2 du code de la mutualité : impossibilité de prendre une décision rapide mettant en cause l'existence d'une mutuelle ; article L. 125-3 du code de la mutualité : son amendement n° 21 (rédigeant ainsi la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « ni d'aucune condamnation à une peine contraventionnelle prononcée en application des dispositions du code de la sécurité sociale ») ; précision des cas d'inéligibilité ; adopté ; article L. 125-4 du code de la mutualité : opportunité de laisser les statuts déterminer le mode de désignation des représentants des salariés ; sur-représentation des salariés par rapport à l'ensemble des mutualistes (p. 1214) ; article L. 125-5 du code de la mutualité : son amendement n° 45 à titre personnel (rédigeant ainsi le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « en outre, les administrateurs peuvent être remboursés des frais de représentation, de déplacement et de séjour ») ; référence au remboursement ; adopté (p. 1215) ; réaffirmation de la règle du bénévolat ; amendement n° 80 de M. Etienne Pinte compliquant la gestion des mutuelles ; article L. 125-6 du code de la mutualité : son amendement n° 22 (insérant dans le texte proposé pour cet article du code la référence : « L. 225-7 » après les mots « prévues aux articles L. 133-7 ») : adopté (p. 1216) ; article L. 125-7 du code de la mutualité : son amendement n° 23 (rédactionnel) : adopté (p. 1221) ; article L. 125-9 du code de la mutualité : alignement des dispositions concernant les mutuelles sur des dispositions applicables aux compagnies d'assurance ; article L. 125-10 du code de la mutualité : spécificité des mutuelles ne faisant pas obstacle à ce que les commissaires aux comptes exercent leurs activités dans des conditions de droit commun (p. 1222) ; article L. 126-5 du code de la mutualité : son amendement n° 24 (complétant la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots « ou de l'autorité judiciaire ») : adopté (p. 1223) ; article L. 211-1 du code de la mutualité : son amendement n° 25 (soumission de certaines décisions au contrôle du comité d'entreprise) ; amendement rétablissant le lien institutionnel entre le comité d'entreprise et la mutuelle d'entreprise ; cas où les décisions de la mutuelle d'entreprise sont soumises à l'approbation administrative ; exercice d'un droit de veto ; risque de la constitution d'une tutelle du comité d'entreprise ; adopté ; activité mutualiste ne relevant pas du code du travail (p. 1224) ; substitution de la notion de « mutuelle » à celle de « société mutualiste » ; code de la mutualité permettant à des salariés de créer leur propre mutuelle d'entreprise ; congé mutualiste ; estime que les négociations au sein de l'entreprise ont permis de mettre les moyens nécessaires à la disposition des intéressés (p. 1225) ; réaffirmation du lien institutionnel entre le comité d'entreprise et la mutualité ; existence dans le code du travail des dispositions demandées par l'amendement n° 64 de M. Joseph Legrand (p. 1226) ; article L. 211-2 du code de la mutualité : son amendement n° 26 (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code la référence « L. 125-7 » à la référence « L. 125-6 ») : adopté ; article L. 211-3 du code de la mutualité : ambiguïté avec l'expression « mutualiste » introduite par l'amendement

n° 65 de M. Joseph Legrand ; son amendement n° 27 (substituant à la référence « L. 124-3 » la référence « L. 124-4 » dans le texte proposé pour cet article du code) : adopté ; *article L. 221-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 28 (complétant la première phrase du dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots « dans les conditions prévues à l'article L. 122-7 du présent code » (p. 1227) ; satisfait ; *article L. 231-2 du code de la mutualité* : souhait des militaires de ne pas être soumis au droit commun ; *article L. 231-4 du code de la mutualité* : son amendement n° 29 (rédactionnel) : adopté ; *article L. 311-1 du code de la mutualité* : caisses autonomes obéissant à des règles très strictes de sécurité financière (p. 1228) ; institution de l'obligation d'adhérer à un système de garantie ; *article L. 321-1 du code de la mutualité* : sa référence au rapport Morisot concernant le bien-fondé de l'exclusivité retenue ; aptitude de la Caisse nationale de prévoyance et des caisses autonomes à gérer les risques longs (p. 1229) ; *article L. 321-2 du code de la mutualité* : son amendement n° 30 (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code les mots « des trois premiers alinéa » après les mots « les dispositions ») ; non application du régime de la déclaration à l'autorité administrative aux dispositions statutaires fixant le montant ou le taux des cotisations et des prestations ; adopté ; *article L. 321-6 du code de la mutualité* : son amendement n° 31 (prévoyant qu'un décret en Conseil d'Etat précise le champ des risques mentionnés à l'article L. 321-1 du même code et les modalités de leur gestion par une caisse autonome) : adopté ; *article L. 321-7 du code de la mutualité* : son amendement n° 32 (substituant à la fin du texte proposé pour cet article du code à la référence « L. 124-6 » la référence « L. 124-9 ») : adopté (p. 1230) ; *article L. 321-9 du code de la mutualité* : son amendement n° 33 (substituant à la référence « 67-114 » la référence « 67-1114 » dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté ; *avant l'article L. 411-1 du code de la mutualité* : régime de l'approbation pour la création par les mutuelles d'établissements à caractère sanitaire, médico-social, social ou culturel (p. 1231) ; *article L. 411-2 du code de la mutualité* : son amendement n° 34 (précisant que les établissements et services mentionnés à l'article L. 411-1 n'ont pas de personnalité juridique distincte de celle de la mutuelle fondatrice) : adopté (p. 1232) ; *article L. 411-3 du code de la mutualité* : son amendement n° 35 (association à la gestion des organismes mentionnés à l'article L. 411-1 des personnes morales de droit public ou de droit privé apportant une aide financière à leur création) : adopté ; *article L. 411-6 du code de la mutualité* : son amendement n° 36 (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code aux mots « aux articles L. 411-1 et L. 411-2 » les mots « à l'article L. 411-1 ») : adopté ; son amendement n° 37 (substituant dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code à la référence « L.411-2 » la référence « L. 411-3 ») : adopté (p. 1233) ; *article L. 411-7 du code de la mutualité* : son amendement n° 38 (substituant dans la première phrase du texte proposé pour cet article du code aux mots « aux articles L. 411-1 et L. 411-2 » les mots « à l'article L. 411-1 ») : adopté ; *article L. 522-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 39 (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code le mot « promotion » au mot « propagandé ») : adopté (p. 1234) ; *article L. 531-4 du code de la mutualité* : ses observations sur l'amendement n° 72 de M. Joseph Legrand (p. 1235) ; *article L. 531-5 du code de la mutualité* : son amendement n° 40 (substituant au début du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code aux mots « quand le fonctionnement régulier d'une mutuelle est définitivement compromis » les mots « en cas d'irrégularité grave ou en cas de difficultés financières de nature à mettre en cause l'existence d'une mutuelle ») : adopté ; caractère réglementaire des dispositions incluses dans l'amendement n° 87 de M. Etienne Pinte ; son amendement n° 41 (substituant à la fin de la première phrase de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code à la référence « L. 411-2 » la référence « L. 411-3 ») : adopté (p. 1236) ; **article 2** : sa position en faveur de l'amendement n° 75 de M. Etienne Pinte ; **article 3** : son amendement n° 42 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article à la référence « 50 » la référence « 48 ») ; non opportunité de maintenir des dispositions spécifiques aux étrangers ; **article 4** : conditions d'exercice des responsabilités mutualistes devant faire l'objet de questions traitées par les conventions collectives ; **après l'article 4** : son amendement n° 43 (insérant dans le premier alinéa de

l'article L. 122-45 du code du travail les mots « ou mutualistes » après les mots « de ses activités syndicales ») ; interdiction du prononcé d'une sanction ou d'un licenciement adopté en raison des activités mutualistes d'un salarié ; adopté ; son amendement n° 44 (instaurant et organisant le régime du congé non rémunéré de formation des administrateurs d'une mutuelle) (p. 1237) ; institution d'un congé non rémunéré assimilé au congé d'éducation ouvrière ; possibilité pour les mutualistes de recevoir une formation et du temps pour exercer leur mandat (p. 1238) ; rejeté ; dispositions de l'amendement n° 76 relevant d'un texte de loi de finances (p. 1239) ;

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : non reconnaissance par le Sénat du fait mutualiste ; limitation du domaine d'intervention des mutuelles ; fixation de quotas pour la désignation d'administrateurs étrangers ; alignement du régime des mutuelles sur celui des assurances ; limitation de l'action mutualiste par rapport au secteur libéral de la santé ; refus de reconnaître la faculté aux mutuelles de gérer des œuvres sociales pour le compte des collectivités publiques [24 juin 1985] (p. 1893-1894) ;

Discussion des articles : article 1^{er} et code annexé : *article L. 111-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 1 (insérant dans le dernier alinéa (3°) du texte proposé pour cet article du code le mot « culturel » après les mots « le développement ») ; restriction du champ d'activité des mutuelles ; définition de la santé par l'O.M.S. ; culture et conditions de vie apparaissant comme des éléments constitutifs de la santé ; adopté ; son amendement n° 2 (complétant le dernier alinéa (3°) du texte proposé pour cet article du code par les mots : « et l'amélioration de leurs conditions de vie ») : adopté (p. 1896) ; *article L. 121-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 3 (supprimant dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code les mots : « dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat visé à l'article L. 311-3 ») ; nécessité d'instaurer une concurrence loyale ; adopté ; *article L. 122-3 du code de la mutualité* : son amendement n° 4 (rédigeant ainsi après les mots « doivent obligatoirement » la fin de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « lui associer celui d'assuré ») ; importance de cet amendement ; difficultés avec les députés de l'opposition ; adopté (p. 1897) ; *article L. 124-3 du code de la mutualité* : son amendement n° 5 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; suppression de l'autorisation administrative préalable à tout emprunt dépassant un certain niveau ; adopté ; *article L. 124-8 du code de la mutualité* : son amendement n° 6 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; prise en compte de la spécificité réelle des mutuelles dans le nouveau plan comptable applicable aux mutuelles ; adopté (p. 1898) ; *article L. 125-3 du code de la mutualité* : son amendement n° 7 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; non opportunité de fixer un quota pour la nomination d'étrangers en qualité d'administrateurs ; adopté ; *article L. 125-4 du code de la mutualité* : son amendement n° 8 (supprimant dans le texte proposé pour cet article du code les mots : « l'un appartenant à la catégorie des cadres, techniciens et agents de maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers ») : adopté ; son amendement n° 9 (substituant à la fin du texte proposé pour cet article du code aux mots « participent avec voix délibérative » les mots « assistent avec voix consultative ») ; non reconnaissance d'un statut privilégié aux salariés des mutuelles ; adopté ; *article L. 125-5 du code de la mutualité* : son amendement n° 10 (remboursement aux administrateurs des frais de représentation, de déplacement et de séjour) ; caractère non indispensable de l'intervention de l'assemblée générale pour le remboursement des frais de représentation ; adopté ; son amendement n° 11 (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté (p. 1899) ; *article L. 125-6 du code de la mutualité* : son amendement n° 12 (substituant dans le texte proposé pour cet article du code aux mots « à l'article L. 133-7 » les mots « aux articles L. 133-7, L. 225-7 et L. 950-2 ») ; congé mutualiste ; inclusion des actions destinées aux cadres bénévoles du mouvement professionnel continué dans les actions de formation professionnelle continue ; coût de cette formation pour les entreprises ; accueil réservé au texte par la fédération nationale de la mutualité française ; adopté ; *article L. 125-10 du code de la mutualité* : son amendement n° 13 (supprimant la dernière phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; référence à la loi de 1984 relative à la

prévention des difficultés des entreprises n'apparaissant pas nécessaire ; adopté ; *article L. 311-3 du code de la mutualité* : son amendement n° 14 (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code les mots : « aux règles de concurrence définies par un décret en Conseil d'Etat ») : adopté (p. 1900) ; *article L. 321-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 15 (rédigeant ainsi, après les mots « caisse autonome mutualiste » la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « ou par la caisse nationale de prévoyance ») ; non opportunité de déroger au monopole de réassurance exercé par la caisse nationale de prévoyance ; adopté ; *article L. 321-4 du code de la mutualité* : son amendement n° 16 (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code les mots : « à la marge de solvabilité et aux modalités de fixation du plafond de garanties ») ; nature réglementaire des dispositions en cause ; adopté ; son amendement n° 17 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté (p. 1901) ; *article L. 411-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 18 (rédigeant ainsi la fin de la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code, après les mots « médico-social » : « social ou culturel ») ; possibilité de création d'établissements dans le cadre d'une intervention à caractère culturel ; adopté ; *article L. 411-4 du code de la mutualité* : son amendement n° 19 (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code aux mots « ou social » les mots « , social ou culturel ») : adopté ; son amendement n° 20 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté ; *article L. 411-5 du code de la mutualité* : son amendement n° 21 (gestion par les mutuelles de services à caractère sanitaire, médico-social, social ou culturel pour le compte de collectivités publiques ou d'associations) : adopté ; *article L. 411-6 du code de la mutualité* : son amendement n° 22 (approbation tacite des règlements des établissements ou services et de leurs modifications) (p. 1902) ; création d'un établissement mutualiste répondant à des règles liées au caractère du service rendu ; absence de relation entre le déficit d'un établissement et l'interdiction d'ouvrir un autre établissement ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 23 (substituant dans cet article aux mots « de deux ans » les mots « d'un an ») : adopté ; **article 4** : son amendement n° 24 (rédigeant ainsi le deuxième alinéa de cet article : « 7° les conditions d'exercice des responsabilités mutualistes ») : adopté ; **article 5** : son amendement n° 25 (rétablissant cet article dans le texte suivant : « dans le premier alinéa de l'article L. 122-45 du code du travail, après les mots « de ses activités syndicales » sont insérés les mots « ou mutualistes ») (p. 1903) ; activités liées à l'exercice de ses responsabilités mutualistes ne pouvant justifier un licenciement ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 26 (congé mutualiste) : adopté après modification ; **article 7** : son amendement n° 27 (de suppression) ; non opportunité d'assujettir les contrats de couverture du risque maladie souscrits auprès des mutuelles à la taxe prévue par l'article 991 du code général des impôts ; adopté (p. 1904) ;

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur : adoption par le Sénat d'amendements visant à interdire aux mutuelles la possibilité d'intervenir dans le domaine de la prévoyance collective ; échec de la commission mixte paritaire ; désaccord sur la vocation élargie de la mutualité [28 juin 1985] (p. 2171) ; question de l'application des règles de la concurrence aux mutualités (p. 2172) ;

Discussion des articles : article 1^{er} et code annexe : *article L. 111-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 1 (insérant dans le dernier alinéa (3°) du texte proposé pour cet article du code, le mot « culturel » après les mots « le développement ») : adopté ; son amendement n° 2 (complétant le dernier alinéa (3°) du texte proposé pour cet article du code par les mots : « et l'amélioration de leurs conditions de vie ») : adopté ; *article L. 21-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 3 (participation de la mutuelle à des opérations de prévoyance collective) : adopté ; *article L. 122-3 du code de la mutualité* : son amendement n° 4 (rédigeant ainsi, après les mots « doivent obligatoirement » la fin de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « lui associer celui d'assurance ») (p. 2172) ; adopté ; *article L. 124-3 du code de la mutualité* : son amendement n° 5 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté ; *article L. 125-3 du code de la mutualité* : son amendement n° 6 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour

cet article du code) : adopté ; *article L. 125-4 du code de la mutualité* : son amendement n° 7 (supprimant dans le texte proposé pour cet article du code les mots : « l'un appartenant à la catégorie des cadres, techniciens et agents de maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers ») : adopté ; son amendement n° 8 (substituant à la fin du texte proposé pour cet article du code aux mots « participent avec voix délibérative » les mots « assistent avec voix consultative ») : adopté ; *article L. 125-5 du code de la mutualité* : son amendement n° 9 (prévoyant que les administrateurs peuvent être remboursés des frais de représentation, de déplacement et de séjour) (p. 2173) ; adopté ; son amendement n° 10 (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté ; *article L. 125-6 du code de la mutualité* : son amendement n° 11 (substituant dans le texte proposé pour cet article du code aux mots « à l'article L. 133-7 » les mots « aux articles L. 133-7, L. 225-7 et L. 950-2 ») : adopté ; *article L. 125-10 du code de la mutualité* : son amendement n° 12 (supprimant la dernière phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté ; *article L. 311-3 du code de la mutualité* : son amendement n° 13 (nature des clauses incluses dans les conventions afférentes aux opérations de prévoyance collective) : adopté ; *article L. 311-4 du code de la mutualité* : son amendement n° 14 (constitution d'une commission chargée de suivre les opérations de prévoyance collective) : adopté ; *article L. 321-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 15 (rédigeant ainsi, après les mots « caisse autonome mutualiste » la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « ou par la caisse nationale de prévoyance ») (p. 2174) ; adopté ; *article L. 321-4 du code de la mutualité* : son amendement n° 16 (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code, les mots : « à la marge de solvabilité et aux modalités de fixation du plafond de garanties ») : adopté ; son amendement n° 17 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté ; *article L. 411-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 18 (rédigeant ainsi, après les mots « médico-social » la fin de la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code : « social ou culturel ») : adopté ; *article L. 411-4 du code de la mutualité* : son amendement n° 19 (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code aux mots « ou social » les mots « social ou culturel ») : adopté ; son amendement n° 20 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) : adopté ; *article L. 411-5 du code de la mutualité* : son amendement n° 21 (possibilité pour les mutuelles d'assurer la gestion d'établissements ou de services à caractère sanitaire, médico-social, social ou culturel) : adopté (p. 2175) ; *article L. 411-6 du code de la mutualité* : son amendement n° 22 (conditions dans lesquelles les règlements des établissements ou services sont considérés comme approuvés) : adopté ; **article 2** : son amendement n° 23 (substituant dans cet article aux mots « de deux ans » les mots « d'un an ») : adopté ; **article 4** : son amendement n° 24 (rédigeant ainsi le deuxième alinéa de cet article : « 7° les conditions d'exercice des responsabilités mutualistes ») : adopté ; **article 5** : son amendement n° 25 (insérant dans le premier alinéa de l'article L. 122-45 du code du travail les mots « ou mutualistes » après les mots « de ses activités syndicales ») : adopté ; **article 6** : son amendement n° 26 (congé mutualiste) : adopté (p. 2176) ; **article 7** : son amendement n° 27 (de suppression) : adopté (p. 2177).

Quatrième lecture, discussion générale. Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [29 juin 1985] (p. 2282) ;

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion des articles : Rapporteur pour avis suppléant : **après l'article 8** : limitation de la durée des contrats à trois ans renouvelables une fois [28 juin 1985] (p. 2185) ; risque de détournement des règles relatives à la mobilité ; engagement d'étudiants n'ayant pas trouvé d'emploi (p. 2186).

LEGRAND (Joseph)

Député du Pas-de-Calais
(14^e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre du conseil supérieur de la mutualité [J.O. du 29 juin 1985] (p. 7291).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (affaires sociales et solidarité nationale : solidarité nationale) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12044).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer le remboursement de la T.V.A. payée par le personnel des houillères nationales pour le combustible qui lui est attribué (n° 2774) [13 juin 1985].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome II : **affaires sociales et solidarité nationale** : solidarité nationale (n° 2988) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Décisions du groupe de travail sur la protection sociale des mineurs** : propositions du groupe de travail tripartite constitué en 1982 [15 mai 1985] (p. 792) ; mise en œuvre de ces propositions (p. 793).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social** (n° 2661).

Première lecture, discussion des articles : **article 15** : son amendement n° 112 (visant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 191-1 du code de la sécurité sociale à supprimer les mots : « ou par un magistrat du siège honoraire ») : rejeté [23 mai 1985] (p. 1133) ; **article 16** : son amendement n° 113 (précisant que les employeurs sont tenus de laisser à leurs salariés membres, assesseurs d'un tribunal des affaires de sécurité sociale, le temps nécessaire pour se rendre et participer aux audiences) : devenu sans objet (p. 1134) ; **article 18** : son amendement n° 115 (de suppression) : rejeté (p. 1135) ; **article 24** : son amendement n° 117 (de suppression) (p. 1139) ; rejeté (p. 1140) ; **article 25** : son amendement n° 118 (de suppression) : rejeté (p. 1141).

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité** (n° 2652).

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er} et code annexé** — *article L. 211-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 66 (bénéficiaires des dispositions du code du travail relatives à la protection contre le licenciement) : rejeté [28 mai 1985] (p. 1224) ; *après l'article L. 211-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 62 (siège social de la société ou section de société mutualiste d'entreprise) (p. 1225) : rejeté ; son amendement n° 63 (prévoyant que les sociétés ou sections de sociétés mutualistes d'entreprise sont placés sous le contrôle du comité d'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 64 (prévoyant que toute création d'une société ou section de société mutualiste d'entreprise devra faire l'objet d'un avis du comité constitué au sein de l'entreprise) : rejeté (p. 1226) ; *article L. 211-3 du code de la mutualité* : son amendement n° 65 (dispense des formalités prévues pour les dons et subventions au profit des sociétés ou sections de sociétés mutualistes d'entreprise) : rejeté (p. 1227) ; *article L. 231-2 du code de la mutualité* : son amendement n° 67 (supprimant le texte proposé pour cet article du code) : rejeté (p. 1228) ; *article L. 331-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 69 (cas où l'approbation peut être refusée) : rejeté (p. 1229) ; *article L. 531-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 71 (de suppression) : rejeté ; *article L. 531-4 du code de la mutualité* : son amendement n° 72 (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code les mots « ou si des difficultés

financières de nature à mettre en cause l'existence d'une mutuelle persistent sans que les instances dirigeantes réussissent à y faire face ») : rejeté (p. 1235).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale** (n° 3097).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 3** : son amendement n° 31 (précisant que les sociétés de secours minières assurent la gestion des risques d'accident du travail et des maladies professionnelles) : rejeté [11 décembre 1985] (p. 5861) ; **article 8** : son amendement n° 36 (insérant les mots « à l'exception du dernier alinéa de l'article 1^{er} de ce décret » après le mot « modifié ») : rejeté (p. 5868) ; **article 11** : son amendement n° 44 (caractère suspensif du recours) (p. 5913) ; retiré (p. 5915).

LEJEUNE (André)

Député de la Creuse
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563) [J.O. du 5 novembre 1985] (p. 12828).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Discussion générale* : nécessité de doter les forces aériennes d'un système de détection aéroporté [8 novembre 1985] (p. 4188).

LE MEUR (Daniel)

Député de l'Aisne
(2^e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [J.O. du 8 juin 1985] (p. 6376).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391) [J.O. du 13 juin 1985] (p. 6537).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entre-

prises de communication audiovisuelle (n° 2169) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2617) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. René Rieubon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 en vue de démocratiser la préparation, la discussion et le contrôle de l'exécution des lois de finances et d'accroître les pouvoirs du Parlement (n° 2719) [10 octobre 1985] (p. 2961).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à créer une délégation aux liberts (n° 2888) [10 octobre 1985] (p. 2961).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (n° 2801) [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12365).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme sur l'enregistrement technique et professionnel (n° 2908) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13811).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [J.O. du 3 décembre 1985] (p. 14048).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils régionaux (n° 2956) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14581).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer une délégation aux liberts (n° 2888) [29 juin 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Remboursement des dettes patronales à la sécurité sociale** : préparation de l'opinion à l'acceptation d'une hausse de la cotisation des salariés ; faiblesses de la protection sociale [23 octobre 1985] (p. 3385).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568).**

Première lecture, explications de vote : caractère dangereux pour les liberts de la prorogation de l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie ; importance des pouvoirs d'exception attribués pendant l'état d'urgence ; inefficacité de l'état d'urgence pour arrêter les milices armées ; pouvoirs considérables du haut commissaire ; impossibilité pour un régime répressif d'instaurer de meilleures conditions de dialogues en Nouvelle-Calédonie [23 janvier 1985] (p. 27).

— **Projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 19 (visant à insérer dans le deuxième alinéa (1^o) de cet article après le mot « nom » les mots « et présentation ») : rejeté [9 avril 1985] (p. 95) ; **article 3** : son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 3 de la commission (tendant à compléter cet amendement par les mots « à l'exception des catalogues généraux édités par le fabricant ») (p. 96) ; rejeté (p. 98) ; **article 6** : son amendement n° 21 (suppression du dernier alinéa de cet article) : retiré (p. 99).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion des articles : **article 5** : son amendement n° 17 (insérant les mots « après l'élection » après les mots « est remboursé ») [26 avril 1985] (p. 458) ; rejeté (p. 459).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : **article L. 338 du code électoral** : son amendement n° 13 (visant à supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 338 du code électoral) [26 avril 1985] (p. 513) ; rejeté (p. 514).

— **Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes ; des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).**

Première lecture, discussion des articles : **article 12** : son amendement n° 71 (tendant à substituer au premier alinéa du texte proposé pour l'article 63-1 de la loi du 11 mars 1957 de nouvelles dispositions : contrat entre un producteur de l'auteur d'une œuvre audiovisuelle) rejeté [20 mai 1985] (p. 827) ; son amendement n° 72 (modifiant la rédaction du texte proposé pour l'article 63-2 relatif à la rémunération des auteurs ; cas lorsque le public paie un prix pour recevoir communication de l'œuvre) ; rejeté (p. 828) ; **article 20** : son amendement n° 76 (insérant les dispositions soumettant à autorisation l'utilisation d'un phonogramme dans certaines hypothèses) : rejeté (p. 835) ; **article 36** : son amendement n° 77 (tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article) : rejeté (p. 841) ; son amendement n° 78 (substituant aux mots « ayant un but d'intérêt général » les mots « d'éducation populaire agréées par le ministre de l'éducation nationale ») : rejeté (p. 842) ; **article 38 quinquies** : son sous-amendement n° 79 à l'amendement n° 50 de la commission (rédigeant ainsi le début de l'amendement n° 50 : « sous réserve des dispositions de l'article 1^{er} ter de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 modifiée par la loi n° 78-742 du 13 juillet 1978 le logiciel... ») (p. 847) ; retiré (p. 848) ; **article 49** : son amendement n° 80 (prévoyant la codification des textes sous le nom : « code relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle ») (p. 852) ; retiré ; **titre** : son amendement n° 81 (rédigeant ainsi le titre du projet : « projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle ») : adopté (p. 853).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion des articles : avant l'article 1^{er} : organisation de la police devant être établie en fonction du principe fondamental de la séparation des pouvoirs ; nécessité d'abroger l'article 30 du code de procédure pénale ; nécessité d'empêcher le retour à la multiplication des cas d'immixtion du pouvoir exécutif dans les enquêtes judiciaires ; nécessité d'autoriser réellement la justice à diriger et contrôler les activités de police judiciaire ; missions de la police administrative [10 juillet 1985] (p. 2348) ; après l'article 4 : obligation de recruter les fonctionnaires de police par concours ; inefficacité et danger de la possibilité donnée aux jeunes gens d'effectuer leur service actif dans la police nationale ; formule proposée concourant à la professionnalisation de l'armée ; rôle de la conscription (p. 2358).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : objectif de modernisation ; formation du niveau V ; suppression massive de C.A.P. ; création de postes de professeurs de C.E.T. [8 octobre 1985] (p. 2794) ; *Discussion des articles :* article 1^{er} : développement maximal de la mise en valeur de toutes les capacités de l'économie ; formation à haut niveau de l'ensemble des travailleurs (p. 2810) ; article 11 : objectif de porter en 1990 l'effectif des lycées d'enseignement général et technologique à 1 400 000 élèves (p. 2825) ; article 12 : absence de disposition sur la croissance des crédits décentralisés ; absence de programmation de moyens pour l'enseignement général (p. 2826).

Deuxième lecture, discussion des articles : article 6 : ses observations sur l'amendement n° 24 de M. Jacques Bruhnes [9 décembre 1985] (p. 5732) ; article 7 : situation de la population ayant atteint une formation de niveau « V » et ne pouvant continuer à travailler à temps plein pour acquérir le niveau « IV » ; mise en place de passerelles vers un diplôme de niveau « III » (p. 5733).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, première partie :

Travail ; emploi et formation professionnelle.

Discussion générale : rupture avec le dispositif de formation en alternance mis en place fin 1981 ; limitation du rôle de la formation à la gestion dite « sociale » du chômage ; financement des T.U.C. ; actions de formation destinées aux adultes ; accession à un emploi précaire ; écart entre le sexe et la spécialité acquise ; efforts idéologiques déployés par le ministère [31 octobre 1985] (p. 3781) ; apport de moyens supplémentaires aux établissements publics de formation ; réforme de la taxe d'apprentissage ; centre régional des formations initiales ; amélioration des conventions collectives ; opposition des communistes à la flexibilité (p. 3782) ; questions : chute des crédits alloués au dispositif de formation en alternance pour les jeunes de seize à dix-huit ans ; crédits affectés au plan « 60 000 jeunes » (p. 3794).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* sécurité des personnes et des biens ; hostilité au financement choisi pour équiper la police ; situation des agents de surveillance de la police de Paris ; priorité accordée aux équipements au détriment des hommes ; baisse de la délinquance ; sort réservé aux finances des collectivités ; recours aux conseils locaux de prévention de la délinquance ; utilisation de la force publique avant 1981 dans un but de répression sociale [13 novembre 1985] (p. 4308) ; dissolution du corps des sapeur-pompier de Lorient ; menace pesant sur le corps urbain de Nouvelle-Calédonie (p. 4309).

Examen des crédits : Etat B, titre III : difficultés rencontrées par les retraités de la police et leurs ayants droit ; situation du gardien de la paix partant à la retraite en position hors classe ; nombre des retraites payées trimestriellement ; question de la pension de réversion (p. 4332-4333).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et**

agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics administratifs, ratifiées et modifiées par la loi n° 84-7 du 3 janvier 1984, modifiées par la loi n° 84-1050 du 30 novembre 1984 (n° 2998).

Première lecture, discussion générale : définition de la cessation progressive d'activité ; financement de l'indemnité dont bénéficient les fonctionnaires territoriaux [15 novembre 1985] (p. 4411).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036) et projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Première lecture, discussion générale commune : opposition des députés communistes au cumul des mandats ; traitement des députés communistes ; limitation de la citoyenneté politique à un droit de voter ; libre choix des électeurs [27 novembre 1985] (p. 4956) ; composition sociologique de l'Assemblée ; nombre des agents de l'Etat ; absentéisme ; mise à l'écart des travailleurs des responsabilités publiques ; limitation à deux du nombre des mandats ; application de la proportionnelle intégrale ; maintien de l'élection des conseillers généraux au scrutin uninominal ; statut des élus ; situation des salariés élus (p. 4957) ; égalisation des droits des salariés du secteur privé et des agents de l'Etat ; création d'un fonds national alimenté par impôts ; question constitutionnelle du projet de loi organique (p. 4958).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : introduction de la flexibilité patronale ; stratégie de l'investissement éducatif ; introduction de technologies nouvelles ; précarisation de l'emploi [6 décembre 1985] (p. 5504) ; situation dans l'agro-alimentaire (p. 5523) ; article 3 : nécessité de donner aux salariés un pouvoir suspensif en matière de licenciement économique [9 décembre 1985] (p. 5770) ; questions relatives à la durée du travail et aux conditions de travail relevant de la compétence des comités d'entreprise (p. 5776).

— **Projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : opportunité de donner à ce texte le contenu d'une loi d'orientation ; promotion d'un véritable service public de santé mentale ; conclusions du rapport Demay [9 décembre 1985] (p. 5751).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036).**

Deuxième lecture, discussion générale : nécessité d'adopter un statut de l'élu ; date d'application de la loi ; acceptation par le groupe communiste du relèvement du seuil pour les fonctions du maire jusqu'à 30 000 habitants [19 décembre 1985] (p. 6421).

LEMOINE (Georges)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Pierre Soisson :** situation économique dans les départements d'outre-mer : chantiers de développement ; travaux d'utilité collective [17 avril 1985] (p. 233) ; réduction de l'inflation ; contrats de plan ; coopération régionale entre les départements d'outre-mer et les pays A.C.P. (p. 234) ;

— **M. Michel Debré : retard du débat concernant les départements d'outre-mer** ; régionalisation dans les départements d'outre-mer [19 juin 1985] (p. 1760) ; réformes menées dans le domaine économique et social ; compétences et moyens nouveaux des régions d'outre-mer ; efforts financiers de l'Etat dans les contrats de plan ; négociation de Lomé III ; clause sur la coopération régionale entre les D.O.M. et les pays A.C.P. voisins ; généralisation des prestations familiales dans les départements d'outre-mer ; amélioration de la législation sociale agricole (p. 1761) ; T.U.C. (p. 1762) ;

— **M. Michel Debré : fermeture de lycées et collèges et ordre public à la Réunion** : mise en place d'un nouveau régime de financement des cantines dans le premier cycle du second degré [16 octobre 1985] (p. 3114-3115).

orales sans débat de :

— **M. Ernest Moutoussamy (n° 805) : hôpital de Marigot à Saint-Martin en Guadeloupe** : île constituant un condominium franco-hollandais [3 mai 1985] (p. 554) ; importance de la clientèle étrangère souvent insolvable ; nomination d'un directeur ; inscription d'une dotation pour créances irrécouvrables au budget de 1985 (p. 555) ;

— **M. Michel Debré (n° 762) : intérêts français dans l'océan Indien** : augmentation de l'aide aux pays de la région [3 mai 1985] (p. 555) ; acceptation par les partenaires de la zone de l'adhésion de la France à la commission de l'océan Indien ; problème de développement auquel est confronté la Réunion ; signature d'un contrat de plan ; montant des crédits affectés aux chantiers de développement ; problème de la venue des jeunes Réunionnais en métropole ; situation de Mayotte ; amélioration des rapports avec Madagascar et les Seychelles ; problème de l'insuffisance des investissements à la Réunion (p. 556) ; importance de la flotte thonière française dans l'océan Indien (p. 557) ;

— **M. Jean-Jacques Benetière (n° 811) : primes à l'amélioration de l'habitat** : nombre de logements H.L.M. améliorés chaque année ; institution d'une réduction d'impôt en faveur des propriétaires réalisant des travaux de grosses réparations ; redéfinition en cours des conditions nouvelles d'octroi de la prime à l'amélioration de l'habitat ; montant de l'aide totale consentie par l'Etat [3 mai 1985] (p. 557) ;

— **M. Emmanuel Hamel (n° 880) ; sinistre du 6 juin dans l'ouest lyonnais** : conséquences du sinistre du 6 juin dans l'ouest lyonnais ; rapport adressé à la sécurité civile du ministère de l'intérieur ; impossibilité pour la commission de proposer le recours à la procédure de l'arrêté ministériel prévu par la loi du 13 juillet 1982 [28 juin 1985] (p. 2150) ;

— **Mme Florence d'Harcourt (n° 879) : défense civile** : réflexion engagée au ministère de l'intérieur tendant à définir avant l'automne une organisation de défense civile ; réunion de la commission permanente de la défense civile ; décision prise par la commission devant être portée à la connaissance de l'Assemblée nationale et du Sénat à l'occasion du débat budgétaire ; définition d'un programme prioritaire d'action [28 juin 1985] (p. 2151) ;

— **M. Michel Debré (n° 876) : octroi de mer** : incompatibilité soulevée par la Commission de la C.E.E. entre l'octroi de mer dans les D.O.M. et le Traité de Rome ; libre circulation des marchandises au sein de l'union douanière ; spécificité économique des départements d'outre-mer ; nécessité de maintenir l'octroi de mer ; son importance dans la vie économique des D.O.M. [28 juin 1985] (p. 2152) ; caractère nécessaire d'une négociation approfondie (p. 2153) ;

— **M. André Durr (n° 865) : formation supérieure en hôtellerie** : absence d'existence en France d'une formation supérieure en hôtellerie sanctionnée par un diplôme universitaire ; habilitation d'une première maîtrise de sciences techniques et hôtelières à Toulouse [28 juin 1985] (p. 2153) ; intérêt porté par le Gouvernement à la filière de l'hôtellerie ; support constitué par l'université de Strasbourg (p. 2154).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322).**

Deuxième lecture, discussion générale : situation de Saint-Pierre-et-Miquelon au regard des règles communautaires ; augmentation du niveau général des prix induite par l'application du tarif extérieur commun ; non-application des règles douanières européennes depuis 1976 ; caractéristiques particulières de l'archipel ; incertitude du statut départemental en vigueur ; constitutionnalité de ce statut ; inscription de Saint-Pierre-et-Miquelon sur la liste des pays et territoires d'outre-mer associés à la Communauté économique européenne ; problème de la constitutionnalité du passage du statut de département à celui de collectivité territoriale au sens de l'article 72 de la Constitution [14 mai 1985] (p. 761) ; modification du mode d'élection des conseillers généraux par le Sénat ; non-opportunité de procéder à des élections complémentaires ; adaptation à Saint-Pierre-et-Miquelon de l'organisation judiciaire (p. 762) ; organisation d'un référendum par les élus locaux ; Saint-Pierre-et-Miquelon figurant sur la liste des pays et territoires d'outre-mer malgré le changement de statut de 1976 ; définition de la position de l'archipel par le Gouvernement dans le cadre de la renégociation des accords de Lomé ; texte ayant une portée uniquement juridique ; ses observations sur le prétendu « décrochage de l'Etat » ; montant des dépenses publiques affecté à Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 766) ; montant des crédits prévu par le contrat de plan signé le 26 juin 1984 ; poursuite du projet de piste d'aviation ; rejet par le Conseil constitutionnel de l'idée initiale d'assemblée unique ; tenue d'un débat concernant l'économie des D.O.M.-T.O.M. (p. 767).

Discussion des articles : **article 2 bis** : son amendement n° 9 (élection des députés, des conseillers généraux, des conseillers municipaux des départements et de Saint-Pierre-et-Miquelon) ; projet ne modifiant pas le mode d'élection des députés, des sénateurs et des conseillers municipaux de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 768) ; rejeté (p. 769) ; **après l'article 37** : son amendement n° 6 (insérant un article additionnel portant modification des dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale) ; application à Saint-Pierre-et-Miquelon des dispositions relatives à la fonction publique territoriale et à la formation des agents de cette fonction publique ; nécessité d'organiser une formation du personnel des collectivités territoriales à Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté (p. 771-772) ; **article 38** : durée du mandat du conseil élu (p. 773) ; **après l'article 42** : son amendement n° 7 (modification des dispositions portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire, à la législation civile et pénale et à la justice militaire) (p. 774) ; adopté ; son amendement n° 8 (modification de code de l'organisation judiciaire) : adopté (p. 775).

Ses observations lors des explications de vote : consultation publique organisée avec la participation de l'opposition mettant en évidence le souhait d'un changement de statut (p. 775-776).

Troisième lecture, discussion générale : se félicite de l'unanimité des deux assemblées sur le texte [5 juin 1985] (p. 1489).

— **Projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2616).**

Première lecture, discussion générale : conséquences pour les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte des nouvelles dispositions adoptées pour les départements ; cas de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie ; application du scrutin de liste à la proportionnelle ; maintien du régime juridique existant pour Wallis-et-Futuna et Mayotte ; modifications statutaires des T.O.M. depuis 1958 ; prise en compte des réalités locales ; cas de Mayotte justifié par sa nature de collectivité [5 juin 1985] (p. 1479) ; organisation du scrutin ; problème du deuxième tour ; non élection des sénateurs au même mode de scrutin ; étendue de la Polynésie française ; critique la conception du député « assistante-sociale » (p. 1480).

Discussion des articles : **après l'article 8** : son amendement n° 18 à l'amendement n° 14 de la commission (substituant aux mots « tribunal administratif » les mots

« conseil du contentieux administratif » et les mots « tribunal d'instance » et « tribunal de grande instance » aux mots « tribunal de première instance ») : adopté (p. 1484).

— **Projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2617).**

Première lecture, discussion générale : problème du remplacement des députés ; simplification du régime applicable aux territoires d'outre-mer ; non modification du nombre des députés ; existence d'une organisation administrative différente ; cas du territoire de Wallis-et-Futuna [5 juin 1985] (p. 1485).

Discussion des articles : après l'article 1^{er} : remise en cause du statut de sénateur par l'amendement n° 9 de M. Jean Juventin (p. 1487).

— **Projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800).**

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : définition du potentiel fiscal [29 juin 1985] (p. 2240) ; **article 10** : son amendement n° 59 (de coordination) : adopté (p. 2241) ; **article 12** : son amendement n° 61 (insérant dans le 2^e alinéa 1^o du texte proposé pour l'article L. 234-10 du code des communes les mots « de 30 % » avant les mots « du nombre d'enfants ») ; conséquences du transfert du critère « revenu » dans la dotation de péréquation ; adopté (p. 2242) ; son sous-amendement n° 62 à l'amendement n° 10 de la commission (substituant dans cet amendement au pourcentage 50 % le pourcentage 55 %) : adopté ; son amendement n° 60 (substituant dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-10 du code des communes le taux 22,5 % au taux 30 %) ; rectification de l'importance relative de la dotation de compensation dans l'ensemble de la dotation globale de fonctionnement ; adopté ; **article 13** : son amendement n° 25 (part des ressources affectées aux concours particuliers) (p. 2243) ; part des concours particuliers revenant aux communes des départements et territoires d'outre-mer ainsi qu'à celles de la collectivité territoriale de Mayotte ; adopté ; **article 14** : son amendement n° 26 (substituant dans le 3^e alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-13 du code des communes aux pourcentages 35 % et 45 % les pourcentages 50 % et 60 %) : adopté (p. 2244) ; son amendement n° 27 (rédigeant ainsi le 6^e alinéa (2^e) du texte proposé pour l'article L. 234-13 du code des communes : « 2^e — de la capacité d'accueil existante et de la capacité d'accueil en voie de création. ») ; répartition de la dotation particulière aux communes touristiques ou thermales ; insuffisances de la prise en compte de la seule capacité d'accueil en voie de création ; adopté (p. 2245) ; **article 20** : principe de garantie ; notion de péréquation ; problème de la participation des communes à l'évolution économique (p. 2247) ; différence dans la participation des communes à l'effort fiscal ; son amendement n° 63 (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-19-1 du code des communes aux mots « au moins la moitié du taux » les mots « de 40 % au moins du taux ») ; limitation du taux d'évolution minimal garanti à 40 % du taux de progression de la D.G.F. ; cas lorsque ce taux est supérieur à 12,5 % (p. 2248) ; adopté ; **article 21** : impossibilité de prendre en compte le recensement à venir pour 1985 (p. 2249) ; **article 22** : son sous-amendement n° 28 à l'amendement n° 20 de la commission (insérant dans le premier alinéa de l'article L. 234-20 du code des communes les mots « des régions » après le mot « élus ») : adopté ; **article 24** : son amendement n° 29 (rédactionnel) (p. 2250) ; adopté ; son amendement n° 30 (substituant dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-21-1 du code des communes la référence « L. 234-14 » à la référence « L. 234-11 ») : adopté ; son amendement n° 31 (régime de la garantie d'évolution pendant la période transitoire) : adopté (p. 2251) ; **article 26** : son amendement n° 32 (rédactionnel) : adopté ; **article 27** : son amendement n° 33 (rédactionnel) : adopté (p. 2252) ; **article 33** : son amendement n° 34 (perception par les D.O.M. d'une quote-part de la dotation de péréquation des départements et du concours particulier) ; conséquences pour les D.O.M. de la séparation de la D.G.F. des communes de celle des départements ; cas de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ; doublement du rapport de population utilisé pour les calculs de la quote-part ; adopté (p. 2254) ; **article 35** : son amendement n° 64 (substituant

dans le premier alinéa de cet article aux mots « au moins comme la moitié du taux » les mots « de 40 % au moins du taux ») ; limitation du taux d'évolution minimal garanti de la D.G.F. des départements ; adopté (p. 2255).

Ses observations après les explications de vote : caractère technique du texte ; extension de la solidarité aux communes (p. 2256).

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863).**

Première lecture, discussion générale : caractère transitoire du régime du maintien des prestations réciproques entre l'Etat, le département et les régions ; arrivée à échéance des conventions de partage ; information préalable au projet de réforme ; indépendance du représentant de l'Etat et des autorités locales élues ; liberté d'option entre l'Etat, le département ou la région pour les différentes catégories de personnels ; neutralité financière de la réforme pour les collectivités publiques ; nombre de personnes concernées ; sortie progressive du régime du maintien des prestations réciproques ; expérience menée dans quatre départements de prise en charge par l'Etat de certaines dépenses de fonctionnement et d'équipement ; cas des dépenses de fonctionnement et d'entretien du patrimoine mis à disposition [29 juin 1985] (p. 2257) ; compensation financière des transferts de compétences de l'Etat vers les collectivités locales ; répartition de la compensation entre les départements ; problème de la gestion des crédits affectés aux préfectures le 1^{er} janvier 1986 ; délégation des crédits sous forme de dotation globale à chaque commissaire de la République ; problème des crédits d'investissement (p. 2258).

Discussion des articles : **article 16** : son amendement n° 23 (prise en compte des décisions d'inscription budgétaire prises après avis des chambres régionales des comptes) : adopté ; **article 19** : son amendement n° 19 (prévoyant qu'en 1986 les crédits inscrits au budget de l'Etat pour le financement des dépenses mentionnées aux articles 16 et 17 sont égaux au montant des sommes ainsi prélevées) : adopté (p. 2262) ; **article 20** : son amendement n° 20 (complétant le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « cette diminution du montant de la dotation générale de décentralisation est réalisée à titre définitif ») : adopté ; **après l'article 25** : son amendement n° 21 (substituant à la fin du deuxième alinéa de l'article 115 de la loi du 26 janvier 1984 les mots : « jusqu'au 30 septembre 1985 » aux mots : « pendant un délai d'un an à compter de l'installation du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ») ; prorogation des délais prévus pour la fixation par les régions des règles statutaires ; adopté ; son amendement n° 24 (adaptation des statuts particuliers des corps de la fonction publique de l'Etat et des règles statutaires applicables aux agents des collectivités territoriales) (p. 2263) ; définition des modalités selon lesquelles s'effectuent les passerelles ; adopté (p. 2264).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : historique des rapports entre la métropole et les départements d'outre-mer [5 novembre 1985] (p. 3914) ; mise en place de la décentralisation ; augmentation du budget des D.O.M.-T.O.M. ; nouvelles compétences des collectivités locales ; agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs (p. 3915) ; situation en Polynésie française ; plan de développement de la Nouvelle-Calédonie ; absence de contrat de plan à Mayotte ; modernisation de l'économie de l'outre-mer ; réalisation de la régionalisation par la décentralisation (p. 3916) ; efforts pour développer l'économie des départements d'outre-mer ; commission de « l'inter-groupe D.O.M.-T.O.M. » ; rappel des grands axes prioritaires ; situation agricole ; réforme foncière en Guadeloupe (p. 3917) ; plan de développement agricole en Guyane ; production de canne à sucre ; office de développement de l'économie agricole des départements d'outre-mer ; situation du secteur industriel (p. 3918) ; système élargi de prêts bonifiés ; pêche et exploitation de la mer ; cas de Saint-Pierre et Miquelon ; objectif de modernisation des flotilles artisanales ; amélioration des circuits

de commercialisation ; recherche d'une meilleure intégration au sein de la Communauté économique européenne (p. 3919) ; participation du F.E.D.E.R. ; renouvellement de la directive « structure du F.E.O.G.A. » ; notion de coopération régionale ; réunion annuelle d'information sur la politique extérieure de la France dans les départements d'outre-mer ; problème du logement (p. 3920) ; politique sociale ; politique en matière d'emploi et de formation professionnelle ; extension du régime d'indemnisation du chômage aux départements d'outre-mer ; chantiers de développement ; problèmes de l'immigration ; système des T.U.C. (p. 3921) ; identité culturelle dans les départements d'outre-mer (p. 3922) ; importance de ce débat ; dotations accordées au F.I.D.O.M. et au F.I.D.E.S. ; situation de la Nouvelle-Calédonie ; projet de loi relatif au transfert de compétences (p. 3952) ; prise en charge par les élus des choix économiques ; passage de la colonisation à la départementalisation ; situation en Guadeloupe ; signature de contrats de plan (p. 3953) ; droit à la différence ; situation des jeunes en outre-mer ; mesures sociales.

Répond à la question de :

— **M. Marcel Esdras** : plan Reagan (p. 3955).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française (n° 3078).**

Première lecture, discussion générale : nécessité d'augmenter le nombre des membres de l'assemblée territoriale ; vœu de l'assemblée territoriale du 29 août 1985 demandant sa dissolution avant l'expiration de son mandat [12 décembre 1985] (p. 6111) ; nécessité de tenir compte de l'évolution démographique ; caractère particulier de la géographie de la Polynésie française ; base minimale de représentation ; extension du droit commun électoral à la Polynésie française (p. 6112) ; seuil des 5 % (p. 6114) ; motif de son institution ; date des élections territoriales (p. 6115).

Discussion des articles : **article 2** : ses observations sur l'amendement n° 2 de M. Rouquet (p. 6115) ; **article 8** : compétence de la Haute autorité (p. 6117).

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et d'établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037).**

Deuxième lecture, discussion générale : explique les raisons de l'absence de M. Jean-Marie Bockel [12 décembre 1985] (p. 6118).

Discussion des articles : **après l'article 7** : son amendement n° 1 (d'harmonisation) : adopté (p. 6119).

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956).**

Deuxième lecture, discussion générale : publicité des délibérations du conseil général ; caractère facultatif du recours au mécanisme budgétaire des autorisations de programme et des crédits de paiement [19 décembre 1985] (p. 6427) ; abrogation de la majeure partie de la loi du 6 mai 1976 relative à la région d'Île-de-France ; constitution des bureaux d'assemblée régionale et départementale à la représentation proportionnelle ; allongement des délais de communication (p. 6428).

Discussion des articles : **article 35 bis** : son amendement n° 30 (inéligibilité des membres du cabinet du président du conseil général, du président du conseil régional, des directeurs généraux, des directeurs, directeurs adjoints, chefs de service et chefs de bureaux de conseil général et du conseil régional) ; parallélisme entre les trois ordres de collectivités ; adopté (p. 6435) ; **article 35 ter** : son amendement n° 29 (statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon) ; application au président et aux membres du comité économique et social de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon des dis-

positions des articles 19 et 36 bis de la loi du 10 août 1971 relative au régime des autorisations d'absence ; adopté (p. 6436).

LENGAGNE (Guy)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi modifiant le décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche maritime (n° 2579) [2 avril 1985].

Projet de loi relatif à l'application du code de conduite des conférences maritimes établi par la convention des nations unies conclue à Genève le 6 avril 1974 (n° 2583) [2 avril 1985].

Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947) [2 octobre 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Bernard Poignant** : conséquences de l'élargissement de la C.E.E. dans le domaine de la pêche : protection de la bande des six à douze milles ; limitation à 150 du nombre des navires espagnols pouvant pêcher ensemble dans les eaux communautaires ; moyens mis en œuvre pour faire respecter l'accord [3 avril 1985] (p. 63) ;

— **M. Pierre Mauger** : liaison maritime entre l'île d'Yeu et le continent : entretien des passes de navigation maritime ; responsabilité du département de la Vendée [22 mai 1985] (p. 1017) ;

— **M. Aimé Kerguéris** : politique en matière de transports maritimes : son opposition à la suggestion de la S.F.T.P. de s'associer avec le pavillon des Bahamas ; remise en cause des acquis sociaux [29 mai 1985] (p. 1262) ; crise de l'armement naval au niveau mondial ; surcapacité mondiale en matière de transport de pétrole ; orientations de la politique gouvernementale en matière de marine marchande ; cessation anticipée d'activité à cinquante ans et déplaçonnement du nombre d'annuités prises en compte pour le départ en retraite ; part du chiffre d'affaires de l'armement français réalisé en trafic tiers (p. 1263) ;

— **M. Jean Beauvils** : fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche (F.I.O.M.) : rappelle que nous ne pêchons dans les eaux françaises qu'entre 10 et 15 % du poisson que nous consommons ; maintien du F.I.O.M. ; financement de ce dernier ; problème des crédits de soutien aux marchés ; clause de sauvegarde [13 novembre 1985] (p. 4295-4296) ;

— **M. Aimé Kerguéris** : condamnation de la France par la Communauté européenne pour les aides au marché du poisson : critique sur le financement et l'utilisation des crédits dont pouvait disposer le F.I.O.M. [20 novembre 1985] (p. 4553) ; caractère positif des négociations pour les pêches françaises ; non condamnation du F.I.O.M. (p. 4554).

INTERVENTIONS

— **Projets de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations unies relative à un code de conduite des conférences maritimes (n° 2582) et relatif à l'application du code de conduite des conférences maritimes établi par la convention des Nations unies conclue à Genève le 6 avril 1974 (n° 2583).**

Première lecture, discussion générale commune : aspirations des partenaires ; droits de trafic reconnus aux compagnies membres ; règle indicative du « 40-40-20 » ; règlement du Conseil de la C.E.E. du 15 mai 1979 ; critères de détermination des compagnies dites nationales [16 avril 1985] (p. 204) ; règlement des litiges ; champ d'application du code de conduite (p. 205) ; internationalisation de la flotte ; perte du bénéfice des droits garantis par le code ; risque de se trouver désarmés face aux réservations des cargaisons dites « gouvernementales » (p. 207) ; dérégulation ; rapports entre

la France et les pays en voie de développement ; souhait des pays en voie de développement de voir la France ratifier le code ; définition d'une compagnie maritime nationale française ; risque pour nos principaux armements de ne pas être considérés comme compagnie nationale pour l'application du code de conduite ; portée des réserves communautaires (p. 208).

— **Projet de loi relatif à l'application du code de conduite des conférences maritimes établi par la convention des Nations unies unies conclue à Genève le 6 avril 1974 (n° 2583).**

Ses observations après les explications de vote : attention portée aux amendements de la commission en deuxième lecture [16 avril 1985] (p. 210).

— **Projet de loi modifiant le décret du 9 janvier 1952 sur l'exercice de la pêche maritime (n° 2579).**

Première lecture, discussion générale : modification des conditions d'exercice de la pêche maritime ; « Europe bleue » ; non application des règlements communautaires aux eaux placées sous souveraineté ou juridiction française ; impossibilité pour la Communauté économique européenne d'assortir ses règlements d'un régime de sanctions [16 avril 1985] (p. 211) ; modification des conditions d'exercice de la pêche sous-marine et de la pêche à pied ; politique commune de gestion des ressources de la pêche ; régime pénal des infractions ; délit de fuite ; institution d'un fondement juridique incontestable au régime des infractions au règlement de la Communauté ; institution de sanctions administratives (p. 212) ; différends communautaires ; aide du F.E.O.G.A. ; politique sociale en faveur des marins pêcheurs ; concertation avec les professionnels intéressés ; suspension de brevet (p. 216) ; contrôle de la réglementation ; élargissement de la C.E.E. (p. 217).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** conditions générales de l'exercice de la pêche à pied ; son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 4 de la commission (visant à ajouter à la fin de cet amendement après les mots « la Communauté économique européenne », les mots : « aux dispositions du présent texte et aux règlements pris pour son application ») ; réserve des cas où il n'est pas nécessaire de faire appel à des règlements d'application ; adopté (p. 219) ; coordination des droits français et communautaire (p. 220) ; **avant l'article 7 :** son amendement n° 15 (visant à remplacer à l'article 13 de la loi du 29 juin 1984 les termes « du treizième mois ») par les termes « du dix-neuvième mois » ; pêche en eau douce ; nécessité d'éviter tout vide juridique ; adopté (p. 222) ; **article 7 :** son amendement n° 16 (de coordination) : adopté (p. 223).

— **Projet de loi relatif aux mesures concernant, dans les eaux territoriales et les eaux intérieures, les navires et engins flottants abandonnés (n° 2220).**

Première lecture, discussion générale : danger des navires abandonnés pour la sécurité du plan d'eau, la navigation et l'environnement ; caractère restrictif et peu dissuasif des procédures actuelles ; intervention des pouvoirs publics après mise en demeure ; déchéance des droits du propriétaire ; possibilité de vente au profit de l'Etat du navire ou de l'engin flottant abandonné [16 avril 1985] (p. 224).

Deuxième lecture, discussion générale : suppression des références à la législation sur les épaves ; nouvelle définition de la notion d'abandon ; extension aux armateurs et aux exploitants du risque financier de l'intervention [20 juin 1985] (p. 1784) ; conditions de mise en œuvre de la procédure de déchéance ; renforcement de la protection des propriétaires et créanciers (p. 1785).

— **Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).**

Quatrième lecture, discussion générale : motivations principales du projet de loi [20 juin 1985] (p. 1785-1786).

— **Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes (n° 2393).**

Troisième lecture, discussion générale : points de désaccord substituant entre les deux assemblées [20 juin 1985] (p. 1792).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités de délimitation des zones de bruit ; **article 2 :** adaptation de la commission aux différents types d'aérodromes en cause (p. 1793).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* augmentation des crédits à structure constante [23 octobre 1985] (p. 3369) ; Europe bleue ; adhésion de l'Espagne et du Portugal ; modernisation de l'ensemble de la flotte ; filière halieuto-alimentaire ; police et signalisation maritime (p. 3370) ; reconduction du montant des crédits de 1985 pour le fonds spécial de grands travaux ; comité français pour la simplification du commerce international ; développement de la solidarité ; régime social des marins (p. 3371) ; formation professionnelle ; société nationale de sauvetage maritime ; évolution de la flotte de commerce ; police des pêches ; établissement national des invalides de la marine ; droit de la mer (p. 3372) ; indemnisation des pêcheurs germoniers ; problème de l'augmentation des prix de retrait ; conseil de gestion des pêches méditerranéennes ; formation professionnelle ; action de décentralisation (p. 3373-3374).

Répond à la question de :

— *M. Jean-Jacques Barthe :* lien fixe pour assurer le trafic trans-Manche ; stabilisation du trafic trans-Manche long ; difficulté sur le détroit ; part du pavillon français dans ce trafic (p. 3374) ;

— *M. Vincent Porelli :* détournement de trafic vers Anvers et Rotterdam ; ports « secs » (p. 3375) ;

— *M. André Tourné :* problème de la zone des douzettes à propos de la pêche espagnole ; étangs salés (p. 3376) ;

— *Mme Colette Chaigneau :* transfert du port de pêche de la Rochelle ; plafonnement de l'assiette des subventions pour les 24 mètres (p. 3377) ;

— *M. Albert Pen :* accord de 1972 n'interdisant pas aux pêcheurs de Saint-Pierre de se rendre dans le Saint-Laurent (p. 3377) ; problème des quotas réservés à la pêche saint-pierraise (p. 3378) ;

— *M. Joseph Menga :* bonifications d'intérêt ; surcapacité de la flotte mondiale (p. 3378) ;

— *M. Edmond Garcin :* pollution de la méditerranée (p. 3379).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947).**

Première lecture, discussion générale : importance du littoral français ; consultation préalable ; caractère de limite territoriale de la mer littorale ; problèmes de sécurité et de police en mer ; protection des zones aux équilibres écologiques sensibles ; dispositions relatives à l'urbanisation [22 novembre 1985] (p. 4727) ; potentialités des activités marines ; qualité des eaux ; nouveaux droits d'information et d'intervention des citoyens dans la gestion du littoral ; principe de libre accès du public aux rivages (p. 4728) ; préservation de la qualité des eaux ; conflits de compétences craints par les conchyliculteurs (p. 4733) ; rôle de la mission interministérielle de la mer ; actes d'adhésion concernant la pêche ; ressources des communes du littoral ; importance de la concertation ; définition précise du tourisme léger (p. 4734).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er} :** son sous-amendement n° 142 à l'amendement n° 129 de la commission (rédactionnel) ; son sous-amendement n° 143 à l'amendement n° 129 de la commission (insérant dans le 4^e alinéa de cet amendement après les mots « culture marine » les mots « les activités portuaires ») ; son sous-amendement n° 144 à l'amendement n° 129 de la commission (rédactionnel) ; son sous-amendement n° 145 à l'amendement n° 129 de la commission (rédactionnel) ; variation des activités économiques liées à la mer selon l'endroit où l'on se situe (p. 4735) ; sous-amendements n° 142, 143, 144 et 145 : adoptés (p. 4736) ; **article 1^{er} :** application du texte à Mayotte (p. 4737) ; **article 2 — article L. 146-1 du code de l'urbanisme :** ses observations sur l'intervention de M. Olivier Guichard sur cet article du code (p. 4739) ; *après l'article L. 146-1 du code de l'urbanisme :* insertion des activités

portuaires de transport maritime, de construction et de réparation navale dans le P.O.S. ; respect de l'agriculture et des cultures marines (p. 4740) ; *article L. 146-2 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 155 (insérant dans la première phrase du paragraphe II du texte proposé pour cet article du code après les mots « du rivage » les mots : « de la mer et des rives, des plans d'eau intérieurs désignés à l'article 1^{er} de la loi relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral ») ; champ d'application des amendements adoptés par la commission ; adopté ; son amendement n° 152 (précisant que le P.O.S. ne peut prévoir des zones d'extension de l'urbanisation ne répondant pas aux conditions prévues ci-dessus) ; contrôle de l'extension de l'urbanisation du littoral (p. 4741) ; adopté ; élaboration par l'Etat des prescriptions régionales pouvant prendre la décision d'outrepasser les 100 mètres ; son sous-amendement n° 139 à l'amendement n° 19 de la commission (supprimant les mots : « quelle que soit leur importance ») (p. 4742) ; institution des seuils plus sévères de déclenchement d'enquête publique pour des constructions et installations dans la bande des 100 mètres ; adopté ; son sous-amendement n° 151 à l'amendement n° 20 de la commission (complétant cet amendement par les mots : « , lorsque des motifs liés à la sensibilité des milieux ou à l'érosion des côtes le justifient ») ; éventuelle extension de la bande des cent mètres ; adopté ; son amendement n° 156 (application de certaines dispositions aux rives des estuaires les plus importants) (p. 4743) ; existence de plusieurs estuaires dans la même commune ; importance des estuaires ; rejeté ; *article L. 146-3 du code de l'urbanisme* : prise en compte de l'amendement n° 104 de M. Olivier Guichard par l'amendement n° 21 de la commission (p. 4744) ; *article L. 146-4 du code de l'urbanisme* : son sous-amendement n° 140 à l'amendement n° 26 de la commission (supprimant dans cet amendement les mots : « dans les départements d'outre-mer ») ; inexistence de récifs coralliens et de mangroves ailleurs que dans les départements d'outre-mer ; rejeté (p. 4745) ; *article L. 146-5 du code de l'urbanisme* : loi ne pouvant éviter les contentieux ; risques de débordement ; définition juridique précise de la notion de « rivage » (p. 4747) ; **article 3** : risque de mise en cause des bâtiments à autres usages que l'habitation (p. 4748) ; **article 4** : son amendement n° 141 (de conséquence) : adopté (p. 4749) ; **après l'article 7** : détermination des conditions de reconstitution d'installation et de délimitation de réserves (p. 4750) ; application de l'article 1832 du code civil (p. 4751) ; **article 8** : son amendement n° 154 (substituant dans la première phrase du premier alinéa de cet article aux mots « ouvertes à l'urbanisation » le mot « urbanisées ») ; cas des communes littorales ne disposant pas des installations suffisantes ; devenu sans objet ; son amendement n° 153 (prévoyant l'exécution d'office en cas de condamnation pour infraction aux dispositions des articles 2 et 6 de la loi du 16 décembre 1964) (p. 4752) ; adopté ; **avant l'article 9** : son sous-amendement n° 157 à l'amendement n° 54 de la commission (substituant à la fin du deuxième alinéa de cet amendement aux mots « et des paysages côtiers » les mots « et littoral ») ; notion de paysages côtiers ; adopté (p. 4753) ; **article 9** : conventions de gestion et d'animation ; son amendement n° 146 (ensemble touristique ayant pour effet d'accroître de façon significative l'accueil des populations saisonnières) ; suppression de toute confusion entre la convention imposée ; les conventions de Z.A.C. et les autres instruments juridiques du droit de l'urbanisme ; adopté (p. 4754) ; **après l'article 11** : sources de pollution (p. 4755) ; **article 12** : son amendement n° 121 de M. André Duroméa n'entrant pas dans le champ d'application de la loi (p. 4756) ; **après l'article 12** : son sous-amendement n° 147 à l'amendement n° 63 de la commission (complétant cet amendement par l'alinéa suivant : « cette disposition ne peut toutefois compromettre l'exercice d'un service public ») ; amendement ne pouvant faire obstacle à l'entretien et à l'amélioration des chenaux d'accès à certains ports ; exemple de Bayonne ; adopté (p. 4757) ; **après l'article 13** : rôle des administrateurs des affaires maritimes ; vocation du conservatoire du littoral (p. 4759) ; prise en compte des intérêts des professionnels (p. 4760) ; **article 18** : introduction d'une norme trop contraignante et inadaptée à la diversité des plages littorales ; son sous-amendement oral à l'amendement n° 135 de la commission (supprimant dans la deuxième phrase de cet amendement les mots : « qui ne peut être inférieur à 5 mètres ») ; rejeté (p. 4762) ; **article 20** : inopportunité de fixer la limite à 300 mètres à partir de la laisse de basse mer ; incapacité matérielle d'assurer la surveillance ; situa-

tion en Charente-Maritime et en Normandie (p. 4763) ; son sous-amendement n° 148 à l'amendement n° 82 de la commission (supprimant le mot « d'urgence ») ; obligation de secours du maire impliquée par son pouvoir de police général dérogeant au Droit commun ; adopté ; **article 21** : droit existant concernant le sauvetage en mer organisé en application de conventions internationales ; mise en œuvre des secours par les communes dans les zones de baignades (p. 4764) ; **après l'article 25** : son amendement n° 149 (prescription par le commissaire de la République d'évaluation et de mise en œuvre des remèdes nécessaires après un accident survenu dans une station classée) ; législation des installations classées ; sécurité juridique des entreprises industrielles ; action curative après accident ; prescription par l'Etat des mesures propres à pallier les conséquences des incidents ; adopté (p. 4768).

Commission mixte paritaire, discussion générale : vision globale du littoral ; nouveau droit d'information et d'intervention des citoyens ; accès du public à la mer et au rivage [19 décembre 1985] (p. 6410) ; responsabilité particulière de l'Etat ; consultation nationale des élus locaux ; publication des décrets sur les schémas de mise en valeur de la mer (p. 6411).

— Projet de loi relatif à l'aménagement foncier agricole (n° 3008).

Commission mixte paritaire, discussion générale : harmonisation et simplification des procédures d'aménagement foncier ; prise en compte des incidences de la décentralisation [19 décembre 1985] (p. 6416).

LEONETTI (Jean-Jacques)

*Député des Bouches-du-Rhône
(7^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

LEOTARD (François)

*Député du Var.
(2^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative au concours en personnel apporté par la République française à la République gabonaise (ensemble un protocole) (n° 2585) [9 avril 1985] (p. 102).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 7 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (n° 2790) [3 octobre 1985] (p. 2649).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (urbanisme, logement et transports : mer) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2585) autorisant l'approbation d'une convention relative au **concours en personnel** apporté par la République française à la **République gabonaise** (ensemble un protocole) (n° 2727) [30 mai 1985].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome X : **urbanisme, logement et transports : mer** (n° 2989) [9 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2790) autorisant la ratification du protocole n° 7 à la convention de **sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales** (n° 3134) [28 novembre 1985].

Proposition de loi tendant à instituer une **commission nationale de réforme de la fiscalité locale** (n° 3340) [13 février 1986].

QUESTIONS

au **Gouvernement** :

— **Voyage de M. Gorbatchev en France et droits de l'Homme** : développement de l'antisémitisme en Union soviétique ; rappelle qu'il a remis en mains propres à M. Mitterrand une liste de noms de citoyens soviétiques emprisonnés pour délit d'opinion ou délit de confession [2 octobre 1985] (p. 2566).

LEPENSEC (Louis)

*Député du Finistère
(8^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations unies relative à un code de conduite des conférences maritimes (n° 2582) et relatif à l'application du code de conduite des conférences maritimes établi par la convention des Nations unies conclue à Genève le 6 avril 1974 (n° 2583).**

Première lecture, discussion générale commune : importance, pour notre flotte de ligne, de la ratification du code de la C.N.U.C.E.D. dans les conditions fixées par le règlement de la C.E.E. de 1979 ; trafic entre les pays de l'O.C.D.E. ; ratification du nouveau code allant à l'encontre de nos intérêts maritimes fondamentaux ; nécessité d'une clarification des articles 2 et 3 du projet de loi d'application du code [16 avril 1985] (p. 205) ; incitation pour les armateurs à recourir aux facilités qu'offrent les pavillons les plus complaisants de la Communauté économique européenne ; risque de dilution du concept de compagnie nationale dans celui de société maritime européenne ; nécessité d'un complément d'examen ; suppression de l'alinéa « a » de l'article 3 (p. 206).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations unies relative à un code de conduite des conférences maritimes (n° 2582).**

Ses observations sur la nécessaire amélioration du projet en deuxième lecture [16 avril 1985] (p. 208).

— **Projet de loi relatif à l'application du code de conduite des conférences maritimes établi par la convention des Nations unies conclue à Genève le 6 avril 1974 (n° 2583).**

Explications de vote : nécessité d'une concertation parlementaire plus approfondie [16 avril 1985] (p. 210).

LESTAS (Roger)

*Député de la Mayenne
(3^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : crise de l'agriculture en France ; lutte contre les maladies des animaux [7 novembre 1985] (p. 4072) ; nécessité d'un contrôle sanitaire aux frontières ; absence de crédits pour l'aide au redressement des exploitations agricoles en difficulté ; production laitière ; revenu agricole (p. 4073).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° 3166).

Discussion : exploitations agricoles apparaissant comme des entreprises à part entière ; politique d'installation volontariste et réaliste ; comparaison entre la pyramide des âges et la surface agricole utile exploitée [10 décembre 1985] (p. 5831) ; renforcement de la formation et élévation de la qualification professionnelle ; modernisation des exploitations et des élevages (p. 5832).

LIGOT (Maurice)

*Député du Maine-et-Loire
(5^e circonscription)
Apparenté U.D.F.*

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13811).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

QUESTIONS

au **Gouvernement** :

— **Eventualité d'un débat sur les projets d'union européenne** : prochain sommet de Milan ; adoption d'une déclaration solennelle sur l'union européenne à Stuttgart en juin 1983 ; projet Spinelli ; constitution d'un comité *ad hoc* sur les questions institutionnelles au sommet de Fontainebleau en juin 1984 ; conclusions du rapport Dooge ; problèmes de l'information et de la consultation du Parlement [7 mai 1985] (p. 612-613) ;

— **Politisation des manuels scolaires** : réintroduction dans l'enseignement de l'éducation civique à l'école ; retard, dans la mise au point des programmes, affectant les éditeurs ; critique de certains ouvrages se bornant à une simple description du secteur public [18 décembre 1985] (p. 6351-6352).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096).**

Troisième lecture, discussion des articles : **article 11** : son amendement n° 48 (possibilité d'exonérer certains locaux de la taxe départementale des espaces naturels sensibles) ; limitation des possibilités d'exonération de la taxe départementale réservée aux organismes intervenant dans le domaine du logement social ; harmonisation du dispositif du projet de loi avec le régime juridique des sociétés d'économie mixte ; égalité de traitement entre les H.L.M.

et les sociétés d'économie mixte [4 juin 1985] (p. 1426) ; adopté (p. 1427) ; **article 20** : son amendement n° 49 (possibilité pour le conseil municipal de renoncer à percevoir la taxe locale d'équipement sur certains locaux à usage d'habitation) (p. 1429) ; cas des locaux à usage d'habitation édifiés par les sociétés d'économie mixte à capitaux majoritaires des collectivités locales ; adopté (p. 1430).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : croissance du sentiment d'insécurité ; dégradation de la vie quotidienne des Français ; carence gouvernementale ayant contribué au développement de l'insécurité ; développement d'une suspicion à l'égard des autorités et des personnels de police [10 juillet 1985] (p. 2340) ; découragement des personnels de police face à des mesures contradictoires ; développement excessif des polices municipales ; caractère démagogique et électoraliste du projet gouvernemental ; décroissance entre 1982 et 1985 des crédits destinés aux constructions neuves ; augmentation du taux des amendes pénales ; règle de la non affectation des recettes ; définition des tâches indues ; code de déontologie de la police nationale relevant du domaine de la loi ; exploitation du sentiment d'insécurité par le Gouvernement (p. 2341).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Discussion des articles : **article 2** : diminution de l'impôt sur le revenu ; « pillage » de certains budgets ; situation des collectivités locales au regard des subventions [17 octobre 1985] (p. 3188-3189).

Deuxième partie :

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale* : caractère « fallacieux » du budget ; effectif et coût de la fonction publique [22 octobre 1985] (p. 3350) ; incohérences de la politique du personnel ; pourcentage du coût de la fonction publique dans le budget de l'Etat ; financement par emprunt d'une partie du budget de fonctionnement de l'Etat ; désindexation des traitements ; perte de pouvoir d'achat ; écrasement de la hiérarchie ; problème des rémunérations annexes ; non publication du rapport Blanchard ; pensions de retraite ; « inanité » de la grille générale de la fonction publique ; « mainmise du pouvoir socialiste » sur la haute fonction publique (p. 3351) ; possibilité spéciale d'accès à l'E.N.A. pour les élèves de l'école normale supérieure ; nominations politiques s'accompagnant d'intégrations dans un corps de fonctionnaire ; cas de la carrière préfectorale ; création d'un tour extérieur pour les corps d'inspection et de contrôle ; interdiction de cumul entre emploi et retraite ; situation des militaires (p. 3352) ; fonction de la rémunération des fonctionnaires au titre de la solidarité et en matière de retraite ; déséquilibre du budget (p. 3354).

Education nationale. — *Discussion générale* : manifestations et attachement à l'école privée ; application de la loi du 25 janvier 1985 [29 octobre 1985] (p. 3636) ; répartition des moyens nouveaux ; accroissement des effectifs scolaires dans l'enseignement privé ; insuffisance des moyens humains ; situation dans l'académie d'Amiens ; principes des crédits limitatifs ; insuffisante contribution publique à la formation des enseignants de l'enseignement privé ; exclusion de l'enseignement privé du plan « Informatique pour tous » ; principe du non-financement des investissements de l'enseignement privé par l'Etat ou les collectivités publiques ; gratuité des manuels scolaires au bénéfice de tous ; garantie par l'Etat des emprunts émis par les groupements pour financer la construction et l'aménagement des locaux de l'enseignement par les établissements privés (p. 3637).

Urbanisme, logement et transport. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale* : transformation de la demande de logement ; diminution du nombre des demandes d'accèsion à la propriété [30 octobre 1985] (p. 3698) ; progression des taux d'intérêt réels ; progression du taux d'apport personnel ; diminution des autorisations de programme concernant le logement social en accession ; insécurité des conditions de location ; appel plus large au secteur locatif ; crédits consacrés au logement social locatif ; évolution des montants du livret A ; fonds spécial de grands travaux ; pénalisation des propriétaires immobiliers par

l'I.G.F. ; amputation de 0,1 % de la participation patronale au logement ; crise de l'industrie du bâtiment (p. 3699).

Questions : baisse des crédits pour l'aménagement urbain et la politique de l'habitat ; appel à la caisse des dépôts et au fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne ; diminution des crédits pour le secteur locatif (p. 3737) ; non priorité pour les dotations des prêts locatifs aidés pour les opérations « banlieue 89 » ; appel aux collectivités locales (p. 3738).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale* : questions : prélèvement sur les ressources de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; augmentation du nombre des retraités ; inégalités entre les régimes de retraite de la fonction publique [13 novembre 1985] (p. 4324-4325) ; pose la question de M. Paul Pernin (p. 4326).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 71 : son amendement n° 80 (de suppression) [14 novembre 1985] (p. 4368) ; rejeté (p. 4370).

LIPKOWSKI (Jean de)

*Député de Charente-Maritime
(5^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

LONCLE (François)

*Député de l'Eure
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de délimitation maritime entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco (ensemble une annexe) (n° 2524) (9 mai 1985).

Rapporteur de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [J.O. du 22 mai 1985] (p. 5757).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (agriculture) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12044).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2524) autorisant l'approbation d'une convention de **délimitation maritime** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco (ensemble une annexe) (n° 2674) [9 mai 1985].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome VII : **agriculture** (n° 2989) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Avenir de Canal Plus** : identité de Canal Plus, télévision codée consacrée prioritairement au cinéma ; incertitude des 300 000 abonnés [2 mai 1985] (p. 529) ;

— **Émission « l'heure de vérité »** : informations selon lesquelles les fiches d'appel téléphonique de cette émission ont été remises au président du Front national [23 octobre 1985] (p. 3389).

orales sans débat :

— n° 785, posée le 16 avril 1985 : **carburants et fuel domestique (pétrole et produits raffinés)** (p. 228) ; appelée le 19 avril 1985 : **prix des carburants** : évolution du prix des trois carburants (essence, super et gazole) ; libéralisation des prix ; abus réalisés par les compagnies pétrolières, les pétroliers indépendants, les raffineurs et les grossistes ; référence au « gang » des compagnies pétrolières ; problème de la qualité des produits pétroliers (p. 261) ; problème de la résistance du gazole au froid (p. 262) ;

— n° 894, posée le 2 octobre 1985 : **racisme (lutte contre le racisme)** (p. 2615) ; appelée le 4 octobre 1985 : **mesures à prendre contre les agissements des hooligans** ; agression de la part de ces groupes aux alentours des stades de football ; agression à l'encontre d'étudiants juifs à la gare Saint-Lazare (p. 2666-2667).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : choix du cadre départemental maintenant le lien entre l'élu et l'électeur ; arguments avancés par la droite [25 avril 1985] (p. 405) ; absence de modification du découpage des circonscriptions pendant vingt-trois ans ; système choisi pouvant conduire à écarter de la représentation nationale des sensibilités diverses, comme les écologistes (p. 406).

— **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants (n° 2731).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur suppléant : absence du Rapporteur justifiée par sa présence au Chili ; signature de la convention par vingt-sept Etats ; historique de la négociation de la convention ; définition de la torture retenue par le texte apparaissant comme un compromis ; exclusion des agissements des personnes privées ou des usurpations de fonction ; obligation pour les Etats parties à la convention ; répression de la torture en droit français lorsqu'elle constitue coups et blessures volontaires ; institution d'une règle de compétence universelle ; convention pouvant constituer la base juridique de l'extradition [21 juin 1985] (p. 1882) ; création d'un « Comité contre la torture » ; droit de visite du comité ; adoption par l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe d'une recommandation relative à la protection des personnes privées de liberté (p. 1883) ; en qualité de député : accord du groupe socialiste ; rend hommage à l'association Amnesty International (p. 1884).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : caractéristiques du budget du ministère de l'agriculture ; élargissement de la Communauté européenne ; production agricole et industries agro-alimentaires ; encouragement de nos exportations ; relais régional ; nécessité de supprimer les aides directes et de les remplacer par des prêts à conditions favorables [7 novembre 1985] (p. 4039).

— **Déclaration du Gouvernement sur la fonction publique et débat sur cette déclaration (n° 3909).**

Discussion : nécessité d'une gestion neutre de la fonction publique ; cooptation au conseil national du R.P.R. de M. Jean-Jacques de Bresson ; avenir des administrations de contrôle rupture avec l'attitude traditionnelle proposée par l'opposition [26 novembre 1985] (p. 4916) (p. 4916) ; efficacité sociale et économique de l'administration (p. 4917).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : article 2 — article L. 212-8-5 du code du travail : ses observations sur les propos de M. Jean Jarosz [8 décembre 1985] (p. 5669).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion générale : retrait des permis de conduire et lutte contre l'alcoolisme ; insécurité routière ; opportunité de généraliser l'obligation de girophare pour les véhicules lents ; modalités de retrait du permis aux automobilistes en infraction d'alcoolémie ; réglementation de la publicité pour les boissons alcooliques [10 décembre 1985] (p. 5795).

Discussion des articles : article 11 : problème posé par les véhicules lents [11 décembre 1985] (p. 5916) ; nécessité de traiter de manière globale le problème de l'alcoolisme (p. 5917).

LUI SI (Jean-Paul)

Député de la Haute-Corse
(2^e circonscription)

Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

M

MADELIN (Alain)

Député d'Ille-et-Vilaine
(4^e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre du Conseil d'administration de l'institut national de la communication audiovisuelle [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963) [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13342).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'établir les conditions dans lesquelles ont été élaborés la convention de concession de service public et le cahier des charges signés par le Gouvernement français et ses partenaires franco-italiens pour l'**exploitation d'une cinquième chaîne de télévision hertzienne** de dimension nationale, ainsi que d'évaluer les conséquences de cet accord en ce qui concerne en particulier la presse écrite et la création audiovisuelle et cinématographique française (n° 3145) [29 novembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568).**

Première lecture, discussion des articles : article unique : son amendement n° 1 (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception de dispositions de

l'article 12 de la loi du 3 avril 1955 » [23 janvier 1985] (p. 23) ; rappel du contenu du rapport de M. Alain Richard ; possibilité de faire connaître les crimes et délits connexes aux tribunaux militaires en cas de guerre et en cas d'urgence ; déclaration du Premier ministre ; rejeté (p. 24).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).**

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; opportunité d'abolir les ordonnances de 1945 ; pouvoir exorbitant dont disposent les agents de l'administration sur le plan économique ; concurrence assurant le meilleur contrôle des prix ; dépenalisation du refus de vente ; renforcement des pouvoirs du ministre concernant la distinction entre les bonnes et les mauvaises ententes ; introduction du critère de la dépendance économique ; réalité de la concurrence ; absence de référence à l'action de l'Etat ; nécessité d'un retour au droit privé ; création d'une nouvelle juridiction dans le domaine de la concurrence sous contrôle de la Cour de cassation [2 octobre 1985] (p. 2581-2582) ; rejetée (p. 2583) ; « goujaterie » du ministre chargé des relations avec le Parlement vis-à-vis des parlementaires (p. 2595).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er} :** interprétation donnée par le Gouvernement à l'amendement n° 30 de M. Jean-Paul Charié (p. 2596) ; discrimination en matière de concurrence apparaissant comme étant le fait de l'Etat ; référence au droit communautaire (p. 2597) ; **article 1^{er} :** caractère archaïque du système du refus de vente ; pratique des prix d'appel (p. 2598) ; refus de vente constituant un délit pénal ; pouvoirs de l'administration et du ministre ; opportunité d'aligner les dispositions du refus de vente sur le droit communautaire ; maintien de la référence à la notion de prix de revient ; effectivité de la concurrence ; avis de la commission de la concurrence relatif à la situation des centrales d'achat (p. 2599) ; pouvoir d'appréciation ouvert par l'amendement n° 23 de la commission (p. 2600) ; **après l'article 2 :** son rappel au règlement : organisation du débat ; introduction par le Gouvernement d'un amendement n° 28 modifiant plusieurs dispositions législatives relatives aux ventes à prime (p. 2603) ; **après l'article 3 :** son amendement n° 42 (précisant que les agents spécialement habilités à cet effet peuvent faire des visites en quelque lieu que ce soit après autorisation de l'autorité judiciaire) ; pouvoirs exorbitants du droit commun conférés par les ordonnances de 1945 aux agents de l'administration pour leurs investigations ; absence de contrôle judiciaire ; son soutien à l'abrogation du texte de la loi « sécurité et liberté » ; introduction dans la loi sur la presse de dispositions tirées des ordonnances de 1945 ; intervention de l'autorité judiciaire ; rejeté (p. 2605).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963).**

Première lecture, discussion générale : télévisions locales ; rapport Bredin [15 octobre 1985] (p. 3021) ; cas de Canal Plus ; tendance à considérer l'espace hertzien comme faisant partie du domaine public de l'Etat (p. 3022) ; désengagement de l'Etat (p. 3023).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 48 (supprimant les deux dernières phrases du deuxième alinéa de cet article) : rejeté [15 octobre 1985] (p. 3048) ; **article 3 :** critique la considération comme réseau public d'un réseau privé situé sur une propriété privée (p. 3050-3051) ; **article 4 :** engagement de l'opposition de privatiser un certain nombre d'entreprises nationales ; principe de la transparence dans l'attribution des fréquences ; politique discrétionnaire dans l'octroi des contrats de concession ; cas des réseaux privés du domaine privé (p. 3052) ; son amendement n° 50 (précisant que le concessionnaire agit à ses risques et périls) : non soutenu ; son amendement n° 51 (précisant que les critères d'attribution des concessions devront être clairement formulés) : rejeté (p. 3053) ; **article 7 :** son amendement n° 55 (indiquant que l'autorité compétente délivre les autorisations en veillant à assurer la liberté, la pluralité et une concurrence loyale) : rejeté (p. 3067).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Techniques de la communication. — *Discussion générale :* « main-basse » sur l'audiovisuel d'Etat

[25 octobre 1985] (p. 3517) ; légalisation des radios locales privées ; composition de la Haute autorité ; nomination des P.D.G. des sociétés de programme ; incohérence du plan câble ; principe d'une télévision cryptée ; diffusion par satellite ; subordination de l'installation d'une antenne de réception de programmes non cryptés diffusés par satellite à une licence accordée par l'administration ; freinage du développement de la vidéo ; rapport Bredin ; réseau multi-villes ; diminution de la T.V.A. ; procédure d'attribution des nouvelles fréquences aux utilisateurs privés (p. 3518-3519).

— **Projet de loi complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (n° 3220).**

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; projet de loi constituant un « cadeau de Noël aux amis du Président » [18 décembre 1985] (p. 6376) ; liaison entre le projet de loi et la volonté d'instituer le plus rapidement possible une cinquième chaîne sur le territoire national ; conditions de l'attribution de la concession de service public ; possibilité de mettre en place une chaîne de télévision privée sur le réseau V.H.F. 819 lignes ; exclusion du groupe francophone C.L.T. (p. 6377) ; avantages conférés au projet Seydoux-Berlusconi ; rapport Bredin ; contrat de concession consistant en un contrat d'assurance « tous risques » ; contrat de concession ; installation de la cinquième chaîne se faisant au détriment des conditions de réception des téléspectateurs du service public (p. 6378) ; baisse de la puissance des émetteurs du service public ; dispositions tarifaires du contrat de concession ; processus concurrentiel prévu au cas où il y aurait faillite de l'initiative Seydoux-Berlusconi ; monopole de télévision cryptée conféré à Canal Plus ; éventualité de la renonciation du droit de vote préférentiel de la Sofirad à l'intérieur d'Europe I (p. 6379) ; conditions de discussion du projet (p. 6380) ; rejetée (p. 6382) ; **son rappel au règlement :** mise en cause par M. Georges Fillioud de M. Charles Pasqua alléguant une connivence entre celui-ci, certains de ses amis de la majorité du Sénat et l'organe de presse *Le Figaro* ; nécessaire information des journalistes en cas de séance de nuit (p. 6387).

Discussion des articles : **avant l'article unique :** son amendement n° 4 (tendant à compléter l'article 4 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle par l'alinéa suivant : « des procédures de cessions éventuelles des participations de l'Etat dans le secteur de l'audiovisuel garantissant la transparence, la concurrence et le pluralisme ») ; nécessité d'ajouter une garantie à la liberté de communication ; nécessité de préserver la liberté de communication par des procédures éventuelles des participations de l'Etat dans le secteur de l'audiovisuel garantissant la transparence, la concurrence et le pluralisme ; amendement concernant les grandes manœuvres entourant aujourd'hui la station de radio Europe I ; rejeté ; son amendement n° 5 (tendant à compléter l'article 4 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle par l'alinéa suivant : « des procédures d'attribution des concessions de service public garantissant la transparence, la concurrence et le pluralisme ») ; nécessité de la transparence, de la concurrence et du pluralisme dans l'attribution des contrats de concession de service public (p. 6388) ; rejeté ; son amendement n° 6 (clause de service public devant nécessairement figurer dans les contrats de concession de service public) ; absence de clause de service public dans le contrat signé avec M. Seydoux et M. Berlusconi ; rejeté ; son amendement n° 7 (nullité de toute clause d'un contrat de concession tendant à créer une discrimination au profit des concessionnaires et à fausser le jeu normal de la concurrence) ; nécessaire remise en concurrence de la cinquième chaîne ; nécessaire sanction des pratiques discriminatoires intentionnelles tendant à fausser le jeu normal du marché ; rejeté ; son amendement n° 8 (autorisation de l'usage des fréquences radio-électriques devant être délivrée dans des conditions respectant la transparence, la concurrence et le pluralisme) (p. 6389) ; rejeté ; son amendement n° 9 (tendant à compléter le troisième alinéa de l'article 9 de la loi du 29 juillet 1982 par les mots : « délivrée dans des conditions assurant la transparence, la concurrence et le pluralisme ») : rejeté ; son amendement n° 10 (tendant à l'article 13 de la loi du 29 juillet 1982 précité à insérer après les mots : « qui en sont chargés », les mots : « y compris les concessionnaires de service public ») ; nécessité que la Haute Autorité puisse veiller au respect des missions de

service public contenues dans les contrats de concession ou dans les cahiers des charges ; rejeté ; son amendement n° 11 (nécessité d'un avis de la Haute Autorité sur les contrats de concession de service public) : rejeté ; son amendement n° 12 (tendant à compléter l'article 15 de la loi du 29 juillet 1982 par les mots : « ainsi que sur les contrats de concession de service public ») ; nécessité d'un avis de Haute Autorité sur les contrats de concession de service public (p. 6390) ; rejeté ; son amendement n° 13 (Haute Autorité devant veiller à la transparence et à la non discrimination des tarifs de prestations fournies par l'établissement public de diffusion) ; prix des prestations de T.D.F. dans le cadre des contrats de concession de service public ; abatement d'antenne et abatement de non-sécurisation dans l'accord T.D.F. Seydoux-Berlusconi ; rejeté ; son amendement n° 14 (tendant à l'article 22 de la loi du 29 juillet 1982 à insérer après les mots : « différentes sociétés du service public », les mots : « sur le respect par les concessionnaires de service public de leurs obligations de service public ») : rejeté ; son amendement n° 15 (contrat de concession de service public ne pouvant conduire à aucune dégradation des prestations fournies aux sociétés nationales de programme) ; diminution de la puissance des émetteurs du service public ; rejeté (p. 6391) ; **après l'article unique** : son amendement n° 16 (choix par l'Etat du concessionnaire de service public dans le domaine audiovisuel devant être précédé d'un appel d'offres public mentionnant notamment les obligations de service public qui devra assumer le contractant) ; nécessité d'une garantie des conditions de concurrence ; rejeté ; son amendement n° 17 (tendant après l'article unique à insérer l'article suivant : « le premier alinéa de l'article 80 de la loi du 29 juillet 1982 précité est complété par les mots : « , ou se porter candidate à l'attribution d'un contrat de concession de service public ») : retiré ; ses amendements n° 18, 19, 20 : retirés ; son amendement n° 21 (cahier des charges des contrats de concession devant obligatoirement comporter des clauses portant sur la contribution au fonds de soutien au cinéma) ; absence de cotisations au fonds de soutien du cinéma dans le cahier des charges de la cinquième chaîne ; rejeté (p. 6393).

Explications de vote : vote hostile du groupe U.D.F. (p. 6394).

MADRELLE (Bernard)

Député de la Gironde
(10^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

MAHEAS (Jacques)

Député de la Seine-Saint-Denis
(9^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations Unies relative à un code de conduite des conférences maritimes (n° 2582) [9 avril 1985] (p. 102).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2582) autorisant l'approbation d'une convention des Nations Unies relative à un code de conduite des conférences maritimes (n° 2609) [11 avril 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Attribution de logements et accès des écoles aux familles d'immigrés** : atteinte aux droits de l'Homme dans le département de la Seine-Saint-Denis ; interdiction d'accès des écoles à certains enfants de familles immigrées [11 décembre 1985] (p. 5883).

INTERVENTIONS

— **Projets de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations Unies relatives à un code de conduite des conférences maritimes (n° 2582) et relatif à l'application du code de conduite des conférences maritimes établi par la convention des Nations Unies conclue à Genève le 6 avril 1974 (n° 2583).**

Première lecture, discussion générale commune : Rapporteur : entrée en vigueur du code de conduite des conférences maritimes [16 avril 1985] (p. 200) ; bouleversement actuel du paysage traditionnel des échanges par voie maritime ; discussion au sein de la C.N.U.C.E.D. ; droits des compagnies nationales ; règles régissant les relations entre armateurs et chargeurs ; mécanisme de règlement des différends ; caractère limitée du champ d'application de la convention ; part du trafic international soumise au code ; réserves communautaires découlant du règlement du 15 mai 1979 (p. 201) ; possibilité offerte par le règlement C.E.E. 954/79 d'éviter les incompatibilités majeures entre le code et le traité de Rome ; nécessité d'une loi pour appliquer le code dans notre ordre juridique interne (p. 202).

MAISONNAT (Louis)

Député de l'Isère
(3^e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [J.O. du 8 juin 1985] (p. 6376).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7068).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (justice : administration centrale et services judiciaires) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses modifications du code de procédure pénale (n° 2695) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14462).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome I : justice : administration centrale et services judiciaires (n° 2991) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523).**

Première lecture, discussion générale : mise en vente de jouets constituant des répliques exactes d'armes réelles ; glorification par différents médias des phénomènes de vio-

lence ; comparaison entre l'effet dissuasif de ces mesures et leur coût économique ; confusion des procédures administratives et judiciaires dans l'article 6 [9 avril 1985] (p. 92).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : caractère trop limitatif de la mention du seul nom du fabricant ; autorisation pour le fabricant de se présenter plus avantageusement (p. 95) ; **article 3** : établissement d'une distinction entre le fabricant et le négociant (p. 98) ; **article 6** : confusion des procédures administrative et judiciaire (p. 99).

Explications de vote : appréciation favorable sous réserve d'une réécriture du 3^e paragraphe de l'article 6 (p. 101).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601)**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** — **article L. 123 du code électoral** : son amendement n° 14 (visant à instaurer un scrutin de liste départemental à la représentation proportionnelle avec attribution de sièges complémentaires au plan régional) [25 avril 1985] (p. 422) ; rejeté (p. 423) ; **article 5** : conditions de remboursement du cautionnement ; remboursement à toutes les listes ; cas des petites formations ne bénéficiant que de peu de ressources [26 avril 1985] (p. 458).

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602)**

Première lecture, discussion générale : proposition du parti communiste de porter à 600 le nombre des députés [26 avril 1985] (p. 475) ; nombre d'élus à l'Assemblée nationale dans le passé ; règle du minimum de deux députés par département répondant à une réalité ; maintien de grandes disparités entre les députés ; présence sur chaque liste de deux candidats de plus que le nombre des sièges à pourvoir permettant d'éviter une élection partielle (p. 476).

Discussion des articles : **article 6** : suppression des élections partielles dans la majorité des cas ; cas de la déclaration d'inéligibilité d'un ou plusieurs candidats ; cas spécifique pour une inéligibilité concernant un seul candidat ; application de l'article 25 de la Constitution (p. 478).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603)**

Première lecture, discussion générale : érection de la région en collectivité territoriale à part entière ; retard apporté dans la mise en œuvre des décisions prises depuis 1981 ; élargissement des pouvoirs des conseils régionaux ; généralisation des contrats Etat-région ; position régionaliste constante du groupe communiste ; cadre départemental ; liste complète sans panachage ni vote préférentiel ; taux de représentativité des conseillers régionaux ; élévation du nombre minimum de sièges à cinq ; volonté du Gouvernement d'instituer la bipolarisation ; seuil de 5 % ; proposition du groupe communiste en faveur d'une répartition des restes dans le cadre régional au plus fort reste [26 avril 1985] (p. 494) ; confusion créée entre des consultations électorales différentes par nature ; maintien pour les conseils généraux du scrutin uninominal majoritaire à deux tours (p. 495).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : **article L. 337 du code électoral** : représentation équitable des différents courants d'opinion ; augmentation du nombre minimum de conseillers régionaux par département ; révision du nombre des conseillers régionaux après chaque recensement national (p. 507) ; révision du nombre des conseillers régionaux (p. 509) ; **article L. 338 du code électoral** : son amendement n° 11 (élection des conseillers régionaux au scrutin proportionnel de liste départementale, avec attribution des sièges complémentaires sur le plan régional) (p. 512) ; rejeté (p. 513) ; **article L. 339 du code électoral** : son amendement n° 14 (visant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 339 du code électoral à substituer aux mots « vingt et un ans » les mots « dix-huit ans ») ; abaissement de l'âge d'éligibilité à dix-huit ans ; rejeté (p. 514) ; **article L. 348 du code électoral** : possibilité de n'être candidat que dans une seule région (p. 515) ; **article L. 345 du code électoral** (suite) : incompatibilité entre l'article L. 345 et l'article L. 358 du code électoral (p. 516) ; **article L. 351 du code électoral** : souplesse de la solution proposée par l'amendement n° 18 ; nécessité d'éviter un contentieux difficile à régler ; **après l'article L. 356 du code électoral** : simultanéité des élections régionales et des élections législatives (p. 517).

Explications de vote : élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct ; cadre départemental ; répartition des restes ; barre des 5 % (p. 520).

— **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584)**

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 28 (visant dans le texte proposé pour l'article 1415 du code civil à supprimer les mots « et ses revenus ») [6 mai 1985] (p. 586) ; retiré (p. 587).

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563)**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1^{er}** : son amendement n° 240 (création d'un comité consultatif régional du bois) : rejeté [9 mai 1985] (p. 666) ; **article 11** — **article L. 247-1 du code forestier** : son amendement n° 242 (visant au 6^e alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à insérer après les mots « des équipements » les mots « à but non lucratif ou à vocation sociale ») (p. 680) ; rejeté (p. 681) ; **après l'article 22** : son amendement n° 244 (tendant à compléter l'article L. 121-2 du code forestier par les mots « ainsi qu'à la connaissance du sol, de la végétation et de tout renseignement d'ordre écologique ou phytosanitaire ») : retiré [10 mai 1985] (p. 724) ; **après l'article 31** : son amendement n° 257 (rôle des associations de protection de la nature) : adopté (p. 732) ; **après l'article 33** : son amendement n° 258 (consultation des représentants des associations de protection de la nature avant le déclenchement des opérations d'aménagement foncier) : adopté (p. 733).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855)**

Première lecture, discussion générale : influence de la crise économique sur l'insécurité ; rôle du conseil national de prévention de la délinquance ; rôle des élus communistes dans la création des conseils communaux de prévention et dans l'application des peines de substitution au moyen des travaux d'intérêt général ; notion de prévention de la délinquance restant encore à intégrer dans la pratique policière ; rôle des conseils communaux de prévention de la délinquance ; importance de la technique de l'ilotage ; insuffisance des effectifs de police dans certaines villes ; influence du développement des communes suburbaines ; nécessité de décharger les fonctionnaires de police des « tâches indues » ; inefficacité et danger des polices municipales ; nécessité d'une nouvelle répartition des ressources entre l'Etat et les collectivités locales en raison du rôle accru de ces dernières en matière de police [10 juillet 1985] (p. 2334) ; importance du rôle des communes dans la lutte contre la délinquance (p. 2335).

Discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 15 (obligation pour le Gouvernement de déposer un projet de loi portant code de déontologie de la force publique) (p. 2355) ; nécessité d'un code de déontologie ; nécessité d'une discussion entre les représentants de la Nation ; rejeté (p. 2356).

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux et régionaux (n° 2956)**

Première lecture, discussion générale : érection des régions en collectivités territoriales ; report du transfert des charges supportées par les collectivités locales dans le domaine de la justice ; dégradation des régions rurales du fait de l'intégration européenne ; détermination de la politique économique par le Gouvernement ; compétence de la région en matière d'éducation ; équipements sportifs nécessaires à la pratique de l'éducation physique ; identité culturelle régionale [9 octobre 1985] (p. 2854) ; insuffisance des ressources financières régionales ; déplaçonnement des quatre taxes ; responsabilité fiscale des régions ; modification des règles de fonctionnement des conseils généraux ; désignation du bureau par application de la représentation proportionnelle ; rôle et fonctionnement nouveaux dévolus aux conseils économiques et sociaux (p. 2855).

Discussion des articles : **article 26** : suppression des comités régionaux de la communication audiovisuelle ; re-

présentation de catégories d'usagers diverses ; maintien de cette représentation au sein des conseils économiques et sociaux régionaux (p. 2872).

Explications de vote : représentation proportionnelle au sein des bureaux ; indemnité des conseillers généraux et des conseillers régionaux ; abstention du groupe communiste (p. 2879).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : progression des crédits [5 novembre 1985] (p. 3884) ; fonctionnement des chambres sociales des Cours d'appel et de la chambre sociale de la Cour de cassation ; suppression d'emplois ; relèvement du plafond d'admission à l'aide judiciaire ; situation des victimes ; informatisation des juridictions (p. 3885-3886).

— **Projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique et territoriale (n° 2801).**

Deuxième lecture, discussion générale : article 5 : son amendement n° 36 (installation des centres de gestion départementaux et interdépartementaux des départements d'outre-mer) [31 octobre 1985] (p. 3804) ; rejeté (p. 3805).

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048).**

Première lecture, discussion des articles : après l'article 1^{er} : son amendement n° 35 (accord de dégrèvement en fonction du taux de la taxe professionnelle) : rejeté [20 novembre 1985] (p. 4575).

Deuxième lecture, discussion des articles : après l'article 1^{er} : son amendement n° 11 (régime de la taxe professionnelle) : rejeté [2 décembre 1985] (p. 5150).

— **Projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3036).**

Première lecture, discussion des articles : avant l'article 1^{er} : son amendement n° 15 (droit des salariés membres d'un conseil municipal ou d'un conseil d'arrondissement) [27 novembre 1985] (p. 4977) ; son amendement n° 16 (droit à un certain nombre d'heures) ; son amendement n° 17 (droit à une formation gratuite fixée à huit heures par an) (p. 4978) ; amendements n° 15, 16 et 17 : rejetés (p. 4979).

MALANDAIN (Guy)

*Député des Yvelines
(8^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'environnement [J.O. du 21 mai 1985] (p. 5725). Fin de cette mission le 20 novembre 1985 [21 novembre 1985] (p. 4599).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2096) [J.O. du 23 mai 1985] (p. 5798).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012) [J.O. du 6 décembre 1985] (p. 14200).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14663).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2692), modifié par le Sénat, relatif à la **maîtrise d'ouvrage publique** et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2737) [5 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **maîtrise d'ouvrage publique** et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2844) [26 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 2836) relatif à la **maîtrise d'ouvrage publique** et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2858) [27 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi modifié par le Sénat en troisième et nouvelle lecture (n° 2879) relatif à la **maîtrise d'ouvrage publique** et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2883) [29 juin 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ainsi qu'à la prévention et à la réparation des nuisances dues au bruit des aéronefs (n° 2393).**

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur suppléant : institution d'une redevance régionale sur les nuisances phoniques destinée à financer les aides aux riverains des aérodromes [22 mai 1985] (p. 992) ; non opportunité de confier à la région le soin d'instituer la nouvelle redevance au regard des transferts de compétence ; risque de distorsions régionales ; exonération du paiement de la redevance des aéronefs utilisés par l'Etat ; institution d'un système d'indemnisation des propriétaires riverains ; problème de la coordination entre la nouvelle redevance régionale et celle existant autour des aérodromes parisiens ; responsabilité civile des exploitants d'aéronefs ; sa référence à une décision de justice condamnant un aéroclub au versement de dommages-intérêts ; caractère discriminatoire de la disposition adoptée par le Sénat à l'égard des exploitants d'aéronefs autres que les aéroclubs (p. 993).

Discussion des articles : article 1^{er} — article L. 147-3 du code de l'urbanisme : incompétence de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 997) ; reconnaissance aux communes du droit de faire appel à des experts pour appuyer leurs remarques ; intervention du conseil municipal dans l'élaboration et la modification du plan d'exposition au bruit apparaissant contradictoire avec les lois de décentralisation : *article 147-4 du code de l'urbanisme* : possibilité de réviser le plan d'exposition au bruit ; définition scientifique des valeurs d'indices évaluant la gêne due au bruit (p. 999) ; possibilité de moduler les directives d'aménagement national dans le cadre régional (p. 1000) ; protection des habitants contre les nuisances sonores ; ses observations sur l'amendement n° 27 de M. Paul Mercieca permettant la construction de lotissements en zone C ; *article L. 147-6 du code de l'urbanisme* : mention de la situation du territoire au regard de la zone de bruit (p. 1001) ; *article 2* : composition de la commission consultative relevant du domaine réglementaire ; *article 3* : soumission des décollages de nuit à autorisation sur tous les aérodromes ; *article 4* : mise à l'écart des aéronefs les plus bruyants (p. 1002) ; *article 6* : nécessité d'éviter un vide juridique (p. 1004) ; *article 7* : situation faite aux pilotes membres d'une association de 1901 et à l'association elle-même ; exonération des responsabilités ; introduction dans le droit de dispositions étrangères au droit commun (p. 1005).

— **Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).**

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : attributions que le mandataire peut se voir déléguer par le maître de l'ouvrage réduites à une mission d'assistance ; réduction de l'étendue de la mission du maître d'œuvre ; exclusion des ouvrages construits autour d'un processus d'exploitation industriel ; amélioration de la définition de la mission de base pour les ouvrages de bâtiment [11 juin 1985] (p. 1552-1553).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (non application du projet de loi aux ouvrages de bâtiment ou d'infrastructure destinés à une activité industrielle) ; cas des ouvrages d'infrastructure réalisés dans le cadre d'une opération d'aménagement ; adopté ; **article 2 A** : son amendement n° 2 (de suppression) ; contenu de la maîtrise d'ouvrage publique (p. 1557) ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 3 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 4 (substituant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article aux mots « les ouvrages seront réalisés » les mots « l'ouvrage sera réalisé ») ; adopté ; son amendement n° 5 (précisant qu'il appartient au maître de l'ouvrage de déterminer, eu égard à la nature de l'ouvrage et aux personnes concernées, les modalités de consultation qui lui paraissent nécessaires) ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 6 (possibilité pour le maître de l'ouvrage de confier à un mandataire l'exercice de tout ou partie des attributions de la maîtrise d'ouvrage) (p. 1558) ; adopté ; **article 3 bis** : son amendement n° 7 (de suppression) ; adopté ; **article 4** : son amendement n° 36 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 8 (complétant le quatrième alinéa (c) de cet article par les mots : « , mais seulement au profit d'autres organismes d'habitations à loyer modéré ; ») ; non opportunité de permettre à des organismes privés d'H.L.M. d'exercer un mandat pour le compte de l'ensemble des maîtres d'ouvrage (p. 1559) ; adopté ; possibilité pour les sociétés anonymes d'H.L.M. d'intervenir en tant que personne publique ou privée dans le cadre des Z.A.C. et dans le cadre des lotissements ; son amendement n° 9 (définition des règles de passation des contrats signés par le mandataire) ; adopté ; **article 5** : son amendement n° 10 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 11 (supprimant au début du troisième alinéa (b) de cet article les mots « le montant et ») ; adopté ; son amendement n° 12 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 13 (supprimant dans le quatrième alinéa (c) de cet article le mot « architectural ») (p. 1560) ; absence de contrôle architectural ; adopté ; son amendement n° 14 (conditions dans lesquelles l'approbation des avant-projets est subordonnée à l'accord préalable du maître de l'ouvrage) ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 15 (supprimant dans l'avant-dernier alinéa (b) de cet article les mots « ou physiques ») ; possibilité de conduite d'opérations liées à une maîtrise d'ouvrage publique par des personnes morales ou physiques ; participation à l'autorité publique ; adopté ; son amendement n° 16 (supprimant, après les mots « à réaliser » la fin de l'avant-dernier alinéa (b) de cet article) ; définition de la conduite d'opérations (p. 1561) ; définition des organismes compétents ; établissement d'une liste de ceux exerçant les fonctions de conducteur d'opération ; adopté (p. 1562) ; **après l'article 6** : possibilité de reconnaissance tacite du sous-traitant ; nécessité de revoir la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance (p. 1563) ; **article 7** : son amendement n° 17 (objectif de la mission de maîtrise d'œuvre que le maître de l'ouvrage peut confier à une personne de droit privé) ; adopté ; son amendement n° 18 (études d'avant-projets ; études d'exécution ou examen de la conformité au projet) ; adopté ; son amendement n° 19 (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet article) ; adopté ; son amendement n° 20 (contenu de la mission de base) (p. 1564) ; formule de « notamment par lots séparés » fixant un objectif de qualité aux études ; adopté ; **article 8** : son amendement n° 21 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; dérogation à la rémunération forfaitaire de la mission de maître d'œuvre ; possibilité de rémunérations particulières ; adopté (p. 1565) ; **article 11** : son amendement n° 22 (supprimant après les mots « de la maîtrise d'œuvre » la fin du troisième alinéa (2^e) de cet article) ; sort particulier des architectes parmi les personnes morales ou physiques représentées dans les négociations ; adopté ; **article 12** : son amendement n° 23 (rédigeant ainsi le troisième alinéa (2^e) de cet article : « 2^e D'au moins les deux

tiers des membres du collège prévu au 2^e de l'article 11 et, pour les objets mentionnés au 1^o de l'article 9, d'au moins les deux tiers des membres du collège prévu au 3^e de l'article 11 ») ; définition de la mission de base ; non participation au vote des entreprises ; adopté ; **article 17** : son amendement n° 24 (supprimant après les mots « du présent alinéa » la fin de la dernière phrase du paragraphe I de cet article) ; application des règles s'imposant aux collectivités locales aux contrats passés par un établissement public d'aménagement de ville nouvelle ; adopté (p. 1566) ; **article 18** : son amendement n° 25 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; adopté ; son amendement n° 26 (rédactionnel) ; adopté (p. 1567) ; **après l'article 20** : non opportunité de permettre à des enseignants et à leurs élèves de réaliser des projets importants (p. 1568) ; rôle des ateliers publics d'architecture ; cas des dossiers de maîtres d'œuvre en bâtiment en suspens ; ordre des architectes ; subsistance de Cours disciplinaires à caractère corporatiste et professionnel ; prononcés d'interdiction d'exercer (p. 1569).

Seconde délibération du projet de loi : **article 5** : organisation des rapports entre le mandataire et le maître d'ouvrage public (p. 1569).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur : désaccord de la C.M.P. ; rejet par le Sénat des articles relatifs à la profession d'architecte ; autorisation pour les personnes morales travaillant pour le compte de sociétés d'économie mixte de poursuivre leurs activités de conducteurs d'opération ; amnistie des fautes commises par les architectes pour non-paiement des cotisations à l'ordre ; cas des ateliers publics d'architecture et des agréés en architecture [27 juin 1985] (p. 2111).

Discussion des articles : **article 2 A** : son amendement n° 2 (de suppression) ; adopté (p. 2111) ; **article 2** : son amendement n° 3 (détermination par le maître de l'ouvrage des modalités de consultation qui lui paraissent nécessaires) ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 4 (rédigeant ainsi le début du deuxième alinéa (1^o) de cet article : « 1^o définition des conditions... ») ; adopté ; son amendement n° 5 (rédigeant ainsi le quatrième alinéa (3^e) de cet article : « 3^e approbation des avant-projets et accord sur le projet ; ») ; adopté ; son amendement n° 6 (supprimant le sixième alinéa 4^e (bis) de cet article) ; remboursement de la T.V.A. aux collectivités locales sur les travaux réalisés ; adopté ; son amendement n° 7 (supprimant à la fin du huitième alinéa (6^e) de cet article, les mots : « après accord du maître de l'ouvrage ») ; adopté (p. 2112) ; **article 4** : son amendement n° 8 (complétant le quatrième alinéa (c) de cet article par les mots : « , mais seulement au profit d'autres organismes d'habitations à loyer modéré ainsi que pour les ouvrages liés à une opération de logement aidés ») ; autorisation donnée à une société anonyme d'H.L.M. d'être mandataire au profit d'autres organismes d'H.L.M. ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 9 (personnes morales exerçant de manière habituelle des missions complètes de conduite d'opération) ; adopté (p. 2113) ; **après l'article 7** : son sous-amendement n° 20, à titre personnel, à l'amendement n° 19 du Gouvernement (substituant au mot « varie » les mots « peut varier ») (p. 2113) ; volonté du Gouvernement de favoriser une architecture et une ingénierie fortes ; adoption de plusieurs types de missions de base ; négociation réunissant les trois partenaires ; adopté ; **article 11** : son amendement n° 10 supprimant après les mots « de la maîtrise d'œuvre » la fin du troisième alinéa (2^e) de cet article) ; adopté ; **article 17** : son amendement n° 11 (rédactionnel) ; adopté (p. 2114) ; **après l'article 20** : son amendement n° 12 (amnistie des fautes commises consistant en défaut de paiement des cotisations à l'ordre des architectes) ; cas des architectes ayant des chantiers en cours ; adopté ; **article 21** : son amendement n° 13 (non application de l'article 13 de la loi du 3 janvier 1977 aux sociétés d'architecture constituées sous la forme d'E.U.R.L.) ; adopté ; **article 22** : son amendement n° 14 (prévoyant que tout architecte, dont la responsabilité peut être engagée à raison des actes qu'il accomplit à titre professionnel, doit être couvert par une assurance) ; adopté (p. 2115) ; **après l'article 22** : son amendement n° 15 (impossibilité de fonder une sanction disciplinaire sur le défaut de paiement des cotisations) ; prise en compte des suspensions professionnelles et des interdictions d'exercer pour non-paiement des cotisations ; problème du maintien de l'ordre des architectes ; adopté ; **article 23** : son amendement n° 16 (application de certaines dispositions de la loi du 26 janvier 1984

relative à l'enseignement supérieur aux écoles d'architecture, après avis des conseils d'administration de ces écoles) : adopté ; **après l'article 23** : ses observations sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2116) ; son amendement n° 17 (amnistie des fautes consistant dans le défaut de paiement des cotisations à l'ordre des géomètres-experts) : adopté ; son amendement n° 18 (impossibilité de formuler une sanction disciplinaire pour défaut de paiement de cotisations) : adopté (p. 2117).

Quatrième lecture, discussion générale. Rapporteur : adoption par le Sénat de quatre nouveaux articles [29 juin 1985] (p. 2269) ; désaccord subsistant sur les articles additionnels relatifs à l'architecture ; inscription du texte dans un ensemble législatif ; regrette l'absence de représentants de l'opposition (p. 2270).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Troisième lecture, discussion générale : texte ne se traduisant pas par une réforme d'ensemble des ordres professionnels [29 juin 1985] (p. 2273).

— **Projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012).**

Première lecture, discussion des articles : article 4 — article L. 422-2 du code de l'urbanisme : risque d'assister à un afflux de demandes d'autorisation pour un grand nombre de petits équipements [3 décembre 1985] (p. 5175) ; consultation des architectes qualifiés des C.A.U.E. ; parc naturel régional de la haute vallée de Chevreuse (p. 5177) ; *après l'article L. 422-4 du code de l'urbanisme :* cas des plaques commémoratives (p. 5179) ; **après l'article 7 :** cas des agglomérations nouvelles ; possibilité dans les secteurs non sauvegardés d'échapper à l'obligation de réaliser des places de stationnement soit en surface soit sous terre (p. 5182).

Deuxième lecture, discussion des articles : après l'article 9 : loi du 31 décembre 1975 sur la sous-traitance ; acceptation du sous-traitant par le maître d'ouvrage ; contrôle de la caution fournie par l'entrepreneur principal au sous-traitant lorsqu'il n'y a pas de délégation de paiement au maître d'ouvrage [17 décembre 1985] (p. 6244) ; multiplication des faillites ; travaux de la section bâtiment-travaux-publics de la commission technique de la sous-traitance (p. 6245).

Troisième lecture, explications de vote : mise en œuvre de la décentralisation ; progrès réalisés dans le domaine de l'urbanisme depuis 1981 ; loi sur la maîtrise d'ouvrage public et sur ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ; possibilité pour les Français désirant réaliser des ouvrages modestes de n'avoir à faire qu'une simple déclaration ; vote positif du groupe socialiste [20 décembre 1985] (p. 6531).

MALGRAS (Robert)

*Député de la Moselle
(4^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2096) [J.O. du 23 mai 1985] (p. 5798).

Rapporteur du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [20 juin 1985] (p. 1840).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012) [J.O. du 6 décembre 1985] (p. 14200).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural (n° 3008) [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14815).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2787) portant amélioration de la concurrence (n° 2958) [2 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 3086) [20 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 3053) tendant à rétablir la liberté des prix et à garantir le jeu de la concurrence (n° 3110) [26 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3195), tendant à rétablir la liberté des prix et à garantir le jeu de la concurrence (n° 3199) [16 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Échec des négociations de Luxembourg sur les prix agricoles :** propos du Commissaire européen chargé de l'agriculture [7 mai 1985] (p. 609) ; exportation des productions européennes sur le marché mondial (p. 610).

— **Lutte contre la faim :** cas du Tchad ; modalités et niveau de l'aide de la France [23 octobre 1985] (p. 3391).

orales sans débat :

— **n° 797,** posée le 23 avril 1985 : **chômage ; indemnisation (préretirés)** (p. 325-326) ; appelée le 26 avril 1985 : **préretirés, retraités et assimilés** : diminution du pouvoir d'achat affectant les ressources des préretirés, retraités et assimilés ; augmentation des cotisations d'assurance maladie et revalorisation des allocations (p. 443) ; nombre des personnes concernées (p. 444) ;

— **n° 870,** posée le 18 juin 1985 : **pharmacies (officines)** (p. 1747) ; appelée le 21 juin 1985 : **Création de pharmacies en Alsace-Moselle** : nombre d'officines créées dans les départements d'Alsace-Moselle ; régime local d'Alsace-Moselle fixant un quota supérieur à celui applicable dans les autres départements français ; densité d'implantation des officines ; possibilité pour le Préfet d'accorder des dérogations ; propositions formulées dans le rapport Sérusclat (p. 1861) ;

— **n° 875,** posée le 18 juin 1985 : **minerais et métaux (emploi et activité ; Lorraine)** (p. 1748) ; appelée le 21 juin 1985 : **Situation de la sidérurgie lorraine** : éventualité d'un nouveau plan acier ; prise de position de la Commission européenne en faveur d'une nouvelle réduction des capacités de production ; aciérie électrique de Thionville (p. 1853) ; création de Solméal ; rénovation du train à chaud de Sollac ; problèmes de conversion de la région lorraine (p. 1854).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589)**

Deuxième lecture, discussion générale : essor de la multipropriété ; préoccupations liées à cette formule ; renforcement de la protection des multipropriétaires [18 juin 1985] (p. 1711).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787)**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : fonction de la libre concurrence ; évolution de la législation jusqu'à la loi de 1977 ; rôle de la commission de la concurrence ; situation dans les autres pays européens ; cadre défini par la loi Royer concernant la création des grandes surfaces ; avis de la commission de la concurrence sur l'application de la législation aux centrales d'achat ; application du dispositif avant mai 1981 ; caractère hâtif de la libération des prix en 1978 ; proposition de loi déposée par M. Giscard d'Estaing visant à la suppression de l'ordonnance de 1945 ; assouplissement de l'interdiction du refus de vente [2 octobre 1985] (p. 2577) ; possibilité pour le ministre de prendre des arrêtés d'exemption ; fin de l'interdiction des pratiques discriminatoires ; publication des procès-verbaux et rapport d'enquête de la commission de la concurrence autorisée par l'autorité judiciaire ; réévaluation du montant des sanctions pécuniaires ; amélioration du fonctionnement de la commission ; déclenchement du contrôle des concentrations par le ministre ; assouplissement des règles de résiliation et de cession des baux commerciaux ; problème de la publicité comparative ; position négative du Conseil national de la consommation en 1984 (p. 2578) ; situation dans les pays autorisant la publicité comparative ; caractère insatisfaisant des pratiques publicitaires actuelles (p. 2579).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : amendement n° 30 de M. Jean-Paul Charié constituant une affirmation de grands principes (p. 2596) ; amendement n° 31 visant à l'abrogation des ordonnances de 1945 (p. 2597) ; **article 1^{er}** : son amendement n° 22 (substituant dans le cinquième alinéa (g) de cet article au mot « justifiées » les mots « économiquement justifiées, notamment ») ; assouplissement de l'interdiction des pratiques discriminatoires non justifiées par des différences de prix de revient (p. 2599) adopté après modification ; son amendement n° 23 (complétant le septième alinéa de cet article par les mots « soit par tout autre moyen ») ; sanction de tous les procédés plus ou moins occultes tendant à imposer des prix conseillés ; pratique des remises hors facture aux distributeurs ayant acheté une grande quantité de biens considérés ; opportunité d'interdire toute méthode ayant pour effet d'imposer un prix de vente minimum (p. 2600) ; adopté (p. 2601) ; modification de la loi du 2 juillet 1963 interdisant la revente à perte par l'amendement n° 35 de M. Paul Mercieca ; maintien de la notion simple de prix d'achat ; **article 2** : autorisation des accords fondés sur les critères de progrès économique et d'intérêt des utilisateurs ; son amendement n° 24 (rédigeant ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « les dispositions suivantes : » tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte) ; définition des ententes ou actions concertées autorisées ; réservation d'une partie du profit aux utilisateurs ; bilan économique effectué par la commission de la concurrence ou par les juges ; adopté (p. 2602) ; son amendement n° 25 (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après le mot « avis » le mot « conforme ») ; définition des conditions déterminant le caractère licite ou illicite de certaines ententes ; suites données à l'avis de la commission décidées par le ministre chargé de l'économie ; adopté (p. 2603) ; **après l'article 2** : opportunité de conserver la possibilité d'utiliser soit le procès verbal soit le rapport ; **après l'article 3** : communication de l'ensemble du dossier à toutes les parties ; protection des informations confidentielles (p. 2604) ; **après l'article 4** : contenu des amendements déposés par M. Jean-Louis Masson relatifs à l'urbanisme commercial (p. 2606) ; **article 5** : son amendement n° 26 (précisant que la commission de la concurrence est une autorité administrative indépendante) ; accroissement de l'autonomie du président de la commission de la concurrence par un décret d'août 1985 ; renforcement du contrôle parlementaire ; adopté ; amendement n° 9 de M. Gilbert Gantier visant à supprimer le dispositif de contrôle de concentration ; sévérité du dispositif existant aux Etats-Unis (p. 2607) ; **article 7** : suppression de la priorité du rachat du bailleur ; accord implicite du bailleur ; limitation des possibilités de révision du loyer en cas de changement d'activité du titulaire du bail (p. 2608) ; compatibilité de la nature des activités avec la destination, les caractères et la situation de l'immeuble ; **Titre** : notion de liberté contenue dans l'amendement n° 29 de M. Jean-Paul Charié (p. 2609).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; libération des prix et des marges ; modernisation de certaines dispositions des ordonnances du 30 juin 1945 ; résultats acquis dans la lutte contre l'inflation ; priorité de rachat du bailleur ; amendement concernant la loi de 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts [6 décembre 1985] (p. 5444) ; conclusions du médiateur ; intégration éventuelle des topographes à l'ordre des géomètres-experts (p. 5445).

Discussion des articles : **article 1^{er} A** : son amendement n° 2 (de suppression) ; utilité des ordonnances de 1945 par des prix industriels actuellement libérés ; adopté ; **article 1^{er} B** : son amendement n° 3 (de suppression) ; distribution sélective ; dépénalisation de l'ensemble des pratiques du refus de vente ; adopté (p. 5446) ; **article 1^{er}** : son amendement n° 4 (refus de satisfaire aux demandes des acheteurs) : adopté ; son amendement n° 5 (demande ou obtention de prix ou de conditions de vente discriminatoires) ; détermination des pratiques discriminatoires interdites ; notion de dépendance ; adopté ; son amendement n° 6 (supprimant dans la première phrase du deuxième alinéa (5°) du paragraphe IV de cet article les mots : « en l'état ») ; communication des barèmes et des conditions de vente ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 7 (rédigeant ainsi après les mots : « durée limitée après », la fin du dernier alinéa de cet article : « publication de l'avis de la commission de la concurrence ») ; obligation d'un avis conforme ; utilité de la publication de l'avis pour les industriels et les distributeurs concernés ; application immédiate des exemptions communautaires (p. 5447) ; **article 3** : son amendement n° 8 (communication en copie des procès-verbaux et rapports d'enquête sur autorisation de l'autorité judiciaire) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 9 (substituant à la fin de cet article à la somme : « 350 000 F. », la somme : « 500 000 F. ») ; sanctions dissuasives en cas d'infractions répétées à l'interdiction des ententes ; adopté (p. 5448) ; **article 5** : son sous-amendement n° 12 à l'amendement n° 1 du Gouvernement (complétant le premier alinéa de cet amendement par les mots : « d'entreprises ou de groupe d'entreprises ») ; son sous-amendement n° 13 à l'amendement n° 1 du Gouvernement (contrôle des concentrations) ; son sous-amendement n° 14 à l'amendement n° 1 du Gouvernement (conditions du contrôle) ; définition des opérations de concentration ; notions de transfert de jouissance et de partie substantielle du marché ; seuil unique de 25 % des ventes ; dépassement de la distinction des seuils entre concentration verticale ou horizontale (p. 5449) ; ses sous-amendements 12, 13, 14 : adoptés ; **après l'article 5** : exercice de la fonction des topographes (p. 5450) ; engagement de la concertation ; suppression de l'ordre ; attachement des géomètres-experts à l'exercice libéral de leur profession ; propositions communistes visant à créer un syndicat national des géomètres-experts ; son amendement n° 15 (possibilité pour les géomètres-experts de constituer entre eux ou avec d'autres personnes physiques des sociétés de géomètres-experts) ; (p. 5451) ; possibilité pour les géomètres-experts de se regrouper pour exercer leur activité professionnelle ; inscription des sociétés au tableau de l'ordre des géomètres-experts ; adopté ; son amendement n° 16 (constitution d'une société de géomètres-experts sous la forme d'une S.A. ou d'une S.A.R.L.) ; définition des règles s'imposant aux sociétés commerciales de géomètres-experts ; adopté après correction ; son amendement n° 17 (substituant dans le deuxième alinéa de l'article 7 de la loi du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts à la référence : « paragraphe 1^{er} », la référence « paragraphe 2^e ») ; modification de la loi de 1946 ; fin des litiges entre l'ordre des géomètres-experts et les cabinets de topographes ; partage des activités (p. 5452) ; adopté ; son amendement n° 18 (de conséquence) ; différentes incompatibilités relatives à la qualité de membre de l'ordre ; adopté ; son amendement n° 19 (de conséquence) ; assouplissement de l'interdiction faite à tout membre de l'ordre de percevoir une rémunération ; adopté ; son amendement n° 20 (engagement de la responsabilité du géomètre-expert personne physique ou morale) ; obligation d'assurance imposée aux géomètres-experts pour leurs actes professionnels ou ceux de leurs préposés ; adopté ; **Titre** : son amendement n° 10 (rédigeant ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi portant amélioration de la concurrence ») (p. 5453) ; adopté (p. 5454).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur
— **Energie.** — *Discussion générale :* situation de l'industrie sidérurgique ; plan acier du 19 mars 1984 [12 novembre 1985] (p. 4231) ; situation à Sollac ; conséquences sur la région de Lorraine de la crise sidérurgique (p. 4232).

— **Projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048)**

Troisième lecture, explications de vote : vote favorable du groupe socialiste [11 décembre 1985] (p. 5894).

MALVY (Martin)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Paul Chomat : avenir de l'atelier Roannais de construction textile** : situation de l'A.R.C.T. [12 juin 1985] (p. 1638) ; recherche d'une solution industrielle durable ; concours publics à l'A.R.C.T. ; problème social (p. 1639) ;

— **M. Charles Paccou : construction navale à Dunkerque** : plan annoncé par M. Guy Lengagne ; évolution du marché mondial de la construction navale en 1984 et 1985 ; situation du chantier de Dunkerque ; atténuation des effets de la réduction d'activité sur le tissu économique de Dunkerque [26 juin 1985] (p. 1990) ;

— **M. Antoine Gissinger : contrat de plan entre l'Entreprise Minière et Chimique et l'Etat** : Mines de potasse d'Alsace exploitant le seul gisement français de minéral de potasse ; choix inscrits dans le plan des Mines de potasse d'Alsace ; investissements courants de la société ; Entreprise Minière et Chimique ; installations de surface ; protection du gisement [26 juin 1985] (p. 1990) ; exploitation du chantier d'Ungersheim ; signature rapide du contrat de plan Etat-E.M.C. (p. 1991) ;

— **M. Alain Rodet : politique énergétique** : valorisation des atouts énergétiques nationaux ; contrat de plan avec E.D.F. ; politique des Charbonnages ; diversification des approvisionnements ; maîtrise de l'énergie [26 juin 1985] (p. 1992) ;

— **M. Guy Ducoloné : prix des carburants** : libération des prix des produits pétroliers depuis le 31 janvier 1985 [9 octobre 1985] (p. 2844) ; prix du fioul domestique (p. 2845) ;

— **M. Gérard Bapt : S.N.E.C.M.A.** : succès enregistré par la S.N.E.C.M.A. [13 novembre 1985] (p. 4294) ; R.I.T.A. ; regroupement des activités militaires de C.G.E. et de Thomson (p. 4295) ;

— **M. Philippe Bassinet : évolution du nombre de créations d'entreprises en 1985** : rôle des P.M.E. et P.M.I. dans la création d'emplois ; cas des chômeurs créateurs d'entreprises [27 novembre 1985] (p. 4930-4931) ;

— **M. Guy Ducoloné : avenir de la téléphonie française** : projet d'accord entre industriels ; rappelle que le Gouvernement n'est pas hostile à ce projet si les possibilités de marché et les garanties sociales sont renforcées ; nécessité pour la direction générale des télécommunications d'expertiser ce projet de fusion Thomson-C.G.E. [18 décembre 1985] (p. 6342) ;

— **Mme Colette Goeuriot : devenir de la sidérurgie du bassin de Longwy** : incendie dans les cabines des automates et de la régulation des convertisseurs de l'aciérie d'Unimétal à Longwy ; chômage technique ; conditions financières proposées au personnel par la direction d'Unimétal [18 décembre 1985] (p. 6343) ;

— **M. Pierre Jagoret : accord entre A.T.T. et C.G.E.** : plan Trégor ; implantation de l'entreprise Tandberg à Guingamp [18 décembre 1985] (p. 6348) ;

— **M. Jean Lacombe : suppression de l'avance remboursable à E.D.F.** : institution d'une telle avance

par un arrêté du 20 octobre 1977 ; mesures de suppression de ce système ; possibilité de remboursements anticipés pour les personnes en situation sociale difficile ; amélioration du dispositif de tarification de l'électricité ; retour d'E.D.F. à une situation financière équilibrée [18 décembre 1985] (p. 6349).

orales sans débat de :

— **M. François Loncle (n° 785) : prix des carburants** : situation difficile de nombreux distributeurs ; niveau des prix en France par rapport au reste de la C.E.E. ; fluctuations du cours du dollar ; conditions climatiques ; évolution du prix du gazole ; saisine de la commission de la concurrence ; cas du fioul domestique ; température de résistance au froid des carburants [19 avril 1985] (p. 262) ;

— **M. Jean Proriot (n° 869) : suppression d'emplois en Auvergne** : projet de restructuration du groupe Valéo ; réorganisation industrielle de Ducellier ; mise en place par le groupe Valéo de structures de reconversion industrielle ; rôle des équipementiers [21 juin 1985] (p. 1853) ;

— **M. Robert Malgras (n° 875) : situation de la sidérurgie lorraine** : installation des usines de produits plats de Sollac ; avenir du site de Gandrange ; estimation de la Commission de Bruxelles ; aide financière du Gouvernement pour la sidérurgie [21 juin 1985] (p. 1854) ;

— **M. Amédée Renault (n° 874) : dépôts de déchets radioactifs** : nécessité du programme d'implantation de dépôts de déchets radioactifs ; assurance fournie aux élus des communes concernées ; éventualité de la tenue d'un référendum ; autorisation donnée à l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs ; autorisation de procéder à des forages sur le canton de Belabre ; situation du canton de Neuvy-Saint-Sépulchre ; abandon du site de Cholet ; rapport Castaing [21 juin 1985] (p. 1855) ; éventualité d'un référendum local (p. 1856).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur

— **Energie.** — *Discussion générale :* Plan d'indépendance énergétique national ; exportation d'électricité ; contrat de plan signé avec E.D.F. [12 novembre 1985] (p. 4237) ; prix de l'électricité ; commercialisation du charbon ; préférence au charbon national ; aide de l'Etat au charbon ; caractère décentralisé de la gestion des fonds d'industrialisation ; situation dans le Nord-Pas-de-Calais et dans la Lorraine ; diversification des approvisionnements extérieurs ; production nationale de pétrole (p. 4238) ; montant des économies induites par les actions aidées par l'A.F.M.E. ; problème de l'adjonction d'éthanol aux carburants ; diminution des ressources de l'A.F.M.E. ne mettant pas en cause l'exécution des contrats de plan signés avec les régions ; adaptation de l'outil énergétique à la demande ; mise en place d'une nouvelle tranche nucléaire en 1986 (p. 4239) ; mesures de formation et de reconversion en faveur des personnels de G.D.F. et E.D.F. ; prix de l'électricité ; prix du gaz ; prix des carburants ; surcoût des importations énergétiques en raison du renchérissement du dollar (p. 4240).

Répond à la question de :

— **Mme Jacqueline Alquier** : subventions de l'A.F.M.E. à Isoroy pour la réalisation d'une chaudière de combustion de ses déchets ; problèmes de financement (p. 4247) ;

— **M. Serge Charles** : baisse des prix du fioul lourd ; impossibilité technique d'instituer le « tout électrique » en France (p. 4248) ; principaux objectifs de la politique de maîtrise de l'énergie ; stabilité des crédits de l'A.F.M.E. ; influence de la politique de rigueur (p. 4249) ;

— **M. André Duroméa** : baisse de la consommation de produits pétroliers ; situation de la raffinerie C.F.R. ; impossibilité financière d'envisager la constitution d'un système de conversion profonde (p. 4250) ; action du

Gouvernement permettant d'établir un équilibre entre les énergies (p. 4251).

MARCELLIN (Raymond)

*Député du Morbihan
(1^{re} circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur de sa proposition de loi n° 2705 tendant à définir, délimiter et protéger le domaine public maritime naturel [5 juin 1985] (p. 1490).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à définir, délimiter, et protéger le **domaine public maritime naturel (n° 2705)** [23 mai 1985].

Proposition de loi relative à l'organisation de la **défense civile et économique de la nation (n° 3269)** [19 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. *Discussion générale :* programmes d'équipements de la défense civile [22 octobre 1985] (p. 3307); rappel historique de la défense civile; organisation gouvernementale; absence devant les Assemblées du responsable direct du budget du S.G.D.N.; création d'un secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la défense civile; inscription des crédits d'équipement de la défense civile au ministère de la défense nationale et au S.G.D.N.; lenteur des procédures de transfert de crédits (p. 3308); affaiblissement de la thèse de la dissuasion par la notion de défense civile (p. 3309); déclin en autorisations de programme et en crédits de paiement des crédits du programme civil de défense après 1982 (p. 3312).

MARCHAIS (Georges)

*Député du Val-de-Marne
(1^{re} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles [J.O. du 4 février 1986] (p. 1775).

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 février 1986] (p. 1775).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à l'amélioration immédiate du **pouvoir d'achat** des salariés, des préretraités et des familles, et à la mise en œuvre de mesures sociales et de mesures aptes à créer des emplois (n° 3335) [9 janvier 1986].

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs et débat sur cette déclaration (n° 3148).**

Discussion : droits des travailleurs dans l'entreprise; niveau du chômage réel; extension de la pauvreté et accroissement des inégalités sociales; baisse des recettes de la sécurité sociale; caractère apparent de la croissance du pouvoir d'achat de la masse des prestations sociales; inégalités de salaire entre hommes et femmes; inégalités frappant les jeunes; nouvelle citoyenneté dans l'entreprise; caractère limité de l'obligation annuelle de négocier; cas de l'entreprise S.K.F. [3 décembre 1985] (p. 5202); coûts salariaux; cohabitation au niveau des idées entre les socialistes et la droite; volonté de la droite de donner aux patrons la liberté de licencier; déréglementation de la protection sociale; possibilité pour les compagnies d'assurance d'intervenir dans les champs de mutualité (p. 5203); nouvel aménagement du temps de travail; nécessité de mettre en place une politique de croissance de production et des services (p. 5204); volonté de répartir autrement le champ du financement (p. 5205).

MARCHAND (Philippe)

*Député de la Charente-Maritime
(4^e circonscription)
Socialiste*

Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [J.O. du 8 juin 1985] (p. 6376).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2617) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences de juridictions (n° 2651) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7068).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7109).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 2577) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la protection des personnes victimes de diffamation (n° 2693) [27 juin 1985] (p. 2140).

Rapporteur du projet de loi portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale (n° 2964) [3 octobre 1985] (p. 2649).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (intérieur et décentralisation : sécurité) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre de la commission consultative des archives, audiovisuelles de la justice [J.O. du 13 décembre 1985] (p. 14510).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2651) relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2717) [29 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions et tendant à modifier l'article 773 du code de procédure pénale (n° 2853) [26 juin 1985].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951), tome IV : intérieur et décentralisation : sécurité (n° 2988) [9 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2964) portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale (n° 2993) [10 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi adoptée par le Sénat (n° 2693) relative à la protection des personnes victimes de diffamation (n° 3031) [6 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3054), portant réforme de la procédure de l'instruction en matière pénale (n° 3115) [27 novembre 1985].

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 921, posée le 26 novembre 1985 : S.N.C.F. : (atelière : Charente-Maritime) (p. 4924) ; appelée le 29 novembre 1985 : centre ferroviaire de Saintes, électrification de la ligne La Rochelle-Poitiers : importance de l'activité ferroviaire à Saintes ; centre d'apprentissage ; prise en charge partielle par l'Etat de l'électrification de la ligne La Rochelle-Poitiers, afin de permettre la jonction avec le T.G.V.-Atlantique (p. 5039) ; caractère grave de la décision n'envisageant qu'après 1991 l'électrification de cette ligne (p. 5040).

INTERVENTIONS

en qualité de vice-président :

Répond aux rappels de règlement de MM. Gilbert Gantier et Michel Debré : précise que le jeudi est un jour approprié pour discuter du texte relatif à la recherche et au développement technologique [20 juin 1985] (p. 1783).

Répond au rappel au règlement de M. Pascal Clément : estime que l'intervention de M. Jean-Pierre Michel n'est pas un fait personnel [25 juin 1985] (p. 1941).

Répond au rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert : considère que son rappel au règlement constitue une simple observation [25 juin 1985] (p. 1975).

Précise que le règlement et l'usage disposent que les amendements de suppression sont appelés en premier (projet de loi n° 2584 relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs) [4 octobre 1985] (p. 2624).

Demande à M. Jean-Paul Fuchs s'il a une délégation du groupe U.D.F. pour effectuer une demande de scrutin public, lors de la discussion du projet de loi (n° 2733) portant

dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière [10 octobre 1985] (p. 2918-2919).

Précise que les orateurs doivent s'en tenir au texte de leur question (discussion du projet de loi de finances pour 1986, n° 2951) [23 octobre 1985] (p. 3426).

Précise que les originaux des amendements de M. Jean-Louis Masson lui seront rendus (projet de loi (n° 3029) portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales) [22 novembre 1985] (p. 4693).

Lors de l'examen du projet de loi n° 2947 relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral :

Demande à M. Vincent Porelli de préciser le contenu du sous-amendement n° 115 de M. André Duroméa, concernant les activités de commerce et de pêche ; nuance entre la zone de pêche et l'activité portuaire de pêche [22 novembre 1985] (p. 4740).

Précise que le sous-amendement n° 120 présenté par M. André Duroméa à l'amendement n° 40 de la commission a été déclaré irrecevable par le Président de la commission des finances [22 novembre 1985] (p. 4751).

Suggère une nouvelle rédaction de l'amendement n° 102 de la commission (p. 4769).

Répond au rappel de règlement de M. Gilbert Gantier : possibilité pour le Gouvernement d'être représenté par un membre du Gouvernement quelles que soient ses attributions particulières [2 décembre 1985] (p. 5141).

Lors de la discussion du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096) :

Précise qu'il fera « application stricte du règlement » concernant les temps de parole [9 décembre 1985] (p. 5763).

Répond au rappel au règlement de M. Parfait Jans : précise la mission du compte-rendu analytique [9 décembre 1985] (p. 5780).

Répond au rappel au règlement de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : précise que le Gouvernement est maître de l'ordre du jour [9 décembre 1985] (p. 5762).

Répond au rappel au règlement de M. Jean Foyer : propos de M. Foyer ne constituant pas un rappel au règlement [20 décembre 1985] (p. 6524).

En qualité de député :

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601)**

Première lecture, discussion générale : ses observations contre l'exception d'irrecevabilité déposée par M. Jacques Toubon ; motion référendaire présentée pour la première fois devant l'Assemblée nationale sous la V^e République ; sa référence aux propos de M. Jacques Chirac et de M. Alain Peyrefitte concernant l'influence du mode de scrutin sur le fonctionnement des institutions [24 avril 1985] (p. 353) ; sa réponse à l'argumentation défendue par M. Jean Foyer ; non inclusion du mode de scrutin dans la Constitution ; élection du Président de la République au suffrage universel ; modification des modes de scrutin en 1945 et 1958 par voie d'ordonnances ; légitimité du chef de l'Etat procédant du suffrage universel ; scrutin majoritaire et stabilité politique sous la III^e République ; influence de la représentation proportionnelle sur la stabilité gouvernementale en R.F.A. (p. 354) ; inégalités de représentation entre les circonscriptions ; sa référence aux accusations de « magouille et de charcutage » lors de la création de nouveaux cantons ; prise de position de l'opposition lors des élections municipales (p. 355) ; attitude du groupe communiste face à la loi organique ; reconnaissance de l'existence et du rôle des partis politiques ; désignation des candidats par les partis politiques dans le cadre du scrutin majoritaire ; problème de la constitutionnalité d'un mode de scrutin variant suivant la taille du département ; recours à une loi ordinaire permettant au Conseil Constitutionnel de se prononcer ; absence de volonté de la part de la majorité de créer une VI^e République (p. 356).

— **Projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : intérêt suscité par quelques procès dans l'opinion publique ; interdiction de photographier pendant les débats depuis 1954 ; absence de témoignage réel [3 juin 1985] (p. 1380) ; projet limité à la constitution d'archives historiques de la justice ; cas des procès à caractère historique ; utilité de la constitution d'archives pour marquer l'état de la justice ; rapport de M. Braunschweig ; problème de la diffusion directe ou légèrement différée des audiences ; risque de sensationnel dans le choix des images ; conditions d'exploitation des archives historiques ; enregistrement de l'intégralité des débats apparaissant comme une novation dans notre droit et en droit comparé ; caractéristiques essentielles du projet de loi ; non opportunité de permettre le dépôt d'une requête tendant à l'enregistrement du procès ; délai de vingt ans estimé trop long par la commission (p. 1381) ; diffusion ou publication du procès de Klaus Barbie à la télévision (p. 1382).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; **article 2** : son amendement n° 3 (insérant après le premier alinéa de cet article l'alinéa suivant : « 1° A pour le tribunal des conflits, le vice-président ») : adopté ; **article 3** : son amendement n° 4 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots «, dans les cas prévus par l'article 2 (2° à 4°), du ministère public » les mots « du ministère public concerné ») ; cas des juridictions non judiciaires disposant d'un ministère public ; adopté après modification ; son amendement n° 5 (complétant le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « sauf urgence, toute requête est présentée, à peine d'irrecevabilité, au plus tard huit jours avant la date fixée pour l'audience dont l'enregistrement est demandé ») ; fixation d'un délai au-delà duquel toute demande présentée à des fins d'enregistrement est irrecevable (p. 1386) ; adopté ; son amendement n° 6 (substituant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article aux mots « et dans les cas prévus pour l'article 2 (2° et 4°) les mots «, du président de l'audience dont l'enregistrement est envisagé et, s'il y a lieu ») ; audience non présidée par un magistrat ; cas du Conseil des prud'hommes ; adopté après modification ; son amendement n° 7 (autorité donnant l'avis lorsque la commission consultative des archives audiovisuelles de la justice ne peut émettre son avis dans le délai qui lui est imparti) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; **article 6** : son amendement n° 9 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux mots « la juridiction » les mots « le président ») (p. 1387) ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 10 (prévoyant que les enregistrements sont transmis à l'administration des archives de France, responsable de leur conservation, par le président désigné à l'article 6) : adopté ; **article 8** : son amendement n° 11 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 12 (rédigeant ainsi la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article « qu'accorde le président du tribunal de grande instance de Paris ou son délégué, après avoir recueilli les observations des parties ») ; recueil des observations des parties avant d'autoriser la diffusion par le président du tribunal (p. 1388) ; devenu sans objet ; son amendement n° 13 (possibilité d'autoriser la diffusion des audiences du procès avant l'expiration des délais mentionnés) ; impossibilité de ne pas penser à l'affaire Barbie ; retransmission du procès d'Eichmann depuis Israël (p. 1389) ; rejeté (p. 1390) ; **après l'article 9** : son amendement n° 17, à titre personnel (nouvelle rédaction pour l'article 773 du code de procédure pénale ; fourniture par le casier judiciaire national automatisé à l'I.N.S.E.E. de l'identité des personnes ayant fait l'objet d'une privation de leurs droits électoraux) ; allègement de la procédure de travail des greffes ; constitution d'un fichier électoral plus fiable ; difficultés signalées par l'I.N.S.E.E. et par la commission nationale Informatique et libertés ; adopté ; **titre** : son amendement n° 18 (complétant le titre du projet de loi par les mots : « et tendant à modifier l'article 773 du code de procédure pénale ») : adopté (p. 1391).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : accord de la C.M.P. ; opposition des deux chambres concernant l'autorité habilitée à décider de l'enregistrement de l'audience ; principe de la consultation préalable ; délai préalable à la divulgation [27 juin 1985] (p. 2098).

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577)**

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur suppléant : accord de la C.M.P. ; assouplissement du régime des conventions conclues entre la société et l'associé unique ; faculté de constituer une exploitation agricole à responsabilité limitée réservée aux personnes physiques ; capital social de l'exploitation agricole à responsabilité limitée [27 juin 1985] (p. 2103).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : accord sans réserve du groupe socialiste ; politique suivie en matière de police de 1978 à 1981 ; rôle des organisations syndicales ; politique suivie depuis 1981 en matière de recrutement et de formation des policiers ; contrastes entre la gendarmerie et la police nationale ; objectif et justification des engagements financiers du plan de modernisation de la police nationale [10 juillet 1985] (p. 2307) ; contenu du plan de modernisation ; nécessité d'instaurer une véritable police scientifique et technique ; effort de formation permanente et spécifique en faveur des policiers ; nécessité d'une meilleure gestion des corps et des carrières ; nécessité de tirer le meilleur parti de la modernisation ; moralisation des revenus des policiers ; contenu du code de déontologie ; projet s'inspirant d'un certain nombre des propositions de l'opposition (p. 2308).

— **Projet de loi portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale (n° 2964)**

Première lecture, discussion générale : rapporteur : complexité technique du texte ; observations des professionnels ; renoncement aux principes de la collégialité dans son application intégrale ; critiques adressées à l'instruction ; solitude du magistrat instructeur ; maintien de l'indépendance du juge ; distinction de la fonction d'enquête et de la fonction de jugement dans le code d'instruction criminelle de 1808 ; suppression de la chambre du Conseil en 1856 [14 octobre 1985] (p. 2880) ; projet Donnedieu de Vabres visant à introduire une procédure de type accusatoire ; contradiction de ce projet avec la tradition judiciaire française ; choix du juge opéré par le Président de grande instance ; non transformation du statut des magistrats ; secret de l'instruction ; introduction de la collégialité ; garanties concernant l'information ; garantie des justiciables ; sécurité physique du magistrat instructeur ; amélioration de la qualité de l'instruction par le travail en équipe ; répartition des compétences entre la chambre d'instruction et le juge d'instruction ; possibilité pour l'inculpé de demander au juge d'instruction de statuer seul et sur le champ ; décisions concernant la clôture de l'information ; harmonisation du projet avec celui relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales ; entrée en vigueur du projet (p. 2981) opposition de certains magistrats au projet reposant sur des critiques de formes ; nécessité d'éviter que la chambre d'instruction devienne une chambre d'enregistrement des avis du juge d'instruction (p. 2982).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 1 (rédigeant ainsi le début du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 50-1 du code de procédure pénale : « lorsque l'importance ou la complexité... ») ; prise en compte du critère de l'importance ; protection de la sécurité physique des magistrats ; adopté ; **article 5** : son amendement n° 2 (de suppression) ; contradiction de l'article 5 avec le projet de loi sur la simplification des procédures pénales ; adopté (p. 2997) ; **article 8** : son amendement n° 3 (de suppression) ; adopté ; **article 9** : son amendement n° 4 (possibilité pour le conseil de l'inculpé ou de la partie civile de demander à la chambre d'instruction d'être entendu en ses observations) : adopté ; **article 11** : son amendement n° 5 (de rectification) : adopté ; **article 12** : son amendement n° 6 (de suppression) : adopté (p. 2998) ; **article 13** : son amendement n° 27 (complétant le second alinéa de cet article par les mots : « et après avoir recueilli s'il le demande les observations de la partie civile et de son Conseil ») ; équilibre entre les droits du ministère public et les droits de la défense ; adopté ; **article 14** : non automaticité de la collégialité ; problème de l'exécution des mandats (p. 2999) ; son amendement n° 7 (de rectification) : adopté ; **article 16** : son amendement n° 8 (de rectification) (p. 3000) ; adopté ; **article 19** : son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté ; **article 20** :

son amendement n° 11 (de suppression) : adopté (p. 3001) ; **article 23** : son amendement n° 12 (de suppression) : adopté ; **article 26** : son amendement n° 13 (de suppression) : adopté ; **article 27** : son amendement n° 14 (substituant à la fin de la première phrase du texte proposé pour l'article 175-1 du code de procédure pénale aux mots « cinq jours » les mots « dix jours ») ; délais imposés au procureur de la République ou à une des parties pour demander que la décision de clôture soit rendue par la chambre d'instruction ; adopté (p. 3002) ; son amendement n° 15 (de conséquence) : adopté ; **article 35** : son amendement n° 16 (supprimant l'avant dernier alinéa (2°) de cet article) : adopté ; **article 36** : son amendement n° 17 (de rectification) : adopté ; son amendement n° 18 (d'harmonisation) : adopté (p. 3003) ; son amendement n° 19 (d'harmonisation) : adopté ; **article 37** : son amendement n° 20 (de précision) : adopté ; **article 40** : son amendement n° 21 (rédactionnel) : adopté ; **article 43** : son amendement n° 22 (rédactionnel) (p. 3004) ; adopté ; **article 44** : son amendement n° 23 (de précision) : adopté ; **article 45** : son amendement n° 24 (de conséquence) (p. 3005) ; adopté ; **après l'article 46** : son amendement n° 25 (établissement d'un tableau de roulement pour la semaine) : adopté ; **article 47** : son amendement n° 26 (de conséquence) : adopté (p. 3006).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : consensus sur la création des chambres d'instruction ; articles additionnels introduits par le Sénat en vue de permettre à la chambre d'instruction de publier pour l'information du public des communiqués portant sur des éléments de fait recueillis ou sur les actes accomplis au cours de l'enquête ou de l'instruction ; création de 50 emplois d'auditeurs de justice et de 25 emplois de magistrats, recrutés au tour extérieur [2 décembre 1985] (p. 5101).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : loi de modernisation de la police ; palier atteint par la délinquance et la criminalité ; évolution de chaque catégorie d'actes de délinquance classés par catégorie ; répartition géographique de la délinquance ; résultats de la région parisienne ; mise en place des bureaux d'information-sécurité ; ilotage renforcé à Paris ; lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants [13 novembre 1985] (p. 4300) ; lutte contre le terrorisme ; création de l'unité dite R.A.I.D. ; amélioration de l'armement individuel ; moyens de transport ; efforts pour les transmissions ; développement de la police technique et scientifique ; amélioration du recrutement ; situation de la sécurité civile (p. 4301).

MARCUS (Claude-Gérard)

Député de Paris
(8^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants (n° 2731).**

Première lecture, discussion générale : vote positif du groupe R.P.R. ; manque d'efficacité du texte ; Afghanistan figurant parmi les signataires de la convention ; texte émanant des Nations-Unies [21 juin 1985] (p. 1885-1886).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : progression de la masse salariale dans les crédits de la santé ; incorporation des déficits ; continuité de l'Etat ; apparition des nouveaux pauvres [4 novembre 1985] (p. 3834) ; désorganisation de la médecine française ; réforme des études médicales ; départementalisation volontaire ; limitation des embauches ; situation des personnes âgées dans les longs séjours hospitaliers ou les maisons de cure médicale ; réexamen des normes d'encadrement ; lutte contre le S.I.D.A. ; aspects positifs de l'immigration (p. 3835) ; contrôles aux frontières ; conséquences des regroupements familiaux ; validité des titres des séjours constatés lors des mariages ; recensement de 1982 à Paris (p. 3836) ; situation de la compagnie générale de radiologie ; maintien d'une industrie d'imagerie médicale (p. 3854).

— **Projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098).**

Première lecture, discussion générale : transfert à la sécurité sociale de la totalité du financement de la sectorisation ; fin du monopole des centres hospitaliers spécialisés [9 décembre 1985] (p. 5748) ; résultat de la sectorisation ; occupation d'une grande partie des lits de psychiatrie par des personnes âgées semi-valides ou invalides relevant des maisons de cure médicale ; conséquences pour les statuts des personnels ; transfert du financement de la sectorisation sur la sécurité sociale (p. 5749).

Explications de vote : rôle du secteur privé d'hospitalisation psychiatrique ; transfert de charges à la sécurité sociale ; abstention du groupe R.P.R. [10 décembre 1985] (p. 5799).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 3 de la commission (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet amendement, après le mot : « territoriales », à insérer les mots : « des organisations représentatives des établissements hospitaliers publics et privés participant et non participant au service public hospitalier, ainsi que des organisations représentatives des médecins ») [12 décembre 1985] (p. 6135) ; rejeté (p. 6136) ; **après l'article 2** : son amendement n° 19 (respect dans le cadre de l'aide médicale urgente de la liberté de choix du médecin par le patient) : rejeté (p. 6137).

MAS (Roger)

Député des Ardennes
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

MASSAT (René)

Député de l'Ariège
(2^e circonscription)
Socialiste

En remplacement de M. Jean Ibanès, décédé le 29 mars 1985.

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [J.O. du 17 avril 1985] (p. 4514).

MASSAUD (Edmond)

Député du Lot
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : questions : indemnisation des victimes de la sécheresse ; cas des éleveurs ; succession des exploitants familiaux [7 novembre 1985] (p. 4103).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).

Discussion : constitution de la fédération nationale des exploitants agricoles ; évolution des techniques de production ; distinction entre la grande exploitation et l'exploitation familiale ; mise en place de l'E.A.R.L. ; retraite à 60 ans [10 décembre 1985] (p. 5832) ; efforts financiers accomplis pour l'enseignement agricole ; organisation de la production (p. 5833).

MASSE (Marius)

Député des Bouches-du-Rhône
(8^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

MASSION (Marc)

Député de la Seine-Maritime
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

Se démet de son mandat de député le 12 mars 1986 [J.O. du 16 mars 1986] (p. 4468).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (économie, finances et budget : consommation) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) annexe n° 16 : **économie, finances et budget : consommation (n° 2987)** [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Economie, Budget et Finances et Consommation
— *Discussion générale* : Rapporteur spécial : crédits de la consommation ; subventions versées à l'I.N.C. ; mise en place du Conseil national de la consommation ; dépenses en personnel ; missions spécifiques dans le domaine de la consommation ; crédits affectés au soutien des organisations de consommateurs ; importance du budget civil de la recherche et de développement ; actions dans le domaine de la sécurité [13 novembre 1985] (p. 4265) ; informations sur les prix ; création d'une direction générale de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes ; partage des tâches au niveau central ; dimension européenne (p. 4266).

MASSON (Jean-Louis)

Député de Moselle
(2^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [J.O. du 3 juillet 1985] (p. 7478).

Rapporteur de sa proposition de loi (n° 2517) tendant à rénover et à adapter la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat [10 octobre 1985] (p. 2961).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à renforcer la protection de la **langue française (n° 2637)** [18 avril 1985].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la **décentralisation (n° 2659)** [2 mai 1985].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'étudier un plan de modification des **limites des régions (n° 2690)** [20 mai 1985].

Proposition de loi concernant les délais et les modalités de convocation aux **réunions des conseils municipaux (n° 2703)** [23 mai 1985].

Proposition de loi relative à l'égalité des parents divorcés pour l'attribution de la **garde des enfants (n° 2893)** [29 juin 1985].

Proposition de loi tendant à permettre aux personnes mariées d'être assujetties séparément à l'**impôt sur le revenu (n° 2925)** [25 juillet 1985].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête sur le fonctionnement du loto (n° 3065)** [14 novembre 1985].

Proposition de loi tendant à permettre aux associations agréées d'Alsace-Lorraine de bénéficier de tous les avantages des associations reconnues d'utilité publique (n° 3122) [28 novembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Absence de réglementation du stockage de la dioxine** : sa référence à l'accident de Seveso ; absence d'interdiction d'introduction en France des résidus contenant de la dioxine ; utilisation de produits toxiques tels que le pyralène par l'E.D.F. ; explosion d'un transformateur industriel dans un immeuble à Reims ; attitude irresponsable d'E.D.F. et de ses agents ; carence des services de l'environnement ; autorisation à l'importation en France d'ordures prétendument ménagères arrosées de déchets industriels ; utilisation du pyralène uniquement en France ; dépôts sauvages de dioxine sur les décharges publiques [17 avril 1985] (p. 240) ;

— **Adaptation de la loi Royer en matière d'urbanisme commercial** : secret des délibérations des commissions départementales d'urbanisme commercial ; réforme des dispositions contenues dans la loi Royer [5 juin 1985] (p. 1463) ;

— **Achat de charbon par E.D.F. aux houillères nationales** : critique de l'attitude d'E.D.F. envisageant de doubler ses importations en provenance d'Afrique du Sud en raison de la chute de la monnaie sud-africaine [16 octobre 1985] (p. 3115-3116).

orales sans débat :

— n° 765, posée le 9 avril 1985 : **impôt sur le revenu (politique fiscale)** (p. 102) ;

— n° 774, posée le 10 avril 1985 : **état civil (noms et prénoms)** (p. 138) ;

— n° 775, posée le 10 avril 1985 : **prestations familiales (caisse : Moselle)** (p. 138) ;

— n° 788, posée le 19 avril 1985 : **santé publique (produits dangereux)** (p. 274) ;

— n° 801, posée le 25 avril 1985 : **Communautés européennes (politique agricole commune)** (p. 433) ;

— n° 802, posée le 2 mai 1985 : **état civil (noms et prénoms)** (p. 549) ; appelée le 3 mai 1985 : **transmission du nom patronymique** : transmission du nom patronymique de la mère à son enfant interdite en France ; engagement pris en 1981 par le Président de la République de régler cette question ; ses différentes interventions sur ce sujet (p. 563) ; faveur donnée à l'union libre par le Gouvernement actuel (p. 564) ;

— n° 814, posée le 7 mai 1985 : **jeux et paris (paris mutuels)** (p. 624) ;

— n° 815, posée le 7 mai 1985 : **chasse et pêche (office national de la chasse : Moselle)** (p. 624) ;

— n° 825, posée le 14 mai 1985 : **automobiles et cycles (entreprises)** (p. 783) ;

— n° 898, posée le 4 octobre 1985 : **commerce et artisanat (concessions et franchises)** (p. 2705) ;

— n° 903, posée le 11 octobre 1985 : **entreprises (entreprises nationalisées)** (p. 2976) ;

— n° 942, posée le 12 décembre 1985 : **transports (politique des transports : Lorraine)** (p. 6147-6148) ;

— n° 943, posée le 12 décembre 1985 : **impôts et taxes (politique fiscale)** (p. 6148) ;

— n° 944, posée le 12 décembre 1985 : **commerce et artisanat (politique à l'égard du commerce et de l'artisanat)** (p. 6148) ;

— n° 945, posée le 12 décembre 1985 : **minerais et métaux (entreprises : Moselle)** (p. 6148) ;

— n° 946, posée le 13 décembre 1985 : **charbon (prix)** (p. 6190-6191) ;

— n° 958, posée le 9 janvier 1986 : **charbon (politique charbonnière : Lorraine)** (p. 10) ;

— n° 959, posée le 9 janvier 1986 : **jeux et paris (loto)** (p. 10) ;

— n° 960, posée le 9 janvier 1986 : **jeux et paris (loto)** (p. 10) ;

— n° 961, posée le 9 janvier 1986 : **jeux et paris (loto)** (p. 10) ;

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523)**.

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : ses amendements n° 9, 10 et 11 : devenus sans objet ; **article 4** : son amendement n° 12 (documents publicitaires non exclusivement cynégétiques) : rejeté ; son amendement n° 13 (périodiques non cynégétiques) : rejeté [9 avril 1985] (p. 98) .

Son rappel au règlement : détermination des ministres chargés de répondre aux questions orales posées par les parlementaires [3 mai 1985] (p. 564-565).

— **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584)**.

Première lecture, discussion générale : évolution du code civil dans le sens d'une égalisation des droits entre les deux conjoints ; progrès réalisé par la loi de 1965 ; gestion concurrente des biens communs par chacun des époux ; régime spécifique applicable dans les trois départements d'Alsace-Lorraine ; distorsions au détriment des hommes ; inégalités existant au détriment des couples mariés au profit des couples vivant en concubinage [6 mai 1985] (p. 578) ; nom patronymique ; octroi de la garde des enfants en cas de divorce ; situation fiscale des époux ; transmission du nom patronymique en cas de concubinage ; manque de respect du Gouvernement à l'égard du Parlement (p. 579) ; distorsion entre pères et mères pour l'octroi de la garde des enfants ; manque de respect du Gouvernement à l'égard du Parlement (p. 580).

Discussion des articles : **avant l'article 39** : son amendement n° 1 (nom exprimé dans l'acte de naissance pouvant être celui du père ou celui de la mère) ; transmission du nom dans les autres pays européens ; possibilité pour les concubins de transmettre soit le nom du père, soit le nom de la mère (p. 593) ; rejeté (p. 595) ; transmission obligatoire du nom du père ; nécessaire égalité entre le père et la mère dans la transmission du nom ; son sous-amendement n° 36 à l'amendement n° 11 de la commission tendant dans le premier alinéa de cet amendement à substituer aux mots « de l'enfant » les mots « choisissent le nom du père ou celui de la mère comme nom patronymique de l'enfant ; ils ») ; rejeté ; son sous-amendement n° 37 à l'amendement n° 11 de la commission (utilisation du nom d'usage) ; obligation d'utiliser le nom patronymique ; rejeté (p. 596) ; **après l'article 40** : son amendement n° 44 (décision d'octroi de la garde de l'enfant) ; nécessaire égalité devant régner entre les époux lors de la décision d'attribution de la garde d'un enfant (p. 597) ; préjugé selon lequel un enfant est mieux chez sa mère que chez son père ; intérêt de l'enfant : rejeté (p. 598).

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2653)**.

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 2 (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) [9 mai 1985] (p. 675) ; rejeté (p. 676) ; **article 11** — **article L. 247-1 du code forestier** : son amendement n° 3 (tendant à supprimer les trois dernières phrases du dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier) : adopté (p. 682) ; — **article L. 247-2 du code forestier** : son amendement n° 4 (visant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier) : retiré [10 mai 1985] (p. 706) ; **article 12** : son amendement n° 5 (tendant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 248-1 du code forestier à substituer aux mots « dans les conditions prévues pour les plans simples de gestion » la phrase suivante : « un décret en Conseil d'Etat détermine les dispositions d'application du présent article. ») : retiré (p. 708) ; **article 15** : son amendement n° 6 (tendant à compléter le 5^e alinéa de cet article par les mots :

« , compris l'élagage, le débroussaillage et le nettoyage des coupes ») : adopté (p. 710) ; **article 26** : son amendement n° 8 (tendant après les mots « chapitre III du présent titre » à supprimer la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 52-3 du code rural) : retiré (p. 727) ; **article 31** : son amendement n° 10 (composition de la commission communale) : non soutenu (p. 731) ; **article 32** : son amendement n° 11 (tendant à modifier la rédaction prévue pour le dernier alinéa d) de cet article) : non soutenu (p. 732) ; **article 38** : son amendement n° 12 (autorisation administrative de défrichement) : non soutenu (p. 735) ; **après l'article 38** : son amendement n° 13 (cas où l'autorisation de défrichement doit être refusée) : non soutenu ; son amendement n° 14 (travaux de reboisement effectués dans le cadre d'un plan d'aménagement) : non soutenu (p. 736) ; **article 44** : son amendement n° 15 (de suppression) : non soutenu (p. 738) ; **article 45** : son amendement n° 9 (absence de perception de la cotisation lorsque le montant de la taxe due par un redevable pour une année n'excède pas 5 000 F) : non soutenu (p. 740).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1^{er}** : son amendement n° 63 (nouvelle rédaction pour l'article L. 44 du code des pensions civiles et militaires de retraite ; droit à la pension pour le conjoint séparé de corps et le conjoint divorcé) ; son amendement n° 64 (précisant que les conditions d'attribution d'une pension de reversion au conjoint séparé de corps ou divorcé non remarié sont prévues par les régimes de retraites complémentaires obligatoires et facultatifs) ; son amendement n° 65 (nouvelle rédaction pour le premier alinéa de l'article L. 351-2 du code de la sécurité sociale ; divorce prononcé aux torts exclusifs ; divorce prononcé aux torts réciproques) [23 mai 1985] (p. 1106) ; rejetés (p. 1107) ; **après l'article 3** : son amendement n° 57 (prévoyant que les associations ayant leur siège dans l'un des départements d'Alsace-Lorraine pourront demander à être régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 et par les dispositions relatives à la reconnaissance d'utilité publique) (p. 1110) ; rejeté ; son amendement n° 58 (présentation au Parlement d'un rapport sur le bilan comparé des avantages dont bénéficient les couples mariés par rapport aux couples non mariés) : rejeté ; **après l'article 4** : son amendement n° 59 (précisant qu'aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénoms autres que ceux exprimés dans son acte de naissance et que le nom exprimé dans cet acte est celui du père ou de la mère) (p. 1111) ; rejeté ; son amendement n° 60 (possibilité pour les personnes mariées d'effectuer séparément leur déclaration de revenus) : rejeté (p. 1112) ; **avant l'article 11** : son amendement n° 62 (prise en compte de la situation des couples vivant en concubinage, en union libre ou des parents se prélevant isolés pour l'attribution des prestations sociales) : rejeté (p. 1129).

— Projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 7** : son amendement n° 1 (associations composées d'agriculteurs ayant des intérêts complémentaires avec la coopérative agricole) : non soutenu ; son amendement n° 2 (services offerts par la coopérative aux collectivités territoriales) : non soutenu ; son amendement n° 3 (compensation des pertes de recettes) : non soutenu ; son amendement n° 4 (compensation des pertes de recettes) : non soutenu [4 juin 1985] (p. 1449).

— Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 13 (nouvelle rédaction pour le cinquième alinéa de cet article) : retiré [2 octobre 1985] (p. 2599) ; **après l'article 2** : son amendement n° 14 : non soutenu (p. 2603) ; **après l'article 5** : ses amendements n° 15 à 21 : non soutenus (p. 2608).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 2** : son amendement n° 75 (déclarations de revenus séparées par les

personnes mariées) ; fiscalité afférente aux couples mariés, aux personnes vivant en concubinage ; exemples du rapport Sullerot ; utilisation par les concubins de certaines dispositions fiscales leur conférant des avantages considérables ; rejeté ; son amendement n° 76 (bénéfice de la reconnaissance d'utilité publique aux associations ayant leur siège dans les départements d'Alsace-Lorraine) [17 octobre 1985] (p. 3200) ; droits et intérêts des associations déclarées en Alsace-Lorraine ; mesures d'ordre réglementaire nécessaires ; rejeté ; son amendement n° 77 (régime fiscal des associations constituées en Alsace-Lorraine) ; application de la loi de 1908 concernant les avantages de la déclaration d'utilité publique (p. 3201) ; rejeté (p. 3202) ; **article 3** : réduction de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices non distribués ; niveau de l'autofinancement ; problème des actifs minoritaires (p. 3204) ; **après l'article 3** : son amendement n° 78 (remplaçant dans le 1^{er} de l'article 38 *sexdecies* J de l'annexe III du code général des impôts les mots « deux fois la moyenne des résultats » par les mots « 1,5 la moyenne des résultats ») : non soutenu (p. 3208) ; **après l'article 12** : son amendement n° 79 (soumission des travaux de composition, d'impression, d'expédition, de diffusion et de routage des écrits périodiques au taux réduit de la T.V.A.) : rejeté ; son amendement n° 80 (application de plein droit aux suppléments et numéros spéciaux des dispositions législatives réglementaires afférentes aux publications de presse disposant d'un numéro de commission paritaire) : rejeté ; son amendement n° 81 (non assujettissement à la T.V.A. des écrits périodiques à caractère politique distribués gratuitement) (p. 3240) ; rejeté ; son amendement n° 82 (remplaçant le septième alinéa de l'article 72 de l'annexe 3 du code général des impôts par les dispositions suivantes : « 3^e Paraître régulièrement au moins quatre fois par an ») : rejeté ; son amendement n° 83 (précise que les écrits ayant un caractère et une finalité politiques seront considérés comme des publications périodiques) (p. 3241) ; rejeté (p. 3242) ; **après l'article 13** : son amendement n° 84 (exonération des locations d'emplacement de stationnement de véhicules de la T.V.A., lorsqu'elles ne sont pas assorties de prestations) : non soutenu (p. 3244) ; **après l'article 15** : son amendement n° 85 (supprimant dans le 2^e alinéa du I de l'article 81 de la loi de finances pour 1984 les mots « 60 % de ») : non soutenu [18 octobre 1985] (p. 3261).

Deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur

— **Energie** — *questions* : rapport Audibert sur les mines de fer ; contentieux relatif aux tarifs de la S.N.C.F. ; charges indues ; limitation de la compensation des charges d'exhaure ; rapport Corn prévoyant le doublement de la capacité de cokéfaction de Sollac ; non-respect des rapports Audibert et Corn [12 novembre 1985] (p. 4247) ; frais d'exhaure ; projet de regroupement sur le site de Grandange de la production de profilés lourds d'Unimétal et Arbed (p. 4248) ; avenir de l'usine de la S.A.F. (p. 4249).

— Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales (n° 3023).

Première lecture, discussion générale : monopole des pompes funèbres ; institution d'une tutelle financière des départements, des régions et de l'Etat [22 novembre 1985] (p. 4690) ; renforcement du rôle du département ; optimisation du découpage régional ; création d'une cinquantaine de grands départements ou de petites régions ; fonds national de péréquation de la taxe professionnelle ; pompes funèbres ; étendue du monopole (p. 4691) ; niveau excessif des prix ; conditions d'attribution, de renouvellement et de contrôle des concessions ; monopole exercé par la société des pompes funèbres générales ; relations concédants-concessionnaires-usagers ; abus constatés (p. 4692).

Discussion des articles : **après l'article 2** : son amendement n° 37 (diminution de la valeur locative afférente à l'habitation principale des contribuables âgés de soixante-cinq ans et plus) ; demande l'original de l'exposé des motifs (p. 4693) ; rejeté ; son amendement n° 38 (dépôt de dossier pour examen à la Cotorep) ; retard constaté dans le versement des aides ; fonctionnement des Cotorep en Moselle ; rejeté (p. 4694) ; **article 3** : problème des Cotorep ; non prise en compte de l'effort fiscal des communautés urbaines (p. 4695) ; **après l'article 3** : son amendement n° 39 (attribution aux établissements publics et aux groupements de communes de tout ou partie de la taxe professionnelle par

le conseil général) ; création et gestion des zones d'habitation équilibrées par des zones d'aménagement à vocation commerciale, artisanale ou industrielle ; conséquences du processus d'écrêtement sur la taxe professionnelle perçue (p. 4696) ; rejeté (p. 4697) ; **après l'article 8** : son amendement n° 41 (modification aux limites territoriales des communes) ; fusion des communes ; objet de la loi du 16 juillet 1971 ; avantages financiers des communes fusionnées ; rejeté ; **après l'article 9** : son amendement n° 42 (précisant que les travaux d'entretien et de réfection des berges des rivières navigables ou des canaux sont à la charge de la collectivité qui gère la navigation sur les sections concernées) ; dessèchement des marais ; défense contre les eaux ; coordination des différents intervenants (p. 4698) ; rejeté ; son amendement n° 43 (précisant que dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les charges de fabrique comprennent l'entretien du presbytère) ; problèmes spécifiques du droit local d'Alsace-Lorraine ; diminution du nombre des ecclésiastiques ; cas de difficultés entre les communes ; répartition des frais d'entretien d'un presbytère ; retiré (p. 4699) ; **article 20** : retards de paiement des marchés publics de l'Etat et des collectivités locales ; intérêts moratoires ; régime d'intérêts propres aux marchés publics ; trésorerie des entreprises ; contrôle par le comptable public des délais de mandatement des ordonnateurs et de l'allocation des intérêts moratoires (p. 4704) augmentation de cinq jours du délai initial prévu ; **après l'article 20** : son amendement n° 44 (appartenance au conseil municipal dans les communes de plus de 3 500 habitants) ; difficulté posée dans certains conseils municipaux depuis la modification de la loi relative aux élections municipales ; incompatibilités entre parents et alliés ; cas dans les communes de plus de 3 500 habitants ; difficulté pour constituer un ordre du tableau pour des conseillers municipaux élus sur des listes différentes (p. 4705) ; rejeté ; **article 21** : saisine du R.P.R. par certaines organisations professionnelles ; problème des intérêts moratoires ; situation de P.M.E. locales de travaux publics ; **après l'article 21** ; son amendement n° 45 (formation dans chaque arrondissement d'un conseil d'arrondissement composé de conseillers généraux représentant les différents cantons de l'arrondissement) ; suspension des sessions des conseils généraux et des conseils d'arrondissement par la loi du 12 octobre 1940 (p. 4706) ; inopportunité de rétablir des conseils d'arrondissement dans leur état antérieur ; rejeté ; **après l'article 22** : son amendement n° 46 (désignation des représentants d'un département, d'une région ou d'une commune de plus de 3 500 habitants au sein d'un établissement public) ; non création d'un nouvel échelon dans l'organisation administrative ; représentation des minorités dans les organismes extérieurs au Conseil élu d'une collectivité locale ; rejeté (p. 4707) ; **après l'article 23** : son amendement n° 48 (conditions permettant à une personne publique de déclarer un bien immobilier comme étant à l'abandon) ; réalisation de travaux publics ; utilisation de la procédure à l'amiable ; retiré ; son amendement n° 49 (conditions dans lesquelles une personne publique peut déclarer un bien immobilier comme étant à l'abandon) ; menace pour la sécurité publique représentée par certains immeubles laissés à l'abandon ; nécessité d'une procédure rapide ; retiré (p. 4709) ; **article 24** : son amendement n° 50 (participation financière des communes et des groupements de communes au budget des syndicats mixtes) ; rejeté ; **après l'article 24** : son amendement n° 53 (contribution financière des communes au budget des organismes publics dont ces communes ne font pas directement partie) ; adhésion d'une commune à un syndicat de communes ; adhésion indirecte ; rejeté ; son amendement n° 54 (rapport présenté par le gouvernement au parlement sur les conditions d'exercice du service extérieur des pompes funèbres) ; problème des pompes funèbres (p. 4710) ; rejeté ; son amendement n° 55 (pompes funèbres) ; attitude vis-à-vis d'une société en situation de monopole ; rejeté ; **article 25** : son amendement n° 56 (cas où les communes n'assurent pas directement le service extérieur des pompes funèbres) ; fourniture de cercueils (p. 4711) ; rejeté ; son amendement n° 57 (pompes funèbres) ; caractère abusif et même « grotesque » de certaines des dispositions du monopole ; fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires ; rejeté ; **article 26** : modernisation et rénovation de la législation de 1904 (p. 4712) ; consultation d'instances internationales ; faveur donnée à certaines sociétés bénéficiant du monopole dans deux tiers des communes de certains départements ; son amendement n° 58 (cas où la commune du lieu de mise en

bière n'est pas celle du domicile du défunt) : devenu sans objet (p. 4713) ; **après l'article 26** : son amendement n° 59 (application des dispositions de l'article 26 au département d'Alsace-Lorraine) ; conditions d'exercice du monopole ; rejeté ; législation applicable en Alsace et en Moselle ; cas d'un habitant de Meurthe-et-Moselle décédant à Metz (p. 4714).

— **Projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 4** : son amendement n° 10 (incompatibilité des fonctions de maire ou d'adjoint au maire d'une commune de plus de 30 000 habitants et de président de membre du bureau d'un Conseil général ou régional) : non soutenu ; son amendement n° 11 (incompatibilité des fonctions de maire d'une ville chef-lieu d'un département avec celles de président du Conseil régional de la région dont fait partie le département) : non soutenu [27 novembre 1985] (p. 4979) ; **après l'article 6** : son amendement n° 12 (démission d'un conseiller municipal) : non soutenu ; son amendement n° 13 (démission des suivants de liste non élus dans les communes de plus de 3 500 habitants) : non soutenu ; son amendement n° 14 (appartenance au conseil municipal dans les villes de plus de 3 500 habitants) : non soutenu (p. 4981).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 15** : son amendement n° 4 (diminution de la valeur locative afférente à l'habitation principale de chaque contribuable âgé de soixante-cinq ans et plus) : non soutenu ; son amendement n° 5 (précisant que le Conseil général peut décider d'attribuer aux établissements publics ou aux groupements de communes tout ou partie de la taxe professionnelle perçue par le fonds départemental) : non soutenu [11 décembre 1985] (p. 5945).

MASSOT (François)

*Député des Alpes-de-Haute-Provence
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Gustave Ansart et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur le coût d'extraction et d'exploitation du charbon des mines et découvertes françaises (n° 2525) [9 avril 1985] (p. 102).

Rapporteur du projet de loi relatif à Mayotte (n° 2555) [9 avril 1985] (p. 102).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles deux responsables du F.L.N.K.S. Eloi Machoro et Marcel Nonnaro, ont été abattus le 12 janvier 1985 en Nouvelle-Calédonie (n° 2567) [9 avril 1985] (p. 102).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jacques Baumel, tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de fonctionnement, la situation financière de la société de télévision privée de Canal Plus et l'usage fait par celle-ci des fonds publics provenant des actionnaires majoritaires de cette société : entreprises nationales, société d'économie mixte et banques nationalisées (n° 2576) [9 avril 1985] (p. 102).

Rapporteur du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [11 avril 1985] (p. 182).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à renforcer la protection de la langue française (n° 2637) [9 mai 1985] (p. 685).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Rapporteur de la proposition de résolution n° 2614 de MM. Michel Noir et Pierre Weisenhorn tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement, les modalités d'intervention et les avantages économiques de l'Association technique de l'importation charbonnière (A.T.I.C.) [5 juin 1985] (p. 1490).

Rapporteur de la proposition de résolution n° 2647 de MM. Pierre-Bernard Cousté et Jacques Baumel tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attribution des fréquences radiophoniques [5 juin 1985] (p. 1490).

Rapporteur de la proposition de résolution n° 2659 de M. Jean-Louis Masson tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la décentralisation [5 juin 1985] (p. 1490).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [J.O. du 8 juin 1985] (p. 6376).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 12 juin 1985] (p. 6494).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391) [J.O. du 13 juin 1985] (p. 6537).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Louis Masson tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier un plan de modification des limites des régions (n° 2690) [20 juin 1985] (p. 1840).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2617) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre des commissions « ad hoc » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (n° 2905, n° 2906 et n° 2910) [J.O. du 18 juillet 1985] (p. 8134).

Rapporteur de ces commissions [J.O. du 25 juillet 1985] (p. 8624).

Rapporteur de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, soumise à nouvelle délibération (n° 2939) [12 août 1985] (p. 2510).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, soumise à nouvelle délibération (n° 2939) [J.O. du 21 août 1985] (p. 9620).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 21 août 1985] (p. 9620).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Guy Ducloné et plusieurs de ses collègues tendant à la réforme du règlement de l'Assemblée nationale (n° 2716) [10 octobre 1985] (p. 2961).

Rapporteur de sa proposition de loi modifiant l'article L. 254 du code électoral relatif au sectionnement électoral (n° 2903) [10 octobre 1985] (p. 2961).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Bruno Bourg-Broc tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les réformes de la haute fonction publique et les nominations intervenues en ce domaine depuis le 10 mai 1981 (n° 2946) [10 octobre 1985] (p. 2961).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Guy Ducloné et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur les opérations entre la régie Renault et les banques, en particulier américaines, et leurs incidences sur l'emploi et les productions françaises (n° 2950) [10 octobre 1985] (p. 2961).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de faire toute la lumière sur l'attentat contre le bateau « Greenpeace » et de déterminer les responsabilités exactes à tous les niveaux de la hiérarchie militaire et politique (n° 2952) [10 octobre 1985] (p. 2961).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. André Billardon et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de contribuer à la manifestation de la vérité sur l'attentat contre le bateau de « Greenpeace » (n° 2953) [10 octobre 1985] (p. 2961).

Membre de la commission nationale de l'informatique et des libertés [J.O. du 11 octobre 1985] (p. 11833).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Louis Odru et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale afin d'instituer des conditions démocratiques de contrôle des décisions que les représentants gouvernementaux français prennent dans les organes de la Communauté économique européenne (n° 2823) [17 octobre 1985] (p. 3245).

Rapporteur de la proposition de résolution de Mme-Jacqueline Fraysse-Cazalis et de plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles a été effectuée la cession de Creusot-Loire-Entreprise, filiale du groupe Schneider, à l'entreprise d'ingénierie Technip (n° 2957) [17 octobre 1985] (p. 3245).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Alain Madelin tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'établir les conditions dans lesquelles ont été élaborés la convention de concession de service public et le cahier des charges signés par le Gouvernement français et ses partenaires franco-italiens pour l'exploitation d'une cinquième chaîne de télévision hertzienne de dimension nationale, ainsi que d'évaluer les conséquences de cet accord en ce qui concerne en particulier la presse écrite et la création audiovisuelle et cinématographique françaises (n° 3145) [19 décembre 1985] (p. 6501).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2338) de M. Jean-Louis Masson, tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les modalités d'établissement de l'égalité des sexes dans la **transmission du nom patronymique (n° 2599)** [10 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2567) de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les conditions dans lesquelles deux **responsables du F.L.N.K.S., Eloi Machoro et Marcel Nonnaro** ont été **abattus le 12 janvier 1985 en Nouvelle-Calédonie (n° 2600)** [10 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2603) modifiant le code électoral et relatif à l'**élection des conseillers régionaux (n° 2624)** [18 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2525) de M. Gustave Ansart et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur le coût

d'extraction et d'exploitation du **charbon** des mines et découvertes françaises (n° 2642) [24 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2576) de M. Jacques Baumel tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'examiner les conditions de fonctionnement, la situation financière de la société de télévision privée « **Canal Plus** » et l'usage fait par celle-ci des fonds publics provenant des actionnaires majoritaires de cette société : entreprises nationales, sociétés d'économie mixte et banques nationalisées (n° 2643) [24 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'**élection des conseillers régionaux** (n° 2758) [11 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2614) de MM. Michel Noir et Pierre Weisenhorn tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur le fonctionnement, les modalités d'intervention et les avantages économiques de l'**association technique de l'importation charbonnière (A.T.I.C.)** (n° 2763) [12 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2647) de MM. Pierre-Bernard Cousté et Jacques Baumel tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur l'**attribution des fréquences radiophoniques** (n° 2764) [12 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2659) de M. Jean-Louis Masson tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les conditions d'application de la **décentralisation** (n° 2765) [12 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2756), modifiant le code électoral et relatif à l'**élection des conseillers régionaux** (n° 2766) [13 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2811) modifiant le code électoral et relatif à l'**élection des conseillers régionaux** (n° 2841) [26 juin 1985].

Proposition de loi modifiant l'article L. 254 du **code électoral** relatif au sectionnement électoral (n° 2903) [29 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission « *ad-hoc* » chargée d'examiner les **demandes de levée de l'immunité parlementaire de M. Alain Vivien**, député (n°s 2905-2906) (n° 2930) [25 juillet 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la loi sur l'**évolution de la Nouvelle-Calédonie** soumise à **nouvelle délibération** en application de l'article 10, alinéa 2, de la Constitution (n° 2939) (urgence déclarée) (n° 2940) [12 août 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la loi sur l'**évolution de la Nouvelle-Calédonie**, soumise à **nouvelle délibération** en application de l'article 10, alinéa 2, de la Constitution (n° 2942) [20 août 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la loi sur l'**évolution de la Nouvelle-Calédonie** soumise à **nouvelle délibération** en application de l'article 10, alinéa 2, de la Constitution, modifiée par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 2943) [20 août 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale

de la République sur la loi sur l'**évolution de la Nouvelle-Calédonie**, soumise à **nouvelle délibération** en application de l'article 10, alinéa 2 de la Constitution, rejetée par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2945) [20 août 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de résolution (n° 2952) tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée de faire toute la lumière sur l'**attentat contre le bateau de Greenpeace** et de déterminer les responsabilités exactes à tous les niveaux de la hiérarchie militaire et politique et (n° 2953) tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de contribuer à la manifestation de la vérité sur l'attentat contre le bateau de « Greenpeace » (n° 3018) [31 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2950) tendant à créer une **commission d'enquête** sur les **opérations entre la Régie Renault et les banques**, en particulier américaines, et leurs incidences sur l'emploi et les productions françaises (n° 3019) [31 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2946) tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'étudier les **réformes de la haute fonction publique** et les nominations intervenues en ce domaine depuis le 10 mai 1981 (n° 3020) [31 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 2690), tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'étudier un **plan de modification des limites des régions** (n° 3021) [31 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République, sur la proposition de résolution (n° 2957) tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'examiner les conditions dans lesquelles a été effectuée la **cession de Creusot-Loire-Entreprise**, filiale du groupe Schneider, à l'entreprise d'ingénierie Technip (n° 3042) [7 novembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux** (n° 2603).

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (visant dans le premier alinéa de l'article 1^{er} à substituer à la référence « 400 » la référence « 365 ») [26 avril 1985] (p. 506) : réservé ; **article L. 335 du code électoral** : son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; **article L. 336 du code électoral** : son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté ; **article L. 337 du code électoral** : proposition de la commission visant à ce que l'effectif de chacun des conseils régionaux soit le double du nombre de parlementaires élus dans les départements de la région, plus un pour éviter tout nombre pair ; disparités entre départements (p. 507) ; proposition de la commission visant à affecter trois conseillers régionaux à chacun des départements, le surplus étant réparti à la proportionnelle entre les départements (p. 508) ; nombre minimum de cinq conseillers régionaux ; révision du nombre des conseillers régionaux (p. 509) ; son amendement n° 9 (répartition du nombre des conseillers régionaux ; répartition des sièges par département) (p. 511) ; devenu sans objet (p. 512) ; **article L. 338 du code électoral** : cadre départemental retenu pour l'élection des conseillers régionaux ; élection des sénateurs (p. 513) ; éparpillement des voix favorisé par l'absence du seuil ; position du mouvement des radicaux de gauche en Corse ; **article L. 339 du code électoral** : hiérarchie entre les mandats ; âge d'éligibilité ; **article L. 342 du code électoral** : son amendement n° 38 (visant dans le texte proposé pour l'article L. 342 du code électoral à supprimer la référence : « , 3^e ») ; suppression de l'incompatibilité générale prévue par le texte du Gouvernement entre le mandat de conseiller régional et les fonctions des membres des tribunaux administratifs ou des chambres

régionales des comptes ; maintien de l'inéligibilité pour les titulaires de ces fonctions dans la région où ils exercent (p. 514) ; champ d'application de l'incompatibilité ; adopté ; **article L. 347 du code électoral** : nécessaire harmonisation avec la loi relative à l'élection des députés ; nécessité de remplacer le terme « l'emblème » par les termes « l'indication d'un emblème » ; **article L. 348 du code électoral** : son amendement n° 6 (tendant à interdire les candidatures multiples) ; (p. 515) : adopté ; nécessité d'une confiance suffisante entre les personnes constituant une liste ; **article L. 345 du code électoral** (suite) : possibilité pour une personne qui est déjà conseiller régional de se présenter dans le cadre d'une élection partielle ; **article L. 349 du code électoral** : son amendement n° 34 (visant à rédiger ainsi le début du texte proposé pour l'article L. 349 du code électoral : « Le candidat tête de liste ou son mandataire verse entre les mains... ») ; versement du montant du cautionnement au trésorier-payeur général ; adopté ; son amendement n° 7 (tendant à substituer à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 349 du code électoral à la somme « 10 000 F. » les mots « 500 F. par siège à pourvoir ») ; somme de 10 000 F. étant trop élevée pour les départements qui ont peu de conseillers régionaux ; comparaison avec le montant du cautionnement pour les élections à l'Assemblée nationale ; adopté (p. 516) ; **article L. 351 du code électoral** : impossibilité pour le Conseil d'Etat de statuer dans les deux jours ; problème du défaut de décision du Conseil d'Etat ; après l'article L. 356 du code électoral : composition de la commission de contrôle (p. 517) ; organisation de la campagne des législatives ; **article L. 358 du code électoral** : son amendement n° 35 (conséquences des candidatures multiples) ; adopté ; **article L. 363 du code électoral** : son amendement n° 8 (visant dans le texte proposé pour l'article L. 363 du code électoral à insérer les mots « dans ce département » après les mots « nouvelles élections ») : adopté ; amendement n° 1 précédemment réservé : adopté ; **après l'article 1^{er}** : son amendement n° 39 (incompatibilité applicable au mandat de conseiller général) ; absence d'incompatibilité entre le mandat de conseiller général et les fonctions de membre des tribunaux administratifs et des chambres régionales des comptes ; adopté (p. 518) ; **après l'article 5** : son amendement n° 40 (incompatibilité entre les fonctions de membre du bureau d'un Conseil régional avec celles de membre du bureau d'un Conseil général) ; limitation du cumul des mandats ; délai d'option : rejeté (p. 519) ; **après l'article 8** : son amendement n° 36 (date d'entrée en vigueur des dispositions du code électoral relatives aux incompatibilités des conseillers régionaux) : adopté (p. 520).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : principe de l'élection au suffrage universel ; instauration de la représentation proportionnelle ; introduction par le Sénat d'un scrutin à un tour ; cas des régions composées de deux départements ; entrée des conseillers régionaux dans le collège des électeurs sénatoriaux ; problème du cumul des fonctions dans les départements d'outre-mer ; extension des dispositions relatives aux sondages d'opinion aux élections régionales [13 juin 1985] (p. 1678-1679).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son sous-amendement à titre personnel n° 5 à l'amendement n° 4 du Gouvernement (substituant aux lignes « Alpes de Haute-Provence 4, Hautes-Alpes 4 », les lignes « Alpes de Haute-Provence 5, Hautes-Alpes 5 » et à la ligne « Provence, Alpes-Côte-d'Azur » substituer le nombre 119 au nombre 117) ; attribution d'un préciput d'un conseiller régional par département ; différence de population entre les départements de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur ; rejeté ; son amendement n° 1 (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 338 du code électoral les mots « à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne » après les mots « au scrutin de liste ») (p. 1685) : adopté ; son amendement n° 2 (supprimant les 2^e et 3^e alinéas du texte proposé pour l'article L. 338 du code électoral) : adopté ; **article 1^{er} bis A** : son amendement n° 3 (de suppression) ; incompatibilité entre les fonctions de membre de bureau de Conseil régional et de membre de bureau de Conseil général dans les D.O.M. ; adopté (p. 1686).

— Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).

Deuxième lecture, discussion des articles. Rapporteur suppléant : **article 1** : transformation de Saint-Pierre-et-Miquelon en collectivité territoriale à statut particulier [13 juin

1985] (p. 1676) ; **article 12** : mise en annexe du code électoral des dispositions antérieures restant applicables pour les élections au scrutin uninominal ; **après l'article 13** : institution d'une ou plusieurs commissions chargées de veiller à la régularité de la composition des bureaux de vote et des opérations de vote (p. 1678).

— Nouvelle délibération de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2939).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : nombre des conseillers territoriaux en Nouvelle-Calédonie ; article 10 de la Constitution ; écart de représentativité entre les différentes régions [12 août 1985] (p. 2486-2487).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : rappelle que M. Jacques Lafleur a déposé lors d'une séance précédente un amendement identique à celui de M. Claude Labbé prévoyant que les populations se prononceraient par voie de référendum sur l'appartenance du territoire à la République française (p. 2501) ; **article 4** : augmentation du nombre de conseillers pour Nouméa (p. 2504).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : article 23 de la loi organique ; validation par le Conseil constitutionnel du texte relatif à l'évolution de la Nouvelle-Calédonie à l'exception de l'alinéa 2 de l'article 4 ; augmentation par le Sénat du nombre des représentants de la région Sud ; différence de représentation entre les régions [20 août 1985] (p. 2522).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (précisant que les populations intéressées de Nouvelle-Calédonie seront appelées à se prononcer au plus tard le 31 décembre 1987 sur l'accession du territoire à l'indépendance en association avec la France) : adopté ; **article 2 bis** : son amendement n° 2 (de suppression) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 3 (définition de la région Centre et de la région Sud) [20 août 1985] (p. 2535) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 4 (précisant le nombre des membres de chaque Conseil de région) : adopté ; **article 6** : son amendement n° 5 (substituant à la date du 31 janvier 1989 la date du 31 janvier 1988) : adopté (p. 2536) ; **article 7** : son amendement n° 6 (substituant à la date du 1^{er} juillet 1988 la date du 1^{er} juillet 1987) : adopté ; **article 8** : son amendement n° 7 (précisant que les dispositions du titre I^{er} du code électoral sont applicables à l'élection des conseils de région du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances) : adopté ; **article 9** : son amendement n° 8 (compétence du haut commissaire pour procéder par arrêté aux déplacements d'un ou de plusieurs bureaux de vote) : adopté ; **article 10** : son amendement n° 9 (conditions d'inscription sur les listes électorales) (p. 2537) : adopté ; **article 11** : son amendement n° 10 (déroulement des opérations de vote) : adopté ; **article 13** : son amendement n° 11 (compétence du haut commissaire pour décider que le dépouillement s'effectuera dans un autre lieu que le bureau de vote) : adopté (p. 2538) ; **article 15** : son amendement n° 12 (précisant que la Haute autorité de la communication audiovisuelle désigne un représentant pour le territoire) : adopté ; **article 19** : son amendement n° 13 (création dans chaque région d'un Conseil consultatif coutumier) : adopté ; **article 21** : son amendement n° 14 (compétence du Conseil de région pour voter le budget et approuver les comptes de la région) : adopté ; **article 22** : son amendement n° 15 (précisant que les autorités régionales exercent les compétences attribuées au territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances par l'article 4 de la loi du 6 septembre 1984) : adopté ; son amendement n° 16 (précisant que les autorités régionales mènent toute action d'intérêt régional) : adopté (p. 2539) ; **article 24** : son amendement n° 17 (application des dispositions de la loi du 6 septembre 1984 au congrès du territoire) : adopté ; **article 26** : son amendement n° 18 (institution d'un Conseil exécutif auprès du haut commissaire) : adopté ; **article 27** : son amendement n° 19 (rappel des mesures que le Gouvernement est autorisé à prendre par ordonnances en vertu de l'article 38 de la Constitution) : adopté ; **article 28** : son amendement n° 20 (substituant aux mots « quatre-vingt dix jours » les mots « soixante jours ») : adopté ; **article 29** : son amendement n° 21 (précisant qu'il est mis fin aux fonctions des membres du gouvernement du territoire à compter de la date de publication du décret visé à l'article précédent) : adopté ; **article 31** : son amendement n° 22 (abrogation de toutes les dispositions contraires à la présente loi) : adopté (p. 2540).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur : propose au nom de la commission l'adoption en lecture définitive du dernier texte adopté par l'Assemblée nationale [20 août 1985] (p. 2547-2548).

MATHIEU (Gilbert)

Député de la Côte-d'Or
(4^e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584).**

Première lecture, discussion générale : projet conférant à chaque époux les mêmes pouvoirs d'administration sur l'ensemble des droits communs ; risques d'actes contradictoires étant plus théoriques que réels ; conséquence de la réforme sur les règles du passif ; extension des droits des créanciers ; régime restrictif de l'emprunt et du cautionnement ; risques en cas de séparation de fait ; règles des pouvoirs ; opposabilité au tiers du report de la dissolution ; créances entre époux séparés de biens [6 mai 1985] (p. 581) ; participation aux acquêts ; vente entre époux ; société entre époux ; droits transitoires ; administration légale des biens des enfants (p. 582).

Discussion des articles : **article 10 :** son amendement n° 38 (visant dans la première phrase du texte proposé pour l'article 1425 du code civil à insérer après les mots « industriel ou artisanal » les mots « ou à usage d'habitation ») ; nécessité d'une signature commune des deux époux pour les baux relatifs à des locaux à usage d'habitation ; retiré (p. 588) ; **article 14 :** son amendement n° 39 (visant à compléter le texte proposé pour l'article 1435 du code civil par les mots « et avant la dissolution de la communauté ») : rejeté (p. 589) ; **article 21 :** son amendement n° 40 (visant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots « de la dette, celle-ci pouvant être réclamée avant la dissolution de la communauté ») ; généralisation de la dette en valeur ; retiré (p. 590) ; **article 41 :** son amendement n° 41 (visant à remplacer l'article 818 du code civil par la disposition suivante : « un époux ne peut procéder au partage des biens échus à l'autre et tombés en communauté ») ; abrogation de l'article 818 permettant le partage par un seul des époux des biens autres que ceux visés à l'article 1424 et tombés en communauté du chef de l'autre ; rejeté (p. 598) ; **article 51 :** son amendement n° 42 (suppression de cet article) : retiré ; **article 52 :** son amendement n° 43 : devenu sans objet (p. 600).

Explications de vote : abstention du groupe U.D.F. (p. 601).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 10 :** conclusion d'un bail d'habitation d'une certaine durée ; exigence par la loi de 1965 de l'accord du conjoint pour les baux ruraux et commerciaux ; signature des deux époux sur les déclarations de revenu ; cas d'époux séparés décidant de louer un appartement ou un local [3 octobre 1985] (p. 2623) ; **article 16 :** son amendement n° 9 : devenu sans objet (p. 2624).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale :* questions ; reniement des engagements relatifs au rattrapage complet en cours de législation ;

situation des veuves de guerre ; suppression d'emplois dans le ministère et dans les services ; cas des postes d'inspecteurs généraux ; suppression des postes de médecins inspecteurs [22 octobre 1985] (p. 3334).

Postes et télécommunications. — *Discussion générale :* questions : endettement des P.T.T. ; prélèvement du budget général sur le budget annexe des P.T.T. [24 octobre 1985] (p. 3498).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* chute du revenu des agriculteurs ; quotas laitiers ; assouplissement des contingents d'importation de beurre néo-zélandais ; cas des producteurs de viande [7 novembre 1985] (p. 4068) ; aides accordées aux agriculteurs victimes de la sécheresse (p. 4069).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).**

Discussion : inexistence de la France à Bruxelles ; mauvaise préparation de l'élargissement ; rupture des stocks ; dates d'option pour le passage au réel ; règles concernant les G.A.E.C. ; revenus des agriculteurs [10 décembre 1985] (p. 5829) ; retraite à soixante ans (p. 5830).

MATHUS (Maurice)

Député de la Saône-et-Loire
(5^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

MAUGER (Pierre)

Député de la Vendée
(3^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863) [J.O. du 12 juillet 1985] (p. 7892).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (défense : section commune) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947) [J.O. du 18 décembre 1985] (p. 14753).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 3097) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15039).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome II : défense : section commune (n° 2990) [91 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Liaison maritime entre l'île d'Yeu et le continent :** interruption de la liaison maritime entre l'île d'Yeu et le continent ; travaux de dragage [22 mai 1985] (p. 1017).

orale sans débat :

— **n° 787** : posée le 19 avril 1985 : **enseignement secondaire (établissements : Vendée)** (p. 274) ; appelée le 26 avril 1985 : **collège Savary-de-Mauléon aux Sables d'Olonne** : état de vétusté et d'insécurité des bâtiments de ce collège ; nécessité de débloquent des crédits pour les études précédant la construction d'un nouveau C.E.S. (p. 450-451).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche maritime (n° 2579).**

Première lecture, discussion générale : intégration des règlements communautaires dans l'ensemble juridique de la réglementation française des pêches maritimes ; « Europe Bleue » ; montant des amendes ; possibilité de suspension ; pratique des contrôles ; exercice à titre non professionnel de la pêche à pied [16 avril 1985] (p. 214) ; situation économique des marins pêcheurs ; projet de loi sur le littoral (p. 215).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 14 (visant à insérer dans la 2^e phrase du texte proposé pour l'article 5 du décret du 9 janvier 1852 après les mots « à titre professionnel » les mots « ou non ») ; pêche à pied non professionnelle et non contrôlée ; retiré (p. 219).

— **Projet de loi relatif aux actes et jugements déclaratifs de décès des personnes mortes en déportation (n° 2613).**

Première lecture, discussion générale : dimension du phénomène concentrationnaire à l'échelle de la France ; hommage rendu aux victimes du nazisme [7 mai 1985] (p. 622-623).

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion générale : situation de la forêt vendéenne ; déficit de la filière bois ; attribution des aides nouvelles rendant plus difficile l'investissement à long terme ; formules retenues pour les regroupements [9 mai 1985] (p. 647).

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2852).**

Première lecture, discussion générale : importance de la mutualité ; désuétude de la législation en vigueur ; reconsidération et clarification de la fonction mutualiste ; protection de l'identité de la mutualité ; reconnaissance de la responsabilité civile des mutuelles au niveau de leur action quotidienne ; maintien du visa de l'autorité administrative pour emprunter ; reconnaissance du fait mutualiste ; élargissement des capacités d'action de la mutualité ; développement de nouvelles formes d'action sociale ; problème de la création des œuvres sanitaires et sociales ; maintien de l'autorisation administrative pour l'implantation des centres mutualistes [28 mai 1985] (p. 1202).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : souligne que le projet de loi renferme une manipulation [29 mai 1985] (p. 1277).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale* : donne communication de l'intervention de M. Xavier Deniau [22 octobre 1985] (p. 3309-3310).

Anciens combattants et victime de guerre. — *Discussion générale* : refus de régler le problème du rapport constant ; intégration de l'indemnité de résidence et de l'indemnité spéciale ; bénéfice de la campagne double pour les anciens d'Afrique du Nord ; nécessité d'accorder aux veuves d'anciens combattants la qualité de ressortissant de l'Office national ; extension de cette disposition aux orphelins majeurs ; situation des ayants droit et des veuves de guerre [22 octobre 1985] (p. 3326) ; crédits affectés à l'Office

national des anciens combattants ; pathologie des anciens d'Afrique du Nord ; retraite mutualiste (p. 3327).

Mer. — *Discussion générale* : attitude des navires espagnols ; rentabilité des navires ; problème des retraites [23 octobre 1985] (p. 3366) ; société nationale de sauvetage en mer ; extension à l'achat des équipements des subventions accordées actuellement à la construction des navires ; moyens de communication entre l'île d'Yeu et le continent (p. 3367).

Urbanisme, logement et transports. I — Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions* : amputation du 0,9 % logement ; non allègement des charges payées par les entreprises ; mépris des procédures de concertation [30 octobre 1985] (p. 3735).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions* : situation de l'association départementale des aides à domicile en milieu rural ; association d'aides ménagères ; situation en Vendée [4 novembre 1985] (p. 3873).

Défense. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : montant et répartition des crédits ; direction des applications militaires ; dissuasion nucléaire ; force océanique stratégique ; service de santé des armées [8 novembre 1985] (p. 4153) ; service de santé des armées ; retraités militaires (p. 4154).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion générale : diversité des sujets traités dans le projet de loi ; suppression des forclusions applicables à l'accueil des demandes de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre [10 décembre 1985] (p. 5794) ; proposition de loi R.P.R. (p. 5795).

— **Projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Deuxième lecture, explications de vote : projet limitant la liberté de choix des électeurs [19 décembre 1985] (p. 6425).

MAUJOUAN DU GASSET (Joseph-Henri)

Député de la Loire-Atlantique

(4^e circonscription)

U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

QUESTIONS**orales sans débat :**

— **n° 760**, posée le 2 avril 1985 : **mutualité sociale agricole (assurance vieillesse)** (p. 53) ;

— **n° 761**, posée le 2 avril 1985 : **politique économique et sociale (généralités)** (p. 53) ;

— **n° 771**, posée le 9 avril 1985 : **politique économique et sociale (généralités)** (p. 103) ; appelée le 12 avril 1985 : **développement économique de l'ouest de la France** : abandon de l'ouest de la France ; politique des pôles de conversion ; remise en cause de la politique nationale d'aménagement du territoire (p. 188) ; centrale nucléaire au Carnet ; politique des quotas laitiers ; taux de chômage ; mesures de compensation (p. 189) ; dynamique démographique de l'ouest vécue comme un handicap (p. 190) ;

— **n° 806**, posée le 2 mai 1985 : **agriculture (aides et prêts)** (p. 550) ; appelée le 3 mai 1985 : **coût de l'énergie en agriculture** : coûts de production représentés par les dépenses en énergie ; situation en Hollande concernant le chauffage des serres ; apparition d'une distorsion de concur-

rence ; handicap apparaissant particulièrement lourd pour les pays de Loire ; suggestions faites par les professionnels en matière fiscale et de contrôle des prix (p. 561) ;

— n° 908, posée le 14 novembre 1985 : **femmes (veuves)** (p. 4397) — appelée le 22 novembre 1985 : **politique en faveur des veuves** : XI^e congrès national de la F.A.V.E.C. (Fédérations des associations de veuves chefs de famille) ; problème du règlement des successions et des droits propres ; aide au reclassement professionnel (p. 4673).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745)**.

Première lecture, explications de vote : poids de l'effort de recherche pour les entreprises ; absence du groupe U.D.F. [28 juin 1985] (p. 2196).

Son rappel au règlement : prise en otage des passagers du paquebot italien Achille Lauro [8 octobre 1985] (p. 2769).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951)**.

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : situation de la viande de bœuf en France ; exploitation agricole à responsabilité limitée ; appellations d'origine contrôlée [7 novembre 1985] (p. 4070).

MAYOUD (Alain)

*Député du Rhône
(9^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (redéploiement industriel et commerce extérieur : commerce extérieur) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle incluant le mode de scrutin pour les élections législatives dans la Constitution (n° 2615) [17 avril 1985].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome XV : redéploiement industriel et commerce extérieur : commerce extérieur (n° 2992)** [9 octobre 1985].

Proposition de loi relative à l'acquisition de la nationalité française et au retour dans le pays d'origine (n° 3068) [14 novembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Préoccupations des anciens combattants** : préparation du budget des anciens combattants pour 1986 ; nécessaire attribution du bénéfice de la campagne double à tous les ressortissants d'Afrique du Nord ; pathologie des anciens combattants d'Afrique du Nord ; contentieux concernant le rattrapage des pensions [5 juin 1985] (p. 1467).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741)**.

Discussion : présence massive de différentes communautés étrangères correspondant à la période d'expansion économique ; réforme de la carte de séjour ; mise en œuvre de mécanismes susceptibles de favoriser une intégration effec-

tive ; création des conseils facultatifs de communautés étrangères ; mise en place des mesures d'incitation au retour ; effort en matière de formation [6 juin 1985] (p. 1504) ; soutien économique aux économies locales ; cas des immigrants turcs en Allemagne ; exclusion automatique des immigrants clandestins ; modification de certaines dispositions du code de la nationalité française ; existence d'un seuil de tolérance ; problème posé par la « seconde génération » (p. 1505) ; prise en compte de la dimension démographique ; droit de vote des immigrés (p. 1506).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951)**.

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : baisse de ce budget ; absence de redéploiement des crédits en faveur de la modernisation des exploitations ; industries agricoles et alimentaires ; contrats de plan Etat-Région ; installation des jeunes agriculteurs [7 novembre 1985] (p. 4048) ; charge de bonification ; enseignement et formation ; baisse de la population agricole ; effets de l'élargissement de la C.E.E. ; nécessité de la création d'une communauté méditerranéenne ; impératif de modernisation des exploitations et de l'outil de production (p. 4049).

Redéploiement industriel et commerce extérieur — Energie. — *Discussion générale* : Rapporteur pour avis : persistance du déficit extérieur ; répartition sectorielle et géographique des échanges extérieurs de la France ; évolution du taux de pénétration étrangère ; caractère excessif du montant de l'aide aux grands contrats ; résultats de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur ; insuffisance des crédits [12 novembre 1985] (p. 4207).

MAZOIN (Roland)

*Député de la Haute-Vienne
(2^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (redéploiement industriel et commerce extérieur : commerce extérieur) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 33 : redéploiement industriel et commerce extérieur : commerce extérieur (n° 2987)** [21 novembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Visite du Président Reagan à un camp de déportés et à un cimetière de SS** : sa référence au massacre d'Oradour-sur-Glane ; son appel pour une réconciliation des peuples sans haine et sans oubli [24 avril 1985] (p. 334).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951)**.

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 9** : son amendement n° 25 (supprimant le paragraphe 2 de cet article) (p. 3235) ; rejeté (p. 3236) ; **après l'article 12** : son amendement n° 28 (précisant que l'exclusion prévue au présent article n'est pas applicable aux attributions de combustibles aux personnels des houillères nationales) (p. 3242) ; rejeté (p. 3243) ; **après l'article 15** : son amendement n° 31 (exonération de la T.I.P.P. pour le fioul domestique utilisé dans la production agricole) [18 octobre 1985] (p. 3259) ; rejeté (p. 3260).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions* : situation des éleveurs bovins et ovins ; marchandage avec la Nouvelle-Zélande ; indemnisation des victimes de la sécheresse [7 novembre 1985] (p. 4092-4093).

Redéploiement industriel et commerce extérieur — Energie. — *Discussion générale* : Rapporteur spécial : justification extérieure de la politique d'austérité menée par le Gouvernement [12 novembre 1985] (p. 4204) ; caractère conjoncturel du redressement des comptes extérieurs ; liaison entre la consommation et les importations ; nécessité de diminuer le montant des aides publiques ; nécessité d'accroître l'efficacité des aides sociales et fiscales ; nécessaire diminution de la rentabilité des capitaux financiers spéculatifs ; situation de la filière cuir ; montant et répartition des crédits budgétaires affectées à la politique du commerce extérieur ; rôle du Centre français du commerce extérieur ; (p. 4205) ; rôle du Comité français des manifestations économiques à l'étranger (p. 4206).

MEDECIN (Jacques)

*Député des Alpes-Maritimes
(2^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article 194 du code général des impôts afin que le **quotient familial** soit augmenté d'une part entière au lieu d'une demi-part pour chaque enfant à partir du **3^e (n° 2708)** [23 mai 1985].

Proposition de loi relative à la **réparation des dommages subis par les personnes physiques et morales françaises dépossédées de biens sis dans les territoires d'outre-mer ayant relevé de la souveraineté**, du protectorat ou de la tutelle de la France (**n° 3253**) [19 décembre 1985].

MEHAIGNERIE (Pierre)

*Député d'Ille-et-Vilaine
(3^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS**au Gouvernement :**

— **Organisation des travaux parlementaires** : demande d'organisation de trois débats au cours de la session : emploi et chômage, immigration, problèmes de pauvreté et de régression sociale [3 avril 1985] (p. 64) ; inquiétude des Français (p. 65).

— **Situation des réfugiés cambodgiens** : menace du gouvernement thaïlandais d'expulser 240 000 réfugiés cambodgiens ; mesures que la France entend prendre [22 mai 1985] (p. 1010).

MELICK (Jacques)

*Député du Pas-de-Calais
(9^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS**— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

Discussion générale : questions : inadaptation des péniches au trafic proposé ; programme de la région Nord-Pas-de-Calais pour la construction d'automoteurs de 855 m³ ; nombre des bateliers âgés ; mise en œuvre d'un plan social [24 octobre 1985] (p. 3467) ; régionalisation des voies d'eau (p. 3468).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale* : importance du secteur économique du commerce ; création d'un statut du conjoint ; création de l'E.U.R.L. ; utilisation de la micro-informatique par 1 % des commerçants ; généralisation de la carte à mémoire ; inégalité entre les commerces dits « traditionnels » et la grande distribution ; opérations « commerce 90 » conduite à l'initiative de M. Bockel ; création d'une association « Béthune métropole 85 » [28 octobre 1985] (p. 3564) ; introduction des technologies avancées ; mutations du secteur commercial en collaboration avec les chambres de commerce et d'industrie (p. 3565).

MENGA (Joseph)

*Député de la Seine-Maritime
(6^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi modifiant diverses dispositions du code de procédure pénale et du code de la route et relatif à la police judiciaire (n° 2786) [25 juillet 1985] (p. 2458).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, soumise à nouvelle délibération (n° 2939) [J.O. du 21 août 1985] (p. 9620).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13811).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2786) modifiant diverses dispositions du code de procédure pénale et du code de la route et relatif à la **police judiciaire (n° 2984)** [8 octobre 1985].

QUESTIONS**au Gouvernement :**

— **Travaux d'utilité collective** : retard apporté dans le mandatement des rémunérations des T.U.C. [22 mai 1985] (p. 1017).

INTERVENTIONS**— Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : absence de mode de scrutin idéal ; défense du principe de la proportionnelle par certains membres de l'opposition ; scrutin majoritaire

n'apparaissant pas comme un des piliers de la solidité des institutions ; effet amplificateur du scrutin majoritaire ; réalité de la bipolarisation ; rejet de la radicalisation de la vie politique ; proportionnelle constituant un facteur d'équilibre [25 avril 1985] (p. 413).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : contenu du projet de modernisation de la police ; unanimité rencontrée au sein des personnels de police ; nécessité d'une prévention de la délinquance ; pratique de l'ilotage ; nécessité de décharger les fonctionnaires de police des tâches indues ; nécessaire informatisation des tâches répétitives ; situation dans la ville du Havre ; nécessité d'un rapprochement de la police avec la population ; nécessité d'un code de déontologie [10 juillet 1985] (p. 2339).

— **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code de procédure pénale et du code de la route et relatif à la police judiciaire (n° 2786).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : prévention et réduction de la petite et moyenne délinquance ; polices municipales ; organisation de la police judiciaire ; extension de la qualification d'agent de police judiciaire à tous les personnels en tenue de la police nationale ; politique de formation ; objectif d'amélioration de l'efficacité de la police ; mission de prévention [9 octobre 1985] (p. 2880) ; protection des libertés des citoyens (p. 2881).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 1 (complétant l'avant dernier alinéa du texte proposé pour l'article 18 du code de procédure pénale par les mots « le procureur de la République territorialement compétent en est informé par le magistrat ayant prescrit l'opération ») ; adopté ; **article 3 :** son amendement n° 2 (référence aux personnels en tenue des services actifs de la police nationale titulaires depuis au moins trois ans) (p. 2886) ; nécessité d'un minimum d'ancienneté : adopté ; son amendement n° 3 (de précision) : adopté (p. 2887) ; **article 5 :** son amendement n° 4 (référence à l'officier de police judiciaire responsable) : adopté ; **après l'article 5 :** son amendement n° 5 (référence aux officiers de police judiciaire et sous le contrôle de ceux-ci aux agents de police judiciaire) ; possibilité pour les officiers de police judiciaire de contrôler les enquêtes préliminaires effectuées par les agents de police judiciaire : adopté ; **article 6 :** son amendement n° 6 (référence aux fonctionnaires affectés à une circonscription territoriale ne dépassant pas le ressort de la Cour d'appel) ; extension au ressort de la Cour d'appel de la limite de la circonscription territoriale dans laquelle doivent être affectés les commandants et les officiers de paix ayant la qualité de police judiciaire : adopté ; son amendement n° 7 (substituant aux mots : « sans préjudice de l'application de » les mots « dans les conditions fixées par » dans le deuxième alinéa du paragraphe I de l'article 6) ; application aux commandants et officiers de paix n'ayant pas obtenu la qualité d'officier de police judiciaire, des conditions de droit commun de l'article 20 du code de procédure pénale : adopté ; son amendement n° 8 (de coordination) (p. 2888) ; adopté ; son amendement n° 9 (de conséquence) : adopté (p. 2889).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* questions : réduction de notre flotte ; système de la bonification de prêts [23 octobre 1985] (p. 3378).

Justice. — *Discussion générale :* progression des crédits du ministère de la justice ; prévention de la délinquance ; problème de l'incarcération des mineurs ; budget de l'éducation surveillée [5 novembre 1985] (p. 3894).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 26 :** son amendement n° 36 (possibilité pour un adhérent d'un syndicat de commune de se retirer du groupement) ; retrait d'une commune d'un syndicat dont elle est membre ; modification par le Conseil syndical à la majorité simple des conditions initiales de fonctionnement du syndicat ; pouvoir de décision des communes ; condition de

population ; adopté après modification [22 novembre 1985] (p. 4716).

MERCIECA (Paul)

*Député du Val-de-Marne
(3^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes (n° 2393) [J.O. du 14 juin 1985] (p. 6584).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863) [J.O. du 12 juillet 1985] (p. 7892).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912) [J.O. du 27 juillet 1985] (p. 8571).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (taxes parafiscales) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités du cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012) [J.O. du 6 décembre 1985] (p. 14200).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à accorder une demi-part supplémentaire aux **contribuables mariés** exerçant chacun une activité salariée et ayant au moins un enfant à charge (n° 2889) [29 juin 1985] ;

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 52 : taxes parafiscales (n° 2987) [9 octobre 1985] ;

Proposition de loi tendant à démocratiser et à rapprocher de l'échelon local les décisions prises en matière d'**attribution des logements locatifs financés avec l'aide de l'Etat** et à donner la priorité d'attribution aux candidats résidant ou travaillant dans la commune où sont implantés ces logements (n° 3069) [14 novembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Intervention de la police contre les travailleurs de l'usine S.K.F. d'Ivry :** responsabilité assumée par le Gouvernement dans la décision de faire usage de la

force ; pratiques de la direction du groupe suédois ; demande le retrait des C.R.S. et l'ouverture de négociations [29 mai 1985] (p. 1254) ;

— **Récents événements intervenus à la S.K.F.** : évacuation par la force des travailleurs occupant l'usine S.K.F. d'Ivry ; lutte des salariés de S.K.F. recevant le soutien de la population d'Ivry ; opération militaire menée contre les travailleurs ; nécessaire retrait des forces de police ; directives pour les négociations en cours [5 juin 1985] (p. 1470) ;

— **Indemnisation des chômeurs** : nécessité d'accorder un minimum vital à tous les chômeurs sans ressources [13 novembre 1985] (p. 4288).

orale sans débat :

— **n° 949**, posée le 17 décembre 1985 : **postes et télécommunications (caisse nationale d'épargne et de prévoyance)** (p. 6323) ; appelée le 20 décembre 1985 : **statut du personnel des caisses d'épargne** ; remise en cause du statut des personnels des caisses d'épargne par le C.E.N.C.E.P. ; flexibilité souhaitée par le Gouvernement (p. 6517) ; dévoiement de la renégociation (p. 6518).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant aménagement d'aides au logement (n° 2575).**

Première lecture, discussion générale : aggravation de la crise du logement ; familles mal logées ; baisse de la construction ; politique des sociétés de H.L.M. ; situation des familles qui sont dans l'incapacité de faire face aux traites ; causes de la crise du logement ; absence de réforme en profondeur de la loi de 1977 ; coût du financement ; aide personnalisée au logement (A.P.L.) [3 avril 1985] (p. 72) ; baisse des taux d'intérêt des prêts d'accès à la propriété (P.A.P.) ; rôle des élus locaux pour l'attribution des logements ; difficultés de construire dans de bonnes conditions de nouveaux logements d'H.L.M. ; réalisation de travaux d'amélioration ; construction de 200 000 logements H.L.M. par an ; vote positif du groupe communiste (p. 73).

Discussion des articles : **article 2** : taux d'intérêt des plans d'épargne-logement ; taux préférentiel ; prime versée par l'Etat ; détournement du système des plans d'épargne-logement (p. 81-82).

— **Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ainsi qu'à la prévention et à la réparation des nuisances dues au bruit des avions (n° 2393).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** — **article L. 147-3 du code de l'urbanisme** : son amendement n° 25 (reconnaissant la possibilité au Conseil municipal de modifier le plan d'exposition au bruit pour la partie concernant le territoire de la commune) ; plan d'exposition au bruit entraînant des servitudes et des incidences considérables sur l'avenir des communes ; calcul des indices servant à limiter les zones de bruit ; extension de la zone C empêchant les communes de répondre aux besoins des mal-logés ; rejeté [22 mai 1985] (p. 998) ; son amendement n° 26 (insérant les mots : « après avis des communes concernées et de la commission consultative de l'environnement » après le mot « augmentées ») ; nécessité d'assurer la consultation des communes avant la modification unilatérale de l'indice psychologique ; rejeté ; **article L. 147-5 du code de l'urbanisme** : son amendement n° 27 (suppriment les mots : « individuelles non groupées » dans le cinquième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; autorisation des constructions de logements autres que les maisons individuelles non groupées (p. 1000) ; attitude sclérosante pour le tissu urbain ; rejeté (p. 1001) ; impossibilité de prévoir des exceptions pour les lotissements ; **article 2** : son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 10 de la commission (complétant cet amendement par la phrase suivante : « elle est notamment consultée pour l'institution de l'aide aux riverains ») ; avis de la commission consultative ; rejeté ; composition de la commission consultative ; amendements n°s 28 et 29 : devenus sans objet (p. 1002) ; **article 5** : base législative conférée à l'institution d'une redevance sur les nuisances phoniques ; risque de distorsions entre les régions ; utilisation de redevances pour l'indemnisation des riverains victimes du bruit

(p. 1003) ; son sous-amendement n° 33 à l'amendement n° 15 de la commission (rédigeant ainsi la fin du 2^e alinéa de cet amendement : « qu'auprès du gestionnaire dudit aérodrome ou de ladite plate-forme ») (p. 1004) ; retiré (p. 1005).

Explications de vote : ses observations sur les pratiques du représentant de l'Etat en Ile-de-France ; souci des maires de protéger leurs populations du bruit des aérodromes ; vote négatif du groupe communiste (p. 1006).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 5** : son amendement n° 45 (suppression du prélèvement libératoire actuellement en vigueur ; imposition des contribuables en bénéficiant) [22 mai 1985] (p. 1057) ; rejeté (p. 1059).

— **Projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale (n° 2801).**

Première lecture, discussion générale : statut de la fonction publique territoriale ; installation des centres de gestion et de formation ; retard dans la parution des décrets nécessaires à l'application du statut de la fonction publique territoriale ; mobilité entre fonction publique territoriale et nationale ; dépôt d'un rapport sur l'application de ce texte favorisant le contrôle du Parlement [28 juin 1985] (p. 2200).

— **Projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800).**

Première lecture, discussion des articles : **article 9** : son amendement n° 67 (complétant le deuxième alinéa (a) du texte proposé pour l'article L. 234-7 du code des communes : « et les locaux des établissements hospitaliers dès lors qu'ils occupent plus de 10 % du territoire communal ») ; retiré [29 juin 1985] (p. 2241).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : causes de l'important taux de délinquance dans les communes de la banlieue parisienne ; insuffisance des forces de police en banlieue parisienne ; accent mis par les élus communistes sur la prévention de la délinquance [10 juillet 1985] (p. 2327) ; nécessaire développement de l'ilotage des gardiens en tenue ; problème du logement des policiers dans la banlieue parisienne (p. 2328).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 bis A** : son amendement n° 9 (de suppression) ; existence de l'environnement juridique nécessaire à l'action des policiers ; adopté [25 juillet 1985] (p. 2418) ; **article 4 bis B** : son amendement n° 10 (de suppression) ; adopté (p. 2419).

Explications de vote : nécessité d'une réflexion d'ensemble sur l'organisation et l'utilisation de la police nationale ; utilisation de plus en plus fréquente de la police « à des fins de répression sociale » ; instauration d'un contrôle démocratique de l'utilisation des forces de police ; abstention du groupe communiste (p. 2420).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).**

Première lecture, discussion générale : projet de loi répondant à une revendication du C.N.P.F. ; autorisation des discriminations tarifaires de la part des producteurs ; aggravation de certaines sanctions pécuniaires ; composition de la commission de la concurrence ; projet s'inscrivant dans le sens de la déréglementation [2 octobre 1975] (p. 2590) ; rattachement direct du service d'instruction et d'enquête à l'autorité para-judiciaire ; modification des dispositions de la législation sur les baux commerciaux (p. 2591).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 33 (supprimant le deuxième et le troisième alinéa de cet article) ; retour au texte de l'ordonnance de 1945 (p. 2598) ; rejeté (p. 2599) ; son amendement n° 34 (prix de vente et barème de remise) ; renforcement de l'obligation faite au vendeur de communiquer son barème de vente ; rejeté ; son amendement n° 35 (interdiction de la revente de tout produit en l'état à un prix inférieur à son prix d'achat effectif majoré des taxes sur le chiffre d'affaires) (p. 2601) ; limitation des

pratiques actuelles de ventes à perte ; rejeté ; son amendement n° 36 (interdiction des loteries gratuites des prix, concours et toutes opérations laissant espérer un gain avec ou sans obligation d'achat) : rejeté (p. 2602).

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955).**

Première lecture, discussion générale : nombre d'actifs âgés de plus de soixante ans ; modicité du montant des pensions ; cas de l'agriculture ; existence d'une aspiration légitime au travail au-delà de soixante ans ; caractère facultatif de la retraite à soixante ans ; existence de situations apparaissant comme abusives [7 octobre 1985] (p. 2731) ; reproduction des inégalités fondamentales de la société par le mécanisme du cumul ; institution d'une contribution de solidarité par l'ordonnance du 30 mars 1982 ; nombre d'assujettis ; échec de l'ordonnance de mars 1982 ; établissements de deux niveaux de contribution liée aux rémunérations salariales perçues ; possibilité de suspendre le versement de la pension à la demande du salarié ; insuffisance du versement d'une contribution ; proposition communiste interdisant le cumul pour un couple dont les ressources atteindraient 8 500 francs par mois ; prise en compte du critère de la jouissance effective d'une pension de retraite à taux plein ; caractéristiques des entreprises employant des retraités (p. 2732).

Discussion des articles : avant l'article 1^{er} : application des règles limitant le cumul sur le critère de la jouissance d'une pension de retraite à taux plein (p. 2738) ; article 1^{er} : assujettissement de la rétribution à la charge des employeurs au versement forfaitaire sur les salaires et aux cotisations de sécurité sociale (p. 2739) ; article 2 : arrêt automatique du service de la pension vieillesse lorsque le salaire est égal ou supérieur à deux fois et demi le S.M.I.C. ; situation dans lesquelles le salarié peut être contraint par l'employeur à renoncer au bénéfice de sa pension ; article 4 : renforcement de l'application des pénalités (p. 2740).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : article 2 : son amendement n° 8 (précisant que le revenu imposable des contribuables mariés exerçant une deuxième activité salariés est divisé par une demi-part supplémentaire) : rejeté ; son amendement n° 66 (insérant auprès du 5^e alinéa de l'article 194 du code général des impôts un alinéa ainsi rédigé : « marié, ayant un enfant à charge : 3. ») [17 octobre 1985] (p. 3191) ; rejeté ; son amendement n° 67 (insérant le paragraphe suivant : « 1^{er} quater — il est inséré après le 5^e alinéa de l'article 194 du code général des impôts un alinéa ainsi rédigé : « marié n'ayant plus d'enfant à charge : 2,5 ») (p. 3192) ; rejeté (p. 3193) ; son amendement n° 86 (déduction fiscale pour les dépenses occasionnées par les charges d'une femme de ménage au bénéfice des contribuables âgés de soixante-dix ans et ne pouvant bénéficier d'une aide ménagère) (p. 3194) ; rejeté (p. 3195) ; son amendement n° 99 (baisse des cotisations d'impôt sur le revenu dues au titre de l'année 1985) : rejeté (p. 3196) ; article 12 : stabilité inquiétante des crédits d'aide à la presse ; sélectivité ; insuffisance des aides ; nécessité de réformer l'aide ; financement des entreprises ; fonds d'aide aux quotidiens nationaux à faible capacité publicitaire ; dangers représentés par la mise en place des télévisions privées (p. 3238) ; son amendement n° 74 (substituant à la fin du paragraphe 2 de cet article aux mots « reconduites pour l'exercice 1986 » le mot « abrogées ») ; rejeté (p. 3239) ; après l'article 15 : baisse des revenus des petites et moyennes exploitations agricoles ; limitation de la modernisation des exploitations ; niveau des prix des produits utilisés dans l'agriculture ; sécheresse ; allègement des charges des agriculteurs [18 octobre 1985] (p. 3259).

Deuxième partie :

Techniques de la communication. — *Discussion générale :* absence de réforme des aides économiques et fiscales à la presse écrite ; abrogation de l'article 39 du code général des impôts ; non assujettissement à la T.V.A. ; moyens supplémentaires consacrés aux équipements destinés au secteur privé ; avenir du plan câble ; mise à disposition de deux chaînes privées à vocation nationale à des fins

partisanes ; absence de véritable télévision locale ; augmentation massive de la publicité ; baisse du taux de la T.V.A. sur la redevance ; transformation de Canal-Plus en chaîne publique ; fin de l'anticommunisme ; rôle du personnel des organismes [25 octobre 1985] ; (p. 3519) ; adaptation à la déréglementation ; vote négatif du groupe communiste (p. 3520).

Budgets annexes, de l'imprimerie nationale et des monnaies et médailles, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. — *Discussion générale.* Rapport spécial : pratique des taxes parafiscales [30 octobre 1985] (p. 3670) ; nombre des taxes ; prolongation de la taxe parafiscale sur les granulats ; décret reconduisant certaines taxes parafiscales intervenant lorsque l'année est entamée ; importance de la parafiscalité en matière agricole ; conclusions du rapport présenté par M. Cabannes en 1976 (p. 3671).

Examen des crédits : article 45 et Etat E : ses observations sur les amendements de M. Gilbert Gantier (p. 3691).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 71 : rappelle que le 0,9 % est une contribution versée par les entreprises de plus de neuf salariés et devant servir à favoriser le logement des salariés qui la génèrent ; détournement de cette contribution ; indemnisation des locataires chômeurs [14 novembre 1985] (p. 4365-4366).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 7 mai 1985 relative au système des ressources propres des Communautés (n° 3045) et de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes les 23 et 24 avril 1985 entre les représentants des gouvernements des Etats membres, relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1985 (n° 3044).**

Première lecture, discussion générale commune : politique agricole commune ; Conseil européen de Fontainebleau : coût de l'élargissement de la Communauté européenne ; allègement de la contribution britannique ; situation défavorable de la France [21 novembre 1985] (p. 4608) ; faveur consentie à la Grande-Bretagne ; précise que les fonds communautaires échappent au contrôle des parlements nationaux ; nécessité d'orienter les budgets vers la relance économique et le développement de l'emploi (p. 4609).

— **Projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012).**

Première lecture, discussion générale : ses remarques sur la suppression de l'obligation de permis de construire pour certains travaux ; nécessité d'autoriser le maire ou le commissaire de la République à accorder un délai supplémentaire d'un mois quand il le juge utile ; problème des recours devant les tribunaux administratifs ; nécessité d'étendre aux travaux visés par la procédure déclarative, l'obligation de conservation et de réinstallation des plaques commémoratives [3 décembre 1985] (p. 5172) ; cas des emplacements réservés (p. 5173).

Discussion des articles : article 4 — article L. 422-2 du code de l'urbanisme : son amendement n° 26 (précisant que par dérogation lorsque l'autorité compétente l'estime nécessaire le délai d'un mois est porté à deux mois) ; cas des petites communes dont le service de l'urbanisme n'est pas très étoffé ; communes qui font appel à la D.D.E. pour instruire les permis de construire (p. 5175) ; rejeté (p. 5176) ; après l'article L. 422-4 du code de l'urbanisme : son amendement n° 27 (application des dispositions des articles L. 430-4-1 et L. 430-4-2 du code de l'urbanisme aux travaux, installations et constructions visées aux articles 422-1 à L. 422-4) ; articles tendant à imposer la conservation et la réinstallation après travaux des plaques commémoratives (p. 5178) ; adopté (p. 5179) ; après l'article 7 : son amendement n° 28 (précisant que lorsqu'une décision relative à un permis de construire est déferée devant un tribunal administratif et que ce recours est assorti d'une demande de sursis le tribunal doit statuer sur la demande de sursis dans un délai d'un mois) ; assouplissement du régime de sursis à exécution pour les permis de construire (p. 5182) ; régime de sursis à exécution « assoupli » ; régime de sursis « accéléré » (p. 5183).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : critique la possibilité donnée par l'article L. 132-26 du code du travail d'un accord d'entreprise dérogeant dans un sens défavorable aux salariés à des dispositions législatives ou réglementaires ; critique la possibilité de prévoir des dispositions moins favorables aux salariés et de déroger à un accord de branche [4 décembre 1985] (p. 5327) ; **article 1^{er}** : réduction parallèle du contingent d'heures supplémentaires à la seule discrétion de l'employeur ; assouplissement des rigidités du marché du travail avec les lois sur le travail intérimaire ou à temps partiel [7 décembre 1985] (p. 5576) ; situation dans la branche des transports (p. 5585) ; situation dans la branche du verre (p. 5600) ; **article 2** : traits spécifiques du chômage en France (p. 5621) ; *article L. 212-8-1 du code du travail* : heures effectuées au delà de la durée légale dans les limites fixées à l'article L. 212-8-1 ne devant pas s'imputer sur le contingent annuel de crédit d'heures supplémentaires mentionné audit article (p. 5630) ; lecture à la tribune de télégrammes de syndicats « exigeant » le retrait du projet sur la flexibilité (p. 5640) ; nécessité d'exclure les salariés du secteur des travaux publics du champ d'application du projet (p. 5641) ; *article L. 212-8-4 du code du travail* : absentéisme des députés de droite ; convention sur la durée annuelle du travail devant comporter obligatoirement plusieurs dispositions dont une sur les droits des salariés n'ayant pas travaillé pendant toute la période de modulation de la durée du travail ; tendance du patronat à confondre « maladie » et « absentéisme volontaire » ; qualification du motif de licenciement (p. 5657) ; création d'un champ nouveau de rapports entre patrons et salariés sans qu'aucune garantie pour les salariés en difficulté ait été prévue (p. 5658) ; mentions obligatoires que doit contenir la convention ou l'accord étendu justifiant la modulation des horaires ; modalités de la modulation dans les entreprises dont la durée annuelle de travail est inférieure à la durée annuelle fixée par la convention ou l'accord collectif étendu ; mention qui aurait pu figurer dans l'énumération obligatoire (p. 5661) ; nécessité d'un avis favorable de la commission supérieure des conventions collectives pour les accords prévus à cet article du code (p. 5663) ; **après l'article 2** : conditions de travail des salariés travaillant en équipe [9 décembre 1985] (p. 5704) ; suppression de l'article D. 202 du code du travail ; récupération des heures perdues par suite d'interruption collective de travail (p. 5708) ; réserves émises par la Cour de cassation (p. 5709) ; **article 3** : situation des enseignants des collèges et des lycées (p. 5712) ; nécessité de rendre la condition de certifié plus attractive (p. 5713) ; situation du gaz ; gisement de Lacq ; niveau des réserves (p. 5716-5717) ; exclusion de la branche du travail des métaux du champ d'application du projet de loi ; exemple de l'entreprise Pechiney en Savoie (p. 5718) ; projet d'usine au Canada (p. 5719) ; exclusion de la branche de la construction électrique et électronique du champ d'application du projet de loi ; situation dans le secteur (p. 5719-5720) ; son sous-amendement n° 319 à l'amendement n° 4 de la commission (insérant dans cet amendement après le mot « accord » les mots : « à condition de prévoir une réduction de la durée hebdomadaire de travail à trente-cinq heures dans un délai de deux ans sans perte de salaire ») : réservé ; son sous-amendement n° 320 à l'amendement n° 4 de la commission (paiement d'une heure d'information syndicale pour les entreprises de la branche) (p. 5769) ; réservé ; son sous-amendement n° 322 à l'amendement n° 4 de la commission (droit de suspension des licenciements de trois mois pour les entreprises de la branche) : réservé ; son sous-amendement n° 323 à l'amendement n° 4 de la commission (révision de mesures limitant le recours au travail temporaire) (p. 5770) ; réservé ; son sous-amendement n° 324 à l'amendement n° 4 de la commission (libre expression des partis politiques dans les entreprises de la branche) : réservé ; son sous-amendement n° 325 à l'amendement n° 4 de la commission (embauche chaque année d'un effectif égal à 1 % du nombre des salariés employés) (p. 5771) ; réservé ; son sous-amendement n° 326 à l'amendement n° 4 de la commission (clause de rattrapage des salaires par rapport à la hausse des prix) : réservé ; son sous-amendement n° 327 à l'amendement n° 4 de la commission (clause sur une garantie d'embauche pour les jeunes en formation professionnelle dans les entreprises de la branche) : réservé ; son sous-

amendement n° 328 à l'amendement n° 4 de la commission (augmentation de 10 % du nombre d'heures pour les délégués du personnel) ; bouleversement provoqué par le projet de loi dans la durée du travail et des conditions de travail des salariés ; actions des délégués du personnel (p. 5772) ; réservé ; son sous-amendement n° 329 à l'amendement n° 4 de la commission (clause augmentant de 10 % le nombre d'heures de délégation des membres des comités d'entreprise) (p. 5773) ; réservé ; son sous-amendement n° 330 à l'amendement n° 4 de la commission (clause sur la gestion par les comités d'entreprise du 0,9 % sur le logement) : réservé ; son sous-amendement n° 331 à l'amendement n° 4 de la commission (dispositions par lesquelles les employeurs s'interdisent de recourir au lock-out) (p. 5775) ; réservé ; son sous-amendement n° 332 à l'amendement n° 4 de la commission (clause sur le contrôle par les comités d'entreprise de l'application de l'accord sur l'aménagement du temps de travail) : réservé ; son sous-amendement n° 333 à l'amendement n° 4 de la commission (prévision par les employeurs de la branche de mettre fin au contrôle médical patronal) (p. 5776) ; réservé ; son sous-amendement n° 334 à l'amendement n° 4 de la commission (réembauche des travailleurs dont le licenciement aura été annulé par les conseils de prudhommes) : réservé ; son sous-amendement n° 335 à l'amendement n° 4 de la commission (clause permettant au syndicat représentant plus de 50 % des salariés d'une entreprise ou d'un établissement d'en empêcher l'application dans celui-ci) : réservé ; son sous-amendement n° 336 à l'amendement n° 4 de la commission (clause sur la suppression de toute milice patronale sous le contrôle du comité d'entreprise) (p. 5777) ; réservé ; son sous-amendement n° 337 à l'amendement n° 4 de la commission (clause sur l'égalité des rémunérations entre hommes et femmes et son application sous le contrôle du comité d'entreprise) : réservé ; son sous-amendement n° 338 à l'amendement n° 4 de la commission (clause permettant au comité d'entreprise d'interdire toute mesure sexiste sur le lieu de travail) (p. 5778) ; réservé ; son sous-amendement n° 339 à l'amendement n° 4 de la commission (dispositions permettant au comité d'entreprise des entreprises de la branche d'interdire toute mesure de caractère raciste) : réservé (p. 5779).

MERMAZ (Louis)

*Député de l'Isère
(5^e circonscription)
Socialiste*

Président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Allocution (n° 3227) [18 décembre 1985].

INTERVENTIONS

En qualité de président de l'Assemblée nationale :

Prononce l'éloge funèbre de Jean Ibanès, député de l'Ariège [10 avril 1985] (p. 108-109).

Rend hommage à la mémoire de Tancredo Neves : grande personnalité politique de l'Amérique latine [23 avril 1985] (p. 297-298).

Répond aux rappels au règlement de M. Guy Dulong (demande de suspension de séance) et de M. André Bellon (minute de silence à la mémoire de tous les déportés et victimes du nazisme) [2 mai 1985] (p. 535).

Demande à l'Assemblée nationale de se recueillir en hommage à la mémoire des victimes du nazisme [7 mai 1985] (p. 606).

Souhaite la bienvenue à une délégation de la chambre des représentants de Malaisie [15 mai 1985] (p. 786).

Souhaite la bienvenue à M. Hassan Abou-Bacha, ministre de l'administration locale de la République d'Égypte [15 mai 1985] (p. 786).

Rend hommage à la mémoire de Victor Hugo [22 mai 1985] (p. 1010).

Souhaite la bienvenue à une délégation des questeurs de la chambre des représentants de Belgique, conduite par M. Fernand Colla, président du collège des questeurs [22 mai 1985] (p. 1021).

Prononce l'éloge funèbre de Jean-Pierre Gabarrou, député du Tarn [5 juin 1985] (p. 1461).

Souhaite la bienvenue à une délégation du Parlement de la République du Zaïre [5 juin 1985] (p. 1461).

Souhaite la bienvenue à une délégation du Parlement indonésien [12 juin 1985] (p. 1632).

Souhaite la bienvenue à une délégation du Folketing du Royaume du Danemark [19 juin 1985] (p. 1752).

Souhaite la bienvenue à une délégation de l'Assemblée nationale populaire de la République populaire du Congo [19 juin 1985] (p. 1752).

Souhaite la bienvenue à une délégation de parlementaires canadiens [19 juin 1985] (p. 1752).

Souhaite la bienvenue à une délégation de la commission des affaires étrangères des deux chambres du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques [26 juin 1985] (p. 1987).

Fait une communication à l'Assemblée au sujet des scrutins en troisième et dernière lecture sur le projet de loi organique relatif à l'élection des députés, le projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon [26 juin 1985] (p. 1986).

Souhaite la bienvenue à M. Sidiki Diarra, président de l'Assemblée nationale du Mali [2 octobre 1985] (p. 2558).

Souhaite la bienvenue à une délégation de la Knesseth d'Israël [23 octobre 1985] (p. 3384).

Souhaite la bienvenue à une délégation de l'Assemblée nationale de la République populaire de Hongrie [23 octobre 1985] (p. 3384).

Souhaite la bienvenue à une délégation de parlementaires de la République fédérale d'Allemagne [30 octobre 1985] (p. 3703).

Souhaite la bienvenue à une délégation des deux chambres du Parlement indien [6 novembre 1985] (p. 3976).

Souhaite la bienvenue au président du Sénat et du Parlement du Royaume de Thaïlande [6 novembre 1985] (p. 3976).

Souhaite la bienvenue à une délégation de parlementaires maliens [6 novembre 1985] (p. 3976).

Souhaite la bienvenue à une délégation de la chambre des représentants des Etats-Unis d'Amérique [27 novembre 1985] (p. 4927).

Allocation de fin de session (n° 3227) : suffrage universel ayant fait de l'alternance une réalité à l'Assemblée nationale ; respect scrupuleux de l'esprit et de la lettre de la Constitution ; nombre d'heures de séances à l'Assemblée nationale ; nombre de sessions extraordinaires ; manifestations du contrôle de l'action gouvernementale ; avancées sociales ; défenses des libertés et des droits de l'Homme [18 décembre 1985] (p. 6333) ; décentralisation ; modernisation de l'économie et de l'Etat ; démocratisation de la vie publique et professionnelle ; relations internationales ; soutien de la majorité de l'assemblée à la politique économique mise en œuvre par le Gouvernement ; création de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques ; travail des journalistes parlementaires ; essor des activités internationales propres de l'assemblée (p. 6334) ; rôle croissant joué par les amendements dans la délibération législative ; dialogue entre la majorité de l'Assemblée et celle du Sénat ; son hommage à M. le ministre chargé des relations avec le Parlement ; son hommage à la presse parlementaire et au personnel de l'Assemblée nationale (p. 6335).

Informe l'assemblée du décès de René Gaillard, député des Deux-Sèvres, questeur de l'Assemblée Nationale [9 janvier 1986] (p. 5).

Informe l'assemblée sur l'ordre du jour de la deuxième session extraordinaire de 1985-1986 [9 janvier 1986] (p. 9).

MESMIN (Georges)

Député de Paris
(20^e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à créer un corps de chirurgiens-dentistes d'active des armées (n° 2630) [9 mai 1985] (p. 685).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer un corps de chirurgiens-dentistes d'active des armées (n° 2630) [18 avril 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation au Nicaragua** : suspension dans ce pays des libertés fondamentales ; attitude de la France [23 octobre 1985] (p. 3395).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955).**

Première lecture, discussion générale : forte progressivité de la contribution prévue ; dispositif décourageant les retraités les plus qualifiés [7 octobre 1985] (p. 2733) ; pensions de retraite liées aux prélèvements supportés par les retraités au long de leur carrière ; partage du travail n'apparaissant pas comme une solution au problème du chômage ; intérêt des retraités exerçant un second emploi ; méconnaissance de la situation démographique française (p. 2734).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : institut d'université de technologie (I.U.T.) ; leur intégration dans les universités [8 octobre 1985] (p. 2799).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale* : diminution des autorisations de programme concernant les réserves naturelles ; problème des pluies acides ; situation dans les Vosges ; accord européen sur la voiture propre ; nombre de voitures neuves échappant à toute obligation en 1990 ; conséquences des mesures fiscales allemandes ; composants de l'acidité de l'air [23 octobre 1985] (p. 3419) ; relations entre l'agriculture et l'environnement ; normalisation de l'usage d'engrais et de pesticides ; problème du bruit dans les villes ; tapage nocturne (p. 3420).

Défense. — *Discussion générale* : montant et répartition des crédits ; composition de la force nucléaire stratégique ; situation de la marine et de l'armée de l'air ; missions de la force d'action rapide ; refus français de participer à l'initiative de défense stratégique [8 novembre 1985] (p. 4182) ; propositions de l'opposition en matière de défense (p. 4183).

MESMER (Pierre)

Député de la Moselle
(8^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Pierre Bas et plusieurs de ses collègues visant à faciliter la réinsertion professionnelle des parlementaires au terme de leur mandat (n° 2003) [17 octobre 1985] (p. 3245).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à rétablir la peine de mort pour certains crimes (n° 3004) [7 novembre 1985] (p. 4117).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à rétablir la peine de mort pour certains crimes (n° 3004) [17 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : oppose une exception d'irrecevabilité ; fréquence des changements dans la politique gouvernementale relative à la Nouvelle-Calédonie ; politique du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre [29 mai 1985] (p. 1272) ; considère M. Edgard Pisani comme un « réformateur brouillon » ; problème du référendum d'autodétermination ; amputation du corps électoral ; sa référence à la régionalisation proposée par le Président Dick Ukeiwé (p. 1273) ; caractère arbitraire des limites régionales ; imprécision du statut juridique des régions ; refuse un développement séparé des régions et des ethnies calédoniennes ; non-conformité à la constitution de la sur-représentation des régions rurales ; contrôle des élections par une autorité impartiale ; retour à l'administration directe (p. 1274) ; pouvoirs du haut-commissaire ; cas des pouvoirs législatifs (p. 1275) ; son exception d'irrecevabilité : rejetée (p. 1278) ; s'étonne que des représentants élus du peuple français puissent reprocher à un ancien Premier ministre d'avoir voulu renforcer la puissance française en Nouvelle-Calédonie [30 mai 1985] (p. 1294).

MESTRE (Philippe)

*Député de Vendée
(1^{re} circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (Imprimerie nationale) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 45 : Imprimerie nationale (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Budgets annexes, de l'Imprimerie nationale et des monnaies et médailles, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : contraction du volume de la production

de l'imprimerie nationale ; recettes d'exploitation ; annuaires téléphoniques ; sous-traitance ; activité éditoriale de l'Imprimerie nationale ; achat de papiers et cartons ; part du chiffre d'affaires constitué par la sous-traitance ; développement des imprimeries administratives intégrées ; charges de personnels [30 octobre 1985] (p. 3667) ; efforts de formation ; établissements de Paris et de Douai ; conséquences du sinistre du 15 avril 1983 (p. 3668).

METAIS (Pierre)

*Député de la Vendée
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant, à compter du mois de décembre 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 3039) [7 novembre 1985] (p. 4117).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012) [J.O. du 6 décembre 1985] (p. 14200).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947) [J.O. du 18 décembre 1985] (p. 14753).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural (n° 3008) [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14815).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation au Bangladesh :** nécessité d'aider le Bangladesh à surmonter les conséquences du cyclone [29 mai 1985] (p. 1259-1260).

— **Retraite à 60 ans pour les agriculteurs :** modalités d'application de cette disposition [2 octobre 1985] (p. 2565).

orale sans débat :

— **n° 835,** posée le 21 mai 1985 : **sécurité sociale (cotisations)** (p. 989) ; appelée le 24 mai 1985 : **travailleurs salariés à temps partiel :** situation sociale des travailleurs salariés à temps partiel effectuant moins de 120 heures par mois ; assurance personnelle (p. 1176) ; ouverture du droit aux prestations du régime général de sécurité sociale aux salariés travaillant moins de 200 heures par trimestre (p. 1177).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* rôle de l'agriculture pour maintenir l'équilibre du milieu rural ; diminution de la population agricole [7 novembre 1985] (p. 4070) ; politique dynamique pour la filière bois (p. 4071).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, modifiant à compter du mois de**

décembre 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du Fonds spécial de grands travaux (n° 3039).

Première lecture, discussion générale : stimulation conjoncturelle de quelques secteurs jugés porteurs ; secteur du bâtiment [20 novembre 1985] (p. 4555) ; politique de maîtrise de l'énergie ; secteur du logement ; circulation routière ; gestion du Fonds spécial de grands travaux ; poids de la fiscalité sur le prix des carburants (p. 4556).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier agricole (n° 3008).**

Première lecture, discussion des articles : après l'article 20 : son amendement n° 47 (précisant que dans les régions où le maintien d'activité agricole à prédominance pastorale est de nature à contribuer à la protection du milieu naturel, des dispositions adaptées aux conditions particulières de ces régions seront prises) : adopté [28 novembre 1985] (p. 5005).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).**

Discussion : place de l'agriculture et des agriculteurs dans l'économie française ; solde positif de l'agro-alimentaire ; conséquences de la baisse de l'inflation sur les charges financières des agriculteurs ; évolution de la population active agricole ; niveau du revenu [10 décembre 1985] (p. 5816) ; action du gouvernement ; création des offices par produits ; conséquences de l'application du libéralisme à l'agriculture ; lutte contre l'inégalité ; politique sociale ; réforme de la fiscalité agricole ; reconnaissance de la pluralité syndicale (p. 5817) ; défense des intérêts des agriculteurs à Bruxelles ; élargissement négocié de la Communauté ; production laitière et ovine développée en Nouvelle-Zélande ; alignement des prix de la Communauté sur le cours des marchés mondiaux (p. 5818).

METZINGER (Charles)

*Député de la Moselle
(5^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Vice-président de cette commission [J.O. du 22 juin 1985] (p. 6943).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912) [J.O. du 27 juillet 1985] (p. 8571).

Président de cette commission [J.O. du 27 juillet 1985] (p. 8571).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963) [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13342).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme sur l'enseignement technique et professionnel (n° 2908) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 18 décembre 1985] (p. 14753).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2788) relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 3032) [6 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2998) modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics administratifs, ratifiées et modifiées par la loi n° 84-7 du 3 janvier 1984, modifiées par la loi n° 84-1050 du 30 novembre 1984 (n° 3033) [6 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 3216) [17 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre (n° 2578).**

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur suppléant : régime de fixation du prix de vente en France des livres édités en France exportés dans un autre Etat membre de la C.E.E. ; régime des sanctions pénales applicables aux infractions à la loi [7 mai 1985] (p. 617-618).

— **Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).**

Deuxième lecture, discussion générale : reconnaissance de droits spécifiques de la création aux artistes interprètes et aux producteurs ; instauration de contrat distinct pour les cessions portant sur les droits d'adaptation audiovisuelle et pour les cessions à l'édition ; nécessité de prémunir les auteurs d'œuvres audiovisuelles contre le développement des sociétés de perception ; suppression par le Sénat de l'article traitant du contrat de l'œuvre publicitaire et de l'article relatif aux droits des artistes-interprètes pour les communications de leurs prestations ; attitude de la S.A.C.E.M. ; volonté de donner aux auteurs, artistes et producteurs, les moyens juridiques de dominer les conséquences des évolutions technologiques modernes [20 mai 1985] (p. 812).

Discussion des articles : **article 36** : sa préférence pour l'exonération ; volonté de demander aux sociétés de perception de prévoir les conditions dans lesquelles des réductions pourraient être accordées (p. 841).

— **Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912).**

Deuxième lecture, discussion des articles : après l'article 4 : cas des autres régimes spéciaux [25 juillet 1985] (p. 2411).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* politique culturelle menée depuis quatre ans ; réintroduction de la culture dans le Plan ; décentralisation et création ; investissements dans le cinéma et l'audiovisuel ; développement des conservatoires et écoles de musique ; crédits consacrés à l'acquisition d'œuvres d'art ; diminution du fonds culturel du livre et de l'aide à l'édition ; aides apportées à la réalisation d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles ; mesures d'économie touchant le développement culturel [28 octobre 1985] (p. 3587) ; renouveau pour le phénomène culturel (p. 3588).

Education nationale. — *Discussion générale :* budget apparaissant comme un bon « budget » [29 octobre 1985] (p. 3630) ; échec scolaire ; exclusivité donnée aux mathématiques ; part représentée par les enfants de catégories sociales favorisées dans les admis en terminale C ; nécessité de diversifier les formes d'excellence ; élargissement de la base sociale de la sélection scolaire ; construction de plusieurs filières d'excellence (p. 3631).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics administratifs, ratifiées et modifiées par la loi n° 84-7 du 3 janvier 1984, modifiées par la loi n° 84-1050 du 30 novembre 1984 (n° 2998).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : projet visant à proroger pour la troisième fois les dispositions relatives à la cessation progressive d'activité instituées par les ordonnances de 1982 ; définition de la cessation progressive d'activité ; inégale répartition des demandes ; rôle du fonds de compensation des cessations progressives d'activité des personnels des collectivités territoriales ; règle de partage de l'indemnité de 30 % [15 novembre 1985] (p. 4411).

Discussion des articles : article 4 : son amendement n° 1 (de suppression) ; reversement d'un éventuel reliquat à la dotation globale de fonctionnement (p. 4412) ; adopté (p. 4413).

— **Projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : structures et compétences du Conseil supérieur de l'éducation nationale et des conseils académiques ; composition des conseils académiques ; composition des conseils départementaux ; composition du Conseil supérieur de l'éducation nationale ; lourdeur du système actuel ; projet visant à regrouper le contentieux de l'éducation nationale au sein d'un Conseil académique dont la composition est renouvelée ; compétence en matière disciplinaire dans l'enseignement public pour les maîtres de l'enseignement public ; compétences en matière disciplinaire pour les maîtres de l'enseignement privé [15 novembre 1985] (p. 4415) ; caractère limité de la réforme du Conseil supérieur de l'éducation nationale (p. 4416).

Discussion des articles : article 1^{er} : parité de représentation des enseignants de l'enseignement public et de ceux de l'enseignement privé au sein du Conseil supérieur de l'éducation nationale ; son amendement n° 1 (tendant dans le 5^e alinéa, 4^e de cet article après les mots « trois représen-

tants des personnels » à insérer le mot « enseignants ») ; nécessité que les représentants des personnels de l'enseignement privé soient des enseignants ; adopté (p. 4417) ; article 3 : son amendement n° 2 (réactionnel) : adopté ; avant l'article 6 : son amendement n° 3 (nombre des membres du Conseil supérieur de l'éducation nationale statuant en matière contentieuse et disciplinaire) ; institution de suppléants (p. 4418) ; devenu sans objet ; article 7 : son amendement n° 5 (tendant dans le dernier alinéa de cet article, 3^e, b de substituer aux mots « au vu des » les mots « proportionnellement au ») ; représentation de chaque organisation au Conseil de l'enseignement général et technique ; adopté (p. 4419) ; article 9 : son amendement n° 6 (tendant à compléter le dernier alinéa 4^e de cet article par les mots « en tant qu'ils sont applicables à des membres de l'enseignement public ») : adopté ; son amendement n° 8 (suppression des conseils départementaux de l'enseignement primaire et des conseils académiques) : adopté (p. 4420).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : désignation d'une commission mixte paritaire [18 décembre 1985] (p. 6354) ; nécessité pour le Sénat d'assurer une représentation paritaire entre l'enseignement public et l'enseignement privé au sein du Conseil académique ; désignation des représentants de l'enseignement privé auprès du Conseil supérieur de l'éducation nationale (p. 6355).

Texte de la Commission mixte paritaire : article 6 bis : ses observations sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 6356).

— **Projet de loi adaptant le législatif sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025).**

Première lecture, discussion générale : rénovation législative ; notion de solidarité nationale et d'égalité devant la loi ; contrôle des dépenses [25 novembre 1985] (p. 4798) ; mise en place au niveau départemental d'une instance de coordination ; application de cette loi en Alsace et en Moselle ; absence dans le régime local de la notion d'aptitude au travail (p. 4799).

MEXANDEAU (Louis)

*Ministre délégué auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé des P.T.T.
Ministre des P.T.T.*

NOMINATIONS

Est nommé ministre des P.T.T. ; décret du 15 novembre 1985 [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13319).

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean Grimont : rapport du Sénat :** manque de sérieux et de nuance du rapport du Sénat ; pertes de courriers [26 juin 1985] (p. 1992) ; événements de 1983 ; modernisation et informatisation du réseau des bureaux de poste ; redéploiements d'effectifs en direction des secteurs déficitaires (p. 1993) ;

— **M. Bernard Schreiner : T.D.F. :** rappel des objectifs fixés à cette commission de contrôle ; énoncé de ses recommandations explicites ; hommage rendu à T.D.F. [6 novembre 1985] (p. 3978).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Postes et télécommunications. — *Discussion générale :* souhaite que la séance soit levée [24 octobre 1985] (p. 3477) ; conteste l'ouverture du marché français à A.T.T. (p. 3483) ; évolution depuis quatre ans de l'administration des P.T.T. (p. 3491) ; mesures sociales ; régime indemnitaire des personnels du service général ; recrutement de travailleurs handicapés ; restauration ; mécanisme de concertation ; prise en compte des gains de productivité ; redéploiement des emplois supprimés ; réforme des receivers-distributeurs ; titularisation de 10 000 auxiliaires ;

transformations d'emplois ; convention signée avec la banque Sofinco relative aux prêts personnels (p. 3492) ; déficit du service public de la poste ; responsabilité vis-à-vis du C.N.E.T. ; attribution gratuite de la carte bleue ; masse salariale consacrée à la formation ; montant des investissements au cours des cinq dernières années ; création de nouvelles prestations ; mise en route des centres de tri automatique ; acheminement du courrier (p. 3493) ; rénovations et constructions de bureaux de poste ; maintien en volume des investissements des télécommunications ; mise en place des minitels ; numérisation du réseau ; plan câble ; rend hommage à M. Bernard Schreiner ; modification de la numérotation téléphonique ; charge de la filière électronique (p. 3494) ; fabrication de matériels informatiques ; absence de licenciement ; équilibre des comptes de la compagnie Bull ; plan « informatique pour tous » ; mise en œuvre du plan câble en fibre optique avec maintien d'une part de coaxial (p. 3495) ; situation du satellite ; carte à mémoire et plan monétique ; surcharge de tarif imposée aux usagers ; budget des P.T.T. constituant le premier budget d'investissement civil de l'Etat ; situation délicate de M. François d'Aubert (p. 3496).

Répond à la question de :

— M. Alain Rodet : question constituant un problème localisé (p. 3497) ;

— M. Emmanuel Hamel : critiques émises par les élus du département du Rhône ; acheminement du courrier ; département figurant au rang des « points noirs » ; gestion d'une certaine pénurie au niveau des télécartes (p. 3497) ;

— M. Michel Périscard : lancement de l'expérimentation de Biarritz ; élaboration du plan câble en 1982 (p. 3497) ; commande du câble coaxial en cuivre Singapour-Marseille ; nombre de prises installées à la fin de 1985 (p. 3498) ;

— M. Gilbert Mathieu, posée par M. Emmanuel Hamel : transfert de 20 milliards du budget annexe des P.T.T. au budget général ; filière électronique ; développement de l'audiovisuel ; dette des P.T.T. (p. 3498).

Examen des crédits : article 34 : création de la mission Schreiner ; rend hommage à cette mission (p. 3499) ; utilisation du satellite Télécom 1 C ; fonctionnement des satellites 1 A et 1 B ; utilisation des satellites pour la transmission de signaux de radio et de télévision ; nombre des lignes téléphoniques installées ; situation des cabines téléphoniques ; phénomène de vandalisme ; pourcentage des cabines en dérangement dans la région parisienne ; multiplication des cabines à cartes ; installation de cabines chez un commerçant (p. 3500) ; création de la C.O.G.E.C.O.M. ; lancement du plan « Informatique pour tous » (p. 3501) ; projet d'accord C.G.E.-A.T.T. ; situation de la région du Trégor ; ouverture du marché américain aux produits français ; cohérence de la politique européenne de la France ; réputation des produits ; rapprochement éventuel entre A.T.T.-Philips et la C.G.E. (p. 3502).

MICAUX (Pierre)

Député de l'Aube
(1^{re} circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre des commissions « ad hoc » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (nos 2905, 2906 et n° 2910) [J.O. du 18 juillet 1985] (p. 8134).

Rapporteur de sa proposition de loi (n° 2897) tendant à soumettre au régime forestier les bois et forêts appartenant aux banques nationalisées, aux Compagnies d'assurance nationalisées et à la Caisse des dépôts et consignations [10 octobre 1985] (p. 2961).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (départements et territoires d'outre-mer) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563) [J.O. du 5 novembre 1985] (p. 12828).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947) [J.O. du 18 décembre 1985] (p. 14753).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural (n° 3008) [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14815).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à soumettre au régime forestier les bois et forêts appartenant aux banques nationalisées, aux compagnies d'assurance nationalisées et à la Caisse des dépôts et consignation (n° 2897) [29 juin 1985].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 468 du code de la sécurité sociale et relative à l'assurance contre certains accidents du travail (n° 2976) [3 octobre 1985].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome V : départements et territoires d'outre-mer (n° 2992) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion générale : protection de la forêt limitée aux zones montagnardes et aux zones à haut risque d'incendie ; Office national des forêts [9 mai 1985] (p. 639) ; forêt communale ; cycle du bois ; secteur du meuble ; absence de toute référence à la formation ; utilisateurs du bois ; forêts possédées par la Caisse des dépôts et consignations et les compagnies d'assurance ; remise en cause du droit de propriété ; situation fiscale de la forêt et de la filière bois ; problème posé par le seuil de 10 hectares ; associations syndicales ; centres régionaux de propriété forestière ; échanges et mutations pouvant faciliter les regroupements (p. 640) ; droit de partage ; droit d'héritage ; déficit des régies ; défrichement ; carrières ; affouage ; protection dans les zones montagneuses et dans les zones méditerranéennes ; dispositions sociales (p. 641).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** son amendement n° 19 (visant à compléter le troisième alinéa de cet article par les mots « à reboiser, et de reconstitution ») (p. 658) ; rejeté (p. 659) ; son amendement n° 20 : devenu sans objet ; son amendement n° 22 (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 101 du code forestier à insérer après les mots « de bonne gestion » les mots « quelle que soit l'importance de leur propriété pour autant qu'elle s'intègre dans un ensemble de gestion » ; principe de l'octroi des aides quelle que soit la surface de la propriété pour autant qu'elle s'intègre dans un ensemble de bonne gestion (p. 661) ; rejeté ; son amendement n° 23 (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 101 du code forestier à insérer après les mots « qui souscrivent » les mots « pour eux-mêmes ») (p. 662) ; rejeté ; son amendement n° 26 (levée de l'engagement de non-démembrement) (p. 663) ; rejeté ; son amendement n° 28 (modification de l'article L. 101 du code forestier ; notification de la décision du représentant de l'Etat dans le département) (p. 664) ; devenu sans objet ; son amendement n° 29 (forêts dotées d'un plan simple de gestion) (p. 665) ; rejeté (p. 666) ; **article 2 :** son amendement n° 35 (de suppression) ; refus du principe de la régie expérimentale directe ou indirecte ; absence d'un bilan de la régie en Alsace-Lorraine ; conditions de mise sur le marché ; « nationalisation rampante » (p. 668) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 36 (tendant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots « exploitation en régie » à insérer les mots « après l'avis de la propriété forestière et de l'industrie du bois ») :

rejeté (p. 669) ; **article 4** : son amendement n° 38 (modifiant l'article L. 143-1 du code forestier ; aménagement des bois et forêts des collectivités et personnes morales visées par l'article L. 141-1) : rejeté (p. 670) ; **article 5** : son amendement n° 39 (de suppression) : retiré (p. 671) ; **article 6** : son amendement n° 153 (tendant avant le 12^e alinéa de cet article à insérer l'alinéa suivant : « dans le premier alinéa de l'article L. 145-3 les mots « six mois un domicile réel et fixe » sont remplacés par les mots « un an, un domicile ou une résidence réels et fixes ») : rejeté ; son amendement n° 41 (tendant à supprimer les 12^e et 13^e alinéas de cet article) (p. 672) ; retiré (p. 673) ; **article 7** : son amendement n° 42 (tendant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article à insérer après les mots « peupleraies et » les mots « à deux hectares pour ») ; seuil de 10 hectares ; nécessité d'abaisser à 2 hectares la surface minimale pour les peupleraies et les noyeraies à bois : rejeté ; son amendement n° 43 (plan simple pouvant à titre facultatif être présenté à l'agrément du centre régional de la propriété forestière pour des ensembles de parcelles forestières d'une surface moindre que celle prévue au 4^e alinéa) ; rejeté au scrutin public ; **article 8** : son amendement n° 44 (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) (p. 675) ; rejeté (p. 676) ; **article 10** : son amendement n° 45 (tendant dans la première phrase du texte proposé pour l'article L. 222-5 du code forestier à insérer après les mots « se trouve placé » les mots « sauf cas de force majeure reconnu par le centre ») ; adopté (p. 677) ; **article 11** : *article L. 247-1 du code forestier* ; son amendement n° 47 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à insérer après les mots « il peut être créé » les mots « des sociétés privées, des sociétés coopératives ou ») : rejeté ; son amendement n° 48 (tendant à la fin de la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à supprimer les mots « ou autorisé ») (p. 679) ; rejeté ; ses amendements n°s 50, 51 et 52 : devenus sans objet ; son amendement n° 53 (tendant à supprimer l'avant dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier) : rejeté (p. 680) ; son amendement n° 55 (visant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier) : rejeté ; son amendement n° 56 (société ou association dont le but est la gestion forestière) : rejeté (p. 681) ; son amendement n° 57 (tendant à supprimer la deuxième phrase du dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier) : retiré (p. 682) ; *article L. 247-2 du code forestier* : son amendement n° 58 (visant à rédiger ainsi le début du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier : « dans les départements où il peut être fait application des dispositions de l'article 52-1, 1^e et 2^e du code rural l'autorité administrative... ») ; zonage préalable permettant d'alléger la procédure envisagée ; rejeté ; son amendement n° 59 (association syndicale de gestion forestière autorisée) : rejeté ; son amendement n° 60 (visant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à insérer après les mots « les propriétaires intéressés » les mots « en société privée, en société coopérative ») : rejeté ; *article L. 247-4 du code forestier* : son amendement n° 61 (de suppression) [10 mai 1985] (p. 706) ; retiré ; *article L. 247-6 du code forestier* : son amendement n° 64 (visant dans la première phrase du texte proposé pour cet article du code forestier à insérer après les mots « des droits d'usage ou d'exploitation » les mots « reconnus contradictoirement ») ; droits attachés à une propriété devant être dûment reconnus et de façon contradictoire : rejeté ; son amendement n° 65 (tendant à compléter la première phrase du texte proposé pour cet article du code forestier par les mots « pour autant que la ou les parties concernées aient été préalablement informées et que le tribunal d'instance ait pu prendre connaissance des positions ») : rejeté ; *article L. 247-7 du code forestier* : son amendement n° 67 (tendant dans le texte proposé pour cet article du code forestier à substituer aux mots « peut adhérer à une société coopérative » les mots « peut passer des accords avec une société coopérative, avec une société privée, ») : rejeté ; son amendement n° 68 (tendant à la fin du texte proposé pour cet article du code forestier à substituer aux mots « toute tâche dont l'exécution, ne relève pas du régime des marchés publics » les mots « l'exécution de toute tâche ») : adopté (p. 707) ; **article 12** : son amendement n° 69 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 248-1 du code forestier à insérer après les mots « les sociétés coopératives » les mots « les sociétés d'intérêt collectif agricole ») : adopté (p. 708) ; **article 15** : son amendement n° 71 (tendant à compléter le 5^e alinéa de cet

article par les mots : « y compris l'élevage, le débroussaillage et le nettoyage » : devenu sans objet (p. 710) ; **article 16** : son amendement n° 210 (présomption de salariat) (p. 711) ; protection sociale des ouvriers ; retiré (p. 712) ; son amendement n° 72 : devenu sans objet (p. 713) ; **article 18** : son amendement n° 74 (tendant dans le troisième alinéa (1^e) de cet article à insérer après les mots « risques naturels » le mot « exceptionnels ») : rejeté (p. 714) ; son amendement n° 76 (tendant à compléter la deuxième phrase du 5^e alinéa de cet article par les mots « reconnu par les parties, direct et précis ») ; nécessité d'un intérêt direct et précis des propriétaires se voyant imposer des charges résultant de travaux ; rejeté ; son amendement n° 77 (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) : rejeté (p. 715) ; **article 19** : son amendement n° 79 (de suppression) : retiré ; son amendement n° 80 (tendant dans la troisième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 176 du code rural à insérer après les mots « les travaux nécessaires » les mots « de façon prouvée et évidente ») ; rejeté ; son amendement n° 81 (tendant à compléter la troisième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 176 du code rural par les mots « évidents et précis ») : rejeté ; son amendement n° 82 (tendant dans l'avant dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 176 du code rural à substituer aux mots « autorisé à créer » les mots « à créer ou à une société privée ou à une société coopérative ») (p. 716) ; rejeté ; **article 20** : son amendement n° 84 (tendant dans le texte proposé pour l'article 178 du code rural à substituer aux mots « autorisé à créer » les mots « à créer à une société privée ou à une coopérative ») : rejeté (p. 717) ; **article 22** : *article L. 512-1 du code forestier* : son amendement n° 86 (possibilité pour les propriétaires dont les forêts sont dotées d'un plan simple de gestion agréé de demander que celles-ci soient exclues de l'aménagement foncier forestier) ; caractère abusif de l'imposition à des propriétaires des échanges qu'ils ne souhaitent pas ; rejeté ; *article L. 512-3 du code forestier* : son amendement n° 87 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à insérer après le mot « communal » les mots « instruite par des techniciens reconnus ») ; caractère abusif de certains reboisements ; rejeté ; son amendement n° 88 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à insérer après le mot « forestiers » les mots « , parmi lesquels les propriétaires pourront opter, ») : rejeté (p. 720) ; son amendement n° 89 (tendant dans la deuxième phrase du 6^e alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à substituer au pourcentage « 20 % » le pourcentage « 10 % ») ; difficultés de déterminer de façon précise la productivité d'une terre à partir de notions cadastrales ; rejeté ; son amendement n° 90 (tendant dans la deuxième phrase de l'avant dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à substituer au mot « quatre » le mot « deux ») ; caractère trop important de la limite de quatre hectares lorsqu'il est procédé à des échanges fondés sur l'équivalence ; rejeté ; son amendement n° 91 (tendant dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à insérer après les mots « en espèces » les mots « estimé par expertise qualifiée ») : rejeté ; *article L. 512-4 du code forestier* : son amendement n° 92 (tendant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à insérer après les mots « commission communale » les mots « et pendant un délai limité à deux ans à dater de la demande d'un ou plusieurs propriétaires ») : rejeté ; son amendement n° 93 (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à substituer aux mots « la même période » les mots « une période qui ne saurait excéder quinze mois ») (p. 721) ; rejeté ; son amendement n° 95 (tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier par les mots « sauf lorsqu'il résulte de l'application d'un plan simple de gestion agréé ou qu'ils ont trait à la consommation domestique et rurale du propriétaire ») : rejeté ; son amendement n° 96 (tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier par les mots « sauf lorsqu'un plan simple de gestion est préalablement en application ») : rejeté ; son amendement n° 97 (tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier par la phrase suivante « si le représentant de l'Etat n'a pas statué sur cette demande d'autorisation préalable dans un délai de trois mois à compter de la demande, celle-ci est considérée comme autorisée ») : rejeté ; son amendement n° 98 (tendant à rédiger ainsi le début de la dernière phrase du troisième alinéa du texte proposé pour cet article

du code forestier « sur proposition d'une expertise qualifiée, en cas de moins-value ») : rejeté (p. 722) ; **article L. 512-5 du code forestier** : son amendement n° 99 (de suppression) (p. 722) ; atteinte portée au droit de propriété ; rejeté ; son amendement n° 100 (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier, à insérer après le mot « nature » le mot « formelle ») : rejeté ; **article L. 512-6 du code forestier** : son amendement n° 101 (intervention en forêt de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural) : rejeté (p. 723) ; **article 24** : son amendement n° 104 (zones dans lesquelles toute plantation et semis d'essences forestières et tout reboisement seront interdits ou réglementés) ; plantation de résineux à proximité des vignes ; rejeté ; son amendement n° 105 (tendant au début de cet article à insérer l'alinéa suivant : « dans le deuxième alinéa 1° de l'article 52-1 du code rural après les mots « ils définissent », sont insérés les mots « après avis des commissions communales d'aménagement foncier agricole et forestier, ») ; nécessité d'associer les commissions communales à la définition des périmètres et d'élargir leur composition ; rejeté (p. 726) ; **article 26** : son amendement n° 106 (tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article 52-3 du code rural par la phrase suivante « cette opération est obligatoirement précédée par la mise en œuvre des procédures prévues aux 1°, 2° et 3° de l'article 52-1 du présent code ») ; procédure de regroupement des parcelles ; rejeté ; son amendement n° 108 (procédure d'aménagement ne pouvant aboutir pour une exploitation agricole à ramener sa surface en deçà de la surface minimale d'installation) (p. 727) ; rejeté ; son amendement n° 109 (tendant à compléter la dernière phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 52-3 du code rural par les mots « ni une surface de parcelle non boisée de plus de 30 % de la surface forestière apportée ») : rejeté ; son amendement n° 110 (tendant dans la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article 52-3 du code rural après le mot « évaluation » à insérer les mots « , réalisé par des personnes de profession et d'expérience confirmée dans le monde sylvicole ») : rejeté ; son amendement n° 111 (tendant à compléter la dernière phrase de l'avant dernier alinéa du texte proposé pour l'article 52-3 du code rural par les mots « sur les bases des conclusions établies par les personnes qualifiées précitées ») : rejeté ; son amendement n° 112 (cas d'une parcelle échangée étant plus proche d'une voie de desserte que l'éloignement moyen de l'ensemble des autres parcelles) : retiré (p. 728) ; **article 27** : **article 52-5 du code rural** : son amendement n° 114 (tendant à supprimer le texte proposé pour cet article du code rural) ; crainte que le poids foncier des collectivités locales n'impose la décision aux propriétaires privés ; rejeté ; son amendement n° 115 (tendant dans le texte proposé pour cet article du code rural à insérer après le mot « Etat » les mots « , les organismes et sociétés contrôlés par lui, les collectivités locales, les établissements publics, les caisses d'épargne et d'assurances ») : rejeté ; son amendement n° 116 (tendant dans le texte proposé pour cet article du code rural à supprimer les mots « et extérieurs au périmètre ») ; dégagement des propriétaires des surfaces concernées (p. 729) ; rejeté ; **article 52-6 du code rural** : son amendement n° 113 (tendant à compléter la deuxième phrase du texte proposé pour cet article du code rural par les mots « déterminé précisément par des personnes qualifiées et représentées de façon pondérée, compte tenu des intérêts agricoles et forestiers en cause ») : rejeté (p. 730) ; **article 31** : son amendement n° 94 (composition de la commission communale) ; rejeté ; **article 33** : son amendement n° 118 (tendant après les mots « si non » à rédiger ainsi la fin du 5° alinéa du texte proposé pour l'article 5-1 du code rural : « , présenté par la chambre d'agriculture sur proposition du centre régional de la propriété forestières ») (p. 732) ; adopté (p. 733) ; **article 38** : son amendement n° 123 (autorisation administrative de défrichement) ; décision de l'autorité administrative ne devant être prise qu'après avis des conseils municipaux et des commissions communales ; rejeté (p. 735) ; **après l'article 38** : son amendement n° 124 (cas où l'autorisation de défrichement doit être refusée) (p. 735) ; rejeté ; son amendement n° 125 (subordination de l'autorisation de défrichement donnée par le représentant de l'Etat à certaines conditions) ; nécessaire globalisation des travaux de reboisement réalisés ; rejeté ; **article 41** : son amendement n° 126 (tendant à compléter le texte proposé pour l'article L. 314-1 du code forestier par les mots : « , son recouvrement pouvant intervenir dans un délai d'un an après cette décision ») (p. 736) ; date d'acquiescement de la taxe de défriche-

ment ; rejeté ; **article 43** : son amendement n° 212 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-3 du code forestier à substituer aux mots « à défricher » le mot « défrichés ») : rejeté ; son amendement n° 127 (tendant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-3 du code forestier à insérer après les mots « affectation forestière » les mots « et gérés dans un concept forestier exclusivement ») : retiré (p. 737) ; **article 45** : son amendement n° 214 (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier à substituer aux mots « surfaces à défricher » les mots « surfaces défrichées ») ; secteurs bénéficiaires du taux de la taxe de défrichement prévue pour les opérations de mise en culture ; rejeté ; son amendement n° 128 (tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier par les mots « ou d'implantation artisanale et industrielle ») : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 213 (tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier par les mots « et participe de l'activité des travaux publics et de la viabilité des bâtiments ») : rejeté (p. 739) ; son amendement n° 129 (tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier) : rejeté ; son amendement n° 130 (tendant dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier à substituer au mot « dix » le mot « cinq ») ; exigibilité immédiate du complément de taxe lorsque la destination du terrain pour lequel l'autorisation de défrichement a été accordée est modifiée dans un délai de cinq ans ; rejeté (p. 740) ; **article 46** : son amendement n° 215 (recouvrement et assise de la taxe de défrichement) ; versement de la taxe dans les six mois de la notification de son montant aux redevables ; rejeté ; son amendement n° 131 (tendant dans la deuxième phrase du texte proposé pour l'article L. 341-7 du code forestier à substituer au mot « six » le mot « douze ») : rejeté ; son amendement n° 216 (tendant à compléter le texte proposé pour l'article L. 341-7 du code forestier par la phrase suivante : « le même délai est applicable aux exploitations de carrières ») (p. 741) ; retiré ; **article 47** : son amendement n° 132 (mandatement de la restitution de la taxe) : adopté (p. 742) ; **article 49** : son amendement n° 134 (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-5-1 du code forestier à substituer aux mots « d'habitation et clos » les mots « clos ou non ») : retiré ; **article 51** : son amendement n° 135 (de suppression) ; désengagement de l'Etat ; rejeté (p. 743) ; **article 52** : son amendement n° 136 (de suppression) : retiré ; **article 53** : son amendement n° 137 (de suppression) : retiré ; **article 54** : son amendement n° 138 (de suppression) : retiré ; **article 55** : son amendement n° 139 (débrousaillement) : retiré (p. 744) ; **article 56** : **article L. 322-3 du code forestier** : son amendement n° 140 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 141 (tendant à supprimer le dernier alinéa 2° du texte proposé pour cet article du code forestier) ; charge du nettoyage des rémanents et branchages ; rejeté ; **article L. 322-7 du code forestier** : son amendement n° 142 (tendant dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à supprimer les mots « propriétaire de ») ; charge des frais de débrousaillement pesant sur les propriétaires de bois privés ; adopté (p. 745) ; **article 59** : son amendement n° 144 (tendant dans le texte proposé pour l'article L. 411-2 du code forestier à insérer après les mots « forêt de protection » les mots « sauf à connaître les conséquences d'un contrat d'exploitation précédant cette modification d'au moins un mois dûment prouvé ») ; contrat de vente de parcelles ; rejeté ; son amendement n° 145 (visant dans le texte proposé pour l'article L. 411-2 du code forestier à substituer aux mots « quinze mois » les mots « un an ») : rejeté ; **après l'article 60** : son amendement n° 146 (tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article L. 424-2 du code forestier « un membre du conseil général délégué par cette assemblée ») (p. 746) ; rejeté ; **article 61** : son amendement n° 147 (tendant après les mots « entretien assuré » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 424-3 du code forestier : « aux frais de l'Etat et éventuellement des collectivités territoriales ») : rejeté ; **article 63** : son amendement n° 148 (information préalable du Procureur de la République) ; nécessité d'une information préalable du Procureur de la République avant qu'il soit transigé sur la poursuite des délits et contraventions : rejeté (p. 747) ; **article 64** : son amendement n° 149 (information préalable de l'autorité administrative chargée de la transaction) : rejeté (p. 748).

Explications de vote : caractère technocratique du projet ; atteinte au droit de propriété ; seuil des 10 hectares (p. 749).

Commission mixte paritaire, discussion générale : absence de dispositions concernant la formation ; vote positif des groupes U.D.F. et R.P.R. ; importance des centres régionaux de la propriété forestière [20 novembre 1985] (p. 4530).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. —

Discussion générale : questions : propos sectaires tenus par le secrétaire d'Etat ; privation du bénéfice de la campagne double pour « quelques combattants du fond du Sahara » ; renvoi au mois de décembre 1986 du rattrapage de 1,86 % du rapport constant [22 octobre 1985] (p. 3333).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : Rapporteur pour avis : agriculture des départements et territoires d'outre-mer ; politique de la pêche et de l'aquaculture [5 novembre 1985] (p. 3912) ; énoncé des objectifs à atteindre pour l'ensemble des départements d'outre-mer en matière de développement (p. 3913).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : difficultés des collectivités locales pour exercer leur rôle en matière d'équipement ; développement des réseaux d'eau et d'électricité ; fonds national de développement des adductions d'eau ; croissance des besoins des collectivités ; nécessité de relever le taux de la taxe alimentant ce fonds [7 novembre 1985] (p. 4067) ; critique de l'habitude de privilégier le court terme (p. 4068).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier agricole (n° 3008)**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} — article 1^{er} du code rural : son amendement n° 36 (objet de l'aménagement foncier agricole et rural) : rejeté ; son amendement n° 37 (prise en compte par l'aménagement foncier rural de la vocation agricole du sol) : rejeté [28 novembre 1985] (p. 4996) ; **article 4** : son amendement n° 38 (supprimant le paragraphe II de cet article) (p. 5001) ; retiré ; son amendement n° 39 (supprimant le paragraphe III de cet article) : non soutenu (p. 5002).

MICHEL (Claude)

*Député de l'Eure
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS.

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2096) [J.O. du 23 mai 1985] (p. 5798).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes (n° 2393) [J.O. du 14 juin 1985] (p. 6584).

Président de cette commission [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6787).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Président de cette commission [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7109).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [J.O. du 3 juillet 1985] (p. 7478).

Rapporteur du projet de loi (n° 3008) relatif à l'aménagement foncier agricole [7 novembre 1985] (p. 4117).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947) [J.O. du 18 décembre 1985] (p. 14753).

Président de cette commission [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14816).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural (n° 3008) [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14815).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14816).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 3008) relatif à l'aménagement foncier agricole (n° 3106) [21 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural (n° 3217) [18 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Première lecture, discussion des articles : après l'article 12 : son amendement n° 42 (insérant un article relatif à la qualité d'expert en automobile) [22 mai 1985] (p. 1074) ; développement des activités d'expertise automobile ; création d'un titre officiel mais non obligatoire par la loi de 1972 ; importance des missions de l'expert ; missions confiées aux seuls experts brevetés ; nécessité d'offrir des garanties sérieuses à ceux qui ont recours au service des experts ; absence de *numerus clausus* empêchant la constitution d'un monopole ; faculté reconnue aux compagnies d'assurance de faire expertiser ; moralisation de la profession (p. 1075) ; devenu sans objet (p. 1076).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier agricole (n° 3008).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : harmonisation et simplification des procédures d'aménagement foncier ; procédure de réorganisation foncière ; nécessité d'éviter un recours exclusif au remembrement ; prise en compte des incidences de la décentralisation, confirmation du rôle des commissions départementales d'aménagement foncier [28 novembre 1985] (p. 4987).

Discussion des articles : article 1^{er} — article 1^{er} du code rural : son amendement n° 1 (de précision) : adopté ; son amendement n° 2 (de précision) : adopté ; son amendement n° 3 (de précision) : adopté ; son amendement n° 4 (de précision) : adopté ; son amendement n° 5 (de précision) : adopté (p. 4996) ; son amendement n° 6 (de précision) : adopté ; son amendement n° 7 (de précision) : adopté ; son amendement n° 8 (indiquant que les commissions doivent favoriser la concertation entre toutes les parties intéressées) : adopté ; son amendement n° 9 (application de l'aménagement foncier rural aux propriétés rurales non bâties et dans certaines conditions à des propriétés bâties) : adopté ; *article 2-1 du code rural* : présence d'exploitants preneurs ; *article 2-2 du code rural* : son amendement n° 10 (de précision) : adopté ; son amendement n° 11 (cas où le périmètre d'aménagement foncier s'étend sur plusieurs départements) : adopté ; *article 2-3 du code rural* : son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté (p. 4997) ; *article 4 du code rural* : son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 14 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté ; délai au cours duquel les propriétaires doivent signaler au président de la commission communale les contestations judiciaires en cours ; son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté ; *article 4-1 du code rural* : son amendement n° 17 (de clarification) : adopté ; son amendement n° 18 (précisant que le représentant de l'Etat dans le département ordonne les opérations et fixe par arrêté le ou les périmètres d'aménagement foncier correspondants) : adopté ; *article 5-1 du code rural* : son amendement n° 19 (précisant que le technicien est choisi sur

la liste des géomètres agréés établie par le ministre de l'agriculture); limitation du recours obligatoire à un géomètre agréé (p. 4998): adopté; son amendement n° 20 (rédactionnel): adopté; **article 7 du code rural**: son amendement n° 40 à titre personnel (précisant qu'à l'intérieur des périmètres de remembrement-aménagement l'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer); objet de la procédure de remembrement-aménagement: adopté (p. 4999); **article 2 — article 9 du code rural**: son amendement n° 21 (d'harmonisation): adopté; **article 11 du code rural**: son amendement n° 22 (mise en conformité avec les dispositions de la loi montagne): adopté; son amendement n° 23 (précisant que les propriétaires non représentés dans la procédure ne participent pas aux échanges): adopté (p. 5000); **article 12 du code rural**: son amendement n° 24 (de précision): adopté; **article 15 du code rural**: son amendement n° 25 (de correction): adopté; son amendement n° 26 (de correction): adopté; **article 17 du code rural**: son amendement n° 27 (de précision): adopté (p. 5001); **article 10**: son amendement n° 28 (de rectification): adopté; **article 12**: son amendement n° 29 (mise en conformité avec la loi forêt): adopté; **article 13**: son amendement n° 30 (mise en conformité avec la loi montagne): adopté; son amendement n° 31 (de rectification) (p. 5003): adopté; son amendement n° 32 (mise en conformité avec la loi forêt): adopté; **article 14**: son amendement n° 33 (de précision): adopté; **article 20**: son amendement n° 34 (abrogation des articles 24, 26, 26-1, 30-1, 30-2, 34, 38-2, 38-3, 38-4, 56 et 56-1 du code rural) (p. 5004): adopté (p. 5005); **après l'article 21**: son amendement n° 41 à titre personnel (détermination de la valeur de rendement); difficultés pour la détermination du revenu brut d'exploitation et pour la création des commissions *ad hoc*: adopté (p. 5006); **article 23**: son amendement n° 42 à titre personnel (mise en conformité de certaines références des articles du code rural): adopté; **après l'article 23**: actualisation des dispositions de la loi du 4 décembre 1968 relative à l'application de certaines dispositions du code rural dans les départements d'outre-mer; **article 24**: son amendement n° 35 (précisant que l'article 20 du code rural dans sa rédaction antérieure à celle de la présente loi demeure applicable à certaines opérations) (p. 5007): adopté; titre: son amendement n° 43 à titre personnel (substituant au mot « agricole » le mot « rural » dans le titre du projet de loi): adopté (p. 5008).

Seconde délibération du projet de loi: **article 20**: son amendement n° 1 à titre personnel (supprimant la référence « 56 »): adopté (p. 5008).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur: amélioration des conditions d'exploitation des fonds agricoles et forestiers; constitution de la commission communale d'aménagement foncier; intervention de l'expert forestier [19 décembre 1985] (p. 6416).

MICHEL (Henri)

Député de la Drôme
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

MICHEL (Jean-Pierre)

Député de la Haute-Saône
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568) [J.O. du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Président de cette commission [J.O. du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Président de cette commission [J.O. du 3 octobre 1985] (p. 11465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Rapporteur du projet de loi n° 2695 relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales [5 juin 1985] (p. 1490).

Membre titulaire de la commission paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391) [J.O. du 13 juin 1985] (p. 6537).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2617) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7068).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 2577) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le premier alinéa de l'article 33 du règlement de l'Assemblée nationale (n° 322) [10 octobre 1985] (p. 2961).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (n° 2801) [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12365).

Président de cette commission [J.O. du 31 octobre 1985] (p. 12623).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Vice-président de cette commission [J.O. du 13 novembre 1985] (p. 13142).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13811).

Président de cette commission [J.O. du 29 novembre 1985] (p. 13872).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [J.O. du 3 décembre 1985] (p. 14048).

Vice-président de cette commission [J.O. du 5 décembre 1985] (p. 14150).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses modifications du code de procédure pénale (n° 2695) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14462).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14581).

Président de cette commission [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14816).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Président de cette commission [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14816).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Vice-président de cette commission [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15040).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2695) relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales (n° 2812) [20 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3009) portant diverses modifications du code de procédure pénale (n° 3041) [7 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales (n° 3178) [11 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en

discussion du projet de loi relatif au **renouvellement des baux commerciaux**, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3179) [11 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3281) [20 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Promotion de l'emploi des jeunes** : rapport de M. Bertrand Schwartz ; rôle des missions locales pour l'insertion des jeunes [24 avril 1985] (p. 339).

orales sans débat :

— **n° 953**, posée le 17 décembre 1985 : **handicapés (établissements)** (p. 6323) ; appelée le 20 décembre 1985 : **handicapés soignés par la méthode Doman** : difficultés des parents devant appliquer la méthode de stimulation intensive à domicile ; absence de prise en charge par la sécurité sociale des frais entraînés par cette méthode (p. 6514) ;

— **n° 954 de M. Raymond Douyère** : appelée le 20 décembre 1985 : **modalités de paiement des taxes locales pour les plus démunis** : exonération de la taxe d'habitation pour les plus démunis ; délais de paiement accordés par l'administration (p. 6516).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523).**

Première lecture, discussion générale : difficulté de réglementer la publicité ; caractère néfaste de tout régime d'interdiction de vente ; armes de guerre ; publicité sur les armes blanches ; caractère insuffisant des sanctions prévues [9 avril 1985] (p. 90) ; confusion des procédures judiciaire et administrative ; nécessité d'une consignation (p. 91).

— **Projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593).**

Première lecture, discussion générale : rôle des associations dans différents domaines ; spécificité des statuts découlant de la loi de 1901 ; renforcement des fonds propres ; aides privées et subventions publiques ; émission d'obligations et de titres associatifs négociables assimilés aux titres participatifs ; son observation sur le caractère secret de l'avis rendu par le Conseil d'Etat ; obligation comptable pesant sur les associations exerçant une activité économique ; caractère des associations concernées par le projet de loi ; rôle de l'assemblée générale des sociétaires en cas de décision d'émission ; caractéristiques du titre associatif ; rémunération des titres associatifs et des obligations émises par les associations ; incompatibilité de la notion de partage des bénéfices entre les sociétaires avec le principe associatif ; risque d'abus ; calcul de la partie variable de la rémunération sans prise en compte du résultat [22 avril 1985] (p. 286) ; distribution déguisée de bénéfices ; confusion entre le droit des associations et le droit des sociétés commerciales ; extension aux associations de certaines dispositions de la loi du 24 juillet 1966 et de la loi du 1^{er} mars 1984 ; responsabilité civile et pénale des dirigeants ; difficultés jurisprudentielles entraînées par le rapprochement des associations émettrices et des sociétés commerciales ; insuffisances des dispositions du projet de loi en cas d'émission de titres en contradiction avec la loi (p. 287).

Discussion des articles : **article 13** : sanctions pénales en cas de violation de la loi ; sa demande d'un aménagement de l'article en cas de navette (p. 294) ; pouvoirs du tribunal de commerce ; information du public (p. 295).

Explications de vote : vote positif du groupe socialiste (p. 296).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : ses observations contre la motion référendaire; bouleversement de la pratique et des institutions de la V^e République représenté par le dépôt d'une motion référendaire; détermination des modes de scrutin par le Parlement ou par voie d'ordonnances; utilisation controversée de la voie référendaire en 1962 par le Général de Gaulle; doute subsistant sur le champ d'application de l'article 11 de la Constitution; nécessité d'éviter des conceptions perverses de recours au référendum [24 avril 1985] (p. 364); ses observations sur l'attachement de certains à « la tradition bonapartiste et à la tradition du césarisme plébiscitaire »; attachement des socialistes à une pratique apaisée du référendum; mode d'élection des députés n'influençant pas la stabilité et le fonctionnement des institutions; recours au référendum empêchant un examen réel de la loi organique par le Conseil constitutionnel; contradiction entre la volonté de soumettre le texte au référendum et le dépôt d'une exception d'irrecevabilité (p. 365); soumission de la réforme électorale à la procédure parlementaire ordinaire; motion référendaire constituant un « artifice de procédure » (p. 366).

— **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584).**

Première lecture, discussion générale : premier projet de loi de la législature touchant à l'état des personnes; insémination artificielle; « mères porteuses »; projet de loi s'inscrivant dans la volonté que la majorité manifeste de réduire les inégalités; statut des jeunes; établissement d'une égalité totale entre les époux dans leurs « rapports d'argent »; administration des biens des enfants mineurs; nom patronymique [6 mai 1985] (p. 580); système de transmission du nom dans certains pays européens; amendement offrant aux enfants la possibilité de porter le nom de leur père et celui de leur mère par adjonction (p. 581).

Discussion des articles : **avant l'article 39 :** problème de la transmission du nom double; question du nom touchant la sensibilité de tous les Français; absence de transmission du second nom; politique législative (p. 595).

Deuxième lecture, discussion des articles : **l'article 39 A :** possibilité pour les parents de décider que leurs enfants porteront leurs deux noms; état civil ne spécifiant pas le nom de l'enfant; prise en compte de l'existence de deux noms par l'administration publique [3 octobre 1985] (p. 2625).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur suppléant: désaccord au sein de la commission mixte paritaire; modalités de conclusion des baux portant sur les biens communs autres que les fonds ruraux ou les immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal; délai dans lequel doivent être payées à la communauté les sommes dues par le patrimoine propre en cas d'emploi ou de emploi fait par anticipation [2 décembre 1985] (p. 5098); effet de la dissolution du mariage; usage du double nom (p. 5099).

Discussion des articles : **article 10 :** conditions de conclusions des baux portant sur des immeubles d'habitation dépendant de la communauté; caractère paradoxal de refuser de reconnaître à la femme un pouvoir actuellement exercé par le mari seul sur les biens communs ordinaires; **article 39 A :** usage du nom étant un droit personnel et par conséquent non transmissible (p. 5100).

— **Projet de loi relatif aux actes et jugements déclaratifs de décès des personnes mortes en déportation (n° 2613).**

Première lecture, discussion générale : possibilité de déterminer avec précision le lieu et la date du décès des personnes décédées ou disparues en déportation; caractère rétroactif du texte; possibilité d'octroyer le pardon mais non l'oubli [7 mai 1985] (p. 621).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er} :** lutte contre les discriminations fondées sur le sexe; extension des dispositions relatives aux discriminations raciales aux discriminations à caractère sexiste; cas des discriminations s'effectuant par voie de presse ou sous forme de diffamation

et d'injures; possibilité pour les associations de se constituer partie civile; extension des dispositions relatives au refus par une autorité publique ou par une personne privée d'une prestation ou d'un service à raison de la race ou du sexe aux discriminations opérées en raison des mœurs [23 mai 1985] (p. 1103); son amendement n° 149 (insérant dans le paragraphe I de cet article des dispositions relatives aux sanctions pénales encourues par tout dépositaire de l'autorité publique en cas de discriminations): adopté; son amendement n° 81 (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article les mots « de ses mœurs » après les mots « de son sexe »): adopté; son amendement n° 82 (insérant dans le troisième alinéa du paragraphe I de cet article les mots « des mœurs » après les mots « du sexe ») (p. 1104); adopté; son amendement n° 150 (insérant après le paragraphe I de cet article des dispositions relatives aux modalités de la discrimination): adopté; son amendement n° 83 (insérant dans le troisième alinéa du paragraphe II de cet article les mots « de ses mœurs » après les mots « de son sexe »): adopté; son amendement n° 84 (insérant dans le dernier alinéa du paragraphe II de cet article les mots « des mœurs » après les mots « du sexe ») (p. 1105); adopté; son amendement n° 86 (insérant les mots dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article « ou sur les mœurs » après les mots « sur le sexe »): adopté (p. 1106); **après l'article 52 :** son amendement n° 160 (conditions de garantie, modalités du contrôle et conditions dans lesquelles les avocats reçoivent des fonds, effets ou valeurs pour le compte de leurs clients): adopté; son amendement n° 161 (professions judiciaires et juridiques; modalités du financement de la formation dispensée pendant le stage de pratique professionnelle): adopté (p. 1158).

— **Projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651).**

Première lecture, discussion générale : objectifs de l'enregistrement des procès judiciaires; constitution d'archives historiques; information des citoyens et publicité du procès; non opportunité de confier au président de la juridiction la décision d'enregistrer; engagement d'une discussion au début de l'audience; nature strictement administrative de la décision prise par l'autorité judiciaire [3 juin 1985] (p. 1384); décision de l'enregistrement devant relever du garde des sceaux; problème du délai; adoption par la commission d'une disposition prévoyant la possibilité d'abréger les délais imposés avant la diffusion des enregistrements; cas du procès de Bobigny (p. 1385).

Discussion des articles : **article 8 :** non opportunité de préciser que le président du tribunal de grande instance doit s'entourer de l'avis des parties (p. 1388).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Seconde délibération du projet de loi. Rapporteur suppléant: demande une seconde délibération du texte; avis défavorable émis sur le fond par l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie; prise de position de la commission spéciale de l'assemblée territoriale; organisation de la propagande radiodiffusée et télévisée; non participation de toutes les formations politiques au dernier scrutin; proposition de l'assemblée territoriale de répartir les opérations de vote sur plus d'une journée; n'accepte pas les termes de la conclusion du rapport de l'assemblée territoriale [4 juin 1985] (p. 1398).

— **Projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales (n° 2695).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur: notion de justice; simplification des procédures d'enquête et d'instruction; possibilité pour le juge d'instruction d'adresser des commissions rogatoires à tout officier de police judiciaire sur l'ensemble du territoire; procédures de jugement [25 juin 1985] (p. 1932); fonctionnement des Cours d'assises; limitation des pourvois fondés sur des nullités de procédure; procédure devant les tribunaux correctionnels; jugement des contraventions; compétence des autorités et juridictions judiciaires; modification des règles de dessaisissement d'une juridiction; règle introduite dans le projet ne pouvant devenir la règle générale; traitement de certains contentieux de masse; encombrement des tribunaux correctionnels;

souhaite la dépenalisation des « délits-papiers » ; nécessité de doter les tribunaux de police de moyens en personnel ; assouplissement des conditions d'exécution des décisions pénales ; conditions d'application de la semi-liberté ; extension du champ d'application du travail d'intérêt général ; pouvoirs du juge d'application des peines ; amélioration des conditions de la détention ; conditions de travail des personnels pénitentiaires ; nécessité de faire preuve d'imagination pour les peines d'emprisonnement (p. 1933) ; recrutement de personnels ; mise en œuvre de la contrainte par corps sous la forme d'un travail d'intérêt général ; « toilettage » du code électoral ; possibilité pour le juge de police de prononcer des peines complémentaires comme peines principales ; renforcement des droits de la défense ; procédure de l'expertise ; consultation précédée auprès des personnels judiciaires (p. 1934) ; ses observations sur l'introduction de son rapport (p. 1941).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 2 (substituant à la fin de la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 41-4 du code de procédure pénale aux mots « la sécurité des personnes ou des biens » les mots « les personnes ou les biens ») ; adopté ; **article 4** : son amendement n° 3 (insérant dans le troisième alinéa de cet article, après les mots « après avis de ce dernier » les mots « d'office ou ») (p. 1951) ; restitution d'office des objets saisis ; adopté ; son amendement n° 4 (substituant à la fin de la première phrase du cinquième alinéa de cet article aux mots : « la sécurité des personnes et des biens » les mots : « les personnes ou les biens ») ; adopté ; **article 5** : son amendement n° 5 (substituant à la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article aux mots « la sûreté des personnes ou des biens » les mots « les personnes ou les biens ») ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 6 (substituant à la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article aux mots « la sécurité des personnes ou des biens » les mots « les personnes ou les biens ») ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 7 (substituant à la fin du deuxième alinéa de cet article aux mots « la sécurité des personnes ou des biens » les mots « les personnes ou les biens ») ; adopté (p. 1952) ; **article 8** : son amendement n° 8 (substituant à la fin du deuxième alinéa de cet article aux mots « la sécurité des personnes ou des biens » les mots « les personnes ou les biens ») ; adopté (p. 1953) ; **article 13** : son amendement n° 9 (déclaration d'une adresse au juge d'instruction) ; substitution du système de l'adresse déclarée à celui de l'élection du domicile ; application de ce système à l'inculpé laissé en liberté ; adopté ; son amendement n° 60 (complétant le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « dans ce dernier cas l'inculpé doit indiquer au juge d'instruction son adresse personnelle, s'il en a une ») ; adopté ; **avant l'article 14** : son amendement n° 10 (supprimant avant cet article dans l'intitulé de la section III, le mot « de ») ; adopté ; son amendement n° 11 (possibilité offerte au juge d'instruction de décider que l'inculpé pourra faire usage de son permis de conduire pour l'exercice de son activité professionnelle) ; aménagement de la suspension du permis de conduire par le juge d'instruction au titre du contrôle judiciaire ; adopté (p. 1954) ; **article 15** : son amendement n° 61 (complétant cet article par le paragraphe suivant : « II — au dernier alinéa du même article, sont substitués aux mots « quinze-jours » les mots « vingt jours ») ; unification des délais de procédure ; adopté ; **article 17** : regrette que M. Pascal Clément ait déposé ses amendements en séance et non devant la commission des lois (p. 1955) ; son amendement n° 12 (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 148-7 du code de procédure pénale aux mots « et faite » les mots « peut aussi être faite ») ; modalité de la demande de mise en liberté par l'inculpé ; adopté ; **article 18** : son amendement n° 13 (supprimant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article les mots : « , tout juge d'instance du ressort de ce tribunal ») ; inexistence du juge d'instance ; adopté ; **article 20** : question de l'expert unique ; dualité d'experts augmentant les frais de justice (p. 1956) **article 23** : son amendement n° 14 (non utilisation de la notification par voie postale lorsqu'il s'agit d'un inculpé détenu) ; suppression de la notification des conclusions d'expertise par le chef d'établissement pénitentiaire (p. 1957) ; adopté ; son amendement n° 62 (complétant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 167 du code de procédure pénale par les mots : « qui doit intervenir dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande ») ; délai ouvert au juge d'instruction pour ré-

pondre à une demande de contre-expertise présentée par l'inculpé ; adopté après rectification ; **après l'article 24** : son amendement n° 15 (communication du dossier par le juge d'instruction au procureur de la République) ; extension des délais initialement prévus à l'article 175 du code de procédure pénale ; possibilité d'obtenir un délai supplémentaire (p. 1958) ; adopté (p. 1959) ; **après l'article 31** : son amendement n° 16 (rédigeant ainsi le dernier alinéa (4°) de l'article 257 du code de procédure pénale : « 4° Fonctionnaire des services de police ou de l'administration pénitentiaire, militaire, en activité de service ») ; incompatibilité des fonctions de juré de Cour d'assises avec celles de fonctionnaire de l'administration pénitentiaire ; adopté ; **article 32** : son amendement n° 17 (insérant dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « de l'Isère » les mots, « de la Loire-Atlantique ») ; augmentation du nombre des jurés suppléants dans le département de la Loire-Atlantique ; adopté (p. 1960) ; **article 36** : son amendement n° 63 (complétant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 390-1 du code de procédure pénale par la phrase suivante : « elle précise en outre que le prévenu peut se faire assister d'un avocat ») ; simplification des procédures de citation devant le tribunal correctionnel ; adopté ; **article 38** : son amendement n° 18 (substituant au premier alinéa de cet article les dispositions suivantes : « I — la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 485 du code de procédure pénale est abrogée et « II — le dernier alinéa du même article est rédigé ainsi qu'il suit : ») ; (p. 1961) ; adopté ; **article 42** : son amendement n° 19 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 64 (complétant le texte pour l'article 494-1 du code de procédure pénale par les mots : « , sans possibilité d'aggravation de la peine ») ; procédure d'itératif défaut ; possibilité de modifier le premier jugement en cas d'opposition ; impossibilité d'aggraver la peine (p. 1962) ; adopté ; **article 46** — *article 529-3 du code de procédure pénale* : son amendement n° 20 (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code aux mots « réguliers de personnes » les mots « de personnes, réguliers et à la demande ») ; prise en compte du développement du transport public à la demande ; adopté ; *article 529-4 du code de procédure pénale* : fixation par la loi des attributions des agents des parcs nationaux de la S.N.C.F. (p. 1964) ; *article 530-1 du code de procédure pénale* : son amendement n° 21 (rédactionnel) ; adopté ; *article 530-3 du code de procédure pénale* : son amendement n° 22 (précisant que les agents habilités à constater les infractions sont assermentés et perçoivent le montant de l'amende forfaitaire ou celui de la transaction) ; adopté ; **article 47** : son amendement n° 23 (rédactionnel) ; adopté ; **après l'article 47** : son amendement n° 24 (rédige ainsi l'article 473 du code pénal ; « Art. 473 — les dispositions des articles 43-1 et 55-1 sont applicables aux contraventions de police ») ; extension de la possibilité pour le juge de prononcer les mesures complémentaires ou accessoires comme peine principale au domaine des contraventions ; adopté (p. 1965) ; **article 49** : son amendement n° 72, à titre personnel, (substituant au début du texte proposé pour l'article 723-1 du code de procédure pénale aux mots « inférieure à un an » les mots « inférieure à six mois ») ; élargissement des possibilités de mise en semi-liberté des détenus ; difficultés d'appréciation pour le tribunal correctionnel ; adopté (p. 1966) ; **article 50** : son amendement n° 25 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 26 (effet du dépôt de la requête sur l'exécution de la peine) ; inopportunité d'exclure les condamnés exécutant leur peine du bénéfice des dispositions de cet article ; adopté ; son amendement n° 27 (application de cet article aux mineurs de seize à dix-huit ans) (p. 1967) ; adopté ; **après l'article 52** : son amendement n° 28 (complétant le deuxième alinéa de l'article L. 21 du code de la route par les mots : « si celui-ci a été cité à l'audience ») ; paiement des amendes de police auxquelles un conducteur est condamné ayant agi en qualité de pourvoyeur ; adopté (p. 1968) ; **avant l'article 55** : impossibilité de proposer un régime de détention provisoire des mineurs ; travaux de la commission Martagnet (p. 1969) ; **après l'article 59** : son amendement n° 29 (substituant dans les deux premiers alinéas de l'article 574-1 du code de procédure pénale les mots « de la réception du dossier à la Cour de cassation » aux mots « de la déclaration du pourvoi ») ; délai imparti à la Cour de cassation pour statuer sur un pourvoi formé contre un arrêt portant mise en accusation ; adopté ; **article 60** : son amendement n° 30 (substituant dans le dernier alinéa de cet article à la référence « 567 » la référence « 576 ») ; adopté (p. 1970) ; **après**

l'article 64 : son amendement n° 31 (substituant dans le dernier alinéa de l'article 706-15 du code de procédure pénale aux mots « carte de résident privilégié » les mots « carte de résident ») : adopté ; son amendement n° 32 (remplaçant au premier alinéa de l'article 721 du code de procédure pénale les mots : « subissant pour l'exécution d'une ou plusieurs peines privatives de liberté à temps autres que la tutelle pénale, une incarcération d'une durée égale ou supérieure à trois mois » par les mots « détenus en exécution d'une ou plusieurs peines privatives de liberté ») ; application des possibilités de réduction de peine aux condamnés ayant effectué une incarcération d'une durée inférieure à trois mois ; adopté ; son amendement n° 33 (durée de la contrainte par corps lorsqu'une condamnation à l'amende au profit du Trésor a été prononcée pour une infraction de nature non politique) (p. 1971) ; possibilité de remplacer l'emprisonnement en cas de contrainte par corps par les travaux d'intérêt général ; réduction de la durée maximale de la contrainte par corps ; actualisation du montant des amendes ; adopté ; son amendement n° 34 (rédigeant ainsi la dernière phrase du troisième alinéa de l'article 754 du code de procédure pénale : « cette présomption acquise, la contrainte par corps qui n'aura pas commencé à être exécutée ne pourra plus être exercée ») suppression de la procédure dite de « recommandation sur écrou » ; application du droit commun ; adopté ; son amendement n° 35 (supprimant au deuxième alinéa de l'article 756 du code de procédure pénale les mots : « ou recommandé ») : adopté ; son amendement n° 36 (précisant que le deuxième alinéa de l'article 758 du code pénal est abrogé) : adopté ; son amendement n° 37 (insérant dans le douzième alinéa (11°) de l'article 775 du code de procédure pénale les mots : « et 43-8 » après les mots « des articles 43-1 à 43-5 » (p. 1972) ; exclusion des peines de jours-amende du bulletin n° 2 du casier judiciaire ; adopté ; **après l'article 65** : son amendement n° 38 (abrogeant le deuxième alinéa (1°) de l'article 47 de la loi du 30 juin 1923 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1923) ; abolition de la non-admission des femmes dans les cercles de jeux de hasard ; adopté ; son amendement n° 39 (non inscription sur la liste électorale des personnes auxquelles les tribunaux ont interdit le droit de vote et d'élection) ; cas des personnes condamnées à des courtes peines d'emprisonnement ; suppression de la disposition relative à l'incapacité électorale ; adopté (p. 1973) ; son amendement n° 40 (abrogeant l'article L. 7 du code électoral) ; cas des condamnés pour outrages aux bonnes mœurs commis par voie de presse et de livres ; adopté ; **après l'article 66** : son amendement n° 41 (application à la collectivité territoriale de Mayotte des articles 43-3-1 à 43-3-5 du code pénal, des articles 747-1 à 747-7 du code de procédure pénale ainsi que l'article 50 de la présente loi) (p. 1974) ; **article 67** : son amendement n° 42 (rédigeant après les mots « en vigueur » ainsi la fin de cet article « le 1^{er} janvier 1986 ») (p. 1975) ; adopté (p. 1976).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : points d'accord entre les deux assemblées du Parlement ; divergences entre le Sénat et l'Assemblée ; assouplissement du régime de l'exécution des peines ; nullité de procédure ; procédure de l'itératif défaut ; régime de l'adresse déclarée ; critères de compétence territoriale des procureurs de la République ; intérêt de l'article additionnel (adopté par le Sénat) généralisant la pratique des permanences éducatives [26 novembre 1985] (p. 4862) ; mise en détention provisoire des mineurs ; perquisitions opérées au domicile et dans les cabinets d'avocats (p. 4863) ; régime des nullités de procédure (p. 4865).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 3 (tendant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ») : adopté ; **article 2** : son amendement n° 4 (délai de restitution des objets saisis) : adopté (p. 4865) ; **avant l'article 10** : son amendement n° 24 (perquisitions dans le cabinet d'un avocat ou à son domicile ne pouvant avoir lieu hors la présence du batonnier ou de son délégataire) ; caractère libéral des pratiques parisiennes ; sanction des dispositions légales (p. 4866) ; adopté ; **article 12** : son amendement n° 5 (application à la partie civile du régime de l'adresse déclarée) ; possibilité pour la partie civile de déclarer l'adresse d'un tiers avec l'accord de celui-ci ; adopté ; **article 13** : son amendement n° 6 (application à l'inculpé du système de l'adresse déclarée) ; mention de l'avis selon lequel l'inculpé doit signaler au juge d'instruction tout changement de l'adresse déclarée ;

adopté après correction (p. 4867) ; **article 16** : son amendement n° 7 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 8 (de conséquence) : adopté ; **article 23** : son amendement n° 9 (tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 167 du code de procédure pénale : « toutefois, la notification par la voie postale ne peut être utilisée lorsqu'il s'agit d'un inculpé détenu ») ; notification par le juge d'instruction à l'inculpé des rapports d'expertise ; adopté ; **article 24 bis** : son amendement n° 10 (règlement des dossiers d'instruction en l'absence de réquisitions du Parquet) (p. 4868) ; possibilité pour le juge d'instruction ne recevant pas de réquisitions dans le délai prescrit de rendre une ordonnance de règlement ; adopté ; **article 25** : son amendement n° 11 (tendant à rédiger ainsi la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 183 du code de procédure pénale : « la notification est faite par tout moyen et dans les délais les plus brefs ») ; transmission des ordonnances de règlement non susceptibles de recours ; adopté ; son amendement n° 12 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 13 (notification aux avocats des ordonnances de règlement non susceptibles de recours de la part de l'inculpé) : adopté (p. 4869) ; **article 29** : son amendement n° 14 (notification de la date d'audience devant la chambre d'accusation à l'inculpé) : adopté ; **article 30** : son amendement n° 15 (de conséquence) : adopté ; **article 33** : son amendement n° 16 (régime de l'exception tirée d'une nullité autre que celles purgées par l'arrêt de renvoi devenu définitif) ; nullité résultant de la violation des règles relatives à l'audition des experts et des témoins ; adopté ; **article 42** : son amendement n° 17 (jugement d'itératif défaut) (p. 4870) ; cas où intervient le jugement d'itératif défaut ; possibilité pour le tribunal de diminuer le quantum de la peine initialement prononcée lors du premier jugement rendu par défaut ; adopté ; **article 43** : son amendement n° 18 (de conséquence) : adopté (p. 4871) ; **article 48** : son amendement n° 19 (régime de la semi-liberté) : adopté ; **article 49** : son amendement n° 20 (régime de la semi-liberté prononcé par le tribunal *ab initio*) ; adopté ; **article 50** : son amendement n° 21 (possibilité pour le tribunal de substituer une peine d'intérêt général à une peine d'emprisonnement de six mois au plus) (p. 4872) ; adopté ; **article 61** : son amendement n° 22 (impossibilité pour l'accusé en matière criminelle de présenter comme moyen de cassation les nullités qu'il n'a pas soulevées devant la Cour d'assises conformément aux prescriptions de l'article 305-1) : adopté (p. 4873) ; **Titre** : son amendement n° 23 (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales ») : adopté (p. 4874).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : accord au sein de la commission mixte paritaire ; procédure de l'itératif défaut [12 décembre 1985] (p. 6107) ; exécution des sanctions ; travaux d'intérêt général ; ouverture du champ d'application de la semi-liberté ; conditions de perquisition dans des cabinets d'avocats (p. 6108).

Discussion des articles : **article 10 A** : regrette que le Gouvernement dépose des amendements sur le texte d'une commission mixte paritaire ; se rallie à l'amendement n° 1 du Gouvernement ; **après l'article 65 sexies** : ses observations sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (p. 6110).

— **Discussion des conclusions d'un rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Gilbert Bonnemaison et plusieurs de ses collègues modifiant la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 2455).**

Première lecture, discussion générale : participation parlementaire au travail législatif [3 octobre 1985] (p. 2631) ; sa référence à l'amendement de M. Gilbert Bonnemaison sur les travaux d'intérêt général (p. 2632).

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 35** : possibilité de différer dans le temps l'application de certaines dispositions du texte [9 octobre 1985] (p. 2876) ; nécessité de combler un vide juridique ; création

de nouvelles catégories de fonctionnaires territoriaux du fait de la décentralisation ; logique de l'inéligibilité ; raisons justifiant le délai de six mois ; risque d'un caractère rétroactif de la disposition ; possibilité de différer l'application jusqu'au 1^{er} janvier 1987 (p. 2878).

Deuxième lecture, discussion des articles : article 30 : son sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 14 de la commission (de coordination) [19 décembre 1985] (p. 6433) ; adopté ; *après l'article 30 bis* : son amendement n° 28 (de suppression) : adopté (p. 6434).

— **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code de procédure pénale et du code de la route et relatif à la police judiciaire (n° 2786).**

Première lecture, discussion générale : extension de la qualification d'agent de police judiciaire aux personnels en tenue de la police nationale ; problème de formation [9 octobre 1985] (p. 2885).

Discussion des articles : article 3 : nécessité d'un alignement des conditions d'ancienneté pour tous les fonctionnaires de police (p. 2887).

— **Projet de loi portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale (n° 2964).**

Première lecture, discussion générale : attachement des Français au thème de la justice pénale ; critiques de la procédure de l'instruction ; problème de l'indépendance du juge d'instruction vis-à-vis du Parquet ; rôle du juge d'instruction ; relations entre la juridiction d'instruction et le Parquet ; médiocrité du rôle joué par l'instance d'appel du juge d'instruction ; hostilité des magistrats au projet Donnedieu de Vabres [14 octobre 1985] (p. 2985) ; option pour une procédure accusatoire supposant une réforme du statut des membres du Parquet ; limites à la présomption d'innocence ; possibilité d'étendre à tous les inculpés le régime coercitif applicable aux mineurs ; secret de l'instruction ; possibilité de prévoir la publicité des audiences ; mise en cause de la liberté du journalisme ; collégialité contribuant à briser la solitude de juge d'instruction ; approbation du texte par la majorité des magistrats (p. 2986).

Deuxième lecture, discussion générale : vote de la loi sur la collégialité de l'instruction n'entraînant pas la suppression des tribunaux à une chambre ; nécessité d'une révision de la carte judiciaire [2 décembre 1985] (p. 5103).

— **Projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059).**

Première lecture, discussion générale : indépendance des membres des tribunaux administratifs ; membres des tribunaux administratifs exerçant des fonctions juridictionnelles ; inamovibilité pratique des membres des tribunaux administratifs ; amendements de la commission tendant à aligner le statut des membres des tribunaux administratifs sur celui des membres de la chambre régionale des comptes [2 décembre 1985] (p. 5122) ; vote positif du groupe socialiste (p. 5123).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : accord de la commission mixte paritaire ; incompatibilités des membres des tribunaux administratifs ; mission de conciliation des tribunaux administratifs ; inamovibilité [21 décembre 1985] (p. 6593) ; report de la date d'application des dispositions relatives au tour extérieur de 1987 à 1986 ; composition du Conseil supérieur des tribunaux administratifs ; nomination des présidents ; sanctions disciplinaires ; commissaire du Gouvernement ; droit disciplinaire (p. 6594).

— **Projet de loi portant aménagement et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion des articles : après l'article 1^{er} : nécessité pour le tribunal de disposer des résultats d'une enquête sociale en cas de comparution immédiate des petits délinquants ; rejette l'argument de l'inégalité de traitement entre les différents délinquants ; estime que la cession de drogue se fait contre de l'argent mais également contre des objets volés [11 décembre 1985] (p. 5859).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française (n° 3078).**

Première lecture, discussion générale : nécessité de prendre en compte certaines modifications de la démographie locale ; nécessité de répondre à la demande de dissolution de l'assemblée territoriale ; augmentation du nombre de conseillers ; nouvelle répartition des sièges dans les archipels ; rapprochement avec le droit commun électoral applicable en métropole [12 décembre 1985] (p. 6114).

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037).**

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur suppléant : échec de la commission mixte paritaire ; procédure de négociation des loyers des baux commerciaux [12 décembre 1985] (p. 6117) ; extension du champ d'application du crédit-bail à l'acquisition des fonds de commerce ; procédure de « lease-back » comportant des risques importants pour les commerçants ; plafond retenu pour la hausse des loyers ; maintien en fonction pour une durée d'un an de certains juges titulaires des tribunaux de commerce en vue de faciliter la mise en œuvre de la réforme du droit de la faillite à compter du 1^{er} janvier 1986 (p. 6118).

Discussion des articles : article 2 bis : inopportunité de revenir à la libre négociation des loyers des baux commerciaux ; *article 3* : nécessité d'empêcher le recours à la procédure de « lease-back » (p. 6118) ; *article 5* : nécessité de limiter à 1,5 % la hausse en 1986 des loyers pour les locaux professionnels et les garages ; *article 6* : hausse des loyers pour les locations saisonnières devant être limitée ; *après l'article 7* : ses observations sur l'amendement n° 1 du Gouvernement ; *titre* : ses observations sur l'amendement n° 6 de la commission (p. 6119) ; procédure du lease-back étant toujours possible en ce qui concerne les murs (p. 6120).

MILLON (Charles)

*Député de l'Ain
(2^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568) [J.O. du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gérard Chasseguet tendant à modifier les conditions d'accès aux marchés publics des entreprises de travaux agricoles et ruraux (n° 2635) [9 mai 1985] (p. 685).

Rapporteur de sa proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 66 de la Constitution (n° 381) [17 octobre 1985] (p. 3244).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Delfosse et plusieurs de ses collègues relative aux procédures d'expropriation et à l'indemnisation des personnes expropriées (n° 2887) [17 octobre 1985] (p. 3245).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François d'Harcourt tendant à dissocier la procédure de divorce de certaines dispositions fiscales (n° 2898) [17 octobre 1985] (p. 3245).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Charles Deprez tendant à compléter l'article 11 de la Constitution (n° 2911) [17 octobre 1985] (p. 3245).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Jean Fontaine tendant à compléter l'article 74 de la Constitution (n° 2915) [17 octobre 1985] (p. 3245).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [J.O. du 3 décembre 1985] (p. 14048).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Mayoud, relative à l'acquisition de la nationalité française et au retour dans le pays d'origine (n° 3068) [12 décembre 1985] (p. 6147).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Campagne électorale à la télévision et à la radiodiffusion** : projet de partage par moitié du temps d'antenne consacré à la couverture de l'actualité politique entre la majorité et l'opposition ; article L. 167-1 du code électoral relatif à la durée d'émission mise à la disposition des partis et organisations représentés par des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale [13 novembre 1985] (p. 4285).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577).

Première lecture, discussion générale : nécessité de doter les entreprises individuelles d'un statut spécifique ; originalité et portée du dispositif juridique prévu ; choix entre la technique du patrimoine d'affectation et la création de sociétés unipersonnelles à responsabilité limitée ; système existant en Allemagne fédérale ; nouvelle définition de la société ; amélioration du fonctionnement des entreprises individuelles ; création et transmission de ces entreprises ; législation de la pratique des sociétés fictives ; similitude entre l'E.U.R.L. proposée et la S.A.R.L. ; crédit bancaire et engagement personnel de l'associé unique ; recours à la justice pour la désignation d'un commissaire aux apports ; application du taux d'enregistrement de 4,8 % aux cessions de parts sociales au lieu de 16,6 % ; cession de fonds de commerce ; apports d'entreprise ; imposition des plus-values [11 avril 1985] (p. 147) ; statut du gérant assimilé à celui du gérant majoritaire de la S.A.R.L. ; adhésion à un centre de gestion agréé ; rapports entre le projet de loi et d'une part la loi sur la liquidation judiciaire des entreprises et d'autre part la loi sur le conjoint travaillant dans l'entreprise familiale (p. 148).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 20 (visant à tirer les conséquences de la réunion des parts en une seule main) : rejeté (p. 170) ; **article 4** : son amendement n° 21 (régime de la désignation du commissaire aux apports) (p. 173) ; devenu sans objet ; son amendement n° 22 : devenu sans objet ; **article 5** : son amendement n° 23 (de suppression) : rejeté (p. 174) ; **article 6** : son amendement n° 24 (régime de l'approbation des conventions en distinguant selon le nombre d'associés) (p. 176) ; devenu sans objet ; son amendement n° 25 : devenu sans objet ; **article 7** : son amendement n° 26 (cas où l'associé n'est pas le gérant) : devenu sans objet (p. 177).

— Discussion de la motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Gaudin et Labbé.

Explications de vote : réforme électorale destinée à minimiser la sanction des urnes ; volonté d'empêcher l'alternance de se réaliser ; choix d'un mode de scrutin circonstanciel ; bouleversement du fonctionnement des institutions de la V^e République ; rôle des partis ; situation économique ; risque d'instabilité ; confusion entre le recentrage et la volonté de conserver le pouvoir [23 avril 1985] (p. 314).

— Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).

Première lecture, discussion générale : caractère constitutionnel du débat provoqué par le Gouvernement [25 avril 1985] (p. 386) ; remise en cause du fonctionnement des institutions ; volonté du Président de la République d'échapper aux contraintes introduites dans notre système politique ; nécessité pour le Président de pouvoir compter sur une majorité parlementaire ; rapports de confiance existant entre le Chef de l'Etat et le corps électoral ; recours à l'expédient consistant à manipuler la loi électorale ; opé-

ration contribuant à mettre le Président de la République à l'abri du suffrage universel ; fabrication d'une majorité parlementaire d'une espèce inconnue sous la V^e République ; évolution vers une remise en cause de la prééminence présidentielle ; dissociation entre majorité présidentielle et majorité parlementaire ; altération des rapports entre le Président de la République et le Parlement ; majorité devant sa durée et sa cohésion à la contrainte représentée par le pouvoir de dissolution ; fin de la valeur dissuasive de la dissolution ; neutralisation des verrous du parlementarisme contenus dans l'article 49 de la Constitution (p. 387) ; pression exercée sur le Chef de l'Etat par les groupes charnières ; entrée de la France dans le système du « marginalisme politique » ; réhabilitation de la IV^e République par M. Lionel Jospin ; problème du maintien à terme des institutions (p. 388) ; **son rappel au règlement** : déclaration de M. Raymond Forni concernant M. Valéry Giscard d'Estaing ; saisine du Conseil constitutionnel sur la motion référendaire et non sur le projet de loi (p. 416).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : — **articles L. 123 du code électoral** : définition de la démocratie ; éparpillement des courants politiques et absence de majorité ; juxtaposition d'un certain nombre de groupes au sein de l'Assemblée ; système visant à permettre au parti communiste de maintenir le niveau de sa représentation (p. 421-422).

MIOSSEC (Charles)

*Député du Finistère
(5^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 relatif à la limitation des possibilités du cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 826**, posée le 20 mai 1985 : **emploi et activité (politique de l'emploi)** (p. 854) ; appelée le 24 mai 1985 : **chômage** : chômage des jeunes ; travaux d'utilité collective (p. 1175) ; situation des chômeurs en fin de droits ; éventualité de la création de travaux d'intérêt général ou de contrats de formation-reclassement pour des chômeurs adultes ; stages en alternance entreprise-école (p. 1176).

— **n° 854**, posée le 11 juin 1985 : **lait et produits laitiers (lait)** (p. 1626) ; appelée le 14 juin 1985 : **achat du lait aux producteurs** : application et portée de l'arrêté du 14 mars 1985 relatif à la détermination des quantités de référence des acheteurs de lait pour la période du 2 avril 1984 au 31 mars 1985 ; application des quotas ; interdiction de pénaliser les producteurs de lait livrant des quantités modestes ; mesures que le Gouvernement entend prendre pour faire respecter l'arrêté du 14 mars 1985 (p. 1702) ; différenciations intervenant en fonction de la qualité du lait (p. 1703).

— **n° 923**, posée le 29 novembre 1985 : **produits agricoles et alimentaires (industries agricoles et alimentaires : Bretagne)** (p. 5090) ; appelée le 6 décembre 1985 : **implantation d'un centre de ionisation dans le Finistère** : vitalité du secteur agro-alimentaire en Bretagne ; attitude de l'Etat stoppant les projets en cours ; nécessité d'aider le secteur agro-alimentaire breton à trouver un second souffle ; études concernant l'implantation d'un centre de ionisation ; décision de fermer la centrale nucléaire de Brennilis ; nécessité de trouver une activité de substitution à la fermeture de cette centrale (p. 5422).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577).**

Première lecture, discussion générale : séparation du patrimoine dans le cadre juridique de la S.A.R.L. ; cas d'apport en nature ; recours au juge pour désigner l'expert ; dispositions empêchant une personne physique d'être l'associée unique d'une S.A.R.L. ayant plusieurs filiales à 100 % ; réglementation en matière de faillite ; régime fiscal et régime de protection sociale du dirigeant de l'entreprise unipersonnelle [11 avril 1985] (p. 155) ; cas du conjoint travaillant dans l'entreprise (p. 156).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* questions : plan « Informatique pour tous » ; nomination de M. Gilbert Trigano [29 octobre 1985] (p. 3655) ; objet du plan ; non application du plan dans l'enseignement privé ; initiatives prises par certaines municipalités ; carences dans la qualité des logiciels (p. 3656) ; transfert de compétences en matière des collèges et des lycées ; état du patrimoine transféré ; rythme de la construction des collèges et lycées ; montant des crédits destinés à la construction scolaire (p. 3660).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* questions : nécessité d'accorder la priorité à la formation [7 novembre 1985] (p. 4108) ; formation continue ; statut de l'entreprise à responsabilité limitée (p. 4109) ; option pour le régime de l'impôt sur le revenu (p. 4110).

MISSOFFE (Hélène)

*Député de Paris
(24^e circonscription)
Apparenté R.P.R.*

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912) [J.O. du 27 juillet 1985] (p. 8571).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14911).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Mesures restrictives frappant l'enseignement privé :** décisions du 29 décembre 1984 et du 18 janvier 1985 du Conseil constitutionnel ; insuffisance des crédits destinés à l'enseignement privé ; conclusion des contrats d'association par les communes ; nomination de maîtres ; accès des enfants des écoles privées à la formation à l'informatique [12 juin 1985] (p. 1640).

— **Transfert à Lille du musée des plans reliefs :** inquiétudes quant à l'avenir de cette collection ; refus du

Ministre de la défense de prendre la responsabilité du déménagement ; politique de distribution des collections publiques au gré des humeurs du pouvoir [27 novembre 1985] (p. 4927) ; actes de vandalisme (p. 4928).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* propos tenus par MM. Fabius et Chirac ; crédits transférés aux collectivités territoriales ; nouvelles répartitions de compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales ; Conseil régional d'Ile-de-France héritant de la responsabilité du fonctionnement et des investissements ; absence de contreparties financières équivalentes [29 octobre 1985] (p. 3626) ; budget de l'enseignement privé représentant 12 % du budget de l'éducation nationale ; calcul des postes nécessaires pour chaque rentrée sur l'effectif réel antérieur ; principe des crédits limitatifs ; insuffisance des postes proposés ; problèmes de la formation ; actions de formation relatives au plan « Informatique pour tous » ; projet de circulaire du ministère concernant la nomination des maîtres ; prise en charge financière des enfants des classes maternelles et enfantines ; cas des élèves scolarisés en dehors de leur commune ; possibilité pour les collectivités locales d'aider les établissements d'enseignement privé (p. 3627).

MITTERRAND (Gilbert)

*Député de la Gironde
(9^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* questions : rattachement de la gestion des interventions sur les alcools au ministère de l'agriculture [7 novembre 1985] (p. 4104).

MOCŒUR (Marcel)

*Député de la Haute-Vienne
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

MONDARGENT (Robert)

*Député du Val-d'Oise
(3^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du

19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel) (n° 2749) [6 juin 1985] (p. 1535).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14663).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15040).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2749) autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel) (n° 2771) [13 juin 1985].

Proposition de loi tendant à lutter contre la famine dans le monde (n° 3267) [19 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Exploitation de la carrière Lambert à Argenteuil** : exploitation depuis 1822 par la société Lambert-Industrie d'une carrière de gypse à ciel ouvert ; caractère dangereux de l'exploitation ; tentative de la société Lambert pour obtenir le renouvellement de son permis d'exploiter ; problème de la reconversion du personnel ; révision du périmètre d'exploitation [15 mai 1985] (p. 793) ;

— **Procès racistes en Afrique du Sud** : traduction devant la Cour suprême de la province du Natal de seize dirigeants du front démocratique uni ; coopération commerciale permanente de la France avec l'Afrique du Sud ; éventualité de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud [22 mai 1985] (p. 1013) ;

— **Condamnation à mort de communistes en Indonésie** : assassinat le 14 mai 1985 sur l'ordre du Général Suharto de Mohamed Munir ; exécution imminente de quatre dirigeants communistes en prison depuis seize ans ; mesures envisagées par le Gouvernement français ; maintien du voyage officiel du ministre de la défense en Indonésie [19 juin 1985] (p. 1757).

orales sans débat :

— n° 820, posée le 7 mai 1985 : **Communautés européennes (politique de la défense)** (p. 625) ; appelée le 10 mai 1985 : **programme national d'avions de combat** : position officielle du Gouvernement concernant l'avion de combat du futur ; atouts de la France pour se mobiliser autour d'un projet national (p. 696) ; abandon à terme de tout programme national de conception et de fabrication d'un avion français ; danger du projet « avion de combat européen » ; système de la répartition de la charge de travail (p. 697) ;

— n° 848, posée le 4 juin 1985 : **produits chimiques et parachimiques (entreprises : Val-d'Oise)**

(p. 1458) ; appelée le 7 juin 1985 : **usine Bostik à Montmagny** ; fabrication de colles et mastics industriels à Montmagny (p. 1545) ; déficit financier évoqué par la direction pour justifier son plan de fermeture de l'établissement de Montmagny ; transfert de capitaux ; absence de demande de licenciement ; mépris dans lequel sont tenus les salariés ; opération de vente immobilière de terrains de l'usine de Montmagny (p. 1546) ; propositions de la C.G.T. ; nécessité de négociations (p. 1547).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative au concours en personnel apporté par la République française à la République gabonaise (ensemble un protocole) (n° 2585).**

Première lecture, discussion générale : question de la violation des droits de l'Homme au Gabon ; sa référence à une lettre écrite par un membre du mouvement de redressement national ; composition essentiellement française de la garde personnelle du Président Bongo [5 juin 1985] (p. 1473) ; cas de M. Debizet ; publication du livre « affaires africaines » (p. 1474).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : visite de deux chefs d'Etat à Bitburg ; garantie de l'indépendance nationale française [11 juin 1985] (p. 1584) ; intégration européenne en accord avec les visées stratégiques et économiques des Etats-Unis ; position américaine à Genève visant à bloquer les négociations ; élargissement de la C.E.E. apparaissant contraire à l'intérêt de l'économie française ; construction d'une zone de libre échange ouverte aux investissements américains et japonais ; ses observations sur les propos de M. Jacques Huntzinger, affirmant que le parti socialiste se situe dans une perspective confédérale ; suppression du droit de veto dans les décisions européennes ; projet de militarisation de l'espace ; création d'un état-major de l'espace ; ralliement de la R.F.A. et du Royaume-Uni au projet Euréka (p. 1585) ; militarisation de l'espace en contradiction avec les accords S.A.L.T. de 1972 ; construction de l'avion de combat européen ; effort pour revitaliser l'U.E.O. ; remise en cause de la crédibilité de la dissuasion française par les projets de militarisation de l'espace ; gel des implantations de fusées américaines et soviétiques en Europe (p. 1586) ; incidents de Bitburg ; éventualité d'une Europe à deux vitesses (p. 1622).

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732).**

Première lecture, discussion générale : abolition de la peine de mort en 1981 ; opposition du groupe communiste à la peine de mort ; regrette que ce texte n'entraîne pas l'abolition définitive de la peine capitale ; nécessité de supprimer l'article 16 de la Constitution [21 juin 1985] (p. 1878).

— **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants (n° 2731).**

Première lecture, discussion générale : convention permettant la répression des faits de torture en tant qu'infractions pénales ; mise sur pied d'un contrôle de l'application de la convention ; poursuite des tortionnaires quel que soit leur lieu de résidence ; non prise en compte de circonstance exceptionnelle ; choix pour une définition restrictive de la torture ; non inclusion de la torture résultant d'agissements privés ; projet de convention européenne sur la protection des personnes privées de liberté [21 juin 1985] (p. 1884).

— **Projet de loi autorisant la ratification de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (et documents connexes), signée à Lomé le 8 décembre 1984 ; l'approbation de l'accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, fait à Bruxelles le 19 février 1985 ; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (n° 2914).**

Première lecture, discussion générale : dialogue Nord-Sud ; faiblesse de la dotation financière ; droits de l'Homme [8 octobre 1985] (p. 2762) ; nécessité d'aborder le problème de la dette extérieure des pays en voie de développement (p. 2763).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Postes et télécommunications. *Discussion générale :* conséquences de la déréglementation ; institution du courrier à « deux vitesses » ; fermeture de plusieurs services par le ministère ; ouverture du marché des télécommunications aux géants américains ; projet d'accord entre C.G.E. et A.T.T. ; rapport du Sénat [24 octobre 1985] (p. 3483) ; détérioration de l'image du service public ; accentuation du recours aux sous-traitants (p. 3484).

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

Discussion générale : questions : réalisation et financement de l'Airbus 320 ; équipements des flottes d'Air France et d'Air Inter ; politique de provisions financières placées sur les marchés financiers ; financement par l'emprunt des sociétés de construction [24 octobre 1985] (p. 3464).

Examen des crédits : article 49 : son amendement n° 15 (substituant à la fin de cet article à la somme de « 221,5 millions de francs » la somme de « 220 millions de francs ») ; caractère indicatif de l'amendement ; diminution des contributions de l'Etat au financement des travaux d'infrastructures des transports en commun en Ile-de-France ; indice de satisfaction accordé à la R.A.T.P. ; contributions du fonds spécial de grands travaux ; diversification des moyens de financement de la R.A.T.P. ; poursuite des efforts en matière de gain de productivité ; progression sensible du réseau d'autobus ; retiré (p. 3474).

Redéploiement industriel et commerce extérieur

— **Energie.** — *Discussion générale : questions :* répartition de la maîtrise d'œuvre de l'avion spatial Hermès entre l'Aérospatiale et Dassault-Bréguet-Aviation [12 novembre 1985] (p. 4253) ; conditions de financement de cette navette ; pays européens engagés dans la coopération pour la construction de la navette Hermès (p. 4254).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : pose la question préalable : importance de ce débat ; risque d'accélération de la détérioration de la situation économique et sociale de notre pays ; coup porté aux structures industrielles et agricoles de nombreuses régions françaises ; évolution des investissements étrangers [21 novembre 1985] (p. 4623) ; modification par le Gouvernement espagnol dans un sens encore plus libéral du régime des investissements étrangers ; acceptation de critères de rentabilité financière capitaliste ; montée du chômage et concurrence entre salariés à protection sociale et salaires différents ; objectif d'intégration économique européenne souhaitée par les Etats-Unis ; sommet de Fontainebleau de juin 1984 ; rapport du comité *ad hoc* proposant de reconnaître l'intérêt commun des pays de la C.E.E. « pour le maintien par l'Alliance atlantique d'une puissance militaire suffisante en Europe pour assurer de manière efficace la dissuasion et la défense » ; orientation vers la constitution d'une majorité étrangère ; rôle prépondérant de la République fédérale d'Allemagne ; avenir du droit à décider souverainement des orientations de notre défense ; priorité accordée au développement de la force d'action rapide et à l'arme nucléaire tactique ; contribution de notre politique de défense à l'intégration des forces françaises dans le dispositif européen de l'O.T.A.N. (p. 4624) ; voie de l'intégration politique et militaire ; difficultés économiques de la Communauté ; accroissement du

chômage ; dépendance à l'égard des multinationales américaines et japonaises ; nécessité de conjurer l'arrêt des démantèlements de nos industries de base ; nécessité de construire l'Europe du progrès social ; lutte contre la faim dans le monde ; devoir de notre pays de s'opposer à toute mesure d'intégration et de supranationalité (p. 4625) ; nécessité de proposer d'aller vers l'annulation de la dette des pays du tiers-monde ; menaces dues à l'accumulation des armes nucléaires (p. 4626) ; rejetée (p. 4629).

Explications de vote : Europe des capitalistes et des multinationales ; internationalisme ; droit des communistes d'opposer la question préalable ; procédure utilisée par le parti socialiste lors du débat sur l'élargissement de la Communauté à la Grèce (p. 4657) ; qualifie de démagogie électorale l'attitude d'abstention des partis d'opposition (p. 4658).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : situation dans le secteur de la construction aéronautique [7 décembre 1985] (p. 5580-5581) ; sa demande de suspension de séance (p. 5604) ; absence de réponses apportées aux communistes ; sa demande de suspension de séance à titre personnel (p. 5605) ; ouverture des grandes surfaces le dimanche ; lutte contre les organisations prétendument syndicales sans représentativité dans l'entreprise (p. 5613) ; **article 2** — *article L. 212-8-4 du code du travail :* nécessité d'une meilleure information des syndicats ; convention sur la durée du travail devant contenir une clause obligatoire supplémentaire relative à la représentativité électorale de chacune des organisations syndicales signataires ; notion de représentativité électorale d'un syndicat [8 décembre 1985] (p. 5666) ; *article L. 212-8-5 du code du travail :* espère qu'il ne fera pas l'objet d'un persiflage de la part de M. Philippe Bassinet (p. 5671) ; situation économique et sociale dans le secteur du verre (p. 5672) ; situation économique et sociale dans la branche de la pharmacie (p. 5679-5680) ; situation dans le secteur du caoutchouc et des plastiques ; situation économique et sociale dans la branche de l'ingénierie (p. 5683) ; situation économique et sociale dans le domaine des transports collectifs urbains et interurbains (p. 5691) ; situation économique et sociale dans le secteur du transport aérien (p. 5695) ; situation économique et sociale dans le secteur de la construction aéronautique (p. 5697).

MONTERGNOLE (Bernard)

*Député de l'Isère
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Rapporteur du projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908) [25 juillet 1985] (p. 2458).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912) [J.O. du 27 juillet 1985] (p. 8571).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités du cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme sur l'enseignement technique et professionnel (n° 2908) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 4 décembre 1985] (p. 14086).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2908) de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2954) [2 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 3147) [3 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel modifié par le Sénat (n° 3049) (n° 3150) [4 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel, modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3190) (n° 3196) [16 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652).**

Première lecture, discussion générale : protection du caractère spécifique des mutuelles ; non exclusivité de la couverture complémentaire du risque maladie ; nécessité d'éviter toute confusion sur la nature des organismes portant dans leur titre le nom de mutuelle ; instauration d'un pluralisme maîtrisé ; pratique de la sélectivité des risques ; prise en compte de l'élargissement des activités mutualistes en matière de prévoyance collective ou de traitement médical ; possibilité de conventionnement entre les diverses sociétés mutualistes ; créations d'établissements de soins mutualistes soumises à approbation tacite [28 mai 1985] (p. 1201).

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion : engagement de la société française vers une société pluri-culturelle ; problème en matière de logement ; rénovation des foyers-logements [6 juin 1985] (p. 1526) ; critique les orientations mises en œuvre à Grenoble ; renforcement des pouvoirs des préfets en matière d'attribution de logements sociaux (p. 1527).

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2746).**

Première lecture, discussion générale : priorité reconnue à la recherche fondamentale ; insuffisance des équipements informatiques ; décisions imposant l'achat d'un matériel français par les laboratoires travaillant sur fonds publics [27 juin 1985] (p. 2130) ; départ de certains chercheurs ; opportunité de regrouper les crédits de certains laboratoires pour une durée déterminée ; évaluation des programmes et des résultats ; prise en compte de la capacité d'un centre de recherche à nouer des contacts avec l'étranger ; développement de la recherche industrielle ; insertion des P.M.E. et P.M.I. dans un programme de recherche défini en commun ; nécessité de créer une structure souple combinant recherche publique et entreprises industrielles (p. 2131).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : importance du nombre de jeunes sortant sans qualification de notre système éducatif ; inadéquation partielle de nos formations profes-

sionnelles ; affirmation de la dimension technologique de notre culture ; revalorisation de la formation technologique et professionnelle ; baccalauréat professionnel [8 octobre 1985] (p. 2773) ; avenir du niveau V ; rénovation des C.A.P. et B.E.P. ; souci de décloisonnement ; baccalauréat professionnel (p. 2774) ; universités de technologie ; problème de l'adéquation entre les objectifs et les moyens (p. 2775).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : nécessité d'assurer le décloisonnement ; son amendement n° 1 (précisant que l'enseignement professionnel participe à l'élargissement des connaissances et à l'élevation des niveaux de qualifications) (p. 2810) ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 2 (précisant que la technologie est une des composantes fondamentales de la culture) ; son sous-amendement n° 26 à titre personnel (référence au ministère de l'éducation nationale et de l'agriculture) ; adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié : adopté ; **article 3** : son amendement n° 3 (rédactionnel) (p. 2811) ; adopté ; **article 4** : procédure d'évaluation et révision périodique des formations (p. 2812) ; **article 5** : son amendement n° 4 (attestation du niveau des connaissances) ; possibilité que cette validation des connaissances puisse se faire sous la forme d'unité capitalisable (p. 2813) ; revalorisation de la formation continue ; adopté (p. 2814) ; **article 6** : modification du brevet de technicien en baccalauréat technologique (p. 2815) ; possibilités offertes par les formations technologiques (p. 2816) ; son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; référence au baccalauréat ; transformation des brevets de technicien en baccalauréat technologique ou baccalauréat professionnel (p. 2817) ; **après l'article 6** : référence au baccalauréat ; **article 7** : formation continue (p. 2819) ; son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté (p. 2820) ; **après l'article 8** : son amendement n° 7 (précisant que les diplômes peuvent être préparés par la voie de la formation professionnelle continue) ; son amendement n° 8 (certificat d'aptitude professionnelle sanctionnant la rénovation des collèges et des formations) ; son amendement n° 9 (précisant que le passage de formations de l'enseignement général et technologique vers les formations professionnelles est rendu possible par des structures pédagogiques appropriées) ; absence de cloisonnement entre les filières technologiques et les filières professionnelles ; adoptés (p. 2822) ; **article 9** : son amendement n° 10 (rédactionnel) (p. 2823) ; adopté ; son amendement n° 27 à titre personnel (référence aux instituts et écoles extérieurs aux universités relevant de la section II du chapitre I^{er} du titre III de ladite loi) ; université de technologie ; adopté ; son amendement n° 11 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 12 (supprimant la 2^e phrase du 2^e alinéa de cet article) ; nécessité de mettre en place un Conseil d'administration pour chaque université de technologie (p. 2824) ; adopté ; **article 10** : son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté (p. 2825) ; **article 11** : existence de 65 préparations au baccalauréat professionnel (p. 2826) ; **article 13** : son amendement n° 14 (rédactionnel) : adopté ; **article 14** : son amendement n° 15 (rédactionnel) (p. 2827) ; adopté ; son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 17 (référence aux salariés des dites entreprises) ; nécessité d'accord entre les entreprises et l'Etat ; adopté ; son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté ; son sous-amendement n° 71, à titre personnel, à l'amendement n° 69 du Gouvernement (convention entre l'Etat et l'entreprise intéressée) : adopté ; son amendement n° 19 : devenu sans objet ; son amendement n° 20 (précisant que les conditions d'application du présent paragraphe sont fixées par décret en Conseil d'Etat) : adopté ; **article 15** : son amendement n° 21 (référence à l'article 5 et au 3^e alinéa de l'article 2 de la loi du 16 juillet 1971) (p. 2828) ; adopté ; **après l'article 15** : son amendement n° 22 (précisant que le Gouvernement présentera chaque année un rapport au Parlement sur l'exécution de la présente loi) : adopté (p. 2829).

Deuxième lecture, discussion générale : rôle de l'apprentissage dans la formation professionnelle ; mission de la classe de cinquième dans l'orientation des élèves ; refus par les sénateurs de prendre en compte la loi de janvier 1984 sur l'enseignement supérieur [9 décembre 1985] (p. 5726) ; transformation des brevets de technicien en baccalauréat (p. 5727).

Discussion des articles : **article 5** : son amendement n° 1 (délivrance d'une attestation du niveau des connaissances et des compétences acquises) ; son sous-amendement n° 23, à titre personnel, à l'amendement n° 1 de la commission

*(substituant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet amendement aux mots « du niveau des connaissances et compétences acquises pour tous » les mots « validant les acquis de »); notion de validation des acquis; adopté; amendement n° 1: adopté après modification (p. 5731); **article 6**: engagement d'un effort de décloisonnement et de réhabilitation de l'enseignement technique; son amendement n° 2 (supprimant la fin du dernier alinéa de cet article les mots « ou d'un brevet de technicien »); inopportunité d'inscrire dans une loi de programme le maintien d'un diplôme appelé à disparaître; adopté; **article 7**: son amendement n° 3 (supprimant la deuxième phrase du premier alinéa de cet article); institution des séquences éducatives relevant du domaine réglementaire; adopté; son amendement n° 4 (supprimant à la fin du deuxième alinéa de cet article les mots « et les établissements assimilés »); inadéquation des établissements assimilés à la préparation des formations professionnelles conduisant au baccalauréat professionnel (p. 5732); adopté; formations initiales; brevet professionnel constituant un diplôme homologué; son amendement n° 5 (supprimant dans le dernier alinéa de cet article les mots «, d'un brevet de technicien »); adopté; **article 8**: son amendement n° 6 (transformation progressive des brevets de technicien en baccalauréats technologiques ou en baccalauréats professionnels); adopté; **article 8 bis**: son amendement n° 7 (supprimant dans cet article les mots « de l'apprentissage et »); inopportunité d'introduire dans les textes la possibilité de préparer des diplômes par la voie de l'apprentissage (p. 5733); adopté; **article 8 ter**: son amendement n° 8 (renovation des collèges et des formations sanctionnées par le C.A.P. et le B.E.P.); adopté; **article 8 quater**: son amendement n° 9 (passage des élèves des formations de l'enseignement général et technologique vers des formations professionnelles et des formations professionnelles vers des formations générales et technologiques); nécessité des classes passerelles; adopté (p. 5734); **article 9**: vocation et structure des universités de technologie; son amendement n° 10 (création des instituts et écoles extérieurs aux universités ayant pour mission principale la formation des ingénieurs, le développement de la recherche et de la technologie); souplesse conférée à la création des universités de technologie; rejeté; son amendement n° 11 (de conséquence); adopté (p. 5735); **article 10**: son amendement n° 12 (création de centres polytechniques universitaires); adopté; **article 10 bis**: son amendement n° 13 (de suppression); adopté; **article 11**: son amendement n° 14 (effectifs dans les lycées d'enseignement général et technologique); suppression de la notion de « maintien à leur niveau actuel des effectifs des classes de C.A.P. et de B.E.P. » (p. 5736); adopté; **article 12**: son amendement n° 15 (progression des autorisations de programme nécessaires pour atteindre les objectifs fixés à l'article précédent); adopté; son amendement n° 16 (progression des moyens nécessaires à l'application de la présente loi); adopté; **article 12 bis**: son amendement n° 17 (de suppression); modification par le Sénat de la loi Debré afin de prévoir un financement public pour les établissements d'enseignement supérieur privés; adopté (p. 5737); **article 14**: son amendement n° 18 (rédigeant ainsi la troisième phrase du troisième alinéa du paragraphe 2 de cet article: « les conventions peuvent prévoir ce que l'entreprise est en droit d'attendre en échange d'une telle mise à disposition »); contrepartie en faveur des entreprises qui collaborent avec les établissements d'enseignement; adopté; son amendement n° 19 (supprimant le dernier alinéa du paragraphe 2 de cet article): adopté; son amendement n° 20 (possibilité pour les personnels enseignants titulaires dans les disciplines technologiques ou professionnelles d'exercer leurs compétences auprès d'entreprises publiques ou privées); adopté; **article 15**: son amendement n° 21 (abrogation de l'article 5 du troisième alinéa de l'article de la loi n° 71-577 du 16 juillet 1971); adopté; **article 15 bis**: son amendement n° 22 (de suppression); inutilité d'une commission nationale d'harmonisation; adopté (p. 5738).

Troisième lecture, discussion générale: Rapporteur: rétablissement de la dénomination « université de technologie »; contrepartie éventuellement financière que les entreprises privées peuvent obtenir en échange de la mise à disposition des personnels [16 décembre 1985] (p. 6198).

Discussion des articles: **article 9**: son amendement n° 1 (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article après les mots « scientifique, culturel et professionnel » à insérer les mots: « dénommés universités de tech-

nologie »); adopté; son amendement n° 2 (convention pouvant prévoir les contreparties éventuellement financières que les entreprises recevront en échange d'une mise à disposition de personnels): adopté (p. 6199).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie:

Education nationale: *Discussion générale*: problème de l'enseignement technique [29 octobre 1985] (p. 3627); investissements pour la modernisation d'équipements technologiques dans les lycées et L.E.P.; résorption de l'auxiliaire; efforts d'adaptation des enseignants aux mutations; création de postes dans l'enseignement technique; mise en place du deuxième grade du corps des enseignants des lycées professionnels; relations entre le brevet professionnel et le baccalauréat; intérêt pour le secteur du bâtiment; formation continue des enseignants; formation des C.A.P. et des B.E.P.; mutations technologiques; transformation des sections de L.E.P. obsolètes; compétence des conseils régionaux pour l'établissement du schéma prévisionnel des formations; publication du décret organisant les fonctions de secrétaire général des établissements publics à caractère culturel, scientifique et professionnel; situation des professeurs d'éducation physique et sportive (p. 3628).

Travail, emploi et formation professionnelle. *Discussion générale*: instauration des T.U.C.; nombre des bénéficiaires; absence de qualification professionnelle [31 octobre 1985] (p. 3779); réduction des stages destinées aux jeunes de seize à dix-huit ans; utilisation de T.U.C. pour pourvoir un emploi faute de moyens; caractère limité de l'activité proposée; formation complémentaire; devenir des jeunes au terme des contrats (p. 3780); *questions*: situation des chômeurs de longue durée; action entreprise avec l'opération « 100 000 stages » (p. 3790).

MORA (Christiane)

Député de l'Indre-et-Loire
(3^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

MOREAU (Louise)

Député des Alpes-Maritimes
(5^e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie:

Techniques de la communication. — *Discussion générale*: accès à la F.M. pour les radios périphériques; refus des liaisons et radios locales privées entre elles par le satellite Télécom 1; constitution de réseaux clandestins; Canal Plus bénéficiant de la clause de « média le plus favorisé »; avenir du plan câble [25 octobre 1985] (p. 3522); dépenses de construction du satellite T.D.F. 2; chevauchement des initiatives mettant en danger les différents projets; recours à la publicité par F.R. 3; principe des sponsors; autorisation de la publicité télévisée pour la distribution, l'immobilier ou l'édition; inquiétudes de la presse quotidienne régionale; remise en cause du principe de la redevance; baisse du taux de T.V.A.; institution d'une taxe en faveur du compte de soutien au cinéma et aux industries de

programmes ; destination des coûts financiers détournés (p. 3523).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale* : efforts des professionnels ; développement du tourisme vert, sportif et culturel ; solde du tourisme dans la balance des transactions courantes [28 octobre 1985] (p. 3558) ; développement de l'hôtellerie d'affaire et de la restauration ; modernisation et accroissement du parc hôtelier ; remise en cause des termes de l'accord signé par l'ensemble de la profession hôtelière avec les pouvoirs publics le 7 février 1985 ; résultats obtenus en matière informatique ; rôle de l'agence nationale pour l'information touristique ; importance de la navigation de plaisance ; tourisme dans la Côte-d'Azur ; tourisme de congrès ; part du marché du tourisme international pris par la France (p. 3559) ; chute des dépenses d'équipement (p. 3560).

MOREAU (Paul)

Député du Nord
(17^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

MORTELETTE (François)

Député du Loir-et-Cher
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3977).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562) [J.O. du 11 juin 1985] (p. 6439).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un avenant à la convention fiscale entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signée le 28 juillet 1967 et modifiée par les avenants du 12 octobre 1970 et du 24 novembre 1978 (n° 2748) [13 juin 1985] (p. 1689).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Vice-président de cette commission [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (éducation nationale : enseignement primaire et secondaire) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2748) autorisant la ratification d'un avenant à la convention fiscale entre la République française et les

Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signée le 28 juillet 1967 et modifiée par les avenants du 12 octobre 1970 et du 24 novembre 1978 (n° 2793) [18 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 17 : **éducation nationale : enseignements primaire et secondaire** (n° 2987) [9 novembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Shell-France** : libération des prix des carburants [2 mai 1985] (p. 530).

orale sans débat :

— n° 912, posée le 19 novembre 1985 : **service nationale (coopération)** (p. 4525) — appelée le 22 novembre 1985 : **médecins coopérants** : problème du recrutement de spécialistes médicaux demandant à servir dans le cadre de la coopération ; blocage constitué par la limite d'âge de 27 ans (p. 4678-4679).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant aménagement d'aides au logement (n° 2575)**

Première lecture, discussion générale : comptes d'épargne-logement ; rémunération ; plan d'épargne-logement (P.E.L.) [3 avril 1985] (p. 76) ; élargissement de l'octroi des prêts aux résidences secondaires ; « réhabilitation » de certains hameaux ; relance de l'activité de l'artisanat lié au bâtiment ; possibilité d'élargir les bases d'octroi des prêts d'épargne-logement à l'achat de résidences secondaires ; rédaction précise des décrets afin d'éviter les abus ; difficultés des acquéreurs modestes pour assurer les charges de remboursement en période de désinflation (p. 77).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un avenant à la convention fiscale entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signée le 28 juillet 1967 et modifiée par les avenants du 12 octobre 1970 et du 24 novembre 1978 (n° 2748).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : prise en compte dans les relations fiscales entre la France et les Etats-Unis de l'I.G.F. [19 juin 1985] (p. 1769) ; situation spécifique des résidents français de nationalité américaine ; différence entre la domiciliation pour l'I.G.F. et la domiciliation pour l'I.R.P.P. ; exemption pendant cinq ans des biens situés hors de France ; répartition de la matière imposable ; cas des navires et aéronefs exploités en trafic international ; existence de la « property-tax » dans les Etats américains ; prise en compte des impôts fédéraux ; clause anti-abus ; imposition des revenus non traités dans la convention ; application du texte aux D.O.M.-T.O.M. (p. 1770) ; opportunité d'utiliser l'ECU ; système de la répartition unitaire pratiqué par certains Etats américains (p. 1771).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : I.G.F. ; amendements déposés par plusieurs parlementaires U.D.R. en 1976 instituant un tel prélèvement ; exonération de l'outil de travail, imposition de l'usufruitier plutôt que du copropriétaire ; lutte contre la fraude fiscale ; nombre des assujettis à l'I.G.F. ne payant pas l'impôt sur le revenu [16 octobre 1985] (p. 3148) ; évolution des taux ; aménagement de la distribution des ressources (p. 3149).

Deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale*. Rapporteur spécial suppléant : importance économique du secteur de l'artisanat ; prise en compte des efforts consentis dans le domaine de la fiscalité ; existence de prêts bonifiés ; connaissance statistique du secteur des métiers ; insertion des techniques informatiques dans les entreprises artisanales ; analyse des crédits ; rôle détermi-

nant des dépenses d'intervention (p. 3554); présentation des crédits de l'artisanat sous forme de budgets de programmes; amélioration de la formation technique des artisans; rôle joué par le personnel d'assistance technique; mise en place de l'enquête annuelle sur les activités de service; mise en œuvre d'une politique d'aménagement correctrice au profit des zones les plus fragiles; aides à la création et au développement des entreprises artisanales; système du livret d'épargne du travailleur manuel (p. 3555).

Examen des crédits: **article 59**: maximum des droits fixes pour la taxe pour frais des chambres de métiers (p. 3575).

Education nationale. — *Discussion générale*: Rapporteur spécial: œuvre accomplie en quatre ans; état du système éducatif avant 1981; projet actuel en matière d'éducation; progression du budget de l'éducation nationale; importance des emplois; part des enseignements primaires et secondaires; amélioration de la situation des enseignants du second degré [29 octobre 1985] (p. 3601); nombre d'élèves par classe; augmentation des effectifs; situation de l'éducation physique et sportive; qualité des statistiques prévisionnelles; matériel mis à la disposition des L.E.P.; majoration de l'aide aux familles; évolution des crédits concernant les bourses; coût croissant des rentrées scolaires au niveau des collèges; aides à l'enseignement privé; comparaison des résultats aux examens pour l'enseignement privé et pour l'enseignement public; affectation par certaines assemblées régionales ou départementales des crédits d'investissement (p. 3602).

MOULINET (Louis)

Député de Paris
(13^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord constitutif de la société interaméricaine d'investissement (ensemble une annexe) (n° 2948) [3 octobre 1985] (p. 2649).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du code européen de sécurité sociale fait à Strasbourg le 16 avril 1964 (n° 2996) [21 novembre 1985] (p. 4662).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14663).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2948) autorisant l'approbation d'un accord constitutif de la **société interaméricaine d'investissement** (ensemble une annexe) (n° 3128) [28 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2996) autorisant l'approbation du **code européen de sécurité sociale** fait à Strasbourg le 16 avril 1964 (n° 3136) [28 novembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion: cas des réfugiés du Sud-Est asiatique; nombre des réfugiés dans la population étrangère vivant en France; nombre des réfugiés d'Indochine accueillis; concentration au sein d'une « Chinatown » [6 juin 1985] (p. 1524); risque de constitution d'un ghetto; rôle de l'association « Treizième sans frontières » (p. 1525).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie:

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Questions*: projet d'installation d'un émetteur à Colombo; cas du Cambodge [6 novembre 1985] (p. 4025).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord constitutif de la société interaméricaine d'investissement (ensemble une annexe) (n° 2948).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur: augmentation de la part de la France au capital de la Banque mondiale; reconstitution de fonds concessionnels des banques de développement; appartenance de la France à la banque inter-américaine de développement; soutien financier des petites et moyennes entreprises; précise que la France n'est pas expressément qualifiée de pays non régional [4 décembre 1985] (p. 5243); cas des entreprises installées dans les départements d'outre-mer (p. 5244).

— **Projet de loi autorisant l'approbation du code européen de sécurité sociale, fait à Strasbourg le 16 avril 1964 (n° 2996).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur: reprise en la complétant de la convention internationale du travail concernant la norme minimale de la sécurité sociale; ratification par la France des parties du code qui sont en conformité avec le droit actuel français en matière de sécurité sociale [4 décembre 1985] (p. 5246-5247).

MOUTOUSSAMY (Ernest)

Député de la Guadeloupe
(1^{re} circonscription)
Apparenté communiste

S'apparente au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la production de rhum dans les départements d'outre-mer (n° 3072) [14 novembre 1985].

QUESTIONS

orale sans débat:

— n° 805, posée le 2 mai 1985: **départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe: établissements d'hospitalisation, de soins et de cure)** (p. 549); appelée le 3 mai 1985: **hôpital de Marigot à Saint-Martin en Guadeloupe**: mauvais approvisionnement en produits techniques et d'intendance de cet hôpital; situation fortement débitrice de l'établissement; manque de crédibilité financière et administrative de l'hôpital; absence d'un gestionnaire à demeure (p. 554); problème de la volonté politique de sauver l'établissement en cause (p. 555).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale: représentation de la volonté populaire dans les départements d'outre-mer; représentation des communistes et de la gauche en général minorée par le scrutin majoritaire; représentation proportionnelle assurant une représentation correcte de tous les courants d'opinion; ses allusions au « banditisme électoral »; nécessité de prendre des mesures en vue d'assainir les listes électorales; problèmes rencontrés par les originaires

des D.O.M.-T.O.M. vivant en métropole pour voter dans leurs pays d'origines [25 avril 1985] (p. 394).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 31 (impression sur le bulletin de vote de l'emblème choisi par le candidat) ; taux d'analphabétisme en outre-mer ; dispositions facilitant le choix de l'élection ; problème d'homonymie [26 avril 1985] (p. 457) ; adopté (p. 458) ; **article 7** : son amendement n° 33 (ordre des noms figurant sur le bulletin de vote et impression de l'emblème choisi par les candidats) ; adopté ; **après l'article 7** : son amendement n° 25 (instituant dans les départements d'outre-mer une commission de contrôle des opérations de vote et de recensement) ; reprise des dispositions de la loi du 2 mars 1982 portant statut particulier de la région Corse (p. 460) ; pratique de fraude ; épuration des listes électorales ; rejeté (p. 461) ; **article 9** : son amendement n° 19 (substituant au mot « sept » le mot « quinze ») : rejeté ; son amendement n° 32 (accès aux antennes du service public de radiodiffusion des partis et groupements dans les départements et territoires d'outre-mer) ; amélioration des conditions de l'expression du suffrage universel outre-mer ; rejeté (p. 463).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Première lecture, discussion générale : Conseils régionaux des départements d'outre-mer ; difficultés posées par la simultanéité éventuelle des élections législatives et régionales ; volonté de la gauche guadeloupéenne de poursuivre la lutte pour la mise en place de l'assemblée unique [26 avril 1985] (p. 496) ; problème de la décolonisation de la Guadeloupe ; « veto » du Conseil constitutionnel au projet d'assemblée unique (p. 497).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : *article L. 347 du code électoral* : son amendement n° 41 (visant à compléter le texte proposé pour l'article L. 347 du code électoral par l'alinéa suivant : « la déclaration de candidature peut comporter l'emblème que les candidats choisissent pour qu'il soit imprimé sur leur bulletin de vote ») ; emblème du candidat ; rectification de son amendement ; adopté (p. 515) ; *article L. 351 du code électoral* : son amendement n° 18 (appel de la décision du tribunal administratif auprès du Conseil d'Etat) ; inconvénient de l'annulation d'une élection ; rejeté ; *article L. 356 du code électoral* : son amendement n° 42 (apposition d'un emblème choisi par les candidats sur les bulletins de vote) : adopté (p. 517).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : mise en œuvre par M. Pierre Méssmer d'une politique de repeuplement par substitution [30 mai 1985] (p. 1302) ; corruption de certains hommes politiques ; « encouragement de la prospérité européenne sur la pérennité de la servitude du peuple kanak » ; dégradation de la situation du territoire entre 1981 et 1985 ; non mise en œuvre des principes de Nainville-les-Roches ; volonté de la France de rester une puissance coloniale ; divergence dans les solutions proposées par l'opposition ; volonté d'indépendance dans trois départements d'outre-mer ; rupture de la situation actuelle de domination coloniale (p. 1303).

Nouvelle délibération du projet de loi (n° 2939) :

Première lecture, discussion générale : décision du Conseil constitutionnel ; droit à l'indépendance du peuple kanak ; absence de politique pour l'outre-mer ; droit à l'autodétermination [12 août 1985] (p. 2498-2499).

— **Projet de loi portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale (n° 2964).**

Première lecture, discussion générale : Fonctionnement de la justice outre-mer et notamment en Guadeloupe ; isolement du prévenu entre gendarmes et juges métropolitains ; recrutement d'interprètes qualifiés ; sévérité de certaines décisions ; inapplication de certaines instructions et circulaires de la chancellerie ; silence sur certains dossiers de scandales financiers tel celui de la S.O.D.E.G. ; surpeuplement et délabrement des prisons en Guadeloupe ; création d'un troisième poste de juge d'instruction à Pointe-à-Pitre ; moyens à la disposition de l'avocat pour porter une véritable contradiction à l'instruction [14 octobre 1985] (p. 2992).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 18** : son amendement n° 41 (tarif de la soule pour les rhums et tafias introduits en France) [18 octobre 1985] (p. 3269) ; crise de l'industrie sucrière dans les D.O.M. ; contingentement du rhum des D.O.M. importé en France ; renforcement du régime particulier du rhum des D.O.M. ; importation abusive en France au rhum des Etats A.C.P. ; attention portée par la commission des Communautés européennes ; rejeté (p. 3270).

Deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : *questions* : principe de l'applicabilité automatique des nouvelles dispositions sociales aux D.O.M. ; application du minimum vieillesse [4 novembre 1985] (p. 3868).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : budget d'austérité ; absence de modification de la politique pratiquée à l'égard de la Guadeloupe ; nécessité d'un débat sérieux sur les problèmes économiques et sociaux des D.O.M.-T.O.M. [5 novembre 1985] (p. 3938) ; dégradation des indicateurs économiques et sociaux de la Guadeloupe ; appel à la solidarité nationale ; protection sociale ; sacrifice de l'économie sucrière ; européanisation de l'économie des D.O.M.-T.O.M. ; nécessité pour la Guadeloupe d'abandonner cette orientation (p. 3939) ; nécessiter de consolider par la restructuration les cultures d'exportation traditionnelles ; relance du bâtiment et des travaux publics ; nécessité de mettre en place une fiscalité du développement ; compétences économiques des assemblées locales ; nécessité d'exporter pour la Guadeloupe (p. 3940).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : *questions* : profession bananière [7 novembre 1985] (p. 4103).

— **Projet de loi portant dispositions relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Première lecture, discussion des articles : **article 12** : dispositions législatives concernant les bibliothèques ; transfert de compétences ; mise en œuvre par les municipalités communistes d'une politique novatrice en matière de lecture [22 novembre 1985] (p. 4699) ; projet de loi sur les bibliothèques publiques ; situation en Guadeloupe ; mesures de décentralisation (p. 4700).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947).**

Première lecture, discussion des articles : **article 22** : dispositions spécifiques aux départements d'outre-mer ; importance du littoral ; action protectrice de l'Etat ; cession de terrains à la S.O.D.E.G. ; principe d'une protection efficace de la bande côtière ; insertion dans le domaine public maritime de la zone dite « 50 pas géométriques » ; responsabilité de l'O.N.F. [22 novembre 1985] (p. 4765) ; *article L. 1562-2 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 128 (insérant dans la première phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour cet article du code après les mots : « équipement collectif » les mots : « en rapport avec les activités portuaires de pêche ou de culture marine de tourisme social ») ; utilisation réservée à la zone littorale des 50 pas géométriques ; inclusion de la zone dans le domaine public ; devenu sans objet (p. 4766).

N

NALLET (Henri)

Ministre de l'agriculture

NOMINATIONS

Est nommé ministre de l'agriculture : décret du 4 avril 1985 [J.O. du 5 avril 1985] (p. 3990).

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie vétérinaire (n° 2907) [10 juillet 1985].

Projet de loi relatif à l'aménagement foncier agricole (n° 3008) [24 octobre 1985].

Projet de loi relatif à l'abaissement à 60 ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [6 novembre 1985].

Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole (n° 3166) [10 décembre 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Louis Goasdouff : négociations sur les prix agricoles** : blocage des négociations ; maîtrise de la production laitière ; rigueur budgétaire ; niveau des prix réels par rapport au prix d'orientation ; signification directe de certains prix [10 avril 1985] (p. 111) ;

— **M. André Soury ; fixation des prix agricoles** : amélioration du règlement « mouton » ; exportation des produits agricoles ; importance et maintien de la place de l'agriculture française sur le marché mondial ; élargissement de la Communauté ; adaptation des agriculteurs aux nouvelles situations [10 avril 1985] (p. 119) ;

— **M. Jean-Guy Branger : fermeture d'entreprises due à l'application de la loi sur les anabolisants** : qualité de l'élevage français et de ses débouchés ; protection des consommateurs contre les fraudes favorisées sous l'ancienne législation ; garantie donnée aux éleveurs ; importance de la région Poitou-Charentes ; exportation de viande bovine vers l'Italie et l'Allemagne ; préjudices causés aux entreprises françaises par le développement des barrières vétérinaires, notamment en Italie [24 avril 1985] (p. 342) ; contentieux opposant les Pays-Bas et l'Italie (p. 343) ;

— **M. Robert Malgrès : échec des négociations de Luxembourg sur les prix agricoles** : positions opposées de la R.F.A. et du Royaume-Uni sur le problème des céréales ; raisons du conflit ; volonté de l'Europe d'être une puissance exportatrice de produits agricoles ; solde du commerce extérieur de la communauté concernant les produits céréaliers ; attitude de la R.F.A. ne favorisant pas la conclusion d'un accord [7 mai 1985] (p. 610) ;

— **M. Michel Cointat : prix agricoles et baisse du revenu des agriculteurs** : conditions dans lesquelles s'est déroulée la négociation de Bruxelles ; contrainte de la discipline budgétaire ; contrainte des seuils de garantie ; problème des céréales ; augmentation du prix du lait [22 mai 1985] (p. 1015) ; possibilité de supprimer la prime à la brebis importée ; suppression des montants compensatoires monétaires négatifs sur tous les produits ; revenu des agriculteurs ne dépendant pas uniquement des prix théoriques fixés à Bruxelles ; évolution du revenu agricole depuis 1981 (p. 1016) ;

— **M. Charles Pistre : conséquences de la sécheresse** : refus d'un impôt sécheresse ; secteur laitier ; octroi de prêts bonifiés ; solidarité professionnelle [2 octobre 1985] (p. 2564-2565) ;

— **M. Pierre Métais : retraite à 60 ans pour les agriculteurs** : problème du financement de cette mesure ; étalement sur 5 ans de sa mise en œuvre [2 octobre 1985] (p. 2565) ;

— **M. Edmond Alphandery : revenu agricole en 1985** : efforts de productivité ; précise que les comptes prévisionnels pour l'année en cours ne sont pas encore établis par l'I.N.S.E.E. ; écart entre les comptes prévisionnels et le compte semi-définitif [23 octobre 1985] (p. 3393) ; encombrement des marchés agricoles ; surproduction ; limitation des prix garantis (p. 3394) ;

— **Mme Véronique Neiertz : viande chevaline** : rappel des mesures prises par les services d'hygiène à la suite des épidémies [4 décembre 1985] (p. 5256) ; étude en cours en vue de remédier aux difficultés connues par cette filière (p. 5257) ;

orales sans débat :

— **M. André Tourné (n° 780) : productions légumières d'hiver** : difficultés rencontrées par les « sinistrés du gel » ; constitution de missions d'enquêtes à la demande du commissaire de la République ; octroi de prêts spéciaux du Crédit agricole ; reconnaissance du caractère de calamités agricoles ; dégrèvements fiscaux ; chômage technique d'un certain nombre de salariés ; taux horaire de l'allocation [19 avril 1985] (p. 260) ; instructions données aux services départementaux de l'inspection du travail (p. 261) ;

— **M. Tutaha Salmon (n° 840) : dégâts causés par un cyclone en Polynésie** : dépression tropicale du lundi 6 mai dans l'archipel des Marquises ; montant des dommages causés ; comité interministériel d'aide aux victimes [31 mai 1985] (p. 1364) ; fonds intercommunal de péréquation (p. 1365) ;

— **M. Jean Proveux (n° 845) : agriculture biologique** : reconnaissance de l'agriculture biologique par la loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 ; homologation des cahiers des charges ; commission nationale d'homologation ; plan de contrôle des produits végétaux non transformés ; lutte contre la concurrence déloyale [31 mai 1985] (p. 1366) ;

— **M. Jean-Marie Daillet (n° 843) : situation des producteurs laitiers en Basse-Normandie** : situation des producteurs de lait dans le cadre de la réglementation des quotas laitiers ; besoins particuliers des producteurs en phase de croissance ; quantités de lait libérées en 1984 [31 mai 1985] (p. 1367) ; concertation avec les organismes professionnels ; aide communautaire aux petits producteurs de lait ; situation dans le département de la Manche (p. 1368) ;

— **M. René André (n° 838) : quotas laitiers** : maîtrise de la production laitière ; signification de l'instauration des quotas laitiers ; quantité de référence en cas de vente, location ou transmission par héritage d'une exploitation ; cas des baux ruraux arrivant à expiration ; installation des jeunes agriculteurs ; principe du consentement à l'impôt ; situation fiscale devenant un élément patrimonial [7 juin 1985] (p. 1548) ;

— **M. André Soury (n° 896) : conséquences de la sécheresse** : sécheresse dans le centre et le Sud de la France ; réforme du régime des calamités agricoles ; rapport Vallery-Radot ; garantie tempête [4 octobre 1985] (p. 2658-2659) ;

— **M. Bruno Bourg-Broc (n° 890) : débouchés industriels de produits agricoles** : développement des biotechnologies ; encouragement du développement et de l'utilisation de certains produits agricoles par l'industrie communautaire ; bioéthanol à usage de carburant [4 octobre 1985] (p. 2660) ;

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577)**.

Première lecture, discussion générale : intérêt de ces nouvelles règles de droit pour les agriculteurs ; caractère de l'exploitation agricole ; imperfections du régime actuel ; nécessité de conserver le caractère familial de l'exploitation agricole ; problème de la transmission des exploitations ; prise en compte de l'acquit des groupements agricoles d'exploitation en commun (G.A.E.C.) [11 avril 1985] (p. 144) ; statut des membres de la famille au sein de l'exploitation agricole ; compétences des juridictions civiles ; impossibilités pour un G.A.E.C. de devenir une société unipersonnelle (p. 145) ;

Deuxième lecture, discussion générale : maintien du caractère civil de l'exploitation agricole à responsabilité limitée ; distinction entre le capital d'exploitation et les biens de la famille ; garantie destinée à éviter que les terres agricoles puissent être apportées au capital d'une société par des non-exploitants ; garantie de la primauté du capital à ceux qui travaillent sur l'exploitation [18 juin 1985] (p. 1729) ; clarification des statuts professionnels ; possibilité pour un jeune de s'installer sans acquérir la totalité du capital d'exploitation (p. 1730) ; ses observations sur la concertation menée avec les organisations agricoles ; non remise en cause de l'exploitation agricole familiale ; pro-

blème du « règlement judiciaire » des entreprises d'exploitation agricole (p. 1734, 1735).

Discussion des articles : avant l'article 10 ter : maintien de la plupart des exploitants dans le statut de droit commun ; situation des femmes des exploitants ; traitement des agriculteurs en difficulté (p. 1739) ; *article 10 ter :* caractère civil de l'E.A.R.L. ; limitation de la responsabilité des associés ; possibilité d'un associé unique (p. 1740) ; *après l'article 10 ter :* son sous-amendement n° 29 à l'amendement n° 13 de la commission (supprimant dans la première phrase du premier alinéa de cet amendement le mot : « principal ») (p. 1740) ; son sous-amendement n° 35 à l'amendement n° 14 de la commission (supprimant l'avant-dernier alinéa de cet amendement) (p. 1741) ; adopté ; son amendement n° 30 (précisant que les associés qui participent effectivement à l'exploitation sont dénommés « associés exploitants ») ; contraire assurant que le gérant soit un véritable exploitant et que ceux qui travaillent détiennent la majorité ; mesures à prendre en cas de non respect de ces dispositions ; adopté (p. 1742) ; son amendement n° 32 (précisant que les associés disposent de droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales qu'ils détiennent) ; possibilité de répartition des droits de vote à l'intérieur de la nouvelle société selon le principe : un homme, une voix ; adopté ; son amendement n° 31 (insérant après cet article, l'article suivant : « L'article L. 411-37 du code rural relatif à l'adhésion des preneurs à ferme à des sociétés d'exploitation agricole est applicable à l'exploitation agricole à responsabilité limitée, à l'exception des cinq dernières phrases de l'alinéa 3 ») ; adopté (p. 1743) ; *avant l'article 10 quinquies :* application du redressement et de la liquidation judiciaire aux agriculteurs nécessitant une concertation (p. 1744).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — Discussion générale : nécessité de préparer l'avenir de l'agriculture ; rareté budgétaire ; politique en faveur du rétablissement de nos grands équilibres économiques ; nécessité d'opérer des choix budgétaires [7 novembre 1985] (p. 4043) ; montant des dépenses d'intervention ; rareté des ressources ; diversité des situations existantes au sein de l'agriculture ; gestion des interventions sur les alcools ; nécessité de la formation (p. 4044) ; informatisation ; programmes d'investissement ; contrats de plan ; situation de la forêt ; mesures accompagnant l'élargissement de la C.E.E. ; recherche consacrée à l'agriculture et l'agro-alimentaire ; bonification d'intérêts ; budget des offices (p. 4045) ; aide aux industries agro-alimentaires (p. 4046) ; agriculture dans les départements d'outre-mer ; augmentation de la totalité des dépenses bénéficiant à l'agriculture ; rappelle que l'agriculture figure dans huit des douze programmes prioritaires d'exécution du IX^e Plan ; évolution des aides à la modernisation ; évolution des revenus (p. 4074) ; exemple du volume des livraisons ; généralisation de la T.V.A. (p. 4075) ; réintroduction dans les stocks des avances aux cultures ; abaissement du seuil de passage du forfait réel ; harmonisation des dates de clôture de l'exercice pour la T.V.A. et pour les bénéficiaires agricoles ainsi que pour l'écrêtement des revenus exceptionnels ; plafonnement d'avantages fiscaux accordés aux transmissions à titre gratuit de parts de G.F.A. ; révision des bases cadastrales ; régime fiscal de l'entreprise agricole à responsabilité limitée ; écart entre le montant des retraites du régime agricole et du régime général ; augmentation des cotisations ; effort de solidarité nationale envers le B.A.P.S.A. ; financement de ce budget (p. 4076) ; compensation démographique concernant l'aide ménagère à domicile pour les personnes âgées ; prise en charge des frais de tutelle aux allocations familiales ; prestation de congé de maternité pour les agricultrices ; problème de la sécheresse ; distribution de céréales fourragères (p. 4077) ; situation de la viande bovine ; cas des offices ; industries agricoles et alimentaires (p. 4078) ; programme global de développement de l'entreprise ; soutien du développement international des entreprises françaises ; programme prioritaire : « Aliment 2000 » ; « Livre vert » ; généralisation de la maîtrise quantitative des productions ; production laitière (p. 4079) ; mise en place de la maîtrise budgétaire ; croissance du F.E.O.G.A. ; politique agricole commune ; « Livre vert » ; vocation exportatrice de l'agriculture française (p. 4080).

Répond à la question de :

— *M. Loïc Bouvard :* augmentation des crédits de fonctionnement de l'enseignement agricole privé ; augmentation d'effectifs (p. 4081) ;

— *M. Germain Gengenwin :* maîtrise des cotisations ; recherche de la transparence dans les mécanismes de financement de la protection sociale ; harmonisation des prestations ; abaissement de l'âge de la retraite (p. 4082) ;

— *M. Jean Desanlis :* baisse du revenu des éleveurs ; augmentation du revenu moyen des agriculteurs ; cas de la viande ovine ; prime à la brebis (p. 4082) ;

— *M. Jean-Louis Dumont :* baisse de la consommation des vins (p. 4087) ; accords de Dublin ; filière bois ; pôle productique ; bois et ameublement ; bois mitrillés (p. 4088) ;

— *M. Jean-Claude Cassaing :* abaissement progressif à soixante ans de l'âge de la retraite des agriculteurs ; harmonisation des conditions d'accès ; parité des droits (p. 4088) ; financement de cette mesure (p. 4089) ;

— *M. Amédée Renault :* alourdissement de la charge des bonifications pour l'Etat ; amélioration de l'exploitation ; prêts spéciaux de modernisation (p. 4089) ;

— *M. Jean-Marie Alaize :* organisation des contrats de plan Etat-région (p. 4089) ; actions de pré-installation ; programmes d'hydraulique agricole ; renforcement des programmes de recherche ; programmes intégrés méditerranéens (p. 4090) ;

— *M. Pierre Raynal :* aide aux exploitants touchés par la sécheresse ; prêts spéciaux du Crédit agricole (p. 4090) ; octroi d'un abondement au fonds national de garantie des calamités agricoles ; déblocage par la C.E.E. de 200 000 tonnes de céréales ; cas du Cantal (p. 4091) ;

— *M. Pierre Godefroy :* quotas laitiers ; rapport preneurs-bailleurs (p. 4091) ;

— *M. René André :* handicap dont souffrent les départements d'outre-mer en matière agricole (p. 4091) ; encouragement de l'implantation locale du riz ; coût d'approvisionnement en céréales (p. 4092) ;

— *M. Pierre Godefroy :* régime transitoire d'application des limitations physiques de production ; situation de la production bovine (p. 4092) ;

— *M. Roland Mazoin :* renégociation du règlement communautaire ovin ; prime variable à l'abattage ; absence de marchandage entre le Gouvernement français et le Gouvernement néo-zélandais ; marché des gros bovins ; limite aux mesures de soutien des prix de marché en France ; prime à la vache allaitante (p. 4093) ;

— *Mme Adrienne Horvath :* compétence des collectivités locales en matière de transports scolaires (p. 4094) ;

— *M. Xavier Hunault :* maintien de la taxe d'usage au fonds national des abattoirs (p. 4094) ;

— *M. Xavier Hunault :* progression de la production agricole en 1984 (p. 4094) ; situation pour 1985 ; rapports entre la C.E.E. et les pays en voie de développement (p. 4095) ;

— *M. Marcel Garrouste :* réalisation d'ouvrages et mobilisation de la ressource en eau dans les régions Midi-Pyrénées et Aquitaine (p. 4095) ;

— *M. Jean-Pierre Sueur :* situation du marché de la pomme de terre de conservation ; opérations de dégagement vers l'alimentation animale (p. 4096) ;

— *M. François Patriat :* accumulation de stocks communautaires et absence de débouchés à l'exportation en ce qui concerne la viande bovine ; politique de filières ; distorsions de concurrence (p. 4096) ; développement par la France d'une action en vue du rétablissement de l'unicité du marché ; incidence des reports de crédits (p. 4097) ;

— *M. Jean-Pierre Sueur :* mesures prophylactiques engagées contre le feu bactérien ; création de secteurs protégés ; cas du Val de Loire (p. 4097) ;

— *M. Michel Lambert :* effort en faveur de l'installation des jeunes agriculteurs ; modernisation de l'appareil de production agricole ; système d'installations en production laitière (p. 4098) ;

— *M. Michel Inchauspé* : service central d'études et de statistiques (p. 4098-4099);

— *M. Charles Paccou* : financement de la modernisation ; amélioration de la productivité ; organisation des marchés ; cours de la pomme de terre (p. 4099);

— *M. Michel Inchauspé* : transmission à Bruxelles d'une liste de communes en vue de leur classement en zone de montagne (p. 4100);

— *M. Charles Paccou* : stabilisation des dépenses sociales du B.A.P.S.A. pour 1986 ; poursuite du ralentissement de la hausse des cotisations (p. 4100);

— *M. Paul Balmigère* : compromis de Dublin ; conséquences de l'élargissement de la Communauté sur le secteur du vin (p. 4101-4102);

— *M. Lucien Dutard* : activité de Générale Biscuit ; rapprochement entre Unilever et Nestlé dans le secteur des produits frais ; titre participatif ; développement de la coopération ; reconversion de la tabaculture (p. 4102-4103);

— *M. Ernest Moutoussamy* : indemnisation des dommages causés aux bananeraies ; inapplication du régime des calamités agricoles (p. 4103);

— *M. Edmond Massaud* : aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse ; mouvement de solidarité ; retraite à soixante ans (p. 4103);

— *M. Michel Cartelet* : réglementation de l'adjonction de plomb dans l'essence ; « Livre vert » (p. 4104);

— *M. Gilbert Mitterrand* : transfert au ministère de l'agriculture de la gestion du régime de l'alcool ; responsabilité de l'Etat dans le domaine de l'alcool d'origine viticole (p. 4104) ; projet de création d'une société chargée de commercialiser les alcools viticoles (p. 4105);

— *M. René André* : groupe de travail chargé d'examiner les mesures d'adaptation du régime actuel d'écrêtement des revenus exceptionnels (p. 4105);

— *M. René André* : quotas laitiers ; problème des jeunes (p. 4105);

— *M. Pierre Raynal* : effort contributif des exploitants ; progressivité de la cotisation individuelle ; effort pour approcher le montant des cotisations des facultés contributives réelles (p. 4106);

— *M. Roger Corrèze* : accords de Dublin (p. 4106-4107);

— *M. Gérard Chasseguet* présentée par *M. Pierre Raynal* : installation des jeunes ; cas de l'Orne (p. 4107);

— *M. Roger Corrèze* : compétence de la Communauté pour opérer un classement en zone défavorisée (p. 4108);

— *M. Daniel Goulet* : critères de répartition des quantités de lait entre les commissions départementales ; installation des jeunes (p. 4108);

— *M. Charles Miossec* : formation des femmes d'agriculteurs et des jeunes ; adaptation au secteur agricole des formations en alternance (p. 4109);

— *M. Daniel Goulet* : modalités d'amélioration de la situation financière des exploitants touchés par les quotas laitiers ; (p. 4109);

— *M. Charles Miossec* : régime des sociétés E.U.R.L. et E.A.R.L. ; application du droit commun pour la constitution même de la société ; aménagement du régime des droits d'apport compte-tenu de la spécificité de l'agriculture ; rappelle que pour l'imposition des revenus seront passibles des bénéfices agricoles les associés d'une exploitation agricole à responsabilité limitée formée uniquement entre personnes parentes en ligne directe (p. 4110);

— *M. Christian Bergelin* : entretien avec les responsables de la production laitière de Franche-Comté (p. 4110);

— *M. Bruno Bourg-Broc* : examen du problème du bio-éthanol au niveau communautaire (p. 4111);

— *M. Christian Bergelin* : réforme fiscale ; groupe de travail administration-professions ; avances sur cultures ; simulations en cours (p. 4111);

— *M. Bruno Bourg-Broc* : rappelle que pour les céréales l'éligibilité aux différents mécanismes de soutien est subordonnée à la participation ou à la réduction des surfaces cultivées ; projet de Farm Bill (p. 4111) ; annonce par le

président Reagan de son intention de porter plainte auprès du G.A.T.T. contre les exportations de céréales communautaires (p. 4112);

— *M. Michel Cointat* : présentée par *M. Bruno Bourg-Broc* : regroupement entre nos grandes écoles ; transformation de deux emplois d'ingénieurs généraux du génie rural des eaux et forêts et d'un emploi de contrôleur général des services vétérinaires en trois emplois d'inspecteurs généraux de l'agriculture (p. 4112);

— *M. Xavier Deniau* : régime d'imposition des G.A.E.C. (p. 4113);

— *M. Xavier Deniau* : entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté ; dispositif visant à conforter la filière des fruits (p. 4113) ; compétitivité des exploitations (p. 4114).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États membres des communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : légitimité de la volonté de ces deux pays d'entrer dans la C.E.E. ; secteur agricole ; cas particulier du sucre en ce qui concerne le Portugal ; situation résultant de l'accord de 1970 régissant les rapports entre l'Espagne et la C.E.E. [21 novembre 1985] (p. 4952) ; ouverture du marché laitier ; multiplication du développement de l'agriculture en raison de l'existence de la Communauté économique ; potentiel de production de l'Espagne ; organisation de marché ; viticulture espagnole ; secteur des fruits et légumes ; réforme de l'organisation du marché du vin lors du compromis de Dublin (p. 4653) ; « produits continentaux » ; homogénéisation des conditions de production de l'Espagne et du Portugal avec celles de la Communauté économique européenne ; position de *M. Jacques Chirac* au sujet de l'élargissement ; clauses de sauvegarde pour les périodes transitoires ; mécanisme de montants régulateurs à l'importation dans la Communauté en matière viti-viticole ; Oniflor (p. 4654) ; obligation pour les producteurs espagnols de s'aligner progressivement sur les conditions de production et d'organisation dans la C.E.E. (p. 4655).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier agricole (n° 3008).**

Première lecture, discussion générale : évolution de la démographie agricole ; évolution générale du contexte économique de l'agriculture ; responsabilités des collectivités territoriales sur l'aménagement rural et urbain ; procédure d'aménagement foncier [28 novembre 1985] (p. 4987) ; remembrement des exploitations rurales ; travaux dits connexes ; loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne et loi relative à la valorisation et à la protection de la forêt ; harmonisation et simplification des procédures d'aménagement foncier ; regroupement dans un tronc commun de l'ensemble des dispositions applicables aux différents modes d'aménagement foncier ; rôle de la commission commune d'aménagement ; création d'un nouveau mode d'aménagement intermédiaire entre le remembrement et les échanges amiables (p. 4988) ; regroupement des propriétés fondé sur des échanges de parcelles sans refonte complète du plan parcellaire ; efficacité de l'action collective d'aménagement ; recherche de l'accord majoritaire des intéressés ; prise en compte des incidences des lois de décentralisation ; rôle de l'assemblée départementale ; rôle des pouvoirs des S.A.F.E.R. ; nécessité de faciliter les progrès de l'agriculture (p. 4989) ; problème de la consultation des agriculteurs sur les projets d'aménagement concernant l'urbanisme ; part relative des agriculteurs ; cas des zones de montagne ; responsabilité du conseil municipal dans l'élaboration des documents d'urbanisme ; financement de l'aménagement foncier ; rôle respectif du département et de l'Etat dans les

opérations d'aménagement foncier ; problèmes posés par les chemins ruraux ; protection de la nature ; problème du développement du marché des parts de G.F.A. (p. 4992) ; position de l'agriculture française par rapport aux Etats-Unis ; programme « Bicep » lancé par le Gouvernement américain sur le marché des céréales (p. 4993).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : *article 1^{er} du code rural* : diversité des formes d'aménagement foncier ; rôle de l'aménagement foncier dans l'aménagement d'ensemble du territoire communal (p. 4996) ; *article 2-2 du code rural* : cas exceptionnel des périmètres d'aménagement foncier interdépartementaux (p. 4997) ; *article 7 du code rural* : interdiction de construire dans le cas du remembrement-aménagement (p. 4999) ; **article 2** : — *article 17-2 du code rural* : caractère trop rigoureux du seuil des « 3/4 » pour pouvoir constituer les associations foncières (p. 5001) ; notion de « gisement » ; **article 7** : son amendement n° 51 (caractère obligatoire de la constitution de l'association foncière) ; outil essentiel du remembrement ; adopté (p. 5002) ; **article 14** : nécessité de situer dans le projet de loi les dispositions votées dans le cadre de la loi relative à la valorisation et la protection de la forêt (p. 5004) ; **après l'article 20** : définition du champ de l'application de la loi du 3 janvier 1972 ; nécessité de pouvoir créer des associations foncières pastorales dans certaines zones de plaines ; **article 21** : son amendement n° 52 (suppression dans les départements d'outre-mer du seuil en dessous duquel les S.A.F.E.R. peuvent apporter leurs concours technique aux communes) (p. 5005) ; adopté ; **après l'article 21** : son sous-amendement n° 53 à l'amendement n° 41 de M. Claude Michel (supprimant le paragraphe II de cet amendement) ; son sous-amendement n° 54 à l'amendement n° 41 de M. Claude Michel (supprimant la dernière phrase du paragraphe IV de cet amendement) ; création de commissions spécifiques au niveau communal ou intercommunal ; lourdeur de cette procédure ; adoptés (p. 5006) ; **après l'article 23** : mise à jour du texte rendant applicable le titre I^{er} du livre I^{er} du code rural aux départements d'outre-mer (p. 5007).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Première lecture, discussion générale : abaissement du droit à l'âge de la retraite constituant une avancée sociale ; motif de la limitation des cumuls emploi-retraite ; conditions de travail dans l'agriculture ; attribution des points supplémentaires de retraite proportionnelle à titre gratuit en juillet 1981 ; revalorisation de la retraite forfaitaire ; harmonisation gratuite du montant des retraites ; prise en compte de la situation démographique particulière de l'agriculture [5 décembre 1985] (p. 5351) ; étalement sur cinq ans de la mise en œuvre de l'abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs ; harmonisation des conditions d'accès à la retraite ; limitation de cumul entre le bénéfice d'une pension de vieillesse et l'exercice d'une activité professionnelle ; rôle de la commission départementale des structures ; nécessité de garantir pour les retraités la possibilité de participer à des activités d'entraide ; conditions de financement de la réforme ; coût brut de la réforme ; économies à attendre des mesures de proratisation à trente-sept années et demie de la retraite forfaitaire ; nécessité de partager le besoin de financement entre les cotisations professionnelles et une contribution supplémentaire de l'Etat ; répartition du financement au-delà de la première année (p. 5352) ; retard de la protection sociale des agriculteurs ; droits sociaux du monde agricole et rural (p. 5353) ; revalorisation des retraites ; nombre de personnes concernées ; coefficient de minoration sur les retraites forfaitaires et proportionnelles (p. 5368) ; pension de réversion des veuves ; définition de la poursuite d'une activité professionnelle ; activité du F.A.S.A.S.A. ; financement de l'abaissement de l'âge de la retraite sur cinq ans ; proratisation des pensions (p. 5369) ; réaménagement du nombre des tranches de barème de cotisation cadastrale vieillesse ; droits des conjoints ; problème du maintien d'une certaine activité pour les agriculteurs demandant à bénéficier de l'avancement de l'âge de la retraite ; inexistence de prestations pouvant être financées sans cotisations ; comparaison du montant des retraites des agriculteurs et des autres professions (p. 5370).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : examen par la sous-commission agricole des conventions et des accords d'ar-

ticles amendant le code rural dans le sens d'une flexibilité accrue du travail ; statuts des femmes d'exploitant ; cessation d'activité ; nécessité financière de procéder par étape à l'abaissement de l'âge de la retraite (p. 5372) ; **article 2** : amendement n° 54 tendant à reconnaître au conjoint de l'exploitant agricole ainsi qu'aux autres membres de sa famille qui deviendraient associés actifs de l'exploitation agricole à responsabilité limitée des droits personnels à la retraite proportionnelle ; situation sociale des divers actifs agricoles ; assiette des cotisations ; son amendement n° 53 (mise en œuvre de la proratisation à trente sept ans et demi) ; adopté (p. 5380) ; **article 5** : inutilité de l'amendement n° 14 de la commission ; notion d'ayants-droit (p. 5382) ; **article 8** : rôle des organisations agricoles ; son amendement n° 56 (détermination de la superficie dont un agriculteur est autorisé à poursuivre l'exploitation et la mise en valeur tout en percevant une prestation d'assurance vieillesse) ; adopté (p. 5385) ; **après l'article 8** : son sous-amendement n° 55 à l'amendement n° 48 de M. René André (tendant dans le paragraphe I de cet amendement après les mots « à l'article 1120-1 » à insérer les mots « et à l'article 1120-2 ») ; utilité de permettre la résiliation du bail par un fermier à la fin d'une des périodes annuelles de ce bail suivant la date à laquelle il aura atteint l'âge requis ; situation des retraités pour inaptitude ; adopté (p. 5386) ; **article 10** : ses observations sur l'amendement n° 23 de la commission (p. 5387) ; **article 14** : prorogation du F.A.S.A.S.A. au-delà du 31 décembre 1986 ; prolongation ultérieure permettant au Parlement d'examiner de nouveau cette question (p. 5388).

Troisième lecture, discussion générale : ouverture d'un droit nouveau à l'ensemble des agriculteurs [22 décembre 1985] (p. 6659).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).**

Discussion : méconnaissance de la part des Français de la réalité agricole ; importance de l'agriculture dans l'économie française ; politique agricole commune ; adaptation des formes d'organisation collective ; biotechnologies [10 décembre 1985] (p. 5803) ; exigence d'une politique réellement européenne ; problèmes réglementaires et budgétaires liés à la surproduction ; système des prix garantis pour des quantités illimitées ; exigence de débouchés ; rôle du ministre de l'agriculture ; situation de l'appareil productif ; évolution des revenus depuis 1974 ; substitution du capital au travail (p. 5804) ; efficacité économique du caractère familial de l'entreprise agricole ; intérêt de la solidarité et modernisation de l'agriculture ; conséquences de l'application des thèses libérales ; cogestion conduisant à un « lobbying » institutionnel (p. 5805) ; rôle des organisations professionnelles ; niveau du revenu agricole (p. 5806) ; ses observations sur le « Livre vert » de la commission (p. 5815) ; élargissement de la Communauté ; quotas laitiers ; compensation générale à la contribution britannique ; règlement ovin ; suppression de la prime à la brebis exportée (p. 5842) ; limitation des quantités bénéficiant de prix garantis ; application des accords de Dublin ; mise en œuvre de la distillation obligatoire ; concurrence avec les Etats-Unis ; échec du programme « B.I.C.E.P. » ; « Livre vert » ; création des offices par filières ; représentation des agriculteurs (p. 5843) ; travaux des interprofessions ; rapports entre l'Etat et les interprofessions ; gestions des marchés ; place et rôle des industries agro-alimentaires ; programme prioritaire « aliment 2000 » ; revenus agricoles (p. 5844) ; variations par produits ; avenir des exploitations agricoles ; pyramide des âges ; nombre prévisible d'exploitations ; efforts accomplis dans le domaine de la recherche et des actions de formation ; avenir des grandes productions agricoles françaises ; coopération agricole (p. 5845) ; changement de l'environnement technique, économique et financier de l'agriculture ; renouvellement de la réflexion des agriculteurs et de leurs organisations (p. 5846).

NARQUIN (Jean)

*Député de Maine-et-Loire
(1^{re} circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation de l'entreprise Thomson à Angers** : projet de restructuration du groupe pour la fabrication des téléviseurs et les laboratoires de recherche ; transfert vers l'Allemagne de ces activités [3 avril 1985] (p. 61).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale* : élaboration en 1981 d'une nouvelle politique d'aménagement du territoire ; attentes des habitants de l'Ouest-Atlantique ; diminution des crédits incitatifs en direction des entreprises ; politique du logement dans la région Ouest-Atlantique ; progression du revenu et création d'emplois agricoles ; rôle des entreprises nationales [23 octobre 1985] (p. 3399) ; cas des entreprises Bull, Thomson et Pechiney ; adaptation du système éducatif ; augmentation du chômage dans la région Pays-de-Loire (p. 3400).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions* : situation des mères de famille isolées [4 novembre 1985] (p. 3872-3873).

NATIEZ (Jean)

*Député de la Loire-Atlantique
(1^{re} circonscription)*

Socialiste

Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 12 avril 1985] (p. 4300), [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13340).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (justice) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 22 : justice (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

Constata l'épuisement de l'ordre du jour pour lequel le Parlement était convoqué [24 janvier 1985] (p. 41).

En qualité de député :

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : progression des crédits ; poids croissant du contentieux ; problème de la charge carcérale ; politique d'humanisation des prisons [5 novembre 1985] (p. 3883) ; modernisation des circonscriptions judiciaires et des services judiciaires ; nécessité de la prévention ; éducation surveillée (p. 3884).

Examen des crédits : état B, titre III : engagement du Gouvernement (p. 3899).

NEIERTZ (Véronique)

Député de la Seine-Saint-Denis

(5^e circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (relations extérieures : services diplomatiques et généraux) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome 1 : relations extérieures : services diplomatiques et généraux (n° 2989)** [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Cumul emploi-retraite** : ordonnance du 30 mars 1982 visant à réduire le cumul d'un emploi et d'une pension de retraite ; politique de l'embauche de certaines grandes entreprises [2 mai 1985] (p. 529-530).

— **Ouverture des magasins le dimanche** : manifestation lors de l'ouverture d'un hypermarché le dimanche [30 octobre 1985] (p. 3707).

— **Viande chevaline** : arrêt des importations de viande chevaline à la suite d'intoxications alimentaires ; aggravation des difficultés de ce secteur [4 décembre 1985] (p. 5256).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584).**

Première lecture, discussion générale : dettes des époux ; dispositions fiscales et sociales pénalisant le mariage ; pratique « totalitaire » du droit au nom [6 mai 1985] (p. 575) ; amendement du groupe socialiste sur le droit au nom ; neutralité du droit français à l'égard du choix de vie de chacun (p. 576).

— **Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ainsi qu'à la prévention et à la réparation des nuisances dues au bruit des aéronaves (n° 2393).**

Deuxième lecture, discussion générale : critique l'amendement de la commission proposant d'exonérer les compagnies aériennes de leur responsabilité en matière de bruit ; non discrimination entre les associations et les compagnies aériennes commerciales [22 mai 1985] (p. 994) ; saisine *a posteriori* du Conseil national du bruit ; problème de la dimension des zones de protection contre le bruit (p. 995).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : intérêt porté par les grands médias français à l'Afrique du Sud ; condamnation officielle par la France du régime de Pretoria [11 juin 1985] (p. 1604) ; sa visite en

république Sud-africaine ; échec du plan américain ; mise en place d'un Gouvernement intérimaire en Namibie ; évolution de l'opinion américaine ; position de démocrates et de certains républicains en faveur de sanctions contre Pretoria ; accroissement de la violence ; retour des pays de l'Est et de l'U.R.S.S. dans cette région (p. 1605).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : cloisonnement des activités [6 novembre 1985] (p. 3962) ; modernisation de l'outil diplomatique ; politique du personnel et de l'emploi ; système de majoration familiale ; question de l'indemnité de résidence ; implantations et politique culturelle (p. 3963) ; budget de Radio-France internationale ; transferts de crédits de R.F.I. et de T.V.5 sur les crédits de la redevance ; conséquences de cette débudgétisation ; politique des droits de l'homme ; action de la France dans le cadre des différentes instances internationales (p. 3964) ; rigueur appliquée à la D.G.R.C.S.T. (p. 3965).

NEVOUX (Paulette)

*Député du Val-de-Marne
(8^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (relations extérieures : affaires européennes) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre du conseil national du bruit [J.O. du 7 novembre 1985] (p. 12934).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14663).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome IV : **relations extérieures : affaires européennes (n° 2989)** [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation des enfants enlevés et retenus en Algérie :** rappelle que cinq mères occupent depuis plusieurs mois l'ambassade de France à Alger [30 octobre 1985] (p. 3709).

orale sans débat :

— **n° 786,** posée le 16 avril 1985 : **transports aériens (aéroport : Val-de-Marne)** (p. 228) ; appelée le 19 avril 1985 : **insonorisation pour riverains de l'aéroport d'Orly** ; cas de l'école maternelle Poulmarch de Villeneuve-le-Roi ; évolution de la réglementation en matière de zones de bruit donnant droit à indemnisation (p. 273).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2677).**

Première lecture, discussion générale : assainissement de la situation des S.A.R.L. ; taxation du revenu des dirigeants ; représentation au sein des organismes consulaires ; amélioration de la protection sociale des artisans et commerçants [11 avril 1985] (p. 154) ; problèmes sociaux et fiscaux posés aux commerçants et artisans (p. 155).

— **Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ainsi qu'à la prévention et la réparation des nuisances dues au bruit des aéronefs (n° 2393).**

Deuxième lecture, discussion générale : projet de loi ne fixant pas les limites de zones à urbanisme réglementé ; menace d'extension de la zone de bruit modéré ; souci des élus locaux d'éviter que des projets d'urbanisme soient remis en cause [22 mai 1985] (p. 995).

Discussion des articles : article 1^{er} : — *article L. 147-4 du code de l'urbanisme :* date de la consultation des communes lors de l'élaboration des directives nationales (p. 1000).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Communauté économique ; augmentation des ressources provenant de la T.V.A. ; élargissement de la Communauté et nouveau système de ressources propres ; présentation globale des transferts du budget français vers le budget communautaire ; rôle de la France dans l'évolution de la Communauté économique européenne [6 novembre 1985] (p. 3966-3967).

NILES (Maurice)

*Député de la Seine-Saint-Denis
(4^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3977).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes (n° 2393) [J.O. du 14 juin 1985] (p. 6584).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à garantir l'imprescriptibilité de l'exercice du droit d'obtenir un titre et des réparations pour les **déportés de la Résistance**, internés de la Résistance, déportés politiques, internés politiques, combattants volontaires de la Résistance, réfractaires, personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi, patriotes résistants à l'occupation des départements du Rhin et de la Moselle (n° 3071) [14 novembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux actes et jugements déclaratifs de décès des personnes mortes en déportation (n° 2613).**

Première lecture, discussion générale : texte réclamé par les associations de déportés et les associations antiracistes ; nombre des Français déportés [7 mai 1985] (p. 621) ; nombre des personnes ayant fait l'objet d'un acte de décès ; ses observations sur les tentatives actuelles de négation des crimes nazis ; ses observations sur la visite de Chefs d'Etat dans un camp militaire allemand (p. 622).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. *Discussion générale :* retard de l'ensemble des pensions d'in-

validité; droits essentiels du monde combattant; rétablissement des forclusions aux demandes de certains titres; situation des combattants de la Résistance; non satisfaction des droits des anciens combattants d'Afrique du Nord; reconnaissance officielle de la guerre en Algérie, en Tunisie et au Maroc; suppression de postes de fonctionnaires [22 octobre 1985] (p. 3321).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : projet inacceptable dans son principe; baisse du pouvoir d'achat des salaires [6 décembre 1985] (p. 5504); liberté donnée aux employeurs; non majoration des heures supplémentaires; suppression des indemnités de chômage partiel (p. 5505); nécessité d'un véritable débat parlementaire sur « un projet dangereux » remettant en cause le code du travail; passage à un temps éclaté; contingent de 38 à 41 heures; absence d'incitation à la création d'emplois (n° 5511); situation des transports aériens [7 décembre 1985] (p. 5579-5580); **après l'article 2 :** impossibilité de faire appel aux semaines basses de modulation par anticipation sur des semaines hautes non encore effectuées; usurpation des droits des salariés [9 décembre 1985] (p. 5707); données économiques ou sociales considérées comme valables sur le plan de la branche ou des branches; information et consultation du comité d'entreprise dans l'ordre économique (p. 5709).

NOIR (Michel)

*Député du Rhône
(3^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562) [J.O. du 11 juin 1985] (p. 6439).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (monnaies et médailles) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle privilégiant les rapports de la France avec les pays respectueux des **droits de l'homme (n° 2565)** [23 janvier 1985].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur le fonctionnement, les modalités d'intervention et les avantages économiques de l'**Association technique de l'importation charbonnière (A.T.I.C.) (n° 2614)** [17 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 48 : monnaies et médailles (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Disparition d'emplois depuis 1981 :** nombre des emplois perdus en deux ans; nombre des chômeurs dénombrés [29 mai 1985] (p. 1257); sous-estimation du nombre des chômeurs (p. 1258).

— **Problème de la libération des Français enlevés au Liban :** cas de Marcel Carton, Marcel Fontaine, Michel Seurat et Jean-Paul Kauffman [23 octobre 1985] (p. 3386).

orale sans débat :

— **n° 790,** posée le 23 avril 1985 : **équipements industriels et machines-outils (emploi et activité)** (p. 324); appelée le 26 avril 1985 : **industrie française**

de la machine-outil : définition du plan machine-outil en décembre 1981; utilisation des aides publiques (p. 447); effort de recherche-développement; efficacité des restructurations; prise de contrôle de la société Ernault-Somua par le groupe japonais Toyoda; détournement des crédits consacrés au plan bureautique pour financer la société La Chapelle-Darblay (p. 448); insuffisance de la relance des commandes de biens d'équipement (p. 449).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562).**

Première lecture, discussion générale : oppose une exception d'irrecevabilité; loi de règlement proposée violant les dispositions à valeur constitutionnelle de l'ordonnance de 1959; assimile le Gouvernement « aux frères Willot de la comptabilité publique » [21 mai 1985] (p. 877); dissimulation de l'ampleur réelle du déficit budgétaire; pratique de débudgétisation, de mobilisation de ressources exceptionnelles et « d'usage habile des règles de la comptabilité publique »; sa référence au chapitre spécial du rapport de la Cour des comptes concernant « les écritures de fin de gestion »; problème de l'apurement du compte « fonds de compensation pour la T.V.A. (p. 878); prélèvement effectué sur les P.T.T.; sa référence à la décision du Conseil constitutionnel du 29 décembre 1984; conditions pour que ce type d'opération soit conforme à la constitution; pratiques de « cavalerie »; modalités de la dotation à Péchiney constituant une violation de l'article 16-3 de l'ordonnance de 1959; injustice du transfert de charges entre Péchiney et E.D.F. (p. 879); problème des intérêts dus par le budget général au budget annexe des P.T.T.; pièces comptables portant des ratures et des surcharges permettant de réimputer sur l'exercice 1982 des dépenses prévues pour l'exercice 1983; versement d'avances d'actionnaires aux sociétés Sacyr et Usinor; demande quelles sanctions ont été prises à l'encontre des « fonctionnaires coupables de tels agissements » (p. 880-881); son ignorance de la date de la réunion de la commission des finances (p. 884); déclare que M. Christian Pierret a toujours parfaitement rempli sa mission de rapporteur général en commission des finances (p. 886).

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion : orientation de la politique gouvernementale en matière d'immigration; responsabilité du Gouvernement; définition de droits différents au bénéfice de ses propres citoyens ne constituant pas un acte de racisme; risque d'apparition d'une réaction prenant des allures racistes et xénophobes [6 juin 1985] (p. 1499); exaspération des nationaux au regard des personnes étrangères; politique de l'immigration liée à la politique économique; besoins de qualification; maîtrise des flux migratoires; problème des étrangers séjournant clandestinement en France; abrogation des dispositions concernant le regroupement familial et les prestations familiales; révision en 1981 des procédures d'expulsion et de reconduite aux frontières (p. 1500); définition d'un contrat moral d'intégration; intégration volontaire à la communauté; révision des modes d'acquisition de la nationalité française; liaison entre le droit de vote et la nationalité; cas des Français de confession islamique et des jeunes « de la deuxième génération » nés après 1965; mise en œuvre d'une politique négociée de retour au pays; retour ne pouvant être que volontaire (p. 1501-1502).

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion générale : création du C.E.A. et du C.N.R.S. en 1945 [27 juin 1985] (p. 2095); vulnérabilité de l'Europe dans le domaine technologique; évolution du monde vers le Pacifique; résultats de la loi de 1982; projet d'usine robotisée; promotion de la coopération européenne; nécessité de relever les défis américain et japonais; lancement d'une station orbitale européenne; nombre et capacité des chercheurs et ingénieurs français (p. 2096); fonctionnarisation des chercheurs à l'encontre de la mobilité professionnelle; part élevée de la recherche publique en France; insuffisance de l'effort de recherche dans le secteur concurrentiel; mise en œuvre du crédit d'impôt; non prise en compte par la recherche française du développement

industriel, des soucis de commercialisation et des prix de revient ; développement de la recherche dans les entreprises ; ambitions de la France au sommet de Milan (p. 2097).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 54 (développement des activités de recherche technologique dans les établissements publics de recherche et d'enseignement supérieur en coopération avec les entreprises du secteur concurrentiel) : non soutenu [28 juin 1985] (p. 2178) ; **article 4** : son amendement n° 56 (portant le crédit d'impôt afférent aux années 1985 et suivantes à 75 %) : non soutenu ; son amendement n° 85 (remplaçant dans le I de l'article 224 quater B du C.G.I. les mots : « revalorisée de la hausse des prix à la consommation », par les mots : « revalorisée de la hausse des prix de gros industriels ») : non soutenu ; son amendement n° 86 (insérant au deuxième alinéa du paragraphe I de cet article les mots : « pour la période du plan triennal ») : non soutenu ; son amendement n° 88 (substituant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article au pourcentage « 50 pour 100 », le pourcentage : « 75 pour 100 ») : non soutenu ; son amendement n° 87 (substituant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article à la somme : « 5 millions de francs », la somme : « 30 millions de francs ») : non soutenu ; son amendement n° 57 (substituant à la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa du I de cet article aux mots : « à 5 millions de francs », les mots : « à 20 millions de francs ») : non soutenu (p. 2180) ; son amendement n° 89 (prévoyant que les entreprises dont les crédits d'impôts antérieurement obtenus seraient inférieurs à 10 millions de francs ne seront pas astreintes à la reprise de ce reliquat non imputé) : non soutenu ; **après l'article 4** : son amendement n° 58 (déduction des souscriptions au capital de sociétés anonymes ayant pour activité exclusive la recherche et le développement technologique pour l'établissement de l'impôt) (p. 2181) ; rejeté (p. 2182) ; **après l'article 8** : son amendement n° 77 (intéressement financier des chercheurs des organismes publics de recherche, dont le laboratoire s'engage dans des coopérations de développement industriel) : non soutenu (p. 2186) ; **article 11** : son amendement n° 78 (rédigeant ainsi après les mots : « à la présente loi » la fin de cet article : « le nombre des créations nettes d'emplois de chercheurs et ingénieurs de recherche à réaliser annuellement d'ici à 1988 est fixé à 400 ») : non soutenu (p. 2188).

— Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2951).

Première lecture, discussion générale : non application du budget proposé à l'Assemblée ; vote positif du groupe R.P.R. sur la loi Delors sur l'initiative économique [16 octobre 1985] (p. 3131) ; budget ne préfigurant pas un « budget de cohabitation » ; retournement du discours de la majorité ; taux des prélèvements obligatoires ; transfert à la sécurité sociale de 11 milliards de francs ; valeur du plafond de 145 milliards fixé pour le déficit ; estimation du déficit réel ; financement du déficit ; faiblesse de l'épargne des ménages ; équilibre de la balance des paiements courants contribuant à réduire le financement net de l'extérieur ; compétition accrue entre l'Etat et les entreprises sur les marchés financiers ; réduction des crédits affectés à certains services traditionnels de l'Etat (p. 3132) ; montant des crédits consacrés aux grands projets du Président ; ampleur de la débudgétisation ; sous-évaluation des dépenses ; réduction des dotations aux entreprises publiques ; pertes cumulées de l'ensemble du secteur public ; sous-évaluation des charges de la dette ; opportunité d'instituer une procédure permettant de débattre du budget social de la Nation ; statistiques officielles du chômage ; diminution des effectifs salariés au travail ; allègement des charges pesant sur les entreprises (p. 3133) ; faiblesse de l'investissement productif ; taux de marge des entreprises ; réduction à 45 % du taux de l'impôt sur les sociétés ; faiblesse de la croissance de l'économie française en 1983 et 1985 ; liberté laissée à l'entreprise ; recherche progressive des équilibres essentiels des finances publiques (p. 3134).

Postes et télécommunications. *Discussion générale* : efforts accomplis sous les septennats des Présidents Pompidou et Giscard d'Estaing ; prélèvement du budget général sur le budget annexe des P.T.T. ; versement de loyers et de crédit-bail pour les mini-ordinateurs de l'Education nationale ; non rémunération par le Trésor des avoirs des particuliers déposés en chèques postaux ; paiement par les télécommunications de la trésorerie à court terme empruntée au Trésor ; monopole au profit des fournisseurs industriels

[24 octobre 1985] (p. 3481) ; création récente de la société française de messageries internationales ; dégradation des services ; endettement des télécommunications ; perte de changes ; évolution de l'actif net des télécommunications depuis 1981 ; rapport des charges financières aux ressources propres ; tarifs des télécommunications ; hausse de la taxe téléphonique ; « scandale du P.C.V. » ; évolution des télécommunications vers des structures décentralisées de vraies entreprises publiques ; engagement d'une action de déréglementation (p. 3482) ; collaboration avec les partenaires européens (p. 3483).

Budgets annexes de l'imprimerie nationale et des monnaies et médailles, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. — *Discussion générale* : Rapporteur spécial : insuffisances du fonctionnement quotidien de l'Hôtel des Monnaies ; monnaies fabriquées pour le compte du Trésor ; non définition des conditions d'une transformation de l'Hôtel des Monnaies en entreprise industrielle et commerciale ; production des pièces de cent francs ; lancement d'une nouvelle pièce de dix francs pour contrecarrer les falsifications ; utilisation plus efficace du système de comptabilité analytique ; secteur des médailles ; débouchés commerciaux [30 octobre 1985] (p. 3668) ; efforts de promotion sur les médailles de l'Hôtel de Conti ; amélioration des réseaux de distribution ; lancement de pièces de collection ; réalisation d'un inventaire ; distribution de médailles gratuites ; production de médailles pour le compte de tiers ; collections du musée monétaire (p. 3669).

Redéploiement industriel et commerce extérieur — **Energie.** — *Discussion générale* : évolution récente de l'emploi ; politique charbonnière du Gouvernement [12 novembre 1985] (p. 4209) ; dotations en capital destinées aux entreprises nationalisées ; situation dans la construction navale ; situation de Renault ; diminution des crédits de restructuration d'entreprises ; faiblesse des crédits de politique industrielle ; rôle de l'Etat en matière économique ; propositions de l'opposition en matière industrielle (p. 4210) ; importance du secteur des petites et moyennes entreprises ; nécessaire développement des coopérations européennes (p. 4211).

— Déclaration du Gouvernement sur les entreprises nationales et débat sur cette déclaration.

Discussion : motifs des nationalisations de 1945 [19 novembre 1985] (p. 4488) ; tentative indécente de la part du Gouvernement socialiste de revendiquer les acquis du gaullisme ; motif politique du débat ; bilan économique des nationalisations ; nationalisations fournissant l'occasion de « parachutage » d'amis politiques à des postes opérationnels des entreprises nationales (p. 4489) ; résultats financiers du secteur industriel nationalisé ; situation financière de la sidérurgie (p. 4490) ; résultats financiers des entreprises nationalisées ; distinction entre les entreprises nationales et les entreprises nationalisées en 1982 ; situation financière de Renault ; rôle des filières étrangères des groupes (p. 4491) ; situation financière de Renault ; montant des dotations en capital ; montant des prêts participatifs accordés par les banques et institutions financières publiques ; situation de l'emploi dans les entreprises nationales ; volume de l'investissement des entreprises nationales ; création par la politique des filières de véritables monopoles nationaux (p. 4492) ; avenir de la branche « composants » du groupe Thomson ; principe d'autonomie de gestion ; conditions dans lesquelles se feront les dénationalisations ; strict respect de la constitution (p. 4493) ; caractère inconstitutionnel des cessions d'actifs consenties à l'étranger ; réserve systématique d'une partie du capital au profit des salariés ; dénationalisations ne devant pas être l'occasion d'une chasse aux sorcières ; changement culturel sensible en France (p. 4494).

NOTEBART (Arthur)

Député du Nord
(5^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

NUCCI (Christian)

Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS**au Gouvernement de :**

— **M. Joseph Pinard : lutte contre la faim** : importance des O.N.G. (organisations non gouvernementales) en France par rapport à d'autres pays ; cas du Comité catholique contre la faim et pour le développement ; politique de soutien aux O.N.G. ; leur rôle dans le programme de lutte contre la sécheresse lancée par l'Etat du Niger [24 avril 1985] (p. 340) ;

— **M. Hervé Vuillot : famine en Afrique** : position de la France en faveur d'une réforme des marchés mondiaux ; bourse des projets de coopération ; mouvement de « jumelage-coopération » ; mobilisation de l'opinion publique [12 juin 1985] (p. 1634) ;

— **M. Jacques Dominati : voyage du Premier ministre en R.D.A.** : voyage du Premier ministre douze ans après l'établissement des relations diplomatiques avec la R.D.A. ; dialogue de la France avec les pays socialistes européens ; échanges commerciaux et culturels entre la France et la R.D.A. [12 juin 1985] (p. 1636) ; attachement de la France au respect des dispositions de l'acte final d'Helsinki (p. 1637) ;

— **M. André Bellon : aide française après le tremblement de terre au Mexique** : intercollectif Mexique Solidarité [2 octobre 1985] (p. 2565) ; hommage aux différentes unités d'intervention françaises ; communauté française au Mexique (p. 2566).

orales sans débat de :

— **M. Marcel Esdras (n° 794) : lycées et collèges de la Guadeloupe** : situation favorable de l'académie Antilles-Guyanne ; responsabilité du recteur pour l'implantation des postes qui lui sont délégués ; prélèvement de postes excédentaires en Martinique au profit de la Guyanne et de la Guadeloupe ; action conduite dans le domaine de l'éducation spécialisée et de la documentation [26 avril 1985] (p. 450) ;

— **M. Pierre Mauger (n° 787) : collège de Savary-de-Mauléon aux Sables d'Olonne** : construction d'un collège aux Sables d'Olonne figurant sur la liste des opérations à financer en priorité dans la région Pays de Loire ; effectivité des transferts de compétences relatifs aux collèges à compter du 1^{er} janvier 1986 [26 avril 1985] (p. 451) ;

— **M. Jean-Pierre Sueur (n° 799) : aide aux populations d'Ethiopie** : mission demandée par la Communauté économique européenne dans le but de se rendre compte des conditions de cheminement de l'aide ; non ingérence dans les affaires intérieures de ce pays ; sa prochaine visite en Ethiopie ; relativité des informations sur ce sujet ; montant de l'aide française à l'Ethiopie ; facilités accordées aux O.N.G. Françaises travaillant dans ce pays [26 avril 1985] (p. 452) ;

— **M. Roger Rouquette (n° 795) : situation au Guatemala** : attachements de la France aux solutions négociées pour mettre fin aux conflits ; recrudescence des disparitions violentes et des exactions au Guatemala ; participation de la France à la rédaction d'une résolution sur le Guatemala à la commission des droits de l'Homme des Nations unies [26 avril 1985] (p. 453-454).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande sur la coopération en matière d'exécution des condamnations pénales (n° 2588).**

Première lecture, discussion générale : instrument visant à permettre le transfèrement dans leur pays d'origine, aux fins d'y purger leur peine, des personnes condamnées par l'autre Etat ; précarité des conditions de détention en Thaïlande ; principes fondamentaux que la France s'attache à

faire adopter dans toutes les conventions bilatérales du même type ; possibilité pour chacun des Etats de s'opposer aux transferts ; cas d'infraction à la législation des stupéfiants [15 mai 1985] (p. 804) ; risque d'ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat étranger ; conditions de détention dans les prisons thaïlandaises ; rôle important joué par la mission diplomatique française à Bangkok pour assurer la réinsertion ou la récupération de certaines des personnes concernées (p. 805).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).

Discussion : problèmes du tiers-monde, de la faim et du sous-développement ; importance des pays du sud dans la politique extérieure française ; relance du dialogue Nord-Sud ; décisions concernant de nouveaux programmes de coopération en Asie, en Amérique latine et au Maghreb ; insuffisance du système économique et financier ; aide publique au développement passant de 0,36% du P.N.B. à 0,52 % ; mesures en faveur des pays les moins avancés (P.M.A.) [11 juin 1985] (p. 1575) ; importance de l'Afrique ; nouvelles coopérations avec l'Inde ; part des crédits consacrés aux actions de formation ; réforme de l'assistance technique ; diminution du nombre des coopérants ; réévaluation de l'enveloppe du VI^e fonds européen de développement ; solutions au problème d'endettement proposées par le Club de Paris ; création du fonds spécial Afrique ; essoufflement de l'économie américaine ; déséquilibre de fond du système monétaire international ; mise en œuvre de politique agricole globale cohérente (p. 1576) ; problème de l'acheminement de l'aide alimentaire ; décisions du sommet européen de Dublin ; rôle des O.N.G. françaises en Ethiopie et au Soudan ; organisation d'un plan de lutte contre la désertification ; création d'une bourse de projets de coopération décentralisée (p. 1577) ; manque de coordination des pays donateurs ; précise qu'il rendra compte à l'Assemblée de la situation en Ethiopie et au Soudan après sa visite ; intégration de l'aide au développement ; complémentarités régionales ; associations avec les O.N.G. ; lutte contre la sécheresse et la désertification ; mise sur pied d'un système de télédétection des chutes de pluie ; mise en place de cultures de contresaison ; problèmes posés par le fonctionnement des institutions internationales ; position de la France à l'U.N.E.S.C.O. [11 juin 1985] (p. 1614) ; visites de M. Rajiv Gandhi et de Mme Binh à Paris ; ouverture d'un institut franco-cubain de médecine tropicale ; refus de l'Afrique du Sud d'appliquer la résolution 435 de l'O.N.U. ; souhait exprimé par le Premier ministre que l'A.N.C. et la S.W.A.P.O. bénéficient de facilités à Paris (p. 1615).

— **Projet de loi autorisant la ratification de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (et documents connexes), signée à Lomé le 8 décembre 1984 ; l'approbation de l'accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, fait à Bruxelles le 19 février 1985 ; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (n° 2914).**

Première lecture, discussion générale : dialogue Nord-Sud [8 octobre 1985] (p. 2756) ; approche pragmatique du développement ; rôle de la France ; développement rural et sécurité alimentaire (p. 2757) ; coopération régionale ; droits de l'homme (p. 2758) ; plan Reagan ; situation des départements d'outre-mer (p. 2763) ; solidarité Nord-Sud ; système d'échanges (p. 2764).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale* : problème de la Guinée ; envoi sur place de personnel de l'administration centrale et des enseignants contribuant à ce que la rentrée scolaire se fasse dans des conditions normales [6 novembre 1985] (p. 3968) ; aide publique française au développement ; accroissement du poids de la France au sein d'organismes distribuant l'aide internationale ; analyse de la France sur les limites de l'approche du F.M.I. ; développement rural ; priorité africaine (p. 3994) ; orientations qualitatives de notre coopération en faveur de l'Afrique et des P.M.A. ; déclouonnement de nos moyens ;

redéploiement géographique de notre assistance technique ; mobilisation des énergies ; cellule interministérielle d'urgence et de veille ; aide alimentaire (p. 3995) ; appui au volontariat ; projet des « volontaires européens du développement » ; coopération décentralisée (p. 3996) ; problème de l'enseignement en Guinée ; densité importante de missionnaires dans ce pays ; situation des coopérants (p. 4018) ; promotion d'une politique de coopération décentralisée ; cas du département de la Dordogne ayant signé un accord avec la région de Boké ; rappelle que le ministère de la coopération ne s'est jamais soucié des options politiques, philosophiques ou religieuses ; constitution du fonds spécial Afrique ; condamnation de la politique d'apartheid ; effort de redéploiement de nos moyens de formation des hommes et de coopération sur les plans audiovisuel et linguistique ; problème des bourses ; modernisation de notre outil de coopération (p. 4019).

NUNGESSER (Roland)

*Député du Val-de-Marne
(6^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes (n° 2393) [J.O. du 14 juin 1985] (p. 6584).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à lutter contre la fraude électorale (n° 3329) [22 décembre 1985].

Proposition de loi tendant à améliorer la répression et la prévention de la fraude électorale (n° 3345) [28 février 1986].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale :* faiblesse du budget ; transfert d'emplois d'inspecteurs des installations classées ; baisse des autorisations de programme ; fonds d'intervention pour la qualité de la vie ; situation des réserves naturelles ; diminution des crédits affectés au conservatoire du littoral [23 octobre 1985] (p. 3417) ; actions en faveur des technologies propres ; non création de grandes institutions pour protéger la nature ou pour faire reculer les nuisances ; mise en place de parcs naturels régionaux ; politique du bruit ; conséquences du développement des moyens de transport ; renforcement des protections au voisinage des aérodromes ; promesses du Président de la République ; problème de la protection animale ; extension aux animaux dits « sauvages » des protections conférées par la loi de 1976 aux animaux domestiques ; actions de la S.P.A. (p. 3418-3419).

Urbanisme, logement et transport. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* problèmes de la batellerie [24 octobre 1985] (p. 3466) ; conclusions de la commission Grégoire ; programme d'équipement de la voie d'eau ; calendrier des réalisations comportant les ouvertures de crédits nécessaires ; consultation des conseils régionaux sur le tracé du canal du Nord ; participation financière européenne à la réalisation des infrastructures fluviales indispensables à la C.E.E. (p. 3467).

Articles additionnels et articles non rattachés : **article 71 :** son amendement n° 83 (de suppression) [14 novembre 1985] (p. 4368) ; rejeté (p. 4370).

O

ODRU (Louis)

*Député de la Seine-Saint-Denis
(7^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 28 février 1985] (p. 2579).

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 4 février 1986] (p. 1975).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (affaires sociales et solidarité nationale : population immigrée) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12044).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14663).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 février 1986] (p. 1975).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale afin d'instituer des conditions démocratiques de contrôle des décisions que les représentants gouvernementaux français prennent dans les organes de la Communauté économique européenne (n° 2823) [20 juin 1985].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions d'accueil et d'habitat des travailleurs immigrés en France et d'en proposer l'amélioration (n° 2869) [28 juin 1985].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome IV : affaires sociales et solidarité nationale : population immigrée (n° 2989) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Reconnaissance de la Corée du Nord :** voyage en Corée du Sud du Premier ministre ; problème de la reconnaissance diplomatique des Etats ; droits de l'homme [10 avril 1985] (p. 117) ;

— **Massacre des Palestiniens au Liban :** négation par les Etats-Unis et Israël des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien ; demande une intervention auprès du Gouvernement libanais afin qu'il retire la brigade de l'armée libanaise engagée au côté des miliciens du mouvement Amal [29 mai 1985] (p. 1256).

— **Difficultés de l'entreprise Sofresid à Montreuil :** situation de l'entreprise Sofresid ; plans successifs de licenciement ; rôle de l'intersyndicale de Sofresid ; [19 juin 1985] (p. 1759).

orales sans débat :

— **n° 867,** posée le 18 juin 1985 : **enseignement secondaire (personnel)** (p. 1747) ; appelée le 21 juin 1985 ; remplacé par M. Georges Hage ; **personnels de l'éducation surveillée ;**

— n° 901, posée le 9 octobre 1985 : **handicapés (réinsertion professionnelle et sociale : Seine-Saint-Denis)** (p. 2892).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, explications de vote : introduction d'une logique majoritaire dans la proportionnelle rendant le texte inéquitable ; abstention des députés communistes [26 avril 1985] (p. 468).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande sur la coopération en matière d'exécution des condamnations pénales (n° 2588).**

Première lecture, discussion générale : texte relativisant la notion de coopération en matière d'exécution des condamnations pénales ; prévision du côté thaïlandais d'une peine minimale d'emprisonnement avant transfert [15 mai 1985] (p. 804) ; cas d'infractions à la législation sur les stupéfiants ; conditions de détention existant dans les prisons thaïlandaises (p. 805).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* questions : dérive des loyers et des charges des locataires ; situation dans la région parisienne ; pénurie de logements ; proportion de logements H.L.M. régis par le système de la loi de 1977 [30 octobre 1985] (p. 3740).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : politique d'immigration ; organisation de l'immigration par tous les gouvernements ; maintien des foyers ghettos ; chômage ne découlant pas de la présence des immigrés en France ; assimilation de la délinquance à l'immigration par M. Chirac ; sanctions contre les utilisations et les pourvoyeurs de main-d'œuvre clandestine [4 novembre 1985] (p. 3822).

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale :* énoncé des menaces pesant sur la paix ; initiative de défense stratégique ; projet Euréka ; refus de la France de participer aux négociations destinées à réduire de manière équilibrée les armements nucléaires en Europe et dans le monde ; intégration de notre pays à la stratégie militaire américaine de l'O.T.A.N. ; absence d'initiative de la France pour favoriser la tenue d'une conférence internationale sur les droits du peuple palestinien [6 novembre 1985] (p. 4005) ; situation des pays du tiers monde ; absence de droits à disposer d'un Etat pour les peuples palestiniens, de Namibie, ou du Sahara occidental ; abstention du Gouvernement français pour apporter une solidarité au peuple sud-africain ; alignement de notre pays sur les positions du F.M.I. ; élargissement de la Communauté économique ; nécessité d'empêcher toutes mesures d'intégration et de supranationalité ; estime que le Gouvernement doit supprimer les aides publiques aux firmes qui participeraient à l'initiative de défense stratégique (p. 4006) ; rappelle que l'Espagne républicaine a été défendue par les communistes français (p. 4020).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : rappelle le droit des communistes d'exprimer leur opinion [21 novembre 1985] (p. 4630).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise (n° 2949).**

Première lecture, discussion générale : violation des droits de l'homme dont se rend coupable le régime de Omar Bongo [4 décembre 1985] (p. 5236).

— **Projet de loi autorisant la ratification de la Convention européenne d'extradition (n° 3100).**

Première lecture, discussion générale : opposition des communistes à tout espace judiciaire européen ; activités d'Interpol ; refus d'extradition lorsque l'infraction est de nature politique ou que l'acte reproché est connexe à un fait politique [4 décembre 1985] (p. 5240).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord constitutif de la société interaméricaine d'investissement (ensemble une annexe) (n° 2948).**

Première lecture, discussion générale : situation difficile dans les pays d'Amérique latine ; politique d'austérité appliquée par le Fonds Monétaire International ; préférence donnée en matière de développement aux initiatives multinationales, c'est-à-dire à des initiatives dont le leadership revient aux Etats-Unis [4 décembre 1985] (p. 5244).

— **Projet de loi autorisant l'approbation du code européen de sécurité sociale fait à Strasbourg le 16 avril 1964 (n° 2996).**

Première lecture, discussion générale : rejet par le Gouvernement des dispositions qui pourraient correspondre à une amélioration ; régression sociale et économique de l'Europe capitaliste ; reprise du thème de Mme Simone Veil sur la « responsabilisation » des Français en matière de couverture sociale [4 décembre 1985] (p. 5247).

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 7 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (n° 2790).**

Première lecture, discussion générale : tortures en Turquie [4 décembre 1985] (p. 5249).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : avant l'article 1^{er} : problème de la dérogation aux dispositions législatives qualifiées d'ordre public ; volonté du patronat d'imposer sa loi [4 décembre 1985] (p. 5330) ; non récupération des heures de grève dans le système de flexibilité retenu par le Gouvernement ; impossibilité de calculer la durée de la grève ; possibilité d'étaler les heures de grève tout au long de l'année [5 décembre 1985] (p. 5391).

— **Projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861).**

Troisième lecture, explications de vote : vote hostile du groupe communiste ; [12 décembre 1985] (p. 6106).

— **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584).**

Quatrième lecture, discussion générale : vote positif du groupe communiste [12 décembre 1985] (p. 6107).

— **Projet de loi relatif à la simplification des procédures et à l'exécution des décisions pénales (n° 2695).**

Commission mixte paritaire, explications de vote : vote positif du groupe communiste [12 décembre 1985] (p. 6110).

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et d'établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037).**

Deuxième lecture, explications de vote : abstention du groupe communiste [12 décembre 1985] (p. 6120).

Troisième lecture, discussion générale : utilisation du crédit-bail immobilier pour les fonds de commerce et les établissements artisanaux ; texte entrouvrant la porte à de nouveaux avantages fiscaux en faveur des sociétés de crédit-bail ; situation de certains juges des tribunaux de commerce [20 décembre 1985] (p. 6573).

Explications de vote : vote hostile du groupe communiste (p. 6574).

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732).**

Troisième lecture, explications de vote : vote positif du groupe communiste [17 décembre 1985] (p. 6240).

Quatrième lecture, explications de vote : vote positif du groupe communiste [20 décembre 1985] (p. 6526).

— **Projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013).**

Troisième lecture, explications de vote : vote positif du groupe communiste [20 décembre 1985] (p. 6528).

— **Projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012).**

Troisième lecture, explications de vote : vote positif du groupe communiste [20 décembre 1985] (p. 6531).

— **Projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025).**

Deuxième lecture, explications de vote : vote positif du groupe communiste [20 décembre 1985] (p. 6547).

— **Projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015).**

Troisième lecture, explications de vote : vote positif du groupe communiste [20 décembre 1985] (p. 6553).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143).**

Troisième lecture, explications de vote : vote hostile du groupe communiste [20 décembre 1985] (p. 6558).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152).**

Troisième lecture, explications de vote : abstention du groupe communiste [20 décembre 1985] (p. 6563).

— **Projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098).**

Troisième lecture, explications de vote : vote hostile du groupe communiste [20 décembre 1985] (p. 6565).

— **Projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104).**

Troisième lecture, explications de vote : vote positif du groupe communiste [20 décembre 1985] (p. 6567).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036).**

Troisième lecture, explications de vote : amendements du Sénat diminuant la portée du texte par rapport à sa rédaction initiale ; abstention du groupe communiste en troisième lecture [20 décembre 1985] (p. 6577).

— **Projet de loi complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (n° 3220).**

Deuxième lecture, explications de vote : création d'une chaîne « socialo-miterranéenne » [21 décembre 1985] (p. 6638).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Deuxième lecture, discussion des articles : article 9 : vote négatif du groupe communiste sur l'amendement de rétablissement n° 12 de la commission [21 décembre 1985] (p. 6643).

OEHLER (Jean-André)

*Député du Bas-Rhin
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme sur l'enseignement technique et professionnel (n° 2908) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités du cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Première lecture, discussion générale : élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct dans chaque département au scrutin de liste et à la représentation proportionnelle ; propagande en langue allemande dans les départements d'Alsace [26 avril 1985] (p. 500).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* travail accompli grâce à la commission nationale pour le développement social des quartiers ; réhabilitation des patrimoines sociaux ; effets pervers de la loi du 3 janvier 1977 ; système A.P.L. ; conventionnement après réhabilitation dans les cités H.L.M. ; réforme de la loi d'Ornano ; demande le renforcement de la dotation des P.L.A. en Alsace pour 1986 [30 octobre 1985] (p. 3719).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* filières d'insertion et de formation pour les jeunes ; statut du stagiaire lors de la formation professionnelle ; garantie d'une indemnité forfaitaire versée par l'Etat ; création d'un chèque-formation ; lutte contre l'illétrisme ; intérêts de la formation ; augmentation des crédits à la formation [31 octobre 1985] (p. 3775).

OLMETA (René)

*Député des Bouches-du-Rhône
(5^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912) [J.O. du 27 juillet 1985] (p. 8571).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* lotto sportif ; décentralisation des activités physiques et sportives ; action conduite en faveur des athlètes de haut niveau ; insertion sociale et professionnelle des jeunes [8 novembre 1985] (p. 4130).

ORNANO (Michel d')

*Député du Calvados
(3^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

ORTET (Pierre)

*Député de la Haute-Garonne
(6^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme sur l'enseignement technique et professionnel (n° 2908) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : notion de technologie ; nécessité d'élever le niveau de qualification professionnelle des jeunes ; niveau V [8 octobre 1985] (p. 2799) ; nécessité de définir des passerelles pour passer d'une filière à l'autre (p. 2800).

OSSELIN (Jacqueline)

*Député du Nord
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi, rejeté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [14 novembre 1985] (p. 4396).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13811).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Mons-en-Barœul : élection de délégués immigrés auprès du Conseil municipal :** désignation de représentants des immigrés au Conseil municipal de Mons-en-Barœul avec voix consultative [22 mai 1985] (p. 1019) ;

— **Chaîne culturelle :** position du Gouvernement à ce sujet [20 novembre 1985] (p. 4549).

orale sans débat :

— **n° 956,** posée le 17 décembre 1985 : **collectivités locales (fonctionnement)** (p. 6324) ; appelée le 20 décembre 1985 : **effectifs des collectivités locales :** retirées (p. 6511).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion : participation et accueil des étrangers ; formule des commissions extra-municipales ; élection par les immigrés de représentants avec voix consultative aux travaux du Conseil municipal [6 juin 1985] (p. 1520) ; cas du vote ayant eu lieu à Mons-en-Barœul en mai 1985 (p. 1521).

— **Projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale (n° 2801).**

Première lecture, discussion générale : mise en place de la fonction publique territoriale ; institution des organes de gestion et de formation ; nature juridique des centres ; parution des décrets relatifs à la composition des centres de gestion et de formation ; accueil réservé au projet de loi par le comité des finances locales et le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale ; travail de concertation ; dépôt d'un rapport sur les conditions des fonctionnements des centres sur le bureau des assemblées ; suppression des centres régionaux ; montant de l'acompte [28 juin 1985] (p. 2200-2201).

— **Projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800).**

Première lecture, discussion générale : diversité de la situation des communes ; participation du comité des finances locales ; amélioration de la redistribution des concours de l'Etat au profit des communes les plus pauvres ; institution de dotations de capitalisation, de péréquation et de compensation ; régularisation négative du montant de la dotation ; mode des calculs de l'effort fiscal ; prise en compte du parc de logements sociaux locatifs ; mesures transitoires ; garanties de progression minimales ; solidarité intracommunale [28 juin 1985] (p. 2221).

Discussion des articles : **article 3 :** fixation d'une même somme par habitant pour toutes les communes de même taille ; montant versé à la ville de Paris en 1984 (p. 2229).

Explications de vote : ses observations sur l'abondement ; s'interroge sur l'absence des députés de droite ; vote positif du groupe socialiste [29 juin 1985] (p. 2256).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** collaboration entre la police et les collectivités locales constituant un moyen de détourner les municipalités de la volonté de se doter de leur propre police [10 juillet 1985] (p. 2353).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : concours de l'Etat aux collectivités territoriales [16 octobre 1985] (p. 3154) ; compensations financières dues au transfert de compétences ; avis formulés par la commission consultative sur l'évaluation des charges résultant des transferts de compétences ; prise en compte des déficits constatés dans les centres de formations d'apprentis et dans les centres de formation professionnelle ; soumission au Parlement d'un rapport sur les résultats financiers des transferts des compétences (p. 3155).

*Deuxième partie :***Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.**

— *Discussion générale : questions* : bilan de la politique du Gouvernement dans le domaine de la sécurité routière ; nouvelle réglementation pour l'attribution du permis de conduire de transport en commun à des animateurs municipaux ; interprétation des termes « services réguliers » [24 octobre 1985] (p. 3470).

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale* : crédits inscrits au chapitre « développement social des quartiers » [30 octobre 1985] (p. 3719) ; réalisation d'opérations concertées ; coût de la réhabilitation d'un logement ; accroissement du nombre des logements vacants ; réflexion entre tous les partenaires ; conséquences des travaux d'isolation thermique ; recherche de financements complémentaires dans le cadre des P.A.L.U.L.O.S. ; problèmes des portes blindées (p. 3720).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions* : dotations destinées aux groupements de communes et communautés urbaines [13 novembre 1985] (p. 4328) ;

Examen des crédits : non examen par la commission de l'amendement n° 81 de M. Guy Ducoloné (p. 4333).

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 57 : espère que les régions seront des collectivités à part entière et qu'elles pourront fixer leur fiscalité comme elles l'entendent [14 novembre 1985] (p. 4360).

Deuxième lecture, discussion des articles : après l'article 11 : assise de la taxe sur la valeur ajoutée concernant le cirque [17 décembre 1985] (p. 6271) ; législation actuellement en vigueur constituant une pénalisation à la création (p. 6272) ; **après l'article 18 bis** : lit l'intervention de M. Michel Berson, rapporteur du budget de la formation professionnelle (p. 6278).

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur pour avis : autonomie des collectivités locales ; subventions spécifiques ; taux de concours global ; inconvénients de la formule pour les petites communes ; système des subventions particulières ; distinction de trois catégories de communes ; délais entre la notification des subventions et la délégation des crédits de paiement correspondants [20 novembre 1985] (p. 4563).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté (p. 4576) ; **article 3** : son amendement n° 19 (répartition du montant des crédits restants entre les deux parts de la D.G.E.) ; proportion quantitative retenue pour chacun des critères physiques et financiers pris en compte dans les calculs de la D.G.E. ; adopté après modification (p. 4579) ; **article 4** : *article 103-3 de la loi du 7 janvier 1983* : son amendement n° 20 (notification des subventions) (p. 4580) ; adopté (p. 4581) ; *article 103-4 de la loi du 7 janvier 1983* : suggère une rectification à l'amendement n° 46 de M. Louis Besson (p. 4582) ; *article 103-5 de la loi du 7 janvier 1983* : son amendement n° 21 : retiré (p. 4586) ; **article 8** : son amendement n° 22 (substituant dans le premier alinéa de cet article au mot : « promulgation », le mot « publication ») : devenu sans objet (p. 4589).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : institution du fonds national de la péréquation de la taxe professionnelle ; introduction de la solidarité entre les villes [22 novembre 1985] (p. 4694) ; alignement des critères d'éligibilité sur ceux retenus pour la D.G.F. ; son amendement n° 29 (montant de l'attribution perçue par les communes (p. 4695) ; résultat des simulations ; orientations prévues sur trois ans ; retiré ; son amendement n° 51 (de conséquence) : retiré ; son amendement n° 52 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : retiré (p. 4696).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 3** : réforme de la dotation globale de fonctionnement ; fonds

national de péréquation de la taxe professionnelle ; substitution de l'effort fiscal à l'impôt sur les ménages ; fluctuations de l'effort fiscal moyen de la strate démographique ; limitation des effets de seuils trop brutaux ; estime utile de sous-amender l'amendement voté par la commission mixte paritaire [21 décembre 1985] (p. 6602).

— **Déclaration du Gouvernement sur la fonction publique et débat sur cette déclaration (n° 3109).**

Discussion : redistribution du pouvoir entre l'Etat et les collectivités territoriales ; décentralisation ne pouvant se concevoir sans déconcentration ; intérêt de la création d'une fonction publique territoriale [26 novembre 1985] (p. 4917) ; organisation en corps de la fonction publique territoriale ; Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (p. 4918).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143).**

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur général suppléant : procédure suivie pour l'adoption du projet [20 décembre 1985] (p. 6554).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152).**

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur général suppléant : procédure suivie pour l'adoption du projet [20 décembre 1985] (p. 6558).

P

PACCOU (Charles)

Député du Nord
(12^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Crise du bâtiment** : crise sévissant dans le secteur du bâtiment et des travaux publics [2 mai 1985] (p. 527) ; opinion du Gouvernement sur les récentes déclarations du président de la Fédération nationale du bâtiment (p. 528).

— **Construction navale à Dunkerque** : situation économique de l'agglomération dunkerquoise ; crise du bâtiment [26 juin 1985] (p. 1989) ; avenir des chantiers Normés à Dunkerque (p. 1990).

— **Construction navale à Dunkerque** : plan pour le Nord ; absence de dispositions relatives à la construction navale [23 octobre 1985] (p. 3387).

orale sans débat :

— **n° 853**, posée le 11 juin 1985 : **enseignement privé (fonctionnement)** (p. 1626) ; appelée le 14 juin 1985 : **initiation à l'informatique** : place faite à l'enseignement privé dans le programme d'initiation à l'informatique ; plan « Informatique pour tous » ; chômage des jeunes ; inégalité entre les élèves de l'enseignement public et ceux de l'enseignement privé ; enseignement privé du Nord-Pas-de-Calais ; opération parallèle engagée par l'enseignement privé (p. 1700) ; intentions du Gouvernement à l'égard des enfants de l'enseignement privé (p. 1701).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* contribution de l'agriculture à l'équilibre des échanges extérieurs de la France ; effondrement des cours de la pomme de terre dans le département du Nord [7 novembre 1985] (p. 4099) ; abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs ; montant de la pension de vieillesse moyenne ; taux des cotisations dans le Nord (p. 4100).

PATRAT (Marie-Thérèse)

*Député du Rhône
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre des commissions « ad hoc » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (n° 2905, 2906 et n° 2910) [J.O. du 18 juillet 1985] (p. 8134).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 930**, posée le 3 décembre 1985 : **informatique (entreprises)** (p. 5229) ; appelée le 6 décembre 1985 : **équipement en bureautique des caisses des allocations familiales** : mise en concurrence de deux systèmes dont un de conception française : Matra-Data-Système, et l'autre de conception américaine : Hewlett-Packard ; décision finale appartenant au Gouvernement (p. 5415).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Discussion générale :* principe de l'égalité devant le service national [8 novembre 1985] (p. 4174) ; amélioration de la situation matérielle des appelés ; élargissement des droits et libertés des appelés ; rénovation des modalités concrètes d'exécution du service national ; nécessité de doter chaque appelé d'une carte de téléphone (p. 4175).

Examen des crédits : **article 30** : son amendement n° 74 (réduction de 21 000 000 de francs des crédits ouverts au paragraphe 2 de l'article 30) ; nécessité d'améliorer le sort des appelés du contingent en leur attribuant une carte leur permettant de téléphoner à leur famille (p. 4194) ; adopté après modification (p. 4195).

PATRIAT (François)

*Député de la Côte d'Or
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi (n° 2907) relatif aux laboratoires d'analyses de biologie vétérinaire [10 octobre 1985] (p. 2961).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2907) relatif aux laboratoires d'analyse de biologie vétérinaire (n° 3139) [28 novembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* situation des éleveurs touchés par la sécheresse ; baisse du revenu agricole ; délais de paiement [7 novembre 1985] (p. 4096).

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie vétérinaire (n° 2907).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : prise en compte des problèmes posés par le développement incontrôlé des activités de biologie vétérinaire ; missions des laboratoires publics ; laboratoires interprofessionnels laitiers ; effectifs des laboratoires vétérinaires départementaux ; indépendance des laboratoires [6 décembre 1985] (p. 5430) ; prééminence du directeur des laboratoires ; compétences des dirigeants ; préservation de la qualité des analyses de biologie vétérinaire ; autorisations administratives ; indépendance effective de certains laboratoires privés de firmes pharmaceutiques ou d'aliments pour bétail ; représentativité future de la profession vétérinaire ; problème des formations complémentaires ; exercice illégal de la médecine vétérinaire ; inquiétudes de l'interprofession laitière ; modalités d'habilitation des laboratoires (p. 5431) ; protection du consommateur (p. 5432) ;

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté (p. 5434) ; **article 3** : son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; **article 324-2 du code rural** : son amendement n° 3 (complétant le texte proposé pour cet article du code par l'alinéa suivant : « 5° une société d'économie locale régie par la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 ») ; transfert des laboratoires des services vétérinaires aux départements ; statut des sociétés d'économie mixte ; adopté ; **article 324-3 du code rural** : son amendement n° 4 (de conséquence) (p. 5436) ; adopté ; **article 324-4 du code rural** : son amendement n° 5 (de conséquence) ; majorité des droits de vote au profit des dirigeants de laboratoires ; interdiction à une personne morale d'être membre du Conseil d'administration de la société anonyme ; adopté ; **article 324-5 du code rural** : son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; **article 324-9 du code rural** : son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 8 (substituant dans la première phrase du 4^e alinéa du texte proposé pour cet article du code aux mots « professions nécessaires » les mots : « médicaux et prescriptions pharmaceutiques directement liés ») ; actes pouvant être accomplis par un directeur de laboratoire dans l'exercice de ses fonctions ; distinction entre prescription et acte médical ; adopté ; **article 324-11 du code rural** : son amendement n° 9 (supprimant dans la 2^e phrase du texte proposé pour cet article du code les mots « être inscrite au tableau de l'ordre professionnel dont elles relèvent par conséquent et ») ; obligation pour les directeurs de laboratoires titulaires de diplômes requis à s'inscrire au tableau de l'ordre professionnel dont ils relèvent ; inégalités entre les directeurs de laboratoires ; adopté (p. 5437) ; **article 324-13 du code rural** : son amendement n° 10 (de conséquence) : adopté ; **article 324-14 du code rural** : son amendement n° 11 (de conséquence) ; échelles de peines disciplinaires applicables à tous les directeurs de laboratoires quel que soit leur statut ; adopté ; **article 324-15 du code rural** : son amendement n° 12 (de rectification) ; adopté ; **article 324-16 du code rural** : son amendement n° 13 (mesures de police sanitaire) ; raisons pouvant conduire à confier les examens de laboratoires demandés par l'administration à un laboratoire public ou départemental ; rejeté ; son amendement n° 14 (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code l'alinéa suivant : « les exclusions mentionnées à l'alinéa précédent ne sont pas applicables aux laboratoires exploités par une société d'économie mixte locale ») (p. 5438) ; rejeté ; son amendement n° 15 (transmission des résultats des analyses par les laboratoires agréés) : prescription par l'admi-

nistration de délais en vue de la transmission des résultats des analyses pratiquées par les laboratoires agréés ; adopté ; son amendement n° 16 (de conséquence) : adopté ; *article 324-18 du code rural* : son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté ; *article 324-19 du code rural* : son amendement n° 19 (de conséquence) : adopté ; *article 324-20 du code rural* : son amendement n° 20 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 21 (de conséquence) ; réalisation des analyses exclues de l'agrément accordé aux laboratoires privés (p. 5439) ; possibilité de prescrire des délais pour la transmission des résultats ; adopté après modification ; *article 324-26 du code rural* : son amendement n° 22 (nom du propriétaire ou de la personne ayant la garde des animaux) ; protection des intérêts des propriétaires d'animaux en cas d'enquête épidémiologique ; impossibilité pour les agents habilités de se prévaloir des résultats d'analyses pour enquêter dans les exploitations ; adopté ; *article 324-29 du code rural* : son amendement n° 23 (de conséquence) : adopté ; *article 324-30 du code rural* : son amendement n° 24 (complétant le texte proposé pour cet article du code par les mots : « , après avis de la commission nationale des laboratoires d'analyses de biologie vétérinaire ») ; conditions d'application de la loi ; avis de la commission nationale ; adopté (p. 5440) ; **après l'article 6** : son amendement n° 25 (habilitation des laboratoires chargés d'effectuer les prélèvements et les analyses en vue du paiement du lait ») (p. 5441) ; garantie d'indépendance donnée aux laboratoires ; possibilité pour les laboratoires interprofessionnels du lait de continuer leur activité après la publication de la loi ; habilitation des laboratoires ; transformation de ces laboratoires en laboratoires de biologie vétérinaire ; adopté (p. 5442) ; **après l'article 8** : son amendement n° 30 (précisant que les titulaires du certificat de fin de scolarité des écoles nationales vétérinaires peuvent se présenter à un concours national d'internat donnant accès aux formations de troisième cycle communes à la médecine et à la pharmacie) ; accès des étudiants vétérinaires à l'internat qualifiant dans les mêmes conditions les étudiants en médecine ; absence de conséquences financières de cet amendement ; adopté (p. 5443).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° 3166).

Discussion : enseignement et formation des agriculteurs ; augmentation du taux des bourses ; mise en place des secondes de détermination ; établissements privés ; rôle de la formation professionnelle agricole pour l'orientation des jeunes agriculteurs ; ouverture de l'enseignement supérieur à l'agriculture ; conditions d'entrée dans les écoles vétérinaires ; transformation de l'I.N.R.A. en établissement public à caractère scientifique [10 décembre 1985] (p. 5828) ; formation des enseignants (p. 5829).

PEN (Albert)

Député de Saint-Pierre-et-Miquelon
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° 2322).

Deuxième lecture, discussion générale : caractère contradictoire de la consultation organisée le 27 janvier 1985 [14 mai 1985] (p. 763) ; direction de l'administration locale par le préfet ; sa référence au rapport du Sénat ; régime fiscal de Saint-Pierre-et-Miquelon concernant notamment l'octroi de mer ; détérioration de la situation économique dans l'archipel ; inégalités de traitement existant entre Saint-Pierre-et-Miquelon et les autres D.O.M. ; son appel à un effort du Gouvernement (p. 764-765) ; ses observations sur la piste d'aviation promise en 1976 (p. 767).

Discussion des articles : **après l'article 37** : prise en charge des contractuels et auxiliaires de l'administration par l'Etat ; **article 38** : son amendement n° 10 (maintien en fonction du Conseil général élu en 1982 jusqu'à la date prévue pour l'élection au suffrage universel des conseillers généraux en métropole) ; Conseil général exerçant des pouvoirs comparables à ceux d'un Conseil régional (p. 772) ; nécessité d'éviter la multiplication des consultations électorales dans l'archipel ; renouvellement du Conseil général après les élections de 1986 tous les six ans ; reconnaissance des spécificités de l'archipel (p. 773) ; retiré (p. 774).

Explications de vote : caractère trop contraignant des liens du département (p. 776).

— **Projet de loi de finances pour 1988** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale* : questions : conditions d'exploitation par la grande pêche métropolitaine de la zone dite du « 3 PS » autour du banc de Saint-Pierre ; difficulté avec le Canada sur la question de la délimitation des zones économiques [23 octobre 1985] (p. 3377).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : questions : participation de l'Etat à l'action sociale publique dans l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon ; aide ménagère à domicile ; rythme de l'inflation dans l'archipel [4 novembre 1985] (p. 3872).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : absence d'avenir économique pour Saint-Pierre-et-Miquelon ; devenir de la pêche locale ; expulsion des chalutiers métropolitains du golf du Saint-Laurent ; problèmes de la reconversion à Saint-Pierre-et-Miquelon de la pêche métropolitaine [5 novembre 1985] (p. 3941) ; nouveaux statuts de Saint-Pierre-et-Miquelon ; mise au point des modalités de financement à l'achat d'un A.T.R. 42 pour Air Saint-Pierre (p. 3942).

PENICAUT (Jean-Pierre)

Député des Landes
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

PERBET (Régis)

Député de l'Archèche
(2^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

PERICARD (Michel)

Député des Yvelines
(2^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963) [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13342).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Campagne de publicité télévisée « la France avance »** : propagande gouvernementale et pré-électorale ; problème de la consultation de la Haute autorité à ce sujet [9 octobre 1985] (p. 2845).

— **Projet d'une télévision privée** : publication du rapport du Sénat sur les fréquences de télévision hertziennes disponibles ; projet associant des capitalistes privés et un opérateur italien ; cas de M. Berlusconi ; coup porté à l'industrie cinématographique française [6 novembre 1985] (p. 3985).

— **Télévisions privées** : amendement « Tour Eiffel » ; cas de M. Berlusconi ; réactions violentes de la presse et des industries cinématographiques [20 novembre 1985] (p. 4542) ; nécessité de la transparence (p. 4543).

— *de M. Jacques Godfrain* : **indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse** ; son intervention sur la réponse du Premier ministre : rôle du maire de Paris dans les négociations sur l'installation d'un émetteur sur la Tour Eiffel [20 novembre 1985] (p. 4546).

— **Concession de service public accordée à la cinquième chaîne de télévision** : caractère exorbitant de la concession de service public accordant une chaîne de télévision privée au groupe Seydoux-Berlusconi ; date de publication de ces documents [27 novembre 1985] (p. 4927).

— **Cinquième chaîne de télévision** : publication en fin de journée du texte des accords conclus avec la cinquième chaîne ; caractère extravagant de cette convention ; limitation des pouvoirs du Parlement ; situation de T.D.F. [4 décembre 1985] (p. 5263).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963).**

Première lecture, discussion générale : rôle de la Haute autorité ; octroi à T.D.F. du monopole de la diffusion [15 octobre 1985] (p. 3023) ; rapport entre les S.L.E.C. et les télévisions hertziennes (p. 3024).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 34 (supprimant le mot « locaux » dans le texte proposé pour l'article 17 de la loi du 29 juillet 1982) ; compétence de la Haute autorité pour l'ensemble des autorisations à accorder aux stations de télévisions privées ; plaider pour la Haute autorité fait par M. Bernard Schreiner rejeté (p. 3040) ; **après l'article 1^{er}** : transfert au Conseil national de la communication audiovisuelle des responsabilités que l'on refuse d'octroyer à la Haute autorité ; création au Sénat d'une commission d'enquête ; situation à T.D.F. (p. 3042) ; **article 2** : politisation de T.D.F. ; compétence du pouvoir politique pour décider de l'attribution des fréquences ; satellite ; danger de l'octroi à T.D.F. d'un monopole de diffusion ; son amendement n° 35 (présentant qu'un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions de diffusion par voie hertzienne) (p. 3048) ; rejeté (p. 3049) ; **article 4** : son amendement n° 36 (de suppression) ; réduction des pouvoirs de la Haute autorité ; rejeté (p. 3052) ; logique de la liberté ; cas de Canal Plus (p. 3053) ; **article 5** : son amendement n° 37 (substituant au mot « trois » le mot « cinq ») ; constitution de réseaux sous l'œil impavide de la Haute autorité et du Gouvernement (p. 3054) ; rejeté (p. 3055) ; terme de programmation ; coût de production et de fabrication d'une télévision privée ; son amendement n° 38 (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 80 de la loi du 29 juillet 1982) : retiré (p. 3056) ; **article 6** : son amendement n° 39 (substituant au mot « soixante » le mot « cent ») ; autorisation de l'installation de réémetteurs de faible puissance dans un périmètre de 60 kilomètres ; rejeté ; son amendement n° 40 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 80-2 de la loi du 29 juillet 1982) ; lutte contre les positions dominantes susceptibles d'influencer une télévision locale ; problème des partenaires possibles pour une télévision locale (p. 3064) ; problème de la participation d'une S.L.E.C. au capital d'une société de télévision locale ; rejeté (p. 3065) ; **article 7** : jargon du Gouvernement lors de la rédaction

des projets de loi (p. 3067) ; **article 8** : conventions concernant la programmation (p. 3069) ; son opposition à l'interruption des programmes par des messages publicitaires ; référence au cahier des charges (p. 3072) ; **article 10** : problème de la limitation du montant des recettes publicitaires constituant les ressources des télévisions locales privées (p. 3073) ; **article 11** : son amendement n° 41 (de précision) ; compétence donnée à l'autorité judiciaire pour suspendre ou retirer les autorisations ; devenu sans objet (p. 3074) ; **article 12** : son amendement n° 43 (supprimant les mots « et à défaut de l'auteur, le producteur » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 93-3 de la loi du 29 juillet 1982) (p. 3075) ; rejeté ; son amendement n° 42 (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 93-3 de la loi du 29 juillet 1982) ; notion de complicité : rejeté (p. 3076).

Deuxième lecture, discussion générale : conditions dans lesquelles est discuté le projet de loi ; dépôt tardif de l'amendement n° 34 du Gouvernement ; pouvoirs de la Haute autorité en matière d'autorisation ; projet Seydoux-Berlusconi ; nécessité de laisser aux télévisions privées le soin de choisir leurs diffuseurs [15 novembre 1985] (p. 4423) ; industrie cinématographique française (p. 4424) ; sa demande de renvoi en commission : motifs réels du choix du régime de concession ; amendements donnant à T.D.F. tous moyens d'installer et de contrôler le système de diffusion par voie hertzienne des programmes de télévision (p. 4425) ; nationalisation de la Tour Eiffel ; projet visant à empêcher la réorganisation du système audiovisuel après mars 1986 (p. 4426) ; rejetée (p. 4427).

Discussion des articles : **article 2** : nécessité de protéger les monuments historiques classés ou inscrits (p. 4431) ; **après l'article 13** : notion de temps minimum d'antenne.

Explications de vote : vote hostile des groupes R.P.R. et U.D.F. ; rôle du Sénat ; amendement « Tour Eiffel » (p. 4438).

Troisième lecture, discussion générale : maintien du secteur public ; sacrifice de la création et de la culture françaises ; avis de la Haute autorité sur la concession au groupe Seydoux-Berlusconi [29 novembre 1985] (p. 5077) ; négociation entre les professions du cinéma et les trois sociétés publiques de programmes ; diffusion de films dans un délai de deux ans pour la cinquième chaîne ; pourcentage d'œuvres originales françaises ; abrogation du texte en cas de victoire de l'opposition ; recours au Conseil constitutionnel (p. 5078).

Discussion des articles : **article 1^{er} A** : son accord avec M. François d'Aubert (p. 5084) ; **article 1^{er} B** : nécessité de confier la gestion du spectre des fréquences à un autre organisme que T.D.F. (p. 5085) ; **article 2** : installation des moyens de diffusion ne pouvant faire obstacle aux droits du propriétaire ; instauration d'une procédure de déclaration d'utilité publique ; monopole de T.D.F. ; nécessité d'éviter les abus de droit (p. 5086).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Postes et télécommunications. — *Discussion générale* : questions : lancement de l'expérimentation de Biarritz en 1979 ; utilisation de la fibre optique ; augmentation d'emplois enregistrée dans les cinq années ayant précédé 1981 ; accord du R.P.R. sur le développement des réseaux câblés ; nombre de prise commandées et installées ; délais nécessaires pour la fin du câblage [24 octobre 1985] (p. 3497).

Techniques de la communication. — *Discussion générale* : faiblesse des crédits affectés à la presse ; absence de réforme des aides ; possibilité de vente à l'étranger des productions télévisuelles françaises ; problèmes des télévisions privées ; blocage du paysage audiovisuel ; non diminution des recettes publicitaires en raison de la privatisation ; déséquilibres du marché publicitaire [25 octobre 1985] (p. 3514) ; non appel à la publicité pour le financement de la chaîne de service public ; association de la presse aux nouvelles réalisations audiovisuelles ; enveloppe de 300 millions de francs destinée à la mise en œuvre de la chaîne culturelle et éducative créée selon le rapport Desgraupes ; teneur du futur programme destiné au premier canal du satellite français ; dimension européenne du projet Desgraupes ; vote négatif du groupe R.P.R. (p. 3515).

Culture. — *Discussion générale : questions* : utilisation des aides octroyées à travers les sociétés de financement des industries cinématographiques et audiovisuelles [28 octobre 1985] (p. 3595).

— **Projet de loi complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (n° 3220).**

Première lecture, discussion générale : absence de procédure permettant au propriétaire visé par la servitude d'être informé de ses motifs et lui permettant des observations contradictoires [18 décembre 1985] (p. 6383) ; conditions trop restrictives de l'indemnisation ; conditions exorbitantes du droit commun dans lesquelles s'installe la cinquième chaîne de M. Seydoux et de M. Berlusconi ; attitude du Conseil d'Etat à l'égard du projet ; notion de délais raisonnables résultant de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ; attitude de M. Georges Fillioud ; suppression future de la concession accordée abusivement à MM. Seydoux et Berlusconi (p. 6384).

Discussion de l'article unique : nécessité de fixer la durée des délais réclamés par le Conseil constitutionnel (p. 6392).

Explications de vote : refus par le Gouvernement et la majorité parlementaire d'accorder les garanties qu'ils prétendent vouloir donner à l'audiovisuel (p. 6393) ; règlement du problème de l'indemnisation ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 6394).

Deuxième lecture, discussion générale : amendement « Tour Eiffel » ; maintien des délais de procédure contradictoire fixés par la loi Bouchardeau ; conséquence de la diffusion de la cinquième chaîne sur la réception des programmes du service public ; perturbations de la réception d'Antenne 2 [21 décembre 1985] (p. 6638).

PERNIN (Paul)

*Député de Paris
(1^{re} circonscription)
Apparenté U.D.F.*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [J.O. du 20 juillet 1985] (p. 8248).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : ancienneté de la préoccupation de modernisation de l'appareil policier [10 juillet 1985] (p. 2325) ; progression de la délinquance dans les domaines du proxénétisme, de la drogue et des vols à main armée ; effet de la réduction du temps de travail et de l'octroi de la cinquième semaine de congé payé sur l'effectif opérationnel des policiers ; moyens de transport des policiers ; faible progression de l'informatisation des commissariats en 1984 ; extension de la qualité d'agent de la police judiciaire ; moyens financiers nécessaires à la réalisation du projet ; augmentation du montant des contraventions ; absence de cohérence de l'action gouvernementale en matière de sécurité ; modalité des contrôles d'identité ; effort réalisé par la mairie de Paris en faveur du logement des policiers à Paris (p. 2326) ; influence des heures libérées pour les congés formation et la cinquième semaine de congé payé sur la durée du travail des policiers ; subventions de la ville de Paris aux clubs de prévention (p. 2327).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2961).**

Première lecture, première partie :

Commerce, artisanat et tourisme : *Discussion générale : questions* : difficultés rencontrées par le secteur de

l'ameublement ; baisse des ventes en volume ; possibilité d'une relance spécifique du marché intérieur ; ouverture des prêts épargne-logement à l'achat de meubles ; concurrence de certains pays de l'Est [28 octobre 1985] (p. 3573).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions* : maintien à domicile ; efficacité des services ; aide ménagère [4 novembre 1985] (p. 3869).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale : questions* : nombre des policiers affectés à la sécurité du métro ; solution des renforts occasionnels de gendarmerie [13 novembre 1985] (p. 4326).

PERRIER (Paul)

*Député de la Savoie
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

PERRUT (Francisque)

*Député du Rhône
(10^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652) [J.O. du 28 juin 1985] (p. 7179).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme sur l'enseignement technique et professionnel (n° 2908) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au droit d'ex-

pression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14911).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 3097) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15039).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Difficultés de fonctionnement des hôpitaux :** insuffisance des budgets de fonctionnement des établissements hospitaliers ; cas de l'hôpital de Villefranche-sur-Saône ; insuffisance des ressources ; crédit ne permettant pas d'assurer le salaire d'un personnel de remplacement ; situation des établissements d'hospitalisation privés [7 mai 1985] (p. 613-614).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion des articles :

article 52 bis : non respect des engagements pris en faveur des retraités ; égalisation des taux de cotisations sociales des préretraités à celui des retraités ; suppression de l'exonération par la loi du 4 janvier 1982 [27 juin 1985] (p. 2071) ; **après l'article 54 :** survenance d'une faute lourde en cas de grève ou en cas de travail normal (p. 2073).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : rôle de la culture technique ; baccalauréats technologique et professionnel ; lutte contre l'échec scolaire ; formation de cycles courts de niveau V [8 octobre 1985] (p. 2780) ; impératifs financiers ; absence de dispositions relatives à la formation des maîtres ; préparation des jeunes à un emploi (p. 2781).

Discussion des articles : **article 5 :** attestation délivrée aux étudiants ou élèves qui n'ont pas obtenu de diplôme (p. 2812) ; **article 12 :** participation financière de l'Etat aux investissements qui vont incomber aux régions (p. 2826).

Explications de vote : nécessité de donner à l'enseignement technique une place prépondérante dans notre système éducatif (p. 2830).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 107 (rédigeant ainsi le dernier alinéa de cet article : « toutefois le corps des personnels de direction est constitué dans le cadre national. Sa gestion peut être déconcentrée ») : rejeté [10 octobre 1985] (p. 2919) ; **après l'article 102 :** son amendement n° 109 (insérant l'article suivant : « A l'article L. 685 du code de la santé publique, après les mots : « aux membres du personnel médical », sont insérés les mots suivants : « aux pharmaciens ») : retiré (p. 2951).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963).**

Première lecture, discussion générale : rôle de la Haute autorité [15 octobre 1985] (p. 3028-3029).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* questions : création de postes nouveaux pour l'enseignement privé ; augmentation des besoins réels [29 octobre 1985] (p. 3657).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale :* rigueur du budget ; institution du budget global [4 novembre 1985] (p. 3840) ; droit à la maternité pour le personnel hospitalier ; remboursement par les caisses régionales d'assurance maladie ; insuffisance des moyens pour les personnes âgées ; réduction des frais infirmiers à domicile ; multiplication des petites et moyennes unités d'accueil ; aides aux handicapés ; revalorisation de la subvention d'Etat pour les auxiliaires de vie (p. 3841) ; fonctionnement des Hospices civils de Lyon (p. 3855) ; questions : pose la question de M. Paul Pernin et celle de M. Jean Rigaud (p. 3869).

— **Déclaration du Gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs et débat sur cette déclaration (n° 3148).**

Discussion : problème des personnes âgées ; soins à domicile ; résidence pour personnes âgées ; maisons de longs et moyens séjours pour les personnes âgées indépendantes [3 décembre 1985] (p. 5216).

PESCE (Rodolphe)

*Député de la Drôme
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2578) modifiant la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre (n° 2595) [9 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 2658) modifiant la loi n° 81-766, du 10 août 1981 relative au prix du livre (n° 2667) [2 mai 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Aide aux défavorisés :** bilan de l'aide accordée par le Gouvernement [30 octobre 1985] (p. 3708).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre (n° 2578).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : refus d'application de la loi par certains distributeurs ; préservation du réseau de distribution ; intérêt des consommateurs ; pluralisme de la création [10 avril 1985] (p. 125) ; évolution des dépenses des ménages dans le secteur culturel ; augmentation des prix du livre induite par l'institution du prix unique ; évolution de la production éditoriale ; conséquences de la loi de 1981 sur la fermeture des librairies ; chiffre d'affaires de la F.N.A.C. ; formation du personnel ; infractions à la loi de 1981 ; décret du 29 décembre 1982 organisant les sanctions civiles et pénales ; décisions juridictionnelles ; arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 10 janvier 1985 ; article 85 du traité de Rome ; conséquences des mesures législatives et réglementaires prises par les Etats membres sur la concurrence à l'intérieur du Marché commun ; mise en conformité de la législation avec le droit communautaire ; décret du 26 février 1985 ; régimes applicables aux livres nationaux et aux livres édités dans un autre Etat membre de la C.E.E. ; exportation et réimportation en France des livres édités en France ; détournement de la loi ; champ d'application du texte soumis au Parlement ; problème de la commercialisation effective ; pouvoir du juge (p. 126) ; cas des personnes qui ont voulu contourner la loi (p. 127).

Discussion des articles : avant l'article unique : décret du 26 février 1985 ; ouvrages importés de la C.E.E. et ouvrages édités en France ; **article unique** : son amendement n° 1 (absence de commercialisation effective dans un Etat) ; cas de transit ; absence de commercialisation effective ; notion d'éléments objectifs (p. 134) ; adopté ; **après l'article unique** : son amendement n° 2 (fixation des peines en cas d'infraction par décret en Conseil d'Etat) ; conséquences de l'arrêt de la Cour de cassation déclarant illégal le décret du 29 décembre 1982 ; application de l'ordonnance du 30 juin 1945 ; adopté (p. 135).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° 2757).

Discussion : implication des collectivités locales dans la politique communautaire ; rôle des fonds structurels de la Communauté ; adoption par le Conseil européen de programmes intégrés méditerranéens (P.I.M.) [11 juin 1985] (p. 1613) ; risque de non inclusion de la Drôme et de l'Ardèche dans le champ d'action des P.I.M. ; reconnaissance du principe d'un cofinancement entre la Communauté, l'Etat et les régions (p. 1614).

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 11** : son amendement n° 3 (spectacles de cirques) [17 décembre 1985] (p. 6271) ; réservé (p. 6272) ; **après l'article 11 (suite)** : son amendement n° 3 précédemment réservé : adopté (p. 6279).

PETIT (Camille)

Député de la Martinique
(1^{re} circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 827, posée le 20 mai 1985 : **départements et territoires d'outre-mer** (Martinique : logement) (p. 854) ; appelée le 24 mai 1985 : **financement du logement dans les D.O.M.** : situation de l'habitat social dans les départements d'outre-mer ; rôle des assemblées locales ; discrimination dans l'attribution de l'allocation logement entre les départements d'outre-mer et la métropole (p. 1173) ; usage de la ligne budgétaire unique (p. 1174).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : hommage à la départementalisation ; situation de l'industrie [5 novembre 1985] (p. 3933) ; diversification de l'industrialisation ; aggravation du chômage ; nécessité de communications maritimes et aériennes interrégionales ; parité sociale (p. 3934).

PEUZIAT (Jean)

Député du Finistère
(7^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'urba-

nisme au voisinage des aérodromes (n° 2393) [J.O. du 14 juin 1985] (p. 6584).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012) [J.O. du 6 décembre 1985] (p. 14200).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947) [J.O. du 18 décembre 1985] (p. 14753).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2579) modifiant le décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la **pêche maritime** (n° 2608) [11 avril 1985].

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 822, posée le 7 mai 1985 : **armée (fonctionnement)** (p. 625) ; appelée le 10 mai 1985 : **formation civique des cadres de la défense** : maintien au garde-à-vous pendant vingt-deux heures de trente neuf soldats du régiment de la Lande d'Ouée (p. 695).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée** (n° 2577).

Première lecture, explications de vote : avancée considérable représentée par le projet de loi ; vote positif du groupe socialiste [11 avril 1985] (p. 180).

— **Projet de loi modifiant le décret du 9 janvier 1952 sur l'exercice de la pêche maritime** (n° 2579).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : situation du secteur des produits de la mer ; réglementation dans le domaine maritime ; évolution des conditions de la pêche ; « Europe bleue » ; nécessité d'une politique commune des partenaires européens ; difficulté du contrôle de la réglementation [16 avril 1985] (p. 210) ; obligation de donner une base légale aux poursuites à engager ; suppression des peines d'emprisonnement ; maintien des peines d'amendes et de suspension ; moyens de la surveillance des zones de pêche et des débarquements ; limitation des possibilités d'échapper à l'amende par le délit de fuite ; détermination des lieux et des conditions de débarquement des produits de la pêche ; réglementation de la pêche à pied et de la pêche sous-marine (p. 211).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (précision sur le champ d'application des décrets) ; suppression de toute référence au régime d'interdiction ou d'autorisation de la pêche dans les eaux françaises pour les navires battant pavillon étranger ; adopté (p. 218) ; son amendement n° 2 (définition des obligations) : adopté ; son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 4 (application des sanctions en cas d'infraction aux règlements de la Communauté) : adopté ; son amendement n° 5 (montant de l'amende) (p. 219) ; rapprochement entre la législation française et les dispositions en vigueur dans d'autres pays de la Communauté européenne ; adopté ; son amendement n° 6 (définition du régime d'accès aux eaux sous souveraineté ou juridiction française) : adopté ; son amendement n° 7 (montant de l'amende) : adopté (p. 220) ; **article 2** : son amendement n° 8 (de conséquence) : adopté ; **article 6** : son amendement n° 9 (abrogation de certaines dispositions du décret de janvier 1852) : adopté ; son amendement n° 10 (abrogation de certaines dispositions de la loi du 13 avril 1898) : adopté (p. 221) ; son amendement n° 11 (supprimant le dernier alinéa de cet article) : adopté ; **après**

l'article 6 : son amendement n° 12 (dispositions sur l'exercice de la pêche maritime) ; maintien en vigueur de l'application des dispositions du décret du 9 janvier 1852 dans la zone économique de la République ; adopté ; son amendement n° 13 (non application de la loi dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie, des îles Wallis-et-Futuna et des terres australes et antarctiques françaises) ; adopté (p. 222).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).**

Première lecture, discussion générale : création d'un statut de la fonction publique hospitalière ; situation des personnels d'électro-radiologie ; bénéfice de congés supplémentaires ; nombre des installations publiques et privées de radio-diagnostic ; insuffisance du dosimètre ; congés attribués au C.H.U. de Rennes ; poursuite des négociations avec les organisations représentatives des professionnels électro-radiologues ; maintien d'un certain potentiel de congés [10 octobre 1985] (p. 2915) ; instauration d'une péréquation pour compenser les risques encourus (p. 2916).

— **Projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025).**

Première lecture, discussion générale : continuité des lois de décentralisation ; adaptation de la législation sociale et sanitaire aux transferts de compétences ; maintien des garanties des partenaires et des personnels ; responsabilités des diverses collectivités territoriales ; problèmes financiers des départements ; nouvelles responsabilités des départements [25 novembre 1985] (p. 4796) ; prestations d'aide ménagère ; compétences de l'Etat en matière d'enfance handicapée ; conventions collectives nationales ; « congés rayons » dont bénéficiaient les manipulateurs radios ; création d'un Conseil départemental de développement social (p. 4797).

— **Projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012).**

Première lecture, discussion générale : rôle des élus en matière de décentralisation et de transfert des responsabilités ; prise en compte de l'ampleur des travaux ; procédure relative à l'édification de clôture ; régime déclaratif à la mairie ; problème des anciens lotissements [3 décembre 1985] (p. 5170) ; cas d'un lotissement ancien dans lequel les dispositions initiales ont été remplacées par celles du P.O.S. approuvé (p. 5171).

Deuxième lecture, explications de vote : intérêt du projet de loi pour les secteurs du bâtiment et des travaux publics et de l'urbanisme ; vote positif du groupe socialiste [17 décembre 1985] (p. 6246).

PEYREFITTE (Alain)

*Député de Seine-et-Marne
(4^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Rapport de la Cour des comptes** : dénonciation de différentes irrégularités ; financement de l'opération du *Rainbow Warrior* par des autorisations de visa en dépassement ; annulations de crédits ; débudgétisation ; déficit budgétaire [18 décembre 1985] (p. 6343) ; demande au Premier ministre s'il a l'intention de dresser un bilan de la législature (p. 6344).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : incohérence de la politique extérieure ; évolution de la Nouvelle-Calédonie [11 juin 1985] (p. 1597) ; caractère illusoire du plan Pisani ; non prise en compte du droit international ; contagion en Polynésie ; importance des D.O.M.-T.O.M. pour la stratégie française ; cas de la base spatiale de Kourou ; poids de la France dans la construction européenne ; dialogue privilégié entre Paris et Bonn (p. 1598-1599).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale* : budget d'appauvrissement ; problèmes de l'entretien de nos ambassades ; affaiblissement de la présence française dans le monde ; austérité budgétaire en ce qui concerne la diffusion audiovisuelle en langue française ; diminution des dotations de la coopération scientifique et technique ; budget de dépossession du ministère des relations extérieures ; défense des intérêts de la France par des avocats, devant la Cour de justice des communautés [6 novembre 1985] (p. 4010) ; diminution des effectifs des services à vocation internationale ; politisation de la diplomatie ; projet de création d'un corps interministériel d'inspection des administrations françaises à l'étranger (p. 4011) ; son rappel au règlement : rappelle qu'il a effectivement engagé une dépense téléphonique depuis l'ambassade de France à Tokyo ; cas du juge Bidalou (p. 4024).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion des articles : **article 9** : introduction au Quai d'Orsay d'une réforme sans précédent suscitant l'émotion des diplomates ; technique des « cavaliers budgétaires » [11 décembre 1985] (p. 5895) ; politisation du ministère des relations extérieures ; institution d'un tour extérieur permettant à des personnalités extérieures « à la carrière » d'y entrer ; élargissement de ce tour extérieur avec la possibilité de nommer des non fonctionnaires à concurrence de 5% de l'effectif total des ministres plénipotentiaires ; référence au roman de M. Jean-Marc Roberts *Affaires étrangères* (p. 5896).

PHILIBERT (Louis)

*Député des Bouches-du-Rhône
(9^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

PIDJOT (Roch)

*Député de la Nouvelle-Calédonie et dépendances
(1^{re} circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Milices privées en Nouvelle-Calédonie** : attentats commis contre le Palais de justice de Nouméa ; liens de complicité entre les membres de la police et les hauts fonctionnaires avec ces milices et la droite calédonienne [11 décembre 1985] (p. 5886).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : vote de quatre statuts concernant la Nouvelle-Calédonie ; danger que représente le rejet de revendications du peuple Kanak ; statut de 1984 [30 mai 1985] (p. 1310) ; création du F.L.N.K.S. ; nouveau découpage en quatre régions ; consultation référendaire par les « populations intéressées » ; droit du premier occupant du sol et droit d'accueil des autres populations ; réouverture des inscriptions sur les listes électorales ; réforme du corps électoral ; création d'un Conseil consultatif coutumier ; souhaite la référence explicite à la déclaration de Nainville-les-Roches (p. 1311).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 1 (création et délimitation de trois régions) ; prise en compte des réalités économiques du territoire (p. 1329) ; rejeté (p. 1330) ; **article 3 :** son amendement n° 2 (nouvelle rédaction pour le tableau annexé à cet article) : devenu sans objet (p. 1332) ; **article 5 :** son amendement n° 3 (inscription des candidats sur la liste électorale de l'une des communes comprises dans la région) (p. 1333) ; adopté après modification (p. 1334) ; **article 11 :** son amendement n° 4 (substituant au début de cet article aux mots « le Conseil de région peut créer » les mots « il est créé dans chaque région ») : adopté (p. 1343) ; **article 16 :** son amendement n° 5 (complétant cet article par la phrase suivante : « il est en outre chargé de proposer les modalités de la consultation visée à l'article 1^{er} de la présente loi ») ; responsabilités du Conseil exécutif pour proposer les modalités de la consultation (p. 1350) ; adopté après modification (p. 1351) ; **article 17 :** son amendement n° 6 (complétant le 4^e alinéa (c) de cet article par les mots « et de la législation du travail ») ; omissions dans l'ordonnance du 23 décembre 1982 relative au régime législatif des droits du travail ; rejeté (p. 1354) ; **article 18 :** son amendement n° 7 (substituant dans la première phrase du premier alinéa de cet article aux mots « soixante jours » les mots « quatre-vingt-dix-jours ») ; délais nécessaires pour réviser avec sérieux les listes électorales ; problème des canaques n'ayant jamais été inscrits sur les listes (p. 1355) ; rejeté (p. 1356) ; **article 19 :** son amendement n° 8 (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « à compter de la date de l'ouverture de la campagne électorale pour l'élection du congrès du territoire » les mots « à compter de la date de la promulgation de la présente loi ») ; nécessité de mettre fin rapidement aux fonctions de l'actuel Gouvernement territorial ; caractère « inadmissible » des agissements de ce Gouvernement ; devenu sans objet (p. 1356) ; **article 20 :** son amendement n° 9 (abrogation des dispositions contraires à la présente loi) : adopté (p. 1357).

Seconde délibération du projet de loi : son abstention sur le texte proposé par le Gouvernement [4 juin 1985] (p. 1399-1400).

Deuxième lecture, discussion générale : question de l'indépendance du territoire calédonien apparaissant comme un fait reconnu et admis à la Haute Assemblée ; mission sénatoriale en Nouvelle-Calédonie ; histoire politique du territoire ; concept de légitimité ; interprétation de la Constitution sur l'accession à l'indépendance ; problème de la consultation référendaire « par les populations intéressées » ; complexité de l'article 6 du projet de loi prévoyant qu'il sera procédé aux mélanges des bulletins en vue d'un seul et même dépouillement [25 juillet 1985] (p. 2437-2438).

Nouvelle délibération de la loi (n° 2939).

Première lecture, discussion générale : découpage géographique en Nouvelle-Calédonie [12 août 1985] (p. 2497) ; décision du Conseil constitutionnel concluant à l'inégalité de la représentation (p. 2498).

Deuxième lecture, discussion générale : patrimoine des kanaks ; indépendance du peuple kanak [20 août 1985] (p. 2529).

Son rappel au règlement : justification de sa présence à Paris lors de la session extraordinaire relative à l'avenir de la Nouvelle-Calédonie [12 août 1985] (p. 2481).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* difficultés rencontrées en Nouvelle-Calédonie ; évolution politique et crédits consacrés au territoire de la Nouvelle-Calédonie ; position du peuple canaque [5 novembre 1985] (p. 3943) ; rôle de l'agriculture en Nouvelle-Calédonie ; situation des fonctionnaires dans le cadre de la régionalisation (p. 3944).

— **Projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061).**

Première lecture, discussion générale : attitude de la police dans la ville de Nouméa et ses environs ; mise en application des textes du nouveau statut [2 décembre 1985] (p. 5145) ; nécessité de l'indépendance (p. 5146) ; son abstention sur l'ensemble du projet de loi (p. 5148).

PIERRET (Christian)

*Député des Vosges
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur général de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562) [J.O. du 11 juin 1985] (p. 6439).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 20 juin 1985] (p. 6848).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 20 juin 1985] (p. 6848).

Membre du Conseil national de la montagne [J.O. du 8 novembre 1985] (p. 12973).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 13 décembre 1985] (p. 14516).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562) (n° 2639) [18 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) (n° 2684) [15 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en

discussion du projet de loi portant **diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2797)** [19 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1983 (n° 2798)** [19 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat (n° 2742) portant **règlement définitif du budget de 1983 (n° 2802)** [20 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2791) portant **diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2803)** [20 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2864) portant **règlement définitif du budget de 1983 (n° 2867)** [28 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2866) portant **diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2868)** [28 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de **finances rectificative pour 1985 (n° 3143) (n° 3162)** [5 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 3152) portant **règlement définitif du budget de 1983 (n° 3171)** [11 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le **projet de loi de finances pour 1986 (n° 3182)** [12 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi de finances pour 1986** rejeté par le Sénat (n° 3167) (**n° 3187**) [12 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de **finances rectificative pour 1985 (n° 3242)** [19 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1983 (n° 3243)** [19 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi de finances pour 1986**, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3239) (**n° 3245**) [19 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1986**, rejeté par le Sénat (n° 3230) (**n° 3246**) [19 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat (n° 3229) portant **règlement définitif du budget de 1983 (n° 3247)** [19 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1985**, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3291) (**n° 3293**) [20 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3292) portant **règlement définitif du budget de 1983 (n° 3294)** [20 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Monétique** : décision des banques d'introduire le micro-processeur sur les cartes de paiement ; état des négociations entre le groupe « carte bancaire » et les commerçants [9 octobre 1985] (p. 2839) ;

— **Textile et C.E.E.** : position de la Communauté économique européenne se prononçant pour le maintien d'un cadre multilatéral pour la régulation des échanges dans le secteur du textile ; pénétration des produits provenant des pays à bas salaires [20 novembre 1985] (p. 4548).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur général : ses observations sur les accusations de manipulation portées par l'opposition ; imprécisions et lacunes des textes constituant le droit budgétaire actuel [21 mai 1985] (p. 873) ; régularité de l'exécution du budget de 1983 eu égard aux textes en vigueur ; prévisions économiques et financières incluses dans le budget 1983 ; résultats constatés concernant la croissance, le pouvoir d'achat, les prix et le commerce extérieur ; montant du déficit d'exécution du budget ; rythme d'accroissement des dépenses publiques constaté entre 1981 et 1982 ; pourcentage d'accroissement des crédits induit de la loi de finances rectificative ; montant des crédits modifiés par voie réglementaire ; importance des annulations de crédit intervenues en 1983 (p. 874) ; opportunité d'inclure dans le projet de loi de finances rectificative des annulations importantes de crédits ; constance de la pratique des dépassements temporaires et des autorisations de visa en dépassement ; non respect du caractère préalable de l'autorisation législative ; importance des reports de crédits conduisant à affaiblir la portée du contrôle parlementaire ; nécessité d'opérer l'individualisation comptable des recettes de fonds de concours et de communiquer ses résultats au Parlement ; montant des transferts de crédits par rapport aux crédits initiaux du budget général (p. 875-876) ; demande à M. Michel Noir de lui donner acte de sa position concernant l'opération triangulaire sur imputation de recettes C.A.C.O.M. - E.D.F. - Pechiney et sur « les faux en écritures publiques » (p. 886) ; souligne le caractère polémique des propos de M. Gilbert Gantier (p. 893).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur général : problème de certaines opérations de régularisation concernant le budget de 1983 [20 juin 1985] (p. 1802) ; écritures de fin de gestion ; affectation d'une fraction de l'excédent d'exploitation du budget des P.T.T. au budget général ; recours devant le Conseil constitutionnel formé par l'opposition (p. 1803).

Troisième lecture, discussion générale : rejet du texte en seconde lecture par le Sénat ; échec de la C.M.P. [28 juin 1985] (p. 2158).

— Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur général : bilan de la politique de l'épargne ; redressement de la situation financière des entreprises [22 mai 1985] (p. 1022) ; délai insuffisant accordé à la commission pour l'examen de certaines dispositions techniques ; renforcement des fonds propres des entreprises et modernisation du marché financier ; sa référence au rapport Dautresme ; diversification des produits offerts à l'épargne ; création du second marché ; régime fiscal de la taxation des plus-values sur valeurs mobilières ; loi du 8 juillet 1984 aidant à la création et à la reprise d'entreprises, notamment par leurs salariés ; surface du marché financier français en 1984 ; amélioration des taux de marge et d'épargne des entreprises ; diminution du taux d'investissement ; transparence fiscale accordée aux sociétés de capital risque (S.C.R.) contribuant au renforcement des fonds propres ; fiscalisation des produits obligataires nouveaux afin d'éviter les placements artificiels ; régime fiscal des cotisations de retraite et de prévoyance des salariés ; suppression du régime économique général de l'alcool (p. 1023) ; amélioration du recouvrement civil des chèques sans provision ; majoration des valeurs locatives foncières

par l'application de coefficients de majoration forfaitaire ; réforme du financement hypothécaire ; mise en place d'un nouvel organisme de refinancement émettant des obligations hypothécaires à durée longue (p. 1024).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 6 (conditions d'exonération d'impôt sur les sociétés des sociétés de capital-risque) ; souhaite que les S.C.R. atteignent l'objectif qui leur est assigné (p. 1043) ; définition des petites et moyennes entreprises dont les fonds propres seront éligibles au mécanisme des S.C.R. ; part de titres de sociétés non cotées dans la situation nette comptable des S.C.R. ; adopté après modification ; son amendement n° 7 (supprimant la référence « 158 ter » dans le paragraphe II de cet article) ; exclusion des S.C.R. de l'application des dispositions relatives à l'avoir fiscal (p. 1044) ; transparence fiscale apparaissant comme un dispositif permettant d'éviter les doubles impositions ; adopté ; son amendement n° 8 (supprimant la référence « 216 » dans le paragraphe II de cet article) ; application du régime des sociétés mères ; adopté ; son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté (p. 1045) ; création de fonds propres en faisant appel au crédit ; **article 2** : montant des émissions d'actions en 1984 ; suppression du droit d'apport sur les augmentations de capital en numéraire (p. 1046) ; coût de la suppression du droit d'apport à plusieurs types d'augmentations de capital au-delà de l'augmentation en numéraire (p. 1047) ; son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 2** : relance de l'activité des sociétés immobilières d'investissement (p. 1048) ; **article 3** : extension aux actifs monétaires et financiers des principes régissant les marchés de matières premières ; levée des obstacles juridiques au développement des marchés à terme (p. 1049) ; **après l'article 4** : réaligement du Crédit foncier de France sur le droit commun des banques ; possibilité donnée au Crédit foncier d'émettre des billets hypothécaires et de les mobiliser auprès d'un organisme de refinancement (p. 1051) ; développement d'un nouvel instrument de placement à moyen et long terme ; mécanisme économisant le coût de la transformation (p. 1052) ; **article 5** : principe de l'imposition des primes de remboursement ; définition de l'échu fictif ; son amendement n° 11 (rédactionnel) (p. 1054) ; adopté (p. 1055) ; exonération des obligations renouvelables du Trésor ; effet non rétroactif des dispositions fiscales (p. 1056) ; **après l'article 5** : prélèvement libérateur représentant un élément essentiel du régime fiscal de l'épargne (p. 1058) ; déductibilité des dividendes réinvestis dans l'entreprise ; **article 6** : son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté (p. 1059) ; **article 7** : son amendement n° 14 (rédactionnel) (p. 1061) ; adopté (p. 1062) ; **article 10** : son amendement n° 15 (voies de recouvrement civil des chèques sans provision) ; institution d'un certificat de non paiement pour les chèques bancaires ; explication de la procédure de recouvrement civil des chèques bancaires en cas d'adoption de l'amendement (p. 1067) ; adopté ; **après l'article 10** : son amendement n° 16 (insérant l'article suivant : « dans l'alinéa 3 de l'article 52 du décret-loi du 30 octobre 1935 précité, les mots « trois ans » sont remplacés par les mots « douze mois ») : adopté (p. 1068) ; **après l'article 11** : calcul du mécanisme normal du prélèvement de la dotation globale de fonctionnement (p. 1069) ; **article 12** : son amendement n° 17 (supprimant le paragraphe I de cet article) : adopté (p. 1073) ; demande une deuxième délibération sur l'amendement n° 17 de la commission (p. 1074) ; **après l'article 12** : son amendement n° 18 (insérant un article additionnel concernant les experts en automobile) (p. 1074) ; adopté après modification (p. 1076) ; réévaluation de la taxe perçue par les communes sur le territoire desquelles se trouvent des sources d'eaux minérales (p. 1077).

Seconde délibération du projet de loi : **article 12** : son amendement n° 1 (rétablissant le paragraphe I de l'article 12 relatif à l'actualisation des valeurs locatives foncières) : adopté (p. 1078).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur général : échec de la commission mixte paritaire ; financement du logement social ; critique l'introduction par le Sénat d'articles additionnels étrangers à toute matière économique ou financière [20 juin 1985] (p. 1814) ; « dévoiements » du bicamérisme ; régime fiscal des S.C.R. ; extension aux banques mutualistes ou coopératives de la possibilité d'émettre les titres participatifs ; organisation du marché à terme d'instruments financiers ; création d'un certificat de non paiement pour les chèques bancaires ; pouvoirs de la

commission de la concurrence en matière bancaire ; dotation globale de fonctionnement ; financement des prêts au logement social ; suppression de la caisse de prêts H.L.M. (p. 1815).

Discussion des articles : **article 1^{er} bis** : son amendement n° 5 (supprimant le paragraphe III de cet article) ; régime des fonds communs de placement à risques ; composition des actifs des fonds communs ; avantages fiscaux ; application aux entreprises détentrices de parts de fonds communs de placement à risques de la fiscalité applicable aux actionnaires d'une S.C.R. ; adopté (p. 1817) ; **article 1^{er} quater** : possibilité pour les banques mutualistes ou coopératives d'émettre des titres participatifs ; son amendement n° 6 (de suppression) : adopté (p. 1818) ; **après l'article 1^{er} quater** : utilité de la formule pour Gaz de France (p. 1819) ; **article 1^{er} quinquies** : son amendement n° 7 (activité et contrôle des établissements de crédit) ; soumission des établissements de crédit au droit commun de la concurrence ; sanction des pratiques mixtes ; partage des compétences entre la commission bancaire et la commission de la concurrence (p. 1820) ; protection des commerçants contre des ententes illicites entre institutions de crédit et système bancaire ; adopté (p. 1821) ; **article 3 bis** : son amendement n° 8 (institution d'un conseil du marché à terme d'instruments financiers) ; couverture du risque de taux au profit des intervenants du marché obligataire (p. 1822) ; opérations sur taux d'intérêt ; organisation d'un marché à terme d'instruments financiers ; organisation d'institutions compétentes ; inscription et radiation d'un contrat ; énumération des intervenants ; compétences de la C.O.B. ; son amendement n° 9 (pouvoirs de la C.O.B.) ; amendements n° 8 et n° 9 : adoptés ; **article 5** : son amendement n° 10 (cas où la prime ou l'intérêt sont imposés après une répartition par annuité) ; fiscalité pour les nouveaux produits obligataires ; adopté (p. 1823) ; **article 6 bis** : son amendement n° 11 (de suppression) ; traitement des couples mariés et des concubins au regard de l'impôt ; adopté (p. 1824) ; **après l'article 6 bis** : ses observations sur le dépôt tardif de l'amendement n° 35 du Gouvernement ; nécessité d'un examen approfondi des amendements complexes ; **article 7 ter** : son amendement n° 12 (subrogation de la caisse des garanties du logement social) (p. 1825) ; réforme du financement du logement social ; demande de prêts locatifs aidés ; modernisation de la gestion des organismes d'H.L.M. ; nouvelles modalités de calcul des bonifications versées par l'Etat ; adopté après modification (p. 1826) ; **article 8** : son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 14 (rédactionnel) : adopté (p. 1827) ; **article 10** : son amendement n° 15 (délivrance d'un titre exécutoire par l'huissier de justice qui n'a pas reçu justification du paiement du montant du chèque) ; amélioration des voies de recouvrement civil des chèques sans provision ; cas des commerçants confrontés aux problèmes du contentieux des chèques impayés ; adopté (p. 1828) ; **après l'article 11 bis** : son amendement n° 16 (limite applicable à la surtaxe prévue à l'article 1582 du code général des impôts) : adopté (p. 1831) ; **article 12** : son amendement n° 17 (remplacement de l'actualisation des valeurs locatives foncières pour 1986 par une revalorisation forfaitaire) : adopté ; **article 12 bis** : son amendement n° 18 (de suppression) : adopté (p. 1832) ; **article 12 ter** : son amendement n° 19 (de suppression) : adopté ; **article 12 quater** : son amendement n° 20 (de suppression) : adopté ; **article 12 quinquies** : son amendement n° 21 (de suppression) : adopté ; **article 13** : son amendement n° 22 (organisation de la profession d'expert en automobile) ; possibilité pour les réparateurs automobiles de continuer à évaluer le coût préalablement aux travaux à effectuer (p. 1833) ; rejeté ; **article 16** : son amendement n° 23 (de suppression) ; inopportunité d'élargir le contrôle des membres du Parlement désignés pour suivre la gestion des entreprises nationales et des sociétés d'économie mixte ; adopté ; **article 17** : son amendement n° 24 (indication dans l'annexe du montant des engagements de l'entreprise en matière d'indemnités et d'allocations en raison du départ à la retraite) : adopté ; **article 18** : son amendement n° 25 (de suppression) (p. 1834) ; dénomination des sociétés en nom collectif ; rejeté ; **article 20** : son amendement n° 26 (de suppression) ; article concernant des sociétés commerciales ; adopté (p. 1835) ; **article 21** : son amendement n° 27 (de suppression) ; adopté ; **article 22** : son amendement n° 28 (de suppression) : adopté ; **article 23** : son amendement n° 29 (de suppression) :

adopté; **article 24** : son amendement n° 30 (de suppression) : adopté (p. 1836).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur général : échec de la commission mixte paritaire [28 juin 1985] (p. 2166).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : principes inspirant l'action économique et sociale du Gouvernement ; erreurs d'appréciation commises en 1981 ; résultats positifs de la politique de rigueur [16 octobre 1985] (p. 3083) ; révision des théories ; ralentissement du rythme de l'inflation ; rémunération de l'épargne ; fixation d'objectifs clairs et précis ; changement des moyens de la politique (p. 3084) ; lutte contre l'inflation ; objectif de 2,9 % pour 1986 ; œuvre entreprise par M. Jacques Delors ; effets de l'inflation ; évolution des prix à la consommation ; poursuite de l'effort sur les causes structurelles du processus inflationniste ; question de l'équilibre extérieur ; retards dus au report de la modernisation ; réduction du déficit extérieur (p. 3085) ; solde excédentaire des échanges industriels ; évolution positive de la balance des transactions courantes ; desserrement de la contrainte extérieure ; réaménagement d'une partie importante de la dette extérieure de la France ; amélioration de la situation des entreprises ; redressement du taux de marge et du taux d'autofinancement ; augmentation de l'investissement industriel en volume pour 1984 ; baisse des taux d'intérêts ; lutte contre le chômage ; nombre de demandeurs d'emploi ; nombre d'emplois à créer annuellement pour amener le taux de chômage en l'an 2000 au niveau de 1973 (p. 3086) ; indissociabilité du traitement social du chômage de la modernisation ; augmentation des crédits à la formation professionnelle ; développement des formations en alternance ; fragilité du redressement des comptes sociaux ; rejet d'une sécurité sociale à deux vitesses ; limitation des déficits publics ; redressement des comptes des entreprises publiques ; programme de l'opposition (p. 3087) ; réduction des impôts pour un montant de 40 milliards de francs ; mode de financement de ce projet ; prétendue sous-estimation des dépenses d'intervention ; dénationalisation de la régie Renault ; propos tenus par M. Raymond Barre concernant les programmes de l'opposition ; projets de l'U.D.F. ; absence de crédibilité économique de l'opposition (p. 3088) ; dénationalisation ; nombre des arrêtés de prix adoptés avant 1981 ; montée des prélèvements obligatoires ; stabilité du coût de l'Etat ; choix de l'opposition concernant la protection sociale des Français ; inertie des masses budgétaires ; évolution des recettes ; baisse des prélèvements obligatoires ; évolution de la fiscalité par adaptations successives (p. 3089) ; réactualisation des tranches du barème ; rétablissement de la tranche à 65 % ; développement des centres et des associations de gestion agréées ; plafonnement du quotient familial ; institution de la décote pour alléger l'imposition des personnes dont la rémunération n'excède pas 130 % du S.M.I.C. ; progressivité de l'impôt sur le revenu (p. 3090) ; aménagement de l'imposition sur la patrimoine ; fiscalité des successions ; réforme de la fiscalité des donations-partages ; complexité des situations locales au regard de la taxe d'habitation ; exonération de la taxe d'habitation pour certains contribuables ; allègement uniforme de 10 % ; insuffisance de la fiscalité concernant la transmission des entreprises ; aménagement du barème de la T.V.A. ; institution d'un taux très réduit (p. 3091) ; progression des dépenses nettes du budget général ; effort de l'Etat en faveur de la sécurité ; modération de l'évolution de la charge de la dette face à la baisse des taux d'intérêt ; efforts en faveur de la formation et de la recherche ; crédits destinés à l'indemnisation du chômage ; augmentation de 50 % des allocations de solidarité versées aux allocataires en fin de droits ; clarification des rôles de l'Etat et des organismes chargés de la protection sociale ; diversification des financements (p. 3092) ; interview de M. Juppé au « Nouvel Observateur » ; poursuite de la politique de rigueur (p. 3093) ; report de la date de la réunion de la commission des finances (p. 3104).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : illisibilité des tableaux fournis à la commission des finances ; documents relatifs aux impositions de toutes natures [17 octobre 1985] (p. 2185) ; exécution du budget par la majorité (p. 3186) ; **article 2** : indexation des tranches ; discrimination entre les contribuables fondée sur la hausse nominale des revenus (p. 3189) ; progrès accomplis dans la solidarité au niveau

de l'impôt sur le revenu ; suppression progressive des majorations exceptionnelles ; équilibre entre solidarité et initiative (p. 3190) ; revalorisation annuelle du plafond appliqué au quotient familial ; critiques contre la tranche d'imposition à 70 % ; institution d'une imposition séparée entre époux (p. 3191) ; nature du gage proposé pour l'amendement n° 66 de M. Paul Mercieca (p. 3192) ; attribution d'une demi-part supplémentaire pour le fait de n'avoir plus d'enfant à charge ; dispositif de déduction du revenu imposable des frais engagés par les parents lorsque les deux exercent une activité professionnelle (p. 3193) ; possibilité de déduire du revenu imposable les dépenses occasionnées par les charges d'une femme de ménage ; déduction des avantages versés par les contribuables accueillant sous leur toit des personnes âgées de plus de soixante-dix ans (p. 3194-3195) ; progression vers l'équité de traitement fiscal en faveur des travailleurs indépendants ; simplicité du mécanisme de la réduction d'impôts (p. 3196) ; institution d'un régime d'imposition au bénéfice des contribuables salariés victimes d'un événement entraînant une perte de revenus ; existence de délais de paiement ; situation pouvant exister pour un commerçant ou un artisan ; remise en cause des acquis fiscaux du budget de 1985 concernant le soutien à l'investissement ; report en arrière des déficits (p. 3197) ; **après l'article 2** : pénalisation des S.I.C.A.V. de trésorerie (p. 3198-3199) ; absence de M. Jean-Louis Masson lors des débats relatifs aux associations déclarées en Alsace-Lorraine (p. 3200) ; **avant l'article 3** : modification du niveau auquel est calculé le plafonnement de la taxe professionnelle ; multiplicité des possibilités de plafonnement ; avantages pour les entreprises à établissements multiples (p. 3202) ; **article 3** : renforcement des fonds propres ; inscription dans une réserve spéciale des bénéfices non distribués par l'entreprise (p. 3205) ; cas de prélèvement sur la réserve spéciale ; risque de double imposition en cas d'ajout du précompte à la fiscalisation du retrait de la réserve ; son sous-amendement n° 101 à l'amendement n° 46 de M. Gilbert Gantier (complétant le 1 du paragraphe I de cet amendement par les mots : « sur cette réserve ; les pertes ainsi annuelles cessent d'être reportables ») (p. 3206) ; augmentation du nombre des cas dans lesquels le taux normal d'impôt n'est plus appliqué lors d'un prélèvement sur la réserve spéciale ; imputation des pertes ; taxation des sommes résultant des plus-values ; inacceptabilité du gage de la dénationalisation ; adopté (p. 3207) ; **après l'article 3** : conditions subordonnant l'application du carry-back (p. 3207) ; application correcte du carry-back (p. 3208) **article 4** : maintien du dispositif du report en arrière (p. 3209) ; **après l'article 4** : suppression de l'avoir fiscal ; mobilisation de l'épargne au profit des entreprises ; montant des émissions d'actions en 1984 ; dispositions relatives au C.E.A. (p. 3210) ; non modification de la fiscalité de l'épargne ; développement du marché obligataire ; refonte des circuits de collecte (p. 3211) ; **article 5** : prise en compte des intérêts agricoles en matière de fiscalité ; exonération des droits de mutation à titre onéreux (p. 3226) ; taxation sur les apports ; application de la doctrine actuelle en matière de cession de parts de cette société (p. 3227) ; **après l'article 5** : notion de « changement d'objet social » de la société et de « changement d'activité réelle » ; **article 6** : impossibilité de limiter l'application de la mesure à l'achat d'un véhicule français (p. 3228) ; **après l'article 6** : réduction de la taxe professionnelle dans le cadre de la loi de finances pour 1985 ; coût fiscal de cette réduction (p. 3229) ; **article 7** : entreprises exploitant en France des gisements d'hydrocarbures ; remplacement du dispositif du Gouvernement par une contribution exceptionnelle sur les activités de raffinage en France (p. 3230) ; conséquences de l'amendement de la commission sur l'ensemble de la profession du raffinage (p. 3231) ; précise qu'il ne peut retirer un amendement de la commission des finances ; son amendement n° 1 (institution d'une contribution exceptionnelle sur les entreprises dont l'objet principal est de faire subir en France la première transformation du pétrole brut) ; rejeté (p. 3232) ; **après l'article 8** : maintien du dégrèvement d'office de la taxe professionnelle ; taux de progression de la taxe ; mode d'évaluation des bases de la taxe professionnelle (p. 3234) ; **article 9** : meilleur contrôle des revenus ; cas des revenus de placement ; déclaration particulière relative au profit de construction ; **avant l'article 11** : suppression de l'avoir fiscal ; dégrèvement à un taux uniforme ne tenant pas compte des inégalités de situation entre communes (p. 3236) ; dégrèvement prévu par le D.D.O.E.F. (p. 3237) ; **article 11** : son amendement n° 2

(substituant dans le dernier alinéa du paragraphe I de cet article aux mots « premier alinéa » la référence « I ») adopté (p. 3238); **article 12**: besoin de la presse d'un dispositif d'incitation et d'aide à l'investissement et à la modernisation; inclusion des investissements de télématique et d'informatique; **après l'article 12**: non application du taux majoré de la T.V.A. aux opérations portant sur des véhicules spéciaux pour handicapés (p. 3239); inacceptabilité du gage proposé (p. 3240); **après l'article 13**: son amendement n° 73, à titre personnel (substituant à l'article 1679 A du code général des impôts la somme de « 4 500 F. » la somme de « 3 000 F. »), mesure en faveur du secteur associatif; création de nombreux postes d'animateurs; possibilité de déduction fiscale des dons faits aux associations par les particuliers ou les entreprises; création d'un fonds national de la vie associative (p. 3243); adopté (p. 3244); **article 14**: ses interrogations à propos de l'I.G.F.; évolution vers un impôt sur la fortune immobilière; élargissement de l'assiette de l'I.G.F.; non modification des taux chaque année [18 octobre 1985] (p. 3256); absence de sanction dissuasive en cas de défaut de déclaration; opportunité de garantir la stabilité de l'impôt pendant plusieurs années (p. 3257); **après l'article 15**: coût de la détaxation du carburant agricole (p. 3259); **article 16**: évolution de la fiscalité du fioul lourd au regard de l'évolution du prix du même produit (p. 3264); livraisons de fioul lourd destinées au chauffage des immeubles à usage d'habitation; baisse du prix du fioul; présence de nombreux intermédiaires jusqu'aux utilisateurs (p. 3267); **après l'article 18**: coût de l'emprunt 7 % 1973; impossibilité de modifier les conditions de rémunération (p. 3268); défiscalisation du quota de 0,2 % de la contribution à la formation professionnelle continue; cas où l'entreprise ne libère pas ces dépenses (p. 3269); augmentation de la soulte; imprécisions contenues dans l'amendement n° 41 de M. Ernest Moutoussamy; concurrence faite au rhum français par les productions A.C.P. (p. 3270); **article 21**: son amendement n° 4 (rédactionnel) (p. 3271); adopté après modifications (p. 3272); **article 23**: relèvement du taux de prélèvement sur les recettes nettes de la T.V.A. destinées au financement de la D.G.F.; accroissement des charges pesant sur les entreprises; rupture dans le mode de détermination des ressources affectées à la D.G.F.; isolement des collectivités locales de l'évolution économique; effort de rigueur des collectivités locales (p. 3273); **article 25**: son amendement n° 5 (rédactionnel): adopté (p. 3275).

Deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen des crédits : état B - Titre IV*: son amendement n° 5 (réduction des crédits de 200 millions de francs) [25 octobre 1985] (p. 3471); retiré (p. 3472).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Examen des crédits : article 59*: son amendement n° 1 (substituant à la fin de cet article à la somme de « 385 » la somme « 390 »); adopté [28 octobre 1985] (p. 3575).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Examen des crédits : article 70*: son amendement n° 14 (de suppression): adopté [31 octobre 1985] (p. 3795).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 48 et Etat H: son amendement n° 60 (reports de crédits); procédure constituant une dérogation au principe de l'annualité budgétaire; ordonnance du 2 janvier 1959 distinguant plusieurs catégories de reports de crédits [14 novembre 1985] (p. 4353); frais de déplacement; caractère tardif des arrêtés de reports (p. 4354); adopté; **article 51**: limites d'application du régime simplifié d'imposition; nécessité d'alléger les obligations déclaratives; inquiétude des organisations agricoles en raison de la lenteur avec laquelle est mis en place le régime supersimplifié d'imposition dans le secteur agricole (p. 4356); **article 52**: système du paiement mensuel de l'impôt; **article 53**: son amendement n° 61 (de précision): adopté (p. 4357); **article 54**: attente du décret définissant les boissons entrant dans le champ d'application de ce dispositif (p. 4358); son amendement n° 62 (rédactionnel): adopté (p. 4359); **après l'article 57**: son amendement n° 11 (complétant le paragraphe III de l'article 1609 *decies* du code général des impôts par les mots « à compter du 1^{er} janvier 1986, le montant est fixé à 180 francs »); plafond pour les ressources fiscales des établissements publics régionaux (p. 4360);

adopté; extension du régime du fonds de compensation pour la T.V.A. aux syndicats mixtes chargés de la gestion des parcs naturels (p. 4361); **avant l'article 58**: politique de baisse des taux d'intérêt (p. 4362); **article 71**: réduction du taux de la participation à l'effort de construction; participation des employeurs; association des organisations syndicales à la gestion; allocution du ministre de l'urbanisme lors du congrès de l'union nationale interprofessionnelle du logement; financement de l'aide à la personne; expérimentation de l'unification des aides à la personne (p. 4363).

Seconde délibération du projet de loi: rattrapage du rapport constant; financement de stages supplémentaires pour les jeunes de seize à dix-huit ans; fonds d'intervention pour l'autodéveloppement de la montagne; crédits consacrés à la formation syndicale [14 novembre 1985] (p. 4375); relèvement de la subvention accordée à l'institut de recherche économique et sociale; augmentation des crédits de politique industrielle afin de permettre un développement des actions régionales; augmentation des crédits du budget et de l'éducation nationale; société nationale de sauvetage en mer; travail constructif du Parlement (p. 4376).

Deuxième lecture, discussion générale: conversation budgétaire au Sénat qualifiée de « simulacre » par M. Henri Emmanuelli; bons résultats de la politique économique du Gouvernement; rythme de l'inflation [17 décembre 1985] (p. 6257); équilibre extérieur; relèvement du tarif de la redevance sur les consommations d'eau affectée au fonds national pour le développement des adductions d'eau (p. 6258).

Discussion des articles: **article 3**: abaissement de l'impôt sur les sociétés; incitation aux entreprises (p. 6263); rupture avec la conception des aides à l'investissement; **article 4**: sens du report en arrière des déficits (p. 6264); son amendement n° 24, à titre personnel (mécanisme du report en arrière); régime de report en arrière pouvant être qualifié de financier; mécanisme existant chez les partenaires de la France; naissance d'une créance mobilisable auprès des banques et imputable sur l'impôt sur les sociétés; renforcement des fonds propres (p. 6265); codification de l'article 4 du projet de loi dans le code général des impôts; adopté après modification; **article 5**: portée de l'assujettissement des E.U.R.L. au régime fiscal des sociétés de personnes (p. 6266); **après l'article 5**: développement du tourisme en milieu rural; situation dans certaines régions (p. 6267); inscription des revenus des recettes tirées des activités touristiques sur les déclarations d'ensemble des revenus; tourisme à la ferme; accomplissement de travaux forestiers; détermination du bénéfice; fixation de la surface minimum d'installation; exploitations agricoles en montagne (p. 6268); ses observations sur l'amendement n° 38 du Gouvernement; **article 5 bis**: nécessité de donner une définition plus précise des modifications de l'objet social emportant cessation d'activité; cas de la mise en location-gérance d'un fonds (p. 6269); **article 8**: dispositions fiscales favorables à la Corse (p. 6270); **article 11**: reconduction du remboursement de la T.V.A. sur les résidences de tourisme; développement touristique de certaines régions (p. 6271); **après l'article 11**: réduction de la base imposable de la T.V.A. pour les créations d'œuvres de cirque (p. 6272); **article 14**: rendement de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 6273); **article 17**: notion d'utilisateur final direct conduisant à taxer le gaz naturel au niveau de l'établissement; cas de l'entreprise Jeanménil (p. 6275); taxe acquittée par les entreprises de transport et de distribution; doublement du seuil de l'exonération de la taxe sur les gaz naturels (p. 6276); **article 18 bis**: défiscalisation du 0,1 % additionnel de la taxe d'apprentissage et du quota de 0,2 % de la formation continue; revalorisation du taux de certaines dépenses exonératoires; montant de la dépense exonératoire actuellement dans le domaine des contrats de qualification; organismes collecteurs de dépenses exonératoires; position des organisations professionnelles (p. 6277); **après l'article 18 bis**: taux de la taxe sur les métaux précieux; droit de timbre concernant les passeports (p. 6278); gage atteignant un plafond (p. 6279); **après l'article 22**: son amendement n° 1 (augmentation des tarifs des redevances créant un fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales) (p. 6279); réalisation des travaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement dans les communes rurales; adopté; **article 23**: évaluation distincte de la dotation spéciale

versée aux collectivités locales pour le logement des instituteurs (p. 6280) ; **article 26 et Etat A** : conséquences des amendements adoptés par l'Assemblée (p. 6285).

Seconde délibération de la première partie : **article 11 bis** : logique de soutien à la création ; type de spectacles de cirque exonérés de l'impôt (p. 6286).

Deuxième partie : **après l'article 51** : ses observations sur l'amendement n° 40 du Gouvernement (p. 6305) ; **article 58** : rattrapage du rapport constant ; engagement pris par le Président de la République en 1981 (p. 6307) ; **après l'article 62** : amélioration de la protection de certains périmètres forestiers contre les incendies (p. 6308) ; **article 66** : solidarité entre les régimes spéciaux d'assurance vieillesse au profit des salariés (p. 6309) ; **article 67** : financement du secteur psychiatrique (p. 6310).

Seconde délibération : **article 26 et Etat A** : maintien du déficit budgétaire à un niveau acceptable (p. 6318).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur général : échec de la commission mixte paritaire [19 décembre 1985] (p. 6444).

Fait Personnel : demande à M. Parfait Jans si les paroles qu'il a prononcées au sujet de ses déclarations en commission des finances sur l'amendement relatif à l'allocation sociale de logement n'ont pas dépassé sa pensée [14 novembre 1985] (p. 4394).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143).**

Première lecture, discussion générale : rituel de la loi de finances rectificative [11 décembre 1985] (p. 5920) ; exigence du contrôle parlementaire ; rôle des instruments budgétaires dans la politique économique ; loi d'ajustement ; décision du Conseil constitutionnel estimant que le versement du budget annexe des P.T.T. au budget général est conforme aux dispositions des articles 20 et 21 de l'ordonnance organique ; remboursement de prêts au fonds de développement économique et social ; remboursement de l'Etat, par la R.A.T.P. ; déficit budgétaire ; objectifs et modalités du contrôle budgétaire (p. 5921) ; consentement à l'impôt ; autorisation parlementaire de la dépense ; pratique des reports des crédits sur les titres V et VI ; idée de la rigueur budgétaire (p. 5922).

Discussion des articles : **article 1^{er} et Etat A** : document budgétaire soumis à l'examen du Parlement (p. 5936) ; **article 2 et Etat B** : transformation du ministère des affaires européennes en secrétariat d'Etat pour les indemnités versées aux membres du cabinet (p. 5938) ; **après l'article 7** : activités touristiques des agriculteurs ; plafond retenu pour les activités connexes (p. 5942) ; **après l'article 8** : nouveaux produits financiers créés par la loi du 11 juillet 1985 ; principe de l'imposition du coupon zéro (p. 5943) ; **article 14** : son amendement n° 1 (réactionnel) : adopté (p. 5944) ; **article 17** : son amendement n° 2 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 3 (de coordination) : adopté (p. 5947).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur général : rejet par le Sénat de l'article 17 relatif à l'assurance construction ; désaccord politique entre la majorité sénatoriale et le Gouvernement [19 décembre 1985] (p. 6468).

Discussion des articles : **article 2 et Etat B** : pratiques laxistes dans la gestion des crédits de remboursement à diverses administrations (p. 6473) ; baisse du taux d'intérêt servi au livret A permettant de dégager un certain nombre de ressources nouvelles (p. 6474) ; **article 3 et Etat C** : utilisation du fonds spécial de grands travaux (p. 6476) ; objectif du fonds social urbain ; affectation de 7 millions de francs à une animation d'ensemble à caractère culturel, artistique et social pour certains quartiers (p. 6477) ; **article 5 ter** : ses observations sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (p. 6478) ; **avant l'article 7** : existence des informations nécessaires à l'appréciation des sommes allouées au fonds spécial de grands travaux ; **après l'article 7** : extension du crédit-bail au fonds de commerce et aux établissements artisanaux (p. 6479) ; adaptation des mesures fiscales ; objet des opérations de crédit-bail ; particularité des éléments incorporés aux fonds de commerce ; fraction de loyer prise en compte pour la fixation du prix de vente (p. 6480) ; **article 8 ter** : son amendement n° 1 (imposition des profits nets réalisés dans le cadre des contrats autres que ceux visés à cet article) (p. 6481) ; adopté ;

communication par les acteurs des marchés à terme des documents à l'administration fiscale ; question d'opportunité dans le temps (p. 6482) ; **après l'article 17** : risques de disparités en cas d'oubli par le Gouvernement d'une association locale enseignant une langue régionale (p. 6485).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152).**

Première lecture, discussion des articles : avis favorable de la commission sur l'article 1^{er} [12 décembre 1985] (p. 5965).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur général : échec de la commission mixte paritaire [19 décembre 1985] (p. 6487).

Ses observations lors des explications de vote : adresse ses remerciements à ses collègues de la commission des finances, à l'ensemble des membres de l'Assemblée, au personnel et à ses collaborateurs de la commission des finances ; rend hommage à tous les membres du personnel de l'Assemblée nationale (p. 6494).

PIGNION (Lucien)

*Député du Pas-de-Calais
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Rapport d'information fait en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale sur l'activité de cette assemblée au cours de ses **29^e et 30^e sessions ordinaires** (1983-1985) et de sa **session extraordinaire du 29 octobre 1984 (n° 3248)** [19 décembre 1985].

Rapport d'information fait en application de l'article 29 du règlement au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette assemblée au cours de sa **36^e session ordinaire** (1984-1985) (**n° 3249**) [19 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale* : questions : contribution de la France au financement du comité international de la Croix-Rouge [6 novembre 1985] (p. 4025).

Défense. — *Discussion générale* : nécessité d'une revitalisation de l'Union de l'Europe occidentale ; évolution des crédits affectés au groupe européen indépendant de programme ; rôle du groupe européen indépendant de programme ; missions de la commission de l'Union de l'Europe occidentale auprès des forces françaises stationnées en Allemagne [8 novembre 1985] (p. 4183).

PINARD (Joseph)

*Député du Doubs
(1^{er} circonscription)
Socialiste
puis non-inscrit*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

Cesse d'appartenir à ce groupe [J.O. du 11 décembre 1985] (p. 14417).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14460).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912) [J.O. du 27 juillet 1985] (p. 8571).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Lutte contre la faim** : rôle des O.N.G. (organisations non gouvernementales) ; ampleur du drame vécu par les pays du Sud, notamment les pays sahéliers ; attaques lancées contre les O.N.G. par certains journaux [24 avril 1985] (p. 340).

orale sans débat :

— **n° 886**, posée le 25 juin 1985 : **produits agricoles et alimentaires (aliments du bétail)** (p. 1982) ; appelée le 28 juin 1985 : **alimentation du bétail** : inquiétude des producteurs laitiers dans des régions où les reconversions sont impossibles (p. 2143) ; déficit commercial du poste des matières premières destinées à l'alimentation du bétail ; coût des productions européennes ; contingentement des importations ; situation en Franche-Comté ; déficit communautaire en protéines (p. 2144) ; négociations au sein du G.A.T.T. pour des produits de substitution aux céréales (p. 2145).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la création d'établissements d'enseignement public (n° 2618)**.

Première lecture, discussion générale : application de la réglementation en matière scolaire [2 mai 1985] (p. 538) ; loyauté de l'administration ; nomination des inspecteurs d'académie ; « niveau record » des demandes d'inscription dans l'enseignement privé ; poids de la F.E.N. (p. 539).

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652)**.

Première lecture, discussion générale : invocation du principe de mutualité pour freiner le progrès social ; problème de la frontière entre ce qui relève de la loi et ce qui procède de l'initiative libre ; sa référence à une lettre adressée par une organisation professionnelle d'assurance, incitant tous les membres des professions libérales à quitter les mutuelles ; cite les propos de M. Suffert parus dans « Le Point » relatifs au rôle de la F.E.N. et à ses activités mutualistes ; cite un extrait de l'ouvrage de M. Bériot intitulé « Le Bazar de la Solidarité » [28 mai 1985] (p. 1190) ; élargissement du champ d'intervention des mutuelles dans le domaine de la prévoyance collective ; problème de l'obligation alimentaire ; sa référence au rapport Arreckx concernant les personnes âgées (p. 1191).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662)**.

Première lecture, discussion générale : crise des traditions françaises favorisant la colonisation ; ses observations sur la manière dont le Parlement s'est toujours intéressé à la Nouvelle-Calédonie ; cite les propos de M. Jean Dutourd sur la Nouvelle-Calédonie [30 mai 1985] (p. 1308) ; influence du « groupe de presse et de pression Hersant » ; ses observations sur les insinuations portées contre M. Paul Dijoud ; sa référence au mémorandum de l'Union des indigènes calédoniens remis en 1983 à la délégation du Sénat ; caractère « odieux » des propos tenus par M. Malaud à propos de M. Edgard Pisani (p. 1309) ; avertissements lancés par les églises réformées ; déclarations du pasteur Maury, président de la fédération protestante en France ; ses observations sur l'effet de contagion sur l'ensemble des D.O.M.-T.O.M. (p. 1310).

Deuxième lecture, discussion générale : excès de M. Ukeiwé au Sénat ; exploitation à des fins hexagonales d'une situation rendue difficile ; responsabilité de la presse Hersant ; édi-

torial de l'Express ; utilisation des ethnies les unes contre les autres [25 juillet 1985] (p. 2438) ; ses contacts avec les protestants du pays de Montbéliard ; propos de M. Jean Boissonat dans L'Expansion ; détérioration du climat social ; sur-salaires accordés aux fonctionnaires en Nouvelle-Calédonie (p. 2439).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951)**.

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale* : œuvres post et péri scolaires ; déclarations de M. Juppé ; revue « Presse-actualité » sur l'apprentissage et la lecture du journal ; multiplicité des activités de la ligue de l'enseignement ; associations régionales des œuvres éducatives et de vacances ; centres d'entraînement ; méthodes d'éducation actives ; notion de « socialisation de l'enfant » [29 octobre 1985] (p. 3624) ; impossibilité de séparer l'école du tissu d'associations élargissant son action ; nombre des personnes mises à disposition (p. 3625).

Défense. — *Discussion générale* : esprit de défense ; nécessité d'un effort de vulgarisation ; rôle de l'institut des hautes études de la défense nationale et celui du S.I.R.P.A. [8 novembre 1985] (p. 4186) ; attitude de la presse et de certains responsables militaires (p. 4187).

— **Projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015)**.

Première lecture, discussion générale : organisation de certaines professions en chambre bénéficiant du droit de lever l'impôt et donc de moyens concrets d'expression ; possibilité de représentation des salariés dans les chambres consulaires ; compétence des chambres consulaires [19 novembre 1985] (p. 4460) ; moyens financiers des syndicats ; appréciation du Figaro en 1944 lors de la création des comités d'entreprises (p. 4461).

PINTE (Étienne)

*Député des Yvelines
(5^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652) [J.O. du 28 juin 1985] (p. 7179).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912) [J.O. du 27 juillet 1985] (p. 8571).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (jeunesse et sports) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités du cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096) [J.O. du 8 février 1986] (p. 2297).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome IX : jeunesse et sports (n° 2988) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Mesures de maintien de l'ordre à l'occasion de la visite de M. Gorbatchev** : excès de zèle en ce domaine ; cas de Rénata Lesnik [9 octobre 1985] (p. 2848) ;

— **Politique de la jeunesse et des sports** : baisse des crédits consacrés à la jeunesse ; décision de la régie Renault d'abandonner la formule 1 [13 novembre 1985] (p. 4290) ; considérations de copinage (p. 4291) ;

— **Deuxième carrière des militaires** : obligation pour des milliers d'anciens militaires de quitter leur emploi si le projet de loi relatif au cumul emploi-retraite est adopté ; attitude de la société Marcel Dassault-Bréguet Aviation ; conséquences néfastes de ce texte [4 décembre 1985] (p. 5265) ; problème de la consultation du Conseil supérieur de la fonction militaire (p. 5266).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre (n° 2578).**

Première lecture, discussion générale : conformité de la législation française sur le prix unique avec la réglementation européenne ; soutien à la création littéraire ; bilan de la loi ; évolution du prix du livre ; pratique de rabais déguisés ; interdiction des remises supérieures à 5 % ; marché de la distribution du livre ; attitude des professionnels ; conséquence de la loi de 1981 pour les éditeurs ; diminution des nouveautés et augmentation des rééditions ; restructurations et concentrations dans l'industrie de l'édition ; prises de participation d'entreprises nationalisées ; pénalisation de la création ; conséquences de la loi pour le lecteur ; nécessité de favoriser le redressement de la production littéraire ; création de la commission pour la définition d'une politique du livre ; soutien de la création par des incitations fiscales ; libération du marché [10 avril 1985] (p. 127) ; défis lancés au livre par l'audiovisuel (p. 128).

Deuxième lecture, discussion générale : situation de la politique du livre en Corse ; facturation de la T.V.A. sur les frais de port ; non respect de la législation fiscale ; baisse de certaines remises imposées par l'éditeur ; absence en Corse d'un chargé de mission pour le livre et la lecture [7 mai 1985] (p. 618).

— **Projet de loi relatif à la création d'établissements d'enseignement public (n° 2618).**

Première lecture, discussion générale : remise en cause partielle des lois de décentralisation ; mise en œuvre des préambules des constitutions de 1946 et 1958 [2 mai 1985]

(p. 537) ; respect constant des lois de 1883 et de 1886 ; caractère superfétatoire du texte proposé ; catégories d'établissements publics susceptibles d'être réalisées par l'Etat par substitution aux collectivités locales ; exclusion de l'enseignement supérieur ; nature des dépenses de fonctionnement imposées aux communes ; transfert en toute propriété de l'établissement scolaire que l'Etat aura construit et financé ; critères de création par l'Etat des établissements scolaires publics ; notion de besoin scolaire reconnu ; décision de création d'un établissement scolaire public par l'Etat devant être soumise au double seing du préfet et de l'autorité académique (p. 538).

Discussion de l'article unique : **article unique** : son amendement n° 3 (visant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « enseignement public », à insérer les mots « du premier ou du second degré ») ; exclusion de l'enseignement supérieur du champ d'application de la loi (p. 542) ; rejeté ; caractère fondamental de la gratuité du transfert ; son amendement n° 12 (charge des dépenses de fonctionnement) ; dépenses de fonctionnement entraînées par les collèges et lycées devant demeurer à la charge des départements et régions : rejeté (p. 543) ; répartition des charges de fonctionnement entre les trois collectivités territoriales respectivement compétentes ; son amendement n° 5 (visant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots « lorsqu'il existe un besoin scolaire reconnu ») ; difficulté de l'appréhension de la notion de besoin scolaire reconnu ; délégation de prérogatives exorbitantes au Conseil d'Etat ou au pouvoir réglementaire ; critère d'ouverture et de fermeture d'écoles en fonction du caractère spécifique de chaque type d'établissement public ou privé (p. 544) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 11 (nécessité d'un avis favorable à la réalisation de l'établissement envisagé donné par le représentant du ministre chargé de l'éducation nationale) ; conflit de compétences entre le préfet et les autorités académiques ; rejeté ; **après l'article unique** : son amendement n° 7 (abrogation de la loi du 10 juillet 1903) ; loi de 1903 devenue superfétatoire (p. 545) ; rejeté (p. 546).

Explications de vote : rejet de plusieurs amendements qui ne remettaient pas en cause l'esprit du texte ; abstention du groupe R.P.R. (p. 546).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion générale : nombreuses dispositions incluses dans le D.D.O.S. justifiant le dépôt d'un projet de loi distinct ; lutte contre la discrimination ; légalisation d'une procédure d'agrément préalable pour l'adoption internationale ; non parution des décrets d'application concernant la procédure relative à l'adoption des enfants français [23 mai 1985] (p. 1094) ; problème du parrainage ; renforcement de la protection sociale des personnes divorcées pour rupture de la vie commune ; cas de l'insolvabilité de l'époux ayant à charge la cotisation d'assurance ; notion de secteur psychiatrique consacrée par le projet ; définition d'un statut commun des personnels psychiatriques ; usage professionnel du titre de psychologue réservé aux titulaires de certains diplômes ; ses observations sur la validation des résultats d'un concours annulé par le Conseil d'Etat ; incompatibilité de certaines conventions collectives avec les lois en matière de retraite (p. 1095).

Discussion des articles : **après l'article 1^{er}** : non versement de la pension de reversion en cas de fautes graves du conjoint divorcé ou séparé de corps (p. 1106) ; **article 2** : délivrance de l'agrément par le président du Conseil général au vu du rapport du service de l'aide sociale à l'enfance (p. 1109) ; **après l'article 3** : problème du régime spécial des associations créées dans les départements d'Alsace-Lorraine ; impossibilité d'obtenir la reconnaissance d'utilité publique (p. 1110) ; existence d'une différence de traitement entre les couples mariés et ceux qui ne le sont pas (p. 1111) ; **après l'article 4** : possibilité donnée aux enfants légitimes de porter le nom patronymique de leur mère ; établissement d'une égalité de traitement fiscal entre les couples mariés et non mariés (p. 1112) ; **article 5** : son amendement n° 159 (de suppression) ; sectorisation constituant une orientation fondamentale de la politique psychiatrique du Gouvernement ; souhaite le dépôt d'un projet de loi d'orientation sur la politique psychiatrique ; absence d'harmonisation des statuts des personnels ; absence de disposition concernant le secteur extra-hospitalier (p. 1113) ; dépôt imminent d'un

projet de loi d'ensemble justifiant le renvoi de l'examen des dispositions de l'article 5 ; rejeté (p. 1114) ; son amendement n° 98 (insérant le mot « conforme » dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 326 du code de la santé publique après les mots « après avis ») ; opportunité de renforcer les pouvoirs du Conseil départemental de santé mentale ; rejeté (p. 1115) ; **article 7** : son amendement n° 99 (complétant le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article par les mots : « depuis au moins cinq ans à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ») (p. 1123) ; existence d'une discrimination entre les psychologues ayant suivi un cursus universitaire et les psychologues fonctionnaires de l'Etat ; instauration d'une passerelle et d'équivalences ; estime que l'amendement n° 89 de M. Jean-Pierre Sueur conduit à une reconnaissance automatique du titre de psychologue à qui exerce ce métier (p. 1124) ; rejeté ; autorisation administrative reconnaissant le titre de psychologue en l'absence des conditions requises (p. 1125) ; **article 8** : son amendement n° 158 (de suppression) ; création d'une discrimination entre médecins hospitaliers du secteur public et médecins hospitaliers du secteur privé ; risque de demandes reconventionnelles des autres catégories de personnel hospitalier ; problème du forfait hospitalier des adultes handicapés ; rejeté ; son amendement n° 100 (tendant à supprimer le mot « public » dans la première phrase du premier alinéa de cet article) ; extension des mêmes avantages aux médecins hospitaliers du secteur privé ; coût de l'hospitalisation privée ; rejeté (p. 1126) ; **article 10** : validation législative aboutissant à soustraire du contrôle juridictionnel des actes administratifs irréguliers ; fonctionnement des services publics et déroulement des carrières justifiant la validation ; nombre de concours validés par le Parlement en un an (p. 1128) ; **avant l'article 11** : clarification des traitements réservés aux couples par les régimes fiscaux, familiaux et sociaux (p. 1129) ; **article 11** : son amendement n° 102 (substituant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article aux mots « l'autorité compétente pour arrêter la tarification des prestations » les mots « le représentant de l'Etat dans le département ») ; devenu sans objet ; son amendement n° 103 (substituant à la fin de l'avant-dernier alinéa du paragraphe I de cet article aux mots « à l'autorité compétente » les mots « au représentant de l'Etat dans le département ») ; devenu sans objet (p. 1130) ; son amendement n° 151 : devenu sans objet (p. 1131) ; **article 16** : son amendement n° 104 (insérant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 191-2 du code de la sécurité sociale les mots « en même temps et » après les mots « est désigné ») ; devenu sans objet (p. 1134) ; **article 18** : pouvoir exorbitant du droit commun conféré au juge ; problème de la carence des assesseurs ; respect de la collégialité de la décision ; son amendement n° 155 : devenu sans objet (p. 1136) ; **après l'article 23** : son amendement n° 105 (prévoyant que nul assuré ne peut être mis à la retraite entre soixante et soixante-cinq ans s'il ne justifie pas d'une durée minimale d'assurance de 150 trimestres) ; incompatibilité entre certaines conventions collectives et la législation en vigueur ; cas de personnes obligées de prendre leur retraite alors qu'elles souhaitent continuer à travailler pour bénéficier d'une retraite à taux plein (p. 1137) ; rejeté (p. 1138) ; **après l'article 28** : son amendement n° 106 (précisant que seul l'employeur de moins de dix salariés peut se garantir par une assurance personnelle contre les conséquences des accidents du travail survenus à la suite d'une faute inexcusable) ; atténuation partielle de la responsabilité pécuniaire des chefs des petites entreprises artisanales en cas de faute inexcusable ; absence de préposés ; inégalité de traitement avec les chefs des grandes entreprises (p. 1142) ; rejeté (p. 1143).

Deuxième lecture, discussion générale : critique les conditions dans lesquelles le Gouvernement dépose ses amendements ; protection de l'enfance maltraitée ; régime financier des établissements et des services sociaux et médico-sociaux ; possibilité pour l'employeur de se garantir par une assurance personnelle contre les conséquences d'accidents survenus à la suite d'une faute inexcusable ; suppression de l'extension aux discriminations fondées sur les mœurs ; validation de décisions individuelles déclarées illégales par le Conseil d'Etat ; adoption d'une série d'articles additionnels relatifs aux ordres professionnels ; suppression de tout financement réel [26 juin 1985] (p. 2026) ; droit à pension des personnes intégrées dans la magistrature ; enseignement primaire et secondaire à Wallis-et-Futuna ; respect des droits du Parlement (p. 2027).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 105 (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe I-A de cet article, après les mots : « de son sexe », les mots : « de son comportement personnel s'il ne constitue pas un attentat aux mœurs ») ; notion de mœurs apparaissant subjective et imprécise (p. 2029) ; banalisation des causes de discrimination ; cas des homosexuels ; devenu sans objet (p. 2030) ; **article 6** : condition de nationalité pour exercer les professions de masseur-kinésithérapeute (p. 2034) ; **article 8** : son amendement n° 91 (de suppression) ; discrimination entre hospitalisation publique et hospitalisation privée ; création de discrimination entre médecins d'un même hôpital ; rejeté (p. 2035) ; **après l'article 8** : inadaptation d'un texte portant D.D.O.S. pour réformer les ordres professionnels (p. 2036) ; **article 11** : renforcement des tutelles pesant sur les institutions sociales ou médico-sociales ; extension des possibilités d'imputation de dépenses extraordinaires à des cas de force majeure ; application de l'article 40 de la Constitution [27 juin 1985] (p. 2052) ; risque de restriction des possibilités d'action des associations face aux événements extérieurs ; décision dépendant de deux autorités distinctes (p. 2053) ; **après l'article 23 septies** : accueil des professionnels étrangers quelle que soit leur spécialité ; nécessité d'appartenir à la Communauté européenne ou d'être citoyen d'un Etat ayant signé un accord de réciprocité (p. 2056) ; **article 27 A** : responsabilité du seul chef d'entreprise dans les petites entreprises pour une éventuelle faute inexcusable ; discrimination entre les grandes entreprises et les petites ; limitation de la possibilité de garanties aux entreprises de moins de dix salariés ; ses amendements n° 93 et n° 94 : devenus sans objet (p. 2060) ; **article 47 o** : introduction de nouvelles dispositions non prévues par les partenaires sociaux (p. 2068) ; **après l'article 34** : cas où le délai séparant la fin du contrat d'apprentissage et le service militaire est légèrement supérieur à un an (p. 2071) ; **article 69** : impact financier de l'amendement n° 90 de la commission (p. 2077).

Troisième lecture, discussion générale : disparité des mesures proposées dans les D.D.O.S. ; difficulté du dialogue entre les ordres professionnels et le Gouvernement [29 juin 1985] (p. 2273).

Discussion des articles : **articles 8 septies** : absence de concertation concernant les experts comptables (p. 2281).

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652).**

Première lecture, discussion générale : actualisation de la réglementation ; terme « mutuelle » recouvrant une réalité diversifiée ; différence de traitement concernant les devoirs des mutuelles et des sociétés d'assurance [28 mai 1985] (p. 1198) ; reconnaissance d'une capacité juridique complète pour les groupements mutualistes ; allègement de la tutelle administrative ou syndicale ; substitution du contrôle *a posteriori* au contrôle *a priori* ; nécessité de favoriser le regroupement des sociétés mutuelles ; élargissement du champ d'intervention des mutuelles aux contrats de groupe ; inégalité des mutuelles et des compagnies d'assurance au regard de la concurrence ; alignement des conditions d'intervention ; opportunité de remettre en cause le statut de certaines mutuelles qui s'apparentent par leurs activités aux sociétés d'assurance ; ses observations sur l'amendement de la commission visant à imposer un changement de dénomination aux sociétés d'assurance mutuelle ; remise en cause de la propriété commerciale ; intervention des sociétés d'assurance mutuelle dans le domaine de la santé (p. 1199) ; nombre des sociétés d'assurance ayant une forme mutualiste ; recours à l'assurance volontaire pour le complément de couverture ; concurrence offrant aux assurés sociaux la liberté de choix ; amendement de la commission apparaissant inconstitutionnel ; inclusion du nom commercial dans le patrimoine ; protection constitutionnelle de la propriété par la décision du Conseil constitutionnel du 5 janvier 1982 ; nécessité de prévoir une meilleure protection des consommateurs mutualistes (p. 1200).

Discussion des articles : **article 1^{er} et code annexé** : **article L. 122-3 du code de la mutualité** : son sous-amendement n° 77 à l'amendement n° 15 de la commission (insérant dans cet amendement les mots « couvrant l'assurance complémentaire maladie et » après les mots « les organismes ») (p. 1209) ; introduction d'une disposition relative au statut des sociétés d'assurance mutuelle dans un texte portant sur le code de la mutualité ; réglementation actuelle

assurant l'information des usagers ; problème de la constitutionnalité de l'amendement n° 15 ; légalité en matière de propriété commerciale ; coût de la modification (p. 1210) ; rejeté (p. 1211) ; *article L. 125-4 du code de la mutualité* : élection des représentants du personnel au Conseil d'administration des mutuelles ; *article L. 125-5 du code de la mutualité* : son amendement n° 78 (supprimant l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; allègement de la tutelle administrative ; cas des délibérations de l'assemblée générale portant sur l'allocation d'indemnités aux administrateurs ; rejeté ; son amendement n° 79 (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; non opportunité de prévoir une délibération spécifique de l'assemblée générale en matière d'allocation d'indemnités aux administrateurs ; rejeté ; son amendement n° 80 (prévoyant que les militants élus et délégués locaux des mutuelles peuvent bénéficier des mêmes dispositions que les administrateurs des mutuelles) ; allocation par l'assemblée générale d'indemnités à d'autres représentants d'élus ou délégués locaux des mutuelles (p. 1215) rejeté (p. 1216) ; *article L. 125-7 du code de la mutualité* : son amendement n° 81 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) : rejeté (p. 1221) ; *article L. 125-9 du code de la mutualité* : son amendement n° 82 (précisant qu'un décret en Conseil d'Etat définit la présentation d'une opération pratiquée par un organisme régi par le présent code) ; autorisation du personnel à pratiquer le démarchage ; rejeté ; *article L. 125-10 du code de la mutualité* : son amendement n° 83 (substituant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code aux mots « la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 » le mot « décret ») ; nomination des commissaires aux comptes ; spécificité du système mutualiste ; existence de commissions de contrôle (p. 1222) ; rejeté (p. 1223) ; *article L. 211-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 84 (complétant le texte proposé pour cet article du code par l'alinéa suivant : « le comité d'entreprise ne peut s'opposer à leurs décisions ») ; non suppression des liens entre les mutualités d'entreprise et les comités d'entreprise ; devenu sans objet (p. 1224) ; *article L. 311-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 85 (complétant le deuxième alinéa (a) du texte proposé pour cet article du code par les mots : « et notamment les règles de constitution de provisions techniques ») ; détermination des règles de sécurité financière relatives aux engagements des mutuelles ; constitution de provisions techniques ; problème de la sécurité financière en matière de court et moyen terme ; rejeté (p. 1228) ; *article L. 321-1 du code de la mutualité* : son amendement n° 86 (couverture des risques vieillesse, accidents, invalidité et vie-décès au profit des participants par une caisse autonome mutualiste) ; projet donnant trop d'importance à la caisse nationale de prévoyance ; élargissement à d'autres organismes ; rejeté (p. 1229) ; *article L. 531-5 du code de la mutualité* : son amendement n° 87 (complétant le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots : « après avis de la section permanente du Conseil supérieur de la mutualité ») : retiré ; **article 2** : son amendement n° 75 (substituant aux mots « d'un an » les mots « de deux ans ») ; hypothèse où le changement de dénomination serait définitivement acquis ; délai nécessaire à la mise en conformité des mutuelles avec la loi (p. 1236) ; rejeté (p. 1237) ; **après l'article 4** : son amendement n° 76 (régime fiscal des contrats garantissant la couverture des risques de maladie souscrits auprès des organismes régis par le code de la mutualité) ; concurrence entre les sociétés d'assurance mutuelle et les mutuelles ; harmonisation des régimes fiscaux ; inégalité de droit en matière de risque maladie ; contrats collectifs continuant à bénéficier de l'exonération de l'article 998 du code général des impôts ; (rejeté (p. 1239).

Explications de vote : déréglementation ; allègement de la tutelle des administrations ; élargissement des compétences des mutuelles ; respect de l'égalité des citoyens ; respect de la dénomination des sociétés d'assurance mutuelle ; abstention du groupe R.P.R. (p. 1241).

Deuxième lecture, discussion générale : actualisation des dispositions régissant la mutualité ; élargissement de ses compétences ; réforme des sociétés d'assurance mutuelle relevant du code des assurances ; relations entre les différents participants de la protection sociale complémentaire ; protection de la raison sociale des mutuelles d'assurances ; défense des mutualistes [24 juin 1985] (p. 1894).

Discussion des articles : **article 1^{er} et code annexé** : *article L. 122-3 du code de la mutualité* : ouverture d'autres

possibilités d'intervention et d'action aux mutuelles ; atteinte à la propriété commerciale ; application à des organismes relevant du code des assurances ; remise en cause de la concurrence (p. 1897) ; *article L. 124-8 du code de la mutualité* : prise en compte de la spécificité de la gestion des sociétés mutualistes par le nouveau plan comptable applicable aux mutuelles ; comparaison entre les bilans des sociétés d'assurance mutuelle et les bilans des sociétés mutualistes (p. 1898) ; *article L. 321-1 du code de la mutualité* : couverture des sociétés mutualistes auprès de la caisse des dépôts ; *article L. 321-4 du code de la mutualité* : importance des dispositions relatives à la marge de solvabilité des sociétés mutualistes (p. 1901) ; **article 2** : délai accordé aux sociétés d'assurance mutuelle pour se mettre en conformité avec la loi ; coût de cette disposition (p. 1903) ; **article 7** : ses observations sur la position du Rapporteur sur les amendements instituant la concurrence (p. 1904).

— **Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).**

Commission mixte paritaire, discussion des articles : **article 50** : application de certains articles dès la promulgation de la loi [26 juin 1985] (p. 2022).

Son rappel au règlement : conditions d'examen du texte relatif aux congés de conversion ; modification des conditions de licenciement pour raisons économiques [11 juillet 1985] (p. 2372) ; observations du Rapporteur sur les délais d'examen du texte (p. 2373).

— **Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912).**

Première lecture, discussion générale : empiètement sur le domaine de la politique contractuelle ; échec de la négociation sociale ; rigidité de la législation du travail ; opportunité de privilégier les accords d'entreprise ; redéfinition du rôle des principaux acteurs ; détérioration du climat social [11 juillet 1985] (p. 2380) ; intervention du Gouvernement dans une négociation en cours ; blocage du dialogue social ; maintien de l'autorisation administrative du licenciement ; problème de la qualification juridique du contrat de travail maintenu durant le temps de la convention ; champ d'application du dispositif mis en œuvre ; nombre des licenciés susceptibles d'être intéressés ; exclusion des P.M.E. du champ d'application de la loi ; question du contenu et de la qualité de la formation dispensée (p. 2381) ; politique de lutte contre le chômage menée par le Gouvernement ; nombre mensuel de licenciements économiques (p. 2382).

Deuxième lecture, discussion générale : accord conventionnel du 11 juillet 1985 dans le cadre des négociations sur l'U.N.E.D.I.C. ; opportunité d'une nouvelle saisine des partenaires sociaux du dossier des congés de conversion ; problème de la crédibilité de l'engagement de l'Etat ; signature d'une convention entre l'entreprise Citroën et l'Etat dans le cadre du F.N.E. ; accord de la C.G.C. à la convention ; niveau de la prise en charge par l'Etat de la cotisation minimum obligatoire pour les régimes de retraite complémentaire [25 juillet 1985] (p. 2406) ; risque d'apparition d'un traitement des licenciements économiques à deux vitesses ; disparité des conventions F.N.E.-Citroën et F.N.E.-Renault (p. 2407).

Discussion des articles : **après l'article 4** : risque de demande reconventionnelle émanant d'autres catégories sociales ; opportunité de déposer un amendement englobant tous les cas particuliers (p. 2411).

— **Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés (n° 2920).**

Première lecture, discussion générale : insuffisance des solutions législatives ou réglementaires ; textes ne concernant pas les retraites complémentaires ; nombre des bénéficiaires potentiels ; possibilité de rachat des cotisations nécessaires avec l'aide de l'Etat ; prise en compte des personnes à charge dans les fixations du barème appliqué ;

rapatriés d'Algérie ; établissement de la qualité de salariés ; cas des anciens agents des services publics concédés et assimilés d'Afrique du Nord [7 octobre 1985] (p. 2713-2714).

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955).**

Première lecture, discussion générale : atteintes portées à la liberté du travail ; caractère facultatif du départ en retraite ; caractère dissuasif du dispositif ; projet dissuadant les entreprises d'embaucher un cadre de cinquante-cinq ans ; cas des cadres supérieurs des autres pays membres de la C.E.E. travaillant en France ; interdiction de certains cumuls [7 octobre 1985] (p. 2727) ; définition des « revenus abusifs » ; notion de « cumulard » ; imposition des contribuables sur l'ensemble de leurs revenus au titre de l'I.R.P.P. ; assujettissement de certains contribuables à un impôt de solidarité supplémentaire ; hypothèse de la suspension du service de la pension ; nombre des cotisants à la contribution de solidarité créée par l'ordonnance du 30 mars 1982 ; dispositif privant les entreprises d'un potentiel intellectuel et humain indispensable à l'économie ; rigidification de l'emploi ; utilité du cumul dans la fonction publique ; situation particulière des anciens militaires ; nombre des militaires intéressés par le projet (p. 2728) ; rupture du contrat moral passé entre l'armée et ses cadres ; dimension psychologique du projet (p. 2729).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er} :** son amendement n° 17 (insérant l'article suivant : « I. L'alinéa 1^{er} de l'article 4 de l'ordonnance du 30 mars 1982 est complété par les mots suivants : « à l'exception de ceux ayant encore un ou plusieurs enfants à élever et de ceux ayant un ou plusieurs handicapés à charge ») ; exclusion du champ d'application du projet de loi des personnes ayant à leur charge un ou plusieurs enfants ou des enfants ou parents handicapés ; rejeté (p. 2738) ; **après l'article 7 :** problème de l'interconnexion entre les différents fichiers informatiques des organismes gestionnaires ; **article 8 :** son amendement n° 15 (substituant à la fin de cet article aux mots « 1^{er} janvier 1986 » les mots « 1^{er} janvier 1987 ») ; report d'un an de la date d'application du texte ; prise en compte des effets de la loi dans les plans de recrutement des cadres ; rejeté (p. 2742).

Deuxième lecture, discussion générale : abandon de la retraite constituant un péage ; versement d'une contribution de solidarité ; cotisation à l'Unedic par l'employeur ; circulaire publiée par la société des avions Marcel Dassault [6 décembre 1985] (p. 5470) ; suppression de la possibilité de choix ; opportunité de prévoir que toute personne de plus de soixante ans paie une contribution de solidarité quelle que soit l'origine de ses revenus ; projet de loi dirigé contre les militaires retraités ; non soumission à l'avis du Conseil supérieur de la fonction militaire ; situation du sous-officier dont la retraite est supérieure au S.M.I.C. ; montant de la contribution de solidarité (p. 5471) ; exonération des artistes ayant atteint l'âge de soixante ans ; report de la date d'application du texte ; démission ou licenciement donnant lieu à préavis ; charges nouvelles supportées par les entreprises (p. 5472).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** ses observations sur l'amendement n° 5 du Gouvernement ; **après l'article 1^{er} :** son amendement n° 1 (activités entraînant l'affiliation au régime général de sécurité sociale en application de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale) ; son amendement n° 6 (activités artistiques) ; exonération partielle des comédiens ; obligation pour certains artistes de poursuivre leur carrière au-delà de soixante ans ; déroulement d'une carrière d'artiste (p. 5473) ; amendement n° 1 : rejeté ; amendement n° 6 : retiré (p. 5474) ; **article 8 :** son amendement n° 2 (substituant à la fin de cet article aux mots : « le 1^{er} janvier 1986 », les mots : « six mois après la publication de ce décret ») ; report de l'entrée en vigueur du texte au 1^{er} juillet 1986 ; préavis prévu par les conventions collectives relatives au licenciement ou au départ volontaire ; rejeté (p. 5475).

Troisième lecture, discussion générale : limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité ; situation des artistes et des « cumulards » ayant encore des personnes à charge ; cas des personnes se trouvant

obligées, à la suite d'un divorce, de verser une pension alimentaire dont le montant est fixé par décision de justice [17 décembre 1985] (p. 6246) ; montant de la pension alimentaire (p. 6247).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : montant du budget ; programme « vacances pour tous les jeunes » ; temps libre et éducation populaire ; aménagement des rythmes scolaires ; loto sportif [8 novembre 1985] (p. 4127) ; suppression de la taxe spéciale sur les billets d'entrée ; fonds national de développement du sport ; crédits en faveur de la jeunesse (p. 4128).

— **Projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015).**

Première lecture, discussion générale : motifs de la méfiance de l'opposition en 1982 ; caractère bénéfique du droit d'expression sur la marche de l'entreprise ; rôle des « cercles de qualité » [19 novembre 1985] (p. 4453) ; bilan quantitatif de l'application de la loi ; délais de réponse aux questions posées lors de l'exercice du droit d'expression ; élargissement du nombre d'entreprises sujettes à l'obligation de négocier ; extension du champ de compétences de l'expression des salariés ; charges financières pour les P.M.E. résultant de l'exercice du droit d'expression ; caractère néfaste de l'obligation de négocier ; approbation par le R.P.R. de la mesure prévoyant les conditions spécifiques d'exercice du droit à l'expression prises en faveur du personnel d'encadrement exerçant des responsabilités hiérarchiques ; nécessité de maintenir la liberté de négocier pour les entreprises employant moins de 200 salariés (p. 4454) ; droit d'expression devant s'insérer dans l'histoire de la participation (p. 4455).

Discussion des articles : **article 1^{er} — article L. 461-2 du code du travail :** son amendement n° 28 (paiement comme temps de travail du temps consacré à l'expression) : adopté ; **article L. 461-3 du code du travail :** son sous-amendement n° 29 à l'amendement n° 3 de la commission (tendant au début de cet amendement après les mots « à l'article L. 461-1 » à insérer les mots « occupant au moins 200 salariés ») (p. 4464) ; nécessité de maintenir la liberté de négocier dans les entreprises dont les effectifs comptent entre 50 et 200 salariés : rejeté ; son amendement n° 30 (obligation pour les entreprises et organismes mentionnés à l'article L. 461-1 occupant au moins 200 salariés et ne disposant pas d'un accord sur le droit d'expression d'engager une fois tous les deux ans une négociation en vue de la conclusion d'un tel accord) ; nécessité d'établir une certaine souplesse dans la réglementation de la négociation des accords (p. 4465) ; rejeté ; son amendement n° 31 (consultation par le chef d'entreprise du comité d'entreprise ou des délégués du personnel dans les entreprises occupant moins de 200 salariés et qui ne disposent pas d'un accord sur le droit d'expression) : devenu sans objet (p. 4466) ; **article 2 :** — **article L. 461-5 du code du travail :** son amendement n° 32 (rôle du personnel d'encadrement dans la mise en œuvre de la procédure d'expression devant constituer l'un des objets de la négociation) ; place prise par l'encadrement dans l'animation des groupes de réflexion ou d'expression ; rejeté ; son amendement n° 33 (tendant dans le quatrième alinéa, 3°, du texte proposé pour cet article du code du travail à substituer aux mots « émanant des groupes » les mots « résultant de l'expression des salariés ») ; nécessaire élargissement du droit d'expression aux sous-groupes ; rejeté (p. 4469).

Explications de vote : importance de la liberté de négocier ; abstention du groupe R.P.R. (p. 4470).

Deuxième lecture, discussion générale : attachement du groupe R.P.R. à la liberté d'expression des salariés dans l'entreprise ; regrette que la Haute assemblée ait maintenu l'obligation de négociation pour les entreprises de plus de 200 salariés ; sanctions encourues par l'employeur refusant de consulter le comité d'entreprise en l'absence d'accord ou qui refuserait d'engager la négociation [18 décembre 1985] (p. 6357).

Discussion des articles : **article 2 :** obligation de négocier et effet de seuil n'incitant pas les petites et moyennes entreprises à parvenir à un accord sur le droit d'expression des salariés (p. 6358).

— **Déclaration du Gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs et débat sur cette déclaration (n° 3148).**

Discussion : résultats médiocres obtenus en matière de protection sociale ; amalgame réalisé entre le droit des salariés et la protection sociale ; termes de travailleurs et de salariés ; primauté de l'intérêt de la classe sur celui de l'individu [3 décembre 1985] (p. 5209) ; désorganisation de l'entreprise et aggravation des charges ; défense des salariés et défense des intérêts dans l'entreprise qui les emploie ; caractère négatif de la réalité en ce qui concerne le marché du travail ; nécessité de donner plus de souplesse à la gestion de l'entreprise et de développer la négociation collective ; appel des partenaires sociaux à contribuer à l'effort de renouveau (p. 5210) ; généralisation de la participation de l'intéressement des salariés à la gestion de l'entreprise ; illusion consistant à clamer que les acquis sociaux de la gauche depuis 1981 sont sans équivalence dans l'histoire sociale de notre pays ; revirement dans la politique entreprise par la gauche depuis 1981 ; politique de régression sociale ; déficit prévisionnel des comptes de sécurité sociale pour 1986 (p. 5211) ; menaces pesant sur le système de protection sociale ; croissance des dépenses par rapport au produit intérieur brut ; nécessité d'actualiser les textes régissant la sécurité sociale et de moderniser les structures ; proposition d'un budget social annuel prévisionnel ; nécessité de la coexistence d'un système de protection de maladie obligatoire et d'un système d'assurance maladie complémentaire de nature optionnelle ; conservation du système de retraite par répartition pour le régime général (p. 5212).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion générale : conclusion d'alliances syndicales inattendues sur ce texte ; ère des grandes manœuvres syndicales et politiques ; rejet d'un projet de loi qui ne respecte pas la liberté de négociation des partenaires sociaux [4 décembre 1985] (p. 5303) ; projet de loi relatif aux congés conversion ; droit d'expression des salariés dans l'entreprise ; pratique d'un double langage par le Gouvernement ; texte mort-né ; volonté de l'opposition de supprimer les textes législatifs et réglementaires qui étouffent la liberté de dialogue ; projet qui ne résoudra pas le problème du chômage ; ordonnance du 16 janvier 1982 ; problème des majorations pour heures supplémentaires ; exclusion des accords d'entreprise ou d'établissement ; contradiction de ce projet avec l'esprit de l'article L. 132-27 du code du travail obligeant les entreprises à engager chaque année une négociation collective sur la durée effective et sur l'organisation du temps de travail ; obligation pour les entreprises de baisser la durée hebdomadaire du travail si elles veulent moduler leurs horaires (p. 5304) ; définition des heures supplémentaires ; allègement des coûts des entreprises ; nécessité pour résorber le chômage de diminuer le coût du travail par unité produite ; nécessité de traiter ce problème au sein même de l'entreprise ; action pour débloquer les verrous de l'emploi (p. 5305).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 15 (référence à un accord collectif d'entreprise ou d'établissement) : non soutenu [7 décembre 1985] (p. 5573) ; son amendement n° 16 (référence à un accord collectif d'entreprise ou d'établissement) : non soutenu (p. 5609) ; **article 2** : — *article L. 212-8-3 du code du travail* : son amendement n° 17 (tendant à supprimer le texte proposé pour cet article du code du travail) : non soutenu [8 décembre 1985] (p. 5653).

— **Projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013).**

Première lecture, discussion générale : financement du congé de formation ; convention internationale du travail n° 140 ; principe de rémunération de ce congé ; charges des entreprises ; crainte que les entreprises soient les seules à financer les congés syndicaux ; renvoi du financement des stages à la négociation et aux partenaires sociaux ; monopole des organisations nationales dites représentatives [13 décembre 1985] (p. 6178) ; exclusion de certaines organisations du champ d'application de ce projet ; globalisation du congé ; définition juridique de la notion de salariés appelés à exercer des responsabilités syndicales ; intérêt des accords réalisés dans le cadre de l'entreprise (p. 6179).

Discussion des articles : **article 3** : hypothèse où il n'existerait aucune organisation syndicale dite représentative au niveau national ; état du syndicalisme français (p. 6183) ; son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 3 de la commission (précisant que la durée du congé peut être portée à 18 jours pour les animateurs des stages et sessions et pour les salariés appelés à exercer des responsabilités syndicales) ; son sous-amendement n° 19 à l'amendement n° 3 de la commission (définition par décret au Conseil d'Etat des responsabilités syndicales visées par le présent article) ; estime que tout salarié est potentiellement appelé à exercer des responsabilités syndicales ; son sous-amendement n° 18 : rejeté ; création de deux catégories, celle des salariés ordinaires et celle des salariés qui ont des responsabilités d'animateurs de sessions de formation (p. 6184) ; son sous-amendement n° 19 : rejeté ; nécessité de préciser que l'entreprise n'aura pas à supporter de charges supplémentaires (p. 6185) ; existence d'une limite de dix salariés en-deçà de laquelle le financement des congés n'est pas pris sur le contingent de la formation professionnelle (p. 6186).

Deuxième lecture, discussion générale : maintien du monopole au profit des organisations syndicales représentatives au niveau national ; exclusion des syndicats représentatifs au niveau professionnel ou interprofessionnel ; négociations sur le financement des congés ; inadaptation du texte à la réalité du monde social dans l'entreprise ; notion de représentativité [17 décembre 1985] (p. 6249).

Son rappel au règlement : périodicité des négociations sur l'aménagement du temps de travail ; niveau des négociations ; nécessité d'instituer une liberté de négocier avec tous les représentants des salariés ; obstination du Gouvernement se situant en dehors des véritables préoccupations des Français [27 février 1986] (p. 30).

PISANI (Edgard)

Ministre de la Nouvelle-Calédonie.

NOMINATIONS

Est nommé ministre de la Nouvelle-Calédonie (Gouvernement de M. Laurent Fabius) ; décret du 21 mai 1985 [J.O. du 22 mai 1985] (p. 5742).

Fin de ses fonctions de ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie ; décret du 15 novembre 1985 [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13319).

DEPOTS

Projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [14 novembre 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Gabriel Kasperit : Nouvelle-Calédonie** : débat sur la loi relative à l'évolution de la Nouvelle-Calédonie ; compétence du Gouvernement pour légiférer par voie d'ordonnances ; rappelle que 60 % de la population calédonienne s'est prononcée en faveur du maintien dans la République [2 octobre 1985] (p. 2562) ;

— **M. Robert Le Foll : résultats électoraux en Nouvelle-Calédonie** : mise en place des institutions ; présentation de la politique mise en place par voie d'ordonnances [2 octobre 1985] (p. 2563-2564) ;

— **M. Gabriel Kasperit : situation en Nouvelle-Calédonie** : estime que l'ordre public n'est pas encore totalement rétabli [6 novembre 1985] (p. 3984) ; rappelle que les incidents les plus nombreux ont eu lieu à Nouméa (p. 3985) ;

— **M. Gabriel Kasperit : situation en Nouvelle-Calédonie** : problème d'ordre public à Nouméa [13 novembre 1985] (p. 4290).

orales sans débat de :

— **M. Jean Royer (n° 856) : fabrication et usage de l'éthanol** : rôle de la commission consultative pour la production de carburants de substitution ; excédents de

l'agriculture européenne [14 juin 1985] (p. 1694) ; valeur des sous-produits ; pollution des villes (p. 1695) ;

— **M. André Lajoie (n° 857) : filière aluminium-lithium** : intérêt de l'alliage aluminium-lithium ; étude sur l'équilibre financier de l'exploitation d'Echassières ; prochaine décision du Gouvernement [14 juin 1985] (p. 1696) ;

— **M. Pierre-Bernard Cousté (n° 852) : flexibilité de l'emploi** : nombre de personnes actives en France ; seuil au delà duquel la croissance est créatrice d'emploi ; existence d'une certaine flexibilité en France ; emploi à temps partiel ; nécessaire flexibilité [14 juin 1985] (p. 1698) ;

— **M. Gilbert Gantier (n° 859) : anciens médecins hospitalo-universitaires** : impossibilité du ministre d'apporter une réponse parfaitement circonstanciée à la question [14 juin 1985] (p. 1699).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : contenu du concept d'indépendance-association [29 mai 1985] (p. 1268) ; s'interroge sur l'inscription fréquente de la Nouvelle-Calédonie à l'ordre du jour du Parlement ; déséquilibre existant entre Nouméa et la brousse ; territoire vivant au-dessus de ses moyens ; part des transferts en provenance de la métropole dans le P.N.B. néo-calédonien ; sélectivité des efforts financiers accomplis par la France en Nouvelle-Calédonie ; structures de l'assemblée territoriale ; revendications indépendantistes n'apparaissant que dans les dernières années de la décennie 70 ; affirmation des droits du peuple mélanésien lors de la réunion de Nainville-les-Roches ; concept d'indépendance-association (p. 1269) ; structures ethniques de la population calédonienne ; objectif de l'indépendance-association ; motivations fondant le système transitoire de la régionalisation ; justification du choix de quatre régions ; approche gouvernementale reposant sur des motifs plus économiques que coutumiers ; problème de la représentation des différentes régions (p. 1270) ; compétences et ressources des régions ; prise en compte du développement par des contrats de programme État-région ; autonomie actuelle favorisant le développement de l'agglomération de Nouméa ; ses observations sur l'érection de Nouméa en port-franc (p. 1271) ; institution d'un système de contrôle des médias ; problème de la concentration des bureaux de vote dans les chefs-lieux de commune (p. 1272) ; demande à M. François d'Aubert s'il cite ou s'il paraphrase sa déclaration (p. 1283) ; refus du dialogue par le Gouvernement du territoire ; ses observations sur le déroulement des événements du 8 mai 1985 ; impossibilité de mettre en cause la police judiciaire [30 mai 1985] (p. 1314) ; pourcentage de votes indépendantistes ; indépendance apparaissant comme inéluctable ; compatibilité des notions de communauté et d'indépendance ; construction de l'indépendance par le canal de la Constitution ; ses observations sur « l'accueil canaque » (p. 1315).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : non opportunité d'utiliser le terme de référendum ; article 53 de la Constitution ; définition du concept de « population intéressée » par une loi ; opportunité de l'expression « période transitoire » ; problème de la « garantie des garanties » (p. 1327) ; **article 2** : découpage du projet fondé sur des réalités économiques (p. 1330) ; **après l'article 3** : son sous-amendement n° 65 à l'amendement n° 12 de la commission (substitution des membres du congrès du territoire aux conseillers territoriaux pour l'application de l'ordonnance du 4 février 1959) ; prise en compte des conditions de participation à l'élection des sénateurs : adopté ; **article 4** : son amendement n° 71 : devenu sans objet (p. 1333) ; **article 5** : situation dans les petits départements métropolitains (p. 1334) ; **après l'article 5** : application au territoire des règles relatives au vote par procuration (p. 1335) ; **article 6** : caractère non acceptable de la délibération du F.L.N.K.S. ; réaction des jeunes mélanésiens aux obligations militaires ; son sous-amendement n° 72 à l'amendement n° 15 de la commission (précisant que le mot « département » doit être compris comme correspondant au mot « région » pour l'élection au Conseil de région et au congrès du territoire) ; son sous-amendement n° 66 à l'amendement n° 15 de la commission (inscription sur les listes électorales aux conditions prévues aux articles L. 31 et L. 35 du code électoral

des électeurs non inscrits sur la liste électorale arrêtée le 28 février 1985) ; son sous-amendement n° 67 à l'amendement n° 15 de la commission (précisant que les opérations se font en présence d'un membre de la commission de contrôle des opérations de vote (p. 1336) ; faculté pour l'assemblée régionale de choisir d'autres chefs-lieux de canton après son installation ; son sous-amendement n° 72 : adopté ; procédure permettant au juge d'instance d'inscrire sur les listes électorales les fonctionnaires, les militaires et les nouveaux majeurs (p. 1337) ; vérification par la commission de contrôle ; son sous-amendement n° 66 : adopté ; nécessité d'empêcher les manipulations et les fraudes lors du rassemblement et du transport des urnes ; son sous-amendement n° 67 : adopté ; contrôle des opérations de vote par la commission de contrôle ou par son délégué (p. 1338) ; **article 7** : son sous-amendement n° 68 à l'amendement n° 16 de la commission (rédigeant ainsi le début de cet amendement : « pour l'élection aux conseils de région et au congrès du territoire, il est institué... ») : adopté ; risque de contentieux du fait de l'absence d'un membre de la commission de contrôle ; déplacement de magistrats en Nouvelle-Calédonie (p. 1339) ; non acceptation par la Chancellerie de sa proposition de mise à disposition de gendarmes (p. 1340) ; **après l'article 10** : indépendance du Conseil coutumier par rapport à l'organe politique ; fédération des conseils coutumiers (p. 1342) ; **article 12** : maintien de l'Office culturel Kanak ; compétences destinées à connaître une décentralisation réelle ; matières ne pouvant être transférées aux régions (p. 1345) ; action locale en matière agricole, d'aménagement rural et de développement du système coopératif ; problèmes éventuels de marchés ; répartition des compétences à l'intérieur d'un même domaine ; maintien des investissements étrangers sous contrôle de l'Etat (p. 1346) ; définition de la politique foncière par la loi (p. 1347) ; **après l'article 14** : ses observations sur l'amendement n° 29 de la commission (p. 1349) ; **article 16** : rôle politique dévolu au Conseil exécutif ; tension créée par la régionalisation (p. 1350) ; ses observations sur les propositions visant à retarder le scrutin d'autodétermination ; impossibilité d'avancer la consultation avant le mois de mars 1986 ; simultanéité avec les élections nationales (p. 1351) ; **article 17** : ses observations sur l'utilisation des ordonnances en 1967 (p. 1352) ; soumission des ordonnances au congrès du territoire ; son amendement n° 69 (rédigeant ainsi le 3^e alinéa (b) de cet article : « b — pour tenir compte des dispositions de la présente loi des mesures ayant pour objet d'adapter ou de modifier le statut du territoire tel qu'il résulte de la loi du 6 septembre 1984 ; ») (p. 1353) : adopté (p. 1354) ; **après l'article 17** : état d'urgence ne faisant pas obstacle au déroulement normal de la campagne (p. 1355) ; **après l'article 19** : son amendement n° 70 (fixation par un décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de la présente loi) ; cas des mesures techniques relevant du domaine réglementaire : adopté (p. 1357).

Deuxième lecture, discussion générale : amendements du Gouvernement retenant certaines propositions du Sénat concernant la sécurité et l'authenticité du vote [25 juillet 1985] (p. 2440).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son sous-amendement n° 31 à l'amendement n° 1 de la commission (complétant cet amendement par l'alinéa suivant : « une loi ultérieure déterminera les conditions dans lesquelles interviendra le scrutin prévu au premier alinéa ») (p. 2440) ; principe d'indépendance en association avec la France ; antériorité de l'indépendance par rapport à l'association ; période transitoire permettant de réaliser un certains nombres d'aménagements concrets en Nouvelle-Calédonie ; conditions du scrutin déterminées par une loi : adopté (p. 2441) ; **article 2** : non séparation des régions par des frontières ; inexistence d'un risque d'isolement de l'agglomération de Nouméa ; écart de représentativité résultant d'une pondération de type politique ou de type administratif ; volonté de rendre imprévisible la composition du congrès du territoire (p. 2442) ; **article 3** : son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; **article 3 bis** : son amendement n° 33 (formation du congrès du territoire par la réunion des quatre conseils de région) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 34 (substituant à la fin de cet article à la date 1989 la date 1988) (p. 2443) ; adopté ; **article 5** : son amendement n° 35 (insérant après la première phrase du 2^e alinéa de cet article la phrase suivante : « nul ne peut être candidat dans plus d'une région ni sur plus d'une liste ») ; son amendement

n° 36 (substituant à la dernière phrase du 2° alinéa de cet article aux mots « élus membres de l'assemblée territoriale lors des élections du 18 novembre 1984 » les mots : « membres d'une assemblée territoriale en Nouvelle-Calédonie et dépendances »); son amendement n° 37 (insérant dans la première phrase du dernier alinéa de cet article après le mot « vacance » les mots : « survenue pour cause de décès »); son amendement n° 38 (substituant à la fin de la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article à la date « 1988 » la date « 1987 »); dispositions consacrées aux problèmes électoraux; dispositions prévues par le Sénat; renouvellement en cas de vacance; amendements n°s 35, 36, 37 et 38 : adoptés (p. 2444); **article 5 bis** : son amendement n° 39 (application des dispositions du titre I du livre I du code électoral à l'élection des conseils de région des territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances); amendement ayant pour objet de préciser les termes convenant à la Nouvelle-Calédonie; adopté; **article 5 ter** : son amendement n° 40 (prévoyant que dans certaines circonstances le haut-commissaire peut procéder au déplacement de un ou plusieurs bureaux de vote); décision d'envoyer en Nouvelle-Calédonie autant de magistrats qu'il existe de bureaux de vote; cas où un bureau de vote pourrait fonctionner normalement : adopté (p. 2445); **article 5 quater** : son amendement n° 41 (adjonctions et modifications pour l'application à l'élection des conseils de région des dispositions de la section III du chapitre VI du titre 1^{er} du livre I du code électoral); cas des électeurs conduits à quitter leur lieu habituel de résidence pour s'installer à Nouméa; inopportunité de créer à Nouméa un bureau de vote spécial; modification des listes électorales; procuration; instauration d'un système de vote par anticipation : adopté; **article 5 quinquies** : son amendement n° 42 (précisant que le délégué de la commission s'assure qu'à l'entrée de la salle du scrutin un exemplaire de chacun des bulletins de vote est mis à la disposition des électeurs) (p. 2446); problème de la sécurité des électeurs après leur vote : adopté; **article 6** : son amendement n° 43 (supprimant les trois derniers alinéas de cet article); déroulement du dépouillement; problème posé par le transport de nombreuses urnes sur de très longues distances (p. 2447); adopté; **article 6 bis** : son amendement n° 44 (précisant qu'un arrêté du haut-commissaire peut décider que le dépouillement s'effectuera dans un autre lieu que le bureau de vote); renforcement de la sécurité en cas de difficulté au moment du dépouillement; adopté (p. 2448); **article 7** : son amendement n° 45 (rédigeant ainsi la dernière phrase du 8° alinéa de cet article « elle s'adjoit des délégués magistrats de l'ordre judiciaire »); son amendement n° 46 (insérant après le 8° alinéa de cet article l'alinéa suivant : « à chaque bureau de vote est affecté un membre de la commission de contrôle ou un délégué »); son amendement n° 47 (substituant à la fin du dernier alinéa de cet article aux mots « au congrès du territoire » les mots « au Conseil de région »); amendements conformes à la logique du Sénat; amendements n°s 45, 46 et 47 : adoptés; **article 8** : son sous-amendement n° 48 à l'amendement n° 15 de la commission (complétant le premier alinéa de cet amendement par le mot : « pendant toute la durée de la campagne électorale »); son sous-amendement n° 49 à l'amendement n° 15 de la commission (supprimant à la fin du 2° alinéa de cet amendement les mots : « au congrès du territoire et »); adoptés; **article 8 bis** : son amendement n° 50 (complétant cet article par le paragraphe suivant : « II — pour l'application du dernier alinéa de l'article 11 de la loi du 19 juillet 1977 précitée, il y a lieu de lire « dans le territoire » au lieu de « en métropole »); adopté (p. 2449); **article 9** : modifications à apporter à l'amendement n° 17 de la commission; **article 10** : son amendement n° 51 (supprimant dans le premier alinéa de cet article les mots « ou plusieurs »); adopté (p. 2450); **article 12** : son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 22 de la commission (rédigeant ainsi le 4° alinéa (c) de cet amendement : « c — vie culturelle, jeunesse, sports et loisirs »); son sous-amendement n° 53 à l'amendement n° 22 de la commission (possibilité pour le Conseil de région de conclure avec l'Etat des contrats de programme ou des conventions) (p. 2451); sous-amendements n° 52 et n° 53 : adoptés; **article 14 bis** : son sous-amendement n° 54 à l'amendement n° 24 de la commission (insérant dans cet amendement après la référence « 14 » la référence « 15 »); adopté (p. 2452); **article 16** : problème d'ordre public relevant de la seule responsabilité du représentant de l'Etat; **article 17** : date limite de prise des ordonnances; particularité assez grande du territoire; pro-

blème des matières foncières et d'éducation; nature juridique et technique des ordonnances qui seront prises (p. 2453); **article 18** : son sous-amendement n° 55 à l'amendement n° 28 de la commission (supprimant dans la première phrase du premier alinéa de cet amendement les mots : « au congrès du territoire et »); adopté (p. 2454);

Seconde délibération du projet de loi : **article 7** : son amendement n° 1 (supprimant la deuxième phrase du 8° alinéa de cet article); constitution de la commission de contrôle par des magistrats de l'ordre judiciaire ou administratif; adopté; **article 12** : son amendement n° 2 (insérant après le 8° alinéa (g) de cet article l'alinéa suivant : « à cette fin, elle mène toute action d'intérêt régional »); définition de la compétence des régions; adopté (p. 2455).

Troisième lecture, discussion générale : présidence par un magistrat de l'ordre judiciaire de chaque bureau de vote [26 juillet 1985] (p. 2464-2465).

Discussion des articles : son amendement n° 1 (précisant que chacun des bureaux de vote sera présidé par un magistrat de l'ordre judiciaire) : adopté; son amendement n° 2 (composition de la commission); suppression de la référence à la qualité personnelle des délégués de la commission de contrôle : adopté (p. 2470); son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté (p. 2471).

Nouvelle délibération de la loi (n° 2939).

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : problème posé par la décision du Conseil constitutionnel; précise que la situation en Nouvelle-Calédonie n'est que l'aggravation d'une réalité difficile depuis des années [12 août 1985] (p. 2501); réaction positive à l'annonce des élections dans le territoire; recherche d'une consultation populaire; énoncé des réformes proposées par le Gouvernement (p. 2502); **article 4** : son amendement n° 1 (précisant le nombre des membres de chaque Conseil de région) (p. 2503); principe de l'égalité; accroissement de la part de Nouméa (p. 2504); adopté (p. 2505); **article 27** : problème foncier en Nouvelle-Calédonie (p. 2507); nécessité pour le Gouvernement d'intervenir par voie d'ordonnance (p. 2508); **article 29** : caractère critique de la situation (p. 2509).

Deuxième lecture, discussion générale : recours à l'article 10 de la Constitution. [20 août 1985] (p. 2533); problème des circonstrictions; avenir de la Nouvelle-Calédonie (p. 2534).

Ses observations sur le fait personnel de M. Bernard Pons : constatation par M. Jean-Claude Gaudin que le Gouvernement a forcé le dialogue entre les communautés; établissement d'un équilibre en Nouvelle-Calédonie [2 octobre 1985] (p. 2571).

PISTRE (Charles)

Député du Tarn
(3^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (agriculture : dépenses ordinaires) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12044).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome I : agriculture : dépenses ordinaires (n° 2992) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Conséquences de la sécheresse** : gravité de la situation dans les régions du Sud-Ouest, du Centre et de l'Ouest [2 octobre 1985] (p. 2564).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657).**

Première lecture, discussion des articles : avant l'article 7 : son amendement n° 26 : réservé [4 juin 1985] (p. 1448) ; après l'article 7 : son amendement n° 25 (émission de titres participatifs par les coopératives agricoles) (p. 1449) : adopté (p. 1450) ; son amendement n° 26, précédemment réservé (visant avant l'article 7 à compléter l'intitulé du titre III par les mots : « et aux coopératives agricoles ») : adopté (p. 1450).

— **Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés (n° 2920).**

Première lecture, discussion générale : problème de l'application des textes concernant les biens immobiliers ayant appartenu à des Français en Afrique du Nord ; inexistence de la plupart des régimes de retraite outre-mer [7 octobre 1985] (p. 2717) ; recours à l'assurance volontaire ; prise en charge d'une partie des cotisations par l'Etat ; harmonisation des droits des rapatriés et des retraités ayant travaillé en France ; rejet du risque de forclusion ; cas des agriculteurs, des aides-familiales et des salariés agricoles hors de l'Algérie ; situation des anciens agents des services publics ; instauration d'une égalité de droit (p. 2718).

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955).**

Première lecture, discussion générale : droit au travail ; intérêt des dispositions concourant à dégager des emplois ; nécessité d'éviter « la chasse aux cumulards » ; problèmes spécifiques de l'armée ; portée du dispositif ; projet de loi constituant un appel à la solidarité [7 octobre 1985] (p. 2734) ; précarité de la situation financière et professionnelle des militaires lors de leur arrivée à la vie civile ; application des dispositions du projet à partir de cinquante-cinq ans ; appréciation des différentes sources de revenus ; institution de deux taux de contribution ; amélioration du partage du travail en France (p. 2735).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : baisse des dépenses de bonification ; fonds national de garantie contre les calamités agricoles ; société pour l'exploitation des produits agricoles [7 novembre 1985] (p. 4034) ; création des Offices par produit ; politique agricole commune ; « Livre vert » ; intégration sociale des agriculteurs ; formation initiale et formation continue (p. 4035).

PLANCHOU (Jean-Paul)

*Député de Paris
(31^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre des commissions « ad hoc » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (n° 2905, n° 2906 et n° 2910) [J.O. du 18 juillet 1985] (p. 8134).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (culture) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951), annexe n° 11 : culture (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Assouplissement du contrôle des changes :** assouplissement en faveur des particuliers et des entreprises ; modernisation du marché financier [4 décembre 1985] (p. 5255).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2051).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : montant des autorisations de programme ; dotations décentralisées ; caractère prioritaire de la politique culturelle ; [28 octobre 1985] (p. 3575) ; objectif de 1 % du budget ; réalisation des grands équipements ; créations d'emplois ; budget de consolidation concernant le livre et la lecture publique ; crédits d'entretien des monuments historiques ; situation du cinéma et de l'audiovisuel ; développement culturel ; fonds de soutien aux théâtres privés et au centre national supérieur de formation aux arts du cirque ; mise en place de l'école supérieure de création industrielle ; crédits affectés aux musées ; création d'institutions ; évolution quotidienne de la répartition de la dépense culturelle (p. 3576-3577).

Examen des crédits : Etat C : titre IV : estime que les amendements de M. François d'Aubert sont « bidons » (p. 3596) ; coût total en investissement de la Bastille (p. 3597).

— **Déclaration du Gouvernement sur les entreprises nationales et débat sur cette déclaration.**

Discussion : absence de réalisation des prévisions catastrophiques de l'opposition parlementaire [19 novembre 1985] (p. 4513) ; accélération du développement de la monétique ; autonomie des banques ; amélioration appréciable des relations des banques avec les particuliers ; intensification des rapports entre les banques et les entreprises ; extension de la démocratie d'entreprise dans les banques ; modernisation du système bancaire et financier ; éléments rendant le tissu bancaire fragile (p. 4514) ; nécessaire diversification des activités au profit des revenus de service ; nécessaire renforcement des fonds propres ; obligation d'une véritable transparence du prix des services ; nécessité d'élaborer un nouveau contrat social dans le monde bancaire (p. 4515).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 3166).**

Discussion : problèmes de l'élevage ; baisse du revenu moyen ; organisation des filières [10 décembre 1985] (p. 5830) ; création des aides d'intervention ; connaissance des charges et des marchés aux différents stades de la filière ; bien-fondé de la politique des quotas ; application des pénalités ; déblocage d'aides publiques en faveur des éleveurs ; crise de surproduction structurelle de l'aviculture (p. 5831).

POIGNANT (Bernard)

*Député du Finistère
(1^{re} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale.*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Rapporteur du projet de loi relatif à la création d'établissements d'enseignement public (n° 2618) [18 avril 1985] (p. 256).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2618) relatif à la création d'établissements d'enseignement public (n° 2649) [25 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2715) relatif à la création d'établissements d'enseignement public (n° 2721) [30 mai 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Conséquences de l'élargissement de la C.E.E. dans le domaine de la pêche** : difficulté d'élaboration de l'accord ; mise en œuvre du contrôle [3 avril 1985] (p. 63).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la création d'établissements d'enseignement public (n° 2618).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : zones dépourvues d'écoles publiques ou d'établissements publics du second degré ; responsabilités respectives de l'Etat et des élus ; liberté des parents ; nécessité pour l'école publique d'être accessible à tous sur l'ensemble du territoire [2 mai 1985] (p. 535) ; Préambule de la Constitution de 1958 ; retrait du projet Savary ; décision du Conseil constitutionnel sur la passation des contrats d'association pour les établissements privés et la création d'établissements publics par l'Etat ; création d'établissements publics par l'Etat en cas de refus des collectivités territoriales d'assurer leur mission ; utilisation des crédits inscrits à cet effet chaque année dans la loi de finances (p. 536).

Discussion de l'article unique : article unique : obligation pour l'Etat de créer un établissement public (p. 542) ; son amendement n° 1 (visant dans le premier alinéa de cet article à insérer les mots « de plein droit et à titre gratuit » après les mots « il transfère ») ; adopté après modification (p. 543) ; son amendement n° 2 (visant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « concernée, néglige ou » le mot « compétente ») ; nécessaire clarification du deuxième alinéa de l'article unique ; adopté ; notion de besoin scolaire reconnu (p. 544).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : conformité de la création d'établissements au schéma prévisionnel des formations pour le second degré ; problème du caractère dérogeatoire du texte aux principes de la décentralisation [4 juin 1985] (p. 1416-1417).

Discussion des articles : article unique : notion de « besoin scolaire reconnu » (p. 1417).

PONS (Bernard)

Député de Paris
(22^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

INTERVENTIONS

Son fait personnel : sa déclaration à Nouméa au soir du scrutin ; « charcutage » des circonscriptions ; son interview au quotidien « Libération » ; exercice par les indépendantistes des responsabilités qui leur sont dévolues par la République ; « boycott » des institutions par les loyalistes en cas de menace ou de terreur à l'égard des personnes [2 octobre 1985] (p. 2571).

POPEREN (Jean)

Député du Rhône
(13^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

PORELLI (Vincent)

Député des Bouches-du-Rhône
(11^e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 2979) tendant à créer des fonds régionaux d'initiative économique pour l'emploi et la croissance [7 novembre 1985] (p. 4117).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Membre titulaire de l'agence nationale pour l'information touristique [J.O. du 29 novembre 1985] (p. 13868).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012) [J.O. du 6 décembre 1985] (p. 14200).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947) [J.O. du 18 décembre 1985] (p. 14753).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Blocus américain au Nicaragua** : absence de condamnation de la décision américaine, par le Président de la République, lors du sommet de Bonn ; aide française au Nicaragua [7 mai 1985] (p. 615) ;

— **Avenir de l'électronucléaire civil et construction du surrégénérateur** : électricité nucléaire ; Superphénix [16 octobre 1985] (p. 3113).

orale sans débat :

— **n° 767**, posée le 9 avril 1985 : **produits chimiques et parachimiques (entreprises : Bouches-du-Rhône)** (p. 103) ; appelée le 12 avril 1985 : **implantation d'une firme américaine à Fos-sur-Mer** : conséquences de ce projet sur l'emploi ; protection de l'environnement ; indépendance nationale (p. 190) ; approvisionnement d'Arco en méthane ; absence de créations nettes d'emplois ; relance de la pétrochimie (p. 191).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le décret du 9 janvier 1952 sur l'exercice de la pêche maritime (n° 2579).**

Première lecture, discussion générale : renforcement des sanctions applicables en cas d'infraction aux lois et règlements qui régissent les activités de pêche maritime ; vote positif du groupe communiste ; insuffisance de la flotte actuelle ; « plan pluriannuel des flottes de pêche » ; aide du

F.E.O.G.A. [16 avril 1985] (p. 212); utilité d'un volet spécifique de la politique communautaire destiné à la Méditerranée; harmonisation des régimes sociaux des marins pêcheurs; danger de l'élargissement de l'Europe des Dix à l'Espagne et au Portugal; égalisation des conditions de production (p. 213).

Discussion des articles: **article 1^{er}**: son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 6 de la commission (visant à compléter le 3^e alinéa I de cet amendement par les mots « et sous réserve de l'accord du Gouvernement français »); souveraineté française; rejeté (p. 220).

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652).**

Première lecture, discussion des articles: **article 1^{er} et code annexé**: *article L. 122-5 du code de la mutualité*: fixation d'une limite au silence de l'administration conforme aux règles de droit administratif; son amendement n° 51 (délai relatif à l'approbation des statuts): rejeté [28 mai 1985] (p. 1211); *article L. 125-2 du code de la mutualité*: assemblée générale devant rester une structure essentielle de décision avec des pouvoirs étendus (p. 1214); *après l'article L. 211-1 du code de la mutualité*: seuil de 50 % des salariés de l'entreprise; liberté d'adhésion et de structuration des mutualistes dans l'entreprise (p. 1225); *article L. 211-3 du code de la mutualité*: problème des participations financières de l'employeur à la cotisation mutualiste des salariés ou anciens salariés ayant cessé tout travail (p. 1227); *article L. 311-1 du code de la mutualité*: son amendement n° 68 (substituant dans le troisième alinéa (b) du texte proposé pour cet article du code le mot « peuvent » au mot « doivent ») (p. 1228); préservation de l'autonomie des sociétés mutualistes; rejeté; limitation de la tutelle administrative au seul contrôle de la conformité des dispositions légales (p. 1229); *article L. 531-1 du code de la mutualité*: suppression du contrôle de l'Etat sur les mutuelles; prise en compte de la décentralisation (p. 1235); **après l'article 4**: ses observations sur l'amendement n° 76 de M. Etienne Pinte (p. 1239).

— **Projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657).**

Première lecture, discussion générale: possibilité de détournement du principe coopératif; réticences manifestées par le patronat, les administrations et les banques à l'égard des coopératives; adhésion des collectivités publiques aux C.U.M.A. de drainage; non prise en compte de la solution « S.C.O.P. » par le C.I.R.I.; extension aux autres pays de la C.E.E. des préférences et avantages bénéficiant au secteur coopératif pour l'accès au marché public; augmentation du capital des S.C.O.P.; possibilité d'association avec un tiers non coopérateur; mesures relatives au S.I.C.A.; cas des coopératives maritimes [4 juin 1985] (p. 1409).

— **Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).**

Troisième lecture, discussion des articles: **article 6**: conduite d'opérations pour le compte de sociétés d'économie mixte [27 juin 1985] (p. 2113); **après l'article 22**: dissolution de l'Ordre des architectes; notion de « sanctions professionnelles »; **après l'article 23**: absence de réforme d'envergure de la loi de 1977 relative à l'architecture (p. 2116).

Explications de vote: abstention du groupe communiste (p. 2117).

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion des articles: **article 2**: son amendement n° 30: devenu sans objet [28 juin 1985] (p. 2178); **article 5**: son amendement n° 33 (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots: « personnels de recherche », les mots: « conforme à un objectif fixé par décret »): rejeté (p. 2182); **article 10**: insuffisance du taux de progression du budget civil de la recherche; emploi des chercheurs relevant de l'université; importance de la recherche universitaire pour les régions; nécessité pour les entreprises de rattraper leur retard dans la recherche; évolution des conditions de travail et de rémunération des personnels; réaménagement du système des primes

(p. 2187); **article 12**: son amendement n° 35 (rédigeant ainsi le début du premier alinéa de cet article: « tous les programmes de recherche et de développement bénéficiant de fonds publics font l'objet ... »): rejeté (p. 2188); **article 14**: son amendement n° 37 (complétant la première phrase du deuxième alinéa de cet article par les mots: « ainsi que des représentants de la recherche universitaire désignés par la conférence des présidents et directeurs d'universités »): retiré (p. 2191).

Explications de vote: rôle des comités d'entreprise; intérêt porté à la recherche fondamentale; retrait des objectifs par rapport à ceux fixés dans la loi d'orientation; restriction des dépenses publiques; recherche dans les entreprises; coopération internationale; vote négatif du groupe communiste (p. 2195).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie:

Mer. — *Discussion générale*: questions: évolution de ce budget [23 octobre 1985] (p. 3374); augmentation des détournements de trafic vers Anvers et Rotterdam; cas des « ports secs »; exemple de Vitrolles (p. 3375).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale*: crédits favorisant la rentrée de devises notamment vers les Etats-Unis; financement et développement du tourisme d'affaires et de congrès; diminution des crédits consacrés aux villages de vacances [28 octobre 1985] (p. 3563); dotation globale d'équipement dont disposent les communes et les communautés territoriales; pourcentage de la population ne partant pas en vacances; sacrifice du tourisme social de masse (p. 3564).

Redéploiement industriel et commerce extérieur — **Energie.** — *Discussion générale*: Diminution des crédits destinés à la construction et à la réparation navales; puissance maritime de la France; volume de la flotte française; coûts salariaux dans la construction navale; nécessité de développer le marché national [12 novembre 1985] (p. 4224).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, modifiant à compter du mois de décembre 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 3039).**

Première lecture, discussion générale: baisse des subventions d'investissement aux transports terrestres; réalisation de travaux d'infrastructures portuaires [20 novembre 1985] (p. 4559); diminution des crédits P.A.L.U.L.O.S.; débudgétisation des dépenses; abstention du groupe communiste (p. 4560).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale: soutien aux jeunes démocraties espagnole et portugaise; pressions américaines pour la renégociation des accords du G.A.T.T. et problème de l'élargissement de la Communauté; caractère illusoire des périodes de transition et des mécanismes de protection; situation dans la sidérurgie, la construction navale et le secteur agro-alimentaire; limitation des débouchés en raison de la crise; situation dans les Pyrénées [21 novembre 1985] (p. 4645); menace de l'« Armada » espagnole pour les pêcheurs français; bénéfice du F.E.O.G.A.-orientation pour les bateaux de plus de 33 mètres; pêche méditerranéenne (p. 4649).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Première lecture, discussion des articles : **article 16 :** son amendement n° 27 (compétences en matière d'établissement d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique) [22 novembre 1985] (p. 4700) ; rejeté (p. 4701) ; **article 17 :** son amendement n° 28 (précisant que les établissements d'enseignement public des arts plastiques, sauf en ce qui concerne les enseignements supérieurs, relèvent de l'initiative de la responsabilité des communes, des départements et des régions) : rejeté (p. 4702) ; **article 26 :** inadaptation de la législation funéraire de 1904 ; modification du monopole ; régime concédé ; légalisation des actions menées par certaines entreprises privées ; remise en cause du monopole communal (p. 4712).

— **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947).**

Première lecture, discussion générale : littoral méditerranéen ; conséquences de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal ; construction et réparation navales ; activités portuaires et commerce maritime en Méditerranée ; tourisme [22 novembre 1985] (p. 4733).

Discussion des articles : **après l'article 1^{er} :** institution des comités de rivages (p. 4737) ; reconnaissance de la spécificité de chaque zone littorale ; création de six comités de rivages en métropole et d'un par département d'outre-mer ; difficultés des activités maritimes (p. 4738) ; **article 2** — *après l'article L. 146-1 du code de l'urbanisme :* prise en compte des activités de commerce et de pêche ; maintien et développement de toutes les activités économiques liées à la mer ; développement touristique (p. 4740) ; *article L. 146-3 du code de l'urbanisme :* aménagement de campings dans les seuls secteurs prévus au P.O.S (p. 4744) ; **article 12 :** perception de la taxe de séjour ; transfert de responsabilités en matière de police ; exemple de la commune d'Ault et de l'île de Noirmoutier ; dégâts causés par une vague déferlante en Méditerranée (p. 4755) ; institution d'un système péréquateur de la taxe de séjour destiné à favoriser les équipements de tourisme sociaux et les activités économiques liées à la mer (p. 4756) ; **article 13 :** développement des activités économiques de pêche ; maîtrise de l'espace ; lagunes privées constituant des possibilités spéculatives ; cas de l'étang de Vic (p. 4758) ; **après l'article 13 :** création du conservatoire du littoral ; gestion de l'espace aquatique des étangs salés du littoral acquis par le conservatoire ; intégration des étangs salés privés au domaine public maritime (p. 4759) ; gestion du patrimoine du conservatoire du littoral par les collectivités locales ; pratique de la pêche (p. 4760).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 5 :** son amendement n° 21 (création d'un syndicat national des techniciens géomètres-topographes (S.N.T.P.)) [6 décembre 1985] (p. 5450) ; rejeté (p. 5451) ; **après l'article 5 :** son sous-amendement n° 22 à l'amendement n° 15 de la commission (constitution des sociétés de géomètres-experts) (p. 5451) ; rejeté (p. 5452) ; son sous-amendement n° 23 à l'amendement n° 19 de la commission (précisant que le paiement des travaux doit constituer une juste rémunération du travail fourni) : rejeté (p. 5453).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er} :** protestations dans le département des Bouches-du-Rhône [6 décembre 1985] (p. 5505-5506) ; situation de l'industrie française des biens d'équipement (p. 5513-5514) ; situation de la chimie française ; utilisation par le pouvoir socialiste d'une Constitution qu'en son temps M. François Mitterrand dénonçait [7 décembre 1985] (p. 5572) ; situation dans le domaine du transport de commerce maritime ; situation dans le secteur de la construction et de la réparation navales (p. 5582-5583) ; situation dans le secteur des activités portuaires ; application de l'article 117 du Traité de Rome en vertu duquel les Etats membres doivent s'efforcer d'aller vers une harmonisation par le haut des régimes et conditions sociales des salariés (p. 5584) ; situation dans la branche du caoutchouc et du plastique (p. 5606) ; pénibilité du travail

(p. 5609) ; **après l'article 1^{er} :** présomption d'accomplissement de l'horaire collectif de l'atelier (p. 5617) ; **article 2 :** cas de l'usine d'Ugine-Aciers à Fos-sur-Mer (p. 5620-5621) ; **article 3 :** prévisions de l'O.C.D.E. en matière de chômage ; situation dans le secteur du caoutchouc et des plastiques [9 décembre 1985] (p. 5764) ; opportunité de prévoir que la convention comporte des dispositions sur l'application dans un délai de deux ans de la réduction à trente-cinq heures de la durée hebdomadaire sans perte de salaire (p. 5769) ; protection du pouvoir d'achat des salariés ; amélioration de la consommation populaire (p. 5772) ; conditions d'extension des conventions de branche ; signature par les organisations syndicales représentatives ; nécessité de priver de tout effet un accord signé par les syndicats minoritaires (p. 5777).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** problème relatif à la retraite des écrivains ; protection sociale des auteurs ; complexité de l'assiette des revenus artistiques [11 décembre 1985] (p. 5860) ; **après l'article 3 :** protection des mineurs en matière de sécurité sociale (p. 5861) ; **après l'article 6 :** reconnaissance de la profession de diététicien (p. 5864).

PORTHEAULT (Jean-Claude)

*Député du Loiret
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [J.O. du 3 juillet 1985] (p. 7478).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563) [J.O. du 5 novembre 1985] (p. 12828).

Rapporteur du projet de loi (n° 3012), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme [7 novembre 1985] (p. 4117).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012) [J.O. du 6 décembre 1985] (p. 14200).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 11 décembre 1985] (p. 14420).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 3012) adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3138) [28 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses simplifica-

tions administratives en matière d'urbanisme (n° 3165) [10 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture (n° 3177), relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3183) [12 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production, et des échanges sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3276), relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme et à diverses dispositions concernant le bâtiment (n° 3278) [20 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion générale : atouts naturels dont dispose la forêt française ; fonctions économique, écologique et sociale de la forêt ; ouverture de la forêt au public ; spécialisation croissante de la forêt ; politique forestière restant de la compétence de l'Etat ; dialogue entre les collectivités régionales et l'Etat afin de définir les orientations régionales de la forêt ; rôle des commissions régionales ; aides de l'Etat étant réservées aux propriétaires forestiers donnant des garanties de bonne gestion [9 mai 1985] (p. 635) ; nouvelles formes de regroupement de gestion ; maintien de l'unité de gestion des bois ayant fait l'objet d'un plan ou d'un règlement de gestion ; amélioration des structures foncières ; procédure du remembrement ; possibilité de lever les conflits traditionnels entre l'agriculture et la forêt ; régime d'abattement sur l'assiette des droits de mutation à titre gratuit ; mission de l'Office national des forêts ; centres régionaux de propriété forestière ; modernisation des entreprises de transformation du bois (p. 636).

Explications de vote : orientation régionale forestière ; volonté gouvernementale de décentralisation ; formule de regroupement ; seuil de 10 hectares [10 mai 1985] (p. 749) ; développement de la filière bois (p. 750).

Deuxième lecture, explications de vote : orientations de la politique forestière grâce aux orientations régionales ; nouvelles formes de groupements de gestion [4 octobre 1985] (p. 2704).

— **Projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657).**

Première lecture, discussion générale : importance de l'économie sociale ; introduction d'un nouveau type de rapports entre les hommes ; partage du pouvoir ; développement d'activités nouvelles dans le domaine des énergies et de la communication ; nécessité de donner à l'économie sociale une place dans le système éducatif [4 juin 1985] (p. 1407) ; délégation interministérielle à l'économie sociale ; création de l'institut de développement de l'économie sociale ; adoption de plusieurs textes permettant la création ou la rénovation de certains statuts coopératifs ; insuffisance des fonds propres dans les S.C.O.P. ; création de S.C.O.P. par d'autres S.C.O.P. ; participations financières au capital des S.C.O.P. (p. 1408).

Discussion des articles : **après l'article 7** : extension de la possibilité d'émission de titres participatifs aux coopératives agricoles ; utilisation du certificat de développement coopératif (p. 1449) ; besoin de fonds propres des coopératives agricoles (p. 1450).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).**

Première lecture, discussion générale : adaptation des textes assurant le libre jeu de la concurrence ; évolution des formes de relations entre fournisseurs et distributeurs ; protection du consommateur ; texte participant à la lutte contre l'inflation ; amélioration de la compétitivité des entreprises ; adaptation de l'interdiction du refus de vente [2 octobre 1985] (p. 2589) ; fin de l'interdiction des pratiques discriminatoires non justifiées par une différence du prix de revient ; introduction de la notion de dépendance ; extension du champ d'application du contrôle de la commission de la concurrence ; assouplissement des règles de résiliation tri-

ennale des baux commerciaux et de cession de fonds de commerce ; problème du développement de la publicité comparative ; exercice de la profession de géomètre-topographe (p. 2590).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

Discussion générale : questions : croissance du trafic aérien ; activités des plates-formes d'Orly et de Charles de Gaulle [24 octobre 1985] (p. 3470).

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale* : transfert

aux communes du pouvoir d'élaborer et d'approuver les documents d'urbanisme ; mise en œuvre des P.O.S. ; mise en place des projets de quartier ; mission « banlieue 89 » ; diversité des villes de banlieue ; objectifs et ressources du comité interministériel pour les villes [30 octobre 1985] (p. 3721).

— **Projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : extension du régime déclaratif aux constructions de faible importance ; règles d'urbanisme régissant un lotissement ; réforme de la procédure d'acquisition de terrains réservés dans les plans d'occupation des sols [3 décembre 1985] (p. 5166) ; raccourcissement du délai dans lequel les collectivités publiques sont tenues de procéder à l'acquisition des terrains réservés ; régime déclaratif se substituant aux autorisations de clôture ; extension du champ d'application des exemptions au permis de construire ; définition de la procédure d'instruction de la déclaration ; contenu du dossier (p. 5167) ; octroi d'un délai supplémentaire de 7 jours à l'autorité compétente en matière de permis de construire pour s'opposer à l'exécution des travaux (p. 5168).

Discussion des articles : **article 4** : — *article L. 422-1 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 5 (de précision) (p. 5173) ; adopté ; son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté ; *article L. 422-2 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 11 (supprimant la référence au délai d'un mois) : adopté (p. 5174) ; son amendement n° 12 (délai d'un mois, à compter de la réception de la déclaration, au cours duquel les travaux peuvent être exécutés sous réserve du respect des prescriptions) ; délai pendant lequel il peut être fait opposition aux travaux à compter du dépôt de la déclaration ; adopté ; travaux de faible importance (p. 5175) ; son amendement n° 13 (précisant que lorsque les constructions sont soumises à un régime d'autorisation ou de déclaration, la déclaration tient lieu des demandes d'autorisation ou déclaration exigées) : adopté ; son amendement n° 14 (rédactionnel) ; obligation de l'autorité compétente lorsque l'autorité qui a été consultée assortit son accord de prescriptions ; adopté ; son amendement n° 15 (supprimant l'avant dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme) ; notion de zones sensibles (p. 5176) ; adopté ; *article L. 422-3 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 16 (de précision) : adopté ; son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté ; *article L. 422-4 du code de l'urbanisme* : son amendement n° 18 (de précision) : adopté (p. 5177) ; son amendement n° 19 (déclaration en matière d'immeubles classés) ; lenteur de l'administration des affaires culturelles ; adopté ; son amendement n° 33 à titre personnel (rédactionnel) : adopté ; *après l'article L. 422-4 du code de l'urbanisme* : dispositif de protection des plaques commémoratives (p. 5178) ; **article 2** : (précédemment réservé) : son amendement n° 4 (d'harmonisation) : adopté ; **après l'article 5** : son amendement n° 20 (de conséquence) ; publicité de la déclaration avant son instruction ; conséquence de la suppression du régime d'autorisation des clôtures (p. 5179) ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 21 (précisant que le propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti réservé par un P.O.S. peut exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain était réservé qu'il soit procédé à son acquisition) (p. 5180) ; octroi aux collectivités bénéficiaires de terrains réservés d'un délai de deux années pour procéder aux acquisitions ;

adopté ; **après l'article 7** : son amendement n° 22 (application des dispositions de l'article 7 aux demandes d'acquisition reçues en mairie postérieurement à la date de publication de la loi) ; entrée en vigueur progressive du dispositif ; adopté (p. 5181) ; obligations de constructeurs auxquels la réalisation d'aires de stationnement dans des secteurs sauvegardés aurait été prescrite (p. 5182) ; sursis à exécution (p. 5183).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; points d'accords obtenus avec le Sénat ; problèmes des lotissements ; conditions dans lesquelles est délivrée l'autorisation préalable aux travaux sur les immeubles classés ; renforcement des effectifs des monuments historiques ; définition d'une procédure permettant de dresser périodiquement l'état d'avancement des demandes d'autorisation concernant les immeubles classés [17 décembre 1985] (p. 6240) ; avantage des formalités du type déclaratif (p. 6241).

Discussion des articles : **après l'article 4** : son amendement n° 1 (détermination par un décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de la présente loi) ; détermination d'une procédure permettant aux élus locaux d'avoir connaissance de l'état d'avancement de l'instruction de leur demande ; travaux sur les immeubles classés (p. 6242) ; adopté ; **après l'article 9** : son sous-amendement n° 3 à l'amendement n° 2 du Gouvernement (substituant dans le paragraphe II de cet amendement la somme de « 40 000 francs » la somme de « 50 000 francs ») ; sous-évaluation du chiffre de 40 000 francs (p. 6243) ; adopté ; son amendement n° 4 (contrats de sous-traitance) ; acceptation du sous-traitement par le maître d'ouvrage ; contrôle de la caution fournie par l'entrepreneur principal au sous-traitant (p. 6244) ; adopté ; son amendement n° 5 (interdiction de l'installation d'ascenseurs dépourvus de porte de cabines) ; cas des ascenseurs à parois lisses ; adopté (p. 6245) ; **titre** : son amendement n° 6 (complétant le titre du projet de loi par les mots : « et à diverses dispositions concernant le bâtiment ») : adopté (p. 6245).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : délai de réponse aux demandes d'autorisation concernant les immeubles classés ; conditions d'acceptation du sous-traitement par le maître de l'ouvrage ; nécessité d'édicter des prescriptions de nature à renforcer la sécurité de l'usage des ascenseurs à parois lisses [20 décembre 1985] (p. 6528).

POURCHON (Maurice)

*Député du Puy-de-Dôme
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562) [J.O. du 11 juin 1985] (p. 6439).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre des commissions « ad hoc » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (n° 2905, n° 2906 et n° 2910) [J.O. du 18 juillet 1985] (p. 8134).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (départements et territoires d'outre-mer) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre suppléant de l'agence nationale pour l'information touristique [J.O. du 29 novembre 1985] (p. 13868).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951), annexe n° 12, départements et territoires d'outre-mer (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des Conseils généraux (n° 2956).**

Première lecture, discussion des articles : **article 7** : son amendement n° 40 (précisant que le comité économique et social est auprès du Conseil régional, des Conseils généraux et des présidents de ces collectivités une Assemblée consultative) : non soutenu ; **article 8** : son amendement n° 41 (précisant que le comité économique et social comprend des sections dont les attributions, la composition et le fonctionnement sont fixés par un décret en Conseil d'Etat) [9 octobre 1985] (p. 2868) : non soutenu ; son amendement n° 42 (substituant au début de la dernière phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 15 de la loi du 5 juillet 1972 aux mots « met également les services régionaux » les mots « et les Conseils généraux mettent également les services régionaux et départementaux ») : non soutenu (p. 2869).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : Rapporteur spécial : volonté du Gouvernement de promouvoir le développement des D.O.M.-T.O.M. ; efforts en Nouvelle-Calédonie ; transfert au système tribal de la propriété des terres achetées par l'office foncier [5 novembre 1985] (p. 3908) ; importance des transferts de la métropole vers les départements ; nécessité de créer un grand ministère de l'outre-mer ; inégalités sociales ; effort de formation (p. 3909).

PRAT (Henri)

*Député des Pyrénées-Atlantiques
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural (n° 3008) [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14815).

Vice-président de cette commission [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14815).

PREAUMONT (Jean de)

*Député de Paris
(23^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (commerce, artisanat et tourisme : tourisme) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre suppléant de l'agence nationale pour l'information touristique [J.O. du 29 novembre 1985] (p. 13868).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951), annexe n° 10 : commerce, artisanat et tourisme : tourisme (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce, artisanat, et tourisme. *Discussion générale :* Rapporteur spécial : place du tourisme dans le budget de la nation ; importance du phénomène touristique ; inexistence des crédits bancaires ; aspect symbolique du budget ; discriminations fiscales à l'encontre des hôtels « quatre étoiles » ; non allègement des conditions fiscales et sociales pesant sur le chèque-vacances ; élaboration dans les meilleurs délais d'un compte satellite du tourisme [28 octobre 1985] (p. 3557-3558) ; ses observations sur l'intervention de M. Destrade, en qualité de rapporteur, relative aux déclarations de M. Charié (p. 3565).

PRORIOL (Jean)

*Député de la Haute-Loire
(2^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [J.O. du 14 juin 1985] (p. 6577).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14993).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation aux établissements Ducellier :** licenciements dans cette entreprise ; actions de violence à l'encontre des différentes personnes de cet établissement [9 octobre 1985] (p. 2841) ; démission du député-maire d'Issoire ; commandos de la C.G.T. (p. 2842).

orale sans débat :

— **n° 869,** posée le 18 juin 1985 : **automobiles et cycles (entreprises : Auvergne)** (p. 1747) ; appelée le 21 juin 1985 : **Suppression d'emplois en Auvergne ;** mesures que le Gouvernement compte prendre pour pallier au projet de restructuration du groupe Valéo-Ducellier ; projet du Gouvernement sur l'avenir des équipementiers par rapport aux ensembliers ; fabrication d'allumeurs électroniques ; bassin minier du Val d'Allier (p. 1852) ; répartition équitable des industries de remplacement (p. 1853).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion générale : rapport Duroure de 1982 ; aides supplémentaires nécessaires pour la mise en valeur des forêts ; modernisation de l'industrie du bois ; fiscalité forestière ; industrie de deuxième transformation [9 mai 1985] (p. 650) ; formation des sylviculteurs ou des propriétaires forestiers ; centre national de la forêt privée ; conditions de sortie de l'unité de gestion ; cas des propriétaires de forêts d'une superficie inférieure à 10 hectares pratiquant une bonne gestion personnelle ; méfiance des

forestiers privés vis-à-vis de la loi ; progrès de la forêt publique et de la forêt privée (p. 651).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 11 :** son amendement n° 47 (possibilité pour une association syndicale de gestion forestière d'adhérer ou d'avoir recours au service d'une coopérative) : non soutenu [4 octobre 1985] (p. 2686) ; **article 45 :** son amendement n° 48 (complétant par les mots : « et forestier » le 4^e alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier) : non soutenu (p. 2697).

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des Conseils généraux (n° 2956).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** nécessité de conformer les limites des régions correspondant à des entités homogènes, aux réalités géographiques, économiques et humaines ; situation particulière de la région Provence-Côte d'Azur [9 octobre 1985] (p. 2866) ; **article 30 :** officialisation de la pratique existant dans certains départements sous le nom de conférence des présidents (p. 2874).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — Discussion générale : budget en contradiction avec les réflexions et les orientations définies ; quotas laitiers ; politique ovine européenne ; baisse des dépenses à structures constantes ; chute des investissements ; baisse des crédits affectés à l'adaptation de l'appareil de production ; baisse du F.A.S.A.S.A. [7 novembre 1985] (p. 4071) ; « Livre vert » (p. 4072).

Redéploiement industriel et commerce extérieur — Energie. — questions : diminution des crédits de redéploiement industriel de plus de 20 % ; situation de la sous-traitance dans l'industrie automobile [12 novembre 1985] (p. 4251) ; situation du groupe Valéo-Ducellier (p. 4252).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er} :** incompatibilité du mandat de député avec la qualité de membre du bureau des Conseils général ou régional [27 novembre 1985] (p. 4967).

— **Projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** ses observations sur les amendements n°s 20 et 21 de M. Pascal Clément [27 novembre 1985] (p. 4980).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Première lecture, discussion générale : revalorisation des retraites agricoles ; interdiction du cumul risquant de dissuader de nombreux exploitants de prendre leur retraite ; alignement des conditions de retraite sur le régime général ayant pour conséquence de porter la retraite forfaitaire à taux plein pour trente-sept années et demie d'activité agricole ; droits du conjoint ; financement du projet [5 décembre 1985] (p. 5363) ; accroissement de la contribution professionnelle au financement du B.A.P.S.A. (p. 5364).

PROUVOST (Pierre)

*Député du Nord
(7^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Industrie textile** : plan textile ; bilan du nombre d'entreprises ayant bénéficié des allègements de charges ; bilan de l'accroissement des investissements et de l'évolution de l'emploi depuis mars 1982 [22 mai 1985] (p. 1020) ; procédure d'approbation par la Communauté économique européenne de la proposition du comité de développement et de formation de l'industrie textile et de l'habillement ; renégociation des accords multifibres (p. 1021).

PROVEUX (Jean)

Député d'Indre-et-Loire
(4^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (relations extérieures : relations culturelles) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2581) relatif aux conditions de cessation d'activité de maîtres de l'enseignement public ayant exercé dans certains établissements d'enseignement privés (n° 2596) [9 avril 1985].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome XII : relations extérieures : relations culturelles (n° 2988) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Ressortissants français au Liban** : enlèvements répétés de ressortissants français ; cas des deux diplomates, du journaliste et du chercheur portés disparus [29 mai 1985] (p. 1261).

orale sans débat :

— **n° 845**, posée le 28 mai 1985 : **agriculture (politique agricole)** (p. 1244) ; appelée le 31 mai 1985 : **agriculture biologique** : exploitations n'employant ni engrais conventionnels ni pesticides de synthèse ; rentabilité de l'agriculture biologique ; évolution du revenu agricole (p. 1365) ; altération de la structure physique des sols ; rôle des chambres d'agriculture (p. 1366) ; commission nationale d'homologation (p. 1367).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conditions de cessation d'activité de maîtres de l'enseignement public ayant exercé dans certains établissements d'enseignement privés (n° 2581).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : portée limitée du projet de loi soumis au Parlement ; injustice résultant de l'application du code des pensions civiles et militaires et de la loi Guerneur ; retraite à taux plein ; intégration dans la fonction publique ; régime général de sécurité sociale et régimes complémentaires ; situation des maîtres de l'enseignement privé résultant de la loi Debré ; nombre de maîtres concernés ; nombre limité des établissements privés ayant demandé à être intégrés dans l'enseignement public ; amélioration de l'aide publique aux établissements privés ; cas des écoles créées par des entreprises pour les enfants de leur personnel ; exemple des écoles Michelin à Clermont-Ferrand, les établissements dépendant des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais ou d'entreprises

métallurgiques ; nombre des enseignants ; cas des éducateurs spécialisés visés par la loi de décembre 1977 ; nombre des éducateurs spécialisés ; régime spécial des mines [10 avril 1985] (p. 120) ; application des principes fondamentaux applicables au code des pensions ; niveau de la charge budgétaire ; possibilité de pension de reversion au conjoint survivant ; conditions du cumul (p. 121).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : ses amendements n° 1 à n° 4 (rédactionnels) : adoptés (p. 123) ; ses amendements n° 5 à n° 7 (rédactionnels) : adoptés ; **article 2** : son amendement n° 8 (tendant à substituer aux mots : « aux âges d'entrée en jouissance de la pension fixés » les mots : « à l'âge d'entrée en jouissance de la pension fixé ») ; référence à l'article L. 24-1 du code des pensions civiles et militaires de retraite ; adopté ; **après l'article 2** : affiliation directe des personnes concernées au régime général ; son amendement n° 9 (pouvoir des institutions de retraite complémentaire) (p. 124) ; refus éventuel des institutions de retraite complémentaire de verser une pension ; intégration en groupe ; situation des différents intéressés ; maintien du bénéfice des avantages ; relais de l'Etat par les régimes de retraite complémentaire (p. 125) ; retiré.

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : valeur de l'article 3 de la Constitution ; refus de la précédente majorité de corriger les injustices liées à l'évolution démographique des circonscriptions ; faveur donnée aux partis de droite installés dans des circonscriptions urbaines ; « parachutage » des candidats ; ratification d'un choix préalable par l'électeur ; scrutin majoritaire accentuant le décalage entre l'image de la société française et l'image du Parlement ; pourcentage des femmes parlementaires dans les pays proportionnalistes ; clientélisme exacerbé par le scrutin d'arrondissement ; affrontement personnel dominant le combat des idées [25 avril 1985] (p. 408) ; appréciation portée sur le mode de scrutin liée au contexte institutionnel et politique du moment ; rééquilibrage des pouvoirs non souhaité par la droite (p. 409).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. *Discussion générale* : mécontentement du monde des anciens combattants ; abandon du 8 mai jour férié ; rattrapage du rapport constant ; rattrapage de quatre points restant acquis en 1988 ; problème des combattants de la Résistance ; revendications des anciens d'Afrique du Nord ; bénéfice de la campagne double ; nécessité d'améliorer les pensions des veuves, ascendants et descendants [22 octobre 1985] (p. 3323, 3324) ; évolution positive du dossier de l'indemnisation des incorporés de force dans l'armée allemande ; action menée en matière d'informations historiques pour la paix ; entretien des nécropoles nationales ; action sociale ; reclassement socio-professionnel des handicapés ; victimes de la déportation du travail en Allemagne (p. 3325).

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : impossibilité de dissocier le projet culturel extérieur de la politique culturelle de la France [6 novembre 1985] (p. 3969) ; stabilité de la répartition géographique des crédits ; réorientation et renforcement de l'action de la France en Asie du sud-est, en Amérique latine et en Afrique non francophone ; politique d'austérité applicable à la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques ; construction d'un espace scientifique et technologique européen ; projet Euréka ; direction du français ; regain d'intérêt pour la langue française ; direction des identités et échanges culturels ; direction de la communication ; débudgétisation de R.F.I. et de T.V.5 (p. 3970) ; situation des personnels de la D.G.R.C.S.T. ; problème des bourses allouées aux étudiants étrangers en France ; décentralisation (p. 3971).

PROVOST (Eliane)

Député du Calvados
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652) [J.O. du 28 juin 1985] (p. 7179).

Membre du comité de liaison pour le transport des personnes handicapées [J.O. du 29 juin 1985] (p. 7290).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963) [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13342).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la composition et aux attributions des Conseils de l'éducation nationale siégeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096) [J.O. du 8 février 1986] (p. 2297).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur l'**hébergement des personnes handicapées** (n° 2660) [2 mai 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Alcoolisation des jeunes** : conséquences de l'alcoolisation des jeunes ; résultats de la campagne de sensibilisation médiatique de 1984 [19 juin 1985] (p. 1766).

— **Mesures contre l'alcoolisme au volant** : sanctions pour des taux d'alcoolémie égaux ou supérieurs à 0,80 gramme par litre [27 novembre 1985] (p. 4932).

orales sans débat :

— n° 773, posée le 9 avril 1985 : **Enseignement (fonctionnement : Basse-Normandie)** (p. 103).

— n° 810, posée le 2 mai 1985 : **handicapés (réinsertion professionnelle et sociale)** (p. 550) ; appelée le 3 mai 1985 : **droit au travail des handicapés** : mauvaise interprétation de la loi d'orientation de 1975 ; problème de l'obligation d'emploi des personnes véritablement handicapées ; fonctionnement des Cotorep (p. 559).

— n° 849, posée le 4 juin 1985 : **équipement ménager (entreprises)** (p. 1458) ; appelée le 7 juin 1985 : **groupe**

Moulinex ; redressement de la société grâce à l'aide de l'Etat en 1979 et 1980 ; création par Moulinex d'une troisième usine dans l'agglomération caennaise ; prise de participation de Scovill dans le capital de Moulinex (p. 1545).

— n° 913, posée le 19 novembre 1985 : **sécurité sociale (cotisations)** (p. 4525) — appelée le 22 novembre 1985 : **charges sociales des infirmières libérales** : difficultés rencontrées par ces dernières qu'effectuent des déplacements (p. 4674).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2861).**

Première lecture, discussion des articles : article 7 : réglemementation du titre de psychologue ; sa référence aux différentes tentatives entreprises dans ce sens [23 mai 1985] (p. 1122) ; problème de la protection des personnes recourant d'elles-mêmes au service d'un psychologue ; nombre de psychologues ; définition d'un niveau de formation indispensable à l'exercice de la profession ; problème de l'acquisition de la formation concernant les agents et fonctionnaires actuellement en place (p. 1123).

— **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732).**

Première lecture, discussion générale : action du Gouvernement en faveur des droits de l'Homme ; abolition de la peine de mort en 1981 ; existence de trois groupes d'Etats au sein du Conseil de l'Europe [21 juin 1985] (p. 1880) ; engagement international global sur la peine de mort ; décision du Conseil constitutionnel du 22 mai 1985 ; action de la France en faveur des droits de l'Homme sur la scène internationale (p. 1881).

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955).**

Première lecture, discussion générale : nombre des assujettis au mécanisme de l'ordonnance de 1984 ; augmentation du taux des contributions ; caractère intolérable de certaines situations de cumul ; opportunité d'étendre le dispositif aux catégories correspondantes de retraités de cinquante-cinq ans à taux plein ; limites du mécanisme des préretraités [7 octobre 1985] (p. 2732, 2733).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Eduction nationale. — *Discussion générale :* école élémentaire ; nombre des élèves dans le premier degré ; programmes scolaires ; nature et contenu de l'enseignement de l'éducation civique ; importance de la maternelle dans le système éducatif ; moyenne des élèves par classe ; proportion des élèves ne sachant pas lire à l'issue de la scolarité élémentaire [29 octobre 1985] (p. 3636).

Droits de la femme. — *Discussion générale :* meilleure scolarisation des femmes ; choix pour des formations déqualifiantes ; part des jeunes filles parmi les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans ; taux de chômage des femmes ; décret du 22 septembre 1982 assurant aux femmes un accès prioritaire aux contrats emploi-formation [31 octobre 1985] (p. 3752) ; actions menées par l'intermédiaire des déléguées régionales ; manuels scolaires (p. 3753) ; *questions :* bilan de la loi relative à la réalisation de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (p. 3756).

Travail, emploi et formation professionnelle. *Discussion générale :* taux de chômage des jeunes par niveau de diplômes ; échec scolaire ; rôle de l'A.F.P.A. ; action de l'A.F.P.A. dans le contexte régional [31 octobre 1985] (p. 3780) ; part des femmes dans le nombre des stagiaires de l'A.F.P.A. ; délais d'attente des candidats ; périodicité des visites médicales des stagiaires ; application du dispositif de gel des emplois vacants aux organismes financés principalement sur fonds publics (p. 3781) ; *questions :* insertion des handicapés (p. 3792).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : loi de 1975 [4 novembre 1985] (p. 3842) ; développement de la prévention péri-natale ; environnement de l'enfant handicapé ; allocation de soutien ; mesures d'insertion et d'éducation en faveur des jeunes handicapés ; groupes d'aides psycho-pédagogique ; nombre des centres de rééducation professionnels ; insertion en milieu ordinaire de travail ; admission en atelier protégé ou en centre d'aide par le travail (p. 3843-3844).

— **Projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098).**

Première lecture, discussion générale : institution permettant d'assurer la prise en charge et le traitement des maladies mentales ; loi de 1838 [9 décembre 1985] (p. 5747) ; fonctionnement des « asiles » ; avantages de la sectorisation ; institution d'un Conseil départemental de la santé mentale ; difficultés nées de la séparation des financements de l'hôpital et du secteur ; gestion par les hôpitaux de leurs propres alternatives à l'hospitalisation dans le cadre d'un budget global ; devenir des médecins psychiatriques vacataires départementaux (p. 5748).

Q

QUEYRANNE (Jean-Jack)

*Député du Rhône
(6^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre du conseil d'administration d'Antenne 2 [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12360).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963) [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13342).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Programme culturel de l'opposition** : initiative du maire de Lyon d'organiser un colloque intitulé « un projet culturel pour demain, dans le cadre d'une vaste décentralisation » [6 novembre 1985] (p. 3977).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre (n° 2578).**

Première lecture, discussion générale : mise en conformité de la loi de 1981 avec le droit communautaire ; objet de la loi de 1981 ; arrêté Monory de 1979 [10 avril 1985] (p. 129) ; évolution du prix du livre ; attitude des chaînes de distribution ; constitution de rentes de situation ; interdiction d'une remise supérieure à 5 % ; effet positif de la loi pour les lecteurs et les créateurs ; constatation d'un engouement nouveau en faveur de la lecture ; conciliation des logiques économique et culturelle ; adoption de dispositions similaires par les gouvernements britannique, allemand et néerlandais (p. 130).

— **Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).**

Deuxième lecture, discussion générale : prise en compte de l'évolution des nouvelles technologies ; préservation des garanties des droits de la création, notamment contre les piratages ; volonté de favoriser les investissements culturels et d'améliorer la situation des entreprises concourant à la création ; instauration d'une solidarité entre les divers partenaires de la création ; nécessité de répondre à la demande de programmes audiovisuels ; mise en place des bases d'un soutien aux diverses formes de production audiovisuelle et notamment à l'industrie cinématographique ; coût financier de la réforme ; régime du contrat de production audiovisuelle ; élargissement de la présomption de cession ; possibilité pour l'artiste d'autoriser la reproduction de sa prestation en fonction des différents supports ; mécanisme de la procédure d'arbitrage ; suppression par le Sénat de l'article relatif au régime des droits d'auteur en matière de publicité n'apparaissant pas judicieuse [20 mai 1985] (p. 811) ; renforcement des droits des membres des sociétés de perception à une information et un contrôle sur les comptes et sur l'utilisation des fonds ; reconnaissance des droits sur les logiciels ; existence d'un contrat distinct du contrat d'édition pour permettre l'exploitation audiovisuelle des œuvres (p. 812).

Commission mixte paritaire, explications de vote : équilibre entre les conditions économiques de l'exploitation des œuvres et des garanties de ceux participant à la création ; définition de l'assiette des droits ; compensation de la présomption de cession des droits ; vote positif du groupe socialiste [26 juin 1985] (p. 2024).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963).**

Première lecture, discussion générale : nouveaux espaces de liberté ; télévisions locales ; régularisation du service public [15 octobre 1985] (p. 3019) ; rapport Bredin ; octroi à T.D.F. du monopole de diffusion ; télévisions locales et plan câble (p. 3020) ; coexistence d'un secteur public et de l'initiative privée (p. 3021).

Troisième lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable opposée par M. François d'Aubert ; changement dans le paysage audiovisuel ; lancement du satellite de télévision directe T.D.F. 1 [29 novembre 1985] (p. 5073) ; annonce de « Canal 5 » ; dimension européenne du projet ; projet de la droite en matière de communication ; maintien du service public ; lancement de la chaîne culturelle ; politique menée par M. Jack Lang pour protéger le cinéma (p. 5074) ; déclarations de M. Madelin dans le Figaro concernant le cinéma ; hypothèse d'une déréglementation sauvage ; publicité envahissante ; incertitudes concernant le secteur de la presse ; ressources publicitaires ; position du comité de développement audiovisuel interpresse (p. 5075) ; inquiétudes du monde de la production audiovisuelle ; introduction de messages à caractère publicitaire dans les films ou œuvres de création ; application de la loi relative aux droits d'auteur ; dispositions relatives à la protection du cinéma ; fréquentation des salles (p. 5076).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Techniques de la communication. — *Discussion générale* : transformations intervenues dans l'audiovisuel après 1981 ; montée en charge des différents projets ; organisation de la liberté ; maintien des grands équilibres entre les différents médias ; conséquences des propositions de la droite ; résultats financiers d'Antenne 2 ; rétablissement de la situation financière de la S.F.P. [25 octobre 1985] (p. 3521) ; réduction du taux de T.V.A. sur la redevance ; décentralisation ; augmentation des ressources publicitaires ; sous-développement des investissements publicitaires dans les médias audiovisuels ; pratiques de sponsoring observées dans l'émission « Cocoricocoboy » ; projet de satellite de télévision directe T.D.F. 1 (p. 3522).

Culture. — *Discussion générale* : doublement du budget de la culture ; changement de mentalité ; confirmation des grandes orientations dégagées en 1982 ; mise en cause des

grands projets en cours de réalisation à Paris ou dans la région parisienne ; décentralisation des grands projets ; dimension économique de tout investissement culturel ; développement des industries culturelles [28 octobre 1985] (p. 3584) ; incitations au mécénat ; dispositions fiscales en faveur du financement du cinéma et de l'audiovisuel ; sondage publié par l'« Événement du Jeudi » ; projet culturel ; participation des responsables de l'opposition au plan local ; propositions de la droite pour réduire le rôle de l'Etat aux fonctions de conservation du patrimoine ; existence d'un ministère de la culture et Italie et en Allemagne ; création d'un orchestre professionnel à l'Opéra de Lyon ; intérêt des financements croisés (p. 3585) ; rôle d'impulsion joué par l'Etat (p. 3586).

— **Projet de loi complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (n° 3220).**

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable de M. Alain Madelin ; décision du Conseil constitutionnel confirmant le principe du monopole de diffusion accordé par la loi à T.D.F. ; décision du Conseil constitutionnel portant sur l'insuffisance de précision pouvant entraîner une atteinte à des droits et libertés constitutionnels ; objet du projet de loi consistant à respecter la décision du juge suprême en matière de constitutionnalité ; tour Eiffel ne constituant pas une « Bastille permettant au maire de Paris d'emprisonner les ondes » ; soutien de l'opinion publique au Gouvernement ; absence d'une plateforme audiovisuelle pour l'opposition [18 décembre 1985] (p. 6380) ; nécessaire maintien du service public ; rôle de M. Hersant ; absence d'une procédure d'appel d'offres dans une concession accordée par l'Etat ; privatisation des chaînes publiques existantes ne pouvant être envisagée sauf indemnisation versée aux concessionnaires de cette chaîne de télévision privée ; naissance d'une économie mixte dans le secteur de la communication (p. 6381) ; nécessaire respect des contrats et des engagements juridiques passés par l'Etat (p. 6382).

QUILES (Paul)

Ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.

puis

Ministre de la défense.

NOMINATIONS

Est nommé ministre de la défense : décret du 20 septembre 1985 [J.O. du 21 septembre 1985] (p. 10878).

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [2 avril 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Louis Darinot : présence de la France dans le Pacifique :** présence d'une flotille appartenant à l'organisation Greenpeace aux abords de l'atoll de Muruoa ; refus du Gouvernement d'admettre que quiconque puisse lui dicter sa politique dans le domaine militaire ; absence de risques de nos expérimentations nucléaires ; poursuite de ces expériences ; sanctions à l'encontre d'un bateau de l'organisation Greenpeace si celui-ci pénètre dans nos eaux territoriales [2 octobre 1985] (p. 2563) ;

— **M. François d'Aubert : affaire du Rainbow Warrior :** conclusions du général Imbot ; opération de destabilisation des services secrets ; nécessité d'une réorganisation [2 octobre 1985] (p. 2567) ; refus des partis d'opposition de participer à la commission d'enquête parlementaire (p. 2568) ;

— **M. Pascal Clément : sort des officiers français en Nouvelle-Zélande :** maintien de contacts permanents entre les autorités françaises et les officiers français détenus en Nouvelle-Zélande ; nécessité d'un maximum de discrétion [16 octobre 1985] (p. 3109) ;

— **M. Maurice Couve de Murville : disparition du bateau « Ouvea » : indemnisation du propriétaire :** disparition du voilier Ouvea après avoir quitté l'île de Norfolk ; utilisation de ce bâtiment par la D.G.S.E. ; dédommagement de son propriétaire [11 décembre 1985] (p. 5880) ;

— **M. Etienne Pinte : deuxième carrière des militaires :** nécessité d'avoir des cadres jeunes au sein des armées ; nécessité de la seconde carrière ; maintien de ce principe ; champ d'application du projet de loi relatif au cumul emploi-retraite ne visant que les retraités âgés de plus de soixante ans [4 décembre 1985] (p. 5266).

orales sans débat :

— **M. Jean-Hugues Colonna (n° 836) : versement des pensions :** bande magnétique éditée par le centre des pensions de Nice ; régionalisation progressive des circuits interbancaires ; duplication des bandes magnétiques permettant une saisie directe du centre de Toulon [24 mai 1985] (p. 1170) ; architecture informatique du réseau des caisses d'épargne (p. 1171) ;

— **M. Roger Rouquette (n° 833) : sécurité des établissements scolaires :** nécessaire conciliation de la circulation automobile avec la sécurité de déplacement des élèves ; dispositions réglementaires existantes ; rôle du maire de Paris [24 mai 1985] (p. 1171) ;

— **M. François Asensi (n° 832) remplacé par Mme Muguette Jacquaint : expulsions de locataires :** nombre de logements financés en prêt locatif aidé ; origine des expulsions ; priorité consistant à trouver des solutions aux difficultés économiques et sociales rencontrées par les intéressés ; développement des fonds d'aide [24 mai 1985] (p. 1172) ; extension de ce mécanisme au secteur privé ; mise à la disposition des associations de logements sociaux vacants (p. 1173) ;

— **M. Camille Petit (n° 827) : financement du logement dans les D.O.M. :** crédits affectés aux départements d'outre-mer [24 mai 1985] (p. 1173) ; résorption de l'habitat insalubre outre-mer ; situation des sociétés d'H.L.M. en Martinique (p. 1174) ;

— **M. Michel Debré (n° 888) : avion de combat futur :** développement d'un avion de combat futur destiné à équiper nos forces dans les années 1995 ; remplacement des Jaguar et des Mirage III [11 octobre 1985] (p. 2967) ; Mirage 2000 D.A. ; poursuite du programme d'avion de combat expérimental A.C.X. dit Rafale ; position de la France en matière de coopération dans le domaine aéronautique militaire ; volonté de coopération européenne (p. 2968) ; développement de l'avion de combat A.C.T. (p. 2969).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant aménagement d'aides au logement (n° 2575).**

Première lecture, discussion générale : amélioration du logement des familles ; progression de l'activité des entreprises du bâtiment ; relèvement du montant des plafonds de la réduction d'impôt afférente à l'acquisition de l'habitation principale ; efforts consentis pour encourager les travaux d'économie d'énergie ; campagne nationale pour l'abaissement des charges ; élargissement du champ d'application de l'épargne-logement aux résidences secondaires [3 avril 1985] (p. 69) ; entrée en vigueur des nouvelles dispositions (p. 70) ; coût budgétaire des mesures proposées ; financement P.L.A. ; équilibre entre l'aide à la pierre et l'aide à la personne (p. 77) ; problème de la progressivité des prêts ; impossibilité de revenir sur les contrats en cours ; conjoncture dans le secteur du bâtiment ; décret concernant l'épargne-logement (p. 78).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** absence de coût des prêts conventionnés pour les contribuables ; déclaration de M. Raymond Barre à la télévision rappelant qu'il avait refusé en 1980 une relance du bâtiment (p. 79) ; distinction entre relance artificielle et relance naturelle (p. 80) ; caractère favorable du régime actuel (p. 81) ; **article 2 :** renforcement de l'impact économique de l'extension de l'épargne-logement ; risque de l'extension de la mesure à toutes les formes d'acquisition de résidence secondaire ; extension plus me-

surée de l'épargne-logement ; nombre de logements concernés ; son amendement n° 2 (affectation de l'épargne-logement au financement de logements non destinés à l'habitation principale) : adopté ; **après l'article 2** : son amendement n° 3 (affectation des prêts d'épargne-logement) : adopté (p. 82).

— **Projet de loi pour un renouvellement de l'aménagement (n° 2096).**

Troisième lecture, discussion générale : amélioration du régime d'évaluation des biens expropriés et préemptés dans la phase de qualification du bien ; champ d'application géographique du droit de préemption urbain ; règles d'attribution des logements sociaux ; problème du morcellement des espaces naturels [4 juin 1985] (p. 1419).

Discussion des articles : **article 6** : son amendement n° 53 (institution d'un droit de préemption urbain) (p. 1421) ; devenu sans objet (p. 1422) ; **article 11 bis** : son sous-amendement n° 36 à l'amendement n° 20 de la commission (insérant dans la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet amendement les mots « en mairie » après les mots « réception de cette déclaration ») ; processus de morcellement foncier ; date de départ du délai de deux mois offert à l'autorité compétente pour se prononcer ; adopté (p. 1428) ; **article 24** : son amendement n° 37 (prévoyant que les dispositions de l'article L. 123-8 du code de l'urbanisme entreront en vigueur à une date fixée par décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 1432) ; **article 35** : nécessité de garantir l'intervention de l'Etat dans le processus de contrôle sur l'utilisation des zones concernées ; avis des personnes consultées devant être donné dans les trois mois après transmission du projet de révision (p. 1435) ; **article 36** : prolongation par décret des dispositions transitoires permettant à Strasbourg d'instruire le permis de conduire au nom de l'Etat (p. 1436).

— **Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).**

Deuxième lecture, discussion générale : renforcement de la responsabilisation du maître de l'ouvrage ; conditions dans lesquelles le maître de l'ouvrage peut confier certaines de ses attributions ; fonction de prestation de services ; maîtrise d'œuvre ; souci de qualité architecturale ; prise en compte de la notion de concertation ; exclusion des ouvrages industriels [11 juin 1985] (p. 1553) ; modification du code des marchés publics ; concours d'architecture et d'ingénierie ; seuils de rémunération ; extension aux architectes des dispositions de la loi sur l'E.U.R.L. ; modification des règles de responsabilité professionnelle ; possibilité pour les architectes enseignants d'accomplir avec leurs étudiants des activités de conception architecturale et de maîtrise d'œuvre ; application des dispositions sur l'enseignement supérieur aux écoles d'architecture ; harmonisation des règles relatives à l'ingénierie publique avec celles applicables à l'ingénierie privée ; conditions d'organisation et de représentation au sein des groupes de négociation (p. 1554) ; application du régime général de sécurité sociale aux architectes associés à des S.A. ou à des S.A.R.L. d'architecture ; concertation avec l'ensemble de la profession (p. 1556).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 27 (insérant dans le premier alinéa de cet article, après les mots « ou d'infrastructure » les mots « , ainsi qu'aux équipements industriels destinés à leur exploitation ») ; inclusion dans le champ d'application du projet des équipements industriels destinés à l'exploitation des ouvrages de bâtiment ; adopté ; son amendement n° 28 (substituant à la fin du troisième alinéa (2^e) de cet article, les mots « leurs groupements, ainsi que les syndicats mixtes visés à l'article L. 166-1 du code des communes » aux mots « ainsi que leurs groupements ») ; cas des organismes tels que les chambres consulaires ou l'office national des forêts ; adopté (p. 1557) ; **article 4** : expérience propre des organismes privés d'H.L.M. ; sociétés anonymes d'H.L.M. ayant les mêmes activités en matière d'ouvrage que les offices publics (p. 1559) ; interventions des sociétés anonymes d'H.L.M. limitées par leurs compétences ; son amendement n° 29 (rédactionnel) : adopté (p. 1560) ; **article 6** : son amendement n° 30 (rédigeant ainsi, après les mots « à réaliser », la fin de l'avant-dernier alinéa de cet article : « ou qui exerçaient de manière habituelle, avant la date du 3 mars 1984, des missions complètes de conduit d'opération ») ; condi-

tions dans lesquelles certaines personnes morales pourront continuer à assurer la conduite d'opérations (p. 1561) ; cas des chambres de commerce et d'industrie ; devenu sans objet (p. 1562) ; **après l'article 6** : ses observations sur l'amendement n° 39 de M. Paul Chomat (p. 1563-1564) ; **article 7** : son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 20 de la commission (supprimant dans le dernier alinéa de cet amendement, les mots « , notamment par lots séparés ») ; importance d'une synthèse architecturale ; opportunité de ne pas préjuger de l'organisation des responsabilités entre les entreprises ; rejeté (p. 1565) ; **article 11** : nécessité d'obtenir l'adhésion des organisations professionnelles d'architectes (p. 1566) ; **après l'article 20** : son amendement n° 33 (ajoutant au cinquième alinéa (4^e) de l'article 13 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 la phrase suivante : « cette disposition ne s'applique pas lorsque la société d'architecture est constituée sous la forme d'une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée ») ; possibilité offerte aux architectes de bénéficier des dispositions de la loi relative à l'E.U.R.L. ; adopté ; son amendement n° 34 (précisant que tout architecte dont la responsabilité peut être engagée à raison des actes qu'il accomplit à titre professionnel, ou des actes de ses préposés doit être couvert par une assurance) ; actes professionnels accomplis pour le compte d'une société d'architecture ; accomplissement d'activités de conception architecturale et de maîtrise d'œuvre par des architectes enseignants et leurs étudiants (p. 1567) ; adopté ; son amendement n° 35 (application de certaines dispositions relatives à l'enseignement supérieur aux écoles d'architecture) ; utilisation du cadre de l'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel : adopté.

Seconde délibération sur le projet de loi : possibilité de subordonner l'accord sur le projet à l'accord préalable du maître de l'ouvrage ; **article 5** : son amendement n° 1 (supprimant dans l'avant-dernier alinéa (d) de cet article, les mots « ..., l'accord sur le projet ») (p. 1568) ; adopté (p. 1569).

Troisième lecture, discussion générale : utilisation du mode de consultation des entrepreneurs le mieux adapté ; application du régime général de sécurité sociale aux architectes salariés de leur société d'architecture ; équilibre entre les intérêts des diverses catégories de maîtres d'œuvre et d'entreprises ; création d'ateliers publics d'architecture par les collectivités locales ; cas des agrées en architecture [27 juin 1985] (p. 2111).

Discussion des articles : **après l'article 7** : son amendement n° 19 (contenu de la mission de base pour les ouvrages de bâtiment) ; consultation des entrepreneurs ; diversité dans la commande publique de travaux ; inexistence de capacités d'études intégrées dans les P.M.E. ; définition du contenu de la mission de base (p. 2113) ; projet prévoyant la succession des décisions à prendre par le maître de l'ouvrage ; rôle prépondérant réservé au collège des maîtres d'œuvres lors de la ratification des accords sur la mission de base ; adopté (p. 2114) ; **après l'article 20** : émotion suscitée au sein de la profession d'architecte par les poursuites engagées devant les chambres régionales de discipline contre les architectes ne réglant pas leurs cotisations à l'ordre ; nécessité d'une mesure d'amnistie (p. 2115) ; **après l'article 23** : son amendement n° 1 (abrogeant l'article 35 de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture) ; rattachement des associés des sociétés d'architecture au régime des professions libérales ; exclusion du régime général de la sécurité sociale ; application des dispositions du droit commun applicables à l'ensemble des salariés ; adopté (p. 2116).

— **Projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589).**

Première lecture, discussion générale : nombre de ménages titulaires de parts dans les sociétés de multipropriété ; avantages de la formule ; rentabilisation du parc immobilier ; insuffisance des fondements juridiques de la multipropriété ; système de représentation des associés [18 juin 1985] (p. 1708) ; institution de règles pour la répartition des charges ; adoption de la forme coopérative par les sociétés d'attribution à temps partagé ; inscription du projet dans le cadre de la relance de l'activité du bâtiment ; impropriété juridique du terme « multipropriété » (p. 1709).

Discussion des articles : **article 7** : son sous-amendement n° 49 à l'amendement n° 10 de la commission (exercice de

l'action en révision (p. 1713) ; coût et complexité de l'action en révision ; limitation du délai dans lequel l'action peut être exercée ; adopté (p. 1714) **article 13** : non introduction par la commission de dispositions nouvelles au sujet des coopératives (p. 1717) ; **après l'article 18** : son amendement n° 52 (établissement contradictoire d'un état des lieux ; réalisation d'un état des lieux au moment du départ de l'associé ; adopté (p. 1719) ; **article 19** : son amendement n° 50 (rédactionnel) ; adopté (p. 1720) ; **après l'article 19** : responsabilité du coopérateur plus élevée que celle d'un associé ordinaire (p. 1721) ; institution de la procédure dite « de révision coopérative » par la loi du 20 juillet 1983 (p. 1722) ; **article 22** : projet de loi n° interdisant pas le recours au terme de « multipropriété » ; existence d'autres formules communes pour qualifier la jouissance à temps partagé ; **après l'article 25** : non respect des dispositions du projet pouvant donner lieu à dommages et intérêts ou à actions en nullité (p. 1723) ; **titre** : nécessaire rigueur juridique du projet (p. 1724).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Discussion générale* : part de la défense dans le budget de l'Etat ; montant des crédits d'équipement [8 novembre 1985] (p. 4143) ; réorganisation de l'armée de terre ; gendarmerie ; effort de recherche ; coopération ; modernisation des forces conventionnelles ; marine ; armée de l'air ; force d'action rapide ; défense opérationnelle du territoire (p. 4144) ; formation et entraînement des hommes ; gestion du ministère de la défense ; informatique de commandement ; guerre électronique ; chars (p. 4145) ; sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ; chars futurs ; système informatique de commandement ; dissuasion nucléaire ; initiative de défense stratégique ; projet Eurêka ; réseau de transmission de l'ordre d'engagement ; expérimentation nucléaire (p. 4146) ; force d'action rapide ; modernisation des forces classiques ; maîtrise de l'espace ; activités des forces ; situation des appelés ; reconversion des cadres militaires ; personnels civils (p. 4147) ; personnels civils ; loi de programmation militaire ; part de la défense dans le P.I.B. ; gendarmerie (p. 4148) ; notion d'avions disponibles ; nombre réel d'avions de combat ; commande de Mirage 2000 D.A. (p. 4158) ; volume de carburant mis à la disposition de la gendarmerie (p. 4159-4160) ; ses observations sur l'amendement de M. Aumont (p. 4161) ; situation des appelés (p. 4166) ; absentéisme des députés (p. 4171) ; conditions de discussion du budget ; absence de M. Jacques Chirac ; programmes d'études, de développement et de production lancés depuis mai 1981 ; (p. 4188) ; position de M. Chirac à l'égard de l'I.D.S. ; état du matériel de l'armée de terre ; montant de l'effort de défense ; augmentation des crédits d'équipement (p. 4189) ; caractère évolutif des propositions du R.P.R. en matière de défense ; doctrine de défense de la France ; emploi en centre Europe de la force d'action rapide (p. 4190) ; consensus sur les réformes touchant aux conditions et aux modalités d'accomplissement du service national ; activité des armées ; efforts consentis pour renforcer la gendarmerie ; croissance des crédits consacrés à l'armement nucléaire pré-stratégique ; rôle du porte-avions à propulsion nucléaire ; lancement d'un programme de satellites optiques d'observation nationale ; présentation des crédits consacrés à l'espace ; financement de l'effort de défense au-delà de 1990 ; caractère indispensable de la coopération pour la fabrication d'armement ; difficultés des communes à dégager la trésorerie nécessaire à la construction d'une gendarmerie ; stockage du matériel consacré aux nouvelles missions de défense opérationnelle du territoire de la gendarmerie ; arsenal de Brest ; sous-traitance interne d'atelier ; poursuite de l'effort d'étude et de développement à la direction des applications militaires du C.E.A. (p. 4191) ; missile S.X. ; situation des retraités ; rénovation des hôpitaux militaires ; exécution des précédentes lois de programmation militaire ; crédits de l'armée de l'air ; développement du programme de l'avion de combat tactique ; participation financière de la France à l'avion de combat européen ; détection ; utilité de l'acquisition d'un système de détection aéroportée (p. 4192) ; salaire des ouvriers des arsenaux ; importance de l'Union de l'Europe Occidentale ; défense opérationnelle du territoire ; réforme de l'école de Saint-Cyr ; politique française au Tchad ; nécessité d'un consensus sur les problèmes de défense (p. 4193).

Examen des crédits : **article 30** : son sous-amendement n° 73 à l'amendement n° 72 de M. Robert Aumont (tendant à compléter cet amendement par l'alinéa suivant : « majorer de 7 200 000 les crédits ouverts au paragraphe 2 de cet article ») (p. 4193) ; adopté ; son sous-amendement n° 76 à l'amendement n° 74 de Mme Marie-Thérèse Patrat (tendant à compléter cet amendement par l'alinéa suivant : « majorer de 21 000 000 de francs les crédits ouverts au paragraphe 2 de cet article ») (p. 4194) ; adopté ; nécessité d'ouvrir un crédit supplémentaire de 21 000 000 de francs afin de financer l'amendement n° 74 (p. 4195).

R

RAVASSARD (Noël)

Député de l'Ain
(3^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire [J.O. du 12 avril 1985] (p. 4300).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes (n° 2393) [J.O. du 14 juin 1985] (p. 6584).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural (n° 3008) [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14815).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Schémas directeurs départementaux des structures** : date de l'intervention de l'agrément permettant de faire appliquer la loi [12 juin 1985] (p. 1633).

orale sans débat :

— **n° 936**, posée le 10 décembre 1985 : **élevage (volailles : Ain)** (p. 5850-5851) appelée le 13 décembre 1985 : **production de volaille de Bresse** : production marginale du poulet de Bresse ; production bénéficiant depuis 1936 d'une appellation d'origine contrôlée (p. 6164) ; nécessité de mettre en place un plan de relance de cette production ; rappel des différents pays demandeurs (p. 6165).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Questions* : pose la question de M. Lucien Pignion [6 novembre 1985] (p. 4025).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : efforts accomplis en faveur de l'enseignement agricole ; bilan positif dans ce domaine [7 novembre 1985] (p. 4060) ; formation des enseignants ; activité d'expérimentation et animation du milieu rural ; augmentation des effectifs des élèves de l'enseignement public ; augmentation des moyens budgétaires ; rénovation pédagogique en formation initiale et en formation continue ; bourses scolaires (p. 4061).

RAYMOND (Alex)

*Député de la Haute-Garonne
(4^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Vente de matériel aéronautique** : montant des commandes passées à la France ; cas du matériel spatial ; commande récente d'avions Airbus ; performances de l'industrie française [24 avril 1985] (p. 341).

RAYNAL (Pierre)

*Député du Cantal
(2^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion à un protocole sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures (n° 2656) [9 mai 1985] (p. 685).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses (ensemble une annexe) (n° 3016) [21 novembre 1985] (p. 4662).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14663).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2656) autorisant l'adhésion à un protocole sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substance autres que les hydrocarbures (n° 2697) [23 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3016) autorisant l'approbation d'un accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses (ensemble une annexe) (n° 3127) [28 novembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation économique dans le bassin d'Aurillac** : baisse des revenus des agriculteurs du Cantal ; désengagement du plan Massif Central ; mise à l'écart de ce

département ; étude préalable d'une opération intégrée de développement (O.I.D.) au niveau communautaire [11 décembre 1985] (p. 5882).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : questions : participation de l'Etat à la garantie contre les calamités agricoles ; compensation de fourrage [7 novembre 1985] (p. 4090) ; augmentation des cotisations sociales ; assiette de ces dernières (p. 4106) ; pose la question de M. Gérard Chasseguet (p. 4107).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses (n° 3016).**

Première lecture, discussion générale : rapporteur : définition de la région de la mer du Nord ; obligation d'échange d'informations sur les organisations nationales en matière de lutte contre la pollution ; frais d'assistance ; document Polmar [4 décembre 1985] (p. 5237).

REBOUL (Charles)

*Député du Vaucluse
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

En remplacement le 21 septembre 1985, de M. Dominique Taddei dont la mission temporaire est prolongée au-delà de six mois [J.O. du 21 septembre 1985] (p. 10945).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 28 septembre 1985] (p. 11249).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 29 septembre 1985] (p. 11322).

RENARD (Roland)

*Député de l'Aisne
(4^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à interdire le cumul d'une pension de retraite et d'un revenu d'activité au dessus d'un certain plafond de ressources (n° 2975) [3 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Soins gérontologiques** : volonté du Gouvernement de favoriser les alternatives à l'hospitalisation des personnes âgées ; aide ménagère ; maintien des heures C.R.A.M. au niveau du quota de 1983 ; soins à domicile ; exemple de la Picardie [5 juin 1985] (p. 1471).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant réforme du code de la mutualité n° 2652).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} et code annexé ; après l'article L. 111-3 du code de la mutualité : constitution des comités de consultation assurant la coopération entre la sécurité sociale et les mutuelles ; représentants des mutuelles ne bénéficiant que de voix consultatives [28 mai 1985] (p. 1208).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et simplifications administratives.

Discussion générale : nombre de fonctionnaires ; utilité des dépenses entraînées par l'existence d'une fonction publique ; disparition programmée d'emplois ; introduction de méthodes modernes d'administration ; amélioration de la productivité administrative ; constitution de l'administration territoriale en corps ; rémunération des fonctionnaires ; niveau minimum des pensions ; égalité de traitement entre retraités et actifs ; mensualisation des pensions [22 octobre 1985] (p. 3348).

RENAULT (Amédée)

*Député de l'Indre
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391) [J.O. du 13 juin 1985] (p. 6537).

Rapporteur du projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [25 juillet 1985] (p. 2458).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion de biens des enfants mineurs (n° 2584) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [J.O. du 3 décembre 1985] (p. 14048).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 5 décembre 1985] (p. 14150).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses modifications du code de procédure pénale (n° 2695) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14462).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des Conseils généraux (n° 2956) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14581).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2622) modifiant et complétant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la **protection de l'environnement (n° 2664)** [2 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2861) relatif aux **valeurs mobilières (n° 2968)** [3 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **valeurs mobilières (n° 3151)** [4 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 3108), modifiant diverses dispositions du droit des **valeurs mobilières**, des titres de créances négociables, des sociétés et des opérations de bourse (n° 3164) [6 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3185) modifiant certaines dispositions du droit des **valeurs mobilières**, des titres de créances négociables, des sociétés et des opérations de bourse (n° 3186) [12 décembre 1985].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 874**, posée le 18 juin 1985 : **produits fissiles et composés (production et transformation : Indre)** (p. 1748) ; appelée le 21 juin 1985 : **Dépôts de déchets radioactifs** : présélection de l'Aube, de l'Indre et de la Vienne pour accueillir deux dépôts de déchets radioactifs (p. 1854) ; nécessaire accord des élus locaux ; situation dans le canton de Bélabre ; situation concernant le canton de Neuville-Saint-Sépulchre (p. 1855) ; inquiétude des populations (p. 1856).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (n° 2406).**

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : catastrophe de Bhopal illustrant la notion de « risque technologique majeur » ; assouplissement des procédures offrant aux tribunaux des possibilités nouvelles ; extension par le Sénat du champ d'application de certaines dispositions répressives ; aggravation des sanctions pénales en cas d'exploitation d'une installation classée sans autorisation ; extension de la loi aux installations non classées ; possibilité pour le tribunal d'ordonner la publicité du jugement de condamnation ; possibilité donnée aux associations ayant pour objet de sauvegarder l'environnement de se constituer partie civile ; suppression par le Sénat des dispositions prévoyant la publication de la liste des installations classées en annexe aux plans d'occupation des sols ; [14 mai 1985] (p. 778).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (rédactionnel) (p. 779) ; adopté après modification ; son amendement n° 2 (pouvoir du tribunal lorsqu'il exige la remise en état des lieux dans un délai qu'il détermine) : adopté ; **article 3 bis** : son amendement n° 3 (de suppression) ; article 3 bis aboutissant à lier l'aggravation de la peine aux conséquences de la faute commise, sans tenir compte de la gravité de cette dernière (p. 780) ; adopté ; **article 5** : son amendement n° 4 (possibilité pour le tribunal d'ordonner la publication du jugement par tous moyens appropriés de communication audiovisuelle) ; rejeté ; **article 6** : son amendement n° 5 (possibilité donnée à toute association de pouvoir exercer les droits reconnus à la partie

civile) ; critères retenus reprenant ceux exercés dans d'autres domaines ; adopté (p. 781) ; **article 8** : absence de référence au plan d'occupation des sols (p. 782).

— **Projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : transformation des marchés financiers dans de nombreux pays ; projet prolongeant la loi du 3 janvier 1983 sur le développement de l'investissement et la protection de l'épargne émission de nouveaux titres ; définition d'un cadre juridique ; augmentation de capital ; rapport public sur l'intermédiation financière ; amélioration de la législation existant en matière de démarchage et de placement en biens de placement ; extension du pouvoir réglementaire de la C.O.B. au fonctionnement des marchés placés sous son contrôle et à la pratique professionnelle des personnes faisant appel public à l'épargne ; saisine du président du tribunal de grande instance de Paris [3 octobre 1985] (p. 2639).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (rédigeant ainsi le début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 339-1 de la loi du 24 juillet 1966 : « article 339-1 lorsque des valeurs mobilières émises par une société par actions donnent droit par conversion... ») : adopté ; son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté (p. 2642) ; **article 2** : son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 5 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 8 (rédactionnel) (p. 2643) : adopté ; **après l'article 8** : son amendement n° 9 (possibilité pour l'Assemblée générale de décider que les droits formant rompus seront négociables) ; problème des « rompus » ; cas d'une augmentation de capital par incorporation de réserves ; possibilité pour une société de délivrer en cas de rompus un nombre d'actions immédiatement inférieur ; adopté ; son amendement n° 10 (autorisation d'une émission d'obligations par l'Assemblée générale ordinaire de la société filiale émettrice d'obligations) (p. 2644) ; organisation de l'émission par une société d'obligations avec bons de souscription d'actions de la société mère ; augmentations de capital réservées aux salariés ; adopté ; **après l'article 9** : son amendement n° 11 (rédactionnel) : adopté ; **article 11** : son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté (p. 2645) ; **article 13** : son amendement n° 13 (substituant dans le troisième alinéa de cet article aux mots : « les modalités » les mots : « ou préciser les conditions ») ; renforcement des possibilités offertes par la C.O.B. ; adopté (p. 2646).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : introduction de dispositions nouvelles originaires du Gouvernement et du Sénat ; création d'un cadre juridique applicable aux valeurs mobilières hybrides ; dispositions relatives aux déclarations notariés de souscription ; création des billets de trésorerie [6 décembre 1985] (p. 5454).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 2 (supprimant dans le paragraphe I section III bis les articles 339-1-A à 339-1-Z bis) ; insertion de dispositions régissant les dispositions convertibles, les obligations échangeables, les obligations à bons de souscription ; adopté ; son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 4 (substituant dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 339-5 de la loi du 24 juillet 1966 aux mots : « émis dans un délai de deux ans », les mots : « émis dans un délai d'un an ») ; délai fixé pour l'émission des bons de souscription d'actions (p. 5458) ; adopté ; son amendement n° 5 (émission de valeurs mobilières représentatives de créances sur la société émettrice ou donnant droit de souscrire ou d'acquérir une valeur mobilière représentative de créances) ; opposition à des émissions de titres subordonnés à durée indéterminée ; adopté ; **article 1^{er} ter** : inutilité de prévoir l'exonération du droit d'apport pour le produit de l'émission des bons de souscription ; régime fiscal ; **article 1^{er} quater** : son amendement n° 6 (de suppression) ; exigence d'un acte notarié assortissant les déclarations de souscription ou de versement lors de la constitution des sociétés anonymes ou des augmentations de capital ; absence de contradiction avec la première directive européenne du droit des sociétés (p. 5459) ; procédure d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ; adopté (p. 5460) ; **article 7** : son amendement n° 7 (supprimant la deuxième phrase du texte proposé pour l'article 217-10 de

la loi du 24 juillet 1966) ; pouvoirs dévolus aux actionnaires ; adopté ; **article 8 ter** : son amendement n° 8 (autorisation de l'émission d'obligations par l'Assemblée générale ordinaire de la société filiale émettrice des obligations) ; adopté (p. 5461) ; **article 8 ter** : son amendement n° 9 (supprimant le paragraphe II quater de cet article) ; conception des titres participatifs ; adopté ; **article 9 quinquies** : son amendement n° 10 (de suppression) ; inopportunité d'élargir les possibilités de cumul de mandats des membres du directoire ; adopté ; **article 9 sexies** : son amendement n° 11 (de suppression) ; cession de participations et constitution de sûretés dans les sociétés à directoire et conseil de surveillance ; adopté (p. 5462) ; **article 9 septies** : son amendement n° 12 (de suppression) ; possibilité de rémunération des membres du conseil de surveillance ; adopté ; **article 9 octies** : son amendement n° 13 (de suppression) ; responsabilité des fautes de gestion incombant aux administrateurs ; inopportunité de rendre les directeurs généraux solidairement responsables des fautes de gestion ; adopté ; **article 9 decies** : son amendement n° 14 (abrogation du premier alinéa de l'article 82 de la loi du 24 juillet 1966) ; limitation de l'exercice du droit de vote des actionnaires ; adopté ; **article 9 undecies** : son amendement n° 15 (de suppression) ; approbation obligatoire d'un projet de fusion par l'Assemblée spéciale des titulaires d'actions à dividende sans droit de vote ; contradiction avec la troisième directive européenne (p. 5463) ; adopté ; **article 13** : son amendement n° 16 (rédigeant ainsi après les mots : « garanties prévues » la fin du dernier alinéa de cet article : « au présent article, elle peut ordonner, par une décision motivée, qu'il soit mis fin à tout démarchage ou publicité concernant l'opération ») ; pouvoirs de la C.O.B. ; adopté (p. 5464) ; **article 17** : son amendement n° 17 (pouvoirs de la C.O.B. pour l'exécution de sa mission) ; pouvoir de réglementation ne portant atteinte aux attributions conférées à la chambre syndicale des agents de change ou à la commission des marchés à terme d'instruments financiers ; adopté après modification ; son amendement n° 18 (pratiques contraires aux dispositions législatives ou réglementaires de nature à porter atteinte aux droits des épargnants) : adopté (p. 5465) ; **article 18** : son amendement n° 19 (émission des billets de trésorerie par les entreprises autres que les établissements de crédit ayant deux années d'existence et ayant établi deux bilans certifiés) ; conditions d'émission ; montant minimum de capital ; exigence d'une situation trimestrielle de trésorerie ; adopté ; **après l'article 18** : son amendement n° 20 (établissement d'un rapport semestriel par les entreprises émettrices de billets de trésorerie) ; délais de mise en œuvre des dispositions relatives au rapport semestriel et à la situation trimestrielle de trésorerie (p. 5466) ; adopté après modification ; **article 19** : son amendement n° 21 (de suppression) ; publication obligatoire des comptes consolidés par les entreprises émettrices de billets de trésorerie ; adopté ; **article 20** : son amendement n° 22 (de suppression) ; informations devant être publiées par les sociétés émettrices de billets de trésorerie ; inadéquation de l'exigence du visa de la C.O.B. ; adopté (p. 5467) ; **article 27** : son amendement n° 24 (précisant que les titres de créances doivent faire l'objet d'une inscription en compte ou en dépôt nominatif) ; non institution d'une dématérialisation des nouveaux titres courts ; dispositif fiscal (p. 5468) ; adopté après modification ; **article 30** : son amendement n° 25 (pouvoirs des agents des marchés interbancaires sur l'activité et le contrôle des établissements de crédit) : adopté (p. 5469).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : rédactions nouvelles adoptées par le Sénat en paraissant pas pouvoir être retenues ; émission de titres participatifs par les sociétés du secteur privé ; conditions d'exercice par la commission des opérations de bourse des nouvelles attributions qui lui sont conférées aux articles 13 et 17 ; propose à l'Assemblée d'adopter sans modification le dernier texte voté par elle [12 décembre 1985] (p. 6103).

Discussion des articles : **article 9 quinquies** : ses observations sur l'amendement n° 1 du Gouvernement ; **article 9 septies** : ses observations sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (p. 6105) ; **article 18 bis** : ses observations sur l'amendement n° 3 du Gouvernement ; **article 19** : ses observations sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (p. 6106).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : questions : baisse du nombre des installations dans plusieurs départements ; surface minimale d'installation [7 novembre 1985] (p. 4089).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° 3166).

Discussion : multiplication des productions commercialisées ; situation dans le département de l'Indre ; menaces de désertification ; chute du nombre des installations ; modification du dispositif des prêts spéciaux d'élevage ; suppression de la surface minima d'installation [10 décembre 1985] (p. 5830).

RICHARD (Alain)

*Député du Val d'Oise
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568) [24 janvier 1985] (p. 42).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie (n° 2568) [J.O. du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 22 juin 1985] (p. 6943).

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [20 juin 1985] (p. 1840).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, soumise à nouvelle délibération (n° 2939) [J.O. du 21 août 1985] (p. 9620).

Président de cette commission [J.O. du 21 août 1985] (p. 9620).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (n° 2801) [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12365).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Rapporteur du projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de l'article 27 de la loi n° 85-892 du 23 août 1985 sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 3099) [28 novembre 1985] (p. 5034).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de disposition relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14581).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14816).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15040).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2568) relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2569) [23 janvier 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2571) [24 janvier 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2570) relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2672) [24 janvier 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2573) relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2574) [24 janvier 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2611) améliorant l'information des assurés et la transparence des contrats d'assurance vie et de capitalisation (n° 2670) [9 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2597), relatif au droit d'auteur et à ses droits voisins (n° 2682) [15 mai 1985].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2732) autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2818) [20 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2827) [21 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant de discussion du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 3221) [18 décembre 1985].

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 922, posée le 27 novembre 1985 : **anciens combattants et victimes de guerre (déportés, internés et résistants)** (p. 4982).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : mise en péril de la vie collective d'un territoire d'outre-mer [23 janvier 1985] (p. 4) ; définition de l'état d'urgence sur le plan juridique ; prérogatives de l'autorité administrative pendant l'état d'urgence ; rappel de l'origine de la décision du Haut commissaire ; conséquences de l'état d'urgence ; problème de la saisine de la justice militaire au lieu de la Cour d'assises ; processus d'autodétermination (p. 5).

Discussion des articles : **article unique** : erreur de MM. Jacques Toubon et Alain Madelin sur la répartition des pouvoirs issus de la loi de 1955 ; problème du renvoi des affaires criminelles à la justice militaire (p. 24) ; impossibilité pour les autorités administratives de limiter la liberté de la presse ; problème du maniement et de la détention des armes ; possibilité de prendre des mesures d'éloignement ; protection des droits des personnes et adéquation des mesures individuelles aux besoins de la sécurité publique (p. 25) ; **après l'article unique** : appréciation d'opportunité par l'Assemblée de la prorogation de l'état d'urgence ; utilité du couvre-feu pour la défense d'un ordre démocratique ; application de mesures tendant à l'assignation à résidence par l'amendement n° 7 de M. Jacques Toubon ; nécessité d'un équilibre global de l'état d'urgence ; soumission au contrôle du juge des prérogatives d'assignation à résidence (p. 26).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : absence d'accord de la commission mixte paritaire ; encadrement de l'exercice des pouvoirs conférés à l'exécutif ; rétablissement du texte adopté en première lecture ; remplacement dans le dispositif de la loi du terme « proroger » par le terme « rétablir » ; précision des conditions de mise en application de la loi instaurant l'état d'urgence [24 janvier 1985] (p. 35).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : rétablissement des dispositions adoptées en première lecture (p. 37) ; habilitation du haut-commissaire à effectuer les perquisitions ; **article 2** : contradiction entre les procédures de discussions répétitives et les nécessités de l'état d'urgence (p. 38) ; **article 3** : distinguo entre les personnes susceptibles d'être touchées par les mesures d'assignation à résidence ; **article 4** : inutilité de légiférer sur le groupement de fait s'intitulant « groupement provisoire de la République de Kanaky » ; (p. 39) ; **article 5** : conformité des dispositions de cet article aux règles d'entrée en vigueur des lois sur le territoire de la Nouvelle-Calédonie (p. 40).

Troisième lecture, discussion générale : absence d'accord entre les deux assemblées ; reprise du dernier texte voté par l'Assemblée nationale (p. 40).

— **Projet de loi améliorant l'information des assurés et la transparence des contrats d'assurance vie et de capitalisation (n° 2427).**

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : renforcement de la protection des consommateurs lors de la passation des contrats d'assurance vie ; différend avec le Sénat portant sur la majoration du taux d'intérêt de retard ; application du taux majoré assorti d'une condition de responsabilité juridique de l'assureur [15 mai 1985] (p. 798).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (tendant dans le premier alinéa du paragraphe II de cet article, à supprimer les mots « sauf circonstances non im-

putables à l'assureur ») ; suppression proposée tendant à faire en sorte que la compensation financière des retards soit applicable dans tous les cas ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 2 (tendant à supprimer les mots « sauf circonstances non imputables à l'assureur » dans la deuxième phrase du dernier alinéa du paragraphe I du texte proposé pour l'article L. 132-21 du code des assurances) : adopté (p. 799) ; **article 8** : son amendement n° 3 (supprimant les mots « sauf circonstances non imputables à l'entreprise de capitalisation, » dans la deuxième phrase du texte proposé pour l'article L. 150 du code des assurances) : adopté ; **article 9** : son amendement n° 4 (tendant à supprimer les mots « sauf circonstances non imputables à l'entreprise de capitalisation » dans la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 150-1 du code des assurances) : adopté (p. 800).

— **Projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169).**

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : attribution de nouvelles garanties aux auteurs pour la diffusion d'œuvres audiovisuelles sur le circuit câblé ou par satellite ; création d'un droit nouveau consacrant l'apport des artistes interprètes à l'œuvre ; renforcement du contrôle public sur les flux financiers des sociétés de perception des droits d'auteur ; introduction des logiciels dans le champ d'application de la législation des droits d'auteur ; problème des rapports producteur-auteur dans l'élaboration et l'exploitation des œuvres audiovisuelles ; mécanismes d'arbitrage ; exercice du droit d'auteur dans les productions publicitaires ; respect des principes du caractère civil du droit d'auteur et de son appartenance à la catégorie générale du droit de propriété ; concertation réalisée auprès de l'ensemble des organisations exerçant une responsabilité ou une représentativité dans le secteur de la création artistique et intellectuelle [20 mai 1985] (p. 809-810).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 5 (tendant à substituer aux mots « celles réalisées à l'aide de techniques analogues à la cinématographie ou à l'aide de techniques audiovisuelles nouvelles, et nommées ensemble œuvres audiovisuelles » les mots : « et celles constituant dans des séquences animées d'images ou d'images et de son dénomées ensemble œuvres audiovisuelles ») ; définition directe de l'ensemble des œuvres audiovisuelles par leur contenu et par leur nature ; substitution des mots « et autres œuvres » aux mots « et celles » ; adopté après modification ; son amendement n° 6 (complétant cet article par le paragraphe suivant : « au même article après les mots « aux sciences » sont insérés les mots « ; les logiciels ») ; conséquence de l'introduction des logiciels dans les œuvres couvertes par la législation sur la propriété littéraire et artistique ; œuvres entrant dans le champ de protection réciproque organisée par les conventions internationales dont la France est signataire (p. 820) ; insertion d'une clause de réciprocité sous réserve des dispositions des conventions internationales ; adopté (p. 821) ; **article 3** : son amendement n° 7 (substituant aux mots « l'auteur et » les mots « le réalisateur ou éventuellement » dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 16 de la loi du 11 mars 1957) (p. 821) ; ambiguïté du terme « co-auteur » ; usage professionnel visant à réclamer exceptionnellement le consentement de l'ensemble de ces co-auteurs pour consacrer la version définitive d'une œuvre ; adopté ; accord requis du réalisateur pour les changements de support faisant partie des garanties dont doit être assorti son droit moral (p. 822) ; **article 7 bis** : durée réelle de la protection actuellement en vigueur estimée à 63 ans ; conséquences de l'extension à 70 ans de la protection par droit d'auteur dans le domaine des éditions graphiques ; son amendement n° 8 (tendant à insérer les mots « et pour les livres et autres écrits littéraires, artistiques et scientifiques » dans la deuxième phrase des paragraphes I, II et III de l'article 7 bis) ; extension de cette nouvelle durée aux livres et aux autres écrits littéraires, artistiques et scientifiques ; adopté ; **article 8** : son amendement n° 9 (supprimant les mots « exposition publique » dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 27) ; caractère général de la notion de présentation publique ; adopté ; ambiguïté substituant sur les conséquences de la simple émission de l'œuvre vers un satellite en l'absence de rapport contractuel entre l'auteur et l'organisme de rediffusion (p. 823) ; **article 9** : existence de la formule de la

clause expresse dans les contrats actuels ; contrat d'adaptation constituant légitimement un contrat autonome ; absence d'obligation de résultat dans le contrat ; formule de la clause expresse ne préservant pas la liberté de choix de l'auteur et sa capacité de négociation (p. 824) ; obligation faite au cessionnaire du droit d'adaptation audiovisuelle de gérer le droit qu'il obtient de l'écrivain conformément aux usages de la profession ; régime des recettes perçues en cas d'adaptation ; distinction existant entre régime juridique du contrat d'adaptation et celui du contrat d'édition ; son amendement n° 10 (obligation du bénéficiaire de la décision) ; adopté (p. 825) ; **article 11** : son amendement n° 11 (rédigeant ainsi la fin du 2° alinéa du texte proposé pour cet article : « intégralement et sans extension de la zone géographique contractuellement prévue par l'organisme bénéficiaire de cette autorisation ou dans le cadre d'un mandat limité à cette activité ») ; cas dans lesquels l'autorisation d'émettre par voie hertzienne couvre ou non d'autres formes d'émission ; existence de plusieurs formes de télédiffusion par câble n'entrant pas dans le cadre défini par le Sénat ; cas des sociétés locales d'exploitation de télédiffusion par câble (p. 825) ; adopté ; son amendement n° 12 (portée de l'autorisation de télédiffusion par voie hertzienne) ; système juridique encadrant la télédiffusion d'une œuvre par voie hertzienne avec émission de signaux vers un satellite ; problème de la réception de l'œuvre par l'intermédiaire d'organismes tiers situés hors du territoire national ; adopté (p. 826) ; **article 12** : équilibre des rapports culturels et commerciaux entre les auteurs et les producteurs fixés par le principe de la présomption de cession ; option pour la liberté contractuelle renforçant le déséquilibre entre les parties ; son amendement n° 13 (rédigeant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 63-1 de la manière suivante : « ce contrat prévoit la liste des éléments ayant servi à la réalisation de l'œuvre qui sont conservés ainsi que les modalités de cette conservation ») ; absence de relation entre la protection juridique accordée à une œuvre et le mérite de cette même œuvre (p. 827) ; adopté ; son amendement n° 14 (précisant à l'article 63-2 la rémunération des auteurs ; cas lorsque le public paie un prix pour recevoir communication d'une œuvre audiovisuelle) ; limitation du versement des droits par le producteur au cas où la rémunération de l'auteur est calculée sur la recette « Salle » ; adopté ; son amendement n° 15 (tendant à une nouvelle rédaction de l'article 63-3 ; obligation pour le producteur de fournir un état des recettes provenant de l'exploitation de l'œuvre selon chaque mode d'exploitation) ; adopté ; son amendement n° 16 (complétant le 2° alinéa du texte de l'article 63-3 par les mots « notamment la copie des contrats par lesquels il cède à des tiers tout ou partie des droits dont il dispose ») ; adopté ; son amendement n° 17 (insérant le mot « suivie » après les mots « une exploitation » dans le texte proposé pour l'article 63-5) (p. 828) ; adopté ; **article 12 bis** : son amendement n° 18 (précisant les effets de contrat signé entre le producteur et l'auteur dans le cas d'une œuvre de commande utilisée à des fins de publicité ; modalités et détermination de la rémunération) ; prise en compte de la destinée finale de l'œuvre ; introduction du principe d'une rémunération distincte suivant les différentes utilisations de l'œuvre ; rémunération minimale fixée par un accord (p. 829) ; accord ne portant qu'une limitation partielle de la liberté contractuelle des parties ; respect du droit international et interne de la concurrence ; absence de caractère juridictionnel de la commission ; adopté après modification ; **article 13** : son amendement n° 19 (précisant que les droits reconnus au présent titre ne portent pas atteinte aux droits des auteurs en matière de propriété littéraire et artistique) ; nécessité de délimiter les domaines respectifs des droits des auteurs et des artistes interprètes ; adopté (p. 830) ; **article 14** : son amendement n° 20 (définition de l'artiste-interprète) ; adopté ; **article 15** : dispositions protectrices des droits moraux des artistes-interprètes ; **article 16** : son amendement n° 21 (droit de l'artiste-interprète sur l'utilisation de sa prestation) (p. 831) ; adopté ; **article 17** : son amendement n° 22 (effet des contrats de cession dans le cas de production d'une œuvre audiovisuelle lorsqu'un accord collectif a fixé les modes de rémunération des artistes-interprètes) ; système des accords collectifs ; caractéristiques des conventions ; risque de partage entre le champ de la rémunération salariale et celui d'une rémunération de type libéral ; artistes-interprètes bénéficiant d'un régime autonome en matière de protection sociale ; problème posé en matière de retraite (p. 832) ; soumission des rémunérations auxquelles donne lieu l'autorisation de reproduction

aux articles L. 762-1 et L. 762 du code du travail ; suppression de la référence à l'article L. 762-2 élargissant la qualification salariale des rémunérations ; amendement n° 22 ; adopté (p. 833) ; **article 18** : son amendement n° 23 (extension des conventions à l'ensemble des intéressés par arrêté du ministre compétent ; détermination des modes du taux de rémunération des artistes-interprètes par une commission convoquée par le ministre chargé de la culture à défaut d'accord) ; fixation des bases de la rémunération par un accord collectif (p. 833) ; mission de l'Etat limitée à un rôle de conciliation ; loi donnant habituellement compétence au ministre du travail s'agissant des conventions collectives ; adopté après rectification ; **article 19** : son amendement n° 24 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 25 (rédactionnel) ; adopté après modification (p. 834) ; **article 20** : son amendement n° 26 (rédigeant le 3° alinéa de cet article ainsi : « 2° à sa télédiffusion sauf si elle est effectuée dans le cadre d'un service de communication audiovisuelle soumis aux dispositions de l'article 77 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle ») ; autorisation de reproduction dans le cadre de la télédiffusion d'une œuvre musicale enregistrée ; opportunité de limiter le nombre d'ayants-droit susceptibles de « brider » l'autorisation de rediffusion ; adopté ; réintroduction d'une autorisation spécifique pour tout emploi d'un phonogramme comme fond sonore d'une émission de fiction constituant une altération au principe de liberté d'utilisation ; **article 21** : son amendement n° 27 (supprimant le mot « quinquennaux » dans le premier alinéa de cet article) ; adopté (p. 835) ; son amendement n° 28 (insérant un alinéa précisant le contenu des accords) ; nécessiter d'assurer aux artistes-interprètes une meilleure connaissance des bases de leurs droits ; utilisation abusive de la technique du sondage ; adopté ; son amendement n° 29 (tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « les stipulations de ces accords peuvent être rendues obligatoires pour l'ensemble des intéressés par arrêté du ministre chargé de la culture ») ; prévision d'un système d'extension réglementaire des accords ; adopté ; **article 22** : son amendement n° 30 (détermination du barème et des modalités de versement de la rémunération à défaut d'accord) ; adopté après modification ; **article 23** : son amendement n° 31 (précisant que la rémunération prévue à l'article 20 bénéficie par parts égales aux artistes-interprètes et aux producteurs de phonogrammes) (p. 836) ; adopté ; **article 25** : son amendement n° 32 (rédigeant ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « première fixation d'une séquence d'images ou d'images et de son ») ; adopté ; son amendement n° 33 (insérant les mots « par la vente, le louage ou l'échange » après les mots « mise à la disposition du public ») ; adopté après modification ; son amendement n° 34 (précisant que les droits reconnus au producteur d'un vidéogramme ne peuvent faire l'objet de cession séparée) ; adopté ; **article 26** : son amendement n° 35 (définition des entreprises de communication audiovisuelle) ; adopté ; **article 27** : son amendement n° 36 (insérant les mots « pour la première fois » après le mot « vidéogramme ») (p. 837) ; adopté ; **article 28** : son amendement n° 37 (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; non opportunité de priver les artistes-interprètes de la possibilité d'interdire le reproducteur de leur communication si elle est l'accessoire d'un événement constituant le sujet principal d'une séquence ; adopté ; **article 30** : son amendement n° 38 (pouvoir de l'autorité judiciaire en cas de conflit entre les bénéficiaires des droits institués par le présent titre) ; non opportunité de reconnaître une sorte d'injonction donnée au pouvoir judiciaire (p. 838) ; adopté ; **article 31** : son amendement n° 39 (complétant cet article par l'alinéa suivant : « elle est exonérée de la taxe sur la valeur ajoutée ») ; cas de la rémunération pour copie privée des phonogrammes et vidéogrammes ; rémunération à caractère forfaitaire ne constituant pas une taxation ; adopté ; **article 33** : son amendement n° 40 (substituant aux mots « une personnalité qualifiée choisie par le ministre chargé de la culture » les mots « un représentant de l'Etat ») ; problème du partage entre les différents ayants-droit du produit de cette rémunération forfaitaire pour copie privée ; commission siégeant en cas de désaccord ; adopté (p. 839) ; son amendement n° 41 (substituant au 2° du dernier alinéa de cet article l'alinéa suivant : « les dispositions des quatre derniers alinéas de l'article 22 s'appliquent à la commission prévue au présent article ») ; adopté ; **article 36** : son amendement n° 42 (tendant à supprimer le 2° alinéa de cet article) ; obligation faite aux associations de la loi de 1901 de se transformer en société civile) (p. 840) ; adopté ; prélèvement

opéré à l'occasion des activités culturelles des associations ayant le caractère d'une rémunération différée; fragilité économique des associations (p. 841); formulation retenue permettant d'éviter les détournements les plus graves; son amendement n° 43 (visant à rédiger ainsi la fin du 5^e alinéa de cet article: « et à la diffusion présentant un intérêt économique pour leurs associés au moins 25 % des rémunérations qu'elles perçoivent dans l'application des articles 24 et 34 »); instauration d'un mécanisme d'utilisation collective des sommes prélevées au titre des droits d'auteur; (p. 842); affectation des sommes à des actions d'intérêt collectif profitant à la profession par les sociétés de perception; ajout des sommes correspondant aux droits d'auteurs étrangers relevant de pays non signataires d'accords internationaux de réciprocité avec la France; problème des relations culturelles avec les Etats-Unis; son amendement n° 44 (insérant un alinéa précisant que l'affectation des sommes correspondantes est soumise à un vote de l'assemblée générale de la société à la majorité des deux tiers); nécessité de donner une unité particulière à l'affectation des sommes en cause; affectation des sommes à des actions collectives ne pouvant consister en une délégation de crédit à un organisme tiers; mission de mécénat collectif imposée aux professions organisées en la forme de sociétés de perception; adopté (p. 843); **article 36 bis**: son amendement n° 45 (tendant à soumettre les sociétés de perception et de répartition des droits à l'agrément du ministre chargé de la culture); nécessité d'organiser un contrôle public de l'activité des sociétés de perception; possibilité d'éviter la création de sociétés de perception trop fragiles; choix pour une formule de contrôle à l'entrée de la profession; adopté; **article 37**: son amendement n° 46 (cas où l'agrément peut être retiré; garantie donnée à la société) (p. 844); commission de contrôle devant émettre un avis préalable; formule permettant une surveillance permanente de la part de l'administration compétente; adopté; **article 38**: son amendement n° 47 (possibilité donnée au ministre chargé de la culture de désigner des agents afin de recueillir sur place des renseignements mentionnés au présent article); vérification occasionnelle des comptabilités; adopté; **après l'article 38 ter**: son amendement n° 48 (insérant un article précisant que les personnes morales régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 et ayant pour objet la perception et la répartition des droits d'auteur peuvent transférer à une société civile de perception et de répartition tout ou partie de leur patrimoine); nécessité d'éviter la multiplicité des formalités individuelles de transmission des mandats; adopté (p. 845); **article 38 quater**: son amendement n° 49 (supprimant les mots « dans les conditions prévues »); adopté; problème de la certitude de la date de la création d'un logiciel; formule du dépôt à l'institut national de la propriété industrielle (p. 846); **article 38 quinquies**: son amendement n° 50 (régime du logiciel élaboré par un ou plusieurs employés dans l'exercice de leurs fonctions); son sous-amendement n° 82, à titre personnel, (soumission de toute contestation sur l'application du présent article à une commission paritaire de conciliation) articulation entre le droit individuel du salarié et le droit de l'entreprise lorsqu'un logiciel est mis au point dans le cadre d'un contrat de travail; parenté de cette législation avec celle relative au brevet (p. 847); liberté des parties de fixer le sort juridique du logiciel; possibilité de rétention de la propriété intellectuelle ou de partager cette propriété au profit de l'auteur; salarié pouvant rester propriétaire d'un logiciel dans certaines hypothèses; possibilité de conflit d'interprétation et de litige sur l'attribution de la propriété intellectuelle d'un logiciel; instauration d'une commission paritaire; sous-amendement n° 82: adopté; amendement n° 50: adopté après modification; **article 38 sexies**: son amendement n° 51 (insérant les mots « s'opposer à l'adaptation du logiciel par celui auquel ils aident l'ensemble de ces droits, ni » après les mots « l'auteur ne peut »); adaptation du droit de propriété artistique; prise en compte des impératifs économiques de l'acheteur (p. 848); adopté; **article 38 octies**: alignement de la durée de la protection des logiciels avec celle pratiquée dans les autres pays; son amendement n° 52 (substituant au mot « 25 années » les mots « 50 années »); adopté; **article 38 nonies**: son amendement n° 53 (précisant que le prix de cession des droits portant sur un logiciel peut être forfaitaire); difficultés du calcul de la valeur économique d'un logiciel; adopté (p. 849); formule proposée par M. Jean Foyer permettant le maintien de la possibilité d'interrompre la diffusion frauduleuse d'un logiciel contrefait (p. 850); **article 43**: son

amendement n° 54 (prévoyant le régime des sanctions pénales en cas de non paiement de la rémunération); adopté; **après l'article 46 ter**: son amendement n° 55 (insérant un article 97-1 après l'article 97 de la loi n° 82-52 du 29 juillet 1982 relatif au régime des sanctions pénales en cas d'infraction aux dispositions réglementant la diffusion des œuvres cinématographiques et fixant un délai); respect des délais minimum d'exploitation en salles des films et des œuvres audiovisuelles avant leur reproduction sur cassettes (p. 851); **article 49**: ses observations sur la longueur du titre du projet proposé par M. Daniel Le Meur (p. 852); son amendement n° 90 (prévoyant une codification sous le nom de « code de la propriété littéraire, artistique et scientifique »); adopté (p. 853).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur: modification par la C.M.P. du texte adopté précédemment [26 juin 1985] (p. 2014); définition des œuvres investies du droit d'auteur; inclusion des logiciels; notion de présentation publique; définition de la notion de télédiffusion; contrats de cession des droits d'adaptation audiovisuelle des ouvrages écrits; régime de l'autorisation de télédiffusion d'une œuvre par câble ou par satellite; rémunération des auteurs calculée sur la recette salle dans le cas de contrats de production audiovisuelle; contrats relatifs aux œuvres incluses dans les productions publicitaires; présidence de la commission d'arbitrage; suppression de la notion de prééminence du droit d'auteur; autorisation préalable de l'artiste-interprète pour la reproduction d'œuvres et de créations audiovisuelles; rémunération distincte suivant chaque mode d'exploitation; caractère salarial des rémunérations des artistes-interprètes (p. 2015); présomption de cession; droit à rémunération des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes; montant de la rémunération pour copie privée; constitution et objet des sociétés de perception et de répartition des droits; système judiciaire de contrôle; transfert à l'employeur des droits appartenant à l'auteur salarié (p. 2016); rapport entre les artistes-interprètes et les producteurs (p. 2017).

Discussion des articles: **article 3**: son amendement n° 2, à titre personnel, (rédactionnel); adopté; **article 11**: son amendement n° 3, à titre personnel, (complétant le dernier alinéa (3^e) du texte proposé pour l'article 45 de la loi du 11 mars 1957 par la phrase suivante: «; dans ce cas, l'organisme d'émission est exonéré du paiement de toute rémunération »); hypothèse d'un accord de diffusion d'une œuvre audiovisuelle par l'intermédiaire d'un satellite; versement d'une rétribution proportionnelle; adopté; **article 17**: son amendement n° 4, à titre personnel, (fixation par contrat d'une rémunération distincte pour chaque mode d'exploitation de l'œuvre); contrepartie de la cession des droits de reproduction de l'artiste consentie au producteur; adopté; son amendement n° 5, à titre personnel, (supprimant à la fin de la première phrase du dernier alinéa de cet article le mot « expressément »); cas des contrats d'artistes-interprètes conclus antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi (p. 2022); adopté; **article 50**: ouverture des négociations relatives à la publicité et aux droits nouveaux des artistes-interprètes; dispositions sur la rémunération en matière de copie privée; équilibre économique et technique de la fixation, de la perception et de la répartition de cette rémunération (p. 2023).

— **Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ainsi qu'à la prévention et à la réparation des nuisances dues au bruit des aéro-nefs (n° 2393).**

Deuxième lecture, discussion des articles: **article 6**: transformation des directives d'aménagement du territoire en textes législatifs ou réglementaires; retard pris dans la mise au point des textes [22 mai 1985] (p. 1004); **article 7**: respect d'une réglementation n'exonérant pas de toute responsabilité; usager ne pouvant être exonéré dès lors qu'il existe une faute propre de sa part (p. 1005).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale: s'oppose à l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Messmer; conformité du projet de loi à la Constitution; durée de la période de transition; restitution au haut-commissaire d'une partie du pouvoir exécutif; absorption par les régions de pouvoirs traditionnellement dévolus au haut-commissaire

dans un régime de territoire d'outre-mer ; problème de la sur-représentation de certaines régions ; sa référence à la décision du Conseil constitutionnel reconnaissant la constitutionnalité du statut Lemoine [29 mai 1985] (p. 1276) ; conditions de l'autodétermination ; attitude de l'opposition de l'époque lors de la préparation de l'indépendance des Comores ou de Djibouti concernant la date des référendums d'autodétermination ; reconnaissance du principe du droit des territoires d'outre-mer à obtenir leur indépendance ; ses observations sur les tentations d'attaque personnelle à l'encontre du ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie (p. 1277).

Nouvelle délibération de la loi.

Première lecture, discussion générale : censure partielle par le Conseil constitutionnel ; article 10 de la Constitution [12 août 1985] (p. 2489-2490) ; politique de décolonisation (p. 2491).

Deuxième lecture, discussion générale : affaire Greenpeace [20 août 1985] (p. 2524) ; rapport Tricot (p. 2525) ; caractère injustifiable des attaques prononcées contre ce dernier ; procès d'intention sur le devenir du territoire (p. 2526) ; décision du Conseil constitutionnel ; nombre de sièges ; processus de passage éventuel à l'indépendance d'un territoire sous souveraineté française (p. 2527-2528).

— Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : problème de l'abandon de souveraineté ; protocole ne présentant qu'une différence de degré avec les autres traités internationaux [21 juin 1985] (p. 1870) ; limitation des possibilités des pouvoirs publics de modifier le droit pénal par la convention européenne des droits de l'Homme ; caractère non irréversible de l'engagement ; décision du Conseil constitutionnel relative à l'équilibre institutionnel ; respect des engagements internationaux constituant une condition d'entrée en application de l'article 16 ; limitation des pouvoirs de crise du Président de la République ; conformité du projet de loi de ratification avec l'ordre juridique interne (p. 1871) ; **s'oppose** à l'exception d'irrecevabilité de M. Michel Debré ; exception d'irrecevabilité servant de support à une contestation d'une décision Conseil constitutionnel ; problèmes des pouvoirs du Président de la République en vertu de l'article 16 concernant la peine de mort ; politique générale d'engagements internationaux ; querelle anticomunautaire ; attitude des Etats face à la menace du terrorisme ou de l'importation de la guerre idéologique ; protection de la personne humaine (p. 1876).

— Projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800).

Première lecture, discussion générale : engagement d'un travail de concertation ; projet manifestant un réalisme économique ; « accrochage » entre la D.G.F. et le produit de la T.V.A. ; liaison entre produit de la T.V.A. et évolution des rémunérations de la fonction publique ; [28 juin 1985] (p. 2223) ; conjugaison entre la dotation de base assise sur l'effectif de population et la référence aux possibilités fiscales ; prise en compte du nombre d'habitants ; définition des possibilités fiscales de la collectivité locale ; possibilité d'opérer une redistribution entre les communes en fonction du revenu des ménages ; péréquation des charges ; référence aux logements sociaux (p. 2224).

Discussion des articles : **article 6** : connaissance du revenu de l'ensemble des ménages impossibles ; marge d'incertitude pesant sur les ménages non impossibles [28 juin 1985] (p. 2231) ; **article 25** : problème de la prise en compte de la taxe professionnelle dans les éléments de calcul de la D.G.F. [29 juin 1985] (p. 2252).

Commission mixte paritaire, discussion des articles : **article 12** : dénombrement des élèves scolarisés dans la commune [13 novembre 1985] (p. 4340).

Explications de vote : système de variation annuelle ; réduction du nombre des concours particuliers ; clarification des mécanismes de péréquation ; apparition de nouvelles variables représentatives des charges structurelles ; égalisation des conditions de gestion des communes (p. 4341-4342).

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : fin de la situation transitoire issue de la partition des préfectures en 1982 ; prise en charge par chaque collectivité des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous son autorité ; expérimentation préalable menée dans quatre départements ; désaccord au Sénat concernant la prise en compte des équipements récents financés par les départements [29 juin 1985] (p. 2257).

Discussion des articles : **article 3** : cas des personnels des services communs maintenus dans une situation à part en application des conventions de 1982 ; consultation de la chambre régionale des comptes lorsque l'Etat prend une décision de répartition ; **article 6** : clarification sur la date à laquelle sera fixé le montant des transferts financiers à opérer ; date de la fixation du montant des transferts financiers pour 1986 (p. 2259) ; **article 7** : techniques de la régularisation ; **article 8** : délai d'option offert aux agents publics pouvant passer d'un corps de rattachement à l'autre (p. 2260) ; **article 13** : cas où des établissements régionaux ont été implantés dans des immeubles appartenant aux communes chefs-lieux de région ; **article 15** : portée de la mise à disposition des supports matériels des services départementaux ou régionaux (p. 2261) ; **article 16** : cas des quatre départements ayant réalisé un chiffrage exhaustif ; non opportunité de maintenir les avis des chambres régionales des comptes dans les éléments pouvant faire varier l'évaluation financière au moment des transferts ; **article 17** : cas de désaccord débouchant sur un arbitrage de l'Etat (p. 2262) ; **article 20** : critères d'évolution de la D.G.D. ; **article 22** : possibilité de partager les agents des services dits « communs » ; **après l'article 25** : adaptation de dispositions statutaires ; report de date tenant compte des délais réclamés par l'installation du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (p. 2263) ; difficulté d'application des premiers statuts particuliers prévoyant des passerelles ; **article 26** : évolution de la législation concernant l'outre-mer ; transformation de Saint-Pierre-et-Miquelon en collectivité territoriale à statut particulier (p. 2264).

— Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux et régionaux (n° 2956).

Première lecture, discussion générale : bilan de l'entrée en vigueur des principes de la décentralisation ; transfert des compétences ; mécanisme d'indexation automatique assurant le financement des compétences transférées ; harmonisation de la répartition des compétences entre les différents niveaux d'administration locale ; conditions d'exercice de la démocratie locale relevant du domaine législatif [9 octobre 1985] (p. 2856) ; simplification de la constellation d'organismes consultatifs entourant le Conseil régional par la création des sections spécialisées ; opportunité de limiter les risques de « dérivation » des responsabilités du Conseil régional ; non responsabilité exécutive des bureaux ; absence de délégation de pouvoir délibératif au profit des municipalités ; apparition de deux types de réunion ; publicité des décisions prises sous forme de délibération par le bureau au lieu et place de l'assemblée déléguante ; allongement des délais de communication préalable des rapports préparatoires aux assemblées (p. 2857).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, discussion générale : politique de mobilisation de l'épargne ; situation préoccupante de l'épargne en 1980-1981 ; modification de l'attitude générale envers les entreprises [17 octobre 1985] (p. 3169) ; propositions de la commission Dautresme ; apparition de nouveaux produits d'épargne ; amélioration de la protection fiscale apportée à l'épargne ; maintien de la progressivité de l'imposition personnelle ; neutralité sur l'épargne de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 3170) ; souligne la courtoisie dont il a fait preuve lors des débats de la législature ; effort de réorganisation des mécanismes financiers ; levée de l'encaissement du crédit ; nationalisation des banques ; apparition

d'intermédiaires non bancaires ; intensification de la mobilisation des crédits industriels ; décroissance du taux d'épargne ; sauvegarde des possibilités de consommation ; restriction des demandes d'accès à la propriété ; rapports entre l'Etat et les collectivités locales (p. 3171) ; institution de la D.G.F. en 1980 ; dispositions en matière de transferts de ressources consécutifs aux transferts des compétences ; augmentation de la dotation des collèges et des lycées (p. 3172).

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale* : progrès technique dans l'administration ; mise en place de mécanismes de participation ; affectation des gains de productivité ; logique de l'opposition de droite ; maintien du niveau actuel des services [22 octobre 1985] (p. 3349) ; réduction des effectifs et amélioration qualitative des prestations ; formation permanente ; effort de mobilité ; gestion des corps s'appuyant sur des modalités nouvelles de recrutement et de régulation des effectifs ; demande des précisions sur la politique du R.P.R. pour la fonction publique (p. 3350) ; recrutement de magistrats par M. Peyrefitte (p. 3356).

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale* : décentralisation dans le domaine de l'urbanisme ; instruction des permis de construire relatifs aux constructions individuelles ; interventions des services locaux de l'équipement ; collaboration entre élus et fonctionnaires ; mise en place du comité interministériel des villes ; application de la législation des villes nouvelles ; changement d'image des grands ensembles [30 octobre 1985] (p. 3722) ; *questions* : suppression de l'autorisation de licenciement ; simplification des réglementations techniques ; préventions contre le travail « au noir » ; nouvelles formes d'épargne (p. 3737).

Justice. — *Discussion générale* : transformations de la procédure pénale et du droit pénal [5 novembre 1985] (p. 3894) ; réduction de l'obstacle pécuniaire face à la justice ; rapports de la justice avec la vie professionnelle (p. 3895).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale* : évolution de la situation et de la structure financière des collectivités locales ; compensation des transferts de compétences ; système d'indexation ; régularisation en fin d'année du produit de la T.V.A. ; compensation de la formation professionnelle ; dépenses d'intervention sociale des départements [13 novembre 1985] (p. 4313) ; financement des charges des collectivités locales ; D.G.F. représentant une garantie financière dans les ressources des collectivités locales ; nouveaux critères de répartition ; effet de compensation de la dotation générale de décentralisation ; mécanismes d'indexation généralisés et correction automatique de l'inflation ; propositions de l'opposition (p. 4314).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152).**

Première lecture, discussion générale : intervient lors de la discussion d'irrecevabilité soulevée par M. Gilbert Gantier ; régularisation née du virement opéré en 1983 par le budget annexe des P.T.T. au profit du budget général [12 décembre 1985] (p. 5956).

— **Projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Troisième lecture, explications de vote : réforme de l'organisation de la profession politique ; prise en compte des préférences du Sénat ; longueur de la transition ; déblocage de nombreuses structures figées de la société [21 décembre 1985] (p. 6588).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Troisième lecture, discussion générale : **article 3** : influence du potentiel fiscal de Paris sur les communes de plus de 200 000 habitants ; limitation du bénéfice d'un potentiel fiscal de référence élevé pour les communes de plus de 200 000 habitants ; relèvement du montant des attributions revenant aux autres communes en fonction du barème [21 décembre 1985] (p. 6603) ; cas de sortie du bénéfice du fonds ; hypothèse de la perte de substance dans les bases de

la taxe professionnelle (p. 6604) ; **article 31** : risques de litiges et de contestation entre les collectivités locales en cas d'adoption de l'amendement n° 41 du Gouvernement (p. 6614) ; réflexions sur le contenu du service scolaire ; son sous-amendement n° 48 à l'amendement n° 29 de la commission (insérant dans cet amendement après les mots : « aux obligations professionnelles des parents » les mots : « de l'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune ») ; notion de « raison médicale » ; capacité d'accueil des établissements situés dans la commune de résidence ; droit des parents à faire scolariser leurs enfants à l'extérieur de la commune de résidence malgré un avis défavorable du maire (p. 6615) ; adopté ; mécanisme de progression de la participation des communes de résidence aux charges de scolarisation de ses enfants dans la commune d'accueil (p. 6616) ; **article 34** : remise en cause par le Sénat du principe de l'ordre du tableau des adjoints ; empêchement du maire (p. 6617) ; fixation de l'ordre des adjoints par un vote du Conseil municipal ayant lieu en début de mandat (p. 6618).

RICHARD (Lucien)

*Député de la Loire-Atlantique
(8^e circonscription)
Apparenté R.P.R.*

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la retraite des professions libérales (n° 2972) [3 octobre 1985].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 837**, posée le 24 mai 1985 : **électricité et gaz (centrales d'E.D.F. : Loire-Atlantique)** (p. 1181) ; appelée le 31 mai 1985 : **implantation en Basse-Loire d'une centrale nucléaire** : consommation des pays de la Loire en électricité ; implantation de centrales nucléaires dans l'Est de la France ; nécessité de l'implantation d'une centrale nucléaire en Basse-Loire ; site du Carnet ; fermeture de l'antenne de Paimbœuf ; mise en service de quatre tranches de 900 et 1 300 mégawatts sur les sites de Chinon et de Flamanville ; procédure de la déclaration d'utilité publique (p. 1369) ; équilibre du réseau ne pouvant être assuré qu'avec la centrale de Civaux et celle du Carnet ; enjeu politique de la construction de la centrale (p. 1370) ;

— **n° 855**, posée le 11 juin 1985 : **assurance vieillesse : généralités (bénéficiaires)** (p. 1627) ; appelée le 21 juin 1985 : **affiliation à l'assurance vieillesse des mères des handicapés** ; date d'effet de l'affiliation à l'assurance vieillesse des mères ayant élevé un enfant handicapé ; déclenchement automatique du réexamen des dossiers par la Cotorep (p. 1858) ; circulaire du 18 mars (p. 1859) ;

— **n° 941**, posée le 11 décembre 1985 : **droits d'enregistrement et de timbre (enregistrement : mutations à titre onéreux)** (p. 5950) ; appelé le 20 décembre 1985 : **fiscalité des agriculteurs** : recouvrement des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière ; risques d'une pénalisation des acquéreurs de bonne foi ; nécessité de surseoir à l'engagement des poursuites (p. 6518) ; cas des acquisitions de bonne foi (p. 6519).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion générale : objectifs et résultats de la loi de programme de 1982 ; objectif de 3 % du P.I.B. consacrés à la recherche pour 1990 ; rang de la France dans l'O.C.D.E. ; amélioration du statut et de la fonction des

chercheurs ; absence de mobilité ; insuffisance structurelle de la recherche appliquée au milieu industriel ; concentration dans des grands groupes des dépenses de recherche-développement des industries ; possibilité de couplage entre laboratoires publics et entreprises privées ; création d'un axe recherche-innovation-technologie-production ; rôle de l'Anvar ; système de prêts bonifiés ; recherche fondamentale constituant un « noyau dur » du savoir de la Nation [27 juin 1985] (p. 2129) ; problème du choix des disciplines à promouvoir ; concept de « programmes mobilisateurs » ; insuffisance du nombre des gros ordinateurs ; nécessité d'impliquer le tissu industriel dans le projet Eurêka (p. 2130).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : surestimation des hypothèses sur les principaux paramètres ; montant du déficit budgétaire ; poids des intérêts de la dette ; sacrifice de « pans entiers » de l'activité agricole et de l'activité industrielle ; stagnation en valeur et en volume des dépenses de transfert à l'économie ; absence d'incitation à l'investissement productif ; régime fiscal de la transmission d'entreprise ; coût des entreprises nationales ; mise à contribution des comptes des régimes de retraite des agents des collectivités locales [17 octobre 1985] (p. 3169).

RIEUBON (René)

Député des Bouches-du-Rhône
(10^e circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (environnement) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 en vue de démocratiser la préparation, la discussion et le contrôle de l'**exécution des lois de finances** et d'accroître les pouvoirs du Parlement (n° 2719) [29 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951), annexe n° 19 : **environnement** (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ainsi qu'à la prévention et à la réparation des nuisances dues au bruit des avions** (n° 2393).

Première lecture, discussion générale : **article 1^{er}** : **article L. 147-4 du code de l'urbanisme** : suppression de la prise en compte des réductions possibles du bruit des avions lors de l'élaboration du plan d'exposition au bruit ; possibilité de moduler la valeur des indices de bruit ; pratiques mises en œuvre par le préfet de la région Ile-de-France [22 mai 1985] (p. 999-1000).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2051).**

Première partie : *Discussion des articles* : **article 8** : son amendement n° 22 (de suppression) ; rejeté (p. 3233) ; **article 16** : son amendement n° 34 (supprimant le paragraphe II de cet article) [18 octobre 1985] (p. 3265) ; retiré (p. 3266).

Deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale*. Rapporteur spécial : exemples de Seveso et Bhopal ; rapport de préparation du IX^e Plan ; faiblesse des moyens directs et indirects ; fonds d'intervention de la qualité de la vie ; crédits de la prévention des pollutions ; projet de décret instituant une taxe parafiscale sur les huiles de base [23 octobre 1985] (p. 3413) ; transfert de 100 inspecteurs des installations classées ; lutte contre la pollution atmosphérique industrielle ; prévention de la pollution des eaux ; question des grands barrages ; crédits de fonctionnement de l'I.F.R.E.M.E.R. ; actions de protection de la nature ; moyens de fonctionnement des parcs nationaux ; baisse des subventions accordées aux associations de protection de la nature ; qualité de la vie ; chapitre de la recherche ; programme Deforpa portant sur les pluies acides (p. 3414-3415) ; *questions* : suppression des pollutions émises par les gaz d'échappement des véhicules automobiles ; distribution de carburant sans plomb ou à des taux réduits (p. 3425) ; position de la France au niveau communautaire tendant à limiter aux seules grosses cylindrées les normes de dépollution ; difficultés de l'industrie de la céramique ; opportunité d'envisager une réduction de la T.V.A. pour les voitures équipées d'un système de dépollution ; dépollution des diesels (p. 3426).

Urbanisme, logement et transports. I. — Urbanisme et logement — *Discussion générale* ; *questions* : détérioration de la situation économique des architectes ; développement du travail précaire ; développement d'ateliers publics par les collectivités locales ; redéfinition et élargissement de la mission des architectes [30 octobre 1985] (p. 3741).

Justice. — *Discussion générale* : cellules « justice-accueil » ; admission à l'aide judiciaire ; longueur des procédures [5 novembre 1985] (p. 3895-3896).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 16** : son amendement n° 7 (supprimant le paragraphe II de cet article) [17 décembre 1985] (p. 6274) ; rejeté (p. 6275).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail** (n° 3096).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : suivi par le Parlement de l'application de la loi ; annualisation de la durée du travail [9 décembre 1985] (p. 5769) ; problème de la création d'emplois pouvant être assurée par le nouveau système (p. 5772) ; tentatives du patronat pour appliquer systématiquement un contrôle médical placé sous son autorité (p. 5777).

RIGAL (Jean)

Député de l'Aveyron
(2^e circonscription)
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3905).

RIGAUD (Jean)

Député du Rhône
(7^e circonscription)
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2096) [J.O. du 23 mai 1985] (p. 5798).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'urba-

nisme au voisinage des aéroports (n° 2393) [J.O. du 14 juin 1985] (p. 6584).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012) [J.O. du 6 décembre 1985] (p. 14200).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Utilisation de bioéthanol dans les carburants :** dangers constitués pour l'environnement par la présence de plomb dans les carburants ; différentes formules possibles ; solution pratiquée dans certains pays ; avantage de l'incorporation de l'éthanol d'origine agricole dans les carburants [10 avril 1985] (p. 115).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* suppression des subventions de l'Etat au régime de sécurité sociale étudiant ; prise en charge des cotisations maladie sur les allocations des adultes handicapés [4 novembre 1985] (p. 3869).

RIMBAULT (Jacques)

*Député du Cher
(1^{re} circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer des fonds régionaux d'initiative économique pour l'emploi et la croissance (n° 2979) [3 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Discussion générale :* conséquences pour la défense nationale de la politique d'austérité pratiquée par le Gouvernement ; nécessité de la circonscription ; part réservée à l'armement nucléaire tactique ; force d'action rapide ; nécessaire réactivation de l'Union de l'Europe Occidentale ; avion européen de combat [8 novembre 1985] (p. 4167) ; avion européen de combat ; marine ; politique spatiale ; Initiative de Défense Stratégique (p. 4168).

RIVAL (Maurice)

*Député de l'Isère
(4^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législations et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

ROBIN (Louis)

*Député de l'Ain
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

ROCARD (Michel)

Ministre de l'agriculture

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de l'agriculture : décret du 4 avril 1985 [J.O. du 5 avril 1985] (p. 3990).

ROCCA SERRA (Jean-Paul de)

*Député de la Corse-du-Sud
(2^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (affaires sociales et solidarité nationale : services généraux) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12044).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 1 : affaires sociales et solidarité nationale : services généraux (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : disparition de la section commune du ministère des affaires sociales ; nombre des réponses au questionnaire parvenues avant l'impression du rapport ; fonctionnement et équipement du ministère ; transferts de crédits ; fusion des dépenses afférentes aux services extérieurs du travail et de l'emploi et celle des C.O.T.O.R.E.P. ; dépenses en capital d'informatique ; budget des services généraux ; charges de pension [4 novembre 1985] (p. 3813) ; formation permanente ; développement des œuvres sociales ; dépenses ordinaires d'informatique ; diminution des crédits de fonctionnement ; crédits d'entretien immobilier situation des objecteurs de conscience ; réalisations de la mission « recherche expérimentation » (p. 3814).

ROCHER (Bernard)

*Député de Paris
(17^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

RODET (Alain)

Député de la Haute-Vienne
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562) [J.O. du 11 juin 1985] (p. 6439).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (redéploiement industriel et commerce extérieur : énergie) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre du comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie [J.O. du 7 novembre 1985] (p. 12934).

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du Conseil des communautés européennes les 23 et 24 avril 1985 entre les représentants des Gouvernements des Etats membres, relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1985 (n° 3044) [14 novembre 1985] (p. 4396).

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil des communautés européennes du 7 mai 1985 relative au système des ressources propres des communautés (n° 3045) [14 novembre 1985] (p. 4396).

DEPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 2575) portant **aménagement d'aides au logement (n° 2586)** [2 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2623) portant **aménagement d'aides au logement (n° 2679)** [14 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 32 : redéploiement industriel et commerce extérieur : énergie (n° 2987)** [9 octobre 1985].

Avis présenté au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 3044) autorisant l'approbation de l'accord intervenu au sein du **Conseil des communautés européennes** les 23 et 24 avril entre les représentants des Gouvernements des Etats-Membres, relatif au **versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1985 (n° 3082)** [19 novembre 1985].

Avis fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 3045) autorisant l'approbation de la décision du **Conseil des communautés européennes** du 7 mai 1985 relative au **système des ressources propres des communautés (n° 3083)** [19 novembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Recherche du capitaine S.S. Otto Kahn** : massacre d'Oradour-sur-Glane ; sort du capitaine S.S. Otto Kahn [15 mai 1985] (p. 789).

— **Pollution atmosphérique** : saisie de l'office parlementaire d'évaluation des choix technologiques ; négociation européenne sur la pollution d'origine automobile [12 juin 1985] (p. 1634) ; pollution de l'air provoquée par les installations de combustion (p. 1635).

— **Politique énergétique** : situation énergétique française [26 juin 1985] (p. 1991) ; politique énergétique suivie par le Gouvernement depuis 1981 (p. 1992).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant aménagement d'aides au logement (n° 2575).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : aide de l'Etat ; causes de la récession du secteur du bâtiment ; suppressions d'emplois ; réhabilitation du parc de logements anciens ; actualisation des seuils applicables aux réductions d'impôts afférentes à certains dépenses engagées pour l'habitation principale ; coût des réductions fiscales ; extension du régime de l'épargne-logement au financement de logements ayant une destination autre que l'habitation principale ; exclusion du bénéfice du régime des locaux à caractère industriel ou commercial [3 avril 1985] (p. 68) ; portée de l'élargissement proposé ; augmentation du volume des prêts (p. 69).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : correspondance de la réduction d'impôt avec la période pendant laquelle la décision d'emprunt est la plus lourde pour le budget des ménages (p. 80) ; **article 2** : son amendement n° 1 : devenu sans objet (p. 82).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : relèvement du plafond des dépenses, d'intérêts d'emprunt et de ravalement et des dépenses pour économies d'énergie ouvrant droit à réduction d'impôt sur le revenu ; projet de loi soutenant l'activité de la construction dans le domaine du logement ; relèvement des majorations pour charges de famille [15 mai 1985] (p. 800).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (tendant à substituer aux sommes « 15 000 francs et 2 000 francs » les sommes « 14 000 francs et 3 500 francs » dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article) ; nombre des emplois perdus chaque année dans le bâtiment ; ses observations sur la nécessité de réévaluer le plafond des déductions pour charges de famille (p. 801) ; rejeté (p. 802).

Ses observations après ses explications de vote : changement du régime juridique de l'épargne-logement (p. 802-803).

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577).**

Première lecture, discussion générale : préoccupations auxquelles répond le projet de loi ; texte s'inscrivant dans le développement d'un arsenal législatif favorable aux commerçants ; rapport Sudreau et travaux de la commission Champaud ; nécessité de créer une structure propre aux entreprises individuelles ; cas de la réunion des parts d'une S.A.R.L. en une seule main ; relations entre une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et les établissements de crédit ; nécessité de nouvelles garanties collectives ; surface financière de l'entrepreneur ; prise en compte des données fiscales et sociales ; allègement des procédures du commissariat aux comptes [11 avril 1985] (p. 145-146).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et social (n° 2653).**

Première lecture, discussion des articles : après **l'article 12** : son amendement n° 53 (augmentation de la surtaxe perçue par les communes sur le territoire desquelles sont situées des sources d'eaux minérales) : rejeté [22 mai 1985] (p. 1077).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562).**

Deuxième lecture, discussion générale : **s'oppose** à l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Gilbert Gantier ; tentative précédente de M. Gilbert Gantier pour faire annuler les lois de finances ; décisions du Conseil constitutionnel sur les collectifs budgétaires [20 juin 1985] (p. 1805) ; décision du Conseil constitutionnel du 19 juillet 1983 ; délais

d'examen par l'Assemblée nationale et par le Sénat ; assimilation des lois de règlement aux lois de finances ; procédure de déclaration d'urgence (p. 1806).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion des articles : article 2 : indigence de l'immobilier dans la police nationale ; nécessaire renouvellement du matériel automobile [10 juillet 1985] (p. 2353).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* questions : problèmes liés à la mise en place des fonds structurels européens au bénéfice des régions défavorisées [23 octobre 1985] (p. 3407) ; participation de l'Etat (p. 3408).

Postes et télécommunications. — *Discussion générale :* questions : situation des télécommunications dans le Limousin ; particularités rurales de cette région ; tableau des effectifs [24 octobre 1985] (p. 3496) ; recherche de la productivité (p. 3497).

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale :* aménagement et modernisation du cadre juridique des artisans et commerçants ; difficultés résultant des régimes sociaux [28 octobre 1985] (p. 3562) ; refus de l'intégration au régime général de la sécurité sociale ; missions de l'entreprise unipersonnelle visant à organiser la séparation entre patrimoine professionnel et patrimoine personnel ; organisation de différentes filières de produits sur une base intersectorielle ; cas de la réparation automobile ; assurance contre la faute inexcusable réclamée par les artisans du bâtiment ; renforcement des procédures d'instruction des demandes de permis de construire des grandes surfaces de vente ; lutte contre le travail clandestin (p. 3563).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* « Livre vert » ; incohérence de la politique d'importation de la Communauté ; nécessité de réhabiliter les productions animales dans la politique agricole commune ; cas de l'élevage bovin ; Ofival ; quotas laitiers [7 novembre 1985] (p. 4066) ; nécessité d'articuler politique nationale et politique agricole commune (p. 4067).

Redéploiement industriel et commerce extérieur

— **Energie.** — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : consommation charbonnière ; détérioration de la situation financière de Charbonnages de France ; réduction d'effectifs aux Charbonnages de France ; évolution des ventes de charbon [12 novembre 1985] (p. 4202) ; subvention aux Houillères nationales ; crédits destinés à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie ; ponction représentée par la facture pétrolière française (p. 4403).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 7 mai 1985 relative au système des ressources propres des Communautés (n° 3045) et de l'accord intervenu au sein du Conseil des Communautés européennes les 23 et 24 avril 1985 entre les représentants des Gouvernements des Etats-membres, relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1985 (n° 3044).**

Première lecture, discussion générale commune : Rapporteur pour avis : avances non remboursables pour 1985 ; ressources propres des Communautés ; insuffisance des crédits du F.E.O.G.A. garantie ; obligation des Etats-membres d'assurer le fonctionnement des politiques communes ; déficit de trésorerie des institutions européennes ; compte spécial du Trésor intitulé « Prêt à la Communauté économique européenne » [21 novembre 1985] (p. 4605) ; besoin de financement pour 1986 dans la perspective de l'élargissement de la Communauté ; contribution britannique ; atteinte au principe de la solidarité financière ; accord de Fontainebleau et décision du Conseil du 7 mai 1985 ; notion de ressources propres affectées au budget de la Communauté ; question de l'application du nouveau système de

ressources et adhésion de l'Espagne et du Portugal (p. 4606) ; taux moyen d'appel de la T.V.A. ; obligation de faire un effort significatif de maîtrise des dépenses (p. 4607).

ROGER (Emile)

*Député du Nord
(14^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

ROGER-MACHART (Jacques)

*Député de la Haute-Garonne
(1^{re} circonscription)
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Président de cette commission [J.O. du 7 juin 1985] (p. 6312).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Président de cette commission [J.O. du 7 juin 1985] (p. 6313).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Rapporteur du projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863) [29 juin 1985] (p. 2287).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863) [J.O. du 12 juillet 1985] (p. 7892).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 24 juillet 1985] (p. 8392).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [J.O. du 20 juillet 1985] (p. 8248).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Vice-président de cette commission [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie soumise à nouvelle délibération [J.O. du 21 août 1985] (p. 9620).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (n° 2801) [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12365).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Rapporteur du projet de loi relatif aux juridictions commerciales et aux modes d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie (n° 3107) [28 novembre 1985] (p. 5034).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13811).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [J.O. du 3 décembre 1985] (p. 14048).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14581).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15040).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi rejeté par le Sénat, après déclaration d'urgence (n° 2863) relative à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2871) [28 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2918) [25 juillet 1985].

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président.

— **Répond au rappel au règlement** de M. Guy Ducloné : ordre de discussion des amendements ; possibilité de sous-amender [25 avril 1985] (p. 426).

— **Répond aux rappels au règlement** de M. Jean-Louis Masson et de M. Xavier Deniau : sa référence à la décision du Conseil constitutionnel concernant la désigna-

tion des membres du Gouvernement chargés de le représenter [3 mai 1985] (p. 565).

— **Demande** des explications sur les conséquences de l'amendement n° 9 de M. Jean Juventin, lors de la discussion du projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2617) [5 juin 1985] (p. 1487).

— **Félicite** le ministre, le Rapporteur et les différents intervenants pour l'efficacité avec laquelle ils ont mené le débat sur le projet de loi (n° 2801) relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale [28 juin 1985] (p. 2215).

— **Précise** que le Gouvernement doit sous-amender l'amendement n° 22 de la commission puis amender le texte du projet de loi (projet de loi n° 2787 portant amélioration de la concurrence) [2 octobre 1985] (p. 2599).

— **Demande** aux orateurs de ne pas abuser de son libéralisme (discussion du projet de loi de finances pour 1986) (n° 2951) [17 : octobre 1985] (p. 3199).

— **Explique** la mansuétude de la présidence à l'égard de M. Adrien Zeller (déclaration du Gouvernement (n° 3109) sur la fonction publique) [26 novembre 1985] (p. 4909).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Georges Hage : précise que l'Assemblée nationale examine en dernière lecture le projet de loi sur la communication audiovisuelle [29 novembre 1985] (p. 5067).

Lors de la discussion des articles du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096) :

— **Répond au rappel au règlement** de M. Parfait Jans : compétence du président de séance pour faire régner l'ordre dans l'hémicycle [7 décembre 1985] (p. 5601).

— **Rappelle** au respect des règles du temps de parole (p. 5604).

— **Rappelle** la possibilité pour un président de séance de participer au vote (p. 5605).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Brunhes : temps de parole (p. 5607).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Brunhes : dépassement des temps de parole (p. 5614).

— **Souligne** la volonté de la part du groupe communiste de provoquer des incidents (p. 5615).

— **Rappelle**, en réponse au rappel au règlement de M. Guy Ducloné que l'Assemblée nationale a déjà évoqué le problème des attentats commis aux Galeries Lafayette et au Printemps ; gravité du sujet exigeant que l'on ne l'utilise pas de manière polémique [8 décembre 1985] (p. 5626).

— **Demande** au rapporteur de s'en tenir à l'avis de la commission sur chacun des amendements sans porter de jugement sur les interventions des orateurs (p. 5634).

— **Demande** à Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis de s'en tenir à la présentation de son amendement n° 128 (p. 5634).

— **Souligne** la nécessité que chaque orateur n'excède pas son temps de parole et s'en tienne à l'objet de l'article et de l'amendement en discussion (p. 5635).

— **Rappelle** qu'il a invité le rapporteur à faire preuve de plus d'objectivité dans la présentation des avis de la commission et indique à M. Guy Ducloné qu'il n'a pas à exprimer son goût sur la manière dont il exerce la présidence (p. 5636).

— **Demande** aux orateurs du groupe communiste de se contenter de faire référence à leurs précédentes interventions (p. 5637).

— **Rappelle** qu'il est « assez grand » pour interrompre le ministre si d'aventure les propos de ce dernier sortaient de la limite de la décence seyant au débat (p. 5639).

— **Demande** au groupe communiste de se contenter de se référer à ses interventions précédentes ; heures supplémentaires supportées par le personnel de l'Assemblée nationale (p. 5640).

— **Précise** le sens de son intervention précédente (p. 5641).

— **Indique** à M. Parfait Jans que ses propos s'apparentent à du « chantage » (p. 5644).

— **Informe** l'Assemblée nationale que la représentation du cirque de Noël du personnel de l'Assemblée a bien commencé [8 décembre 1985] (p. 5650).

— **Souligne** qu'un rappel au règlement ne doit pas concerner l'attitude d'un groupe politique de l'Assemblée (p. 5655) ; demande à M. Paul Chomat de retirer les mots concernant sa façon de présider (p. 5656).

— **Demande** à M. Gérard Collomb de s'en tenir à l'objet de la discussion (p. 5667).

— **Demande** à Mme Muguette Jacquaint de retirer ses propos concernant le caractère « arrogant » de la présidence (p. 5670) ; affirme qu'il s'efforce de veiller à ce que les interventions portent sur l'objet du texte inscrit à l'ordre du jour : utilisation par Mme Muguette Jacquaint d'un qualificatif qu'aucun président de séance ne saurait accepter ; clôt l'incident (p. 5671).

— **Espère** que les explications de M. Michel Delebarre permettront à l'Assemblée de reprendre ses délibérations d'une manière plus approfondie (p. 5675).

En qualité de député

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Première lecture, discussion générale : insuffisance de fonds propres caractérisant les petites et moyennes entreprises ; développement de nombreux établissements spécialisés dans l'apport en fonds propres ; absence d'unité dans le régime fiscal [22 mai 1985] (p. 1033) ; exclusion des formules de prêts participatifs dans l'énumération des différentes formes de participation en fonds propres ; problème pour les S.C.O.P. ; conditions nécessaires à une prise de participation en capital dans une entreprise ; création dans la région Midi-Pyrénées d'un institut régional de participation (p. 1034).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son sous-amendement n° 48 à l'amendement n° 6 de la commission (prise en compte des augmentations de capital) (p. 1043) ; adopté (p. 1044).

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses du personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863).**

Première lecture, discussion des articles : Rapporteur : **article 2** : son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 2 (insérant dans la première phrase du premier alinéa de cet article après les mots : « du 2 mars 1982 », les mots : « précités, assorties des avenants prévus à l'article 21 de la présente loi, ») [29 juin 1985] (p. 2258) ; adopté ; son amendement n° 3 (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots : «, pris après consultation de la chambre régionale des comptes territorialement compétente ») : adopté ; **article 6** : son amendement n° 4 (insérant dans le quatrième alinéa de cet article après les mots : « ou régional », le mot : « pour ») : adopté ; son amendement n° 5 (substituant dans le quatrième alinéa de cet article au mot : « dès », les mots : « dans un délai de deux mois à compter de ») : adopté (p. 2259) ; **article 7** : son amendement n° 6 (insérant dans le cinquième alinéa de cet article après les mots : « fait l'objet », les mots : «, au plus tard dans la loi de finances et de la deuxième année suivant l'exercice considéré ») : adopté ; **article 8** : son amendement n° 7 (rédigeant ainsi le deuxième alinéa de cet article : « il est fait droit à sa demande d'option dans le délai maximal prévu au second alinéa du paragraphe I de l'article 123 de la loi du 26 janvier 1984 précitée ») : adopté ; **article 9** : son amendement n° 8 (rédactionnel) ; adopté ; **article 10** : son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté (p. 2260) ; **article 13** : son amendement n° 10 (substituant dans la première phrase du premier alinéa de cet article aux mots : « régionaux et communaux », les mots : « et régionaux ») : adopté ; **article 15** : son amendement n° 11 (champ d'application de la mise à disposition) : adopté ; **après l'article 15** : son amendement n° 12 (substitution de la région ou du département à l'Etat dans ses droits et obligations dans les matières donnant lieu à prise en charge des dépenses par la région ou le département) : adopté

(p. 2261) ; **article 16** : son amendement n° 13 (cas des départements ayant fait l'objet de la prise en charge expérimentale prévue par l'article 78 de la loi de finances pour 1985) : adopté ; son amendement n° 14 (supprimant dans l'avant dernier alinéa de cet article les mots : « avis et ») : devenu sans objet ; **article 17** : son amendement n° 15 (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots : « un décret », les mots : «, pris après consultation de la chambre régionale des comptes territorialement compétente, ») : adopté (p. 2262) ; **article 22** : son amendement n° 16 (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots : « ainsi que les compléments », les mots : « à l'état mentionné à l'article 3 et ») : adopté (p. 2263) ; **article 26** : son amendement n° 18 (substituant dans cet article aux mots : « au département », les mots : « à la collectivité territoriale ») : adopté (p. 2264).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : accord au sein de la C.M.P. sur l'essentiel des dispositions du texte ; divergence concernant la prise en considération de la T.V.A. pour l'évaluation des dépenses supportées par les départements ; question de la déduction des charges d'emprunts afférentes aux constructions financées par les départements et les régions au profit des services préfectoraux ; globalisation des emprunts dans les comptes administratifs ; répartition du prélèvement entre les collectivités locales ; délai prévu pour procéder aux évaluations [2 octobre 1985] (p. 2572-2573).

Discussion des articles : raccourcissement des délais imposés par la nécessité de permettre l'application des dispositions dès le début de 1986 (2576).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036) et projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Première lecture, discussion générale commune : position contre la pratique du cumul des mandats ; situation de M. Jacques Chirac [27 novembre 1985] (p. 4960) ; choix des électeurs ; constitution de fœdalités ; ouverture de nouveaux espaces de liberté ; absence de précipitation dans la présentation du projet ; inexistence de législation relative au cumul des mandats ; cumul des pouvoirs ; action des formations politiques pour limiter les cumuls ; inconvénients du cumul (p. 4961) ; loi sur les compétences ; rapport du sénateur Marcel Debarge ; cumul des fonctions ; définition d'un statut de l'élu ; réexamen des modalités d'indemnisation ; incompatibilité des fonctions de président de conseil général et de président de conseil régional ; œuvre de décentralisation (p. 4962).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : modalités d'application de la loi ; échéance correspondant aux prochaines élections [27 novembre 1985] (p. 4976).

ROSSINOT (André)

*Député de la Meurthe-et-Moselle
(3^e circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume du Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché du Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord,**

Etats membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).

Première lecture, discussion générale : volonté d'une renaissance de l'Europe ; soutien aux jeunes démocraties ; caractère inséparable des questions institutionnelles et du renforcement de la Communauté [21 novembre 1985] (p. 4644) ; risque d'aboutir à une paralysie de l'ensemble ; absence de relations diplomatiques entre l'Espagne et Israël (p. 4645).

ROUDY (Yvette)

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de la Femme, puis ministre des droits de la Femme.

NOMINATIONS

Est nommée ministre des droits de la Femme (Gouvernement de M. Laurent Fabius) ; décret du 21 mai 1985] (p. 5742).

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **Mme Françoise Gaspard : tract sur l'immigration** : distribution massive et organisée de ce tract ; caractère dangereux de ce procédé ; capacité d'intégration de la France [11 décembre 1985] (p. 5884- 5885).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584).

Première lecture, discussion générale : conception traditionnelle du statut de la femme ; secteurs épargnés par les progrès enregistrés dans le sens de l'égalité ; réforme de 1965 ; cellule familiale restant régie par les principes d'organisation monarchiques ; disparition de la notion de chef de famille ; choix de la résidence de la famille par commun accord des deux conjoints ; institution de la double signature obligatoire de la déclaration de revenus des couples mariés ; biens réservés [6 mai 1985] (p. 572) ; dettes des conjoints ; gestion concurrente des biens communs par les époux ; information des couples sur la nouvelle législation ; loi sur l'égalité professionnelle ; possibilité pour les femmes de garder leur nom ; transmission du nom (p. 573).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la Femme. — *Discussion générale* : augmentation des crédits d'intervention ; emplois des femmes ; recherche de l'égalité des chances impliquant des mesures de rattrapage ; mise en place de programmes concernant la filière électronique dans l'ouest de la France ; actions pilotes ; signatures de plans pour l'égalité professionnelle ; diversification des emplois occupés par les femmes dans les filières et catégories d'emplois ; actions développées en matière d'orientation scolaire des jeunes [31 octobre 1985] (p. 3750) ; bourse de la vocation scientifique et technique ; création d'une commission nationale de relecture des manuels scolaires ; violences spécifiques dont les femmes sont victimes ; campagnes contre le viol ; reconnaissance des associations féminines ; installation du centre régional d'information des femmes ; création de prix littéraires ; « fondation Camille » ; action législative ; intensification des programmes pour les mères isolées ; conventions entre l'Etat et les communes ; accroissement des stages d'insertion professionnelle pour les mères seules percevant l'allocation de parent isolé (p. 3751) ; financement de quatre-vingt missions locales ; nomination d'une personne chargée de l'impulsion et de la coordination des actions à mener pour l'orientation des jeunes filles ; action internationale (p. 3752).

Répond à la question de :

— *Mme Colette Chaigneau et de Mme Eliane Provost* : formation professionnelle des femmes ; situation des veuves civiles ; accès des femmes seules aux logements ; programmes destinés aux femmes démunies de ressources ; revirement de la position communiste (p. 3756) ; actions du ministère (p. 3757).

ROUQUET (René)

Député du Val-de-Marne (4^e circonscription) Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie (n° 2568) [J.O. du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [J.O. du 8 juin 1985] (p. 6376).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391) [J.O. du 13 juin 1985] (p. 6537).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7068).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 2577) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863) [J.O. du 12 juillet 1985] (p. 7892).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [J.O. du 20 juillet 1985] (p. 8248).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (départements et territoires d'outre-mer ; territoires d'outre-mer [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (n° 2801) [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12365).

Rapporteur du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'assemblée territoriale de la Polynésie française (n° 3078) [15 novembre 1985] (p. 4439).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13811).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses modifications du code de procédure pénale (n° 2695) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14462).

Vice-président de cette commission [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Vice-président de cette commission [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15040).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 2650) relatif au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2671) [9 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2720) modifié par le Sénat en deuxième lecture relatif au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2736) [5 juin 1985].

Proposition de loi tendant à améliorer la sécurité des ascenseurs (n° 2904) [29 juin 1985].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome VII départements et territoires d'outre-mer ; territoires d'outre-mer (n° 2991) [9 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3078), modifiant et complétant la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française (n° 3154) [5 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux actes et jugements déclaratifs de décès des personnes mortes en déportation (n° 2613).**

Première lecture, discussion générale : correction d'une anomalie juridique ; imprescriptibilité des crimes perpétrés par le nazisme ; nécessité de conserver la mémoire des sacrifices ; nombre des personnes déportées [7 mai 1985] (p. 622).

— **Projet de loi relatif au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322).**

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : difficultés nées de l'érection de Saint-Pierre-et-Miquelon en département d'outre-mer ; perte du bénéfice du régime dérogatoire prévu par le traité de Rome ; application aléatoire de la décentralisation ; non-conclusion de la convention de partage des services ; prise en compte des spécificités de l'archipel ; transformation de Saint-Pierre-et-Miquelon en une collectivité territoriale à statut particulier ; problème de la constitutionnalité de la transformation ; substitution par le Sénat du scrutin de liste proportionnel à deux tours à l'actuel scrutin de liste majoritaire à deux tours ; augmentation du nombre des conseillers généraux de l'assemblée délibérante [14 mai 1985] (p. 760) ; opposition de la commission à l'organisation d'élections partielles pour pourvoir les cinq nouveaux sièges (p. 761).

Discussion des articles : **article 1^{er} :** son amendement n° 1 (tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon constitue une collectivité territoriale de la République française dont l'organisation et le fonctionnement sont fixés par la présente loi ») ; introduction dans l'article d'une référence explicite à la Constitution ; adopté (p. 767) ; **article 2 bis :** absence de disposition dans le code électoral indiquant que ses dispositions ne concernent que les départements ; territoire continuant à élire son député au scrutin uninominal majoritaire ; **article 17 :** son amendement n° 2 (institution d'un comité économique et social chargé d'assister à titre consultatif le Conseil général) (p. 769) ; adopté ; **article 24 :** son amendement n° 3 (tendant à supprimer à la fin du deuxième alinéa de cet article les mots « et plus spécialement entre la République française et les Etats de l'Amérique du Nord ») ; absence de valeur nominative des dispositions introduites par le Sénat ; adopté (p. 770) ; **article 33 :** son amendement n° 4 (rédactionnel) ; adopté (p. 771) ; **article 38 :** son amendement n° 5 (visant à supprimer les trois derniers alinéas de cet article) ; non opportunité de procéder, dès la promulgation du statut, à des élections partielles, adopté (p. 774).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur : transformation du département de Saint-Pierre-et-Miquelon en collectivité territoriale à statut particulier ; modification du mode de scrutin applicable à l'élection du Conseil général ; problème de l'organisation d'élections partielles ; référence à l'article 72 de la Constitution ; établissement de la liste annuelle du jury criminel [5 juin 1985] (p. 1488) ; désignation de la personne agréée appelée à siéger dans la commission (p. 1489).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur suppléant : composition de la commission de contrôle des opérations électorales [26 juillet 1985] (p. 2464).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : progression de la dotation globale de fonctionnement ; situation en Polynésie française ; problème statutaire de la Nouvelle-Calédonie [5 novembre 1985] (p. 3911) ; caractère transitoire du nouveau statut ; communauté mélanésienne ; principe de l'accession du territoire à l'indépendance (p. 3912).

— **Projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique et territoriale (n° 2801).**

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur suppléant : échec de la commission mixte paritaire [15 novembre 1985] (p. 4407-4408).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française (n° 3078).**

Première lecture, discussion générale : augmentation du nombre de sièges de l'assemblée territoriale [12 décembre 1985] (p. 6110) ; difficultés de communication dans l'archi-

pel ; nécessité de prendre en compte l'accroissement démographique qu'a connu le territoire ; répartition des sièges entre les cinq circonscriptions ; actualisation de dispositions anciennes ; rapprochement avec le droit commun ; possibilité d'utiliser des bulletins de couleur ou portant l'emblème du candidat ; dispositions spécifiques pour le dépôt et l'enregistrement des listes ; éventualité d'une dissolution de l'assemblée territoriale (p. 6111).

Discussion des articles : **article 2** : ses observations sur l'amendement n° 2 de M. Jean Juventin (p. 6115) ; **article 8** : rôle de la Haute autorité (p. 6116) ; sens à donner à l'article 14 de la loi du 29 juillet 1982 (p. 6117).

— **Projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012).**

Troisième lecture, discussion générale : nécessité d'imposer aux propriétaires d'ascenseurs à parois lisses la pose de portes intérieures dans un délai de quatre ans [20 décembre 1985] (p. 6529).

ROUQUETTE (Roger)

*Député de Paris
(16^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568) [J.O. du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602) [J.O. du 4 juin 1985] (p. 6191).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [J.O. du 8 juin 1985] (p. 6376).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (n° 2391) [J.O. du 13 juin 1985] (p. 6537).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes, et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2523) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2617) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 84-

53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (n° 2801) [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12365).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Rapporteur du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037) [14 novembre 1985] (p. 4396).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13811).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [J.O. du 3 décembre 1985] (p. 14048).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 3037) relatif au **renouvellement des baux commerciaux**, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3102) [21 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3174) tendant à rétablir la **libre négociation des loyers des baux commerciaux**, à autoriser le crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à maintenir en fonctions certains juges des tribunaux de commerce (n° 3181) [12 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, en deuxième et nouvelle lecture (n° 3277) tendant à rétablir la **libre négociation des loyers des baux commerciaux**, à autoriser le crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à maintenir en fonctions certains juges des tribunaux de commerce (n° 3295) [20 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Immigration** : débat faussé par des chiffres fantaisistes colportés par l'extrême-droite et relayés par la droite [13 novembre 1985] (p. 4293-4294).

orales sans débat :

— n° 795, posée le 23 avril 1985 : **politique extérieure (Guatemala)** (p. 325) ; appelée le 26 avril 1985 : **situation au Guatemala** : banalisation de la violence dans ce pays ; rôle joué par la C.I.A. en 1954 ; nombre des victimes d'assassinats politiques ; ses observations sur les « prétendus efforts » du régime actuel pour protéger les droits de l'homme (p. 453) ; majorité de la population guatémaltèque constituée par les Indiens (p. 454).

— n° 833, posée le 21 mai 1985 : **enseignement pré-scolaire et élémentaire (établissements : Paris)** (p. 989) ; appelée le 24 mai 1985 : **sécurité des établissements scolaires** : zone d'action concertée Guilleminot ; travaux destinés à rendre piétonne une partie de la rue de l'Ouest ; écoles dont les issues débouchent sur des rues passantes (p. 1171).

— n° 892, posée le 2 octobre 1985 : **santé publique (hygiène alimentaire)** (p. 2614-2615) ; appelée le

4 octobre 1985 ; **contrôle de la viande de cheval importée** : série d'intoxications alimentaires à Paris (p. 2662).

— n° 952, posée le 17 décembre 1985 : **fonctionnaires et agents publics (attachés d'administration centrale)** (p. 6323) ; appelée le 20 décembre 1985 : **attachés d'administration centrale** : situation administrative du corps des attachés d'administration centrale (p. 6511) ; manque de perspectives de carrière pour les attachés d'administration centrale ; limite d'âge pour accéder au tour extérieur dans le corps des administrateurs civils ; nécessité d'une modification de la proportion statutaire des différents grades ; nécessité de mettre en place une gestion interministérielle de ces personnels (p. 6512).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577)**.

Première lecture, discussion générale : position du droit français vis-à-vis des entreprises personnelles ; atténuation du principe de l'unité du patrimoine ; pluralité fictive d'actionnaires ; sociétés et « hommes de paille » [11 avril 1985] (p. 152).

— **Projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556)**.

Première lecture, discussion générale : désintérêt des citoyens pour leur industrie ; pratique de l'auto-contrôle ; transparence des sociétés ; limitation à 15 % des voix des droits de vote attachés aux actions possédées par les sociétés contrôlées ; groupes de sociétés à participations circulaires ou croisées ; problème des multinationales [18 avril 1985] (p. 249).

Explications de vote : vote positif du groupe socialiste (p. 252).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603)**.

Première lecture, discussion générale. Rapporteur suppléant : politique de décentralisation ; transformation des établissements publics régionaux en collectivités territoriales ; transferts de compétences ; érection de la région en acteur principal de la planification [26 avril 1985] (p. 486) ; possibilité pour les nouvelles collectivités territoriales d'exercer, grâce à l'adoption du projet de loi, les compétences qui leur reviennent ; élection des conseillers régionaux dans chaque département au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel ; seuil de 5 % ; stabilité de l'effectif total des conseillers régionaux ; répartition des sièges entre les départements d'une même région ; absence de prise en compte par le projet de loi de l'augmentation du nombre des députés ; conditions d'éligibilité et incompatibilités ; composition du collège électoral des sénateurs ; montant du cautionnement ; incompatibilité générale prévue par l'article L. 342 entre le mandat de conseiller régional et les fonctions de membres des tribunaux administratifs et des chambres régionales des comptes ; cumuls des mandats (p. 487).

Discussion des articles ; en qualité de député ; **article 1^{er}** ; **article L. 337 du code électoral** : son amendement n° 51 (tableau n° 7 annexé à l'article L. 237 du code électoral) (p. 510-511) ; adopté (p. 512).

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741)**.

Discussion : œuvre législative accomplie en faveur des immigrés depuis 1981 [6 juin 1985] (p. 1528) ; problème de l'application de ces textes ; cas des textes relatifs au regroupement familial (p. 1529) ; situation des femmes immigrées abandonnées par leur mari (p. 1530).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733)**.

Première lecture, discussion générale : référence au titre I^{er} du statut général des fonctionnaires ; conciliation du travail hospitalier et des droits et devoirs des fonctionnaires ; positions dans lesquelles peuvent être placées les personnels

[10 octobre 1985] (p. 2909) ; notion d'activité ; congés bonifiés des fonctionnaires dont le lieu de résidence habituel se trouve dans les D.O.M. ; positions d'activité ; exercice du droit syndical ; régime des congés maladies ; réintégration en cas de congé parental ; principes relatifs à la notation, à l'avancement et au reclassement ; montant de la rémunération ; astreinte à résidence dans l'établissement ; liste des sanctions disciplinaires ; cessation de fonctions ; chapitre relatif à la perte d'emploi ; consultation des organisations syndicales par le représentant de l'Etat (p. 2910).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951)**.

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale* : questions : organisation d'un colloque sur la recherche pédagogique à la Sorbonne ; opportunité de créer un Institut de recherche en pédagogie ; problème de l'indemnité de logement des instituteurs enseignant dans les écoles spécialisées de Paris [29 octobre 1985] (p. 3653).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : diversité des populations immigrées ; lutte contre l'immigration clandestine ; insertion des étrangers dans la communauté nationale ; réinsertion des étrangers dans leur pays d'origine ; idées de la droite et de l'extrême-droite [4 novembre 1985] (p. 3845, 3846) ; diminution de la part des étrangers dans la population active ; accroissement de la petite délinquance en France ; problème de l'inconciliabilité de la culture musulmane et de la culture européenne (p. 3846).

Justice. — *Discussion générale* : questions : problème de l'incarcération des mineurs [5 novembre 1985] (p. 3898).

Redéploiement industriel et commerce extérieur — **Energie**. — *Discussion générale* : Relation commerciale avec l'Afrique du Sud ; sanctions économiques décidées par la France ; application de ces mesures ; rôle de la C.F.P.-Total [12 novembre 1985] (p. 4231).

— **Projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015)**.

Première lecture, discussion générale : historique de la notion de citoyenneté dans l'entreprise [19 novembre 1985] (p. 4458) ; caractère révolutionnaire du droit d'expression ; nécessité d'instituer la possibilité de s'exprimer sur l'organisation de l'activité de l'entreprise ; rôle des organisations syndicales ; risque de confiscation du droit d'expression par le patronat ; son opposition à la reconnaissance d'un droit d'expression spécifique au personnel d'encadrement (p. 4459).

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037)**.

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : coefficient de renouvellement des baux commerciaux pour 1986 ; règles applicables lorsque le renouvellement intervient postérieurement à la date d'expiration du bail échu ; méthode de détermination du coefficient ; extension de l'application du coefficient de l'année d'échéance aux baux dont le renouvellement intervient dans les douze mois suivant cette date [26 novembre 1985] (p. 4875) ; règles de plafonnement de l'évolution des loyers des locaux professionnels, des emplacements de garage et des locations saisonnières ; extension du champ d'application du crédit-bail à l'acquisition des fonds de commerce ; technique du crédit-bail ; mise en place d'un système de cautionnement mutuel (p. 4876).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (tendant à la fin de l'article 1^{er} à substituer au chiffre : « 2, 15 » le chiffre : « 2, 10 ») ; fixation du coefficient de renouvellement des baux commerciaux (p. 4878) : adopté (p. 4879).

Deuxième lecture, discussion des articles : Rapporteur : **article 2 bis** : son amendement n° 2 (de suppression) ; **article 3** : son amendement n° 3 (tendant à compléter le deuxième alinéa, (3^e), de l'article 3 par les mots : « à l'exclusion de toute opération de location à l'ancien propriétaire du fonds de commerce ou de l'établissement artisanal ») ; adopté ; **article 5** : son amendement n° 4

(limitation à 1,5 % de la hausse en 1986 des loyers des locaux professionnels et des garages [12 décembre 1985] (p. 6118) ; adopté ; son amendement n° 5 (hausse des prix des locations saisonnières de locaux ou d'immeubles de toute nature hors du champ d'application de l'ordonnance du 30 juin 1945) : adopté ; **Titre** : son amendement n° 6 (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi « projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers ») : adopté (p. 6119).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : non application des articles 10, 12 et 13 de la loi du 20 mars 1956 aux opérations de crédit-bail sur fonds de commerce [20 décembre 1985] (p. 6573).

Discussion des articles : **après l'article 4** : son amendement n° 1 (exclusion du champ d'application du présent projet de loi des articles 10, 12 et 13 de la loi du 20 mars 1956) (p. 6573) : adopté (p. 6574).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : échec de la commission mixte paritaire [22 décembre 1985] (p. 6653).

— **Projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061).**

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : adoption par le Sénat de la question préalable ; échec de la commission mixte paritaire [22 décembre 1985] (p. 6657).

ROUSSEAU (Jean)

*Député du Cher
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 90 concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie (révisée en 1948) (n° 2687) [23 mai 1985] (p. 1162).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2687), autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 90 concernant le **travail de nuit des enfants dans l'industrie** (révisée en 1948) (n° 2698) [23 mai 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : refus par l'opposition d'un débat constructif ; sa prise de position initiale pour un système mixte ; proportionnelle départementale n'empêchant pas le travail de l'élu sur le terrain ; problème de la constitution d'une majorité ; effet amplificateur du scrutin majoritaire [25 avril 1985] (p. 414) ; satisfaction de certains membres de l'opposition de voir la proportionnelle instaurée (p. 415).

ROYER (Jean)

*Député d'Indre-et-Loire
(1^{re} circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Proposition de loi visant à autoriser l'utilisation de **composés oxygénés organiques dans l'essence** afin de réduire les importations de pétrole brut (n° 3256) [19 décembre 1985].

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 856, posée le 11 juin 1985 : **énergie (énergies nouvelles)** (p. 1627) ; appelée le 14 juin 1985 : **fabrication et usage de l'éthanol** : utilisation après la guerre du mélange de l'essence et de l'éthanol ; nécessaire reprise de cette fabrication ; accroissement de la production agricole de la C.E.E. ; nécessité d'éviter la production de gaz polluants ; importation de pétrole ; nécessité d'enrayer l'exode rural ; priorité du nucléaire (p. 1694) ; valeur des sous-produits ; production d'aldéhyde dans les gaz d'échappement des voitures ; carburant des transports en commun (p. 1695).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion générale : mobilisation des ressources nationales en faveur de l'effort de recherche ; nécessité d'une croissance forte ; situation de la recherche industrielle française ; mobilité du personnel ; transfert de l'effort de recherche fondamentale vers la recherche appliquée ; fonctionnement des moteurs à éthanol ; insertion de la recherche dans les cycles de formation des ingénieurs ; dialogue entre l'Etat et les régions [27 juin 1985] (p. 2130).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : nombre des demandeurs d'emploi ; montant des crédits consacrés à l'aide aux chômeurs ; rétablissement de l'équilibre de la balance commerciale ; défiscalisation des bénéfices non distribués des entreprises ; part de la production française assurée par les P.M.E. ; réexamen de la politique des seuils ; missions du fonds de développement économique et social ; opportunité de lancer un programme de grands travaux ; expérience menée à Tours relative à l'ouverture d'une école d'ingénieurs « producticiens » ; allègement dégressif des charges sociales ; contrôle du Parlement en matière budgétaire (p. 3153).

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. *Discussion générale* : approche économique du chômage ; nombre des chômeurs de longue durée ; remise à niveau des chômeurs dans des centres de formation ; préparation du réemploi ; financement de l'allègement dégressif des charges sociales ; nécessité de tenter une dizaine d'expériences en France [31 octobre 1985] (p. 3782) ; examen par le Parlement d'une loi cadre (p. 3783).

S

SABLE (Victor)

*Député de la Martinique
(3^e circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre des relations extérieures [J.O. du 23 novembre 1985] (p. 13604).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Plan Reagan pour la région des Caraïbes :** politique de coopération régionale avec les États voisins signataires de la convention de Lomé [30 octobre 1985] (p. 3713) ; adoption du projet de loi autorisant la ratification de la troisième convention de Lomé ; affirmation de la présence française dans cette partie du monde (p. 3714).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant la ratification de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (et documents connexes), signée à Lomé le 8 décembre 1984 ; l'approbation de l'accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, fait à Bruxelles le 19 février 1985 ; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (n° 2914).**

Première lecture, discussion générale : relance du dialogue Nord-Sud ; plan Reagan dans la région des Caraïbes [8 octobre 1985] (p. 2759-2760).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* absence de rapporteurs issus des départements d'outre-mer ; décentralisation [5 novembre 1985] (p. 3936) ; industrie sucrière ; plan Reagan ; production d'ananas par la France ; « bataille du rhum » ; convention de Lomé ; nécessité de remédier aux effets de la monoculture (p. 3937) ; nécessité de diversifier l'agriculture ; élargissement de la Communauté européenne ; construction d'un théâtre à Fort-de-France (p. 3938).

SAINTE-MARIE (Michel)

Député de la Gironde
(6^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale signée le 29 mars 1974 (ensemble un protocole) (n° 2747) [6 juin 1985] (p. 1535).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2747) autorisant l'approbation d'un avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale signée le 29 mars 1974 (ensemble un protocole) (n° 2750) [6 juin 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Budgets annexes, de l'imprimerie nationale et des monnaies et médailles, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. — *Discussion générale :* amélioration du fonctionnement des établissements de Paris et de Pessac ; développement de la production de pièces commémoratives ; déficit du secteur des médailles ; hausse des crédits affectés à la publicité ; caractère industriel des Monnaies et Médailles ; compétence du personnel ; mesures compensatoires pour travaux insalubres ; couverture sociale intégrale en cas d'arrêt de travail pour maladie ; refonte du système de la monnaie métallique ; mise en place de la monnaie magnétique (p. 3672-3673).

SALMON (Tutaha)

Député de la Polynésie française
(2^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe de rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2617) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 840, posée le 28 mai 1985 : départements et territoires d'outre-mer (Polynésie : calamités et catastrophes)** (p. 1243) ; appelée le 31 mai 1985 : **dégâts causés par un cyclone en Polynésie :** dépression tropicale du lundi 6 mai dans l'archipel des Marquises ; importance des dégâts ; nécessité de revoir les dotations globales d'équipement des communes (p. 1364).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : son adhésion à une double appartenance de civilisation ; possibilité de maintenir dans une même nation des populations différentes ; risque de généralisation de la revendication indépendantiste ; absence de majorité ethnique dans le territoire ; plan du Gouvernement reposant sur une opposition entre l'ethnie blanche et l'ethnie mélanésienne ; exclusion des autres minorités ; cas des Polynésiens de Nouvelle-Calédonie [30 mai 1985] (p. 1307-1308).

Troisième lecture, discussion générale : troubles en Guadeloupe ; refus de la fatalité de l'indépendance ; fonds d'indemnisation des cyclones [26 juillet 1985] (p. 2465-2466).

— **Projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte (n° 2616).**

Première lecture, discussion générale : cas des T.O.M. élisant deux députés ; question de l'opportunité de règles spécifiques ; dépôt de projets de loi particuliers ; extension du principe de la proportionnelle départementale ; étendue

géographique de la Polynésie française ; efficacité du travail parlementaire ; intérêt porté aux hommes autant qu'aux partis politiques [5 juin 1985] (p. 1478).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : budget de régression ; recul des crédits permettant de rémunérer les fonctionnaires métropolitains ; crédits du F.I.D.E.S. ; création d'un service militaire adapté pour la Polynésie ; conventions sur les modalités de fonctionnement des services territoriaux [5 novembre 1985] (p. 3949) ; politique de méfiance vis-à-vis de la France ultramarine (p. 3950).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française (n° 3078).**

Première lecture, discussion générale : nécessaire adaptation des institutions locales à l'évolution du statut du territoire ; augmentation du nombre des conseillers permettant une meilleure représentation des populations ; seuil de 5 % ; conditions d'éligibilité ; durée de la domiciliation territoriale des conseillers [12 décembre 1985] (p. 6113) ; actualisation des dispositions électorales de la loi du 21 octobre 1952 ; maintien des dispositions spécifiques imposées par l'organisation et la situation particulière du territoire ; date des prochaines élections (p. 6114).

SANMARCO (Philippe)

*Député des Bouches-du-Rhône
(3^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (Premier ministre : services généraux) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [J.O. du 11 octobre 1985] (p. 11833).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux valeurs mobilières (n° 2861) [J.O. du 3 décembre 1985] (p. 14048).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 24 : Premier ministre : services généraux (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : avis partagés concernant le mode de scrutin ; nécessité de réfléchir sur les besoins du pays pour la période à venir ; non intégration de la loi électorale dans la Constitution ; élection du Président de la République au suffrage universel apparaissant comme la consécration d'une légitimité propre à l'exécutif ; organisation des grands rassemblements politiques autour de la fonction présidentielle ; réussite de l'alternance de 1981 prouvant l'enracinement des institutions ; nécessité de conserver l'acquis positif constitué par la stabilité de l'exécutif ; projet de réforme ne portant pas atteinte à la panoplie gouvernementale ; suppression des élections partielles renforçant l'exécutif ; possibilité d'assurer une évolution progressive des institutions ; présence hypothétique mais isolée des partisans de l'extrême-droite [25 avril 1985] (p. 397) ; contamination des idées de l'extrême-droite parmi les autres formations de l'opposition ; nécessité de renforcer l'inter-

diction du cumul des mandats ; opportunité du cadre départemental ; principe de découpage opéré par des juges apparaissant comme une pratique de gouvernement des juges ; participation aux élections ; problème du choix des candidats par les partis en présence ; évolution du mode de fonctionnement de l'Assemblée nationale induit par la proportionnelle départementale ; souhait de certains de voir s'instaurer un régime présidentiel ; projet de loi allant dans le sens d'une amélioration de l'équilibre des pouvoirs ; exemples de la Grande-Bretagne et de l'Italie (p. 398) ; stabilité gouvernementale (p. 399).

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion : situation à Marseille [6 juin 1985] (p. 1517).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. *Discussion générale.* Rapporteur spécial : hétérogénéité du budget ; inscription, des crédits de la formation professionnelle au budget du ministère du travail ; évolution des grandes masses budgétaires ; dépenses de personnel ; reconduction des crédits relatifs aux services individualisés ; sort des investissements exécutés par l'Etat [22 octobre 1985] (p. 3301) ; crédits affectés à la Documentation française ; mise en place de banques de données ; dépenses destinées aux actions en faveur de la francophonie ; crédits alloués au Haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme ; bilan des activités (p. 3302) ; évolution des crédits du médiateur et de la Haute autorité de l'audiovisuel (p. 3303).

SANTA CRUZ (Jean-Pierre)

*Député du Jura
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 10 avril 1985] (p. 4188).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 avril 1985] (p. 4188).

SANTONI (Hyacinthe)

*Député des Bouches-du-Rhône
(1^{re} circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion : situation à Marseille ; regrette l'absence des élus marseillais de la majorité ; absence d'intégration véritable ; part de la population étrangère dans certains quartiers de Marseille ; sur-délinquance [6 juin 1985] (p. 1522) ; notion de travailleurs immigrés (p. 1523).

SANTROT (Jacques)

*Député de la Vienne
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

SAPIN (Michel)

Député de l'Indre
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568) [J.O. du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603) [J.O. du 8 juin 1985] (p. 6376).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions (n° 2651) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7068).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée et à l'exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 2577) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales (n° 3023) [7 novembre 1985] (p. 4117).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses modifications du code de procédure pénale (n° 2695) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14462).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14581).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses

dispositions d'ordre social (n° 3097) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15039).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15040).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à une meilleure protection des producteurs et des consommateurs de produits issus de l'agriculture biologique (n° 2784) [13 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 3023) portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3063) [14 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3280) [20 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3273) portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3296) [20 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3314), portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3316) [22 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Loi de programme sur l'enseignement technique** : dépôt d'un projet de loi de programme relatif à l'enseignement technique ; élévation du niveau de qualification des jeunes ; problème des moyens prévus par la loi de programme [29 mai 1985] (p. 1260) ;

— **Expulsion d'Ethiopie de médecins sans frontières** : réprobation manifestée par cet organisme face aux déplacements de populations organisés par le Gouvernement éthiopien ; nécessité de l'aide internationale [4 décembre 1985] (p. 5256).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et simplifications administratives. — *Discussion générale* : continuité du service public ; égalité de traitement des usagers [22 octobre 1985] (p. 3348) ; politiques menées par les Gouvernements avant 1981 ; diminution du nombre d'emplois dans la fonction publique ; adaptation des services publics ; volonté de titularisation ; embauche sélective ; introduction de nouvelles techniques (p. 3349).

Justice. — *Discussion générale* : rapport entre justice et sécurité ; loi de modernisation de la police [5 novembre 1985] (p. 3891) ; modernisation de la justice ; informatique et bureautique (p. 3892).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale* : nécessité de ne pas juxtaposer immigration et insécurité ; existence d'une délinquance importante parmi les étrangers ; nombre de chômeurs immigrés [13 novembre 1985] (p. 4321) ; propositions visant à réserver le complément familial aux seuls Français ; meilleure insertion des immigrés (p. 4322).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : répartition nouvelle des compétences ; caractère progressif et échelonné de la mise en œuvre des réformes ; difficultés

d'application de certaines dispositions ; principes de la décentralisation ; transfert concernant les bibliothèques centrales de prêts ; globalisation des subventions spécifiques ; transfert de personnels [22 novembre 1985] (p. 4687).

Discussion des articles : **après l'article 1^{er}** : obligation faite au Gouvernement par la loi (p. 4693) ; **après l'article 2** : difficulté de M. Jean-Louis Masson pour défendre ses amendements ; fonctionnement des Cotorep (p. 4694) ; **article 3** : propose une rectification à l'amendement n° 26 de M. Jacques Chaban-Delmas ; conséquences de l'amendement n° 29 de Mme Jacqueline Osselin sur autres collectivités (p. 4695) ; **après l'article 3** : idée de M. Jean-Louis Masson ; **article 6** : son amendement n° 1 (modification dans les régions d'outre-mer du montant des sommes perçues au titre de la dotation régionale d'équipement scolaire et de la dotation départementale d'équipement des collèges) ; distribution des crédits affectés aux deux dotations ; niveau de la discussion concernant l'éventuelle modification ; adopté après modification ; **article 7** : son amendement n° 2 (rédactionnel) (p. 4697) ; adopté (p. 4698) ; **article 13** : son amendement n° 3 (substituant dans le texte proposé pour l'article 61-1 de la loi du 22 juillet 1983 aux mots « et aux bibliothèques municipales », les mots, « aux bibliothèques municipales et aux archives ») : retiré (p. 4700) ; **article 16** : difficultés de répartition des compétences s'agissant des écoles de musique ou des écoles d'art ; compétences techniques des personnalités ; spécificité de l'enseignement supérieur au sein de chacune des écoles d'art (p. 4701) ; **après l'article 17** : son amendement n° 4 (établissement de la liste des enseignants supérieurs visée aux articles 63 et 64 de la présente loi) ; institution d'un Comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ; soumission du décret au comité des finances locales ; adopté après modification ; **article 18** : son amendement n° 6 (de suppression) ; attribution de certaines subventions spécifiques accordées aux collectivités locales dans le domaine des archives ; construction de musées ; adopté (p. 4702) ; **après l'article 18** : bibliothèques ; **article 19** : son amendement n° 5 (complétant la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article par les mots : « , à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et à la collectivité territoriale de Mayotte ») ; extension du champ d'application de cet article (p. 4703) ; adopté après modification (p. 4704) ; **article 20** : son amendement n° 7 (complétant la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 12-1 de la loi du 2 mars 1982 par les mots : « dans le département dans un délai de cinq jours suivant la réception de l'ordre de paiement ») ; souhaits d'un certain nombre de professionnels du bâtiment ; délais entre le moment où le représentant de l'Etat dispose de l'information et le moment où l'ordonnateur de la dépense a la capacité de connaître la dette de la commune ; adopté après modification ; son amendement n° 8 (substituant dans la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 12-1 de la loi du 2 mars 1982 au mot « quinze », le mot « dix ») ; réduction de quinze à dix jours du délai au cours duquel le représentant de l'Etat procède au mandatement d'office ; adopté (p. 4705) ; **article 21** : son amendement n° 9 (complétant la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 53-1 de la loi du 2 mars 1982 par les mots : « dans le département dans un délai de cinq jours suivant la réception de l'ordre de paiement ») ; adopté après rectification ; son amendement n° 10 (substituant dans la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 53-1 de la loi du 2 mars 1982 au mot « quinze » le mot « dix ») : adopté (p. 4706) ; **après l'article 21** : estime que M. Jean-Louis Masson est un adepte de l'amendement « sandwich » ; **article 22** : son amendement n° 11 (d'harmonisation) : adopté ; **article 23** : son amendement n° 30 (insérant dans la première phrase du quatrième alinéa de l'article 3 de la loi du 2 mars 1982, après les mots : « ou individuelle, » les mots : « ou s'il est de nature à compromettre d'une manière grave le fonctionnement ou l'intégrité d'une installation ou d'un ouvrage intéressant la défense nationale ») (p. 4707) ; primauté des intérêts de la défense nationale sur ceux des collectivités locales ; dérogation au principe du sursis à exécution pour les décisions des collectivités locales ; décision par les élus et contrôle *a posteriori* par l'administration ; rejeté ; **après l'article 23** : son amendement n° 13 (abrogation des articles L. 133-1 à L. 133-8 du code des communes) ; abrogation des dispositions du code des communes relatives à l'attribution du contentieux de la responsabilité en matière

d'attribution aux tribunaux judiciaires (p. 4708) ; adopté ; **article 24** : son amendement n° 14 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 15 (substituant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 163-17-1 du code des communes aux mots : « et troisième », les mots : « , troisième et cinquième ») (p. 4709) ; conditions de majorité pour l'approbation des propositions de révision de la contribution financière des communes aux syndicats de communes ; adopté ; **après l'article 24** : son amendement n° 16 (dissolution du syndicat mixte) ; assouplissement des règles relatives à la dissolution du syndicat ; adopté (p. 4710) ; **après l'article 25** : provocations de M. Jean-Louis Masson (p. 4712) ; **article 26** : son amendement n° 31 (cas lorsque la commune du lieu de mise en bière n'est pas celle du domicile du défunt ou du lieu d'inhumation ou de crémation) ; possibilité pour les familles de s'adresser à trois services ou entreprises différents ; report de la date d'application de l'article ; adopté (p. 4713) ; **après l'article 26** : inopportunité de remettre en cause la législation spécifique de la Moselle, du Haut-Rhin et du bas-Rhin ; son amendement n° 19 (insérant dans le premier alinéa de l'article L. 362-12 du code des communes les mots : « L. 362-1, L. 362-4-1 » après les mots « aux dispositions des articles ») ; application de sanctions pénales aux entreprises ne respectant pas les dispositions relatives à l'organisation municipale du service des pompes funèbres ; adopté ; son amendement n° 20 (insérant dans le deuxième alinéa premièrement de l'article L. 391-1 du code des communes les mots « L. 362-4-1 » après les mots : « L. 362-4 ») (p. 4714) ; choix de l'entreprise ou de la commune par la famille ; adopté ; son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 24 du Gouvernement (insérant un article 44 *bis* après l'article 44 de la loi du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs) : adopté (p. 4715) ; son sous-amendement à titre personnel à l'amendement n° 36 de M. Joseph Menga (application de l'amendement aux décisions d'extension de compétences des syndicats de communes à vocation multiple prises dans un délai de douze mois précédant la publication de la présente loi) : adopté (p. 4716).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : propositions du Sénat ; problème du transfert de compétences dans le domaine scolaire [21 décembre 1985] (p. 6596) ; institution progressive de la charge nouvelle pour les communes périphériques ; modification par le Sénat de l'équilibre en faveur des villes-centres ; échec de la commission mixte paritaire (p. 6597).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : adoption de l'amendement n° 36 du Gouvernement entraînant une charge supplémentaire ; cas des départements tels que le territoire de Belfort ou les Hauts-de-Seine ; **article 2** : son amendement n° 2 (supprimant dans le texte proposé pour l'article 4-1 de la loi du 22 juillet 1983 les mots : « d'un montant égal. ») : adopté (p. 6601) ; **article 3** : son amendement n° 3 : (potentiel fiscal par habitant) ; introduction d'une disposition spécifique pour les communes de 100 000 habitants (p. 6602) ; ses observations sur le sous-amendement n° 47 de M. Frelaut ; adopté après modification ; son amendement n° 4 (réduction de l'attribution à certaines communes en fonction de l'effort fiscal) (p. 6603) ; institution d'un mécanisme de sortie progressive pour les communes cessant de remplir les conditions d'éligibilité au fonds national de péréquation de la taxe professionnelle : adopté ; son amendement n° 5 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 6 (de conséquence) : adopté (p. 6604) ; **article 8** : son amendement n° 7 (remplaçant au 1^{er} alinéa de l'article 8 de la loi du 7 janvier 1983 les mots : « dans un délai de deux ans » par les mots : « dans un délai de trois ans ») ; transfert de services ; opportunité de ne pas remettre en cause les conventions déjà conclues ; adopté ; substitution d'une liste indicative à la liste limitative des tâches du service d'action sociale sur lesquelles peut porter la convention (p. 6605) ; **article 9** : son amendement n° 8 (insérant au début du 3^e alinéa du texte proposé pour l'article 28 de la loi du 30 juin 1975 après le mot : « porte » le mot : « notamment ») : adopté ; **article 11 bis** : son amendement n° 9 (de suppression) : adopté ; **avant l'article 12** : son amendement n° 10 (de conséquence) : adopté ; **article 12** : son amendement n° 11 (détermination par décret du programme d'équipement des bibliothèques centrales de prêts exécuté par l'Etat) (p. 6606) ; transfert des bibliothèques centrales de prêts ; respect par le Gouvernement de ses engagements ; adopté ; **article 13** : son amendement n° 12 (de conséquence) : adopté ; **article 14** : son amendement n° 13 (sup-

primant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 61-2 de la loi du 22 juillet 1983 : « en 1985 » ; crédits affectés à l'enrichissement et à l'informatisation des bibliothèques (p. 6607) ; retiré ; son amendement n° 14 (supprimant le 2° alinéa du texte proposé pour l'article 61-2 de la loi du 22 juillet 1983) devenu sans objet ; **article 15** : son amendement n° 15 (rédactionnel) ; **article 16** : son amendement n° 16 (précisant que les établissements d'enseignement public de musique, de danse et d'art dramatique relèvent de l'initiative de la responsabilité des communes, des départements et des régions) ; délimitation de l'enseignement supérieur dans les établissements de musique, de danse et d'art dramatique ; intervention des représentants des collectivités locales ; introduction de l'avis obligatoire du comité des finances locales ; adopté (p. 6608) ; **article 16 bis** : son amendement n° 17 (de suppression) ; adopté ; **article 17** : son amendement n° 18 (de conséquence) ; adopté ; **article 17 bis** : son amendement n° 19 (de conséquence) ; adopté ; **article 17 ter** : son amendement n° 20 (de suppression) ; adopté (p. 6609) ; **article 18** : importance du service des archives départementales ; subventions pour le dossier lancé en Lozère (p. 6609) ; **article 19** : son amendement n° 21 (crédits précédemment inscrits au budget de l'Etat au titre de la construction, de l'équipement et du fonctionnement des bibliothèques municipales) ; création d'une dotation particulière réservée dans le domaine du livre ; adopté ; **article 20** : son amendement n° 22 (supprimant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 12-1 de la loi du 2 mars 1982 les mots : « où le retard de mandatement des intérêts moratoires excédant un nombre de jours fixés par ce même décret » ; problèmes des dettes des collectivités locales vis-à-vis des entreprises du secteur des travaux publics et du bâtiment ; (p. 6610) ; adopté ; **article 21** : son amendement n° 23 (de conséquence) ; adopté ; **article 23 bis** : son amendement n° 24 (rédigeant ainsi après le mot : « introduites » la fin du paragraphe 2 de cet article : « antérieurement à la date de publication de la présente loi » ; menée des actions en cours jusqu'à leur terme devant les juridictions saisies ; problèmes liés au transfert de contentieux (p. 6611) ; adopté ; **article 26** : son amendement n° 25 (dérogação aux règles du service extérieur des pompes-funèbres) ; agréments (p. 6612) ; adopté après modification ; **article 30** : son amendement n° 26 (possibilité pour un adhérent de se retirer d'un syndicat de communes à vocation multiple) (p. 6613) ; adopté après modification ; son amendement n° 27 (substituant à la fin du 3° alinéa du texte proposé pour l'article L. 163-17-2 du code des communes aux mots : « réalisés avant son retrait » les mots : « dont elle bénéficie ») ; adopté ; son amendement n° 28 (extension de l'article L. 163-17-2 du code des communes aux décisions d'extension des compétences des syndicats de communes à vocation multiple) ; adopté (p. 6614) ; **article 31** : son amendement n° 29 (précision par décret en Conseil d'Etat des cas dans lesquels une commune est tenue de participer financièrement à la scolarisation d'enfants résidant sur son territoire) ; transferts de compétence dans le domaine scolaire (p. 6615) ; aîné des enfants pouvant bénéficier d'une dérogation pour raison professionnelle ou médicale ; adopté après modification ; son amendement n° 30 (commune ne participant pas aux charges des écoles publiques situées hors de son territoire avant l'entrée en vigueur des dispositions ci-dessus) ; son amendement n° 31 (contribution des communes de résidence) ; rupture de l'équilibre entre communes centres et communes périphériques de banlieue ou de campagne ; adoptés ; son amendement n° 32 (rédigeant ainsi le 2° alinéa du paragraphe B de cet article : « les articles 15 à 15-3 et l'article 23 de la présente loi à l'exception de son premier alinéa ne sont pas applicables aux classes sous contrats d'association des établissements d'enseignements privés ») ; non opportunité d'aligner les classes sous contrats d'association des établissements privés sur les établissements publics ; adopté (p. 6616) ; **article 33** : son amendement n° 33 (de suppression) ; réglementation relative aux licences de débit de boissons ; adopté ; **article 34** : son amendement n° 34 (de suppression) ; remise en cause par le Sénat de la législation relative aux adjoints de mairie (p. 6617) ; adopté (p. 6618) ;

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : son rappel au règlement : possibilité pour un président de séance de participer au vote ; référence à son expérience personnelle [7 décembre 1985] (p. 5605).

SARRE (Georges)

*Député de Paris
(9^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2096) [J.O. du 23 mai 1985] (p. 5798).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 2904) de M. René Rouquet tendant à améliorer la sécurité des ascenseurs [10 octobre 1985] (p. 2961).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (redéploiement industriel et commerce extérieur : énergie) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome XIV : **redéploiement industriel et commerce extérieur : énergie (n° 2992)** [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Retransmissions télévisées des rencontres sportives** : problème des conditions financières ; réclamation « exorbitante » du président du club de football de Bordeaux ; concurrence entre les chaînes de télévision ; intervention de la Haute autorité ; loto sportif ; financement du sport en France [10 avril 1985] (p. 112).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, explications de vote : scrutin majoritaire concourant à l'affaiblissement du pouvoir législatif [26 avril 1985] (p. 467) ; retour au premier plan des exigences d'intérêt public grâce au scrutin proportionnel ; système réunissant l'avantage de la simplicité des votes à un seul tour et l'efficacité ; vote unanime du groupe socialiste en faveur du projet de loi (p. 468).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : effort du Gouvernement en faveur du recrutement et de la formation des policiers ; insuffisance des moyens matériels mis à la disposition de la police ; répond aux critiques de l'opposition concernant le mode de financement du projet [10 juillet 1985] (p. 2324) ; volume de l'effort consenti ; baisse récente de la délinquance ; complémentarité entre la prévention, la répression et la solidarité, nécessité de développer l'ilotage ; logement des policiers ; accord des organisations de policiers et des syndicats (p. 2325).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — Énergie. — Discussion générale. Rapporteur

pour avis : évolution du taux d'indépendance énergétique de la France ; évolution de la production d'électricité ; mise en place du surgénérateur Super-phénix [12 novembre 1985] (p. 4203) ; nécessaire valorisation du charbon national ; nécessité d'une diversification des approvisionnements pétroliers ; négociation des principaux contrats gaziers ; problème des importations de charbon provenant d'Afrique du Sud ; actions conduites pour la maîtrise de l'énergie ; investissements énergétiques (p. 4204).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion générale : ses observations contre la question préalable soulevée par M. Jacques Brunhes ; projet caricatural présenté par les communistes [4 décembre 1985] (p. 5296) ; ordonnance sur les trente-neuf heures ; réglementation des heures supplémentaires ; nécessité de mobiliser les forces de notre pays pour sortir de la crise ; nécessité de travailler mieux ; modernisation de l'industrie ; multiplication dans beaucoup d'entreprises d'accords sur l'aménagement du temps de travail violant le code du travail ; signature d'accords paritaires d'entreprise et contradiction avec le code du travail (p. 5297) ; citation de divers exemples ; condition de conclusion de ces accords ; rappelle que les limites maximales du temps de travail sont d'ordre public alors que l'aménagement du temps ne l'est pas ; rôle de la loi et rôle de la négociation paritaire pour l'aménagement du temps de travail ; équilibre nécessaire entre la loi et la négociation paritaire ; nécessité de faire confiance au syndicalisme français (p. 5298) ; contingent annuel d'heures supplémentaires ; problèmes des récupérations ; souplesse annuelle ; stratégie du C.N.P.F. ; refus de la déréglementation ; ouverture d'espaces de négociation à la politique contractuelle ; niveau des branches (p. 5299) ; intérêt de ce projet en ce qui concerne le développement des relations contractuelles ; exploitation politique tentée par certains (p. 5300).

SAUTIER (Yves)

*Député de la Haute-Savoie
(2^e circonscription)
U.D.F..*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

SCHIFFLER (Nicolas)

*Député de la Moselle
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3902).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013) [7 novembre 1985] (p. 4117).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aide

médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 3013), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence relatif au **congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3106)** [21 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3203)** [16 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture (n° 3208) relatif au **congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3211)** [17 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3238), relatif au **congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3274)** [20 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : rappel de son expérience de syndicaliste en tant qu'ancien sidérurgiste ; modification du régime et des conditions d'attribution du congé d'éducation ouvrière ; nécessité d'une formation syndicale générale ; rappelle que le conflit demeure une dimension permanente de toute vie sociale ; nécessité de limiter les risques d'affrontement ; nécessité de la négociation collective [13 décembre 1985] (p. 6171) ; codification des conditions d'information des représentants des salariés par la loi du 13 novembre 1982 ; accès des salariés à l'information ; renouveau de la négociation depuis 1981 ; négociation sur les conditions de travail ; contenu des conventions de branches ; intérêt pour l'interlocuteur patronal de se trouver en présence de représentants syndicaux éclairés ; allongement de la durée totale du congé (p. 6172) ; suppression du principe de non rémunération légale du congé ; financement de la formation ; nécessité de prévoir expressément que les salariés ont un droit à congé rémunéré ; modernisation de l'économie ; exemples vécus dans la sidérurgie (p. 6173).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 1 (référence aux organisations syndicales représentatives sur un plan national) (p. 6183) : adopté ; son amendement n° 2 (référence à un ou plusieurs congé(s)) ; possibilité de faire bénéficier les salariés de plusieurs congés : adopté, son amendement n° 3 (précisant que la durée totale des congés pris dans l'année par un salarié ne peut excéder 12 jours) (p. 6184) : adopté ; son amendement n° 4 (précisant que la durée de chaque congé ne peut être inférieure à 2 jours) (p. 6185) ; adopté ; son amendement n° 5 (précisant que le nombre total de jours de congés susceptibles d'être pris chaque année par l'ensemble de salariés ne peut dépasser un maximum fixé par arrêté ministériel compte tenu de l'effectif de l'établissement) : adopté ; son amendement n° 6 (arrêté fixant le nombre maximum de jours de congé pouvant être utilisés par les animateurs et les salariés appelés à exercer des responsabilités syndicales) : adopté ; son amendement n° 7 (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 451-1 du code du travail) ; entreprises de moins de dix salariés : adopté ; **article 4** : son amendement n° 8 (précisant que la durée du ou des congés visés à l'article L. 451-1 du code du travail ne peut être imputée sur celle du congé payé annuel) : adopté (p. 5186) ; **article 5** : son amendement n° 9 (avis conforme du comité d'entreprise lorsque le chef d'entreprise refuse d'accorder un congé de formation) : adopté ; **article 6** : son amendement n° 10 (indiquant que le financement de la formation

est précisé par voie conventionnelle) (p. 6187); devenu sans objet; **article 8**: son amendement n° 11 (supprimant la référence « 8 » dans cet article); adopté; **article 9**: son amendement n° 12 (supprimant le mot: « ouvrable » dans le premier alinéa de l'article L. 434-10 du code du travail); adopté (p. 6188).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur: amendements ayant permis de rétablir le texte initial du projet [17 décembre 1985] (p. 6248); possibilités pour les conventions ou accords collectifs de travail de prévoir des dispositions plus favorables en matière de rémunération; échec de la commission mixte paritaire (p. 6249).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur: procédure suivie pour l'adoption du projet [20 décembre 1985] (p. 6527).

SCHREINER (Bernard)

Député des Yvelines
(7^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste (J.O. du 2 avril 1985) (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (J.O. du 3 avril 1985) (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle (n° 2169) (J.O. du 19 juin 1985) (p. 6788).

Membre du conseil d'administration de FR 3 (J.O. du 25 octobre 1985) (p. 12360).

Membre titulaire de la commission consultative des fréquences (J.O. du 8 novembre 1985) (p. 12973).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963) (J.O. du 16 novembre 1985) (p. 13342).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— T.D.F.: publication par la commission de contrôle du Sénat de son rapport sur les conditions dans lesquelles sont commandées et élaborées les études techniques qui fondent les expertises de l'établissement public T.D.F.; dénigrement systématique contre le service public [6 novembre 1985] (p. 3978);

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963).**

Première lecture, discussion générale: rapport Bredin; privatisation [15 octobre 1985] (p. 3024-3025); rôle de la Haute autorité; réseaux câblés et télévisions locales hertziennes; coût d'une télévision locale (p. 3026).

Discussion des articles: **article 1^{er}**: extension des compétences de la Haute autorité [15 octobre 1985] (p. 3038); concession de service public (p. 3040); confiance accordée à T.D.F.; mission télévision-câble; Conseil national de la communication audiovisuelle (C.N.C.A.) (p. 3042-3043); **article 2**: compétence accordée à T.D.F. pour diffuser d'autres services de télévision par voie hertzienne (p. 3044); transparence du plan des fréquences (p. 3045); **article 3**: cas des petits réseaux; régime de la déclaration; **article 4**: mise en place de chaînes multivilles; concession de service public (p. 3051); **article 5**: limitation du nombre de services pour lesquels une même personne peut détenir une autorisation; notion de « contrôle » (p. 3054); terme de « programmation » (p. 3056); **article 6**: définition d'un service local de télévision par voie hertzienne; problème d'une programmation propre; rôle des collectivités locales

(p. 3062); passage obligé par la société locale d'exploitation de réseaux câblés (p. 3063); poids des collectivités territoriales dans les télévisions locales hertziennes; rôle des S.L.E.C. dans le développement de celles-ci (p. 3065); impossibilité d'exclure l'hypothèse de télévisions locales hertziennes « poussées » par des collectivités territoriales voulant défendre une certaine image de leur région (p. 3066); **article 7**: prise en compte de critères géographiques et socio-culturels pour attribuer une fréquence; définition du secteur de la communication; notion de « position dominante » (p. 3068); **article 8**: convention signée entre les sociétés locales d'exploitation du câble ou les collectivités territoriales des opérateurs (p. 3069); **article 9**: détermination d'une zone de couverture par T.D.F. et le C.N.C.A. (p. 3070); **article 10**: impossibilité pour une télévision locale hertzienne de vivre sur d'autres ressources que les ressources publicitaires; nécessité d'éviter une trop grande dérégulation du marché publicitaire (p. 3073).

Explications de vote: notion de service public (p. 3078); rôle des collectivités territoriales (p. 3079).

Deuxième lecture, discussion générale: radios locales privées; Canal Plus; importance des réseaux câblés; projet Seydoux-Berlusconi de cinquième chaîne; nécessité que les capitaux français soient largement majoritaires; production cinématographique française [15 novembre 1985] (p. 4422); nécessité d'un plan de fréquences maîtrisé par T.D.F. (p. 4423); avenir de l'industrie cinématographique (p. 4424).

Troisième lecture, discussion générale: chantage et menaces de l'opposition contre les sociétés privées; engagement de l'Etat auprès d'un partenaire privé; projets de MM. Hersant ou Goldsmith; masse publicitaire disponible [29 novembre 1985] (p. 5080); réussite de Canal Plus; développement des satellites; définition d'une réglementation européenne des conditions de diffusion; création de la cinquième chaîne; cahier des charges et cinéma; promotion des producteurs et auteurs français (p. 5081).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie:

Anciens combattants et victimes de guerre. *Discussion générale:* questions: climat établi avec les différentes organisations d'anciens combattants; suppressions d'emplois; remise en cause du bon fonctionnement du service public; rôle des services départementaux [22 octobre 1985] (p. 3336).

Postes et télécommunications. — *Discussion générale:* mise en œuvre du programme de 1982 destiné à équiper la France en réseau câblé en fibres optiques; ouverture du système audiovisuel aux télévisions locales et nationales hertziennes; télévisions de proximité; développement de services nouveaux liés à l'interactivité de la fibre optique; nombre de protocoles signés en juillet 1985; accusations portées par M. François d'Aubert contre la « mission-câble »; consensus à propos du câble; choix de la filière optique [24 octobre 1985] (p. 3489); conséquences de la dérégulation; mainmise des multinationales américaines sur les services européens de communication (p. 3490).

Examen des crédits: **article 34**: nature juridique de la commission qu'il anime; gestion des fonds de la mission Schreiner (p. 3499).

Techniques de la communication. — *Discussion générale:* situation avant 1981 [25 octobre 1985] (p. 3515); loi sur les radios locales privées; non création de déséquilibres entre les médias; exemple des radios locales privées; peur de la presse écrite française de s'engager dans les nouveaux médias; conséquences des projets de l'opposition sur la dérégulation; extension de la communication par les échelons locaux et régionaux; non réalisation des sociétés régionales de télévision; évolution des besoins du public; nécessité d'une télévision de proximité et de programmes thématiques; fonds de soutien aux industries de programme; chaînes musicales et chaînes multivilles; complémentarité des infrastructures; intérêt du satellite (p. 3516); fourniture du relais d'appoint au réseau radiophonique et aux chaînes thématiques; installation du câble; consensus autour du câble; maintien du choix de la fibre optique; conséquences de la privatisation de deux ou trois chaînes nationales; équilibre des marchés publicitaires (p. 3517).

Culture. — *Discussion générale* : mission sur la télédiffusion ; protection et encouragement de la production française [28 octobre 1985] (p. 3588) ; situation de l'industrie européenne de programmes ; interconnexion des systèmes de diffusion ; engagement des groupes français de communication dans les nouveaux médias ; déduction des sommes investies dans l'audiovisuel par les particuliers de leur revenu net global ; amélioration du fonctionnement de l'avance sur recettes ; exemple du câble ; mise en place rapide de chaînes thématiques tournées vers le marché européen ; lancement d'une chaîne-satellite ; exportation de chaînes et de services (p. 3589).

SCHWARTZENBERG (Roger-Gérard)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat de :

— **M. Lucien Richard (n° 837) : implantation en Basse-Loire d'une centrale nucléaire** : accroissement récent de la puissance de la centrale thermique classique de Cordemais ; sécurité de l'approvisionnement de la Basse-Loire en électricité ; projet du Carnet [31 mai 1985] (p. 1369) ; procédures d'enquête publique ; prise en considération de l'évolution de la consommation pour décider des investissements à réaliser (p. 1370).

— **Mme Colette Chaigneau (n° 844) : construction navale** : plan Lengage ; effort budgétaire ; évolution du marché mondial en 1984 et 1985 ; réductions des capacités de production ; distorsion observée entre les objectifs de capacité de production et la charge réelle des chantiers [31 mai 1985] (p. 1371) ;

— **M. Alain Bocquet (n° 841) : industrie de matériel ferroviaire** : diminution du marché intérieur ; volume d'exportation de l'industrie française [31 mai 1985] (p. 1372) ; organisation des entreprises pour les matériels de transport des voyageurs ; absence de projet de réduction d'effectifs ; existence d'un processus de restructuration (p. 1373).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : rappel de l'effort engagé par les universités françaises pour accueillir et développer les enseignements technologiques supérieurs [8 octobre 1985] (p. 2807) ; démocratisation de l'enseignement supérieur ; liaison entre les milieux professionnels et les universités ; université de technologie ; filières d'ingénieurs (p. 2808) ; centres polytechniques universitaires ; I.U.T. (p. 2809).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale* : priorité accordée à la formation ; nombre des étudiants [29 octobre 1985] (p. 3644) ; difficultés restreintes de la rentrée universitaire ; développement d'une politique de constructions universitaires ; contrats de plan Etat-région ; opération de l'école normale supérieure de Lyon ; entretien du patrimoine immobilier ; proportion des étudiants provenant de familles ouvrières ; majoration du taux des bourses ; revalorisation des plafonds de ressources ; augmentation du nombre des boursiers ; prêts d'honneur (p. 3645) ; situation des restaurants universitaires ; efforts déployés en matière de télé-enseignement ; création d'emplois ; profil de carrière des professeurs d'université ; abaissement progressif de la limite d'âge ; personnel non enseignant ; situation des magasiniers et gardiens de bibliothèques ; crédits de fonctionnement des bibliothèques ; amélioration de la situation des

personnels ; promotion des maîtres de conférences au grade de professeur ; titularisation de vacataires et de coopérateurs (p. 3646) ; accès au corps des adjoints d'enseignement ; transformation d'emplois d'assistants en emploi de maîtres de conférences ; congés pour recherche ou conversions thématiques ; rénovation des premiers cycles ; baisse du taux d'abandon ; renforcement de l'autonomie des universités ; mise en place du comité national d'évaluation des universités ; formations d'ingénieurs ; formations du deuxième cycle ; professionnalisation ; problèmes des études médicales ; définition des services formateurs dans les hôpitaux généraux ; enseignement de la médecine générale (p. 3647) ; développement du troisième cycle ; diminution du nombre des D.E.A. ; réforme de la thèse ; recherches universitaires ; caractère prioritaire du système d'enseignement supérieur (p. 3648).

Répond à la question de :

— **M. André Durr** : création de maîtrise de sciences et techniques en hôtellerie ; différentes candidatures ; existence d'un D.E.S.S. d'économie du tourisme (p. 3655) ;

— **M. Jean Seitzinger** : réalisation d'I.U.T. en Lorraine ; souhaits formulés par la commune de Sarreguemines pour une implantation de départements d'I.U.T. (p. 3659).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignants associés réfugiés (n° 3005).**

Première lecture, discussion générale : tradition d'asile de la France [15 novembre 1985] (p. 4413) ; conditions de recrutement des enseignants associés ; projet ayant pour objet de permettre aux enseignants associés une nationalité étrangère ayant la qualité de réfugié d'être renouvelée annuellement dans leurs fonctions au-delà de la limitation de durée légale ; nombre d'enseignants associés ; répartition par nationalité des enseignants associés réfugiés (p. 4414).

— **Projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siègeant en formation contentieuse et disciplinaire et modifiant les lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relatives au Conseil supérieur de l'éducation nationale (n° 2788).**

Première lecture, discussion générale : projet visant à regrouper au sein d'une instance unique les attributions contentieuses et disciplinaires précédemment exercées par les conseils départementaux de l'enseignement primaire et par les conseils académiques ; caractère limité de la réforme du Conseil de l'enseignement général et technique et du Conseil supérieur de l'éducation nationale ; réduction du nombre des membres du Conseil supérieur de l'éducation nationale siègeant en formation juridictionnelle [15 novembre 1985] (p. 4416).

Examen des crédits : **article 1^{er}** : parité entre le personnel de l'enseignement public et celui des établissements privés ; désignation des représentants des établissements hors contrat ; **article 2** : son amendement n° 9 (tendant après le mot « article » à rédiger ainsi la fin du 3^e alinéa de cet article : « 7 du décret n° 66-104 du 18 février 1966 ») ; compétences des conseils pour statuer sur les sanctions prévues à l'alinéa 2 de l'article 7 du décret du 18 février 1966 ; adopté (p. 4417) ; **avant l'article 6** : composition du Conseil supérieur de l'éducation nationale ; réduction du nombre des représentants (p. 4418) ; **article 6** : son amendement n° 13 (composition du Conseil supérieur de l'éducation nationale) : adopté ; **article 7** : représentation au Conseil de l'enseignement général et technique des organisations syndicales ; représentation des différentes catégories de personnels (p. 4419) ; **article 9** : abrogation de l'interdiction d'enseigner ne devant pas s'étendre aux instituteurs de l'enseignement privé (p. 4420).

SEGUIN (Philippe)

*Député des Vosges
(1^{re} circonscription)
R.P.R.*

Vice-Président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1985] (p. 48).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre des commissions « *ad hoc* » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire de membres de l'Assemblée nationale (n° 2905, n° 2906 et n° 2910) [J.O. du 18 juillet 1985] (p. 8134).

Cesse d'appartenir à ces commissions [J.O. du 24 juillet 1985] (p. 8391).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert-André Vivien tendant à étendre aux villes de plus de 25 000 habitants les dispositions de la loi n° 57-746 du 4 juillet 1957 rendant obligatoire l'installation d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation (n° 1110) [17 octobre 1985] (p. 3245).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert-André Vivien et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970 relative à la suppression de l'habitat insalubre (n° 1111) [17 octobre 1985] (p. 3245).

PETITIONS

— **Examen des pétitions n° 263 à 274** par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [10 avril 1985] (p. 137).

— **Examen des pétitions n° 275 à 296** par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [10 juillet 1985] (p. 2365).

— **Examen des pétitions n° 297 à 315** par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [20 décembre 1985] (p. 6580).

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 877, posée le 25 juin 1985 : **emploi et activité (politique de l'emploi : Vosges)** (p. 1980) ; appelée le 28 juin 1985 : **emploi dans la vallée de la moyenne Moselle** ; demande à M. Raymond Courrière de bien vouloir lui donner lecture de la réponse qui a été préparée à sa question (p. 2146) ; dégradation des conditions dans lesquelles ont lieu les séances consacrées aux questions orales ; décision du Conseil constitutionnel du 29 janvier 1964 ; signification et utilité des séances des questions orales (p. 2147).

INTERVENTIONS

— En qualité de vice-président :

Se félicite de la présence dans l'hémicycle de M. Christian Pierret après son accident d'automobile (projet de loi n° 2562 portant règlement définitif du budget 1983) [21 mai 1985] (p. 873).

Propose une modification rédactionnelle à l'amendement n° 13 de la commission (projet de loi n° 3048 relatif à la dotation globale d'équipement) [20 novembre 1985] (p. 4586).

Propose une correction de l'amendement n° 16 de la commission (projet de loi portant amélioration de la concurrence) (n° 2787) [6 décembre 1985] (p. 5452).

Donne des précisions sur le déroulement de la séance [10 décembre 1985] (p. 5796).

Estime que le sous-amendement oral présenté par M. Georges Hage est difficilement recevable (projet de loi n° 3098 relatif à la revalorisation psychiatrique) [10 décembre 1985] (p. 5797).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Charles Fèvre : transmission à la conférence des présidents du problème du temps de parole des groupes lors

des questions au Gouvernement [11 décembre 1985] (p. 5889).

Précise la valeur de la feuille jaune de séance (projet de loi n° 3097 portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale) [11 décembre 1985] (p. 5900).

En qualité de député :

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036) et projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Première lecture, discussion générale commune : moment retenu pour présenter le texte ; « coup politique » ; statut de l'élu [27 novembre 1985] (p. 4944) ; concentration excessive de pouvoirs entre les mains d'un même mandataire ; intérêt du projet pour l'extrême-droite ; vote conforme du Sénat ; conjonction de la représentation proportionnelle et de la loi anti-cumul ; encouragement à l'anti-parlementarisme latent ; cumul des ministres (p. 4945) ; attitude du Président de la République encore parlementaire ; influence de la décentralisation ; missions temporaires confiées à des parlementaires ; thème de la prétendue inefficacité ; situation dans les pays à structure fédérale ; comparaison avec les autres pays européens (p. 4946) ; inexistence des blocs de compétence nettement identifiés par niveau de collectivité ; présence des élus aux différents niveaux de la décision ; enrichissement des conditions d'exercice du mandat national par l'exercice de mandats locaux ; activité liée aux mandats et activité liée aux fonctions (p. 4947) ; méconnaissance de la réalité du terrain ; mobilisation contre le féodalisme ; pouvoirs donnés aux parties ; renouvellement du personnel politique ; remise en cause de la liberté du choix de l'électeur ; menaces pour la région ; développement d'une technocratie régionale (p. 4948) ; élimination des personnalités les plus éminentes ; responsabilisation de l'élu ; cumul de certaines fonctions ; **son rappel au règlement** : demande la consultation de l'Assemblée nationale sur la durée de la suspension de séance demandée par le groupe communiste (p. 4949) ; cumul des indemnités ; sous-indemnisation des élus ; règles minimales en matière de rémunération des élus des collectivités intermédiaires ; vote hostile du groupe R.P.R. ; union de l'opposition (p. 4950).

SEITLINGER (Jean)

Député de la Moselle
(7^e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

— **Proposition de loi relative au mode de calcul des pensions (n° 2999)** [17 octobre 1985].

— **Proposition de loi constitutionnelle tendant à ériger le scrutin majoritaire en principe constitutionnel pour les élections législatives (n° 3160)** [5 décembre 1985].

— **Proposition de loi organique tendant à tirer les conséquences de la proposition de loi constitutionnelle tendant à ériger le scrutin majoritaire en principe constitutionnel pour les élections législatives (n° 3161)** [5 décembre 1985].

— **Proposition de loi tendant à tirer les conséquences de la proposition de loi constitutionnelle tendant à ériger le scrutin majoritaire en principe constitutionnel pour les élections législatives (n° 3252)** [19 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* Institut franco-allemand de technique et d'économie de Sarreguemines ; implantation d'un I.U.T. à vocation tertiaire (p. 3659).

SENES (Gilbert)

*Député de l'Hérault
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Vice-président de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3977).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Première lecture, discussion des articles : article 7 : question des contingents d'alcool provenant de la distillation des betteraves et des mélasses ; régime applicable aux alcools d'origine viticole ; avenir du service des alcools [22 mai 1985] (p. 1060) ; réglementation communautaire de la production des alcools d'origine viticole (p. 1061).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Articles additionnels et articles non rattachés : article 54 : producteurs de raisin de table ; fiscalité applicable aux boissons uvaies [14 novembre 1985] (p. 4358).

SERAGENT (Michel)

*Député du Pas-de-Calais
(5^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (n° 2947).**

Première lecture, discussion générale : accueil fait à la consultation ; colloque de la fédération des élus maritimes à Montpellier ; principe de planification spatiale ; silence du projet sur les schémas de mise en valeur de la mer ; accès aux plages ; mesures contre la pollution ; problèmes de sécurité et de police [22 novembre 1985] (p. 4732) ; outils nécessaires à la mise en valeur du littoral français (p. 4733).

SERGERAERT (Maurice)

*Député du Nord
(13^e circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Jean Fontaine, relative à la Haute Cour de justice (n° 2590) [25 avril 1985] (p. 443).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Jean Fontaine, portant révision des articles 36 et 46 de la Constitution en vue de garantir l'exercice des libertés publiques (n° 2591) [25 avril 1985] (p. 433).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Jean Fontaine, portant révision de l'article 61 de la Constitution (n° 2592) [25 avril 1985] (p. 433).

Rapporteur de la proposition de loi n° 2627 de M. Xavier Hunault relative à la suppression de la taxe professionnelle [5 juin 1985] (p. 1490).

Rapporteur de la proposition de loi n° 2629 de M. Xavier Hunault relative au plafonnement de la taxe professionnelle pour 1985 [5 juin 1985] (p. 1490).

Rapporteur de la proposition de loi n° 2638 de M. Jean Fontaine tendant à modifier l'article 16 de la loi n° 82-1171 du 31 décembre 1982 portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion [5 juin 1985] (p. 1490).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Jean Fontaine, tendant à compléter l'article L. O. 121 du code électoral et relative à la date de l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale (n° 2982) [7 novembre 1985] (p. 4117).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Jean Fontaine portant application de l'article 57 de la Constitution (n° 2983) [7 novembre 1985] (p. 4117).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Décrets d'application de la loi du 26 janvier 1984 sur la fonction publique territoriale :** portée restreinte des textes d'application parus [22 mai 1985] (p. 1021).

— **Marché de la pomme de terre :** cours anormalement bas ; nécessité pour le gouvernement de prendre des mesures sérieuses [13 novembre 1985] (p. 4296).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* condition d'attribution de l'allocation veuvage [4 novembre 1985] (p. 3874) ; allocation parentale d'éducation ; rôle de l'enfant dans la société ; attribution aux familles ayant trois enfants à charge (p. 3875).

Justice. — *Discussion générale :* situation dans les juridictions sociales, et notamment les chambres sociales des cours d'appels [5 novembre 1985] (p. 3893) ; report du transfert à l'Etat des charges financières des juridictions (p. 3894).

SICARD (Odile)

*Député de l'Isère
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Président de cette commission [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (urbanisme, logement et transports : urbanisme et logement) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Vice-président de cette commission [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012) [J.O. du 6 décembre 1985] (p. 14200).

Vice président de cette commission [J.O. du 11 décembre 1985] (p. 14420).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome XVI : urbanisme, logement et transports : urbanisme et logement (n° 2992) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Ecole et parents d'élèves** : participation des parents à la vie des établissements [15 mai 1985] (p. 788).

— **Logement** : désir de l'opposition d'abroger la loi Quilliot ; action de l'Etat dans ce secteur [9 octobre 1985] (p. 2837) ;

— **Colombie** : aide de la France à la suite de la catastrophe volcanique [20 novembre 1985] (p. 4547).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).**

Deuxième lecture, discussion générale : place des architectes dans le processus de réalisation des ouvrages du bâtiment ; son avis sur le budget de l'urbanisme et du logement ; modernisation des pratiques professionnelles de la profession d'architecte ; loi de 1977 [11 juin 1985] (p. 1554) ; nombre des sociétés anonymes d'architecture ; responsabilité décennale et trentenaire des architectes ; cas d'une société d'architecture comptant des associés non architectes ; exclusion des architectes associés salariés de leur société d'architecture du bénéfice de la sécurité sociale des salariés (p. 1455).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transport. I. — Urbanisme et logement. — *Discussion générale* : Rapporteur pour avis : importance du budget de l'urbanisme et du logement [30 octobre 1985] (p. 3694) ; décentralisation des décisions d'urbanisme et d'urbanisme opérationnel ; réalisation des grands ensembles ; résorption des listes d'attente pour l'élaboration des P.O.S. ; subventions destinées aux expérimentations réalisées dans le cadre du plan urbain ; crédits de la direction de l'architecture ; ensemble des moyens de paiement consacrés par l'Etat au logement ; programmes des prêts locatifs aidés ; efforts de l'Etat en faveur de la construction neuve ; attribution de prêts bonifiés (p. 3695) ; diminution du nombre des P.A.P. ; difficultés rencontrées par les organismes d'H.L.M. dans la réalisation des programmes de prêts locatifs aidés ; majoration des crédits pour les aides au logement ; problèmes posés par les logements anciens insalubres ; crédits pour le logement

social dans les D.O.M.-T.O.M. ; évolution des structures dans le secteur du bâtiment et formation de la main d'œuvre ; programme « Urbanisme et technologie de l'habitat » (p. 3696).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : article 2 : son rappel au règlement : s'étonne que M. Guy Ducoloné fasse état de témoignages « exigeant » que la représentation parlementaire rejette le projet de loi en discussion [8 décembre 1985] (p. 5636) ; *article L. 212-8-2 du code du travail* : mauvaise foi avec laquelle elle a été mise en cause par Mme Muguette Jacquaint ; impossibilité pour les organisations syndicales de présenter des « exigences » à la représentation nationale (p. 5639).

SOISSON (Jean-Pierre)

*Député de l'Yonne
(1^{re} circonscription)
U.D.F.*

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2616) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, de la collectivité territoriale de Mayotte et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2617) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6898).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863) [J.O. du 12 juillet 1985] (p. 7892).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, soumise à nouvelle délibération (n° 2939) [J.O. du 21 août 1985] (p. 9620).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (n° 2801) [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12365).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048) [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 13811).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14581).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre titulaire de la commission paritaire mixte constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096) [J.O. du 8 février 1986] (p. 2297).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la nomination des conseillers référendaires à la Cour des comptes (n° 3341) [13 février 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation économique dans les départements d'outre-mer** : évolution économique et sociale des départements d'outre-mer ; situation de l'emploi ; contrats de plan ; relations entre les départements d'outre-mer et la C.E.E. ; plan Reagan pouvant bouleverser à terme l'économie des Antilles [17 avril 1985] (p. 233) ;

— **Nominations à la Cour des comptes** : récente nomination à la Cour des comptes ; positions prises par l'association des magistrats ; avis négatif des chefs de la Cour des comptes ; sollicitude politique ; opportunité de créer à la Cour des comptes une commission de sélection [5 juin 1985] (p. 1468) ;

— **Dotation globale de fonctionnement** : dotation globale de fonctionnement constituant une garantie pour les départements et les communes [19 juin 1985] (p. 1754-1755) ; modification de l'indice de référence ; nécessité d'une concertation (p. 1755) ;

— **Avenir de la D.A.T.A.R.** : appui apporté par le Gouvernement au transfert d'entreprises existantes ; « usines à roulettes » [27 novembre 1985] (p. 4933) ; cas de la Société Giblin-Lavault de Migennes (p. 4934).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568)**.

Deuxième lecture, discussion générale : appel à la négociation lancée par M. Dick Ukeiwé ; limitation de la durée de l'état d'urgence ; absence de volonté du ministre de l'intérieur de répondre à la demande de négociation ; vote du groupe U.D.F. [24 janvier 1985] (p. 35).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils et la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 modifiant la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires et édictant des dispositions concernant les militaires de carrière ou servant en vertu d'un contrat (n° 2580)**.

Première lecture, explications de vote : attention portée par le Gouvernement à la communauté militaire ; instauration de passerelles plus importantes entre les corps militaires et les corps civils [14 mai 1985] (p. 760).

— **Projet de loi relatif au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 2322)**.

Deuxième lecture, discussion générale : problème de la définition de la zone économique exclusive, de la répartition des lieux de pêche et des volumes de prises ; perte par l'archipel de son statut dérogatoire ; réforme des financements du logement dans les D.O.M. et T.O.M. ; motion présentée par les responsables des organismes d'H.L.M. des T.O.M. ; projet ne prenant pas en compte les véritables problèmes économiques et sociaux de Saint-Pierre-et-Miquelon ; demande l'organisation d'un débat sur la situation économique des D.O.M. [14 mai 1985] (p. 765, 766).

Discussion des articles : **article 38** : opportunité d'organiser des élections « généralisées » en 1986 (p. 773) ; reprend l'amendement n° 10 de M. Albert Pen, précédemment retiré (maintien en fonction du conseil général élu en 1982 jusqu'à la date prévue pour l'élection au suffrage universel des conseillers régionaux en métropole) : rejeté (p. 774) ;

après l'article 42 : législation relative à la justice militaire (p. 775) ; **son rappel au règlement** : finale de la coupe U.E.F.A. à Bruxelles ; insuffisance du nombre de policiers présents ; souhaite l'organisation d'une réunion de réflexion sur la violence dans les stades [30 mai 1985] (p. 1292).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662)**.

Première lecture, discussion générale : vote du statut Le-moine le 29 mai 1984 [30 mai 1985] (p. 1301) ; absence de M. Laurent Fabius à l'Assemblée pour défendre le projet ; report de la date du scrutin d'autodétermination ; caractère insatisfaisant de tout découpage ; système entraînant un déséquilibre en faveur des indépendantistes ; régression économique ; propose un nouveau découpage ; retour à un régime d'administration directe ; recours aux ordonnances (p. 1302).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 35 (création et délimitation de quatre nouvelles régions) : retiré (p. 1329).

Deuxième lecture, discussion générale : accord recherché par les représentants de l'opposition lors de la réunion de la C.M.P. ; rattachement des communes de l'île des Pins et de Yaté à la commune de Nouméa ; acceptation du principe au recours aux ordonnances concernant les problèmes institutionnels ; recours devant le Conseil constitutionnel en cas de non modification de l'article 5 ; définition de garanties pour l'organisation et le déroulement des élections ; utilisation fréquente de loi d'habilitation concernant les affaires d'outre-mer [25 juillet 1985] (p. 2435).

Nouvelle délibération de la loi.

Première lecture, discussion générale : article 10 de la Constitution [12 août 1985] (p. 2491) ; demande, par le Président de la République, d'une nouvelle délibération de la loi sur l'Exposition Universelle ; principe de l'égalité du suffrage ; critères de population (p. 2492).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : sa demande de suspension de séance (p. 2501).

Deuxième lecture, discussion générale : article 10 de la Constitution ; rôle du Conseil constitutionnel ; chargé d'assurer le contrôle de la constitutionnalité des lois [20 août 1985] (p. 2528) ; nombre de conseillers de chaque région ; évolution de la Nouvelle-Calédonie (p. 2529).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : nombre de sièges pour la région de Nouméa [20 août 1985] (p. 2535) ; **son rappel au règlement** : conditions de la régularisation de la D.G.F. au titre de l'année 1984 ; demande le report du débat sur la D.G.F. à la session d'automne [27 juin 1985] (p. 2082).

— **Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912)**.

Deuxième lecture, discussion générale : intervention de la loi ; échec de la politique contractuelle ; contre-propositions présentées par Force ouvrière ; dispositif proposé n'apparaissant pas à la hauteur du problème des licenciements économiques ; finalité des actions de conversion ; statistiques de l'emploi ; publication mensuelle du nombre de conventions signées entre le F.N.E. et les entreprises ; intervention des régions ; signature de conventions tripartites ; approbation de programmes de formation professionnelle pour la région Bourgogne [25 juillet 1985] (p. 2405) ; financement du projet de loi ; intervention de M. Poperen relative à une éventuelle victoire de l'opposition ; changement de majorité n'entraînant pas une réaction sociale (p. 2406).

Discussion des articles : **après l'article 4** : définition du régime de retraite des marins dans le cadre de l'établissement national des invalides de la marine (p. 2410) ; unification éventuelle des régimes ne permettant pas de prendre en compte les préoccupations particulières (p. 2411).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951)**.

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : absence de politique d'ensemble pour l'outre-mer [5 novembre 1985] (p. 3942) ; diminution des

dotations du F.I.D.O.M. ; effets du plan Reagan ; place des départements d'outre-mer dans la Communauté économique européenne (p. 3943).

— **Projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800).**

Commission mixte paritaire, discussion générale : [13 novembre 1985] (p. 4334) ; rythme de progression de la D.G.F. ; modalités des régularisations de la dotation ; substitution d'un système à trois dotations par un système à deux dotations ; prise en compte des logements en accession à la propriété ; étalement sur cinq ans de la mise en œuvre de la réforme ; rétablissement de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs ; attachement à la garantie minimale de progression ; révision des bases de la fiscalité directe locale (p. 4335) ; vote négatif du groupe U.D.F. (p. 4336).

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la dotation globale d'équipement (n° 3048).**

Première lecture, discussion générale : principes présidant à la création de la D.G.E. ; augmentation des taux ; attitude du Sénat ; non report des sommes affectées aux subventions spécifiques sur la D.G.E. ; pouvoir d'attribuer les subventions de l'Etat appartenant aux préfets ; création de la commission des élus [20 novembre 1985] (p. 4565) ; création du fonds de compensation de la T.V.A. en 1975 ; suppression de la globalisation ; vote négatif du groupe U.D.F. (p. 4566).

Discussion des articles : **article 4.** — *article 103-4 de la loi du 7 janvier 1983 :* élection ou désignation des membres de la commission d'élus ; inopportunité de confier un pouvoir important aux maires ; confusion entre le rôle dévolu à une association et le rôle de l'Etat (p. 4582) ; absence de président dans la commission ; modalités d'attribution des subventions publiques (p. 4584) ; règlement des problèmes d'équipement des communes ; amendement de la commission allant dans le sens d'une plus grande rigidité (p. 4585) ; **article 8 :** délais d'option ; conséquences financières de l'amendement concernant les services départementaux d'incendie et de secours ; substitution de la publication à la promulgation des lois (p. 4589) ; **après l'article 9 :** fixation par le Gouvernement des conditions générales d'application des lois (p. 4590).

Explications de vote : vote négatif du groupe U.D.F. ; inadaptation de la D.G.E. aux communes rurales ; conditions d'élection des bureaux ; pouvoirs des préfets ; nature financière du problème de la D.G.E. (p. 4591).

Troisième lecture, discussion générale : critique la répartition différente des crédits de la dotation globale d'équipement sans modifier son montant général ; rigidité du système ; attribution de subventions supplémentaires selon des critères arrêtés par le préfet [11 décembre 1985] (p. 5890).

Explications de vote : modification du régime de la dotation globale d'équipement ; mise à niveau de la D.G.E. par rapport aux subventions spécifiques (p. 5893).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036).**

Deuxième lecture, discussion générale : négociation engagée avec le Sénat ; opportunité de porter le seuil de population à 15 000 ou 20 000 habitants ; situation des présidents de communautés urbaines ; modalités d'application de la loi [19 décembre 1985] (p. 6421) ; projet se traduisant par une prime aux sortants (p. 6422).

— **Projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Deuxième lecture, explications de vote : raisons de l'absence du groupe U.D.F. [19 décembre 1985] (p. 6425) ; **son rappel au règlement :** convocation du Parlement en session extraordinaire ne se comprenant que dans l'intérêt électoral du parti au pouvoir ; projet du Gouvernement constituant un facteur de rigidité en matière de la réglementation de la flexibilité du travail ; interdiction de la négociation collective au niveau de l'entreprise ; liaison de l'annualisation du temps de travail à une réduction de celui-ci [9 janvier 1986] (p. 6) ; nécessité d'une reprise de la

négociation collective interprofessionnelle (p. 7) ; **son rappel au règlement :** organisation par le Gouvernement d'une véritable séance « casse-croûte » ; impossibilité d'engager tout débat sur le projet de loi portant aménagement du temps de travail ; nécessité que la négociation collective puisse être engagée au niveau de l'entreprise ; aménagement du temps de travail ne devant pas être lié à la réduction du temps de travail ; partage du travail et création d'emplois ; adhésion de l'UDF au principe d'un véritable aménagement du temps de travail [12 février 1986] (p. 14) ; **son rappel au règlement :** convocation de l'Assemblée nationale alors que la campagne pour les élections à l'Assemblée nationale a débuté ; projet introduisant une nouvelle réduction de la durée du temps de travail ; échec du partage du travail ; nécessité de développer la négociation au niveau de l'entreprise [27 février 1986] (p. 29) ; loi devant être abrogée si elle devait constituer un obstacle à une nouvelle négociation interprofessionnelle (p. 30) ; **son rappel au règlement :** médiocrité du bilan de la législature ; caractéristiques de la campagne électorale [28 février 1986] (p. 39).

SOUCHON (René)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt, puis ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt.

NOMINATIONS

Est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt : décret du 4 avril 1985 [J.O. du 5 avril 1985] (p. 3990).

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563) [23 janvier 1985].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Jean-Pierre Sueur :** quotas laitiers : politique de modernisation et d'installation dans le secteur laitier ; moyens financiers nécessaires ; quantités libérées ; attributions complémentaires [2 mai 1985] (p. 530).

— **M. René Haby :** difficultés des maraîchers et serristes : difficultés dues au grand froid de janvier 1985 ; mission d'enquête ; comité départemental d'expertise ; commission des calamités agricoles ; indemnisation par les organismes d'assurances ; prêts spéciaux du Crédit agricole ; indemnités du fonds de garantie ; dégrèvements fiscaux ; allocation spécifique pour les salariés mis en chômage technique [2 mai 1985] (p. 534).

— **M. Noël Ravassard :** schémas directeurs départementaux des structures : commission nationale des structures ; situation dans le département de l'Ain [12 juin 1985] (p. 1634).

— **M. Loïc Bouvard :** conditions d'attribution de l'I.V.D. : modification en 1984 de la réglementation de l'I.V.D. ; régularisation de l'indemnité annuelle de départ ; lien entre la cessation d'activité d'agriculteurs les plus âgés et l'installation des jeunes ; délais nécessaires à l'instruction des dossiers [19 juin 1985] (p. 1754) ;

— **M. Xavier Hunault :** quotas laitiers : diminution du taux de prélèvement de corresponsabilité ; absence de taxe de corresponsabilité dans les zones de montagne ; assainissement des marchés laitiers ; diminution des achats publics d'intervention ; disparition progressive de la taxe de corresponsabilité [19 juin 1985] (p. 1767).

— **M. Francis Geng :** marché de la viande bovine : différences dans l'évolution des prix selon les catégories d'animaux ; assouplissement dans le régime des prix spéciaux à l'élevage ; position de la Grande-Bretagne [9 octobre 1985] (p. 2841).

— **M. Jacques Godfrain : sécheresse** : octroi de prêts spéciaux « calamités » ; aide au transport des céréales [9 octobre 1985] (p. 2847) perte de production de lait : contrôle des prix de l'alimentation du bétail (p. 2848).

— **M. Jean Combasteil : agriculteurs victimes de la sécheresse** : décision de la Communauté de mettre à la disposition de la France 200 000 tonnes de céréales fourragères d'intervention [23 octobre 1985] (p. 3385) ; fonds des calamités ; action du Crédit agricole ; caractère évolutif du dispositif (p. 3386).

— **M. Jean Briane : conséquences de la sécheresse** : mise à la disposition des agriculteurs de 200 000 tonnes de céréales fourragères communautaires [23 octobre 1985] (p. 3394) ; approvisionnement du fonds des calamités ; mise en place de différents prêts par le Crédit agricole (p. 3395).

— **M. Maurice Sargheraert : marché de la pomme de terre** : problème de la commercialisation des pommes de terre de conservation ; nécessité d'une reconversion d'un certain nombre de producteurs [13 novembre 1985] (p. 4296-4297).

— **M. Xavier Hunault : revenu agricole** : évolution du revenu des agriculteurs ; mauvais résultats pour 1985 ; baisse des prix de certains produits ; cas des producteurs de viande bovine et de viande ovine [27 novembre 1985] (p. 4937).

— **M. Augustin Bonrepaux** : application de la loi « montagne » ; droit à la différence ; régime particulier de gestion des quotas laitiers ; mise en jeu de la solidarité nationale par le biais de l'indemnité spéciale de montagne ; mise en œuvre des crédits du F.I.D.A.R. [11 décembre 1985] (p. 5886).

oraux sans débat :

— **M. André Soury (n° 925) : éleveurs d'ovins** : baisse de la production nationale ovine ; stagnation des prix de marché ; versement de la prime à la brebis ; difficultés auxquelles se heurtent les demandes des pouvoirs publics pour renégocier le règlement ovin ; système de primes variables à l'abattage ; accords d'exportation avec la Nouvelle-Zélande pour la viande ovine ; absence de lien avec l'affaire du Rainbow-Warrior [6 décembre 1985] (p. 5420).

— **M. Pierre Godefroy (n° 924) : identification et contrôle laitier** : mise en place des programmes départementaux à gestion décentralisée ; vocation du contrôle laitier [6 décembre 1985] (p. 5421).

— **M. Charles Miossec (n° 923) : implantation d'un centre de ionisation dans le Finistère** : traitement de produits alimentaires par rayonnement ionisants ; apparition de projets de centres de traitement ; volonté du ministère de l'agriculture de favoriser le développement de l'ionisation appliquée aux produits alimentaires ; projet de la société de protéines industrielles près de Vannes [6 décembre 1985] (p. 5422).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion générale : patrimoine historique, culturel, social et écologique représenté par la forêt ; valorisation économique de la forêt et des produits issus du bois ; recherche d'un équilibre dans la gestion de l'espace rural ; développement des actions de protection du patrimoine forestier ; exceptionnelle qualité des bois étant le résultat des efforts de conversion des taillis en futaies ; filière bois ; aides de l'Etat attribuées exclusivement aux sylviculteurs ayant consenti un effort de bonne gestion ; secteur du sciage [9 mai 1985] (p. 633) ; secteur de la pâte à papier ; sauvetage de la Chapelle-Darblay ; déficit de la filière bois ; plan meuble ; industrie mécanique du bois ; institut de développement industriel du bois ; financement des entreprises du secteur bois ; relations entre les activités forestières et les activités agricoles ; mécanisme d'échange entre parcelles agricoles et parcelles forestières (p. 634) ; renforcement de la législation sur le défrichement ; importance des actions de prévention en matière de défense des forêts contre l'incendie (p. 635) ; orientations régionales forestières ; commissions régionales de la forêt et des produits forestiers ;

conception globale de la politique de la filière bois ; scieries ; aides de l'Etat ; rôle du négoce par rapport à l'industrie ; valorisation énergétique ; secteur de la pâte à papier (p. 655) ; richesse de notre forêt tant en feuillus qu'en résineux ; aides de l'Etat ne constituant pas un droit acquis ; caractère très large des garanties de bonne gestion ; propriétaire isolé pouvant adhérer à un groupement de producteurs ; dispositions du projet ne portant aucunement atteinte au droit de propriété ; exploitation en régie par l'office national des forêts (O.N.F.) ; financement de l'O.N.F. ; pollutions atmosphériques à longue distance (p. 656) ; forêt guyanaise ; survie économique de nos départements de montagne ; entretien des routes utilisées pour l'exploitation forestière (p. 657).

Discussion des articles : avant l'article 1^{er} : son accord avec les objectifs contenus dans l'amendement n° 154 de la commission (p. 657) ; **article 1^{er}** : orientation régionale forestière visant à rechercher une adéquation optimale entre les ressources en bois et les industries transformatrices ; régionalisation de la politique nationale (p. 658) ; rôle des centres régionaux de la propriété forestière (p. 659) ; logique de l'amendement n° 274 de M. Daniel Goulet ne correspondant pas à celle du projet de loi (p. 660) ; composition des commissions régionales de la forêt et des produits forestiers (p. 661) ; loi de 1963 ayant instauré la première garantie efficace de bonne gestion en forêt privée ; morcellement de la propriété ; mise en place des structures de rassemblement des sylviculteurs ; possibilité pour les propriétaires présentant une garantie de bonne gestion d'avoir droit à l'ensemble des aides publiques ; régimes fiscaux spécifiques ; notion de non démembrement (p. 662) ; sommes consacrées par l'Etat aux actions de regroupement ; nécessité d'une gestion continue de la forêt ; principe de non démembrement de l'unité de gestion ; engagement de non démembrement ; cas où la sortie d'une parcelle de l'unité de gestion correspond à une opération d'amélioration (p. 663) ; fixation du délai relatif à la levée de l'engagement de non démembrement ; amendement n° 275 de M. Daniel Goulet aboutissant à supprimer tous les critères de bonne gestion (p. 665) ; termes « règlement d'exploitation » ne s'appliquant qu'aux forêts classées comme forêts de protection ; commission régionale de la forêt et des produits forestiers ayant à remplir le rôle que les auteurs de l'amendement n° 240 voudraient voir jouer au comité consultatif régional du bois (p. 666) ; **article 2** : nécessaire respect du droit communautaire ; illégalité de la mise en place d'un plan bois fondé sur des exonérations fiscales ; institut de développement industriel du bois (p. 667) ; Office national des forêts ; régime d'exploitation en régie existant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; absence de comptabilité analytique au sein de l'Office national des forêts ; possibilité de faire accéder au conseil d'administration de l'Office des représentants d'associations de protection de la nature (p. 668) ; contradiction au sein de l'opposition ; établissement par l'Office national des forêts des programmes expérimentaux d'exploitation en régie après concertation avec les professionnels ; difficultés financières de l'Office national des forêts (p. 669) ; possibilité pour les commissaires de la République de consulter les personnes représentatives des professions de la forêt (p. 670) ; **article 5** : extension des responsabilités des exploitants effectuant des coupes de bois achetées par eux sur pied aux entrepreneurs qui exploitent le bois pour le compte de propriétaires de forêts soumises au régime forestier et appartenant à une collectivité locale ; extension à toutes les adjudications de bois vendues façonnées des dispositions jusqu'alors réservées aux communes d'Alsace et de Moselle (p. 671) ; **article 6** : modernisation des conditions d'attribution de bois des forêts communales aux habitants des communes ou sections de communes ; extension de l'affouage créant un marché parallèle très concentré ; interdiction de la revente directe des bois délivrés ; restriction du champ d'application de cet article aux bois d'œuvre (p. 673) ; son amendement n° 248 (tendant dans l'avant-dernier alinéa de cet article après les mots « vendre les bois » à insérer les mots « d'œuvre ») ; adopté (p. 674) ; **article 7** : critères de la détermination du seuil de 10 hectares ; adhésion à un règlement commun de gestion apparaissant plus profitable aux propriétaires de moins de 10 hectares ; impossibilité de vérifier quels sont les propriétaires de moins de 10 hectares dont la gestion est bonne (p. 675) ; **article 8** : réintroduction dans le plan simple de gestion de l'inscription des coupes destinées à satisfaire aux besoins domestiques et ruraux du propriétaire ; développement de l'utilisation

du bois comme source d'énergie ; emploi du bois dans les constructions agricoles ; **article 9** : surface minimum des forêts devant obligatoirement avoir un plan simple de gestion ; obligation pour tout acte constatant une mutation de forêt dotée d'un plan de gestion obligatoire ou facultatif de mentionner, à peine de nullité, l'existence de ce plan (p. 676) ; **article 11** : nature des associations syndicales délaissement prévu à l'article L. 247-4 du code forestier (p. 679) ; *article L. 247-4 du code forestier* : texte proposé par le Gouvernement prévoyant des dispositions permettant au propriétaire ne se sentant pas concerné par l'association syndicale de se retirer [10 mai 1985] (p. 706-707) ; *article L. 247-6 du code forestier* : caractère suffisant du recours au tribunal pour assurer que les procédures soient correctement suivies ; *article L. 247-7 du code forestier* : démarche d'adhésion à une coopérative restant volontaire ; limites de l'adhésion d'une association à une coopérative ; opérations dont le montant impose le respect des procédures des marchés publics (p. 707) ; **article 12** : nature du règlement commun de gestion ; conditions d'approbation des plans simples de gestion (p. 708) ; **après l'article 12** : son amendement n° 294 (situation des propriétaires d'une parcelle boisée faisant apport de ladite parcelle à un groupement forestier dans les communes où existe une association communale de chasse agréée) ; incitation pour les petits propriétaires forestiers à entrer dans un groupement forestier en ne perdant pas leur droit de chasse ; adopté ; **article 13** : amélioration des conditions d'éligibilité des administrateurs des centres régionaux de la propriété forestière ; élargissement de la composition des C.R.P.F. ; son amendement n° 295 (représentation du Centre régional de la propriété forestière à la chambre régionale d'agriculture ; homogénéité de l'origine des membres des chambres régionales d'agriculture ; adopté (p. 709) ; **article 16** : jurisprudence de la Cour de cassation ; reconnaissance d'une présomption de salariat au bénéfice de toute personne physique travaillant dans les forêts avec du matériel lui appartenant en propre et quel que soit son mode de rémunération ; difficultés pratiques du contrôle sur le terrain ; amélioration de la qualification des travailleurs forestiers ; nécessité de ne pas inscrire le statut de l'entrepreneur forestier dans un cadre rigide (p. 712) ; nécessité de poursuivre la concertation (p. 713) ; **article 18** : possibilité d'intervention des collectivités locales dans le domaine de la protection des lieux et des personnes contre les risques naturels ; nature des travaux d'équipement forestier (p. 714) ; **article 19** : soumission à enquête publique du programme des travaux et de la répartition des dépenses entre les intéressés ainsi que les modalités de l'entretien et de l'exploitation des ouvrages (p. 716) ; principes retenus par la protection des espaces naturels et des paysages, loi de 1976 ; préservation des espèces animales et végétales ; maintien des équilibres biologiques (p. 717) ; **article 22** : *article L. 512-1 du code forestier* : procédure d'aménagement foncier forestier ; esprit de la procédure de remembrement ; absence de lien entre le plan simple de gestion agréé et la structure foncière ; *article L. 512-3 du code forestier* : procédure de remembrement foncier (p. 720) ; évaluation de la valeur de productivité réelle des terrains en matière forestière ; marge de tolérance de 4 hectares dans laquelle un apport dans un type de peuplement peut être compensé par une attribution dans un autre type ; *article L. 512-4 du code forestier* : travaux d'urgence pouvant être effectués après autorisation du commissaire de la République lors d'une opération de remembrement (p. 721) ; possibilité pour le commissaire de la République d'autoriser certains travaux pendant la durée d'une opération de remembrement (p. 722) ; *article L. 512-6 du code forestier* : participation des propriétaires forestiers à la préparation des décisions des S.A.F.E.R. (p. 723) ; **après l'article 22** : dispositif de surveillance du dépérissement des forêts attribué à la pollution atmosphérique (p. 724) ; **article 24** : objet du remembrement mixte ; mise en œuvre de la procédure de réglementation des boisements ; zonage agricole et forestier (p. 725) ; esprit de la procédure d'aménagement agricole foncier et forestier ; commissions communales d'aménagement foncier (p. 726) ; **article 27** : *article 52-4 du code rural* : zonage agriculture-forêt allant bien au-delà de la réglementation de déboisement prévu au 1° de l'article 52-1 du code rural ; consultation de la commission communale sur chaque demande d'autorisation de plantation ou de boisement ; périmètre d'aménagement foncier agricole et forestier ; rôle de l'association foncière sur l'ensemble du périmètre d'aménagement (p. 729) ; **article 29** : situation

financière des S.A.F.E.R. (p. 730) ; **article 32** : remembrement agricole et forestier ne pouvant être mis en œuvre que dans certaines zones géographiques déterminées par le commissaire de la République en application de l'article 52-1 du code rural ; **article 33** : modification apportée à la composition de la commission départementale ne se justifiant que lorsque celle-ci statue en matière forestière (p. 732) ; **article 34** : coût pour les petites communes de l'envoi d'une lettre recommandée à tous les propriétaires (p. 734) ; **article 38** : inopportunité de lier le régime de l'autorisation de défrichement à l'établissement d'un document d'urbanisme par les communes (p. 735) ; **après l'article 38** : jurisprudence du Conseil d'Etat relative au refus de défrichement ; travaux imposés à un propriétaire en compensation d'une autorisation de défrichement (p. 736) ; **article 41** : délais de versement de la taxe de défrichement ; montant de la taxe de défrichement étant affecté à des opérations forestières ; **après l'article 43** : impossibilité technique de caractériser la forêt en état d'inculture (p. 737) ; **article 44** : possibilité d'exemption de la taxe pour les défrichements à finalité agricole dans les petits massifs boisés ; son amendement n° 249 (exemption de la taxe pour les défrichements ayant pour objet une opération de mise en culture) ; conséquences sur l'activité agricole du renforcement de la législation du défrichement ; prise en compte de la situation spécifique de chaque région ; possibilité de moduler la taxe pour les défrichements à finalité agricole ; nécessité de ne pas multiplier les exemptions de taxe de défrichement (p. 738) ; adopté ; **article 45** : taux de taxe minoré ne devant s'appliquer qu'aux seules activités agricoles ; notion de travaux publics (p. 739) ; possibilité de défricher sans autorisation ni taxe de petits massifs forestiers inclus dans les zones agricoles définies à la suite d'opérations de remembrement agricole et forestier ; construction de bâtiments agricoles dans les terrains boisés ; abris forestiers (p. 740) ; **article 46** : nécessité de vérifier la compatibilité entre le prélèvement de la taxe de défrichement et la législation propre au service des Mines (p. 741) ; exploitation des carrières (p. 742) ; **article 51** : charge des travaux de défense des forêts incombant aux bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique ; action de prévention demeurant largement à la charge des propriétaires ; travaux de restauration des terrains en montagne effectués sur déclaration d'utilité publique par les collectivités territoriales (p. 743) ; **article 56** : *article L. 322-3 du code forestier* : pouvoir de l'autorité administrative de prescrire le nettoyage des coupes, de leurs rémanents et branchages ; *article L. 322-7 du code forestier* : charge du débroussaillage des abords de voies privées ouvertes à la circulation du public (p. 745) ; **après l'article 60** : composition de la commission spéciale dont l'avis précède le décret déclarant l'utilité publique des travaux de restauration des terrains de montagne ; **article 61** : maintien de l'engagement de l'Etat ; nécessité pour les élus d'assumer les conséquences financières de leurs initiatives ; **article 63** : droit de transaction accordée à l'administration forestière ; transaction pénale forestière soumise à l'accord du Parquet (p. 747).

Ses observations après les explications de vote : gestion, valorisation et protection de la forêt ; seuil de 10 hectares ; attitude de l'opposition (p. 750).

Deuxième lecture, discussion générale : cadre juridique permettant de mieux organiser la gestion des forêts et le marché des produits forestiers ; filière bois ; complémentarité entre l'agriculture et la forêt ; actualisation du code forestier ; encouragement du mouvement coopératif ; responsabilité de l'Etat en matière de politique forestière [4 octobre 1985] (p. 2676) ; gestion et protection des forêts ; Institut de participation du bois et du meuble ; prévention des incendies de forêt ; rôle des commissions de la ressource de la forêt (p. 2677) ; industrie de la pâte à papier (p. 2678).

Discussion des articles : **article 1^{er} A** : rôle social de la forêt ; **article 1^{er}** : (p. 2678) ; compétence de l'Etat en matière de politique forestière ; attributions des commissions régionales (p. 2679) ; engagement de non démembrement ; rôle des commissions départementales des structures (p. 2680) ; nécessité de prendre en considération la notion de force majeure (p. 2681) ; **article 8** : travaux d'amélioration (p. 2683) ; **article 11** : rappel du rôle des associations syndicales de gestion forestière (p. 2685) ; frais de gestion d'une association syndicale de gestion forestière ; son sous-amendement n° 62 à l'amendement n° 18 de la commission (insérant les mots : « pour toute tâche dont l'exécution ne

relève pas du régime des marchés publics » après les mots : « et d'une manière générale » ; incompatibilité entre les règles des marchés publics qui s'imposent à l'association syndicale autorisée et les règles de droit commun qui régissent la coopérative (p. 2686) ; adopté ; **article 12 ter** : harmonisation des plans de chasse de massifs avec les plans départementaux (p. 2687) ; **après l'article 14** : filière bois (p. 2688) ; **après l'article 16** : formation aux métiers de la forêt ; mission sur l'aménagement rural et le développement local ; **article 17 bis** : opportunité de délivrer une formation plus soutenue aux praticiens de la sylviculture ; école de sylviculture de Croigny (p. 2690) ; **article 22** : difficultés propres au remembrement forestier (p. 2692) ; **après l'article 24** : réglementation des boisements ; mise en place de périmètres d'action forestière ; problème posé par la mitoyenneté d'une forêt (p. 2693) ; **article 29** : S.A.F.E.R. (p. 2694) ; **article 38 bis** : défrichement des bois des particuliers et procédure collective d'aménagement (p. 2696) ; cas d'exonération de la taxe de défrichement ; **article 45** : absence de taxe sur les défrichements réalisés dans les forêts pour des constructions à usage forestier (p. 2697) ; **article 46** : délai au cours duquel la taxe de défrichement doit être acquittée (p. 2698) ; **article 51** : prévention des incendies de forêt (p. 2699) ; **article 56** : maintien en l'état débroussaillé des forêts à proximité des lieux habités (p. 2700) ; pouvoirs des maires ; **après l'article 56** : caractère inopportun de la création d'autres procédures de récupération de terres en friches (p. 2701) ; **après l'article 58** : amoindrissement de l'efficacité des moyens mobilisés pour la lutte contre l'incendie en cas d'urbanisation diffuse en forêt ; application de la règle de la constructibilité limitée et du règlement national d'urbanisme dans les communes dépourvues de plans d'occupation des sols (p. 2702) ; **après l'article 66** : encouragement du mouvement coopératif (p. 2703).

Ses observations au cours des explications de vote : filière bois ; industrie de la pâte à papier (p. 2704).

Commission mixte paritaire, discussion générale : éléments essentiels pour la définition d'une politique forestière ; développement de la filière forêt-bois [20 novembre 1985] (p. 4530) ; rédaction des textes d'application ; accord de la C.M.P. ; création des comités spécialisés au niveau des régions (p. 4531).

Discussion des articles : **article 45** : son amendement n° 1 (substituant dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier au mot « cinq » le mot « dix ») (p. 4534) ; limitation de la durée des autorisations de défrichement ; lutte contre la spéculation foncière ; adopté (p. 4535).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : filière bois ; industrie de la pâte à papier ; chartes régionales de modernisation des scieries ; Institut de promotion du bois et du meuble ; insertion de la forêt dans son environnement économique, social et écologique ; centres régionaux de la propriété forestière [7 novembre 1985] (p. 4046) ; politique de la montagne ; nécessité d'une politique différenciée dans ces zones ; effort de solidarité ; politique de l'indemnité spéciale de montagne (p. 4047) ; contrats de massif ; défense d'une politique de différenciation à Bruxelles ; réforme des règles d'organisation des marchés (p. 4048) ; croissance de la production laitière dans le Cantal (p. 4059).

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie vétérinaire (n° 2907).**

Première lecture, discussion générale : laboratoires interprofessionnels laitiers ; impossibilité pour ces laboratoires de procéder à des analyses individuelles [6 décembre 1985] (p. 5433).

Discussion des articles : **article 3** ; **article 324-11 du code rural** : suppression de l'obligation d'inscription au tableau d'un ordre professionnel ; situation pour les directeurs de laboratoires d'analyses de biologie médicale (p. 5437) ; **article 324-16 du code rural** : obligation pour les agents des services extérieurs du ministère de l'agriculture à ne recourir qu'aux laboratoires vétérinaires de statut de droit public pour les actions de lutte contre les maladies des animaux ; intérêt de l'Etat pour l'utilisation des laboratoires vétérinaires départementaux (p. 5438) ; efficacité dans la mise en

œuvre des mesures de lutte contre les maladies ; fixation par voie réglementaire des délais prescrits par les autorités administratives (p. 5439) ; **article 324-20 du code rural** : son sous-amendement n° 31 à l'amendement n° 21 de la commission (supprimant le premier alinéa de cet amendement) ; adopté ; **article 324-26 du code rural** : conditions dans lesquelles sont utilisées les informations épidémiologiques recueillies auprès des laboratoires de biologie vétérinaire (p. 5440) ; **après l'article 6** : situation particulière de l'interprofession laitière dans le domaine de la biologie vétérinaire ; dépassement des limites de compétences ; problème des laits de mélange (p. 5442) ; **après l'article 8** : ouverture de la biologie vétérinaire aux médecins et aux pharmaciens ; égalité de traitement pour les vétérinaires et étudiants vétérinaires désireux d'accéder à une formation de biologie médicale (p. 5443).

— **Projet de loi portant amélioration de la concurrence (n° 2787).**

Deuxième lecture, discussion générale : échec de la commission mixte paritaire ; conséquences de l'abrogation des dispositions relatives aux prix des ordonnances du 30 juin 1945 ; pratiques discriminatoires de prix ; insuffisance de la notion de concentration ; délais de paiement [6 décembre 1985] (p. 5445).

SOU M (Renée)

Député des Pyrénées-Orientales

(1^{re} circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (affaires sociales et solidarité nationale : santé) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12044).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de la loi de finances pour 1986 (n° 2951), annexe n° 2 : affaires sociales et solidarité nationale : santé (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation des rapatriés** : application des textes votés concernant les prêts de consolidation en matière d'installation ; rachat des cotisations non acquittées à l'époque où n'existait pas le régime d'assurance vieillesse [5 juin 1985] (p. 1464).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : réforme des études médicales ; filières d'internat ; redéfinition de la profession de sage-femme ; équipement médical ; nombre de scanners ; D.G.F. [4 novembre 1985] (p. 3814) ; mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie ; organisation des services d'urgence ; mise en œuvre progressive de la départementalisation ; institution d'un nouveau contrôle médical ; financement de la sectorisation psychiatrique ; poursuite des actions de prévention ; maîtrise des effectifs de profession de santé ; progression des subventions de fonctionnement ; laboratoire national de la santé ; progression des actions obligatoires ; diminution des crédits d'équipement (p. 3815) ; maintien du système de santé à un haut niveau de qualité (p. 3816).

Articles additionnels et articles non rattachés : **article 54** : risque de concurrence entre les boissons

uavales et les apéritifs V.D.N. (vins doux naturels) ; nécessité d'expliciter la limite maximale en teneur alcoolique des boissons uavales ; son amendement n° 86 (complétant le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article par les mots « en alcool acquis et 11,5 % volume en alcool acquis et en puissance ») [14 novembre 1985] (p. 4358) ; adopté (p. 4359).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : solidarité par rapport à deux jeunes démocraties ; poids économique de l'Espagne ; inquiétudes chez les producteurs de fruits et légumes et les viticulteurs ; inscription de garanties solides ; application du mécanisme complémentaire aux échanges ; obligation pour les producteurs français de rechercher une présence accrue sur le marché espagnol [21 novembre 1985] (p. 4651) ; exigences de modernisation (p. 4652).

SOURY (André)

*Député de la Charente
(3^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 2772) de M. Jean Combasteil tendant à développer l'installation des jeunes agriculteurs [10 octobre 1985] (p. 2961).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 2785) visant à développer l'agriculture française en améliorant les conditions de vie et de travail des exploitants agricoles familiaux [17 octobre 1985] (p. 3245).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563) [J.O. du 5 novembre 1985] (p. 12828).

Président de cette commission [J.O. du 7 novembre 1985] (p. 12936).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier rural (n° 3008) [J.O. du 19 décembre 1985] (p. 14815).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14993).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à la retraite à partir de soixante ans aux non-salariés agricoles relevant du régime agricole (n° 2777) [13 juin 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Fixation des prix agricoles** : place de l'agriculture dans l'approvisionnement et les échanges extérieurs de la France ; nouveau système de financement des exploitations ;

limitation par la Communauté du commerce avec les pays socialistes ; dérogations aux préférences communautaires ; attribution de primes aux grands domaines anglais ; logique de réduction de la production [10 avril 1985] (p. 119) ;

— **Rapports France — Nouvelle-Zélande à la suite de l'affaire Greenpeace** : refus de la France de voter à l'O.N.U. les sanctions contre l'Afrique du Sud ; rappelle la demande des communistes d'une commission d'enquête parlementaire permettant de déterminer les responsabilités dans l'affaire Greenpeace [6 novembre 1985] (p. 3982) ; marchandage du Gouvernement français avec la Nouvelle-Zélande (p. 3983).

orales sans débat :

— **n° 831**, posée le 21 mai 1985 : **engrais et amendements** (entreprises) (p. 988) ; appelée le 24 mai 1985 : **industrie des engrais** : avenir de la compagnie française de l'azote (Cofaz) ; tractations en cours avec Norsk-Hydro ; dépendance de l'agriculture française ; réserves en matières premières ; échec du plan engrais (p. 1169) ; nécessaire encouragement des coopérations inter-entreprises (p. 1170) ;

— **n° 896**, posée le 2 octobre 1985 : **calamités et catastrophes (sécheresse)** (p. 2615) ; appelée le 4 octobre 1985 : **conséquences de la sécheresse** : état de la situation ; baisse du revenu des agriculteurs ; endettement de ces derniers (p. 2657) ; nécessité de certaines mesures (p. 2658) ; prêts du Crédit agricole (p. 2659) ;

— **n° 925**, posée le 3 décembre 1985 : **élevage (ovins)** (p. 5228) ; appelée le 6 décembre 1985 : **éleveurs d'ovins** : avenir de la production ovine ; perspectives compromises par la politique communautaire et gouvernementale ; règlement ovin ; application à la France du système de primes variables à l'abattage, utilisé par les Britanniques ; ajustement des contingents d'autolimitation (p. 5419) ; nécessité de reprendre le contrôle des importations de viande ovine non congelée (p. 5420).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion générale : marché international du bois ; politique dite des créneaux aboutissant à sacrifier toute la valorisation d'un potentiel jugé non rentable ; pôles d'utilisation de la filière bois [9 mai 1985] (p. 638) ; bois d'œuvre ; traverses de bois ; techniques d'utilisation du bois de chauffage ; rationalisation des circuits de transformation et chasse au gaspillage de bois brut ; industrie des scieries ; fonctions économique, sociale et écologique de la forêt ; mauvaise gestion de certaines forêts ; modalités juridiques de regroupement ; création d'emplois productifs ; développement des C.U.M.A. forestières (p. 639).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : nécessité de ne pas décentraliser totalement la politique forestière ; rôle des régions (p. 661) ; son amendement n° 238 (tendant à compléter le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 101 du code forestier par les mots « et agricole ») ; levée de l'engagement de non-démembrement ; prise en compte de la gestion agricole ; partition des forêts risquant, lors des partages successoraux, de compromettre à la fois la gestion forestière et la gestion agricole ; absence d'harmonisation fiscale entre les groupements fonciers à vocation agricole et les groupements à vocation forestière ; diversité des situations d'une région à l'autre ; adopté (p. 664) ; **après l'article 1^{er}** : fonction et composition des comités consultatifs régionaux du bois (p. 666) ; **article 6** : son amendement n° 241 (tendant à supprimer les 12^e et 13^e alinéas de cet article) (p. 672) ; inutilité de l'interdiction de vendre ; compétences du Conseil municipal pour décider de l'affectation d'une coupe ; responsabilité des collectivités locales pour choisir entre la mise en marché de ses bois ou l'autoconsommation collective ; intérêt financier de la commune ; possibilité pour les marchands de bois de récupérer pour leur propre compte une partie du marché d'autoconsommation qui leur échappe ; retiré (p. 673) ; **après l'article 22** : extension du champ d'intervention de l'inventaire forestier [10 mai 1985] (p. 724) ; **article 26** : son amendement n° 256 (procédure d'aménagement ne devant aboutir pour une exploitation agricole à ramener sa surface en deçà de la surface minimale d'installation) (p. 727) ;

rejeté (p. 728) ; **article 31** : ses observations sur l'amendement n° 257 de Louis Maisonnat (p. 732) ; **article 34** : son amendement n° 245 (tendant dans la première phrase du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 14 du code rural à insérer après les mots « avertit les propriétaires » les mots « ou leurs ayants-droit par lettre recommandée par défaut d'identification, ») ; obligations et droits des propriétaires ou de leurs ayants-droit (p. 733) ; sanction d'expropriation ; adopté (p. 734).

Explications de vote : texte permettant d'accroître le nombre des forêts correctement gérées ; valorisation des bois sur le territoire national ; risque de recul social ; insuffisance de la responsabilité des régions ; absence d'une réforme de la fiscalité forestière ; privation des aides publiques pour des milliers de petits propriétaires (p. 748) ; regroupement des petits propriétaires ; procédure d'aménagement et de zonage ; abstention du groupe communiste (p. 749).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 49 (référence à la commission départementale des structures) ; consultation de la commission départementale des structures ; retiré [4 octobre 1985] (p. 2680) ; **article 11** : notion d'équipements sociaux légers (p. 2685) ; **article 15** : demande que les agriculteurs soient présumés satisfaites aux conditions de capacités professionnelles ; critique le critère du chiffre d'affaires (p. 2689).

Explications de vote : politique de la filière bois (p. 2704).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion des articles : **article 15** : inopportunité de faire appel aux magistrats honoraires ; commission cantonale d'aide sociale ne pouvant plus siéger dans les chefs-lieux de cantons [23 mai 1985] (p. 1133) ; **article 18** : respect du principe de la collégialité des juridictions (p. 1135) ; **article 29** : exclusion des apprentis et des jeunes sous contrat du calcul des effectifs des entreprises pour l'application des seuils sociaux ; sa référence à la jurisprudence de la Cour de cassation en faveur de l'inclusion des jeunes intéressés dans les calculs ; réduction artificielle des effectifs (p. 1143) ; **après l'article 52** : son amendement n° 134 (interdiction du cumul d'une pension de retraite et de revenus d'activité dans le domaine agricole) (p. 1156) ; rupture définitive de tout lien professionnel avec l'employeur ; clause permettant à des retraités extérieurs à l'agriculture de cumuler leur pension à une activité agricole moyennant une contribution de solidarité ; référence à la parcelle de subsistance définie par le décret du 1^{er} février 1984 ; vieillissement de la population nécessitant une faveur donnée à l'installation des jeunes ; principe de la cessation d'activité ; rejeté ; son amendement n° 157 (tarif de l'impôt sur les grandes fortunes applicable en pourcentage) ; agriculteurs exclus du bénéfice de la retraite à taux plein à soixante ans ; pénibilité du travail agricole ; coût de l'abaissement de l'âge de la retraite ; différentes possibilités de financement (p. 1157) ; propose un relèvement de l'impôt sur les grandes fortunes ; rejeté (p. 1158).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : caractère inacceptable des propositions émises par la commission de Bruxelles ; critique de la logique financière du mode de développement économique ; recherche par les exportateurs, d'accords de bonne conduite [7 novembre 1985] (p. 4056) ; explosion des besoins ; malnutrition en France ; solvabilité du marché alimentaire ; lutte pour le désarmement ; affirmation de l'expansion de l'agriculture ; états généraux du développement ; mise en cause par le Gouvernement des clauses et pratiques commerciales contraires à nos intérêts ; discours de Cancun (p. 4057) ; enseignement agricole ; présentation des crédits bénéficiant à l'agriculture ; chute des crédits d'investissement ; baisse des crédits accordés aux offices ; difficultés du secteur coopératif ; nécessité de satisfaire les besoins humains ; création de la valeur ajoutée ; économie des facteurs de production ; encouragement des équilibres biologiques ; développement de l'emploi qualifié (p. 4058).

Examen des crédits : **Etat B — titre III** : son amendement n° 67 (réduction de crédits) (p. 4114) ; adopté ; **Etat C — titre IV** : son amendement n° 68 (réduction de crédits) ;

mécontentement des personnels employés en qualité de contractuels par les centres de formation d'apprentis et les centres de formation professionnelle et de promotion sociale agricole ; retard en matière de formation professionnelle ; retiré (p. 4115).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 14** : son amendement n° 23 (supprimant le paragraphe I de cet article) ; remboursement des indemnités dues à la suite des calamités de 1985 ; institution d'une contribution additionnelle sur les contrats d'assurance des véhicules à moteur affectés aux exploitations agricoles ; « autofinancement » des dégâts ; rejeté [17 décembre 1985] (p. 6273).

Seconde délibération de la deuxième partie : **article 28 et Etat B** : fiscalité agricole ; cas des agriculteurs complétant leur activité en intervenant dans le tourisme ; abaissement du seuil du chiffre d'affaires à partir duquel un exploitant doit être soumis à l'imposition au réel simplifié ; aide en matière de T.V.A. obtenue par les agriculteurs allemands (p. 6294) ; **article 68** : enveloppe attribuée à l'enseignement supérieur ; désengagement de l'Etat ; propositions de désectorisation des établissements scolaires émises par le Collège de France (p. 6311).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 24 (majoration du salaire minimum de croissance en fonction de la durée hebdomadaire du travail) : rejeté [4 décembre 1985] (p. 5329) ; son amendement n° 32 (exécution des jugements rendus par les conseils de prud'hommes) [6 décembre 1985] (p. 5491) ; rejeté (p. 5492) ; **article 1^{er}** : son amendement n° 39 (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 212-8 du code du travail après le mot « étendu » les mots « à l'exception de la branche mécanique ») (p. 5513) ; rejeté (p. 5514) ; son amendement n° 80 (inapplication de l'article L. 212-8 du code du travail à la branche de la chimie) [7 décembre 1985] (p. 5600) ; réservé (p. 5601) ; **après l'article 1^{er}** : son amendement n° 117 (précisant que les salariés absents pendant les semaines de modulation haute sont réputés avoir accompli l'horaire collectif de leur atelier) : réservé (p. 5617) ; **article 2** — *article L. 212-8-4 du code du travail* : son amendement n° 131 (tendant à supprimer le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code) [8 décembre 1985] (p. 5654) ; vote réservé (p. 5655) ; conventions ou accords prévus à cet article devant obligatoirement fixer les modalités d'indemnisation du chômage partiel dans le cas où ils prévoient les moyens d'y recourir (p. 5659) ; nécessité d'utiliser une formulation descriptive et d'indiquer clairement que les accords prévus à cet article du code ne peuvent être qu'exceptionnels (p. 5663) ; *article L. 212-8-5 du code du travail* : nécessité d'exclure la branche agricole du champ d'application du projet de loi (p. 5667) ; situation économique et sociale dans l'agriculture (p. 5668) ; son amendement n° 146 (exclusion de la branche de l'énergie du champ d'application du projet) (p. 5669) ; vote réservé (p. 5670) ; situation économique et sociale dans le secteur de la chimie (p. 5672) ; son amendement n° 159 (tendant à exclure du champ d'application du projet la branche dite des autres services) [8 décembre 1985] (p. 5683) ; vote réservé (p. 5684) ; son amendement n° 162 (non intégration des primes périodiques dans la rémunération annuelle pour calculer la rémunération mensuelle) (p. 5687) ; vote réservé (p. 5688) ; situation économique et sociale dans le secteur des activités portuaires (p. 5689) ; situation économique et sociale dans le secteur du transport routier (p. 5692-5693) ; situation économique et sociale dans le secteur de la pêche et des cultures marines (p. 5697-5698).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Première lecture, discussion générale : ses observations sur les propos de M. René André [5 décembre 1985] (p. 5357).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : application de la législation sur la flexibilité du travail à l'agriculture ; éventualité d'une mise en œuvre d'une réforme du code rural (p. 5371).

SPRAUER (Germain)

Député du Bas-Rhin
(8^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (commerce, artisanat et tourisme : commerce) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951), annexe n° 8 : **commerce, artisanat et tourisme : commerce (n° 2987)** [9 octobre 1985].

STASI (Bernard)

Député de la Marne
(4^e circonscription)
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à harmoniser diverses dispositions relatives aux **relations entre l'administration et le public** et modifiant les règles applicables au secret professionnel (n° 2892) [29 juin 1985].

Proposition de loi relative à la **lutte contre le bruit** (n° 3339) [1^{er} février 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Désengagement culturel de la France au Liban** : fermeture du C.E.R.M.O.C. (Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain) depuis l'enlèvement de Michel Seurat ; nécessité de maintenir la culture française au moment où s'exerce une poussée de fondamentalisme musulman [30 octobre 1985] (p. 3710).

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741)**.

Discussion : réalité quotidienne de l'immigration ; inexistence d'une vague de racisme ; accueil d'un grand nombre de réfugiés du Sud-Est asiatique [6 juin 1985] (p. 1511) ; prudence des porte-paroles de certains mouvements extrémistes ; progression du racisme à cause des difficultés nées de l'immigration ; reprise par la gauche au pouvoir de certaines orientations qu'elle avait critiquées auparavant ; exploitation du mythe du « bouc émissaire » ; nécessité de mieux maîtriser le flux migratoire ; harmonisation des législations européennes ; création d'emplois dans les pays de retour et amélioration de la formation professionnelle des immigrés (p. 1512) ; politique de contraintes pouvant conduire à détériorer l'image de la France dans le monde ; devoir des travailleurs immigrés envers la société française ; participation des immigrés à la vie locale ; soutien à la

scolarité des enfants de travailleurs étrangers ; effort dans le domaine de l'habitat ; cas de la ville d'Épernay ; non constitution de ghettos (p. 1513) ; développement du jumelage entre villes françaises et villes du Maghreb ou de l'Afrique Noire (p. 1514).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563)**.

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 16 (modification de l'article L. 101 du code forestier ; mise en valeur et protection de la forêt française constituant un impératif national) ; non soutenu [9 mai 1985] (p. 660) ; son amendement n° 18 (tendant à la fin de l'avant-dernier alinéa 4^o du texte proposé pour l'article L. 101 du code forestier à substituer aux mots « d'exploitation » les mots « de gestion ») : rejeté (p. 666) ; **après l'article 1^{er}** : son amendement n° 34 : devenu sans objet (p. 666) ; **après l'article 2** : son amendement n° 37 (tendant, après l'article 2, dans le premier alinéa de l'article L. 122-1 du code forestier après les mots « et des personnels » à insérer les mots « , des associations de protection de la nature ») (p. 669) ; rejeté (p. 670) ; **après l'article 10** : son amendement n° 46 (modification des articles L. 223-2, à L. 223-5 du code forestier ; forêts n'étant soumises ni au régime forestier ni dotées d'un plan simple de gestion agréé) (p. 677) ; non soutenu (p. 678) ; **article 11** — *article L. 247-1 du code forestier* : son amendement n° 54 (visant dans l'avant dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à insérer après le mot « équipement » les mots « légers compatibles avec les équilibres naturels ») : rejeté (p. 681) ; **article 18** : son amendement n° 75 (tendant après le troisième alinéa de cet article à insérer les alinéas suivants : « aux 4^o et 5^o de cet article est substitué l'alinéa suivant : « 4^o assainissement des terres insalubres ») : rejeté [10 mai 1985] (p. 715) ; **article 19** : son amendement n° 83 (travaux et ouvrages ne devant pas perturber les équilibres biologiques du territoire) : retiré (p. 717) ; **article 22** — *article L. 511-1 du code forestier* : son amendement n° 85 (travaux de reboisement) : rejeté (p. 719) ; **après l'article 22** : son amendement n° 102 (inventaire forestier) (p. 723) ; retiré (p. 724) ; **article 31** : son amendement n° 117 (rôle des associations de protection de la nature) : retiré (p. 731) ; **article 33** : son amendement n° 119 (audition de représentants des associations de protection de la nature par la commission communale) : rejeté (p. 733) ; **article 35** : son amendement n° 121 (pouvoir de la commission communale de remembrement) : non soutenu (p. 734) ; **article 38** : son amendement n° 122 (définition du défrichement) : non soutenu (p. 735) ; **article 49** : son amendement n° 133 (tendant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-5-1 du code forestier à insérer après les mots « pour assurer » le mot « exclusivement ») : rejeté (p. 743) ; **article 59** : son amendement n° 143 (forêt de protection pour cause d'utilité publique) : non soutenu (p. 746) ; **article 64** : son amendement n° 209 (tendant dans le premier alinéa de cet article après les mots « article L. 223-5 du code forestier » à insérer les mots « qui devient l'article L. 223-6-1 ») : non soutenu ; **avant l'article 65** : son amendement n° 150 (aliénation des bois et forêts domaniaux) : non soutenu ; son amendement n° 151 (suppression de l'article L. 441-2 du code de l'urbanisme) : non soutenu ; son amendement n° 152 (interdiction de l'épandage de produits biocides de synthèse par aéronef) : non soutenu (p. 748).

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux et régionaux (n° 2956)**.

Première lecture, discussion générale : consultation systématique préalable du comité économique et social en Champagne-Ardenne [9 octobre 1985] (p. 2857) ; aménagement du territoire ; réputation des comités économiques et sociaux ; élection des conseillers régionaux au niveau départemental ; transformation du conseil régional en syndicat inter-départemental (p. 2858).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951)**.

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale* :

rappel des engagements pris en matière de politique extérieure en 1981 ; nécessité pour une politique extérieure de prendre en compte la défense des intérêts essentiels de la nation ; approbation par l'U.D.F. des sanctions prises par le Gouvernement contre l'apartheid en Afrique du Sud ; contrats E.D.F. dans ce pays ; existence de convergences entre la plupart des forces politiques en ce qui concerne les grandes lignes de la diplomatie française ; situation au Tchad [6 novembre 1985] (p. 4007) ; situation au Nicaragua ; situation au Liban ; cas des Français détenus en otage ; situation des chrétiens du Liban ; projet Eurêka ; coopération ; principe de solidarité (p. 4008-4009).

STIRN (Olivier)

*Député du Calvados
(5^e circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la réduction du nombre des régions et à la création de grandes régions (n° 2634) [18 avril 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Initiative du Président de la République en matière de relance européenne** : attitude peu communautaire des autres partenaires européens lors du dernier sommet de Bonn ; nécessité d'une initiative politique [7 mai 1985] (p. 617) ;

— **Situation de l'emploi** : arrêt de la dégradation que connaissait le marché de l'emploi [16 octobre 1985] (p. 3120).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568).**

Première lecture, discussion générale : caractère non dogmatique de la notion d'indépendance ; création par l'indépendance de liens nouveaux ; possibilité de garantir la paix civile ; cas de l'indépendance de Djibouti, de certains pays d'Afrique et des Comores [23 janvier 1985] (p. 20) ; nécessité de donner au Gouvernement les moyens nécessaires pour maintenir l'ordre (p. 21).

Deuxième lecture, discussion générale : importance des déclarations de M. Dick Ukeiwé ; sa rencontre avec M. Tjibaou ; nécessité de conduire la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance [24 janvier 1985] (p. 35) ; nécessité de prendre en considération les intérêts de l'ensemble des communautés ; utilité du maintien de l'état d'urgence (p. 36).

— **Projet de loi relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2577).**

Première lecture, discussion générale : donne lecture de l'intervention de M. Jean Juventin [11 avril 1985] (p. 151).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : volonté croissante d'accession à l'indépendance ; approuve les objectifs du Gouvernement et les moyens adoptés par lui ; indépendance permettant à la France de sauvegarder ses intérêts ; cas de la Guinée [30 mai 1985] (p. 1306) ; image de la France dans le monde (p. 1307).

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

— *Discussion* : existence de faux problèmes ; intégration, dans les déclarations des droits de l'Homme, des droits des immigrés et des réfugiés ; participation aux élections mu-

nicipales sous certaines conditions de résidence [6 juin 1985] (p. 1514) ; cas des immigrés européens dans les pays de la Communauté (p. 1515).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : situation en Nouvelle-Calédonie ; discours de Brazzaville prévoyant l'indépendance de l'Afrique ; consensus sur les objectifs de la politique étrangère ; relance politique de l'Europe ; poids de la France au Moyen-Orient ; influence sur Israël [11 juin 1985] (p. 1610-1622).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Economie, budget et finances et consommation

— *Discussion générale : questions* : utilisation familiale et artisanale des fruits ; droits perçus sur chaque litre d'alcool ; système utilisé en R.F.A. [13 novembre 1985] (p. 4279).

SUBLET (Marie-Josèphe)

*Député du Rhône
(11^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563) [J.O. du 5 novembre 1985] (p. 12828).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14911).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion générale : existence de boisements résineux à proximité des vignobles et des cultures maraîchères ; situation dans le département du Rhône et sur les coteaux du Beaujolais ; organisations agricoles ayant manifesté leur désapprobation par des arrachages symboliques dans des plantations nouvelles ; plantations portant préjudice aux cultures traditionnelles d'une région bénéficiant d'aides publiques et de l'exonération trentenaire [9 mai 1985] (p. 649).

Discussion des articles : article 24 : meilleure répartition de l'espace rural entre les activités agricoles et forestières [10 mai 1985] (p. 724) ; son amendement n° 272 (tendant au début de cet article à insérer l'alinéa suivant : « dans la première phrase du deuxième alinéa 1° de l'article 52-1 du code rural après les mots « des plantations » sont insérés les mots « des reboisements ») ; intervention sur les essences forestières lors d'un reboisement (p. 726) ; retiré (p. 727) ; **article 27** : fonction de la commission communale à l'issue des opérations d'aménagement foncier agricole et forestier ; publicité devant être donnée localement aux demandes d'autorisation (p. 728) ; **article 52-4 du code rural** : son amendement n° 273 (demandes d'autorisation de plantation ou de reboisement) ; nécessité d'envisager une publicité locale ; retiré (p. 729).

Deuxième lecture, discussion des articles : après l'article 24 : son amendement n° 58 (complétant l'article 52-1 du code rural par les mots « en cas de reboisement des parcelles limitrophes à un vignoble d'appellation d'origine contrôlée, ils définissent la nature des essences utilisables ») ; nuisance créée par l'existence de boisements résineux à proximité de certains vignobles [4 octobre 1985] (p. 2692) ; adopté (p. 2693).

— **Projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025).**

Première lecture, discussion générale : décentralisation de l'action sociale ; nouveaux pouvoirs des conseils généraux ; pouvoir de police accordé aux présidents de ces conseils ; création d'une instance de coordination de tous les partenaires de l'action sociale ; contenu du schéma départemental ; maîtrise des dépenses publiques ; association des gestionnaires publics et privés à l'exercice des compétences départementales [25 novembre 1985] (p. 4788) ; possibilité d'accorder des prêts remboursables ; fonctionnement des C.C.A.S. ; principe de transparence des institutions (p. 4789) ; **avant l'article 1^{er}** : décloisonnement et concertation entre les principaux partenaires de l'action sociale (p. 4801) ; **article 10** : caractère restrictif en ce qui concerne le département, de l'agrément des conventions collectives applicables aux salariés des établissements et services sociaux et médico-sociaux (p. 4814) ; **article 27** : cas des familles touchées par une mesure de placement et privées d'une partie des allocations familiales ne correspondant pas directement à l'enfant placé (p. 4821) ; **article 29** : détail des missions de l'aide sociale à l'enfance (p. 4823) ; **article 51** : conseil d'administration du centre communal d'action sociale (p. 4843) ; participation au développement social de la commune (p. 4844).

SUCHOD (Michel)

*Député de la Dordogne
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956) [3 octobre 1985] (p. 2649).

Rapporteur du projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [21 novembre 1985] (p. 4662).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 3059) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14992).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15040).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15040).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 3061) portant **amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3119)** [28 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3189) relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au **fonctionnement des conseils généraux (n° 3232)** [19 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat

en deuxième et nouvelle lecture (n° 3302) relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au **fonctionnement des conseils généraux (n° 3302)** [21 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant **amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3309)** [21 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, rejeté par le Sénat (n° 3306), portant **amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3310)** [21 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3315), portant **amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3317)** [22 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Motion, adoptée par le Sénat, tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2806).**

Discussion : ses observations sur l'utilisation des questions préalables, des exceptions d'irrecevabilité et des motions de censure [20 juin 1985] (p. 1796) ; non participation de membre de l'opposition à la réunion de la commission des lois ; modification du mode de scrutin ne visant pas à « modifier les résultats des prochaines élections » ; rôle du Conseil constitutionnel (p. 1797).

— **Projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : principe de la transformation des régions en collectivités territoriales ; textes survenus pour accroître les compétences régionales ; adoption du présent projet avant l'élection des conseils régionaux au suffrage universel direct ; [9 octobre 1985] (p. 2849) ; suppression de la tutelle ; responsabilités nouvelles confiées aux régions ; accroissement des compétences ; définition des conditions dans lesquelles les nouvelles collectivités territoriales s'administrent ; institution de la procédure des autorisations de programme et de crédits de paiement dans les budgets régionaux ; extension du champ d'intervention des comités économiques et sociaux ; modification de certaines règles relatives au fonctionnement des conseils généraux ; changement des représentants des départements auprès d'organismes extérieurs ; institution d'une représentation de la minorité au sein du bureau des conseils généraux et régionaux ; non remise en cause de l'existence de l'exécutif départemental ou régional ; affectation des élus par l'Assemblée à chacun des postes du bureau (p. 2850) ; projet concluant le mouvement amorcé par la loi du 2 mars 1982 (p. 2851).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 2 (complétant le dernier alinéa de cet article par les mots : « ainsi que par toute autre loi reconnaissant une compétence aux régions ») ; adopté (p. 2865) ; **article 3** : son amendement n° 3 (supprimant après les mots « conseils généraux intéressés » la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 2 de la loi du 5 juillet 1972) ; fixation des limites territoriales et du nom des régions par une loi ; adopté ; non opportunité d'introduire dans le texte une injonction faite au Gouvernement de déposer un projet de loi ; **article 4** : son amendement n° 4 (rédactionnel) (p. 2866) ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 5 (insérant dans le deuxième alinéa (a) du texte proposé pour l'article 11 de la loi du 5 juillet 1972, après la référence aux articles 19, 20, 29 et 30 la référence « 31 ») ; extension au conseil régional des dispositions ayant trait à la publicité des délibérations du conseil général ; adopté ; **après l'article 6** : maintien en fonction des membres du C.E.S.R. dans leur composition

actuelle jusqu'à expiration de leur mandat (p. 2867) ; **article 7** : inutilité d'étendre les compétences des C.E.S.R. au domaine budgétaire (p. 2868) ; **article 8** : son amendement n° 6 (précisant que le comité économique et social se prononce sur tous les avis et rapports établis par les sections avant leur transmission à l'autorité compétente) ; nécessité d'éviter une transmission directe des avis des sections aux autorités compétentes sans saisine préalable du comité économique et social lui-même ; adopté ; **article 9** : son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté (p. 2869) ; **article 11** : son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; **article 12** : son amendement n° 9 (création dans des limites précédemment reconnues à l'établissement public régional d'une collectivité territoriale prenant la dénomination de région Ile-de-France) : adopté ; **article 13** : son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté ; **article 17** : son amendement n° 11 (rédactionnel) (p. 2870) ; adopté ; **article 20** : son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté (p. 2871) ; **article 25** : son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté ; **article 27** : son amendement n° 14 (rédactionnel) ; son amendement n° 15 (rédactionnel) ; son amendement n° 16 (rédactionnel) (p. 2872) ; adoptés ; **avant l'article 28** : son amendement n° 17 (publication des délibérations du conseil général) (p. 2873) ; adopté après rectification ; **article 30** : proportionnelle au sein des bureaux (p. 2874) ; son amendement n° 18 (substituant dans la première phrase du quatrième alinéa de l'article 30 aux mots « différentes fonctions » les mots « différents postes ») ; nécessité d'éviter toute confusion entre les postes du bureau et les fonctions que le président du conseil général peut déléguer ; adopté ; son amendement n° 19 (substituant dans la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet article aux mots « le nombre des candidats est conforme au nombre des sièges » les mots « une seule candidature a été déposée pour chaque poste ») : adopté ; son amendement n° 20 (précisant que le conseil général procède à l'affectation des élus à chacun des postes du bureau au scrutin uninominal après la répartition des sièges) : adopté ; **article 31** : son amendement n° 21 (rédactionnel) : adopté (p. 2875) ; **après l'article 34** : son amendement n° 22 (maintien en fonction des membres des comités économiques et sociaux jusqu'à l'expiration de leur mandat) : adopté ; **après l'article 35** : son amendement n° 23 (inélégibilité des directeurs et chefs de services de conseil régional) ; réservé ; son amendement n° 24 (avis du comité économique et social de Saint-Pierre-et-Miquelon relatif à la politique de la communication audiovisuelle) (p. 2876) : adopté ; **article 36** : son amendement n° 25 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 26 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 27 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 28 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 29 (de conséquence) : adopté ; **après l'article 36** : son amendement n° 30 (rédactionnel) : adopté (p. 2877) ; **après l'article 35 (suite)** : son amendement n° 23 (précédemment réservé) (p. 2878) ; adopté après modification (p. 2879).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : transformation de la région en collectivité territoriale ; procédure des autorisations de programme [19 décembre 1985] (p. 6426) ; consultation des comités économiques et sociaux régionaux ; compétences des comités consultatifs existant dans les régions d'outre-mer ; modalités de désignation du bureau du conseil général ; distinction entre législatif et exécutif (p. 6427).

Discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 1 (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 6 de la loi du 5 juillet 1972 les mots : « qui sont de la compétence ») ; compétences de la région ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 2 (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 14 de la loi du 5 juillet 1972) ; fixation du délai à compter duquel le comité économique et social doit rendre ses avis ; adopté (p. 6429) ; **article 8** : son amendement n° 3 (précisant que le comité économique et social comprend les sections) ; création d'actions relatives à la communication audiovisuelle et au développement des établissements d'enseignement supérieur ; adopté ; son amendement n° 4 (insérant dans la première phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 15 de la loi du 5 juillet 1972 après les mots : « Haute autorité de la communication audiovisuelle », les mots : « et du Conseil national de la communication audiovisuelle ») : communication du rapport relatif à l'état de la communication audiovisuelle dans la région ; adopté ; son amendement n° 5 (précisant que le conseil régional met les services

régionaux ou une partie de ceux-ci à la disposition du comité économique et social à titre permanent ou temporaire) : adopté ; **article 9** : son amendement n° 6 (remplaçant au début du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 16-1 de la loi du 5 juillet 1972, les mots : « 8 jours », par les mots : « 12 jours ») ; délais impartis au président du conseil régional ou général pour adresser aux membres de l'assemblée délibérante un rapport sur les affaires qui doivent leur être soumises ; adopté (p. 6430) ; **article 20** : son amendement n° 7 (remplaçant au début du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 37 de la loi du 2 mars 1982 les mots : « 8 jours » par les mots : « 12 jours ») : adopté ; **article 21** : son amendement n° 8 (mise à disposition par l'assemblée de Corse des services régionaux et d'une partie de ceux-ci à la disposition des conseils consultatifs à titre permanent ou temporaire) : adopté ; son amendement n° 9 (substituant dans le troisième alinéa de cet article aux mots : « des conseils consultatifs », les mots : « de chacun de ces conseils consultatifs et, le cas échéant, à la réalisation de ses études ») ; inscription sur une liste distincte des crédits de fonctionnement de chaque Conseil consultatif (p. 6431) : adopté ; **article 22** : son amendement n° 10 (établissement de rapports annuels sur des questions relatives au programme des organismes chargés du service public de radio-diffusion sonore et de télévision en Corse) : adopté ; **article 23** : son amendement n° 11 (mise à disposition des services régionaux) ; Conseil de région d'outre-mer ; adopté ; son amendement n° 12 (substituant dans le troisième alinéa de cet article aux mots : « des comités consultatifs » les mots : « de chacun de ces comités consultatifs et, le cas échéant, à la réalisation de ses études ») ; individualisation des crédits de chaque conseil au budget de la région avec une ligne distincte ; adopté (p. 6432) ; **article 24** : son amendement n° 13 (intervention du Conseil national de la communication audiovisuelle dans les régions d'outre-mer) : adopté ; **article 30** : son amendement n° 14 (élection des membres du bureau au scrutin de liste à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne) ; possibilité d'assurer la représentation de la minorité politique au bureau (p. 6433) ; adopté après notification ; **article 31** : son amendement n° 15 (remplaçant au début du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 42 de la loi du 2 mars 1982 les mots : « 8 jours », par les mots : « 12 jours ») : adopté ; **article 31 bis** : son amendement n° 16 (remplaçant au deuxième alinéa de l'article 50 de la loi du 2 mars 1982 les mots : « 10 jours », par les mots : « 12 jours ») : adopté ; **article 32 bis** : son amendement n° 17 (de coordination) : adopté (p. 6434) ; **article 35** : son amendement n° 18 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 19 (de coordination) : adopté ; **article 35 bis** : son amendement n° 20 (complétant le deuxième alinéa (3°) du paragraphe 1.A. de cet article par les mots : « dans le ressort de leur juridiction ») ; régime des inéligibilités des membres des tribunaux administratifs et des secrétaires généraux des chambres régionales des comptes ; adopté ; son amendement n° 21 (substituant dans le deuxième alinéa (18°) du paragraphe 1 de cet article aux mots : « et les chefs de service », les mots : «, les chefs de service et les chefs de bureau ») : adopté (p. 6435) ; **article 35 ter** : son amendement n° 23 (rapport établi par le comité économique et social de Saint-Pierre-et-Miquelon à l'intention de la Haute autorité) : adopté ; **article 35 quinquies** : son amendement n° 24 (rédactionnel) : adopté ; **article 36** : son amendement n° 25 (de coordination) (p. 6436) ; adopté ; son amendement n° 26 (insérant dans le troisième alinéa (2°) de cet article après la référence 28, la référence 29) ; bénéfice de la taxe sur les permis de conduire au profit de la région d'Ile-de-France ; adopté (p. 6437).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [21 décembre 1985] (p. 6627).

Discussion des articles : **après l'article 37** : départements concernés (p. 6630-6631).

— **Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 3023).**

Première lecture, discussion des articles : **article 26** : son sous-amendement n° 25 à l'amendement n° 31 de la commission (insérant dans cet amendement après les mots : « toute entreprise de pompes funèbres », le mot « agréée ») : rejeté [22 novembre 1985] (p. 4713).

— **Projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : ordonnances d'octobre et décembre 1982 permettant de jeter les bases d'un nouveau développement concerté [2 décembre 1985] (p. 5141) ; adoption du statut du 6 septembre 1984 ; inapplicabilité de ce statut ; vote d'un nouveau statut le 23 août 1985 ; projet de loi d'amnistie visant à consolider la paix civile ; nature des infractions amnistiées ; exclusion du bénéfice de l'amnistie des infractions ayant entraîné la mort ou des infirmités permanentes au sens de l'article 310 du code pénal ; exclusion des infractions constituées par des coups et blessures volontaires ou des tentatives d'homicide volontaire sur la personne d'agents de la force publique ; maintien de la responsabilité vis-à-vis des tiers ; contestations relatives à l'amnistie (p. 5142).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : regrette le début tardif de la séance [21 décembre 1985] (p. 6625) ; échec de la commission mixte paritaire (p. 6626).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** (précédemment réservé) : nombre des mairies concernées en cas d'adoption de l'amendement du Sénat [19 décembre 1985] (p. 6423).

SUEUR (Jean-Pierre)

*Député du Loiret
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [9 mai 1985] (p. 685).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [13 juin 1985] (p. 1688).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 20 juin 1985] (p. 6848).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du code de la mutualité (n° 2652) [J.O. du 28 juin 1985] (p. 7179).

Membre des commissions « ad hoc » chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire des membres de l'Assemblée nationale (n° 2905, 2906 et n° 2910) [J.O. du 18 juillet 1985] (p. 8134).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (recherche et technologie) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963) [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13342).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 et de la

loi n° 84-575 du 9 juillet 1984 et relatif à la limitation des possibilités du cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 2955) [J.O. du 22 novembre 1985] (p. 13556).

Rapporteur du projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097) [J.O. du 28 novembre 1985] (p. 5034).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14911).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 3097) [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15039).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 22 décembre 1985] (p. 15039).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096) [J.O. du 8 février 1986] (p. 2297).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2661) portant **diverses dispositions d'ordre social (n° 2685)** [15 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **diverses dispositions d'ordre social (n° 2799)** [19 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant **diverses dispositions d'ordre social (n° 2834)** [25 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2876) portant **diverses dispositions d'ordre social (n° 2877)** [29 juin 1985].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur **le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome XI : recherche et technologie (n° 2988)** [9 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 3097) et la lettre rectificative (n° 3140) au projet de loi portant aménagement et simplifications relatifs à la **protection sociale** et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3158) [5 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **diverses dispositions d'ordre social (n° 3304)** [21 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi modifié par le Sénat, (n° 3303) portant **diverses dispositions d'ordre social (n° 3308)** [21 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3318) portant **diverses dispositions d'ordre social (n° 3322)** [22 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Quotas laitiers** : application des mesures concernant les quotas laitiers aux jeunes agriculteurs souhaitant s'installer ou s'étant récemment installés [2 mai 1985] (p. 530).

oraux sans débat :

— n° 799, posée le 23 avril 1985 : **politique extérieure (Ethiopie)** (p. 326); appelée le 26 avril 1985 : **aide aux populations d'Ethiopie** : situation difficile de la population du Tigré (p. 451); informations publiées dans la presse française sur l'attitude du Gouvernement éthiopien face à la répartition de l'aide (p. 452);

— n° 887, posée le 25 juin 1985 : **déchéances et incapacités (incapables majeurs)** (p. 1982); appelée le 28 juin 1985 : **financement de la tutelle** : effets pervers que risque d'entraîner l'application de la circulaire du 2 avril 1985 excluant les curatelles du financement de la tutelle; nature de la curatelle; nécessaire maintien du système des curatelles; suppression des curatelles d'Etat ne se traduisant par aucune économie pour la collectivité; rôle des unions départementales des associations familiales; nécessité de moyens financiers appropriés pour les curatelles d'Etat (p. 2143).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : problème des discriminations à caractère sexiste; régime de la sectorisation psychiatrique; conséquences financières des dispositions concernant le secteur psychiatrique; organisation des professions de psychologue et de masseur-kinésithérapeute [23 mai 1985] (p. 1089); régime financier des établissements et des services sociaux et médico-sociaux; substitution de l'approbation tacite à la déclaration préalable pour les dépenses; révision des mesures budgétaires; notion de « groupements d'employeurs » constituant une nouvelle catégorie d'employeurs; déclaration des groupements auprès de l'inspecteur du travail; répression du travail clandestin; absence de définition du travail clandestin; amélioration de la constatation des infractions; mise en œuvre des cotisations sociales forfaitaires dans le domaine agricole; sa référence à la proposition de la commission visant à exonérer les adultes handicapés du paiement du forfait hospitalier; problème de l'assurance invalidité pour les chômeurs en fin de droits; possibilité pour les travailleurs originaires des D.O.M.-T.O.M. de prendre cinq semaines de congés payés en une seule fois (p. 1090); protection de l'exercice du droit de grève (p. 1091).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (supprimant dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article les mots « et sauf motif légitime »); cohésion assurée avec la loi du 13 juillet 1983 concernant l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes; cas des entreprises françaises travaillant dans certains pays étrangers exigeant de ne pas employer des femmes; adopté (p. 1105); son amendement n° 85, à titre personnel, (supprimant dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article les mots « (à l'exception du licenciement prévu au 3°) »); extension du droit de se porter partie civile aux associations dont l'objet est de lutter contre les discriminations sexistes; adopté; **après l'article 1^{er}** : établissement d'un lien direct entre le régime du divorce et le versement des pensions de reversion (p. 1106); nécessité de réformer l'article 414 du code pénal visant à protéger la liberté du travail; dispositions permettant de réprimer certaines actions concertées menées par des groupements n'ayant pas la qualité de syndicats représentatifs (p. 1107); **article 2** : son amendement n° 2 (nouvelle rédaction pour l'article 100-3 du code de la famille et de l'aide sociale; délivrance de l'agrément en vue de l'adoption d'un enfant étranger par le responsable du service de l'aide sociale à l'enfance); agrément demandé par certains pays étrangers; attestation requise par les services du ministère des relations extérieures (p. 1108); administration tenue d'examiner la demande d'agrément; délivrance de l'agrément par le responsable de l'aide sociale à l'enfance; **article 3** : son amendement n° 87, à titre personnel, (précisant que la cotisation est mise à la charge du conjoint qui a pris l'initiative du divorce) (p. 1109); adopté; son amendement n° 88 à titre personnel (supprimant dans le paragraphe II de cet article les mots « du 1 »); retiré; **après l'article 3** : situation des associations ayant leur siège dans l'un des trois départements d'Alsace-Lorraine; problème de la jouissance simultanée des dispositions à caractère local et des

mesures à caractère général (p. 1110); existence de disparités entre les couples mariés et les couples non mariés; présentation d'un rapport annuel apparaissant comme une procédure lourde et contraignante; **article 4** : son amendement n° 3 (substituant au début du deuxième alinéa de cet article aux mots « les articles 561-9 à L. 561-11 nouveaux du code de la sécurité sociale » les mots « les articles L. 557 à L. 559 du code de la sécurité sociale »); instauration d'une sanction pour les déclarations inexactes effectuées par les demandeurs de prêts aux jeunes ménages; adopté (p. 1111); **après l'article 4** : étude de la réforme du droit du nom; ses observations sur la nature du gage proposé par M. Jean-Louis Masson dans son amendement n° 60 (p. 1112); **article 5** : reconnaissance au secteur d'une mission de prévention, de diagnostic et de soins (p. 1113); légalisation d'un système prévu dans une simple circulaire; demande le dépôt d'un projet de loi sur la politique psychiatrique; clarification du processus financier; problème des garanties accordées au personnel psychiatrique; son amendement n° 4 (insérant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 326 du code de la santé publique un alinéa précisant qu'il est institué un Conseil départemental de santé mentale); texte donnant une base légale à l'existence des comités départementaux de santé mentale; adopté (p. 1114); son amendement n° 5 (substituant aux mots « voie réglementaire » les mots « décret en conseil d'Etat » à la fin du dernier alinéa de texte proposé pour l'article L. 326 du code de la santé publique); adopté; son amendement n° 6 (rédactionnel): adopté (p. 1115); **article 6** : son amendement n° 7 (visant à supprimer dans la première phrase du 1^{er} alinéa du texte proposé pour l'article L. 487 du code de la santé publique les mots « français et »); suppression de la condition de nationalité française; adopté; **après l'article 6** : son amendement n° 8 (exercice de la profession de pédicure-podologue); suppression de la condition de nationalité française; adopté; son amendement n° 9 (abrogeant l'article L. 504 du code de la santé publique); adopté (p. 1122); **article 7** : son amendement n° 10 (rédactionnel): adopté; son amendement n° 11 (rédactionnel): adopté; son amendement n° 89, à titre personnel (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, cette condition étant prorogée au-delà de cette date pendant une période qui ne peut excéder sept ans pour les fonctionnaires et agents publics ultérieurement recrutés ou employés en qualité de psychologues ») (p. 1123); instauration d'une limite à la prorogation de la situation actuelle; aménagement d'une période transitoire de sept ans; cas particulier des psychologues scolaires; délai nécessaire pour l'exercice des fonctions de psychologue en qualité de fonctionnaire ou d'agent public; définition par le ministère de l'éducation nationale d'une procédure de formation et de recrutement (p. 1124); adopté; son amendement n° 12 (supprimant le troisième alinéa du paragraphe de cet article): adopté; son amendement n° 13 (insérant les mots « qui doit être déposé dans un délai fixé par décret » après les mots « sur leur demande » dans la première phrase de l'avant-dernier alinéa du paragraphe II de cet article); personnes exerçant à titre privé les fonctions de psychologue; adopté; son amendement n° 14 (rédactionnel): adopté (p. 1125); **article 8** : son amendement n° 90, à titre personnel (complétant la première phrase du premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception du forfait journalier hospitalier »); exonération du forfait journalier hospitalier au profit des médecins apparaissant injuste; problème du paiement du forfait hospitalier par les adultes handicapés (p. 1126); adopté; son amendement n° 15 (rédactionnel): adopté; **article 9** : son amendement n° 16 (mission de l'école nationale de la santé publique); caducité de certaines dispositions; problème de la participation des collectivités locales au financement de l'école; redéfinition d'une des missions de l'école (p. 1127); adopté; **article 10** : situation en hémobiologie; non respect des règles d'organisation des concours administratifs (p. 1128); **après l'article 10** : son amendement n° 91, à titre personnel (répartition des inspecteurs de la pharmacie dans les régions sanitaires); caractère restrictif du critère du nombre des officines; adopté; **avant l'article 11** : imprécision du critère de la prise en compte de la situation du couple sur la base des déclarations faites à l'administration (p. 1129); **article 11** : son amendement n° 92, à titre personnel (substituant aux mots « à autorisation préalable accordée par l'autorité compétente pour arrêter la tarification des prestations » les mots « au représentant de l'Etat en vue de leur approbation »): adopté;

son amendement n° 17 (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article les mots « et leur révision » après les mots « les prévisions de dépenses et de recettes d'exploitation »); révision en cours d'année des prévisions de dépenses et de recettes; adopté; son amendement n° 93, à titre personnel (insérant après le 8^e alinéa du paragraphe I de cet article les dispositions suivantes « elles sont réputées approuvées si le représentant de l'Etat n'a pas fait connaître son opposition dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat »); application du régime d'approbation tacite; adopté; son amendement n° 94, à titre personnel (fixation par décret des catégories d'établissements financés sous la forme d'une dotation globale) (p. 1130); adopté; son amendement n° 95, à titre personnel (pouvoir du représentant de l'Etat pour les prévisions de recettes et de dépenses); critères entrant dans la détermination du taux d'évolution des dépenses; référence à la politique sanitaire et sociale de l'Etat; prise en compte des besoins de la population; adopté; son amendement n° 18 (précisant que la décision d'amputer ou de refuser une dépense doit être motivée); adopté (p. 1131); **article 12**: suppression à terme de toutes les autorisations de circulation; après l'**article 12**: son amendement n° 19 (suppression dans le deuxième alinéa de l'article 167 du code de la famille et de l'aide sociale des mots « équipe de »); cas des personnes travaillant dans un C.A.P. pouvant se rendre dans des structures de travail ordinaire; adopté; estime que l'amendement n° 80 de M. Adrien Zeller correspond à une vision extensible du rôle du comité d'entreprise (p. 1132); **article 16**: son amendement n° 20 (insérant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 191-2 du code de la sécurité sociale les mots « concomitant et » après les mots « est désigné »); adopté; son amendement n° 21 (précisant que les employeurs sont tenus de laisser aux salariés de leur entreprise, assesseurs d'un tribunal des affaires de sécurité sociale, le temps nécessaire pour se rendre et participer aux audiences) adopté (p. 1134); **article 17**: son amendement n° 22 (supprimant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 191-3 du code de la sécurité sociale les mots: « en cas de faute grave entachant l'honneur et la probité ou »); formulation trop générale de la notion de faute grave entachant l'honneur; rejeté; son amendement n° 23 (rédactionnel); adopté; **article 18**: son amendement n° 96 à titre personnel (nouvelle rédaction du texte proposé de l'article L. 191-4 du code de la sécurité sociale; report de l'audience dans le cas où le tribunal des affaires de sécurité sociale ne peut siéger avec la composition prévue); attachement à la collégialité (p. 1135); report limité à une seule fois; possibilité de juridiction à juge unique; adopté; **article 21**: introduction des cotisations sociales forfaitaires dans le régime agricole de protection sociale; cas des stagiaires ou des étudiants; maîtrise de l'accroissement du nombre des catégories de travailleurs pour lesquels sont fixées des cotisations sociales forfaitaires (p. 1136); **article 23**: son amendement n° 24 (insérant après le deuxième alinéa de cet article les mots « prévoyant que le refus de l'autorisation d'absence par l'employeur est motivé »); rédaction de l'article attribuant à l'employeur un pouvoir discrétionnaire; adopté; son amendement n° 25 (insérant après le troisième alinéa de cet article des dispositions relatives au temps passé hors de l'entreprise pendant les heures de travail des salariés); extension aux salariés participant aux réunions du fonds d'action sociale du bénéfice des dispositions applicables à l'exercice d'autres mandats représentatifs; adopté; après l'**article 23**: son amendement n° 27 (appréciation de l'inaptitude au travail pour la liquidation des droits à l'assurance vieillesse); cas d'une personne relevant de régimes différents; pluralité d'examen accroissant les délais de liquidation des droits; adopté (p. 1137); **article 24**: effets pervers découlant des nouvelles dispositions; amélioration par la commission de la protection des salariés des groupements d'employeurs (p. 1139); introduction d'une souplesse favorisant l'embauche et la création d'emplois; (*article L. 127-1 du code du travail*): son amendement n° 30 (information de l'inspection du travail en cas de constitution d'un groupement d'employeurs); définition des moyens d'évaluer les effets de l'utilisation des groupements d'employeurs sur le marché de l'emploi; adopté; (*article L. 127-2 du code du travail*): son amendement n° 31 (interruption d'activité due à l'un des membres du groupement) (p. 1440); conséquences du principe de la responsabilité solidaire des membres du groupement; rejeté; **article 25**: son amendement n° 32 (rédactionnel); adopté (p. 1141); **article 28**: mission de

l'Institut national de recherche et de sécurité ne relevant pas du domaine législatif; son amendement n° 33 (rédigeant ainsi la fin du dernier alinéa de cet article après les mots « d'autres procédures de déclaration »: « ces procédures prennent en compte les risques encourus par les travailleurs »); procédures de déclaration mises en œuvre en vertu d'une directive de la C.E.E.; adopté (p. 1142); après l'**article 28**: responsabilisation des individus dans le domaine des accidents du travail; **article 29**: régime dérogatoire de comptabilisation constituant un encouragement au développement de la formation (p. 1143); non prise en compte des stagiaires dans les effectifs; **article 32**: son amendement n° 34 (non prise en compte du salaire antérieur pour la rémunération des jeunes bénéficiaires des stages d'orientation approfondie et d'initiation à la vie professionnelle); adopté (p. 1144); **article 33**: son amendement n° 35 (rédactionnel); adopté; **article 38**: son amendement n° 36 (mise à la disposition de l'inspecteur du travail des documents existant dans l'établissement permettant de comptabiliser les heures de travail effectuées par chaque salarié); développement des horaires individualisés; nécessité de donner aux inspecteurs du travail les moyens d'accomplir leur mission; adopté (p. 1145); **article 43**: son amendement n° 37 (insérant dans le 3^e alinéa du texte proposé pour l'article L. 424-5 du code du travail le mot « motivés » après les mots « et les réponses »); adopté; son amendement n° 38 (supprimant à la fin du 3^e alinéa du texte proposé pour l'article L. 424-5 du code du travail les mots « soit encore conservées par ordre de date dans un recueil »); souci de simplification; nécessité de maintenir certaines garanties; insertion des documents dans les registres; adopté; son amendement n° 39 (substituant au début de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 424-5 du code du travail les mots: « ainsi que les documents qui y sont annexés doivent être tenus » aux mots « où ce recueil doit être tenu »); adopté; son amendement n° 40 (rédigeant ainsi le début du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 424-5 du code du travail: « ils sont également tenus à la disposition... ») (p. 1146); adopté; **article 44** — (*article L. 620-3 du code du travail*): son amendement n° 41 (rédactionnel); adopté; son amendement n° 42 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail) (p. 1147); adopté; délai proposé par l'amendement n° 126 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis apparaissant comme excessif eu égard à la nature des infractions en cause; (*article L. 620-4 du code du travail*): son amendement n° 43 (complétant le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots « et le nom de l'inspecteur compétent »); affichage du nom de l'inspecteur du travail; adopté (p. 1148); **article 45**: prise en compte par les travailleurs des modifications intervenant dans la structure des groupes nationalisés; avant l'**article 47**: son amendement n° 44 (insérant dans la première phrase du 7^e alinéa de l'article L. 425-1 du code du travail les mots « au premier comme au second tour » après les mots « est également de six mois pour les candidats »); protection des candidats au second tour des élections des délégués du personnel non mandatés par une organisation syndicale; adopté; **article 47**: son amendement n° 45 (complétant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 362-3 du code du travail par les mots « ainsi que des marchandises produites »); lutte contre le travail clandestin; rejeté (p. 1149); **article 48**: son amendement n° 46 (rédactionnel); rejeté (p. 1150); après l'**article 52**: son amendement n° 47 (complétant le sixième alinéa de l'article L. 122-26 du code du travail par la phrase suivante: « le père salarié bénéficie alors de la protection instituée à l'article L. 122-25-2 »); cas du père adoptif; adopté; son amendement n° 48 (complétant le premier alinéa de l'article L. 122-26-1 du code du travail par la phrase suivante: « le père bénéficie alors de la protection contre le licenciement instituée à l'article L. 122-25-2 »); adopté; son amendement n° 49 (visant à insérer à la fin du premier alinéa de l'article L. 122-45 du code du travail les mots: « , de l'existence du droit de grève » après les mots « de ces activités syndicales »); évolution jurisprudentielle pouvant conduire à la neutralisation du droit de grève; conséquence de l'exercice du droit de grève sur le contrat de travail; application de la responsabilité « in solidum »; souhaite une définition de la notion de « faute susceptible de mettre en cause la responsabilité civile des grévistes »; plafonnement éventuel des sommes susceptibles d'être réclamées (p. 1151); rejeté; son amendement n° 75, à titre personnel (complétant le premier alinéa de l'article L. 132-30 du code du travail par les mots:

« , ainsi que celles occupant moins de cinquante salariés ») : adopté ; son amendement n° 76, à titre personnel (remplaçant dans le deuxième alinéa de l'article L. 132-30 du code du travail les mots « ainsi que, le cas échéant, à l'examen » par les mots « ainsi qu'à l'examen ») : adopté ; son amendement n° 77, à titre personnel (accords pouvant prévoir les modalités particulières de représentation du personnel des entreprises dans les regroupements d'entreprises) (p. 1152) ; adopté ; son amendement n° 78, à titre personnel (licenciement des représentants du personnel et des salariés membres des commissions paritaires) : adopté ; son amendement n° 50 (complétant le premier alinéa de l'article L. 223-8 du code du travail par la phrase suivante : « il peut être dérogé individuellement à cette disposition pour ceux des salariés qui justifient de contraintes géographiques particulières ») ; cas des travailleurs des D.O.M.-T.O.M. et des travailleurs immigrés ; prise en une seule fois des cinq semaines de congés payés ; adopté ; son amendement n° 51 (harmonisation des diverses règles applicables au personnel des services industriels et commerciaux des établissements publics administratifs) : adopté ; son amendement n° 52 (prévoyant que le délégué syndical est de droit représentant syndical au comité d'entreprise ou d'établissement dans les entreprises de moins de 300 salariés) (p. 1153) ; adopté ; son amendement n° 53 (remplaçant à l'article L. 514-2 du code du travail la référence à l'article L. 412-15 par la référence à l'article L. 412-18) : adopté (p. 1154) ; son amendement n° 54 (complétant l'article L. 521-1 du code du travail par un alinéa ainsi rédigé : « tout licenciement prononcé en violation du premier alinéa du présent article est nul de plein droit ») : rejeté ; son amendement n° 55 (remplaçant à l'article 2-3 du code de procédure pénale les mots « infractions définies à l'article 312 du code pénal » par les mots « infractions définies aux articles 312, 331, 332, 333 et 334 du code pénal ») ; accroissement des moyens de lutte contre le phénomène de l'enfance maltraitée ou martyrisée ; adopté ; son amendement n° 56 (supprimant à l'article 2-3 du code de procédure pénale les mots « lorsque l'action publique a été mise en mouvement par le ministère public ou la partie lésée ») : rejeté (p. 1155) ; ses observations sur l'amendement n° 134 de M. André Soury ; priorité donnée à l'installation des jeunes ; mesures relatives à la production laitière ; non opportunité de maintenir le cumul entre l'état de retraité et la poursuite d'une activité (p. 1157) ; dispositions incluses dans l'amendement n° 157 de M. André Soury ne relevant pas d'un projet portant D.D.O.S. (p. 1158).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; insertion d'articles additionnels concernant les ordres professionnels ; licenciements pour fait de grève [26 juin 1985] (p. 2024).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 6 (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I-A de cet article, après les mots : « de son sexe », les mots : « de ses mœurs ») (p. 2029) ; notion de mœurs ; répression s'exerçant à l'encontre des attentats aux mœurs ; cas de la pédophilie ; adopté ; son amendement n° 7 (insérant dans le deuxième alinéa (1^o) du paragraphe I de cet article après les mots : « de son sexe », les mots : « de ses mœurs ») : adopté ; son amendement n° 8 (insérant dans le troisième alinéa (2^o) du paragraphe I de cet article après les mots : « du sexe », les mots : « des mœurs ») : adopté ; son amendement n° 9 (insérant dans le deuxième alinéa (1^o) du paragraphe I bis de cet article après les mots : « de son sexe », les mots : « de ses mœurs ») : adopté ; son amendement n° 10 (insérant dans le deuxième alinéa (1^o) du paragraphe I de cet article, après les mots : « le sexe », les mots « les mœurs », ») : adopté (p. 2030) ; son amendement n° 11 (insérant dans le troisième alinéa (2^o) du paragraphe I bis de cet article, après les mots : « du sexe », les mots « des mœurs », ») : adopté ; son amendement n° 12 (insérant dans le quatrième alinéa (3^o) du paragraphe I bis de cet article, après les mots : « de son sexe », les mots : « de ses mœurs ») : adopté ; son amendement n° 13 (insérant dans le quatrième alinéa (3^o) du paragraphe I bis de cet article, après les mots : « le sexe » les mots : « les mœurs ») : adopté ; son amendement n° 15 (supprimant dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article, les mots : « et sauf motif légitime ») : adopté ; son amendement n° 16 (insérant dans le troisième alinéa (1^o) du paragraphe II de cet article après les mots : « de son sexe » les mots : « de ses mœurs ») : adopté ; son amendement n° 17 (insérant dans le dernier alinéa (2^o) du paragraphe II de cet article après les mots : « du sexe » les mots : « des

mœurs, ») : adopté ; son amendement n° 18 (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article après les mots : « sur le sexe » les mots : « ou sur les mœurs ») ; son amendement n° 19 (supprimant dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, les mots : « à l'exception du licenciement et de toute mesure prise après l'embauche prévue au 3^o, ») ; alignement des mesures relatives aux associations luttant contre le racisme sur les mesures relatives aux associations luttant contre les discriminations à caractère sexiste ; devenu sans objet (p. 2031) ; **article 2** : remise en cause d'une formulation ayant fait l'unanimité ; nécessité d'obtenir l'agrément pour demander au ministère des relations extérieures un visa d'établissement pour l'enfant ; son amendement n° 20 (précisant que l'agrément est réputé accordé si l'administration ne s'est pas prononcée dans un délai de six mois à compter du jour de la demande) ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 21 (personnes chargées de la cotisation des personnes affiliées à l'assurance personnelle à la suite d'un divorce pour rupture de la vie commune) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 22 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux références : « L. 561-9 à L. 561-11 » les références : « L. 557 à L. 559 ») : adopté (p. 2032) ; **article 5** : son amendement n° 23 (lutte contre les maladies mentales) ; son sous-amendement n° 146, à titre personnel, à l'amendement n° 23 de la commission (insérant dans le troisième alinéa du paragraphe I de cet amendement, après les mots : « assurant le service public hospitalier », les mots : « , les services dépendants de l'Etat. ») ; prise en compte des dispensaires dépendants des directions départementales de l'action sanitaire et sociale de l'Etat ; adopté (p. 2033) ; son amendement n° 23 : adopté après modification ; **article 6** : son amendement n° 24 (supprimant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 487 du code de la santé publique, les mots : « Français ou ressortissant soit d'un Etat membre de la Communauté économique européenne, soit d'un Etat ayant conclu un accord de réciprocité et ») ; non opportunité d'imposer des conditions de nationalité pour exercer la profession de masseur-kinésithérapeute ; adopté ; **article 6 bis** : son amendement n° 25 (supprimant dans le texte proposé pour l'article L. 492 du code de la santé publique les mots : « Français ou ressortissant soit d'un Etat membre de la C.E.E. soit d'un Etat ayant conclu un accord de réciprocité et ») : adopté ; **article 6 ter** : son amendement n° 26 (abrogation de l'article L. 504 du code de la santé publique) ; cas des apatrides ; adopté (p. 2034) ; **article 7** : son amendement n° 27 (de suppression) : adopté ; **article 8** : introduction de la gratuité des soins pour les praticiens à temps plein à la demande des organisations représentatives ; son amendement n° 28 (complétant la première phrase du premier alinéa de cet article par les mots : « , à l'exception du forfait journalier hospitalier ») ; paiement du forfait hospitalier par les médecins hospitalisés (p. 2035) ; adopté ; **après l'article 8** : son amendement n° 29 (amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles prononcées par les ordres nationaux des vétérinaires et des pharmaciens relatifs au défaut de paiement de cotisations) ; subordination de l'exercice de professions régies par les ordres professionnels à l'inscription au tableau de l'ordre ; application de la procédure disciplinaire ; recours à la procédure civile ; créances correspondant aux cotisations constituant une créance de droits communs ; interdiction aux ordres professionnels de prononcer des sanctions disciplinaires pour non-paiement de cotisations ; caractère obligatoire du paiement de la cotisation nécessité d'une réforme des ordres ; adopté (p. 2036) ; son amendement n° 31 (supprimant la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 8 de la loi du 23 août 1947 relative à l'institution d'un ordre national des vétérinaires) : adopté ; son amendement n° 30 (supprimant dans le deuxième alinéa de l'article L. 410 du code de la santé publique, les mots : « sous peine de sanction disciplinaire prononcée par le conseil régional ») : adopté ; son amendement n° 32 (non-application des sanctions prévues à l'article L. 527 du code de la santé publique aux infractions aux arrêtés prévus à l'article L. 548 du même code) : adopté ; son amendement n° 142, à titre personnel (précisant que tout défaut de paiement des cotisations ne peut faire l'objet d'une sanction disciplinaire ou professionnelle ») : adopté ; **article 10 bis** : son amendement n° 33 (rédactionnel) : adopté (p. 2037) ; **ses observations** sur le rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : nombre de députés socialistes présents dans l'hémicycle pendant le débat sur le D.D.O.E.F. ; amendement relatif au paiement du forfait

hospitalier par les médecins hospitalisés [27 juin 1985] (p. 2051) ; **article 11** : variation du tableau des effectifs non soumise à approbation du représentant de l'Etat ; son amendement n° 34 (substituant dans le dixième alinéa du paragraphe I de cet article, au mot « justifiées », le mot : « imposées ») ; concertation engagée avec les représentants de la fédération nationale des associations gestionnaires des établissements à caractère sanitaire ; nécessité du maintien du principe de la dotation globale ; notion d'événements imprévisibles pouvant entraîner une réévaluation des dotations ; adopté (p. 2052) ; son amendement n° 35 (supprimant dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, les mots : « , en cours d'année ») : adopté ; **article 16** : son amendement n° 36 (de coordination) : adopté (p. 2053) ; **article 23** : son amendement n° 37 (droit des salariés appelés à siéger dans certains organismes représentant les populations immigrées) ; remboursement des dépenses engagées par les entreprises ; adopté **article 23 ter** : son amendement n° 38 (limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public) (p. 2054) ; atténuation de l'application de la limite d'âge concernant les présidents des trois caisses nationales du régime général de sécurité sociale ; adopté ; **article 23 sexies** : son amendement n° 39 (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article, après le mot : « comporte », les mots : « , à défaut d'opposition du débiteur devant le tribunal des affaires de sécurité sociale, dans les délais et selon des conditions fixées par décret ») ; adopté ; son amendement n° 155 (de coordination) : adopté ; **article 23 septies** : son amendement n° 41 (de suppression) ; extension aux greffiers des tribunaux de commerce intégrés dans la magistrature du bénéfice de la prise en compte de leur activité professionnelle antérieure à leur entrée dans la fonction publique (p. 2055) ; adopté ; **après l'article 23 septies** : son amendement n° 42 (mesures relatives à la profession de psychologue) ; non restriction du champ d'intervention de cette profession ; nature de la formation universitaire ; possibilité pour les personnes étrangères d'exercer la profession de psychologue en France ; cas des psychologues ayant le statut de fonctionnaire ; prorogation du recrutement actuel des psychologues scolaires ; maintien de la référence au D.E.S.S. (p. 2056) ; adopté ; **article 24** : son amendement n° 43 (constitution de groupements de personnes physiques et morales entrant dans le champ d'application d'une même convention collective) (p. 2057) ; adopté ; son amendement n° 140, à titre personnel, (substituant dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 127-1 du code du travail aux mots : « régies par l'article 22 du code civil local », les mots : « régies par le code civil local ») : adopté ; son amendement n° 44 (information de l'inspection du travail lors de la constitution d'un groupement d'employeurs) : adopté ; son amendement n° 45 (insérant dans la deuxième phrase du quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L. 127-1 du code du travail, après les mots : « juridiquement distinctes », les mots : « enregistrées soit au registre du commerce, soit au registre des métiers, soit au registre de l'agriculture, ... ») : adopté ; son amendement n° 46 (impossibilité pour les employeurs occupant plus de dix salariés d'adhérer à un groupement) : adopté ; son amendement n° 47 (constitution de groupement de personnes physiques ou morales n'entrant pas dans le champ d'application de la même convention collective) : adopté ; non application des dispositions relatives aux groupements d'entreprise aux professions réglementées ; **article 25** : son amendement n° 48 (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 152-5 du code du travail les références « L. 127-2 et L. 127-7 » à la référence : « et L. 127-2 ») (p. 2028) : adopté ; **article 26** : son amendement n° 49 (substituant dans le paragraphe I de cet article aux mots : « l'article 61 » les mots : « les articles 61 et 62 ») : adopté ; son amendement n° 50 (supprimant au début du second alinéa de l'article L. 122-3-16 du code du travail les mots : « dans les branches d'activité à caractère saisonnier déterminées par décret ») : adopté ; son amendement n° 51 (conclusion d'une convention ou d'un accord collectif dans les branches d'activité à caractère saisonnier) : adopté (p. 2059) ; **article 27 A** : son amendement n° 52 (de suppression) ; attachement à la notion de responsabilité personnelle dans le domaine des accidents du travail ; adopté ; **article 27** : son amendement n° 53 (étiquetage et emballage de substances ou préparations) : adopté (p. 2060) ; **article 28** : son amendement n° 54 (fourniture des informations nécessaires à l'appréciation des risques encourus par les travailleurs

susceptibles d'être exposés à certaines substances) : adopté ; son amendement n° 55 (supprimant le troisième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 56 (procédure de déclaration de certaines substances ou préparations prenant en compte les risques encourus par les travailleurs) : adopté ; **article 34** : son amendement n° 57 (possibilité de différer l'acceptation de la demande de congé) : adopté (p. 2061) ; **article 36** : son amendement n° 58 (protection des secrets de fabrication et des procédés d'exploitation) : adopté ; son amendement n° 59 (supprimant le paragraphe II de cet article) : adopté ; **article 40** : son amendement n° 60 (substituant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article à la référence : « L. 611-16 » la référence : « L. 611-14 ») : adopté ; **article 41** : son amendement n° 61 (nouvelle rédaction pour le premier alinéa de cet article) (p. 2062) : adopté ; **article 44** : son amendement n° 62 (communication de documents aux membres des institutions représentatives du personnel) : adopté ; **avant l'article 45** : son amendement n° 63 (dispositions relatives à la démocratisation du secteur public) : adopté ; **article 45** : son amendement n° 64 (organisation d'une élection pour procéder à une nouvelle désignation des représentants des salariés au conseil d'administration ou de surveillance lorsque les effectifs d'une entreprise augmentent de plus de 33 %) (p. 2063) : adopté ; **article 46** : son amendement n° 65 (mise en conformité de la composition des conseils d'administration ou de surveillance) : adopté ; **article 47 B** : négociations entre partenaires sociaux ; modification des contrats à durée déterminée ; limitation de la succession d'un contrat durée déterminée et d'une mission d'intérim ; non précarisation de l'emploi (p. 2064) ; maintien des droits des travailleurs ; **article 47 E** : son amendement n° 66 (insérant dans le troisième alinéa (2°) du texte proposé pour l'article L. 124-2-1 du code du travail après les mots : « expressément prévus », les mots : « ayant fait l'objet d'une saisine du comité d'entreprise ou, à défaut des délégués du personnel, s'ils existent ») ; saisine des institutions de représentation des salariés en cas de recours à un contrat de travail temporaire (p. 2065) ; adopté ; son amendement n° 67 (insérant dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 124-2-1 du code du travail après les mots : « il a reçu la demande », le mot : « motivée ») : adopté ; **article 47 H** : son amendement n° 68 (cas de non stipulation des conditions de renouvellement dans le contrat) : adopté (p. 2066) ; **article 47 J** : son amendement n° 69 (substituant dans la deuxième phrase du texte proposé pour l'article L. 124-2-6 du code du travail aux mots : « deux semaines », les mots : « douze jours ouvrables ») : adopté ; son amendement n° 70 (report du terme de la mission initialement fixé) : adopté ; **article 47 K** : son amendement n° 71 (de coordination) : adopté (p. 2067) ; **article 47 O** : son amendement n° 72 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux mots : « une nouvelle mission d'intérim », les mots : « un salarié sous contrat à durée déterminée ou sous contrat de travail temporaire ») ; interdiction de la succession d'une mission d'intérim et d'un contrat à durée déterminée ; adopté ; **après l'article 47 O** : son amendement n° 73 (de coordination) : rejeté (p. 2068) ; **article 47 T** : son amendement n° 74 (insérant dans le troisième alinéa (2°) du texte proposé pour l'article L. 122-1-1 du code du travail après les mots : « expressément prévus » les mots : « , ayant fait l'objet d'une saisine du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel, s'ils existent, ») ; saisine des institutions de représentation des salariés dans le cas de recours à un contrat de durée déterminée ; adopté ; son amendement n° 75 (insérant à la fin de la troisième phrase du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-1-1 du code du travail le mot : « motivée » après les mots : « il a reçu la demande ») : adopté (p. 2069) ; **article 47 U** : son amendement n° 76 (cas où les conditions de renouvellement n'ont pas été stipulées dans le contrat) : adopté ; **article 47 V** : son amendement n° 77 (substituant dans la deuxième phrase du texte proposé pour l'article L. 122-3-8 du code du travail aux mots : « deux semaines » les mots : « douze jours ouvrables ») : adopté ; son amendement n° 78 (report du terme du contrat initialement fixé) : adopté (p. 2070) ; **après l'article 34** : conclusion de contrats à durée déterminée à l'issue du stage d'apprentissage ; cas où l'apprenti doit satisfaire au service national moins d'un an après l'expiration du contrat d'apprentissage ; **article 47 Y** : son amendement n° 149, à titre personnel, (conclusion d'un contrat de travail à durée déterminée à l'issue du contrat d'apprentissage) (p. 2071) : adopté ; **après l'article 47 Y** : son amendement n° 79

(sanctions pénales en cas d'infraction aux dispositions de l'article L. 125-1 du code du travail) : adopté ; **article 52 bis** : coût de l'abaissement des cotisations pesant sur les préretraités (p. 2072) ; équilibre des comptes de la sécurité sociale ; cas des préretraités gagnant plusieurs fois le montant du S.M.I.C. ; **après l'article 54** : son amendement n° 80 (insérant à la fin du premier alinéa de l'article L. 122-45 du code du travail, les mots : « de l'exercice normal du droit de grève », après les mots : « de ses activités syndicales ») : adopté ; **article 55** : son amendement n° 81 (complétant le premier alinéa de l'article L. 132-30 du code du travail par les mots : «, ainsi que celles occupant moins de cinquante salariés ») (p. 2073) : adopté ; **article 57** : son amendement n° 82 (modalités particulières de représentation du personnel dans les entreprises) : adopté ; **article 58** : son amendement n° 83 (application de la procédure spéciale de licenciement aux salariés membres des commissions paritaires) : adopté ; **article 60** : son amendement n° 84 (application des dispositions du présent titre aux établissements publics à caractère industriel ou commercial) : adopté ; **article 61** : son amendement n° 85 (délégué syndical dans les entreprises de moins de 300 salariés) : adopté ; **article 63** : son amendement n° 86 (remplaçant dans le dernier alinéa de l'article L. 432-6 du code du travail le mot : « sociétés » par le mot : « entreprises ») : adopté ; **après l'article 63** : son amendement n° 87 (précisant que tout licenciement prononcé en violation du premier alinéa du présent article est nul de plein droit) ; nouveau cas de nullité de licenciement ; adopté (p. 2074) ; **article 68** : son amendement n° 88 (précisant que les personnes élues ou nommées en application du décret du 13 avril 1983 ont la qualité de membres du conseil supérieur des universités) (p. 2076) : adopté après modification ; **article 68 bis** : son amendement n° 89 (de suppression) ; dépenses d'enseignement dans le territoire de Wallis-et-Futuna ; mission du ministère de l'éducation nationale procédant actuellement aux consultations sur le territoire ; adopté ; **article 69** : son amendement n° 90 (application de l'article 17 de la loi du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche aux personnels ayant vocation à être titularisés) ; son sous-amendement n° 150, à titre personnel, (substituant dans le troisième alinéa de cet amendement aux mots : « de l'éducation nationale », les mots : « des ministères de l'éducation nationale et de l'agriculture ») ; prise en considération des établissements d'enseignement d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'agriculture ; rejeté ; amendement n° 90 : adopté ; réalité du problème posé par le sous-amendement n° 150 (p. 2077).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; régime de l'apprentissage ; titularisation de 25 000 personnes dans le cadre de la loi de 1982 sur la recherche ; rejet par le Sénat des dispositions relatives aux ordres professionnels ; problème de la légitimité du maintien des juridictions professionnelles et du caractère obligatoire de l'adhésion à l'ordre ; opportunité de faire bénéficier les personnels d'établissements relevant du ministère de l'agriculture des dispositions relatives à la titularisation des personnels de recherche ; adaptation du secteur psychiatrique et des établissements à caractère sanitaire [29 juin 1985] (p. 2272) ; article 74 relatif à la réhabilitation des animaux atteints de leucose enzootique (p. 2273).

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur pour avis : ouverture de la recherche française aux partenaires européens ; part du marché de l'informatique détenue par les pays de la Communauté ; mise en place des brevets européens ; différents projet technologiques existant au niveau européen ; risque de recouplement des initiatives ; programme Eurêka ; bilan des sept programmes mobilisateurs décidés en 1982 ; programme « biotechnologies » [27 juin 1985] (p. 2092) ; défauts du programme électronique ; nécessité de prévoir une répartition des dépenses entre recherche fondamentale, appliquée et développement technologique ; affirmation de la priorité à la recherche fondamentale ; cas de la recherche en sciences humaines et sociales ; politique en faveur des bibliothèques et des centres de documentation ; diffusion des publications scientifiques ; insuffisance de la part du chiffre d'affaires des industries agro-alimentaires consacrée à la recherche ; politique de l'emploi dans le domaine scientifique ; déséquilibre de la

pyramide des âges ; difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du statut des personnels de recherche ; augmentation du nombre des allocations de recherche et des bourses correspondantes ; objectif de croissance de 4 % par an du budget civil de recherche et de développement (p. 2093) ; effort de recherche constituant une priorité budgétaire absolue (p. 2094).

Discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 24 (supprimant le paragraphe II de cet article) : adopté [28 juin 1985] (p. 2184) ; **après l'article 8** : son amendement n° 26 (détermination par un décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles les emplois mentionnés aux articles précédents sont pourvus) : retiré ; son amendement n° 27 (précisant que les personnels recrutés en qualité de contractuel doivent avoir exercé antérieurement une activité professionnelle pendant au moins deux ans) : adopté ; **article 9** : son amendement n° 28 (de suppression) (p. 2186) : retiré (p. 2187) ; **après l'article 12** : son amendement n° 29 (prévoyant que les organismes publics de recherche font l'objet de procédures d'évaluation périodique) : retiré (p. 2189).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : s'interroge sur l'hostilité des parlementaires de l'opposition au texte proposé [10 juillet 1985] (p. 2341) ; incohérence de l'attitude du R.P.R. ; situation du commissariat d'Orléans en 1981 ; importance de la formation des personnels ; nécessité d'une relative centralisation immobilière des différents services de police ; intérêt de la décentralisation des commissariats ; cohérence de l'action gouvernementale en matière de police (p. 2342).

Explications de vote : continuité de la politique gouvernementale en faveur de la police ; importance de l'effort destiné à la modernisation de la police (p. 2362) ; vote positif du groupe socialiste (p. 2363).

— **Projet de loi relatif aux congés de conversion (n° 2912).**

Première lecture, discussion générale : nécessité de la modernisation industrielle et de la modernisation des rapports sociaux ; échecs des négociations ; inopportunité d'exclure les P.M.E. du champ d'application du dispositif ; autorisation préalable au licenciement économique ; maintien du lien juridique existant entre l'entreprise et le salarié pendant le congé ; mesures mises en œuvre par le groupe Thomson pour favoriser le reclassement ; insuffisance du jeu libéral pour assurer la répartition entre les demandeurs d'emploi ; nécessité d'une réflexion sur la répartition du temps de travail ; problème du cumul emploi-retraite [11 juillet 1985] (p. 2384) ; projet laissant une large place à la négociation (p. 2385).

— **Projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés (n° 2920).**

Première lecture, discussion générale : bilan de l'action du Gouvernement concernant les rapatriés ; non prise en compte des retraites complémentaires [7 octobre 1985] (p. 2715) ; faiblesse de la capacité contributive des intéressés ; extension de la faculté d'adhérer à l'assurance volontaire vieillesse ; aide de l'Etat au rachat des cotisations ; suppression de tout délai de forclusion ; prise en compte des situations particulières de l'Algérie ; application des dispositions de cette loi aux agents des sociétés concessionnaires, offices, établissements publics d'Algérie, de Tunisie ou du Maroc (p. 2716).

— **Projet de loi de programme sur l'enseignement technologique et professionnel (n° 2908).**

Première lecture, discussion générale : rénovation du niveau V [8 octobre 1985] (p. 2800) ; universités de technologie (p. 2801).

Discussion des articles : **article 9** : universités de technologie ; régime applicable à ces établissements (p. 2825).

— **Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 2733).**

Première lecture, discussion générale : importance des personnels touchés par la réforme ; diversité des situations statutaires ; instauration de passerelles verticales et hori-

zontales ; manque d'autonomie de la fonction publique hospitalière ; nouvelle technologie et nouvelle thérapeutique nécessitant une souplesse supplémentaire ; répartition des emplois ; alternatives à l'hospitalisation ; renforcement de la mobilité des personnels ; titularisation d'un certain nombre d'agents ; mesures spécifiques concernant les agents originaires des D.O.M. [10 octobre 1985] (p. 2914) ; non exclusion de certaines catégories du titre IV du statut ; suppression de l'obligation de recourir à des agents contractuels pour l'occupation d'emplois à temps non complet ; aide au reclassement du fonctionnaire en cas de suppression d'emploi ; composition des conseils d'administration des centres hospitaliers ; représentation des personnels non médicaux (p. 2915).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. —

Discussion générale : notion de rapport constant ; intégration des points d'indemnité de résidence et des points d'indemnité spéciale ; application de la rigueur et de l'austérité au budget des anciens combattants ; situation des veuves [22 octobre 1985] (p. 3329).

Postes et télécommunications. — *Discussion générale :* déclaration de M. François d'Aubert en faveur de la privatisation des P.T.T. [24 octobre 1985] (p. 3490) ; attachement des Français au service public ; prise en compte des revendications des receveurs-distributeurs et des conducteurs de travaux de ligne ; réseau des bureaux de poste ; modernisation des chèques postaux ; faiblesse de la rémunération des avoirs des particuliers déposés auprès des chèques postaux ; comportement de banque (p. 3491).

Recherche et technologie. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : augmentation des crédits ; part du P.I.B. représentée par l'effort de recherche ; objectif de 3 % ; apparition d'une pyramide des âges dans les métiers de la recherche ; effort de recrutement ; crédits consacrés à l'électronucléaire ; crédits d'impôt-recherche ; mobilité des personnels [25 octobre 1985] (p. 3532) ; recrutement à mi-temps ; rachat des points de retraites ; programmes mobilisateurs ; bilan de la recherche et du développement technologique au sein de l'ensemble électronique informatique ; problèmes des sciences humaines ; propositions du rapport Godelier ; instauration d'une nouvelle thèse unique ; création d'un organisme de diffusion des publications scientifiques ; développement d'un réseau entre les différents bibliothèques scientifiques ou universitaires ; bilan des différents programmes européens ; programme Eurêka (p. 3533).

Education nationale. — *Discussion générale :* problème de l'enseignement supérieur ; politique du personnel enseignant ; nombre d'emplois créés ; congés sabbatiques ; mise en place d'une politique de délégation ; réforme de la thèse ; respect de la loi par les jurys ; politique de promotion ; extinction du corps des assistants ; professionnalisation ; création des premiers cycles renouvelés ; universités préparant aux métiers de l'enseignement ; universités de technologie ; formation des enseignants [29 octobre 1985] (p. 3632) ; apports des écoles normales et apports des universités ; formation des enseignants des lycées ; projet libéral visant à faire fonctionner l'ensemble des universités sur le modèle des universités privées (p. 3633).

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale :* contrats de solidarité ; réduction du temps de travail ; circulaire incitant les entreprises à aller dans le sens d'un aménagement du travail ; inélectabilité du partage du travail ; limites des préretraites et des contrats de solidarité ; conjugaison de la réduction du temps de travail et de l'aménagement du travail ; amélioration de l'utilisation des équipements ; rapport Taddei [31 octobre 1985] (p. 3783) ; réorientation des aides publiques ; décentralisation (p. 3784) ; *questions :* formation professionnelle des femmes (p. 3790) ; part des femmes dans les demandeurs d'emploi (p. 3791).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* *questions :* producteurs de pommes de terre [7 novembre 1985] (p. 4096) ; plan de renouvellement du verger ; difficultés pour les maraîchers du Val-de-Loire (p. 4097).

— **Déclaration du Gouvernement sur la protection sociale et les droits des travailleurs et débat sur cette déclaration (n° 3148).**

Discussion : caractère positif du bilan en ce qui concerne les personnes âgées et les retraités ; retraite à soixante ans ; nécessité de poursuivre la politique de maintien à domicile ; déséquilibre prévisible des régimes de retraite [3 décembre 1985] (p. 5220) ; rappelle que la sécurité sociale et la retraite par répartition sont le fondement de la solidarité ; problème de la cessation d'activité ; préretraite ; fonction sociale des retraités ; rôle du bénévolat (p. 5221).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion générale : problème du chômage [4 décembre 1985] (p. 5308) ; énoncé des limites de la relance de 1981 ; nécessité de mieux répartir le travail ; nécessité d'une meilleure utilisation des équipements ; référence au modèle D.M.S. ; mise en place de campagnes mesongères et d'intoxication ; position du C.N.P.F. dans un article des « Echos » du 25 novembre 1985 (p. 5309) ; volonté du patronat de démanteler le code du travail ; référence à l'article 212-8 du code du travail précisant que la durée hebdomadaire du travail peut varier à condition que sur un an cette durée n'excède pas en moyenne la durée légale ; liaison entre la modulation et l'aménagement du temps de travail et de la réduction de ce dernier ; loi de 1936 (p. 5310) ; possibilité pour les travailleurs de choisir les horaires et de les négocier dans une certaine mesure ; modernisation du droit du travail ; remise en cause des comportements quotidiens et notamment de l'assujettissement à des rythmes de travail ; nécessité d'innover en ce qui concerne les rythmes de travail et de vie (p. 5311) ; refus de l'immobilisme (p. 5312).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er} :** Rapporteur suppléant : dérogations aux dispositions du texte (p. 5329-5330) ; en qualité de député : nécessité de préciser d'une manière limitative les cas et les conditions dans lesquelles il peut être procédé à la récupération des heures perdues [5 décembre 1985] (p. 5390) ; limitation stricte des possibilités de récupération d'heures non effectuées ; possibilité de dérogations ; préservation des acquis des accords contractuels [6 décembre 1985] (p. 5489) ; **article 1^{er} :** en qualité de Rapporteur suppléant : branche de la pharmacie [7 décembre 1985] (p. 5572) ; précise que la notion de secteur ne constitue pas un critère objectif en matière de droit du travail ; référence aux accords de branche (p. 5578) ; nécessité de donner des garanties aux travailleurs dans le domaine des transports (p. 5582) ; critique de la position des communistes se contentant de dire qu'il faut créer des emplois (p. 5583) ; travaux de la commission (p. 5584) ; fonctionnement de la commission dans le respect du règlement (p. 5586) ; fonctionnement de la commission dans le respect de l'article 40, alinéa 5, du règlement (p. 5588) ; stratégie du groupe communiste défendant des amendements strictement identiques (p. 5591) ; culture des communistes (p. 5592).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : rétablissement du titre « diverses dispositions d'ordre social » ; rétablissement des droits à prestation d'invalidité pour les chômeurs en fin de droits ; répression du trafic de stupéfiants ; enquête socio-éducative nécessaire pour permettre la réinsertion ; modalités de versement des cotisations sociales pour les salariés à temps partiel [10 décembre 1985] (p. 5787) ; protection sociale des artistes auteurs ; ouverture d'un droit à absentéisme au profit des salariés désignés pour assurer la représentation d'associations familiales ; attribution de la carte de priorité familiale ; article additionnel relatif à l'adoption ; extension aux D.O.M. des dispositions applicables à l'immigration en métropole ; validation législative des dispositions réglementaires supprimant les forclusions opposables à l'accueil des demandes de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité (p. 5788) ; possibilité d'intégration dans le corps des ministres plénipotentiaires ; ratification et validation de la partie législative du code de la sécurité sociale ; régime de rétention et de suspension du permis de conduire en cas de

conduite en état d'ivresse ; modification des actes administratifs (p. 5789).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 16 (insérant un intitulé « titre Ier : dispositions relatives à la protection sociale ») ; adopté ; protection des chômeurs [11 décembre 1985] (p. 5857) ; **article 1^{er}** : meilleure répression du petit trafic de drogue (p. 5858) ; **article 4** : son amendement n° 18 (de cohérence) ; adopté ; son amendement n° 19 (abondement du budget du fonds permettant de financer l'U.N.A.F.) ; adopté (5861) ; **article 5** : son amendement n° 20 (complétant le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 22 du code de la famille par les mots « ou deux enfants de moins de quatre ans ») ; conditions d'attribution de la carte de priorité familiale ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 21 (rédactionnel) ; adopté ; **après l'article 6** : son amendement n° 22 (précisant que l'agrément est accordé par l'autorité compétente dans un délai qui ne peut excéder neuf mois à compter du jour de la demande) ; procédure de l'adoption internationale : adopté (p. 5862) ; dispositions de la loi du 10 juin 1962 relatives aux opticiens-lunettiers détaillants ; réglementation et protection de la profession de diététicien (p. 5863) ; consultation des organismes professionnels avant la rédaction du décret réglementant cette profession ; **avant l'article 7** : son amendement n° 23 (insérant un titre II : dispositions relatives au travail) ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 24 (application des dispositions du chapitre 1^{er} du titre IV du livre III du code du travail aux départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 5864) ; nécessité qu'en matière d'autorisation de travail, la législation dans les départements d'outre-mer soit identique à celle des départements métropolitains ; rappelle qu'en l'état actuel du droit, la carte de résident vaut autorisation de travail sur l'ensemble du territoire métropolitain ; « enfermement » des étrangers auxquels sera délivré une carte de résidence dans un département d'outre-mer ; adopté (p. 5865) ; son amendement n° 25 (supprimant le texte proposé pour l'article L. 831-2 du code du travail) ; rejeté ; **après l'article 7** : son amendement n° 26 (lutte contre toute discrimination en raison des mœurs) (p. 5866) ; dispositions visant à réprimer les discriminations liées au sexe ; adopté ; **avant l'article 8** : son amendement n° 27 (rédactionnel) ; adopté (p. 5867) ; **article 8** : conditions d'attribution d'un titre (p. 5868) ; **après l'article 8** : mesures permettant à ceux qui ont été victimes de la déportation alors qu'ils n'avaient pas la nationalité française et qui l'ont acquise depuis de bénéficier du titre de déporté politique (p. 5895) ; **article 9** : précise qu'il n'a pas le souvenir que les gouvernements qui se sont succédés de 1958 à 1981 aient nommé principalement des adversaires politiques aux diverses fonctions diplomatiques (p. 5897) ; **article 10** : son amendement n° 29 (de suppression) ; demande au Parlement d'entériner un ensemble de textes réglementaires et de leur donner force de loi ; adopté ; **après l'article 10** : critères permettant de définir le prix de journée dans les centres d'aide par le travail (p. 5898) ; commercialisation des produits fabriqués par les C.A.T. ; gestion de ces derniers (p. 5899) ; **article 11** : application des réglementations publicitaires sur les alcools ; garantie pour le citoyen, constituée par le retrait de permis pour soixante-douze heures au vue des épreuves de dépistage et de comportement du conducteur ; fiabilité des appareils ; mise en place des éthylotests (p. 5911) ; **après l'article 11** : son amendement n° 30 (précisant que l'article 45 de la loi n° 85-772 du 25 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre social devient l'article 129 de ladite loi) ; dépôt lors du précédent D.D.O.S. d'un amendement du Gouvernement concernant le positionnement des cimetières par rapport au centre des villes ; réintégration des mesures relatives aux cimetières sous le titre « dispositions diverses » ; adopté (p. 5919) ; cas des fermiers aubergistes ; **Titre** : son amendement n° 37 à titre personnel (intitulant le projet de loi : « projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social ») ; adopté (p. 5920).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : répression du trafic de stupéfiants ; extension du bénéfice de l'assurance volontaire contre les risques maladie, maternité, invalidité, accidents du travail et vieillesse aux catégories de Français résidant à l'étranger non soumis à la législation française de sécurité sociale ; adoption d'enfants d'origine étrangère ; nécessité de l'agrément ; statut des déportés politiques ; recrutement des fonctionnaires français dans les organisations internationales [21 décembre 1985] (p. 6640) ;

statut du personnel de l'établissement national de bienfaisance Antoine Koenigswarter ; financement des centres d'aide par le travail ; régime de rétention et de suspension du permis de conduire ; groupements d'employeurs agricoles (p. 6641).

Discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 8 (dispense des droits de greffe) (p. 6642) ; adopté ; **article 6 bis** : son amendement n° 9 (de conséquence) ; adopté ; **article 7 bis** : son amendement n° 10 (rétablissant cet article dans le texte suivant : « dans le deuxième alinéa de l'article L. 122-35 du code du travail, après les mots : « en raison de leur sexe », sont insérés les mots, « de leurs mœurs ») ; adopté ; **après l'article 7 bis** : son amendement n° 11 (survenance d'un surcroît exceptionnel et temporaire d'activité) ; modification des conditions de licenciement prévues au code du travail ; adopté ; **article 9** ; son amendement n° 12 (nomination comme ministre plénipotentiaire de personnes qui, n'ayant pas la qualité de fonctionnaire, ont exercé depuis au moins six mois les fonctions de chef de mission diplomatique) (p. 6643) ; adopté (p. 6644).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur : échec de la commission mixte paritaire [22 décembre 1985] (p. 6662).

— Projet de loi portant amnistie relative à la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 3061).

Troisième lecture, explications de vote : souligne que M. André Labarrère est un « excellent ministre » ; déclarations de M. Kaspereit relatives à l'enseignement de l'arabe et du portugais [22 décembre 1985] (p. 6658) ; solution politique au problème calédonien trouvée par M. Pisani et le Gouvernement (p. 6659).

T

TABANOU (Pierre)

*Député du Val-de-Marne
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur du projet de loi relatif aux taux de cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale (n° 2801) [20 juin 1985] (p. 1840).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863) [J.O. du 12 juillet 1985] (p. 7892).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855) [J.O. du 20 juillet 1985] (p. 8248).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662) [J.O. du 26 juillet 1985] (p. 8524).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la

fonction publique territoriale (n° 2801) [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12365).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 31 octobre 1985] (p. 12623).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2801) relatif aux taux des cotisations aux **centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale (n° 2845)** [26 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la **fonction publique territoriale** et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (n° 3014) [30 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2997) complétant et modifiant la loi n° 54-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la **fonction publique territoriale** et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (n° 3022) [31 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3055), complétant et modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la **fonction publique territoriale** et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (n° 3062) [14 novembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Fonction publique territoriale** : mise en place de la fonction publique territoriale constituant une condition de la réussite de la politique de décentralisation ; installation des centres de gestion et de formation ; calendrier prévu pour la publication de différents textes nécessaires à la mise en place effective de la fonction publique territoriale [12 juin 1985] (p. 1633) ;

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale (n° 2801)**.

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : projet permettant l'installation et le fonctionnement des centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale [28 juin 1985] (p. 2196) ; nature juridique des centres de gestion ; répartition des fonctionnaires en trois niveaux ; financement du dispositif ; cotisation prélevée sur les collectivités et les établissements affiliés aux différents centres ; organisation d'une coopération entre anciens et nouveaux organes pendant la période d'installation des centres de gestion et de formation ; détermination du taux des cotisations perçues au profit des centres ; utilisation de simulation ; organisation de la substitution progressive des nouveaux organes de gestion aux structures existantes ; soumission au Parlement d'un rapport sur les conditions d'application de la loi et le fonctionnement des nouveaux centres ; faveur donnée à la mobilité et à la continuité de la carrière des agents ; suppression des centres régionaux de gestion (p. 2197).

Discussion des articles : **avant l'article 1^{er}** : son amendement n° 1 (niveau de recrutement et de gestion des corps des catégories A et B) ; suppression du niveau régional pour la gestion des corps de la fonction publique territoriale ; modification d'une disposition de la loi du 26 janvier 1984 ; définition des caractéristiques possibles des futurs corps de catégorie A ; effectif du corps de catégorie A ; gestion des

fonctionnaires de catégorie B ; faible mobilité géographique de ces personnels ; gestion au niveau national des corps de catégorie B présentant une spécificité particulière ; diminution des charges des collectivités ; réduction du nombre d'interlocuteurs (p. 2207) ; adopté ; son amendement n° 2 (regroupement des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 dans un centre national de gestion) ; conséquences de la suppression des centres régionaux de gestion : adopté ; son amendement n° 3 (assiette de la cotisation aux centres) ; élargissement de l'assiette de la cotisation aux cotisations sociales : adopté ; **article 1^{er}** : son amendement n° 4 (fixation du taux maximum de la cotisation) ; conséquence de la suppression des centres régionaux de gestion sur le taux des cotisations versées au centre national de gestion ; perception de deux cotisations (p. 2208) ; adopté ; détermination de la masse salariale servant d'assiette à la cotisation ; **article 2** : son amendement n° 5 (fixation du taux maximal de la cotisation pour les centres interdépartementaux de gestion) ; maintien de la spécificité des centres interdépartementaux de gestion ; cas du centre unique de Paris et des centres de gestion des D.O.M. ; adopté après modification ; **avant l'article 3** : son amendement n° 6 (assiette des cotisations sur les rémunérations versées aux agents employés par les collectivités et par les cotisations sociales afférentes à ces rémunérations) ; cotisations versées aux centres régionaux de formation : adopté ; son amendement n° 7 (assiette de la cotisation sur les rémunérations versées aux agents et sur les cotisations sociales afférentes à ces rémunérations) (p. 2209) ; assiette des cotisations versées au centre national de formation ; adopté ; **article 3** : son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté après modification ; non formation des agents de la ville de Paris par le centre de formation des personnels communaux ; affirmation de la spécificité de la ville de Paris par les lois de 1984 (p. 2210) ; **article 4** : son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 10 (fixation des taux de cotisation par les conseils d'administration des différents centres au plus tard le 30 novembre de l'année précédant l'exercice) : adopté ; son amendement n° 11 (abrogeant le dernier alinéa de l'article 16 et le dernier alinéa de l'article 21 de la loi du 12 juillet 1984) : adopté ; **après l'article 4** : son amendement n° 12 (précisant que les cotisations aux centres de gestion et aux centres de formation sont perçues directement par les centres) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté (p. 2211) ; son amendement n° 14 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 15 (substituant dans le deuxième alinéa de cet article au mot : « A », le mot : « B ») ; conséquences de la suppression des centres régionaux de gestion : adopté ; **article 6** : son amendement n° 16 (fixation par une convention des conditions dans lesquelles le syndicat de communes peut concourir à l'exécution des missions dévolues au centre départemental de gestion) : adopté après modification (p. 2212) ; **article 7** : son amendement n° 17 (fixation des taux de cotisations dues au titre de l'année 1986 au plus tard le 31 décembre 1985 par les conseils d'administration des différents centres) : adopté ; **article 8** : son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 19 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; caractère transitoire des dispositions relatives au versement de la cotisation due au titre de l'exercice 1986 ; adopté ; **article 9** : son amendement n° 20 (rédigeant ainsi le début de cet article : « par dérogation aux dispositions de l'article 4 bis, la cotisation... ») ; devenu sans objet ; **article 10** : son amendement n° 21 (rédigeant ainsi cet article : « les articles L. 411-26 à L. 411-30 du code des communes sont remis en vigueur jusqu'au 1^{er} septembre 1986 dans leur rédaction antérieure à la publication de la loi du 26 janvier 1984 précitée et à compter de cette date ») (p. 2213) ; dissolution des syndicats de communes pour le personnel communal avant le 1^{er} septembre 1986 ; adopté ; **après l'article 10** : son amendement n° 22 (remise en vigueur des articles L. 412-28, L. 412-33 à L. 412-38, L. 412-40 à L. 412-45 du code des communes jusqu'au 1^{er} septembre 1986) : adopté ; **article 11** : son amendement n° 23 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 11** : son amendement n° 32 (substituant dans le premier alinéa de l'article 17 les mots : « aux centres régionaux et départementaux », les mots : « au centre national et aux centres départementaux de gestion ») ; conséquences de la suppression des centres régionaux de gestion : adopté ; son amendement n° 33 (rédigeant ainsi le début du sixième alinéa de l'article 13 : « les présidents des centres... ») : adopté (p. 2214) ; **après l'article 12** : peuplement de la région Provence-Alpes Côte-d'Azur ; **titre** : son amendement n° 24 (rédigeant ainsi le

titre du projet de loi complétant et modifiant la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et à la loi du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale » : adopté (p. 2215).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : mise en place de la fonction publique territoriale ; conditions d'installation et de fonctionnement des centres de gestion et des centres de formation ; problème des ressources ; assiette et taux des cotisations ; inclusion des charges sociales ; taux proposé par le Sénat ; gestion des fonctionnaires de catégorie B [31 octobre 1985] (p. 3797-3798).

Discussion des articles : **article 1^{er} A** : son amendement n° 18 (complétant le dernier alinéa de cet article par les mots : « à l'exception de ceux dont les statuts particuliers prévoient qu'ils revèlent du cadre national ») ; propositions de suppression des centres régionaux ; répartition des fonctionnaires communaux par catégorie ; centres départementaux de gestion ; gestion des corps de catégorie B : adopté ; **article 1^{er} B** : son amendement n° 19 (précisant qu'un centre national de gestion regroupe les collectivités et établissements mentionnés à l'article 2) : adopté (p. 3798) ; **article 1^{er} C** : son amendement n° 20 (assiette de la cotisation) : adopté (p. 3799) ; **article 1^{er}** : son amendement n° 21 (nouvelle rédaction pour le tableau de cet article) (p. 3801) : adopté ; **article 2** : son amendement n° 22 (taux des cotisations dues au centre de gestion) : adopté ; **article 2 bis** : son amendement n° 23 (assiette des cotisations) : adopté ; **article 2 ter** : son amendement n° 24 (assiette des cotisations) : adopté (p. 3802) ; **article 3** : son amendement n° 25 (nouvelle rédaction pour le tableau de cet article) ; taux des cotisations dues au centre de formation : adopté ; **article 3 bis** : son amendement n° 26 (rédactionnel) : adopté (p. 3803) ; **article 5** : son amendement n° 27 (répartition des emplois de catégorie B) : adopté (p. 3804) ; **article 6** : son amendement n° 28 (complétant le 1^{er} alinéa de cet article par les mots : « de gestion ») ; situation actuelle du centre de formation des personnels communaux ; adopté ; **après l'article 7** : son amendement n° 29 (versement par le centre de formation des personnels communaux à chaque centre de formation d'une fraction du produit de la cotisation afférente à l'exercice 1986) (p. 3805) ; taux de la cotisation pour l'année 1986 ; recouvrement de cette cotisation par le centre de formation des personnels ; adopté ; **article 8** : son amendement n° 30 (de coordination) : adopté ; **article 9** : son amendement n° 31 (de coordination) : adopté (p. 3806) ; **article 11 ter** : son amendement n° 34 à titre personnel (rédactionnel) : adopté ; **article 14** : son amendement n° 32 (institution d'un centre de formation des départements des Bouches du Rhône et du Vaucluse) (p. 3807) ; adopté (p. 3808).

TADDEI (Dominique)

*Député du Vaucluse
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur [J.O. du 21 mars 1985] (p. 3397). Prolongation de cette mission [J.O. du 13 septembre 1985] (p. 10555).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562) [J.O. du 11 juin 1985] (p. 6439).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Cessation de son mandat de député le 20 septembre 1985 par suite de la prolongation au-delà de six mois de la mission temporaire qui lui avait été conférée par le Gouvernement [J.O. du 21 septembre 1985] (p. 10945).

TAVERNIER (Yves)

*Député de l'Essonne
(4^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [13 juin 1985] (p. 1688).

Membre du Conseil national de l'information statistique [J.O. du 11 octobre 1985] (p. 11833).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (agriculture : dépenses ordinaires) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12044).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 5 : agriculture : dépenses ordinaires (n° 2987) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur pour avis : accélération des mutations technologiques ; prolongement du budget de l'Etat par l'intervention des régions ; part du P.I.B. représentée par la dépense nationale de recherche ; projet permettant un essor de la recherche industrielle ; budget civil de la recherche porté de 23 milliards de francs à 40 milliards de francs au cours des quatre dernières années ; part de son budget consacrée par la région Ile-de-France à la recherche ; reprise du recrutement des personnels ; progression annuelle du financement de la recherche industrielle ; fixation à 4 % du rythme annuel de croissance des crédits inscrits au budget civil de recherche ; priorité à la recherche fondamentale ; part du secteur énergétique dans la recherche industrielle ; rôle et missions du C.E.A. [27 juin 1985] (p. 2094) ; objectifs dans le domaine des industries agro-alimentaires ; évaluation de la politique de recherche ; incitation fiscale à la recherche industrielle ; institution du crédit d'impôt ; engagement pris par l'entreprise d'augmenter chaque année ses dépenses de recherche ; mécanisme incitateur pour les petites et moyennes entreprises ; coût de la dépense fiscale ; crédit d'impôt porté de 25 à 50 % et son plafond de 3 à 5 millions de francs ; problème du crédit d'impôt pour les entreprises nouvelles ; inscription de clauses relatives à la recherche dans les contrats de plan entre l'Etat et les entreprises (p. 2095).

Discussion des articles : **article 10** : son amendement n° 20 (insérant dans cet article, après les mots : « rythme moyen annuel », le mot : « minimum ») ; taux de progression de 4 % ne constituant qu'un minimum [28 juin 1985] (p. 2187) : adopté (p. 2188) ; **article 13** : son amendement n° 21 (insérant avant le dernier alinéa de cet article les dispositions suivantes : « des activités de recherche et de développement des entreprises bénéficiaires du crédit d'impôt ») ; montant de la dépense fiscale résultant du crédit d'impôt ; soumission au contrôle du Parlement ; rédaction d'un bilan de l'utilisation du crédit d'impôt par les entreprises bénéficiaires ; retiré (p. 2190) ; **article 16** : son amendement n° 22 (supprimant à la fin de cet article les mots :

« conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 29 juillet 1982 ») ; adopté (p. 2192) ; **rapport annexé** : effort en faveur des sciences humaines et sociales (p. 2193).

Explications de vote : restauration de la recherche française ; objectif de 3 % du P.I.B. (p. 2195) ; statut de la recherche scientifique ; création de 1 400 emplois par an ; mécanisme du crédit d'impôt ; vote positif du groupe socialiste (p. 2196).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion générale : importance de la formation des policiers ; politique menée depuis 1981 en matière de formation ; rôle du centre national d'études et de formation de la police nationale à Gif-sur-Yvette ; insuffisance des moyens de la police nationale dans la grande banlieue parisienne ; situation du département de l'Essonne ; difficultés de la situation des services de lutte contre la toxicomanie ; importance de l'ilotage [10 juillet 1985] (p. 2335).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale* : insuffisance du budget ; aménagement de l'espace urbain ne tenant pas véritablement compte des études d'impact ; établissements publics intervenant dans le domaine de l'environnement ; signature de contrats de plan avec la région ; actions traditionnelles d'entretien et d'aménagement des cours d'eau et ouvrages domaniaux [23 octobre 1985] (p. 3416) ; budget des études d'impact ; crédits de paiement prévus pour les réserves naturelles ; protection des ressources en eau ; augmentation des moyens affectés aux agences de bassin ; contrôle de la pollution due aux rejets toxiques des industries ; attribution d'avantages fiscaux aux riverains contribuant à l'entretien des berges ; protection des forêts (p. 3417).

Recherche et technologie. — *Discussion générale* : prise en compte des sciences sociales ; perspective générale du développement des sciences [25 octobre 1985] (p. 3542) ; intérêt des sciences sociales ; rapport Godelier ; progression des dotations affectées aux sciences de l'homme ; accélération de l'informatisation de la documentation ; hébergement des laboratoires et des équipes (p. 3543).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : transformation de l'agriculture depuis les lois d'orientation de 1960 et 1962 ; revenu des agriculteurs ; aide apportée aux agriculteurs sinistrés ; enseignement agricole public ; croissance des crédits destinés à la recherche [7 novembre 1985] (p. 4033) ; carburants de substitution ; enseignement et recherche ; extension de l'informatique à l'école ; installation des jeunes agriculteurs ; opérations d'aménagement foncier ; offices par produit ; effort de la nation en faveur de l'agriculture (p. 4034).

Examen des crédits : Etat B — Titre III : utilité des crédits (p. 4114).

Redéploiement industriel et commerce extérieur — Energie. — *Questions* : Rôle du commissariat à l'énergie atomique [12 novembre 1985] (p. 4245) ; moyens financiers permettant au C.E.A. de remplir ses missions (p. 4246).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale* : formation professionnelle des policiers ; ouverture d'un institut national de la formation à Clermont-Ferrand ; intégration dans un complexe universitaire ; formation initiale ; durée de la scolarité des gardiens de la paix ; augmentation des policiers en stage ; techniques de police [13 novembre 1985] (p. 4322).

TAZIEFF (Haroun)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs.

Fin de ses fonctions : démission du Gouvernement de M. Laurent Fabius. Décret du 20 mars 1986 [J.O. du 21 mars 1986] (p. 4863).

TEISSEIRE (Eugène)

*Député de la Nièvre
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Charges supportées par les entreprises françaises** : ses observations sur les affirmations récentes du C.N.P.F. ; comparaison avec les entreprises étrangères [10 avril 1985] (p. 114) ;

— **Baisse des taux d'intérêt** : abaissement du taux d'intervention de la Banque de France sur le marché monétaire de 10,25 % à 10,125 % ; taux du marché monétaire ; déficit commercial [15 mai 1985] (p. 786) ; déficit de notre balance des paiements ; nouvelle baisse des taux d'intérêt (p. 787).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603).**

Première lecture, discussion générale : ses observations contre la question préalable de M. Jean-Claude Gaudin ; absence de celui-ci [26 avril 1985] (p. 489) ; sens de la question préalable ; démarche décentralisatrice entreprise depuis 1981 ; élection au suffrage universel direct des conseillers régionaux ; choix de la proportionnelle ; cadre départemental ; collège électoral des sénateurs ; seuil de 5 % ; définition claire des compétences des communes, des départements et des régions (p. 490) ; composition et désignation du conseil régional ; transformation de la région en collectivité territoriale ; couplage de l'élection régionale avec l'élection nationale ; historique de la régionalisation (p. 491).

TESTU (Jean-Michel)

*Député d'Indre-et-Loire
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre délégué à la jeunesse et aux sports [J.O. du 15 mars 1985] (p. 3184). Fin de cette mission le 13 septembre 1985 [2 octobre 1985] (p. 2558).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

QUESTIONS

orale sans débat :

— n° 863, posée le 11 juin 1985 : **handicapés (établissements)** (p. 1628).

THEAUDIN (Clément)

*Député d'Ille-et-Vilaine
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre titulaire du comité de l'éthique du loto sportif [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3846).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Élections législatives** : élection le même jour des députés et des conseillers régionaux ; problème de la diffusion de ces informations [18 décembre 1985] (p. 6347).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale* : loto sportif [8 novembre 1985] (p. 4132) ; vie associative ; désengagement de l'Etat ; taxe Mazeaud ; subvention pour les déplacements des équipes sportives (p. 4133).

TIBERI (Jean)

Député de Paris
(3^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 22 mai 1985] (p. 5755).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme (n° 3012) [J.O. du 6 décembre 1985] (p. 14200).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transport — I. Urbanisme et logement — *Discussion générale* : réduction des autorisations de programmes [30 octobre 1985] (p. 3696) ; efforts pour le logement social dans les D.O.M.-T.O.M. ; prélèvement sur le fonds de garantie des caisses d'épargne ; crédits pour les aides personnelles ; problème social du système du 1 % ; sous-évaluation artificielle des loyers ; contraintes multiples pesant sur les organismes H.L.M. (p. 3697) ; difficultés du secteur du bâtiment (p. 3698). *Questions* : pose la question de M. Roland Vuillaume (p. 3733) ; pose la question de M. Pierre Mauger (p. 3735).

TINSEAU (Luc)

Député de l'Eure
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Propositions de M. Gorbatchev** : moratoire de six mois sur le déploiement des S. S. 20 et armes nucléaires de courte portée ; rééquilibrage du rapport des forces nucléaires ; position de la France [10 avril 1985] (p. 113).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Discussion générale.* Rapporteur suppléant : principes fondamentaux de la stratégie de la France [8 novembre 1985] (p. 4150) ; déploiement des euro-missiles ; loi de programmation ; sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ; marine ; réorganisation de l'armée de terre ; chars ; initiative de défense stratégique (p. 4151) ; proposition de l'opposition en matière de défense (p. 4152).

TONDON (Yvon)

Député de Meurthe-et-Moselle
(1^{re} circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale* : politique de l'enfance et de la famille ; politique familiale de l'habitat ; partage des rôles sociaux des femmes et des hommes au sein du couple ; aménagement du congé parental ; mise en place de la commission des impayés de loyer ; signature des premiers contrats famille [4 novembre 1985] (p. 3848) ; efforts en faveur des jeunes couples (p. 3849).

TOUBON (Jacques)

Député de Paris
(19^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568) [J.O. du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Emmanuel Aubert et plusieurs de ses collègues relative aux contrôles et aux vérifications d'identité (n° 2512) [11 avril 1985] (p. 182).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Emmanuel Aubert et plusieurs de ses collègues relative à l'utilisation par les fonctionnaires de la police nationale de leurs armes de services (n° 2513) [11 avril 1985] (p. 182).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Emmanuel Aubert et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'incompressibilité des peines prononcées à l'encontre des auteurs de crimes particulièrement odieux et des récidivistes de crimes de sang (n° 2514) [11 avril 1985] (p. 182).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568).**

Première lecture, discussion générale : énumération des dispositions législatives et des mesures d'application caractérisant l'état d'urgence ; possibilité de réduire l'exercice des libertés individuelles ; caractère excessif de l'utilisation de l'état d'urgence [23 janvier 1985] (p. 7) ; absence de volonté de rétablir l'ordre ; cas de la mine de Thio ; absence de sanctions contre certains crimes et délits ; existence de contradictions dans les propos du Premier ministre ; absence de volonté politique d'exercer une autorité dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie ; rappel du scrutin de 1979 (p. 8) ; existence dans le nouveau statut de dispositions permettant d'abuser du suffrage universel ; existence de pressions sur l'opinion publique et les électeurs de Nouvelle-Calédonie ; rappel des propos de M. Tjibaou ; contrôle, par des magistrats, de la campagne électorale et du scrutin ; volonté du Gouvernement d'imposer l'indépendance (p. 9) ; cas du statut des îles Cook ; nécessité d'un statut rénové de la Nouvelle-Calédonie ; sa volonté d'obtenir la mise en place d'une autorité du Gouvernement local ; problème de l'agriculture mélanésienne (p. 10) ; réforme du système de financement et du statut civil ; absence de condamnation de M. Tjibaou ; caractère fallacieux de l'opération de décolonisation (p. 11).

Discussion des articles : **article unique :** son amendement n° 4 (inapplication des dispositions de l'article 12 de la loi du 3 avril 1955) (p. 23) ; limitation des pouvoirs conférés au Gouvernement par l'état d'urgence, notamment de la faculté de faire juger par les tribunaux militaires les crimes commis pendant l'état d'urgence ; utilité de l'état d'urgence ; déroulement de la manifestation de Nouméa ; absence de caractère indispensable de l'état d'urgence ; rejeté ; son amendement n° 5 (supprimant le 2^e alinéa de cet article) ; définition de l'état d'urgence dans la loi de 1955 ; son commentaire de l'article 11 de cette loi (p. 24) ; utilité de la faculté conférée aux autorités administratives d'ordonner des perquisitions à domicile de jour et de nuit ; protection de la liberté individuelle contre les mesures d'expulsion ou d'assignation à résidence ; placement de la liberté individuelle sous la protection du juge judiciaire ; **après l'article unique :** son amendement n° 6 (inapplication des dispositions de l'article 5-1 et 3 de la loi du 3 avril 1955 instituant un état d'urgence) (p. 25) ; sa volonté de rendre inapplicable les mesures concernant le couvre-feu ; problème des activités économiques de cette région ; sa volonté d'empêcher l'interdiction de séjour de certaines personnes dans le territoire ; rejeté ; son amendement n° 7 (inapplication des dispositions de l'article 6 de la loi du 3 avril 1955) ; problème de l'assignation à résidence ; possibilité d'appliquer les dispositions concernant l'état d'urgence dans certaines zones ; gêne de l'activité économique (p. 26) ; rejeté (p. 27).

Deuxième lecture, discussion générale : son rappel des déclarations du président Dick Ukeiwé à la tribune du Sénat ; autodétermination de la Nouvelle-Calédonie : inutilité de l'état d'urgence ; pressions contre les opposants au Gouvernement ; son rappel de la jurisprudence du Conseil constitutionnel de 1977 et 1980 concernant la fouille des véhicules et l'expulsion des étrangers [24 janvier 1985] (p. 36) ; mépris des principes démocratiques (p. 37).

Discussion des articles : **article 2 :** volonté du haut commissaire d'exclure de l'application de l'état d'urgence certaines zones en raison de l'entrave à l'activité économique (p. 38) ; **article 4 :** possibilité d'expulser des citoyens français ayant entravé l'action des pouvoirs publics ; nécessité de dissoudre les bandes de malfaiteurs ; nécessité de laisser s'exprimer les citoyens s'opposant au pouvoir en place (p. 39).

— **Discussion de la motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par MM. Gaudin et Labbé.**

Discussion : injustice et complexité du système électoral retenu ; exemple du territoire de Belfort [23 avril 1985] (p. 302) ; exemples de Paris et du Pas-de-Calais ; sclérose de la représentation nationale ; soutien du projet par le parti socialiste et le Front national ; vote du projet par le seul parti socialiste ; instabilité due à la proportionnelle ; exemple

de la Corse ; absence de majorité du Gouvernement ; atteinte aux droits des libertés des citoyens (p. 303) ; bouleversement des institutions de la V^e République ; manœuvre personnelle de M. François Mitterrand allant à l'encontre de l'intérêt national ; croissance économique ; production industrielle ; emploi ; pouvoir d'achat ; prix ; commerce extérieur ; dette extérieure et intérieure (p. 304) ; politique sociale ; sécurité ; moyens de la police ; politique de communication et d'information ; jeux de loterie et de hasard (p. 305) ; nécessité d'une nouvelle politique (p. 306).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : son exception d'irrecevabilité : changement de régime politique de la France ; attachement du peuple aux institutions de la V^e République ; ses références aux propositions de loi signées par M. François Mitterrand visant à instaurer un scrutin majoritaire ; position du Général de Gaulle en faveur du scrutin d'arrondissement [24 avril 1985] (p. 350) ; risque d'un retour à la IV^e République ou avènement d'une VI^e République ; déséquilibre du fonctionnement des institutions ; nécessité d'une majorité parlementaire ; suppression de la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée ; révision de la Constitution induite par le nouveau mode de scrutin ; ses observations sur les déclarations de M. Lionel Jospin relatives à un nouvel équilibre entre l'exécutif et le législatif ; atomisation de la vie politique ; pouvoirs réels conférés aux groupes charnières ; stabilité politique garantie par la conjonction du scrutin majoritaire et des mécanismes constitutionnels ; origine de l'instabilité sous la III^e République ; apparition du phénomène majoritaire et importance de celui-ci pour le fonctionnement des institutions (p. 351) ; pouvoirs conférés aux citoyens de désigner quasi-directement la majorité qui va les gouverner et la politique suivie ; proposition de M. Craxi visant à abroger le scrutin proportionnel en Italie ; manœuvre destinée à empêcher l'opposition de constituer une majorité ; contradictions du projet avec les articles 2 et 3 de la Constitution ; réforme apparaissant comme une diversion aux difficultés dont souffrent les Français (p. 352-353) ; rejet de l'exception d'irrecevabilité (p. 358).

Discussion des articles : **article 1^{er} — article L. 123 du code électoral :** fonction du mode de scrutin dans une démocratie représentative ; stabilité gouvernementale reposant sur la vertu d'intimidation du droit de dissolution ; mécanisme contraignant de l'article 49-3 de la Constitution [25 avril 1985] (p. 425).

— **Nouvelle délibération de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2939).**

Première lecture, discussion générale : autorité de la décision du Conseil constitutionnel [12 août 1985] (p. 2497) ; article 10 de la Constitution ; violation de l'article 62 de la Constitution (p. 2499) ; problème entre la décolonisation et le socialisme français ; nécessité de respecter le corps social (p. 2500).

TOURNÉ (André)

*Député des Pyrénées-Orientales
(2^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038) [J.O. du 21 décembre 1985] (p. 14993).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la sauvegarde, la restauration et la mise en valeur des forêts méditerranéennes (n° 3262) [19 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Attitude de la France à l'égard de l'apartheid** : assassinat de tout un peuple de couleur ; refus de la France à l'O.N.U. de voter des mesures de rétorsion ; lecture de son poème à l'adresse de Benjamin Moloïse [27 novembre 1985] (p. 4936).

orales sans débat :

— n° 780, posée le 16 avril 1985 : **calamités et catastrophes (froid et neige)** (p. 227) ; appelée le 19 avril 1985 : **productions légumières d'hiver** : cas des producteurs de fruits et légumes du midi de la France ; demande d'enquêtes ; cas des exploitants de monoculture (p. 260) ; réunion de la commission interministérielle chargée de proposer la reconnaissance de la situation de catastrophe naturelle (p. 261) ;

— n° 842, posée le 28 mai 1985 : **pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (montant)** (p. 1244) ; appelée le 21 juin 1985 : **situation des anciens combattants** : explique les raisons choisies pour la date de discussion de sa question (p. 1846) ; rapport constant ; veuves d'anciens combattants sans pension ; petites pensions ; hommage rendu aux victimes de la déportation du travail ; anciens d'Afrique du Nord ; anciens volontaires d'Espagne (p. 1847) ; affaire Manouchian ; mise en cause de résistants communistes (p. 1848) ;

— n° 900, posée le 8 octobre 1985 : **bois et forêts (incendies)** (p. 2832) ; appelée le 11 octobre 1985 : **incendies de forêts** : moyens mis en œuvre par le Gouvernement (p. 2973) ; commission d'enquête sur les incendies de forêt (p. 2974) ; hommage aux sapeurs pompiers ; nécessité d'entretenir la forêt (p. 2975).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale* : imprécision des réponses aux questions écrites [22 octobre 1985] (p. 3314).

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale* : problèmes de l'aide aux veuves des anciens combattants ; déportés du travail ; anciens combattants d'Afrique du Nord ; forclusion frappant les résistants combattant aux côtés des républicains espagnols ; augmentation du budget des anciens combattants ; rattrapage du rapport constant [22 octobre 1985] (p. 3327-3328).

Mer. — *Discussion générale : questions* : accord européen en Méditerranée entre la France et l'Espagne laissant le champ libre aux pêcheurs espagnols ; mise en place dans la politique commune d'un volet spécifique à la Méditerranée [23 octobre 1985] (p. 3375-3376).

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Commission mixte paritaire, explications de vote : abstention du groupe communiste ; dispositions relatives au défrichement ; absence de dispositions pour la lutte contre l'érosion et les risques naturels ; situation dans les Landes ; importance des chemins et des routes comme contre-feux ; fléau des pluies acides ; comportement des industriels allemands [20 novembre 1985] (p. 4535).

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal (n° 3046).**

Première lecture, discussion générale : rappelle qu'il a été mis en prison en tant que communiste [21 novembre 1985] (p. 4639) ; situation économique en 1979 lors du débat sur l'intégration de la Grèce dans la Communauté ; rappelle qu'il n'est pas hostile au peuple espagnol ; concurrence que représentent les productions espagnoles ; mesures de sauvegarde et étalement dans le temps ; situation du marché du vin ; débat relatif à l'entrée de la Grèce ; secteur des fruits et légumes (p. 4646) ; cas des Pyrénées-Orientales (p. 4647).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles (n° 3038).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : sa situation personnelle ; nécessité d'autoriser le petit agriculteur à continuer à exploiter sa petite propriété ; projet écartant les femmes de son champ d'application [5 décembre 1985] (p. 5371) ; situation dans les zones de montagne (p. 5372) ; **article 3** : inopportunité d'écarter les épouses d'exploitants du bénéfice de la retraite tant que leur mari est vivant ; exode rural ; nécessité de faire bénéficier les veuves de chefs d'exploitation d'une mesure s'appliquant dans le régime des salariés et dans les régimes alignés (p. 5381) ; **article 5** : droits des épouses des exploitants agricoles ; situation dans les zones de montagne (p. 5382).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : absence de solution au problème des forclusions dont sont victimes les seuls combattants volontaires de la Résistance ; problème de l'homologation par l'autorité militaire ; demande la levée de toutes les forclusions notamment celles frappant les combattants volontaires de la Résistance [11 décembre 1985] (p. 5868) ; **après l'article 8** : forclusions frappant les demandes de carte de combattant de la Résistance ; conditions d'obtention du titre de « déporté politique » (p. 5894) ; légalisation pour l'avenir du décret du 6 août 1975 ; absence de règlement du problème de la forclusion frappant les seuls combattants volontaires de la Résistance (p. 5895) ; **article 11** : appréciation du commissaire de la République pour juger de l'opportunité de suspendre pendant six mois le permis de conduire ; son souhait de voir le projet de loi revenir à l'action pénale en matière de répression contre les délinquants de l'alcoolisme au volant (p. 5913) ; rappelle qu'il n'a jamais fait aucune démarche pour que l'on restitue le permis de conduire à quelqu'un ; sa préoccupation de permettre à chacun de se défendre (p. 5915).

TOUTAIN (Ghislaine)

*Député de Paris
(10^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (droits de la femme) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Rapporteur du projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [7 novembre 1985] (p. 4117).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale (n° 3013) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sectorisation psychiatrique (n° 3098) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aide

médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14582).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14703).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome V : **droits de la femme (n° 2988)** [9 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 3015) relatif au **droit d'expression des salariés** et portant modification du code du travail (n° 3058) [14 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 3200) relatif au **droit d'expression des salariés** et portant modification du code du travail (n° 3212) [17 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 3285) relatif au **droit d'expression des salariés** et portant modification du code du travail (n° 3289) [20 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Nouvelle-Calédonie** : mise en place du nouveau découpage territorial ; problèmes des pouvoirs dévolus à chacune des quatre régions [7 mai 1985] (p. 609).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584)**.

Première lecture, discussion générale : maintien de la femme mariée dans un statut de dépendance vis-à-vis de son mari en ce qui concerne la gestion de la communauté et celle des biens de ses enfants mineurs ; dettes des conjoints ; égalité réalisée dans l'exercice de l'autorité parentale ; crise du mariage ; absence d'opposition entre les notions d'autonomie individuelle et de famille ; règles de transmission du nom patronymique [6 mai 1985] (p. 576) ; extension de l'usage du double nom aux couples qui le souhaitent pour eux et leurs enfants ; capacité fiscale de la femme mariée ; pénalisation du mariage par les règles fiscales ; inégalités entre hommes et femmes dans le domaine social ; résistance des mentalités (p. 577).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661)**.

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er}** : répression des comportements sexistes ; possibilité donnée aux associations féminines de se porter partie civile ; différentes manifestations du sexisme [23 mai 1985] (p. 1104).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951)**.

Première lecture, deuxième partie :

Droits de femme. — *Discussion générale*. Rapporteur pour avis : nature du ministère ; stagnation des crédits de personnels ; précarité du statut des chargées de mission départementales et des déléguées régionales ; développement des stages pilotes ; formation des femmes aux technologies nouvelles ; insertion professionnelle des mères isolées ; création de la bourse de la vocation scientifique et technique ; signatures de plans et de contrats d'égalité professionnelle ; installation de la maison de l'information des femmes [31 octobre 1985] (p. 3748) ; situation des femmes victimes de violence ; conférence de l'O.N.U. sur la décennie de la femme ; part des femmes dans la population active ; actions pilotes de formation ; taux de participation des femmes aux stages de l'A.F.P.A. ; formation des jeunes filles ; loi sur l'égalité professionnelle ; mise en œuvre de plans d'égalité

dans les grandes entreprises et dans les grands organismes ; loi améliorant le statut des conjoints de commerçants et d'artisans ; remboursement de l'interruption volontaire de grossesse ; problème des retraites ; rôle de la femme dans la société ; naissance de la « fondation Camille » (p. 3749) ; exclusion des centres de décision (p. 3750).

— **Projet de loi relatif au droit d'expression des salariés et portant modification du code du travail (n° 3015)**.

Première lecture, discussion générale. rapporteur : article 10 de la loi du 4 août 1982 prévoyant qu'une loi fixerait définitivement les modalités d'exercice du droit à l'expression directe et collective des salariés sur le contenu et l'organisation de leur travail ; seuil des 200 salariés ; bilan de la période expérimentale ; nombre d'accords conclus [19 novembre 1985] (p. 4446) ; rapport Frachon ; rôle de l'encadrement ; attitude des employeurs ; développement des cercles de qualité ; évolution de la C.G.C. à l'égard du droit d'expression ; rapport entre le taux de présence syndicale et le taux de signature des accords ; absence de « soviétisation des entreprises » ; rôle de la politique contractuelle ; champ d'application de la loi ; renégociation des accords tous les trois ans (p. 4447) ; élargissement du champ ouvert à la négociation ; inclusion dans les accords de stipulation relative aux modalités spécifiques d'exercice du droit d'expression au bénéfice des cadres investis de responsabilités hiérarchiques ; élargissement de l'objet du droit d'expression ; nécessité de veiller à ce que le droit d'expression n'entre en conflit ni avec les institutions représentatives du personnel ni avec les organisations syndicales ; formation des animateurs (p. 4448).

Discussion des articles : **article 1^{er}** — **article L. 461-1 du code du travail** : possibilité pour les travailleurs ayant des conditions de travail particulières de bénéficier du droit d'expression figurant parmi les objets de la négociation ; son amendement n° 1 (tendant à la fin de la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail à substituer au mot « considéré » les mots « à laquelle ils appartiennent et dans l'entreprise ») ; nécessité d'introduire l'idée que les salariés discutent de l'ensemble des conditions de travail et de la qualité de la production (p. 4463) ; adopté ; son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; **article L. 461-3 du code du travail** : son amendement n° 3 (d'harmonisation) (p. 4464) ; seuil déterminant l'application de l'obligation de négocier ; nécessité d'une référence à la présence d'un délégué syndical ; adopté (p. 4465) ; absence d'obligation de conclure un accord ; son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 6 (tendant dans le cinquième alinéa du texte proposé pour cet article du code du travail à insérer après les mots « au niveau des établissements » les mots « ou des groupes d'établissement ») : adopté ; obligation d'engager une renégociation à la demande d'une organisation syndicale ; son amendement n° 7 (d'harmonisation) (p. 4466) ; adopté ; **article 2** — **article L. 461-4 du code du travail** : son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; **article L. 461-5 du code du travail** : amendement n° 22 devant être rejeté tant en raison du respect de la technique législative que parce qu'il ne correspond pas à la réalité ; son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté (p. 4467) ; droit d'expression ne devant pas constituer un doublage des institutions représentatives ; son amendement n° 10 (d'harmonisation) : adopté ; son amendement n° 11 (tendant à compléter le troisième alinéa, 2°, du texte proposé pour l'article L. 461-5 du code du travail par les mots « sans préjudice des dispositions des titres I, II, III du livre IV et du chapitre VI du titre III du livre II du présent code ») : adopté ; situation des cadres exerçant des responsabilités hiérarchiques ; situation des autres cadres ; nécessité de prévenir l'émergence d'un double droit d'expression pour les autres cadres (p. 4468) ; nécessité d'éviter que le droit d'expression ne soit détourné par des sous-groupes ; difficulté de fixer un délai de réponse pour l'employeur (p. 4469) ; **article 3** : son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 4** : son amendement n° 13 (obligation pour le Gouvernement d'adresser au Parlement tous les trois ans un rapport rendant compte de l'application des articles L. 461-1 à L. 461-5 du code du travail) : adopté (p. 4470).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : champ d'application de l'obligation de négocier un accord

sur le droit d'expression ; périodicité de la négociation ; droit d'expression spécifique du personnel d'encadrement ; suppression par le Sénat des sanctions prévues à l'article 3 en cas de non application de la loi [18 décembre 1985] (p. 6356) ; échec de la commission mixte paritaire (p. 6357).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 1 (champ d'application de l'obligation de négocier dans les entreprises où il existe un délégué syndical) : adopté ; son amendement n° 2 (périodicité de la négociation) : adopté ; son amendement n° 3 (réunion permettant d'examiner les résultats de l'accord portant sur le droit d'expression des salariés) : adopté ; **article 2** : son amendement n° 4 (de coordination) (p. 6358) : adopté ; son amendement n° 5 (conditions spécifiques d'exercice du droit à l'expression dont bénéficie le personnel d'encadrement) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 6 (sanction de l'obligation de négocier) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 7 (d'harmonisation) : adopté ; son amendement n° 8 (tendant après les mots « qui disposent d'un accord », à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de l'article 4 : « conclu après le 1^{er} juillet 1983, les dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 461-3 du code du travail reçoivent application pour la première fois dans un délai de trois ans à compter de la date de cet accord ») : adopté (p. 6359) ; ses observations sur l'amendement n° 11 du Gouvernement ; **article 5** : son amendement n° 9 (tendant dans cet article à substituer aux mots : « avant le 30 juin 1988 » les mots : « tous les trois ans, la première fois avant le 31 décembre 1989 ») : adopté (p. 6360).

TRANCHANT (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
(2^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562) [J.O. du 11 juin 1985] (p. 6439).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (n° 2801) [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12365).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Présence libyenne au nord du Tchad** : maintien des troupes libyennes au nord du Tchad contrairement à l'engagement pris ; départ du contingent français ; partition du Tchad [2 mai 1985] (p. 527) ;

— **Engagement de poursuites par le Parquet contre M. Tjibaou** : plainte déposée par le représentant légal du Gouvernement territorial de la Nouvelle-Calédonie contre le « président » du Gouvernement révolutionnaire provisoire de Nouvelle-Calédonie, M. Tjibaou ; déclarations provocantes et menaçantes de M. Tjibaou ; rôle du procureur à l'instance ; action contre l'intégrité du territoire national ; nécessité d'instructions autorisant le ministère public à poursuivre M. Tjibaou [15 mai 1985] (p. 797) ;

— **Mariages ayant pour objectif l'acquisition de la nationalité française par un des conjoints** : absence du garde des sceaux pour répondre à sa question [23 octobre 1985] (p. 3387) ; encouragement des mariages de complaisance ; dispositions législatives permettant de faire annuler après enquête les mariages de complaisance (p. 3388) ;

— **Inscription à l'ordre du jour du projet de loi de règlement du budget de 1983** : irrégularités intervenues dans l'exécution de ce budget ; annulation de cette loi par une décision du Conseil constitutionnel ; intentions du Gouvernement à ce sujet [27 novembre 1985] (p. 4928).

orale sans débat :

— **n° 915** : posée et appelée le 29 novembre 1985 : **contrôle des opérations d'entretien des avions** : modification de la procédure de renouvellement des certificats de navigabilité des avions ; circulaire imposant un contrôle technique supplémentaire exécuté par la société de droit privé Véritas (p. 5040) ; valeur juridique d'une circulaire (p. 5041).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant aménagement d'aides au logement (n° 2575).**

Première lecture, discussion générale : évolution des effectifs dans le secteur du bâtiment [3 avril 1985] (p. 70) ; nombre de logements mis en chantier ; politique des investisseurs institutionnels ; raisons de l'effondrement du marché immobilier ; modification du mécanisme de déduction du revenu imposable des intérêts des prêts à la construction et des dépenses afférentes à l'habitation principale ; nécessité d'un délai supplémentaire pour la mise en œuvre du projet de loi ; possibilité pour les établissements financiers de débloquent les ressources nécessaires aux nouvelles affectations des comptes d'épargne-logement ; non participation au vote du groupe R.P.R. (p. 71).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 6 (suppression de la 2^e phrase du a du 1^o de l'article 199 *sexies* du code général des impôts) ; déclarations des représentants qualifiés des professions du bâtiment ; plan « bâtiment » ; réduction de la période comptant pour la déductibilité des intérêts afférents aux annuités de remboursement des prêts ; rejeté ; son amendement n° 8 (complétant ainsi le 2^e alinéa de l'article 199 *sexies* A du code général des impôts : « ce taux est porté à 30 % pour les prêts conclus et les dépenses payées à compter du 1^{er} janvier 1985 ») (p. 80) ; modification par le Gouvernement du dispositif de déduction du revenu imposable des frais engagés pour certains travaux ; rejeté ; son amendement n° 9 (complétant le dernier alinéa du paragraphe I de l'article 199 *sexies* A du code général des impôts : « ce taux est porté à 30 % pour les dépenses payées à compter du 1^{er} janvier 1985 ») ; aide aux familles dont le revenu est faible ou moyen ; rejeté (p. 81) ; **article 2** : teneur du décret pris en Conseil d'Etat ; élimination des locaux professionnels du bénéfice du projet (p. 82).

— **Projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593).**

Première lecture, discussion générale : ses observations sur les conditions de travail du Parlement ; sa référence au « capitalisme socialiste » ; instauration d'un nouveau capi-

talisme associatif ; avis négatif rendu par le Conseil d'Etat ; position de la commission des finances sur le financement des associations ; notion d'activité économique ; conciliation de l'activité économique et de l'inscription au registre du commerce avec les principes de la loi de 1901 ; son appréciation sur l'évolution vers la quasi-commercialité des associations ; garantie offerte au souscripteur d'obligations et de titres associatifs [22 avril 1985] (p. 283) ; problème de l'évaluation de la capacité des associations à dégager des bénéfices ; responsabilité personnelle directe des membres des associations sur les engagements ; cas de non remboursement des obligations ; assimilation des titres associatifs et des titres participatifs ; répartition du pouvoir dans l'association ; cas de la mise en liquidation de biens d'une association ; différence de motivation entre actionnaires, souscripteurs d'obligations et sociétaires ; opportunité de la création de fondations ; sa proposition de création d'une « sociation » (p. 284) ; cas des associations gérant des patrimoines considérables ; exercice abusif par certaines associations d'activités para-commerciales dans le cadre de la loi de 1901 (p. 289) ; capacité respective des banquiers et du public pour analyser le patrimoine d'une association (p. 290).

Discussion des articles : **article 2** : notion de marge brute d'autofinancement ; distribution de bénéfices en contradiction avec la loi de 1901 (p. 291) ; **article 14** : régime fiscal des titres associatifs ; émission de titres participatifs par les petites et moyennes entreprises ; **après l'article 15** : particularisme des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (p. 295).

Explications de vote : vote négatif du groupe R.P.R. (p. 296).

Deuxième lecture, discussion générale : impossibilité pour les associations de faire appel à l'épargne publique ; inscription des associations au registre du commerce ; critère de l'activité économique ; motivation des personnes investissant dans les associations à but non lucratif [12 juin 1985] (p. 1651).

Discussion des articles : **article 1^{er} A** : non publication de bilan par les associations ; différence entre investissement en compte de capital et prêt bancaire ; titres associatifs remboursables et générateurs d'intérêts ; modification du régime juridique des associations remplissant des fonctions sociales et exerçant des activités commerciales (p. 1652) ; **article 1^{er}** : problème du fondement de la rémunération des titres (p. 1653) ; **article 3** : absence de fonds propres dans les associations ; problème du paiement en cas de sinistre ; responsabilité des dettes de l'association (p. 1654) ; cas d'émission d'obligations (p. 1655) ; **article 3 quinquies** : qualification pénale du terme « bénéfices » ; nature du prélèvement sur surplus d'exploitation ; **article 4** : système de contrôle des petites associations émettant des titres participatifs (p. 1656).

Explications de vote : risques encourus par les souscripteurs ; condamnation des sociétés ; problèmes relevant du droit ; vote négatif du groupe R.P.R. (p. 1659).

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602).**

Première lecture, discussion générale : programme du Président de la République axé sur « la promotion de sa propre personne » ; sa référence à la mise en cause personnelle de M. Valéry Giscard d'Estaing par M. François Mitterrand en 1979 [26 avril 1985] (p. 473) ; programme commun de gouvernement visant à la collectivisation de la France ; sa référence aux « Maisons de l'Enfance » proposées par M. Mexandeau ; évolution de l'attitude de M. François Mitterrand face aux institutions ; déclaration du Chef de l'Etat sur « l'instillation » d'une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin ; choix pour une élection proportionnelle départementale intégrale (p. 474) ; système retenu dans le seul but de maintenir le « maximum de pouvoirs au clan socialiste » ; maintien du scrutin majoritaire limitant la marge de manœuvre du Président en cas de victoire de l'opposition ; apparition de nouveaux groupes parlementaires rendant plus difficile la formation d'un gouvernement ; coût représenté par l'accroissement du nombre des députés ; nécessité de recourir à un personnel supplémentaire à l'Assemblée nationale (p. 475).

Explications de vote : mode de scrutin permettant au parti socialiste de défendre ses intérêts (p. 479).

Deuxième lecture, discussion générale : ses observations sur la politique personnelle du Chef de l'Etat [13 juin 1985] (p. 1666) ; projet de M. Mexandeau relatif à l'ouverture de « maisons de l'enfance » ; bilan de la politique du Gouvernement (p. 1667) ; victoire de l'opposition entraînée par le maintien du scrutin majoritaire ; multiplication des groupes parlementaires ; rôle du Chef de l'Etat ; coût de la réforme (p. 1668).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562).**

Première lecture, discussion générale : erreurs de prévision et de gestion commises au cours du deuxième budget assumé par le Gouvernement depuis 1981 ; comparaison entre les prévisions et les résultats constatés ; baisse des recettes de l'I.R.P.P. et de l'impôt sur les sociétés ; déficit budgétaire représentant 3,9 % du P.I.B. ; excédent des dépenses par rapport aux prévisions [21 mai 1985] (p. 888) ; utilisation de manœuvres pour présenter les comptes de la Nation ; réduction de la réalité du déficit budgétaire ; ses observations sur le versement de 2 milliards de francs des P.T.T. ; contestation de ce versement par la Cour des comptes ; cas des autres versements au budget général ; sa référence aux conclusions du rapport de la Cour des comptes concernant les ratures et surcharges ; audition de M. Bérégovoy par la commission des finances à l'initiative du R.P.R. (p. 889) ; directives données par M. Henri Emmanuelli de transférer 2,3 milliards de francs inscrits au budget de 1983 sur celui de 1982 ; imputation sur l'exercice 1984 de certaines opérations réalisées en 1983 (p. 890).

Explications de vote : part du budget consacrée au service de la dette ; montant des déficits cumulés depuis 1982 ; « escamotage » de 15 milliards de francs dans le budget de 1983 [21 mai 1985] (p. 984) ; report du déficit d'une année sur l'autre ; vote négatif du groupe R.P.R. (p. 985).

Deuxième lecture, explications de vote : rapport de la Cour des comptes ; « escamotage » de 15 milliards de francs dans la loi de règlement ; montant du déficit réel ; vote négatif du R.P.R. [20 juin 1985] (p. 1814).

Troisième lecture, discussion générale : errements ayant marqué la gestion des comptes de la Nation ; montant du déficit ; critique les méthodes de réaffectation employées par M. Emmanuelli [28 juin 1985] (p. 2158).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662)**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : ses observations sur le découpage opéré par le Gouvernement ; prise en compte des propositions de M. Roch Pidjot [30 mai 1985] (p. 1330) ; **article 3** : inégalité de représentation entre les régions (p. 1331) ; **article 5** : problème de la répartition des sièges par région (p. 1334).

— **Projet de loi pour un renouveau de l'aménagement (n° 2096)**

Troisième lecture, discussion générale : reprise par la commission de ses amendements [4 juin 1985] (p. 1419).

Discussion des articles : **article 11** : son amendement n° 43 (possibilité d'exonérer certains locaux d'habitation de la taxe départementale des espaces naturels sensibles) (p. 1426) ; adopté (p. 1427) ; **article 20** : son amendement n° 44 (possibilité pour le Conseil municipal de renoncer à percevoir la taxe locale d'équipement sur certains locaux à usage d'habitation) (p. 1429) ; adopté (p. 1430) ; **article 35** : son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 33 de la commission (insérant au début du premier alinéa de cet amendement, après les mots « dans les zones » les mots « de servitudes ») ; son sous-amendement n° 46 à l'amendement n° 33 de la commission (supprimant le dernier alinéa de cet amendement) ; amendement n° 33 transférant au commissaire de la République une compétence acquise par le maire par les lois de décentralisation ; processus de consultation des communes limitrophes ; procédure exorbitante du droit commun (p. 1434) ; risque de blocage d'opérations ; délai pour la réponse ; sous-amendement n° 45 : adopté ; son sous-amendement n° 46 : rejeté ; son sous-amendement n° 47 à l'amendement n° 34 de la commission (substituant aux mots : « et aires de loisirs » les mots « aires de sports et aires de loisirs ») ; adopté (p. 1435) ; **article 36** : sort des dispositions de la loi locale du 7 novembre 1910 (p. 1436).

Quatrième lecture, discussion générale : lacunes du projet comblées par le Sénat ; problème des divisions volontaires des propriétés foncières ; renforcement de l'esprit de décentralisation [20 juin 1985] (p. 1786).

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion : ses observations sur le bénéfice de la protection sociale pour les étrangers ; apparition de nouveaux pauvres ; nombre des étrangers en France ; part des travailleurs étrangers dans la population active ; taux de chômage des travailleurs immigrés ; coût des prestations sociales à destination des travailleurs étrangers ; contrôle des réfugiés politiques [6 juin 1985] (p. 1515-1516).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1^{er} bis** : alimentation des S.C.R. par des fonds communs de placement à risques [20 juin 1985] (p. 1817) ; **article 1^{er} quater** : inégalité du traitement entre les entreprises ; cas du domaine bancaire ; contrôle de la concurrence ; émission de titres participatifs ; formule offrant une solution aux problèmes de succession des P.M.E. ; amendements n° 1 et n° 2 ; devenus sans objet (p. 1818) ; **après l'article 1^{er} quater** : non examen de l'amendement n° 34 du Gouvernement par la commission des finances ; nombre des établissements à caractère industriel et commercial bénéficiant de cette disposition ; financement de l'achat de gaz algérien par Gaz de France ; demande de suspension de séance (p. 1819) ; **article 1^{er} quinquies** : encadrement du crédit ; cas des banques disposant de fonds propres considérables ; émission de titres participatifs ; consultation de la commission bancaire ; monopole du téléphone (p. 1821) ; **article 8** : son amendement n° 33 (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « ou d'erreur matérielle notoire dans la rédaction du bordereau de paiement susceptible de mettre en difficulté, sur le plan juridique et financier, le titulaire de la carte de paiement ») ; non autorisation de l'opposition au paiement ; erreurs commises dans la rédaction des bordereaux de paiement ; vérification des débits ; paiement par carte dépendant d'un tiers : rejeté ; nécessité d'éviter que le compte ne soit débité d'une somme que le titulaire ne possède pas (p. 1827) ; **article 17** : son amendement n° 3 (permettant aux entreprises de provisionner le bilan pour les charges liées aux versements de suppléments de retraites) : devenu sans objet (p. 1834) ; **après l'article 26** : conditions d'examen de l'amendement n° 38 du Gouvernement ; mise en œuvre d'une « politique des amis » ; avantages fiscaux apparaissant exorbitants ; exonération de l'impôt sur le capital des possesseurs d'œuvres d'art ; absence de plafond à la déduction fiscale ; retour de la déduction sous forme de rémunération dans la production ; objectif politique de ce texte (p. 1908).

Troisième lecture, discussion générale : suppression de la taxe spéciale sur les véhicules de plus de 16 chevaux ; redéfinition des règles applicables à la vignette ; « lassitude » exprimée par le groupe socialiste ; refus du président Groux de réunir la commission des finances [28 juin 1985] (p. 2166) ; décision de la Cour de justice des Communautés européennes ; pertes fiscales résultant de l'annulation de l'ancien texte ; complexité des procédures de restitution ; fiscalité applicable aux actionnaires d'une S.A.F.O.C.A. ; réactions du groupe socialiste ; absence de plafond aux possibilités de déduction du revenu imposable ; bilan de la perte fiscale ; développement de « l'Etat-cinéma » ; amortissement des investissements à 100 % dès la première année (p. 2167) ; caractère positif de certaines dispositions (p. 2168).

— **Projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556).**

Commission mixte paritaire, discussion générale : définition de la notion de contrôle ; cas de la participation isolée d'une société contrôlée à une assemblée générale [27 juin 1985] (p. 2099) ; nullité de l'assemblée générale ; assemblée se tenant souvent avec des minorités faibles ; opportunité d'éviter à des dirigeants d'entreprise de se trouver dans des situations relevant du domaine pénal (p. 2100).

— **Projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale (n° 2801).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : spécificité des fonctionnaires de catégorie A de la ville de Paris ; centre national de formation ne fournissant aucune prestation ; problème des formations spécialisées [28 juin 1985] (p. 2210) ; **article 6** : impossibilité pour le centre national de mettre immédiatement en œuvre les actions de formation ; cas des administrations parisiennes (p. 2212) ; **article 9** : maintien en vigueur à titre transitoire des procédures de recouvrement des cotisations ; cas des collectivités parisiennes (p. 2213).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : promesses de M. François Mitterrand, candidat à la Présidence de la République ; résultats de la politique de relance par la consommation ; nombre des faillites ; chômage des jeunes de quinze à vingt-quatre ans [16 octobre 1985] (p. 3149) ; apparition des « nouveaux pauvres » ; chute du taux de croissance depuis 1981 ; montant de la dette extérieure de la France ; augmentation des prélèvements obligatoires ; situation de Renault ; manipulation des chiffres (p. 3150) ; augmentation des taxes sur les produits pétroliers ; diminution du taux de l'impôt sur les sociétés ; suppression de l'impôt sur le capital frappant les propriétaires de parts sociales ; régression de l'investissement des entreprises ; sous-évaluation du service de la dette ; crédits affectés aux transports ; augmentation des crédits destinés aux spectacles ; augmentation des dépenses des administrations centrales ; transfert de charges budgétaires (p. 3151) ; rectification du présent budget par un collectif budgétaire (p. 3152) ; raturages des documents de la comptabilité publique en 1983 ; réduction d'impôts [17 octobre 1985] (p. 3178).

Première partie :

Discussion des articles : **article 1^{er}** : sincérité des comptes ; présentation d'un collectif budgétaire par l'opposition [17 octobre 1985] (p. 3185) ; **article 2** : revalorisation des barèmes pour 1985 ; suppression de la tranche à 65 % (p. 3186) ; pérennisation de l'inégalité fiscale entre le couple marié et le couple non marié concernant le coefficient familial ; problème démographique ; plafond de la tranche de revenu bénéficiant d'un abattement de 20 % pour les adhérents des associations agréées ; diminution générale de 3 % des impôts (p. 3187) ; **article 3** : renforcement des fonds propres des entreprises ; allègement de 5 % de l'impôt sur les sociétés ; disparition des possibilités d'amortissement accéléré ; exonération de l'I.G.F. pour les actifs minoritaires ; pénalisation des petites et moyennes entreprises (p. 3203) ; **article 4** : situation des possédants de parts minoritaires dans les S.A.R.L. ; nature comptable du dispositif du carry-back ; inopportunité pour une entreprise de créditer à terme sur dix ans des sommes décaissées au comptant (p. 3208-3209) ; **article 5** : assujettissement des exploitations agricoles à responsabilité limitée à associé unique à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéficiaires agricoles ; cas des exploitations agricoles à responsabilité limitée pluripersonnelle ; importance des droits d'apport dans les sociétés civiles ; règlement des successions ; sortie des G.A.E.C. (p. 3224) ; **après l'article 5** : généralité de la notion d'objet social de la société ; **article 5** : relèvement du plafond d'amortissement des véhicules professionnels ; utilisation de véhicules non classés utilitaires ; cas d'abus de droit ; doublement du prix des véhicules depuis cinq ans (p. 3228) ; **article 7** : pénalisation des entreprises nationales (p. 3230) ; prélèvement de dividendes par l'Etat (p. 3232) ; **article 13** : abaissement du taux de la T.V.A. sur la redevance sur la télévision (p. 3243) ; **article 14** : orientation des liquidités vers les objets d'art ; évolution des patrimoines ; opportunité d'exonérer les parts sociales des gérants minoritaires ou des actifs minoritaires dans leurs propres entreprises ; déclaration de M. Christian Pierret soulignant les caractères démotivant et anti-économique de cet impôt [18 octobre 1985] (p. 3256) ; contacts de M. Parfait Jans avec les contrôleurs ; inopportunité de prévoir une déclaration dès lors que l'on n'atteint pas le seuil minimal d'imposition ; suppression de l'impôt sur le capital ; rapports entre M. Parfait Jans et le syndicat des fonctionnaires des impôts (p. 3258) ; **article 16** : réduction de l'impôt sur le revenu ; augmentation des taxes ; cas du

fioul lourd ; création d'une charge spécifique sur les gaz naturels ; non taxation du charbon importé (p. 3261) ; développement de l'énergie nucléaire ; augmentation de la T.I.P.P. (p. 3262) ; **article 17** : instauration d'une nouvelle charge pour les entreprises en difficulté ; situation des industries du verre (p. 3267) ; **article 23** : secteur d'intervention du Crédit agricole ; conséquences de la suppression de l'enveloppe des prêts bonifiés du Crédit agricole pour les collectivités locales ; discriminations entre les communes urbaines et rurales ; remise en cause d'une source privilégiée de financement des collectivités locales (p. 3272) ; **article 26 et Etat A** : article d'équilibre ; montant du déficit prévisionnel ; non exécution du budget en cette forme ; raison ayant justifié le non dépôt d'amendements par les groupes de l'opposition ; remboursement de l'emprunt obligatoire de 1983 ; baisse de l'investissement industriel ; non mise en route de grands projets par le pouvoir socialiste (p. 3287).

Deuxième partie :

Commerce, artisanat et tourisme. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial suppléant : importance du secteur concerné ; part des crédits du ministère consacrés au commerce ; baisse des dotations ; crédits consacrés à l'assistance technique, au commerce et à l'enseignement commercial ; formation des commerçants ou des personnels du secteur commercial ; succès des stages d'initiation en informatique de gestion ; crédits affectés aux zones sensibles [28 octobre 1985] (p. 3553) ; contrats de plan Etat-région ; reconduction de la subvention d'investissement au marché d'intérêt national de Rungis : part de marché des grandes surfaces dans la vente des produits d'alimentation ; croisance du nombre des supermarchés et hypermarchés ; dynamisme des professionnels du commerce (p. 3554).

Culture. — *Discussion générale :* augmentation des budgets d'investissement ; alourdissement du poids des grands travaux ; augmentation des crédits affectés aux travaux parisiens ; Institut du monde arabe ; difficultés financières de l'Opéra [28 octobre 1985] (p. 3589) ; diminution des crédits consacrés à la Bibliothèque nationale et aux musées de France ; protection des trésors artistiques nationaux ; désengagement de l'Etat dans le développement culturel ; crédits d'enseignement artistique ; implications financières des grands travaux (p. 3590) ; *questions :* pose la question de M. Michel Péricard : sélectivité des aides octroyées par l'intermédiaire des Sofica ; développement des nouveaux médias ; utilisation des œuvres étrangères notamment anglo-saxonnes dans les radios locales privées (p. 3595).

Justice. — *Discussion générale :* *questions :* problème des mariages de complaisance [5 novembre 1985] (p. 3896-3897).

Articles additionnels et articles non rattachés : **article 56** : remboursement de l'emprunt de 1983 [14 novembre 1985] (p. 4359) ; **article 71** : charges des entreprises ; comité national du 1 % ; principe de concertation (p. 4365) ; réduction des autorisations de programme votées dans le budget du logement ; estime que plus du cinquième des crédits de paiement affectés dans le budget de 1986 est supporté par d'autres que l'Etat ; aggravation du problème du logement (p. 4369) ; problème du versement de l'allocation logement aux chômeurs de longue durée ; « nouveaux pauvres » (p. 4373).

Explications de vote : accumulation des déficits ; caractère électoraliste du budget pour 1986 ; augmentation des dettes de la France [14 novembre 1985] (p. 4391).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5** : assujettissement des E.U.R.L. au régime fiscal des sociétés de personnes [17 décembre 1985] (p. 6266) ; **article 5 bis** : changement d'objet social ou d'activité réelle d'une société entraînant cessation d'entreprise ; risque de création de nombreux contentieux fiscaux (p. 6269) ; **après l'article 11** : coût de la mesure fiscale proposée par l'amendement n° 3 de M. Rodolphe Pesce ; signification des mots « les premières représentations » ; nature du gage sur les métaux précieux ; pénalisation de l'industrie (p. 6272) ; **article 71** : engagement du Gouvernement de ne pas modifier le taux de 0,9 % logement ; réaction des grandes centrales syndicales (p. 6311).

Explications de vote : point de vue du R.P.R. (p. 6318) ; nombre de faillites de P.M.E. depuis 1981 ; dette extérieure de la France ; vote négatif du groupe R.P.R. (p. 6319).

— **Projet de loi portant aménagements et simplifications relatifs à la protection sociale et portant ratification du code de la sécurité sociale (n° 3097).**

Première lecture, discussion des articles : **article 11** : cas où un automobiliste subit un préjudice considérable en raison du retrait injustifié de son permis [11 décembre 1985] (p. 5915-5916) ; **après l'article 11** : estime qu'il n'est pas souhaitable de donner à l'administration un droit régalién de refuser une demande d'autorisation de port ou de détention d'armes sans motiver sa décision (p. 5918) ; motivation des autorisations de port ou de détention d'armes (p. 5919).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143).**

Première lecture, discussion générale : montant du déficit ; charge de la dette ; manipulation des comptes du budget de 1983 ; reprise de ces pratiques au cours de l'exercice budgétaire pour 1984 [11 décembre 1985] (p. 5923) ; caractère accablant du rapport de la Cour des comptes ; capacité de tromper l'opinion publique ; manœuvres afin de diminuer le déficit ; développement des recettes précaires de l'Etat ; prélèvements sur les collectivités locales ; visas en dépassement de crédits ; report de crédits (p. 5924) ; silence en ce qui concerne la situation de l'emploi (p. 5925).

Discussion des articles : **après l'article 7** : son amendement n° 12 (précisant que les activités non salariées visant à valoriser les ressources du milieu rural sont considérées comme le prolongement de l'activité agricole pour les agriculteurs à titre principal) ; rappelle que l'Assemblée a examiné un texte du même type en matière sociale (p. 5941) ; rejeté (p. 5942) ; **article 17** : son amendement n° 11 (de suppression) ; contribution du fonds de compensation ; rejeté (p. 5946) ; son amendement n° 20 (de cohérence) ; rejeté ; son amendement n° 21 (référence aux entreprises artisanales et aux architectes) ; cotisations des architectes ; rejeté (p. 5947).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 5 ter** : utilisation des 45 millions de francs annulés par l'amendement n° 13 du Gouvernement [19 décembre 1985] (p. 6478) ; **après l'article 7** : financement des fonds de commerce ; exploitation par un commerçant d'un fonds de commerce qui ne lui appartient pas ; non amortissement d'un terrain industriel (p. 6480) ; **article 8 ter** : extension des dispositions applicables au marché à terme d'instruments financiers au marché à terme de marchandises ; fiscalité propre au marché des marchandises ; secret pesant sur les courtiers opérant sur le marché à terme de marchandises (p. 6481) ; régime fiscal des opérations sur les marchés à terme de valeurs et sur les marchés à terme de marchandises ; son amendement n° 2 (supprimant dans le paragraphe V de cet article les mots : « ainsi que ceux qui concourent à l'activité des marchés à terme de marchandises ») : adopté (p. 6482) ; **article 17** : son amendement n° 3 (de suppression) ; dispositions défavorables au secteur du bâtiment ; rejeté ; son amendement n° 4 (insérant dans le 4^e alinéa du paragraphe I de cet article après le mot « artisanal » les mots « et les architectes ») : rejeté (p. 6484).

Seconde délibération : **article 8 ter** : conséquence de l'adoption de son amendement ; fiscalité des opérateurs sur les marchés à terme de marchandises (p. 6487).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152).**

Première lecture, discussion générale : non réalisation des hypothèses économiques sur lesquelles était fondée la loi de finances pour 1983 ; excédent des dépenses par rapport aux prévisions ; déficit budgétaire ; découvert d'exécution des lois de finances ; illégalité du versement de 2 milliards de francs du budget annexe des P.T.T. au budget général [12 décembre 1985] (p. 5961) ; diminution du déficit budgétaire par des opérations « à caractère temporaire » ; versement d'une somme de 110 millions de francs au budget de l'industrie sans la signature du ministre (p. 5962) ; ratures sur les documents de la comptabilité publique ; **son rappel au règlement** : ses observations sur les remarques personnelles adressées à son égard par M. Henri Emmanuelli (p. 5963).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 13** : régularisation reconnue d'utilité publique pour une somme de 411 428,81 francs ; montants ayant fait l'objet des ra-

tures ; directives données au fonctionnaire en cause [19 décembre 1985] (p. 6493).

Explications de vote : montant des déficits réels ; objectif de 3 % du P.I.B. ; s'associe aux remerciements adressés par le Rapporteur général (p. 6495).

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et d'établissements artisanaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers (n° 3037).**

Deuxième lecture, discussion des articles : Titre : suppression du lease back contribuant à priver éventuellement un commerçant ou un artisan en difficulté d'un moyen important de financement éventuel [12 décembre 1985] (p. 6120).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires (n° 3104).**

Première lecture, discussion générale : rapport Steg sur l'urgence médicale [12 décembre 1985] (p. 6130) ; diversité des intervenants dans l'aide médicale d'urgence ; différence entre l'urgence réelle et l'urgence ressentie ; possibilité d'associer harmonieusement le secteur public et le secteur privé ; composition du comité départemental de l'aide médicale ; financement des centres de régulation des appels ; conséquences de l'installation du centre de régulation du S.A.M.U. dans un hôpital public ; transfert de charges vers les collectivités locales ; nécessité d'une séparation en deux comités du comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires ; transport des malades à la campagne (p. 6131).

Discussion des articles : **article 1^{er} A** : nécessité de dissocier l'aide médicale urgente et les transports sanitaires ; inapplicabilité du projet de loi gouvernemental (p. 6134) ; **article 1^{er}** : présidence du comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires devant être confiée aux maires ; composition du comité (p. 6135) ; nécessaire adaptation de la composition du comité à la situation locale ; rôle des sapeurs-pompiers (p. 6136) ; **article 4 bis** : relève une contradiction dans les propos tenus par M. Louis Lareng devant l'Assemblée nationale et devant le Conseil économique et social (p. 6138) ; **article 5** : financement actuel des centres 15 ; diminution dans la loi de finances pour 1986 des crédits de l'Etat consacrés aux secours d'urgence ; rôle des collectivités territoriales (p. 6139) ; **article 8** : problème des transports par taxis (p. 6142) ; offense faite par le secrétaire d'Etat aux taxis lorsqu'il affirme qu'il est difficile de vérifier si le prix demandé correspond bien au prix réel (p. 6143).

Explications de vote : nombre des appels de détresse pouvant être résolus par l'intervention du médecin généraliste (p. 6143) ; illégitimité du monopole conféré au secteur public hospitalier ; anonymat de la structure de réponse étant contraire au code de déontologie médicale et au principe de la légitime liberté de choix des patients ; vote hostile des groupes R.P.R. et U.D.F. (p. 6144).

V

VACANT (Edmond)

Député du Puy-de-Dôme
(5^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. Discussion générale : attribution de la carte aux anciens combattants d'Algérie ; rattrapage du rapport constant ; problème de la campagne double en Algérie ; coût de la mesure ; conclusions de la commission sur la pathologie ; problème de la retraite mutualiste [22 octobre 1985] (p. 3328-3329).

VADEPIED (Guy)

Député de l'Oise
(5^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Secrétaire de cette commission [J.O. du 4 avril 1985] (p. 3976).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (et documents connexes) signée à Lomé le 8 décembre 1984 ; l'approbation et l'accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides à la Communauté, fait à Bruxelles le 19 février 1985 ; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (n° 2914) [3 octobre 1985] (p. 2649).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (culture) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14663).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2914) autorisant la ratification de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (et documents connexes), signée à Lomé le 8 décembre 1984 ; l'approbation de l'accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, fait à Bruxelles le 19 février 1985 ; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (n° 2981) [3 octobre 1985].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1986** (n° 2951) tome VIII : **culture (n° 2989)** [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Initiative de défense stratégique** : mise en cause de la doctrine de dissuasion ; proposition américaine de collaboration aux recherches sur l'initiative de défense stratégique (I.D.S.) ; création d'une agence européenne pour les technologies nouvelles [24 avril 1985] (p. 341).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601).**

Première lecture, discussion générale : ses références à une conférence de presse du général de Gaulle et au programme du C.D.S. en 1977, en faveur du scrutin proportionnel ; attitude de certains dirigeants de l'opposition spéculant sur la crise politique ; thème du mode de scrutin apparaissant comme un moyen de colmater les dissensions ; justice de la

représentation proportionnelle ; scrutin permettant au député de retrouver la plénitude de ses fonctions d'élu national ; maintien de l'enracinement local grâce à l'augmentation du nombre de députés ; meilleur équilibre du temps de travail entre l'Assemblée et la circonscription ; projet de loi relatif au statut des élus limitant les cumuls ; moralisation de la vie politique permettant de lutter contre l'anti-parlementarisme latent ; système pratiqué par le parti socialiste dans son fonctionnement interne [25 avril 1985] (p. 401 à 403).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° 2757).

Discussion : relations Nord-Sud ; problème de la faim ; doublement de l'aide alimentaire d'urgence ; montant du service de la dette pour l'Afrique sub-saharienne ; responsabilité de certains pays du tiers monde ; lutte contre la sécheresse et la famine ; aide alimentaire s'inscrivant dans des programmes définis par des accords pluriannuels ; protocole sur la lutte contre la désertification inclus dans la convention de Lomé ; abus des situations de marché protégé ; effets pervers induits par l'intensification de courants d'échanges ; meilleure affectation des différentes formes d'aide au développement ; développement des préférences généralisées [11 juin 1985] (p. 1607) ; accords de Lomé ; accord franco-algérien sur le gaz ; intervention des O.N.G. ; évolution de transferts nets de capitaux publics vers les pays en développement (p. 1608).

— **Projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement** (n° 2800).

Première lecture, discussion générale : texte constituant une réforme fondamentale ; caractère provisoire des dispositions de la loi du 3 janvier 1979 ; amélioration de la redistribution entre les collectivités locales ; dotation de base représentant 40 % du tronc commun ; répartition de la dotation de péréquation en fonction du potentiel fiscal ; prise en compte du « potentiel social » pour la répartition de la dotation de compensation [28 juin 1985] (p. 2225-2226).

— **Projet de loi autorisant la ratification de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (et documents connexes), signée à Lomé le 8 décembre 1984 ; l'approbation de l'accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, fait à Bruxelles le 19 février 1985 ; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (n° 2914).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : interdépendance entre le tiers monde et les pays industrialisés ; accès au développement des pays du tiers monde ; système contractuel de transfert de ressources ; principe de la libération des échanges [8 octobre 1985] (p. 2751) ; structures des échanges ; système Stabex et Sysmin ; coopération industrielle et agricole (p. 2752) ; difficultés des négociations de Lomé III ; développement plus autonome des Etats A.C.P. ; coopération régionale (p. 2753) ; coopération financière et technique ; situation des départements et territoires d'outre-mer dans la convention de Lomé (p. 2754).

— **Projet de loi de finances pour 1986.**

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale*. Rapporteur pour avis : actions internationales du ministère de la culture [28 octobre 1985] (p. 3578) ; crédits attribués au commissariat général pour la langue française ; dimension européenne de la politique internationale ; actions européennes en faveur du livre ; régime du prix spécifique ; système d'aides à l'industrie européenne des films et de programmes de télévision ; chronologie des médias ; année européenne de la musique ; existence de l'espace culturel européen ; année France-Brésil ; Institut du monde arabe ; excédent de la balance culturelle de la France ; répartition géographique des échanges (p. 3579) ; réseau de services et centres culturels français à l'étranger (p. 3580).

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale* : nouvelle conception des relations Nord-Sud ; progression

qualitative de la coopération ; convention de Lomé III ; coopération décentralisée ; aide au tiers monde [6 novembre 1985] (p. 4009).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles** (n° 3038).

Première lecture, discussion générale : diminution du revenu agricole ; crédits alloués à l'installation des jeunes agriculteurs ; statut de l'exploitation agricole à responsabilité limitée ; équité consistant à étendre le bénéfice de la retraite à soixante ans aux agriculteurs ; situation démographique de l'agriculture ; effort contributif des exploitants agricoles ; conjoints d'agriculteurs ; cessation d'activité [5 décembre 1985] (p. 5366) ; interdiction faite aux exploitants agricoles d'aider leur fils ou leur femme à qui ils auraient cédé leur exploitation ; dérogation à la cessation d'activité (p. 5367).

VALLEIX (Jean)

Député de la Gironde
(1^{re} circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

VALROFF (Jean)

Député des Vosges
(3^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Fin, le 31 mai 1985, de sa mission temporaire auprès du Premier ministre [3 juin 1985] (p. 1376).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563) [J.O. du 5 novembre 1985] (p. 12828).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et protection de la forêt** (n° 2563).

Commission mixte paritaire, explications de vote : richesse de la forêt française ; prise en compte des préoccupations écologiques ; vote positif du groupe socialiste [20 novembre 1985] (p. 4535).

— **Projet de loi relatif à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles** (n° 3038).

Première lecture, discussion générale : rapport entre le nombre de cotisants et le nombre de retraités imposant l'échelonnement sur cinq années de l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans ; objectif de la parité étant inconciliable avec le maintien de la base des vingt ans d'activité pour le calcul de la pension de retraite forfaitaire ; réglementation des cumuls emploi-retraite devant s'appliquer au monde agricole ; situation dans les zones de montagne ; nécessité de permettre aux nouveaux retraités de maintenir au moins une activité de subsistance ; projet autorisant l'exploitant assuré à poursuivre sous certaines

conditions la mise en valeur de tout ou partie de son exploitation [5 décembre 1985] (p. 5361); avancée sociale représentée par le projet (p. 5362).

VENNIN (Bruno)

*Député de la Loire
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657) [9 mai 1985] (p. 685).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale (n° 2657) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7109).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges, sur l'**industrie de la machine outil** (n° 2621) [18 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2657) relatif à certaines **activités d'économie sociale** (n° 2723) [30 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines **activités d'économie sociale** (n° 2843) [26 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 2832) relatif à certaines **activités d'économie sociale** (n° 2857) [27 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture (n° 2880) relatif à certaines **activités d'économie sociale** (n° 2884) [29 juin 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Loi de programmation recherche** : projet Eureka ; action en faveur de la recherche intérieure française [5 juin 1985] (p. 1466) ;

— **Avion « Hermès »** : réserves en ce qui concerne la participation de la République fédérale d'Allemagne [23 octobre 1985] (p. 3389).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale** (n° 2657).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : rôle joué par la coopération dans le domaine agricole ; poids économique des coopératives artisanales ; cas des S.C.O.P. ; amélioration des possibilités de développement et d'ouverture à l'extérieur des S.C.O.P. ; création de S.C.O.P. par d'autres S.C.O.P. ; insuffisance du capital [4 juin 1985] (p. 1406) ; possibilité d'un droit de préemption des parts sociales des associés extérieurs par les associés salariés ; application aux S.C.O.P. de la procédure de révision coopérative ; extension des avantages accordés en matière de marchés publics au secteur coopératif ; coopératives maritimes ; émission de titres participatifs (p. 1407).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 5 (définition des unions d'économie sociale) (p. 1446) ; adopté ; son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; **article 4** : son amendement

n° 9 (extension des préférences accordées par le code des marchés publics aux S.C.O.P. aux sociétés coopératives ressortissant des Etats membres de la C.E.E. présentant des caractéristiques comparables) ; nature réglementaire des dispositions actuelles du code des marchés publics (p. 1447) ; extension des modalités du code aux sociétés présentant des caractéristiques comparables ; adopté ; **article 5** : son amendement n° 10 (application des dispositions relatives aux marchés publics aux groupements de producteurs agricoles ressortissant de la C.E.E. présentant des caractéristiques comparables) : adopté ; **article 6** : son amendement n° 11 (application des préférences accordées par le code des marchés publics aux artisans ressortissants de la C.E.E. jouissant d'un statut professionnel comparable) : adopté ; **article 7** : son amendement n° 12 (but et statut juridiques des sociétés d'intérêt collectif agricole) ; maintien du principe de la variabilité du capital des S.I.C.A. (p. 1448) ; application de la législation générale de la forme sociale choisie ; possibilité d'effectuer 50 % de leurs opérations avec des tiers ; nombre de voies proportionnelles à la part du capital détenu ; problèmes des réserves ; adopté (p. 1449) ; **après l'article 7** : non opportunité d'interdire l'émission de titres participatifs aux coopératives agricoles (p. 1450) ; **article 8** : son amendement n° 13 (substituant dans le sixième alinéa 3^e de cet article au mot « quatrième » le mot « cinquième ») : adopté ; son amendement n° 14 (possibilité de dérogation à la présente loi offerte aux S.C.O.P. qui sont constituées sous forme de sociétés anonymes et dont 80 % de leurs employés sont associés) ; difficulté pour augmenter le capital ; cas de la verrerie d'Albi ; ouverture des S.C.O.P. aux associés extérieurs ; attribution de droits de vote proportionnels au risque pris en capital ; maintien des caractéristiques d'une société coopérative ; impossibilité de modifier les statuts ; possibilité de rembourser à tout moment le capital d'un associé non employé ; montant du capital détenu par des associés extérieurs fixé par l'Assemblée générale extraordinaire ; droit de préemption des associés salariés (p. 1451) ; adopté ; son amendement n° 15 (conditions nécessaires pour une revalorisation du capital dans les S.C.O.P. remplissant les conditions énumérées au premier alinéa de l'article 25) : réservé ; son amendement n° 16 (complétant la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 46 par les mots suivants : « ainsi que des unions d'économie sociale ») ; intégration des unions d'économie sociale dans la liste des personnes morales devant représenter au moins les deux tiers des associés d'une union de S.C.O.P. (p. 1452) ; adopté ; son amendement n° 17 (constitution par les S.C.O.P. d'union pour la gestion de leurs intérêts communs et le développement de leurs activités) : adopté ; son amendement n° 18 (complétant cet article par l'alinéa suivant : « 7° — Au 1^{er} de l'article 47, les mots : « trois quarts » sont remplacés par les mots : « deux tiers ») ; proportion de S.C.O.P. ou d'organismes se rattachant aux S.C.O.P. parmi les associés des unions S.C.O.P. ; adopté ; son amendement n° 19 (attribution par les statuts aux associés d'un nombre de voies au plus proportionnel au nombre de leurs associés salariés ou au montant des opérations réalisées avec l'union) ; répartition des voies entre les S.C.O.P. membres d'une union ; critère du nombre des associés salariés de la S.C.O.P. membres d'une union ; adopté ; son amendement n° 20 (examen analytique périodique de la situation financière et de la gestion des S.C.O.P.) ; application aux S.C.O.P. de la procédure dite de « révision coopérative » ; adopté (p. 1453) ; apporteur de capitaux extérieurs pouvant bénéficier sous certaines conditions d'une réévaluation de leur capital ; précomptes des excédents annuels ; non incorporation de la réserve légale (p. 1454) ; amendement n° 15 précédemment réservé : adopté après modification ; **après l'article 12** : son amendement n° 22 (dévolution de l'actif net en cas de dissolution non motivée par un retrait d'agrément d'une société d'assurances à forme mutuelle) ; alignement des règles régissant la dévolution de l'excédent de l'actif net sur les règles générales de la coopération de la loi du 10 septembre 1947 (p. 1455) ; adopté ; son amendement n° 23 (dévolution de l'actif net en cas de dissolution non motivée par un retrait d'agrément d'une société mutuelle d'assurances) : adopté ; son amendement n° 24 (remplacement au premier alinéa de l'article 32 de la loi du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale les mots : « deux ans » par les mots : « trois ans ») ; délai ouvert aux sociétés coopératives artisanales et à leurs unions pour mettre leurs statuts en conformité avec les dispositions du nouveau cadre juridique ; adopté (p. 1456).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : dispositions visant à faciliter l'ouverture des S.C.O.P. aux capitaux extérieurs [27 juin 1985 (p. 2104) ; non opportunité de permettre aux sociétés d'assurance à forme mutuelle et aux mutuelles d'assurance d'émettre des titres participatifs.

Discussion des articles : **article 5** : son amendement n° 1 (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « groupements de producteurs agricoles » le mot « reconnu ») ; mise en conformité de la législation française avec le traité de Rome (p. 2105) ; adopté (p. 2106) ; **article 8** : son amendement n° 2 (introduction de nouvelles dispositions dans les statuts d'une S.C.O.P. revêtant la forme d'une S.A. et dont 80 % des employés sont associés) ; élimination du risque d'un équilibre entre apporteurs de capitaux et associés employés ; création directe de S.C.O.P. dont la moitié du capital est détenue par des associés non employés ; adopté ; son amendement n° 3 (non application de certaines dispositions du C.G.I. à une S.C.O.P. faisant application des dispositions de l'article 26) ; exonération fiscale ; rapprochement des S.C.O.P. des structures capitalistes traditionnelles ; non opportunité de maintenir les avantages fiscaux (p. 2107) ; adopté ; son amendement n° 4 (participation d'une S.C.O.P. au capital d'une autre S.C.O.P.) ; adopté ; son amendement n° 5 (réévaluation des parts dans les S.C.O.P. remplissant les conditions énumérées au premier alinéa de l'article 26) ; adopté ; son amendement n° 6 (supprimant le paragraphe IV bis de cet article) ; adopté (p. 2108) ; son amendement n° 7 (remplaçant au deuxième alinéa de l'article 46 les mots « trois quarts » par les mots « deux tiers ») ; adopté ; son amendement n° 8 (remplaçant dans la première phrase du 1° de l'article 47 les mots « trois quarts » par les mots « deux tiers ») ; adopté ; **avant l'article 10** : son amendement n° 9 (rédactionnel) ; adopté ; **article 10** : son amendement n° 10 (agrément des sociétés coopératives maritimes) ; adopté ; **article 11** : son amendement n° 11 (soumission des sociétés coopératives maritimes et de leurs unions au contrôle de l'Etat) ; adopté (p. 2109) ; **article 12 bis 1** : son amendement n° 12 (de suppression) ; non opportunité de donner aux sociétés d'assurance à forme mutuelle la faculté d'émettre des titres participatifs ; adopté ; **article 12 ter 1** : son amendement n° 13 (de suppression) ; cas des sociétés d'assurance mutuelle) ; adopté (p. 2110).

— **Projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).**

Première lecture, discussion générale : résultats de la loi de juillet 1982 ; rôle de l'Etat dans la recherche française ; engagement insuffisant de l'industrie française dans la recherche ; transfert de technologie de la recherche vers l'industrie ; concentration de la recherche industrielle dans certains secteurs privilégiés ; cas du secteur de la machine-outil ; dispositifs d'incitations financières et fiscales à la recherche industrielle ; supériorité des exonérations fiscales sur les subventions sur dossiers ; formation du personnel ; mécanisme des conventions industrielles de formation par la recherche [27 juin 1985] (p. 2128) ; introduction et développement de la formation par la recherche dans les écoles d'ingénieurs ; application à l'enseignement technique ; exemple de l'Allemagne fédérale ; conventions entreprises-lycées ou entreprises-universités ; valorisation des centres techniques professionnels (p. 2129).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur
— **Energie.** — *Discussion générale :* modalités d'encouragement à l'investissement industriel ; diminution des dépenses en capital ; redressement financier des entreprises nationalisées ; signification de la réduction du volume des crédits de la politique industrielle ; caractère trop élevé des taux d'intérêt ; lenteur des opérations de restructuration [12 novembre 1985] (p. 4208) ; résultats de la politique des pôles de conversion ; propositions de l'opposition en matière industrielle (p. 4209).

VERDON (Marc)

*Député de la Vienne
(2^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

VIAL-MASSAT (Théo)

*Député de la Loire
(4^e circonscription)
Communiste*

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (I.N.M.A.R.S.A.T.) (n° 2587) [9 avril 1985] (p. 102).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 152, concernant la sécurité et l'hygiène du travail dans les manutentions portuaires (n° 2689) [23 mai 1985] (p. 1162).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (redéploiement industriel et commerce extérieur ; commerce extérieur) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord sur la coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le roi du Népal (n° 3028) [21 novembre 1985] (p. 4662).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2587) autorisant l'approbation d'un protocole sur les privilèges et immunités de l'organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (I.N.M.A.R.S.A.T.) (n° 2676) [9 mai 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2689), autorisant l'approbation de la Convention internationale du travail n° 152 concernant la **sécurité et l'hygiène du travail dans les manutentions portuaires (n° 2700)** [23 mai 1985].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome V : redéploiement industriel et commerce extérieur ; commerce extérieur (n° 2989)** [9 octobre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3028), autorisant l'approbation de l'accord sur la coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le **Gouvernement de Sa Majesté le roi du Népal (n° 3155)** [5 décembre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Visite d'un cimetière d'anciens soldats SS par le Président des Etats-Unis :** décision du Président des Etats-Unis de se rendre au cimetière de Bitburg, sur les tombes d'anciens SS ; initiative du Président Reagan mettant sur le même plan les bourreaux et les victimes [2 mai 1985] (p. 525) ;

— **Intervention des forces de police dans les entreprises :** intervention des C.R.S. dans l'entreprise Lejaby ; expulsion de douze jeunes femmes *manu militari* [30 octobre 1985] (p. 3712).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : situation de l'endettement dans le tiers monde ; faiblesse des taux de croissance ; pressions du F.M.I. ; dimension de la famine ; problème structural des pays du tiers monde ; désertification ; système néo-colonial de domination ; responsabilité des Etats-Unis ; action de la France en Afrique ; réduction des crédits à la coopération en 1985 ; études de la France vis-à-vis de l'U.N.E.S.C.O. ; nécessité de favoriser les accords d'Etat à Etat au niveau des entreprises publiques [11 juin 1985] (p. 1596) ; réduction du budget militaire ; cas du Nicaragua ; souhaite l'annulation de la dette nicaraguayenne à l'égard de la France ; politique des droits de l'homme ; applications des résolutions internationales prévoyant des sanctions vis-à-vis de l'Afrique du Sud (p. 1597).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Redéploiement industriel et commerce extérieur

— **Energie.** — *Discussion générale* : Rapporteur pour avis : persistance du déficit du commerce extérieur ; amélioration du commerce extérieur résultant surtout de la faiblesse de la demande intérieure française ; fragilité du redressement ; dégradation des échanges avec la République fédérale d'Allemagne ; offensive des Etats-Unis pour imposer la dérégulation d'une partie des échanges internationaux ; élargissement de l'Europe à l'Espagne et au Portugal ; nécessaire développement de la coopération avec les pays socialistes et les pays du tiers monde [12 novembre 1985] (p. 4206-4207).

VIDAL (Joseph)

*Député de l'Aude
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

VILLETTE (Bernard)

*Député de la Charente
(2^e circonscription)
Socialiste,
puis
Non-inscrit*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

Cesse d'appartenir à ce groupe [J.O. du 20 novembre 1985] (p. 13462).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903) ; cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13505).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 novembre 1985] (p. 13707).

VIVIEN (Alain)

*Député de Seine-et-Marne
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'émission

de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) ; (relations extérieures : coopération et développement) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 36 ; relations extérieures : coopération et développement (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 871**, posée le 18 juin 1985 : **cérémonies publiques et fêtes légales (commémorations)** (p. 1747) ; appelée le 21 juin 1985 : **œuvres musicales de la période révolutionnaire** : méconnaissance des œuvres musicales de la période révolutionnaire (p. 1864) ; possibilité pour le ministère de la culture d'inciter les grandes compagnies de disques à favoriser l'accès du public à ces œuvres (p. 1865) ;

— **n° 893**, posée le 2 octobre 1985 : **enseignement préscolaire et élémentaire (fonctionnement)** (p. 2615) ; appelée le 11 octobre 1985 : **effectifs d'enseignants du premier degré** : caractère départemental du recrutement des instituteurs ; villes nouvelles ; cas du département de Seine-et-Marne (p. 2970-2971).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant aménagement d'aides au logement (n° 2575).**

Première lecture, discussion générale : effort de relance des activités du bâtiment ; assouplissement des conditions d'emploi de l'épargne ; crise du bâtiment ; mesures décidées en 1985 ; majoration de la part de la déduction fiscale ; usage d'un compte d'épargne-logement pour la résidence secondaire ; sa suggestion de demander aux banques de renégocier les emprunts à taux progressif ; transformation de ces emprunts en contrats à mensualités constantes [3 avril 1985] (p. 70).

— **Projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593).**

Première lecture, discussion générale : « fragilité financière » des associations mise en évidence par le rapport Bloch-Lainé ; problème des aides publiques et privées ; utilisation du crédit-bail mobilier et immobilier par les associations ; sa référence aux expériences d'émissions d'obligations tentées par l'association diocésaine de Rodez et l'association nationale pour le financement de l'équipement scolaire privé ; intérêt de cette nouvelle avancée sociale pour le mouvement associatif ; caractère limité des subventions offertes par les collectivités locales ; exemple du loto pour financer le sport ; prise en compte de certaines fraudes fiscales réalisées par les associations ; opportunité de limiter l'application du projet de loi aux associations reconnues d'utilité publique ou agréées [22 avril 1985] (p. 287) ; souhait des associations consultées d'être recensées sur un registre spécial d'associations ; problème de la responsabilité financière des responsables quittant une association en difficulté financière ; réexamen des dons aux associations susceptibles de déductions fiscales (p. 288).

— **Projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (n° 2662).**

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable ; ses observations sur les propos de M. François d'Aubert [29 mai 1985] (p. 1285) ; parties en présence ne souhaitant pas voir un effacement stratégique de la France dans le Pacifique ; leçons tirées des cinq dispositifs statutaires votés par le Parlement ; notion d'indépendance-association pouvant s'apparenter à la notion de « communauté » ; instauration d'une coopération sur des bases renouvelées (p. 1286) ; principes fondant l'action politique du groupe U.D.F. devant conduire à un accord général sur le projet ; ses observations sur l'existence d'un « axe Nouméa-Papeete » considéré comme un axe « anti-Paris » ; prise en compte des données économiques sociales et culturelles par les ordonnances (p. 1287).

— **Projet de loi autorisant la ratification de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (et documents connexes), signée à Lomé le 8 décembre 1984 ; l'approbation de l'accord interne de 1985 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, fait à Bruxelles le 19 février 1985 ; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la troisième convention A.C.P.-C.E.E. (n° 2914).**

Première lecture, discussion générale : concours du fonds européen de développement ; défense des droits de l'homme [8 octobre 1985] (p. 2761).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial suppléant : démythification des « affaires étrangères » ; mécanisme correcteur change-prix : modernisation de l'administration [6 novembre 1985] (p. 3961) ; baisse des crédits d'intervention de la direction générale des relations scientifiques, culturelles et techniques ; pouvoir de tutelle sur R.F. I et T.V. 5 ; problème de la sécurité des agents diplomatiques ; situation des Français résidant à l'étranger ; informatisation du ministère ; bilan de mise en œuvre du projet culturel (p. 3962) ; en qualité de rapporteur spécial : situation des pays en voie de développement ; nécessité d'affirmer l'interdépendance entre le Nord et le Sud ; politique d'austérité appliquée aux pays en voie de développement ; politique de l'administration américaine limitant l'aide publique ; accroissement de l'enveloppe globale d'aide publique au développement envoyée par la France ; importance de l'aide européenne dans l'aide multilatérale ; prêts du Trésor (p. 3988) ; dotation du budget de la coopération ; nécessité que la déflation n'exerce pas ses effets de manière uniforme dans tous les pays ; aide alimentaire d'urgence ; contribution volontaire à des organisations mondiales d'assistance technique ; dotation du F.A.C. (p. 3989) ; en qualité de député : lutte contre la faim ; article du *Figaro* dénonçant l'action du comité catholique contre la faim ; rôle de ce comité ; caractère excessif des propos tenus par MM. Stasi et Couve de Murville à propos du Tchad ; rôle de la Lybie ; problème posé au Sahara occidental ; droit à l'autodétermination du peuple sahraoui ; rappel des propos tenus en 1977 par le ministre des affaires étrangères de l'époque au sujet de l'apartheid [6 novembre 1985] (p. 4013) ; instauration du visa pour les ressortissants sud-africains se rendant en France ; ouverture par la France de deux antennes de l'Alliance française à Mitchell's plain et à Soweto ; restriction de nos relations commerciales avec le Gouvernement de Prétoria ; aide au développement (p. 4014).

Questions : occupation par les Turcs du nord de la République de Chypre (p. 4024).

Examen des crédits : après l'article 65 : son amendement n° 63 à titre personnel (contrôle des dépenses du fonds d'aide à la coopération) ; adopté (p. 4028).

VIVIEN (Robert-André)

*Député du Val-de-Marne
(7^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (urbanisme, logement et transports : aviation civile et météorologie ; navigation aérienne) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre du Conseil d'administration de Radio-France [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12360).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963) [J.O. du 16 novembre 1985] (p. 13342).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 42 : urbanisme, logement et transports : aviation civile et météorologie, annexe n° 49 ; navigation aérienne (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Canal-Plus :** ses observations sur l'attitude du Premier ministre face aux questions posées [29 mai 1985] (p. 1256) ; nombre des abonnements recensés ; nombre des abonnements nécessaires à l'équilibre financier ; conclusions du rapport Bredin allant en sens inverse des propositions de M. Rousselet ; conséquences du déficit de Canal-Plus sur les bénéfices de la société Havas (p. 1257) ;

— **Utilisation de l'antenne du service public par un producteur à des fins personnelles :** cas de M. Michel Polac licenciant six journalistes ; refus d'accorder un droit de réponse à ces personnes lors de l'émission « Droit de réponse » ; utilisation de l'antenne par M. Polac pour annoncer le licenciement en direct [6 novembre 1985] (p. 3986) ; non respect de la convention des journalistes (p. 3987).

INTERVENTIONS

Son rappel au règlement : arrivée à expiration du régime actuel de la D.G.F. [27 juin 1985] (p. 2081) ; réforme de la D.G.F. ; retard dans la fourniture des simulations demandées par M. Louis Besson ; conditions d'examen du texte ; représentation des maires au sein du comité des finances locales ; présence de M. Laurent Fabius dans l'hémicycle (p. 2082).

Son rappel au règlement : absence de rapport lors de la réunion de la commission des lois [27 juin 1985] (p. 2082).

Son rappel au règlement : examen du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement ; regrette l'inscription du débat en fin de semaine [28 juin 1985] (p. 2196).

— **Projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale (n° 2801)**

Première lecture, discussion générale : conditions d'examen du texte par le Parlement ; absence d'une véritable discussion parlementaire ; problème de la cotisation aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale ; renforcement de la bureaucratie ; création de structures nouvelles ; suppression de la maîtrise de recrutement du personnel des maires [28 juin 1985] (p. 2198) ; politisation des structures ; situation du syndicat des communes regroupant les départements du Val-de-Marne, de la Seine-Saint-Denis et des Hauts-de-Seine ; présidence illégale de M. Laloé ; déclaration de M. Pierre Joxe sur le comportement de M. Laloé à propos des incidents d'Ivry ; remplacement du centre de formation des personnels communaux ; alourdissement des charges des collectivités ; suppression de l'échelon régional (p. 2199-2200).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 36 ; devenu sans objet (p. 2209) ; **article 3** : son amendement n° 37 (exonération à titre transitoire des collectivités et établissements relevant du centre de formation unique de Paris de la cotisation due au centre national de formation) : rejeté (p. 2210) ; **article 6** : son amendement n° 38 (prévoyant que les collectivités et établissements ressortant du centre de formation unique de Paris peuvent concourir à l'exécution des tâches dévolues au centre national de formation) : rejeté (p. 2212) ; **article 9** : son amendement n° 39 (recouvrement par les syndicats de communes pour le personnel communal de la cotisation due au titre de 1986 aux centres départementaux de gestion et aux centres de gestion des D.O.M.) : adopté (p. 2213).

— **Projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800).**

Première lecture, discussion générale : ses observations sur les propos de M. Alain Richard ; conditions de travail du Parlement ; regrets exprimés par le président de la commission des lois ; souhaite la saisine de la commission des finances, s'agissant des finances locales [28 juin 1985] (p. 2224) ; régularisation de la D.G.F. au titre de l'évolution ; indice 100 de la fonction publique ; appréciations positives portées par M. Alain Richard sur les lois de 1979 et 1980 ; bilan de l'application de la loi de 1979 ; désengagement de l'Etat dans l'aide aux collectivités locales ; position du comité des finances locales concernant la réforme de la D.G.F. ; problème des bases de calcul de la garantie de progression minimale ; critère relatif à la dotation de compensation ; durée d'application du système de transition ; importance des parts consacrées aux dotations forfaitaires, de capitation et de compensation au sein de l'enveloppe globale ; nécessité d'une réforme des finances locales (p. 2225) ; déclarations de M. Jean-Pierre Fourcade, président du comité des finances locales ; (p. 2227).

Discussion des articles : **articles 1^{er}** : son rapport sur la recevabilité des amendements (p. 2229).

— **Projet de loi modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle (n° 2963).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1^{er}** : son rappel au règlement : critique les conditions de dépôt de sous-amendements importants ; travaux du Conseil national de la communication audiovisuelle ; Conseil d'administration de T.D.F. [15 octobre 1985] (p. 3043) ; **après l'article 2** : accroissement des effectifs aboutissant à l'alourdissement du fonctionnement des conseils d'administration ; « magouille » dans la répartition du Conseil d'administration de T.D.F. ; précise que le mandat des parlementaires ne dépend pas de la date de dissolution des conseils d'administration (p. 3049) ; **article 9** : référence à la zone de couverture potentielle ; déplaçonnement du montant des recettes pouvant provenir de la publicité commerciale (p. 3071) ; position du groupe R.P.R. selon laquelle le secteur public doit bénéficier de recettes publiques tandis que le secteur privé doit avoir des recettes privées (p. 3072) ; **article 11** : allongement de la gamme des sanctions administratives ; atteinte au pluralisme (p. 3074).

Explications de vote : caractère irréaliste de la limitation de la part des recettes publicitaires dans le financement d'un

service de communication audiovisuelle ; reprise du système anti-concentration de la loi du 23 octobre 1984 sur la presse ; renforcement du monopole de diffusion de T.D.F. (p. 3078) ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 3079).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : reniement du Keynesianisme ; évolution de la croissance du P.I.B. en valeur ; transferts de charges ; conversion économique de la majorité ; allusions du Premier ministre au projet de loi sur la « respiration » du secteur public [16 octobre 1985] (p. 3157) ; budget organisant le retrait de l'Etat du secteur nationalisé en 1982 ; situation de la régie Renault ; mise à l'écart du plan ; ralentissement des prix dû à la compression des salaires ; principe de la « désindexation » ; rejet des dogmes socialistes par la majorité ; précise que les déclarations de M. Juppé n'engagent que lui-même (p. 3158).

Urbanisme, logement et transports. II. — Transports et budget annexe de la navigation aérienne.

— *Discussion générale*. Rapporteur spécial : caractère tardif, allusif et laconique des différentes réponses apportées aux questionnaires ; établissement pour chaque chapitre d'une fiche détaillée justifiant des crédits demandés [24 octobre 1985] (p. 3440) ; lettre adressée par le président Goux au Premier ministre ; allure « positive » de l'aviation civile ; situation de la construction aéronautique civile ; sort fait à l'aviation légère ; résultats de la compagnie Air France ; exploitation du Concorde ; résultats d'Air Inter ; effets du T.G.V. ; efforts déployés par les compagnies aériennes ; construction aéronautique civile (p. 3441) ; attitude des établissements bancaires vis-à-vis de la construction aéronautique ; situation de la météorologie nationale ; rapport du Conseil économique et social ; réaménagement du système de tarification proposé par le Conseil (p. 3442) ; création du budget annexe de la navigation aérienne ; débudgétisations ; emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations ; évolution positive des crédits d'investissement ; création de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne ; charges pesant sur Air France augmentation des effectifs de l'agence comptable du budget annexe de la navigation aérienne (p. 3443) ; absence de cohérence entre le fascicule budgétaire et les éléments de réponse ; sa proposition à la commission des finances visant à repousser le budget annexe (p. 3444) ; déclaration de M. Jean Auroux sur l'aviation légère ; situation du fret d'Air France (p. 3463).

Techniques de la communication. — *Discussion générale* : ses observations sur les discussions passées des budgets de l'O.R.T.F., de la presse et de l'information ; s'étonne qu'un membre du Gouvernement fasse des observations à un rapporteur s'exprimant au nom de la commission ; diversité et richesse de la communication ; efficacité des entreprises privées en matière de communication ; barème de la redevance [25 octobre 1985] (p. 3520) ; investissements des recettes publicitaires dans les télévisions privées sans nuire à la presse écrite ; comptes des différentes sociétés de programme ; justification des augmentations d'effectifs ; missions de France Média International ; transformation d'une société de vente en une structure d'assistance (p. 3521).

Articles additionnels et articles non rattachés : **article 71** : son amendement n° 52 (de suppression) [14 novembre 1985] (p. 4368) ; rejeté (p. 4370).

Deuxième lecture, seconde délibération de la deuxième partie : **article 71** : son amendement n° 22 (de suppression) [17 décembre 1985] (p. 6311) ; rejeté (p. 6312).

Son rappel au règlement : conditions de travail réservées aux rapporteurs spéciaux de la commission des finances ; crédits de l'aviation civile et de la météorologie pour 1984 [5 décembre 1985] (p. 5347).

Son rappel au règlement : absence d'influence de la baisse du dollar et de celle du prix du pétrole sur la flexibilité de l'emploi ; rôle du législateur [27 février 1986] (p. 31).

VOUILLOT (Hervé)

Député de la Côte-d'Or
(2^e circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562) [J.O. du 11 juin 1985] (p. 6439).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (anciens combattants et victimes de guerre) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12044).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) [J.O. du 12 décembre 1985] (p. 14463).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1985 (n° 3143) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 3152) [J.O. du 20 décembre 1985] (p. 14912).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la loi de finances pour 1986 (n° 2951), annexe n° 7 : anciens combattants et victimes de guerre (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au gouvernement :

— **Famine en Afrique** : onzième session du Conseil mondial de l'alimentation ; action des organisations non gouvernementales [12 juin 1985] (p. 1634).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Première lecture, discussion des articles : **article 7** : modification du régime des alcools ; maintien du *statu quo* incompatible avec la réglementation communautaire ; effet d'une libéralisation brutale de la production et de la commercialisation des alcools sur la production ; cas de l'industrie de la distillation ; nécessité d'éviter l'apparition d'une concurrence sauvage entre grands groupes ; méprise de l'évolution du contingent ; évolution du secteur de la distillerie ; ses observations sur l'importance de l'alcool carburant ; définition de normes européennes ; interdiction dans la Communauté d'addition de plomb à l'essence le 1^{er} octobre 1989 [22 mai 1985] (p. 1060).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : situation difficile avant 1981 ; volonté de dialogue ; création de la commission de l'information historique pour la paix ; modernisation de la gestion de l'administration des anciens combattants ; développement de l'action sociale ; prise en compte des revendications des combattants d'Afrique du Nord [22 octobre 1985] (p. 3316) ; étude de la pathologie des anciens d'Afrique du Nord par une commission médicale ; qualification des titres de pension ; respect du principe de l'application du rapport constant ; insuffisance du projet gouvernemental ; nécessité d'augmenter le rattrapage à hauteur de 3 % (p. 3317) ; richesse de la discussion (p. 3337) ;

remercie le rapporteur général du budget et le Gouvernement ; rattrapage du rapport constant ; concertation engagée avec le monde combattant (p. 3338).

VUILLAUME (Roland)

Député du Doubs
(3^e circonscription)
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563) [J.O. du 5 novembre 1985] p. 12828).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt (n° 2563).**

Première lecture, discussion générale : principe de la compétence du droit commun de l'Etat pour la mise en valeur économique, écologique et sociale de la forêt [9 mai 1985] (p. 636) ; nécessité de la concertation ; nécessité de promouvoir une meilleure prise en compte des pouvoirs des élus locaux dans les nouvelles procédures instituées en matière d'aménagement forestier ; accomplissement de travaux présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence ; débroussaillage ; travaux de restauration et de reboisement ; part prise par la forêt privée dans l'effort considérable de reboisement engagé depuis quarante ans ; éclosion du processus de regroupement coopératif ; seuil de 10 hectares ; droit au bénéfice d'aides publiques ; formules de regroupement forestier ; « association syndicale de gestion forestière libre » (p. 637) crainte d'un transfert d'une gestion privée à une gestion publique ; affouage (p. 638).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : son amendement n° 250 (tendant dans la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 101 du code forestier à substituer aux mots « orientations régionales forestières arrêtées » les mots « schémas forestiers régionaux arrêtés ») ; caractère flou de la notion d'orientation ; rejeté (p. 661) ; son amendement n° 251 (rédactionnel) ; engagement de non-démembrement, levée de l'engagement de non-démembrement ; investissement forestier trouvant souvent sa justification dans la volonté de transmission par héritage de surfaces boisées ; rejeté (p. 663) ; son amendement n° 222 (modifiant l'article L. 101 du code forestier ; notification de la décision du représentant de l'Etat dans le département) (p. 664) ; devenu sans objet ; son amendement n° 223 (forêts dotées d'un plan simple de gestion) ; nécessité d'éviter une multiplication anarchique des structures (p. 665) ; rejeté (p. 666) ; **article 6** : son amendement n° 252 (tendant à supprimer les douzième et treizième alinéas de cet article) (p. 672) ; atteinte à la liberté d'utilisation par les affouagistes des coupes qui leur sont attribuées ; situation dans les zones de montage ; extension de l'affouage aux résidences secondaires (p. 673) ; retiré ; **article 7** : son amendement n° 225 (plan simple de gestion pouvant à titre facultatif être représenté à l'agrément du centre régional de la propriété forestière pour des ensembles de parcelles forestières d'une surface inférieure à celle prévue au quatrième alinéa) (p. 674) ; postulat inexact suivant lequel un bien forestier d'une superficie inférieure à 10 hectares ne peut pas être bien géré ; rejeté au scrutin public ; **article 8** : son amendement n° 226 (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) (p. 675) ; nécessité de maintenir la possibilité pour le propriétaire de procéder en dehors du programme d'exploitation à l'abatage du bois pour les besoins de sa consommation rurale et domestique ; rejeté (p. 676) ; **article 10** : son amendement n° 227 (tendant dans la première phrase du texte proposé

pour l'article L. 222-5 du code forestier à insérer après les mots « se trouve placé » les mots « sauf cas de force majeure reconnu par le centre » : adopté (p. 677) ; **article 11** — *article L. 247-1 du code forestier* : son amendement n° 253 (tendant dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à substituer au mot « accessoire » les mots « exceptionnel après autorisation préalable du représentant de l'Etat dans le département ») : retiré (p. 680) ; *article L. 247-2 du code forestier* : son amendement n° 254 (visant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier à insérer après les mots « communes limitrophes » les mots « dont les conseils municipaux seront préalablement saisis pour avis ») : rejeté [10 mai 1985] (p. 706) ; **article 12** : son amendement n° 228 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 248-1 du code forestier à insérer après les mots « les sociétés coopératives » les mots « les sociétés d'intérêt collectif agricole ») : adopté (p. 708) ; son amendement n° 229 (tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 248-1 du code forestier par la phrase suivante : « un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article ») ; caractéristiques et contenu du règlement commun de gestion ; retiré (p. 708) ; **article 15** : son amendement n° 230 (tendant à compléter le 5^e alinéa de cet article par les mots « y compris l'élagage, le débroussaillage et le nettoyage ») : devenu sans objet (p. 710) ; **article 16** : son amendement n° 231 : devenu sans objet (p. 713) ; **article 22** — *article L. 512-1 du code forestier* : son amendement n° 232 (possibilité pour les propriétaires dont les forêts sont dotées d'un plan simple de gestion de demander que celles-ci soient exclues de l'aménagement foncier forestier) : rejeté (p. 720) ; *article L. 512-4 du code forestier* : son amendement n° 233 (tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « la même période » les mots « une période qui ne saurait excéder quinze mois ») (p. 721) ; rejeté ; son amendement n° 234 (tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code forestier par une nouvelle phrase : cas où le représentant de l'Etat n'a pas statué sur la demande d'autorisation préalable) : rejeté (p. 722) ; *article L. 512-6 du code forestier* : son amendement n° 235 (intervention en forêt de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural) ; orientation de rétrocession des SAFER devant tenir compte des intérêts forestiers ; rejeté (p. 723).

Explications de vote : refus du Gouvernement de prendre en compte les amendements déposés par le groupe R.P.R. ; projet constituant un frein au développement de la forêt privée ; atteinte au droit de propriété ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 749).

Deuxième lecture, discussion générale : liberté d'action des propriétaires forestiers ; risques de la formule de l'association ; filière bois ; institut de développement industriel du bois [4 octobre 1985] (p. 2674).

Discussion des articles : **article 1^{er} A** : forêt publique et forêt privée (p. 2678) ; intervention du Conseil régional dans le processus d'élaboration des orientations régionales forestières (p. 2679) ; **article 7** : plan simple de gestion (p. 2682) ; **article 8** : abattage de bois en dehors du programme d'exploitation en vue d'une consommation rurale et domestique (p. 2683) ; **article 11** : son amendement n° 44 (possibilité pour une association syndicale de gestion forestière d'adhérer ou d'avoir recours au service d'une coopérative) (p. 2686) ; retiré (p. 2687) ; **article 15** : nécessité de procéder à une organisation de la profession ; intervention des agriculteurs dans la forêt d'autrui (p. 2689) ; **article 45** : son amendement n° 45 (complétant le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L. 314-6 du code forestier par les mots : « et forestier ») : retiré (p. 2697) ; **après l'article 66** : son sous-amendement n° 63 à l'amendement n° 42 de la commission (portant à dix ans le délai de garantie de bonne gestion) : rejeté (p. 2703).

Explications de vote : situation des petits propriétaires et valorisation de la forêt (p. 2703-2704).

— **Projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265).**

Deuxième lecture, discussion générale : nombre des salariés menacés de suppression d'emploi dans le B.T.P. ; absence de garantie pour les représentants des collectivités locales

et pour les professions concernées ; place faite à l'entreprise par le Sénat ; obstacle à ce que des organismes privés puissent exercer des tâches d'assistance au maître de l'ouvrage ; soumission des maîtres de l'ouvrage à l'obligation de recourir à un architecte [11 juin 1985] (p. 1555) ; libre exercice des professions du bâtiment (p. 1556).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme, logement et transports. — I. Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions* : développement économique et touristique des régions subordonnées à l'amélioration des voies de communication ; cas de la Tarentaise ou du Haut-Doubs ; liaison Paris-Berne par le T.G.V. [30 octobre 1985] (p. 3733) ; inquiétudes des professionnels du B.T.P. (p. 3733) ; menaces liées au désengagement financier de l'Etat ; indice d'activité du bâtiment ; promesses de M. Mitterrand concernant la cinquième tranche du fonds spécial de grands travaux ; réforme de la profession d'architecte (p. 3734).

W

WACHEUX (Marcel)

*Député du Pas-de-Calais
(10^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes (n° 2393) [J.O. du 14 juin 1985] (p. 6584).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (n° 2265) [J.O. du 27 juin 1985] (p. 7110).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale* : problème d'emploi des régions minières ; mise en place des groupes interministériels de restructuration des zones minières ; spécificité des crédits des bassins miniers ; classement en pôles de conversion ; non signature de contrats de plan concernant Charbonnages de France par la région Nord-Pas-de-Calais [23 octobre 1985] (p. 3404).

WAGNER (Robert)

*Député des Yvelines
(6^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

WEISENHORN (Pierre)

*Député du Haut-Rhin
(3^e circonscription)
R.P.R.*

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production des échanges [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2096) [J.O. du 23 mai 1985] (p. 5798).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (économie, finances et budget : consommation) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 2971) de M. Xavier Deniau, visant à rétablir les avantages tarifaires consentis aux usagers d'E.D.F. résidant dans les communes situées au voisinage des centrales nucléaires [24 octobre 1985] (p. 3503).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 3074) de M. Xavier Deniau, visant à rétablir les avantages tarifaires consentis aux usagers d'E.D.F. résidant dans les communes situées au voisinage des centrales nucléaires [6 décembre 1985] (p. 5529).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) tome VI : économie, finances et budget : consommation (n° 2992) [9 octobre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale : questions :* dépérissement des forêts et pollution atmosphérique ; rapport de l'académie des sciences tchécoslovaque ; aide apportée aux réseaux de chaleur ; destruction du soufre et de l'azote [23 octobre 1985] (p. 3430).

Urbansime, logement et transport. I. — Urbansime et logement — *Discussion générale : questions :* pose la question de M. Roland Vuillaume [30 octobre 1985] (p. 3733) ; abandon de la priorité du logement ; évolutions des autorisations de programme ; recherche de logements locatifs ; absence d'allègement des charges des industries de main-d'œuvre ; faillites d'entreprises du B.T.P. ; interventions du fonds spécial de grand travaux (p. 3734) ; situation du B.T.P. en Alsace ; nombre de logements construits en Alsace et dans le reste de la France ; prise en compte de l'année 1984 comme année de référence pour les prêts locatifs aidés (p. 3735).

Redéploiement industriel et commerce extérieur. — Energie. — *Discussion générale :* caractère néfaste de la politique charbonnière du Gouvernement ; politique d'importation de gaz ; absence de politique pétrolière ; réduction du programme nucléaire civil français [12 novembre 1985] (p. 4215) ; politique de maîtrise de l'énergie (p. 4216).

Economie, budget et finances et consommation. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : budget de la consommation ; ouverture du grand commerce alimentaire le dimanche ; dépenses en capital ; sécurité des consommateurs [13 novembre 1985] (p. 4266) ; actions entreprises par la direction de la consommation et de la répression des fraudes ; commission de la sécurité des consommateurs ; lutte contre les clauses abusives ; organisations de consommateurs ; information des consommateurs (p. 4267).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, modifiant à compter du mois de décembre 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 3039).**

Première lecture, discussion générale : augmentation de la taxe spécifique sur les produits pétroliers ; gestion du fonds ; augmentation des charges supportées par les automobilistes [20 novembre 1985] (p. 4558) ; aides aux logements sociaux financés par les P.A.L.U.L.O.S. ; liaison Rhin-Rhône ; carte

des canaux en R.F.A. et au Bénélux ; budget de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie ; projet géothermique de Lutterbach ; réseaux de chaleur (p. 4559).

WILQUIN (Claude)

*Député du Pas-de-Calais
(4^e circonscription)
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

Se démet de son mandat de député le 4 mars 1986 [J.O. du 12 mars 1986] (p. 3825).

NOMINATIONS

Membre suppléant du comité de l'éthique du loto sportif [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3846).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Rapporteur du projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [16 avril 1985] (p. 226).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593) [J.O. du 21 juin 1985] (p. 6897).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (jeunesse et sports) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12045).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre délégué à la jeunesse et aux sports [J.O. du 22 janvier 1986] (p. 1123).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 2593) relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2612) [16 avril 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2738) autorisant l'émission d'obligations par certaines associations (n° 2759) [11 juin 1985].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 21 : jeunesse et sports (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Carte jeunes :** modalités de diffusion de la carte jeunes ; accès de tous les jeunes à la culture, aux loisirs, au tourisme et aux transports [22 mai 1985] (p. 1018).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : rôle du secteur associatif dans la vie publique et économique du pays ; besoins de financement nouveaux pour les associations ; protection des épargnants ; avis défavorable rendu par le Conseil d'Etat sur ce projet ; risque de confusion entre associations et sociétés commerciales [22 avril 1985] (p. 276) ; participation aux résultats ; nombre des associations et nombre des salariés employés dans le secteur associatif ; sa référence aux 110 propositions du Président de la République ; possibilité d'appel à un type particulier d'épargne ; émissions d'obligations négociables ; création d'un « titre associatif » apparenté au titre participatif institué par la loi du 3 janvier 1983 ; assimilation du titre à une créance de dernier rang ; exclusion de toute rémunération indexée sur les résultats ; champ d'application du projet ; notion d'activité économique (p. 277) ; prise en compte de la loi du 1^{er} mars 1984 relative à la prévention

et au règlement amiable des difficultés des entreprises ; nécessité de moraliser le financement des associations et d'assurer la sécurité des épargnants ; application de la loi du 24 juillet 1966 ; mesures protectrices tenant aux conditions d'émission du titre et aux conditions de fonctionnement de l'association ; droit de regard des souscripteurs sur le fonctionnement de l'association ; dispositions régissant la procédure applicable en cas de constatation de résultats déficitaires ; extension de la responsabilité civile et pénale des dirigeants des sociétés aux dirigeants des associations ; protection de la valeur du titre ; subventions des collectivités locales aux associations ; existence d'une rémunération (p. 278) ; avis du Conseil d'Etat sur l'avant-projet (p. 285).

Discussion des articles : **article 1^{er}** : champ d'application du droit d'émettre des valeurs mobilières ; notion d'activité économique ; **article 2** : parenté entre les titres associatifs et les titres participatifs créés par la loi du 3 janvier 1983 (p. 290) ; absence de prise en compte des résultats ; référence aux éléments liés à l'activité de l'association (p. 291) ; **article 3** : durée de l'existence de l'association pour émettre des titres ; **article 4** : son amendement n° 1 (cas de baisse significative des fonds propres de l'association émettrice) ; obligation comptable des associations émettrices ; dépôt des comptes au greffe du tribunal de commerce ; adopté ; son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 3 (obligation de reconstituer les fonds propres dans les délais prescrits) (p. 292) ; adopté ; **article 6** : son amendement n° 9, à titre personnel (application des dispositions de la loi de 1966 aux obligations et aux titres associatifs émis par des associations) ; adopté ; son amendement n° 4 (visant à insérer après le mot « précitée » les mots « visées à l'alinéa précédent ») : adopté ; **article 7** : son amendement n° 5 (exclusion de certaines dispositions de la loi de 1966) : adopté ; **article 8** : son amendement n° 6 (participation à l'organe collégial de contrôle) (p. 293) ; adopté ; **article 10** : existence d'un vide juridique ; étendue des pouvoirs de la C.O.B. en cas d'appel public à l'épargne ; sanctions pénales prévues en cas d'observation des formalités ; **article 11** : son amendement n° 7 (insérant dans cet article après la référence « 244 » la référence « 246 (deuxième alinéa) ») ; extinction de toute action en responsabilité contre les administrateurs (p. 294) ; adopté ; **après l'article 15** : désuétude des dispositions en cause du code civil local d'Alsace et de la Moselle ; cas des associations disposant d'une capacité juridique particulière (p. 295).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : suppression des dispositions concernant le titre associatif ; insuffisance des capitaux permanents dans les associations ; conditions entourant l'émission d'obligations ; principe de prohibition du partage des bénéfices ; application aux associations émettrices de certaines dispositions de la loi du 1^{er} mars 1984 ; possibilité de constitution de groupements d'intérêt économique pour l'émission conjointe d'obligations [12 juin 1985] (p. 1650).

Discussion des articles : **article 1^{er} A** : son amendement n° 1 (de suppression) ; article sortant du cadre du texte ; adopté ; **article 1^{er} B** : son amendement n° 2 (de suppression) : adopté ; **article 1^{er} C** : son amendement n° 3 (de suppression) : adopté (p. 1652) ; **article 1^{er} D** : son amendement n° 4 (de suppression) : adopté ; **article 1^{er}** : son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 6 (rédigeant ainsi, après les mots « lorsqu'elles » la fin de cet article : « ont une activité économique, émettre des obligations et des titres associatifs sous forme nominative dans les conditions prévues par la présente loi ») : adopté ; son amendement n° 7 (prévoyant que la rémunération des valeurs mobilières ne peut avoir pour objet ou pour effet de partager les bénéfices) ; principe de la prohibition du partage des bénéfices (p. 1653) ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 8 (application aux titres associatifs de certaines dispositions de la loi du 24 juillet 1966 relatives aux titres participatifs) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 9 (conditions préalables à l'émission d'obligations ou de titres associatifs) (p. 1654) ; adopté ; **article 3 bis** : son amendement n° 10 (de suppression) : adopté ; **article 3 ter** : son amendement n° 11 (de suppression) ; impossibilité pour la C.O.B. de refuser son visa pour une condition de fonds ; adopté ; **article 3 quater** : son amendement n° 12 (de suppression) ; modalités de calcul du taux moyen du marché obligataire ; plafonnement risquant de décourager « l'épargne de proximité » ; adopté ; **article 3 quinquies** : son amendement n° 13 (de suppression) (p. 1655) ; prohibition du partage des bénéfices ; adopté ; **article 4** : son

amendement n° 14 (application de certaines dispositions de la loi du 1^{er} mars 1984 en cas d'émission par une association d'obligations ou de titres associatifs) : adopté ; **article 6** : son amendement n° 15 (application de certaines dispositions de la loi du 24 juillet 1966 aux associations émettant des obligations et des titres associatifs) : adopté ; son amendement n° 16 (insérant dans le deuxième alinéa de cet article, après le mot « obligations » les mots « ou de titres associatifs ») (p. 1656) ; adopté ; **article 8** : son amendement n° 17 (substituant aux mots « répondant aux conditions de l'article 1^{er} de la présente loi » les mots « émettant des obligations ou des titres associatifs ») ; participation à la gestion de toute association ; adopté ; **article 9** : son amendement n° 18 (prévoyant que les émissions régies par la présente loi sont soumises au régime d'autorisation) : adopté ; **article 10** : son amendement n° 19 (soumission au contrôle de la C.O.B. lorsque l'émetteur fait appel public à l'épargne) : adopté ; **article 11** : son amendement n° 20 (supprimant le deuxième alinéa de cet article) : adopté ; **article 12** : son amendement n° 21 (responsabilité solidaire des groupements d'associations émettant des valeurs mobilières) (p. 1657) ; adopté ; **article 12 bis** : son amendement n° 22 (rédactionnel) : adopté ; **article 12 ter** : son amendement n° 23 (de suppression) : adopté ; **article 13** : son amendement n° 24 (supprimant les mots « et d'un emprisonnement de deux à dix mois ou de l'une de ces deux peines seulement ») ; identité de traitement entre responsables d'associations et dirigeants de sociétés ; adopté ; son amendement n° 25 (insérant après le mot « obligations » les mots « ou des titres associatifs ») : adopté ; **article 14** : son amendement n° 26 (application du régime fiscal des titres participatifs aux titres associatifs) : adopté ; **après l'article 14** : son amendement n° 27 (abrogation de certaines dispositions du code civil applicable dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle) : adopté (p. 1658) ; **titre** : son amendement n° 28 (rédigeant ainsi le titre du projet de loi : « Projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations ») : adopté (p. 1659).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : développement de la pratique sportive ; montant des crédits ; frais de déplacement des petits clubs ; conséquence de la réforme du permis D sur le fonctionnement des clubs ; loto sportif [8 novembre 1985] (p. 4125) ; taxe additionnelle sur les billets d'entrée dans les manifestations sportives ; distinction entre sport de masse et sport de haut niveau ; fonds national de développement du sport ; recherche scientifique dans le domaine des activités physiques et sportives ; fonds national de développement de la vie associative ; politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes ; coopération internationale en matière de jeunesse (p. 4126) ; exonération partielle de la taxe sur les salaires pour les associations ; éventualité d'une suppression du ministère de la jeunesse et des sports (p. 4127) ; en qualité de député : *questions* : organisation des jeux olympiques de 1992 (p. 4138).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : augmentation des crédits de l'article 50 visé par l'amendement n° 66 de M. Georges Hage (p. 4139).

WORMS (Jean-Pierre)

Député de la Saône-et-Loire

(1^{re} circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 2568) [J.O. du 26 janvier 1985] (p. 1141).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la définition et

à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 2096) [J.O. du 23 mai 1985] (p. 5798).

Rapporteur de la proposition de loi n° 2634 de M. Olivier Stirn et plusieurs de ses collègues tendant à la réduction du nombre des régions et à la création de grandes régions [5 juin 1985] (p. 1490).

Rapporteur du projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035) [7 novembre 1985] (p. 4117).

Rapporteur du projet de loi tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036) [7 novembre 1985] (p. 4117).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs (n° 2584) [J.O. du 21 novembre 1985] (p. 13506).

Président de cette commission [J.O. du 27 novembre 1985] (p. 13754).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux (n° 2956) [J.O. du 14 décembre 1985] (p. 14581).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé (n° 2589) [J.O. du 17 décembre 1985] (p. 14702).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique (n° 3036) tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3093) [20 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 3035) tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3094) [20 novembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique, modifié par le Sénat (n° 3218) tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3233) [19 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3219) tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3234) [19 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 3297) tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3299) [20 décembre 1985].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 3298) tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3300) [20 décembre 1985].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers généraux (n° 2603).**

Première lecture, discussion générale : renforcement de l'échelon régional dans le cadre de la décentralisation; légitimité politique conférée par l'élection au suffrage universel direct; relations entre la région et les départements;

élection du Conseil régional sur une base départementale; harmonisation des décisions respectives de la région et des départements; conditions d'exercice des mandats électifs; limitation du montant total des indemnités qu'un élu serait en droit de percevoir au titre de ses différents mandats [26 avril 1985] (p. 498).

— **Déclaration du Gouvernement sur l'immigration et débat sur cette déclaration (n° 2741).**

Discussion : absence de relation entre immigration et chômage; immigration et déséquilibre du budget social; immigration et délinquance; population immigrée apparaissant comme destinée à rester en France; prise en compte de la démographie; fin de l'immigration en France; notion d'immigré; existence d'une société pluri-ethnique [6 juin 1985] (p. 1530); s'inquiète des propositions de réforme de l'article 44 du code de la nationalité; problème de regroupement familial; découplage entre concept de citoyenneté et concept de nationalité (p. 1531).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036) et projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Première lecture, discussion générale commune : Rapporteur: situation dans les autres démocraties occidentales; risque de conflit entre l'intérêt général et les intérêts particuliers; abaissement relatif du rôle du Parlement; confusion des responsabilités; effets pervers du cumul; condamnation du cumul par la commission Guichard; propositions des membres de l'ancienne majorité [27 novembre 1985] (p. 4940); cumul ne résultant pas du scrutin uninominal; accès à l'appareil administratif; modèle cumulatif; renouvellement d'une partie de la classe politique; ambiguïté de l'attitude de l'opinion; obligation de recourir au cumul; diminution progressive du nombre des mandats exercés par leurs principaux responsables (p. 4941); cas d'acquisition d'un nouveau mandat; renforcement de l'emprise de l'Etat; libre choix des électeurs; possibilité d'inclure les fonctions de maire d'arrondissement de Lyon et de Marseille; statut des élus; problèmes de formation pour le mandat (p. 4942).

— **Projet de loi organique tendant à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives par les parlementaires (n° 3036).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^{er} :** proposition de loi organique déposée par M. Clément en 1978; conclusions du rapport établi par M. Léotard [27 novembre 1985] (p. 4967); abaissement du seuil de population des communes; cas d'un fonctionnaire devenant maire d'une commune de 9 000 habitants; **article 1^{er}** concernant les fonctions et les mandats (p. 4968); fonctions de président d'un Conseil de communauté urbaine; charge de travail du président d'un Conseil de district; district disposant d'une fiscalité propre; extension des dispositions du texte à l'ensemble des districts (p. 4969); son amendement n° 2 (complétant le texte proposé pour l'article L. O. 141 du code électoral par l'alinéa suivant: « pour l'application du présent article, la population prise en compte est celle résultant du dernier recensement général connu »); critère de référence pour la fixation des seuils démographiques; adopté après modification; **article 2 :** son amendement n° 3 (modifiant l'article L. O. 151 du code électoral et insérant les mots: « ou mandat » et le mot: « parlementaire ») (p. 4970); rétablissement de l'égalité de traitement entre les parlementaires et les non parlementaires se trouvant en infraction par rapport au texte de la loi; adopté; **article 3 :** son amendement n° 4 (de rectification); adopté; son amendement n° 11 (supprimant après les mots: « qui l'a mis en situation d'incompatibilité » la fin de la première phrase du texte proposé pour l'article L. O. 151-1 du code électoral); possibilité pour certains candidats d'organiser la contestation de leurs propres élections afin de retarder l'application des dispositions relatives aux incompatibilités (p. 4971); retiré; son amendement n° 5 (organisation simultanée d'élections parlementaires et d'autres élections): adopté; **après l'article 3 :** son amendement n° 6 (mandats des membres des assemblées territoriales); extension du champ d'application de la loi; adopté; son amendement n° 7 (précisant que les dispositions du chapitre IV du titre II du livre 1^{er} du présent code sont

applicables aux sénateurs) (p. 4972) ; incompatibilités applicables aux mandats ; impossibilité d'appliquer l'article L. O. 297 aux sénateurs ; opportunité de donner à cet article une valeur légale dans une loi organique ; adopté ; **article 4** : son amendement n° 8 (date d'entrée en vigueur de la loi) ; application de la loi à l'occasion d'élections partielles ; inopportunité de poursuivre les mandats jusqu'à leur terme (p. 4973) ; interruption des mandats avant leur achèvement ; adopté (p. 4975) ; engagement de l'élu ; son amendement n° 9 (rédactionnel) (p. 4976) ; adopté ; **après l'article 4** : son amendement n° 10 (inéligibilité des directeurs généraux, des directeurs, directeurs adjoints, chefs de service et chefs de bureau de Conseil général et de Conseil régional) ; transfert de compétence ; créations de postes de responsabilité et de pouvoirs administratifs ; rejeté (p. 4977).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : adhésion rencontrée par le principe de la limitation du cumul des mandats ; effets de la loi sur les équilibres politiques [19 décembre 1985] (p. 6419) ; étalement des effets de la loi dans le temps ; seuil de population municipale retenu pour que la fonction de maire soit prise en compte ; fonction de président de communauté urbaine ; mise en œuvre progressive de la loi ; inopportunité de reporter d'un an l'application du texte (p. 6420) ; atténuation de « la pénibilité » de la première année d'application ; mise en œuvre de la loi dès mars 1986 (p. 6421).

Discussion des articles : article 4 : son amendement n° 3 (précisant que la présente loi entrera en vigueur à la date du prochain renouvellement général de l'Assemblée nationale) (p. 6422) ; problème de l'inégalité de traitement entre ceux qui cumulent déjà et ceux qui le feront seulement après les élections ; prise en compte du mandat de conseiller régional dans le décompte des mandats ; adopté ; **article 1^{er}** (précédemment réservé) : son amendement n° 1 (substituant dans la seconde phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. O. 141 du code électoral au nombre : « 30 000 », le nombre « 12 000 ») ; nombre d'habitants à partir duquel le mandat de maire d'une commune sera décompté ; adopté ; son amendement n° 2 (présidence d'un Conseil de communauté urbaine) (p. 6423) ; prise en considération des mandats de président d'un Conseil de communauté urbaine ; adopté (p. 6424).

Troisième lecture, discussion générale. Rapporteur : refus du Sénat de prendre en considération la fonction de président du Conseil de communauté urbaine ; seuil pour la population des communes pour lesquelles la fonction de maire est retenue dans le décompte des mandats qu'on ne peut cumuler au-delà de deux ; dispositif de mise en œuvre progressive de la loi [20 décembre 1985] (p. 6575) ; nécessité de permettre à certains élus locaux d'accéder à l'occasion des échéances de 1986 à un mandat parlementaire ou un mandat régional qu'ils ne détiennent pas aujourd'hui ; modifications de forme votées par les sénateurs (p. 6576).

Discussion des articles : article 1^{er} : article tendant à porter à 20 000 habitants le seuil de population des communes visées et à supprimer toute référence à la présidence d'un Conseil de communauté urbaine (p. 6577).

— **Projet de loi tendant à limiter le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 3035).**

Première lecture, discussion des articles : avant l'article 1^{er} : conséquences de la création du statut des élus ; inopportunité d'étendre la protection renforcée aux salariés [27 novembre 1985] (p. 4978) ; **article 1^{er}** : son amendement n° 1 : (rédactionnel) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 19 (supprimant après les mots « qui l'a mis en situation d'incompatibilité » la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 46-1 du code électoral) : retiré ; son amendement n° 4 (population prise en compte) : adopté ; **après l'article 4** : son amendement n° 5 (mandat des membres des assemblées territoriales) ; extension des dispositions de la loi ; adopté ; **après l'article 5** : son amendement n° 6 (abrogation de l'article 16 de la loi du 31 décembre 1982 portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane et de Martinique et de la Réunion) (p. 4980) ; instauration d'une incompatibilité entre les fonctions de membre du bureau du Conseil régional et de membre du Conseil régional ; adopté ; son amendement n° 7 (d'harmonisation) : adopté ; son amendement n° 8 (entrée en

vigueur de la présente loi) : adopté ; son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté (p. 4981).

Deuxième lecture, discussion générale. Rapporteur : mêmes conclusions que celles contenues dans le rapport relatif à la loi organique [19 décembre 1985] (p. 6424).

Discussion des articles : article 4 : son amendement n° 1 (substituant dans la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 46-1 du code électoral au nombre : « 30 000 », le nombre « 12 000 ») ; seuil à partir duquel le mandat de maire est pris en compte ; adopté ; son amendement n° 2 (présidence d'un Conseil de communauté urbaine) : adopté (p. 6424) ; **article 7** : son amendement n° 3 (entrée en vigueur de la présente loi) ; mise en œuvre progressive en deux temps du dispositif de limitation des cumulés ; adopté (p. 6425).

Ses observations après les explications de vote : s'interroge sur l'abstention du groupe U.D.F. après son vote positif en première lecture (p. 6426).

Troisième lecture, discussion générale : Rapporteur ; problèmes des élus des collectivités territoriales [21 décembre 1985] (p. 6587).

Z

ZARCA (Pierre)

Député de la Seine-Saint-Denis
(2^e circonscription)
Communiste.

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion des articles : avant l'article 1^{er} : exercice du droit de grève sans restriction et interdiction du lock-out ; utilisation par le patronat de l'arsenal judiciaire pour briser la grève ; régression de la jurisprudence en matière de droit de grève [4 décembre 1985] (p. 5325) ; paiement du S.M.I.C. sur la base de 39 heures ; décision du Gouvernement en 1981 selon laquelle il appartient à l'Etat de prendre à sa charge l'augmentation des cotisations sociales liées à la hausse du S.M.I.C. ; conséquences en chaîne lors de la réduction du salaire et du pouvoir d'achat sur la base d'une heure ; renforcement de la politique d'austérité (p. 5329) ; **article 1^{er}** : son amendement n° 51 (exclusion de la branche du verre) [6 décembre 1985] (p. 5526) ; rejeté (p. 5527) ; son amendement n° 74 (exclusion du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail de la branche des industries agricoles et alimentaires) [7 décembre 1985] (p. 5590) ; réservé (p. 5591) ; situation dans la branche de la chimie et de la para-chimie française (p. 5600-5601) ; son amendement n° 88 (exclusion de la branche de l'ingénierie du champ d'application de l'article L. 212-8 du code du travail) ; situation dans cette branche ; réservé (p. 5608) ; contingent de 80 heures supplémentaires dans le cadre des conventions sur 44 heures (p. 5609) ; cas de la Belgique ; son amendement n° 93 (précisant que les heures dérogatoires ne seront obligatoires que pour les seuls salariés volontaires (p. 5610) ; réservé (p. 5611) ; conclusion d'un accord au niveau de la branche ; autogestion ; nécessité de négocier au niveau de l'entreprise ; consultation préalable du comité d'entreprise pour appliquer l'accord dans une entreprise ou un établissement (p. 5612) ; rôle du comité d'entreprise (p. 5613) ; **article 2** : *article L. 212-8-1 du code du travail* : son amendement n° 119 (tendant à supprimer le premier alinéa du texte proposé pour cet article) [8 décembre 1985] (p. 5627) ; vote réservé

(p. 5628) ; **article L. 212-8-5 du code du travail** : son amendement n° 157 (exclusion du champ d'application du projet de la branche des industries diverses) : vote réservé [8 décembre 1985] (p. 5683) ; **après l'article 2** : son amendement n° 179 (salariés bénéficiant d'avantages salariaux) [9 décembre 1985] (p. 5704) ; réservé (p. 5705) ; **article 3** : son amendement n° 203 (majoration des heures supplémentaires par un repos compensateur) : réservé (p. 5767) ; information des salariés sur les raisons de l'annualisation (p. 5769) ; amélioration de la loi sur le droit d'expression des salariés (p. 5770) ; remboursement au patronat d'une part croissante au titre de la taxe professionnelle (p. 5771) ; problème concernant l'application du jugement rendu par les conseils de prud'hommes (p. 5777).

ZELLER (Adrien)

Député du Bas-Rhin
(6^e circonscription)
Appartenance U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653) [J.O. du 19 juin 1985] (p. 6788).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux participations détenues dans les sociétés par actions (n° 2556) [J.O. du 26 juin 1985] (p. 7067).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863) [J.O. du 12 juillet 1985] (p. 7892).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) (relations extérieures : affaires européennes) [J.O. du 16 octobre 1985] (p. 12046).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale (n° 2801) [J.O. du 25 octobre 1985] (p. 12365).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800) [J.O. du 1^{er} novembre 1985] (p. 12675).

DEPOTS

Retrait de sa proposition de loi n° 1744 relative à la date et aux modalités de l'élection des conseils régionaux [2 avril 1985].

Proposition de loi tendant à permettre aux comités d'entreprises de participer à des actions de solidarité (n° 2710) [23 mai 1985].

Proposition de loi tendant à instituer un revenu minimum d'existence tenant compte des charges familiales et de logement (n° 2782) [13 juin 1985].

Rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951) annexe n° 35 : relations extérieures : affaires européennes (n° 2987) [9 octobre 1985].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Stagnation des investissements** : fragilité des équilibres de notre économie ; stagnation des investissements productifs ; comparaison avec la situation aux Etats-

Unis, en République fédérale d'Allemagne et au Royaume-Uni ; mesures de flexibilité pouvant permettre une véritable relance des investissements productifs [17 avril 1985] (p. 234) ;

— **Réduction de créations d'emplois et statistiques du chômage** : augmentation de la durée moyenne du chômage ; nombre d'offres d'emploi face aux demandes ; utilisation trompeuse des statistiques du chômage [29 mai 1985] (p. 1264) ;

— **Dossier Martine Kempf** : mise au point d'un ordinateur à commande vocale ; qualification de ce produit par Mme Cresson de produit de bas de gamme ; campagne de dénigrement [6 novembre 1985] (p. 3980).

orale sans débat :

— n° 772, posée le 9 avril 1985 : **banques et établissements financiers (banques nationalisées : Alsace)** (p. 103) ; appelée le 12 avril 1985 : **structures bancaires alsaciennes** : avenir du Crédit industriel d'Alsace-Lorraine (C.I.A.L.) et de la Société générale alsacienne de banque (Sogenal) ; crainte d'un transfert vers Paris des centres de décision, des profits bancaires et de certaines activités de la Sogenal ; décentralisation économique (p. 197).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'émission de certaines valeurs mobilières par les associations (n° 2593)**.

Première lecture, discussion des articles : après l'article 15 : son amendement n° 8 (application du texte dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : rejeté [22 avril 1985] (p. 295).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2601)**.

Première lecture, discussion générale : justifications avancées par le Premier ministre pour défendre la réforme électorale ; arguments destinés à camoufler la défense des intérêts du parti socialiste ; problème de la soumission de cette réforme au référendum ; opposition du peuple français à cette réforme ; privilège donné aux groupes charnières minoritaires ; pleins pouvoirs conférés aux états-majors de partis ; passage de « l'instillation » d'une dose de proportionnelle à l'immersion complète du pays dans la proportionnelle ; risque rencontré par le pays au regard de l'impératif de l'efficacité nécessaire pour tout Gouvernement ; députés devenus les porte-paroles des partis plus que les représentants de leurs électeurs ; désuétude de l'arme de la dissolution [25 avril 1985] (p. 403-404).

Discussion des articles : article 1^{er} — article L. 123 du code électoral : mise en cause du rôle du Président de la République ; absence de projet politique propre au Président (p. 423) ; projet du gouvernement menaçant l'existence des formations politiques telles que le M.R.G. (p. 424).

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (n° 2602)**.

Première lecture, explications de vote : augmentation du nombre des députés ; absence de corrélation entre le nombre de représentants parlementaires, l'intensité du débat politique et la vigueur du contrôle parlementaire ; accroissement du rôle des partis [26 avril 1985] (p. 479).

Deuxième lecture, discussion générale : remise en cause des institutions ; représentation des électeurs de la circonscription ; désignation par le parti [13 juin 1985] (p. 1665) ; modes de scrutin pratiqués en Europe ; scrutin favorisant le parti socialiste ; remise en cause de l'autorité du Président de la République (p. 1666).

— **Projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2603)**.

Première lecture, discussion générale : transformation des régions en collectivités territoriales en plein exercice ; faiblesse actuelle de l'institution régionale ; cumul des mandats ; risque de blocage de l'institution faute de l'organisation de majorités cohérentes et stables ; ressources

fiscales ; existences de quatre niveaux d'administration risquant d'entraîner une certaine confusion [26 avril 1985] (p. 495).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (n° 2562).**

Première lecture, discussion des articles : article 4 et tableau C annexé : dépenses civiles en capital du budget général ; baisse de l'effort d'investissement de l'Etat ; diminution des réalisations d'équipements publics [21 mai 1985] (p. 950) ; secteur du bâtiment et des travaux publics (p. 951).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2653).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} : évaluation du coût fiscal de l'institution de la transparence fiscale ; inclusion du secteur commercial dans le champ d'application de cette disposition [22 mai 1985] (p. 1043) ; son sous-amendement n° 55 à l'amendement n° 6 de la commission (insérant dans le premier alinéa de l'amendement n° 6, les mots « du secteur industriel et du secteur des services à l'industrie définis par décret en Conseil d'Etat » après les mots « petites et moyennes entreprises ») (p. 1043) ; concentration de l'activité des S.C.R. sur les activités industrielles et le tertiaire industriel ; rejeté (p. 1044) ; **article 5 :** introduction d'une discrimination sur le marché des nouveaux produits au bénéfice de l'Etat ; gonflement des dépenses de fonctionnement des pouvoirs publics ; comparaison des déficits budgétaires en France et aux Etats-Unis par rapport aux montants totaux des budgets (p. 1056) ; **article 7 :** mise en conformité de la législation française sur les alcools avec le traité de Rome ; perception de taxes compensatoires ou reconduction d'une soule frappant les produits importés de la Communauté ; conséquences de la garantie d'achat d'alcool de betterave par l'Etat ; conciliation des règles communautaires avec le maintien d'un système d'avances du Trésor au service des alcools (p. 1061) ; **après l'article 7 :** conséquences de la réforme sur les taux des prêts consentis aux collectivités locales ; fonds de garantie constituant un impôt déguisé sur les prêts aux collectivités locales (p. 1065) ; **après l'article 11 :** son amendement n° 47 (associations régies par le code civil local alsacien-mosellan dont la mission est reconnue d'utilité publique) (p. 1068) ; rejeté (p. 1069) ; **article 12 :** révision des bases locatives foncières non bâties ; dévalorisation de certaines terres du fait de l'évolution technique ; révision générale des bases cadastrales ; disparition de nombreux agents des impôts (p. 1072) ; **après l'article 12 :** son amendement n° 43 (insérant un article prévoyant que le comité d'entreprise peut effectuer des versements à des associations reconnues d'utilité publique ou aux bureaux d'aide sociale des communes) ; introduction d'une dérogation dans le fonctionnement des comités d'entreprise ; rejeté (p. 1074).

Deuxième lecture, discussion des articles : article 1^{er} quater : mode de financement des entreprises privées ou nationales [20 juin 1985] (p. 1817) ; appel aux titres participatifs facilitant la transmission des P.M.I. et P.M.E. ; distorsion de la politique économique au profit du secteur public ; résultats de British Telecom (p. 1818) ; **article 1^{er} quinquies :** conditions de la concurrence dans le secteur bancaire ; contradiction avec la loi bancaire ; rapport de M. Balligand (p. 1819) ; nombre des saisines de la commission bancaire (p. 1820) ; **article 6 bis :** déséquilibre de la législation fiscale au profit des concubins (p. 1824) ; **après l'article 6 bis :** respect de la législation communautaire ; souhaite une interruption de séance pour examiner l'amendement n° 35 du Gouvernement (p. 1825) ; **article 7 ter :** situation actuelle de la Caisse des dépôts ; opposition des collectivités locales au financement du logement social (p. 1826) ; **article 11 bis :** danger des indexations ; impossibilité de déficit sur les chapitres de fonctionnement ; contrôle des prix (p. 1831) ; **article 12 :** nécessité de la révision générale des valeurs locatives foncières ; problème de la date (p. 1832) ; **article 16 :** ses observations sur l'amendement n° 23 de la commission (p. 1834).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (n° 2661).**

Première lecture, discussion des articles : après l'article 12 : son amendement n° 80 (prévoyant que le comité d'entreprise peut effectuer des versements à des

associations reconnues d'utilité publique ou au bureau d'aide sociale des communes) ; rejeté ; son amendement n° 153 (assimilation des associations régies par le code civil local alsacien et mosellan dont la mission aura été reconnue d'utilité publique aux associations reconnues d'utilité publique) ; rejeté [23 mai 1985] (p. 1132).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration (n° 2757).**

Discussion : initiatives relatives au projet d'union européenne méritant un débat spécifique ; conséquences pratiques de l'élargissement de la C.E.E. ; distinction entre les décisions de gestion et les décisions fondamentales ; insuffisante utilisation du Parlement européen [11 juin 1985] (p. 1612) ; désaisissement du Parlement français des affaires européennes (p. 1613).

— **Projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800).**

Première lecture, discussion générale : conditions de discussion du projet de loi ; souhaite une meilleure organisation des travaux ; imperfection de la réforme mise en place en 1979 ; collectivités locales disposant d'une ressource évolutive ; réduction du nombre des composantes constituant la D.G.F. ; amélioration des mécanismes de péréquation ; substitution de la notion de potentiel fiscal à celle d'impôt sur les ménages ; situation des communes-centres ; garanties de progression minimales de la D.G.F. ; contraintes de la gestion communale caractérisée par la lourdeur des frais fixes ; problème du volume de la D.G.F. en cas de rendement de la T.V.A. inférieur aux prévisions [28 juin 1985] (p. 2220) ; évaluation des bases de la fiscalité locale et des valeurs locatives datant de 1970 et 1971 ; nécessité d'une politique plus souple en matière d'augmentation des tarifs locaux ; communes ne pouvant plus fixer de taux d'évolution des quatre « vieilles » et de la taxe professionnelle (p. 2221).

— **Projet de loi relatif à la modernisation de la police nationale (n° 2855).**

Première lecture, discussion des articles : article 1^{er} et rapport annexé : son amendement n° 4 (responsabilité de l'application effective de l'article 88 de la loi du 7 janvier 1983) ; modalités de l'étatisation de la police municipale pour les communes qui en font la demande ; situation de la commune de Saverne ; proposition de M. Gaston Defferre visant à la suppression de la participation communale aux frais d'entretien de la police d'Etat [10 juillet 1985] (p. 2350) ; rejeté (p. 2351) ; **article 3 :** son amendement n° 5 : rapport sur l'étatisation des polices municipales ; non-application des dispositions de la loi du 7 janvier 1983 prévoyant l'étatisation de certaines polices municipales) (p. 2354) ; rejeté (p. 2355).

— **Projet de loi de finances pour 1986 (n° 2951).**

Première lecture, discussion générale : budget de 1986 apparaissant comme le contraire de celui de 1982 ; thème de la modernisation ; équilibre fallacieux du budget ; poids de la dette ; coût des obligations renouvelables du Trésor ; utilisation des ressources de certains organismes publics ou semi-publics [17 octobre 1985] (p. 3165) ; débudgétisation des dépenses ; diminution des crédits aux chantiers navals ; poids du traitement social du chômage ; niveau des investissements publics ; charges excessives pesant sur l'embauche et sur l'emploi ; problèmes fiscaux de la transmission des entreprises ; phénomène de la pauvreté (p. 3166).

Première partie :

Discussion des articles : article 2 : réduction de l'impôt sur le revenu ne correspondant pas à la situation des finances publiques ; problème du taux marginal d'imposition ; opportunité de réduire les charges multiples pesant sur l'emploi [17 octobre 1985] (p. 3188) ; traitements des couples mariés et non mariés ; rapport déposé au Conseil économique et social par Mme Evelyne Sullerot ; coût de l'alignement ; possibilité d'aménagement des tranches du barème (p. 3192) ; ampleur des efforts accomplis en faveur des personnes âgées ; réductions « drastiques » au titre de l'aide ménagère ; relèvement du seuil en deçà duquel les adhérents des centres de gestion agréés bénéficient de l'abattement de 20 % (p. 3195-3196) ; **après l'article 2 :** son amendement n° 68 (cotisations versées volontairement par les commerçants et artisans à un régime complémentaire de maladie,

de prévoyance ou de retraite); aménagement du régime fiscal des cotisations sociales des artisans et commerçants; non réalisation de l'harmonisation; paiement des impôts et des cotisations obligatoires sur le montant des cotisations volontaires complémentaires; discrimination reposant sur le mode d'exploitation de l'entreprise; bénéficiaires soumis à l'impôt (p. 3198); différence entre le régime de protection sociale des artisans et commerçants et celui des salariés; rejeté (p. 3199); **avant l'article 11**: problèmes posés par la taxe d'habitation; rupture du lien fiscal entre la commune et un grand nombre de ses habitants (p. 3237); **après l'article 12**: son amendement n° 69 (application du taux réduit de la T.V.A.); abaissement du taux réduit de T.V.A. à la redevance T.V.; cas des véhicules adaptés aux handicapés; situation en Europe (p. 3239); retiré (p. 3240); **après l'article 25**: son amendement n° 70 (transmission par le Gouvernement aux assemblées d'un document retraçant l'encours des obligations renouvelables du Trésor); rejeté [18 octobre 1985] (p. 3275).

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle. — *Discussion générale*: allongement de la durée moyenne du chômage; perspectives de croissance économique; ralentissement du rythme des pertes d'emploi; nombre des dispositions et de mesures en faveur de l'emploi; limites budgétaires au traitement social du chômage; valeur des statistiques; formations en alternance [31 octobre 1985] (p. 3772); organisation de la solidarité; développement de la société d'assistance; mise en place d'emplois d'intérêt collectif pour les chômeurs de longue durée en fin de droits; aides à l'embauche et à la création d'emplois nouveaux; réduction des charges pour les entreprises; flexibilité de l'emploi (p. 3773).

Affaires sociales et solidarité nationale. — *Discussion générale*: questions: lutte contre la pauvreté et la précarité de l'emploi; problèmes des chômeurs chefs de famille sans emploi [4 novembre 1985] (p. 3869); maintien de l'autonomie financière des familles; instauration des revenus minimum d'existence (p. 3870).

Relations extérieures, coopération et développement, affaires européennes. — *Discussion générale*: Rapporteur spécial: situation de la Communauté en ce qui concerne son financement; problème de la contribution britannique dans le cadre de la politique agricole; contribution de la France au financement de la Communauté [6 novembre 1985] (p. 3965); risque de réévaluation du budget français pour l'Europe; chèque en faveur de la Grande-Bretagne; élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal; programmes intégrés méditerranéens; Europe de la technologie; projet Eurêka; nécessité de prévoir des adaptations à la politique agricole commune; croissance économique de la France (p. 3966); montants des crédits inscrits dans le budget communautaire pour 1986 (p. 3996).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale*: questions: avenir des polices municipales ayant vocation à être étatisées [13 novembre 1985] (p. 4325); communes devant supporter le coût financier de leur police municipale (p. 4326).

Economie, Budget et Finances et Consommation. — *Discussion générale*: Montant de la dette publique; croissance annuelle de la richesse nationale; effort d'investissement public et privé [13 novembre 1985] (p. 4273); effets des obligations renouvelables du Trésor; taux des prêts servis aux collectivités locales (p. 4274); comparaison de la croissance de l'endettement avec celle du P.I.B. (p. 4277).

Examen des crédits: I. — **Charges communes**: **Etat B**: titre 1^{er}: montant de la dotation afférente à la garantie de l'Etat (p. 4280).

Articles additionnels et articles non rattachés: **après l'article 57**: son amendement n° 3 (référence aux syndicats mixtes chargés de la gestion des parcs naturels régionaux); rejeté [14 novembre 1985] (p. 4361).

Deuxième lecture, discussion générale: délais prévus pour l'examen des amendements du Gouvernement; niveau de la production industrielle; durée moyenne du chômage; taux d'investissement; déficit public; sous-évaluation de certains postes; budget des P.T.T. et de la sécurité sociale [17 décembre 1985] (p. 6259); cas des chômeurs sans droit;

besoins du secteur du logement (p. 6260); amalgame entre I.G.F. et lutte contre la pauvreté (p. 6262).

Discussion des articles: **après l'article 5**: son approbation de l'amendement n° 27 du Gouvernement; notion de moitié de la surface minimum d'installation (p. 6268); **après l'article 11**: notion de « groupe de musiciens » (p. 6272); **article 14**: opposition des groupes U.D.F. et R.P.R. à l'amendement n° 6 de M. Parfait Jans; institution d'une taxe sur les contrats d'assurances des exploitants agricoles pour abonder le fonds des calamités (p. 6274); **article 16**: compétitivité des entreprises utilisant le fioul; taxation du fioul en France (p. 6275); **article 17**: simplification du travail des entreprises chargées de distribuer le gaz à différentes catégories d'utilisateurs finaux; relèvement du seuil d'application de la nouvelle taxation du gaz naturel (p. 6275); cas des entreprises qui achètent le gaz taxé (p. 6276); **article 18 bis**: problèmes de la formation en alternance; complexité des formalités; modalités de versement du 0,1 % et du 0,2 %; refus de la simultanéité des collectes des deux taxes parafiscales (p. 6277).

Seconde délibération de la deuxième partie: **article 28 et état B - titre III**: subvention accordée à l'Office national à l'action sociale, éducative et culturelle pour les rapatriés (p. 6295-6296); **après l'article 51**: amendement n° 40 du Gouvernement dissimulant des privilèges cachés (p. 6305); **après l'article 62**: amendement n° 54 du Gouvernement méritant d'être examiné par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 6308); **article 66**: transfert de charges impliqué par les articles en cours de discussion; augmentation des cotisations sociales (p. 6309); **article 71**: débudgétisation remettant en cause la limitation annoncée des dépenses publiques (p. 6312).

Explications de vote: vote négatif du groupe U.D.F.; conditions inacceptables du déroulement et de la discussion de certains amendements; alourdissement d'une série d'impôts directs; augmentation des cotisations sociales dues au transfert de charges; budget revêtant un caractère « discrètement électoraliste » (p. 6319).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, modifiant à compter du mois de décembre 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi n° 82-669 du 3 août 1982 portant création du fonds spécial de grands travaux (n° 3039).**

Première lecture, explications de vote: félicite M. Charles Josselin pour sa nomination; nature et objectifs du fonds spécial de grands travaux; accaparement de la fiscalité pétrolière par l'Etat; prime à l'amélioration de l'habitat; électrification de la ligne de chemin de fer Stasbourg-Lyon; abstention du groupe U.D.F. [20 novembre 1985] (p. 4561).

— **Projet de loi adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé (n° 3025).**

Première lecture, discussion des articles: **après l'article 62**: son amendement n° 190 (application des dispositions des articles 144 et 145 du code de la famille et de l'aide sociale aux cas où le handicap ouvrant droit à l'allocation est constaté après soixante-cinq ans); retiré; son amendement n° 191 (complétant la troisième phrase du paragraphe II de l'article 39 de la loi du 30 juin 1975 par les mots: « et lorsque le handicap a été constaté avant soixante-cinq ans »); retiré [25 novembre 1985] (p. 4853).

— **Déclaration du Gouvernement sur la fonction publique et débat sur cette déclaration (n° 3109).**

Discussion: conditions de déroulement du débat [26 novembre 1985] (p. 4905); nécessité d'une gestion plus moderne des services de l'Etat; nécessité d'augmenter les moyens matériels de la fonction publique et non son personnel; indépendance de la haute fonction publique; son pouvoir d'achat; politisation de la haute fonction publique (p. 4906); primes et indemnités des fonctionnaires; utilisation de la fonction publique à des fins partisans; pratiques des nominations au tour extérieur; problème syndical dans la fonction publique (p. 4907); coût pour la fonction publique des décharges syndicales d'activité de service; rapport Chevallier sur l'avenir de la poste; réforme du statut de la fonction publique constituant une occasion manquée; rigidité statutaire aux P.T.T.; nécessaire réta-

blissement de l'équilibre entre les droits et les devoirs des fonctionnaires (p. 4908) ; nécessité de développer la possibilité d'infliger des sanctions diverses et adaptées ; motivation des fonctionnaires ; nécessité de déléguer le plus possible de responsabilité et son symbole : la signature ; nécessité de développer la mobilité des fonctionnaires ; rapport entre les coûts et les avantages d'un service ; multiplication des services d'accueil des entreprises dans les services décentralisés de l'Etat (p. 4909) ; nécessité de mettre vraiment la décentralisation au service du citoyen ; déconcentration de la gestion dans l'ensemble des moyens en personnels et en fonctionnement des différents services de l'Etat (p. 4910) ; nominations au tour extérieur à la Cour des comptes (p. 4911) ; difficultés de payer correctement les fonctionnaires lorsque l'on en augmente le nombre (p. 4920).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la négociation collective sur l'aménagement du temps de travail (n° 3096).**

Première lecture, discussion générale : taux de croissance de la France créant deux à trois fois moins d'emplois que dans d'autres pays tels que les Etats-Unis et le Japon ; difficultés en France pour quitter la situation de demandeur d'emploi ; tradition française consistant à tout réglementer ; pointillisme de notre législation ; transfert de certaines décisions concernant le temps de travail de l'Etat vers les partenaires sociaux ; conception plus évolutive du droit de travail ; projet évitant de banaliser le travail du dimanche ;

conclusion d'accords de branche en matière d'aménagement du temps de travail ; nécessité de négocier des accords de ce type au sein de l'entreprise ; cas de l'entreprise Kronenbourg [4 décembre 1985] (p. 5315) ; nécessité de revoir l'ensemble de l'organisation de l'entreprise lors d'un réaménagement du temps de travail ; problèmes de l'application de ce texte dans le secteur bancaire (p. 5316).

Son rappel au règlement : caractère contestable de la pratique consistant pour le Gouvernement ou sa majorité à déposer des amendements de dernière heure de préférence tard dans la nuit ou « aux heures les plus invraisemblables » ; exemple de la deuxième lecture du projet de loi de finances pour 1986 [18 décembre 1985] (p. 6354).

ZUCCARELLI (Jean)

*Député de la Haute-Corse
(1^{re} circonscription)
Apparenté socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1985] (p. 3848).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 avril 1985] (p. 3903).

Paris. — Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix. 403829997-000586
